RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

depp
Statistique publique de l'éducation

Repères et références statistiques

ENSEIGNEMENTS • FORMATION • RECHERCHE

2026

Repères et références statistiques

ENSEIGNEMENTS • FORMATION • RECHERCHE

2026

Cet ouvrage est édité par le ministère de l'Éducation nationale - Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) 61-65 rue Dutot 75732 Paris Cedex 15

Directrice de la publication
Magda Tomasini

Directeur de la collection
Ronan Vourc'h

Rédaction en chef
Christophe Jaggers
Laure Brézard
Estelle George

Secrétaire de rédaction
Johanna Sztanke

Composition cartographique
Sylvain Blondeau

Composition
Artatem

RERS interactif
Aurélien Bertail
Laure Brézard

Auteurs
Dominique Abriac
Thypaine Aunay
Loris Bagot
Anne-Sophie Beaurenaut
Jeanne Beck
Timothé Beuchon
Vincent Blanche
Louis Bodelin
Cédric Bourgeois
Anaïs Bret
Laurence Brun
Luc Cheung Kivan Yeun
Margot Christensen
Isabelle Cioldi
Sophie Cristofoli
Clément Dallochio
Anna-Lyn Daumard
Charles de Fornel
Marion Defresne
Adeline Dembo
Aurélie Demongeot
Julien Desclaux
Pascal Dieusaert
Manon Doré
Mélanie Drégoir
Claire Dutey
Sophie Edouard
Thomas Euzeby
Franck Evain
Alexandra Farrugia
Hugues Faucon
Pascaline Feuillet
Marie Fourré
Morgane Fridlin
Estelle George
Hugo Giraudeau-Barthet
Cyrille Godonou
Léonie Guichard
Lilas Gurgand
Naïma Habib
Hugo Lhommeau
Salah Idmachiche
Khadija Jabri
Colin Jourde
Léa Juzdzewski
Julie Kamionka
Justine Klipfel
Auriane Kopka-Peretti
Aurélie Lacroix
Marie Lazaridis
Stéphanie Le Breton
Marie Lebaudy
Basile Leroux
Maxime Lescurieux
Claire Létroublon
Florent Lhuillier
Agnès Lièvre
Lauriane Magnino
Marie Mahoux
Nathalie Marin
Diane Marlat
Violette Marmion
Maude Mathieu
Chloé Mellet
Maya Menuet
Nicolas Miconnet
Kenza Miousset
Lyes Nait Ighil
Guirane Ndao
Gilles N'guia
Thu Dung Nguyen
Steve Nunes
Mathieu Orzoni
Vincent Paillet
Tess Perrin
Louise Piquemal
Emilie Radé
Christelle Raffaëlli
Robert Rakocevic
Muriella Rakotobe
Margot Remeau
Lourdes Rojas Rubio
Sylvie Rousseau
Norbert Rugambage
Franck Salles
Philippe Schmitt
Philippe Serre
Alexia Stéfanou
Willy Thao Khamsing
Philippine Thiel
Fanny Thomas
Boubou Traore
Benjamin Valdenaire
Catherine Valette
Roseline Verdon

ISSN 1635-9089 / e-ISSN 2427-4623
ISBN 978-2-11-179470-2/ e-ISBN 978-2-11-179471-9
Dépôt légal : août 2026

Avant-propos

Repères et références statistiques est une publication annuelle éditée depuis 1984. Elle fournit, en un seul volume, toute l'information statistique disponible sur le fonctionnement et les résultats du système éducatif français. Elle comprend un aperçu synthétique des principales données sur les enseignements primaire et secondaire, mais également sur l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle.

Les différentes thématiques sont abordées à travers **206 fiches** présentées sous la forme d'une double page. La page de droite est constituée de tableaux et graphiques et la page de gauche contient une présentation synthétique de ces données. Cette dernière est accompagnée d'une rubrique « Précisions » et d'une rubrique « Pour en savoir plus » permettant au lecteur de bien interpréter les données et de les compléter en recourant aux autres publications des ministères chargés de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur. Cette page est complétée d'une série temporelle longue illustrant la thématique. Ces données sont téléchargeables sur le site RERS interactif et sont mises à jour tout au long de l'année dès que les sources sont disponibles.

Ce **quarante-troisième numéro** apporte aux décideurs, comme aux acteurs du système éducatif et au grand public, une information dont la richesse et la pertinence visent à éclairer et étayer le débat sur le système éducatif mais aussi les choix collectifs de prospective.

Magda Tomasini

Directrice de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP)

Ministère de l'Éducation nationale

Pierrette Schuhl

Sous-directrice des systèmes d'information et des études statistiques (SIES)

Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace

Notes au lecteur

En raison des arrondis, les totaux peuvent différer de la somme des éléments qui la composent, notamment pour les histogrammes en pourcentage.

Lorsque les données portent sur une rentrée ou année scolaire, les intitulés de colonne font référence à l'année civile au cours de laquelle a lieu la rentrée. Par exemple, dans la fiche 1.02, la colonne « 2025 » se réfère aux effectifs d'élèves et étudiants de la rentrée scolaire 2025 (ou année scolaire 2025-2026).

Cette même règle s'applique aux évolutions. Par exemple, dans la fiche 1.02, la colonne « Évol. 2024/2025 (%) » se réfère à l'évolution des effectifs d'élèves et étudiants entre les rentrées scolaires 2024 et 2025.

Les *Notes d'Information* de la DEPP et les *Notes Flash du SIES* les plus récentes sont référencées à la fin de l'ouvrage.

SIGNES CONVENTIONNELS UTILISÉS

ε	Résultat très petit mais non nul
0	Résultat non significatif ou Valeur inférieure à 0,05
(blanc)	Absence d'effectif ou Pas d'effectif possible (aucun résultat ne peut être inscrit)
n.d.	Information non disponible
p	Données provisoires

CHAMP

- Ministère de l'Éducation nationale (MEN) et ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace (MESRE), sauf mention contraire.
- La France hors DROM ou l'Hexagone désigne les 96 départements français appartenant au continent européen.
- Le terme « France » regroupe la France hexagonale et les DROM *(y compris Saint-Barthélemy et Saint-Martin qui sont rattachées à l'académie de Guadeloupe)*.
- Le terme « France entière » regroupe la France, les COM et la Nouvelle-Calédonie.
- Départements et régions d'outre-mer (DROM) : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion.
  Mayotte a changé de statut le 31 mars 2011, passant de collectivité d'outre-mer à département et région d'outre-mer (DROM).
- Collectivités d'outre-mer (COM) : Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna.
  Saint-Barthélemy et Saint-Martin sont rattachées à l'académie de Guadeloupe.
- La Nouvelle-Calédonie possède un statut provisoire de « collectivité d'outre-mer à statut particulier ».

PUBLICATION DES DONNÉES

La publication ainsi que des données complémentaires sous forme de séries longues sont actualisées en continu sur **https://www.education.gouv.fr** et accessibles en format PDF sur **https://www.education.gouv.fr/RERS** dès la rentrée scolaire 2026.

Sommaire

1. LE SYSTÈME ÉDUCATIF

1.01 Les principales filières de formation à la rentrée 2025 12
1.02 La population scolaire et de l'enseignement supérieur : synthèse 14
1.03 Le taux de scolarisation par département et académie 16
1.04 Les territoires de résidence et de scolarisation des élèves 18
1.05 Le taux de scolarisation par âge 20
1.06 La répartition des jeunes de 14 à 17 ans dans le système éducatif 22
1.07 La scolarisation des élèves en situation de handicap 24
1.08 La scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés 26
1.09 Les structures de formation initiale 28

2. LES ÉTABLISSEMENTS

2.01 Les écoles 32
2.02 Les classes du premier degré 34
2.03 Les écoles par académie 36
2.04 Les collèges et les lycées : type d'établissement et classes 38
2.05 Les collèges et les lycées : niveau de formation et classes 40
2.06 La taille des classes dans le second degré 42
2.07 Les collèges et les lycées par académie 44
2.08 La taille des collèges et des lycées 46
2.09 L'hébergement des élèves dans les établissements du second degré 48
2.10 Les ensembles immobiliers du second degré public et l'équipement numérique 50
2.11 Le climat scolaire du point de vue des élèves de CM1-CM2 52
2.12 Le climat scolaire du point de vue des élèves de collège 54
2.13 Le climat scolaire du point de vue des élèves de lycée 56
2.14 Le climat scolaire et les violences du point de vue des personnels du premier degré 58
2.15 Le climat scolaire et les violences du point de vue des personnels du second degré 60
2.16 Les incidents graves signalés pour les écoles, les collèges et les lycées publics et privés 62
2.17 L'absentéisme des élèves du second degré public 64
2.18 Les réseaux d'éducation prioritaire (REP+ et REP) 66
2.19 Les élèves du second degré habitant dans un quartier prioritaire 68
2.20 Les établissements et structures de l'enseignement supérieur 70

3. LES ÉLÈVES DU PREMIER DEGRÉ

3.01 Le premier degré : évolution des effectifs 74
3.02 Le premier degré par département et académie 76
3.03 Le premier degré : sexe, âge et parcours 78
3.04 La scolarisation avant l'âge de 6 ans 80
3.05 L'étude des langues vivantes dans le premier degré 82
3.06 Le retard scolaire à l'entrée en sixième 84
3.07 Les élèves en situation de handicap dans le premier degré – 1 86
3.08 Les élèves en situation de handicap dans le premier degré – 2 88
3.09 Les élèves de l'enseignement privé hors contrat dans le premier degré 90
3.10 Le devenir des élèves trois et quatre ans après leur entrée en petite section de maternelle 92

4. LES ÉLÈVES DU SECOND DEGRÉ

4.01 Le second degré : évolution des effectifs 96
4.02 Le premier degré par département et académie 98
4.03 L'origine sociale des élèves du second degré 100

Sommaire

4.04 Les formations en collège : sexe, âge, flux 102
4.05 Les formations professionnelles en lycée : évolution des effectifs 104
4.06 Les formations professionnelles en lycée : classe, sexe, âge 106
4.07 Les formations professionnelles sous statut scolaire : flux 108
4.08 Les formations professionnelles en lycée par spécialité 110
4.09 Les formations générales et technologiques par série 112
4.10 Les formations générales et technologiques en lycée : sexe, âge, flux 114
4.11 Les options facultatives de seconde générale et technologique 116
4.12 Les options facultatives de première et terminale technologiques 118
4.13 Les options facultatives de première et terminale générales 120
4.14 Les enseignements de spécialité en première générale : matières 122
4.15 Les enseignements de spécialité en première générale : combinaisons 124
4.16 Les enseignements de spécialité en terminale générale : matières 126
4.17 Les enseignements de spécialité en terminale générale : combinaisons 128
4.18 L'étude des langues vivantes dans le second degré 130
4.19 Les sections linguistiques dans le second degré 132
4.20 L'étude du latin et du grec ancien dans le second degré 134
4.21 Les élèves de Segpa 136
4.22 Les élèves en situation de handicap dans le second degré – 1 138
4.23 Les élèves en situation de handicap dans le second degré – 2 140
4.24 Les élèves de l'enseignement privé hors contrat dans le second degré 142
4.25 Les élèves de collège accueillis en dispositifs relais 144
4.26 L'enseignement agricole dans le second degré 146
4.27 Le devenir des élèves treize ans après leur entrée en CP 148
4.28 Les poursuites d'études après la troisième et la seconde GT dans l'enseignement scolaire et l'apprentissage 150

5. LES ACQUIS DES ÉLÈVES

5.01 Les acquis des élèves de petite section de maternelle 154
5.02 L'évaluation Repères en début de CP : résultats généraux 156
5.03 L'évaluation Repères en début de CP : résultats par secteur 158
5.04 L'évaluation Repères en début de CE1 : résultats généraux 160
5.05 L'évaluation Repères en début de CE1 : résultats par secteur 162
5.06 L'évaluation Repères en début de CE2 : résultats généraux 164
5.07 L'évaluation Repères en début de CE2 : résultats par secteur 166
5.08 L'évaluation Repères en début de CM1 : résultats généraux 168
5.09 L'évaluation Repères en début de CM1 : résultats par secteur 170
5.10 L'évaluation Repères en début de CM2 : résultats généraux 172
5.11 L'évaluation Repères en début de CM2 : résultats par secteur 174
5.12 Les évaluations Repères à l'école élémentaire en français : résultats par sexe 176
5.13 Les évaluations Repères à l'école élémentaire en mathématiques : résultats par sexe 178
5.14 L'évaluation en début de sixième : résultats généraux 180
5.15 L'évaluation en début de sixième : résultats par secteur 182
5.16 L'évaluation en début de sixième : résultats par domaine 184
5.17 L'évaluation en début de cinquième : résultats par domaine 186
5.18 L'évaluation en début de quatrième : résultats généraux 188
5.19 L'évaluation en début de quatrième : résultats par secteur 190
5.20 L'évaluation en début de quatrième : résultats par domaine 192
5.21 L'évaluation en début de sixième et de quatrième : résultats par sexe 194
5.22 Le test de positionnement en début de seconde générale et technologique 196
5.23 Le test de positionnement en début de seconde professionnelle 198
5.24 Le test de positionnement en début de première année de CAP sous statut scolaire 200
5.25 Sentiment de confiance des élèves au collège et au lycée selon le sexe 202

5.26 Les aptitudes physiques des élèves à l'entrée en sixième 204
5.27 Les compétences des jeunes en lecture 206
5.28 Les performances des élèves de CM1 en mathématiques et en sciences selon l'enquête Timss 208
5.29 Les performances des élèves de quatrième en mathématiques et en sciences selon l'enquête Timss 210
5.30 Les compétences en sciences en fin d'école et en fin de collège 212
5.31 La conscience environnementale des élèves de CM1 et de quatrième selon l'enquête Timss 214

6. LES APPRENTIS

6.01 Les centres de formation d'apprentis : évolution des effectifs 218
6.02 Les apprentis par région et académie 220
6.03 Les apprentis par spécialité de formation 222
6.04 Les formations en apprentissage : classe, sexe, âge 224
6.05 L'apprentissage dans le second degré professionnel 226
6.06 Les origines scolaires des apprentis du second degré 228
6.07 L'apprentissage dans l'enseignement supérieur 230
6.08 Les apprentis en EPLE 232
6.09 Les apprentis et les CFA en 2025-2026 234

7. LES ÉTUDIANTS

7.01 Les effectifs du supérieur : évolution 238
7.02 Les effectifs du supérieur par académie 240
7.03 Les doctorants et les docteurs 242
7.04 Les étudiants dans les formations scientifiques 244
7.05 Les étudiants des universités 246
7.06 Les nouveaux entrants à l'université 248
7.07 La population universitaire par établissement et académie 250
7.08 Les étudiants préparant un BUT 252
7.09 Les étudiants des filières d'ingénieurs 254
7.10 Les écoles de commerce, gestion et vente 256
7.11 Les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) 258
7.12 Les sections de techniciens supérieurs et assimilées 260
7.13 Les sections de techniciens supérieurs et assimilées par spécialité 262
7.14 Les femmes dans l'enseignement supérieur 264
7.15 L'origine sociale des étudiants français 266
7.16 La mobilité des étudiants entre la France et l'étranger 268
7.17 Les étudiants étrangers en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur 270
7.18 Les étudiants étrangers en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur par nationalité 272
7.19 Les étudiants étrangers en mobilité internationale dans les universités 274
7.20 Les vœux d'orientation et propositions d'admission des nouveaux bacheliers 276
7.21 Les taux d'inscription des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur 278
7.22 Les entrants en première année de l'enseignement supérieur : provenance et devenir un an après 280
7.23 Les candidatures et propositions d'admission en master 282

8. RÉSULTATS, DIPLÔMES, INSERTION

8.01 La réussite au diplôme national du brevet : sexe, âge, origine sociale 286
8.02 La réussite au baccalauréat selon la voie et la série 288
8.03 La réussite au baccalauréat : sexe, âge, origine sociale 290
8.04 La proportion de bacheliers dans une génération 292
8.05 L'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième 294

8.06 Les diplômes technologiques et professionnels du second degré 296
8.07 La réussite au CAP et au baccalauréat professionnel : sexe, âge 298
8.08 La réussite au CAP et au baccalauréat professionnel par spécialité 300
8.09 Les diplômes de l'enseignement supérieur : évolution 302
8.10 Le BTS – présentation générale 304
8.11 Le BTS – succès par spécialité 306
8.12 Les diplômes universitaires de technologie (DUT) 308
8.13 La réussite au BUT 310
8.14 Les diplômes universitaires : évolution 312
8.15 Les diplômes universitaires par discipline 314
8.16 La réussite en licence 316
8.17 Les diplômes d'ingénieurs et de commerce 318
8.18 Le niveau d'études à la sortie du système éducatif 320
8.19 L'insertion des lycéens professionnels et étudiants de niveau CAP à BTS 322
8.20 L'insertion des apprentis de niveau CAP à BTS 324
8.21 L'insertion professionnelle des diplômés 2024 de l'université 326
8.22 L'insertion professionnelle des diplômés de formation d'ingénieur et de management de niveau bac + 5 328
8.23 L'insertion professionnelle en 2023 des docteurs diplômés en 2020 330
8.24 La situation professionnelle quelques années après la sortie de la formation initiale 332
8.25 La validation des acquis de l'expérience : diplômes technologiques et professionnels 334
8.26 La France et les objectifs européens en éducation et formation 336

9. LES PERSONNELS

9.01 Les personnels de l'enseignement scolaire : évolution 340
9.02 Les personnels de l'enseignement scolaire par mission et corps 342
9.03 L'âge, le sexe et le rythme de travail des personnels de l'enseignement scolaire 344
9.04 Structure par âge des personnels de l'enseignement scolaire 346
9.05 Les enseignants du premier degré public par académie et département 348
9.06 Les enseignants du premier degré privé sous contrat par académie et département 350
9.07 Les enseignants du second degré public par académie 352
9.08 Les enseignants du second degré privé sous contrat par académie 354
9.09 Les enseignants du second degré par niveau de formation 356
9.10 Les enseignants du second degré par discipline 358
9.11 Le service des enseignants dans les établissements du second degré 360
9.12 Les heures d'enseignement non assurées auprès des élèves du second degré public 362
9.13 L'encadrement des élèves dans les établissements du second degré 364
9.14 Les enseignants remplaçants des premier et second degrés publics et privés sous contrat 366
9.15 La mobilité des enseignants des premier et second degrés publics 368
9.16 Les personnels non enseignants de l'enseignement scolaire 370
9.17 La rémunération des enseignants de l'éducation nationale 372
9.18 La rémunération des personnels non enseignants 374
9.19 Les enseignants du supérieur par discipline 376
9.20 Les personnels non enseignants de l'enseignement supérieur public sous tutelle du MESRE 378
9.21 La formation continue des personnels de l'éducation nationale 380
9.22 Les enseignants d'école élémentaire et leur formation 382
9.23 Les enseignants de collège et leur formation 384
9.24 Les départs à la retraite des personnels 386
9.25 Les concours de recrutement de personnels enseignants du premier degré 388
9.26 Les concours externes de recrutement de personnels enseignants du premier degré 390
9.27 Les concours de recrutement de personnels enseignants du second degré 392
9.28 Les concours de recrutement de personnels enseignants du second degré public selon les disciplines 394
9.29 Les concours de recrutement de personnels d'encadrement et de vie scolaire 396

9.30 Les concours de recrutement de personnels ASS, des bibliothèques et ITRF 398
9.31 Les pratiques enseignantes en petite section : mobilisation du langage et premiers outils mathématiques 400
9.32 Les pratiques d'enseignement à l'école élémentaire et au collège 402
9.33 Les conditions d'exercice et les perceptions du métier d'enseignant d'école élémentaire et de collège 404

10. BUDGETS, COÛTS ET FINANCEMENTS

10.01 La dépense intérieure d'éducation 408
10.02 Le financement de la dépense intérieure d'éducation 410
10.03 Le budget : analyse et évolution 412
10.04 Le financement des producteurs d'éducation 414
10.05 Les dépenses par élève et par étudiant 416
10.06 Les aides sociales dans le second degré 418
10.07 L'aide aux étudiants 420
10.08 Les boursiers sur critères sociaux à l'université 422
10.09 La recherche et le développement expérimental : vue d'ensemble 424

11. LA FRANCE D'OUTRE-MER

11.01 La population scolaire en outre-mer 428
11.02 Le premier degré dans les DROM 430
11.03 Le second degré dans les DROM 432
11.04 Les flux et l'origine sociale des élèves du second degré dans les DROM 434
11.05 Les étudiants du supérieur dans les DROM-COM et en Nouvelle-Calédonie 436
11.06 Les étudiants des universités dans les DROM-COM et en Nouvelle-Calédonie 438
11.07 Les diplômes dans les DROM et les COM 440
11.08 Les personnels de l'enseignement scolaire dans les DROM 442

ANNEXES

Glossaire 446
Table des sigles 472
Notes d'Information de référence 480

1. LE SYSTÈME ÉDUCATIF

1.01 Les principales filières de formation à la rentrée 2025

Le système éducatif français comprend trois degrés, partagés en cycles pour les premier et second degrés.

Le premier degré correspond aux enseignements préélémentaire et élémentaire, dispensés dans les écoles maternelles, élémentaires et primaires. Ces enseignements se déroulent en trois cycles : le cycle des apprentissages premiers, de la petite à la grande section de maternelle (cycle I) ; le cycle des apprentissages fondamentaux, du CP au CE2 (cycle II) et le cycle de consolidation, du CM1 à la sixième (cycle III).

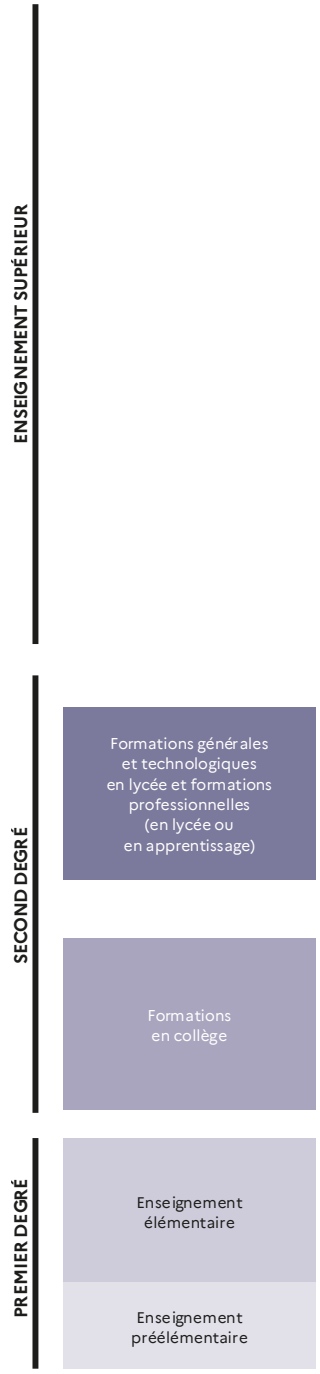
L'enseignement du second degré (enseignement secondaire) est dispensé dans les collèges, puis dans les lycées généraux et technologiques ou les lycées professionnels. Depuis la rentrée 2016, la sixième parachève le cycle de consolidation qui débute lors du premier degré. Le cycle des approfondissements s'étend de la cinquième à la troisième. Des enseignements adaptés sont également proposés en collège (sixième à troisième Segpa). Depuis la rentrée 2020, les élèves de première et de terminale générales sont scolarisés en fonction des options de spécialité et non dans des séries.

L'enseignement relevant de l'adaptation scolaire et de la scolarisation des enfants en situation de handicap dans le premier et le second degré s'organise en partie en coopération avec le ministère chargé de la santé.

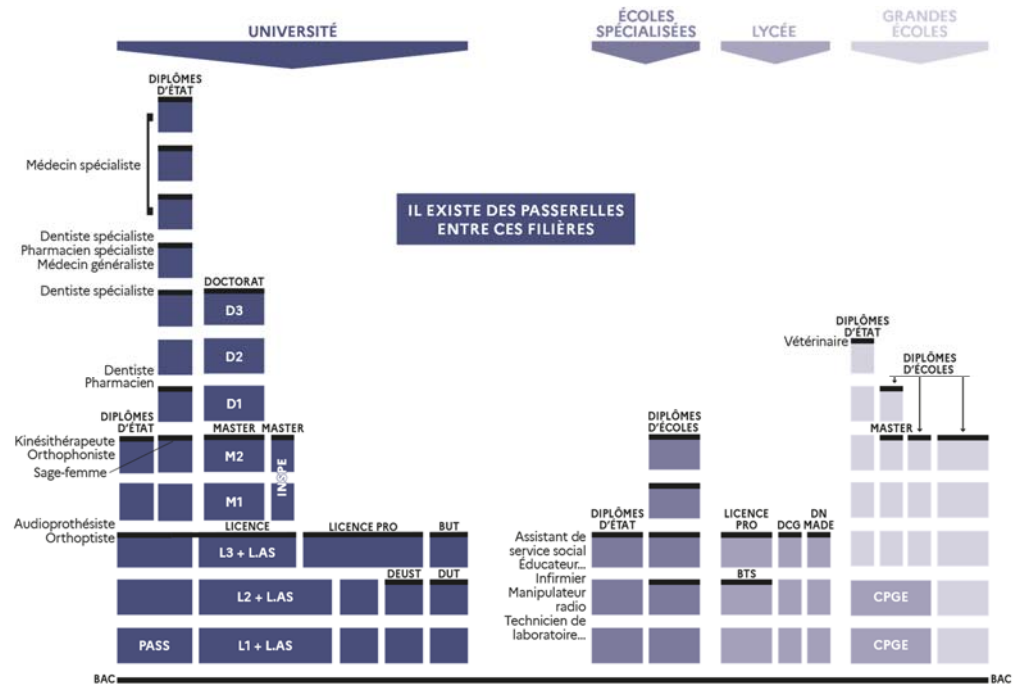
L'enseignement post-secondaire et supérieur est dispensé dans les lycées (sections de techniciens supérieurs [STS], classes préparatoires aux grandes écoles [CPGE]), dans les grandes écoles et les écoles ou instituts spécialisés, et dans les universités. Les universités offrent les formations licence-master-doctorat (LMD). Le cursus licence correspond aux trois premières années universitaires ; le cursus master regroupe les deux années suivantes ; enfin, le cursus doctorat (trois ans), à vocation recherche, aboutit à une thèse de doctorat. Les diplômes universitaires de santé sont accessibles par deux voies d'entrée : le parcours spécifique santé (PASS) et la licence accès santé (L.AS), une licence universitaire avec une mineure santé.

L'apprentissage constitue une voie d'accès à l'enseignement professionnel, directement après la troisième ou ultérieurement dans le parcours de formation.

L'instruction en France est obligatoire à partir de l'âge de 3 ans depuis la rentrée 2019 et jusqu'à 16 ans. La notion d'« âge théorique », utilisée dans la publication, fait référence à un cursus scolaire commencé à l'âge de 3 ans et effectué sans redoublement, ni interruption, ni saut de classe.



Source
Onisep, MEN.



	Bac général	Bac technologique		BT	Bac pro		
Cycle terminal	Terminale générale	Terminale technologique		Terminale BT	Terminale pro	CAP	ULIS/ UPE2A
	Première générale	Première technologique	Première d'adaptation	Première BT	Première pro	2de année CAP	
Cycle de détermination	Seconde générale et technologique			Seconde BT	Seconde pro	1re année CAP	

	Diplôme national du brevet (DNB)		
Cycle IV (approfondissements)	Troisième	ULIS / UPE2A	Sixième à troisième Segpa
	Quatrième		
	Cinquième		
Cycle III (consolidation)	Sixième		
Cycle III (consolidation)	Cours moyen deuxième année	ULIS / UPE2A	
	Cours moyen première année		
Cycle II (apprentissages fondamentaux)	Cours élémentaire deuxième année		
	Cours élémentaire première année		
	Cours préparatoire		
Cycle I (apprentissages premiers)	Grande section		
	Moyenne section		
	Petite section (3 ans)		

BT Examen terminal

Enseignements adaptés

--- Le cycle III couvre la fin de l'enseignement élémentaire et la 6e en collège

1.02 La population scolaire et de l'enseignement supérieur : synthèse

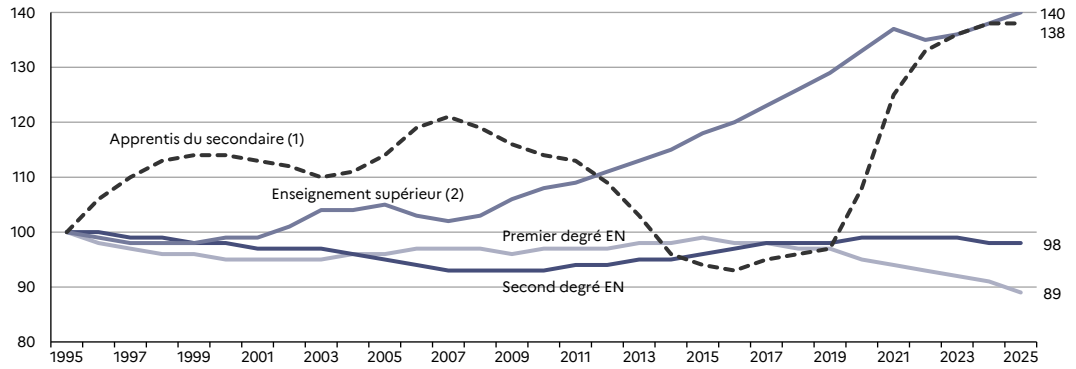
À la rentrée 2025, le système éducatif public et privé français scolarise au total 12,5 millions d'élèves et d'apprentis dans les premier et second degrés, soit une baisse de 1,0 % par rapport à la rentrée 2024 **(2)**.

Dans le premier degré public et privé sous contrat, les effectifs diminuent (- 1,7 %) pour la dixième année consécutive, principalement en raison de la baisse des naissances depuis 2010 **(1)**. Cette diminution touche également le premier degré privé hors contrat lors de cette rentrée 2025 (- 1,2 %). En revanche, les élèves du premier degré bénéficiant de l'appui d'une unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS) ou d'une unité d'enseignement élémentaire autisme (UEEA) sont de nouveau plus nombreux à la rentrée 2025 (58 700, soit + 1,5 %).

Dans le second degré public et privé sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale, les effectifs sont en légère baisse à la rentrée 2025 (- 0,3 %). Alors que les effectifs au collège diminuent (- 0,8 %), ils augmentent dans les formations professionnelles en lycée (+ 1,8 %) et sont stables dans les formations générales et technologiques en lycée. Le nombre d'élèves inscrits dans le second degré privé hors contrat augmente sensiblement à cette rentrée (+ 0,6 %) mais moins que celui des élèves inscrits dans les établissements de l'enseignement agricole (+ 1,5 %). Après de fortes augmentations entre 2020 et 2024, le nombre d'apprentis de l'enseignement secondaire est stable à cette rentrée.

Les établissements d'enseignement supérieur scolarisent 3,0 millions d'étudiants à la rentrée 2025, en hausse de 1,1 % en un an **(3)**. Cette hausse est plus marquée à l'université (+ 2,5 %) et dans les écoles de commerce, gestion, comptabilité et vente (+ 1,6 %). À l'inverse, les effectifs d'étudiants inscrits en sections de techniciens supérieurs et assimilées poursuivent leur diminution (- 2,8 % à la rentrée 2025).

1 Évolution des effectifs par degré d'enseignement (base 100 en 1995)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé (uniquement privé sous contrat pour le premier degré à partir de 2009 et pour le second degré au cours de toute la période).**

1. Jusqu'en 2018, cette catégorie inclut les préapprentis.

2. Les STS en apprentissage sont prises en compte à partir de 2010. Données provisoires pour l'enseignement supérieur pour l'année 2025-2026 (reconduction des données 2024-2025 pour les écoles paramédicales et sociales).

Lecture : *en 2025, l'effectif d'élèves scolarisés dans le premier degré dans un établissement sous tutelle du ministère chargé de l'éducation nationale a diminué de 2 % par rapport à 1995.*

Précisions

Cette fiche fait la synthèse de données présentées dans la publication, disponibles pour la dernière rentrée scolaire, et qui portent sur :

- les élèves des premier et second degrés dans un établissement sous tutelle du ministère chargé de l'éducation nationale (*cf.* chapitres 3 et 4) ;
- les élèves des premier et second degrés scolarisés dans un établissement privé hors contrat (*cf.* fiches 3.09 et 4.24) ;
- les élèves du second degré des établissements sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture, sous statut scolaire (*cf.* fiche 4.26) ;
- les élèves scolarisés dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux, dans un établissement sous tutelle du ministère chargé de la santé (*cf.* fiche 1.07) ;
- les apprentis du second degré en centre de formation d'apprentis (*cf.* chapitre 6) ;
- les étudiants inscrits en établissement d'enseignement supérieur (tous types d'établissements et de tutelles), y compris formation continue, et qui incluent une partie des apprentis (*cf.* chapitre 7).

Population étudiante, population scolaire du premier degré, population scolaire du second degré – Voir « Glossaire ».

Avertissement – Les inscriptions comptabilisées à l'université excluent, pour tous les millésimes, les inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013.

Source

DEPP et SIES.
Voir les sources décrites pour chaque niveau d'enseignement dans les chapitres correspondants.

2 Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis (en milliers)

	1980	1990	2000	2010	2020	2022	2023	2024	2025	Évol. 2024/ 2025 (%)
Premier degré public et privé sous contrat	**7 396,3**	**6 953,4**	**6 552,0**	**6 648,6**	**6 565,8**	**6 422,8**	**6 339,9**	**6 261,8**	**6 154,9**	**-1,7**
Préélémentaire	2 456,5	2 644,2	2 540,3	2 532,8	2 375,0	2 314,9	2 285,6	2 266,8	2 231,6	-1,5
Élémentaire	4 810,0	4 218,0	3 953,0	4 071,4	4 138,0	4 052,5	3 998,4	3 937,2	3 864,6	-1,8
ULIS et UEEA (1)	129,8	91,2	58,7	44,3	52,9	55,4	55,9	57,8	58,7	1,5
Premier degré privé hors contrat (2)				**15,6**	**51,0**	**58,5**	**59,5**	**60,5**	**59,8**	**-1,2**
Second degré public et privé sous contrat	**5 309,2**	**5 725,8**	**5 588,4**	**5 322,1**	**5 657,0**	**5 653,8**	**5 656,6**	**5 635,7**	**5 621,0**	**-0,3**
Formations en collège	3 376,9	3 368,1	3 400,0	3 213,5	3 414,4	3 411,4	3 404,8	3 386,8	3 359,9	-0,8
dont enseignement adapté du second degré (Segpa) (3)	*114,9*	*114,6*	*110,2*	*95,6*	*87,1*	*85,8*	*84,7*	*83,7*	*83,9*	*0,2*
Formations professionnelles en lycée (4)	807,9	750,0	694,5	690,9	638,3	621,6	633,0	650,1	661,6	1,8
Formations générales et technologiques en lycée	1 124,4	1 607,6	1 493,9	1 417,6	1 604,4	1 620,8	1 618,8	1 598,8	1 599,4	0,0
Second degré privé hors contrat (2)			**26,0**	**31,1**	**28,8**	**24,1**	**23,2**	**24,6**	**24,8**	**0,6**
Second degré agriculture (5)	**117,1**	**116,2**	**151,3**	**149,9**	**133,2**	**135,3**	**136,1**	**138,4**	**140,5**	**1,5**
Établissements spécialisés de la santé (5)	**96,2**	**88,2**	**81,4**	**71,5**	**67,0**	**65,6**	**66,6**	**66,5**	**66,7**	**0,3**
Apprentis de l'enseignement secondaire (6)	**244,1**	**225,6**	**324,9**	**322,1**	**306,3**	**377,3**	**385,6**	**392,0**	**391,9**	**0,0**
Total élèves et apprentis des premier et second degrés	**13 162,8**	**13 109,2**	**12 723,9**	**12 560,9**	**12 809,2**	**12 737,8**	**12 667,8**	**12 579,8**	**12 459,5**	**-1,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat et hors contrat.**

1. Y compris élèves en unité d'enseignement élémentaire autisme (UEEA) à partir de 2024 (1,6 millier d'élèves à la rentrée 2025).

2. Les secteurs privé sous contrat et hors contrat ne sont distingués qu'à partir de 2010 pour le premier degré et de 2000 pour le second degré. Par ailleurs, à partir de 2022, seuls les élèves de moins de 16 ans sont comptabilisés dans le second degré privé hors contrat.

3. L'enseignement adapté inclut les effectifs des Segpa en lycée et en EREA.

4. À partir de la rentrée 1995, les formations professionnelles en lycée incluent les formations complémentaires et les préparations diverses de niveaux 3 et 4.

5. Sans doubles-comptes avec le ministère chargé de l'éducation nationale. Pour les établissements relevant du ministère chargé de la santé, il s'agit des élèves pris en charge dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux, sans doubles-comptes avec l'éducation nationale depuis 2008 (voir 1.07).

6. Tous ministères confondus. Jusqu'en 2018, cette ligne inclut les préapprentis.

ULIS : unité localisée pour l'inclusion scolaire ; Segpa : section d'enseignement général et professionnel adapté ; CFA : centre de formation d'apprentis.

Lecture : *en 2025-2026, 2 231 600 élèves sont scolarisés en préélémentaire, soit - 1,5 % par rapport à l'année scolaire 2024-2025.*

3 Évolution des effectifs d'étudiants et d'apprentis du supérieur (en milliers)

	1980	1990	2000	2010	2020	2022	2023	2024	2025	Évol. 2024/ 2025 (%)
Universités	858,1	1 159,9	1 396,8	1 420,6	1 650,0	1 597,7	1 605,0	1 631,5	1 672,9	2,5
dont : DUT/BUT	*53,7*	*72,3*	*116,1*	*115,7*	*120,9*	*107,3*	*144,0*	*146,4*	*148,6*	*1,5*
ingénieurs (y compris en partenariat)	*8,3*	*10,5*	*23,2*	*23,9*	*31,2*	*31,6*	*30,4*	*29,5*	*29,7*	*0,6*
CPGE	40,1	64,4	70,3	79,9	84,9	81,2	82,4	86,9	87,1	0,1
STS et assimilées (1)	67,9	199,3	238,9	292,2	376,8	406,7	409,2	405,2	393,7	-2,8
Formations d'ingénieurs (hors universités y compris en partenariat)	31,6	47,1	73,3	101,6	140,8	146,0	144,9	145,8	146,5	0,5
Écoles de commerce, gestion, comptabilité et vente (hors STS, DCG, DSCG)	15,8	46,1	63,4	121,3	219,3	244,9	250,2	258,0	262,0	1,6
Écoles paramédicales et sociales (2)	91,7	74,4	93,4	137,4	142,0	154,1	158,0	162,7	160,6	-1,3
Autres établissements d'enseignement supérieur (3)	75,8	125,7	224,3	196,2	281,6	306,5	322,0	327,5	326,8	-0,2
Total enseignement supérieur (y compris apprentissage)	**1181,1**	**1717,1**	**2160,3**	**2349,2**	**2 895,5**	**2 937,1**	**2 971,7**	**3 017,6**	**3 049,6**	**1,1**
Total apprentis du supérieur (4)	0,0	1,3	51,2	111,4	323,3	576,3	635,8	657,9	628,4	-4,5

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

1. Les STS en apprentissage sont prises en compte à partir de 2010.

2. Données provisoires pour 2025-2026 (reconduction des données 2024-2025).

3. Groupe non homogène (établissements universitaires privés, grands établissements, écoles vétérinaires, écoles normales supérieures, écoles dépendant d'autres ministères, etc.). Il comprend également les effectifs des IUFM avant leur rattachement à une université (2008 à 2010).

4. Les apprentis du supérieur ne sont pas tous retrouvés dans les effectifs de synthèse de l'ensemble de l'enseignement supérieur présentés au-dessus. En 2023, on estime que sept apprentis étudiants sur dix sont retrouvés dans le « total enseignement supérieur ».

BUT : bachelor universitaire de technologie ; CPGE : classe préparatoire aux grandes écoles ; STS : section de techniciens supérieurs ; DCG : diplôme de comptabilité et gestion ; DSCG : diplôme supérieur de comptabilité et gestion.

Lecture : *à la rentrée 2025, 1 672 900 étudiants sont inscrits à l'université, au périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE, soit + 2,5 % comparé à la rentrée 2024.*

1.03 Le taux de scolarisation par département et académie

En 2024-2025, la population scolarisée (15 561 200) a diminué de 43 200 élèves, étudiants et apprentis par rapport à la rentrée précédente (- 0,3 %) **(1)**. Dans le même temps, la population a augmenté de 0,3 %. En 2024-2025, 22,5 % de la population française est scolarisée.

Entre les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025, la population scolarisée diminue dans la majorité des académies. Les plus fortes baisses sont observées dans celles de Besançon, de Guadeloupe et de Martinique (- 1,6 % chacune) suivies de Nancy-Metz (- 1,4 %) et d'Amiens (- 1,2 %). À l'inverse, les effectifs augmentent surtout dans deux académies : Créteil (+ 1,0 %) et Aix-Marseille (+ 0,8 %).

En France hors DROM, les **taux de scolarisation** varient de 15,0 % dans l'académie de Corse à 35,5 % dans celle de Paris. Les résultats sont parfois très contrastés au sein des académies. Ainsi, dans l'académie de Dijon, le taux est de 24,3 % en Côte-d'Or alors qu'il est de 16,0 % dans la Nièvre. Le département de la Creuse affiche le taux le plus faible avec 13,8 % de la population scolarisée. Dans les DROM, la part de la population scolarisée (27,4 %) est toujours au-dessus de la moyenne nationale, sauf en Martinique. Cela s'explique par l'importance de la part des jeunes dans la population totale de ces départements.

Précisions

Population scolarisée – Elle comprend les élèves, étudiants et apprentis en formation initiale dans les établissements relevant des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, mais aussi ceux dépendant d'autres ministères (notamment ceux chargés de l'agriculture, de la santé, etc.). Les effectifs de l'enseignement supérieur sont estimés en éliminant les doubles inscriptions. La population scolarisée de la Guadeloupe intègre celles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, collectivités d'outre-mer depuis 2007, mais relevant de l'académie de la Guadeloupe.

Population totale – Les effectifs par tranche d'âge ont été estimés par la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) à partir du bilan démographique de l'Insee. Les données sont provisoires pour l'année 2024. Elles portent sur la France.

Source

Systèmes d'information et enquêtes statistiques DEPP et SIES.
Statistiques communiquées par le ministère chargé de l'agriculture et par le ministère chargé de la santé.
Insee - traitement DEPP pour les effectifs de population.

1 Population scolarisée et population totale par département, académie et région académique en 2024-2025

Départements, académies et régions académiques	Population scolarisée	Évolution 2023/ 2024 (%)	Population totale (p)	Taux de scolarisation (%)
Allier	55 570	-1,2	332 319	16,7
Cantal	21 247	-2,8	144 061	14,7
Haute-Loire	41 189	-2,2	229 307	18,0
Puy-de-Dôme	154 324	0,3	664 947	23,2
Clermont-Ferrand	**272 330**	**-0,6**	**1 370 634**	**19,9**
Ardèche	57 795	-1,2	337 085	17,1
Drôme	103 909	-0,4	528 520	19,7
Isère	313 493	-1,1	1 313 105	23,9
Savoie	94 356	-0,7	454 150	20,8
Haute-Savoie	175 945	0,7	878 338	20,0
Grenoble	**745 498**	**-0,5**	**3 511 198**	**21,2**
Ain	136 238	-0,2	693 620	19,6
Loire	175 942	0,3	778 345	22,6
Rhône	561 037	0,4	1 934 060	29,0
Lyon	**873 217**	**0,3**	**3 406 025**	**25,6**
Auvergne-Rhône-Alpes	**1 891 045**	**-0,2**	**8 287 857**	**22,8**
Doubs	128 265	-1,7	547 142	23,4
Jura	46 158	-1,2	257 605	17,9
Haute-Saône	39 504	-1,8	232 125	17,0
Territoire de Belfort	29 715	-1,4	140 336	21,2
Besançon	**243 642**	**-1,6**	**1 177 208**	**20,7**
Côte-d'Or	131 562	0,6	542 305	24,3
Nièvre	32 048	-1,3	200 655	16,0
Saône-et-Loire	94 996	-1,0	550 100	17,3
Yonne	57 285	-1,1	330 880	17,3
Dijon	**315 891**	**-0,4**	**1 623 940**	**19,5**
Bourgogne-Franche-Comté	**559 533**	**-0,9**	**2 801 148**	**20,0**
Côtes-d'Armor	109 016	-0,8	615 730	17,7
Finistère	188 286	-1,8	942 196	20,0
Ille-et-Vilaine	297 457	0,0	1 140 007	26,1
Morbihan	151 328	-0,4	794 433	19,0
Rennes	**746 087**	**-0,7**	**3 492 366**	**21,4**
Bretagne	**746 087**	**-0,7**	**3 492 366**	**21,4**
Cher	50 782	-0,9	297 342	17,1
Eure-et-Loir	85 447	-0,7	434 081	19,7
Indre	33 795	-1,3	214 530	15,8
Indre-et-Loire	144 615	0,0	624 748	23,1
Loir-et-Cher	57 186	-1,4	327 369	17,5
Loiret	158 662	-0,8	697 430	22,7
Orléans-tours	**530 487**	**-0,7**	**2 595 500**	**20,4**
Centre-Val de Loire	**530 487**	**-0,7**	**2 595 500**	**20,4**
Corse-du-Sud	24 023	-0,3	173 049	13,9
Haute-Corse	30 539	-0,2	189 671	16,1
Corse	**54 562**	**-0,2**	**362 720**	**15,0**
Corse	**54 562**	**-0,2**	**362 720**	**15,0**
Meurthe-et-Moselle	190 601	-1,3	731 580	26,1
Meuse	30 574	-1,8	178 384	17,1
Moselle	191 685	-1,9	1 051 772	18,2
Vosges	61 313	-0,1	354 254	17,3
Nancy-Metz	**474 173**	**-1,4**	**2 315 990**	**20,5**
Ardennes	46 958	-1,6	263 346	17,8
Aude	61 065	-1,2	309 530	19,7
Marne	134 473	-0,1	559 154	24,0
Haute-Marne	27 810	-2,3	166 298	16,7
Reims	**270 306**	**-0,8**	**1 298 328**	**20,8**
Bas-Rhin	272 780	0,1	1 173 180	23,3
Haut-Rhin	151 617	-0,6	771 914	19,6
Strasbourg	**424 397**	**-0,2**	**1 945 094**	**21,8**
Grand Est	**1 168 876**	**-0,8**	**5 559 412**	**21,0**
Aisne	102 682	-1,3	520 568	19,7
Oise	176 851	-1,0	829 278	21,3
Somme	133 054	-1,6	563 674	23,6
Amiens	**412 587**	**-1,2**	**1 913 520**	**21,6**
Nord	691 587	-0,4	2 620 751	26,4
Pas-de-Calais	305 218	-1,1	1 453 373	21,0
Lille	**996 805**	**-0,6**	**4 074 124**	**24,5**
Hauts-de-France	**1 409 392**	**-0,8**	**5 987 644**	**23,5**
Seine-et-Marne	342 625	0,4	1 493 802	22,9
Seine-Saint-Denis	423 583	0,2	1 735 658	24,4
Val-de-Marne	346 200	2,4	1 438 714	24,1
Créteil	**1 112 408**	**1,0**	**4 668 174**	**23,8**
Paris	**735 849**	**-0,1**	**2 074 451**	**35,5**
Yvelines	352 067	-0,3	1 506 893	23,4
Essonne	359 472	0,8	1 362 096	26,4
Hauts-de-Seine	386 192	0,8	1 670 800	23,1
Val-d'Oise	338 008	0,8	1 301 442	26,0
Versailles	**1 435 739**	**0,5**	**5 841 231**	**24,6**
Île-de-France	**3 283 996**	**0,5**	**12 583 856**	**26,1**
Calvados	161 271	-0,2	714 974	22,6
Manche	85 918	-1,6	498 311	17,2
Orne	48 753	-1,9	272 989	17,9
Eure	117 432	-1,4	603 683	19,5
Seine-Maritime	309 928	-0,5	1 264 898	24,5
Normandie	**723 302**	**-0,8**	**3 354 855**	**21,6**
Normandie	**723 302**	**-0,8**	**3 354 855**	**21,6**
Dordogne	63 743	-1,3	420 526	15,2
Gironde	402 101	-0,4	1 722 135	23,3
Landes	70 835	-1,2	442 673	16,0
Lot-et-Garonne	59 007	-2,4	335 601	17,6
Pyrénées-Atlantiques	138 279	-0,6	717 648	19,3
Bordeaux	**733 965**	**-0,7**	**3 638 583**	**20,2**
Corrèze	39 774	0,6	241 619	16,5
Creuse	15 848	-0,5	115 131	13,8
Haute-Vienne	78 640	-1,6	373 073	21,1
Limoges	**134 262**	**-0,9**	**729 823**	**18,4**
Charente	60 438	-0,3	353 033	17,1
Charente-Maritime	120 324	-1,1	682 985	17,6
Deux-Sèvres	66 250	-1,7	375 573	17,6
Vienne	105 651	-0,9	438 338	24,1
Poitiers	**352 663**	**-1,0**	**1 849 929**	**19,1**
Nouvelle-Aquitaine	**1 220 890**	**-0,8**	**6 218 335**	**19,6**
Aude	66 032	-0,5	381 929	17,3
Gard	152 007	-0,6	782 164	19,4
Hérault	301 233	0,2	1 257 554	24,0
Lozère	13 763	-1,8	76 559	18,0
Pyrénées-Orientales	98 197	0,5	506 462	19,4
Montpellier	**631 232**	**0,0**	**3 004 668**	**21,0**
Ariège	25 028	-0,6	156 738	16,0
Aveyron	46 181	-0,4	278 949	16,6
Haute-Garonne	386 289	0,8	1 507 178	25,6
Gers	30 282	-1,2	192 836	15,7
Lot	25 656	-1,3	176 925	14,5
Hautes-Pyrénées	40 513	-1,0	232 506	17,4
Tarn	73 953	-0,9	400 827	18,5
Tarn-et-Garonne	49 753	-0,9	267 384	18,6
Toulouse	**677 655**	**0,1**	**3 213 343**	**21,1**
Occitanie	**1 308 887**	**0,0**	**6 218 011**	**21,0**
Loire-Atlantique	353 779	-0,4	1 512 865	23,4
Maine-et-Loire	215 212	-0,3	839 282	25,6
Mayenne	60 059	-1,9	303 945	19,8
Sarthe	119 897	-1,4	567 489	21,1
Vendée	133 764	-1,3	726 723	18,4
Nantes	**882 711**	**-0,7**	**3 950 304**	**22,3**
Pays de la Loire	**882 711**	**-0,7**	**3 950 304**	**22,3**
Alpes-de-Haute-Provence	28 494	0,1	169 695	16,8
Hautes-Alpes	24 369	-1,1	145 152	16,8
Bouches-du-Rhône	506 257	1,2	2 113 095	24,0
Vaucluse	125 575	-0,2	578 360	21,7
Aix-Marseille	**684 695**	**0,8**	**3 006 302**	**22,8**
Alpes-Maritimes	253 592	-1,3	1 148 286	22,1
Var	206 032	-0,2	1 140 738	18,1
Nice	**459 624**	**-0,8**	**2 289 024**	**20,1**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**1 144 319**	**0,2**	**5 295 326**	**21,6**
France hors DROM	**14 924 087**	**-0,3**	**66 707 334**	**22,4**
Guadeloupe	101 355	-1,6	425 538	23,8
Guyane	95 397	0,4	303 559	31,4
Martinique	68 512	-1,6	360 198	19,0
Mayotte	120 140	0,2	329 208	36,5
La Réunion	251 683	0,0	906 134	27,8
DROM	**637 087**	**-0,3**	**2 324 637**	**27,4**
France	**15 561 174**	**-0,3**	**69 031 971**	**22,5**

RERS 2026, DEPP

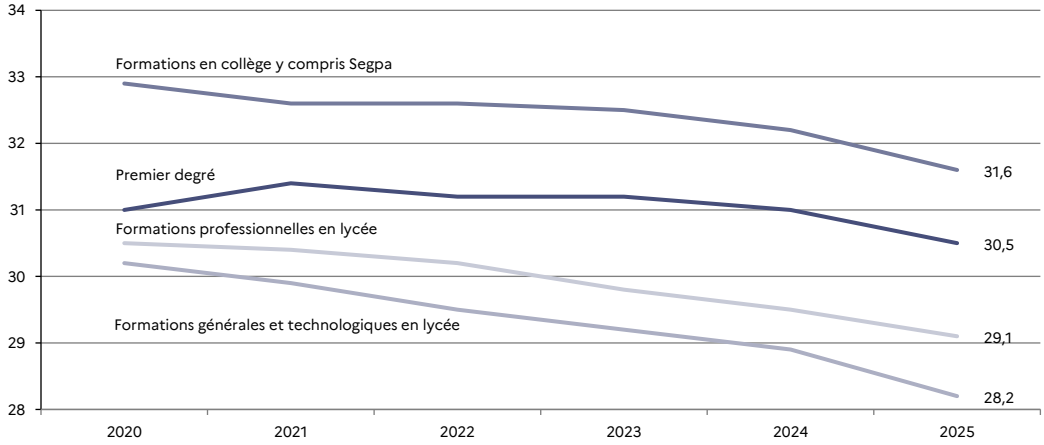
▶ **Champ : France.**
(p) : provisoire.
Lecture : *en 2024-2025, le taux de scolarisation dans l'Allier est de 16,7 %. La population scolarisée dans ce département est en baisse de 1,2 % par rapport à l'année scolaire précédente.*

À la rentrée 2025, 31 % des élèves du premier degré et 30 % des élèves du second degré résident dans une commune rurale. Au sein du second degré, cette part varie de 28 % pour les formations générales et technologiques en lycée à 32 % pour les formations en collège **(2)**. Ces proportions sont en baisse depuis 2020 **(1)**.

Les territoires ruraux accueillent 46 % des écoles et 30 % des collèges **(3)**. En revanche, les lycées sont majoritairement implantés dans des territoires urbains : 89 % des lycées polyvalents et professionnels et 94 % des lycées généraux et technologiques y sont situés. Au fur et à mesure qu'ils avancent dans leur scolarité, les élèves sont ainsi plus fréquemment scolarisés dans des territoires urbains, ce qui allonge les temps de trajet des élèves résidant en zone rurale ou les amène à être hébergés hors du domicile familial, notamment en internat.

Dans le premier degré, les écoles rurales ont des classes légèrement moins remplies en moyenne (21,1 élèves par classe) que les écoles situées dans des communes urbaines (21,4), les plus petites classes étant situées en zone rurale éloignée (19,6) **(4)**. Cette tendance se retrouve également dans les formations du second degré.

1 Évolution de la part d'élèves résidant dans une commune rurale (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, élèves des 1er et 2d degrés accueillis sous statut scolaire dans des établissements sous tutelle du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 30,5 % des élèves du premier degré résident dans une commune rurale.*

Précisions

La typologie des communes a été établie par la DEPP pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines.

Source
DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat) et Diapre ; système d'information Scolarité.

2 Répartition des élèves selon le lieu de résidence et le niveau de scolarisation à la rentrée 2025 (en %)

	Niveau préélémentaire	Niveau élémentaire	Total premier degré	Formations en collège y compris Segpa	Formations générales et technologiques en lycée	Formations professionnelles en lycée	Total second degré
Rural éloigné	7,5	7,6	7,6	7,9	6,3	7,7	7,4
Rural périphérique	11,1	11,3	11,2	11,5	10,7	9,9	11,1
Rural bourg	3,7	3,8	3,8	4,0	3,4	4,1	3,8
Rural périurbain	7,8	8,0	7,9	8,2	7,8	7,4	8,0
Total rural	**30,1**	**30,7**	**30,5**	**31,6**	**28,2**	**29,1**	**30,3**
Urbain petite ville	4,7	4,7	4,7	4,9	4,4	6,0	4,9
Urbain dense	26,5	26,9	26,8	27,4	27,7	28,0	27,6
Urbain très dense	38,6	37,7	38,0	36,0	39,7	37,0	37,2
Total urbain	**69,8**	**69,3**	**69,5**	**68,3**	**71,8**	**71,0**	**69,7**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, élèves des 1er et 2d degrés accueillis sous statut scolaire dans des établissements sous tutelle du ministère chargé de l'éducation nationale.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 30,1 % des élèves de niveau préélémentaire résident dans une commune rurale.*

3 Répartition des écoles et établissements scolaires selon leur localisation à la rentrée 2025

	Écoles		Collèges		Lycées généraux et technologiques		Lycées polyvalents		Lycées professionnels et EREA	
	Nombre	Répartition (en %)	Nombre	Répartition (en %)	Nombre	Répartition (en %)	Nombre	Répartition (en %)	Nombre	Répartition (en %)
Rural éloigné	7 242	15,4	499	7,1	4	0,3	6	0,6	24	2,1
Rural périphérique	8 371	17,8	298	4,3	5	0,3	5	0,5	4	0,3
Rural bourg	2 398	5,1	659	9,4	68	4,4	72	7,3	63	5,4
Rural périurbain	3 705	7,9	621	8,9	23	1,5	24	2,4	33	2,8
Total rural	**21 716**	**46,2**	**2 077**	**29,7**	**100**	**6,5**	**107**	**10,8**	**124**	**10,7**
Urbain petite ville	2 266	4,8	588	8,4	156	10,2	158	16,0	152	13,1
Urbain dense	10 578	22,5	1 918	27,4	420	27,4	302	30,5	362	31,2
Urbain très dense	12 419	26,4	2 411	34,5	858	55,9	422	42,7	523	45,0
Total urbain	**25 263**	**53,8**	**4 917**	**70,3**	**1 434**	**93,5**	**882**	**89,2**	**1 037**	**89,3**
Total public + privé sous contrat	**46 979**	**100,0**	**6 994**	**100,0**	**1 534**	**100,0**	**989**	**100,0**	**1 161**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements des 1er et 2d degrés sous tutelle du ministère chargé de l'éducation nationale.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 46,2 % des écoles sont implantées dans une commune rurale.*

4 Taille moyenne des classes (E/D) selon la localisation de l'établissement à la rentrée 2025

	Niveau préélementaire	Niveau élémentaire	Total premier degré	Formations de niveau collège y compris Segpa	Formations générales et technologiques en lycée	Formations professionnelles en lycée	Total second degré
Rural éloigné	20,0	19,4	19,6	22,4	28,7	13,8	22,0
Rural périphérique	21,6	21,1	21,3	24,7	27,8	16,7	24,5
Rural bourg	21,1	20,7	20,8	23,7	27,6	15,4	23,2
Rural périurbain	22,6	22,0	22,2	25,7	30,0	16,5	25,4
Total rural	**21,4**	**20,9**	**21,1**	**24,4**	**28,4**	**15,6**	**24,0**
Urbain petite ville	20,7	20,2	20,4	24,3	29,1	17,2	24,0
Urbain dense	22,2	21,6	21,8	25,5	30,4	18,3	25,5
Urbain très dense	21,6	21,0	21,2	25,5	30,5	19,4	25,9
Total urbain	**21,8**	**21,2**	**21,4**	**25,4**	**30,3**	**18,7**	**25,5**
Total public + privé sous contrat	**21,7**	**21,1**	**21,3**	**25,2**	**30,2**	**18,4**	**25,3**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, élèves du 1er degré (hors ULIS) et du 2d degré accueillis sous statut scolaire dans des établissements sous tutelle du ministère chargé de l'éducation nationale.**

Lecture : *à la rentrée 2025, les classes du premier degré situées dans des communes rurales éloignées accueillent en moyenne 19,6 élèves.*

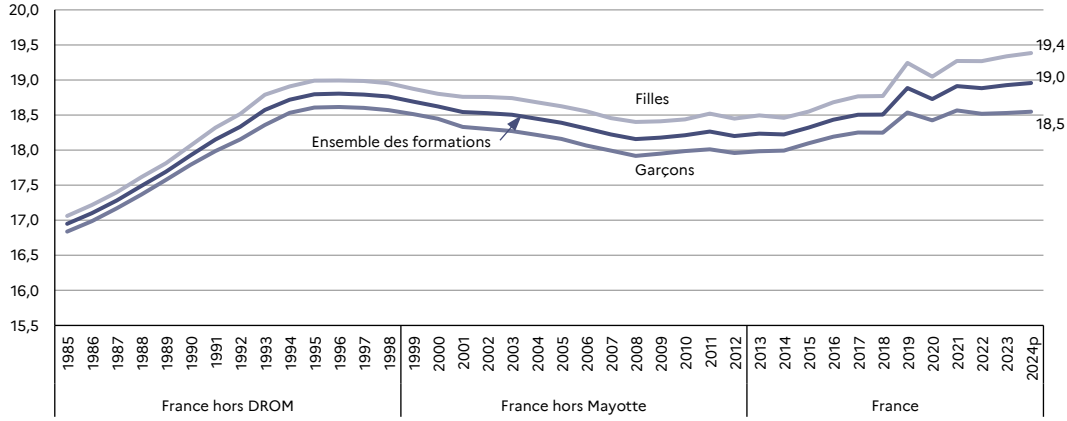
Pendant l'année scolaire 2024-2025, 15 561 200 jeunes sont scolarisés en France. Les élèves, **apprentis** et étudiants représentent 22,5 % de la population totale **(2)**.

Dans le second degré, le taux de scolarisation recule légèrement malgré une progression à 13 ans (+ 0,6 point par rapport à 2023). La baisse la plus marquée est observée à 18 ans (- 0,7 point).

La scolarisation dans l'**enseignement supérieur** hors apprentissage est stable entre les rentrées 2023 et 2024. Les jeunes âgés de 18 à 22 ans y sont plus souvent scolarisés que l'année précédente, la hausse la plus importante étant observée à 21 ans (+ 0,9 point par rapport à 2023). Dans le même temps, la scolarisation en apprentissage augmente pour les jeunes âgés de 19 à 24 ans, avec une hausse plus prononcée à 22 ans (+ 1,2 point).

En 2024-2025, l'espérance de scolarisation à 2 ans, c'est-à-dire la durée moyenne espérée d'études à partir de l'âge de 2 ans, s'établit à 19,0 années, soit 0,1 an de plus que l'année précédente **(1)**. L'espérance de scolarisation à 15 ans augmente aussi très légèrement à la rentrée 2024, pour atteindre 6,9 années d'études supplémentaires en formation initiale, dont 3,5 années dans l'enseignement supérieur **(3)**. Les filles ont une espérance de scolarisation dans le supérieur plus longue que les garçons (4,0 années, contre 3,1 années), car elles s'orientent davantage vers des formations supérieures longues.

1 Évolution de l'espérance de scolarisation à 2 ans (en années)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors DROM avant 1999 ; hors Mayotte avant 2013), public + privé.**
(p) : provisoire.
Lecture : *en 2024, l'espérance de scolarisation d'une fille âgée de 2 ans, c'est-à-dire la durée moyenne espérée de ses études à partir de l'âge de 2 ans, est de 19,4 ans.*
Note : l'espérance de scolarisation à 2 ans est la somme des taux de scolarisation par âge de 2 à 29 ans. Elle représente la durée d'études que connaîtrait une génération qui aurait, tout au long de sa vie scolaire, les taux de scolarisation observés une année donnée.

Précisions

L'**âge** correspond à l'âge au 31 décembre de l'année scolaire ou universitaire. Il est calculé par différence entre l'année de rentrée et l'année de naissance.

Enseignement spécialisé hors éducation nationale – Enseignement dispensé à des élèves en situation de handicap dans des établissements ne dépendant pas du ministère chargé de l'éducation nationale (établissements médico-sociaux), enseignement que l'on ne peut classer ni dans le premier, ni dans le second degré.

Autres formations du second degré – Second degré agricole, formations sociales et de la santé de niveaux 3 et 4.

Population scolarisée, premier degré, second degré – Voir « Glossaire ».

Population totale – Les effectifs par tranche d'âge ont été estimés par la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) à partir du bilan démographique de l'Insee. Les données sont provisoires pour l'année 2024. Elles portent sur la France.

Source
Systèmes d'information et enquêtes statistiques DEPP et SIES.
Statistiques communiquées par le ministère chargé de l'agriculture et par le ministère chargé de la santé.
Insee-traitement DEPP pour les effectifs de population.

2 Population scolarisée et taux de scolarisation par âge en 2024-2025

Année de naissance	Âge	Effectifs de population		Taux de scolarisation (%) (1)						
		Population totale (p)	Population scolarisée	Ensemble des formations (2)	1er degré éducation nationale y c. spécialisé	Ens. spécialisé hors éducation nationale	2d degré éducation nationale y c. adapté	Autres formations du 2d degré	Apprentis	Ens. supérieur
2023-2024	0-1 an	1 331 609								
2022	2 ans	714 110	66 050	9,2 (-0,2)	9,2 (-0,2)					
2021	3 ans	727 785	726 685	99,8 (0,1)	99,8 (0,1)	0,1 (0)				
2020	4 ans	720 313	735 497	100,0 (0)	100,0 (0)	0,1 (0)				
2019	5 ans	737 159	756 308	100,0 (0)	100,0 (0)	0,1 (0)				
2018	6 ans	744 583	765 722	100,0 (0)	100,0 (0)	0,1 (0)				
2017	7 ans	758 444	781 266	100,0 (0)	100,0 (0)	0,3 (0)				
2016	8 ans	783 618	799 518	100,0 (0)	100,0 (0)	0,3 (0)				
2015	9 ans	805 886	819 236	100,0 (0)	100,0 (0)	0,4 (0)				
2014	10 ans	828 400	841 853	100,0 (0)	98,8 (0,3)	0,5 (0)	2,3 (0)			
2013	11 ans	835 020	842 161	100,0 (0)	7,6 (0,4)	0,6 (0)	92,6 (-0,3)			
2012	12 ans	850 958	854 094	100,0 (0)	0,1 (0)	0,7 (0)	99,6 (-0,4)			
2011	13 ans	853 559	859 634	100,0 (0)		0,7 (0)	99,5 (0,6)	0,5 (0)		
2010	14 ans	877 686	875 206	99,7 (-0,3)		0,8 (0)	96,8 (-0,4)	2,2 (0,1)		
2009	15 ans	871 097	859 119	98,6 (0,1)		0,8 (0)	89,2 (0,2)	4,5 (0,1)	4,1 (-0,2)	
2008	16 ans	873 134	837 510	95,9 (0)		0,8 (0)	84,1 (0)	4,0 (0,1)	7,1 (0)	
2007	17 ans	854 229	796 693	93,3 (-0,4)		0,6 (0)	78,0 (-0,3)	3,4 (0)	8,5 (0,1)	2,7 (-0,2)
2006	18 ans	848 591	667 238	78,6 (-0,7)		0,5 (0)	13,9 (-0,7)	1,2 (0)	13,5 (0)	49,5 (0,1)
2005	19 ans	812 967	571 169	70,3 (0,6)		0,3 (0)	2,7 (-0,3)	0,7 (0)	15,0 (0,5)	51,5 (0,4)
2004	20 ans	794 203	493 135	62,1 (0,6)		0,2 (0)	0,7 (-0,1)	0,6 (0)	16,3 (0,2)	44,4 (0,5)
2003	21 ans	778 128	406 363	52,2 (1,2)		0,1 (0)	0,2 (0)	0,4 (0)	15,7 (0,3)	35,8 (0,9)
2002	22 ans	782 546	354 602	45,3 (1,4)			0,1 (0)	0,3 (0)	15,9 (1,2)	29,1 (0,2)
2001	23 ans	796 634	250 110	31,4 (0,4)				0,2 (0)	11,0 (0,4)	20,1 (0)
2000	24 ans	816 353	162 661	19,9 (0)				0,1 (0)	6,9 (0,1)	12,9 (-0,1)
1999	25 ans	784 031	104 425	13,3 (0)				0,1 (0)	4,4 (-0,1)	8,8 (0,1)
1998	26 ans	786 208	73 776	9,4 (0)				0,1 (0)	3,0 (0,1)	6,3 (0)
1997	27 ans	778 375	55 450	7,1 (0,1)				0,1 (0)	2,3 (0,1)	4,7 (0)
1996	28 ans	786 579	42 035	5,3 (0,1)				0,1 (0)	1,8 (0,1)	3,5 (0)
1995	29 ans	789 947	31 847	4,0 (0)					1,4 (0,1)	2,6 (-0,1)
1994 et avant	30 ans +	45 309 819	131 811	0,3 (0)						0,2 (0)
Total		**69 031 971**	**15 561 174**	**22,5 (-0,1)**	**9,2 (-0,1)**	**0,1 (0)**	**8,2 (-0,1)**	**0,2 (0)**	**1,5 (0)**	**3,3 (0)**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé.**
(p) : provisoire.
1. Après chaque taux, est indiquée entre parenthèses la variation en points par rapport à la rentrée 2023.
2. Dans certaines tranches d'âge, l'effectif scolarisé constaté est supérieur à celui de la population totale du même âge estimée à partir des bilans démographiques. Dans ce cas, le taux de scolarisation est forcé à 100 % (sans décimale). Par ailleurs, les effectifs du supérieur sont estimés en éliminant les doubles inscriptions et les effectifs en formation continue, la population scolarisée est donc moins importante que celle présentée dans d'autres pages.
Lecture : *à la rentrée 2024, 52,2 % des jeunes de 21 ans sont scolarisés, soit 1,2 point de plus qu'à la rentrée 2023.*

3 Évolution de l'espérance de scolarisation à 15 ans (en années)

	France hors DROM			France hors Mayotte			France				
	1985	1990	1995	2000	2010	2015	2018	2021	2022	2023	2024(p)
Ensemble des formations	**4,7**	**5,6**	**6,5**	**6,3**	**6,2**	**6,3**	**6,5**	**6,8**	**6,8**	**6,8**	**6,9**
Filles	4,8	5,7	6,6	6,5	6,4	6,6	6,7	7,2	7,2	7,2	7,3
Garçons	4,6	5,5	6,3	6,2	6,0	6,1	6,3	6,5	6,4	6,4	6,5
Second degré	**3,4**	**3,9**	**4,0**	**3,9**	**3,6**	**3,4**	**3,4**	**3,3**	**3,3**	**3,3**	**3,3**
Filles	3,4	3,9	4,0	3,8	3,5	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
Garçons	3,4	3,9	4,1	3,9	3,6	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3
Enseignement supérieur	**1,3**	**1,7**	**2,4**	**2,4**	**2,6**	**2,9**	**3,1**	**3,5**	**3,5**	**3,5**	**3,5**
Filles	1,4	1,9	2,7	2,7	2,8	3,2	3,4	3,9	3,9	3,9	4,0
Garçons	1,2	1,6	2,1	2,2	2,3	2,7	2,8	3,1	3,1	3,1	3,1

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors DROM avant 2000 ; hors Mayotte avant 2018), public + privé.**
(p) : provisoire.
Lecture : *en 2024, l'espérance de scolarisation d'un garçon âgé de 15 ans, c'est-à-dire la durée moyenne espérée de ses études à partir de l'âge de 15 ans, est de 6,5 ans.*
Note : l'espérance de scolarisation à 15 ans est la somme des taux de scolarisation par âge de 15 à 29 ans. Elle représente la durée d'études que connaîtrait une génération qui aurait tout au long de sa vie scolaire les taux de scolarisation observés une année.

1.06 La répartition des jeunes de 14 à 17 ans dans le système éducatif

En 2024-2025, la répartition des jeunes âgés de 14 à 17 ans dans le système éducatif français met en évidence une nette différence entre les filles et les garçons ; les premières sont moins souvent en retard et s'orientent plus fréquemment vers les filières générales et technologiques **(1)**.

À 14 ans, 97,3 % des jeunes sont scolarisés au collège. À cet âge, les filles sont plus fréquemment en troisième que les garçons (88,7 % contre 84,3 %). Au même âge, 8,2 % des garçons sont encore en quatrième, contre 6,2 % des filles **(2)**. Par ailleurs, les garçons suivent plus fréquemment un enseignement adapté.

À 15 ans, les différences entre filles et garçons se creusent, puisque 66,7 % des filles sont en formation générale ou technologique en lycée, contre 53,4 % des garçons. Ces derniers sont en effet plus souvent en formation professionnelle ou encore au collège.

À 16 ans, ces différences se confirment. En effet, si l'enseignement général ou technologique reste dominant pour les deux sexes (66,6 % pour les filles et 53,0 % pour les garçons), l'enseignement professionnel en lycée ou en apprentissage compte davantage de garçons que de filles (40,4 % contre 28,7 %). L'écart est le plus important en apprentissage, puisque les garçons y sont deux fois plus scolarisés que les filles.

À 17 ans, 6,7 % des jeunes ne sont plus scolarisés. Les garçons sont plus fréquemment dans ce cas que les filles : 7,9 % contre 5,5 %.

Précisions

Population concernée – Ensemble des élèves des premier et second degrés (y compris enseignements spécialisés et adaptés), des apprentis, des étudiants, dans le secteur public et le secteur privé sous contrat et hors contrat en France. Les élèves et étudiants sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture ou d'autres ministères sont comptabilisés.

Population totale à 14, 15, 16 et 17 ans – Elle comprend tous les jeunes ayant atteint 14, 15, 16 ou 17 ans au 1er janvier inclus dans l'année scolaire considérée. Cette population a été évaluée à partir du bilan démographique de l'Insee (données provisoires pour l'année 2024).

Pro court apprentissage, pro long apprentissage, pro court scolaire, pro long scolaire, post-bac – Voir « Glossaire ».

Source

Systèmes d'information et enquêtes statistiques DEPP et SIES.
Statistiques communiquées par le ministère chargé de l'agriculture et par le ministère chargé de la santé.
Insee-traitement DEPP pour les effectifs de population.

1 Répartition des jeunes de 14 à 17 ans par niveau de scolarisation et par sexe en 2024-2025

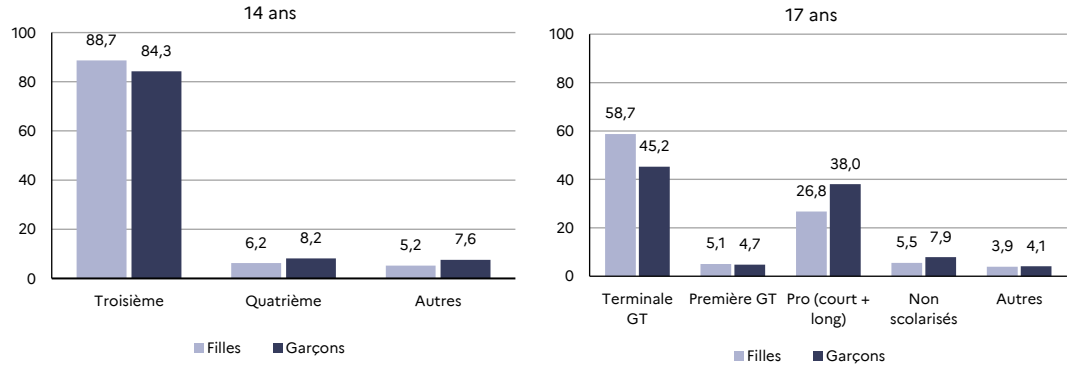
Effectifs	14 ans			15 ans			16 ans			17 ans		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Formations en collège	**418 191**	**435 490**	**853 681**	**41 754**	**58 486**	**100 240**	**5 246**	**8 367**	**13 613**	**2 375**	**4 238**	**6 613**
Enseignements adaptés	11 838	18 082	29 920	7 632	11 955	19 587	2 696	4 592	7 288	2 041	3 429	5 470
Sixième et cinquième	763	1 120	1 883	121	131	252	19	25	44			
Quatrième	26 664	36 770	63 434	1 086	1 542	2 628	78	110	188	21	29	50
Troisième	378 926	379 518	758 444	32 915	44 858	77 773	2 453	3 640	6 093	313	780	1 093
Formations GT en lycée	**9 366**	**11 168**	**20 534**	**282 720**	**239 141**	**521 861**	**281 556**	**238 757**	**520 313**	**265 761**	**221 797**	**487 558**
Seconde GT	9 117	10 821	19 938	273 004	227 997	501 001	18 870	18 709	37 579	1 833	1 600	3 433
Première GT	249	347	596	9 452	10 795	20 247	253 499	209 375	462 874	20 969	20 923	41 892
Terminale GT				264	349	613	9 187	10 673	19 860	242 959	199 274	442 233
Formations professionnelles en lycée ou apprentissage	**354**	**637**	**991**	**94 779**	**142 211**	**236 990**	**121 346**	**181 886**	**303 232**	**110 637**	**167 601**	**278 238**
Pro court scolaire (1)	37	68	105	15 568	22 131	37 699	21 403	30 928	52 331	10 714	16 395	27 109
Pro court apprentissage (1)		2	2	8 097	22 515	30 612	13 225	35 853	49 078	10 673	30 517	41 190
Pro long scolaire (1)	315	566	881	70 281	93 084	163 365	84 061	104 995	189 056	81 050	98 713	179 763
Pro long apprentissage (1)	2	1	3	833	4 481	5 314	2 657	10 110	12 767	8 200	21 976	30 176
Post-bac (1)	**0**	**0**	**0**	**7**	**21**	**28**	**126**	**226**	**352**	**12 098**	**12 186**	**24 284**
Total scolarisés	**427 911**	**447 295**	**875 206**	**419 260**	**439 859**	**859 119**	**408 274**	**429 236**	**837 510**	**390 871**	**405 822**	**796 693**
Non scolarisés (2)		3 150	2 480	4 393	7 585	11 978	14 330	21 294	35 624	22 682	34 854	57 536
Population totale (p)	427 241	450 445	877 686	423 653	447 444	871 097	422 604	450 530	873 134	413 553	440 676	854 229

En %	14 ans			15 ans			16 ans			17 ans		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Formations en collège	**97,9**	**96,7**	**97,3**	**9,9**	**13,1**	**11,5**	**1,2**	**1,9**	**1,6**	**0,6**	**1,0**	**0,8**
Enseignements adaptés	2,8	4,0	3,4	1,8	2,7	2,2	0,6	1,0	0,8	0,5	0,8	0,6
Sixième et cinquième	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Quatrième	6,2	8,2	7,2	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Troisième	88,7	84,3	86,4	7,8	10,0	8,9	0,6	0,8	0,7	0,1	0,2	0,1
Formations GT en lycée	**2,2**	**2,5**	**2,3**	**66,7**	**53,4**	**59,9**	**66,6**	**53,0**	**59,6**	**64,3**	**50,3**	**57,1**
Seconde GT	2,1	2,4	2,3	64,4	51,0	57,5	4,5	4,2	4,3	0,4	0,4	0,4
Première GT	0,1	0,1	0,1	2,2	2,4	2,3	60,0	46,5	53,0	5,1	4,7	4,9
Terminale GT	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	2,2	2,4	2,3	58,7	45,2	51,8
Formations professionnelles en lycée ou apprentissage	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**22,4**	**31,8**	**27,2**	**28,7**	**40,4**	**34,7**	**26,8**	**38,0**	**32,6**
Pro court scolaire (1)	0,0	0,0	0,0	3,7	4,9	4,3	5,1	6,9	6,0	2,6	3,7	3,2
Pro court apprentissage (1)	0,0	0,0	0,0	1,9	5,0	3,5	3,1	8,0	5,6	2,6	6,9	4,8
Pro long scolaire (1)	0,1	0,1	0,1	16,6	20,8	18,8	19,9	23,3	21,7	19,6	22,4	21,0
Pro long apprentissage (1)	0,0	0,0	0,0	0,2	1,0	0,6	0,6	2,2	1,5	2,0	5,0	3,5
Post-bac (1)	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,1**	**0,0**	**2,9**	**2,8**	**2,8**
Total scolarisés	**100,0**	**99,3**	**99,7**	**99,0**	**98,3**	**98,6**	**96,6**	**95,3**	**95,9**	**94,5**	**92,1**	**93,3**
Non scolarisés (2)	0,0	0,7	0,3	1,0	1,7	1,4	3,4	4,7	4,1	5,5	7,9	6,7
Population totale (p)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé.**
(p) : provisoire
1. Voir « Précisions ».
2. Le contenu de cette ligne doit être analysé avec prudence. Les valeurs affichées sont le résultat du rapprochement de deux sources différentes : les populations estimées par l'Insee et le total des dénombrements d'élèves, d'étudiants et d'apprentis réalisés dans les établissements.
Lecture : *en 2024-2025, 520 313 jeunes de 16 ans sont scolarisés dans une formation générale ou technologique en lycée, soit 59,6 % des jeunes de 16 ans.*

2 Répartition des filles et des garçons de 14 et 17 ans en 2024-2025 (1) (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé.**
1. Les données de population totale sont provisoires.
Lecture : *en 2024-2025, 26,8 % des filles de 17 ans sont scolarisées dans une formation professionnelle contre 38,0 % des garçons du même âge.*
Note : pour des questions d'arrondis, il se peut que les pourcentages affichés dans les graphiques soient légèrement différents de ceux qui peuvent être calculés à partir du tableau [1].

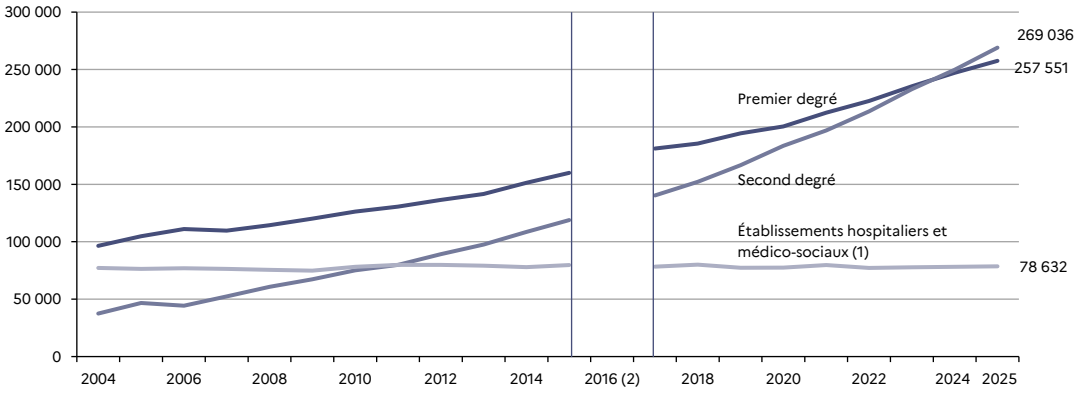
À la rentrée 2025, 593 300 élèves en situation de handicap et bénéficiant d'un **projet personnalisé de scolarisation** (PPS) sont scolarisés : 88,8 % le sont exclusivement en **milieu ordinaire**, 11,2 % exclusivement en **établissement hospitalier ou médico-social** et 2,0 % en scolarité partagée **(1) (2)**.

Par rapport à 2024, les effectifs augmentent de 6,0 % en milieu ordinaire (29 700 élèves supplémentaires). La scolarisation en **classe ordinaire** – c'est-à-dire en **scolarisation individuelle** – augmente de 4,8 % dans le premier degré et de 8,6 % dans le second degré. La scolarisation avec l'appui d'une **ULIS** – c'est-à-dire en **scolarisation collective** – croît dans le premier degré (+ 1,7 %) et plus nettement encore dans le second degré (+ 5,0 %).

Sept élèves en situation de handicap sur dix sont des garçons **(3)**. Cette surreprésentation des garçons est observée en milieu ordinaire comme en établissement hospitalier ou médico-social. Elle est forte en **UEEA**, où 81,9 % des élèves sont des garçons, et moins marquée en ULIS où les garçons représentent 65,4 % des élèves.

Tous milieux de scolarisation confondus, 34,6 % des élèves en situation de handicap et bénéficiant d'un PPS présentent des troubles intellectuels ou cognitifs **(4)**. Leur part est la plus importante en ULIS du 2d degré (59,8 %). Parmi les élèves ayant un trouble intellectuel ou cognitif, 49,4 % sont scolarisés en milieu ordinaire, 33,7 % en ULIS ou UEEA et 16,8 % en établissement hospitalier ou médico-social. Les élèves le plus souvent scolarisés en milieu ordinaire sont ceux présentant des troubles du langage ou de la parole (98,0 %) ou des troubles visuels (92,5 %). Si pour tous les types de troubles confondus (hormis le polyhandicap), les élèves en situation de handicap sont majoritairement scolarisés en milieu ordinaire, la scolarisation en établissement hospitalier ou médico-social est plus fréquente chez ceux présentant des troubles du psychisme, du spectre de l'autisme ou des troubles auditifs (de 17,4 % à 26,0 %).

1 Évolution de la scolarisation des élèves en situation de handicap par type de scolarisation



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2012) public + privé (sous contrat et hors contrat).**
1. Les élèves scolarisés dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux sont comptabilisés hors Mayotte.
2. En 2016, les données sont manquantes en raison d'une grève administrative des enseignants référents.
Lecture : *à la rentrée 2025, 257 551 élèves en situation de handicap sont scolarisés dans le premier degré, 269 036 dans le second degré et 78 632 dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux.*
Note : les effectifs tiennent compte des élèves en scolarité partagée qui représentent 2,0 % du total des élèves scolarisés.
À partir de 2011, seuls les élèves qui font l'objet d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) sont recensés, les élèves bénéficiant d'un projet d'accueil individualisé (PAI) ne faisant plus partie du champ de l'enquête.

Précisions

Population concernée – Élèves bénéficiant d'un PPS scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du premier et du second degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA) ou scolarisés dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux relevant du ministère chargé de la santé.

Classification des principales déficiences présentées par les élèves – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.63.

Source

DEPP et DGESCO, enquêtes n° 3 et n° 12 relatives aux élèves bénéficiant d'un PPS scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du premier degré et du second degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.
DEPP, enquête n° 32 relative aux élèves scolarisés dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux relevant du ministère chargé de la santé.

2 Évolution de la scolarisation des élèves en situation de handicap par type de scolarisation détaillé

	2004	2006	2009	2014	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Évol. 2024/2025 %
Scolarisés en milieu ordinaire (1)	**133 838**	**155 361**	**187 490**	**259 941**	**384 040**	**409 409**	**436 085**	**468 274**	**496 839**	**526 587**	**6,0**
Premier degré	**96 396**	**111 083**	**120 180**	**151 412**	**200 421**	**212 441**	**222 547**	**235 416**	**247 076**	**257 551**	**4,2**
dont PPS (2)		*89 045*	*115 951*	*151 412*	*200 421*	*212 441*	*222 547*	*235 416*	*247 076*	*257 551*	*4,3*
Classe ordinaire	58 812	71 399	79 129	103 908	147 365	158 505	168 096	180 668	191 095	200 333	4,8
ULIS	37 584	39 684	41 051	47 504	53 056	53 425	53 816	54 089	55 078	56 015	1,7
UEEA						511	635	659	903	1 203	33,2
Part du public (en %)	91,5	91,5	90,3	90,0	90,4	90,4	90,6	90,6	90,6	90,7	0,1
Second degré	**37 442**	**44 278**	**67 310**	**108 529**	**183 619**	**196 968**	**213 538**	**232 858**	**249 763**	**269 036**	**7,7**
dont PPS (2)		*28 789*	*60 380*	*108 529*	*183 619*	*196 968*	*213 538*	*232 858*	*249 763*	*269 036*	*7,7*
Classe ordinaire	31 454	34 928	50 125	75 941	130 689	141 683	156 511	173 777	187 839	203 986	8,6
dont Segpa collège	*n.d.*	*7 571*	*13 392*	*15 491*	*17 293*	*18 616*	*18 370*	*18 463*	*19 182*	*19 751*	*3,0*
ULIS	5 988	9 350	17 185	32 588	52 930	55 285	57 027	59 081	61 924	65 050	5,0
Part du public (en %)	88,5	87,0	86,0	83,5	83,6	83,5	83,3	83,3	83,2	83,2	0,0
Scolarisés en établ. hospitaliers et médico-sociaux (3)	**77 141**	**76 951**	**74 845**	**77 962**	**77 503**	**79 772**	**77 209**	**77 802**	**78 232**	**78 632**	**0,5**
dont scolarisation partagée	***n.d.***	***nd***	***6 763***	***7 656***	***10 533***	***11 341***	***11 570***	***11 186***	***11 726***	***11 921***	***1,7***
Établissements hospitaliers	6 922	6 097	6 936	7 769	7 826	8 530	7 278	6 780	6 951	6 748	-2,9
Établissements médico-sociaux	70 219	70 854	67 909	70 193	69 677	71 242	69 931	71 022	71 281	71 884	0,8
Ensemble (4)	**210 979**	**232 312**	**255 572**	**330 247**	**451 010**	**477 840**	**501 724**	**534 890**	**563 345**	**593 298**	**5,3**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2012), public + privé (sous contrat et hors contrat).**

1. Y compris les élèves scolarisés en UEEA à partir de 2021.
2. Projet personnalisé de scolarisation, instauré par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, voir « Glossaire ». À partir de 2011, seuls les élèves qui font l'objet d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) sont recensés, les élèves bénéficiant d'un projet d'accueil individualisé (PAI) ne faisant plus partie du champ de l'enquête.
3. Hors élèves accueillis et scolarisés pour de courtes périodes.
4. Les élèves scolarisés dans les établissements médico-sociaux et hospitaliers sont comptabilisés hors Mayotte. Cette ligne ensemble n'est pas égale à la somme des lignes du dessus afin d'éviter un double compte des élèves en scolarisation partagée à partir de 2008.

Lecture : *à la rentrée 2025, 257 551 élèves en situation de handicap sont scolarisés dans le premier degré et 269 036 dans le second degré, soit un total de 526 587 élèves en milieu ordinaire (+ 6,0 % par rapport à 2024). Par ailleurs, 78 632 élèves sont accueillis dans les établissements hospitaliers et médico-sociaux, dont 11 921 en scolarisation partagée. Au total, 593 298 élèves en situation de handicap sont scolarisés en France (+ 5,3 % par rapport à 2024).*

3 Répartition des élèves en situation de handicap selon le sexe en 2025-2026

Sexe	Milieu ordinaire						Établissements hospitaliers et médico-sociaux (1)			Total (2)
	Premier degré			Second degré		Ensemble	Hospitaliers	Médico-sociaux	Ensemble	
	Classe ordinaire	ULIS	UEEA	Classe ordinaire	ULIS					
Filles	55 855	18 836	218	56 639	23 041	154 589	2 387	23 321	25 708	180 297
Garçons	144 478	37 179	985	147 347	42 009	371 998	4 361	48 563	52 924	424 922
Total	**200 333**	**56 015**	**1 203**	**203 986**	**65 050**	**526 587**	**6 748**	**71 884**	**78 632**	**605 219**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat).**

1. Hors élèves accueillis et scolarisés pour de courtes périodes.
2. Les élèves scolarisés dans les établissements médico-sociaux et hospitaliers sont comptabilisés hors Mayotte. Les effectifs présentés dans cette colonne affichent un double compte des élèves en scolarité partagée (2,0 % du total des élèves scolarisés), contrairement au total du tableau 2 qui ne présente pas de double compte.

Lecture : *à la rentrée 2025, 605 219 élèves en situation de handicap sont scolarisés, dont 180 297 filles et 424 922 garçons (dont double compte des élèves en scolarisation partagée).*

4 Répartition des élèves en situation de handicap selon le trouble en 2025-2026

Troubles	Milieu ordinaire					Établissements hospitaliers et médico-sociaux (1)			Total (2)
	Premier degré		Second degré		Ensemble	Hospitaliers	Médico-sociaux	Ensemble	
	Classe ordinaire	ULIS et UEEA	Classe ordinaire	ULIS					
Troubles intellectuels ou cognitifs	57 525	31 718	45 965	38 907	174 115	444	34 838	35 282	209 397
Troubles du psychisme	28 563	5 640	28 959	5 500	68 662	2 933	11 554	14 487	83 149
Troubles du langage ou de la parole	33 749	5 694	55 190	7 957	102 590	222	1 913	2 135	104 725
Troubles auditifs	2 977	485	3 244	566	7 272	ε	2 559	2 561	9 833
Troubles visuels	1 822	197	2 549	289	4 857	ε	392	393	5 250
Troubles viscéraux	1 520	218	1 265	180	3 183	384	73	457	3 640
Troubles moteurs	5 961	754	10 260	1 098	18 073	365	2 044	2 409	20 482
Plusieurs troubles associés	40 288	8 417	32 493	7 165	88 363	1 632	13 093	14 725	103 088
Autres troubles	27 928	4 095	24 061	3 388	59 472	667	2 343	3 010	62 482
Polyhandicap (3)						98	3 075	3 173	3 173
Total	**200 333**	**57 218**	**203 986**	**65 050**	**526 587**	**6 748**	**71 884**	**78 632**	**605 219**
dont troubles du spectre de l'autisme	*28 605*	*9 399*	*17 153*	*6 721*	*61 878*	*2 185*	*17 934*	*20 119*	*81 997*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat).**

1. Hors élèves accueillis et scolarisés pour de courtes périodes.
2. Les élèves scolarisés dans les établissements médico-sociaux et hospitaliers sont comptabilisés hors Mayotte. Les effectifs présentés dans cette colonne affichent un double compte des élèves en scolarité partagée (2,0 % du total des élèves scolarisés), contrairement au total du tableau 2 qui ne présente pas de double compte.
3. Trouble uniquement recueilli dans l'enquête n°32 auprès des établissements hospitaliers et médico-sociaux.

Lecture : *à la rentrée 2025, 605 219 élèves en situation de handicap sont scolarisés, dont 209 397 ayant des troubles intellectuels ou cognitifs (double compte des élèves en scolarisation partagée).*

1.08 La scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés

Au cours de l'année scolaire 2023-2024, 88 500 **élèves allophones** nouvellement arrivés ont été scolarisés (hors préélémentaire et prise en charge par la mission de lutte contre le décrochage scolaire), soit 1,1 % de moins qu'en 2022-2023 **(1)**.

Les effectifs sont surtout en baisse dans l'élémentaire (- 6,1 %). Ils sont stables au collège (- 0,3 %) et en hausse au lycée (+ 13,5 %).

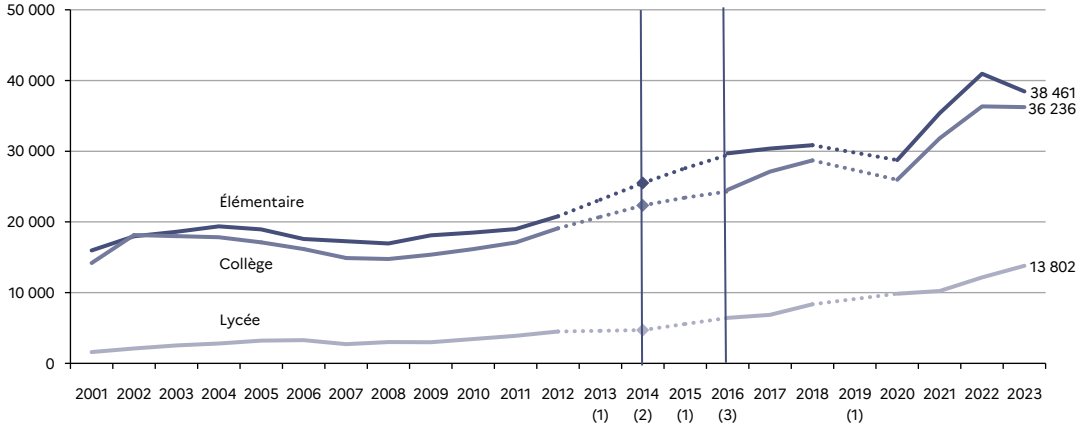
La répartition des élèves allophones sur le territoire est contrastée. Par exemple, les académies de Créteil et Versailles ont accueilli à elles seules 20 % des élèves allophones scolarisés (respectivement 9 100 et 8 300) **(2)**. Cette proportion est cependant à mettre en rapport avec le fait que 17 % de l'ensemble des élèves scolarisés en France en 2023-2024 l'ont été dans ces deux académies (hors préélémentaire et prise en charge par la mission de lutte contre le décrochage scolaire).

En 2023-2024, 43 % des élèves allophones nouvellement arrivés scolarisés en France l'ont été au sein d'une école élémentaire, 41 % dans un collège et 16 % dans un lycée. Cependant, cette répartition par degré diffère sur le territoire : 66 % des élèves allophones scolarisés à Mayotte ou en Guyane l'ont été en école élémentaire et 57 % dans l'académie de La Réunion. Par ailleurs, 36 % des élèves allophones scolarisés dans l'académie de Lille l'ont été en lycée, de même que 33 % dans l'académie de Besançon et 29 % dans l'académie de Paris.

Les délais de prise en charge diffèrent fortement selon le degré de scolarisation. En effet, si 84 % des élèves en élémentaire ont été scolarisés quinze jours après leur test de positionnement (dont 63 % le jour même), ils étaient 49 % dans le même cas au collège et 47 % au lycée **(3)**.

Pour l'année 2023-2024, neuf élèves allophones sur dix ont bénéficié d'un dispositif de soutien linguistique : 88 % dans les écoles, 92 % dans les collèges et 90 % dans les lycées.

1 Évolution du nombre d'élèves allophones scolarisés en élémentaire, collège ou lycée



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé. Élèves allophones scolarisés dans le premier ou second degré, qu'ils soient arrivés ou non en cours d'année. Hors élèves pris en charge par la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS).**

1. Pas de données pour les années 2013, 2015 et 2019.
2. À partir de 2014, une refonte de l'enquête permet la collecte de données individuelles.
3. À partir de 2016, l'académie de Mayotte est intégrée à l'enquête.
Lecture : *en 2023-2024, 38 461 élèves allophones nouvellement arrivés ont été scolarisés en élémentaire.*

Précisions

La population concernée par l'enquête est l'ensemble des élèves allophones nouvellement arrivés en France en 2023-2024, qu'ils soient arrivés ou non en cours d'année. Les allophones pour lesquels aucune démarche de scolarisation n'a été faite ne sont pas dans le champ de l'enquête.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.42 ; 24.40.

Source
DEPP, enquête EANA.

2 Scolarisation des élèves allophones par région et académie en 2023-2024

Académies et régions académiques	Écoles élémentaires		Collèges		Lycées		Ensemble	
	Effectifs d'élèves	Part bénéficiant d'un soutien (%)	Effectifs d'élèves	Part bénéficiant d'un soutien (%)	Effectifs d'élèves	Part bénéficiant d'un soutien (%)	Effectifs d'élèves	Part bénéficiant d'un soutien (%)
Clermont-Ferrand	588	92	879	99	382	92	1 849	96
Grenoble	2 031	93	1 867	97	589	98	4 487	95
Lyon	2 578	96	2 053	96	538	n.d. (2)	5 169	n.d. (2)
Auvergne-Rhône-Alpes	**5 197**	**95**	**4 799**	**98**	**1 509**	**n.d. (2)**	**11 505**	**n.d. (2)**
Besançon	677	71	905	99	765	98	2 347	90
Dijon	1 044	88	1 074	94	503	93	2 621	91
Bourgogne-Franche-Comté	**1 721**	**81**	**1 979**	**96**	**1 268**	**96**	**4 968**	**91**
Bretagne (Rennes)	**1 153**	**77**	**1 313**	**85**	**330**	**81**	**2 796**	**81**
Centre-Val-de-Loire (Orléans-Tours)	**1 163**	**83**	**1 357**	**82**	**212**	**77**	**2 732**	**82**
Corse	156	96	118	100	51	98	325	98
Nancy-Metz	1 100	85	1 204	98	416	100	2 720	93
Reims	461	100	621	100	337	100	1 419	100
Strasbourg	1 226	91	1 375	98	300	94	2 901	95
Grand-Est	**2 787**	**90**	**3 200**	**98**	**1 053**	**98**	**7 040**	**95**
Amiens	1 053	87	1 424	91	531	86	3 008	89
Lille	933	91	1 054	95	1 094	90	3 081	92
Hauts-de-France	**1 986**	**89**	**2 478**	**93**	**1 625**	**89**	**6 089**	**91**
Créteil	4 648	94	3 285	83	1 147	77	9 080	88
Paris	1 113	99	909	100	814	100	2 836	99
Versailles	4 082	99	2 942	91	1 289	89	8 313	94
Île-de-France	**9 843**	**97**	**7 136**	**89**	**3 250**	**88**	**20 229**	**93**
Normandie	**1 056**	**62**	**1 557**	**84**	**1 023**	**86**	**3 636**	**78**
Bordeaux	975	87	1 277	95	462	90	2 714	91
Limoges	399	64	468	76	253	83	1 120	73
Poitiers	1 241	74	1 333	82	603	81	3 177	78
Nouvelle-Aquitaine	**2 615**	**77**	**3 078**	**86**	**1 318**	**84**	**7 011**	**83**
Montpellier	1 566	84	1 328	97	387	93	3 281	90
Toulouse	1 201	78	1 653	90	394	81	3 248	84
Occitanie	**2 767**	**81**	**2 981**	**93**	**781**	**87**	**6 529**	**87**
Pays-de-la-Loire (Nantes)	**1 656**	**75**	**1 464**	**94**	**690**	**90**	**3 810**	**85**
Aix-Marseille	1 965	97	1 864	99	279	n.d. (2)	4 108	n.d. (2)
Nice	1 640	98	1 349	99	238	78	3 227	97
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	**3 605**	**97**	**3 213**	**99**	**517**	**n.d. (2)**	**7 335**	**n.d. (2)**
France hors DROM (1)	**35 605**	**89**	**34 568**	**92**	**13 612**	**90**	**83 785**	**90**
Guadeloupe	167	97	227	98	114	100	508	98
Guyane	980	86	507	98	8	100	1 495	90
Martinique	49	93	38	89	9	67	96	89
Mayotte	1 306	62	670	97	9	100	1 985	74
La-Réunion	368	100	230	100	50	100	648	100
DROM (1)	**2 856**	**78**	**1 668**	**97**	**190**	**98**	**4 714**	**85**
France (1)	**38 461**	**88**	**36 236**	**92**	**13 802**	**90**	**88 499**	**90**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé. Élèves allophones scolarisés dans le premier ou second degré en 2023-2024, qu'ils soient arrivés ou non en cours d'année. Hors élèves pris en charge par la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS).**

1. Certains élèves changent d'académie de scolarisation en cours d'année scolaire. Dans ce cas, ils sont comptabilisés par les deux académies. En revanche, ils ne sont comptabilisés qu'une fois dans l'effectif national. Ainsi, la somme des effectifs par académie ne correspond pas à l'effectif national d'élèves allophones (ainsi qu'aux sous-totaux « France hors DROM » et « DROM »).

2. Information non fournie pour les 372 lycéens du département du Rhône et les 43 lycéens des Alpes-de-Haute-Provence.

Lecture : *en 2023-2024, 92 % des 588 élèves allophones scolarisés en élémentaire dans l'académie de Clermont-Ferrand ont bénéficié d'un soutien en français langue seconde.*

3 Répartition des élèves allophones scolarisés en 2023-2024 selon le délai avant prise en charge et le degré de scolarisation (en %)

Durée avant prise en charge (1)	Élémentaire	Collège	Lycée
Positionnement et scolarisation à la même date	63,3	28,4	27,3
Entre 1 et 14 jours	21,1	20,4	19,8
Entre 15 et 30 jours	6,0	14,1	12,6
Entre 1 et 3 mois	4,5	22,1	21,5
Entre 3 et 6 mois	2,0	8,3	8,6
Entre 6 mois et 1 an	1,7	4,1	5,6
1 an et plus	1,5	2,8	4,6
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé. Élèves allophones scolarisés dans le premier ou second degré en 2023-2024, qu'ils soient arrivés ou non en cours d'année. Hors élèves pris en charge par la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS).**

1. Délai entre le positionnement et la scolarisation.

Lecture : *pour 63,3 % des élèves allophones scolarisés en élémentaire, il n'y a pas eu d'attente entre leur test de positionnement initial et leur scolarisation.*

La formation initiale regroupe des niveaux de formation allant de la maternelle à l'enseignement supérieur. Les écoles et établissements relèvent en majorité des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Certains établissements du secondaire sont sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture. Les établissements d'enseignement supérieur et les **centres de formation d'apprentis** (CFA) peuvent relever de différentes tutelles, qu'elles soient ministérielles ou non.

Toutes les **écoles maternelles et élémentaires (y compris les écoles primaires)** sont sous tutelle du ministère chargé de l'éducation nationale. À la rentrée 2025, la France compte 42 400 écoles publiques et 5 700 écoles privées **(1)**. Le nombre d'écoles du secteur public est en baisse (- 1 %), ce qui s'explique en grande partie par des regroupements administratifs d'écoles. Le nombre d'écoles du secteur privé sous contrat diminue aussi (- 0,4 %). Cette tendance est plus marquée encore dans le secteur privé hors contrat (- 2,3 %).

En 2025, les établissements du second degré des secteurs public et privé sous contrat comptent respectivement 8 000 et 2 900 établissements en France, chiffres relativement stables depuis 2020. Le nombre de **lycées professionnels** (LP) continue de diminuer, en raison de regroupements avec des **lycées d'enseignement général et technologique** (LEGT) qui conduisent à la hausse du nombre de **lycées polyvalents** (LPO).

Dans l'enseignement supérieur, hors **universités**, la majorité des établissements se présentent sous la forme de petites structures publiques ou privées (établissements dotés de STS ou CPGE, écoles d'art, d'architecture, d'ingénieurs, etc.). La hausse significative du nombre d'**écoles de commerce, gestion et vente** (+ 7,8 %) s'explique principalement par une identification plus précise de ces établissements privés.

Par ailleurs, la hausse du nombre de CFA observée depuis 2019 se poursuit en 2025 (+ 8,8 %). Cette progression est principalement portée par le secteur privé (+ 9,4 %).

Précisions

Structures concernées – Structures de formation initiale hors établissements médico-éducatifs et socio-éducatifs.

Regroupements administratifs d'écoles – Regroupement notamment d'écoles maternelles et élémentaires géographiquement très proches, afin de former une école primaire. Dans certains cas, ces regroupements administratifs ne conduisent pas à la fermeture des sites d'enseignement, les niveaux d'enseignement pouvant être répartis sur les différents sites préexistants.

Enseignement supérieur – Voir fiche 2.20.

MFREO – Maison familiale rurale d'éducation et d'orientation, relevant du ministère chargé de l'agriculture.

Source

DEPP, *RERS* 2.01, 2.04 et 4.24.
DEPP et SIES, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA).
SIES, *RERS* 2.20.
DGER-Ministère chargé de l'agriculture, *RERS* 4.26.

1 Les structures de formation initiale (hors établissements médico-éducatifs et socio-éducatifs)

	2010	2015	2020	2023	2024	2025	Évolution 2024/2025 (%)
Premier degré (1)	**53 798**	**51 745**	**49 965**	**48 912**	**48 547**	**48 087**	**-0,9**
Public	**48 522**	**46 435**	**44 262**	**43 163**	**42 811**	**42 396**	**-1,0**
Écoles maternelles	**16 056**	**14 784**	**13 399**	**12 603**	**12 343**	**12 065**	**-2,3**
Écoles élémentaires (y compris écoles primaires)	**32 466**	**31 651**	**30 863**	**30 560**	**30 468**	**30 331**	**-0,4**
Privé	**5 276**	**5 310**	**5 703**	**5 749**	**5 736**	**5 691**	**-0,8**
dont écoles élémentaires (y compris écoles primaires)	*5 143*	*5 172*	*5 514*	*5 551*	*5 511*	*5 492*	*-0,3*
Privé sous contrat		**4 808**	**4 687**	**4 629**	**4 602**	**4 583**	**-0,4**
dont écoles élémentaires (y compris écoles primaires)		*4 745*	*4 642*	*4 589*	*4 566*	*4 548*	*-0,4*
Privé hors contrat		**502**	**1 016**	**1 120**	**1 134**	**1 108**	**-2,3**
dont écoles élémentaires (y compris écoles primaires)		*427*	*872*	*962*	*945*	*944*	*-0,1*
dont écoles de niveau indéterminé					*20*	*12*	*-40,0*
Second degré	**12 203**	**12 148**	**12 178**	**11 875**	**11 886**	**11 905**	**0,2**
Public	**8 108**	**8 069**	**8 022**	**8 032**	**8 036**	**8 048**	**0,1**
dont établissements avec STS ou CPGE (éducation nationale et agriculture) (2)	*1 464*	*1 544*	*1 667*	*1 703*	*1 717*	*1 717*	*0,0*
Établissements sous tutelle de l'éducation nationale	**7 882**	**7 843**	**7 795**	**7 805**	**7 809**	**7 821**	**0,2**
Collèges	5 253	5 290	5 294	5 320	5 325	5 339	0,3
Lycées professionnels	973	874	800	768	763	756	-0,9
Lycées d'enseignement général et technologique	1 576	1 600	1 624	1 641	1 645	1 650	0,3
dont lycées polyvalents	*582*	*659*	*730*	*760*	*765*	*774*	*1,2*
Établissements régionaux d'enseignement adapté	80	79	77	76	76	76	0,0
Établissements sous tutelle de l'agriculture	**226**	**226**	**227**	**227**	**227**	**227**	**0,0**
Privé	**4 095**	**4 079**	**4 156**	**3 843**	**3 850**	**3 857**	**0,2**
dont établissements avec STS ou CPGE (éducation nationale et agriculture) (2)	*698*	*723*	*697*	*678*	*657*	*642*	*-2,3*
Établissements sous tutelle de l'éducation nationale (3)	**3 493**	**3 488**	**3 576**	**3 268**	**3 274**	**3 284**	**0,3**
Collèges	1 765	1 807	1 951	2 053	2 063	2 082	0,9
Lycées professionnels	664	640	562	335	332	328	-1,2
Lycées d'enseignement général et technologique	1 064	1 040	1 062	879	878	873	-0,6
dont lycées polyvalents	*204*	*202*	*218*	*215*	*214*	*215*	*0,5*
Privé sous contrat (établissements relevant de l'éducation nationale) (3)	**2 953**	**2 916**	**2 883**	**2 877**	**2 872**	**2 857**	**-0,5**
dont établissements avec STS ou CPGE	*432*	*443*	*461*	*468*	*469*	*461*	*-1,7*
Collèges	1 672	1 660	1 660	1 662	1 661	1 655	-0,4
Lycées professionnels	403	389	347	335	332	328	-1,2
Lycées d'enseignement général et technologique	878	866	875	879	878	873	-0,6
dont lycées polyvalents	*190*	*190*	*210*	*215*	*214*	*215*	*0,5*
Privé hors contrat (établissements relevant de l'éducation nationale)	**540**	**572**	**693**	**391**	**402**	**427**	**6,2**
dont établissements avec STS ou CPGE	*157*	*166*	*117*	*81*	*63*	*63*	*0,0*
Collèges	93	147	291	391	402	427	6,2
Lycées professionnels (4)	261	251	215				
Lycées d'enseignement général et technologique (4)	186	174	187				
dont lycées polyvalents (4)	*14*	*12*	*8*				
Établissements sous tutelle de l'agriculture (y compris MFREO)	**602**	**591**	**580**	**575**	**576**	**573**	**-0,5**
Enseignement supérieur (5)							
Universités (6)	**79**	**72**	**71**	**71**	**71**	**71**	**0,0**
Instituts universitaires de technologie (IUT)	**114**	**111**	**108**	**107**	**105**	**104**	**-1,0**
Inspé (ex. ESPÉ)		**30**	**30**	**30**	**30**	**30**	**0,0**
Établissements avec STS	**2 258**	**2 378**	**2 489**	**2 458**	**2 459**	**2 468**	**0,4**
dont établissements du second degré (éducation nationale et agriculture) (2)	*2 001*	*2 106*	*2 203*	*2 351*	*2 331*	*2 317*	*-0,6*
Public	**1 358**	**1 432**	**1 586**	**1 614**	**1 622**	**1 623**	**0,1**
Privé	**900**	**946**	**903**	**844**	**837**	**845**	**1,0**
Établissements avec CPGE	**442**	**445**	**457**	**462**	**468**	**466**	**-0,4**
dont établissements du second degré (éducation nationale et agriculture) (2)	*434*	*435*	*441*	*453*	*456*	*454*	*-0,4*
Public	**345**	**351**	**363**	**367**	**369**	**369**	**0,0**
Privé	**97**	**94**	**94**	**95**	**99**	**97**	**-2,0**
Écoles d'ingénieurs	**250**	**261**	**279**	**287**	**295**	**302**	**2,4**
Écoles de commerce, gestion et vente	**213**	**191**	**352**	**393**	**423**	**456**	**7,8**
Écoles supérieures artistiques et culturelles	**235**	**241**	**307**	**327**	**332**	**336**	**1,2**
Écoles paramédicales (hors université) et sociales	**623**	**639**	**632**	**626**	**626**	**611**	**-2,4**
Autres établissements d'enseignement supérieur (7)	**245**	**271**	**349**	**387**	**393**	**392**	**-0,3**
Enseignements secondaire et supérieur : CFA (8)	**973**	**958**	**1 467**	**2 216**	**2 388**	**2 598**	**8,8**
Public	**257**	**255**	**173**	**164**	**159**	**160**	**0,6**
Privé	**716**	**703**	**1 294**	**2 052**	**2 229**	**2 438**	**9,4**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**

1. Dans le premier degré, des regroupements administratifs d'écoles, notamment d'écoles maternelles et élémentaires géographiquement très proches, peuvent se former pour créer une école primaire.

2. Ministères chargés de l'éducation nationale et de l'agriculture.

3. Dont un EREA à partir de 2015.

4. Compte tenu du changement de sources en 2021, le champ du secteur privé hors contrat est désormais restreint aux seuls élèves de moins de 16 ans soumis à l'obligation scolaire.

5. Le total des établissements du supérieur ne peut pas être calculé à partir de ce tableau : la répartition par type d'établissements ne constitue pas une partition du supérieur (par exemple certains établissements avec STS ou CPGE sont également comptabilisés dans les écoles de commerce).

6. Y compris CUFR de Mayotte, Institut national universitaire d'Albi, université de Lorraine et les IEP de Lille, Lyon et Rennes (devenus des établissements non rattachés à une université à partir de 2019-2020).

7. Groupe non homogène, constitué notamment des autres établissements d'enseignement universitaire (publics et privés), des écoles normales supérieures, des écoles d'architecture, des écoles vétérinaires, des écoles de journalisme et d'autres écoles supérieures dépendant d'autres ministères.

8. Centres de formation d'apprentis. Les antennes de centres de formation d'apprentis ne sont pas prises en compte.

2. LES ÉTABLISSEMENTS

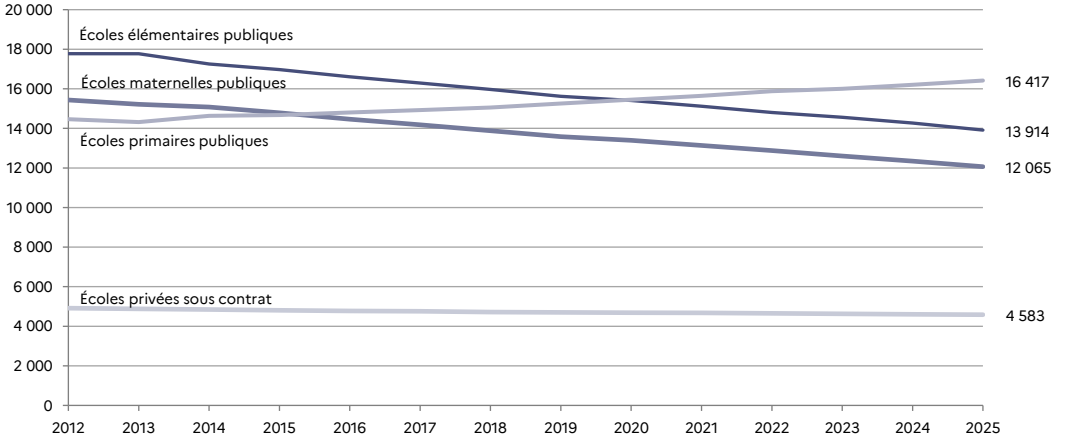
À la rentrée 2025, l'enseignement du premier degré public et privé sous contrat regroupe 47 000 écoles en France, soit 430 écoles de moins qu'à la rentrée 2024 **(1) (2)**. Cette baisse s'explique en partie par des regroupements administratifs d'écoles, notamment entre écoles maternelles et élémentaires géographiquement très proches, afin de former une école primaire. Dans certains cas, ces regroupements administratifs ne conduisent pas à la fermeture des sites d'enseignement.

Comme depuis 2014, cette évolution est davantage marquée dans le secteur public : - 1,0 % contre – 0,4 % pour les écoles privées sous contrat. Dans le secteur public, si le nombre d'**écoles maternelles et élémentaires** diminue (respectivement - 278 et - 353 par rapport à la rentrée 2024), le nombre d'**écoles primaires,** accueillant à la fois des élèves de niveau élémentaire et préélémentaire, augmente (+ 216).

Dans le secteur privé sous contrat, la quasi-totalité des écoles sont des écoles primaires. Ces écoles primaires privées sous contrat accueillent en moyenne 185 élèves, contre 126 dans les écoles primaires publiques **(3)**. Dans le secteur public, ce sont les écoles élémentaires qui accueillent en moyenne le plus d'élèves (149) et les écoles maternelles qui en accueillent le moins (98).

En outre, dans le secteur public, 3 300 écoles sont composées d'une seule **classe**, soit 8 % d'entre elles, et 44 % des écoles publiques ont moins de cinq classes **(4) (5)**. Dans le secteur privé sous contrat, 1 % des écoles sont à classe unique et 22 % comptent onze classes ou plus.

1 Évolution du nombre d'écoles selon le type et le secteur



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *à la rentrée 2025, le nombre d'écoles primaires publiques s'élève à 16 417.*

Précisions

Élèves de niveau préélémentaire ou élémentaire et écoles maternelles, élémentaires, primaires – Tandis que les écoles maternelles n'accueillent que des élèves de niveau préélémentaire, les écoles primaires peuvent accueillir à la fois des élèves de niveau élémentaire et préélémentaire. Dans cette fiche, les « écoles élémentaires » décrivent les écoles qui n'accueillent que des élèves de niveau élémentaire.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.01 ; 25.58.

Source
DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat).

2 Évolution du nombre d'écoles selon le type et le secteur

	2012	2014	2016	2018	2020	2022	2024	2025
Écoles maternelles	15 435	15 079	14 462	13 881	13 399	12 881	12 343	12 065
Écoles élémentaires	17 775	17 252	16 608	15 966	15 411	14 806	14 267	13 914
Écoles primaires	14 462	14 631	14 807	15 055	15 452	15 881	16 201	16 417
Total public	**47 672**	**46 962**	**45 877**	**44 902**	**44 262**	**43 568**	**42 811**	**42 396**
Écoles maternelles	70	69	59	54	45	43	36	35
Écoles élémentaires	170	158	153	155	142	132	120	113
Écoles primaires	4 674	4 619	4 563	4 510	4 500	4 477	4 446	4 435
Total privé sous contrat	**4 914**	**4 846**	**4 775**	**4 719**	**4 687**	**4 652**	**4 602**	**4 583**
Ensemble	**52 586**	**51 808**	**50 652**	**49 621**	**48 949**	**48 220**	**47 413**	**46 979**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *à la rentrée 2025, l'enseignement du premier degré public et privé sous contrat regroupe 46 979 écoles.*

3 Nombre moyen d'élèves par école selon le type d'école et le secteur à la rentrée 2025

Secteur	Écoles maternelles	Écoles élémentaires	Écoles primaires	Ensemble des écoles
Public	97,5	149,0	125,8	**125,4**
Privé sous contrat	102,9	154,4	184,5	**183,1**
Public + privé sous contrat	97,6	149,1	138,3	**131,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *à la rentrée 2025, les écoles maternelles publiques accueillent en moyenne 97,5 élèves.*

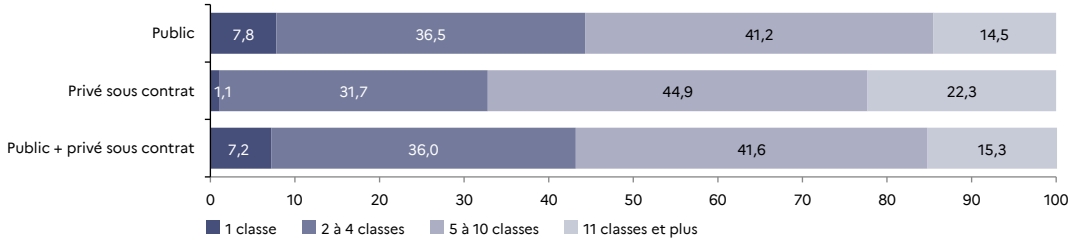
4 Nombre d'écoles selon le nombre de classes, le type d'école et le secteur à la rentrée 2025

Nombre de classes		Écoles maternelles	Écoles élémentaires	Écoles primaires	Total
Public	1	867	1 795	647	3 309
	2	1 255	1 406	2 211	4 872
	3	2 175	588	2 451	5 214
	4	2 426	659	2 285	5 370
	5 à 10	5 058	5 969	6 436	17 463
	11 et plus	284	3 497	2 387	6 168
	Total	**12 065**	**13 914**	**16 417**	**42 396**
Privé sous contrat	1	5	14	31	50
	2	8	27	331	366
	3	5	6	478	489
	4	5	7	587	599
	5 à 10	11	37	2 009	2 057
	11 et plus	1	22	999	1 022
	Total	**35**	**113**	**4 435**	**4 583**
Total public + privé sous contrat		**12 100**	**14 027**	**20 852**	**46 979**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 867 écoles maternelles publiques sont composées d'une classe.*

5 Proportion d'écoles selon le nombre de classes et le secteur à la rentrée 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

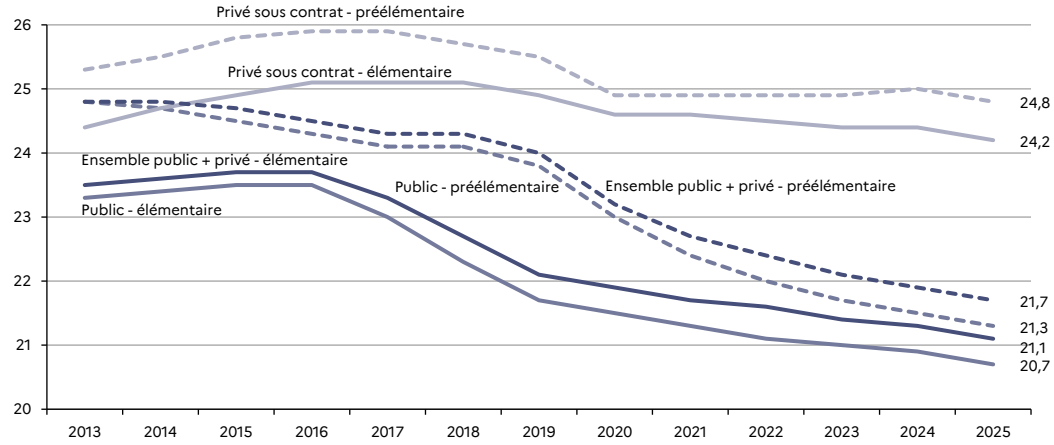
▶ **Champ : France.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 7,8 % des écoles publiques sont composées d'une classe.*

À la rentrée 2025, le nombre de classes est en légère baisse dans le premier degré : de - 0,8 % en un an dans le secteur public (252 150 classes) et de - 0,6 % dans le secteur privé sous contrat (34 250 classes) **(2)**. Dans les écoles primaires, les classes peuvent être constituées uniquement d'élèves de niveau préélémentaire, uniquement d'élèves de niveau élémentaire ou être mixtes **(3)**. Les classes mixtes sont toutefois assez peu répandues : 8 250 dans les écoles publiques (soit 3 % des classes) et 1 750 dans les écoles privées sous contrat (5 %).

Dans le secteur privé sous contrat, le **nombre d'élèves** par classe est stable depuis 2020 et plus élevé que dans le public : il est de 24,8 en préélémentaire et de 24,2 en élémentaire **(1)** **(4)**. À l'inverse, dans le public, la taille des classes est à la baisse, celle-ci s'expliquant principalement par les mesures successives de dédoublements de classes prises entre 2017 et 2022, et se poursuivant désormais sous l'effet du recul démographique. La taille des classes de CP en réseau d'éducation prioritaire renforcée (REP+) est ainsi passée de 21,7 élèves en 2015 à 12,8 élèves en 2025 **(5)**. Quant aux classes de grande section, si elles comptent toujours plus d'élèves que celles de CP et de CE1, elles accueillent 14,3 élèves en moyenne en REP+ en 2025, contre 23,6 en 2015.

Les classes sont plus chargées dans le secteur privé, qui ne comprend aucune école en éducation prioritaire. En particulier, 14 % des classes préélémentaires et 9 % des classes élémentaires accueillent 30 élèves ou plus **(6)**.

1 Évolution du nombre moyen d'élèves par classe selon le niveau de formation et le secteur



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, écoles publiques et privées sous contrat, hors ULIS.**
Lecture : *à la rentrée 2025, les classes de niveau préélémentaire des écoles publiques accueillent en moyenne 21,3 élèves.*

Précisions

Diapre est un dispositif de remontée de données individuelles du premier degré qui couvre, à la rentrée 2025, la totalité des élèves des écoles publiques et 99,1 % des élèves des écoles privées sous contrat.

Nombre d'élèves par classe (E/C) – Lorsqu'une classe est mixte, le calcul du E/C consiste à répartir les élèves dans leurs niveaux respectifs. Par exemple, si une classe est constituée de 5 élèves de préélémentaire et de 15 élèves de CP, le E/C préélémentaire intègre 5 élèves au numérateur et 0,25 classe au dénominateur, tandis que le E/C élémentaire intègre 15 élèves au numérateur et 0,75 classe au dénominateur.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.01 ; 23.39.

Source
DEPP, Diapre.

2 Évolution du nombre de classes selon le secteur

	2013	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Public	246 274	251 395	251 052	254 358	256 491	257 039	256 999	255 662	254 103	252 144
Privé sous contrat	34 148	35 221	34 975	35 022	35 186	34 865	34 721	34 484	34 435	34 231
Ensemble public + privé	**280 422**	**286 616**	**286 027**	**289 380**	**291 677**	**291 904**	**291 720**	**290 146**	**288 538**	**286 375**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, écoles publiques et privées sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, le nombre de classes dans le secteur public est de 252 144.*

3 Nombre de classes selon le type d'école, le niveau de formation et le secteur à la rentrée 2025

Type d'école	Niveau de formation	Public	Privé sous contrat	Public + privé sous contrat
Écoles maternelles	Classes préélémentaires	55 587	152	55 739
Écoles élémentaires	Classes élémentaires	99 026	706	99 732
Écoles primaires	Classes préélémentaires	31 611	10 595	42 206
	Classes élémentaires	57 657	21 012	78 669
	Classes mixtes	8 263	1 766	10 029
Ensemble des écoles		**252 144**	**34 231**	**286 375**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, écoles publiques et privées sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, les écoles maternelles publiques comptent 55 587 classes de niveau préélémentaire.*

4 Évolution du nombre moyen d'élèves par classe selon le secteur et le niveau de formation

Niveau	Public			Privé sous contrat			Public + privé sous contrat		
	2015	2020	2025	2015	2020	2025	2015	2020	2025
Petite section	24,5	23,4	22,4	26,0	24,9	24,9	24,7	23,6	22,6
Moyenne section	24,8	23,5	22,3	26,0	25,0	25,1	24,9	23,6	22,6
Grande section	24,7	22,6	19,8	25,6	24,9	24,6	24,8	22,8	20,3
Préélémentaire	**24,5**	**23,0**	**21,3**	**25,8**	**24,9**	**24,8**	**24,7**	**23,2**	**21,7**
CP	22,4	18,9	18,4	23,8	23,0	22,8	22,5	19,4	18,9
CE1	23,2	19,6	18,9	24,5	24,0	23,8	23,4	20,1	19,4
CE2	23,8	22,9	21,9	25,1	24,9	24,5	23,9	23,2	22,2
CM1	24,0	23,3	22,4	25,5	25,2	24,9	24,2	23,6	22,7
CM2	24,2	23,6	22,5	25,8	25,6	25,2	24,4	23,8	22,9
Élémentaire	**23,5**	**21,5**	**20,7**	**24,9**	**24,6**	**24,2**	**23,7**	**21,9**	**21,1**
Total	**23,9**	**22,0**	**20,9**	**25,2**	**24,7**	**24,4**	**24,0**	**22,3**	**21,3**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, hors ULIS.**
Lecture : *à la rentrée 2025, les classes de CM2 des écoles publiques accueillent en moyenne 22,5 élèves.*

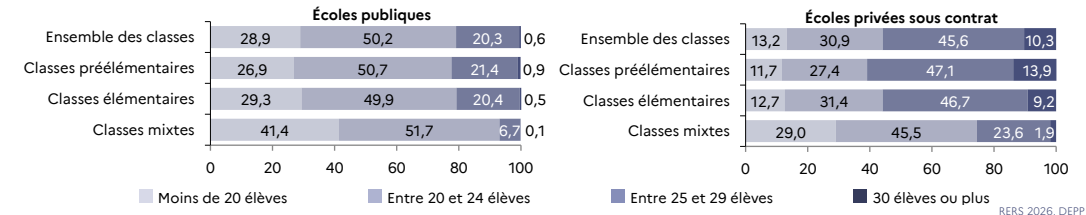
5 Évolution du nombre moyen d'élèves par classe dans les écoles publiques selon le type d'école et le niveau de formation

Niveau	REP+			REP			Public hors EP		
	2015	2020	2025	2015	2020	2025	2015	2020	2025
Petite section	23,3	22,4	21,2	23,4	22,3	21,2	24,8	23,7	22,7
Moyenne section	23,6	22,4	21,0	23,7	22,4	20,9	25,1	23,7	22,7
Grande section	23,6	19,5	14,3	23,7	20,8	14,2	25,0	23,3	22,1
Préélémentaire	**23,2**	**21,0**	**17,9**	**23,4**	**21,5**	**18,0**	**24,9**	**23,5**	**22,4**
CP	21,7	12,5	12,8	21,8	12,6	12,8	22,5	21,6	20,7
CE1	22,6	12,7	12,9	22,7	12,9	13,0	23,3	22,6	21,4
CE2	22,9	21,4	20,6	23,1	21,2	20,3	24,0	23,4	22,3
CM1	23,0	21,8	21,1	23,3	21,7	21,0	24,3	23,7	22,7
CM2	23,1	22,0	21,2	23,4	21,9	21,1	24,4	24,0	22,9
Élémentaire	**22,6**	**16,7**	**16,6**	**22,8**	**16,8**	**16,7**	**23,7**	**23,0**	**22,0**
Total	**22,9**	**18,2**	**17,1**	**23,0**	**18,4**	**17,1**	**24,1**	**23,2**	**22,1**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, écoles publiques, hors ULIS.**
Lecture : *à la rentrée 2025, les classes de CM2 des écoles en REP+ accueillent en moyenne 21,2 élèves.*

6 Taille des classes selon le secteur et le niveau de formation à la rentrée 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

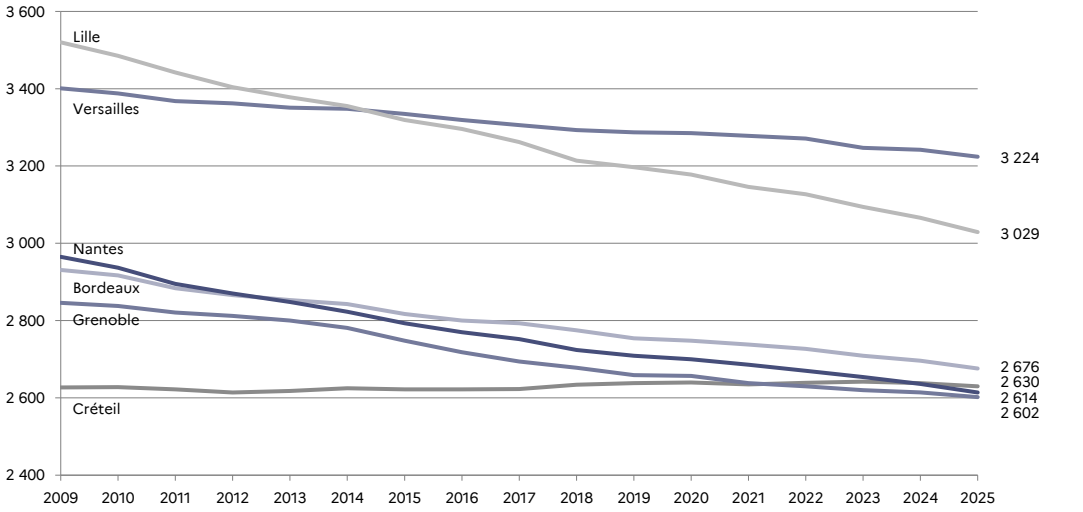
▶ **Champ : France, écoles publiques et privées sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 28,9 % des classes du secteur public accueillent moins de 20 élèves.*
Note : les élèves d'ULIS sont ici comptabilisés dans le niveau auquel ils appartiennent (préélémentaire ou élémentaire).

À la rentrée 2025, l'enseignement du premier degré en France regroupe 42 400 écoles publiques et 4 600 écoles privées sous contrat **(2)**. Leur nombre est très variable selon l'académie. Celles qui disposent du plus grand nombre d'écoles sont Versailles (3 200), Lille (3 050), Nantes (2 700), Créteil (2 650), Grenoble et Bordeaux (2 600 chacune). Parmi ces académies, seule celle de Créteil conserve un nombre stable d'écoles depuis 2009. Dans les cinq autres, la tendance est à la baisse, notamment à Lille qui compte 500 écoles de moins au cours de la période **(1)**.

La part d'écoles primaires est très variable en fonction de l'académie : 78 % des écoles à Rennes et 67 % à Nantes, tandis que cette part est de 17 % à Créteil, 18 % à Mayotte et 21 % à Versailles. La quasi-totalité (97 %) des écoles privées sous contrat étant des écoles primaires, les académies ayant une part importante d'écoles privées - comme c'est le cas de Rennes (37 %) et Nantes (31 %) - sont également les plus fournies en écoles primaires **(3)**. Cependant, même sur le seul champ des écoles publiques, la part d'écoles primaires reste nettement plus élevée à Rennes (68 %) et Nantes (54 %) qu'à Paris (13 %), Créteil (14 %) ou Versailles (18 %).

Dans les DROM, la part d'écoles privées sous contrat est deux fois et demie moins importante qu'en France hexagonale (4 % contre 10 %). En particulier, il n'y en a aucune à Mayotte.

1 Évolution du nombre d'écoles dans les plus grandes académies



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, le nombre d'écoles s'élève à 3 224 dans l'académie de Versailles.*

Précisions

Élèves de niveau préélémentaire, élémentaire et écoles maternelles, élémentaires, primaires – Tandis que les écoles maternelles n'accueillent que des élèves de niveau préélémentaire, les écoles primaires peuvent accueillir à la fois des élèves de niveau élémentaire et préélémentaire. Dans cette fiche, le terme « écoles élémentaires » désigne les écoles qui n'accueillent que des élèves de niveau élémentaire.

Source
DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat).

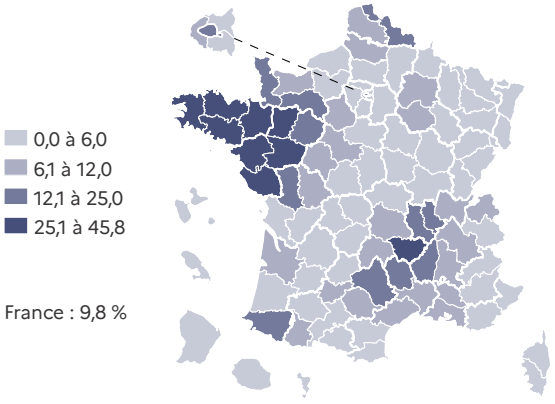
2 Nombre d'écoles par académie à la rentrée 2025

Académies et régions académiques	Public				Privé sous contrat				Public + privé	Part du privé sous contrat (%)
	Écoles maternelles	Écoles élémentaires	Écoles primaires	Total	Écoles maternelles	Écoles élémentaires	Écoles primaires	Total	Total	
Clermont-Ferrand	225	321	556	1 102			112	112	1 214	9,2
Grenoble	552	642	1 175	2 369	2	5	238	245	2 614	9,4
Lyon	427	450	869	1 746	2	1	277	280	2 026	13,8
Auvergne-Rhône-Alpes	**1 204**	**1 413**	**2 600**	**5 217**	**4**	**6**	**627**	**637**	**5 854**	**10,9**
Besançon	228	274	449	951		3	49	52	1 003	5,2
Dijon	388	560	557	1 505			55	55	1 560	3,5
Bourgogne-Franche-Comté	**616**	**834**	**1 006**	**2 456**		**3**	**104**	**107**	**2 563**	**4,2**
Bretagne (Rennes)	**215**	**234**	**975**	**1 424**	**13**	**25**	**792**	**830**	**2 254**	**36,8**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**536**	**702**	**664**	**1 902**	**1**	**3**	**119**	**123**	**2 025**	**6,1**
Corse	**53**	**59**	**124**	**236**		**1**	**6**	**7**	**243**	**2,9**
Nancy-Metz	500	557	761	1 818	2	2	51	55	1 873	2,9
Reims	226	248	466	940	1	1	51	53	993	5,3
Strasbourg	371	348	469	1 188	2	12	23	37	1 225	3,0
Grand Est	**1 097**	**1 153**	**1 696**	**3 946**	**5**	**15**	**125**	**145**	**4 091**	**3,5**
Amiens	398	553	773	1 724		1	66	67	1 791	3,7
Lille	787	850	1 057	2 694	1	1	333	335	3 029	11,1
Hauts-de-France	**1 185**	**1 403**	**1 830**	**4 418**	**1**	**2**	**399**	**402**	**4 820**	**8,3**
Créteil	1 062	1 115	355	2 532	1	5	92	98	2 630	3,7
Paris	267	270	83	620	1	7	98	106	726	14,6
Versailles	1 303	1 222	548	3 073	2	10	139	151	3 224	4,7
Île-de-France	**2 632**	**2 607**	**986**	**6 225**	**4**	**22**	**329**	**355**	**6 580**	**5,4**
Normandie	**475**	**619**	**1 110**	**2 204**		**1**	**188**	**189**	**2 393**	**7,9**
Bordeaux	596	840	950	2 386	1	1	214	216	2 602	8,3
Limoges	128	197	266	591			18	18	609	3,0
Poitiers	318	442	543	1 303			121	121	1 424	8,5
Nouvelle-Aquitaine	**1 042**	**1 479**	**1 759**	**4 280**	**1**	**1**	**353**	**355**	**4 635**	**7,7**
Montpellier	571	656	612	1 839		2	146	148	1 987	7,4
Toulouse	535	710	989	2 234	1	3	201	205	2 439	8,4
Occitanie	**1 106**	**1 366**	**1 601**	**4 073**	**1**	**5**	**347**	**353**	**4 426**	**8,0**
Pays de la Loire (Nantes)	**402**	**450**	**990**	**1 842**	**4**	**17**	**813**	**834**	**2 676**	**31,2**
Aix-Marseille	666	687	389	1 742		4	128	132	1 874	7,0
Nice	398	413	247	1 058		3	49	52	1 110	4,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**1 064**	**1 100**	**636**	**2 800**		**7**	**177**	**184**	**2 984**	**6,2**
France hors DROM	**11 627**	**13 419**	**15 977**	**41 023**	**34**	**108**	**4 379**	**4 521**	**45 544**	**9,9**
Guadeloupe	99	104	60	263	1	1	13	15	278	5,4
Guyane	52	66	63	181			9	9	190	4,7
Martinique	61	74	79	214		1	11	12	226	5,3
Mayotte	71	111	39	221					221	0,0
La Réunion	155	140	199	494		3	23	26	520	5,0
DROM	**438**	**495**	**440**	**1 373**	**1**	**5**	**56**	**62**	**1 435**	**4,3**
France	**12 065**	**13 914**	**16 417**	**42 396**	**35**	**113**	**4 435**	**4 583**	**46 979**	**9,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, l'académie de Clermont-Ferrand compte 1 214 écoles, dont 9,2 % sont privées sous contrat.*

3 Part des écoles privées sous contrat par département à la rentrée 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, le département du Finistère compte 34,6 % d'écoles privées sous contrat.*

2.04 Les collèges et les lycées : type d'établissement et classes

Depuis les années 2000, le nombre de **lycées professionnels** (LP) diminue, tandis que celui des **lycées polyvalents** (LPO) augmente **(1)**. À la rentrée 2025, le nombre d'établissements publics et privés sous contrat du second degré est de 10 700 **(2)**.

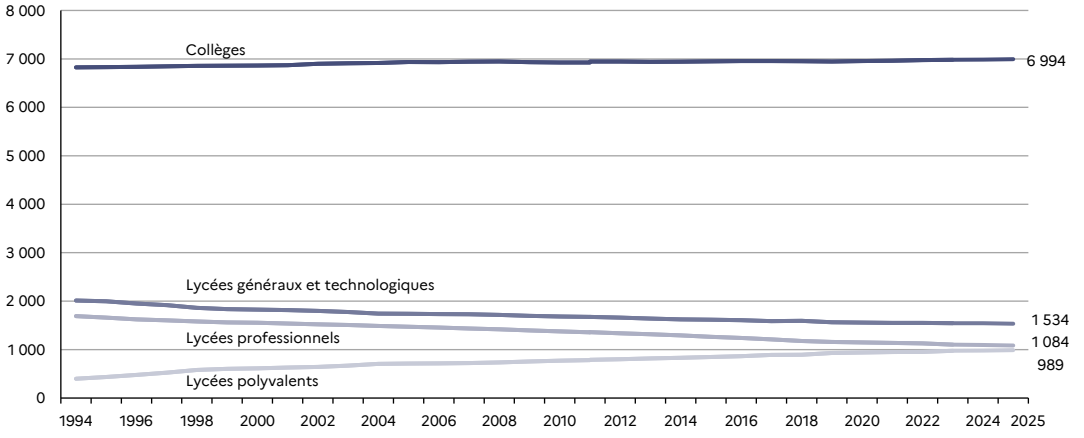
Le nombre de classes (235 550) diminue à la rentrée 2025 (- 550), principalement en raison de la baisse du nombre de classes en collège public (- 737) **(3)**. La hausse du nombre de classes en LPO public (+ 346) et en LP public (+ 64) ne compense pas cette baisse.

Au collège, le nombre moyen d'élèves par classe augmente régulièrement depuis 2010 avec 1,3 élève supplémentaire par classe entre 2010 et 2025 **(4)**.

L'entrée au collège de générations très nombreuses et la forte baisse des redoublements dans le premier degré en sont les principales explications. Dans les LP, après une période de stabilité entre 2018 et 2020, le nombre moyen d'élèves par classe diminue régulièrement, atteignant les 17,9 en 2025.

Les classes sont en moyenne moins chargées dans les lycées privés sous contrat que dans les lycées publics, avec en moyenne un à deux élèves de moins par classe. Toutefois, dans les lycées professionnels, la différence est plus faible, avec 0,4 élève de moins en moyenne. Au contraire, dans les collèges privés sous contrat, les classes comptent en moyenne 2,6 élèves de plus que celles des collèges publics.

1 Évolution du nombre de collèges et de lycées (1)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
1. Collège, lycée professionnel (LP), lycée d'enseignement général et technologique (LEGT), lycée polyvalent (LPO) : voir « Glossaire ».
Lecture : *en 2025, on dénombre 6 994 collèges.*

Précisions

Établissements du second degré – Collèges, lycées et établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

Nombre moyen d'élèves par classe (selon le type d'établissement) – C'est le rapport du nombre d'élèves sur le nombre de classes (ou divisions). Sont comptés tous les élèves de l'établissement, quelle que soit la formation suivie, y compris l'enseignement post-baccalauréat.

Aussi, l'indicateur calculé ici ne peut être comparé ni à celui de la fiche 2.05 calculé selon le niveau de formation et classes, ni à celui de la fiche 2.06 calculé selon la taille des classes.

Pour en savoir plus

- Séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les établissements et les structures ».

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Évolution du nombre d'établissements du second degré (1)

	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2022	2023	2024	2025
Collèges	5 082	5 128	5 220	5 253	5 290	5 294	5 316	5 320	5 325	5 339
LP	1 177	1 108	1 050	973	874	800	790	768	763	756
LEGT - LPO	1 474	1 513	1 551	1 576	1 600	1 624	1 631	1 641	1 645	1 650
dont LPO	*389*	*477*	*525*	*582*	*659*	*730*	*742*	*760*	*765*	*774*
EREA	82	80	80	80	79	77	76	76	76	76
Total public	**7 815**	**7 829**	**7 901**	**7 882**	**7 843**	**7 795**	**7 813**	**7 805**	**7 809**	**7 821**
Collèges	1 748	1 735	1 715	1 672	1 660	1 660	1 660	1 662	1 661	1 655
LP	482	446	423	403	389	347	338	335	332	328
LEGT - LPO	958	925	902	878	866	875	875	879	878	873
dont LPO	*45*	*137*	*187*	*190*	*190*	*210*	*212*	*215*	*214*	*215*
EREA					1	1	1	1	1	1
Total privé sous contrat	**3 188**	**3 106**	**3 040**	**2 953**	**2 916**	**2 883**	**2 874**	**2 877**	**2 872**	**2 857**
Ensemble	**11 003**	**10 935**	**10 941**	**10 835**	**10 759**	**10 678**	**10 687**	**10 682**	**10 681**	**10 678**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
1. Collège, lycée professionnel (LP), lycée d'enseignement général et technologique (LEGT), lycée polyvalent (LPO), établissement régional d'enseignement adapté (EREA) : voir « Glossaire ».
Lecture : *en 2025, on dénombre 5 339 collèges publics et 1 655 collèges privés sous contrat.*

3 Évolution du nombre de classes selon le type d'établissement (1)

	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2022	2023	2024	2025
Collèges	116 431	115 614	109 628	106 733	106 697	107 539	106 944	106 857	106 312	105 575
LP	24 041	23 011	22 422	21 658	18 929	17 942	18 084	17 821	17 976	18 040
LEGT - LPO	53 248	55 989	56 999	55 924	58 862	61 435	62 397	62 892	62 951	63 116
dont LPO	*n.d.*	*n.d.*	*20 402*	*22 378*	*26 264*	*30 457*	*31 431*	*32 144*	*32 405*	*32 751*
EREA	1 324	1 149	980	944	904	872	861	868	883	926
Total public	**195 044**	**195 763**	**190 029**	**185 259**	**185 392**	**187 788**	**188 286**	**188 438**	**188 122**	**187 657**
Collèges	25 987	25 747	25 721	25 642	25 877	26 168	26 246	26 241	26 246	26 136
LP	5 239	5 445	5 244	5 033	4 870	4 467	4 392	4 334	4 354	4 335
LEGT - LPO	15 705	16 087	16 351	16 646	16 715	17 068	17 352	17 415	17 367	17 410
dont LPO	*n.d.*	*n.d.*	*5 671*	*5 886*	*5 855*	*6 405*	*6 540*	*6 621*	*6 615*	*6 657*
EREA					12	14	14	6	14	15
Total privé sous contrat	**46 931**	**47 278**	**47 316**	**47 321**	**47 474**	**47 717**	**48 004**	**47 996**	**47 981**	**47 896**
Ensemble	**241 975**	**243 041**	**237 345**	**232 580**	**232 866**	**235 505**	**236 290**	**236 434**	**236 103**	**235 553**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
1. Voir **[2]** supra.
Lecture : *en 2025, on dénombre 235 553 classes accueillant des élèves du second degré ou du supérieur en lycée (STS, CPGE, etc.).*
Note : les dispositifs ULIS et UPE2A ne sont pas comptabilisés parmi les classes.

4 Évolution du nombre moyen d'élèves par classe selon le type d'établissement (1)

	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2022	2023	2024	2025
Public										
Collèges	23,7	23,3	23,3	23,6	24,3	24,8	24,9	24,8	24,8	24,7
LP	22,0	20,2	20,1	19,0	19,1	18,4	17,6	17,7	17,9	18,0
LEGT - LPO	28,6	27,4	27,3	26,8	27,9	27,9	27,4	27,2	27,2	27,2
dont LPO			*24,6*	*23,8*	*25,2*	*25,2*	*24,6*	*24,5*	*24,4*	*24,5*
EREA	9,2	9,7	11,1	11,0	11,1	10,7	10,2	10,3	10,3	10,0
Privé sous contrat										
Collèges	24,9	25,0	24,9	25,6	26,4	27,3	27,3	27,4	27,4	27,3
LP	22,5	19,9	19,7	19,4	18,7	17,6	17,1	17,3	17,6	17,6
LEGT - LPO	26,1	24,6	24,6	24,7	25,8	26,8	26,1	26,0	26,0	26,1
dont LPO			*22,3*	*22,0*	*22,5*	*23,0*	*22,2*	*22,1*	*22,1*	*22,2*
EREA					14,3	15,0	15,9	14,7	15,3	14,5
Public + privé sous contrat										
Collèges	**23,9**	**23,7**	**23,6**	**24,0**	**24,7**	**25,3**	**25,4**	**25,3**	**25,3**	**25,3**
LP	**22,1**	**20,1**	**20,1**	**19,1**	**19,0**	**18,3**	**17,5**	**17,7**	**17,9**	**17,9**
LEGT - LPO	**28,0**	**26,8**	**26,7**	**26,3**	**27,5**	**27,7**	**27,1**	**27,0**	**26,9**	**27,0**
dont LPO			***24,1***	***23,4***	***24,7***	***24,8***	***24,2***	***24,1***	***24,0***	***24,1***
EREA	**9,2**	**9,7**	**11,1**	**11,0**	**11,2**	**10,8**	**10,2**	**10,4**	**10,4**	**10,1**

RERS 2026, DEPP

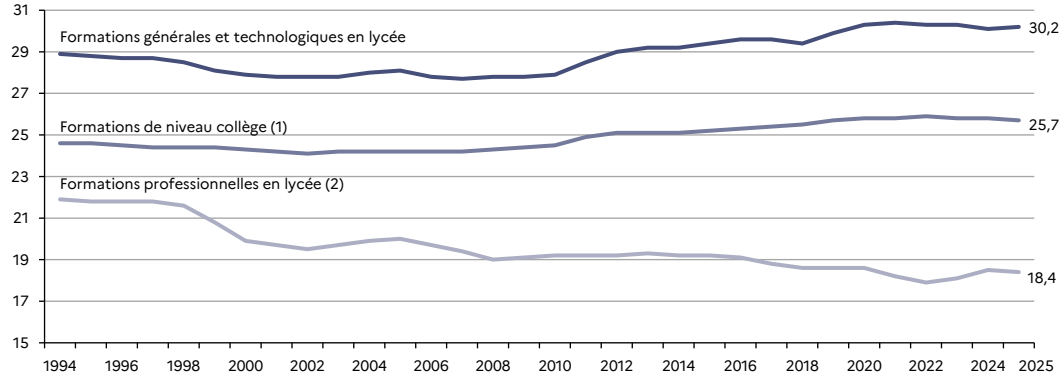
▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
1. Voir **[2]** supra.
Lecture : *en 2025, les classes de LEGT - LPO scolarisent en moyenne 27,0 élèves ou étudiants.*
Note : les élèves des dispositifs ULIS et UPE2A sont comptabilisés dans leur niveau de classe d'inclusion.

Les établissements du second degré des secteurs public et privé sous contrat scolarisent généralement les élèves dans les **classes** de la sixième à la troisième au collège, celles des **formations générales et technologiques** dans les LEGT-LPO et celles des **formations professionnelles** dans les LP **(2)**. Des élèves peuvent aussi y suivre d'autres types de formation. Dans les lycées professionnels publics, 4 % des élèves sont dans des **formations de niveau collège**, principalement en classe de troisième préparatoire à l'enseignement professionnel (« prépa-métiers »). Les enseignements post-baccalauréat (STS ou CPGE) concernent un élève sur huit dans les LEGT-LPO. L'enseignement adapté est essentiellement assuré dans les collèges et dans les EREA.

À la rentrée 2025, le nombre de classes (ou divisions) diminue davantage dans les formations en collège public (- 770) que dans les formations générales et technologiques des lycées publics ou privés sous contrat (- 140) **(3)**. Le nombre moyen d'élèves par classe dans les formations générales et technologiques en lycée est plus élevé dans le secteur public (30,5) que dans le secteur privé sous contrat (29,3) **(4)**. En revanche, au collège, le nombre moyen d'élèves est plus élevé dans le secteur privé (27,2) que dans le secteur public (24,7).

Dans les formations professionnelles en lycée, la taille moyenne des classes est de 18,4 élèves **(1)**. C'est dans ces formations que l'évolution est la plus forte, avec une diminution de 3,5 élèves par classe entre 1994 et 2025. Dans les autres formations, en collège et en lycée général et technologique, le nombre moyen d'élèves par classe augmente depuis 2008.

1 Évolution du nombre moyen d'élèves par classe (ou division) selon le niveau de formation



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
1. Hors Segpa.
2. Hors EREA privé sous contrat de Mayotte.
Lecture : *en 2025, les classes de niveau collège accueillent en moyenne, 25,7 élèves.*

Précisions

Le nombre moyen d'élèves par classe (selon le niveau de formation) est le rapport du nombre d'élèves par le nombre de classes (ou divisions). Les élèves sont comptés en fonction du niveau de formation suivie. Ainsi, dans le calcul de la classe de troisième, sont retenus tous les élèves, qu'ils soient scolarisés dans les collèges ou dans les lycées professionnels. Aussi, l'indicateur calculé ici ne peut être comparé à celui de la fiche 2.04 calculé selon le type d'établissement fréquenté mais il est équivalent à l'indicateur présent dans la fiche 2.06. Par ailleurs, le nombre moyen d'élèves par structure (E/S) rend compte des conditions d'enseignement de manière plus précise que le nombre moyen d'élèves par classe. En effet, le E/S prend en compte les différences de taille de toutes les structures, classes entières comme groupes d'élèves. Il est présenté dans la fiche 9.13.

EREA, LP, LEGT, LPO, Segpa – Voir « Glossaire ».

Nomenclature nationale des niveaux– Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- Série chronologique disponible en ligne : le nombre moyen d'élèves par division (classe) selon le niveau de formation.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Répartition des élèves selon le type d'établissement et le niveau de formation à la rentrée 2025, y compris post-bac (en %)

	Formations de niveau collège	Enseignement adapté (Segpa)	Formations professionnelles en lycée (1)	Formations générales et technologiques en lycée	STS/CPGE (2)	Ensemble
Public						
Collèges	97,0	3,0	ε	ε		100,0
LP	4,0		92,9	0,6	2,5	100,0
LEGT - LPO	0,5		13,4	72,9	13,2	100,0
dont LPO	*1,0*		*28,6*	*60,0*	*10,3*	*100,0*
EREA	7,1	28,0	62,8	1,6	0,5	100,0
Privé sous contrat						
Collèges	99,4	0,6				100,0
LP	7,3	0,2	89,8	0,3	2,4	100,0
LEGT - LPO	0,8	ε	11,7	75,8	11,7	100,0
dont LPO	*2,4*	*ε*	*35,2*	*47,7*	*14,6*	*100,0*
EREA	9,2	43,1	47,7			100,0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Y compris les préparations diverses pré-bac et formations complémentaires de niveaux 3 et 4.
2. Y compris les préparations diverses post-bac et formations complémentaires de niveau 5.
Lecture : *97,0 % des élèves accueillis dans les collèges du secteur public suivent des formations de niveau collège.*

3 Évolution du nombre de classes (ou divisions) selon le niveau de formation

	2005	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024/2025
Formations de niveau collège (1)	103 308	101 399	101 762	102 860	102 634	102 302	102 265	101 763	100 994	-769
Segpa	7 822	6 872	6 334	6 088	6 054	6 036	5 993	5 961	5 953	-8
Formations professionnelles en lycée	28 392	28 878	27 322	27 565	27 749	28 046	28 287	28 222	28 624	402
Formations générales et technologiques en lycée	41 850	39 127	40 740	41 245	41 548	41 626	41 571	41 206	41 102	-104
Total public	**181 372**	**176 276**	**176 158**	**177 758**	**177 985**	**178 010**	**178 116**	**177 152**	**176 673**	**-479**
Formations de niveau collège (1)	26 093	25 931	26 020	26 275	26 251	26 338	26 337	26 348	26 238	-110
Segpa	292	329	375	362	361	362	359	360	357	-3
Formations professionnelles en lycée	7 050	7 056	6 862	6 710	6 697	6 672	6 641	6 598	6 649	51
Formations générales et technologiques en lycée	11 712	11 638	11 665	11 626	11 719	11 826	11 854	11 790	11 757	-33
Total privé sous contrat	**45 147**	**44 954**	**44 922**	**44 973**	**45 028**	**45 198**	**45 191**	**45 096**	**45 001**	**-95**
Total public + privé	**226 519**	**221 230**	**221 080**	**222 731**	**223 013**	**223 208**	**223 307**	**222 248**	**221 674**	**-574**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
1. Y compris troisième « prépa-métiers », hors Segpa.
Lecture : *en 2025, il y a 100 994 classes de niveau collège dans le secteur public, soit 769 de moins que l'année précédente.*
Note : les dispositifs ULIS et UPE2A ne sont pas comptabilisés parmi les classes.

4 Évolution du nombre moyen d'élèves par classe (ou division) selon le niveau de formation

	2005	2010	2015	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Public										
Formations de niveau collège	23,3	23,5	24,2	24,6	24,7	24,7	24,8	24,7	24,7	24,7
Formations de niveau collège, hors Segpa (1)	24,0	24,2	24,9	25,3	25,4	25,3	25,4	25,4	25,4	25,3
Segpa	13,5	13,3	13,3	13,4	13,6	13,6	13,5	13,4	13,3	13,4
Formations professionnelles en lycée	20,0	19,1	19,3	18,7	18,8	18,3	18,0	18,1	18,6	18,7
Formations générales et technologiques en lycée	28,8	28,5	30,0	30,3	30,7	30,7	30,6	30,6	30,4	30,5
Privé sous contrat (2)										
Formations de niveau collège	24,9	25,4	26,3	27,1	27,1	27,3	27,2	27,2	27,2	27,2
Formations de niveau collège, hors Segpa (1)	25,0	25,6	26,5	27,4	27,3	27,5	27,4	27,4	27,5	27,4
Segpa	13,9	12,6	11,6	11,7	12,0	12,2	11,9	11,7	11,7	11,8
Formations professionnelles en lycée	19,8	19,6	18,8	18,1	18,0	17,7	17,4	17,8	18,2	18,3
Formations générales et technologiques en lycée	25,7	25,9	27,4	28,4	29,2	29,6	29,2	29,2	29,1	29,3
Public + privé sous contrat (2)										
Formations de niveau collège	23,6	23,9	24,6	25,1	25,2	25,2	25,3	25,2	25,2	25,2
Formations de niveau collège, hors Segpa (1)	24,2	24,5	25,2	25,7	25,8	25,8	25,9	25,8	25,8	25,7
Segpa	13,5	13,3	13,2	13,3	13,5	13,6	13,4	13,3	13,2	13,3
Formations professionnelles en lycée	20,0	19,2	19,2	18,6	18,6	18,2	17,9	18,1	18,5	18,4
Formations générales et technologiques en lycée	28,1	27,9	29,4	29,9	30,3	30,4	30,3	30,3	30,1	30,2

RERS 2026, DEPP

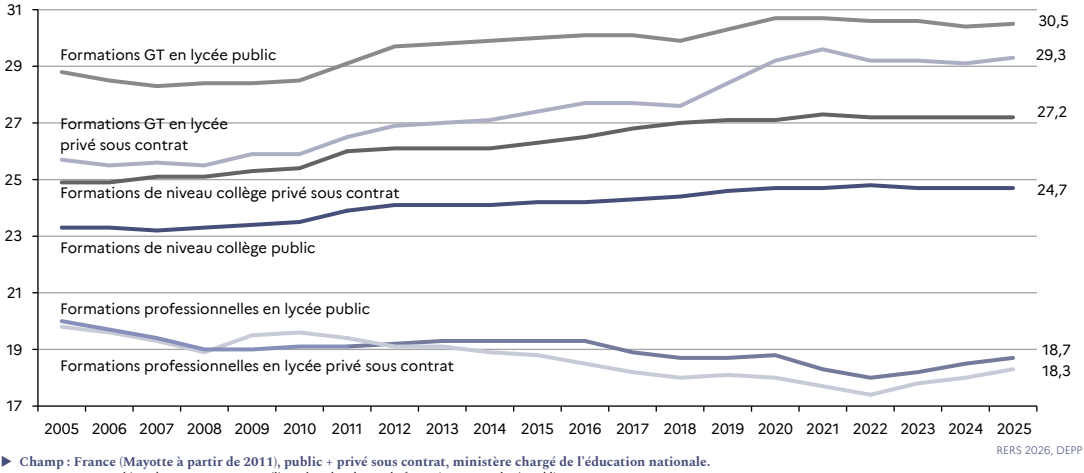
▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
1. Y compris troisième « prépa-métiers ».
2. Hors EREA privé sous contrat de Mayotte.
Lecture : *en 2025, dans le secteur public, les classes de niveau collège accueillent en moyenne 24,7 élèves.*
Note : les élèves des dispositifs ULIS et UPE2A sont comptabilisés dans leur niveau de classe d'inclusion.

Avec une densité de plus de 30 élèves par classe, les **classes** (ou divisions) des formations générales et technologiques en lycée sont les plus chargées du second degré **(2)**. La taille moyenne des classes des formations professionnelles est plus faible, avec en moyenne 20,3 élèves par classe en baccalauréat professionnel et 13,1 élèves par classe en CAP. Dans les formations en collège (y compris Segpa), les classes des établissements publics et privés sous contrat comptent 25,2 élèves en moyenne.

La taille des classes est différente selon le secteur d'enseignement **(3)**. Pour les formations en collège, le nombre moyen d'élèves par classe dans le secteur privé sous contrat est plus élevé que dans le secteur public (respectivement 27,2 et 24,7 élèves) **(1)**. C'est l'inverse dans les formations générales et technologiques en lycée, les classes des établissements publics comptant en moyenne 1,2 élève de plus que celles des établissements privés sous contrat. Dans les formations professionnelles en lycée, les classes du secteur public sont légèrement plus chargées que celles du secteur privé sous contrat (18,7 et 18,3 élèves). La taille moyenne des classes du domaine des « services » est plus importante dans le secteur public (21,3 contre 19,8), ce qui explique en partie cet écart **(4)**. De manière générale, les classes du domaine de la « production » ont de plus faibles effectifs que celles du domaine des « services ».

En dix ans, le nombre d'élèves par classe a légèrement augmenté en collège (+ 0,5 élève dans le secteur public et + 0,9 dans le secteur privé sous contrat) ainsi que pour les formations générales et technologiques en lycée (+ 0,5 dans le secteur public et + 1,9 dans le secteur privé sous contrat). En revanche, il a baissé pour les formations professionnelles en lycée (- 0,6 élève dans le secteur public et - 0,5 dans le secteur privé sous contrat).

1 Évolution du nombre moyen d'élèves par classe (ou division) selon le niveau de formation et le secteur



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat, ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, on dénombre en moyenne 30,5 élèves dans les classes de formations GT en lycée public.*

Précisions

Le nombre moyen d'élèves par classe (selon le niveau de formation) est le rapport du nombre d'élèves par le nombre de classes (ou divisions). Les élèves sont comptés en fonction du niveau de formation suivie. Ainsi, dans le calcul de la classe de troisième, sont retenus tous les élèves, qu'ils soient scolarisés dans les collèges ou dans les lycées professionnels. Aussi, l'indicateur calculé ici ne peut être comparé à celui de la fiche 2.04 calculé selon le type d'établissement fréquenté mais il est équivalent à l'indicateur présent dans la fiche 2.05.

Par ailleurs, le nombre moyen d'élèves par structure (E/S) rend compte des conditions d'enseignement de manière plus précise que le nombre moyen d'élèves par classe. En effet, le E/S prend en compte les différences de taille de toutes les structures, classes entières comme groupes d'élèves. Il est présenté dans la fiche 9.13.

Pour en savoir plus

- Séries chronologiques disponibles en ligne : voir rubrique « Les établissements et les structures ».

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

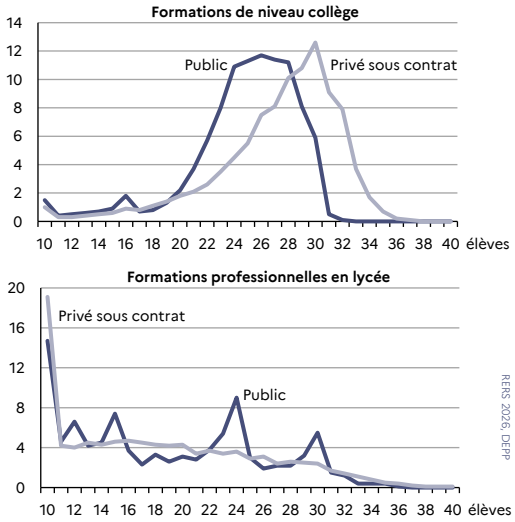
2 Répartition des classes (ou divisions) selon la taille et le nombre d'élèves à la rentrée 2025 (en %)

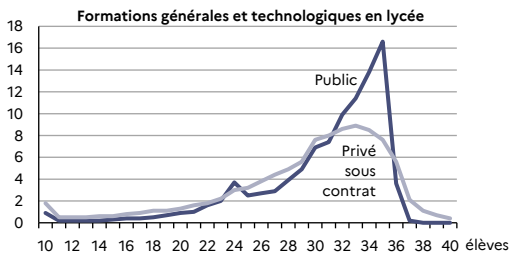
Classes	14 élèves et moins	15 à 19 élèves	20 à 24 élèves	25 à 29 élèves	30 à 34 élèves	35 à 39 élèves	40 élèves et plus	Total	Nombre de classes	Nombre moyen d'élèves / classe
Sixième	0,8	3,5	31,3	51,9	12,3	0,2	0,1	100,0	31 779	25,6
Cinquième	0,6	2,8	26,7	55,8	13,8	0,2	ε	100,0	31 316	26,0
Quatrième	0,7	3,0	27,0	55,8	13,3	0,2	ε	100,0	31 558	25,9
Troisième	1,8	4,3	29,7	52,3	11,6	0,2	ε	100,0	32 578	25,4
Total de la sixième à la troisième (avec ULIS et hors Segpa)	**1,0**	**3,4**	**28,7**	**53,9**	**12,7**	**0,2**	ε	**100,0**	**127 231**	**25,7**
Segpa	53,2	45,5	0,9	0,4	ε	0,0	0,0	100,0	6 310	13,3
Public	3,7	5,5	30,6	53,7	6,5	ε	ε	100,0	106 947	24,7
Privé sous contrat	2,4	4,9	14,6	42,0	35,0	1,0	0,2	100,0	26 595	27,2
Total formations de niveau collège (1)	**3,5**	**5,4**	**27,4**	**51,4**	**12,1**	**0,2**	ε	**100,0**	**133 542**	**25,2**
CAP production seul	73,9	13,8	9,6	2,1	0,5	ε	ε	100,0	5 510	12,2
CAP services seul	57,4	21,8	14,0	4,9	1,8	0,1	0,1	100,0	3 761	14,5
Total CAP	**67,2**	**17,0**	**11,4**	**3,2**	**1,0**	**0,1**	ε	**100,0**	**9 271**	**13,1**
Bac pro, BMA production seul	34,7	20,3	29,4	11,4	4,0	0,1	0,1	100,0	12 232	17,9
Bac pro, BMA services seul	13,9	21,2	25,4	20,0	17,7	1,4	0,3	100,0	14 247	22,4
Total bac pro/BMA	**23,6**	**20,8**	**27,2**	**15,9**	**11,3**	**0,8**	**0,2**	**100,0**	**26 602**	**20,3**
Public	34,6	19,3	24,2	12,5	9,0	0,5	ε	100,0	29 132	18,7
Privé sous contrat	36,1	22,3	18,5	13,6	7,4	1,4	0,7	100,0	6 741	18,3
Total formations professionnelles en lycée (2)	**34,9**	**19,8**	**23,1**	**12,7**	**8,7**	**0,6**	**0,2**	**100,0**	**35 873**	**18,4**
Seconde GT	1,5	1,4	5,7	14,0	51,2	25,9	0,3	100,0	17 792	31,5
Première GT	2,4	3,4	11,7	19,8	45,6	16,8	0,2	100,0	17 617	29,6
Terminale GT	2,7	3,6	10,8	20,4	45,9	16,3	0,2	100,0	17 529	29,5
Public	1,7	2,3	9,2	17,0	49,3	20,4	ε	100,0	41 180	30,5
Privé sous contrat	3,9	4,5	10,0	22,0	41,5	17,1	1,0	100,0	11 758	29,3
Total formations GT en lycée	**2,2**	**2,8**	**9,4**	**18,1**	**47,6**	**19,7**	**0,2**	**100,0**	**52 938**	**30,2**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, ministère chargé de l'éducation nationale.**
1. Y compris les dispositifs relais.
2. Y compris le brevet de technicien, les formations complémentaires de niveaux 3 et 4 et les préparations diverses pré-bac.
Lecture : *en 2025, on dénombre en moyenne 30,2 élèves dans les classes de formations GT en lycée.*
Note : les élèves des dispositifs ULIS et UPE2A sont comptabilisés dans leur niveau de classe d'inclusion.

3 Répartition des classes (ou divisions) à la rentrée 2025 selon la taille (en %)

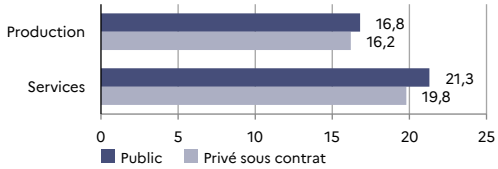




RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *dans les formations générales et technologiques en lycée du secteur public, 2,7 % des classes accueillent 26 élèves.*
Note : les élèves des dispositifs ULIS et UPE2A sont comptabilisés dans leur niveau de classe d'inclusion.

4 Taille moyenne des classes de formations professionnelles en lycée par domaine à la rentrée 2025



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *les classes de formations professionnelles du domaine de la production dans les lycées publics accueillent en moyenne 16,8 élèves.*
Note : les élèves des dispositifs ULIS et UPE2A sont comptabilisés dans leur niveau de classe d'inclusion.

2.07 Les collèges et les lycées par académie

À la rentrée 2025, le nombre d'**établissements du second degré** sur le territoire national est de 10 700, dont 400 dans les DROM **(1)**. Les différences entre académies sont le reflet conjugué de la démographie et de la taille des établissements. Quatre académies de France hors DROM totalisent à elles seules un quart des établissements : Versailles, Créteil, Lille et Nantes.

Au niveau national, 2 900 établissements du second degré relèvent du secteur privé sous contrat. La part des établissements en secteur privé sous contrat est la plus élevée dans les académies de Rennes, Nantes et Paris. Les 76 établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) publics se répartissent sur l'ensemble du territoire, hormis l'académie de Nice et celles des DROM. Les académies de Versailles et de Lille disposent chacune de plus de cinq EREA. Mayotte compte, quant à elle, un seul EREA, qui est privé — il s'agit du seul établissement privé sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale de l'île.

En France, un collège sur quatre appartient au secteur privé sous contrat **(2)**. Le sud et l'ouest de la France, en particulier la Bretagne, comptent une proportion d'établissements du secteur privé sous contrat supérieure à la moyenne nationale ; c'est notamment le cas du Morbihan (52 %), de la Vendée (48 %) et de l'Aveyron (48 %). À l'inverse, certains départements se caractérisent par une part très faible, voire nulle, du secteur privé sous contrat : c'est le cas de la Creuse (aucun établissement), de Mayotte et de plusieurs départements ruraux ou peu peuplés comme la Haute-Corse (6 %), la Corse-du-Sud (7 %), les Hautes-Alpes (7 %) ou encore les Alpes-de-Haute-Provence (10 %).

Précisions

Établissements du second degré – Collèges, lycées et établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

Source

DEPP, système d'information Scolarité.

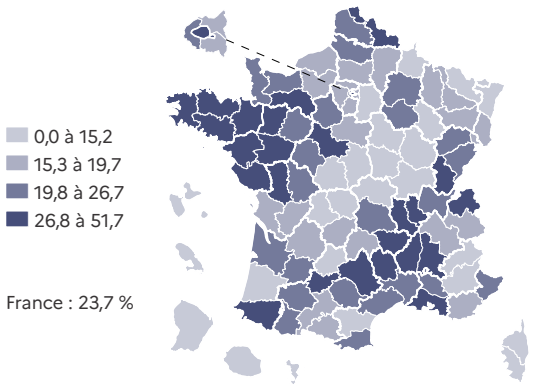
1 Nombre d'établissements du second degré par académie à la rentrée 2025

Académies et régions académiques	Public						Privé sous contrat					Public + privé sous contrat	Part du privé sous contrat (%)
	Collèges	LP	LEGT - LPO	*dont LPO*	EREA	Total	Collèges	LP	LEGT - LPO	*dont LPO*	Total	Total	
Clermont-Ferrand	137	16	31	*14*	3	187	48	9	21	*5*	78	265	29,4
Grenoble	251	27	80	*51*	4	362	79	23	41	*14*	143	505	28,3
Lyon	221	43	69	*23*	3	336	96	35	53	*4*	184	520	35,4
Auvergne-Rhône-Alpes	**609**	**86**	**180**	***88***	**10**	**885**	**223**	**67**	**115**	***23***	**405**	**1 290**	**31,4**
Besançon	107	18	28	*16*	2	155	35	11	8	*1*	54	209	25,8
Dijon	158	11	45	*27*	3	217	24	2	16	*13*	42	259	16,2
Bourgogne-Franche-Comté	**265**	**29**	**73**	***43***	**5**	**372**	**59**	**13**	**24**	***14***	**96**	**468**	**20,5**
Bretagne (Rennes)	**212**	**36**	**63**	***18***	**4**	**315**	**172**	**14**	**62**	***22***	**248**	**563**	**44,0**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	230	36	51	*20*	3	320	56	10	23	*9*	89	409	21,8
Corse	**29**	**4**	**9**	***4***	**1**	**43**	**2**		**2**		**4**	**47**	**8,5**
Nancy-Metz	216	31	59	*31*	3	309	39	24	28		91	400	22,8
Reims	129	12	38	*20*	2	181	29	7	14	*4*	50	231	21,6
Strasbourg	147	15	53	*28*	1	216	24	7	20		51	267	19,1
Grand Est	**492**	**58**	**150**	***79***	**6**	**706**	**92**	**38**	**62**	***4***	**192**	**898**	**21,4**
Amiens	173	36	43	*13*	2	254	44	18	24		86	340	25,3
Lille	325	70	88	*31*	6	489	111	12	56	*25*	179	668	26,8
Hauts-de-France	**498**	**106**	**131**	***44***	**8**	**743**	**155**	**30**	**80**	***25***	**265**	**1 008**	**26,3**
Créteil	373	30	137	*90*	3	543	70	12	50	*8*	132	675	19,6
Paris	114	25	69	*20*	3	211	64		65	*9*	129	340	37,9
Versailles	429	33	161	*82*	7	630	104	9	71	*15*	184	814	22,6
Île-de-France	**916**	**88**	**367**	***192***	**13**	**1 384**	**238**	**21**	**186**	***32***	**445**	**1 829**	**24,3**
Normandie	**304**	**35**	**86**	***39***	**5**	**430**	**83**	**21**	**43**	***9***	**147**	**577**	**25,5**
Bordeaux	267	55	75	*26*	5	402	91	24	37	*2*	152	554	27,4
Limoges	*77*	17	23	*8*	1	118	10	4	6	*2*	20	138	14,5
Poitiers	159	29	44	*12*	4	236	42	2	14	*6*	58	294	19,7
Nouvelle-Aquitaine	**503**	**101**	**142**	***46***	**10**	**756**	**143**	**30**	**57**	***10***	**230**	**986**	**23,3**
Montpellier	205	19	58	*35*	2	284	60	6	26	*16*	92	376	24,5
Toulouse	247	38	79	*37*	3	367	78	28	36	*5*	142	509	27,9
Occitanie	**452**	**57**	**137**	***72***	**5**	**651**	**138**	**34**	**62**	***21***	**234**	**885**	**26,4**
Pays de la Loire (Nantes)	**250**	**31**	**73**	***30***	**3**	**357**	**163**	**17**	**66**	***24***	**246**	**603**	**40,8**
Aix-Marseille	212	36	63	*30*	3	314	70	17	53	*14*	140	454	30,8
Nice	144	20	39	*14*		203	33	8	21	*2*	62	265	23,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**356**	**56**	**102**	***44***	**3**	**517**	**103**	**25**	**74**	***16***	**202**	**719**	**28,1**
France hors DROM	**5 116**	**723**	**1 564**	***719***	**76**	**7 479**	**1 627**	**320**	**856**	***209***	**2 803**	**10 282**	**27,3**
Guadeloupe	46	7	17	*8*		70	6	4	5	*1*	15	85	17,6
Guyane	34	3	15	*13*		52	6		3	*1*	9	61	14,8
Martinique	43	9	14	*7*		66	*7*	2	5	*2*	14	80	17,5
Mayotte	22	1	10	*9*		33					1 (1)	34	2,9
La Réunion	78	13	30	*18*		121	9	2	4	*1*	15	136	11,0
DROM	**223**	**33**	**86**	***55***		**342**	**28**	**8**	**17**	***5***	**54**	**396**	**13,6**
France	**5 339**	**756**	**1 650**	***774***	**76**	**7 821**	**1 655**	**328**	**873**	***214***	**2 857**	**10 678**	**26,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, ministère chargé de l'éducation nationale.**
1. Il s'agit d'un EREA.
Lecture : *en 2025, on dénombre 10 678 établissements publics et privés sous contrat du second degré en France.*

2 Part des collèges privés sous contrat par département à la rentrée 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, ministère chargé de l'éducation nationale**
Lecture : *en 2025, en Ille-et-Vilaine, 43,6 % des collèges sont du secteur privé sous contrat.*

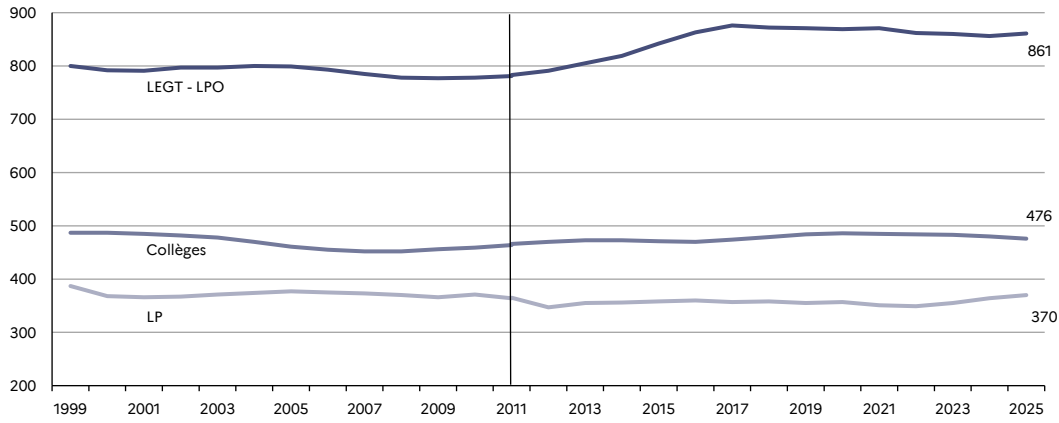
Les établissements scolaires sont de tailles extrêmement variées : en moyenne 476 élèves pour les **collèges**, 861 pour l'ensemble des **lycées d'enseignement général** et **technologique** et **polyvalents** (LEGT-LPO) et 370 pour les **lycées professionnels** (LP) **(1)**. Le nombre moyen d'élèves atteint 489 dans les collèges publics et 431 dans le secteur privé sous contrat **(2)**. L'écart est plus marqué au lycée : 430 élèves dans les LP publics contre 232 dans ceux du privé sous contrat ; 1 041 élèves dans les LEGT-LPO publics contre 521 dans le secteur privé sous contrat.

Les LPO représentent 47 % des LEGT-LPO publics et 25 % des LEGT-LPO privés sous contrat. La taille moyenne de ces établissements est proche de celle de l'ensemble des LEGT-LPO dans le secteur public (1 036 contre 1 041 élèves) mais beaucoup plus élevée dans le secteur privé sous contrat (688 contre 521).

Le nombre moyen d'élèves par collège varie fortement d'un département à l'autre : les collèges de Lozère, du Cantal, de la Creuse ou de la Nièvre sont en moyenne de petite taille (moins de 250 élèves), alors que ceux de l'Essonne, de La Réunion, et plus encore de Mayotte, se démarquent avec une taille moyenne respective de 638, 669 et 1 373 élèves **(3)**. En règle générale, les départements accueillant des grandes métropoles enregistrent des tailles moyennes de collèges plus élevées.

L'effectif moyen des collèges a baissé régulièrement de 1999 à 2007 (de 487 à 452 élèves) avant de remonter progressivement jusqu'en 2020 puis de se stabiliser pour atteindre 476 à la rentrée 2025. En LP, les effectifs moyens ont diminué entre 1999 et 2012 (de 387 à 347). Ils se sont ensuite stabilisés avant de remonter à partir de 2023. Enfin, après avoir légèrement baissé entre 1999 et 2010 (de 800 à 778), les effectifs moyens en LEGT-LPO ont augmenté fortement entre 2012 et 2017 (+ 85) avant de se stabiliser (861 élèves en 2025).

1 Évolution de la taille moyenne des établissements du second degré



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat (hors EREA).**
Lecture : *en 2025, il y a, en moyenne, 476 élèves par collège.*

Précisions

La taille des établissements scolaires prend en compte l'intégralité des élèves scolarisés dans l'établissement (y compris l'enseignement adapté et l'enseignement post-baccalauréat) ou dans les annexes qui peuvent lui être rattachées.

Pour en savoir plus

- Séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les établissements et les structures ».

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

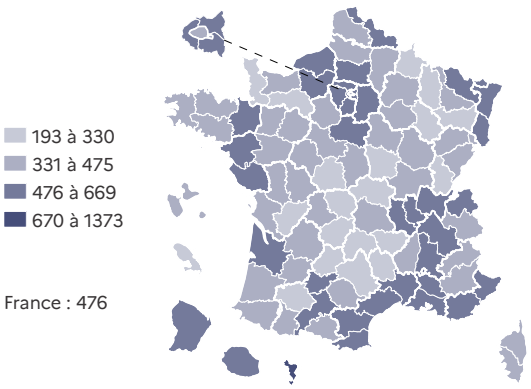
2 Répartition des établissements selon leur type et leur taille à la rentrée 2025

		Public		Privé sous contrat		Public + privé sous contrat	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Collège	Moins de 100 élèves	52	1,0	111	6,7	163	2,3
	De 100 à 299 élèves	855	16,0	491	29,7	1 346	19,2
	De 300 à 499 élèves	1 912	35,8	487	29,4	2 399	34,3
	De 500 à 699 élèves	1 821	34,1	297	17,9	2 118	30,3
	De 700 à 899 élèves	611	11,4	174	10,5	785	11,2
	900 élèves et plus	88	1,6	95	5,7	183	2,6
	Total collège	**5 339**	**100,0**	**1 655**	**100,0**	**6 994**	**100,0**
	Taille moyenne		489 élèves		431 élèves		476 élèves
LP	Moins de 100 élèves	5	0,7	57	17,4	62	5,7
	De 100 à 299 élèves	204	27,0	191	58,2	395	36,4
	De 300 à 499 élèves	316	41,8	61	18,6	377	34,8
	De 500 à 699 élèves	166	22,0	16	4,9	182	16,8
	De 700 à 899 élèves	47	6,2	2	0,6	49	4,5
	900 élèves et plus	18	2,4	1	0,3	19	1,8
	Total LP	**756**	**100,0**	**328**	**100,0**	**1 084**	**100,0**
	Taille moyenne		430 élèves		232 élèves		370 élèves
LEGT - LPO	Moins de 100 élèves	5	0,3	69	7,9	74	2,9
	De 100 à 299 élèves	50	3,0	212	24,3	262	10,4
	De 300 à 499 élèves	156	9,5	209	23,9	365	14,5
	De 500 à 699 élèves	214	13,0	173	19,8	387	15,3
	De 700 à 899 élèves	265	16,1	84	9,6	349	13,8
	De 900 à 1 199 élèves	400	24,2	63	7,2	463	18,4
	De 1 200 à 1 499 élèves	302	18,3	44	5,0	346	13,7
	1 500 élèves et plus	258	15,6	19	2,2	277	11,0
	Total LEGT - LPO	**1 650**	**100,0**	**873**	**100,0**	**2 523**	**100,0**
	Taille moyenne		1 041 élèves		521 élèves		861 élèves
dont LPO	*Moins de 100 élèves*			*7*	*3,3*	*7*	*0,7*
	De 100 à 299 élèves	*24*	*3,1*	*30*	*14*	*54*	*5,5*
	De 300 à 499 élèves	*85*	*11*	*45*	*20,9*	*130*	*13,1*
	De 500 à 699 élèves	*116*	*15*	*56*	*26*	*172*	*17,4*
	De 700 à 899 élèves	*120*	*15,5*	*17*	*7,9*	*137*	*13,9*
	De 900 à 1 199 élèves	*176*	*22,7*	*25*	*11,6*	*201*	*20,3*
	De 1 200 à 1 499 élèves	*127*	*16,4*	*25*	*11,6*	*152*	*15,4*
	1 500 élèves et plus	*126*	*16,3*	*10*	*4,7*	*136*	*13,8*
	Total LPO	**774**	**100,0**	**215**	**100,0**	**989**	**100,0**
	Taille moyenne		1 036 élèves		688 élèves		960 élèves

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat (hors EREA).**
Lecture : *en 2025, 16,0 % des collèges publics ont une taille comprise entre 100 et 299 élèves.*

3 Taille moyenne des collèges (public + privé) par département à la rentrée 2025



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, il y a, en moyenne, 446 élèves par collège à Paris.*

2.09 L'hébergement des élèves dans les établissements du second degré

À la rentrée 2025, 67,5 % des élèves du second degré dans les établissements publics ou privés sous contrat sont **demi-pensionnaires** (3 793 200 élèves) et 3,2 % sont **internes** (179 600) **(2)**. Depuis 1994, la part des demi-pensionnaires a augmenté de 13,4 points aux dépens des **externes** (- 11,9 points) et des internes (- 1,5 point) **(1)**.

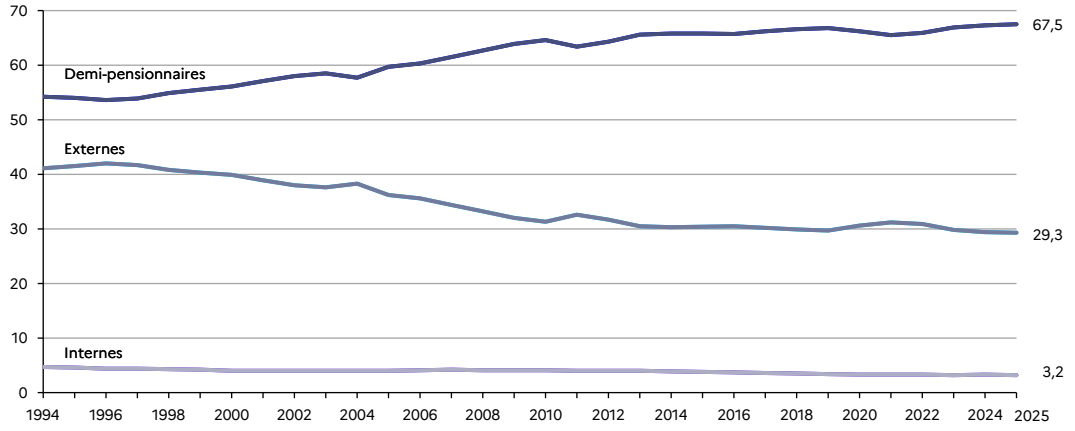
En 2021, pour la première fois depuis 2000, les élèves du second degré public sont un peu moins souvent demi-pensionnaires que dans le privé sous contrat (65,3 %, contre 66,3 %). C'est toujours le cas en 2025 (67,1 %, contre 69,0 %).

Dans les établissements du secteur public, la part des demi-pensionnaires est quasi stable par rapport à 2024 (+ 0,1 point) après trois années de hausse (+ 0,6 point par an en moyenne entre 2021 et 2024). Dans le secteur privé, la part des demi-pensionnaires augmente chaque année depuis 2021 (+ 0,3 point en 2025 par rapport à 2024 et + 0,8 point par an en moyenne entre 2021 et 2024). La proportion d'élèves internes est comparable dans les deux secteurs (un peu plus de 3,0 %) alors qu'en 2000, 3,5 % des élèves du secteur public et 5,9 % des élèves du secteur privé étaient internes.

Les élèves d'origine sociale très favorisée ou favorisée sont plus fréquemment demi-pensionnaires (respectivement 76,7 % et 72,9 %) que les élèves d'origine sociale moyenne ou défavorisée (respectivement 68,1 % et 58,4 %) **(3)**. À l'inverse, les élèves d'origine sociale défavorisée sont plus fréquemment externes (38,6 % contre 29,3 % en moyenne). Les écarts entre les filles et les garçons sont faibles.

Les élèves en collège sont très rarement internes (0,4 %). Ils sont plus nombreux à l'être au lycée, notamment dans les lycées professionnels (12,3 %) et les EREA **(4)**. Les EREA accueillent en effet davantage d'internes (33,6 %) car ces établissements, peu nombreux, conduisent à une scolarisation plus souvent éloignée du domicile familial. Enfin, 12,3 % des élèves qui suivent une formation post-bac dans un établissement du second degré sont internes.

1 Évolution de la répartition des élèves selon leur mode d'hébergement dans le second degré (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat, hors post-bac.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 67,5 % des élèves du second degré sont demi-pensionnaires.*

Précisions

Un établissement qui a des internes ou des demi-pensionnaires n'a pas pour autant automatiquement un internat ou une demi-pension, les élèves internes ou demi-pensionnaires pouvant être « hébergés » dans un autre établissement que celui qui les scolarise.

Origine sociale – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- Voir la fiche 2.10 pour les données statistiques sur les services d'internat.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Évolution des modes d'hébergement des élèves du second degré

		2000 %	2010 %	2015 %	2021 %	2022 %	2023 %	2024 %	2025 Effectifs	2025 %
Public	Demi-pensionnaires	*57,3*	*65,8*	*66,5*	*65,3*	*65,5*	*66,6*	*67,0*	2 972 134	67,1
	Externes	*39,2*	*30,3*	*29,8*	*31,5*	*31,3*	*30,2*	*29,8*	1 316 508	29,7
	Internes	*3,5*	*3,8*	*3,7*	*3,2*	*3,2*	*3,2*	*3,3*	142 641	3,2
	Total	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	**4 431 283**	**100,0**
Privé	Demi-pensionnaires	*51,1*	*60,1*	*63,0*	*66,3*	*67,2*	*68,1*	*68,7*	821 038	69,0
	Externes	*43,0*	*34,9*	*32,7*	*30,3*	*29,4*	*28,6*	*28,0*	331 696	27,9
	Internes	*5,9*	*5,0*	*4,4*	*3,5*	*3,4*	*3,3*	*3,2*	36 962	3,1
	Total	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	**1 189 696**	**100,0**
Ensemble	Demi-pensionnaires	*56,1*	*64,6*	*65,8*	*65,5*	*65,9*	*66,9*	*67,3*	3 793 172	67,5
	Externes	*39,9*	*31,3*	*30,4*	*31,2*	*30,9*	*29,8*	*29,4*	1 648 204	29,3
	Internes	*4,0*	*4,1*	*3,8*	*3,3*	*3,3*	*3,2*	*3,3*	179 603	3,2
	Total	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	***100,0***	**5 620 979**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat, hors post-bac.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 3 793 172 élèves du second degré sont demi-pensionnaires, soit 67,5 % des effectifs.*

3 Modes d'hébergement des élèves du second degré selon l'origine sociale regroupée à la rentrée 2025 (en %)

		Très favorisée	Favorisée	Moyenne	Défavorisée	Total
Ensemble	Demi-pensionnaires	76,7	72,9	68,1	58,4	67,5
	Externes	20,5	23,6	28,2	38,6	29,3
	Internes	2,8	3,5	3,7	2,9	3,2
	Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	Effectifs	1 448 073	701 936	1 465 778	1 854 230	5 620 979
dont filles	Demi-pensionnaires	76,6	72,9	68,3	58,9	67,6
	Externes	20,7	23,7	28,1	38,3	29,3
	Internes	2,7	3,4	3,6	2,8	3,1
	Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	Effectifs	712 335	347 953	734 464	924 431	2 790 659
dont garçons	Demi-pensionnaires	76,8	72,8	67,9	58,0	67,3
	Externes	20,3	23,5	28,4	39,0	29,4
	Internes	2,9	3,7	3,7	3,0	3,3
	Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	Effectifs	735 738	353 983	731 314	929 799	2 830 320

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat, hors post-bac.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 76,7 % des élèves du second degré d'origine sociale très favorisée sont demi-pensionnaires.*
Note : l'information sur l'origine sociale est manquante pour 2,7 % des élèves (2,6 % des filles et 2,8 % des garçons).

4 Répartition des élèves du second degré et du post-bac selon le mode d'hébergement et le type d'établissement à la rentrée 2025 (en %)

		Collège	EREA	LEGT	LP	Total	dont post-bac
Ensemble	Demi-pensionnaires	73,6	53,8	57,5	48,7	65,9	35,9
	Externes	26,0	12,6	35,7	39,0	30,4	51,7
	Internes	0,4	33,6	6,9	12,3	3,6	12,3
	Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	Effectifs	3 326 034	9 468	2 172 749	401 385	5 909 636	288 657
dont public	Demi-pensionnaires	71,6	55,0	59,9	50,4	65,8	41,3
	Externes	28,1	10,6	33,0	36,6	30,5	45,2
	Internes	0,3	34,4	7,1	13,0	3,7	13,5
	Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	Effectifs	2 612 389	9 250	1 718 221	325 243	4 665 103	233 820

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 73,6 % des élèves qui suivent une formation en collège sont demi-pensionnaires.*

2.10 Les ensembles immobiliers du second degré public et l'équipement numérique

Les **ensembles immobiliers du second degré** occupent une surface cadastrale de 169 millions de m², dont 46 millions de m² bâtis **(2)**. La **surface plancher** totale s'élève à 82 millions de m². La surface plancher est de 19 m² eln moyenne par élève **(3)**. Cette moyenne varie selon le type d'établissement : de 15 m² dans les collèges à 67 m² dans les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).

Les bâtiments des EREA et des lycées polyvalents (LPO) sont les plus récents, avec respectivement 51 ans et 44 ans d'ancienneté moyenne de construction. Un quart des LPO ont été construits après 2000 **(1)**. Les bâtiments des lycées professionnels (LP), des lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) et des collèges sont les constructions les plus anciennes puisqu'ils sont en moyenne âgés respectivement de 71 ans, 65 ans et 61 ans.

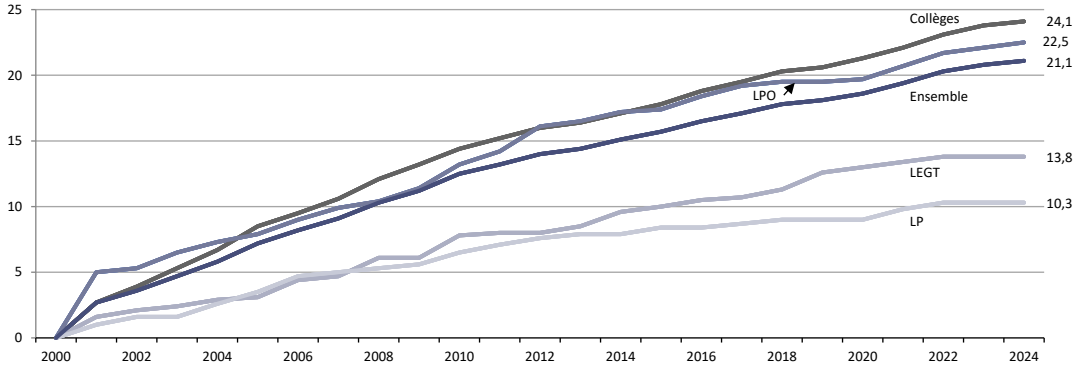
La construction ou la rénovation depuis moins de 10 ans concerne 15 % des bâtiments des établissements publics du second degré. Cette proportion est plus forte pour les collèges que dans les EREA ou les LP (16 % contre 10 %). Durant l'année scolaire 2024-2025, 1 % des bâtiments des établissements publics du second degré ont été construits ou rénovés.

Les **capacités d'accueil** sont globalement occupées à 80 %. Le taux d'occupation dépasse 90 % dans 32 % des établissements. En moyenne, le centre de documentation et d'information dispose d'une place pour 14 élèves. La quasi-totalité des ensembles immobiliers est dotée d'au moins une salle spécialisée (99 %).

La part des ensembles immobiliers proposant un service d'**internat** à leurs élèves, de 27 % en moyenne, diffère suivant le type d'établissement : 7 % pour les collèges, 64 % pour les LEGT, 71 % pour les LPO, 78 % pour les LP et 92 % pour les EREA. Le taux d'occupation des internats est aussi plus faible dans les collèges et les EREA (trois lits sur cinq sont occupés en moyenne) que dans les autres types d'ensembles immobiliers (quatre lits sur cinq).

L'équipement en **terminaux (fixes + mobiles)** est quatre fois plus élevé dans le second degré (54 terminaux pour 100 élèves) que dans le premier degré (14 terminaux pour 100 élèves) **(4)**.

1 Évolution de la part des bâtiments construits depuis 2000 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2012), public.**
Lecture : *en 2024, 24,1 % des bâtiments des collèges ont une date de construction postérieure à 2000.*

Précisions

L'enquête ICV remplace l'enquête Parc Immobilier depuis la rentrée 2023. Auparavant, seuls les établissements hors cité scolaire et tête de cité scolaire étaient interrogés. Désormais, le champ de l'enquête ICV couvre tous les établissements publics du second degré. Les résultats sont représentatifs.
Le dénombrement des internats a été modifié : sont dénombrés les établissements proposant le service d'internat à leurs élèves. Par exemple, un LEGT et un LP dont les élèves fréquentent un même internat sont considérés comme ayant tous les deux un internat.

Cités scolaires, capacités d'accueil pour l'enseignement, internat, surface bâtie, surface développée, surface non bâtie, terminal fixe, terminal mobile – Voir « Glossaire ».

Source
DEPP, enquête Immobilier – Cadre de vie (ICV), enquête MicroTic sur l'équipement informatique dans le secteur public.

2 Surfaces en 2024-2025 (en millions de m²)

	Collèges	LEGT	LP	LPO	Ensemble
Surface cadastrale	84	31	20	32	169
dont surfaces non bâties :	61	24	14	23	123
- cours de récréation	15	5	2	4	26
- aires sportives découvertes	7	2	1	3	13
- espaces verts	33	13	9	14	70
- autres structures (parking, voiries, bassins)	6	4	2	2	14
dont surfaces bâties	23	8	6	9	46
Taux d'encombrement (%) (1)	27	26	30	28	27
Surface plancher (2)	36	17	10	18	82

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
1. Surface bâtie / surface cadastrale.
2. Somme des surfaces sur tous les niveaux.
Lecture : *en 2024, la surface cadastrale des établissements publics du second degré s'élève à 169 millions de m².*
Note : en raison des arrondis, la somme des sous-totaux par type d'établissement peut ne pas être égale au total « Ensemble ».

3 Le parc immobilier du second degré public en 2024-2025

	Collèges	EREA	LEGT	LP	LPO	Ensemble
Surface plancher moyenne par élève (en m²)	15	67	21	40	25	19
Ancienneté des bâtiments (1)						
Ancienneté moyenne des bâtiments (en années)	61	51	65	71	44	60
Part de bâtiments construits/rénovés depuis 2015 (en %)	16	10	14	10	13	15
Part de bâtiments construits/rénovés depuis 2020 (en %)	9	3	7	6	9	9
Part de bâtiments construits/rénovés en 2024 (en %)	1	0	1	0	2	1
Occupation des capacités d'accueil pour l'enseignement						
Taux moyen d'occupation (2) (en %)	81	75	81	71	82	80
Part des établissements occupés à plus de 90 % (en %)	32	20	39	16	34	32
Équipements						
Part des ensembles immobiliers dotés d'au moins une salle spécialisée (3) (en %)	99	94	100	98	98	99
Nombre d'élèves par place en CDI (4)	14	7	15	12	17	14
Internats et service de restauration						
Part des ensembles dotés d'internat (en %)	7	92	64	78	71	27
Taux d'occupation des lits (en %)	61	62	80	79	78	73

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
1. Indicateur calculé à partir de la date de construction des bâtiments.
2. Nombre d'élèves de l'établissement à la rentrée 2024 / capacité totale d'accueil.
3. Les salles de cours spécialisées sont les salles scientifiques, technologiques, informatiques, artistiques, les laboratoires, les locaux dédiés aux langues et les ateliers.
4. CDI : centre de documentation et d'information.
Lecture : *en 2024, la surface plancher s'élève en moyenne à 15m² par élève dans les collèges. Les bâtiments des collèges ont en moyenne 61 ans d'ancienneté. Le taux d'occupation des collèges est de 81 % et il y a en moyenne 14 élèves par place dans le CDI.*

4 L'équipement numérique du secteur public en 2024-2025

	Nombre de terminaux fixes pour 100 élèves	Nombre de terminaux mobiles pour 100 élèves	Nombre d'outils de vidéo projection pour 100 élèves
Écoles maternelles	3	4	2
Écoles élémentaires	5	13	5
Écoles primaires	4	12	4
Ensemble premier degré	**4**	**10**	**4**
Collèges	24	19	7
EREA	89	20	17
LEGT	41	25	7
LP	70	25	11
LPO	46	25	8
Ensemble second degré	**33**	**21**	**7**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2024, il y a en moyenne 4 terminaux fixes pour 100 élèves dans le premier degré et 33 dans le second degré.*

2.11 Le climat scolaire du point de vue des élèves de CM1-CM2

Au cours de l'année scolaire 2020-2021, les élèves de CM1-CM2 ont, pour une large majorité d'entre eux, une opinion positive sur le climat scolaire : 92 % déclarent se sentir « bien » ou « très bien » dans leur école et 93 % dans leur classe **(1)**. Neuf écoliers sur dix jugent entretenir de bonnes relations avec leurs camarades, leur enseignant et les autres adultes de l'école.

La majorité des élèves (96 %) considèrent « bien » ou « tout à fait bien » apprendre dans leur classe. Deux tiers des écoliers disent être encouragés par leur enseignant face à une difficulté et 72 % déclarent recevoir des félicitations de leur enseignant. Cependant, 58 % des élèves disent rencontrer des difficultés dans le travail après la classe **(2)**.

L'insécurité à l'école semble préoccuper une partie des élèves. Un tiers dit avoir déjà eu peur dans leur école depuis le début de l'année scolaire. Un quart des élèves déclare avoir déjà eu peur d'y venir à cause de la violence et la même proportion déclare avoir déjà eu peur dans les toilettes de l'école.

L'enquête interroge les élèves sur les éventuelles violences subies au cours de l'année scolaire à l'école ou sur le chemin pour s'y rendre **(3)**. Les atteintes les plus fréquentes sont les insultes ou moqueries (42 % des élèves), les mises à l'écart (41 %) et les vols (40 %).

Les filles et les garçons ont une perception proche du climat scolaire. Toutefois, en proportion, les filles sont bien moins souvent punies que les garçons. Elles sont par ailleurs plus nombreuses à déclarer avoir peur à l'école et indiquent plus souvent être mises à l'écart par les autres élèves.

Précisions

L'enquête nationale de climat scolaire et de victimation existe depuis 2011 dans le second degré. Pour la première fois, l'enquête a été menée dans le premier degré au printemps 2021. Les 11 600 élèves interrogés sont de niveau CM1 et CM2. Cette enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 300 écoles publiques et privées sous contrat, représentatives au niveau national. Le champ géographique est donc la France, mais sans Mayotte (pour des raisons logistiques).

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 22.08.

Source

DEPP, enquête nationale de climat scolaire et de victimation auprès des élèves de CM1-CM2 en 2020-2021.

1 Opinion des élèves sur le climat scolaire dans leur école en 2020-2021 (en %)

	Ensemble	Sexe		Type d'école		
		Filles	Garçons	REP+	Rurale hors REP+	Urbaine hors REP+
Se sentir bien à l'école et dans la classe						
Se sentir bien ou très bien dans son école	92	92	93	91	93	93
Se sentir bien ou très bien dans sa classe	93	93	93	91	94	93
Les relations avec les élèves et les adultes de l'école						
S'entendre bien ou très bien avec les autres élèves	92	91	93	91	91	92
Plutôt beaucoup ou beaucoup de copains et copines	87	88	87	88	86	88
Bien ou très bien s'entendre avec son maître ou sa maîtresse	94	97	92	94	95	94
Bien ou très bien s'entendre avec les autres adultes de l'école	93	95	91	92	94	93
L'apprentissage						
On apprend bien ou tout à fait bien dans sa classe	96	96	95	95	96	96
Les évaluations données sont justes ou très justes	96	96	95	92	97	96
Les punitions						
N'a pas été puni dans l'année	46	63	30	42	47	47
Les punitions sont justes ou très justes	76	80	73	70	81	76
Les bâtiments et services de l'école						
Les bâtiments de l'école sont jolis ou très jolis	75	77	72	72	80	74
Bien aimer ou adorer aller en récréation	96	94	97	94	96	96
Bien aimer ou adorer manger à la cantine (1)	75	74	76	76	78	74
Bien aimer ou adorer se rendre aux activités périscolaires (1)	85	85	84	88	86	84
Les toilettes de l'école sont propres ou très propres	34	36	31	32	44	31
L'insécurité à l'école						
Sentiment de peur à l'école	36	43	29	39	37	36
Peur de venir à l'école à cause de la violence	23	27	19	26	25	22
Sentiment de peur dans les toilettes de l'école	24	32	16	27	23	24

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, élèves de CM1-CM2 des écoles publiques et privées sous contrat.**
1. Pour les élèves concernés.
Lecture : *au printemps 2021, 92 % des élèves de CM1-CM2 déclarent se sentir « bien » ou « très bien » dans leur école.*

2 Opinion des élèves sur le travail scolaire en 2020-2021 (en %)

	Ensemble	Filles	Garçons
Passer du temps à faire le travail (leçon, exercices) après la classe (à la maison, à l'étude, etc.)			
Non, pas du tout	10	10	11
Oui, un peu	47	46	48
Oui, beaucoup ou énormément	42	44	41
Rencontrer des difficultés dans le travail à faire à la maison			
Non, pas du tout	42	41	42
Oui, un peu	51	51	51
Oui, beaucoup ou énormément	7	7	8
Encouragements de l'enseignant face à une difficulté			
Oui	63	65	61
Non	11	9	13
Ne sait pas	14	15	13
N'a pas de difficulté	12	11	13
Félicitations de l'enseignant			
Oui	72	74	70
Non	13	10	15
Ne sait pas	15	15	16

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, élèves de CM1-CM2 des écoles publiques et privées sous contrat.**
Lecture : *au printemps 2021, 10 % des élèves de CM1-CM2 déclarent ne pas passer de temps à faire du travail scolaire après la classe.*

3 Proportion d'élèves déclarant avoir été victimes au moins une fois en 2020-2021 de violences à l'école ou sur le chemin pour s'y rendre selon le type de violence (en %)

	Ensemble	Sexe		Type d'école		
		Filles	Garçons	REP+	Rurale hors REP+	Urbaine hors REP+
Atteintes psychologiques						
Insulte ou moquerie	42	39	45	46	43	41
Mise à l'écart	41	44	38	34	44	41
Surnom méchant	36	34	38	37	36	35
Menace	18	16	20	23	18	18
Voyeurisme dans les toilettes	15	14	16	18	15	14
Atteintes physiques						
Bagarre	37	22	50	44	38	36
Bousculade	32	28	36	35	33	32
Coup	28	21	36	34	29	28
Cible de lancers d'objets	12	11	14	16	12	12
Embrassade forcée	8	9	8	11	7	8
Atteintes aux biens						
Vol	40	42	38	51	36	40
Racket	8	7	9	11	6	8
Jeux dangereux						
A participé à un ou plusieurs jeux qui semblent dangereux	22	15	29	25	23	22
A été obligé(e) de participer à un jeu dangereux	5	4	6	6	5	5

RERS 2026, DEPP

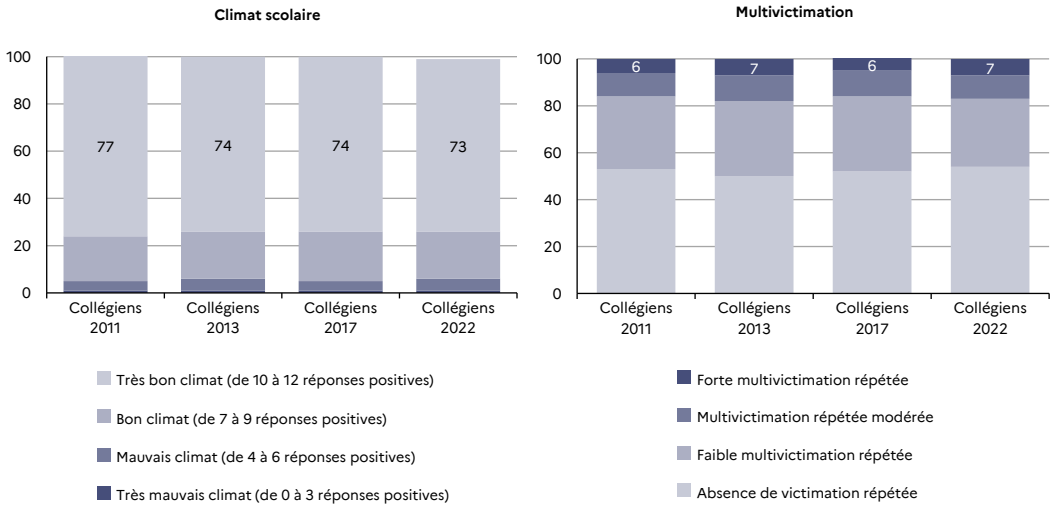
▶ **Champ : France hors Mayotte, élèves de CM1-CM2 des écoles publiques et privées sous contrat.**
Lecture : *au printemps 2021, 42 % des élèves déclarent s'être fait insulter ou moquer au moins une fois au cours de l'année scolaire.*

2.12 Le climat scolaire du point de vue des élèves de collège

Au cours de l'année scolaire 2021-2022, tout comme les précédentes années, les collégiens ont une opinion sur le climat scolaire majoritairement positive. Ils sont 73 % à avoir répondu dans un sens positif à au moins dix questions sur douze et 94 % ont donné au moins sept réponses positives **(1)**. Parmi les collégiens, 93 % déclarent se sentir « bien » ou « tout à fait bien » dans leur établissement scolaire **(2)**. La très grande majorité des élèves entretiennent de bonnes relations dans le cadre scolaire, que ce soit avec les autres élèves, les enseignants ou les autres adultes du collège. De manière générale, les collégiens ont une bonne opinion sur l'apprentissage : 90 % déclarent apprendre « plutôt bien » ou « tout à fait bien » dans leur collège. Le sentiment de sécurité au collège est élevé dans son enceinte (91 %), mais moindre à ses alentours (75 %), notamment pour les filles (71 %).

En dépit de ce climat scolaire qu'ils décrivent globalement de manière positive, les collégiens déclarent être victimes de certaines violences. Les atteintes les plus fréquentes sont les vols de fournitures scolaires (54 %), les surnoms désagréables (44 %), les insultes (43 %) et l'ostracisme (43 %) **(3)**. Les violences physiques concernent davantage les garçons que les filles, mais ces dernières sont plus victimes de mises à l'écart (une fille sur deux). Globalement, 46 % des élèves déclarent avoir été victimes d'au moins une violence de façon répétée durant l'année scolaire et 7 % signalent cinq atteintes répétées ou plus. Cette situation de forte multivictimation, qui peut s'apparenter à du harcèlement, est un peu plus fréquente qu'en 2017 où elle concernait 6 % des collégiens.

1 Indice de climat scolaire et de multivictimation répétée chez les collégiens (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, élèves des collèges publics et privés sous contrat.**
Lecture : *au printemps 2022, 73 % des collégiens ont un indice de bien-être compris entre 10 et 12, ce qui signifie qu'ils ont coché au moins 10 réponses positives parmi les 12 questions proposées.*

Précisions

La DEPP mène depuis 2011 des enquêtes nationales de climat scolaire et de victimation. Au printemps 2022, 15 850 collégiens du secteur public et privé sous contrat de France ont répondu au questionnaire de l'enquête.

Indice de climat scolaire, indice de multivictimation répétée – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 23.08 ; 23.07.

Source

DEPP, enquêtes nationales de climat scolaire et de victimation auprès des collégiens en 2010-2011, 2012-2013, 2016-2017 et 2021-2022.

2 Opinion des élèves sur le climat scolaire dans leur collège en 2021-2022 (en %)

	Collégiens	Sexe		Type d'établissement		
		Filles	Garçons	REP+	Rural hors REP+	Urbain hors REP+
Climat scolaire dans le collège et dans la classe						
Se sentir plutôt bien ou tout à fait bien dans son collège (1)	93	91	94	92	94	93
Se sentir plutôt bien ou tout à fait bien dans sa classe (1)	91	90	92	89	93	91
Les bâtiments du collège						
Les bâtiments du collège sont plutôt ou tout à fait agréables	84	84	83	78	88	83
L'apprentissage						
On apprend plutôt bien ou tout à fait bien dans son collège (1)	90	90	90	89	92	90
Les notes (ou évaluations) de la classe sont plutôt ou très justes	84	85	83	81	87	84
Les relations avec les élèves et les adultes du collège						
Plutôt bonne ambiance ou tout à fait bonne ambiance entre les élèves (1)	83	81	85	77	85	83
Plutôt beaucoup ou beaucoup de copains et copines (1)	84	81	87	80	86	83
Bonnes ou très bonnes relations entre les élèves et les professeurs (1)	82	84	81	78	87	81
Bonnes ou très bonnes relations entre les élèves et la vie scolaire (CPE, assistants d'éducation) (1)	88	89	88	86	90	88
Bonnes ou très bonnes relations entre les élèves et les autres adultes (personnels de direction, d'accueil ou de cantine) (1)	92	93	92	90	94	92
Il n'y a pas du tout ou pas beaucoup d'agressivité entre les élèves	72	72	73	63	79	71
Il n'y a pas du tout ou pas beaucoup d'agressivité entre les élèves et les professeurs (1)	90	91	90	83	93	90
Les punitions						
Les professeurs interviennent souvent ou à chaque fois lorsqu'un élève ne respecte pas les règles	86	86	86	82	87	86
Les sanctions et les punitions dans le collège sont plutôt ou très justes (1)	67	71	65	65	70	67
A été puni au moins une fois dans l'année	50	37	63	52	49	50
L'insécurité dans le collège						
Pas du tout ou pas beaucoup de violence dans le collège	80	82	78	65	86	79
A été absent au moins une fois par peur (1)	16	21	10	16	16	16
A été absent au moins une fois sans autorisation	20	18	22	34	16	20
Plutôt ou tout à fait en sécurité dans son collège (1)	91	91	92	89	92	91
Plutôt ou tout à fait en sécurité aux alentours de son collège (1)	75	71	79	66	79	74
Plutôt ou tout à fait en sécurité dans les transports pour venir au collège	85	78	91	79	90	83

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, élèves des collèges publics et privés sous contrat.**
1. Dimensions prises en compte pour la construction de l'indice de climat scolaire.
Lecture : *au printemps 2022, 93 % des collégiens déclarent se sentir « plutôt bien » ou « tout à fait bien » dans leur collège.*

3 Proportion d'élèves déclarant avoir été victimes au moins une fois en 2021-2022 de violences au collège ou sur le chemin pour s'y rendre selon le type de violence (en %)

	Collégiens	Sexe		Type d'établissement		
		Filles	Garçons	REP+	Rural hors REP+	Urbain hors REP+
Atteintes psychologiques						
Surnom désagréable (1)	44	44	45	42	45	44
Insulte (1)	43	43	43	45	42	43
Ostracisme (1)	43	50	35	36	43	43
Moquerie par rapport au comportement ou le travail en classe (1) (2)	34	35	33	33	33	35
Sentiment d'humiliation (1)	14	16	13	17	13	15
Menace	13	13	14	18	11	13
Atteintes physiques						
Bousculade (1)	28	26	29	29	28	27
Coup (1)	15	12	19	19	15	15
Bagarre collective (1)	15	10	20	17	14	15
Cible de lancers d'objets (1)	12	12	13	16	11	13
Jeux dangereux	9	5	13	10	9	9
Blessure par arme ou avec un objet dangereux	4	3	5	6	4	4
Atteintes aux biens						
Vol de fournitures scolaires	54	56	53	60	47	56
Dégradation d'objets personnels	21	19	22	18	21	21
Vol d'objets personnels	15	17	14	15	14	16
Vol d'argent	6	6	7	8	4	7
Racket	4	4	5	7	3	4
Dégradation du vélo, trottinette ou scooter (3)	3	1	4	4	1	3
Vol du vélo, trottinette ou scooter (3)	1	1	2	2	1	2
Atteintes sexuelles						
Voyeurisme	8	10	7	7	9	8
Caresse forcée	6	7	6	8	6	6
Baiser forcé	3	3	3	4	3	3
Cyberviolences						
Injure, moquerie, insulte, surnom désagréable, sentiment d'humiliation par téléphone, Internet	21	24	18	22	21	21
Diffusion de rumeurs, photos ou films humiliant sur Internet	9	10	7	10	8	9
Usurpation d'identité	5	6	5	8	4	5
Visionnage contre son gré d'images ou de vidéos à caractère sexuel	4	4	5	5	4	5
Menace par téléphone ou Internet	4	4	3	3	3	4
Happy slapping ou violences filmées avec un téléphone portable	2	2	3	6	2	2
Racket par téléphone ou Internet	0	0	0	1	0	0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, élèves des collèges publics et privés sous contrat.**
1. Dimensions prises en compte pour la construction de l'indice de multivictimation répétée.
2. Jusqu'à l'enquête de 2022, les collégiens étaient interrogés sur les moqueries uniquement liées à la bonne conduite en classe.
3. Jusqu'à l'enquête de 2022, les collégiens étaient interrogés sur le vol ou la dégradation de leur éventuel vélo ou scooter.
Lecture : *au printemps 2022, 44 % des collégiens déclarent avoir reçu au cours de l'année scolaire un ou plusieurs surnoms désagréables au collège ou sur le chemin pour s'y rendre.*

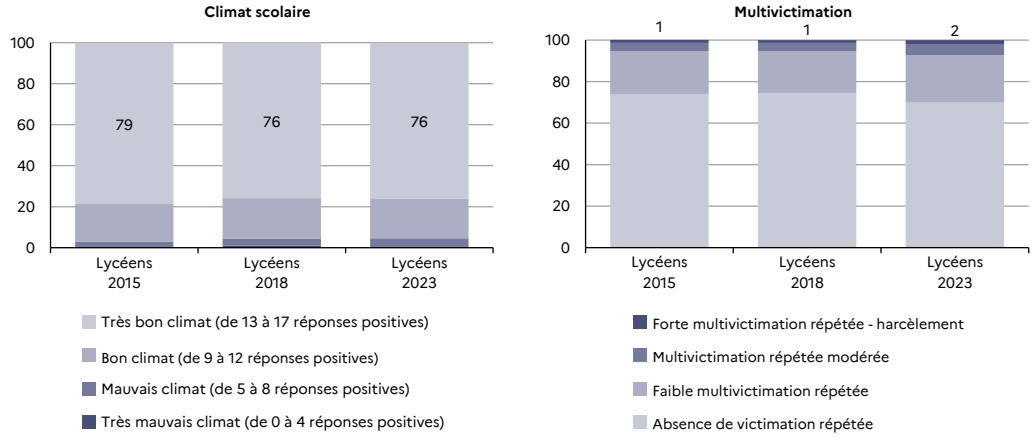
2.13 Le climat scolaire du point de vue des élèves de lycée

Au cours de l'année scolaire 2022-2023, tout comme les précédentes années, les lycéens ont une opinion sur le climat scolaire majoritairement positive. Ils sont 76 % à déclarer un très bon climat (au moins treize réponses positives sur dix-sept questions) et 95 % à déclarer un bon ou un très bon climat scolaire (au moins neuf réponses positives) **(1)**. Parmi les lycéens, 91 % déclarent se sentir « bien » ou « tout à fait bien » dans leur établissement scolaire **(2)**. La très grande majorité des élèves entretient de bonnes relations dans le cadre scolaire, que ce soit avec les autres élèves, les enseignants ou les autres adultes du lycée. En dépit de ce climat scolaire globalement positif, 59 % des lycéens se disent « plutôt » ou « très » stressés par rapport aux examens ou aux évaluations (contre 41 % de lycéens « plutôt pas » ou « pas du tout » stressés), en particulier les filles (78 % contre 41 % des garçons).

Les lycéens déclarent être victimes de certaines violences, le plus souvent de vols de fournitures scolaires (38 %), d'ostracisme (35 %), de moqueries liées au comportement ou au travail en classe (33 %) et de surnoms désagréables (27 %) **(3)**. Les violences à caractère sexuel touchent beaucoup plus les filles que les garçons : 14 % des lycéennes déclarent avoir été victimes d'un comportement déplacé à caractère sexuel, contre 3 % des garçons. De même, les filles sont deux fois plus concernées par les mises à l'écart et les humiliations.

Globalement, 30 % des élèves déclarent avoir été victimes d'au moins une violence de façon répétée durant l'année scolaire et 2 % signalent cinq atteintes répétées ou plus. Cette situation de forte multi-victimation, qui peut s'apparenter à du harcèlement, est un peu plus fréquente qu'en 2018 où elle concernait 1 % des lycéens.

1 Indice de climat scolaire et de multivictimation répétée chez les lycéens (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, élèves des lycées publics et privés sous contrat.**

Lecture : *au printemps 2023, 76 % des lycéens ont un indice de bien-être compris entre 13 et 17 ce qui signifie qu'ils ont coché au moins 13 réponses positives parmi les 17 questions proposées.*

Précisions

La DEPP mène depuis 2011 des enquêtes nationales de climat scolaire et de victimation. Au printemps 2023, 15 000 lycéens du secteur public et privé sous contrat de France ont répondu au questionnaire de l'enquête.

Indice de climat scolaire, indice de multivictimation répétée – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 24.25 ; 24.26.

Source

DEPP, enquêtes nationales de climat scolaire et de victimation auprès des lycéens en 2014-2015, 2017-2018 et 2022-2023.

2 Opinion des élèves sur le climat scolaire dans leur lycée en 2022-2023 (en %)

	Lycéens	Sexe		Type d'établissement		
		Filles	Garçons	LP	LEGT	LPO
Le climat scolaire dans le lycée et dans la classe						
Se sent plutôt bien ou tout à fait bien dans son lycée (1)	91	89	93	86	92	91
Se sent plutôt bien ou tout à fait bien dans sa classe (1)	87	84	90	84	88	87
Les bâtiments du lycée						
Les bâtiments du lycée sont plutôt ou tout à fait agréables (1)	75	74	76	68	78	74
L'apprentissage						
On apprend plutôt bien ou tout à fait bien dans son lycée (1)	84	85	83	78	86	82
Les notes données dans son lycée sont plutôt ou très justes (1)	81	81	81	83	80	81
Plutôt pas ou pas du tout stressé par rapport aux examens ou aux évaluations	41	22	59	54	35	43
Les relations avec les élèves et les adultes du lycée						
Plutôt bonne ambiance ou tout à fait bonne ambiance entre les élèves (1)	88	85	91	81	91	88
Plutôt beaucoup ou beaucoup d'amis dans l'établissement	66	58	75	57	70	65
Bonnes ou très bonnes relations entre les élèves et les professeurs (1)	88	88	87	84	89	87
Bonnes ou très bonnes relations entre les élèves et la vie scolaire (CPE, assistants d'éducation) (1)	90	89	90	91	89	90
Bonnes ou très bonnes relations entre les élèves et les personnels de direction et de l'administration (1)	86	86	87	89	85	87
Bonnes ou très bonnes relations entre les élèves et les personnels de services ou de cantine (1)	95	96	95	95	95	95
Il n'y a pas du tout ou pas beaucoup d'agressivité entre les élèves	84	82	87	73	89	83
Il n'y a pas du tout ou pas beaucoup d'agressivité entre les élèves et les professeurs	90	89	90	84	92	89
Les punitions						
Les professeurs interviennent souvent ou à chaque fois lorsqu'un élève ne respecte pas les règles	82	81	83	76	84	81
Les sanctions et les punitions dans le lycée sont plutôt ou très justes (1)	73	75	70	65	75	73
A été puni au moins une fois dans l'année (1)	28	20	36	41	23	29
L'insécurité dans le lycée et aux alentours						
Pas du tout ou pas beaucoup de violence dans le lycée (1)	93	93	92	84	96	92
Absence sans autorisation (1) (2)	48	47	50	51	46	51
Absence par peur de la violence (1)	7	9	5	12	5	8
Plutôt ou tout à fait en sécurité dans son lycée (1)	93	92	95	87	96	92
Plutôt ou tout à fait en sécurité dans les transports pour venir au lycée (1)	79	69	88	77	78	81
Plutôt ou tout à fait en sécurité aux alentours de son lycée (1)	78	73	84	72	81	76

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, élèves des lycées publics et privés sous contrat.**
1. Dimensions prises en compte pour la construction de l'indice de climat scolaire.
2. Cette modalité ne correspond pas à la définition officielle de l'absentéisme (quatre demi-journées d'absence sans motif un mois donné).
Lecture : *au printemps 2023, 91 % des lycéens se sentent plutôt bien ou tout à fait bien dans leur lycée.*

3 Proportion d'élèves déclarant avoir été victimes au moins une fois en 2022-2023 de violences au lycée ou sur le chemin pour s'y rendre selon le type de violence (en %)

	Lycéens	Sexe		Type d'établissement		
		Filles	Garçons	LP	LEGT	LPO
Atteintes psychologiques						
Ostracisme	35	44	25	33	36	34
Moquerie par rapport au comportement ou au travail	33	35	30	31	33	33
Surnom désagréable	27	28	27	33	25	29
Insulte	23	25	20	30	20	23
Sentiment d'humiliation	15	20	10	16	15	15
Sentiment de harcèlement	13	13	13	19	11	13
Menace	7	7	6	11	5	7
Atteintes physiques						
Bousculade	8	9	8	13	7	8
Cible de lancers d'objets	6	5	6	9	5	6
Coup	4	4	4	8	3	4
Blessure par arme ou avec un objet dangereux	1	1	2	3	1	1
Atteintes aux biens						
Vol de fournitures scolaires	38	37	38	41	36	39
Vol d'objets personnels	14	13	15	20	12	14
Dégradation d'objets personnels	13	11	14	18	11	13
Vol d'argent	5	5	6	9	4	6
Racket	2	2	2	4	2	2
Dégradation du vélo, trottinette ou scooter	2	1	3	2	1	2
Vol du vélo, trottinette ou scooter	1	1	2	2	1	1
Atteintes sexuelles						
Comportement déplacé à caractère sexuel	9	14	3	7	10	8
Intimidation ou offense à caractère sexuel	5	8	2	6	5	5
Violence à caractère sexuel	3	4	2	4	2	3
Cyberviolences						
Injure, moquerie, insulte, surnom désagréable, sentiment d'humiliation par téléphone et/ou Internet	15	16	14	18	14	15
Diffusion de rumeurs, commentaires, photos ou films humiliant sur Internet	9	12	7	11	9	10
Usurpation d'identité	4	4	4	6	3	4
Visionnage contre son gré d'images ou de vidéos violentes ou à caractère sexuel	3	3	3	4	3	3
Happy slapping ou violences filmées avec un téléphone portable	2	2	2	4	1	3
Menace par téléphone ou Internet	2	2	1	3	1	2

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, élèves des lycées publics et privés sous contrat.**
Lecture : *au printemps 2023, 35 % des lycéens se sont sentis mis à l'écart par d'autres élèves depuis le début de l'année scolaire.*

2.14 Le climat scolaire et les violences du point de vue des personnels du premier degré

Au cours de l'année 2021-2022, les directeurs d'école et les enseignants du premier degré ont globalement une perception positive du climat scolaire dans leur école **(1)**. Ainsi, 86 % d'entre eux s'y sentent « bien » ou « très bien » et 82 % sont « satisfaits » du climat scolaire dans l'école. Dans la classe, les enseignants et les directeurs partiellement déchargés d'enseignement expriment un niveau de satisfaction encore plus élevé : 92 % s'y sentent « bien » ou « très bien » et 89 % sont « satisfaits » du climat scolaire dans la classe.

La plupart des personnels entretiennent de « bonnes » ou « très bonnes » relations avec les élèves (99 %), les parents (94 %) et la directrice ou le directeur (90 %). Cependant, ils signalent un fort déficit de considération de la part de l'institution : 27 % d'entre eux se sentent « tout à fait ou plutôt » considérés par l'institution. Le sentiment de considération de la part de la hiérarchie directe est plus favorable (65 %).

Dans le cadre de leur travail, la très grande majorité des personnels a « le sentiment de faire quelque chose d'utile aux autres » (85 %), de « faire des choses qui leur plaisent » (93 %) et qui « ont du sens » (84 %). Ils expriment cependant une très forte insatisfaction à propos de la rémunération : 9 % estiment être rémunérés à leur juste valeur **(2)**. Les directeurs partiellement déchargés d'enseignement soulignent le manque de temps. Ils sont 18 % à juger disposer de temps suffisant pour effectuer leur travail. La moitié des enseignants estime recevoir le respect mérité de la part de leur hiérarchie, contre 70 % des directeurs déchargés d'enseignement.

Par ailleurs, 55 % des personnels déclarent qu'il y a beaucoup ou un peu de violence dans leur école. En dépit de cela, 96 % d'entre eux déclarent « se sentir en sécurité dans l'école », un peu moins aux abords de l'école (91 %). Parmi les violences auxquelles les personnels du premier degré déclarent avoir été confrontés au cours de l'année scolaire 2021-2022 figurent l'arrogance ou le mépris (37 %) et le refus ou la contestation d'enseignement, du contenu des enseignements, du statut d'enseignant, des règles de l'école ou de sanctions (27 %) **(3)**.

Précisions

L'enquête nationale de climat scolaire et de victimation 2022 auprès des directeurs d'école et des enseignants du premier degré s'inscrit dans la continuité des enquêtes statistiques réalisées par la DEPP auprès des élèves et celle menée auprès des personnels du second degré de l'éducation nationale en 2019. Ainsi, les enseignants du premier degré ayant au moins une affectation sur une mission d'enseignement et/ou de direction dans une école publique ou privée sous contrat en France ont été interrogés. 21 000 personnels ont répondu au printemps 2022 à l'enquête. L'enquête a été conduite dans une période d'application du protocole sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 23.15.

Source

DEPP, enquête nationale de climat scolaire et de victimation 2022 auprès des directeurs d'école et des enseignants du premier degré.

1 Opinion des personnels sur le climat scolaire au cours de l'année 2021-2022 (en %)

	Ensemble	Enseignants	Directeurs partiellement déchargés d'enseignement	Directeurs totalement déchargés d'enseignement
Enseignement et apprentissage				
Se sentir bien (1)				
dans son école	86	85	90	88
dans sa classe	92	92	94	
dans sa fonction	80	80	78	79
Les élèves apprennent bien dans l'école (1)	**87**	**86**	**94**	**90**
Les règles de vie collectives sont bien appliquées (1)	**81**	**80**	**90**	**89**
Être satisfait (1)				
du climat scolaire dans l'école	82	81	90	88
du climat scolaire dans la classe	89	88	92	
Relationnel				
Les relations sont bonnes ou très bonnes avec				
les élèves	99	98	99	100
les parents	94	94	95	98
la directrice/le directeur	90	90		
Être respecté par les élèves (1)	**97**	**96**	**99**	**99**
Être considéré (1)				
par les parents d'élèves	80	79	86	94
par la hiérarchie directe	65	63	81	86
par l'institution	27	25	33	44
Les parents sont bien accueillis dans l'école (1)	**98**	**98**	**100**	**99**
Sécuritaire				
Il n'y a pas du tout ou pas beaucoup de violence dans l'école	**45**	**43**	**57**	**47**
Se sentir en sécurité (1)				
à l'intérieur de l'école	96	95	98	97
aux abords de l'école	91	91	95	90
Ne ressent pas du tout ou pas beaucoup d'appréhension avant d'aller au travail	**77**	**76**	**80**	**81**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, directeurs et enseignants du premier degré, secteurs public et privé sous contrat.**

1. « Tout à fait » ou « plutôt ».

Lecture : *au cours de l'année scolaire 2021-2022, 85 % des enseignants du premier degré déclarent se sentir « tout à fait » ou « plutôt » bien dans leur école.*

2 Opinion des personnels sur leur condition de travail au cours de l'année 2021-2022 (en %)

	Ensemble	Enseignants	Directeurs partiellement déchargés	Directeurs totalement déchargés
Rapports sociaux au travail				
Recevoir le respect mérité de la part de ses collègues (1)	89	89	88	84
Avoir un soutien satisfaisant dans les situations difficiles (1)	55	54	58	62
Recevoir le respect mérité de la part de sa hiérarchie (1)	52	50	66	70
Valeurs				
Faire des choses qui plaisent au sein du travail (1)	93	93	93	87
Avoir l'impression de faire quelque chose d'utile aux autres (2)	85	85	87	85
Le sentiment de faire quelque chose qui a du sens (2)	84	84	83	77
Conditions de travail				
Être rémunéré à sa juste valeur (1)	9	9	9	16
Être capable d'exercer le même métier jusqu'à la retraite (1)	29	28	32	53
Avoir une formation suffisante et adaptée (1)	28	27	30	40
Avoir le temps suffisant pour effectuer son travail (1)	31	32	18	33
Avoir le sentiment de ne pas être épuisé (2)	39	38	42	52
Avoir des possibilités suffisantes de coopération (1)	48	48	47	45

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, directeurs et enseignants du premier degré, secteurs public et privé sous contrat.**

1. « D'accord » ou « tout à fait d'accord ».

2. « Toujours » ou « souvent ».

Lecture : *au cours de l'année scolaire 2021-2022, 89 % des enseignants du premier degré déclarent qu'ils reçoivent « toujours » ou « souvent » le respect mérité de la part de leurs collègues.*

3 Proportion de personnels confrontés à une violence par type d'incident au cours de l'année 2021-2022 (en %)

	Ensemble	Enseignants	Directeurs partiellement déchargés	Directeurs totalement déchargés
Expression avec arrogance, avec mépris	37	36	44	47
Refus ou contestation d'enseignement, du contenu des enseignements, de votre statut d'enseignant, des règles de l'école ou de sanctions	27	27	30	32
Moquerie ou insulte (y compris par des gestes, exemple : doigt d'honneur, etc.)	10	10	11	15
Menacé (y compris par des gestes ou des regards, une intimidation, par internet, etc.) avec ou sans objet dangereux ou arme	10	9	16	22
Vol(s) ou dégradation(s) du matériel pédagogique	9	10	5	7
Harcelé	6	6	8	9

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, directeurs et enseignants du premier degré, secteurs public et privé sous contrat.**

Lecture : *au cours de l'année scolaire 2021-2022, 36 % des enseignants du premier degré déclarent que quelqu'un leur a parlé avec arrogance ou avec mépris dans le cadre de leurs fonctions.*

2.15 Le climat scolaire et les violences du point de vue des personnels du second degré

En 2024, 60 % des personnels du second degré estiment que l'établissement dans lequel ils ont exercé durant l'année scolaire offre un climat d'apprentissage favorable aux élèves, contre 62 % en 2019 **(1)**. La part de personnels qui pensent que les règles de vie collective y sont respectées est en baisse (63 % en 2024, contre 70 % en 2019). Ils sont 51 % à estimer qu'il y a peu ou pas de violence dans leur établissement, pour autant 92 % s'y sentent en sécurité, une proportion comparable à celle de 2019. Ils se sentent majoritairement respectés par les élèves (93 %), considérés par leur hiérarchie directe (75 %) et par les parents d'élèves (73 %), et déclarent percevoir de la solidarité entre les personnels de l'établissement (69 %) **(2)**.

Les personnels du second degré sont 72 % à considérer que leur métier est utile aux autres **(3)**. Ils sont plus réservés au sujet des moyens mis à leur disposition pour réaliser leurs missions, notamment matériels : 45 % les jugent suffisants et adaptés. Ils sont 60 % à déclarer que leur quantité de travail n'est pas excessive. Cette proportion est plus faible parmi les personnels de direction (40 %) et les CPE (54 %).

Les personnels du second degré sont 42 % à déclarer avoir subi de l'arrogance ou du mépris au moins une fois au cours de l'année scolaire **(4)** : c'est la forme d'atteinte la plus citée, devant les contestations ou refus d'enseignement ou d'exercice des missions, les moqueries ou insultes et les vols ou dégradations de matériel pédagogique ou professionnel.

Précisions

L'enquête nationale de climat scolaire et de victimation 2024 auprès des personnels du second degré s'inscrit dans la continuité des enquêtes statistiques réalisées par la DEPP auprès des élèves et celle menée auprès des personnels du premier degré de l'éducation nationale en 2022. Il s'agit de la seconde édition de ce dispositif auprès des personnels du second degré, conduit pour la première fois en 2019. L'enquête a été adressée aux personnels ayant au moins une affectation dans un établissement scolaire public ou privé sous contrat. Au total, 35 000 personnels ont répondu.

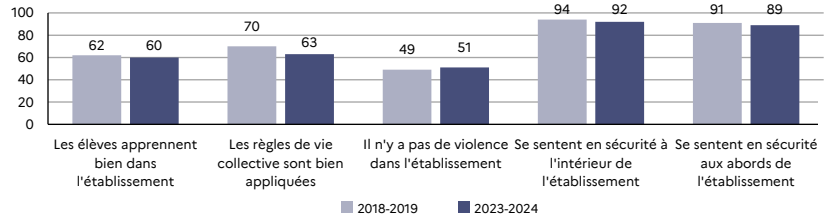
Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.47 ; 19.53.

Source

DEPP, enquêtes nationales de climat scolaire et de victimation 2019 et 2024 auprès des personnels du second degré.

1 Déclarations des personnels du second degré sur le climat scolaire et la sécurité (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, personnels du second degré des secteurs public et privé sous contrat.**
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2023-2024, 60 % des personnels du second degré déclarent que les élèves apprennent bien dans l'établissement où ils exercent, contre 62 % en 2018-2019.*

2 Déclarations des personnels du second degré sur les rapports sociaux au travail au cours de l'année 2023-2024 (en %)

	Ensemble	Enseignants	Personnels de direction	Conseillers principaux d'éducation	Assistants d'éducation	Personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé
Se sentir respecté par les élèves	93	93	99	100	92	95
Se sentir considéré par les parents d'élèves ou représentants légaux	73	72	91	86	76	81
Se sentir considéré par la hiérarchie directe	75	76	74	82	67	81
Recevoir un soutien satisfaisant dans les situations difficiles	69	68	67	73	74	71
L'ensemble des personnels de l'établissement est solidaire	69	71	72	65	56	64
Avoir le sentiment de faire partie d'une équipe	61	59	77	75	76	63

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, personnels du second degré des secteurs public et privé sous contrat.**
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2023-2024, 93 % des personnels du second degré déclarent se sentir « tout à fait » ou « plutôt » respectés par les élèves.*

3 Déclarations des personnels du second degré sur leurs conditions de travail au cours de l'année 2023-2024 (en %)

		Ensemble	Enseignants	Personnels de direction	Conseillers principaux d'éducation	Assistants d'éducation	Personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé
Moyens à disposition							
Avoir des moyens matériels suffisants et adaptés		45	42	60	52	53	63
Avoir un nombre de collègues ou de collaborateurs suffisant		60	62	46	42	55	51
Avoir une formation suffisante et adaptée		51	49	66	65	54	55
Intensité et temps de travail							
Avoir le temps suffisant		52	49	28	35	82	53
Ne pas avoir une quantité de travail excessive		60	58	40	54	84	61
Être capable d'exercer le même métier jusqu'à la retraite		40	39	46	41	36	49
Valeurs et autonomie							
Avoir le sentiment de	faire quelque chose d'utile aux autres	72	69	82	84	87	77
	faire des choses qui plaisent	85	84	82	89	89	86
	pouvoir développer ses compétences professionnelles	68	66	77	78	73	77
	ne pas être exploité	66	65	64	74	67	73
	ne pas être dépassé par des changements trop rapides	67	64	59	73	84	79
	pouvoir organiser son travail de la façon souhaitée	78	78	68	79	74	81

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, personnels du second degré des secteurs public et privé sous contrat.**
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2023-2024, 60 % des personnels du second degré déclarent avoir un nombre de collègues ou de collaborateurs suffisant pour exercer leurs missions.*

4 Proportion de personnels du second degré confrontés à une violence par type d'incident au cours de l'année 2023-2024 (en %)

	Ensemble	Enseignants	Personnels de direction	Conseillers principaux d'éducation	Assistants d'éducation	Personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé
Atteintes aux personnes						
Arrogance ou mépris	42	42	49	53	50	35
Contestation ou refus d'enseignement ou d'exercice des missions	27	29	26	29	23	9
Moquerie(s) ou insulte(s)	15	16	11	13	18	7
Mise à l'écart, marginalisation	7	7	5	12	6	10
Menace(s)	5	5	12	11	9	3
Propos à caractère sexuel ou sexiste	4	4	4	4	6	2
Harcèlement	5	5	7	6	6	4
Bousculade(s) intentionnelle(s), coup(s), blessure(s)	2	2	1	3	6	1
Agression ou tentative d'agression sexuelle	0	0	0	0	0	0
Atteintes aux biens						
Vol ou dégradation de matériel pédagogique ou professionnel	14	16	3	3	7	4
Vol ou dégradation d'objet(s) personnel(s)	4	5	3	2	6	3

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, personnels du second degré des secteurs public et privé sous contrat.**
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2023-2024, 42 % des personnels du second degré déclarent avoir subi au moins une fois au cours de l'année de l'arrogance ou du mépris dans le cadre de leurs fonctions.*

2.16 Les incidents graves signalés pour les écoles, les collèges et les lycées publics et privés

Dans les écoles, 4 incidents graves pour 1 000 écoliers sont signalés au cours de l'année scolaire 2024-2025 **(1)**. La violence scolaire signalée est plus élevée dans le second degré : les chefs d'établissement ont déclaré en moyenne 14 incidents graves pour 1 000 élèves. Ce taux est plus élevé dans les lycées professionnels (LP), avec 20 incidents graves en moyenne pour 1 000 élèves, que dans les lycées d'enseignement général et technologique et les lycées polyvalents (LEGT et LPO), avec 6 incidents graves pour 1 000 élèves. Dans les collèges, ce taux est de 16 pour 1000 élèves. Par rapport à la rentrée précédente, ces taux sont stables dans les LEGT et LPO et en baisse dans les écoles, collèges et LP.

Aucun incident grave n'est déclaré pour 79 % des écoles publiques et privées sous contrat **(2)**. Cette proportion est plus faible dans le second degré, 28 % des établissements ne déclarant aucun incident grave : 25 % dans les collèges, 30 % dans les LP et 35 % dans les LEGT et LPO.

Le type d'incidents graves déclarés correspond, en premier lieu, à des atteintes aux personnes, impliquant un auteur et une victime. Au cours de l'année scolaire 2024-2025, les atteintes aux personnes représentent 87 % des incidents graves dans le premier degré et 80 % dans le second degré **(3)**. Parmi elles, les violences verbales en représentent la moitié : 45 % du total des incidents graves dans les écoles et 48 % dans les collèges et les lycées. Les violences physiques représentent 34 % des incidents graves dans les écoles et 21 % dans les collèges et les lycées. Les autres incidents graves, moins fréquents, relèvent d'atteintes aux biens (3 % dans le premier degré et 6 % dans le second degré) ou d'atteintes à la sécurité (respectivement 10 % et 17 %).

Précisions

Le système d'information et de vigilance sur la sécurité scolaire (Sivis), reconnu d'intérêt général et de qualité statistique par le CNIS, permet le recueil tout au long de l'année, auprès d'inspecteurs de l'éducation nationale et de chefs d'établissements, des faits graves survenus dans les établissements et écoles dont ils ont la responsabilité. L'enquête est menée auprès d'un échantillon de 1 300 établissements et 200 circonscriptions. Jusqu'à l'année scolaire 2022-2023, les données diffusées portent sur le premier degré public et le second degré public et privé sous contrat. Depuis l'année scolaire 2023-2024, elles incluent le premier degré privé sous contrat.

Par l'atteinte grave qu'ils représentent à l'institution scolaire, tous les actes envers les personnels sont retenus. Une restriction est apportée sur les violences verbales et physiques entre élèves ; seules les plus graves sont retenues comme celles motivées par une discrimination ou ayant entraîné des soins.

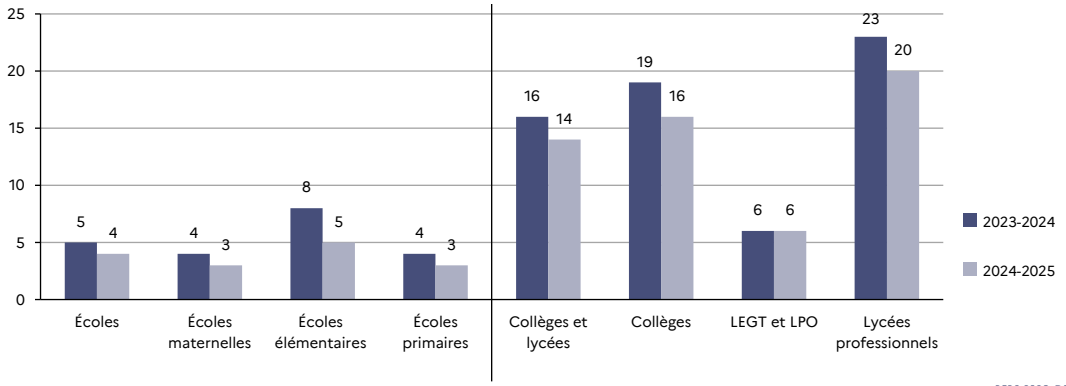
Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.03 ; 25.28.

Source

DEPP, enquête Sivis.

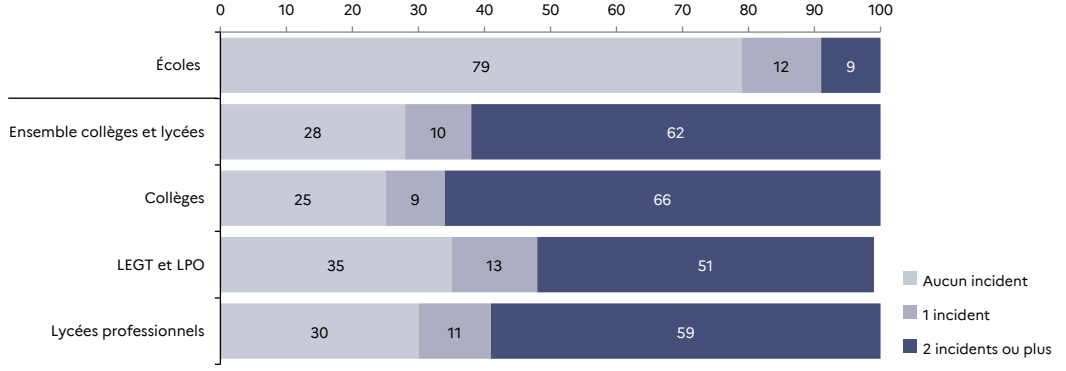
1 Taux moyen d'incidents graves pour 1 000 élèves



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, écoles et établissements publics + privés sous contrat.**
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2024-2025, 4 incidents graves pour 1 000 élèves sont signalés dans les écoles.*

2 Répartition des écoles et des établissements suivant le nombre d'incidents graves (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **France, écoles et établissements publics + privés sous contrat.**
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2024-2025, 79 % des écoles n'ont déclaré aucun incident grave.*

3 Les incidents graves selon leur nature (en %)

Types d'incidents graves en 2024-2025	Écoles	Ensemble des collèges et lycées	Collèges	LEGT et LPO	Lycées professionnels
Atteintes aux personnes	**87**	**80**	**81**	**80**	**71**
Violence verbale (orale ou écrite)	45	48	49	48	44
Violence physique	34	21	22	19	19
Autres atteintes aux personnes	7	10	10	12	14
Atteintes aux biens	**3**	**6**	**3**	**3**	**6**
Vol	1	2	2	2	3
Dommage aux locaux ou au matériel	2	1	1	ε	2
Dommage aux biens personnels	ε	ε	ε	ε	ε
Atteintes à la sécurité	**10**	**17**	**16**	**17**	**23**
Consommation d'alcool/stupéfiants ou trafic de stupéfiants	ε	3	2	3	10
Autres atteintes	10	14	14	15	13
Total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

RERS 2026, DEPP

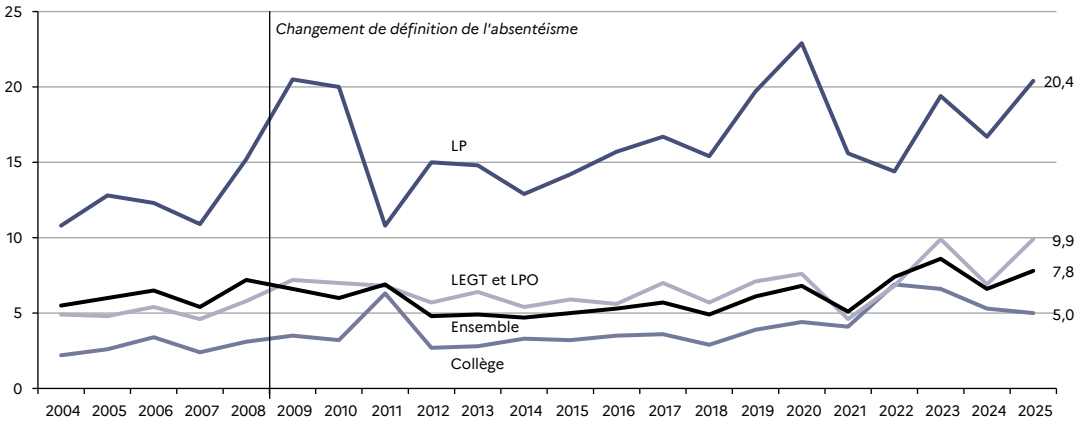
▶ **Champ : France, écoles et établissements publics + privés sous contrat.**
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2024-2025, 80 % des incidents graves signalés dans les collèges et lycées sont des atteintes aux personnes.*

Dans le second degré public, de septembre 2024 à mai 2025, en moyenne, 7 % des élèves sont considérés comme absentéistes chaque mois **(2)**. La proportion d'élèves absentéistes varie sensiblement d'un mois à l'autre, avec une tendance à l'augmentation au cours de l'année, le maximum étant atteint en mai 2025 (14 %). Par ailleurs, les différences sont nettes selon le type d'établissement : les collégiens sont moins souvent absentéistes (4 %) que les lycéens en LEGT et LPO (10 %) et surtout que les lycéens en LP (19 %). Au cours de l'année, un quart des établissements présentent moins de 2 % d'élèves absentéistes et la moitié d'entre eux moins de 4 %, alors que ce taux dépasse 8 % dans le quart des établissements les plus concernés **(3)**.

Depuis 2004, le taux d'absentéisme au mois de janvier pour l'ensemble des établissements est stable, avec une légère augmentation en janvier 2023 imputable aux forts mouvements de grève **(1)**.

Les absences non justifiées, de septembre 2024 à mai 2025, induisent une perte pour les élèves du second degré de 2 % du temps d'enseignement qui leur est dédié **(4)**. Les collégiens perdent en moyenne 1 % d'heures d'enseignement sur l'ensemble de l'année, les élèves des LEGT et LPO 3 % et ceux des LP 5 %. Lorsque toutes les absences sont prises en compte, qu'elles soient justifiées ou non et quel que soit le motif, la proportion d'heures d'enseignement perdues est de 7 % en moyenne **(5)**.

1 Évolution de la proportion moyenne d'élèves absentéistes au mois de janvier (en %) (1)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors DROM jusqu'en 2012), public.**
1. Le mois de janvier est retenu comme référence car situé au milieu de l'année scolaire et comptant régulièrement quatre semaines de cours quel que soit le calendrier des vacances scolaires.
Lecture : *dans l'ensemble des établissements, la proportion moyenne d'élèves absentéistes est de 7,8 % en janvier 2025.*
Note : la rupture de série est due au changement de la définition de l'absentéisme (et donc du calcul de l'indicateur) pour la rentrée 2008 (janvier 2009).

Précisions

L'enquête sur l'absentéisme des élèves est menée auprès d'un échantillon national d'un millier d'établissements publics du second degré.

Un élève est considéré comme **absentéiste** dès qu'il a cumulé quatre demi-journées ou plus d'absences non justifiées par mois (seuil fixé par la loi relative à l'assiduité scolaire).

Une absence est **non justifiée** à partir du moment où elle ne présente aucun motif d'excuse par les responsables légaux ou un motif considéré comme non légitime par l'établissement.

Le temps d'enseignement perdu est calculé par le nombre total des heures d'absence rapporté au nombre total d'heures d'enseignement de l'établissement. Cet indicateur estime l'incidence globale de l'absence des élèves sur l'enseignement qui leur était dû.

Le mois de **janvier** est retenu car, situé en milieu d'année scolaire et peu affecté par les vacances scolaires, il est assez représentatif de la moyenne annuelle.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.11 ; 25.33.

Source
DEPP, enquête n° 77 sur l'absentéisme des élèves dans le second degré public (ADE).

2 Proportion moyenne d'élèves absentéistes (en %)

	Septembre 2024	Octobre 2024	Novembre 2024	Décembre 2024	Janvier 2025	Février 2025	Mars 2025	Avril 2025	Mai 2025	Moyenne 2024-2025
Collège	2,2	2,5	4,0	4,7	5,0	3,7	6,3	4,7	7,9	4,4
LEGT et LPO	4,8	5,2	8,8	8,4	9,9	7,1	12,4	11,5	20,2	9,5
LP	14,3	13,9	18,8	16,5	20,4	14,5	22,6	21,5	28,7	19,1
Ensemble	**4,0**	**4,3**	**6,7**	**6,8**	**7,8**	**5,7**	**9,5**	**8,2**	**13,5**	**7,2**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *dans l'ensemble des établissements, la proportion d'élèves absentéistes est de 7,2 % en moyenne au cours de l'année 2024-2025.*

3 Distribution de la proportion d'élèves absentéistes (en %)

	Septembre 2024	Octobre 2024	Novembre 2024	Décembre 2024	Janvier 2025	Février 2025	Mars 2025	Avril 2025	Mai 2025	Moyenne 2024-2025
Premier quartile	0,5	0,7	1,1	1,3	1,5	1,1	1,8	1,5	3,0	1,5
Médiane	1,5	1,8	3,2	3,5	3,9	2,8	4,7	4,0	7,2	3,7
Dernier quartile	3,5	4,1	7,3	8,1	8,6	5,8	11,0	8,2	15,3	7,8
Dernier décile	8,6	10,2	15,3	15,1	17,2	12,9	19,3	16,3	28,3	14,7

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en moyenne au cours de l'année 2024-2025, un quart des établissements ont une proportion d'élèves absentéistes inférieure à 1,5 % (premier quartile) ; pour la moitié des établissements, cette proportion est inférieure à 3,7 % (médiane) ; pour les trois quarts d'entre eux, elle est inférieure à 7,8 % (troisième quartile) ; et pour 9 établissements sur 10 (ceux du dernier décile), cette proportion est inférieure à 14,7 %.*

4 Proportion d'heures d'enseignement perdues pour absences non justifiées des élèves (en %)

	Septembre 2024	Octobre 2024	Novembre 2024	Décembre 2024	Janvier 2025	Février 2025	Mars 2025	Avril 2025	Mai 2025	Moyenne 2024-2025
Collège	0,7	1,0	1,2	1,6	1,4	1,7	1,8	1,8	2,4	1,4
LEGT et LPO	1,1	1,7	2,0	2,6	2,4	2,8	3,2	3,8	5,0	2,5
LP	3,4	4,1	4,4	5,0	5,0	5,5	6,4	7,1	8,3	5,2
Ensemble	**1,0**	**1,5**	**1,7**	**2,2**	**2,0**	**2,3**	**2,5**	**2,7**	**3,5**	**2,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en septembre 2024, dans les collèges, 0,7 % du temps d'enseignement a été perdu du fait d'absences d'élèves non justifiées.*

5 Proportion d'heures d'enseignement perdues pour absences justifiées ou non des élèves (en %)

	Septembre 2024	Octobre 2024	Novembre 2024	Décembre 2024	Janvier 2025	Février 2025	Mars 2025	Avril 2025	Mai 2025	Moyenne 2024-2025
Collège	4,0	5,1	5,9	7,6	8,1	7,6	6,6	6,2	8,4	6,4
LEGT et LPO	5,4	7,0	8,2	9,8	10,2	9,9	10,6	9,9	12,0	8,7
LP	9,1	10,0	10,4	11,6	12,3	12,3	13,1	12,8	13,5	11,1
Ensemble	4,8	6,0	6,8	8,5	9,0	8,6	8,1	7,6	9,6	7,3

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en septembre 2024, dans les collèges, 4,0 % du temps d'enseignement a été perdu du fait d'absence d'élèves, que ces absences soient justifiées ou non et quel que soit le motif justifié.*

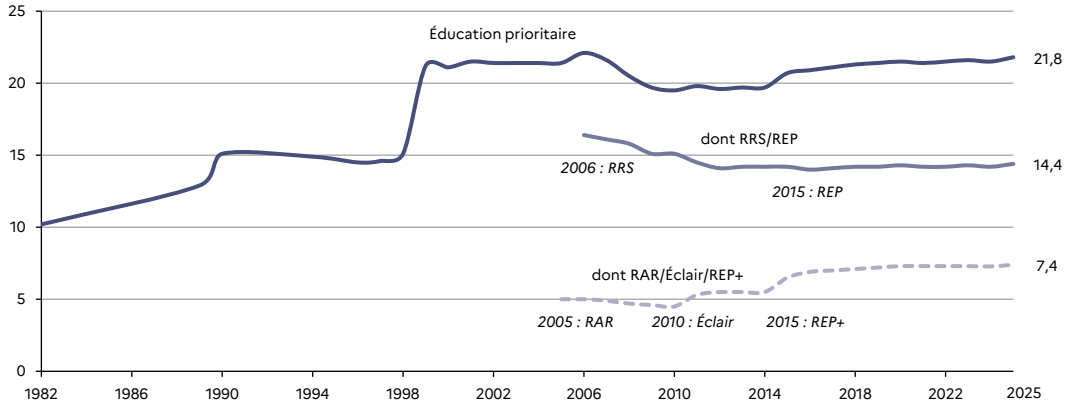
En France, 365 collèges publics sont en REP+ et 732 sont en REP à la rentrée 2025 (2). Parmi les collégiens du secteur public, 7 % (192 500) sont scolarisés en REP+ et 14 % (375 900) en REP (1). Leur répartition géographique est hétérogène, la part des collégiens en REP+ oscillant entre 1 % pour l'académie de Dijon et 96 % pour celle de Guyane.

Les 2 447 écoles publiques en REP+ accueillent 8 % des écoliers du secteur public (435 700 élèves) et les 4 111 écoles publiques en REP en accueillent 13 % (662 600 élèves). Les disparités académiques sont semblables à celles des collèges.

Un quart des élèves scolarisés en REP+ habitent dans les DROM.

Les établissements en éducation prioritaire (EP) accueillent des élèves présentant plus de difficultés sociales et scolaires. Ainsi, 69 % des collégiens des REP+ sont de milieu social défavorisé, contre 35 % dans les collèges publics hors EP. Aux évaluations nationales de français, 55 % des élèves entrant en sixième en REP+ sont dans les groupes les moins performants, contre 27 % dans les collèges publics hors EP (3). Au total, 81 % des collèges en REP+ accueillent plus de 60 % d'élèves d'origine sociale défavorisée et 25 % accueillent plus de 60 % d'élèves se situant dans les groupes les moins performants aux évaluations de français de début de sixième (4). Dans le public hors EP et le privé sous contrat, ces situations de concentration de difficultés sociales et scolaires concernent 2 % des collèges ou moins.

1 Évolution de la proportion de collégiens en éducation prioritaire (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 21,8 % des collégiens du secteur public sont scolarisés en éducation prioritaire, dont 7,4 % en REP+ et 14,4 % en REP.*
Note : le label RAR existe de 2005 à 2010, le label Éclair de 2011 à 2014, le label RRS de 2006 à 2014 et les labels REP et REP+ depuis 2015.

Précisions

Éducation prioritaire – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 18.02.
- Stéfanou A., 2017, « L'éducation prioritaire : scolarité des élèves au collège de 2007 à 2012 », *Éducation & formations*, n° 95, DEPP.
- Stéfanou A., 2022, « L'éducation prioritaire », *Synthèse de la DEPP*, n° 6 (mise à jour septembre 2025).

Source

DEPP, système d'information Scolarité, enquête dans les écoles de l'enseignement préélémentaire et élémentaire, Base centrale des établissements (BCE) et évaluations exhaustives de début de sixième.

2 Nombre et proportion d'écoles, de collèges et d'élèves en éducation prioritaire à la rentrée 2025

Académies et régions académiques	Collèges en REP+			Collèges en REP			Écoles en REP+			Écoles en REP		
	Nombre	Effectifs d'élèves	Part d'élèves (%)	Nombre	Effectifs d'élèves	Part d'élèves (%)	Nombre	Effectifs d'élèves	Part d'élèves (%)	Nombre	Effectifs d'élèves	Part d'élèves (%)
Clermont-Ferrand	5	1 963	4,3	6	2 760	6,0	33	4 114	4,6	31	3 451	3,8
Grenoble	4	1 908	1,4	25	14 719	11,1	27	3 763	1,4	129	22 318	8,1
Lyon	23	12 298	10,0	27	14 072	11,4	146	28 071	10,5	156	29 113	10,8
Auvergne-Rhône-Alpes	**32**	**16 169**	**5,3**	**58**	**31 551**	**10,4**	**206**	**35 948**	**5,7**	**316**	**54 882**	**8,6**
Besançon	4	1 981	4,4	12	6 034	13,4	29	4 111	4,6	40	4 585	5,1
Dijon	1	342	0,6	21	8 895	14,6	8	980	0,9	91	10 249	8,9
Bourgogne-Franche-Comté	**5**	**2 323**	**2,2**	**33**	**14 929**	**14,1**	**37**	**5 091**	**2,5**	**131**	**14 834**	**7,2**
Bretagne (Rennes)	**1**	**631**	**0,7**	**15**	**5 872**	**6,5**	**5**	**698**	**0,4**	**72**	**11 910**	**6,7**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**10**	**4 539**	**4,3**	**20**	**8 750**	**8,3**	**63**	**9 552**	**4,7**	**88**	**14 363**	**7,1**
Corse	**1**	**264**	**2,1**	**10**	**5 740**	**46,1**	**4**	**535**	**2,4**	**67**	**8 196**	**36,0**
Nancy-Metz	9	3 400	3,8	25	11 207	12,5	46	6 641	3,8	124	16 195	9,2
Reims	10	4 382	8,8	20	8 473	17,0	56	7 781	7,9	77	11 216	11,4
Strasbourg	12	7 120	9,3	9	5 740	7,5	80	16 005	10,3	38	8 942	5,8
Grand Est	**31**	**14 902**	**6,9**	**54**	**25 420**	**11,8**	**182**	**30 427**	**7,1**	**239**	**36 353**	**8,5**
Amiens	13	6 901	8,6	30	14 452	18,0	105	14 432	9,1	188	20 831	13,1
Lille	41	17 496	11,5	77	34 729	22,9	273	41 508	13,3	440	58 188	18,6
Hauts-de-France	**54**	**24 397**	**10,5**	**107**	**49 181**	**21,2**	**378**	**55 940**	**11,8**	**628**	**79 019**	**16,7**
Créteil	37	20 278	9,6	99	55 502	26,4	252	46 521	10,0	548	109 014	23,5
Paris	4	1 358	2,8	26	9 584	19,5	26	3 449	3,4	184	28 214	27,9
Versailles	23	12 625	5,0	74	44 819	17,6	177	29 512	5,3	479	96 751	17,2
Île-de-France	**64**	**34 261**	**6,7**	**199**	**109 905**	**21,4**	**455**	**79 482**	**7,1**	**1 211**	**233 979**	**20,8**
Normandie	**15**	**5 684**	**4,4**	**41**	**16 655**	**12,9**	**81**	**12 817**	**5,1**	**174**	**26 039**	**10,3**
Bordeaux	3	1 424	1,1	31	14 982	11,7	21	3 561	1,4	257	27 292	10,9
Limoges	2	713	2,7	5	2 307	8,7	11	1 621	3,3	27	2 400	4,9
Poitiers	4	1 652	2,5	10	4 164	6,3	30	3 895	3,2	34	5 661	4,7
Nouvelle-Aquitaine	**9**	**3 789**	**1,7**	**46**	**21 453**	**9,7**	**62**	**9 077**	**2,2**	**318**	**35 353**	**8,4**
Montpellier	16	9 203	8,2	16	9 042	8,0	116	18 246	8,2	88	14 082	6,4
Toulouse	3	1 624	1,4	15	7 031	6,0	40	5 648	2,5	82	9 270	4,1
Occitanie	**19**	**10 827**	**4,7**	**31**	**16 073**	**7,0**	**156**	**23 894**	**5,3**	**170**	**23 352**	**5,2**
Pays de la Loire (Nantes)	**10**	**4 093**	**3,7**	**19**	**7 605**	**6,8**	**68**	**11 508**	**5,1**	**89**	**12 435**	**5,5**
Aix-Marseille	33	16 817	14,1	29	16 346	13,7	221	38 799	15,6	167	24 120	9,7
Nice	6	3 724	4,2	8	5 657	6,4	51	10 237	5,8	45	7 529	4,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**39**	**20 541**	**9,9**	**37**	**22 003**	**10,6**	**272**	**49 036**	**11,5**	**212**	**31 649**	**7,5**
France hors DROM	**290**	**142 420**	**5,8**	**670**	**335 137**	**13,5**	**1 969**	**324 005**	**6,4**	**3 715**	**582 364**	**11,6**
Guadeloupe	3	897	4,7	12	4 496	23,6	17	2 073	6,0	69	7 958	23,0
Guyane	33	20 662	95,6	0	0	0,0	171	44 877	94,4	0	0	0,0
Martinique	9	2 142	16,1	13	3 889	29,2	48	4 806	18,0	63	8 740	32,7
Mayotte	9	12 321	40,8	13	17 881	59,2	93	29 080	44,5	128	36 308	55,5
La Réunion	21	14 019	26,8	24	14 465	27,6	149	30 852	30,3	136	27 194	26,7
DROM	**75**	**50 041**	**36,6**	**62**	**40 731**	**29,8**	**478**	**111 688**	**40,4**	**395**	**80 200**	**29,0**
France	**365**	**192 461**	**7,4**	**732**	**375 868**	**14,4**	**2 447**	**435 693**	**8,2**	**4 111**	**662 564**	**12,5**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *dans l'académie d'Aix-Marseille, il y a 33 collèges en REP+, accueillant 16 817 collégiens, soit 14,1 % des collégiens de l'académie scolarisés dans le secteur public.*

3 Origine sociale, retard et niveau scolaire à la rentrée 2025 selon le secteur (en %)

	REP +	REP	Public hors EP	Privé sous contrat	Public et privé sous contrat
Élèves de milieu social défavorisé (1)	69,4	55,6	34,8	16,2	35,1
Élèves de milieu social favorisé ou très favorisé (1)	10,7	19,0	36,8	58,2	37,9
Élèves en retard d'un an ou plus	9,3	7,5	5,6	3,3	5,5
Élèves de sixième dans les groupes les moins performants (groupes 1 et 2) en français	54,5	43,1	27,3	15,6	27,9
Élèves de sixième dans les groupes les moins performants (groupes 1 et 2) en mathématiques	60,6	49,6	31,4	19,9	32,4

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Les élèves dont l'origine sociale est non renseignée sont exclus du calcul.
Lecture : *à la rentrée 2025, 69,4 % des élèves scolarisés dans un collège public en REP+ sont de milieu social défavorisé et 54,5 % sont parmi les moins performants en français en sixième.*

4 Répartition des collèges par secteur selon la part d'élèves de milieu social défavorisé et la part d'élèves les moins performants en sixième à la rentrée 2025 (en %)

Proportion de collèges scolarisant :	REP +	REP	Public hors EP	Privé sous contrat	Public et privé sous contrat
Plus de 75 % d'élèves de milieu social défavorisé (1)	27	2	0	0	2
Plus de 60 % d'élèves de milieu social défavorisé (1)	81	31	2	0	9
Plus de 60 % d'élèves dans les groupes les moins performants (groupes 1 et 2) en français	25	5	0	1	2
Plus de 60 % d'élèves dans les groupes les moins performants (groupes 1 et 2) en mathématiques	39	14	1	2	4

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Les élèves dont l'origine sociale est non renseignée sont exclus du calcul.
Lecture : *en REP+, 81 % des collèges scolarisent plus de 60 % d'élèves de milieu social défavorisé et 25 % accueillent des élèves parmi les moins performants en français en sixième.*

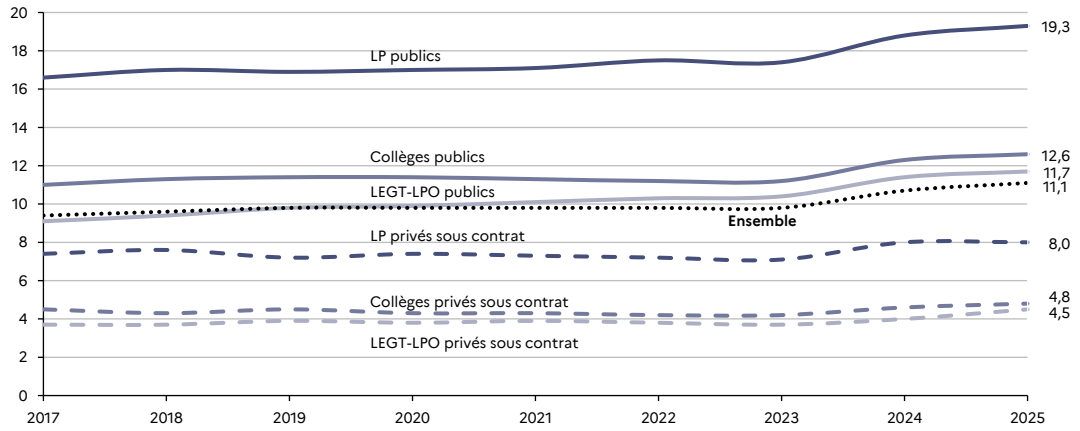
2.19 Les élèves du second degré habitant dans un quartier prioritaire

À la rentrée 2025, 11 % des élèves du second degré (hors Mayotte) résident dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) **(1)**. Les parts d'élèves qui habitent dans un QPV sont les plus élevées dans les académies de Guyane (56 %), de Créteil (24 %) et de La Réunion (23 %). À l'inverse, neuf académies, situées majoritairement au centre et dans l'ouest de l'Hexagone, scolarisent entre 3 % et 6 % d'élèves habitant dans un QPV **(2)**.

Au collège, 13 % des élèves du secteur public résident en QPV, contre 5 % des élèves du secteur privé sous contrat. Les collégiens habitant dans un QPV sont plus souvent d'origine sociale défavorisée que les autres, en particulier dans le secteur public (c'est le cas de 67 % d'entre eux, contre 35 % dans le privé sous contrat). Hors QPV, cette part est de 36 % pour les collégiens du secteur public, contre 15 % dans le privé sous contrat **(3)**. Le retard scolaire est également plus fréquent pour les élèves résidant en QPV : dans les collèges publics, 10 % des élèves habitant dans un QPV sont en retard à l'entrée en sixième, contre 6 % hors QPV.

Six collégiens sur dix résidant en QPV sont scolarisés dans un collège de l'éducation prioritaire, contre un sur dix pour les autres **(4)**. L'éducation prioritaire et les zones de la politique de la ville se recoupent dans une large mesure.

1 Évolution de la proportion d'élèves habitant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 11,1 % des élèves du second degré habitent dans un QPV.*
Note : un nouveau zonage des QPV est en vigueur à partir du 1er janvier 2024 pour la métropole et du 1er janvier 2025 pour les DROM.

Précisions

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) – Ce sont des territoires infra urbains définis par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville. La réforme de la géographie prioritaire de la politique de la ville mise en place par la loi du 21 février 2014 est fondée sur l'identification des territoires urbains abritant une part importante de population à bas revenus. Cette géographie a été actualisée et est effective dans l'Hexagone à partir du 1er janvier 2024 et au 1er janvier 2025 dans les DROM. Elle comprend 1 479 quartiers prioritaires hors Mayotte. Depuis le 1er janvier 2026, tout le département de Mayotte est en QPV. Les données sur le lieu d'habitation des élèves ne sont pas géolocalisées à Mayotte.

Population concernée – Élèves des établissements du second degré publics et privés sous contrat, y compris de niveau post-bac

Source
DEPP, système d'information Scolarité et Base centrale des établissements (BCE).

2 Répartition des élèves habitant dans un quartier prioritaire (QPV) par académie à la rentrée 2025

Académies et régions académiques	Nombre de QPV	Collégiens habitant en QPV (%)		Élèves de LEGT- LPO habitant en QPV (%)		Élèves de LP habitant en QPV (%)		Ensemble des élèves habitant en QPV (%)
		Public	Privé sous contrat	Public	Privé sous contrat	Public	Privé sous contrat	
Clermont-Ferrand	16	4,9	2,3	4,6	2,5	8,4	3,5	4,5
Grenoble	50	5,9	2,4	5,8	2,3	9,2	3,6	5,2
Lyon	79	13,3	4,0	11,8	3,3	22,8	8,0	10,9
Auvergne-Rhône-Alpes	**145**	**8,8**	**3,2**	**8,1**	**2,8**	**16,1**	**6,0**	**7,6**
Besançon	33	10,4	3,3	8,7	3,3	16,4	7,0	9,2
Dijon	29	7,5	2,7	6,8	4,1	12,2	2,2	6,8
Bourgogne-Franche-Comté	**62**	**8,7**	**3,0**	**7,6**	**3,9**	**14,9**	**6,6**	**7,8**
Bretagne (Rennes)	**31**	**4,8**	**1,5**	**3,6**	**1,3**	**8,4**	**1,9**	**3,3**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**57**	**9,6**	**5,0**	**7,9**	**4,4**	**15,9**	**8,3**	**8,9**
Corse	**5**	**4,5**	**3,6**	**3,7**	**3,6**	**8,4**	**0,0**	**4,6**
Nancy-Metz	53	9,2	3,7	7,7	3,6	15,3	5,4	8,3
Reims	35	12,0	5,5	11,5	3,4	19,7	6,9	11,0
Strasbourg	35	13,5	4,7	12,2	5,0	22,8	10,6	12,3
Grand Est	**123**	**11,4**	**4,5**	**10,3**	**4,0**	**18,3**	**6,8**	**10,3**
Amiens	46	11,1	4,6	10,0	3,5	16,8	6,4	10,2
Lille	158	18,9	11,7	16,1	11,0	25,3	19,6	16,9
Hauts-de-France	**204**	**16,2**	**10,1**	**14,1**	**9,6**	**22,6**	**13,9**	**14,8**
Créteil	147	24,9	12,2	25,1	8,6	36,3	15,1	23,6
Paris	21	9,3	3,9	9,9	5,2	15,9	15,3	8,2
Versailles	130	15,7	3,7	15,2	3,3	22,9	4,6	13,6
Île-de-France	**298**	**18,8**	**6,0**	**18,1**	**5,2**	**27,0**	**11,7**	**16,5**
Normandie	**63**	**9,8**	**4,2**	**8,5**	**4,4**	**16,2**	**6,0**	**8,7**
Bordeaux	46	4,9	3,5	4,2	2,2	8,4	4,1	4,6
Limoges	13	6,8	2,3	5,6	3,6	10,4	1,5	6,2
Poitiers	24	6,5	2,3	4,9	2,9	11,2	6,4	5,7
Nouvelle-Aquitaine	**83**	**5,6**	**3,1**	**4,6**	**2,6**	**9,5**	**4,1**	**5,1**
Montpellier	59	12,3	5,5	10,7	4,8	22,6	11,9	11,0
Toulouse	49	6,5	3,0	5,7	2,9	10,5	5,1	5,9
Occitanie	**108**	**9,3**	**4,3**	**8,2**	**4,0**	**15,7**	**6,8**	**8,4**
Pays de la Loire (Nantes)	**48**	**7,7**	**2,2**	**6,3**	**2,1**	**14,7**	**3,1**	**5,4**
Aix-Marseille	98	18,8	10,1	17,3	8,2	31,7	22,8	17,4
Nice	37	8,9	2,2	6,8	3,1	15,4	6,0	7,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**135**	**14,6**	**7,4**	**12,9**	**6,8**	**24,4**	**17,1**	**13,5**
France hors DROM	**1 362**	**11,9**	**4,6**	**11,1**	**4,4**	**18,4**	**7,7**	**10,5**
Guadeloupe	22	17,8	13,3	16,3	13,8	19,9	12,4	16,9
Guyane	29	56,6	45,0	56,9	46,9	60,3	0,0	56,1
Martinique	9	15,4	11,9	13,0	11,7	22,8	23,9	15,1
La Réunion	57	24,2	9,8	20,4	9,5	34,0	38,2	23,1
DROM hors Mayotte	**134**	**28,8**	**16,0**	**26**	**16,7**	**32,6**	**25,2**	**27,0**
France hors Mayotte	**1 479**	**12,6**	**4,8**	**11,7**	**4,5**	**19,3**	**8,0**	**11,1**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte.**

Lecture : *à la rentrée 2025, l'académie de Clermont-Ferrand compte 16 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Dans cette académie, 4,9 % des collégiens scolarisés dans un établissement public et 2,3 % de ceux scolarisés dans un établissement privé sous contrat habitent en QPV.*

3 L'origine sociale et le retard scolaire des collégiens à la rentrée 2025 (en %)

	Collégiens habitant en QPV		Collégiens habitant hors QPV		Ensemble	
	scolarisés dans le public	scolarisés dans le privé sous contrat	scolarisés dans le public	scolarisés dans le privé sous contrat	scolarisés dans le public	scolarisés dans le privé sous contrat
Proportion d'élèves de milieu social défavorisé (1)	67	35	36	15	40	16
Proportion d'élèves de milieux sociaux favorisé et très favorisé (1)	10	34	36	59	33	58
Proportion d'élèves en retard à l'entrée en sixième	10	6	6	3	6	3

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte.**

1. Les élèves dont l'origine sociale est non renseignée sont exclus du calcul.

Lecture : *à la rentrée 2025, 67 % des collégiens qui habitent dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) scolarisés dans le public sont de milieu social défavorisé.*

4 Proportion de collégiens en éducation prioritaire selon qu'ils habitent ou non en QPV à la rentrée 2025 (en %)

	Collégiens en éducation prioritaire (EP) (%)			Collégiens hors éducation prioritaire (EP) (%)			Ensemble
	en REP+	en REP	total EP	dans le public	dans le privé	total hors EP	
Collégiens habitant en QPV	31	30	62	29	10	38	100
Collégiens n'habitant pas en QPV	2	8	11	66	23	89	100
Ensemble	**5**	**11**	**16**	**62**	**22**	**84**	**100**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 31 % des élèves habitant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) sont scolarisés dans un collège réseau d'éducation prioritaire renforcé (REP+) et 30 % sont dans un collège réseau d'éducation prioritaire (REP). Ils sont 29 % dans un collège public hors EP et 10 % dans un collège privé.*

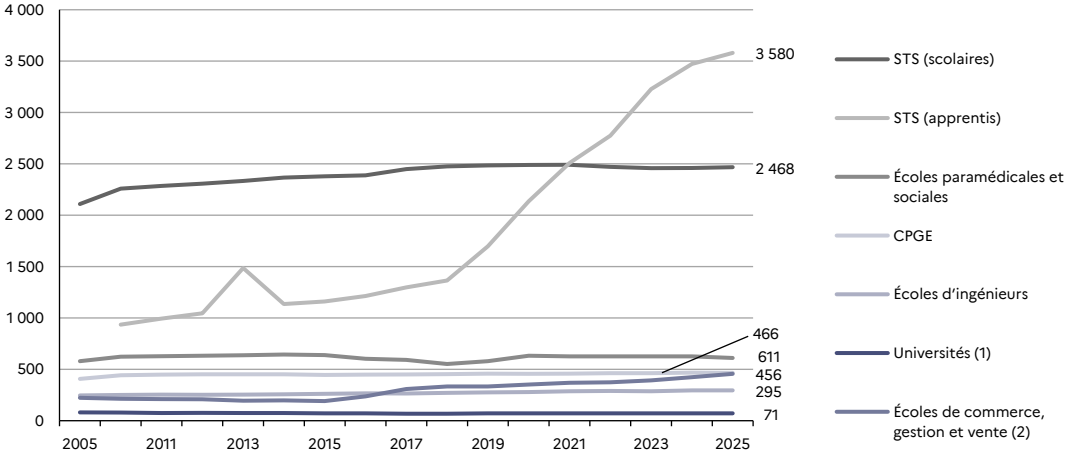
Note : en raison des arrondis, la somme des sous-totaux peut ne pas être égale à la valeur des colonnes « total EP » et « total hors EP ».

En 2025-2026, la France compte 71 **universités (1)**. Depuis 2019, de grands ensembles universitaires se sont créés ou ont été modifiés par décrets. Ces structures, issues de l'ordonnance sur les établissements expérimentaux, regroupent principalement des universités et des écoles d'ingénieurs. Sur ce nouveau périmètre, 127 établissements universitaires sont recensés en 2025-2026 **(2)**.

Initiés par la loi de 2013 (« loi LRU » complétée par l'ordonnance de 2018), les **regroupements d'établissements**, **établissements publics expérimentaux (EPE)** et grands établissements, ont transformé l'organisation de l'enseignement supérieur. Ainsi, au 1er janvier 2026, 23 établissements expérimentaux regroupent 83 établissements **(3)**.

Ces regroupements peuvent rassembler uniquement des universités ou être composés de structures plus diversifiées : une ou plusieurs universités avec des écoles d'ingénieurs, de commerce, d'art et d'architecture ou une école normale supérieure. Ainsi au 1er janvier 2026, 89,7 % des effectifs de ces établissements expérimentaux sont inscrits à l'université, 7,5 % en écoles d'ingénieurs et 1,2 % en écoles d'art.

1 Évolution du nombre d'établissements dans les principales filières de l'enseignement supérieur



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Périmètre universitaire strict
2. À partir de 2016, la forte augmentation du nombre d'écoles de commerce est essentiellement due à une amélioration du dispositif de collecte.
Lecture : *à la rentrée 2025, 2 468 établissements accueillent des étudiants en STS sous statut scolaire.*

Précisions

Avertissement – Les inscriptions simultanées en CPGE et à l'université ne sont pas comptabilisées parmi les effectifs à l'université.

Périmètre universitaire strict – Inscriptions hors CPGE dans les universités au sens strict et historique, par opposition au périmètre regroupements.

CPGE, Comue, écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, Inspé, IUT, STS – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information du SIES* : 16.08.
- *Code de l'éducation*, livre 7, titre Ier, chapitre Ier et chapitre VIII bis.

Source

SIES, systèmes d'information SISE et Scolarité, enquêtes auprès des établissements d'enseignement supérieur, enquêtes sous la responsabilité des ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

2 Évolution du nombre d'établissements et structures de l'enseignement supérieur

Type d'établissement ou de structure	2005	2010	2015	2018	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2025 Périmètre reg. (7)
Universités (1)	**81**	**79**	**72**	**68**	**71**	**71**	**71**	**71**	**71**	**71**	**127**
IUT	**114**	**114**	**111**	**112**	**108**	**107**	**107**	**107**	**105**	**104**	**104**
Inspé (ex.ESPÉ)			**30**	**30**	**30**	**30**	**30**	**30**	**30**	**30**	**30**
STS (scolaires) (2)	**2 109**	**2 258**	**2 378**	**2 476**	**2 489**	**2 491**	**2 470**	**2 458**	**2 459**	**2 468**	**2 468**
Publiques	1 312	1 358	1 432	1 534	1 586	1 610	1 607	1 614	1 622	1 623	1 623
Privées	797	900	946	942	903	881	863	844	837	845	845
STS (apprentissage) (2)		**935**	**1 160**	**1 365**	**2 135**	**2 508**	**2 774**	**3 228**	**3 473**	**3 580**	**3 580**
Publiques		437	574	680	939	1 034	1 121	1 284	1 334	1 356	1 356
Privées		498	586	685	1 196	1 474	1 653	1 944	2 139	2 224	2 224
CPGE (2)	**407**	**442**	**445**	**453**	**457**	**458**	**462**	**462**	**468**	**466**	**466**
Publiques	317	345	351	360	363	364	367	367	369	369	369
Privées	90	97	94	93	94	94	95	95	99	97	97
Écoles d'ingénieurs (3)	**246**	**250**	**261**	**271**	**279**	**287**	**289**	**287**	**295**	**302**	**275**
Publiques (3)	177	180	179	180	184	188	187	186	190	189	173
Privées	69	70	82	91	95	99	102	101	105	113	109
Écoles de commerce, gestion et vente (4)	**223**	**213**	**191**	**333**	**352**	**369**	**374**	**393**	**423**	**456**	**456**
Autres établissements d'enseignement universitaire	**22**	**21**	**27**	**46**	**45**	**46**	**45**	**39**	**38**	**40**	**31**
Écoles normales supérieures	**5**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**4**	**5**	**3**
Écoles d'architecture	**23**	**22**	**22**	**24**	**24**	**24**	**24**	**24**	**24**	**25**	**16**
Écoles supérieures artistiques et culturelles (5)	**236**	**235**	**241**	**296**	**307**	**305**	**316**	**327**	**332**	**336**	**326**
Écoles paramédicales hors université (6)	**418**	**406**	**421**	**370**	**417**	**408**	**407**	**407**	**414**	**398**	**398**
Écoles préparant aux fonctions sociales (6)	**161**	**217**	**218**	**182**	**215**	**218**	**219**	**219**	**212**	**213**	**213**
Autres écoles de spécialités diverses	**217**	**197**	**218**	**347**	**276**	**264**	**289**	**320**	**327**	**322**	**313**
dont : écoles juridiques et administratives	*57*	*51*	*40*	*36*	*30*	*32*	*31*	*34*	*31*	*31*	*31*
écoles de journalisme et écoles littéraires	*25*	*29*	*28*	*36*	*36*	*38*	*38*	*44*	*53*	*47*	*45*
écoles vétérinaires	*4*	*4*	*4*	*4*	*4*	*4*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Y compris CUFR de Mayotte, Institut national universitaire d'Albi, université de Lorraine et les IEP de Lille, Lyon et Rennes (devenus des établissements non rattachés à une université à partir de 2019-2020).
2. Établissements disposant de classes STS ou CPGE.
3. Y compris les implantations des écoles d'ingénieurs intégrées ou rattachées aux universités.
4. À partir de 2016, la forte augmentation du nombre d'écoles de commerce est essentiellement due à une amélioration du dispositif de collecte.
5. Implantations à partir de 2017.
6. Données provisoires pour 2025-2026, reconductions des données 2024-2025.
7. Voir « Précisions » (Périmètre regroupements).

Lecture : *à la rentrée 2025, au périmètre universitaire strict, 71 universités accueillent des étudiants. En incluant l'ensemble du périmètre regroupé, ce nombre atteint 127 établissements.*

3 Les regroupements d'établissements expérimentaux au 1er janvier 2026, hors inscriptions simultanées en CPGE

Regroupements		Nombre d'établissements membres (1)	Nombre d'étudiants inscrits	Répartition des inscrits (en %)					
				Universités (2)	Écoles d'ingénieurs (3)	Écoles de commerce	Écoles d'art (4)	Écoles normales supérieures	Autres (5)
Établissement expérimental (hors Comue expérimentale)	CY Cergy Paris Université	4	26 273	92,2					7,8
	Institut polytechnique de Paris	5	7 805		100,0				
	Nantes Université	4	42 799	90,9	5,4		3,7		
	Nîmes Université	2	5 826	97,7			2,3		
	Université Bourgogne Europe	3	29 692	99,1			0,9		
	Université de Brest	2	25 196	93,9	6,1				
	Université Clermont Auvergne	3	35 157	88,9	9,5		1,6		
	Université Côte d'Azur	2	31 112	99,3			0,7		
	Université Grenoble Alpes	3	54 255	84,3	14,1		1,6		
	Université Gustave Eiffel	5	15 644	70,3	25,3		4,4		
	Université de Lille	5	72 998	97,6	0,5		1,0		0,9
	Université Marie et Louis Pasteur	3	25 349	87,2	12,8				
	Université de Montpellier	2	49 074	99,1	0,9				
	Université Paris Panthéon-Assas	5	24 142	71,9	24,3		0,8		3,0
	Université Paris Sciences et Lettres	12	20 823	65,4	13,7		7,9	13,0	
	Université Paris Cité	1	60 464	100,0					
	Université Paris-Saclay	5	46 477	77,4	17,2			5,4	
	Université Paul Valéry	2	22 352	96,8			3,2		
	Université Polytechnique Hauts-de-France	3	14 015	81,9	17,5		0,6		
	Université de Rennes	6	35 977	89,9	7,0			1,8	1,3
	Université Saint-Étienne	2	18 981	97,1			2,9		
	Université de Toulouse	2	31 401	95,1	4,9				
	Université de Toulouse Capitole	2	19 949	89,2					10,8
Total		**83**	**715 761**	**89,7**	**7,5**		**1,2**	**0,8**	**0,8**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Pour les établissements expérimentaux, sont comptabilisés les établissements intégrés, les établissements-composantes et les écoles membres.
2. Y compris les IEP.
3. Hors écoles d'ingénieurs intégrées ou rattachées aux universités qui sont comptabilisées dans les universités.
4. Écoles supérieures artistiques et culturelles et écoles d'architecture.
5. Comprend l'Observatoire de Paris, les écoles vétérinaires, des écoles du secteur du travail social, le Muséum national d'histoire naturelle, l'Institut libre d'éducation physique supérieure, des écoles de formation agricole, le Cnam Paris, l'EPHE et l'École nationale des chartes, Toulouse School of Economics.

Lecture : *au 1er janvier 2026, l'établissement expérimental Nantes Université se compose de 4 établissements comprenant 42 799 étudiants, dont 90,9 % sont inscrits en université, 5,4 % en école d'ingénieurs et 3,7 % en écoles d'art.*

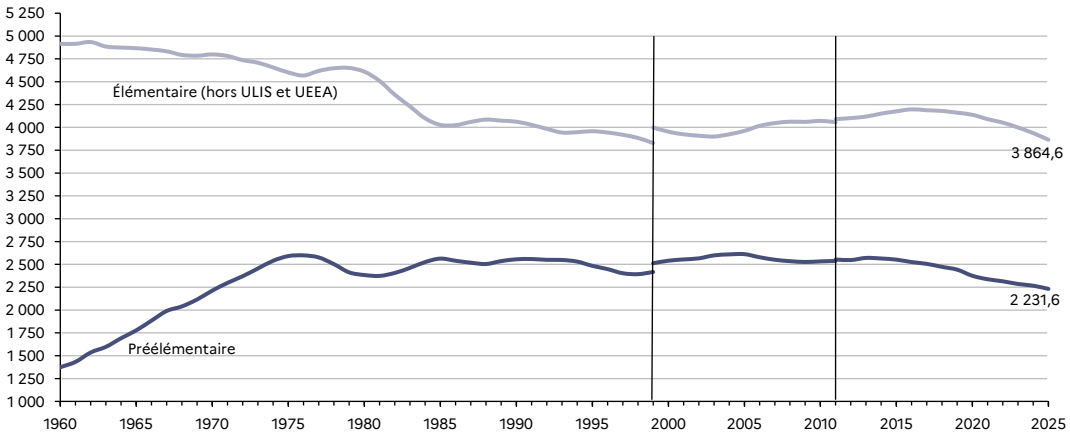
3. LES ÉLÈVES DU PREMIER DEGRÉ

Au cours des dernières décennies, les évolutions des effectifs du premier degré ont été variables suivant les niveaux. Les effectifs en préélémentaire ont presque doublé entre 1960 et 1985, en raison de la progression de la scolarisation des enfants avant l'âge obligatoire, alors établi à 6 ans **(1)**. Depuis, les variations d'effectifs s'expliquent par des tailles de générations plus ou moins grandes. Dans l'enseignement élémentaire, les variations d'effectifs depuis 1960 résultent essentiellement des évolutions démographiques, avec notamment une forte baisse entre 1980 et 1985 puis une nouvelle diminution démarrée en 2017 qui s'accentue depuis 2020.

À la rentrée 2025, les écoles des secteurs public et privé sous contrat du premier degré scolarisent 6 154 900 élèves en France **(2)**. La baisse amorcée en 2017 se poursuit (- 1,7 % par rapport à 2024), touchant plus fortement l'élémentaire (- 1,8 %) que le préélémentaire (- 1,6 %). La baisse en préélémentaire, observée à tous les niveaux à l'exception de la moyenne section (+ 0,5 % soit + 3 300 élèves à la rentrée 2025), s'explique par le fait que la génération 2022 qui entre à l'école à 3 ans est moins nombreuse que la génération 2019 entrant au CP **(3)**. En élémentaire, les effectifs diminuent dans tous les niveaux du CP au CM2 (- 5 300 élèves au CP, - 11 900 élèves en CE1, - 16 200 élèves en CE2, - 17 600 en CM1 et - 21 700 élèves en CM2).

À la rentrée 2025, le nombre d'élèves scolarisés dans le secteur public baisse de 1,8 % par rapport à 2024, tandis que celui du secteur privé sous contrat diminue de façon moins prononcée (- 1,3 %). La répartition entre ces deux secteurs est toutefois stable entre ces deux rentrées, le privé sous contrat représentant 13,6 % des élèves. Les **unités localisées pour l'inclusion scolaire** (ULIS), qui accueillent des élèves en situation de handicap, comptent 500 élèves de plus qu'à la rentrée 2024 (+ 0,9 %). Le nombre d'élèves inscrits en **unités d'enseignement élémentaire autisme** (UEEA) progresse de 31,2 % entre 2024 et 2025, soit + 400 élèves.

1 Évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (en milliers)



RERS 2026, DEPP

► **Champ : France, public et privé sous contrat à partir de 2011 ; France (hors Mayotte), public et privé sous contrat de 2009 à 2011 ; France (hors Mayotte), public et privé sous et hors contrat de 1999 à 2008 ; France (hors DROM), public et privé sous et hors contrat avant 1999.**
Lecture : *en 2025, 2 231 600 enfants sont scolarisés dans le préélémentaire et 3 864 600 en élémentaire (hors ULIS et UEEA).*

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.58 ; 24.41.

Source

DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat) et Diapre.
Insee, statistiques de l'état civil.

2 Évolution des effectifs du premier degré (en milliers)

	2011	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Public	5 810,7	5 885,3	5 872,8	5 842,7	5 807,8	5 764,9	5 691,7	5 613,8	5 564,1	5 486,5	5 411,6	5 315,6
Privé sous contrat	879,8	891,1	899,5	901,3	896,6	888,6	874,1	867,7	858,7	853,5	850,1	839,3
Total	**6 690,4**	**6 776,4**	**6 772,3**	**6 744,0**	**6 704,3**	**6 653,5**	**6 565,8**	**6 481,5**	**6 422,8**	**6 339,9**	**6 261,8**	**6 154,9**
Part du public (%)	86,9	86,8	86,7	86,6	86,6	86,6	86,7	86,6	86,6	86,5	86,4	86,4
Part du privé sous contrat (%)	13,1	13,2	13,3	13,4	13,4	13,4	13,3	13,4	13,4	13,5	13,6	13,6
Total préélémentaire	**2 553,6**	**2 552,0**	**2 525,5**	**2 505,7**	**2 473,1**	**2 441,8**	**2 375,0**	**2 337,4**	**2 314,9**	**2 285,6**	**2 266,8**	**2 231,6**
Part du public (%)	88,0	88,0	87,8	87,7	87,7	87,7	87,7	87,6	87,6	87,4	87,2	87,1
Très petite section (1)	93,7	92,2	94,7	90,8	86,7	80,4	68,8	71,2	70,0	66,3	63,6	57,9
Petite section (1)	809,8	796,5	784,2	783,1	764,2	754,6	736,1	727,2	726,3	714,2	718,5	701,4
Moyenne section (1)	816,3	819,8	815,6	804,2	804,5	787,1	769,2	754,7	746,0	742,4	726,7	730,1
Grande section (1)	833,8	843,6	830,9	827,6	817,6	819,6	800,9	784,4	772,6	762,7	757,9	742,3
Total élémentaire	**4 090,2**	**4 175,7**	**4 197,4**	**4 187,7**	**4 180,2**	**4 160,8**	**4 138,0**	**4 090,0**	**4 052,5**	**3 998,4**	**3 937,2**	**3 864,6**
Part du public (%)	86,1	86,1	86,0	85,9	85,9	85,9	86,0	85,9	86,0	85,9	85,9	85,8
CP	833,0	844,9	847,5	833,3	836,0	827,0	823,9	804,5	790,6	777,2	769,6	764,3
CE1	830,2	849,0	839,8	842,5	830,2	833,2	820,7	819,1	801,5	787,4	771,6	759,7
CE2	804,6	832,9	844,5	838,2	840,7	831,2	831,2	817,5	820,2	802,0	785,3	769,0
CM1	805,5	833,2	830,9	841,5	830,8	835,4	824,2	822,8	813,1	815,0	794,1	776,6
CM2	817,0	815,8	834,7	832,2	842,5	834,0	838,0	826,0	827,0	816,8	816,7	795,1
ULIS	**46,6**	**48,7**	**49,4**	**50,6**	**51,0**	**50,8**	**52,9**	**54,1**	**55,4**	**55,9**	**56,6**	**57,1**
Part du public (%)	93,1	93,4	93,5	93,4	93,4	93,6	93,7	93,4	93,4	93,4	93,6	93,6
UEEA											**1,2**	**1,6**
Part du public (%)											100,0	100,0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

1. Les données sont collectées par âge et non par niveau pour le préélémentaire. Les effectifs ont été répartis par niveau en faisant correspondre à chaque niveau son âge théorique.

Lecture : *à la rentrée 2025, 6 154 900 élèves sont scolarisés dans le premier degré, dont 2 231 600 dans le préélémentaire, 3 864 600 dans l'élémentaire, 57 100 en ULIS et 1 600 en UEEA.*

3 Nombre de naissances (en milliers)

Année de naissance	Nombre de naissances	Année des 3 ans	Année théorique d'entrée au CP	Année théorique de sortie du 1er degré
2007	818,7	2010	2013	2018
2008	828,4	2011	2014	2019
2009	824,6	2012	2015	2020
2010	832,8	2013	2016	2021
2011	823,4	2014	2017	2022
2012	821,0	2015	2018	2023
2013	811,5	2016	2019	2024
2014	818,6	2017	2020	2025
2015	798,9	2018	2021	2026
2016	783,6	2019	2022	2027
2017	769,6	2020	2023	2028
2018	758,6	2021	2024	2029
2019	753,4	2022	2025	2030
2020	735,2	2023	2026	2031
2021	742,1	2024	2027	2032
2022	726,0	2025	2028	2033
2023	677,8	2026	2029	2034

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte avant 2014).**

Lecture : *677 800 enfants sont nés en 2023 en France (y compris Mayotte). Ils auront 3 ans en 2026, rentreront théoriquement au CP en 2029 et sortiront théoriquement du premier degré en 2034.*

3.02 Le premier degré par département et académie

En France, l'enseignement public et privé sous contrat du premier degré scolarise 6 154 900 enfants à la rentrée 2025. Les départements d'outre-mer scolarisent 297 100 élèves, dont 111 900 à La Réunion **(1)**.

Les académies de Versailles, Créteil et Lille sont celles qui accueillent le plus grand nombre d'élèves (respectivement 9,9 %, 8,0 % et 6,3 % des élèves scolarisés dans le premier degré public et privé sous contrat). La Corse, Limoges, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane en accueillent moins de 1 % chacune.

Les écoles privées sous contrat accueillent 13,6 % des effectifs du premier degré en France hexagonale et 7,1 % dans les DROM. La part du privé sous contrat est variable selon les départements. Hors DROM, elle est inférieure à 5 % dans la Creuse, en Haute-Corse, en Seine-et-Marne ou dans le Val-d'Oise, alors qu'elle s'élève à 50,7 % en Vendée. Dans les DROM, cette part varie de 6,4 % en Guyane à 12,0 % en Guadeloupe. Il n'existe pas d'enseignement privé sous contrat dans le premier degré à Mayotte.

Sur l'ensemble du territoire, les effectifs du premier degré dans les secteurs public et privé sous contrat sont en baisse par rapport à la rentrée précédente (- 1,7 %). Toutes les académies voient ainsi leurs effectifs diminuer sauf la Guyane et Mayotte. Ce repli est particulièrement marqué dans les académies de Lille, de Martinique, de Poitiers et de Rennes qui enregistrent les plus fortes baisses (entre - 2,7 % et - 2,5 %).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.58 ; 24.41.

Source

DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat).

1 Effectifs d'élèves du premier degré par département et académie à la rentrée 2025

Départements, académies et régions académiques	Public	Privé sous contrat	Public et privé sous contrat	Évolution 2024-2025 (%)	Part du public (%)
Allier	22 321	2 127	24 448	-2,3	91,3
Cantal	8 137	1 100	9 237	-2,8	88,1
Haute-Loire	12 301	6 296	18 597	-2,2	66,1
Puy-de-Dôme	46 853	6 942	53 795	-1,9	87,1
Clermont-Ferrand	**89 612**	**16 465**	**106 077**	**-2,1**	**84,5**
Ardèche	20 265	6 553	26 818	-2,2	75,6
Drôme	40 268	6 536	46 804	-1,8	86,0
Isère	107 599	11 449	119 048	-2,4	90,4
Savoie	33 801	3 536	37 337	-1,8	90,5
Haute-Savoie	74 616	10 963	85 579	-0,6	87,2
Grenoble	**276 549**	**39 037**	**315 586**	**-1,7**	**87,6**
Ain	60 758	6 649	67 407	-1,2	90,1
Loire	55 736	15 045	70 781	-1,9	78,7
Rhône	151 854	32 905	184 759	-2,5	82,2
Lyon	**268 348**	**54 599**	**322 947**	**-2,1**	**83,1**
Auvergne-Rhône-Alpes	**634 509**	**110 101**	**744 610**	**-2,0**	**85,2**
Doubs	43 600	4 752	48 352	-2,0	90,2
Jura	18 351	2 129	20 480	-2,1	89,6
Haute-Saône	17 036	1 257	18 293	-3,2	93,1
Territoire de Belfort	10 568	1 205	11 773	-2,3	89,8
Besançon	**89 555**	**9 343**	**98 898**	**-2,3**	**90,6**
Côte-d'Or	38 182	4 716	42 898	-2,1	89,0
Nièvre	12 773	1 007	13 780	-2,3	92,7
Saône-et-Loire	39 651	3 428	43 079	-2,7	92,0
Yonne	24 482	2 410	26 892	-2,4	91,0
Dijon	**115 088**	**11 561**	**126 649**	**-2,4**	**90,9**
Bourgogne-Franche-Comté	**204 643**	**20 904**	**225 547**	**-2,3**	**90,7**
Côtes-d'Armor	33 360	14 933	48 293	-2,4	69,1
Finistère	45 798	27 519	73 317	-2,2	62,5
Ille-et-Vilaine	64 789	38 549	103 338	-2,1	62,7
Morbihan	32 992	30 803	63 795	-3,5	51,7
Rennes	**176 939**	**111 804**	**288 743**	**-2,5**	**61,3**
Bretagne	**176 939**	**111 804**	**288 743**	**-2,5**	**61,3**
Cher	21 474	1 811	23 285	-1,5	92,2
Eure-et-Loir	36 306	4 172	40 478	-2,1	89,7
Indre	14 213	1 068	15 281	-2,1	93,0
Indre-et-Loire	46 945	5 851	52 796	-1,5	88,9
Loir-et-Cher	23 458	2 748	26 206	-2,1	89,5
Loiret	59 817	5 763	65 580	-1,2	91,2
Orléans-Tours	**202 213**	**21 413**	**223 626**	**-1,6**	**90,4**
Centre-Val de Loire	**202 213**	**21 413**	**223 626**	**-1,6**	**90,4**
Corse-du-Sud	10 749	740	11 489	-1,0	93,6
Haute-Corse	12 034	561	12 595	-0,5	95,5
Corse	**22 783**	**1 301**	**24 084**	**-0,7**	**94,6**
Meurthe-et-Moselle	54 585	4 439	59 024	-2,1	92,5
Meuse	12 808	1 037	13 845	-3,4	92,5
Moselle	83 635	4 531	88 166	-2,1	94,9
Vosges	24 990	2 083	27 073	-2,8	92,3
Nancy-Metz	**176 018**	**12 090**	**188 108**	**-2,3**	**93,6**
Ardennes	19 715	1 834	21 549	-3,2	91,5
Aube	23 804	2 612	26 416	-2,1	90,1
Marne	43 301	5 709	49 010	-2,0	88,4
Haute-Marne	11 888	749	12 637	-3,3	94,1
Reims	**98 708**	**10 904**	**109 612**	**-2,4**	**90,1**
Bas-Rhin	92 991	5 389	98 380	-1,7	94,5
Haut-Rhin	61 736	4 615	66 351	-2,1	93,0
Strasbourg	**154 727**	**10 004**	**164 731**	**-1,9**	**93,9**
Grand Est	**429 453**	**32 998**	**462 451**	**-2,2**	**92,9**
Aisne	42 441	3 933	46 374	-2,6	91,5
Oise	76 456	5 248	81 704	-1,6	93,6
Somme	40 250	7 120	47 370	-1,7	85,0
Amiens	**159 147**	**16 301**	**175 448**	**-1,9**	**90,7**
Nord	196 686	54 980	251 666	-2,6	78,2
Pas-de-Calais	116 749	17 338	134 087	-3,0	87,1
Lille	**313 435**	**72 318**	**385 753**	**-2,7**	**81,3**
Hauts-de-France	**472 582**	**88 619**	**561 201**	**-2,5**	**84,2**
Seine-et-Marne	153 618	7 265	160 883	-0,7	95,5
Seine-Saint-Denis	181 230	9 911	191 141	-1,2	94,8
Val-de-Marne	128 135	11 150	139 285	-1,5	92,0
Créteil	**462 983**	**28 326**	**491 309**	**-1,1**	**94,2**
Paris	**101 071**	**35 386**	**136 457**	**-1,9**	**74,1**
Yvelines	140 888	14 584	155 472	-1,4	90,6
Essonne	144 710	7 969	152 679	-0,6	94,8
Hauts-de-Seine	130 303	19 236	149 539	-1,1	87,1
Val-d'Oise	146 692	7 393	154 085	-1,1	95,2
Versailles	**562 593**	**49 182**	**611 775**	**-1,1**	**92,0**
Île-de-France	**1 126 647**	**112 894**	**1 239 541**	**-1,2**	**90,9**
Calvados	49 055	8 225	57 280	-1,8	85,6
Eure	51 310	4 474	55 784	-2,0	92,0
Manche	31 569	7 902	39 471	-2,2	80,0
Orne	16 646	4 438	21 084	-1,6	79,0
Seine-Maritime	103 582	11 518	115 100	-1,5	90,0
Normandie	**252 162**	**36 557**	**288 719**	**-1,7**	**87,3**
Dordogne	26 373	1 924	28 297	-2,0	93,2
Gironde	130 204	13 527	143 731	-1,4	90,6
Landes	30 418	2 598	33 016	-1,0	92,1
Lot-et-Garonne	23 460	2 759	26 219	-2,3	89,5
Pyrénées-Atlantiques	40 350	13 744	54 094	-1,7	74,6
Bordeaux	**250 805**	**34 552**	**285 357**	**-1,5**	**87,9**
Corrèze	15 588	1 308	16 896	-1,6	92,3
Creuse	6 960	250	7 210	-2,3	96,5
Haute-Vienne	26 146	1 819	27 965	-1,5	93,5
Limoges	**48 694**	**3 377**	**52 071**	**-1,7**	**93,5**
Charente	23 820	2 691	26 511	-2,0	89,8
Charente-Maritime	44 175	3 427	47 602	-2,5	92,8
Deux-Sèvres	23 465	5 756	29 221	-3,0	80,3
Vienne	29 976	4 334	34 310	-2,6	87,4
Poitiers	**121 436**	**16 208**	**137 644**	**-2,5**	**88,2**
Nouvelle-Aquitaine	**420 935**	**54 137**	**475 072**	**-1,8**	**88,6**
Aude	27 357	2 305	29 662	-1,9	92,2
Gard	59 005	8 016	67 021	-1,6	88,0
Hérault	94 508	11 667	106 175	-1,1	89,0
Lozère	3 831	1 750	5 581	-3,2	68,6
Pyrénées-Orientales	36 723	4 054	40 777	-2,4	90,1
Montpellier	**221 424**	**27 792**	**249 216**	**-1,6**	**88,8**
Ariège	10 226	951	11 177	-2,6	91,5
Aveyron	15 178	5 171	20 349	-2,7	74,6
Haute-Garonne	117 010	11 962	128 972	-1,6	90,7
Gers	11 745	1 813	13 558	-2,3	86,6
Lot	10 478	988	11 466	-1,8	91,4
Hautes-Pyrénées	14 325	2 259	16 584	-2,0	86,4
Tarn	25 709	4 898	30 607	-2,2	84,0
Tarn-et-Garonne	20 615	2 614	23 229	-2,0	88,7
Toulouse	**225 286**	**30 656**	**255 942**	**-1,9**	**88,0**
Occitanie	**446 710**	**58 448**	**505 158**	**-1,8**	**88,4**
Loire-Atlantique	91 730	47 055	138 785	-1,5	66,1
Maine-et-Loire	46 487	29 221	75 708	-2,3	61,4
Mayenne	17 478	9 228	26 706	-1,1	65,4
Sarthe	41 790	7 944	49 734	-2,1	84,0
Vendée	28 076	28 841	56 917	-3,0	49,3
Nantes	**225 561**	**122 289**	**347 850**	**-2,0**	**64,8**
Pays de la Loire	**225 561**	**122 289**	**347 850**	**-2,0**	**64,8**
Alpes-de-Haute-Provence	12 719	686	13 405	-1,8	94,9
Hautes-Alpes	10 065	1 026	11 091	-1,0	90,7
Bouches-du-Rhône	177 855	22 630	200 485	-1,0	88,7
Vaucluse	47 589	6 199	53 788	-2,5	88,5
Aix-Marseille	**248 228**	**30 541**	**278 769**	**-1,3**	**89,0**
Alpes-Maritimes	89 538	9 616	99 154	-1,3	90,3
Var	86 777	6 528	93 305	-0,4	93,0
Nice	**176 315**	**16 144**	**192 459**	**-0,9**	**91,6**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**424 543**	**46 685**	**471 228**	**-1,2**	**90,1**
France hors DROM	**5 039 680**	**818 150**	**5 857 830**	**-1,8**	**86,0**
Guadeloupe (1)	34 791	4 763	39 554	-1,5	88,0
Guyane	47 212	3 255	50 467	1,5	93,6
Martinique	26 634	3 260	29 894	-2,7	89,1
Mayotte	65 234	0	65 234	2,3	100,0
La Réunion	102 076	9 861	111 937	-1,1	91,2
DROM	**275 947**	**21 139**	**297 086**	**-0,2**	**92,9**
France	**5 315 627**	**839 289**	**6 154 916**	**-1,7**	**86,4**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, y compris ULIS et UEEA.**

1. Y compris 4 014 élèves scolarisés dans un établissement de Saint-Martin ou de Saint-Barthélemy.

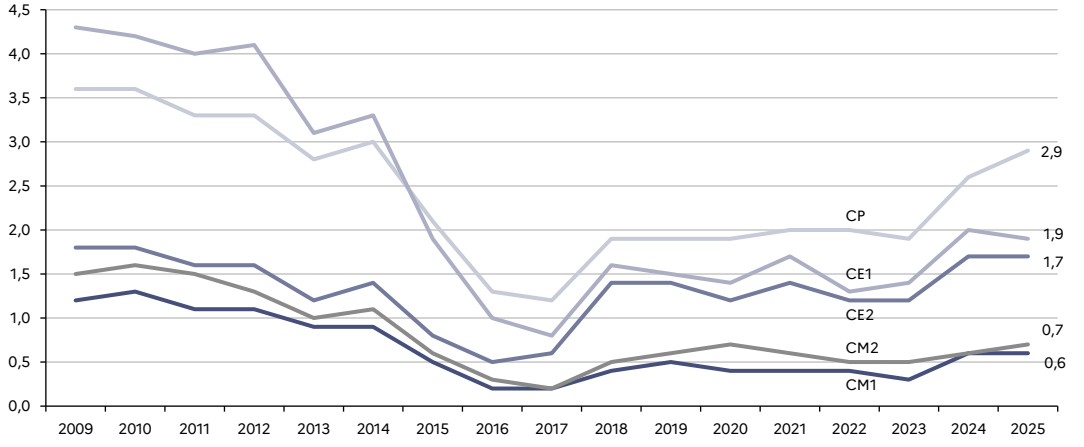
Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'académie de Clermont-Ferrand, 89 612 élèves sont scolarisés dans les établissements publics relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.*

À la rentrée 2025, 6 154 900 élèves sont scolarisés dans les écoles publiques ou privées sous contrat **(2)**. Les filles représentent 48,9 % des élèves dans les classes préélémentaires et élémentaires. En effet, en France, 105 garçons naissent pour 100 filles, ce qui explique que ces dernières sont légèrement moins nombreuses dans le premier degré. Cependant, les filles sont proportionnellement plus nombreuses que les garçons à bénéficier de la scolarisation précoce : 50,0 % des élèves de 2 ans scolarisés dans le secteur public et privé sous contrat sont des filles. Par ailleurs, dans les **unités localisées pour l'inclusion scolaire** (ULIS) et dans les **unités d'enseignement en élémentaire autisme** (UEEA), les filles sont très minoritaires (respectivement 34,9 % et 18,7 % dans le secteur public).

Quel que soit le niveau, les **taux de retard** des élèves du secteur privé sous contrat sont inférieurs à ceux des élèves du secteur public : 1,4 % des élèves de CP et 6,0 % des élèves de CM2 scolarisés dans le secteur public sont en retard, contre 0,8 % des élèves de CP et 4,5 % des élèves de CM2 scolarisés dans le secteur privé sous contrat **(3)**. Les filles sont moins souvent en retard que les garçons : tous niveaux et secteurs confondus, 3,8 % des filles scolarisées en élémentaire sont en retard, contre 4,7 % des garçons.

Les **taux de redoublement** dans les secteurs public et privé sous contrat, historiquement bas à la rentrée 2017, ont augmenté à la rentrée 2018, notamment dans le cycle II (CP, CE1, CE2) **(1)**. Après avoir été stables entre les rentrées 2019 et 2023, ces taux sont en hausse à tous les niveaux à la rentrée 2024, en particulier en CP, CE1 et CE2. À la rentrée 2025, les taux de redoublement en CP et en CM2 continuent de progresser (respectivement + 0,3 point et + 0,1 point par rapport à 2024), tandis qu'ils sont relativement stables pour les autres niveaux. À l'exception du CM1 où ils sont identiques, les taux de redoublement sont plus élevés dans le secteur public que dans le secteur privé sous contrat à tous les niveaux, avec un écart allant de 0,2 point en CM2 à 0,7 point en CP **(4)**. Dans le public comme dans le privé sous contrat, les filles redoublent moins souvent que les garçons en CP (respectivement - 0,3 et - 0,5 point) tandis que les écarts sont très ténus ou nuls pour les autres niveaux.

1 Évolution des taux de redoublement en élémentaire (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, le taux de redoublement en CP est de 2,9 %.*

Précisions

La source Diapre est un dispositif de remontée de données du premier degré. Elle comporte des données individuelles qui permettent une analyse plus fine et de meilleure qualité que les données par école utilisées auparavant. À la rentrée 2025, 100,0 % des écoles publiques et des écoles privées sous contrat renseignent Diapre. Cette source couvre 100 % des élèves du secteur public et 99,9 % des élèves du secteur privé sous contrat.

Âge révolu – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.58 ; 24.41.

Source
DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat) et Diapre.

2 Répartition des élèves du premier degré selon le niveau et l'âge à la rentrée 2024

Âge (1)	Préélémentaire		Élémentaire		ULIS		UEEA		Total	Part des filles (%)
	Total	Part des filles (%)	Total	Part des filles (%)	Total	Part des filles (%)	Total	Part des filles (%)		
Public	**1 943 611**	**48,8**	**3 316 991**	**49,1**	**53 422**	**34,9**	**1 603**	**18,7**	**5 315 627**	**48,9**
dont France hors DROM	*1 842 144*	*48,8*	*3 145 386*	*49,1*	*50 627*	*35,2*	*1 523*	*18,8*	*5 039 680*	*48,8*
2 ans	44 394	49,7			Ɛ				44 397	49,7
3 ans	612 464	49,0			63	0,0			612 527	49,0
4 ans	636 649	48,9	29	0,0	47	0,0			636 725	48,9
5 ans	636 440	48,9	2 368	55,9	48	0,0			638 856	49,0
6 ans	13 356	31,7	633 198	49,3	1 407	29,4	165	16,4	648 126	48,9
7 ans	289	39,1	647 494	49,0	5 729	31,2	350	24,6	653 862	48,8
8 ans	19	0,0	656 807	49,1	8 613	32,6	392	18,1	665 831	48,9
9 ans			665 625	49,1	11 898	35,3	304	19,1	677 827	48,9
10 ans			664 948	49,3	14 041	36,2	274	17,2	679 263	49,0
11 ans ou plus			46 522	45,6	11 573	37,3	118	8,5	58 213	43,8
Privé sous contrat	**288 015**	**49,7**	**547 644**	**49,4**	**3 630**	**36,9**			**839 289**	**49,4**
dont France hors DROM	*280 552*	*49,6*	*534 033*	*49,4*	*3 565*	*36,8*			*818 150*	*49,4*
2 ans	13 460	50,8							13 460	50,8
3 ans	88 950	49,6			Ɛ				88 952	49,6
4 ans	93 411	49,8	9	0,0	7	0,0			93 427	49,8
5 ans	91 172	49,6	1 013	59,8	13	0,0			92 198	49,7
6 ans	988	35,3	100 974	49,7	86	0,0			102 048	49,5
7 ans	31	0,0	104 945	49,4	385	31,9			105 361	49,4
8 ans	Ɛ		107 556	49,2	501	37,7			108 060	49,1
9 ans			112 883	49,3	762	36,9			113 645	49,2
10 ans			114 185	49,5	975	36,8			115 160	49,4
11 ans ou plus			6 079	45,6	899	39,8			6 978	44,8
Public et privé sous contrat	**2 231 626**	**48,9**	**3 864 635**	**49,2**	**57 052**	**35,1**	**1 603**	**18,7**	**6 154 916**	**48,9**
dont France hors DROM	*2 122 696*	*48,9*	*3 679 419*	*49,1*	*54 192*	*35,3*	*1 523*	*18,8*	*5 857 830*	*48,9*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Âge révolu.
Lecture : *à la rentrée 2025, on recense 612 464 enfants âgés de 3 ans scolarisés en préélémentaire dans une école du secteur public, dont 49,0 % de filles.*
Note : les pourcentages égaux à 0,0 indiquent que le résultat n'est pas significatif.

3 Taux de retard à l'entrée dans un niveau à la rentrée 2025 (en %)

Sexe	Niveau	Public	Privé sous contrat	Public et privé sous contrat
Garçons	CP	1,8	1,1	1,7
	CE1	4,3	2,9	4,1
	CE2	5,4	3,8	5,2
	CM1	6,4	4,9	6,2
	CM2	6,4	4,9	6,2
	Ensemble	**4,9**	**3,6**	**4,7**
Filles	CP	0,8	0,6	0,8
	CE1	3,2	2,2	3,1
	CE2	4,5	3,2	4,3
	CM1	5,6	4,0	5,4
	CM2	5,5	4,1	5,3
	Ensemble	**4,0**	**2,9**	**3,8**
Total	CP	1,4	0,8	1,3
	CE1	3,8	2,6	3,6
	CE2	4,9	3,5	4,7
	CM1	6,0	4,5	5,8
	CM2	6,0	4,5	5,8
	Ensemble	**4,4**	**3,2**	**4,3**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, le taux de retard à l'entrée en CP des filles scolarisées dans le secteur public est de 0,8 %.*

4 Taux de redoublement selon le niveau à la rentrée 2025 (en %)

	CP	CE1	CE2	CM1	CM2
Public	**3,0**	**2,0**	**1,7**	**0,6**	**0,8**
Filles	2,8	2,0	1,8	0,6	0,8
Garçons	3,1	2,0	1,7	0,6	0,8
Privé sous contrat	**2,2**	**1,3**	**1,3**	**0,6**	**0,6**
Filles	2,0	1,3	1,3	0,6	0,6
Garçons	2,5	1,4	1,3	0,6	0,5
Ensemble public + privé sous contrat	**2,9**	**1,9**	**1,7**	**0,6**	**0,7**
Filles	2,7	1,9	1,7	0,6	0,7
Garçons	3,0	1,9	1,6	0,6	0,7

RERS 2026, DEPP

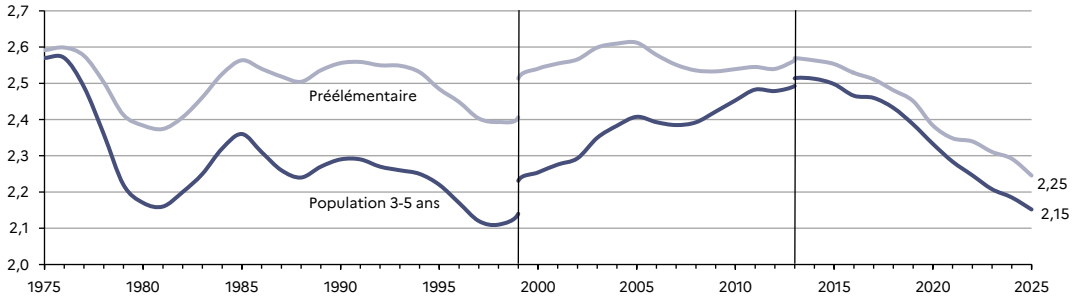
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, le taux de redoublement en CP des filles scolarisées dans le secteur public est de 2,8 %.*

À la rentrée 2025, 2 245 500 enfants âgés de 2 à 5 ans sont scolarisés dans les écoles de France (2). Ce nombre baisse de 1,6 % par rapport à l'année précédente, en lien avec la baisse des naissances et une génération âgée de 2 à 5 ans en 2025 moins nombreuse que celle de l'année précédente. La quasi-totalité des élèves de cette tranche d'âge sont scolarisés dans le niveau **préélémentaire**. En effet, seuls 0,5 % des élèves de 5 ans fréquentent le niveau élémentaire.

Le nombre d'écoliers âgés de 2 ans accuse une baisse marquée de 8,8 % à la rentrée 2025, contre - 4,2 % entre 2023 et 2024. Cette accélération s'explique par deux phénomènes conjugués : la baisse des naissances et le recul du taux de scolarisation à cet âge, qui passe de 9,2 % à 9,0 % entre 2024 et 2025 (3). Entre 1999 et 2012, ce taux – qui s'élevait en 1999 à 34,6 % (hors Mayotte) – a été divisé par trois. Il s'est stabilisé entre 2012 et 2019 en oscillant autour de 11,4 %, avant de diminuer nettement à la rentrée 2020 dans un contexte de crise sanitaire. Après une légère reprise, il diminue à nouveau depuis 2022. À la rentrée 2025, le taux de scolarisation des enfants de 2 ans en **éducation prioritaire** s'établit à 17,9 % (16,1 % dans les REP et 20,6 % dans les REP+).

Depuis vingt ans, la quasi-totalité des enfants âgés de 3 à 5 ans sont scolarisés (100,0 % à la rentrée 2025). L'évolution du nombre d'élèves de cette tranche d'âge suit l'évolution démographique, contrairement à celle des enfants de 2 ans qui dépend davantage de la politique éducative. Ainsi, les effectifs du préélémentaire ont été en léger recul entre 1985 et 1999 en raison de la baisse du nombre de naissances au cours de cette période (1). L'augmentation du nombre de naissances entre 1999 et 2012 a entraîné, par la suite, une faible augmentation du nombre d'élèves en préélémentaire. Depuis 2012, la baisse démographique engendre une diminution continue des effectifs.

1 Évolution de la population des enfants de 3-5 ans et de la population scolarisée dans le préélémentaire (en millions)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors DROM avant 1999 ; France hors Mayotte de 1999 à 2013 ; France (y compris Mayotte) à partir de 2013, public + privé sous et hors contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 2,25 millions d'élèves sont scolarisés en préélémentaire et 2,15 millions d'enfants âgés de 3 à 5 ans sont recensés dans la population française.*
Note : les effectifs de préélémentaire sont supérieurs à la population des 3-5 ans car le niveau préélémentaire comprend également les élèves de 2 ans et certains élèves de 6 ans et plus. L'écart entre les courbes reflète l'évolution du taux de scolarisation à 2 ans.

Précisions

Population scolarisable – La population scolarisable est issue du recensement et correspond aux enfants qui ont l'âge d'être scolarisés (soit ici les enfants de 2 à 5 ans). Les effectifs par âge sont publiés chaque année par l'Insee dans le bilan démographique de janvier. Les estimations démographiques, diffusées par l'Insee en 2023, ont été calées sur le recensement de la population (RP).

Âge révolu – Voir « Glossaire ».

Taux de scolarisation dans les REP / REP+ – Le taux de scolarisation des enfants de 2 ans dans les REP (resp. REP +) rapporte les effectifs d'élèves inscrits dans une école située en REP (resp. REP+) sur le nombre d'enfants habitant un quartier ou un secteur inscrit dans la carte de l'éducation prioritaire.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.09, 25.58, 25.12.

Source

DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat) et Diapre.
Insee, estimations démographiques, traitement DEPP.

2 Répartition des effectifs par âge

Âge (1)	Rentrée 2025				Rappel 2024			
	Public	Privé sous contrat	Privé hors contrat	Total	Public	Privé sous contrat	Privé hors contrat	Total
2 ans	44 397	13 460	2 370	60 227	48 398	15 234	2 389	66 021
3 ans	612 527	88 952	7 141	708 620	626 755	91 863	7 663	726 281
4 ans	636 725	93 427	7 783	737 935	636 699	90 080	7 829	734 608
dont élémentaire	*29*	*9*	*2*	*40*	*14*	*6*	*5*	*25*
5 ans	638 856	92 198	7 661	738 715	655 142	92 423	7 673	755 238
dont élémentaire	*2 368*	*1 013*	*345*	*3 726*	*2 575*	*1 113*	*416*	*4 104*
Total	**1 932 505**	**288 037**	**24 955**	**2 245 497**	**1 966 994**	**289 600**	**25 554**	**2 282 148**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous et hors contrat.**
1. Âge révolu.
Lecture : *à la rentrée 2025, 738 715 enfants âgés de 5 ans sont scolarisés dont 3 726 dans un niveau d'élémentaire.*

3 Les taux de scolarisation des élèves de 2 à 5 ans dans le préélémentaire

	1999	2012	2016	2017	2019	2020	2021	2022	2023p	2024p	2025p
Effectifs d'élèves de 2 ans	256 089	90 971	96 558	92 929	82 929	71 403	73 975	72 753	68 890	66 021	60 227
Taux de scolarisation à 2 ans (%)	34,6	10,9	11,8	11,6	10,8	9,5	9,9	10,0	9,4	9,2	9,0
dont : éducation prioritaire (1)	*32,8*	*17,4*	*20,2*	*20,2*	*19,1*	*17,0*	*17,5*	*17,3*	*16,6*	*17,3*	*17,9*
REP (1) (2)			*18,8*	*18,8*	*18,1*	*15,7*	*16,4*	*16,1*	*15,3*	*15,7*	*16,1*
REP+ (1) (2)			*22,4*	*22,2*	*20,5*	*18,8*	*19,1*	*19,0*	*18,4*	*19,7*	*20,6*
Effectifs d'élèves de 3 ans	753 773	803 538	788 322	788 127	761 126	742 476	734 734	733 710	721 676	726 281	708 620
Taux de scolarisation à 3 ans (%)	100,0	97,3	96,3	96,6	97,5	97,2	98,0	98,8	99,7	99,8	99,8
Effectifs d'élèves de 4 ans	759 396	823 213	820 036	809 365	793 725	775 919	761 934	753 738	750 103	734 583	737 895
Taux de scolarisation à 4 ans (%)	100,0	99,4	99,4	99,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs d'élèves de 5 ans	743 562	816 787	829 638	826 374	818 453	798 551	782 404	770 297	760 443	751 134	734 989
Taux de scolarisation à 5 ans (%)	100,0	99,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs d'élèves de 3 à 5 ans	**2 256 731**	**2 443 538**	**2 437 996**	**2 423 866**	**2 373 304**	**2 316 946**	**2 279 072**	**2 257 745**	**2 232 222**	**2 211 998**	**2 181 504**
Taux de scolarisation des 3-5 ans (%)	**100,0**	**98,6**	**98,9**	**98,6**	**99,4**	**99,4**	**99,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

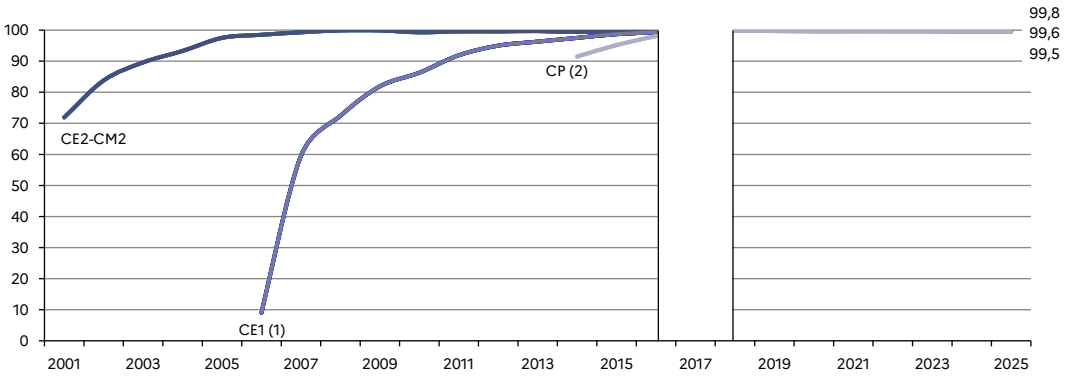
▶ **Champ : France hors Mayotte de 1999 à 2013 ; France (y compris Mayotte) à partir de 2013, public + privé sous et hors contrat.**
1. L'évolution de ce taux de scolarisation est touchée par les changements de périmètre de l'éducation prioritaire.
2. REP et REP+ : voir « Glossaire » à « Éducation prioritaire ».
Lecture : *à la rentrée 2025, 60 227 élèves âgés de 2 ans sont scolarisés dans des établissements français, soit 9,0 % des enfants de cet âge dans la population française. Sur le seul périmètre de l'éducation prioritaire, ce taux est de 17,9 %.*

L'enseignement des langues vivantes étrangères et régionales est régi par les programmes de juin 2016 qui donnent aux langues vivantes le statut de discipline à part entière avec un horaire et un programme précis. À la fin de l'école élémentaire, les élèves doivent maîtriser le niveau A1 du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) dans les cinq activités langagières.

À la rentrée 2025, la quasi-totalité des élèves en élémentaire bénéficient d'un enseignement de langues vivantes **(1) (2)**. L'objectif visant l'accès pour tous les élèves à l'apprentissage d'au moins une langue à l'école élémentaire est désormais atteint, même au CP où cet enseignement concernait déjà 98,1 % des élèves dans le public et 95,3 % dans le privé sous contrat pour l'année scolaire 2016-2017.

Dans le secteur public comme dans le secteur privé sous contrat, l'anglais reste, très majoritairement, la langue la plus étudiée à l'école élémentaire : 95,9 % des élèves dans le secteur public et 97,7 % dans le secteur privé sous contrat **(3)**. L'allemand conserve sa place de deuxième langue la plus étudiée : 3,4 % des élèves dans le secteur public et 2,0 % dans le secteur privé sous contrat, assez loin devant l'espagnol et l'italien (entre 0,0 %et 0,6 %).

1 Évolution de la proportion d'élèves bénéficiant d'un enseignement de langues vivantes dans le secteur public (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (y compris Mayotte à partir de 2018).**
1. L'enseignement des langues vivantes au CE1 a débuté en 2008, avec une sensibilisation les années antérieures.
2. L'enseignement au CP a débuté en 2014.
Lecture : *à la rentrée 2025, 99,8 % des élèves de CE2-CM2 du secteur public étudiaient une langue vivante.*

Précisions

Le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) décrit une échelle de compétence langagière globale faisant apparaître trois niveaux généraux subdivisés en six niveaux communs qui balisent l'apprentissage. Le niveau A1 correspond au niveau que doit maîtriser tout élève de l'école élémentaire. Ce niveau permet d'évaluer si l'élève est capable de :

- comprendre et utiliser des expressions familières et quotidiennes ainsi que des énoncés très simples qui visent à satisfaire des besoins concrets ;
- se présenter ou présenter quelqu'un et poser à une personne des questions la concernant - par exemple, sur son lieu d'habitation, ses relations, ce qui lui appartient, etc. et répondre au même type de questions ;
- communiquer de façon simple si l'interlocuteur parle lentement et distinctement et se montre coopératif.

Avertissement – Depuis la rentrée 2017, la DGESCO a rénové le mode de recensement des élèves bénéficiant de l'apprentissage d'une ou plusieurs langues vivantes étrangères ou régionales. Auparavant, les données étaient collectées sous forme agrégée *via* les inspections académiques. Depuis 2017, ces données sont directement saisies au niveau individuel par les directeurs d'école dans l'application Onde (Outil numérique pour la direction d'école) puis traitées pour figurer dans le fichier Diapre. Elles ont pu être exploitées à partir de l'année scolaire 2018-2019.

Source
DGESCO, enquête sur les langues vivantes à l'école élémentaire.
DEPP, extraction des données de l'application Onde (Diapre).

2 Évolution de la proportion d'élèves bénéficiant d'un enseignement de langues vivantes (en %)

	Public			Privé sous contrat		
	CE2-CM2	CE1 (1)	CP (1)	CE2-CM2	CE1 (1)	CP (1)
2001-2002	71,9			71,9		
2002-2003	83,8			80,9		
2003-2004	89,6			89,8		
2004-2005	93,3			85,5		
2005-2006	97,5			88,5		
2006-2007	98,5	9,0		91,0	0,0	
2007-2008	99,3	59,5		94,1	72,4	
2008-2009	99,9	72,4		94,0	78,4	
2009-2010	99,9	81,9		96,3	85,8	
2010-2011	99,3	86,3		96,5	89,6	
2011-2012	99,6	91,9		97,5	91,6	
2012-2013	99,6	95,0		97,5	93,6	
2013-2014	99,7	96,3		96,8	93,7	
2014-2015	99,4	97,5	91,5	96,9	96,0	88,9
2015-2016	99,6	98,7	95,2	96,0	95,7	90,4
2016-2017	99,8	99,3	98,1	97,3	96,8	95,3
2017-2018	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2018-2019 (2)	100,0	100,0	99,8	100,0	100,0	99,9
2019-2020 (2)	100,0	99,8	99,7	100,0	100,0	99,9
2020-2021 (2)	99,9	99,7	99,6	100,0	99,9	99,8
2021-2022 (2)	99,9	99,7	99,7	100,0	100,0	99,8
2022-2023 (2)	99,8	99,7	99,6	99,9	99,8	99,7
2023-2024 (2)	99,8	99,7	99,5	99,9	99,8	99,7
2024-2025 (2)	99,8	99,6	99,5	99,9	99,7	99,6
2025-2026 (2)	99,8	99,6	99,5	99,8	99,7	99,7

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (y compris Mayotte à partir de 2018).**

1. L'enseignement des langues vivantes au CE1 a débuté en 2008, avec une sensibilisation les années antérieures. L'enseignement au CP a débuté en 2014.

2. Les chiffres sont à prendre avec précaution à partir de 2018, car l'apprentissage de l'anglais est sélectionné par défaut dans l'application ONDE. Il est toutefois possible de mettre à blanc cette information.

Lecture : *à la rentrée 2025, 99,8 % des élèves de CE2-CM2 du secteur public étudiaient une langue vivante.*

3 Évolution de la proportion d'élèves selon la langue enseignée (en %)

Année scolaire	Allemand	Anglais	Arabe	Espagnol	Italien	Portugais
Public						
2001-2002	18,6	76,4	0,1	2,0	1,1	0,2
2002-2003	16,4	78,6	0,1	2,2	1,3	0,3
2003-2004	15,1	79,6	0,2	2,4	1,0	0,2
2004-2005	11,5	81,6	0,1	2,0	1,1	0,3
2005-2006	13,1	82,6	0,1	2,3	1,1	0,3
2006-2007	10,6	86,0	0,2	1,8	0,9	0,2
2007-2008	11,3	87,3		1,7	1,0	0,2
2008-2009	10,8	87,7	ε	1,6	0,9	0,2
2009-2010	9,1	89,3	ε	1,5	0,8	0,1
2010-2011	8,6	90,1		1,5	0,7	0,1
2011-2012	7,6	91,0		1,3	0,7	0,1
2012-2013	6,2	92,8		1,2	0,6	0,1
2013-2014	6,0	91,4		1,3	0,6	0,1
2014-2015	6,0	91,4	ε	1,2	0,8	0,1
2015-2016	6,2	92,0		1,1	0,7	0,1
2016-2017	9,4	91,7	ε	0,9	0,7	0,1
2017-2018	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2018-2019 (1)	3,2	97,7	0,0	0,5	0,4	0,0
2019-2020 (1)	3,3	96,4	0,0	0,5	0,4	0,1
2020-2021 (1)	3,7	95,9	0,0	0,5	0,4	0,1
2021-2022 (1)	3,8	95,8	0,0	0,5	0,4	0,1
2022-2023 (1)	3,6	95,8	0,0	0,5	0,4	0,1
2023-2024 (1)	3,5	95,9	0,0	0,5	0,4	0,1
2024-2025 (1)	3,6	95,9	0,0	0,5	0,3	0,0
2025-2026 (1)	3,4	95,9	0,0	0,4	0,3	0,0
Privé sous contrat						
2007-2008	7,2	94,0	0,1	1,8	0,4	ε
2008-2009	9,0	92,2	ε	1,8	0,3	0,1
2009-2010	5,9	95,1		1,3	0,3	
2010-2011	5,9	95,3	ε	1,3	0,1	
2011-2012	4,4	96,1		1,7	0,2	
2012-2013	6,7	92,2		1,2	0,7	0,1
2013-2014	4,2	93,0		1,7	0,2	
2014-2015	3,4	96,8	ε	1,2	0,2	
2015-2016	4,2	98,1		1,9	0,3	
2016-2017	4,3	97,3	0,1	2,1	0,4	0,8
2017-2018	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2018-2019 (1)	2,1	98,2	0,1	0,5	0,1	0,0
2019-2020 (1)	2,2	97,9	0,0	0,7	0,1	0,0
2020-2021 (1)	2,2	97,9	0,0	0,7	0,1	0,0
2021-2022 (1)	2,0	97,9	0,0	0,7	0,1	0,0
2022-2023 (1)	2,0	97,9	0,0	0,7	0,1	0,0
2023-2024 (1)	2,0	97,8	0,0	0,6	0,1	0,0
2024-2025 (1)	2,0	97,7	0,0	0,6	0,0	0,0
2025-2026 (1)	2,0	97,7	0,0	0,6	0,0	0,0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (y compris Mayotte à partir de 2018), CE2-CM2 jusqu'en 2007, CE1-CM2 de 2008 à 2013, CP-CM2 à partir de 2014.**

1. Jusqu'en 2016-2017, les calculs sont faits à partir de données agrégées, et les taux indiqués portent sur les groupes d'élèves suivant un enseignement dans une langue donnée. À partir de l'année 2018-2019, les calculs sont faits à partir des données individuelles extraites de l'application ONDE. Les taux indiqués concernent la proportion d'élèves qui bénéficient d'un enseignement dans une langue donnée. Les chiffres sont à prendre avec précaution à partir de 2018, car l'apprentissage de l'anglais est sélectionné par défaut dans l'application ONDE. Il est toutefois possible de mettre à blanc cette information.

Lecture : *à la rentrée 2025, 3,4 % des élèves du secteur public et 2,0 % des élèves du secteur privé sous contrat étudiaient l'allemand.*

Note : la somme des pourcentages peut être supérieure à 100, car un élève peut bénéficier d'enseignements dans deux langues différentes, dans le cadre du programme « Deux langues pour tous ».

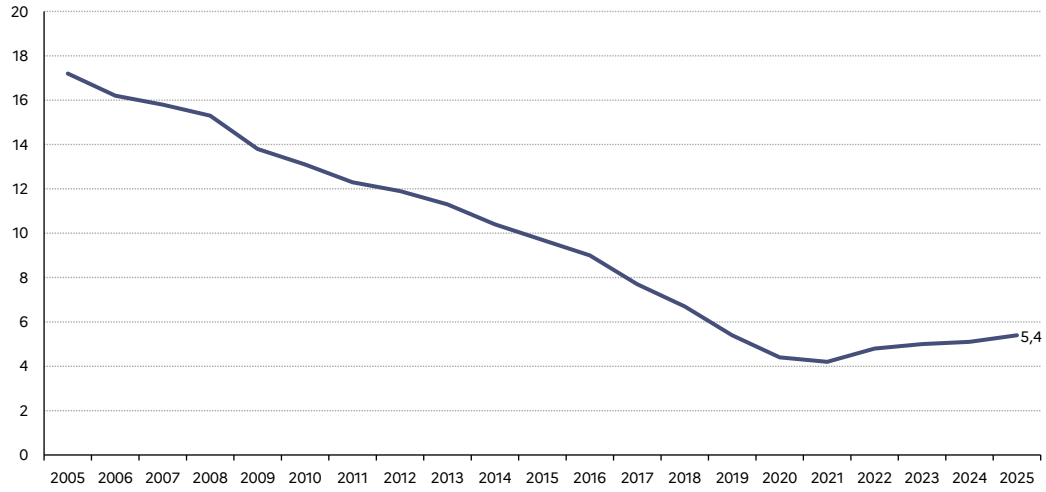
À la rentrée 2025, 783 100 élèves sont entrés en sixième (hors Segpa et ULIS), parmi lesquels 42 200 avaient au moins un an de retard (5,4 %) soit un nombre un plus élevé qu'en 2024 (+ 2 000 élèves) **(1)**. Pour autant, depuis la rentrée 2005, le nombre d'élèves ayant accumulé un retard scolaire a fortement reculé : il concernait alors 17,2 % des effectifs, puis 9,7 % en 2015. Le plus bas niveau a été atteint en 2021 avec 4,2 % des élèves.

Les filles sont moins souvent en retard que les garçons (4,9 %, contre 5,9 %). Parmi les enfants d'enseignants, 1,2 % sont en retard : c'est une proportion plus faible que celle observée chez les enfants de cadres (1,5 %). Le taux le plus élevé est atteint par les enfants d'ouvriers (6,8 %), de retraités (7,3 %) et d'inactifs (12,7 %) **(2)**.

À la rentrée 2025, 7,7 % des élèves venant d'une école en réseau d'**éducation prioritaire** REP ou REP+ entrent en sixième avec du retard tandis que cette proportion est de 5,1 % en dehors de ces réseaux **(3)**. Ces écarts sont en grande partie liés à l'**origine sociale**, les élèves issus d'un milieu social défavorisé étant sur-représentés dans les écoles relevant d'un réseau d'éducation prioritaire.

Enfin, le retard à l'entrée en sixième est moindre dans les académies de Mayotte, Martinique, Paris, Grenoble, Bordeaux et Versailles (moins de 4,3 % chacune). Au contraire, il est plus élevé dans les académies de Reims (6,4 %), Guyane (6,5 %), Dijon (6,8 %), Montpellier (6,9 %), La Réunion (6,9 %), et dans celles d'Orléans-Tours et d'Aix-Marseille (7,0 % chacune) **(4)**.

1 Évolution du retard à l'entrée en sixième (en %)



RERS 2026, DEPP

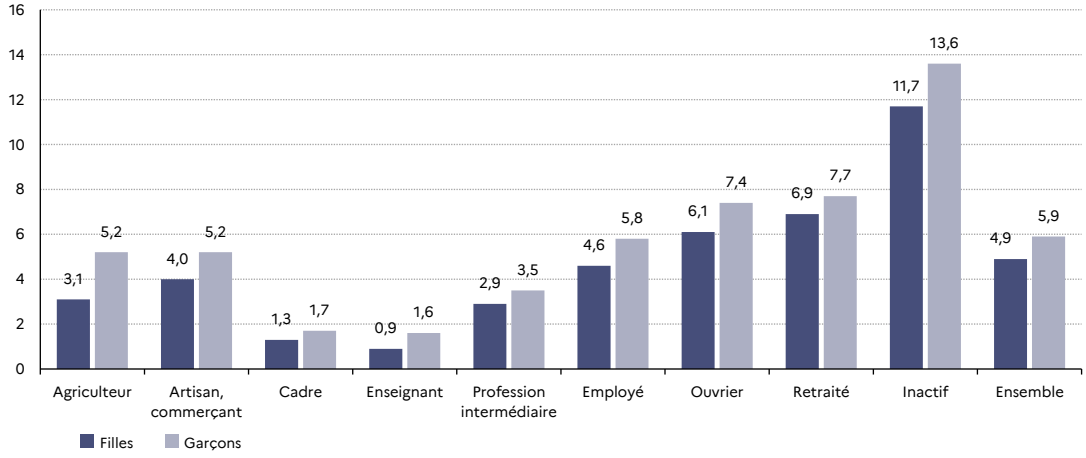
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, hors Segpa et hors ULIS.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 5,4 % des élèves ont au moins un an de retard à l'entrée en sixième.*

Précisions

Population concernée – Élèves en sixième scolarisés en CM1/CM2 l'année précédente (hors établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) et établissements du secteur privé hors contrat).

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Proportion d'élèves en retard à l'entrée en sixième selon l'origine sociale et le sexe de l'élève (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, hors Segpa et hors ULIS.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 3,1 % des filles d'agriculteur ont au moins un an de retard à l'entrée en sixième.*

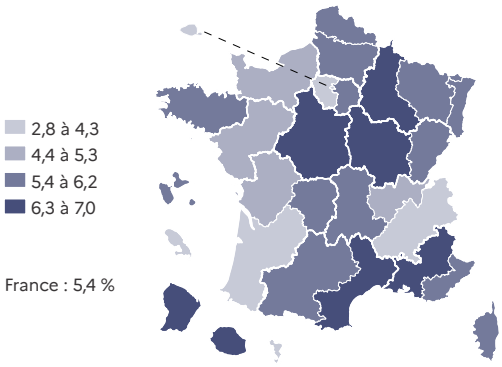
3 Retard à l'entrée en sixième selon l'appartenance de l'école d'origine à un réseau REP ou REP+

	En REP ou REP+ en 2024		Public hors REP ou REP+ en 2024		Rappel 2015 (%)	
	Effectifs	%	Effectifs	%	En Éclair (1)	Hors Éclair
« À l'heure » ou en avance	117 241	92,3	510 722	94,9	82,6	90,3
Un an de retard	9 648	7,6	26 978	5,0	16,9	9,6
Au moins deux ans de retard	153	0,1	293	0,1	0,5	0,2
Total en retard	9 801	7,7	27 271	5,1	17,4	9,7
Total entrants en sixième	**127 042**	**100,0**	**537 993**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, élèves entrant en sixième scolarisés dans une école publique en 2024 quel que soit leur lieu de scolarisation, hors Segpa et hors ULIS.**
1. Éclair : écoles, collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite, dispositif de l'éducation prioritaire mis en place entre 2011 et 2015 avant les REP/REP+.
Lecture : *en 2025, 7,7 % des élèves entrant en sixième et venant d'une école publique appartenant aux réseaux d'éducation prioritaire REP ou REP+ ont au moins un an de retard. 7,6 % en ont un seul, et 0,1 % en ont au moins deux.*

Retard à l'entrée en sixième selon l'académie de scolarisation (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : public + privé sous contrat, hors Segpa et hors ULIS.**
Lecture : *en 2025, 3,7 % des élèves scolarisés dans l'académie de Paris entrant en sixième sont en retard.*

3.07 Les élèves en situation de handicap dans le premier degré – 1

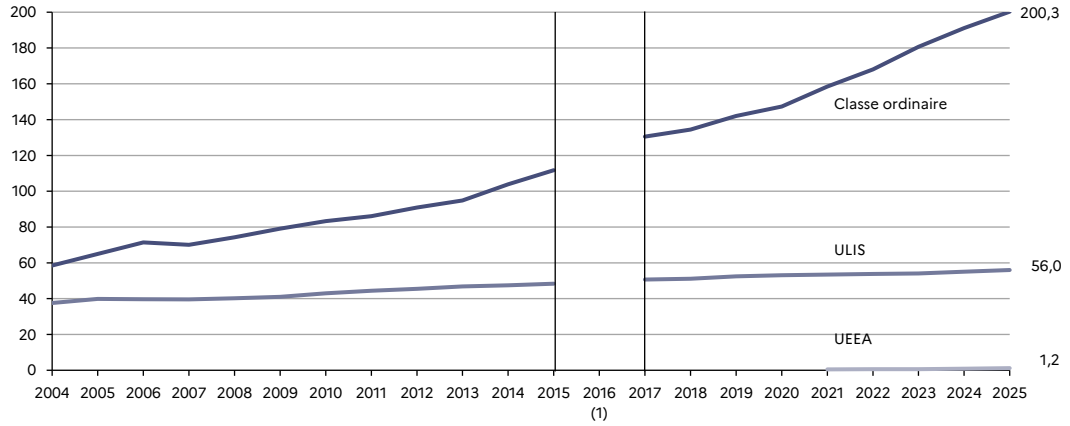
Au cours de l'année scolaire 2025-2026, 257 600 élèves bénéficiant d'un **projet personnalisé de scolarisation (PPS)** sont scolarisés en **milieu ordinaire** dans une école **(1)**. Parmi eux, 77,8 % sont scolarisés en **classe ordinaire**, c'est-à-dire en **scolarisation individuelle,** et 22,2 % sont scolarisés avec l'appui d'une unité localisée pour l'inclusion scolaire **(ULIS)** ou dans une unité d'enseignement élémentaire autisme **(UEEA)**, qui sont tous deux des dispositifs de scolarisation collective **(2)**.

Les filles représentent 27,9 % des élèves en situation de handicap scolarisés en classe ordinaire et 33,3 % des élèves scolarisés avec l'appui d'une ULIS ou en UEEA. La part de la scolarisation avec l'appui d'une ULIS ou en UEEA augmente avec l'âge. Elle concerne 5,0 % des élèves bénéficiant d'un PPS en milieu ordinaire à 6 ans, 23,7 % à 8 ans et 47,7 % à 11 ans.

La scolarisation avec l'appui d'une ULIS concerne 56 000 élèves, dont 93,7 % dans le secteur public **(3)**. En dix ans, ce nombre a progressé de 15,8 % dans le secteur public et de 14,9 % dans le privé.

Les élèves scolarisés avec l'appui d'une ULIS représentent 1,4 % de l'ensemble des élèves de niveau élémentaire **(4)**. Cette part varie de 0,2 % à 2,2 % selon les académies. Les taux les plus faibles concernent les académies de Mayotte, Versailles, Paris, Créteil, Nantes, Bordeaux et Rennes. Les taux les plus élevés s'observent dans les académies de La Réunion, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Guyane, Dijon et Nancy-Metz. Sur l'ensemble du territoire, 5 500 structures ULIS sont implantées en école élémentaire.

1 Évolution des modes de scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier degré (en milliers)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2012), public + privé (sous contrat et hors contrat).**
1. Données manquantes en raison d'une grève administrative des enseignants référents.
Lecture : *en 2025-2026, 200,3 milliers d'élèves bénéficiant d'un projet personnalisé de scolarisation sont scolarisés en classe ordinaire, 56 milliers en ULIS et 1,2 millier en UEEA.*

Précisions

Population concernée – Élèves bénéficiant d'un PPS scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du premier degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

Ne sont pas recensés ici les élèves des établissements hospitaliers et médico-sociaux. Voir fiche 1.07.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.63.

Source

DEPP et DGESCO, enquête n° 3 relative aux élèves bénéficiant d'un PPS scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du premier degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

2 Modalités de scolarisation selon l'âge en 2025-2026

	Scolarisation individuelle en classe ordinaire			Scolarisation en ULIS ou en UEEA			Ensemble		
	Total	%	Part des filles (%)	Total	%	Part des filles (%)	Total	%	Part des filles (%)
2 ans et 3 ans	3 777	99,6	33,8	14	ε	28,6	3 791	1,5	33,8
4 ans	10 472	99,5	28,9	52	ε	21,2	10 524	4,1	28,8
5 ans	18 315	99,6	27,1	66	ε	25,8	18 381	7,1	27,0
6 ans	27 743	94,9	27,1	1 472	5,0	28,9	29 215	11,3	27,2
7 ans	27 431	81,8	26,1	6 107	18,2	29,6	33 538	13,0	26,7
8 ans	29 761	76,3	26,4	9 254	23,7	30,6	39 015	15,1	27,4
9 ans	32 579	72,0	28,0	12 639	28,0	33,6	45 218	17,6	29,6
10 ans	36 514	70,8	28,5	15 060	29,2	34,5	51 574	20,0	30,3
11 ans	13 291	52,3	33,3	12 137	47,7	35,8	25 428	9,9	34,5
12 ans et plus	450	51,9	27,8	417	48,1	39,1	867	0,3	33,2
Total	**200 333**	**77,8**	**27,9**	**57 218**	**22,2**	**33,3**	**257 551**	**100,0**	**29,1**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat).**
Lecture : *en 2025-2026, 99,6 % des élèves âgés de 2 ans et 3 ans bénéficiant d'un projet personnalisé de scolarisation sont scolarisés en classe ordinaire et 33,8 % d'entre eux sont des filles.*

3 Évolution des effectifs d'élèves en ULIS selon le secteur

	1980	1990	1999	2005	2010	2014	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Public	90 090	61 632	42 205	37 752	40 426	44 573	49 197	51 608	50 015	50 464	50 659	51 608	52 513
Privé	5 394	3 876	2 585	2 078	2 559	2 931	3 271	3 470	3 410	3 352	3 430	3 470	3 502
Total	**95 484**	**65 508**	**44 790**	**39 830**	**42 985**	**47 504**	**52 468**	**55 078**	**53 425**	**53 816**	**54 089**	**55 078**	**56 015**
Part du public (%)	94,4	94,1	94,2	94,8	94,0	93,8	93,8	93,7	93,6	93,8	93,7	93,7	93,7

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2012), public + privé (sous contrat et hors contrat).**
Lecture : *en 2025-2026, 56 015 élèves bénéficiant d'un projet personnalisé de scolarisation sont scolarisés avec l'appui d'une ULIS, dont 93,7 % dans le public.*

4 Répartition des ULIS et des élèves en ULIS école par académie en 2025-2026

Académies	Nombre d'ULIS	Effectifs d'élèves en ULIS école	Élèves en ULIS école (%)
Aix-Marseille	249	2 618	1,5
Amiens	207	2 062	1,8
Besançon	100	1 018	1,6
Bordeaux	243	2 284	1,2
Clermont-Ferrand	131	1 453	2,1
Corse	29	299	1,9
Créteil	322	3 231	1,0
Dijon	162	1 652	2,0
Grenoble	274	2 932	1,4
Lille	392	4 096	1,7
Limoges	56	572	1,7
Lyon	274	2 607	1,3
Montpellier	244	2 612	1,6
Nancy-Metz	239	2 474	2,0
Nantes	243	2 485	1,1
Nice	171	1 690	1,4
Normandie	280	2 820	1,5
Orléans-Tours	219	2 229	1,6
Paris	91	823	1,0
Poitiers	144	1 410	1,6
Reims	129	1 261	1,8
Rennes	205	2 147	1,2
Strasbourg	203	2 230	2,1
Toulouse	243	2 569	1,6
Versailles	341	3 378	0,9
France hors DROM	**5 191**	**52 952**	**1,4**
Guadeloupe	51	473	1,9
Guyane	65	633	2,0
Martinique	38	298	1,6
Mayotte	20	98	0,2
La Réunion	141	1 561	2,2
DROM	**315**	**3 063**	**1,6**
France	**5 506**	**56 015**	**1,4**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat).**
Lecture : *en 2025-2026, dans l'académie d'Aix-Marseille, 249 structures ULIS accueillent 2 618 élèves, soit 1,5 % des élèves de niveau élémentaire.*

Au cours de l'année scolaire 2025-2026, 92,9 % des élèves bénéficiant d'un **projet personnalisé de scolarisation** (PPS) scolarisés en **milieu ordinaire** dans le premier degré (hors **UEEA**) fréquentent une école à temps plein **(1)**. En **classe ordinaire**, la scolarisation à temps partiel concerne davantage les élèves du niveau préélémentaire (17,2 %) que ceux de l'élémentaire (4,6 %). Au total, le temps de scolarisation hebdomadaire est supérieur à un mi-temps pour 6 300 élèves sur les 18 100 scolarisés à temps partiel (34,5 %).

En **classe ordinaire**, le temps de scolarisation diffère selon la nature du trouble **(2)**. Entre 9,2 % et 13,8 % des élèves sont scolarisés à temps partiel lorsqu'ils présentent plusieurs troubles associés, des troubles moteurs, des troubles du psychisme ou des troubles viscéraux. À l'inverse, la scolarisation à temps partiel est nettement moins fréquente chez les élèves ayant des troubles du langage ou de la parole (1,7 %), des troubles auditifs (4,7 %) ou des troubles visuels (5,0 %).

La part d'élèves scolarisés à temps partiel augmente avec le retard scolaire **(3)**. Elle est de 6,8 % parmi les élèves dits « à l'heure » dans leur parcours, de 8,3 % parmi ceux ayant un an de retard et atteint 16,3 % pour ceux ayant un retard de deux ans.

Précisions

Population concernée – Élèves bénéficiant d'un PPS scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du premier degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

Ne sont pas recensés ici les élèves des établissements hospitaliers et médico-sociaux. Voir 1.07.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.63.

Source

DEPP et DGESCO, enquête n°3 relative aux élèves bénéficiant d'un PPS scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du premier degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

1 Temps de scolarisation selon le niveau et le mode de scolarisation en 2025-2026

Mode de scolarisation	Niveau	Temps complet	%	Temps partiel					Ensemble
				De 0,5 à 1 journée	De 1,5 à 2 journées	De 2,5 à 4journées	Total	%	
Classe ordinaire	Préélémentaire	38 201	82,8	1 043	4 744	2 157	7 944	17,2	46 145
	Élémentaire	147 153	95,4	1 084	3 177	2 774	7 035	4,6	154 188
	Total	**185 354**	**92,5**	**2 127**	**7 921**	**4 931**	**14 979**	**7,5**	**200 333**
ULIS	**Total**	**52 844**	**94,3**	**319**	**1 528**	**1 324**	**3 171**	**5,7**	**56 015**
Total		**238 198**	**92,9**	**2 446**	**9 449**	**6 255**	**18 150**	**7,1**	**256 348**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat), hors élèves en UEEA.**
Lecture : *en 2025-2026, dans le premier degré, 7,1 % des élèves en situation de handicap sont scolarisés à temps partiel (soit 18 150 élèves).*

2 Temps de scolarisation en classe ordinaire selon le trouble en 2025-2026

Trouble	Temps complet	Temps partiel					Ensemble
		De 0,5 à 1 journée	De 1,5 à 2 journées	De 2,5 à 4 journées	Total	%	
Troubles intellectuels ou cognitifs	53 264	627	2 345	1 289	4 261	7,4	57 525
Troubles du psychisme	24 695	552	1 990	1 326	3 868	13,5	28 563
Troubles du langage ou de la parole	33 165	43	223	318	584	1,7	33 749
Troubles auditifs	2 836	19	42	80	141	4,7	2 977
Troubles visuels	1 730	9	47	36	92	5,0	1 822
Troubles viscéraux	1 310	27	121	62	210	13,8	1 520
Troubles moteurs	5 405	71	298	187	556	9,3	5 961
Plusieurs troubles associés	36 585	595	2 033	1 075	3703	9,2	40 288
Autres troubles	26 364	184	822	558	1564	5,6	27 928
Total	**185 354**	**2 127**	**7 921**	**4 931**	**14 979**	**7,5**	**200 333**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat), hors élèves en UEEA et hors ULIS.**
Lecture : en 2025-2026, dans le premier degré, 7,4 % des élèves en situation de handicap ayant un trouble intellectuel ou cognitif sont scolarisés à temps partiel (soit 4 261 élèves).

3 Temps de scolarisation en classe ordinaire selon le retard scolaire de l'élève en 2025-2026

Retard scolaire	Temps complet	Temps partiel					Ensemble
		De 0,5 à 1 journée	De 1,5 à 2 journées	De 2,5 à 4 journées	Total	%	
À l'heure	118 029	1 066	4 586	2 961	8 613	6,8	126 642
En retard d'un an	64 773	930	3 060	1 879	5 869	8,3	70 642
En retard de deux ans	2 552	131	275	91	497	16,3	3 049
Total	**185 354**	**2 127**	**7 921**	**4 931**	**14 979**	**7,5**	**200 333**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat), hors élèves en UEEA et hors ULIS.**
Lecture : *en 2025-2026, dans le premier degré, 8,3 % des élèves en situation de handicap en retard d'un an sont scolarisés à temps partiel (soit 5 869 élèves).*

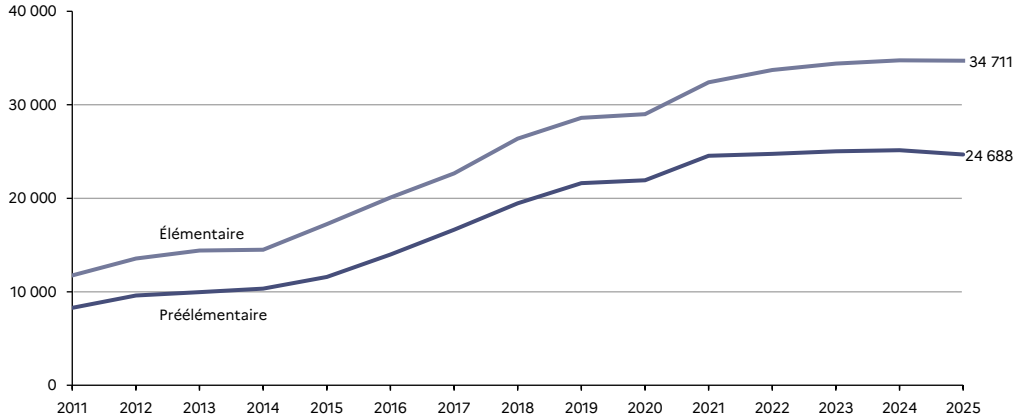
Les élèves de l'enseignement privé hors contrat dans le premier degré

À la rentrée 2025, 59 800 élèves du premier degré sont scolarisés dans les 1 108 **établissements du secteur privé hors contrat (1) (2) (3)**. Parmi eux, 24 700 élèves sont scolarisés au niveau préélémentaire, 34 700 au niveau élémentaire et une trentaine en ULIS.

En 2025, les effectifs du secteur privé hors contrat représentent 1,0 % des élèves scolarisés dans le premier degré en France. Entre 2015 et 2025, l'effectif du premier degré dans l'enseignement privé hors contrat a doublé pour atteindre 59 800 élèves. Une partie de cette hausse s'explique par une meilleure identification des écoles de ce secteur. Toutefois, la rentrée 2025 marque un infléchissement : après une croissance constante entre 2015 et 2024, les effectifs ont reculé de 1,2 % en 2025 (soit 700 élèves de moins qu'en 2024). Le préélémentaire contribue aux deux tiers de cette baisse, avec une perte d'environ 500 élèves.

À l'échelle académique, les progressions les plus importantes par rapport à 2024 s'observent dans les académies de Normandie (+ 25,4 %), de Dijon (+ 9,2 %) et de Martinique (+ 7,9 %) **(4)**. À l'inverse, hormis les académies de Guyane et de Corse dont les effectifs sont très faibles, les baisses les plus fortes s'observent dans les académies d'Orléans-Tours (- 14,3 %) et d'Amiens (- 10,0 %).

1 Évolution des effectifs d'élèves de l'enseignement préélémentaire et élémentaire



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, privé hors contrat.**
Lecture : *en 2025, 24 688 élèves du premier degré sont scolarisés en préélémentaire dans un établissement du secteur privé hors contrat.*

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.58.

Source
DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat) et Diapre.

2 Nombre d'établissements scolarisant des élèves du premier degré et nombre moyen d'élèves par classe

	2015	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre d'écoles										
Écoles privées hors contrat	502	719	871	976	1 016	1 071	1 102	1 120	1 134	1 108
Écoles publiques + privées	51 745	50 877	50 492	50 128	49 965	49 648	49 322	48 912	48 547	48 087
Part des écoles privées hors contrat (%)	**1,0**	**1,4**	**1,7**	**1,9**	**2,0**	**2,2**	**2,2**	**2,3**	**2,3**	**2,3**
Nombre de classes										
Classes des écoles privées hors contrat	1 959	2 630	3 106	3 375	3 404	3 662	3 826	3 923	4 112	4 076
Classes des écoles publiques + privées	285 405	289 246	289 133	292 755	295 081	295 566	295 546	294 069	292 650	290 451
Part des classes privées hors contrat (%)	**0,7**	**0,9**	**1,1**	**1,2**	**1,2**	**1,2**	**1,3**	**1,3**	**1,4**	**1,4**
Nombre moyen d'élèves par classe (E/C) - écoles privées hors contrat	**14,7**	**15,0**	**14,8**	**14,9**	**15,0**	**15,6**	**15,3**	**15,2**	**14,7**	**14,7**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

Lecture : *en 2025, 1 108 établissements du secteur privé hors contrat scolarisent des élèves du premier degré dans 4 076 classes.*

3 Évolution des effectifs du premier degré (1)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Part du hors contrat en 2025 (%)
Ensemble premier degré																
Préélémentaire	8 281	9 606	9 963	10 328	11 586	13 989	16 629	19 455	21 620	21 926	24 539	24 746	25 017	25 143	24 688	1,1
Élémentaire	11 749	13 557	14 403	14 496	17 236	20 082	22 668	26 376	28 596	28 990	32 404	33 729	34 405	34 757	34 711	0,9
Indéterminé (2)														526	322	100,0
ULIS	114	60	58	39	23	24	27	98	87	99	116	39	55	57	31	0,1
Total	**20 144**	**23 223**	**24 424**	**24 863**	**28 845**	**34 095**	**39 324**	**45 929**	**50 303**	**51 015**	**57 059**	**58 514**	**59 477**	**60 483**	**59 752**	**1,0**
Préélémentaire																
Très petite section (3)	1 092	1 234	1 279	1 471	1 432	1 822	2 116	2 392	2 488	2 568	2 820	2 769	2 586	2 368	2 368	3,9
Petite section (3)	2 332	2 788	2 889	2 803	3 279	4 051	4 965	5 524	6 411	6 342	7 417	7 357	7 431	7 549	7 110	1,0
Moyenne section (3)	2 384	2 848	2 915	3 067	3 425	4 193	4 882	6 033	6 434	6 619	7 173	7 602	7 559	7 760	7 742	1,0
Grande section (3)	2 473	2 736	2 880	2 987	3 450	3 923	4 666	5 506	6 287	6 397	7 129	7 018	7 441	7 466	7 468	1,0
Élémentaire																
CP	2 570	3 034	3 163	3 213	3 864	4 479	4 946	5 927	6 386	6 633	7 189	7 555	7 330	7 401	7 349	1,0
CE1	2 428	2 793	3 078	3 047	3 663	4 312	4 763	5 612	6 056	6 027	6 979	7 088	7 437	7 220	7 356	1,0
CE2	2 380	2 706	2 855	3 020	3 510	4 034	4 711	5 288	5 766	5 778	6 438	6 821	6 915	7 157	6 906	0,9
CM1	2 201	2 604	2 741	2 731	3 205	3 855	4 299	4 999	5 372	5 465	6 127	6 360	6 631	6 688	6 799	0,9
CM2	2 170	2 420	2 566	2 485	2 994	3 402	3 949	4 550	5 016	5 087	5 671	5 905	6 092	6 291	6 301	0,8

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, privé hors contrat.**

1. Ne figurent pas dans ce tableau les élèves scolarisés dans une classe hors contrat au sein d'établissements privés sous contrat. À la rentrée 2025, ils étaient 5 469 : 2 923 en préélémentaire et 2 546 en élémentaire.
2. Jusqu'à la rentrée 2023, les élèves scolarisés dans les classes hors contrat de niveau indéterminé étaient comptabilisés comme étant scolarisés dans une classe de niveau correspondant à leur âge. Depuis la rentrée 2024, il est désormais possible d'isoler et de recenser les élèves scolarisés dans les classes hors contrat de niveau indéterminé.
3. Pour le préélémentaire, les données sont collectées par âge et non par niveau. Les effectifs ont été répartis par niveau en faisant correspondre à chaque niveau son âge théorique.

Lecture : *en 2025, 24 688 élèves du premier degré sont scolarisés en préélémentaire dans un établissement du secteur privé hors contrat.*

4 Effectifs de l'enseignement privé hors contrat dans le premier degré par académie à la rentrée 2025

Académies	Privé hors contrat	Évolution 2024-2025 (%)
Aix-Marseille	3 156	-6,2
Amiens	748	-10,0
Besançon	257	-6,2
Bordeaux	2 366	-4,3
Clermont-Ferrand	435	-6,9
Corse	80	-50,9
Créteil	5 330	-1,8
Dijon	572	9,2
Grenoble	2 806	1,7
Lille	980	-4,2
Limoges	250	-1,2
Lyon	3 586	2,7
Montpellier	2 713	-0,6
Nancy-Metz	765	-1,8
Nantes	2 246	4,5
Nice	3 098	1,3
Normandie	597	25,4
Orléans-Tours	1 113	-14,3
Paris	5 315	0,3
Poitiers	770	4,9
Reims	505	4,6
Rennes	1 335	-2,7
Strasbourg	1 852	2,4
Toulouse	2 604	-2,7
Versailles	9 903	-3,6
France hors DROM	**53 382**	**-1,5**
Guadeloupe	2 009	-3,7
Martinique	1 092	7,9
Guyane	18	-51,4
La Réunion	581	5,8
Mayotte	2 670	2,3
DROM	**6 370**	**1,2**
France	**59 752**	**-1,2**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, privé hors contrat.**

Lecture : *en 2025, 3 156 élèves du premier degré sont scolarisés dans un établissement du secteur privé hors contrat de l'académie d'Aix-Marseille, soit 6,2 % de moins qu'à la rentrée 2024*

RERS 2026, DEPP

3.10 Le devenir des élèves trois et quatre ans après leur entrée en petite section de maternelle

Trois ans après leur entrée en petite section de maternelle en 2021, 99 % des élèves sont scolarisés en grande section **(1)**. Les élèves restants sont scolarisés en moyenne section, en CP ou à l'étranger où leur classe n'est pas connue.

L'année suivante, quatre ans après leur entrée en petite section de maternelle, 97 % des élèves du Panel sont en CP. Parmi les 3 % restants, les deux tiers sont scolarisés en grande section ou en CE1. La part des élèves scolarisés à l'étranger augmente légèrement entre ces deux années scolaires.

À ces stades de la scolarité, les différences de parcours entre les filles et les garçons restent faibles, tout comme les écarts entre milieux sociaux **(2)**.

Précisions

Le Panel 2021 est composé d'un échantillon représentatif de 35 200 élèves entrés en petite section de maternelle en septembre 2021. Il est issu d'un sondage à deux degrés (école et classe). Les écoles appartenant au réseau REP – REP+ ont été surreprésentées. Les statistiques publiées portent sur les élèves encore suivis en grande section et en CP et sont pondérées pour tenir compte de l'attrition.

Origine sociale - Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.37 ; 24.35.

Source

DEPP, Panel 2021.

1 Situation scolaire des élèves trois et quatre ans après leur entrée en petite section de maternelle en 2021 (en %)

	Situation des élèves trois ans après leur entrée en petite section	Situation des élèves quatre ans après leur entrée en petite section
Petite section	0,0	0,0
Moyenne section	0,2	0,0
Grande section	98,9	1,8
CP	0,5	96,9
CE1	0,0	0,7
CE2	0,0	0,0
Autres situations (1)	0,4	0,6
Ensemble	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte.**

1. Sont regroupés dans « Autres situations » les élèves scolarisés à l'étranger, décédés ou qui ont abandonné leur scolarité pour des raisons de santé.

Lecture : *à la rentrée scolaire 2023, 98,9 % des élèves entrés en petite section en 2021 sont scolarisés en grande section.*

2 Situation scolaire des élèves trois et quatre ans après leur entrée en petite section de maternelle selon le sexe et l'origine sociale de l'élève (en %)

		Classe fréquentée trois ans après leur entrée en petite section					Classe fréquentée quatre ans après leur entrée en petite section				
		Petite ou moyenne section	Grande section	École élémentaire	Autres situations (2)	Ensemble	École maternelle	CP	CE1 ou CE2	Autres situations (2)	Ensemble
Sexe	Filles	0,2	98,8	0,6	0,4	**100,0**	1,1	97,6	0,8	0,5	**100,0**
	Garçons	0,2	98,9	0,4	0,5	**100,0**	2,5	96,2	0,7	0,6	**100,0**
Origine sociale de l'élève (1)	Agriculteur	0,2	98,7	0,8	0,3	**100,0**	1,8	97,0	1,0	0,2	**100,0**
	Artisan/Commerçant	0,2	98,9	0,4	0,5	**100,0**	1,2	97,4	0,7	0,7	**100,0**
	Cadre et chef d'entreprise	0,2	98,0	1,0	0,8	**100,0**	0,7	96,7	1,4	1,2	**100,0**
	Enseignant	0,0	98,1	1,4	0,5	**100,0**	0,2	97,3	1,9	0,6	**100,0**
	Intermédiaire	0,2	99,0	0,5	0,3	**100,0**	1,0	98,0	0,7	0,3	**100,0**
	Employé	0,2	99,1	0,4	0,3	**100,0**	2,3	96,6	0,7	0,4	**100,0**
	Ouvrier qualifié	0,2	99,4	0,2	0,2	**100,0**	2,4	97,1	0,3	0,2	**100,0**
	Ouvrier non qualifié	0,1	99,5	0,2	0,2	**100,0**	2,7	96,7	0,3	0,3	**100,0**
	Inactif	0,3	98,6	0,2	0,9	**100,0**	3,7	95,0	0,3	1,0	**100,0**
Ensemble		**0,2**	**98,9**	**0,5**	**0,4**	100,0	**1,8**	**96,9**	**0,7**	**0,6**	100,0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte.**

1. Profession et catégorie socioprofessionnelle (PSC) du père si renseignée et actif, sinon celle de la mère.

2. Sont regroupés dans « Autres situations » les élèves scolarisés à l'étranger, décédés ou qui ont abandonné leur scolarité pour des raisons de santé.

Lecture : *à la rentrée scolaire 2023, 98,0 % des enfants de cadres et chefs d'entreprise entrés en petite section en 2021 sont scolarisés en grande section.*

4. LES ÉLÈVES DU SECOND DEGRÉ

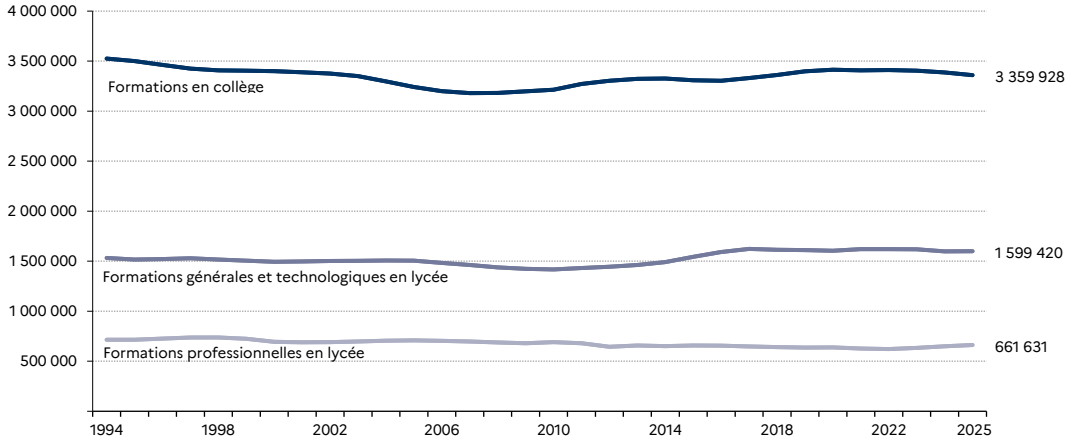
À la rentrée 2025, les établissements publics et privés sous contrat du second degré accueillent 5 621 000 élèves **(1)**. Plus précisément, 3 360 000 élèves étudient au **collège** et 2 261 100 au **lycée**, dont 1 599 400 dans une **formation générale ou technologique** et 661 600 dans une **formation professionnelle (2) (3)**.

Dans l'ensemble du **second degré**, la part de l'enseignement public atteint 78,8 % en 2025. Ce taux se maintient depuis 2010, après avoir dépassé 80 % de 1995 jusqu'au début des années 2000.

Par rapport à la rentrée 2024, les effectifs diminuent de 14 700 élèves au total, soit une baisse de 0,3 %. Les évolutions diffèrent toutefois selon le cycle. Les effectifs des **formations en collège** baissent ainsi de 26 900 élèves, soit - 0,8 %. Cette baisse concerne aussi bien le secteur public (- 22 500 élèves ; - 0,8 %) que le privé sous contrat (- 4 400 élèves ; - 0,6 %). Au lycée, les effectifs en formation générale et technologique ont augmenté au cours de la décennie 2010, en particulier à la rentrée 2015 avec l'arrivée de la génération 2000. Depuis 2022, la tendance s'est inversée et les effectifs diminuent chaque année. Toutefois, en 2025, le nombre d'élèves en formation générale et technologique au lycée ou en **classe préparatoire à la classe de seconde** se stabilise (+ 600 élèves ; + 0,0 %) par rapport à la rentrée précédente, notamment en raison d'un taux de redoublement en très légère baisse. Cette stabilité résulte de la conjonction d'une légère baisse dans le secteur public (- 600 élèves ; + 0,0 %) et d'une légère hausse dans le secteur privé sous contrat (+ 1 200 élèves ; + 0,4 %).

Depuis la rentrée 2022, les effectifs en formation professionnelle ne cessent d'augmenter. En 2025, le nombre total d'élèves de la voie professionnelle progresse ainsi de 11 500 élèves par rapport à l'année précédente, soit une hausse de 1,8 %. Cette augmentation concerne plus le secteur public que le secteur privé sous contrat (respectivement + 10 100 soit + 1,9 % et + 1 500 élèves soit + 1,2 %).

1 Évolution des effectifs d'élèves du second degré



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 3 359 928 élèves suivent une formation en collège.*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements publics et privés sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.59 ; 24.42.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Évolution des effectifs d'élèves du second degré (en milliers)

	1995	2000	2005	2010	2015	2021	2022	2023	2024	2025
Formations en collège	**3 500,6**	**3 400,0**	**3 241,2**	**3 213,5**	**3 308,9**	**3 407,5**	**3 411,4**	**3 404,8**	**3 386,8**	**3 359,9**
Public	2 826,6	2 734,7	2 585,3	2 545,5	2 615,2	2 681,4	2 685,0	2 677,8	2 659,3	2 636,8
Privé sous contrat	674,0	665,3	655,9	668,0	693,8	726,2	726,5	727,0	727,6	723,1
Part du public (%)	80,7	80,4	79,8	79,2	79,0	78,7	78,7	78,6	78,5	78,5
Formations professionnelles en lycée (1)	**715,2**	**694,5**	**708,8**	**690,9**	**656,9**	**626,7**	**621,6**	**633,0**	**650,1**	**661,6**
Public	572,8	556,7	569,1	552,4	527,8	508,2	505,4	515,1	529,6	539,7
Privé sous contrat	142,4	137,8	139,7	138,5	129,1	118,6	116,2	117,9	120,5	121,9
Part du public (%)	80,1	80,2	80,3	80,0	80,4	81,1	81,3	81,4	81,5	81,6
Formations générales et techno. en lycée	**1 517,1**	**1 493,9**	**1 504,9**	**1 417,6**	**1 543,1**	**1 620,6**	**1 620,8**	**1 618,8**	**1 598,8**	**1 599,4**
Public	1 206,8	1 199,6	1 204,0	1 116,0	1 223,6	1 273,9	1 275,3	1 272,2	1 255,4	1 254,8
Privé sous contrat	310,4	294,3	300,9	301,6	319,6	346,7	345,5	346,6	343,4	344,6
Part du public (%)	79,5	80,3	80,0	78,7	79,3	78,6	78,7	78,6	78,5	78,5
Ensemble	**5 732,9**	**5 588,4**	**5 454,9**	**5 322,1**	**5 508,9**	**5 654,8**	**5 653,8**	**5 656,7**	**5 635,7**	**5 621,0**
Public	4 606,2	4 491,1	4 358,4	4 213,9	4 366,5	4 463,4	4 465,7	4 465,2	4 444,2	4 431,3
Privé sous contrat	1 126,7	1 097,3	1 096,5	1 108,2	1 142,4	1 191,4	1 188,2	1 191,5	1 191,4	1 189,7
Part du public (%)	80,3	80,4	79,9	79,2	79,3	78,9	79,0	78,9	78,9	78,8

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
1. À partir de la rentrée 1995, les formations professionnelles en lycée incluent les formations complémentaires et les préparations diverses de niveaux 3 et 4..
Lecture : *à la rentrée 2025, 5 621 milliers d'élèves sont scolarisés dans le second degré, dont 4 431,3 milliers dans le public, soit 78,8 %.*

3 Effectifs d'élèves dans les établissements du second degré à la rentrée 2025

	Public	Privé sous contrat	Ensemble
Sixième	621 221	181 009	802 230
Cinquième	620 647	179 655	800 302
Quatrième	628 455	175 880	804 335
Troisième	637 150	177 297	814 447
Total sixième-troisième (1)	**2 507 473**	**713 841**	**3 221 314**
ULIS en collège (2)	49 643	5 096	54 739
Formations en collège	**2 557 116**	**718 937**	**3 276 053**
Segpa	79 673	4 202	83 875
Total formations en collège y compris Segpa	**2 636 789**	**723 139**	**3 359 928**
Première année de CAP	50 125	8 934	59 059
Deuxième année de CAP	41 319	7 625	48 944
Total CAP 2 ans	**91 444**	**16 559**	**108 003**
BMA	**2 030**	**345**	**2 375**
Seconde professionnelle	149 882	34 825	184 707
Première professionnelle	147 730	35 453	183 183
Terminale professionnelle	134 803	31 668	166 471
Total bac professionnel	**432 415**	**101 946**	**534 361**
Autres pro (3)	7 166	1 414	8 580
ULIS pro (2)	6 645	1 667	8 312
Total formations professionnelles en lycée	**539 700**	**121 931**	**661 631**
Classe préparatoire à la classe de seconde	1 007	16	1 023
Seconde GT	437 979	120 721	558 700
Première GT	407 656	114 303	521 959
Terminale GT	407 989	109 532	517 521
ULIS GT (2)	163	54	217
Total formations générales et technologiques en lycée	**1 254 794**	**344 626**	**1 599 420**
Total formations en lycée y compris ULIS	**1 794 494**	**466 557**	**2 261 051**
Total second degré	**4 431 283**	**1 189 696**	**5 620 979**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Y compris troisième prépa-métiers en lycée.
2. Voir « Glossaire ».
3. Dont formations diverses de niveaux 3 et 4, CAP en un an ou trois ans.
Lecture : *à la rentrée 2025, 621 221 élèves sont scolarisés en classe de sixième dans un établissement public du ministère chargé de l'éducation nationale.*

À la rentrée 2025, 5 621 000 élèves suivent un enseignement dans le **second degré** dans un établissement public ou privé sous contrat **(1)**. La part de chaque académie est extrêmement variable : de moins de 1 % des effectifs nationaux scolarisés dans l'académie de Corse à 10 % dans celle de Versailles.

Au niveau national, le nombre d'élèves scolarisés dans le second degré diminue par rapport à la rentrée 2024. Ainsi, en France hors DROM, cinq académies enregistrent des effectifs d'élèves en hausse par rapport à la rentrée précédente : Créteil (+ 0,9 %), Versailles (+ 0,4 %), Nice (+ 0,3 %), Aix-Marseille et Lyon (+ 0,1 % chacune). Dix-huit académies accueillent moins d'élèves, en particulier Limoges (- 1,2 %), Paris (- 0,9 %), Rennes et Besançon (- 0,8 % chacune). Dans les DROM, où 254 700 élèves sont scolarisés, les effectifs diminuent dans toutes les académies. La baisse est plus importante en Martinique et en Guadeloupe (respectivement - 2,6 % et - 2,5 %).

En France hexagonale, 78,2 % des élèves du second degré sont scolarisés dans le secteur public. Cette part varie fortement d'une académie à l'autre. Elle est la plus faible dans les académies de Rennes (57,5 %), Nantes (58,4 %) et Paris (63,2 %). À l'inverse, elle atteint 94,0 % en Corse, 89,0 % à Limoges. Dans les DROM, la part du secteur public est en moyenne de 92,2 %.

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements publics ou privés sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

Pour en savoir plus

Notes d'Information : 25.59 ; 24.42.

Source

DEPP, système d'information Scolarité.

1 Effectifs d'élèves du second degré par département et académie à la rentrée 2025

Départements, académies et régions académiques	Public	Privé sous contrat	Part du public (en %)
Allier	20 552	2 746	88,2
Cantal	7 528	1 202	86,2
Haute-Loire	9 440	7 339	56,3
Puy-de-Dôme	39 624	10 006	79,8
Clermont-Ferrand	**77 144**	**21 293**	**78,4**
Ardèche	16 632	9 325	64,1
Drôme	32 884	10 265	76,2
Isère	90 145	20 332	81,6
Savoie	29 571	5 185	85,1
Haute-Savoie	52 766	18 543	74,0
Grenoble	**221 998**	**63 650**	**77,7**
Ain	47 451	9 490	83,3
Loire	46 508	17 824	72,3
Rhône	114 353	53 465	68,1
Lyon	**208 312**	**80 779**	**72,1**
Auvergne-Rhône-Alpes	**507 454**	**165 722**	**75,4**
Doubs	36 321	7 285	83,3
Jura	15 784	3 392	82,3
Haute-Saône	14 709	1 950	88,3
Territoire de Belfort	9 862	2 260	81,4
Besançon	**76 676**	**14 887**	**83,7**
Côte-d'Or	31 595	7 836	80,1
Nièvre	11 585	2 051	85,0
Saône-et-Loire	34 870	5 351	86,7
Yonne	21 114	3 219	86,8
Dijon	**99 164**	**18 457**	**84,3**
Bourgogne-Franche-Comté	**175 840**	**33 344**	**84,1**
Côtes-d'Armor	29 650	15 270	66,0
Finistère	38 373	30 807	55,5
Ille-et-Vilaine	57 192	38 822	59,6
Morbihan	29 700	29 714	50,0
Rennes	**154 915**	**114 613**	**57,5**
Bretagne	**154 915**	**114 613**	**57,5**
Cher	18 161	2 399	88,3
Eure-et-Loir	30 485	5 933	83,7
Indre	13 120	1 031	92,7
Indre-et-Loire	39 179	8 839	81,6
Loir-et-Cher	20 219	4 073	83,2
Loiret	52 376	8 617	85,9
Orléans-Tours	**173 540**	**30 892**	**84,9**
Centre-Val de Loire	**173 540**	**30 892**	**84,9**
Corse-du-Sud	9 855	611	94,2
Haute-Corse	11 058	723	93,9
Corse	**20 913**	**1 334**	**94,0**
Meurthe-et-Moselle	48 219	9 039	84,2
Meuse	10 951	1 760	86,2
Moselle	69 247	13 901	83,3
Vosges	22 460	3 542	86,4
Nancy-Metz	**150 877**	**28 242**	**84,2**
Ardennes	16 710	2 750	85,9
Aube	19 909	4 770	80,7
Marne	36 523	10 145	78,3
Haute-Marne	10 471	1 609	86,7
Reims	**83 613**	**19 274**	**81,3**
Bas-Rhin	78 790	11 394	87,4
Haut-Rhin	50 207	11 310	81,6
Strasbourg	**128 997**	**22 704**	**85,0**
Grand Est	**363 487**	**70 220**	**83,8**
Aisne	38 253	5 996	86,4
Oise	61 763	11 428	84,4
Somme	35 145	9 983	77,9
Amiens	**135 161**	**27 407**	**83,1**
Nord	157 220	75 292	67,6
Pas-de-Calais	103 257	20 763	83,3
Lille	**260 477**	**96 055**	**73,1**
Hauts-de-France	**395 638**	**123 462**	**76,2**
Seine-et-Marne	126 761	17 275	88,0
Seine-Saint-Denis	136 901	19 490	87,5
Val-de-Marne	99 630	17 479	85,1
Créteil	**363 292**	**54 244**	**87,0**
Paris	**95 932**	**55 912**	**63,2**
Yvelines	115 421	26 309	81,4
Essonne	114 697	16 917	87,1
Hauts-de-Seine	96 424	32 863	74,6
Val-d'Oise	114 926	18 010	86,5
Versailles	**441 468**	**94 099**	**82,4**
Île-de-France	**900 692**	**204 255**	**81,5**
Calvados	42 300	12 629	77,0
Eure	43 837	6 185	87,6
Manche	26 691	8 495	75,9
Orne	14 879	4 215	77,9
Seine-Maritime	87 428	20 300	81,2
Normandie	**215 135**	**51 824**	**80,6**
Dordogne	22 671	3 601	86,3
Gironde	109 310	24 256	81,8
Landes	27 057	3 248	89,3
Lot-et-Garonne	20 295	3 846	84,1
Pyrénées-Atlantiques	36 417	17 390	67,7
Bordeaux	**215 750**	**52 341**	**80,5**
Corrèze	13 893	2 532	84,6
Creuse	6 631		100,0
Haute-Vienne	23 608	2 919	89,0
Limoges	**44 132**	**5 451**	**89,0**
Charente	20 749	3 883	84,2
Charente-Maritime	41 688	4 594	90,1
Deux-Sèvres	21 283	6 317	77,1
Vienne	26 354	6 795	79,5
Poitiers	**110 074**	**21 589**	**83,6**
Nouvelle-Aquitaine	**369 956**	**79 381**	**82,3**
Aude	23 824	3 153	88,3
Gard	47 103	13 959	77,1
Hérault	81 986	14 527	84,9
Lozère	3 556	2 340	60,3
Pyrénées-Orientales	32 996	6 647	83,2
Montpellier	**189 465**	**40 626**	**82,3**
Ariège	9 729	1 302	88,2
Aveyron	12 020	6 867	63,6
Haute-Garonne	99 547	17 318	85,2
Gers	11 154	1 888	85,5
Lot	9 546	1 537	86,1
Hautes-Pyrénées	13 289	3 367	79,8
Tarn	23 473	6 458	78,4
Tarn-et-Garonne	17 668	3 885	82,0
Toulouse	**196 426**	**42 622**	**82,2**
Occitanie	**385 891**	**83 248**	**82,3**
Loire-Atlantique	74 380	49 923	59,8
Maine-et-Loire	35 864	32 270	52,6
Mayenne	14 283	10 082	58,6
Sarthe	35 070	10 967	76,2
Vendée	26 056	28 840	47,5
Nantes	**185 653**	**132 082**	**58,4**
Pays de la Loire	**185 653**	**132 082**	**58,4**
Alpes-de-Haute-Provence	12 017	699	94,5
Hautes-Alpes	9 576	1 042	90,2
Bouches-du-Rhône	138 503	41 324	77,0
Vaucluse	40 105	10 544	79,2
Aix-Marseille	**200 201**	**53 609**	**78,9**
Alpes-Maritimes	75 590	15 035	83,4
Var	71 595	10 781	87,0
Nice	**147 185**	**25 816**	**85,1**
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**347 386**	**79 425**	**81,5**
France hors DROM	**4 196 500**	**1 169 802**	**78,2**
Guadeloupe (1)	34 374	3 981	90,0
Guyane	35 737	2 879	92,3
Martinique	24 888	4 251	85,3
Mayotte	49 759	218	99,6
La Réunion	90 025	8 565	91,6
DROM	**234 783**	**19 894**	**92,3**
France	**4 431 283**	**1 189 696**	**78,9**

RERS 202, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

1. Y compris 3 722 élèves scolarisés dans un établissement de Saint-Martin ou de Saint-Barthélemy.

Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'Allier, 20 552 élèves sont scolarisés dans le second degré dans un établissement public du ministère chargé de l'éducation nationale, représentant 88,2 % des élèves du second degré de ce département.*

À la rentrée 2025, dans l'ensemble des établissements publics et privés sous contrat du second degré, un élève sur trois est enfant d'ouvrier, de retraité ou d'inactif (34,5 %) **(1)**. Cette proportion est d'un élève sur deux dans les formations professionnelles en lycée, de trois sur cinq en CAP, en ULIS au collège ou en ULIS en lycée professionnel et de deux sur trois en **Segpa**.

Les lycéens issus du milieu enseignant sont cinq fois plus nombreux dans le cycle général et technologique que dans l'enseignement professionnel. Les enfants dont le parent de référence est cadre ou exerce une profession libérale le sont quatre fois plus. Au contraire, les enfants d'ouvriers ou d'inactifs et, dans une moindre mesure, les enfants d'employés sont surreprésentés dans le second cycle professionnel.

D'une façon générale, les établissements privés sous contrat scolarisent davantage d'élèves appartenant aux catégories sociales très favorisées (44 % d'enfants de chefs d'entreprise, de cadres et professions intellectuelles supérieures et de professeurs des écoles, contre 22 % dans le public) et beaucoup moins d'enfants appartenant aux catégories sociales défavorisées (16 % contre 39 % dans le secteur public) **(2)**. Ce constat est le même pour toutes les formations, y compris les dispositifs Segpa ou ULIS.

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Origine sociale – Voir « Glossaire ».

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

1 Les élèves du second degré selon l'origine sociale à la rentrée 2025 (en %)

	Agriculteur	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	Prof. libérale, cadre (1)	Enseignant (2)	Profession intermédiaire (3)
Sixième à troisième	1,4	11,4	20,9	2,7	12,6
ULIS en collège	1,0	7,8	6,6	0,8	8,3
Segpa	0,9	7,1	2,4	0,2	6,1
Total formations en collège	**1,4**	**11,2**	**20,2**	**2,6**	**12,4**
Classe préparatoire à la classe de seconde	0,8	8,7	7,4	1,0	8,7
Seconde générale et technologique	1,1	11,3	28,1	4,0	13,5
Première et terminale générales	1,2	10,9	32,9	5,3	13,4
Première et terminale technologiques	1,0	11,7	17,2	1,9	14,0
ULIS en lycée général et technologique	1,0	9,7	38,2	3,9	8,7
Total formations GT en lycée	**1,2**	**11,2**	**28,4**	**4,2**	**13,5**
CAP	0,6	7,6	4,4	0,5	8,3
Bac pro, BMA	0,9	10,1	8,7	0,9	11,7
ULIS en lycée professionnel	0,8	7,0	7,6	1,1	8,9
Autres niveaux 3 et 4	1,1	6,8	8,7	1,5	10,4
Total formations professionnelles en lycée	**0,8**	**9,6**	**8,0**	**0,8**	**11,1**
Ensemble	**1,3**	**11,0**	**21,2**	**2,9**	**12,6**

	Employé	Ouvrier	Retraité	Inactif	Total
Sixième à troisième	16,5	22,7	0,8	10,9	100,0
ULIS en collège	16,8	30,9	1,4	26,4	100,0
Segpa	15,8	34,7	1,1	31,7	100,0
Total formations en collège	**16,5**	**23,1**	**0,9**	**11,7**	**100,0**
Classe préparatoire à la classe de seconde	19,3	28,8	2,0	23,2	100,0
Seconde générale et technologique	15,9	17,4	1,3	7,4	100,0
Première et terminale générales	14,9	14,3	1,5	5,7	100,0
Première et terminale technologiques	18,5	23,9	1,7	10,1	100,0
ULIS en lycée général et technologique	15,5	9,2	1,9	12,1	100,0
Total formations GT en lycée	**15,9**	**17,1**	**1,4**	**7,1**	**100,0**
CAP	17,4	30,1	1,7	29,3	100,0
Bac pro, BMA	19,4	30,2	1,7	16,4	100,0
ULIS en lycée professionnel	17,9	30,0	2,3	24,4	100,0
Autres niveaux 3 et 4	18,8	22,8	2,5	27,5	100,0
Total formations professionnelles en lycée	**19,1**	**30,2**	**1,7**	**18,7**	**100,0**
Ensemble	**16,6**	**22,2**	**1,1**	**11,2**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Professeur non compris.
2. Enseignant : professeur, instituteur, professeur des écoles et professions assimilées.
3. Instituteur et professeur des écoles non compris.
Lecture : *à la rentrée 2025, 1,3 % des élèves du second degré sont enfants d'agriculteurs.*

2 L'origine sociale des élèves du second degré par secteur à la rentrée 2025 (en %) (1)

	Public					Privé sous contrat				
	Très favorisée	Favorisée	Moyenne	Défavorisée	Effectif	Très favorisée	Favorisée	Moyenne	Défavorisée	Effectif
Sixième à troisième	21,0	12,3	27,6	39,2	2 507 473	43,4	14,8	25,7	16,2	713 841
ULIS en collège, dispositifs relais	6,7	7,7	24,7	60,9	49 643	23,4	14,9	29,5	32,2	5 096
Segpa	2,8	5,8	23,2	68,2	79 673	10,0	13,6	32,0	44,5	4 202
Total formations en collège	**20,2**	**12,0**	**27,4**	**40,5**	**2 636 789**	**43,1**	**14,8**	**25,7**	**16,4**	**723 139**
Classe préparatoire à la classe de seconde	9,2	8,9	28,6	53,2	1 007	13,3	13,3	26,7	46,7	16
Seconde générale et technologique	29,9	13,9	26,7	29,6	437 979	54,3	13,6	21,9	10,2	120 721
Première et terminale générales	36,2	14,1	25,5	24,2	575 535	58,1	13,1	20,1	8,7	178 394
Première et terminale technologiques	18,3	13,7	29,6	38,4	240 110	39,0	17,3	27,5	16,1	45 441
ULIS en lycée général et technologique	46,8	6,4	22,4	24,4	163	39,2	15,7	27,5	17,6	54
Total formations GT en lycée	**30,6**	**14,0**	**26,7**	**28,8**	**1 254 794**	**54,3**	**13,8**	**21,7**	**10,2**	**344 626**
CAP	4,4	7,3	24,0	64,4	93 087	13,1	15,0	32,3	39,6	17 161
Bac pro, BMA	8,5	10,6	28,7	52,2	434 445	21,7	17,5	32,3	28,5	102 291
ULIS en lycée professionnel	6,6	7,9	24,6	60,9	6 645	22,0	13,9	29,0	35,1	1 667
Autres niveaux 3 et 4	10,0	10,5	26,1	53,4	5 523	17,8	12,6	29,6	40,1	812
Total formations professionnelles en lycée	**7,9**	**10,0**	**27,9**	**54,3**	**539 700**	**20,6**	**17,1**	**32,2**	**30,2**	**121 931**
Ensemble	**21,7**	**12,3**	**27,2**	**38,8**	**4 431 283**	**44,1**	**14,7**	**25,2**	**16,0**	**1 189 696**

RERS 2026, DEPP

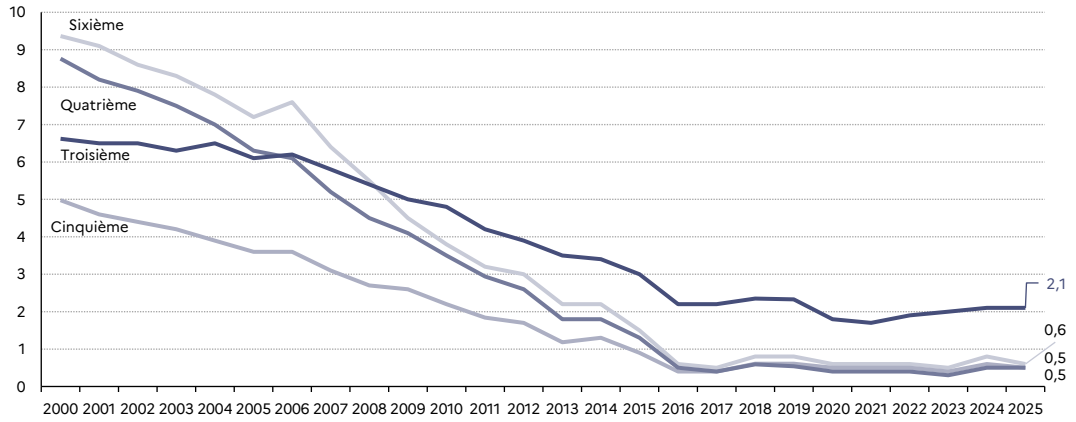
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Voir les regroupements dans la rubrique « Glossaire » à « Origine sociale regroupée ».
Lecture : *à la rentrée 2025, 21,7 % des élèves scolarisés dans un collège du secteur public sont d'origine sociale très favorisée.*

À la rentrée 2025, la très grande majorité des élèves de sixième hors ULIS et hors Segpa (91,7 %) sont âgés de 11 ans (**âge théorique** d'entrée des élèves au collège), 2,1 % sont en avance et 6,2 % sont en retard **(2)**. Les élèves dits « à l'heure » sont relativement moins nombreux en avançant dans la scolarité (88,9 % en troisième hors ULIS et hors Segpa). Les élèves sont plus en avance dans le secteur privé que dans le secteur public et les filles sont plus souvent « à l'heure » et moins souvent en retard ou en avance que les garçons dans les deux secteurs. En **Segpa** et en **ULIS**, les élèves « à l'heure » en début de collège sont moins nombreux : 51,5 % en sixième Segpa et 31,7 % en ULIS, soit respectivement 40,2 points et 60,0 points de moins qu'en sixième hors ULIS et hors Segpa.

En 2025, le **taux de redoublement** hors Segpa s'établit à 0,6 % en sixième, 0,5 % en cinquième et quatrième et 2,1 % en troisième. Le redoublement est stable à la rentrée 2025 en quatrième et troisième mais diminue légèrement en sixième et cinquième (respectivement - 0,2 et - 0,1 point), en restant toutefois plus élevé que le niveau minimum observé depuis 2000 (0,5 % en sixième en 2017 et 2023, 0,4 % en cinquième en 2016, 2017 et 2023) **(1)**.

Parmi les élèves inscrits en troisième à la rentrée 2024 (y compris Segpa et ULIS), 61,4 % poursuivent vers la voie générale et technologique et 24,8 % vers la voie professionnelle sous statut scolaire dans un établissement de l'éducation nationale à la rentrée 2025 **(3)**.

1 Évolution des taux de redoublement dans les établissements de l'éducation nationale (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte avant 2011), public + privé sous contrat, hors Segpa, y compris ULIS à partir de 2016.**
Lecture : *0,6 % des élèves scolarisés en sixième à la rentrée 2024 redoublent leur sixième à la rentrée 2025.*
Note : la méthode de calcul du taux de redoublement a été modifiée à partir de 2020 mais l'effet sur les valeurs de cet indicateur au collège est très faible.

Précisions

La méthode de calcul du taux de redoublement et des taux de passage a été modifiée à partir de 2020. L'effet sur les valeurs de cet indicateur au collège est très faible. Voir *Note d'Information* 23.51.

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements publics et privés sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (EREA compris, ULIS compris à partir de 2016).

Taux de passage, taux de sortie dans le second degré de l'éducation nationale – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 25.59.
- RERS 4.29 : « Les poursuites d'études après la troisième et la seconde GT dans l'enseignement scolaire et l'apprentissage ».

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Répartition des élèves en formation en collège selon l'âge et le sexe à la rentrée 2025

		Public		Privé sous contrat		Public + privé	
		Total	*dont filles*	Total	*dont filles*	Total	%
Sixième (hors ULIS et Segpa)	10 ans ou moins	10 614	*4 603*	6 167	*2 766*	16 781	2,1
	11 ans	*568 983*	*283 229*	*166 584*	*82 590*	*735 567*	*91,7*
	12 ans	40 772	*17 982*	7 860	*3 257*	48 632	6,1
	13 ans ou plus	852	*345*	398	*193*	1 250	0,2
	Total	**621 221**	**306 159**	**181 009**	**88 806**	**802 230**	**100,0**
Cinquième (hors ULIS et Segpa)	11 ans ou moins	11 918	*5 156*	6 812	*2 916*	18 730	2,3
	12 ans	*567 589*	*282 281*	*163 110*	*81 451*	*730 699*	*91,3*
	13 ans	39 961	*17 478*	9 390	*3 896*	49 351	6,2
	14 ans ou plus	1 179	*510*	343	*141*	1 522	0,2
	Total	**620 647**	**305 425**	**179 655**	**88 404**	**800 302**	**100,0**
Quatrième (hors ULIS et Segpa)	12 ans ou moins	12 032	*5 211*	6 965	*3 110*	18 997	2,4
	13 ans	*574 374*	*286 428*	*159 633*	*80 682*	*734 007*	*91,3*
	14 ans	40 489	*17 774*	8 980	*3 808*	49 469	6,2
	15 ans ou plus	1 560	*701*	302	*136*	1 862	0,2
	Total	**628 455**	**310 114**	**175 880**	**87 736**	**804 335**	**100,0**
Troisième (hors ULIS et Segpa)	13 ans ou moins	12 793	*5 734*	7 212	*3 123*	20 005	2,5
	14 ans	*565 615*	*283 713*	*158 424*	*80 698*	*724 039*	*88,9*
	15 ans	*53 963*	*24 071*	*11 078*	*4 884*	*65 041*	*8,0*
	16 ans ou plus	4 779	*1 869*	583	*241*	5 362	0,7
	Total	**637 150**	**315 387**	**177 297**	**88 946**	**814 447**	**100,0**
ULIS en sixième	**Total**	**11 446**	**4 215**	**1 361**	**532**	**12 807**	**100,0**
	dont 11 ans	*3 660*	*1 314*	*402*	*150*	*4 062*	*31,7*
ULIS en cinquième	**Total**	**13 242**	**4 802**	**1 280**	**482**	**14 522**	**100,0**
	dont 12 ans	*4 265*	*1 451*	*392*	*131*	*4 657*	*32,1*
ULIS en quatrième	**Total**	**12 740**	**4 471**	**1 228**	**475**	**13 968**	**100,0**
	dont 13 ans	*4 119*	*1 338*	*387*	*153*	*4 506*	*32,3*
ULIS en troisième	**Total**	**12 215**	**4 321**	**1 227**	**471**	**13 442**	**100,0**
	dont 14 ans	*3 872*	*1 279*	*358*	*127*	*4 230*	*31,5*
Sixième Segpa	**Total**	**16 448**	**7 487**	**941**	**379**	**17 389**	**100,0**
	dont 11 ans	*8 566*	*3 960*	*386*	*155*	*8 952*	*51,5*
Cinquième Segpa	**Total**	**20 281**	**8 714**	**1 039**	**421**	**21 320**	**100,0**
	dont 12 ans	*10 992*	*4 826*	*408*	*159*	*11 400*	*53,5*
Quatrième Segpa	**Total**	**21 718**	**9 158**	**1 110**	**428**	**22 828**	**100,0**
	dont 13 ans	*11 847*	*5 115*	*468*	*177*	*12 315*	*53,9*
Troisième Segpa	**Total**	**21 226**	**8 856**	**1 112**	**500**	**22 338**	**100,0**
	dont 14 ans	*11 491*	*4 931*	*472*	*207*	*11 963*	*53,6*
Total formations en collège		**2 636 789**	**1 289 109**	**723 139**	**357 580**	**3 359 928**	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *802 230 élèves sont scolarisés en sixième (hors ULIS et Segpa) à la rentrée 2025. Parmi ces élèves, 91,7 % ont 11 ans.*
Note : les lignes en italique sont celles de l'âge théorique des élèves.

3 Taux de passage des collégiens (en %)

	2016	2017	2018	2019	2020 (1)	2020 (2)	2021	2022	2023	2024	2025
Sixième - cinquième (hors Segpa)	99,0	99,0	98,8	98,8	99,0	97,9	97,5	97,8	97,9	97,6	97,8
Cinquième - quatrième (hors Segpa)	98,4	98,5	98,2	98,2	98,4	97,6	97,3	97,5	97,6	97,3	97,4
Quatrième - troisième (hors Segpa)	97,9	98,2	98,0	98,0	98,1	97,4	97,0	97,0	97,1	96,8	97,0
Troisième (hors Segpa) - seconde GT	65,2	65,9	65,5	65,4	66,6	65,8	65,4	63,8	63,3	62,6	63,1
Troisième Segpa - seconde GT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Total troisième - seconde GT	**63,3**	**64,0**	**63,8**	**63,6**	**64,8**	**64,1**	**63,7**	**62,1**	**61,6**	**60,9**	**61,4**
Total troisième - classe préparatoire à la classe de seconde										**0,1**	**0,1**
Troisième (hors Segpa) - formations professionnelles en lycée	23,3	22,9	23,2	23,4	22,7	22,1	22,0	22,6	23,1	23,8	23,7
Troisième Segpa - formations professionnelles en lycée	66,0	66,8	66,7	66,0	69,1	68,3	67,4	65,2	66,1	68,1	69,6
Total troisième - formations professionnelles en lycée	**24,5**	**24,2**	**24,4**	**24,5**	**23,9**	**23,3**	**23,2**	**23,8**	**24,2**	**24,9**	**24,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. et **2.** La méthode de calcul des taux de passage a été modifiée à partir de 2020. La colonne 2020 (1) fait référence à l'ancienne méthode, la colonne 2020 (2) à la nouvelle.
Lecture : *24,8 % des élèves scolarisés en troisième (y compris Segpa) à la rentrée 2024 ont poursuivi leurs études sous statut scolaire en formations professionnelles à la rentrée 2025 dans un établissement de l'éducation nationale.*

4.05 Les formations professionnelles en lycée : évolution des effectifs

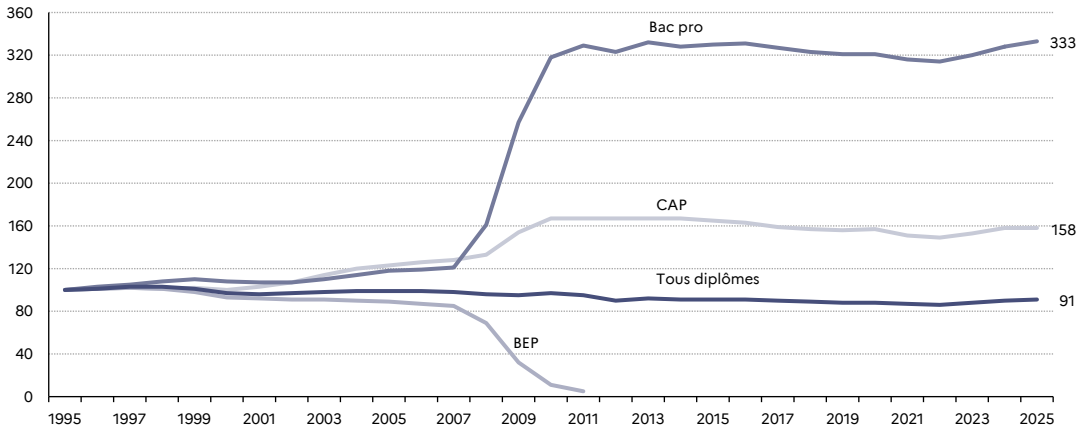
Entre les rentrées 1995 et 2025, les effectifs des formations scolaires professionnelles des lycées publics et privés sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (hors apprentissage) ont diminué de 68 800 élèves à champ constant (- 9,6 %), c'est-à-dire hors Mayotte et hors ULIS **(1)(2)**. Pour autant, à la rentrée 2025 et dans la continuité des trois années précédentes, les effectifs augmentent de 11 500 élèves, soit + 1,8 % par rapport à 2024.

En 2025, le nombre de préparations au **CAP** en deux ans s'accroît de 2 900 élèves par rapport à 2024 (+ 2,6 %). Cette hausse concerne aussi bien les effectifs des élèves de première année de CAP (+ 900 élèves, + 1,6 %) que ceux de deuxième année (+ 1 500 élèves, + 3,1 %). Les effectifs en ULIS augmentent également (+ 500 élèves, + 7,8 %).

Au début des années 2010, le **baccalauréat professionnel** s'est fortement développé. La suppression du brevet d'études professionnel (BEP) a eu pour conséquence un report des effectifs vers le baccalauréat professionnel passant de 190 500 élèves en 2005 à 532 600 en 2015 (hors ULIS). Par la suite, ces effectifs ont baissé plutôt régulièrement jusqu'à la rentrée 2022. Depuis, ils augmentent chaque rentrée : + 1,7 % en 2023, + 2,4 % en 2024 et + 1,5 % en 2025.

En 2025, le secteur de la production représente 43,4 % des élèves en formation professionnelle en lycée contre 56,6 % pour le secteur des services, soit des niveaux comparables à 2024. Sur le plus long terme, la part de la production est plus faible qu'en 2015 où elle représentait 44,7 % des élèves **(3)**.

1 Évolution des effectifs selon le diplôme préparé (base 100 en 1995)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat (hors ULIS).**
Lecture : *par rapport à 1995, le nombre d'élèves suivant une formation professionnelle au lycée a diminué de 9 % en 2025.*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements publics et privés sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Formations professionnelles en lycée – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

Notes d'Information : 25.59 ; 24.42.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Évolution des effectifs de formations professionnelles en lycée

	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CAP 1 an	**1 810**	**2 269**	**2 599**	**2 834**	**2 611**	**2 497**	**2 362**	**2 130**	**2 147**	**2 129**	**2 225**
dont ULIS (1)					*34*	*13*	*19*	*9*	*15*	*10*	*10*
CAP 2 ans	**38 622**	**57 857**	**80 957**	**110 743**	**112 794**	**109 342**	**105 633**	**104 887**	**107 822**	**111 885**	**114 757**
CAP 1re année	20 901	31 923	44 618	60 403	58 961	54 482	53 822	54 879	56 334	58 148	59 059
CAP 2e année	17 721	25 934	36 339	50 340	50 858	49 715	46 205	44 361	45 591	47 471	48 944
ULIS (1)					2 975	5 145	5 606	5 647	5 897	6 266	6 754
CAP 3 ans	**27 582**	**8 164**	**358**	**97**							
BEP	**478 616**	**443 722**	**426 438**	**54 904**							
Seconde BEP	244 536	224 142	217 957	27 079							
Terminale BEP (2)	234 080	219 580	208 481	27 825							
Bac professionnel/BMA	**161 374**	**174 727**	**190 462**	**512 640**	**533 254**	**519 069**	**511 841**	**508 683**	**517 573**	**530 137**	**538 266**
Seconde professionnelle	475	10	2 631	165 262	183 968	173 220	173 125	176 114	180 855	184 717	184 707
Première professionnelle	84 706	91 862	99 283	206 230	180 567	179 416	174 010	172 758	176 467	181 500	184 419
Terminale professionnelle (3)	76 193	82 855	88 548	141 148	168 066	165 330	163 476	158 495	158 967	162 637	167 610
ULIS (1)					653	1 103	1 230	1 316	1 284	1 283	1 530
Certificat de spécialisation niveaux 3 et 4 (4)	**4 656**	**6 640**	**6 352**	**6 601**	**5 123**	**5 048**	**4 580**	**3 841**	**3 807**	**4 105**	**4 609**
dont ULIS (1)					*4*	*7*	*4*	*11*	*6*	*7*	*5*
Autres formations de niveaux 3 et 4	**2 502**	**1 110**	**1 647**	**3 101**	**3 082**	**2 370**	**2 307**	**2 073**	**1 697**	**1 829**	**1 774**
dont ULIS (1)							8	7	9	9	13
Total formations professionnelles en lycée	**715 162**	**694 489**	**708 813**	**690 920**	**656 864**	**638 326**	**626 723**	**621 614**	**633 046**	**650 085**	**661 631**
dont ULIS en cycle professionnel					***3 666***	***6 268***	***6 867***	***6 990***	***7 211***	***7 575***	***8 312***
Total formations professionnelles à champ constant (5)	**715 162**	**694 489**	**708 813**	**690 920**	**648 650**	**626 183**	**613 549**	**608 161**	**619 244**	**635 636**	**646 346**

RERS 2026, DEPP

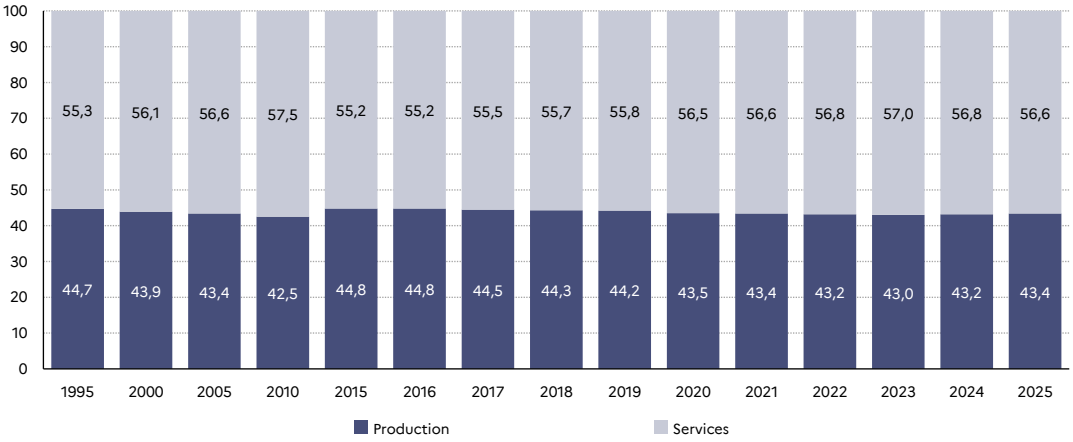
▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**

1. Les effectifs d'inscrits en ULIS ne peuvent être déclinés par niveau qu'à partir de la rentrée 2015. Jusqu'en 2014, ils étaient tous regroupés en collège.
2. Y compris BEP 1 an.
3. Y compris les bac pro en 1 an.
4. Mentions complémentaires (MC) avant la rentrée 2024.
5. Hors Mayotte et hors ULIS.

Lecture : *à la rentrée 2025, 661 631 élèves sont inscrits dans une formation professionnelle en lycée, dont 2 225 en CAP en 1 an, 114 757 en CAP en 2 ans, 538 266 en bac professionnel/BMA, 4 609 en certificat de spécialisation de niveaux 3 et 4 et 1 774 dans d'autres formations de mêmes niveaux.*

Note : la réforme de la voie professionnelle a conduit à l'extinction des entrées en seconde BEP à partir de la rentrée 2011.

3 Évolution de la répartition des effectifs d'élèves de CAP et baccalauréat professionnel en lycée selon le secteur de formation (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**

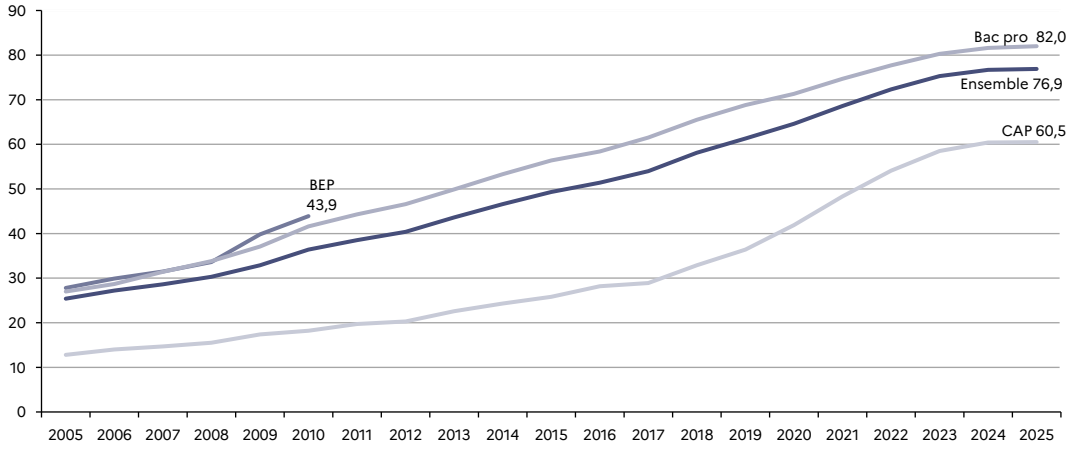
Lecture : *à la rentrée 2025, 56,6 % des élèves préparant un bac professionnel ou un CAP le font dans le domaine des services.*

À la rentrée 2025, 661 600 élèves sont inscrits dans une formation professionnelle au sein d'un lycée public ou privé sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (hors **apprentissage**) **(2)**. Contrairement aux formations générales et technologiques en lycée, les formations professionnelles accueillent davantage de garçons (57,9 %), que ce soit dans les préparations au **CAP** ou au **baccalauréat professionnel** (respectivement 62,2 % et 57,1 %). Cependant, certaines spécialités sont avant tout suivies par les filles. Les diplômes professionnels peuvent aussi se préparer en apprentissage ou dans des établissements relevant d'autres ministères (voir 4.26 et chapitre 6).

Alors que la majorité des élèves de seconde générale et technologique sont « à l'heure » par rapport à l'**âge théorique**, les élèves inscrits en formation professionnelle sont plus fréquemment « en retard ». En première année de CAP en deux ans, 45,8 % des élèves sont en retard d'un an ou plus. En seconde professionnelle, ils sont 22,5 %. À l'entrée en CAP, les élèves sont, de façon générale, plus souvent à l'heure dans les établissements publics que privés ; c'est l'inverse pour les élèves intégrant une seconde professionnelle. Le retard scolaire diminue de façon régulière dans l'enseignement scolaire professionnel depuis 2005 : la proportion d'élèves à l'heure entrant en cycle professionnel, c'est-à-dire âgés de 15 ans ou moins, passe ainsi de 25,4 % en 2005 à 76,9 % en 2025 **(1)**.

Enfin, les lycéens inscrits dans une formation professionnelle sont le plus souvent scolarisés dans un établissement public : 98 700, soit 84,3 %, en CAP et 435 500, soit 80,9 %, en baccalauréat professionnel et **brevet des métiers d'art** (BMA) **(3)**.

1 Évolution de la part des élèves de 15 ans ou moins dans les entrants en formation professionnelle en lycée (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
Lecture : *76,9 % des élèves entrants en formation de CAP ou de baccalauréat professionnel ont 15 ans ou moins à la rentrée 2025.*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements publics ou privés sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Formations professionnelles en lycée – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.59 ; 24.42.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

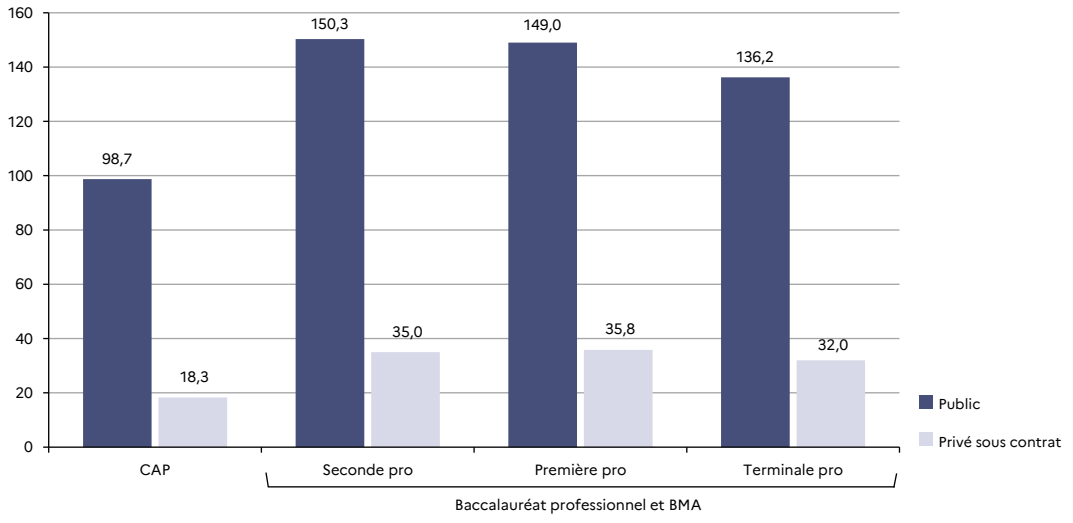
2 Répartition des élèves de formations professionnelles au lycée par âge et par sexe à la rentrée 2025

		Public			Privé sous contrat			Ensemble		
		Total	*dont filles*	Part des élèves (%)	Total	*dont filles*	Part des élèves (%)	Total	*dont filles*	Part des élèves (%)
CAP en 1 an	*17 ans et moins*	*301*	*111*	*18,4*	*154*	*79*	*26,6*	*455*	*190*	*20,5*
	18 ans	552	*215*	33,7	187	*139*	32,3	739	*354*	33,4
	19 ans et plus	783	*332*	47,9	238	*155*	41,1	1 021	*487*	46,1
	Total	**1 636**	***658***	**100,0**	**579**	***373***	**100,0**	**2 215**	***1 031***	**100,0**
CAP en 2 ans : 1re année	*15 ans et moins*	*27 081*	*10 019*	*54,0*	*4 932*	*2 364*	*55,1*	*32 013*	*12 383*	*54,2*
	16 ans	16 888	*5 906*	33,7	2 591	*1 243*	29,0	19 479	*7 149*	33,0
	17 ans et plus	6 158	*1 728*	12,3	1 424	*643*	15,9	7 582	*2 371*	12,8
	Total	**50 127**	***17 653***	**100,0**	**8 947**	***4 250***	**100,0**	**59 074**	***21 903***	**100,0**
CAP en 2 ans : 2e année	*16 ans et moins*	*21 131*	*7 965*	*51,1*	*4 238*	*2 083*	*55,5*	*25 369*	*10 048*	*51,8*
	17 ans	14 252	*5 124*	34,5	2 154	*1 055*	28,2	16 406	*6 179*	33,5
	18 ans et plus	5 941	*1 945*	14,4	1 243	*573*	16,3	7 184	*2 518*	14,7
	Total	**41 324**	***15 034***	**100,0**	**7 635**	***3 711***	**100,0**	**48 959**	***18 745***	**100,0**
Bac pro : seconde pro	*15 ans et moins*	*118 475*	*47 527*	*79,0*	*24 597*	*12 184*	*70,6*	*143 072*	*59 711*	*77,5*
	16 ans	26 466	*10 496*	17,7	7 779	*3 833*	22,3	34 245	*14 329*	18,5
	17 ans et plus	4 941	*2 032*	3,3	2 449	*1 264*	7,0	7 390	*3 296*	4,0
	Total	**149 882**	***60 055***	**100,0**	**34 825**	***17 281***	**100,0**	**184 707**	***77 336***	**100,0**
Bac pro/BMA : première pro	*16 ans et moins*	*109 221*	*45 489*	*73,4*	*23 296*	*11 781*	*65,4*	*132 517*	*57 270*	*71,9*
	17 ans	30 690	*12 262*	20,6	9 311	*4 622*	26,1	40 001	*16 884*	21,7
	18 ans et plus	8 870	*3 642*	6,0	3 031	*1 500*	8,5	11 901	*5 142*	6,5
	Total	**148 781**	***61 393***	**100,0**	**35 638**	***17 903***	**100,0**	**184 419**	***79 296***	**100,0**
Bac pro/BMA : terminale pro	*17 ans et moins*	*95 363*	*40 688*	*70,2*	*20 679*	*10 710*	*65,0*	*116 042*	*51 398*	*69,2*
	18 ans	31 091	*12 793*	22,9	8 421	*4 207*	26,5	39 512	*17 000*	23,6
	19 ans et plus	9 328	*3 850*	6,9	2 728	*1 421*	8,6	12 056	*5 271*	7,2
	Total	**135 782**	***57 331***	**100,0**	**31 828**	***16 338***	**100,0**	**167 610**	***73 669***	**100,0**
Certificat de spécialisation de niveaux 3 ou 4	**Total**	**4 076**	***1 630***		**528**	***247***		**4 604**	***1 877***	
Autres formations de niveaux 3 ou 4	**Total**	**1 447**	***1 342***		**284**	***226***		**1 731**	***1 568***	
ULIS en formations professionnelles	**Total**	**6 645**	***2 551***		**1 667**	***742***		**8 312**	***3 293***	
Total		539 700	*217 647*		121 931	*61 071*		661 631	*278 718*	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *sur les 1 636 élèves scolarisés dans un établissement public en CAP en 1 an, 301 élèves ont 17 ans ou moins à la rentrée 2025, soit 18,4 %. Parmi eux, 111 sont des filles.*
Note : les lignes en italiques sont celles de l'âge théorique des élèves.

3 Effectifs d'élèves des secteurs public et privé sous contrat à la rentrée 2025 (en milliers)



RERS 2026, DEPP

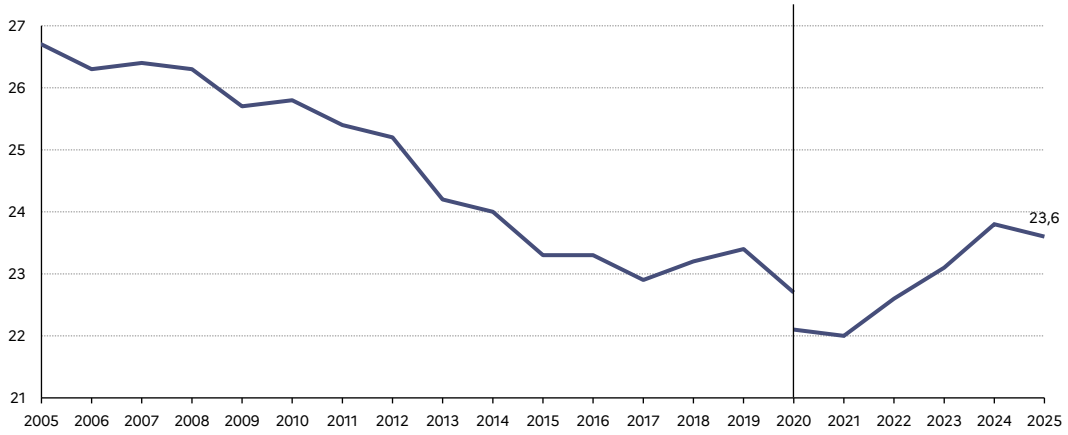
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *98 700 élèves sont inscrits en CAP sous statut scolaire dans un établissement public à la rentrée 2025.*

À la rentrée 2025, l'entrée dans la voie professionnelle sous statut scolaire diminue après trois années consécutives de hausse. À cette date, 23,6 % des élèves inscrits en troisième intègrent la voie professionnelle sous statut scolaire dans un établissement relevant du ministère chargé de l'éducation nationale, soit - 0,2 point par rapport à 2024 **(1)**. Ils sont majoritairement scolarisés en seconde professionnelle (19,3 %), mais également en première année de CAP (4,3 %) **(2)**. C'est l'inverse pour les élèves venant de troisième Segpa qui sont inscrits très majoritairement en CAP : 60,6 % contre 9,0 % qui vont en seconde professionnelle.

Les élèves inscrits en première année de CAP en deux ans sont plus souvent issus d'une troisième Segpa (21,7 %) ou d'une ULIS (11,1 %) que ceux inscrits en seconde professionnelle (respectivement 1,1 % et 0,7 %). Ceux-ci proviennent très majoritairement de troisième (89,8 %), contre la moitié pour les inscrits en CAP (52,9 %) **(3)**.

Les sorties de formations professionnelles dispensées au sein d'établissements de l'éducation nationale diminuent à la rentrée 2025 pour la troisième année consécutive et concernent désormais 22,6 % des élèves en fin de première année de CAP (- 0,4 point par rapport à 2024), 11,2 % des élèves en seconde professionnelle (- 0,6 point) et 10,8 % des élèves en première professionnelle (- 0,7 point) **(4)**. Ces sorties des formations professionnelles dispensées par le ministère chargé de l'éducation nationale incluent des arrêts d'études, mais aussi des passages en apprentissage et dans des formations relevant d'autres ministères.

1 Évolution de l'entrée dans la voie professionnelle sous statut scolaire dans les établissements de l'éducation nationale à l'issue de la troisième générale (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
Lecture : *23,6 % des élèves scolarisés en troisième à la rentrée 2024 poursuivent leur scolarité à la rentrée 2025 dans une formation professionnelle sous statut scolaire dans les établissements de l'éducation nationale.*
Note : la méthode de calcul a été modifiée à partir de 2020.

Précisions

La méthode de calcul des flux a été modifiée à partir de 2020. Voir *Note d'Information* 23.51.

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris ULIS et EREA).

Taux de passage, taux de redoublement, taux de sortie dans le second degré de l'éducation nationale – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- RERS 4.29 : « Les poursuites d'études après la troisième et la seconde GT dans l'enseignement scolaire et l'apprentissage ».

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Évolution des principaux passages en première année de cycle professionnel scolaire (en %)

Passages	2016	2017	2018	2019	2020 (1)	2020 (2)	2021	2022	2023	2024	2025
Vers 1re année de CAP 2 ans											
3e générale - 1re année CAP	4,0	3,9	4,0	4,1	4,0	3,7	3,7	3,8	4,0	4,1	4,3
3e Segpa - 1re année CAP	63,1	62,8	61,8	60,5	62,4	61,4	60,4	58,2	58,1	59,3	60,6
Total 3e - 1re année CAP	**5,7**	**5,6**	**5,5**	**5,6**	**5,5**	**5,2**	**5,2**	**5,3**	**5,4**	**5,6**	**5,8**
Vers 2de pro (bac pro 3 ans)											
3e générale - 2de pro	19,3	19,0	19,2	19,3	18,7	18,3	18,3	18,8	19,0	19,6	19,3
3e Segpa - 2de pro	2,9	4,0	4,9	5,5	6,7	6,7	6,8	6,9	7,9	8,7	9,0
Total 3e - 2de pro	**18,8**	**18,6**	**18,8**	**18,9**	**18,4**	**18,0**	**17,9**	**18,4**	**18,7**	**19,3**	**19,1**
2de GT - 2de Pro	**1,4**	**1,3**	**1,3**	**1,0**	**1,0**	**1,0**	**1,0**	**0,9**	**0,8**	**0,8**	**0,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. et **2**. La méthode de calcul des taux de passage a été modifiée à partir de 2020. La colonne 2020 (1) fait référence à l'ancienne méthode, la colonne 2020 (2) à la nouvelle.
Lecture : *4,3 % des élèves inscrits en troisième à la rentrée 2024 sont passés en première année de CAP en deux ans sous statut scolaire à la rentrée 2025 dans un établissement relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.*

3 Origine scolaire des élèves en début de cycle professionnel en 2025 (en %)

Origine	1re année de CAP 2 ans	Seconde pro
Troisième (hors Segpa, hors ULIS)	52,9	89,8
Troisième Segpa	21,7	1,1
ULIS en classe de troisième	11,1	0,7
Seconde GT	1,1	2,4
Redoublants	4,1	2,7
Autres	9,1	3,2
Total	**100,0**	**100,0**
Effectifs	62 750	185 296

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *52,9 % des élèves inscrits dans un établissement relevant du ministère chargé de l'éducation nationale en première année de CAP en deux ans sous statut scolaire à la rentrée 2025 viennent de troisième (hors Segpa, hors ULIS).*

4 Devenir des élèves de la voie professionnelle dans les établissements de l'éducation nationale (1) (en %)

		2017	2018	2019	2020 (2)	2020 (3)	2021	2022	2023	2024	2025
CAP 2 ans 1re année	Redoublement	4,3	4,4	4,3	3,9	3,1	3,4	3,5	3,1	3,2	3,2
	Passage en 2e année	75,9	76,1	75,4	81,3	75,7	71,5	69,2	70,4	71,6	72,1
	Autres orientations	2,3	2,6	1,8	2,0	2,3	2,5	2,3	2,5	2,2	2,1
	Sorties de l'éducation nationale	17,5	16,9	18,5	12,8	18,9	22,6	25,0	24,0	23,0	22,6
CAP 2 ans 2e année	Redoublement	5,1	5,6	5,6	5,0	5,0	5,2	5,5	5,5	5,6	5,6
	Passage en bac pro	21,7	21,2	21,0	22,3	21,7	20,2	19,2	19,3	18,9	19,3
	Autres orientations	7,3	6,9	7,5	6,6	6,6	5,9	5,2	5,5	6,1	5,8
	Sorties de l'éducation nationale	65,9	66,3	65,9	66,1	66,7	68,7	70,1	69,7	69,4	69,3
BMA 2 ans 1re année	Redoublement	0,7	0,7	1,2	3,0	2,7	2,3	4,3	3,7	3,2	2,5
	Passage en 2e année	84,7	85,7	86,0	87,2	85,7	83,2	81,0	81,5	82,2	83,5
	Autres orientations	1,0	1,3	1,0	0,6	0,6	1,5	1,0	1,5	1,5	1,3
	Sorties de l'éducation nationale	13,6	12,3	11,8	9,2	11,0	13,0	13,7	13,3	13,1	12,7
BMA 2 ans 2e année	Redoublement	4,2	4,9	3,2	3,0	2,9	3,0	3,7	4,0	4,5	2,9
	Autres orientations et sorties de l'éducation nationale	95,8	95,1	96,8	97,0	97,1	97,0	96,3	96,0	95,5	97,1
Bac pro 3 ans Seconde pro	Redoublement	3,3	3,2	3,0	2,5	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3
	Passage en bac pro 3 ans : première pro	84,4	84,3	84,5	87,7	84,9	82,7	80,9	82,2	82,7	83,0
	Autres orientations	2,7	2,8	2,7	2,4	3,3	3,7	3,5	3,5	3,3	3,5
	Sorties de l'éducation nationale	9,6	9,7	9,8	7,4	9,6	11,4	13,4	12,1	11,8	11,2
Bac pro 3 ans Première pro	Redoublement	1,5	1,9	1,6	1,0	1,1	1,4	1,4	1,4	1,6	1,6
	Passage en bac pro 3 ans : terminale pro	87,9	86,9	86,8	90,4	88,9	86,4	85,1	85,9	86,2	86,8
	Autres orientations	0,6	0,8	0,7	0,5	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8
	Sorties de l'éducation nationale	10,0	10,4	10,9	8,1	9,3	11,5	12,7	12,0	11,5	10,8
Bac pro en 3 ans Terminale pro	Redoublement	6,2	5,5	5,4	2,8	2,8	3,2	4,5	4,6	4,6	4,4
	Autres orientations et sorties de l'éducation nationale	93,8	94,5	94,6	97,2	97,2	96,8	95,5	95,4	95,4	95,6

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Compte tenu des faibles effectifs, les évolutions relatives aux BMA doivent être interprétées avec précaution.
2. et **3.** La méthode de calcul des taux de passage a été modifiée à partir de 2020. La colonne 2020 (2) fait référence à l'ancienne méthode et la colonne 2020 (3) à la nouvelle.
Lecture : *3,2 % des élèves inscrits en première année de CAP à la rentrée 2024 sous statut scolaire redoublent en 2025 dans un établissement relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.*

4.08 Les formations professionnelles en lycée par spécialité

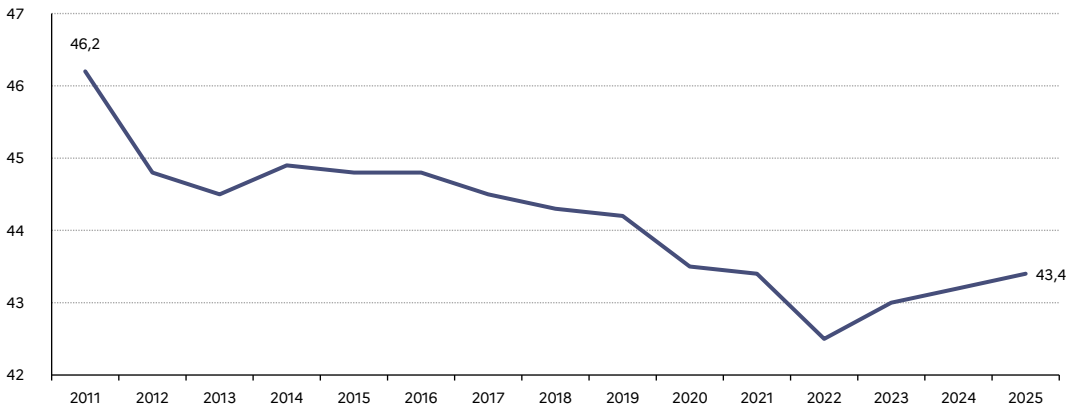
À la rentrée 2025, les lycées professionnels relevant du ministère chargé de l'éducation nationale scolarisent 117 000 élèves en **CAP**, dont 55,6 % dans les spécialités de la production et 44,4 % dans celles des services **(2)**. En CAP, les trois groupes de **spécialités de formation** les plus suivis sont « commerce, vente » (17,3 %), « agroalimentaire, alimentation, cuisine » (13,2 %) et « électricité, électronique » (6,9 %).

Les élèves inscrits en **baccalauréat professionnel** ou **BMA** sont 538 300. La répartition entre les deux secteurs de formation est, à l'inverse de celle des CAP, en faveur des services (59,3 %) par rapport à la production (40,7 %). Les trois groupes de spécialités les plus suivis sont « commerce, vente » (23,3 %), « spécialités plurivalentes sanitaires et sociales » (12,8 %) et « spécialités plurivalentes des services » (10,6 %). Parmi les 185 300 élèves inscrits en seconde professionnelle, 141 400 élèves le sont dans une formation relevant d'une **famille de métiers**, c'est-à-dire d'un regroupement de certaines spécialités de formation **(3)**.

Au total, 43,4 % des élèves inscrits en lycée et préparant un CAP, un baccalauréat professionnel ou un BMA ont choisi un diplôme relevant des spécialités de la production **(1)**. Les filles sont peu présentes dans ces spécialités (20,8 % en CAP, 15,3 % en baccalauréat professionnel ou BMA), alors qu'elles représentent six élèves sur dix dans les spécialités des services.

Le secteur privé scolarise plus d'élèves dans le secteur des services que dans celui de la production (respectivement 23,3 % contre 9,5 % pour le CAP et 24,0 % contre 12,0 % pour le baccalauréat professionnel ou BMA).

1 Proportion d'élèves préparant un CAP, un baccalauréat professionnel ou un BMA inscrits en lycée dans une spécialité de la production (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *43,4 % des élèves préparant un CAP, un baccalauréat professionnel ou un BMA à la rentrée 2025 en lycée sont inscrits dans une spécialité de la production.*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Répartition des élèves préparant un CAP, un baccalauréat professionnel ou un BMA en lycée selon la spécialité de formation à la rentrée 2025

Groupes de spécialités de formation		CAP				Bac pro et BMA			
		Effectifs	Part du total (%)	Part du privé (%)	Part des filles (%)	Effectifs	Part du total (%)	Part du privé (%)	Part des filles (%)
200	Technologies industrielles fondamentales	336	0,3	15,5	25,9	35 239	6,5	13,1	5,1
201	Technologie de commandes des transformations industrielles	932	0,8	10,9	9,7	14 464	2,7	8,7	5,2
210	Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture	13	0,0	0,0	7,7				
211	Productions végétales, cultures spécialisées	445	0,4	5,4	30,3	140	0,0	0,0	43,7
212	Productions animales, élevages spécialisés					136	0,0	0,0	10,1
213	Forêts, espaces verts, faune sauvage, pêche	137	0,1	5,8	32,8	86	0,0	14,0	11,4
214	Aménagement paysager, parcs, jardins, espaces verts, etc.	679	0,6	0,0	10,2	289	0,1	0,0	18,4
220	Spécialités pluritechnologiques des transformations	191	0,2	11,0	43,5	1 939	0,4	6,4	40,6
221	Agroalimentaire, alimentation, cuisine	15 458	13,2	13,9	43,2	14 657	2,7	16,9	38,8
222	Transformations chimiques et apparentées	17	0,0	0,0	52,9				
223	Métallurgie	659	0,6	7,0	72,2	498	0,1	6,0	50,1
224	Matériaux de construction, verre, céramique	414	0,4	1,9	67,6	881	0,2	23,0	56,5
225	Plasturgie, matériaux composites	183	0,2	0,0	9,3	1 055	0,2	3,1	13,5
227	Énergie, génie climatique	2 168	1,9	10,1	1,6	5 919	1,1	10,0	1,4
230	Spécialités pluritechnologiques génie civil, construction, bois	1 973	1,7	25,4	6,3	9 938	1,8	14,6	44,7
231	Mines et carrières, génie civil, topographie	921	0,8	3,8	2,4	991	0,2	3,3	13,1
232	Bâtiment : construction et couverture	2 870	2,5	2,2	4,6	3 324	0,6	1,8	5,9
233	Bâtiment : finitions	6 421	5,5	4,3	10,8	3 276	0,6	8,3	31,4
234	Travail du bois et de l'ameublement	6 351	5,4	8,2	13,3	12 668	2,4	12,0	19,4
240	Spécialités pluritechnologiques des matériaux souples	554	0,5	0,7	77,3	40	0,0	0,0	74,1
241	Textile	75	0,1	0,0	89,3				
242	Habillement	2 371	2,0	10,1	86,4	10 219	1,9	10,7	89,0
243	Cuirs et peaux	428	0,4	0,0	67,5	976	0,2	3,3	81,6
250	Spécialités pluritechnologiques en mécanique-électricité					17 126	3,2	10,6	3,9
251	Mécanique générale et de précision, usinage	473	0,4	8,5	15,2	421	0,1	0,0	22,2
252	Moteurs et mécanique auto	5 681	4,9	11,2	4,0	25 376	4,7	10,2	5,8
253	Mécanique aéronautique et spatiale	99	0,1	1,0	6,1	2 556	0,5	13,3	9,9
254	Structures métalliques	7 081	6,1	5,8	5,1	10 512	2,0	5,8	6,3
255	Électricité, électronique	8 101	6,9	10,1	2,3	46 519	8,6	15,2	2,6
Total spécialités de la production		**63 614**	**65 031**	**55,6**	**9,5**	**20,8**	**219 245**	**40,7**	**12,0**
300	Spécialités plurivalentes des services	138	0,1	7,2	34,8	56 949	10,6	18,7	62,4
311	Transport, manutention, magasinage	4 561	3,9	18,9	13,8	13 493	2,5	11,4	19,6
312	Commerce, vente	20 228	17,3	20,3	52,0	125 398	23,3	23,5	53,8
322	Techniques de l'imprimerie et de l'édition	1 260	1,1	25,0	50,8	3 057	0,6	14,1	41,3
323	Techniques de l'image et du son, métiers connexes du spectacle	59	0,1	0,0	50,8	6 230	1,2	48,8	56,8
330	Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	6828	5,8	19,3	87,2	69 126	12,8	29,9	88,1
331	Santé	100	0,1	0,0	57,0	3 011	0,6	26,2	63,5
332	Travail social	6 016	5,1	37,2	94,7				
334	Accueil, hôtellerie, tourisme	4 242	3,6	10,6	49,6	17 236	3,2	13,9	45,1
336	Coiffure, esthétique, autres services aux personnes	4 220	3,6	37,5	84,0	11 851	2,2	34,8	95,9
340	Spécialités plurivalentes des services à la collectivité	158	0,1	17,1	42,4				
343	Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement	1 208	1,0	3,6	59,8	2 339	0,4	0,8	67,9
344	Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance	2 975	2,5	39,3	30,2	10 331	1,9	33,3	36,2
Total spécialités des services		**50 446**	**51 993**	**44,4**	**23,3**	**59,5**	**319 021**	**59,3**	**24,0**
Ensemble des spécialités		**114 060**	**117 024**	**100,0**	**15,7**	**38,0**	**538 266**	**100,0**	**19,1**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *44,4 % des élèves de CAP se forment dans les spécialités des services. 23,3 % des élèves en CAP des services fréquentent un établissement privé. 59,5 % des élèves en CAP des services sont des filles.*

3 Répartition des élèves préparant une seconde professionnelle en lycée selon la famille de métiers suivie à la rentrée 2025

Famille de métiers	Effectifs
Construction durable du bâtiment et des travaux publics	4 171
Gestion administrative, du transport et de la logistique	21 453
Relation client	41 230
Mer	12
Industries graphiques et communication	1 027
Alimentation	1 671
Beauté et bien-être	4 073
Études et modélisation numérique du bâtiment	3 174
Aéronautique	977
Hôtellerie-restauration	9 368
Maintenance des matériels et des véhicules	8 897
Réalisation d'ensembles mécaniques et industriels	6 396
Agencement, menuiserie et ameublement	3 485
Transitions numérique et énergétique	28 090
Pilotage et maintenance d'installations automatisées	7 425
Total des élèves en seconde professionnelle classée en famille de métiers	**141 449**
Total hors famille de métiers	**43 847**
Total des élèves en seconde professionnelle	**185 296**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *parmi les 185 296 élèves de seconde professionnelle (sous statut scolaire), 141 449 sont inscrits dans une spécialité regroupée dans une famille de métiers et 43 847 le sont dans une spécialité hors famille de métiers.*

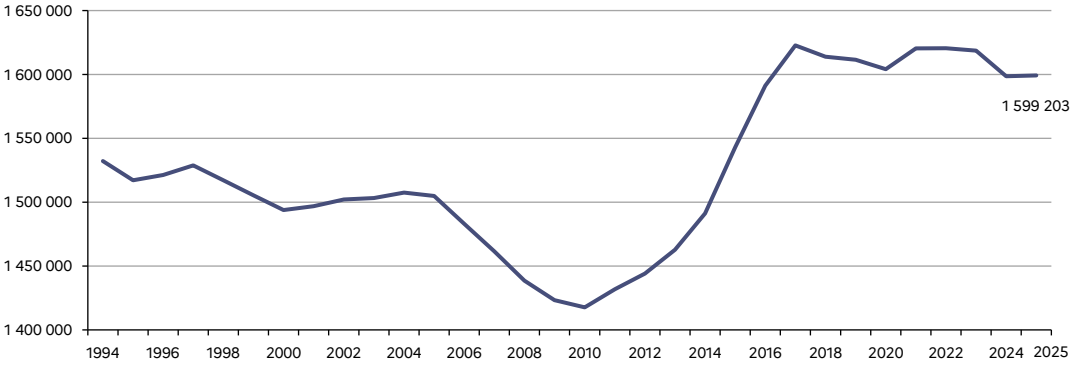
4.09 Les formations générales et technologiques par série

À la rentrée 2025, les **formations générales et technologiques** en lycées publics ou privés sous contrat comptent 1 599 200 élèves **(1)**. Après une baisse continue entre 2005 et 2010, les effectifs augmentent entre 2010 et 2017 du fait d'une démographie plus favorable et de l'arrivée au lycée de la génération 2000. À partir de 2017, deux effets se conjuguent en sens inverse conduisant à des effectifs qui évoluent peu jusqu'en 2025 : d'une part, l'attractivité de la filière générale et technologique au lycée par rapport à la voie professionnelle et, d'autre part, la baisse de la démographie. Les effectifs diminuent légèrement entre 2017 et 2020 (- 18 600 élèves en trois ans), puis augmentent de nouveau entre 2020 et 2022 (+ 16 400 élèves). Entre 2022 et 2024, un regain d'attractivité de la voie professionnelle et une démographie toujours déclinante aboutissent de nouveau à un recul des effectifs (- 22 000 élèves en deux ans). En 2025, la génération 2010 - plus nombreuse que les précédentes - entre au lycée, ce qui a pour conséquence une légère augmentation des effectifs de la voie générale et technologique (+ 600 élèves).

Depuis 2013, la série générale accueille sept élèves de terminale GT sur dix contre trois sur dix pour les séries technologiques. Entre 1994 et 2003, le poids de la voie technologique augmente de + 4,1 points de pourcentage, avec notamment le développement des séries tertiaires STT-STMG et SMS-ST2S. À partir de 2004, la tendance s'inverse au profit de la voie générale dont la part dans la voie GT augmente de 8,4 points de pourcentage entre 2004 et 2025 **(2)**. À la rentrée 2025, la série générale regroupe 72,4 % des élèves de terminale, tandis que 6,6 % des élèves sont scolarisés dans les séries technologiques de la production (STI2D et STL) et 21,0 % dans celles des services.

Les filles sont majoritaires dans les formations générales et technologiques en lycée : elles représentent 54,1 % des élèves mais des disparités selon les séries existent **(3)**. En classe de terminale, elles sont notamment majoritaires dans la voie générale où elles représentent 55,6 % des élèves et dans les séries technologiques tertiaires, comme en ST2S (83,3 %). En revanche, elles sont très minoritaires dans la série technologique STI2D (10,4 %).

1 Évolution des effectifs des séries générales et technologiques dans les établissements de l'éducation nationale (hors ULIS)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 1 599 203 élèves suivent une formation générale ou technologique au lycée.*

Précisions

Mise en place en 1992, l'organisation du second cycle général et technologique a connu une première réforme à la rentrée 2010. En 2019, elle connaît une deuxième réforme qui s'achèvera avec le baccalauréat de la session 2021.

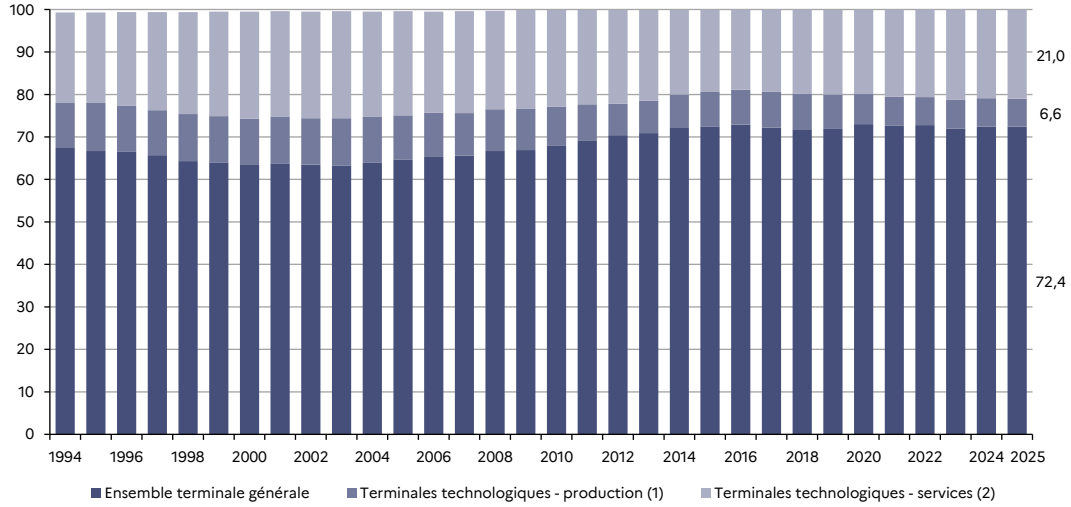
Population concernée - Élèves scolarisés en formation des séries générales et technologiques (hors ULIS) dans les établissements de l'éducation nationale.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.59 ; 24.42.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Évolution du poids de la terminale générale et des séries de terminale technologique (hors ULIS) (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
1. Séries STI, STI2D, STL, STAV.
2. Séries STT/STG/STMG, SMS/ST2S, STD2A, TMD/S2TMD, STHR.
Lecture : *à la rentrée 2025, parmi les élèves de terminale générale et technologique, 72,4 % sont dans la voie générale.*
Note : la somme des pourcentages ne fait pas 100 % pour chaque année en raison des effectifs d'élèves inscrits en brevet de technicien qui n'apparaissent pas dans le graphique.

3 Répartition des élèves des formations générales et technologiques selon le sexe et la série (hors ULIS)

Séries	Public		Privé sous contrat		Public + privé	
	Total	Part des filles (%)	Total	Part des filles (%)	Total	Part des filles (%)
Classe préparatoire à la classe de seconde	**1 007**	**54,7**	**16**	**68,8**	**1 023**	**54,9**
Secondes	**437 979**	**54,3**	**120 721**	**53,2**	**558 700**	**54,1**
Seconde générale et technologique	436 130	54,3	120 453	53,2	556 583	54,1
Techno. STHR et BT	1 849	52,0	268	48,1	2 117	51,5
Premières	**407 656**	**54,4**	**114 303**	**53,2**	**521 959**	**54,1**
Première générale	288 005	56,5	91 254	53,7	379 259	55,9
STI2D	24 198	10,6	3 347	8,3	27 545	10,3
STL	5 602	59,8	836	56,5	6 438	59,4
STMG (ex. STG/STT)	65 706	51,1	11 675	46,0	77 381	50,4
ST2S (ex. SMS)	18 364	84,4	5 564	82,2	23 928	83,9
STD2A	2 915	78,5	1 242	76,6	4 157	77,9
TMD/S2TMD	570	65,3	34	67,6	604	65,4
STHR	2 101	52,3	297	51,9	2 398	52,2
Brevet de technicien	195	78,5	54	64,8	249	75,5
Terminales	**407 989**	**54,1**	**109 532**	**53,9**	**517 521**	**54,1**
Terminale générale	287 530	56,1	87 140	54,2	374 670	55,6
STI2D	24 483	10,6	3 168	8,9	27 651	10,4
STL	5 525	59,3	799	55,2	6 324	58,8
STMG (ex. STG/STT)	67 468	52,3	11 796	48,9	79 264	51,8
ST2S (ex. SMS)	17 416	83,8	5 102	81,9	22 518	83,3
STD2A	2 838	79,6	1 165	77,3	4 003	79,0
TMD/S2TMD	530	63,4	33	60,6	563	63,2
STHR	1 970	55,5	285	53,7	2 255	55,3
Brevet de technicien	229	81,7	44	59,1	273	78,0
Total	**1 254 631**	**54,3**	**344 572**	**53,4**	**1 599 203**	**54,1**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 1 023 élèves sont inscrits en classe préparatoire à la classe de seconde.*

4.10 Les formations générales et technologiques en lycée : sexe, âge, flux

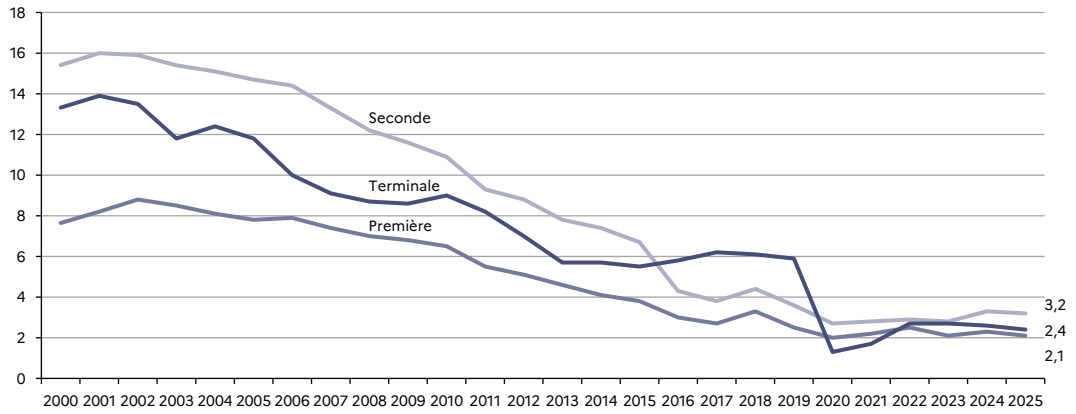
Les élèves scolarisés dans les formations générales et technologiques en lycée relevant du ministère chargé de l'éducation nationale arrivent très souvent « à l'heure » à un niveau donné : à 15 ans en seconde (89,4 %), à 16 ans en première (87,4 %) et à 17 ans en terminale (85,5 %), âges théoriques d'entrée dans ces classes **(2)**. Ces proportions ont fortement augmenté depuis la fin des années 1980, où à peine 50 % des élèves étaient « à l'heure » en seconde, 40 % en première et moins de 35 % en terminale **(3)**.

Ces évolutions s'expliquent par la baisse du redoublement en primaire et au collège. Les **taux de redoublement** ont également fortement diminué au lycée général et technologique depuis le début des années 2000 **(1)**. Après avoir augmenté entre les rentrées scolaires 2023 et 2024 en seconde et en première, le redoublement a baissé entre 2024 et 2025. Il concerne 3,2 % des élèves de seconde, 2,1 % des élèves de première et 2,4 % des élèves de terminale.

La baisse du redoublement en seconde, tout comme celle des réorientations vers les formations professionnelles en lycée et des sorties de l'éducation nationale, conduit à une augmentation sensible du passage en première générale et technologique (+ 0,6 point) **(4)**.

En formations générales et technologiques, les élèves sont plus souvent en avance dans le secteur privé que dans le secteur public. Quel que soit le secteur d'enseignement, les filles arrivent plus fréquemment « à l'heure » que les garçons à un niveau donné.

1 Évolution du taux de redoublement dans les établissements de l'éducation nationale (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte avant 2011), public + privé sous contrat.**
Lecture : *3,2 % des élèves inscrits en seconde générale et technologique à la rentrée 2024 redoublent cette classe à la rentrée 2025 dans un établissement relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.*
Note : la méthode de calcul du taux de redoublement a été modifiée à partir de 2020 mais l'impact sur les valeurs de cet indicateur au lycée GT est très faible.

Précisions

La méthode de calcul des flux a été modifiée à partir de 2020. Voir *Note d'Information* 23.51.

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA et y compris ULIS à partir de 2016).

Taux de passage, taux de sortie dans le second degré de l'éducation nationale – Voir « Glossaire ».

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

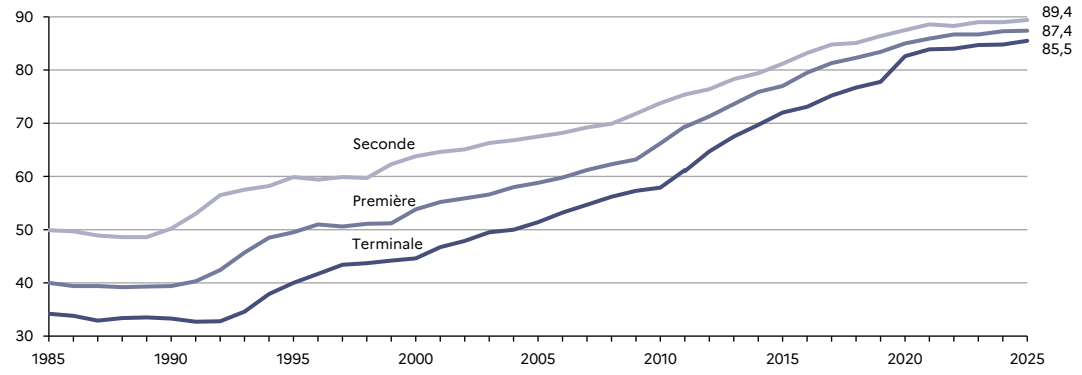
2 Répartition des élèves en formations générales et technologiques en lycée selon le sexe et l'âge à la rentrée 2025

	Public				Privé sous contrat				Public + privé	
	Effectifs	Part d'élèves (en %)	*dont filles*	*Part de filles (en %)*	Effectifs	Part d'élèves (en %)	*dont filles*	*Part de filles (en %)*	Effectifs	En %
Classe préparatoire à la classe de seconde	**1 007**	**100,0**	**551**	**100,0**	**16**	**100,0**	**11**	**100,0**	**1 023**	**100,0**
15 ans ou moins	843	83,7	455	82,6	11	68,8	7	63,6	854	83,5
16 ans ou plus	*164*	*16,3*	*96*	*17,4*	*5*	*31,3*	*4*	*36,4*	*169*	*16,5*
Seconde	**437 979**	**100,0**	**237 969**	**100,0**	**120 721**	**100,0**	**64 202**	**100,0**	**558 700**	**100,0**
14 ans ou moins	13 251	3,0	6 032	2,5	6 148	5,1	2 813	4,4	19 399	3,5
15 ans	*391 370*	*89,4*	*214 511*	*90,1*	*108 012*	*89,5*	*58 148*	*90,6*	*499 382*	*89,4*
16 ans	30 010	6,9	15 565	6,5	6 124	5,1	3 009	4,7	36 134	6,5
17 ans ou plus	3 348	0,8	1 861	0,8	437	0,4	232	0,4	3 785	0,7
Première	**407 656**	**100,0**	**221 784**	**100,0**	**114 303**	**100,0**	**60 837**	**100,0**	**521 959**	**100,0**
15 ans ou moins	13 386	3,3	6 194	2,8	6 037	5,3	2 756	4,5	19 423	3,7
16 ans	*357 322*	*87,7*	*196 683*	*88,7*	*98 940*	*86,6*	*53 708*	*88,3*	*456 262*	*87,4*
17 ans	32 930	8,1	16 613	7,5	8 659	7,6	4 022	6,6	41 589	8,0
18 ans ou plus	4 018	1,0	2 294	1,0	667	0,6	351	0,6	4 685	0,9
Terminale	**407 989**	**100,0**	**220 794**	**100,0**	**109 532**	**100,0**	**59 015**	**100,0**	**517 521**	**100,0**
16 ans ou moins	13 598	3,3	6 391	2,9	6 029	5,5	2 763	4,7	19 627	3,8
17 ans	*348 604*	*85,4*	*191 843*	*86,9*	*94 108*	*85,9*	*51 749*	*87,7*	*442 712*	*85,5*
18 ans	39 582	9,7	19 347	8,8	8 610	7,9	4 113	7,0	48 192	9,3
19 ans ou plus	6 205	1,5	3 213	1,5	785	0,7	390	0,7	6 990	1,4
ULIS en formations GT en lycée (1)	**163**		**74**		**54**		**15**		**217**	**100,0**
Ensemble	**1 254 794**		**681 172**		**344 626**		**184 080**		**1 599 420**	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Les élèves des dispositifs ULIS sont scolarisés à tous les niveaux ; compte tenu de la faiblesse des effectifs, ils n'ont pas été répartis par niveau, par âge et par sexe.
Lecture : *558 700 élèves sont scolarisés à la rentrée 2025 en classe de seconde. Parmi ces élèves, 89,4 % ont 15 ans.*
Note : les lignes en italique sont celles de l'âge théorique des élèves.

3 Évolution de la part d'élèves « à l'heure » (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte avant 2011), public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 89,4 % des élèves de seconde générale et technologique sont « à l'heure ».*

4 Évolution des taux de passage et des taux de sortie des établissements de l'éducation nationale (en %)

	2017	2018	2019	2020 (1)	2020 (2)	2021	2022	2023	2024	2025
Passage de seconde vers lycée professionnel	**3,2**	**3,2**	**3,0**	**2,7**	**2,9**	**3,1**	**3,4**	**3,2**	**3,2**	**3,0**
Passage de seconde vers première générale et technologique	**90,0**	**89,5**	**90,4**	**91,6**	**90,9**	**90,5**	**89,6**	**90,1**	**89,5**	**90,1**
Seconde vers première générale	65,6	65,5	67,3	67,7	67,2	67,1	65,6	66,4	65,8	66,2
Seconde vers première technologique	24,4	24,0	23,1	24,1	23,7	23,4	24,0	23,7	23,7	23,9
Sortie de l'éducation nationale en fin de seconde	**2,9**	**2,9**	**3,0**	**2,6**	**3,4**	**3,6**	**4,1**	**3,9**	**4,0**	**3,8**
Passage de première vers terminale	**95,3**	**94,5**	**95,4**	**96,1**	**95,6**	**95,2**	**94,4**	**94,9**	**94,8**	**95,2**
Sortie de l'éducation nationale en fin de première	**1,8**	**1,9**	**1,8**	**1,5**	**2,1**	**2,2**	**2,7**	**2,6**	**2,5**	**2,4**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. et **2.** La méthode de calcul du taux de redoublement a été modifiée à partir de 2020. La colonne 2020 (1) fait référence à l'ancienne méthode et la colonne 2020 (2) à la nouvelle.
Lecture : *3,0 % des élèves inscrits en seconde générale et technologique à la rentrée 2024 suivent une formation professionnelle (sous statut scolaire) à la rentrée 2025 dans un établissement relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.*

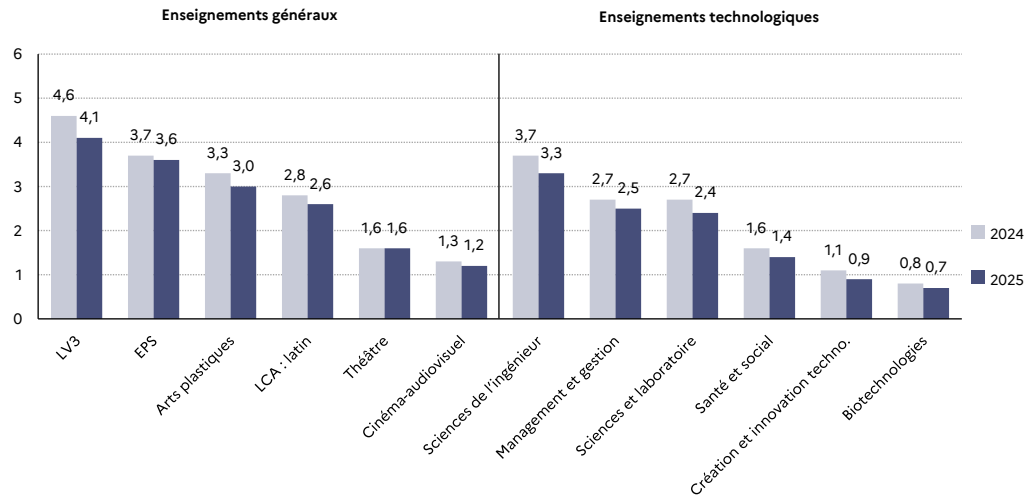
4.11 Les options facultatives de seconde générale et technologique

À la rentrée 2025, les classes de **seconde générale et technologique** (GT) des établissements publics et privés sous contrat accueillent 558 700 élèves, dont une majorité de filles (54,1 %) **(2)**. L'enseignement privé sous contrat scolarise 21,6 % des élèves de seconde GT. Parmi l'ensemble de ces élèves, quelques-uns sont inscrits en **seconde spécifique** : 2 000 élèves en seconde sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration (STHR) et 75 en seconde brevet de techniciens métiers de la musique. Depuis 2019, la réforme de la classe de seconde GT permet aux élèves de choisir un ou deux enseignements optionnels facultatifs, généraux ou technologiques. Les enseignements optionnels de langues et cultures de l'Antiquité – latin ou grec – peuvent être choisis en plus de ces deux enseignements.

En 2025, 18,0 % des élèves de seconde GT ont choisi au moins un enseignement optionnel général **(3)**. L'enseignement le plus suivi est la LV3 (4,1 % des secondes GT), puis l'EPS (3,6 %) et les arts plastiques (3,0 %). Plus globalement, les matières artistiques (« arts plastiques », « théâtre », « cinéma-audiovisuel », « musique », « histoire des arts », « danse ») regroupent 40 900 élèves, soit 7,3 % des élèves de seconde GT. Le latin est choisi par 2,6 % des élèves de seconde GT et le grec par 0,8 % **(1)**.

Parmi l'ensemble des élèves, 12,1 % suivent un enseignement optionnel de type technologique **(4)**. Les enseignements les plus suivis sont « sciences de l'ingénieur » (3,3 %), « management et gestion » (2,5 %) et « sciences et laboratoire » (2,4 %). Les options « culture et pratique du théâtre, de la danse ou de la musique » – plus spécifiques à une première « sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse » – sont rarement choisies.

1 Évolution de la proportion d'élèves de seconde générale et technologique dans les enseignements optionnels les plus choisis entre 2024 et 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 4,1 % des élèves de seconde générale et technologique suivent une LV3, contre 4,6 % en 2024.*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Options ou enseignements au choix du second degré – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.59 ; 24.42.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Répartition des élèves de seconde générale et technologique à la rentrée 2025

	Seconde GT	Seconde STHR	Seconde BT Métiers de la musique	Total
Public	436 130	1 799	50	437 979
Privé	120 453	243	25	120 721
Ensemble	**556 583**	**2 042**	**75**	**558 700**
Répartition (%)	99,6	0,4	ε	100,0
Part des filles (%)	54,1	51,6	49,3	54,1

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *parmi les 558 700 élèves en seconde GT, 437 979 sont scolarisés dans un établissement public et 120 721 dans un établissement privé à la rentrée 2025. Les filles représentent 54,1 % de ces élèves.*

3 Répartition des élèves de seconde générale et technologique selon l'enseignement optionnel facultatif général suivi à la rentrée 2025

	Public	Privé	Total	Part sur le total des secondes GT (%)	Filles	Garçons	Part des filles (%)
LV3	16 202	6 464	22 666	4,1	15 109	7 557	66,7
EPS	13 725	6 067	19 792	3,6	6 437	13 355	32,5
Arts plastiques	11 064	5 573	16 637	3,0	12 676	3 961	76,2
Langues et cultures de l'Antiquité : latin	8 826	5 731	14 557	2,6	8 497	6 060	58,4
Théâtre	6 749	2 158	8 907	1,6	6 543	2 364	73,5
Cinéma-audiovisuel	5 667	1 146	6 813	1,2	4 043	2 770	59,3
Musique	3 660	1 008	4 668	0,8	2 957	1 711	63,3
Langues et cultures de l'Antiquité : grec	2 717	1 496	4 213	0,8	2 512	1 701	59,6
Histoire des arts	2 273	366	2 639	0,5	1 972	667	74,7
Danse	1 187	49	1 236	0,2	1 123	113	90,9
Langue des signes française	536	482	1 018	0,2	823	195	80,8
Arts du cirque	158	0	158	ε	107	51	67,7
Écologie-agronomie-territoires-développement durable	27	0	27	ε	13	14	48,1
Ensemble - Au moins une option	**70 915**	**29 391**	**100 306**	**18,0**	**60 910**	**39 396**	**60,7**
Aucune option	365 215	91 062	456 277	82,0	240 171	216 106	53

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 4,1 % des élèves de seconde générale et technologique suivent un enseignement optionnel général de LV3. 66,7 % de ces élèves sont des filles.*

4 Répartition des élèves de seconde générale et technologique selon l'enseignement optionnel facultatif technologique suivi à la rentrée 2025

	Public	Privé	Total	Part sur le total des secondes GT (%)	Filles	Garçons	Part des filles (%)
Sciences de l'ingénieur	14 648	3 982	18 630	3,3	2 613	16 017	14,0
Management et gestion	10 177	3 606	13 783	2,5	7 987	5 796	57,9
Sciences et laboratoire	6 660	6 628	13 288	2,4	6 516	6 772	49,0
Santé et social	5 007	3 026	8 033	1,4	6 935	1 098	86,3
Création et innovation technologiques	4 132	1 074	5 206	0,9	703	4 503	13,5
Biotechnologies	2 514	1 544	4 058	0,7	2 592	1 466	63,9
Création et culture - design	2 657	943	3 600	0,6	2 820	780	78,3
Atelier artistique	258	62	320	0,1	236	84	73,8
Culture et pratique de la musique	242	0	242	ε	116	126	47,9
Culture et pratique de la danse	161	0	161	ε	143	18	88,8
Culture et pratique du théâtre	98	0	98	ε	69	29	70,4
Hippologie et équitation ou autres pratiques sportives	32	4	36	ε	29	7	80,6
Pratiques sociales et culturelles	7	0	7	ε	4	3	57,1
Ensemble - Au moins une option	**46 515**	**20 864**	**67 379**	**12,1**	**30 745**	**36 634**	**45,6**
Aucune option	389 615	99 589	489 204	87,9	270 336	218 868	55,3

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 3,3 % des élèves de seconde générale et technologique suivent un enseignement optionnel technologique de "sciences de l'ingénieur". 14,0 % de ces élèves sont des filles.*

4.12 Les options facultatives de première et terminale technologiques

À la rentrée 2025, parmi les 142 500 élèves en première technologique des établissements publics et privés sous contrat, 5,1 % ont choisi un enseignement optionnel facultatif **(1)**. L'option la plus suivie est l'EPS, qui concerne 2,0 % des élèves. Les deux autres options les plus choisies sont les arts plastiques (0,8 % des élèves) et la LV3 (0,7 %). Les matières artistiques regroupent 2,0 % des élèves de première technologique. Un peu plus d'un élève sur deux ayant choisi une option en première technologique est une fille (52,9 %) alors qu'elles constituent 49,6 % de l'ensemble des élèves de première technologique. Elles sont sous-représentées parmi les élèves ayant choisi l'enseignement optionnel EPS (27,6 %).

En 2025, parmi les 142 600 élèves en terminale technologique, 4,8 % ont opté pour un enseignement optionnel facultatif **(2)**. Comme en classe de première, l'option la plus suivie est l'EPS (1,7 % des élèves). Les deux autres enseignements facultatifs les plus suivis sont les arts plastiques (0,7 % des élèves) et « droit et grands enjeux du monde contemporain » (0,6 %). Les matières artistiques regroupent 1,7 % des élèves de terminale technologique. Comme en classe de première, plus d'un élève sur deux ayant choisi une option en terminale technologique est une fille (54,5 %) alors qu'elles représentent 49,9 % de l'ensemble des élèves de terminale technologique.

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Pour en savoir plus

- RERS 4.09 : « Les formations générales et technologiques par série ».

Source

DEPP, système d'information Scolarité.

1 Effectifs d'élèves de première technologique par enseignement optionnel facultatif à la rentrée 2025

	Public	Privé	Total	Part sur l'ensemble des élèves de première technologique (%)	Filles	Garçons	Part des filles (%)
EPS	2 048	840	2 888	2,0	797	2 091	27,6
Arts plastiques	696	459	1 155	0,8	837	318	72,5
LV3	815	188	1 003	0,7	673	330	67,1
Théâtre	518	161	679	0,5	472	207	69,5
Cinéma-audiovisuel	360	152	512	0,4	266	246	52,0
Langue des signes française	150	293	443	0,3	376	67	84,9
Musique	191	69	260	0,2	180	80	69,2
Histoire des arts	104	85	189	0,1	139	50	73,5
Langues et cultures de l'Antiquité : latin	99	26	125	0,1	79	46	63,2
Danse	78	6	84	0,1	77	7	91,7
Langues et cultures de l'Antiquité : grec	39	4	43	0,0	27	16	62,8
Ensemble des élèves ayant choisi au moins une option (1)	**5 051**	**2 217**	**7 268**	**5,1**	**3 844**	**3 424**	**52,9**
Élèves n'ayant choisi aucune option	114 405	20 778	135 183	94,9	66 749	68 434	49,4
Ensemble des élèves de première technologique	119 456	22 995	142 451	100,0	70 593	71 858	49,6

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, hors ULIS.**

1. Ce sous-total peut être inférieur à la somme des effectifs par option car les élèves peuvent choisir plus d'une option facultative.

Lecture : *à la rentrée 2025, 5,1 % des élèves de première technologique suivent au moins un enseignement optionnel facultatif. 2,0 % suivent l'option EPS, 27,6 % de ces élèves sont des filles.*

2 Effectifs d'élèves de terminale technologique par enseignement optionnel facultatif à la rentrée 2025

	Public	Privé	Total	Part sur l'ensemble des élèves de terminale technologique (%)	Filles	Garçons	Part des filles (%)
EPS	1 760	705	2 465	1,7	671	1 794	27,2
Arts plastiques	519	452	971	0,7	732	239	75,4
Droit et grands enjeux du monde contemporain	642	248	890	0,6	623	267	70,0
LV3	530	146	676	0,5	463	213	68,5
Théâtre	403	191	594	0,4	397	197	66,8
Langue des signes française	128	259	387	0,3	335	52	86,6
Cinéma-audiovisuel	242	129	371	0,3	176	195	47,4
Musique	163	62	225	0,2	137	88	60,9
Histoire des arts	94	89	183	0,1	130	53	71,0
Langues et cultures de l'Antiquité : latin	78	16	94	0,1	60	34	63,8
Danse	82	2	84	0,1	77	7	91,7
Langues et cultures de l'Antiquité : grec	27	4	31	0,0	18	13	58,1
Ensemble des élèves ayant choisi au moins une option (1)	**4 627**	**2 230**	**6 857**	**4,8**	**3 737**	**3 120**	**54,5**
Élèves n'ayant choisi aucune option	115 603	20 118	135 721	95,2	67 438	68 283	49,7
Ensemble des élèves de terminale technologique	120 230	22 348	142 578	100,0	71 175	71 403	49,9

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, hors ULIS.**

1. Ce sous-total peut être inférieur à la somme des effectifs par option car les élèves peuvent choisir plus d'une option facultative.

Lecture : *à la rentrée 2025, 4,8 % des élèves de terminale technologique suivent au moins un enseignement optionnel facultatif. 1,7 % suivent l'option EPS, 27,2 % de ces élèves sont des filles.*

4.13 Les options facultatives de première et terminale générales

À la rentrée 2025, en première générale, parmi les 379 300 élèves des établissements publics et privés sous contrat, 15,7 % ont choisi au moins un enseignement optionnel facultatif **(1)**. L'option la plus suivie est la LV3 (3,8 % des élèves). Les deux autres options les plus choisies sont le latin (3,0 % des élèves) et l'EPS (2,9 %). Les matières artistiques regroupent 5,5 % des élèves de première générale. Six élèves sur dix ayant choisi une option en première générale sont des filles (61,4 %) alors qu'elles sont 55,9 % dans l'ensemble des élèves de première générale. Elles sont 35,6 % parmi les élèves ayant choisi l'option EPS.

En 2025, parmi les 374 700 élèves de terminale générale, 47,0 % ont opté pour au moins un enseignement optionnel facultatif **(2)**. Ils sont 37,5 % à avoir choisi un premier enseignement facultatif parmi « mathématiques complémentaires », « mathématiques expertes » (possible uniquement pour les élèves ayant choisi « mathématiques » en enseignement de spécialité) et « droit et grands enjeux du monde contemporain ». Ces trois **options** sont suivies respectivement par 13,9 %, 15,8 % et 7,8 % des élèves de terminale générale. Les filles sont sous-représentées parmi les élèves qui suivent l'option « mathématiques expertes » (33,3 %). En revanche, elles représentent 64,1 % des élèves qui ont choisi l'option « mathématiques complémentaires ». Parmi les autres enseignements optionnels possibles, les trois les plus choisis sont la LV3 (3,2 % des élèves), l'EPS (2,8 %) et le latin (2,7 %). Les matières artistiques regroupent 5,6 % des élèves de terminale générale.

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Pour en savoir plus

- RERS 4.09 : « Les formations générales et technologiques par série ».
- *Note d'Information :* 26.06.

Source

DEPP, système d'information Scolarité.

1 Effectifs d'élèves de première générale selon l'enseignement optionnel facultatif suivi à la rentrée 2025

	Public	Privé	Total	Part sur l'ensemble des élèves de première générale (%)	Filles	Garçons	Part des filles (%)
LV3	9 620	4 631	14 251	3,8	9 582	4 669	67,2
Langues et cultures de l'Antiquité : latin	6 843	4 390	11 233	3,0	6 742	4 491	60,0
EPS	7 663	3 265	10 928	2,9	3 885	7 043	35,6
Arts plastiques	4 173	3 140	7 313	1,9	5 636	1 677	77,1
Théâtre	3 799	1 420	5 219	1,4	3 745	1 474	71,8
Musique	2 621	863	3 484	0,9	2 257	1 227	64,8
Langues et cultures de l'Antiquité : grec	2 209	1 253	3 462	0,9	2 077	1 385	60,0
Cinéma-audiovisuel	2 599	508	3 107	0,8	1 879	1 228	60,5
Histoire des arts	1 000	158	1 158	0,3	869	289	75,0
Danse	620	38	658	0,2	592	66	90,0
Langue des signes française	273	215	488	0,1	401	87	82,2
Mare nostrum (1)	37	0	37	0,0	15	22	40,5
Hippologie et équitation	17	1	18	0,0	15	3	83,3
Pratiques sociales et culturelles	2	0	2	0,0	0	2	0,0
Ensemble des élèves ayant choisi au moins une option (2)	**40 426**	**19 138**	**59 564**	**15,7**	**36 578**	**22 986**	**61,4**
Élèves n'ayant choisi aucune option	247 579	72 116	319 695	84,3	175 262	144 433	54,8
Ensemble des élèves de première générale	288 005	91 254	379 259	100,0	211 840	167 419	55,9

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, hors ULIS.**
1. Projet interdisciplinaire mêlant l'apprentissage des langues de l'Antiquité et au moins une langue vivante étrangère ou régionale.
2. Ce sous-total peut être inférieur à la somme des effectifs par option car les élèves peuvent choisir plus d'une option facultative.
Lecture : *à la rentrée 2025, 15,7 % des élèves de première générale suivent un enseignement optionnel facultatif ; 3,8 % suivent une LV3 ; 67,2 % de ces élèves sont des filles.*

2 Effectifs d'élèves de terminale générale selon l'enseignement optionnel facultatif suivi à la rentrée 2025

	Public	Privé	Total	Part sur l'ensemble des élèves de terminale générale (%)	Filles	Garçons	Part des filles (%)
Première option							
Mathématiques complémentaires	36 935	15 164	52 099	13,9	33 410	18 689	64,1
Mathématiques expertes	40 660	18 646	59 306	15,8	19 764	39 542	33,3
Droit et grands enjeux du monde contemporain	19 380	9 754	29 134	7,8	21 675	7 459	74,4
Ensemble des élèves ayant choisi une de ces premières options	**96 975**	**43 564**	**140 539**	**37,5**	**74 849**	**65 690**	**53,3**
Élèves n'ayant choisi aucune de ces premières options	190 555	43 576	234 131	62,5	133 572	100 559	57,1
Deuxième option							
LV3	8 293	3 881	12 174	3,2	8 259	3 915	67,8
EPS	7 688	2 895	10 583	2,8	3 617	6 966	34,2
Langues et cultures de l'Antiquité : latin	6 168	3 900	10 068	2,7	6 266	3 802	62,2
Arts plastiques	4 774	3 008	7 782	2,1	6 142	1 640	78,9
Théâtre	3 668	1 310	4 978	1,3	3 492	1 486	70,1
Musique	2 571	812	3 383	0,9	2 118	1 265	62,6
Langues et cultures de l'Antiquité : grec	2 008	1 161	3 169	0,8	1 970	1 199	62,2
Cinéma-audiovisuel	2 560	548	3 108	0,8	1 830	1 278	58,9
Histoire des arts	1 085	176	1 261	0,3	979	282	77,6
Danse	610	30	640	0,2	582	58	90,9
Langue des signes française	238	245	483	0,1	407	76	84,3
Hippologie et équitation	19	0	19	0,0	15	4	78,9
Mare nostrum (1)	5	0	5	0,0	3	2	60,0
Pratiques sociales et culturelles	3	0	3	0,0	0	3	0,0
Agronomie-économie-territoires	0	1	1	0,0	0	1	0,0
Ensemble des élèves ayant choisi au moins une de ces deuxièmes options	**38 745**	**17 394**	**56 139**	**15,0**	**34 684**	**21 455**	**61,8**
Élèves n'ayant choisi aucune de ces deuxièmes options	248 785	69 746	318 531	85,0	173 737	144 794	54,5
Ensemble des élèves ayant choisi au moins une option (2)	**123 966**	**52 264**	**176 230**	**47,0**	**97 943**	**78 287**	**55,6**
Élèves n'ayant choisi aucune de ces options	163 564	34 876	198 440	53,0	110 478	87 962	55,7
Ensemble des élèves de terminale générale	287 530	87 140	374 670	100,0	208 421	166 249	55,6

RERS 2026, DEPP

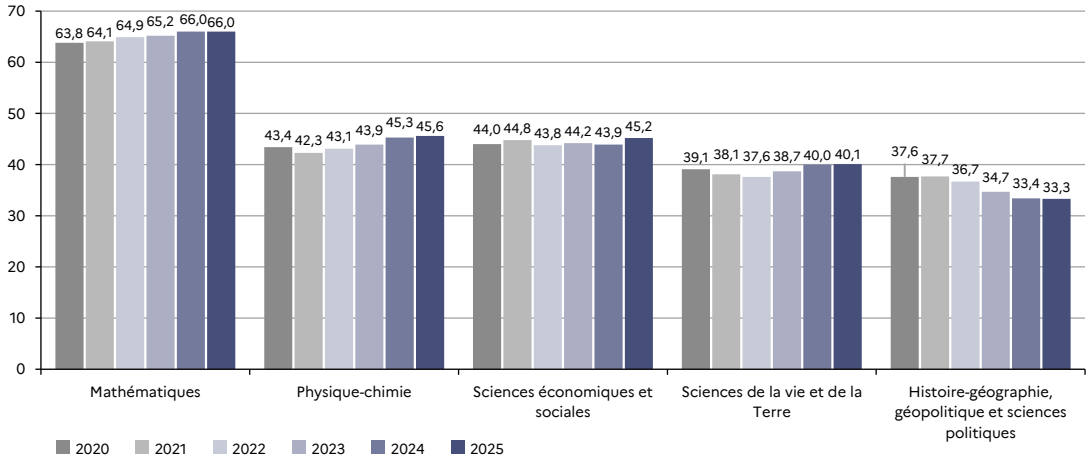
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, hors ULIS.**
1. Projet interdisciplinaire mêlant l'apprentissage des langues de l'Antiquité et au moins une langue vivante étrangère ou régionale.
2. Ce sous-total peut être inférieur à la somme des effectifs par option car les élèves peuvent choisir plus d'une option facultative.
Lecture : *à la rentrée 2025, 47,0 % des élèves de terminale générale suivent un enseignement optionnel facultatif. 13,9 % suivent « mathématiques complémentaires » comme premier enseignement facultatif et 64,1 % de ces élèves sont des filles.*

4.14 Les enseignements de spécialité en première générale : matières

À la rentrée 2025, l'**enseignement de spécialité** le plus largement choisi en première générale est toujours la spécialité « mathématiques » qui regroupe 66,0 % des élèves **(1) (2)**. La proportion d'élèves ayant choisi cet enseignement est stable par rapport à la rentrée 2024. Le deuxième enseignement le plus choisi en 2025 reste la spécialité « physique-chimie » suivie par 45,6 % des élèves (+ 0,3 point par rapport à 2024). Choisies par 45,2 % des élèves, les « sciences économiques et sociales », à la troisième place, progressent par rapport à 2024 (+ 1,3 point). Les « sciences de la vie et de la Terre », suivies par 40,1 % des élèves, arrivent en quatrième position, devant « histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques » (33,3 % des élèves) et « langues, littératures et civilisations étrangères et régionales » (LLCER) (30,0 %). L'enseignement « humanités, littérature et philosophie » (HLP) est suivi par 17,1 % des élèves et l'enseignement « numérique et sciences informatiques » (NSI) concerne 9,2 % des élèves. Les douze autres spécialités sont nettement moins plébiscitées.

Si les « mathématiques » restent la spécialité la plus prisée, elles sont plus fréquemment choisies par les garçons : 77,1 % la suivent contre 57,2 % des filles. Elle est également privilégiée par les élèves d'origine sociale très favorisée : 73,6 % la suivent contre 58,6 % parmi les élèves d'origine sociale défavorisée **(3)**. 55,0 % des garçons optent pour la « physique-chimie » alors que c'est le quatrième enseignement de spécialité le plus choisi par les filles avec 38,1 % d'entre elles qui le suivent.

1 Évolution de la part d'élèves suivant les cinq enseignements de spécialité les plus choisis (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 66,0 % des élèves de première générale suivent la spécialité « mathématiques ».*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 26.06.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Effectifs d'élèves de première générale par enseignement de spécialité à la rentrée 2025

Enseignement de spécialité	Effectifs d'élèves ayant fait ce choix	Proportion de filles (%)	Part d'élèves ayant fait ce choix (%)	Part de filles ayant fait ce choix (%)	Part de garçons ayant fait ce choix (%)
Mathématiques	250 282	48,4	66,0	57,2	77,1
Physique-chimie	172 811	46,7	45,6	38,1	55,0
Sciences économiques et sociales (SES)	171 557	59,0	45,2	47,8	42,0
Sciences de la vie et de la Terre (SVT)	152 054	61,5	40,1	44,1	35,0
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP)	126 449	63,7	33,3	38,0	27,4
Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)	113 798	65,1	30,0	35,0	23,7
Humanités, littérature et philosophie (HLP)	64 729	80,9	17,1	24,7	7,4
Numérique et sciences informatiques (NSI)	34 803	19,3	9,2	3,2	16,8
Sciences de l'ingénieur (SI)	15 973	16,5	4,2	1,2	8,0
Arts plastiques	12 440	78,1	3,3	4,6	1,6
Éducation physique, pratiques et culture sportives	8 607	32,8	2,3	1,3	3,5
Cinéma-audiovisuel	4 649	61,9	1,2	1,4	1,1
Histoire des arts	3 075	79,7	0,8	1,2	0,4
Théâtre	2 808	75,4	0,7	1,0	0,4
Musique	1 838	61,8	0,5	0,5	0,4
Danse	574	90,2	0,2	0,2	0,0
Langue et LCA latin	509	73,3	0,1	0,2	0,1
Langue et LCA grec	193	77,7	0,1	0,1	0,0
Arts du cirque	138	68,8	0,0	0,0	0,0
Biologie-écologie (1)	4	75,0	0,0	0,0	0,0
Total	**379 289**	**55,9**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Cet enseignement est généralement proposé dans les lycées agricoles.
Lecture : *en 2025, 57,2 % des filles suivent l'enseignement de spécialité « mathématiques », mais les filles sont minoritaires dans cet enseignement de spécialité puisqu'elles représentent 48,4 % des élèves.*

3 Origine sociale des élèves de première générale par enseignement de spécialité à la rentrée 2025 (en %)

Enseignement de spécialité	Part d'élèves d'origine sociale très favorisée ayant fait ce choix	Part d'élèves d'origine sociale favorisée ayant fait ce choix	Part d'élèves d'origine sociale moyenne ayant fait ce choix	Part d'élèves d'origine sociale défavorisée ayant fait ce choix
Mathématiques	73,6	63,9	60,8	58,6
Physique-chimie	51,1	44,5	41,1	40,7
Sciences économiques et sociales (SES)	43,6	44,1	47,6	46,7
Sciences de la vie et de la Terre (SVT)	37,6	42,2	41,4	42,4
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP)	32,5	33,0	34,6	33,5
Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)	26,1	30,6	32,8	33,7
Humanités, littérature et philosophie (HLP)	13,7	18,0	19,1	20,6
Numérique et sciences informatiques (NSI)	9,3	9,1	8,6	9,7
Sciences de l'ingénieur (SI)	4,3	4,7	3,8	4,1
Arts plastiques	2,8	3,5	3,6	3,7
Éducation physique, pratiques et culture sportives	1,9	2,6	2,7	2,5
Cinéma-audiovisuel	1,1	1,3	1,3	1,2
Histoire des arts	0,7	0,9	0,9	0,8
Théâtre	0,7	0,7	0,8	0,9
Musique	0,5	0,5	0,5	0,4
Danse	0,2	0,2	0,1	0,1
Langue et LCA latin	0,1	0,1	0,1	0,2
Langue et LCA grec	0,0	0,1	0,1	0,1
Arts du cirque	0,0	0,0	0,0	0,0
Biologie-écologie (1)	0,0	0,0	0,0	0,0

RERS 2026, DEPP

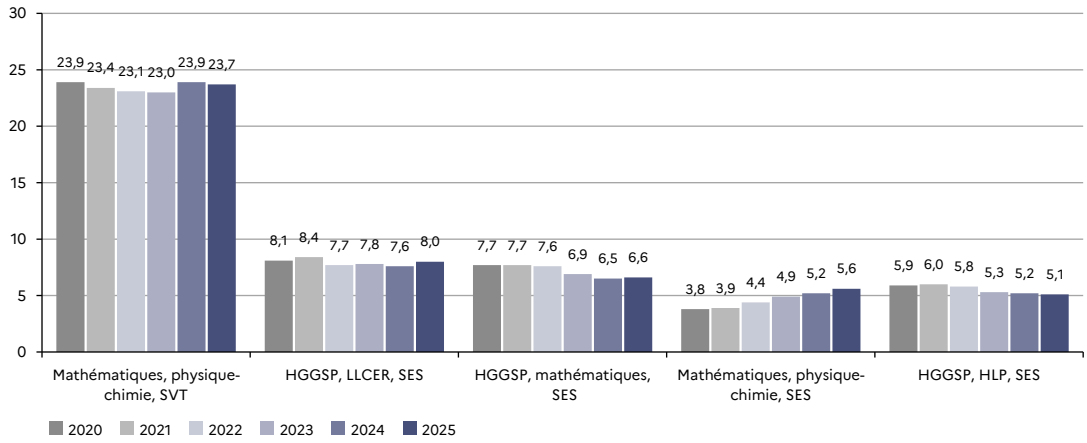
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Cet enseignement est généralement proposé dans les lycées agricoles.
Lecture : *en 2025, 73,6 % des élèves de première générale d'origine sociale très favorisée suivent la spécialité « mathématiques ».*

4.15 Les enseignements de spécialité en première générale : combinaisons

À la rentrée 2025, les élèves de première générale suivent 442 combinaisons de trois **enseignements de spécialité**. La combinaison « mathématiques, physique-chimie, sciences de la vie et de la Terre (SVT) », la plus largement choisie, concerne 23,7 % des élèves (- 0,2 point par rapport à 2024) **(1) (2)**. La deuxième combinaison la plus choisie – « histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP), langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER), sciences économiques et sociales (SES) » – concerne trois fois moins d'élèves (8,0 %).

Filles et garçons suivent des enseignements relativement différents : les filles sont un peu plus nombreuses en proportion à suivre la combinaison « mathématiques, physique-chimie, SVT » (respectivement 25,3 % et 21,7 %, en baisse de 0,1 point pour les filles et de 0,4 point pour les garçons) **(3) (4)**. La deuxième combinaison la plus choisie par les garçons est « mathématiques, numérique-sciences informatiques (NSI) et physique-chimie ». Elle concerne 9,5 % d'entre eux. L'enseignement « NSI » n'est pratiquement pas suivi par les filles. L'association des deux matières HGGSP et SES apparaît trois fois dans les cinq combinaisons les plus choisies par les filles contre deux fois dans celles les plus choisies par les garçons. Enfin, 9,4 % des filles l'associent à LLCER, 7,0 % à « humanités, littérature et philosophie (HLP) » et 6,1 % à « mathématiques ».

1 Évolution des cinq combinaisons les plus choisies



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 23,7 % des élèves de première générale suivent la combinaison d'enseignements de spécialité « mathématiques, physique-chimie, SVT ».*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 26.06.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Répartition des élèves de première générale par combinaison d'enseignements de spécialité

Combinaison d'enseignements de spécialité	2019	2020	2021	2022	2023	2024		2025		
	Part d'élèves (%)	Part d'élèves (%)	Part d'élèves (%)	Part d'élèves (%)	Part d'élèves (%)	Part d'élèves (%)	Proportion de filles (%)	Effectifs d'élèves	Part d'élèves (%)	Proportion de filles (%)
Mathématiques, physique-chimie, SVT	28,3	23,9	23,4	23,1	23,0	23,9	59,0	90 070	23,7	59,6
HGGSP, LLCER, SES	7,2	8,1	8,4	7,7	7,8	7,6	64,7	30 309	8,0	65,7
HGGSP, mathématiques, SES	8,1	7,7	7,7	7,6	6,9	6,5	51,1	25 125	6,6	51,7
Mathématiques, physique-chimie, SES	3,2	3,8	3,9	4,4	4,9	5,2	37,0	21 406	5,6	35,6
HGGSP, HLP, SES	4,5	5,9	6,0	5,8	5,3	5,2	74,5	19 441	5,1	75,8
Mathématiques, NSI, physique-chimie	4,2	4,3	4,6	5,1	5,3	5,1	14,4	18 888	5,0	15,4
LLCER, mathématiques, SES	3,4	3,3	3,6	3,6	3,6	3,7	56,8	13 984	3,7	53,2
Mathématiques, physique-chimie, SI	4,3	3,8	3,7	3,6	3,4	3,4	15,3	12 323	3,2	16,2
HGGSP, HLP, LLCER	4,4	4,1	4,0	4,0	3,4	3,1	81,3	10 572	2,8	82,4
Mathématiques, SVT, SES	3,3	3,0	2,8	2,7	2,9	2,9	58,3	11 739	3,1	59,1
LLCER, mathématiques, physique-chimie	2,1	2,3	2,2	2,4	2,6	2,8	44,1	11 424	3,0	42,7
HGGSP, SVT, SES	2,1	2,5	2,5	2,3	2,4	2,3	57,6	9 109	2,4	60,7
HLP, LLCER, SES	1,8	2,3	2,3	2,2	2,2	2,1	85,2	7 907	2,1	85,8
HGGSP, mathématiques, physique-chimie	1,5	1,7	1,6	1,7	1,7	1,7	40,2	6 475	1,7	41,6
LLCER, SES, SVT	0,8	1,1	1,1	1,1	1,3	1,4	68,8	5 642	1,5	70,3
Autres	19,7	21,3	22,2	22,9	23,3	23,0	60,2	84 875	22,4	60,1
Total								**379 289**	**100**	**55,9**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 23,7 % des élèves suivent la combinaison d'enseignements de spécialité « mathématiques, physique-chimie, SVT ». Parmi ces élèves, 59,6 % sont des filles.*

3 Évolution des cinq combinaisons d'enseignements de spécialité les plus suivies par les filles

Combinaison d'enseignements de spécialité	2019	2020	2021	2022	2023		2024		2025	
	Part des filles (%)	Part des filles (%)	Part des filles (%)	Part des filles (%)	Effectifs de filles	Part des filles (%)	Effectifs de filles	Part des filles (%)	Effectifs de filles	Part des filles (%)
Mathématiques, physique-chimie, SVT	28,8	24,3	24,0	23,5	50 793	23,9	53 923	25,4	53 688	25,3
HGGSP, LLCER, SES	8,4	9,6	10,1	9,1	19 334	9,1	18 919	8,9	19 928	9,4
HGGSP, HLP, SES	5,8	7,8	7,9	7,6	14 947	7,0	14 679	6,9	14 727	7,0
HGGSP, mathématiques, SES	7,8	7,1	7,2	7,0	13 358	6,3	12 784	6,0	12 984	6,1
HGGSP, HLP, LLCER	6,2	5,8	5,7	5,8	10 877	5,1	9 582	4,5	8 715	4,1
Autres	43,0	45,4	45,1	47,0	103 109	48,5	102 601	48,3	101 808	48,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**212418**	**100,0**	**212 488**	**100,0**	**211 850**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 25,3 % des filles suivent la combinaison d'enseignements de spécialité « mathématiques, physique-chimie, SVT ».*

4 Évolution des cinq combinaisons d'enseignements de spécialité les plus suivies par les garçons

Combinaison d'enseignements de spécialité	2019	2020	2021	2022	2023		2024		2025	
	Part des garçons (%)	Part des garçons (%)	Part des garçons (%)	Part des garçons (%)	Effectifs de garçons	Part des garçons (%)	Effectifs de garçons	Part des garçons (%)	Effectifs de garçons	Part des garçons (%)
Mathématiques, physique-chimie, SVT	27,7	23,3	22,7	22,5	37 795	22,0	37 489	22,1	36 382	21,7
Mathématiques, NSI, physique-chimie	8,2	8,4	9,0	9,7	17 348	10,1	16 836	9,9	15 974	9,5
Mathématiques, physique-chimie, SES	5,5	5,4	5,5	6,3	11 799	6,9	12 590	7,4	13 776	8,2
HGGSP, mathématiques, SES	8,4	8,3	8,5	8,4	13 156	7,6	12 214	7,2	12 141	7,3
HGGSP, LLCER, SES	5,6	6,3	6,4	6,0	10 635	6,2	10 330	6,1	10 381	6,2
Autres	44,6	48,3	47,9	47,1	81 418	47,2	80 402	47,3	78 785	47,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**172151**	**100,0**	**169 861**	**100,0**	**167 439**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

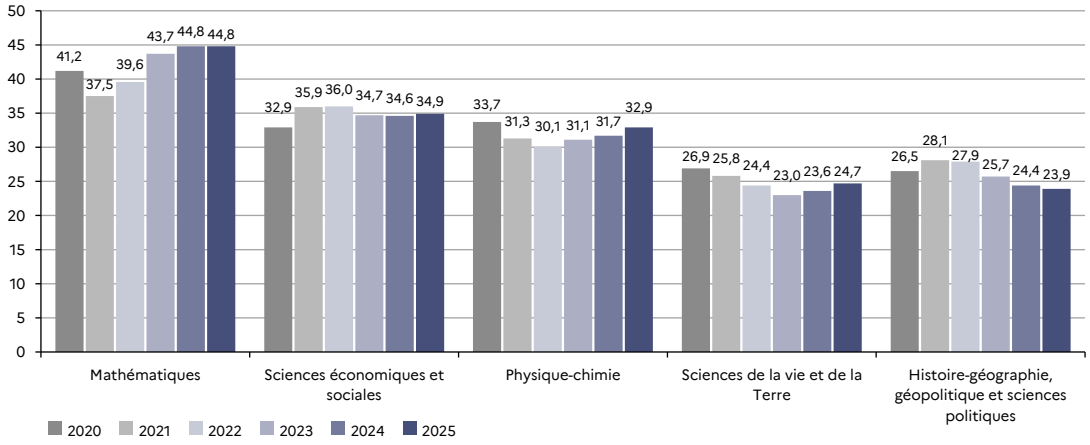
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 21,7 % des garçons suivent la combinaison d'enseignements de spécialité « mathématiques, physique-chimie, SVT ».*

4.16 Les enseignements de spécialité en terminale générale : matières

À la rentrée 2025 comme en 2024, l'**enseignement de spécialité** le plus choisi en terminale générale est celui des « mathématiques » : 44,8 % des élèves ont effectué ce choix **(1) (2)**. La proportion d'élèves concernés reste stable par rapport à la rentrée 2024. De même, le deuxième enseignement le plus choisi est toujours celui des « sciences économiques et sociales », suivi par 34,9 % des élèves (+ 0,3 point en un an). La « physique-chimie », en hausse sensible (+ 1,2 point en un an), est choisie par 32,9 % des élèves et reste le troisième enseignement le plus suivi. Les « sciences de la vie et de la Terre » sont également un peu plus suivies en 2025 qu'en 2024 (+ 1,1 point, 24,7 % des élèves) et passent devant l'« histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques », en recul de 0,5 point (23,9 % des élèves).

Si les « mathématiques » sont l'enseignement le plus choisi, c'est avant tout le fait des garçons, avec 58,8 % d'entre eux qui le choisissent contre 33,7 % des filles. Avec 37,1 %, l'enseignement des « sciences économiques et sociales » est le choix le plus fréquent des filles tandis qu'il est suivi par 32,0 % des garçons. À l'inverse, la « physique-chimie », suivie par 38,9 % des garçons, concerne 28,0 % des filles. L'influence de l'origine sociale est également marquée **(3)**. Les « mathématiques » restent l'enseignement le plus suivi, quelle que soit l'origine sociale, mais dans des proportions bien différentes. Les élèves d'origine sociale très favorisée suivent majoritairement les mathématiques (52,7 %) alors que cette part est de 37,5 % parmi les élèves d'origine sociale défavorisée.

1 Évolution de la part d'élèves suivant les cinq enseignements de spécialité les plus choisis (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 44,8 % des élèves de terminale générale suivent la spécialité « mathématiques ».*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 26.06.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Effectifs d'élèves de terminale générale par enseignement de spécialité

Enseignement de spécialité	2025					2024				
	Effectifs d'élèves ayant fait ce choix	Proportion de filles (%)	Part d'élèves ayant fait ce choix (%)	Part de filles ayant fait ce choix (%)	Part de garçons ayant fait ce choix (%)	Effectifs d'élèves ayant fait ce choix	Proportion de filles (%)	Part d'élèves ayant fait ce choix (%)	Part de filles ayant fait ce choix (%)	Part de garçons ayant fait ce choix (%)
Mathématiques	168 043	41,8	44,8	33,7	58,8	168 112	41,8	44,8	33,8	58,3
Sciences économiques et sociales (SES)	130 637	59,3	34,9	37,1	32,0	130 069	58,9	34,6	36,9	31,9
Physique-chimie	123 108	47,5	32,9	28,0	38,9	118 985	46,6	31,7	26,7	37,9
Sciences de la vie et de la Terre (SVT)	92 413	64,8	24,7	28,7	19,6	88 424	63,3	23,6	27,0	19,3
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP)	89 589	63,8	23,9	27,4	19,5	91 725	62,6	24,4	27,7	20,4
Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)	64 030	70,0	17,1	21,5	11,6	66 485	71,1	17,7	22,8	11,4
Humanités, littérature et philosophie (HLP)	35 082	82,2	9,4	13,8	3,8	37 356	82,2	10,0	14,8	4,0
Numérique et sciences informatiques (NSI)	15 055	15,5	4,0	1,1	7,7	17 061	15,2	4,5	1,2	8,6
Arts plastiques	9 489	79,6	2,5	3,6	1,2	10 471	80,4	2,8	4,1	1,2
Éducation physique et sportive	6 172	32,0	1,6	0,9	2,5	5 725	32,2	1,5	0,9	2,3
Sciences de l'ingénieur (SI)	5 263	14,2	1,4	0,4	2,7	5 447	14,7	1,5	0,4	2,8
Cinéma-audiovisuel	3 617	61,6	1,0	1,1	0,8	3 826	63,1	1,0	1,2	0,8
Théâtre	2 227	76,4	0,6	0,8	0,3	2 168	78,0	0,6	0,8	0,3
Histoire des arts	2 215	81,1	0,6	0,9	0,3	2 381	82,2	0,6	0,9	0,3
Musique	1 288	60,7	0,3	0,4	0,3	1 351	58,3	0,4	0,4	0,3
Danse	395	89,1	0,1	0,2	0,0	379	92,1	0,1	0,2	0,0
Littératures, langues et culture de l'Antiquité : latin	242	80,2	0,1	0,1	0,0	293	79,2	0,1	0,1	0,0
Arts du cirque	108	67,6	0,0	0,0	0,0	100	75,0	0,0	0,0	0,0
Littératures, langues et culture de l'Antiquité : grec	102	68,6	0,0	0,0	0,0	99	84,8	0,0	0,0	0,0
Biologie-écologie (1)	3	100,0	0,0	0,0	0,0	1	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	**374700**	**55,6**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**375 405**	**55,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : public + privé sous contrat.**
1. Cet enseignement est généralement proposé dans les lycées agricoles.
Lecture : *en 2025, 33,7 % des filles suivent l'enseignement de spécialité « mathématiques », les filles sont minoritaires dans cet enseignement de spécialité puisqu'elles représentent 41,8 % des élèves.*

3 Origine sociale des élèves de terminale générale par enseignement de spécialité à la rentrée 2025 (en %)

Enseignement de spécialité	Part d'élèves d'origine sociale très favorisée ayant fait ce choix	Part d'élèves d'origine sociale favorisée ayant fait ce choix	Part d'élèves d'origine sociale moyenne ayant fait ce choix	Part d'élèves d'origine sociale défavorisée ayant fait ce choix
Mathématiques	52,7	42,2	39,7	37,5
Sciences économiques et sociales (SES)	32,9	33,4	37,3	36,9
Physique-chimie	38,3	32,3	28,6	27,7
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP)	21,0	27,3	26,6	27,9
Sciences de la vie et de la Terre (SVT)	23,1	23,5	25,0	24,4
Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)	14,0	17,6	19,1	20,1
Humanités, littérature et philosophie (HLP)	7,3	10,0	10,4	11,5
Numérique et sciences informatiques (NSI)	3,4	4,2	4,1	4,9
Arts plastiques	2,1	2,7	2,8	2,8
Sciences de l'ingénieur (SI)	1,3	2,0	1,9	1,8
Éducation physique et sportive	1,3	1,7	1,3	1,5
Cinéma-audiovisuel	0,9	1,1	1,0	1,0
Histoire des arts	0,5	0,7	0,6	0,7
Théâtre	0,5	0,6	0,7	0,6
Musique	0,3	0,4	0,3	0,3
Danse	0,1	0,1	0,1	0,1
Littérature et langues et cultures de l'Antiquité : latin	0,0	0,1	0,1	0,1
Littérature et langues et cultures de l'Antiquité : grec	0,0	0,0	0,0	0,0
Arts du cirque	0,0	0,0	0,0	0,0
Biologie-écologie (1)	0,0	0,0	0,0	0,0

RERS 2026, DEPP

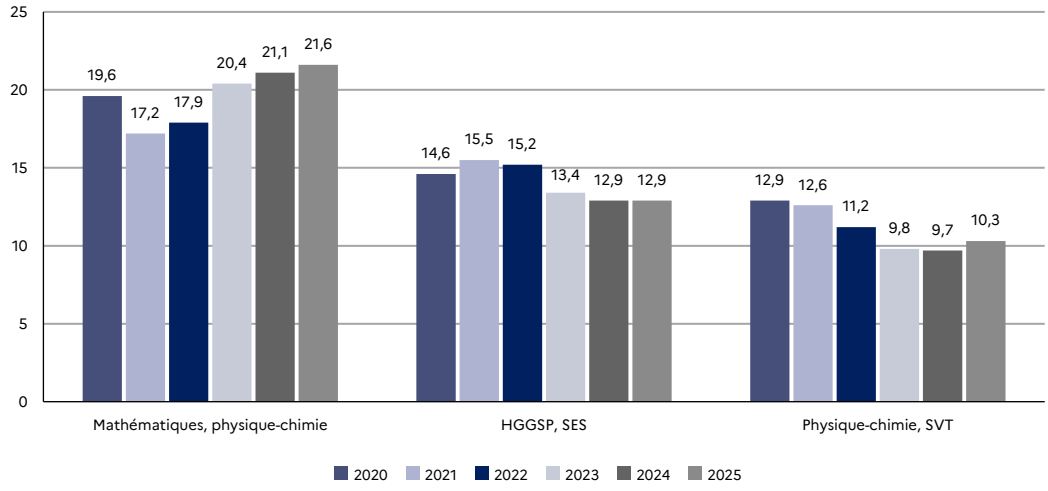
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Cet enseignement est généralement proposé dans les lycées agricoles.
Lecture : *en 2025, 52,7 % des élèves de terminale générale d'origine sociale très favorisée suivent la spécialité « mathématiques ».*

4.17 Les enseignements de spécialité en terminale générale : combinaisons

À la rentrée 2025, 140 combinaisons de deux **enseignements de spécialité** sont proposées aux élèves de terminale générale. Les 17 combinaisons les plus courantes concernent neuf élèves sur dix **(2)**. Les quatre premières combinaisons regroupent un élève sur deux. Depuis l'entrée en vigueur en 2020 de la nouvelle terminale générale, la combinaison « mathématiques, physique-chimie » est la plus choisie. En hausse pour la cinquième année consécutive (+ 0,5 point par rapport à 2024), elle concerne 21,6 % des élèves **(1)**. La deuxième combinaison « histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP), sciences économiques et sociales (SES) », la troisième « physique-chimie, sciences de la vie et de la Terre (SVT) » et la quatrième « mathématiques, SES » rassemblent respectivement 12,9 %, 10,3 % et 8,9 % des élèves. Chacune des autres combinaisons concerne moins de 6,5 % des élèves.

Garçons et filles suivent des enseignements différents **(3) (4)**. Parmi les cinq combinaisons les plus choisies par les garçons, trois intègrent les mathématiques contre deux pour les filles. La combinaison « mathématiques, physique-chimie » est de loin la plus choisie par les garçons (30,3 %). La deuxième combinaison qu'ils choisissent le plus fréquemment, « HGGSP, SES », concerne 11,5 % d'entre eux. La combinaison la plus choisie par les filles (14,7 % d'entre elles) est « mathématiques, physique-chimie ». La deuxième combinaison la plus fréquemment choisie par les filles est « HGGSP, SES » avec un effectif comparable (14,0 %).

1 Évolution des trois combinaisons les plus fréquentes (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 21,6 % des élèves de terminale générale suivent la combinaison d'enseignements de spécialité "mathématiques, physique-chimie".*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 26.06.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Répartition des élèves de terminale générale par combinaison d'enseignements de spécialité

Combinaison d'enseignements de spécialité	2020	2021	2022	2023			2024			2025		
	Part d'élèves (%)	Part d'élèves (%)	Part d'élèves (%)	Effectifs d'élèves	Part d'élèves (%)	Proportion de filles (%)	Effectifs d'élèves	Part d'élèves (%)	Proportion de filles (%)	Effectifs d'élèves	Part d'élèves (%)	Proportion de filles (%)
Mathématiques, physique-chimie	19,6	17,2	17,9	78 037	20,4	37,2	79 378	21,1	37,7	81 048	21,6	37,8
HGGSP, SES	14,6	15,5	15,2	51 210	13,4	58,2	48 257	12,9	58,2	48 284	12,9	60,5
Physique-chimie, SVT	12,9	12,6	11,2	37 539	9,8	65,3	36 417	9,7	66,4	38 713	10,3	68,0
Mathématiques, SES	6,6	6,7	7,4	33 064	8,6	46,8	33 225	8,9	46,5	33 188	8,9	44,8
Mathématiques, SVT	7,2	5,7	5,9	22 933	6,0	58,7	23 046	6,1	59,2	23 066	6,2	60,0
LLCER, SES	5,9	6,5	6,3	22 668	5,9	71,5	22 241	5,9	69,3	21 846	5,8	67,5
HGGSP, LLCER	4,7	4,9	4,9	17 313	4,5	72,3	16 004	4,3	71,5	15 288	4,1	71,8
SVT, SES	3,0	3,4	3,2	11 397	3,0	62,1	12 099	3,2	62,9	13 078	3,5	65,2
HGGSP, HLP	3,1	3,4	3,6	13 578	3,5	76,2	12 085	3,2	76,8	10 922	2,9	77,0
Mathématiques, NSI	2,5	2,8	3,2	12 326	3,2	12,0	11 905	3,2	12,1	10 505	2,8	12,3
HLP, LLCER	2,6	2,6	2,6	9 869	2,6	85,6	8 688	2,3	85,6	7 680	2,0	84,8
HLP, SES	1,7	2,2	2,4	8 632	2,3	84,4	8 498	2,3	84,5	8 480	2,3	84,8
HGGSP, mathématiques	1,6	1,6	1,7	7 077	1,8	54,1	6 780	1,8	54,9	6 721	1,8	55,4
Mathématiques, LLCER	1,3	1,3	1,4	5 285	1,4	59,6	5 267	1,4	57,4	5 133	1,4	55,6
SVT, LLCER	1,3	1,4	1,3	4 595	1,2	72,1	4 869	1,3	73,1	5 223	1,4	72,0
Mathématiques, SI	1,6	1,5	1,5	4 853	1,3	65,8	4 615	1,2	14,5	4 457	1,2	13,1
HGGSP, SVT	1,4	1,4	1,3	4 528	1,2	55,1	4 327	1,2	56,1	4 195	1,1	57,7
Autres	9,8	10,4	10,5	37 654	11,1	57,4	37 704	10,0	61,5	36 873	9,8	61,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**382 558**	**100,0**	**55,6**	**375 405**	**100,0**	**55,3**	**374 700**	**100,0**	**55,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 21,6 % des élèves suivent la combinaison d'enseignements de spécialité « mathématiques, physique-chimie ». Parmi ces élèves, 37,8 % sont des filles.*

3 Évolution des cinq combinaisons d'enseignements de spécialité les plus suivies par les filles

Combinaison d'enseignements de spécialité	2020	2021	2022	2023		2024		2025	
	Part des filles (%)	Part des filles (%)	Part des filles (%)	Effectifs de filles	Part des filles (%)	Effectifs de filles	Part des filles (%)	Effectifs de filles	Part des filles (%)
Mathématiques, physique-chimie	12,6	10,6	11,5	29 060	13,7	29 912	14,4	30 659	14,7
HGGSP, SES	15,3	16,3	15,8	29 819	14,0	28 071	13,5	29 218	14,0
Physique-chimie, SVT	15,1	14,8	13,1	24 495	11,5	24 169	11,6	26 307	12,6
LLCER, SES	7,6	8,3	8,0	16 202	7,6	15 423	7,4	14 739	7,1
Mathématiques, SES	6,0	5,7	6,3	15 486	7,3	15 345	7,4	14 853	7,1
Autres	43,5	44,3	45,3	97 537	45,9	94 717	45,6	92 658	44,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**212 599**	**100,0**	**207 637**	**100,0**	**208 434**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 14,7 % des filles suivent la combinaison d'enseignements de spécialité « mathématiques, physique-chimie ».*

4 Évolution des cinq combinaisons d'enseignements de spécialité les plus suivies par les garçons

Combinaison d'enseignements de spécialité	2020	2021	2022	2023		2024		2025	
	Part des garçons (%)	Part des garçons (%)	Part des garçons (%)	Effectifs de garçons	Part des garçons (%)	Effectifs de garçons	Part des garçons (%)	Effectifs de garçons	Part des garçons (%)
Mathématiques, physique-chimie	28,6	25,7	25,9	48 977	28,8	49 466	29,5	50 389	30,3
HGGSP, SES	13,7	14,5	14,4	21 391	12,6	20 186	12,0	19 066	11,5
Mathématiques, SES	7,3	8,1	8,8	17 578	10,3	17 880	10,7	18 335	11,0
Physique-chimie, SVT	10,1	9,8	8,8	13 044	7,7	12 248	7,3	12 406	7,5
Mathématiques, SVT	6,8	5,5	5,6	9 467	5,6	9 405	5,6	9 223	5,5
Autres	33,5	36,4	36,5	59 502	35,0	58 583	34,9	56 847	34,2
Total	100,0	100,0	100,0	169 959	100,0	167 768	100,0	166 266	100,0

RERS 2026, DEPP

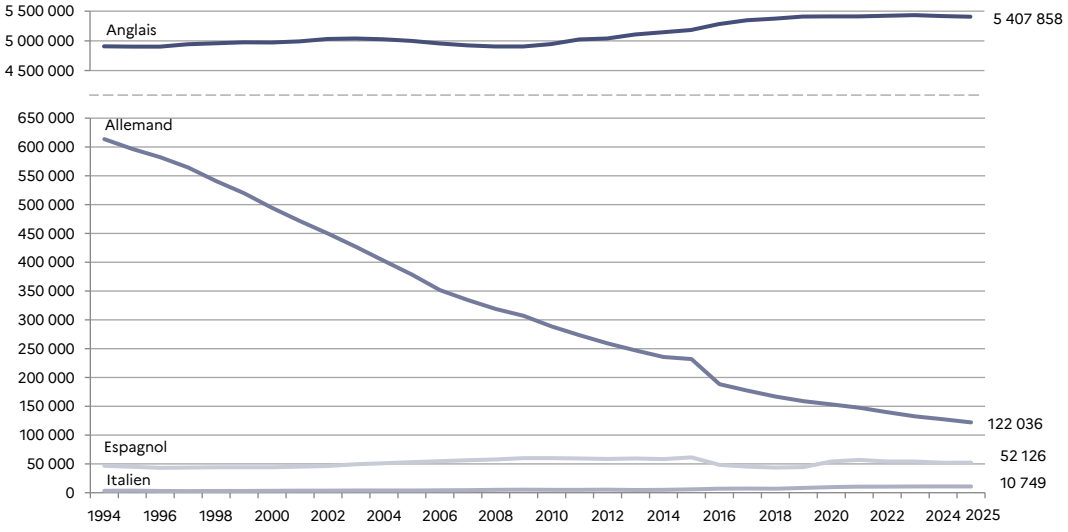
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 30,3 % des garçons suivent la combinaison d'enseignements de spécialité « mathématiques, physique-chimie ».*

À la rentrée 2025, la quasi-totalité des élèves du second degré scolarisés dans un établissement public ou privé sous contrat suivent au moins un enseignement de langue vivante (LV1) **(2)**. L'anglais est la première langue étudiée (96,5 % des LV1), loin devant l'allemand (2,2 %) et l'espagnol (0,9 %). L'étude de deux langues en classe de sixième concerne 13,9 % des élèves. Depuis 1994, le nombre d'élèves qui suivent l'allemand en première langue vivante baisse de manière quasiment ininterrompue, passant de 613 600 élèves en 1994 à 122 000 en 2025 **(1)**. En contrepartie, le nombre d'élèves ayant choisi l'anglais en première langue augmente entre 1994 et 2025 (+ 10,2 %) et suit maintenant les évolutions des effectifs du second degré, puisque les élèves choisissent dans une très grande majorité l'anglais en LV1. Au cours de la même période, le nombre d'élèves étudiant l'espagnol en première langue est relativement stable, aux alentours de 50 000 élèves ; celui d'élèves étudiant l'italien a progressé, passant de 3 500 en 1994 à 10 700 en 2025.

Huit élèves sur dix suivent un enseignement de deuxième langue vivante **(3)**. Dans le détail, c'est le cas de 77,8 % des élèves dans les formations de collège, de la quasi-totalité au lycée général et technologique (GT) et de 36,6 % des élèves dans les formations professionnelles. L'espagnol comme deuxième langue est étudié par 75,1 % des élèves du second degré ; viennent ensuite l'allemand (13,0 % des élèves), l'italien (5,9 %) et l'anglais (4,1 %).

L'étude d'une troisième langue vivante à la rentrée 2025 concerne 3,2 % des élèves en formations GT **(4)**. Cette part est en constante diminution depuis 2018 (6,8 % des élèves étudiaient alors une LV3). Parmi les 50 900 élèves étudiant une troisième langue, 34,8 % apprennent l'italien, 15,3 % le chinois et 13,1 % l'espagnol. Les autres langues étudiées englobent chacune moins de 4 000 élèves : 7,1 % des élèves ayant une troisième langue étudient une langue régionale, 6,1 % le russe, 5,6 % l'arabe, 5,4 % le japonais, 3,7 % le portugais et 1,9 % l'allemand.

1 Évolution des effectifs d'élèves du second degré selon les principales premières langues vivantes dans les établissements de l'éducation nationale



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 5 407 858 élèves en formation du second degré apprennent l'anglais en première langue.*

Précisions

Langues vivantes – Voir « Glossaire ».

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Effectifs d'élèves du second degré selon la première langue vivante étudiée à la rentrée 2025

	Effectif total	Effectif en LV1	Part en LV1 (%)	Anglais	Allemand	Espagnol	Italien	Autres (1)
Sixième (2)	802 230	801 698	99,9	767 638	25 441	5 364	1 578	1 677
Cinquième	800 302	799 781	99,9	769 847	21 913	4 896	1 534	1 591
Quatrième	804 335	803 819	99,9	774 031	22 126	4 766	1 434	1 462
Troisième	814 447	813 565	99,9	784 911	21 200	4 611	1 400	1 443
ULIS en collège	54 739	50 243	91,8	49 082	997	116	43	5
Segpa	83 875	83 840	100,0	81 232	2 454	153	1	
Total formations en collège (y compris Segpa)	**3 359 928**	**3 352 946**	**99,8**	**3 226 741**	**94 131**	**19 906**	**5 990**	**6 178**
Classe préparatoire à la classe de seconde	1 023	1 023	100,0	1 019	4			
Seconde	558 700	558 505	100,0	542 122	9 039	4 811	1 390	1 143
Première	521 959	521 913	100,0	503 960	6 881	8 377	1 477	1 218
Terminale	517 521	517 468	100,0	496 338	6 508	11 666	1 651	1 305
ULIS en lycée GT	217	201	92,6	197	3		1	
Total formations GT	**1 599 420**	**1 599 110**	**100,0**	**1 543 636**	**22 435**	**24 854**	**4 519**	**3 666**
Total formations professionnelles	**661 631**	**650 593**	**98,3**	**637 481**	**5 470**	**7 366**	**240**	**36**
Ensemble	**5 620 979**	**5 602 649**	**99,7**	**5 407 858**	**122 036**	**52 126**	**10 749**	**9 880**
%		100		96,5	2,2	0,9	0,2	0,2
Public	4 431 283	4 415 175	99,6	4 250 281	104 204	41 338	10 513	8 839
Privé	1 189 696	1 187 474	99,8	1 157 577	17 832	10 788	236	1 041

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Y compris les langues apprises par correspondance.
2. En sixième, l'étude de deux langues vivantes concerne 111 841 élèves (13,9 % des effectifs) dont 109 994 élèves sont en classe de sixième bilangue.
Lecture : *en 2025, 99,7 % des élèves du second degré apprennent une langue vivante. Parmi eux, 2,2 % apprennent l'allemand en LV1.*
Note : les variations observées en première et terminale par rapport à la classe de seconde s'expliquent par le fait que la liste des langues vivantes (LV) suivies au cycle terminal des lycées doit être la même que celle évaluée au baccalauréat. En conséquence, depuis la rentrée 2019, certains élèves inversent LV1 et LV2 à l'entrée en classe de première.

3 Effectifs d'élèves du second degré selon la deuxième langue vivante étudiée à la rentrée 2025

	Effectif total	Effectif en LV2	Part en LV2 (%)	Espagnol	Allemand	Italien	Anglais	Autres (1)	dont langues régionales
Sixième (2)	802 230	111 771	13,9	28 903	40 866	6 259	30 809	4 934	420
Cinquième (2)	800 302	798 462	99,8	620 016	84 876	52 014	29 640	11 916	197
Quatrième	804 335	802 377	99,8	620 159	88 350	52 118	29 559	12 191	148
Troisième	814 447	810 451	99,5	627 005	93 331	49 330	28 393	12 392	174
ULIS en collège	54 739	27 310	49,9	22 582	1 550	2 253	565	360	34
Total formations en collège (3)	**3 276 053**	**2 550 371**	**77,8**	**1 918 665**	**308 973**	**161 974**	**118 966**	**41 793**	**973**
Classe préparatoire à la classe de seconde	1 023	1 022	99,9	876	70	60	4	12	
Seconde	558 700	557 900	99,9	417 172	81 337	31 705	16 200	11 486	802
Première	521 959	521 415	99,9	382 149	80 975	28 310	17 698	12 283	1 088
Terminale	517 521	516 974	99,9	374 841	82 848	25 648	20 830	12 807	1 222
ULIS en lycée GT	217	186	85,7	148	18	7	4	9	
Total formations GT	**1 599 420**	**1 597 497**	**99,9**	**1 175 186**	**245 248**	**85 730**	**54 736**	**36 597**	**3 112**
Total formations professionnelles	**661 631**	**242 163**	**36,6**	**205 169**	**18 567**	**11 008**	**4 447**	**2 972**	**1 016**
Ensemble (3)	**5 537 104**	**4 390 031**	**79,3**	**3 299 020**	**572 788**	**258 712**	**178 149**	**81 362**	**5 101**
%		100		75,1	13,0	5,9	4,1	1,9	0,1
Public	4 351 610	3 427 545	78,8	2 558 024	440 125	217 958	150 700	60 738	3 872
Privé	1 185 494	962 486	81,2	740 996	132 663	40 754	27 449	20 624	1 229

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Y compris langues régionales et langues apprises par correspondance ou dans un autre établissement.
2. Depuis la rentrée 2016, l'apprentissage d'une deuxième langue vivante est obligatoire dès la cinquième et pour les sixièmes bilangues.
3. Hors Segpa.
Lecture : *en 2025, 79,3 % des élèves du second degré apprennent une deuxième langue vivante. Parmi eux, 13,0 % apprennent l'allemand.*

4 Effectifs d'élèves du second cycle GT selon la troisième langue vivante étudiée à la rentrée 2025

	Effectif total	Effectif en LV3	Part en LV3 (%)	Italien	Chinois	Espagnol	Langues régio.	Russe	Arabe	Japonais	Portugais	Allemand	Hébreu	Anglais	Autres (1)
Classe préparatoire à la classe de seconde	1 023	0	0,0												
Seconde	521 959	22 799	4,4	8 089	3 554	2 978	1 435	1 483	1 363	1 271	856	372	157	53	1 188
Première	558 700	15 254	2,7	5 365	2 271	2 019	1 103	895	787	814	585	305	120	109	881
Terminale	517 521	12 850	2,5	4 284	1 975	1 669	1 079	707	677	671	426	303	73	90	896
ULIS en lycée GT	217	18	8,3	6	1	4				3					4
Total formations GT	**1 599 420**	**50 921**	**3,2**	**17 744**	**7 801**	**6 670**	**3 617**	**3 085**	**2 827**	**2 759**	**1 867**	**980**	**350**	**252**	**2 969**
%		100		34,8	15,3	13,1	7,1	6,1	5,6	5,4	3,7	1,9	0,7	0,5	5,8
Public	1 255 376	35 562	2,8	12 697	4 152	4 208	3 142	2 551	2 607	1 722	1 842	694	197	110	1 640
Privé	343 398	15 359	4,5	5 047	3 649	2 462	475	534	220	1 037	25	286	153	142	1 329

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Y compris les langues apprises par correspondance ou dans un autre établissement.
Lecture : *en 2025, 3,2 % des élèves du second cycle général et technologique apprennent une troisième langue vivante. Parmi eux, 34,8 % apprennent l'italien.*

Les **sections linguistiques** scolarisent 387 200 élèves à la rentrée 2025, soit 7,1 % des élèves du second degré (hors Segpa, ULIS, dispositifs relais et prépa-seconde) **(2) (3)**. La très grande majorité des élèves des sections linguistiques (84,1 %) sont en section européenne ou de langues orientales.

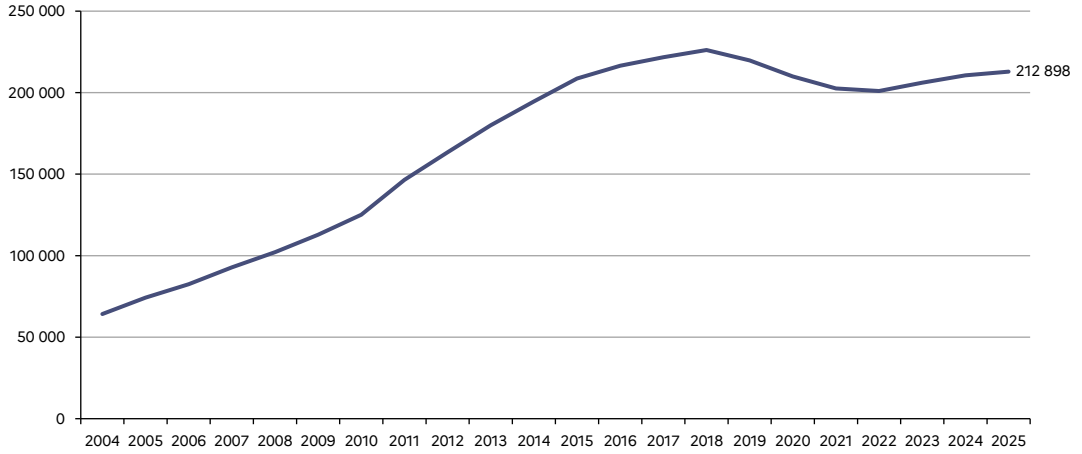
Depuis 2022, les effectifs des sections linguistiques en lycée général et technologique augmentent régulièrement pour atteindre 212 900 élèves en 2025 **(1)**. Malgré une baisse régulière entre 2018 et 2022 (- 11,1 % en quatre ans), ils ont triplé depuis 2004.

Dans l'ensemble du second degré, 60,0 % des élèves en section linguistique sont des filles. Ces dernières sont donc surreprésentées dans ces sections, en particulier en langue espagnole (65,8 %).

En Corse, en Guyane ou à Mayotte, les élèves en section linguistique constituent une faible part des effectifs totaux (2 %). À l'inverse, ils représentent 13,6 % des effectifs dans l'académie de Strasbourg et 9 % dans celles de Rennes, Normandie et Lille. Le choix de la langue de la section peut être lié à la situation géographique de l'académie. Ainsi, dans l'académie de Strasbourg, 58,0 % des élèves des sections linguistiques sont dans des sections d'allemand. Les sections d'espagnol sont quant à elles surreprésentées à Toulouse, à Montpellier ainsi que dans les DROM, tandis que celles d'italien le sont en Corse, à Grenoble, à Aix-Marseille et à Nice.

La scolarisation dans une section linguistique est fortement liée à l'**origine sociale (4)**. Ainsi, en lycée général et technologique, ces sections scolarisent 18,9 % des élèves d'origine très favorisée, contre 8,6 % de ceux d'origine sociale défavorisée.

1 Évolution des effectifs d'élèves de second cycle général et technologique en section linguistique



RERS 2026, DEPP

▶ **France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 212 898 élèves du second cycle GT sont scolarisés en section linguistique.*
Note : contrairement aux éditions précédentes de cette fiche, les effectifs présentés à partir de l'édition 2025 incluent ici les sections franco-allemandes, ainsi que les sections de baccalauréat français international (BFI) mises en place à partir de 2022.

Pour en savoir plus

Notes d'Information : 25.59 ; 24.42.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Répartition des élèves en section linguistique selon la langue de la section à la rentrée 2025

	Anglais	Allemand	Espagnol	Italien	Portugais	Russe et langues o. (2)	Autres	Ensemble en section
Élèves en formations de niveau collège (1) (hors Segpa et ULIS)	102 792	15 712	26 099	4 191	724	2 436	425	152 379
Élèves en formations GT de niveau lycée (hors ULIS)	162 520	13 886	27 107	6 142	594	2 112	537	212 898
Élèves en formations professionnelles de niveau lycée (hors ULIS)	18 964	688	2 057	153	22		16	21 900
Ensemble des élèves en section linguistique (hors Segpa et ULIS)	**284 276**	**30 286**	**55 263**	**10 486**	**1 340**	**4 548**	**978**	**387 177**
%	73,4	7,8	14,3	2,7	0,3	1,2	0,3	100,0
Public	205 031	26 412	48 164	10 186	1 340	4 381	956	296 470
Privé	79 245	3 874	7 099	300	0	167	22	90 707
Sections européennes ou de langues orientales (1)	258 037	14 885	45 416	6 066	276	798	174	325 652
Sections internationales	18 499	1 702	2 489	1 189	803	2 906	547	28 135
Sections binationales (Abibac, Esabac, Bachibac)		4 708	6 649	2 858			17	14 232
Sections franco-allemandes		8 648						8 648
Sections baccalauréat français international (BFI)	7 740	343	709	373	261	844	240	10 510
Part des filles (%)	59,5	54,5	65,8	61,5	58,9	54,6	56,4	60,0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Y compris les élèves qui suivent l'option facultative en collège : langues et cultures européennes.
2. Russe, arabe, chinois, japonais et vietnamien.
Lecture : *à la rentrée 2025, les sections d'anglais accueillent 73,4 % des élèves scolarisés en section linguistique. Parmi eux, 59,5% sont des filles.*

3 Scolarisation en section linguistique par académie à la rentrée 2025

Régions académiques	Effectifs de référence (1)	Sections linguistiques		Répartition selon la langue de la section (%)						
		Effectifs (2)	%	Anglais	Allemand	Espagnol	Italien	Russe et langues o. (3)	Autres (4)	Ensemble
Clermont-Ferrand	95 153	7 755	8,2	81,9	2,2	12,4	2,5	0,9	0,0	100,0
Grenoble	278 377	17 091	6,1	71,9	3,6	8,6	14,4	0,8	0,7	100,0
Lyon	282 287	19 532	6,9	78,9	6,0	8,6	3,9	1,5	1,0	100,0
Auvergne-Rhône-Alpes	**655 817**	**44 378**	**6,8**	**76,8**	**4,4**	**9,3**	**7,7**	**1,1**	**0,7**	**100,0**
Besançon	88 594	5 350	6,0	79,4	7,7	11,0	1,9	0,0	0,0	100,0
Dijon	113 806	7 044	6,2	86,1	2,9	9,1	1,6	0,0	0,3	100,0
Bourgogne-Franche-Comté	**202 400**	**12 394**	**6,1**	**83,2**	**5,0**	**9,9**	**1,7**	**0,0**	**0,2**	**100,0**
Bretagne (Rennes)	**262 978**	**24 518**	**9,3**	**85,1**	**2,0**	**11,5**	**0,4**	**1,0**	**0,0**	**100,0**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**198 072**	**13 663**	**6,9**	**83,7**	**2,3**	**13,5**	**0,5**	**0,0**	**0,0**	**100,0**
Corse	**21 646**	**331**	**1,5**	**67,4**	**1,5**	**0,0**	**27,2**	**0,0**	**3,9**	**100,0**
Nancy-Metz	173 779	12 044	6,9	62,5	22,9	10,7	4,0	0,0	0,0	100,0
Reims	99 853	6 339	6,3	75,5	13,3	10,5	0,6	0,0	0,1	100,0
Strasbourg	146 390	19 842	13,6	37,2	58,0	2,6	0,9	0,9	0,5	100,0
Grand-Est	**420 022**	**38 225**	**9,1**	**51,5**	**39,5**	**6,4**	**1,8**	**0,4**	**0,3**	**100,0**
Amiens	156 779	9 425	6,0	80,8	5,7	12,6	0,9	0,0	0,0	100,0
Lille	347 733	31 810	9,1	81,6	3,7	13,4	0,9	0,3	0,1	100,0
Hauts-de-France	**504 512**	**41 235**	**8,2**	**81,4**	**4,1**	**13,2**	**0,9**	**0,2**	**0,1**	**100,0**
Créteil	409 451	14 959	3,7	75,2	5,9	12,1	1,8	2,6	2,3	100,0
Paris	149 790	11 553	7,7	67,9	6,7	8,4	3,8	10,1	3,0	100,0
Versailles	526 087	38 454	7,3	70,7	9,3	15,2	1,5	1,3	2,1	100,0
Île-de-France	**1 085 328**	**64 966**	**6,0**	**71,2**	**8,0**	**13,3**	**2,0**	**3,2**	**2,3**	**100,0**
Normandie	**258 457**	**23 796**	**9,2**	**84,3**	**3,3**	**11,5**	**0,8**	**0,1**	**0,1**	**100,0**
Bordeaux	261 386	18 953	7,3	73,5	1,5	23,5	0,5	0,9	0,1	100,0
Limoges	48 059	2 507	5,2	80,8	1,1	18,1	0,0	0,0	0,0	100,0
Poitiers	127 908	8 285	6,5	69,9	6,9	22,1	0,8	0,0	0,3	100,0
Nouvelle-Aquitaine	**437 353**	**29 745**	**6,8**	**73,1**	**2,9**	**22,7**	**0,5**	**0,6**	**0,2**	**100,0**
Montpellier	223 519	13 252	5,9	65,0	2,9	28,6	0,6	2,2	0,7	100,0
Toulouse	231 858	14 609	6,3	64,2	2,7	32,3	0,7	0,0	0,2	100,0
Occitanie	**455 377**	**27 861**	**6,1**	**64,6**	**2,8**	**30,5**	**0,6**	**1,0**	**0,4**	**100,0**
Pays de la Loire (Nantes)	**309 509**	**22 172**	**7,2**	**85,8**	**2,9**	**10,5**	**0,4**	**0,4**	**0,0**	**100,0**
Aix-Marseille	248 177	16 633	6,7	68,7	4,3	14,6	10,1	2,2	0,0	100,0
Nice	169 039	12 748	7,5	65,4	2,9	13,3	15,6	2,5	0,3	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**417 216**	**29 381**	**7,0**	**67,3**	**3,7**	**14,0**	**12,5**	**2,4**	**0,1**	**100,0**
France hors DROM	**5 228 687**	**372 665**	**7,1**	**73,8**	**7,9**	**13,7**	**2,8**	**1,2**	**0,6**	**100,0**
Guadeloupe	36 751	2 693	7,3	68,0	0,0	32,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Guyane	36 359	632	1,7	71,8	0,0	16,9	0,0	0,0	11,2	100,0
La Réunion	94 768	7 948	8,4	58,2	9,1	30,3	0,0	2,2	0,2	100,0
Martinique	27 400	2 075	7,6	70,1	0,0	29,6	0,0	0,0	0,2	100,0
Mayotte	48 848	1 164	2,4	72,9	0,0	23,2	0,0	4,0	0,0	100,0
DROM	**244 126**	**14 512**	**5,9**	**63,5**	**5,0**	**29,3**	**0,0**	**1,5**	**0,7**	**100,0**
France	**5 472 813**	**387 177**	**7,1**	**73,4**	**7,8**	**14,3**	**2,7**	**1,2**	**0,6**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Total des élèves scolarisés dans les classes de sixième à troisième (hors Segpa, ULIS, dispositifs relais) et dans celles de lycée général, technologique et professionnel (hors prépa-seconde et ULIS).
2. Y compris les élèves qui suivent l'option facultative en collège : langues et cultures européennes.
3. Russe, arabe, chinois, japonais et vietnamien.
4. Y compris portugais.
Lecture : *à la rentrée 2025, 8,2 % des élèves du second degré scolarisés dans l'académie de Clermont-Ferrand sont en section linguistique. Pour 81,9 % d'entre eux, il s'agit d'une section d'anglais.*

4 Scolarisation en section linguistique selon l'origine sociale à la rentrée 2025 (en %)

		Très favorisée	Favorisée	Moyenne	Défavorisée
Part des élèves en section linguistique (%)	Total formations en collège (hors Segpa, ULIS) (1)	7,6	5,0	4,0	3,2
	Total formations GT en lycée (hors prépa-seconde, ULIS)	18,9	12,7	10,7	8,6
	Total formations professionnelles en lycée (hors ULIS)	5,2	3,9	3,7	2,8
	Ensemble (hors Segpa, prépa-seconde, ULIS)	**11,9**	**7,3**	**5,8**	**4,3**

RERS 2026, DEPP

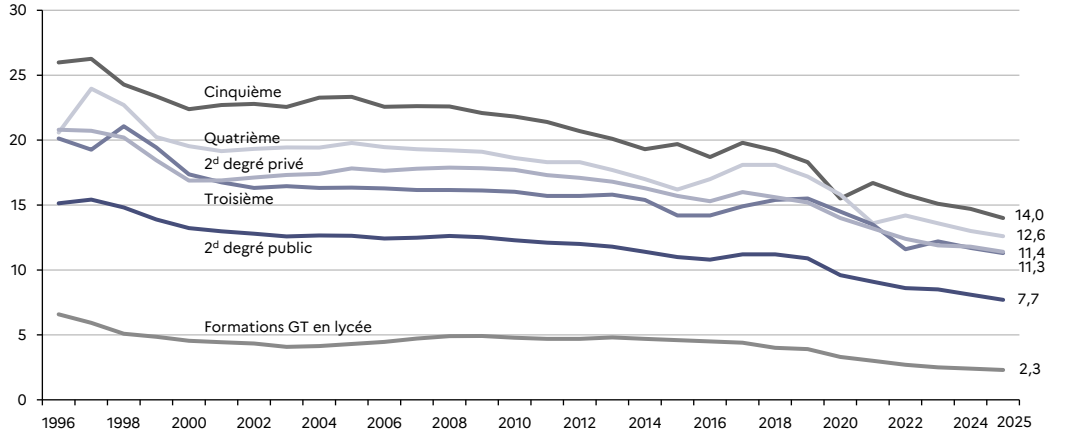
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Y compris les élèves qui suivent l'option facultative en collège : langues et cultures européennes et orientales.
Lecture : *à la rentrée 2025, 11,9 % des élèves du second degré d'origine sociale très favorisée sont scolarisés en section linguistique, contre 4,3 % des élèves d'origine sociale défavorisée.*

À la rentrée 2025, 14,0 % des élèves de cinquième ont choisi le **latin** en option **(1)**. En classe de troisième, cela concerne 11,3 % des élèves. L'étude du latin en classe de cinquième, qui s'était stabilisée aux alentours de 23,0 % au début des années 2000, a diminué quasiment chaque année à partir de 2009. L'apprentissage de cette langue ancienne reste plus fréquent dans les collèges privés sous contrat (16,1 %) que dans ceux du secteur public (11,6 %) **(2)**. L'option « **grec ancien** » reste toujours très faiblement suivie : 0,6 % en collège. L'option « initiation latin et grec ancien » est suivie par 0,8 % des collégiens.

Au lycée, 2,3 % des élèves font du latin en enseignement de spécialité et/ou en option et 0,7 % du grec. Parmi les 754 000 élèves de première et terminale générales, 750 au total suivent l'enseignement de spécialité « littérature, langues et cultures de l'Antiquité latin » et 295 la spécialité correspondante pour le grec **(3)**. Les filles sont surreprésentées parmi les élèves ayant choisi ces enseignements de spécialité (75,2 %).

L'étude du latin demeure fortement liée à l'**origine sociale.** Au collège, 7,9 % des élèves d'origine sociale défavorisée apprennent le latin, contre 20,7 % des élèves d'origine très favorisée **(4)**. Le constat est le même en lycée : 1,4 % des élèves de milieux défavorisés étudient le latin, contre 3,3 % des élèves de milieux très favorisés.

1 Évolution de l'étude du latin dans le second degré (en %) (1)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé (uniquement sous contrat à partir de 2011) (2).**
1. Y compris littérature, langues et cultures de l'Antiquité latin, hors initiation latin et grec ancien et hors ULIS.
2. Les évolutions avec ou sans Mayotte et avec ou sans le privé hors contrat sont quasiment identiques.
Lecture : *en 2025, 2,3 % des élèves des formations générales et technologiques (GT) en lycée étudient le latin.*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements publics et privés sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Grec ancien, latin – Voir « Glossaire » à « Latin et grec ancien ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.06 ; 25.59.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Répartition des élèves étudiant le latin et le grec y compris littérature, langues et cultures de l'Antiquité latin et grec dans le second degré à la rentrée 2025 (hors ULIS)

	Effectif total par niveau	Latin		Grec ancien (1)		Initiation latin et grec	
		Effectifs (2)	%	Effectifs (2)	%	Effectifs (3)	%
Cinquième	620 647	78 364	12,6	101	0,0	5 397	0,9
Quatrième	628 455	73 779	11,7	566	0,1	4 961	0,8
Troisième	637 150	66 907	10,5	10 114	1,6	6 481	1,0
Total cinquième à troisième	**1 886 252**	**219 050**	**11,6**	**10 781**	**0,6**	**16 839**	**0,9**
Seconde générale et technologique	437 979	8 826	2,0	2 717	0,6		
Première générale et technologique	407 656	7 412	1,8	2 440	0,6		
Terminale générale et technologique	407 989	6 470	1,6	2 133	0,5		
Total formations générales et technologiques en lycée	**1 253 624**	**22 708**	**1,8**	**7 290**	**0,6**		
Total public	**3 139 876**	**241 758**	**7,7**	**18 071**	**0,6**	**16 839**	**0,9**
Cinquième	179 655	33 689	18,8	189	0,1	1 249	0,7
Quatrième	175 880	27 337	15,5	649	0,4	842	0,5
Troisième	177 297	24 989	14,1	2 294	1,3	869	0,5
Total cinquième à troisième	**532 832**	**86 015**	**16,1**	**3 132**	**0,6**	**2 960**	**0,6**
Seconde générale et technologique	120 721	5 731	4,7	1 496	1,2		
Première générale et technologique	114 303	4 454	3,9	1 258	1,1		
Terminale générale et technologique	109 532	3 934	3,6	1 170	1,1		
Total formations générales et technologiques en lycée	**344 556**	**14 119**	**4,1**	**3 924**	**1,1**		
Total privé sous contrat	**877 388**	**100 134**	**11,4**	**7 056**	**0,8**	**2 960**	**0,6**
Cinquième	800 302	112 053	14,0	290	0,0	6 646	0,8
Quatrième	804 335	101 116	12,6	1 215	0,2	5 803	0,7
Troisième	814 447	91 896	11,3	12 408	1,5	7 350	0,9
Total cinquième à troisième	**2 419 084**	**305 065**	**12,6**	**13 913**	**0,6**	**19 799**	**0,8**
Seconde générale et technologique	558 700	14 557	2,6	4 213	0,8		
Première générale et technologique	521 959	11 866	2,3	3 698	0,7		
Terminale générale et technologique	517 521	10 404	2,0	3 303	0,6		
Total formations générales et technologiques en lycée	**1 598 180**	**36 827**	**2,3**	**11 214**	**0,7**		
Total public + privé sous contrat	**4 017 264**	**341 892**	**8,5**	**25 127**	**0,6**	**19 799**	**0,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

1. Cette matière n'est pas enseignée à Mayotte.
2. Dans ce tableau, les élèves de première et de terminale générales cumulant l'enseignement de spécialité LLCA latin et l'option latin sont comptés deux fois (idem pour le grec). Au total, en première générale, 166 élèves suivent simultanément l'enseignement de spécialité LLCA latin et l'option latin et 71 élèves suivent l'enseignement de spécialité LLCA grec et l'option grec. En terminale générale, ce cumul concerne 106 élèves pour le latin et 29 élèves pour le grec.
3. Ces pourcentages sont calculés hors formations en lycée, car l'initiation au latin et au grec ancien est proposée uniquement dans les classes de cinquième, quatrième et troisième.

Lecture : *à la rentrée 2025, sur les 620 647 élèves de cinquième dans le secteur public, 78 364 étudient le latin (soit 12,6 %), 101 étudient le grec ancien (0,0 %) et 5 397 bénéficient d'une initiation au latin et au grec ancien (0,9 %).*

3 Répartition des élèves qui suivent en première et terminale générales les enseignements de spécialité littérature, langues et cultures de l'Antiquité latin et grec à la rentrée 2025 (hors ULIS)

		Effectif total de la classe	LLCA latin		LLCA grec		Total LLCA latin et grec	
			Effectifs	Part des filles (%)	Effectifs	Part des filles (%)	Effectifs	Part des filles (%)
Première générale	Public	288 005	470	73,2	192	77,6	662	74,5
	Privé sous contrat	91 254	38	73,7	1	100,0	39	74,4
Total première générale	**Public + privé sous contrat**	**379 259**	**508**	**73,2**	**193**	**77,7**	**701**	**74,5**
Terminale générale	Public	287 530	224	79,0	97	68,0	321	75,7
	Privé sous contrat	87 140	18	94,4	5	80,0	23	91,3
Total terminale générale	**Public + privé sous contrat**	**374 670**	**242**	**80,2**	**102**	**68,6**	**344**	**76,7**
Total Public + Privé		**753 929**	**750**	**75,5**	**295**	**74,6**	**1 045**	**75,2**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *à la rentrée 2025, sur les 288 005 élèves inscrits en première générale dans un établissement public, 470 suivent l'enseignement de spécialité LLCA latin ; 73,2 % d'entre eux sont des filles. 192 élèves ont opté pour l'enseignement de spécialité LLCA grec ; 77,6 % d'entre eux sont des filles. 662 élèves suivent l'un ou l'autre de ces enseignements de spécialité, 74,5 % d'entre eux sont des filles.*

4 Choix du latin au collège et au lycée selon l'origine sociale à la rentrée 2025 (en %) (1)

	Très favorisée	Favorisée	Moyenne	Défavorisée	Total
Cinquième	23,2	14,5	11,9	8,8	14,1
Quatrième	20,5	13,3	10,8	7,9	12,7
Troisième	18,4	12,2	9,8	7,0	11,4
Total cinquième à troisième	**20,7**	**13,3**	**10,8**	**7,9**	**12,7**
Seconde générale et technologique	3,9	2,5	2,1	1,6	2,6
Première générale et technologique	3,2	1,9	1,7	1,3	2,2
Terminale générale et technologique	2,9	1,8	1,6	1,2	2,0
Total formations générales et technologiques en lycée	**3,3**	**2,1**	**1,8**	**1,4**	**2,3**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

1. Hors initiation latin et grec ancien, hors littérature, langues et cultures de l'Antiquité latin, hors ULIS et hors origine sociale non renseignée.

Lecture : *à la rentrée 2025, 23,2 % des élèves de cinquième d'origine sociale très favorisée apprennent le latin. Ils sont 8,8 % parmi les élèves de cinquième d'origine sociale défavorisée.*

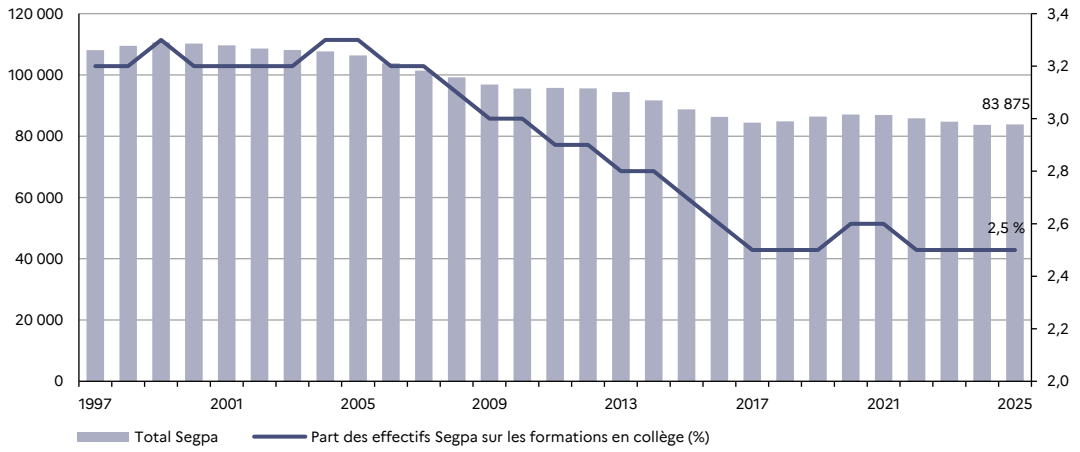
En 2025, les établissements du second degré du secteur public ou privé sous contrat accueillent 83 900 élèves dans des **sections d'enseignement général et professionnel adapté** (Segpa), soit 200 de plus qu'en 2024 **(1)**. Jusqu'à la rentrée 2010, les élèves inscrits en Segpa suivaient une scolarité de quatre ans en collège (de la sixième à la troisième) suivie de deux années de formation qualifiante en CAP. Depuis, seules restent ouvertes les classes de Segpa au collège. Sur ce champ, leurs effectifs ont diminué de 24 200 élèves depuis la création des Segpa à la rentrée 1997. Leur part est restée stable jusqu'en 2007 (autour de 3,2 %), avant de baisser pour se stabiliser à 2,5 % depuis 2016.

À l'issue de leur formation en Segpa, les élèves sont majoritairement scolarisés en voie professionnelle, principalement en CAP et le plus souvent sous statut scolaire. Ainsi, 60,6 % des élèves inscrits en troisième Segpa en 2024 se sont orientés vers une première année de CAP l'année suivante **(2)**. Les orientations en seconde professionnelle sont plus rares mais en augmentation (9,0 % des élèves en 2025).

En 2025, 22,6 % des élèves préparant une première année de CAP sous statut scolaire dans un lycée du ministère chargé de l'éducation nationale sont issus de Segpa **(3)**. La spécialité « équipier polyvalent du commerce » réunit le plus d'élèves issus de Segpa en première année de CAP (2 900 élèves, soit 30,6 % des effectifs en première année de cette spécialité) suivie par la spécialité « production/service en restauration rapide, collective, cafétéria » (1 100 élèves, soit 30,0 %).

La part des élèves de collège inscrits en Segpa varie selon les académies. Les Segpa sont moins implantées en Île-de-France (0,9 % à Paris). À l'inverse, elles sont davantage représentées dans les académies de Limoges (3,3 %), Dijon (3,4 %), Strasbourg (3,5 %) et dans la plupart des DROM (3,8 % en Guadeloupe, 4,3 % à La Réunion, 5,8 % en Guyane et 7,0 % en Martinique) **(4)**.

1 Évolution des effectifs de Segpa et de leur part parmi l'ensemble des élèves en formation en collège (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, 83 875 élèves sont inscrits en sixième, cinquième, quatrième ou troisième Segpa. Ils représentent 2,5 % de l'ensemble des élèves en formation en collège.*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements publics et privés sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.59 ; 24.42.
- DEPP, 2026, *Géographie de l'École 2026*, fiche 7, « La scolarisation au collège ».

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Évolution des taux de passage de Segpa dans les établissements de l'éducation nationale (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Sixième - cinquième	94,7	93,8	94,5	94,7	94,9	94,9
Cinquième - quatrième	95,5	94,5	94,5	95,0	94,7	94,9
Quatrième - troisième	95,0	93,9	94,2	94,5	94,4	94,7
Troisième - seconde professionnelle (1)	6,7	6,8	6,9	7,9	8,7	9,0
Troisième - CAP (1)	61,4	60,4	58,2	58,1	59,3	60,6

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
1. Sous statut scolaire au sein des établissements de l'éducation nationale.
Lecture : *60,6 % des élèves scolarisés en troisième Segpa en 2024 ont poursuivi leurs études en CAP à la rentrée 2025.*

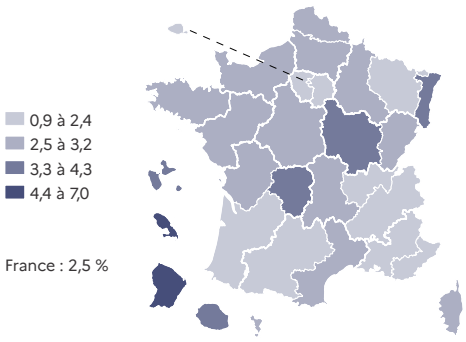
3 Effectifs d'élèves inscrits en première année de CAP sous statut scolaire à la rentrée 2025 selon la spécialité de formation, effectifs et part de ceux provenant de Segpa (en %)

	Effectifs de première année de CAP	dont issus de Segpa	Part (%)
Total spécialités de la production	**33 315**	**7 249**	**21,8**
Électricien	4 188	909	21,7
Production/service en restauration rapide, collective, cafétéria	3 781	1 136	30,0
Cuisine	2 725	773	28,4
Maintenance des véhicules option A voitures particulières	1 694	548	32,3
Menuisier fabricant	1 600	255	15,9
Peintre applicateur de revêtements	1 495	409	27,4
Métallier	1 353	248	18,3
Maçon	1 242	281	22,6
Intervention en maintenance technique des bâtiments	1 089	217	19,9
Monteur en installations sanitaires	1 076	194	18,0
Carrossier automobile	1 015	319	31,4
Métiers de la mode - vêtement flou	985	180	18,3
Autres	11 072	1 780	16,1
Total spécialités des services	**25 744**	**6 114**	**23,7**
Équipier polyvalent du commerce	9 402	2 879	30,6
Agent accompagnant au grand âge	3 504	933	26,6
Accompagnant éducatif petite enfance	2 884	571	19,8
Commercialisation et services en hôtel-café-restaurant	2 212	488	22,1
Agent de sécurité	1 517	148	9,8
Opérateur/opératrice logistique	1 493	425	28,5
Métiers de la coiffure	1 400	155	11,1
Autres	3 332	515	15,5
Ensemble des spécialités	**59 059**	**13 363**	**22,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 7 249 élèves de première année de CAP relevant du domaine de la production étaient issus de Segpa, soit 21,8 % des effectifs.*

4 Part des élèves de collège inscrits en Segpa à la rentrée 2025 par académie (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025 dans l'académie de Lille, 2,6 % des élèves sont inscrits en Segpa.*

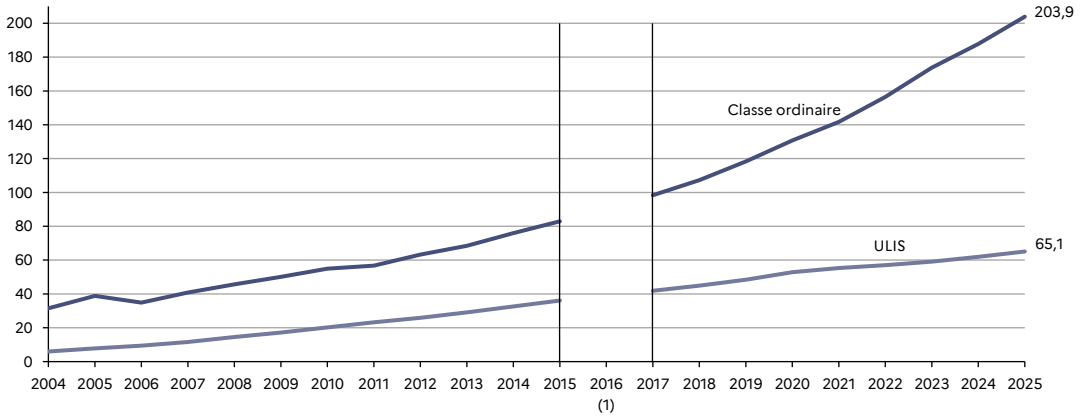
4.22 Les élèves en situation de handicap dans le second degré – 1

Au cours de l'année scolaire 2025-2026, 269 000 élèves bénéficiant d'un projet personnalisé de scolarisation (**PPS**) sont scolarisés en **milieu ordinaire** dans un établissement scolaire du second degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale. Les trois quarts de ces élèves sont scolarisés en **classe ordinaire**, c'est-à-dire en **scolarisation individuelle**, et un quart est scolarisé avec l'appui d'un dispositif **ULIS**, c'est-à-dire en **scolarisation collective (1)**. Depuis 2015, les effectifs d'élèves ont crû de 146,0 % en scolarisation individuelle et de 80,3 % en scolarisation collective.

Les filles représentent 27,8 % des élèves en situation de handicap scolarisés en classe ordinaire et 35,4 % de ceux scolarisés avec l'appui d'une ULIS **(2)**. La part des élèves scolarisés avec l'appui d'une ULIS atteint son niveau le plus élevé à 14 et 15 ans (29,2 %), puis décroît au-delà.

La scolarisation collective concerne 65 000 élèves, dont 8 sur 10 sont en collège et 9 sur 10 dans le secteur public **(3)**. Les élèves en ULIS collège sont répartis dans 4 600 structures et représentent 1,6 % des élèves de collège **(4)**. Leur part sur l'ensemble des collégiens varie de 1,1 % à 3,2 % selon les académies. Ce sont les académies de Mayotte, Versailles, Créteil, Rennes, Nantes et Aix-Marseille qui présentent les taux les plus bas (1,3 % ou moins), alors que les taux les plus élevés s'observent dans les académies de Guyane, Guadeloupe et Martinique (respectivement 3,2 %, 2,9 % et 2,5 %).

1 Évolution des modes de scolarisation des élèves en situation de handicap dans le second degré (en milliers) (1)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2012), public + privé (sous contrat et hors contrat).**
1. Données manquantes en raison d'une grève administrative des enseignants référents.
Lecture : *en 2025-2026, 203,9 milliers d'élèves bénéficiant d'un projet personnalisé de scolarisation sont scolarisés en classe ordinaire, 65,1 milliers en ULIS.*

Précisions

Population concernée – Élèves bénéficiant d'un projet personnalisé de scolarisation (PPS) scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du second degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).

Ne sont pas recensés ici les élèves des établissements spécialisés (établissements hospitaliers et médico-sociaux). Voir fiche 1.07.

Classification des principales déficiences présentées par les élèves – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.63.

Source

DEPP et DGESCO, enquête n°12 relative aux élèves bénéficiant d'un PPS scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du second degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

2 Répartition selon l'âge et le type de scolarisation des élèves en situation de handicap scolarisés dans le second degré en 2025-2026

	Scolarisation en classe ordinaire (y compris Segpa et EREA)			Scolarisation en ULIS			Ensemble		
	Effectifs	%	Part des filles (%)	Effectifs	%	Part des filles (%)	Effectifs	%	Part des filles (%)
11 ans et moins	27 011	87,6	26,5	3 837	12,4	34,2	30 848	11,5	27,4
12 ans	39 510	75,6	28,5	12 731	24,4	35,4	52 241	19,4	30,2
13 ans	36 922	72,3	26,8	14 177	27,7	35,0	51 099	19,0	29,1
14 ans	33 278	70,8	26,7	13 703	29,2	34,9	46 981	17,5	29,1
15 ans	25 584	70,8	27,7	10 533	29,2	35,1	36 117	13,4	29,8
16 ans	19 457	80,3	28,6	4 771	19,7	37,1	24 228	9,0	30,2
17 ans	14 805	80,4	29,3	3 606	19,6	37,4	18 411	6,8	30,9
18 ans	5 347	81,2	32,0	1 239	18,8	38,3	6 586	2,4	33,2
19 ans	1 520	81,8	36,2	338	18,2	41,7	1 858	0,7	37,2
20 ans et plus	552	82,8	43,1	115	17,2	36,5	667	0,2	42,0
Total	**203 986**	**75,8**	**27,8**	**65 050**	**24,2**	**35,4**	**269 036**	**100,0**	**29,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat).**
Lecture : *en 2025-2026, 75,6 % des élèves bénéficiant d'un projet personnalisé de scolarisation âgés de 12 ans sont scolarisés en classe ordinaire et 28,5 % d'entre eux sont des filles.*

3 Évolution des effectifs des ULIS selon le site de formation

	2001	2005	2010	2014	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Collège	2 111	7 062	17 703	27 548	34 762	37 291	40 299	43 626	45 807	51 236	49 215	51 236	53 723
Lycée (LP et LEGT)		703	2 419	4 832	6 786	7 214	7 676	8 796	9 040	10 172	9 400	10 172	10 716
EREA			107	208	325	386	395	508	438	516	466	516	611
Total	**2 111**	**7 765**	**20 229**	**32 588**	**41 873**	**44 891**	**48 370**	**52 930**	**55 285**	**61 924**	**59 081**	**61 924**	**65 050**
Part du public (%)	91,8	89,8	89,7	89,7	90,0	90,0	90,0	89,9	90,0	90,2	90,1	90,2	90,3

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2012), public + privé (sous contrat et hors contrat).**
Lecture : *en 2025-2026, 65 050 élèves bénéficiant d'un projet personnalisé de scolarisation sont scolarisés en ULIS, dont 90,3 % dans le public.*

4 Part des effectifs en ULIS collège par rapport à l'ensemble des effectifs scolarisés en collège en 2025-2026

Académies et régions académiques	Nombre d'ULIS	Effectifs d'élèves en ULIS collège	Élèves en ULIS collège (%)
Aix-Marseille	161	1 973	1,3
Amiens	185	2 219	2,3
Besançon	86	970	1,8
Bordeaux	228	2 444	1,5
Clermont-Ferrand	116	1 383	2,3
Corse	18	193	1,5
Créteil	254	3 040	1,2
Dijon	105	1 191	1,7
Grenoble	209	2 647	1,5
Lille	243	2 910	1,4
Limoges	37	429	1,4
Lyon	238	2 658	1,5
Montpellier	194	2 502	1,8
Nancy-Metz	211	2 426	2,3
Nantes	223	2 487	1,3
Nice	131	1 462	1,4
Normandie	267	3260	2,0
Orléans-Tours	213	2282	1,8
Paris	121	1 156	1,4
Poitiers	114	1 222	1,5
Reims	95	990	1,6
Rennes	179	1899	1,2
Strasbourg	147	1 767	1,9
Toulouse	238	3 136	2,2
Versailles	334	3 797	1,2
France hors DROM	**4 347**	**50 443**	**1,6**
Guadeloupe	56	639	2,9
Guyane	65	742	3,2
Martinique	30	400	2,5
Mayotte	26	321	1,1
La Réunion	98	1 178	2,0
DROM	**275**	**3 280**	**2,2**
France	**4 622**	**53 723**	**1,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat).**
Lecture : *en 2025-2026, dans l'académie de Clermont-Ferrand, 116 structures ULIS collège accueillent 1 383 élèves, soit 2,3 % des élèves scolarisés en collège.*

Au cours de l'année scolaire 2025-2026, 204 000 élèves du second degré bénéficiant d'un **projet personnalisé de scolarisation (PPS)** sont scolarisés en **classe ordinaire**, c'est-à-dire hors **ULIS**. Parmi eux, 127 500 (62,5 %) suivent une formation en collège, 20 500 (10,0 %) sont en **Segpa**, 35 400 (17,4 %) suivent une formation professionnelle et 20 500 (10,1 %) une formation générale et technologique au lycée **(1)**.

Parmi ces élèves scolarisés en classe ordinaire, 22,5 % présentent des troubles intellectuels ou cognitifs. Ils sont surreprésentés en Segpa (36,9 %) et en lycée professionnel (27,5 %), alors qu'ils représentent 11,2 % des effectifs en lycée général et technologique. À l'opposé, les élèves atteints de troubles moteurs sont plus nombreux dans les lycées généraux et technologiques, où ils constituent 11,2 % des élèves en situation de handicap, contre 5,0 % pour l'ensemble des élèves scolarisés en classe ordinaire.

En 2025-2026, 35 300 élèves en situation de handicap sont scolarisés en CAP ou en baccalauréat professionnel **(2)**. La moitié des élèves en situation de handicap scolarisés en formation professionnelle sont à l'heure, 37,2 % présentent un retard d'un an et 11,0 % ont un retard de deux ans ou plus. Le retard scolaire est plus marqué dans les formations de CAP, où 58,6 % des élèves en situation de handicap ont un retard d'un an ou plus.

Parmi les 20 500 élèves en situation de handicap scolarisés dans une formation générale ou technologique, 74,4 % sont à l'heure, 21,4 % présentent un retard d'un an et 4,2 % ont un retard de deux ans ou plus **(3)**. Le retard scolaire est plus marqué dans les séries technologiques, en particulier en première technologique, où 34,1 % des élèves en situation de handicap présentent un retard d'un an ou plus, contre 22,0 % de ces élèves en première générale. Les élèves en situation de handicap qui sont scolarisés en filière générale présentent les parcours les plus linéaires : trois quarts de ces élèves sont à l'heure.

Précisions

Population concernée – Élèves bénéficiant d'un PPS scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du second degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA). Ne sont pas recensés ici les élèves des établissements hospitaliers et médico-sociaux. Voir fiche 1.07.

Classification des principales déficiences présentées par les élèves – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.63.

Source

DEPP et DGESCO, enquête n° 12 relative aux élèves bénéficiant d'un PPS scolarisés en milieu ordinaire dans les établissements du second degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

1 Répartition des effectifs en classe ordinaire selon le lieu de formation et le trouble en 2025-2026

	Formations en collège (hors Segpa) (1)	Segpa	Formations professionnelles en lycée	Formations GT en lycée	Total
Troubles intellectuels ou cognitifs	26 383	7 546	9 741	2 295	45 965
Troubles du psychisme	18 561	2 728	4 712	2 958	28 959
Troubles du langage ou de la parole	35 269	4 897	9 366	5 658	55 190
Troubles auditifs	1 776	127	601	740	3 244
Troubles visuels	1 434	52	393	670	2 549
Troubles viscéraux	779	48	197	241	1 265
Troubles moteurs	6 031	239	1 697	2 293	10 260
Plusieurs troubles associés	21 242	2 865	5 157	3 229	32 493
Autres troubles	16 049	1 973	3 582	2 457	24 061
Total	**127 524**	**20 475**	**35 446**	**20 541**	**203 986**
dont troubles du spectre de l'autisme	*10 972*	*441*	*2 638*	*3 102*	*17 153*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat).**
1. Y compris les élèves en situation de handicap scolarisés dans d'autres formations de niveau collège.
Lecture : *en 2025-2026, parmi les 203 986 élèves en situation de handicap scolarisés en classe ordinaire, 127 524 suivent une formation de collège (hors Segpa).*

2 Répartition des effectifs en classe ordinaire selon le type de formation professionnelle en lycée et le retard scolaire de l'élève en 2025-2026

	CAP 1re année	CAP 2e ou 3e année	Bac pro : seconde pro	Bac pro : première professionnelle	Bac pro : terminale professionnelle	Total (1)
À l'heure	3 148	2 465	5 189	4 166	3 312	18 280
En retard d'un an	3 619	2 739	2 477	2 291	1 987	13 113
En retard de deux ans ou plus	750	839	554	875	868	3 886
Total	**7 517**	**6 043**	**8 220**	**7 332**	**6 167**	**35 279**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat).**
1. Les élèves inscrits dans d'autres formations professionnelles du second degré (telles que les mentions complémentaires, les BMA, etc.) ne sont pas pris en compte ici. Cette restriction explique l'écart avec les effectifs du tableau 1.
Lecture : *en 2025-2026, 35 279 élèves en situation de handicap suivent une formation professionnelle (CAP ou bac pro). Parmi eux, 18 280 sont scolarisés à l'heure, 13 113 ont un retard d'un an et 3 886 un retard de deux ans ou plus.*

3 Répartition des effectifs en classe ordinaire selon le type de formation générale ou technologique en lycée et le retard scolaire de l'élève en 2025-2026

	Seconde générale et technologique	Première générale	Première technologique	Terminale générale	Terminale technologique	Total
À l'heure	6 374	3 322	1 484	2 650	1 452	15 282
En retard d'un an	1 627	820	643	718	580	4 388
En retard de deux ans ou plus	259	116	124	204	168	871
Total	**8 260**	**4 258**	**2 251**	**3 572**	**2 200**	**20 541**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé (sous contrat et hors contrat).**
Lecture : *en 2025-2026, 20 541 élèves en situation de handicap sont scolarisés dans des formations générales et technologiques au lycée. Parmi eux, 15 282 sont scolarisés à l'heure, 4 388 ont un retard d'un an et 871 ont un retard de deux ans ou plus.*

Les élèves de l'enseignement privé hors contrat dans le second degré

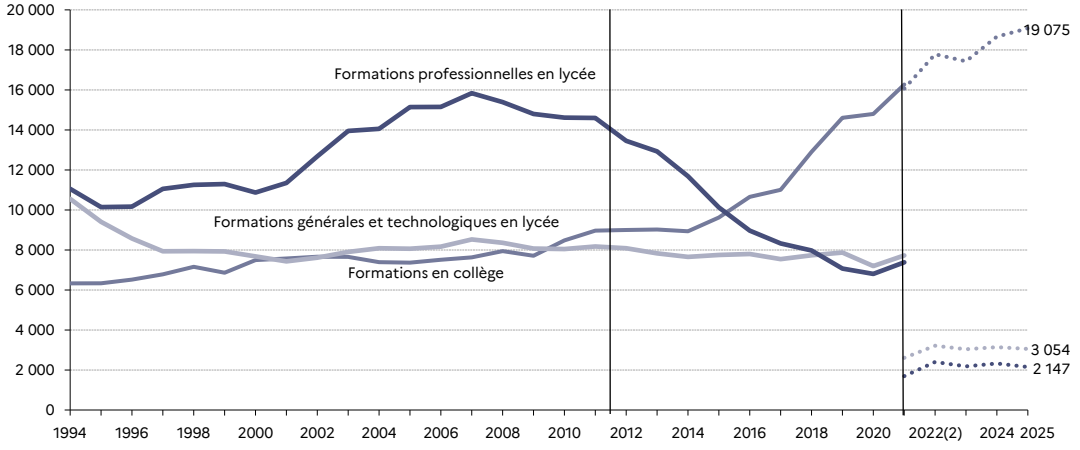
À la rentrée 2025, 24 800 élèves du second degré âgés de moins de 16 ans sont scolarisés dans un **établissement du secteur privé hors contrat (1) (2)**. Plus précisément, 19 100 élèves préparent une formation en collège, 3 100 une formation en lycée général et technologique, 2 100 en lycée professionnel et 500 élèves une formation de niveau indéterminé. L'académie de Versailles, avec 4 100 élèves, en compte le plus grand nombre, soit 16,5 % des effectifs totaux **(3)**.

Entre 1995 et 2025, le nombre d'élèves comptabilisés dans le second degré de l'enseignement privé hors contrat en **formations au collège** a augmenté de 12 700 élèves. Cette hausse, qui s'est accélérée au cours des dix dernières années, peut s'expliquer en partie par un meilleur recensement des élèves et des établissements dans le secteur privé hors contrat, notamment à travers l'immatriculation obligatoire de tous les élèves âgés de moins de 16 ans à partir de la rentrée 2022. La comparaison temporelle est ainsi possible pour les formations au collège, contrairement à celles du lycée, compte tenu du changement de source qui restreint désormais l'estimation aux seuls élèves de moins de 16 ans soumis à l'obligation scolaire.

En 2025, les élèves âgés de moins de 16 ans scolarisés dans les établissements privés hors contrat sont plus nombreux qu'en 2024 (+ 0,7 %). Cette augmentation concerne les formations de niveau collège (+ 2,2 %). À l'inverse, les effectifs des formations au lycée diminuent (- 2,8 % pour les formations générales ou technologiques et - 7,7 % pour les formations professionnelles). Dans l'Hexagone, les augmentations sont particulièrement importantes dans les académies d'Orléans-Tours (+ 23,5 %), Lyon (+ 21,8 %) et Reims (+ 18,0 %). À l'inverse, les baisses sont les plus fortes dans les académies de Montpellier (- 16,2 %) et Nancy-Metz (- 12,2 %).

En 2025, 427 établissements du secteur privé hors contrat scolarisent des élèves préparant une formation au collège. Ils représentent 5,4 % du nombre total des collèges, une part comparable à celle de 2024 **(4)**.

1 Effectifs d'élèves de l'enseignement privé hors contrat dans le second degré (1)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), privé hors contrat.**
1. À partir de la rentrée 2021 : effectifs limités aux élèves âgés de moins de 16 ans à la rentrée.
2. Estimation réalisée en avril 2023 à partir de données brutes issues de Sysca (système d'information statistique consolidé académique).
Lecture : *à la rentrée 2025, 19 075 élèves âgés de moins de 16 ans suivant une formation au collège sont scolarisés dans un établissement privé hors contrat.*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire âgés de moins de 16 ans inscrits dans les établissements du secteur privé hors contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA) depuis la rentrée 2021, et sans limite d'âge au cours de la période 1994-2021.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.59 ; 24.42.

Source

- jusqu'en 2021 : DEPP, enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ;
- à partir de 2022 : DEPP, système d'information Scolarité.

2 Effectifs d'élèves de l'enseignement privé hors contrat dans le second degré (1)

	1995	2000	2005	2010	2020	2021	Moins de 16 ans 2021	Moins de 16 ans 2022 (3)	Moins de 16 ans 2023	Moins de 16 ans 2024	Moins de 16 ans 2025
Sixième	1 300	1 767	1 601	2 042	3 979	4 598	4 587	4 846	4 514	5 043	5 115
Cinquième	1 388	1 769	1 759	2 092	3 640	3 997	3 979	4 747	4 568	4 920	4 985
Quatrième	1 639	1 845	1 884	2 139	3 521	3 825	3 815	4 266	4 395	4 478	4 727
Troisième	1 940	2 057	2 030	2 139	3 507	3 716	3 573	3 889	3 929	4 199	4 233
Dispositifs relais et autres dispositifs (2)	65	49	87	54	25	29	12				
Segpa					124	102	95	4	2	1	4
ULIS		10	4	10				29	21	22	11
Total formations en collège	**6 332**	**7 497**	**7 365**	**8 476**	**14 796**	**16 267**	**16 061**	**17 781**	**17 425**	**18 663**	**19 075**
Formations générales et technologiques en lycée	**9 405**	**7 677**	**8 059**	**8 043**	**7 195**	**7 727**	**2 607**	**3 212**	**3 036**	**3 142**	**3 054**
Formations professionnelles en lycée	**10 139**	**10 872**	**15 140**	**14 616**	**6 803**	**7 384**	**1 693**	**2 400**	**2 183**	**2 326**	**2 147**
Formations indéterminées								**683**	**530**	**466**	**482**
Ensemble	**25 876**	**26 046**	**30 564**	**31 135**	**28 794**	**31 378**	**20 361**	**24 076**	**23 174**	**24 597**	**24 758**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), privé hors contrat.**

1. En outre en 2025, 1 079 élèves sont scolarisés dans une classe hors contrat au sein d'un établissement privé sous contrat : 520 dans les formations en collège, 360 dans les formations générales et technologiques en lycée et 199 dans les formations professionnelles en lycée.
2. Notamment avant 2016 : les dispositifs d'initiation aux métiers en alternance (DIMA), les classes d'initiation préprofessionnelle en alternance (Clipa), les classes préprofessionnelles de niveau (CPPN) ou encore les classes préparatoires en alternance (CPA).
3. Estimation réalisée en avril 2023 à partir de données brutes issues de Sysca.

Lecture : *à la rentrée 2025, 5 115 élèves de sixième âgés de moins de 16 ans sont scolarisés dans un établissement privé hors contrat.*

3 Effectifs des élèves âgés de moins de 16 ans dans l'enseignement privé hors contrat du second degré par académie à la rentrée 2025

Académies	Privé hors contrat	Évolution 2024-2025 (%)
Aix-Marseille	1 253	7,5
Amiens	556	-1,4
Besançon	266	-0,4
Bordeaux	833	16,2
Clermont-Ferrand	224	-8,6
Corse	0	0,0
Créteil	1 935	8,3
Dijon	308	7,3
Grenoble	834	-6,9
Lille	1 065	-7,1
Limoges	276	-3,8
Lyon	1 928	21,8
Montpellier	1 031	-16,2
Nancy-Metz	173	-12,2
Nantes	1 667	-2,5
Nice	1 660	-4,8
Normandie	364	-1,9
Orléans-Tours	383	23,5
Paris	1 711	-5,5
Poitiers	391	-3,7
Reims	151	18,0
Rennes	727	4,2
Strasbourg	1 202	5,3
Toulouse	964	4,8
Versailles	4 092	-2,9
France hors DROM	**23 994**	**0,7**
Guadeloupe	425	1,9
Guyane	0	0,0
Martinique	105	18,0
Mayotte	81	-33,1
La Réunion	153	5,5
DROM	**764**	**-1,0**
France	**24 758**	**0,7**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, privé hors contrat, élèves âgés de moins de 16 ans au moment de la rentrée.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 1 711 élèves de sixième âgés de moins de 16 ans sont scolarisés dans un établissement privé hors contrat dans l'académie de Paris, soit 5,5 % de moins qu'en 2024.*

4 Évolution du nombre de collèges privés hors contrat parmi l'ensemble des collèges

	1995	2005	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Collèges privés hors contrat	53	75	147	291	326	389	391	402	427
Collèges publics + privés	6 883	7 010	7 097	7 245	7 288	7 365	7 373	7 388	7 421
Part du privé hors contrat dans les collèges (%)	**0,8**	**1,1**	**2,1**	**4,0**	**4,5**	**5,3**	**5,3**	**5,4**	**5,4**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public + privé sous contrat et hors contrat.**

Lecture : *à la rentrée 2025, on compte 427 collèges privés hors contrat, soit 5,4 % de l'ensemble des 7 421 collèges.*

4.25 Les élèves de collège accueillis en dispositifs relais

En 2024-2025, l'ensemble des **dispositifs relais** ont assuré en moyenne 24 séjours par an. Ce nombre est en légère augmentation par rapport à l'année précédente **(1)**. Certains élèves bénéficiant de plusieurs séjours au cours de la même année scolaire, le nombre de séjours est donc supérieur au nombre d'élèves.

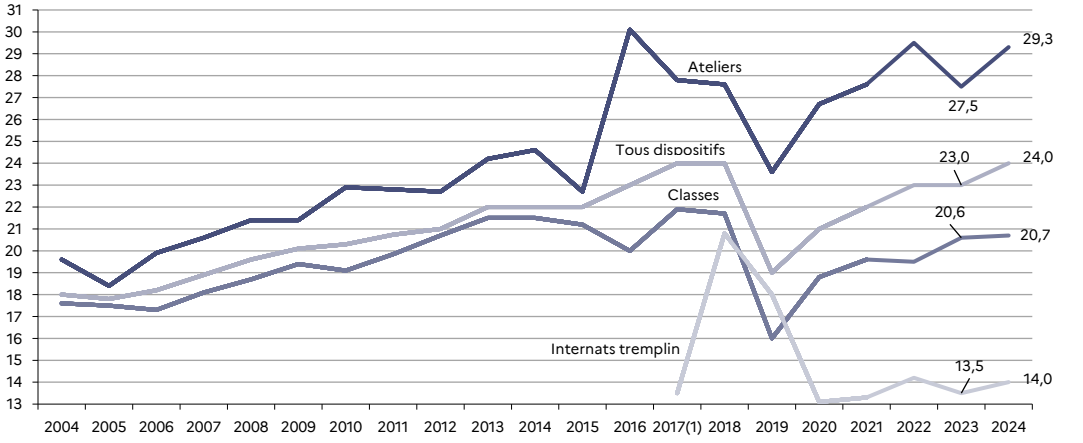
Dans les dispositifs relais, les élèves de quatrième demeurent les plus nombreux : ils représentent 42 % des effectifs, tandis que la part des élèves de sixième reste la plus faible (2 %) **(2)**.

En 2024-2025, les élèves accueillis en dispositifs relais peuvent rencontrer plusieurs types de difficultés : 41 % ont une scolarisation intermittente ou sont absents de leur établissement scolaire depuis plus de deux mois et 24 % d'entre eux ont un retard scolaire d'au moins un an. Ces difficultés sont plus fréquentes en internat tremplin et moins en atelier. De plus, 20 % des élèves sont sous mesure éducative (sachant que le taux de non-réponse pour cette information est de 24 %) **(3)**.

Tous dispositifs confondus, 59 % des élèves ont moins de 14 ans. En classe relais, ils sont 52 % dans ce cas tandis que les élèves sont plus jeunes en atelier relais (67 % ont moins de 14 ans) et plus âgés en internat tremplin (48 %).

Les filles sont sous-représentées dans les dispositifs relais : en 2024-2025, elles constituent 31 % des effectifs, contre 49 % de ceux des collèges publics. Elles y sont orientées plus tard que les garçons : 42 % d'entre elles ont 14 ans ou plus, contre 40 % des garçons **(4)**.

1 Évolution du nombre moyen de séjours effectués dans l'année par dispositif relais



RERS 2026, DEPP, DGESCO

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
1. À compter de 2017, la colonne « Tous dispositifs » inclut les internats.
Lecture : *en moyenne, en 2024, 29,3 séjours ont été assurés par atelier.*
Note : nombre moyen de séjours par dispositif : nombre de séjours répondants / nombre de dispositifs répondants.

Précisions

L'enquête annuelle sur les élèves des dispositifs relais est exhaustive : elle porte sur la totalité des 378 dispositifs existant en 2024-2025 en France, sachant que 358 d'entre eux y ont répondu. À partir des réponses fournies sur le nombre moyen de séjours et d'élèves accueillis dans l'année par type de dispositif et par académie, le nombre total de séjours d'élèves accueillis par l'ensemble des dispositifs est estimé.

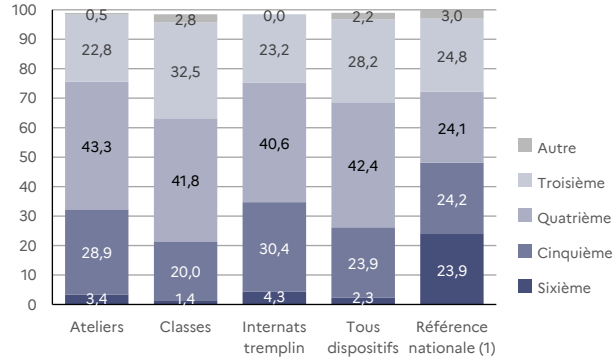
Le nombre de séjours est estimé à 8 876 en 2024-2025, dont 4 974 en classes relais, 3 821 en ateliers relais et 81 en internats tremplin (ex-internats relais). 8 298 élèves ont effectué au moins un séjour : 4 638 dans l'une des 242 classes relais, 3 580 dans l'un des 130 ateliers relais et 80 dans l'un des 6 internats tremplin.

Pour en savoir plus

- *RERS* 4.04 : Les formations en collège : sexe, âge, flux

Source
DGESCO, enquête sur le suivi des élèves en dispositifs relais.

2 Répartition des élèves accueillis en dispositifs relais en 2024-2025 selon leur niveau (en %)



▶ **Champ : France.**
1. Ensemble des élèves scolarisés dans les collèges publices de France.
Lecture : *en 2024-2025, 2,3 % des élèves accueillis en dispositifs relais sont scolarisés en sixième, sachant que les élèves de sixième représentent 23,9 % des élèves des collèges publics (référence nationale).*

RERS 2026, DEPP, DGESCO

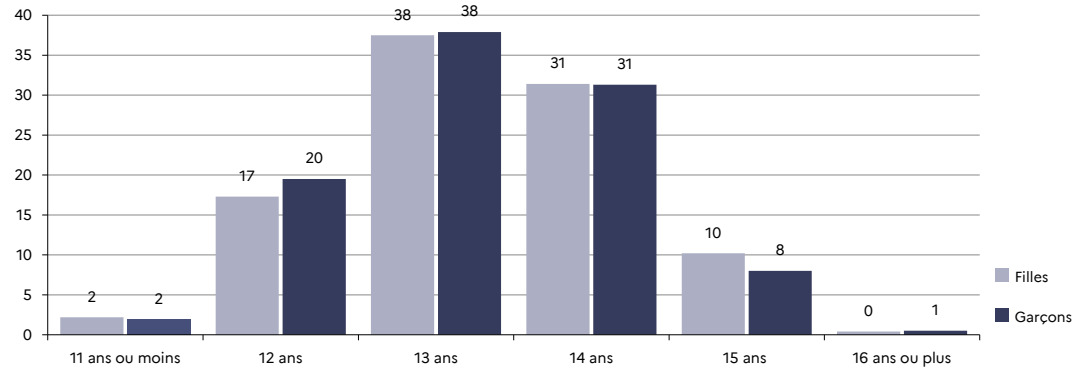
3 Principales caractéristiques des élèves accueillis en dispositifs en 2024-2025 (en %)

	Ateliers	Classes	Internats tremplin	Tous dispositifs
Garçon	67,6	68,0	81,2	68,0
Fille	31,7	30,5	15,9	30,9
Ne sait pas ou non-réponse	0,6	1,5	2,9	1,1
11 ans ou moins	3,2	1,0	0,0	1,9
12 ans	23,7	15,1	14,5	18,9
13 ans	39,9	36,1	33,3	37,7
14 ans	26,8	34,6	43,5	31,3
15 ans	6,1	10,6	7,2	8,6
16 ans ou plus	0,2	0,7	1,4	0,5
Ne sait pas ou non-réponse	0,1	1,9	0,0	1,1
« À l'heure » (ou en avance)	77,3	69,4	44,9	72,6
Retard d'un an	20,4	23,5	43,5	22,3
Retard de deux ans ou plus	0,6	2,4	10,1	1,7
Ne sait pas ou non-réponse	1,7	4,7	1,4	3,4
Scolarité régulière	68,4	46,4	15,9	55,6
Scolarité intermittente	25,1	35,8	65,2	31,4
Élève absent depuis plus de deux mois	4,5	13,2	11,6	9,4
Ne sait pas ou non-réponse	1,9	4,7	7,2	3,5
Pas de mesure	60,8	54,8	8,7	57,0
Sous mesure éducative	12,2	24,8	17,3	19,4
Ne sait pas ou non-réponse	27,0	20,3	73,9	23,7

RERS 2026, DEPP, DGESCO

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024-2025, 67,6 % des élèves accueillis en ateliers relais sont des garçons.*

4 Répartition par âge des élèves accueillis en dispositifs relais en 2024-2025 selon le sexe (en %)



RERS 2026, DEPP, DGESCO

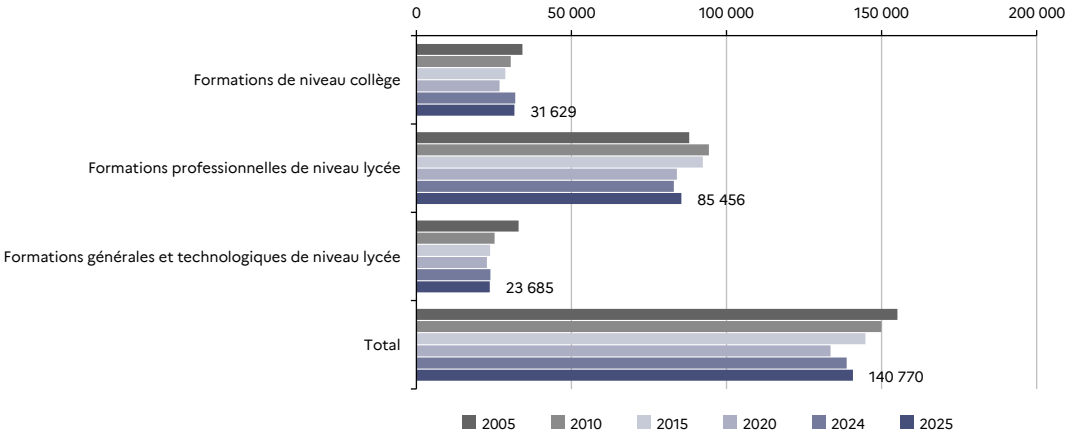
▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024-2025, 17 % des filles accueillies en dispositifs relais ont 12 ans.*

Les établissements sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture scolarisent 140 800 élèves du second degré en 2025, dont 64,5 % dans un établissement privé de l'enseignement agricole **(2)**. Par rapport à la rentrée 2024, les effectifs augmentent de 1,5 % **(1)**. Cette hausse est portée par celle des effectifs en formation professionnelle (85 500 élèves, + 2,9 % par rapport à 2024). À l'inverse, le nombre d'élèves en formation au collège diminue par rapport à l'an dernier (31 600 élèves, - 0,7 %) ainsi qu'en formation générale ou technologique au lycée (23 700 élèves, - 0,8 %). La majorité des élèves scolarisés dans l'enseignement agricole (60,7 %) suivent une formation professionnelle de niveau lycée, contre 16,8 % en formation générale et technologique (GT) et 22,5 % en formation de niveau collège.

Les établissements privés accueillent une part plus importante d'élèves en formation de niveau collège que les établissements publics (31,4 % contre 6,3 %), et plus faible en formation générale et technologique de niveau lycée (7,3 % contre 34,1 %). L'enseignement agricole est dispensé dans 800 établissements, qui relèvent majoritairement du secteur privé (71,6 %) **(3)**.

Les taux de réussite au CAPA baissent à la session 2025 par rapport à la précédente pour atteindre 93,7 % **(4)**. En revanche, la réussite augmente légèrement pour les baccalauréats agricoles. Ainsi, 97,7 % des élèves préparant un baccalauréat technologique ont été admis (+ 0,3 point par rapport à 2024). C'est le cas de 98,4 % des élèves se présentant au baccalauréat général avec un enseignement de spécialité « biologie-écologie » (- 0,1 point). Enfin, le taux de réussite des élèves préparant un baccalauréat professionnel atteint 90,0 % (+ 0,9 point).

1 Évolution des effectifs d'élèves du second degré dans l'enseignement agricole (1)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), élèves sous statut scolaire.**
1. Dont élèves scolarisés dans des établissements sous double tutelle (ministères chargés de l'éducation nationale et de l'agriculture).
Lecture : *à la rentrée 2025, 140 770 élèves sont scolarisés dans une formation de l'enseignement agricole du second degré, dont 31 629 dans une formation au collège, 85 456 dans une formation professionnelle au lycée et 23 685 dans une formation générale ou technologique.*

Précisions

L'enseignement agricole – Il est sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture. Les données présentées ici concernent les élèves qui suivent des formations agricoles par voie scolaire (hors apprentissage) dans le second degré. Elles sont établies à partir de données individuelles sur les élèves (système d'information Fregata).

Le baccalauréat technologique – Il concerne, pour l'enseignement agricole, la série « sciences et technologies de l'agronomie et du vivant » (STAV), présente uniquement dans les lycées agricoles.

Certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPA) – Voir « Glossaire » à « Certificat d'aptitude professionnelle » (CAP).

Pour en savoir plus

- Site Internet de l'enseignement agricole public : www.educagri.fr

Source
DGER-MASA, système d'information du ministère chargé de l'agriculture, traitement DEPP.

2 Effectifs d'élèves du second degré dans l'enseignement agricole selon le secteur d'enseignement (1)

	Public			Privé (sous et hors contrat)			Public + privé		
	Effectifs	Part des filles (%)	Répartition des effectifs (%)	Effectifs	Part des filles (%)	Répartition des effectifs (%)	Effectifs	Part des filles (%)	Répartition des effectifs (%)
Quatrième	795	29,3	1,6	9 722	35,8	10,7	10 517	35,3	7,5
Troisième	2 361	32,3	4,7	18 751	38,9	20,6	21 112	38,2	15,0
Formations de niveau collège	**3 156**	**31,6**	**6,3**	**28 473**	**37,8**	**31,4**	**31 629**	**37,2**	**22,5**
Première année de CAPA	1 733	53,6	3,5	7 022	59,0	7,7	8 755	57,9	6,2
Deuxième année de CAPA	1 201	54,5	2,4	5 063	62,5	5,6	6 264	61,0	4,4
Total CAPA	**2 934**	**54,0**	**5,9**	**12 085**	**60,5**	**13,3**	**15 019**	**59,2**	**10,7**
Seconde professionnelle	10 034	43,5	20,1	16 519	59,8	18,2	26 553	53,6	18,9
Première professionnelle	8 805	46,0	17,6	14 709	63,2	16,2	23 514	56,8	16,7
Terminale professionnelle	7 985	44,9	16,0	12 385	64,0	13,6	20 370	56,5	14,5
Total bac professionnel	**26 824**	**44,7**	**53,7**	**43 613**	**62,1**	**48,0**	**70 437**	**55,5**	**50,0**
Formations professionnelles de niveau lycée	**29 758**	**45,6**	**59,6**	**55 698**	**61,8**	**61,3**	**85 456**	**56,2**	**60,7**
Seconde GT	**6 016**	**53,9**	**12,0**	**2 567**	**53,9**	**2,8**	**8 583**	**53,9**	**6,1**
Première générale	1 872	60,7	3,7	673	62,0	0,7	2 545	61,1	1,8
Première STL	141	53,2	0,3				141	53,2	0,1
Première STAV	3 730	52,0	7,5	1 372	48,2	1,5	5 102	51,0	3,6
Total première GT	**5 743**	**54,9**	**11,5**	**2 045**	**52,7**	**2,3**	**7 788**	**54,3**	**5,5**
Terminale générale	1 534	61,8	3,1	648	56,6	0,7	2 182	60,3	1,6
Terminale STL	138	54,3	0,3				138	54,3	0,1
Terminale STAV	3 619	51,9	7,2	1 375	50,8	1,5	4 994	51,6	3,5
Total terminale GT	5 291	54,8	10,6	2 023	52,7	2,2	7 314	54,2	5,2
Formations GT de niveau lycée	**17 050**	**54,5**	**34,1**	**6 635**	**53,2**	**7,3**	**23 685**	**54,1**	**16,8**
Total second degré	**49 964**	**47,8**	**100,0**	**90 806**	**53,6**	**100,0**	**140 770**	**51,6**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, élèves sous statut scolaire.**
1. Dont 318 élèves scolarisés dans des établissements sous double tutelle (ministères chargés de l'éducation nationale et de l'agriculture).
Lecture : *à la rentrée 2025, 31 629 élèves suivent une formation de niveau collège de l'enseignement agricole, dont 37,2 % de filles. Ils représentent 22,5 % des effectifs totaux du second degré de l'enseignement agricole.*

3 Évolution du nombre d'établissements du second degré de l'enseignement agricole

	1985	1990	2000	2005	2010	2015	2022	2023	2024	2025
Public	266	258	212	214	226	226	228	227	227	227
Privé	769	738	628	614	602	591	583	575	576	573
Total	**1 035**	**996**	**840**	**828**	**828**	**817**	**811**	**802**	**803**	**800**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), élèves sous statut scolaire.**
Lecture : *à la rentrée 2025, l'enseignement agricole compte 800 établissements du second degré : 227 établissements publics et 573 établissements privés.*

4 Résultats aux examens à la session 2025

	CAPA	Bac techno/ (STAV)	Bac pro	Bac général (1)
Présents	5 728	5 004	18 906	1 484
Admis	5 366	4 888	17 017	1 460
Taux de réussite (%)	**93,7**	**97,7**	**90,0**	**98,4**
Rappel 2024 (%)	94,4	97,4	89,1	98,5

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, élèves sous statut scolaire.**
1. Baccalauréat général avec un enseignement de spécialité « biologie-écologie ».
Lecture : *à la session 2025, parmi les 5 728 élèves se présentant aux épreuves du certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPA), 5 366 ont été admis, soit un taux de réussite de 93,7 % (94,4 % en 2024).*

4.27 Le devenir des élèves treize ans après leur entrée en CP

Treize ans après leur entrée en cours préparatoire (CP) en 2011, 95 % des élèves sont sortis du système scolaire : 16 % sans diplôme ou avec un DNB, 76 % en étant diplômés du baccalauréat général, technologique ou professionnel et 4 % diplômés du CAP **(1)**. Ils sont 5 % toujours scolarisés dans le second cycle, la plupart en classe de terminale professionnelle (3 %).

D'après le Panel 1997, les sorties sans diplôme étaient aussi fréquentes quinze ans auparavant (16 %) mais les sortants titulaires du baccalauréat moins nombreux (60 % contre 76 %). Les jeunes sont de moins en moins en retard scolaire : 17 % des élèves du Panel 1997 étaient encore scolarisés dans le second cycle treize ans après leur entrée en CP, contre 5 % des élèves du Panel 2011.

En 2024, les filles du Panel 2011 sont 81 % à avoir obtenu leur baccalauréat général, technologique ou professionnel, contre 71 % des garçons. L'écart entre les filles et les garçons est stable entre les deux cohortes. Les garçons sont plus souvent en retard scolaire que les filles (6 % des garçons sont toujours scolarisés dans le second degré, contre 3 % des filles). Cet écart se maintient par rapport au Panel 1997.

Les inégalités sociales de réussite perdurent mais diminuent concernant la réussite au baccalauréat **(2)**. Dans le Panel 2011, 89 % des enfants de professions libérales, cadres ou chefs d'entreprise sont titulaires du baccalauréat treize ans après leur entrée en CP, contre 62 % des enfants d'ouvriers non qualifiés, soit un écart de 27 points, contre 44 points pour le Panel 1997. Cette réduction de l'écart est essentiellement due au développement du baccalauréat professionnel. Les élèves issus de milieux défavorisés sortent plus fréquemment du second degré sans diplôme : c'est le cas d'un enfant d'inactifs sur deux, contre un sur dix pour les enfants d'enseignants, professions libérales, cadres ou chefs d'entreprise, que ce soit pour le Panel 2011 ou 1997. Plus le niveau de diplôme de leur mère est élevé, plus les élèves parviennent à obtenir leur baccalauréat. Les enfants qui vivent avec leurs deux parents sont plus souvent bacheliers que les autres, avec des écarts qui augmentent légèrement entre les deux panels. Par ailleurs, au-delà du deuxième enfant, les chances d'être diplômés du baccalauréat treize ans après l'entrée en CP diminuent lorsque la taille de la famille augmente.

Précisions

Les panels utilisés :

- Le Panel 2011 est composé d'un échantillon représentatif de 15 200 élèves entrés en cours préparatoire pour la première fois en septembre 2011. Il est issu d'un sondage à deux degrés (école et classe). Les écoles rattachées à un collège en éducation prioritaire ont été surreprésentées. Les statistiques publiées portent sur les élèves encore suivis treize ans après leur entrée en CP et sont pondérées pour prendre en compte l'attrition.
- Le Panel 1997, représentatif au 1/81e de la population de France hors DROM scolarisée en CP en septembre 1997, est composé de 9 200 élèves entrés en cours préparatoire pour la première fois en 1997. Il est également issu d'un sondage à deux degrés (école et classe).

Origine sociale - Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 24.05 ; 15.26.
- Barhoumi M., Caille J.-P., (2020), « Les élèves sortent de l'enseignement secondaire de plus en plus diplômés mais au terme de parcours scolaires encore socialement différenciés », *Éducation & formations*, n° 101, MENJ-DEPP.

Source

DEPP, Panel 2011, Panel 1997.

1 Situation scolaire des élèves treize ans après leur entrée en CP selon le sexe (en %)

	Panel 1997 Situation en 2009			Panel 2011 Situation en 2024		
	Ensemble	Filles	Garçons	Ensemble	Filles	Garçons
Sortis du système scolaire (1)	**82,4**	**84,3**	**80,6**	**95,4**	**96,8**	**94,0**
Sans diplôme	15,6	14,4	16,8	15,6	13,1	18,0
Titulaires du BEP	4,3	3,8	4,7	0,0	0,0	0,0
Titulaires du CAP	2,7	1,7	3,8	4,1	3,3	4,9
Titulaires du baccalauréat	59,9	64,3	55,4	75,6	80,5	71,1
Scolarisés	**16,8**	**14,6**	**18,9**	**4,5**	**3,1**	**5,9**
En formation dans le second cycle général et technologique	**6,1**	**6,1**	**6,2**	**0,7**	**0,7**	**0,8**
Terminale générale et technologique	5,7	5,4	5,9	0,7	0,6	0,7
Première générale et technologique	0,5	0,6	0,3	0,1	0,1	0,1
Seconde générale et technologique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En formation dans le second cycle professionnel	**10,6**	**8,6**	**12,7**	**3,8**	**2,4**	**5,1**
BEP	0,3	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0
CAP	0,8	0,6	0,9	1,0	0,5	1,4
Seconde professionnelle	0,2	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0
Première professionnelle	2,5	1,9	3,0	0,2	0,2	0,2
Terminale professionnelle	6,9	5,7	8,1	2,6	1,7	3,4
Autres situations (2)	**0,8**	**1,1**	**0,5**	**0,1**	**0,1**	**0,1**
Ensemble	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors DROM, public + privé sous contrat et hors contrat.**

1. Les élèves sortis du système scolaire peuvent, treize ans après leur entrée en CP, être en formation en dehors du système scolaire, notamment dans l'enseignement supérieur pour les titulaires du baccalauréat.

2. Élèves accueillis en institut médico-éducatif, pris en charge par la mission de lutte contre le décrochage scolaire ou préparant un titre homologué ou certifié.

Lecture : *en 2009, 59,9 % des élèves entrés en CP en 1997 sont sortis du système scolaire en ayant obtenu un baccalauréat général, technologique ou professionnel. Cette proportion est de 75,6 % en 2024 parmi les élèves entrés en CP en 2011.*

2 Situation scolaire des élèves treize ans après leur entrée en CP selon l'origine sociale, le diplôme de la mère, la structure familiale et la taille de la famille (en %)

	Panel 1997 Situation en 2009			Panel 2011 Situation en 2024		
	Encore scolarisés en second cycle	Sortis du système scolaire		Encore scolarisés en second cycle	Sortis du système scolaire	
		Titulaires du baccalauréat	Sans diplôme		Titulaires du baccalauréat	Sans diplôme
Origine sociale de l'élève (1)						
Agriculteurs	16,1	64,9	11,9	3,8	64,1	28,1
Artisans, commerçants (2)	18,5	59,0	16,6	4,6	78,2	13,9
Prof. libérales, cadres, chefs d'entreprise (3)	6,9	80,8	9,8	2,3	89,1	7,8
Enseignants (4)	8,7	82,3	7,6	2,0	88,6	8,9
Professions intermédiaires (5)	16,8	69,6	8,0	3,2	84,0	10,7
Employés	17,3	55,0	18,8	5,0	74,4	16,2
Ouvriers qualifiés	21,6	48,5	18,4	5,4	69,9	18,3
Ouvriers non qualifiés	24,6	37,3	24,6	7,4	61,9	20,9
Inactifs	15,7	27,7	45,9	11,2	38,7	45,8
Diplôme de la mère						
Diplôme du supérieur	9,1	82,6	6,6	2,1	87,7	9,3
Baccalauréat	12,5	73,7	9,3	5,0	80,9	11,7
CAP ou BEP	19,9	54,6	15,3	6,1	67,3	18,8
BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges	19,2	55,0	14,8	5,4	65,8	21,3
Aucun diplôme	20,7	36,2	27,5	8,2	57,1	27,1
Inconnu	14,8	50,7	23,8	6,3	59,7	26,9
Structure familiale						
Vit avec ses deux parents	16,4	62,1	14,0	3,5	80,8	12,4
Garde alternée	0,0	0,0	0,0	4,2	80,2	10,9
Famille monoparentale	19,5	48,2	24,0	7,1	62,7	24,1
Famille recomposée	17,7	47,8	23,2	6,9	68,0	20,2
Autre situation	13,9	35,4	36,9	10,1	49,1	37,0
Taille de la famille						
Enfant unique	17,8	59,1	15,4	3,9	71,9	21,2
2 enfants	16,4	63,6	13,5	3,7	80,6	12,9
3 enfants	15,1	61,8	14,7	4,5	78,7	13,1
4 enfants	18,9	50,5	20,8	5,8	70,8	18,1
5 enfants ou plus	22,4	42,1	25,8	6,7	62,2	23,3
Ensemble	**16,8**	**59,9**	**15,6**	**4,6**	**75,6**	**15,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors DROM, public privé sous contrat et hors contrat.**

1. Profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS) de la personne de référence du ménage.

2. Non compris chefs d'entreprise.

3. Non compris professeurs.

4. Professeurs, instituteurs et professeurs des écoles.

5. Non compris instituteurs et professeurs des écoles.

Lecture : *82,3 % des élèves enfants d'enseignants entrés en CP en 1997 ont obtenu leur baccalauréat en 2009 ; 88,6 % des élèves enfants d'enseignants entrés en CP en 2011 sont dans ce cas en 2024.*

4.28 Les poursuites d'études après la troisième et la seconde GT dans l'enseignement scolaire et l'apprentissage

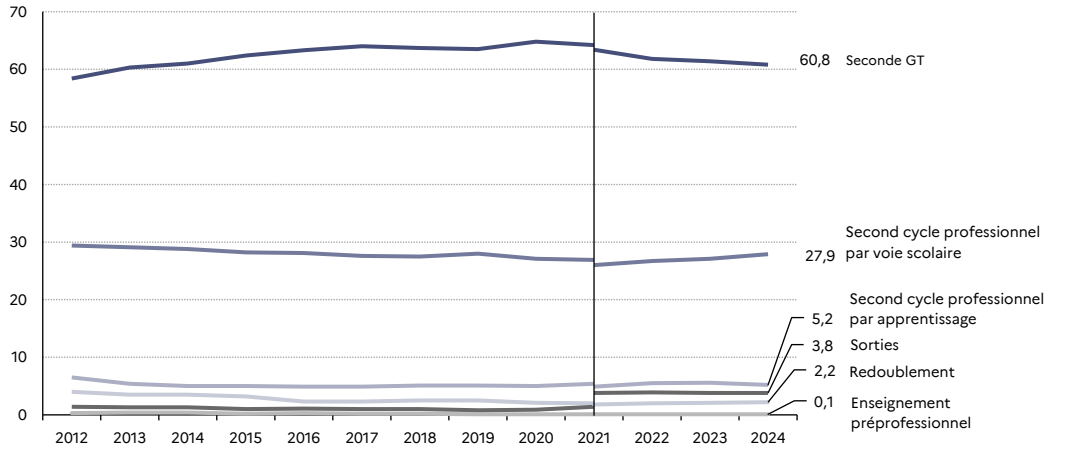
La fin de la classe de troisième et la fin de celles de seconde générale et technologique (GT) représentent des moments charnières de l'orientation, même si des passerelles permettent de se réorienter en cours de cursus.

À la rentrée 2024, sur les 880 600 élèves inscrits en troisième l'année précédente, 61 % ont continué en seconde GT et 33 % se sont engagés dans la voie professionnelle en lycée ou en apprentissage **(1)** **(2)**. Les filles s'orientent plus souvent en seconde GT que les garçons (67 % contre 55 %) et nettement moins souvent en apprentissage (3 % contre 8 %) **(3)**. Par ailleurs, les élèves dits « à l'heure » ou en avance sont 66 % à poursuivre en seconde GT, contre 19 % des élèves en retard.

À la rentrée 2024, sur les 571 000 élèves scolarisés en seconde GT l'année précédente, 90 % ont intégré une première générale (65 %) ou technologique (24 %) et 5 % se sont réorientés vers la voie professionnelle **(4)**.

Les garçons poursuivent leur scolarité dans une des séries scientifiques technologiques (STI2D, STL et STAV) quatre fois plus souvent que les filles. Les élèves en retard s'orientent davantage que les élèves plus jeunes en première technologique (38 % contre 23 %) ou en voie professionnelle (13 % contre 4 %) **(5)**.

1 Évolution des poursuites d'études à l'issue de la troisième (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des établissements scolaires et centres de formation d'apprentis, publics + privés sous et hors contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2024, 60,8 % des élèves qui étaient scolarisés en troisième l'année précédente poursuivent en seconde générale et technologique (GT).*

Précisions

Nouvelle méthode - Depuis la rentrée scolaire 2020, l'immatriculation des élèves *via* leur identifiant national (INE) dans les différentes sources permet de retracer leur parcours scolaire d'une année à l'autre. La méthodologie du calcul des taux de redoublement, de passage et de sorties a été révisée, et les chiffres des années 2021 à 2024 sont présentés selon la nouvelle méthode qui met dorénavant en regard les situations individuelles des élèves sur deux rentrées successives. Auparavant, la formation d'une rentrée scolaire était comparée à celle en fin d'année scolaire précédente à un niveau agrégé, en comparant des stocks d'élèves, sans identifier le parcours de chaque élève pris individuellement.

Population concernée – Élèves de troisième (y compris enseignement adapté) ou de seconde GT inscrits dans un établissement scolaire relevant des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'agriculture et des armées, qui ont poursuivi leurs études l'année suivante dans ces établissements ou dans les centres de formation d'apprentis (CFA). Depuis 2015, les EREA et les ULIS sont également comptés.

Âge théorique, premières et terminales générales et technologiques, sorties – Voir « Glossaire ».

Avertissement – La population concernée dans cette fiche est plus étendue que dans les autres fiches, qui se limitent aux élèves des établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.

Source

- DEPP, système d'information Scolarité du ministère chargé de l'éducation nationale.
- DEPP, système d'information SIFA sur la formation des apprentis.
- DGER-MASA, système d'information du ministère chargé de l'agriculture.

2 Évolution des poursuites d'études à l'issue de la troisième (en %)

	2006	2011	2012	2019	2020	2021	2021(3)	2022	2023	2024
Effectifs en troisième à la rentrée n - 1 (en milliers)	841,3	811,1	817,7	849,7	860,3	878,0	873,7	868,7	885,5	880,6
Seconde générale et technologique	**54,0**	**57,4**	**58,4**	**63,5**	**64,8**	**64,2**	**63,4**	**61,8**	**61,4**	**60,8**
Cycle professionnel	**37,8**	**36,6**	**35,9**	**33,1**	**32,1**	**32,3**	**30,9**	**32,2**	**32,7**	**33,1**
dont apprentissage	*7,7*	*7,0*	*6,5*	*5,1*	*5,0*	*5,4*	*4,9*	*5,5*	*5,6*	*5,2*
CAP et assimilés	11,8	13,2	12,7	11,1	10,7	11,0	10,1	10,8	11,0	10,9
BEP (1)	25,5						0,0	0,0	0,0	0,0
Bac professionnel (1)	0,5	23,4	23,2	22,0	21,4	21,3	20,8	21,4	21,7	22,2
Enseignement préprofessionnel	**0,4**	**0,3**	**0,3**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**
Troisième (redoublement)	**6,0**	**4,3**	**4,0**	**2,5**	**2,1**	**2,0**	**1,8**	**2,0**	**2,1**	**2,2**
Sorties (2)	**1,8**	**1,4**	**1,4**	**0,8**	**0,9**	**1,4**	**3,8**	**3,9**	**3,8**	**3,8**
Total études + sorties	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des établissements scolaires et centres de formation d'apprentis, publics + privés sous et hors contrat.**
1. La rénovation de la voie professionnelle entamée en 2008 a conduit à la disparition progressive du BEP au profit du baccalauréat professionnel en trois ans après la troisième.
2. Sorties vers les formations sociales ou de la santé, vers le marché du travail ou départs à l'étranger. Voir « Précisions ».
3. Rupture de série depuis 2021 : voir « Précisions ».
Lecture : *à la rentrée 2023, 880 600 élèves étaient scolarisés en troisième dans l'ensemble des établissements scolaires de France. À la rentrée 2024, 33,1% d'entre eux intègrent le cycle professionnel.*

3 Poursuites d'études à l'issue de la troisième selon le sexe ou l'âge dans cette classe (en %)

	2023		2024		2023		2024	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	« À l'heure » ou en avance	En retard	« À l'heure » ou en avance	En retard
Effectifs en troisième à la rentrée n - 1 (en milliers)	431,3	454,2	429,4	451,2	784,1	101,4	785,1	95,4
Seconde générale et technologique	**67,8**	**55,3**	**67,4**	**54,6**	**66,8**	**19,7**	**66,0**	**18,5**
Cycle professionnel	**26,8**	**38,2**	**27,1**	**38,8**	**28,8**	**62,9**	**29,5**	**62,8**
dont apprentissage	*2,9*	*8,1*	*2,7*	*7,7*	*4,7*	*12,6*	*4,5*	*11,7*
CAP et assimilés	7,9	13,9	7,9	13,9	8,3	31,9	8,4	31,9
Bac professionnel (1)	18,9	24,3	19,3	24,9	20,5	31,0	21,1	30,9
Enseignement préprofessionnel	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,1**	**0,4**	**0,1**	**0,4**
Troisième (redoublement)	**2,0**	**2,1**	**2,0**	**2,3**	**2,1**	**2,0**	**2,2**	**2,1**
Sorties (2)	**3,3**	**4,2**	**3,3**	**4,2**	**2,3**	**15,0**	**2,3**	**16,0**
Total études + sorties	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des établissements scolaires et centres de formation d'apprentis, publics + privés sous et hors contrat.**
1. et **2.** Voir **[2]** supra.
Lecture : *à la rentrée 2024, 67,4 % des filles scolarisées en troisième l'année précédente poursuivent vers une seconde générale et technologique.*

4 Évolution des poursuites d'études à l'issue de la seconde GT (en %)

	2006	2010	2011	2019	2020	2021	2021(3)	2022	2023	2024
Effectifs en seconde GT à la rentrée n - 1 (en milliers)	538,3	506,7	511,2	566,6	562,7	575,3	574,2	580,5	568,0	571,0
Première générale	**55,0**	**59,7**	**61,5**	**67,1**	**67,7**	**67,4**	**66,7**	**65,2**	**66,0**	**65,3**
Première technologique	**23,6**	**23,2**	**23,1**	**23,7**	**24,5**	**24,1**	**24,0**	**24,6**	**24,2**	**24,3**
dont : 1re STI (1) /STI2D/STL/STAV	*7,4*	*6,8*	*7,0*	*6,9*	*6,7*	*6,4*	*6,6*	*6,6*	*6,6*	*6,4*
1re STT/STG/STMG	*12,2*	*12,1*	*11,8*	*12,1*	*12,9*	*13,0*	*12,8*	*13,3*	*13,0*	*12,9*
Réorientation vers la voie professionnelle	**5,9**	**5,6**	**5,5**	**4,3**	**3,9**	**4,2**	**4,4**	**4,9**	**4,6**	**4,6**
Seconde GT (redoublement)	**14,4**	**10,8**	**9,4**	**3,7**	**2,9**	**3,0**	**2,8**	**3,0**	**2,8**	**3,3**
Sorties (2)	**1,1**	**0,7**	**0,5**	**1,2**	**1,0**	**1,3**	**2,1**	**2,4**	**2,5**	**2,5**
Total études + sorties	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des établissements scolaires et centres de formation d'apprentis, publics + privés sous et hors contrat.**
1. La réforme du lycée de 2010 a subdivisé la série STI en deux séries (STI2D et STD2A-arts appliqués). À des fins de comparaison, la spécialité STI-arts appliqués a été exclue des données antérieures à la réforme.
2. Sorties vers les formations sociales ou de la santé, vers le marché du travail ou départs à l'étranger. Voir « Précisions ».
3. Rupture de série depuis 2021 : voir « Précisions ».
Lecture : *à la rentrée 2023, 571 000 élèves étaient scolarisés en seconde générale et technologique (GT) dans l'ensemble des établissements scolaires de France. À la rentrée 2024, 65,3 % d'entre eux poursuivent en première générale.*

5 Évolution des poursuites d'études à l'issue de la seconde GT (en %)

	2023		2024		2023		2024	
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	« À l'heure » ou en avance	En retard	« À l'heure » ou en avance	En retard
Effectifs en seconde GT à la rentrée n - 1 (en milliers)	304,7	263,3	306,6	264,4	523,9	44,1	529,7	41,2
Première générale	**67,9**	**63,7**	**67,7**	**62,7**	**68,4**	**36,9**	**67,7**	**35,4**
Première technologique	**22,8**	**25,8**	**22,8**	**26,0**	**23,1**	**37,5**	**23,2**	**37,5**
dont : première STI (1) /STI2D/ STL/STAV	*2,8*	*10,9*	*2,9*	*10,6*	*6,4*	*9,0*	*6,3*	*8,9*
première STT/STG/STMG	*13,0*	*13,0*	*12,6*	*13,2*	*12,3*	*21,6*	*12,2*	*21,3*
Réorientation vers la voie professionnelle	**4,0**	**5,2**	**3,9**	**5,3**	**3,9**	**12,6**	**4,0**	**12,5**
Seconde GT (redoublement)	**2,6**	**2,9**	**3,1**	**3,7**	**2,8**	**2,9**	**3,3**	**3,5**
Sorties (2)	**2,6**	**2,3**	**2,6**	**2,4**	**1,8**	**10,2**	**1,8**	**11,1**
Total études + sorties	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des établissements scolaires et centres de formation d'apprentis, publics + privés sous et hors contrat.**
1. et **2.** Voir **[4]** supra.
Lecture : *à la rentrée 2024, 67,7% des filles scolarisées en seconde GT l'année précédente poursuivent vers une première générale.*

5. LES ACQUIS DES ÉLÈVES

5.01 Les acquis des élèves de petite section de maternelle

Le premier temps de mesure du Panel 2021 a permis d'établir le niveau de compétences en langage oral et écrit, le niveau d'acquisition des premiers outils mathématiques et celui de compétences transversales des élèves scolarisés en première année d'instruction obligatoire.

En début de maternelle, la compréhension du langage oral est fortement liée à la catégorie socio-professionnelle des parents : le taux de réussite en « syntaxe et vocabulaire » est de 37 % pour les élèves d'origine sociale très favorisée, contre 26 % pour ceux socialement défavorisés **(1)**. Le trimestre de naissance est aussi un facteur d'influence sur les compétences langagières : dans le domaine du langage écrit, les élèves nés au premier trimestre sont deux fois plus représentés dans le groupe des élèves les plus performants (groupe 4) que ceux nés au dernier trimestre (34 % contre 16 %) **(2)**.

L'acquisition des premiers outils mathématiques augmente avec le trimestre de naissance des élèves : 41 % des plus jeunes, c'est-à-dire nés au dernier trimestre de l'année civile, sont capables de réciter la comptine numérique jusqu'à 3 au maximum, contre 20 % nés au premier trimestre ; 9 % des élèves les plus âgés sont même capables de réciter la comptine au-delà de 20, contre 2 % des élèves les plus jeunes **(3)**.

Les filles ont de meilleurs résultats que les garçons dans les compétences transversales telles que les capacités d'adaptation, la concentration, la mémorisation ou encore l'organisation : elles représentent 31 % des élèves du groupe des élèves les moins performants (groupe 1) et 62 % des élèves du groupe des élèves les plus performants (groupe 4) **(4)**.

Précisions

Les premières données sur les compétences des élèves sont issues d'une mesure indirecte (*via* des grilles d'observations complétées par les enseignants de 35 000 élèves) et d'une mesure directe (*via* des tâches réalisées sur tablette par un dixième des élèves du Panel).

À partir des scores bruts obtenus par les élèves à la mesure indirecte, quatre groupes de performance se distinguent : le groupe 1 (G1) comprend les élèves ayant obtenu un score inférieur à 50 % du score maximal, le groupe 2 (G2) entre 50 % et 75 %, le groupe 3 (G3) entre 75 % et 90 % et le groupe 4 (G4) un pourcentage supérieur à 90 %.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.03.

Source

DEPP, enquête Panel 2021.

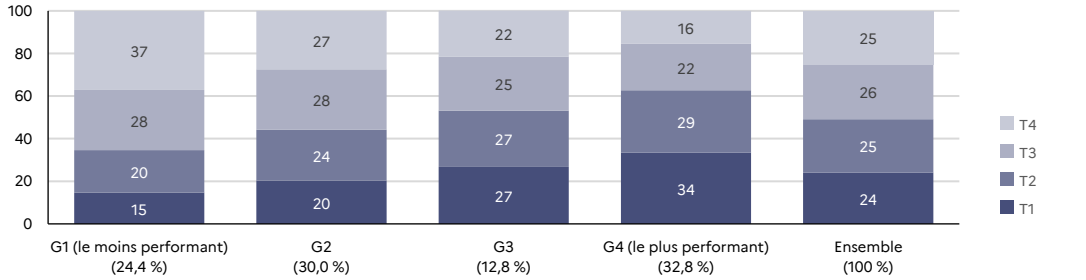
1 Taux de réussite à l'évaluation numérique de compréhension du langage oral (en %)

Domaine	PCS					Sexe		Ensemble
	Non répondants au questionnaire famille	Défavorisée	Moyenne	Favorisée	Très favorisée	Fille	Garçon	
Syntaxe et vocabulaire	27	26	30	33	37	34	31	32
Processus d'apprentissage	35	34	39	41	46	43	39	41

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public et privé sous contrat.**
Lecture : *le taux de réussite en syntaxe et vocabulaire est de 27 % pour les élèves dont les parents n'ont pas répondu au questionnaire famille.*

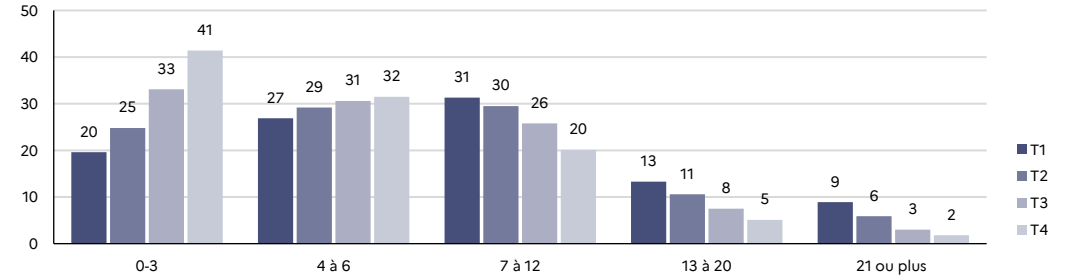
2 Répartition des élèves par groupes de score en langage écrit selon le trimestre de naissance (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public + privé sous contrat.**
Lecture : *parmi les élèves du groupe 1 (représentant 24,4 % des élèves), 37 % sont nés au quatrième trimestre (T4).*
Note : le groupe 1 correspond aux élèves qui ont moins de 50 % de bonnes réponses à l'ensemble des questions de langage écrit.

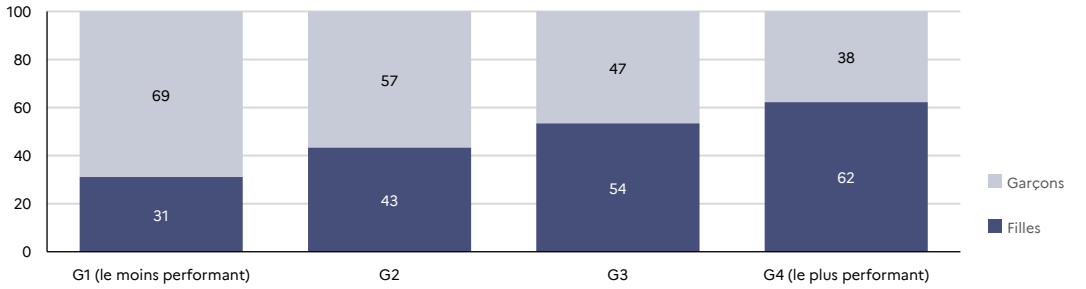
3 Répartition des élèves selon leur maîtrise de la comptine numérique par trimestre de naissance (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public + privé sous contrat.**
Lecture : *20 % des élèves nés au premier trimestre (T1) sont capables de réciter la comptine numérique jusqu'à 3 maximum.*

4 Répartition des filles et des garçons par groupe de score en compétences transversales (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public + privé sous contrat.**
Lecture : *parmi les élèves du groupe 1, 31 % sont des filles, 69 % sont des garçons.*
Note : le groupe 1 correspond aux élèves qui ont moins de 50 % de bonnes réponses à l'ensemble des questions de compétences transversales.

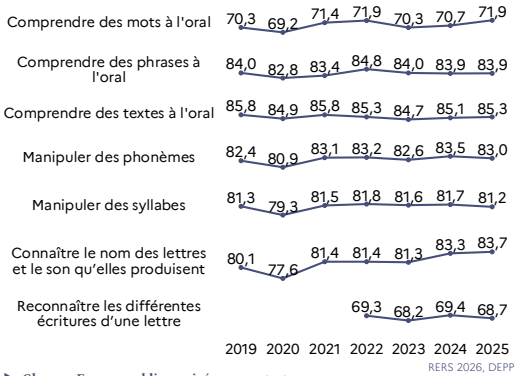
En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours préparatoire (CP) ont passé une évaluation standardisée.

En français, les taux de maîtrise satisfaisante sont stables par rapport à 2024 pour six des sept compétences évaluées et en hausse pour « comprendre des mots à l'oral » (+ 1,2 point) **(1)**. Par rapport à 2019, les résultats s'améliorent pour « connaître le nom des lettres et le son qu'elles produisent » et « comprendre des mots à l'oral » (+ 3,6 points et + 1,7 point). Les résultats sont stables pour les autres compétences comparables.

En mathématiques, les résultats sont stables par rapport à 2024 pour cinq des sept compétences évaluées et en hausse pour « résoudre des problèmes » et « placer un nombre sur une ligne graduée » (+ 1,3 point et + 1,1 point) **(2)**. Entre 2019 et 2025, les résultats sont stables pour trois des six compétences comparables. Le niveau de maîtrise satisfaisante augmente pour « comparer des nombres », « résoudre des problèmes » et « écrire des nombres entiers » (+ 4,1 points, + 3,3 points et + 1,9 point).

En 2025, en français, les compétences de compréhension orale de phrases et de textes sont les mieux réussies (respectivement 83,9 % et 85,3 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante) **(3)**. La compétence de français la moins bien réussie est « reconnaître les différentes écritures d'une lettre » (68,7 %). En mathématiques, les compétences d'écriture et de lecture de nombres entiers sont les mieux réussies (respectivement 89,6 % et 92,2 %) **(4)**. La compétence « résoudre des problèmes » est la moins bien maîtrisée (69,3 %).

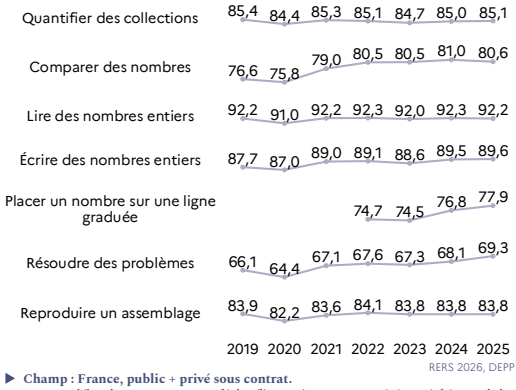
1 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en français en début de CP (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CP, en 2025, 71,9 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre des mots à l'oral ».*

2 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en mathématiques en début de CP (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CP, en 2025, 85,1 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « quantifier des collections ».*

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 776 000 élèves de CP ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

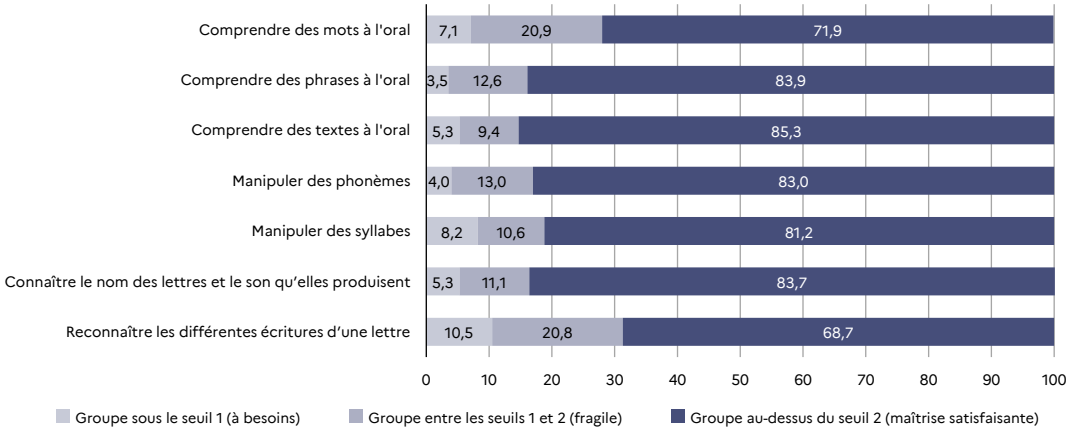
Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source
DEPP, évaluation Repères CP.

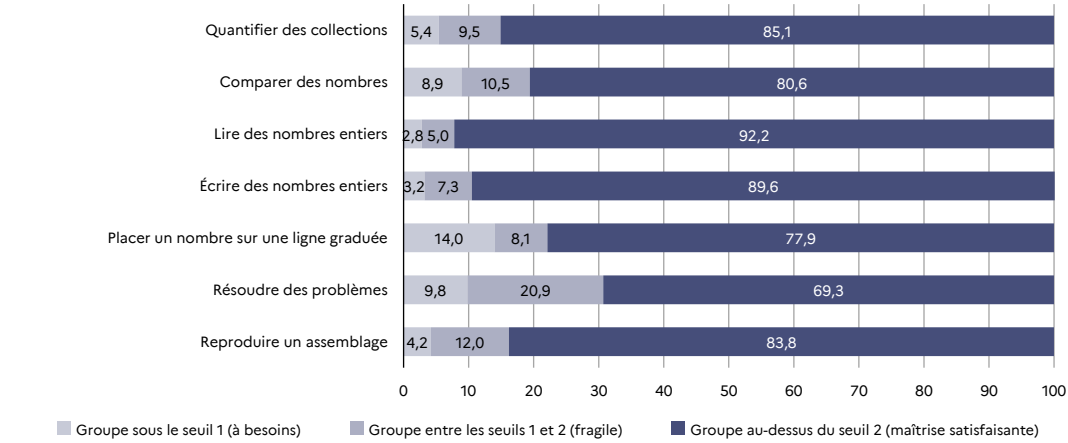
3 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en français en début de CP en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CP, en 2025, 71,9 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « comprendre des mots à l'oral », contre 20,9 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 7,1 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

4 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en mathématiques en début de CP en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CP, en 2025, 85,1 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « quantifier des collections », contre 9,5 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 5,4 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

5.03 L'évaluation Repères en début de CP : résultats par secteur

En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours préparatoire (CP) ont passé une évaluation standardisée.

Les élèves entrant en CP dans les écoles de l'éducation prioritaire (EP) ont une maîtrise moins affirmée des différentes compétences évaluées. Ces résultats doivent être mis en regard du profil social en moyenne moins favorisé des élèves accueillis.

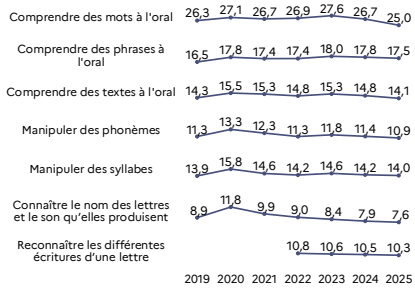
En français, les écarts de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et ceux en REP+ sont les plus élevés pour les trois compétences de compréhension orale (de 18,2 à 30,8 points) **(5)**. L'écart le moins important concerne la compétence « connaître le nom des lettres et le son qu'elles produisent » (10,3 points).

En mathématiques, l'écart de performance le plus marqué entre les élèves du secteur public hors EP et ceux de REP+ porte sur la résolution de problèmes (21,4 points) **(6)**. Les écarts les moins importants concernent la lecture et l'écriture de nombres entiers (respectivement 6,7 et 7,1 points).

Les écarts de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et ceux scolarisés en EP retrouvent leur niveau de 2019 pour six des douze compétences évaluées. En français, ils évoluent pour les compétences « comprendre des mots à l'oral », « connaître le nom des lettres et le son qu'elles produisent » et « comprendre des phrases à l'oral » (respectivement - 1,3, - 1,3 et + 1,0 point). En mathématiques, les écarts baissent pour « comparer des nombres », « résoudre des problèmes » et « écrire des nombres entiers » (respectivement - 3,3, - 2,3 et - 1,2 point) **(1) (2)**.

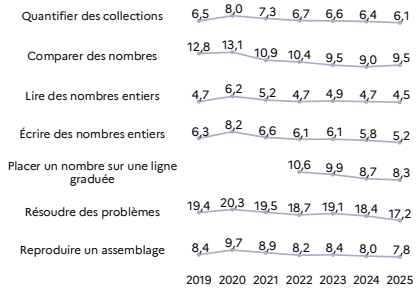
Entre 2019 et 2025, les écarts de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et ceux scolarisés en REP+ se réduisent pour « comprendre des mots à l'oral », « connaître le nom des lettres et le son qu'elles produisent » et « manipuler des phonèmes » (respectivement - 2,4, - 1,3 et - 1 point) **(3) (5)**, et pour les compétences « comparer des nombres », « résoudre des problèmes », et « écrire des nombres entiers » (respectivement - 4,4, - 3,3, et - 1,7 point) **(3) (4)**. Ils sont stables pour les trois autres compétences comparables, en français comme en mathématiques.

1 Évolution des écarts de performance en français en CP entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CP, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 25,0 points de pourcentage pour la compétence « comprendre des mots à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

2 Évolution des écarts de performance en mathématiques en CP entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CP, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 6,1 points de pourcentage pour la compétence « quantifier des collections ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 776 000 élèves de CP ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

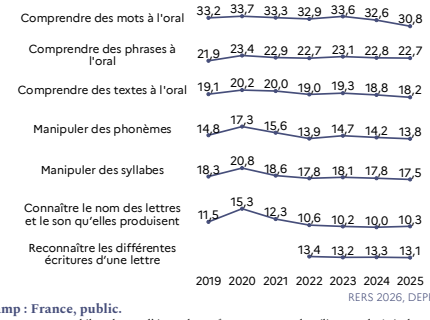
Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source
DEPP, évaluation Repères CP.

3 Évolution des écarts de performance en français en CP entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)

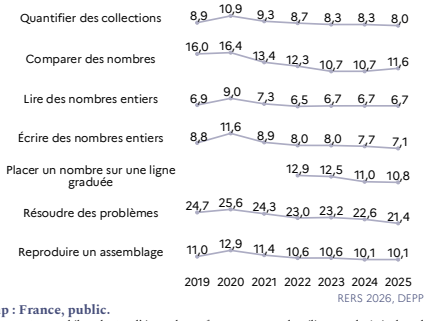


▶ **Champ : France, public.**

Lecture : *en 2025, en début de CP, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 30,8 points de pourcentage pour la compétence « comprendre des mots à l'oral ».*

Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

4 Évolution des écarts de performance en mathématiques en CP entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)

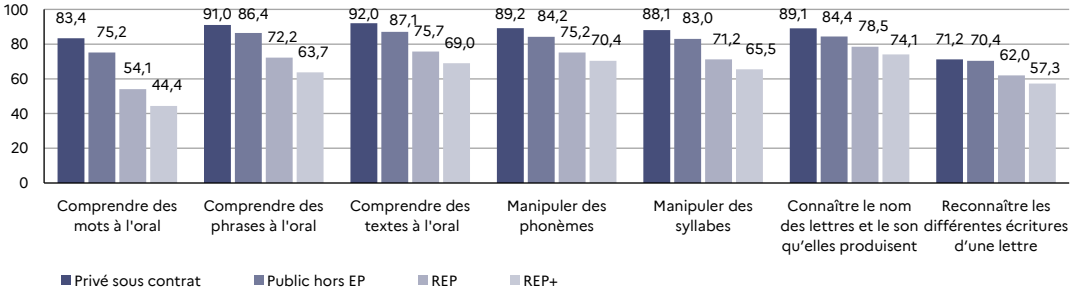


▶ **Champ : France, public.**

Lecture : *en 2025, en début de CP, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 8,0 points de pourcentage pour la compétence « quantifier des collections ».*

Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

5 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante en français en début de CP selon le secteur en septembre 2025 (en %)



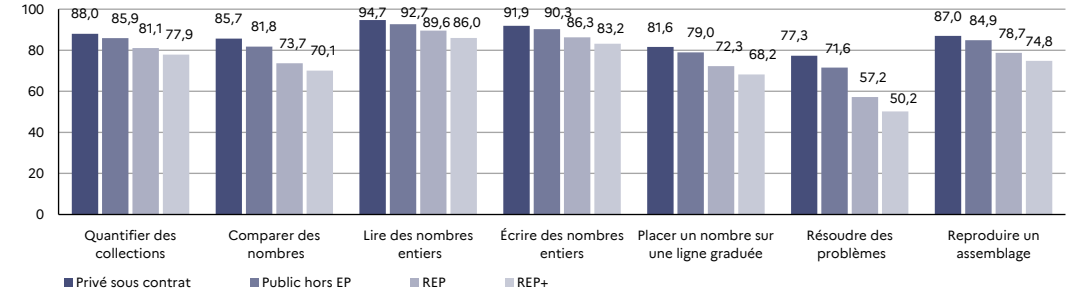
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en 2025, en début de CP, 83,4 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre des mots à l'oral », contre 75,2 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 54,1 % des élèves en REP et 44,4 % des élèves en REP+.*

Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

6 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante en mathématiques en début de CP selon le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en 2025, en début de CP, 88,0 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « quantifier des collections », contre 85,9 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 81,1 % des élèves en REP et 77,9 % des élèves en REP+.*

Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

5.04 L'évaluation Repères en début de CE1 : résultats généraux

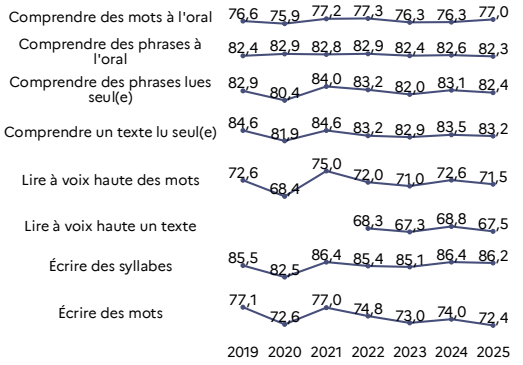
En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours élémentaire première année (CE1) ont passé une évaluation standardisée.

En 2025, en français, les taux de maîtrise satisfaisante sont stables par rapport à 2024 pour cinq des huit compétences évaluées et en diminution pour les compétences « écrire des mots dictés », « lire à voix haute un texte » et « lire à voix haute des mots » (respectivement - 1,6, - 1,3 et - 1,1 point) (1). Par rapport à 2019, le niveau de maîtrise satisfaisante diminue de 4,7 points pour « écrire des mots dictés », de 1,5 point pour « comprendre un texte lu seul(e) » et de 1,0 point pour « lire à voix haute des mots ». Pour les quatre autres compétences comparables, la proportion d'élèves ayant un niveau de maîtrise satisfaisante est stable.

En mathématiques, les résultats sont stables par rapport à 2024 pour toutes les compétences évaluées (2). Entre 2019 et 2025, les performances des élèves augmentent pour trois des quatre compétences comparables, « écrire des nombres entiers », « reproduire un assemblage » et « lire des nombres entiers » (respectivement + 4,0, + 3,5 et + 2,8 points).

En 2025, en français, la compétence la mieux réussie est « écrire des syllabes » pour laquelle 86,2 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante (3). Les compétences de lecture à voix haute de mots et de texte sont les moins bien réussies (respectivement 71,5 % et 67,5 %). En mathématiques, « reproduire un assemblage » est la compétence la mieux réussie (83,9 %), tandis que la résolution de problèmes demeure la compétence la moins bien maîtrisée (48,0 %) (4).

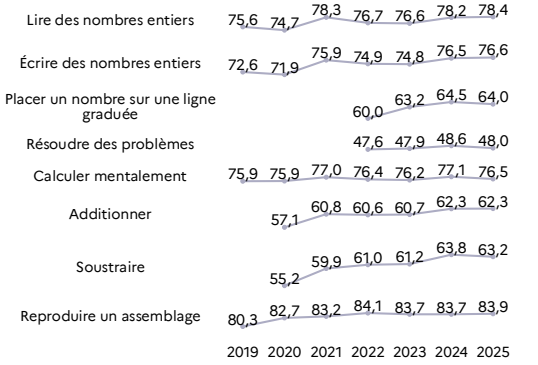
1 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en français en début de CE1 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CE1, en 2025, 77,0 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre des mots à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

2 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en mathématiques en début de CE1 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CE1, en 2025, 78,4 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « lire des nombres entiers ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 773 000 élèves de CE1 ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

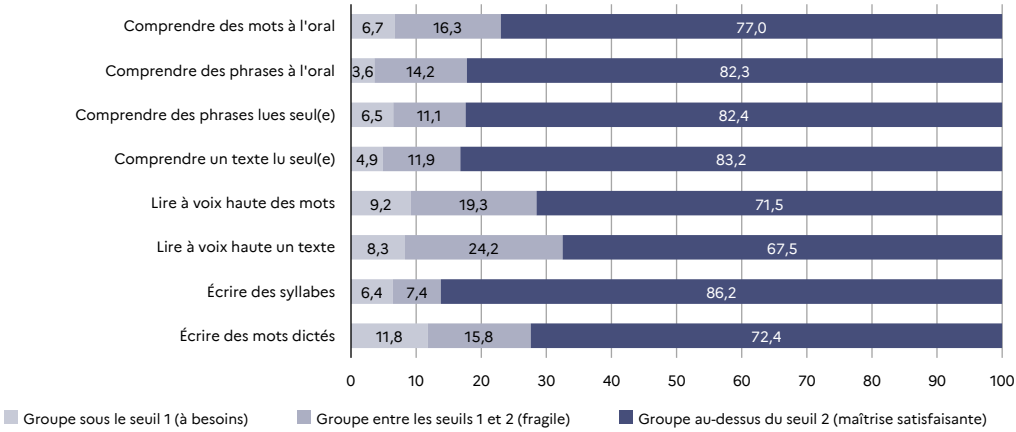
Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source
DEPP, évaluation Repères CE1.

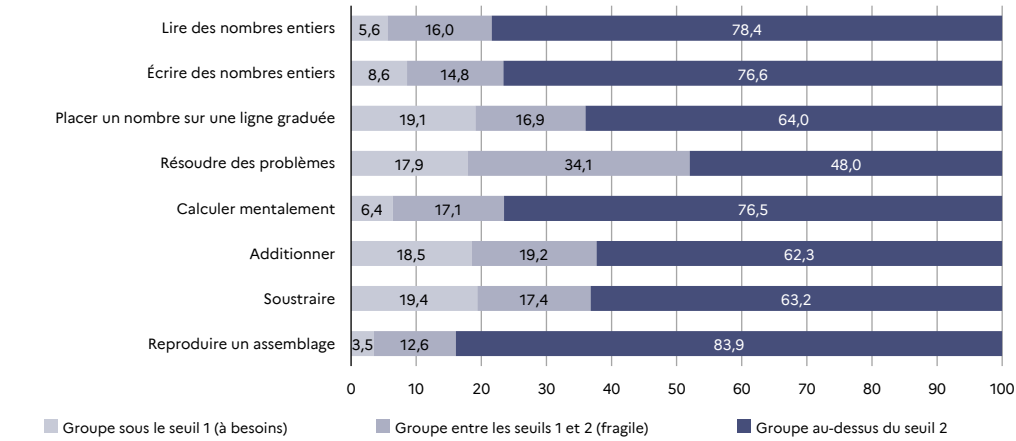
3 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en français en début de CE1 en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CE1, en 2025, 77,0 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « comprendre des mots à l'oral », contre 16,3 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 6,7 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

4 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en mathématiques en début de CE1 en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CE1, en 2025, 78,4 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « lire des nombres entiers », contre 16,0 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 5,6 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

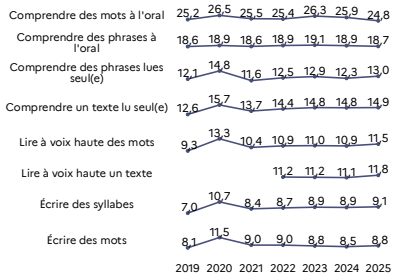
En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours élémentaire première année (CE1) ont passé une évaluation standardisée. Les élèves entrant en CE1 dans une école de l'éducation prioritaire (EP) ont une maîtrise moins affirmée des différentes compétences évaluées. Ces résultats doivent être mis en regard du profil social en moyenne moins favorisé des élèves accueillis.

En français, les écarts de performance les plus élevés entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et ceux en REP+ portent sur les deux compétences de compréhension orale (23,9 et 31,1 points). Les écarts les plus faibles concernent les compétences « écrire des mots dictés » et « écrire des syllabes » (12,0 et 12,5 points) **(5)**. En mathématiques, l'écart le plus marqué entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et ceux en REP+ porte sur la résolution de problèmes (21,6 points). L'écart le plus faible concerne la compétence de géométrie « reproduire un assemblage » (9,4 points) **(6)**.

Entre 2019 et 2025, les écarts de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et ceux scolarisés en EP augmentent pour trois compétences de français : « comprendre un texte lu seul(e) » (+ 2,3 points), « lire à voix haute des mots » (+ 2,3 points), et « écrire des syllabes » (+ 2,1 points). Les écarts sont stables pour les quatre autres compétences comparables **(1)**. En mathématiques, ils sont stables pour toutes les compétences comparables **(2)**.

Plus spécifiquement, les écarts de performance entre les élèves du secteur public hors EP et ceux scolarisés en REP+ sont stables au cours de cette même période pour trois compétences de français, se réduisent pour « comprendre des mots à l'oral » (- 1,2 point) et augmentent pour « comprendre un texte lu seul(e) », « lire à voix haute des mots » et « écrire des syllabes » (respectivement + 1,6, + 2,0 et + 2,1 points) **(3)**. En mathématiques, les écarts sont stables par rapport à 2019, sauf pour « reproduire un assemblage » (- 1,0 point) **(4)**.

1 Évolution des écarts de performance en français en CE1 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



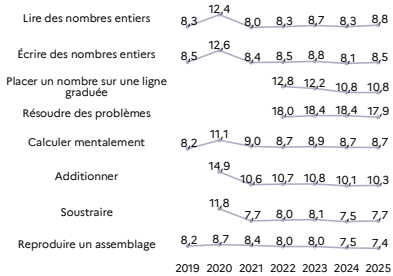
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**

Lecture : *en 2025, en début de CE1, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 24,8 points de pourcentage pour la compétence « comprendre des mots à l'oral ».*

Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

2 Évolution des écarts de performance en mathématiques en CE1 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**

Lecture : *en 2025, en début de CE1, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 8,8 points de pourcentage pour la compétence « lire des nombres entiers ».*

Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise des écarts des taux de maîtrise.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 773 000 élèves de CE1 ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :

- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

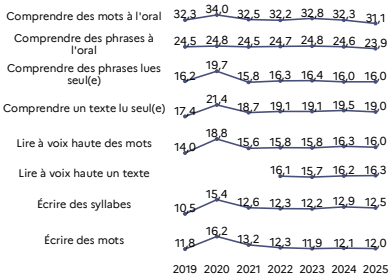
Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source

DEPP, évaluation Repères CE1.

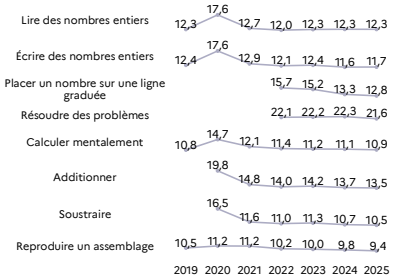
3 Évolution des écarts de performance en français en CE1 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CE1, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 31,1 points de pourcentage pour la compétence « comprendre des mots à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

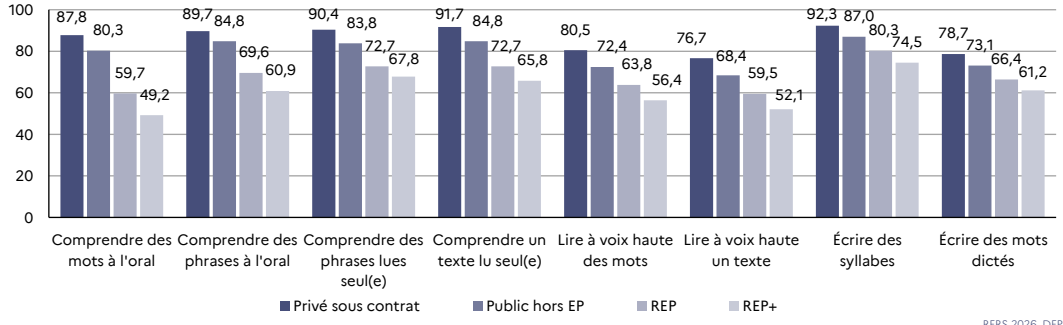
4 Évolution des écarts de performance en mathématiques en CE1 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CE1, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 12,3 points de pourcentage pour la compétence « lire des nombres entiers ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

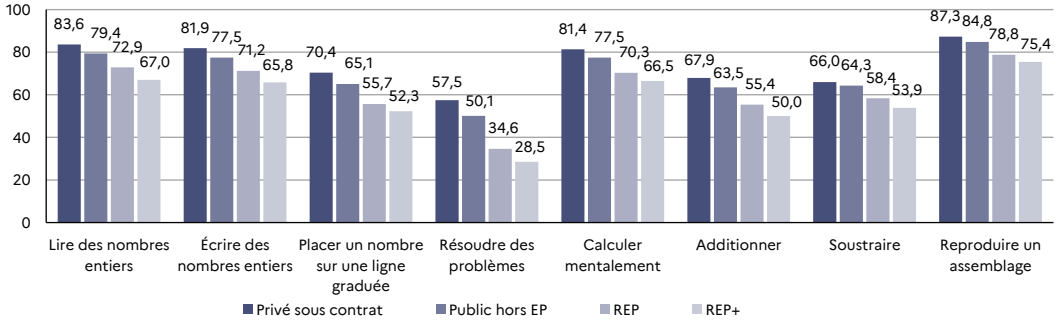
5 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) en français en début de CE1 selon le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, en début de CE1, 87,8 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre des mots à l'oral », contre 80,3 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 59,7 % des élèves en REP et 49,2 % des élèves en REP+.*

6 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) en mathématiques en début de CE1 selon le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, en début de CE1, 83,6 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « lire des nombres entiers », contre 79,4 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 72,9 % des élèves en REP et 67,0 % des élèves en REP+.*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

5.06 L'évaluation Repères en début de CE2 : résultats généraux

En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours élémentaire deuxième année (CE2) ont passé une évaluation standardisée.

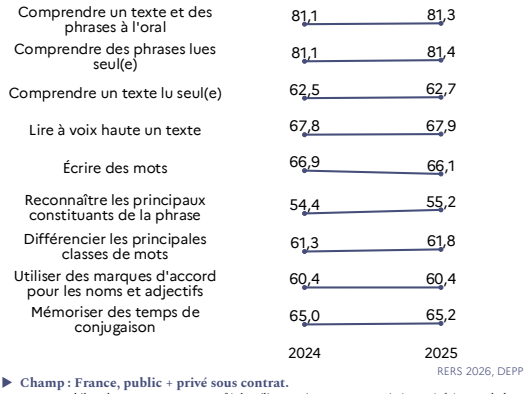
En français, les résultats sont stables pour l'ensemble des compétences évaluées par rapport à 2024. **(1)**

En mathématiques, les taux de maîtrise satisfaisante sont stables pour sept des neuf compétences évaluées par rapport à 2024 et en hausse pour les compétences « placer un nombre sur une ligne graduée » et « reconnaître un nombre à partir de sa décomposition additive » (respectivement + 1,0 point et + 1,8 point). **(2)**

En 2025, en français, les compétences les mieux réussies sont « comprendre des phrases lues seul(e) » et « comprendre un texte et des phrases à l'oral » (respectivement 81,4 % et 81,3 % d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante) **(3)**. Les compétences les moins bien réussies en début de CE2 sont « reconnaître les principaux constituants de la phrase » et « utiliser des marques d'accord pour les noms et les adjectifs » (respectivement 55,2 % et 60,4 %).

En 2025, en mathématiques, les compétences « lire des nombres entiers » et « écrire des nombres entiers » sont les mieux réussies (respectivement 88,5 % et 83,5 %) **(4)**. À l'inverse, la résolution de problèmes et le calcul posé sont les compétences les moins maîtrisées (respectivement 47,7 % et 48,3 %).

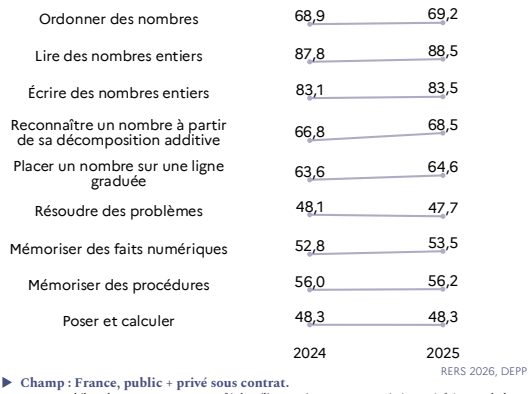
1 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en français en début de CE2 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CE2, en 2025, 81,3 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre un texte et des phrases à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

2 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en mathématiques en début de CE2 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CE2, en 2025, 69,2 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « ordonner des nombres ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 782 000 élèves de CE2 ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

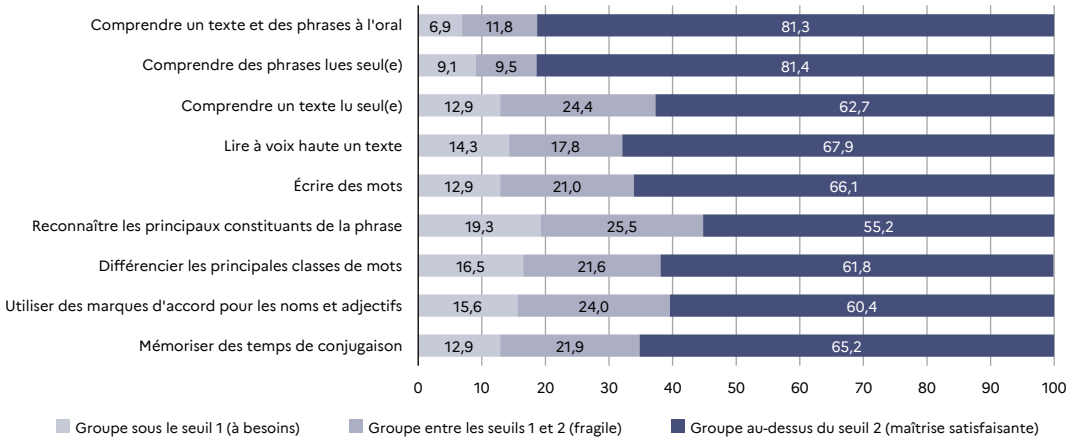
Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source
DEPP, évaluation Repères CE2.

3 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en français en début de CE2 en septembre 2025 (en %)

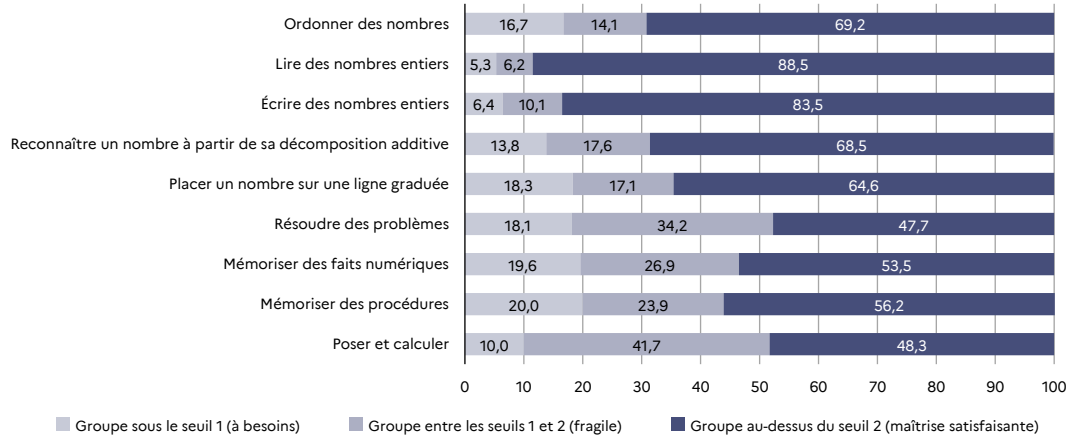


RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en début de CE2, en 2025, 81,3 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « comprendre un texte et des phrases à l'oral », contre 11,8 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 6,9 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

4 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en mathématiques en début de CE2 en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en début de CE2, en 2025, 69,2 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « ordonner des nombres », contre 14,1 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 16,7 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

5.07 L'évaluation Repères en début de CE2 : résultats par secteur

En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours élémentaire deuxième année (CE2) ont passé une évaluation standardisée. Les élèves entrant en CE2 dans une école de l'éducation prioritaire (EP) ont une maîtrise moins affirmée des différentes compétences évaluées. Ces résultats doivent être mis en regard du profil social en moyenne moins favorisé des élèves accueillis.

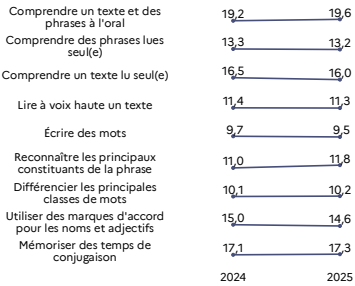
En français, les écarts de performance les plus marqués entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et ceux en REP+ concernent les compétences « comprendre un texte et des phrases à l'oral » et « mémoriser des temps de conjugaison » (respectivement 24,5 et 22,3 points) **(5)**. En mathématiques, il s'agit de la résolution de problèmes (20,4 points) **(6)**.

À l'inverse, les écarts les moins importants concernent les compétences « différencier les principales classes de mots » et « écrire des mots » (respectivement 14,0 et 14,2 points) en français, et la compétence « mémoriser des faits numériques » (4,2 points) en mathématiques.

Entre 2024 et 2025, les écarts de performance entre les élèves du secteur public hors EP et ceux scolarisés en EP sont stables en français et en mathématiques pour toutes les compétences à l'exception de « comprendre un texte lu seul(e) » (- 0,6 point), « reconnaître un nombre à partir de sa décomposition additive » (- 0,5 point) et « reconnaître les principaux constituants de la phrase » (+ 0,8 point) **(1)** **(2)**.

Plus spécifiquement, les écarts de performance entre les élèves du secteur public hors EP et ceux scolarisés en REP+ sont stables en français, sauf pour la compétence « comprendre un texte lu seul(e) » (- 0,6 point) **(3)**. En mathématiques, ces écarts diminuent pour les compétences « reconnaître un nombre à partir de sa décomposition additive », « poser et calculer » et « placer un nombre sur une ligne graduée » (respectivement - 0,5, - 0,6 et - 0,8 point). Ils sont stables pour les autres compétences **(4)**.

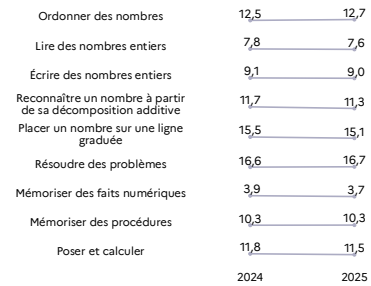
1 Évolution des écarts de performance en français en début de CE2 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CE2, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 19,6 points de pourcentage pour la compétence « comprendre un texte et des phrases à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

2 Évolution des écarts de performance en mathématiques en début de CE2 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CE2, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 12,7 points de pourcentage pour la compétence « ordonner des nombres ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans plus de 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 782 000 élèves de CE2 ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

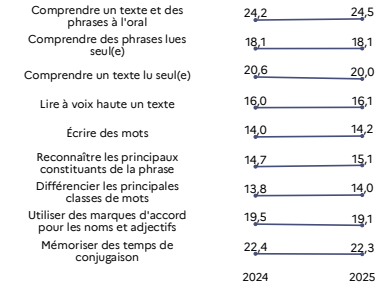
Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source
DEPP, évaluation Repères CE2.

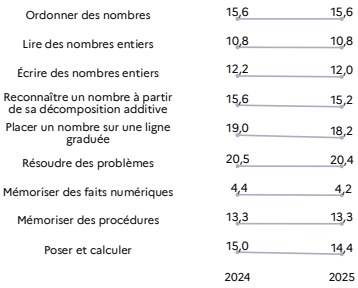
3 Évolution des écarts de performance en français en début de CE2 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CE2, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 24,5 points de pourcentage pour la compétence « comprendre un texte et des phrases à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

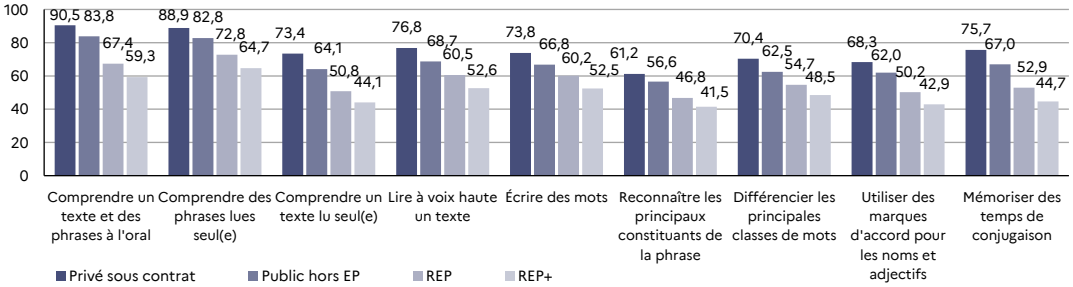
4 Évolution des écarts de performance en mathématiques en début de CE2 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CE2, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 15,6 points de pourcentage pour la compétence « ordonner des nombres ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

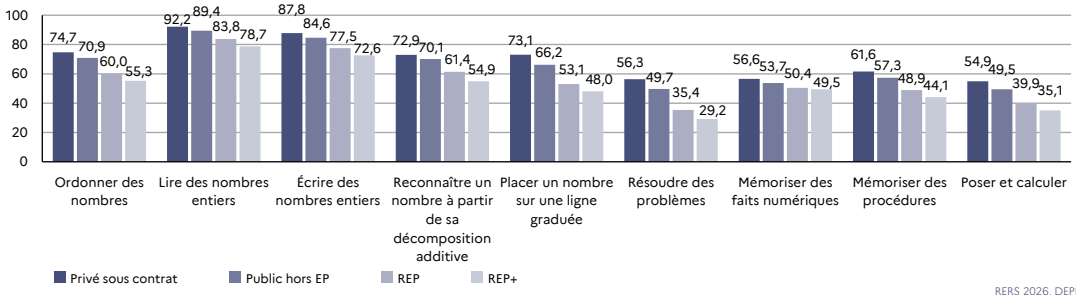
5 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) en français en début de CE2 selon le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, en début de CE2, 90,5 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre un texte et des phrases à l'oral », contre 83,8 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 67,4 % des élèves en REP et 59,3 % des élèves en REP+.*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

6 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) en mathématiques en début de CE2 selon le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en 2025, en début de CE2, 74,7 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « ordonner des nombres », contre 70,9 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 60,0 % des élèves en REP et 55,3 % des élèves en REP+.*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

5.08 L'évaluation Repères en début de CM1 : résultats généraux

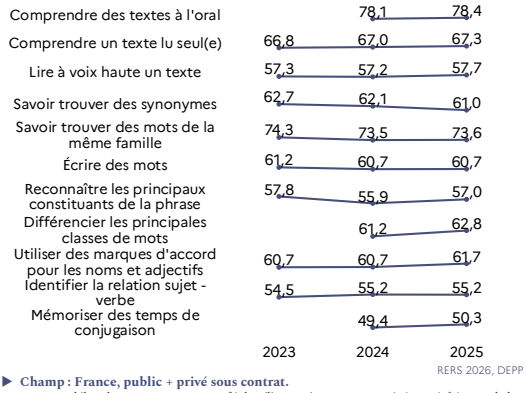
En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours moyen première année (CM1) ont passé une évaluation standardisée.

En français, les taux de maîtrise satisfaisante sont stables par rapport à 2024 pour sept des onze compétences évaluées, en hausse pour trois compétences (jusqu'à + 1,6 point) et en baisse pour « savoir trouver des synonymes » (- 1,1 point) **(1)**. Par rapport à 2023, le niveau de maîtrise satisfaisante diminue de 1,7 point pour « savoir trouver des synonymes » et augmente de 1,0 point pour « utiliser des marques d'accord pour les noms et les adjectifs ». Les résultats sont stables pour les six autres compétences comparables.

En mathématiques, les résultats sont stables par rapport à 2024 pour quatre des sept compétences évaluées et en hausse pour trois compétences. La proportion d'élèves dans le groupe satisfaisant augmente jusqu'à 4,5 points pour la compétence « reconnaître un nombre à partir de sa décomposition additive » **(2)**. Entre 2023 et 2025, les performances des élèves augmentent dans l'ensemble des compétences comparables (jusqu'à + 3,9 points).

En 2025, en français, la compétence la mieux maîtrisée est « comprendre des textes à l'oral » pour laquelle 78,4 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante. La compétence « mémoriser des temps de conjugaison » est la moins maîtrisée (50,3 %) **(3)**. En mathématiques, « écrire des nombres entiers » est la compétence la mieux maîtrisée (84,9 %) tandis que les compétences d'automatismes de calcul, « mémoriser des faits numériques » et « mémoriser des procédures », sont les compétences les moins bien maîtrisées (respectivement 34,3 % et 45,6 %) **(4)**.

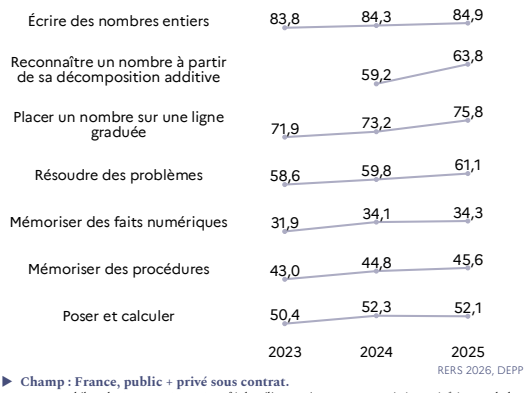
1 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en français en début de CM1 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CM1, en 2025, 78,4 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre des textes à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

2 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en mathématiques en début de CM1 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CM1, en 2025, 84,9 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « écrire des nombres entiers ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 791 000 élèves de CM1 ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

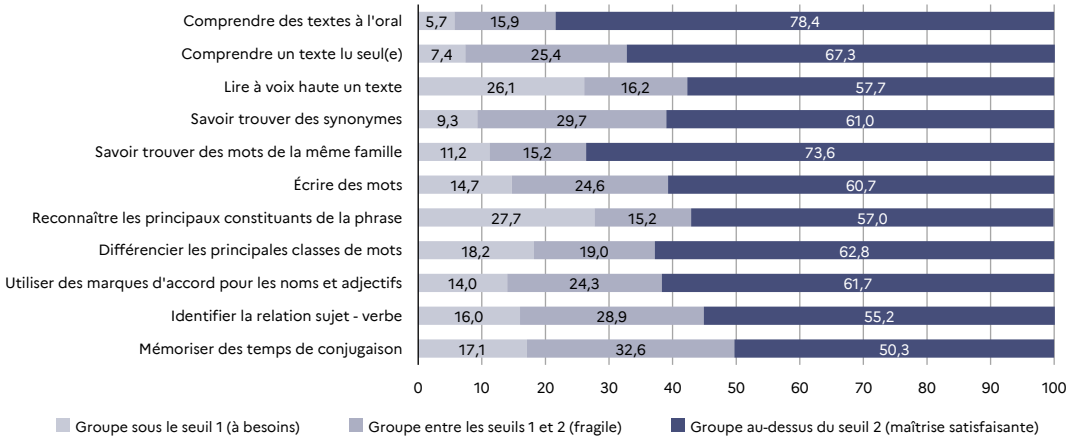
Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source
DEPP, évaluation Repères CM1.

3 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en français en début de CM1 en septembre 2025 (en %)

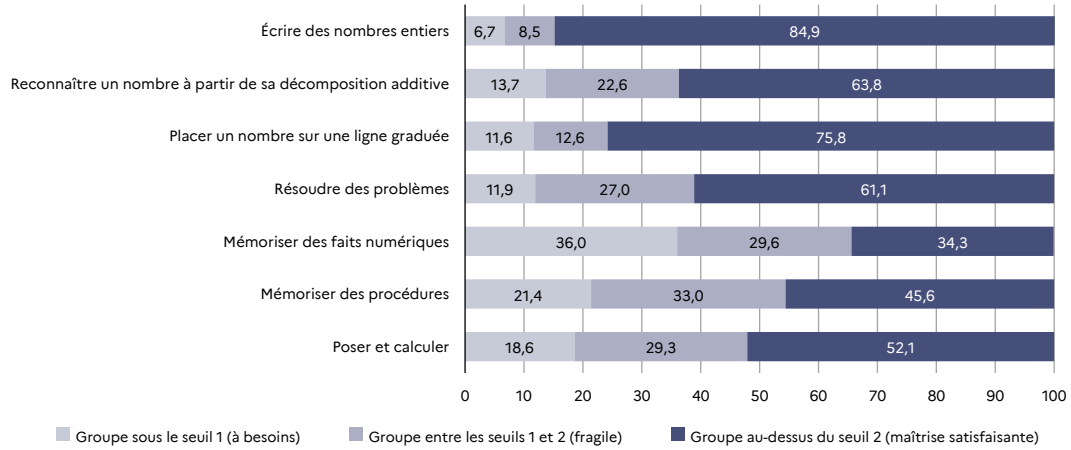


RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en début de CM1, en 2025, 78,4 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « comprendre des textes à l'oral », contre 15,9 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 5,7 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

4 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en mathématiques en début de CM1 en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

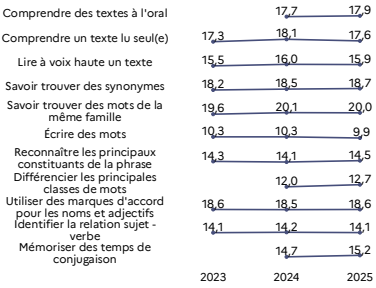
Lecture : *en début de CM1, en 2025, 84,9 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « écrire des nombres entiers », contre 8,5 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 6,7 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours moyen première année (CM1) ont passé une évaluation standardisée. Les élèves scolarisés en CM1 dans une école de l'éducation prioritaire (EP) ont une maîtrise moins affirmée des différentes compétences de français et de mathématiques. Ces résultats doivent être mis en regard du profil social en moyenne moins favorisé des élèves accueillis.

En 2025, les écarts de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et ceux en REP+ sont les plus élevés pour la compétence de lexique « savoir trouver des mots de la même famille » (25,6 points) en français **(5)** et « résoudre des problèmes » (25,0 points) en mathématiques **(6)**. À l'inverse, les écarts les plus faibles concernent respectivement les compétences « écrire des mots » (13,8 points) et « mémoriser des faits numériques » (6,4 points).

Entre 2023 et 2025, les écarts de performance entre les élèves du secteur public hors EP et ceux scolarisés en EP sont stables en français et en mathématiques **(1)(2)**. Plus spécifiquement, les écarts de performance entre les élèves du secteur public hors EP et ceux scolarisés en REP+ sont stables en français, à l'exception de la lecture à voix haute d'un texte (+ 1,0 point) **(3)**. En mathématiques, ces écarts sont stables, excepté pour la compétence « mémoriser des faits numériques » (+ 1,0 point) **(4)**.

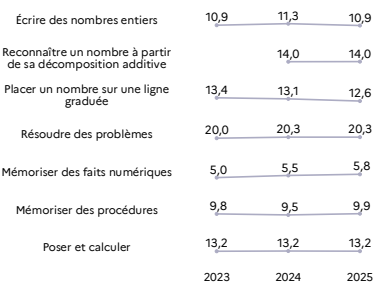
1 Évolution des écarts de performance en français en début de CM1 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CM1, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 17,9 points de pourcentage pour la compétence « comprendre des textes à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

2 Évolution des écarts de performance en mathématiques en début de CM1 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CM1, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 10,9 points de pourcentage pour la compétence « écrire des nombres entiers ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 791 000 élèves de CM1 ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

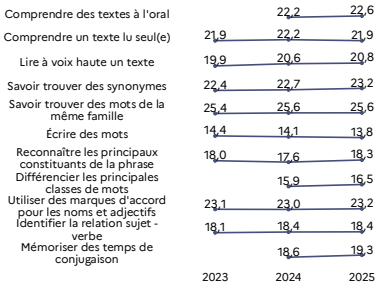
Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source
DEPP, évaluation Repères CM1.

3 Évolution des écarts de performance en français en début de CM1 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)



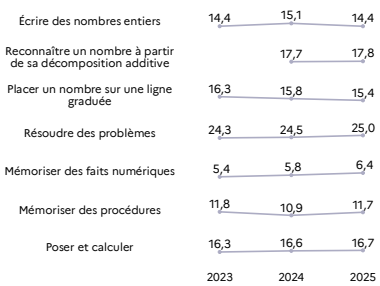
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**

Lecture : *en 2025, en début de CM1, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 22,6 points de pourcentage pour la compétence « comprendre des textes à l'oral ».*

Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

4 Évolution des écarts de performance en mathématiques en début de CM1 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)



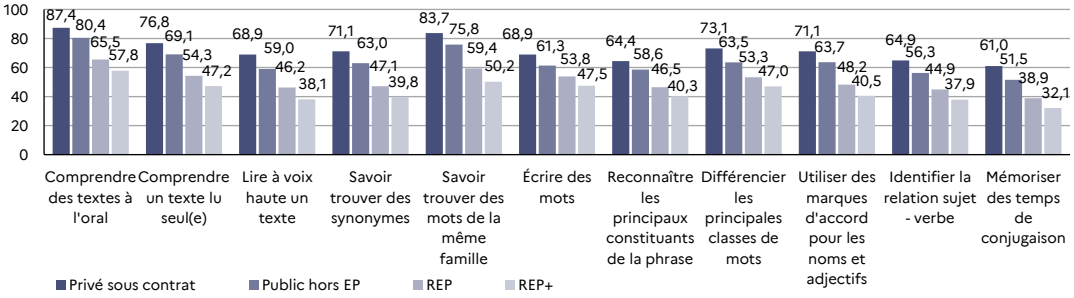
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**

Lecture : *en 2025, en début de CM1, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 14,4 points de pourcentage pour la compétence « écrire des nombres entiers ».*

Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

5 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) en français en début de CM1 selon le secteur en septembre 2025 (en %)



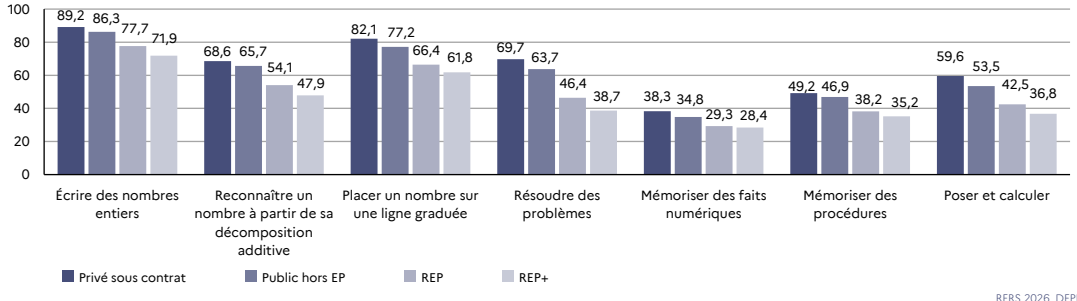
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en 2025, en début de CM1, 87,4 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre des textes à l'oral », contre 80,4 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 65,5 % des élèves en REP et 57,8 % des élèves en REP+.*

Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

6 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) en mathématiques en début de CM1 selon le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en 2025, en début de CM1, 89,2 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « écrire des nombres entiers », contre 86,3 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 77,7 % des élèves en REP et 71,9 % des élèves en REP+.*

Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

5.10 L'évaluation Repères en début de CM2 : résultats généraux

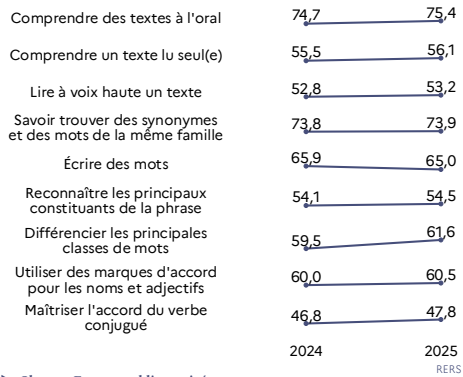
En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours moyen deuxième année (CM2) ont passé une évaluation standardisée.

En français, les taux de maîtrise satisfaisante sont stables par rapport à 2024 pour sept des neuf compétences évaluées et en hausse pour les compétences « différencier les principales classes de mots » et « maîtriser l'accord du verbe conjugué » (respectivement + 2,1 et + 1,0 point) **(1)**.

En mathématiques, les résultats sont stables par rapport à 2024 pour cinq des sept compétences évaluées et en hausse pour les compétences « utiliser différentes représentations des nombres » et « mémoriser des faits numériques » (respectivement + 1,8 et + 1,6 point) **(2)**.
En 2025, en français, les compétences les mieux réussies sont « comprendre des textes à l'oral » et « savoir trouver des synonymes et des mots de la même famille » (respectivement 75,4 % et 73,9 % d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante). Les compétences les moins réussies en début de CM2 sont « maîtriser l'accord du verbe conjugué », « lire à voix haute un texte » et « reconnaître les principaux constituants de la phrase » (respectivement 47,8 %, 53,2 % et 54,5 %) **(3)**.

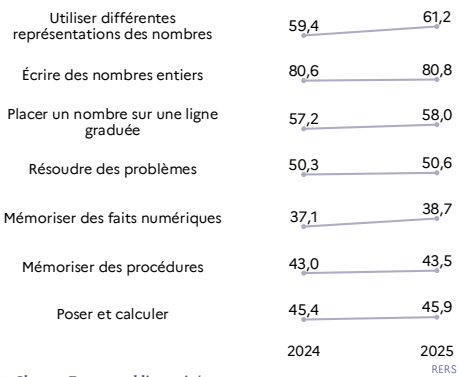
En mathématiques, la compétence « écrire des nombres entiers » est la mieux réussie (80,8 %). À l'inverse, les compétences d'automatismes de calcul « mémoriser des faits numériques » et « mémoriser des procédures » sont les moins réussies (respectivement 38,7 % et 43,5 %). Les compétences « poser et calculer » et « résoudre des problèmes » sont également moins bien maîtrisées (respectivement 45,9 % et 50,6 %) **(4)**.

1 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en français en début de CM2 (en %)



▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CM2, en 2025, 75,4 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre des textes à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

2 Évolution de la proportion d'élèves ayant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) dans les compétences comparables en mathématiques en début de CM2 (en %)



▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en début de CM2, en 2025, 61,2 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « utiliser différentes représentations des nombres ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 800 000 élèves de CM2 ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

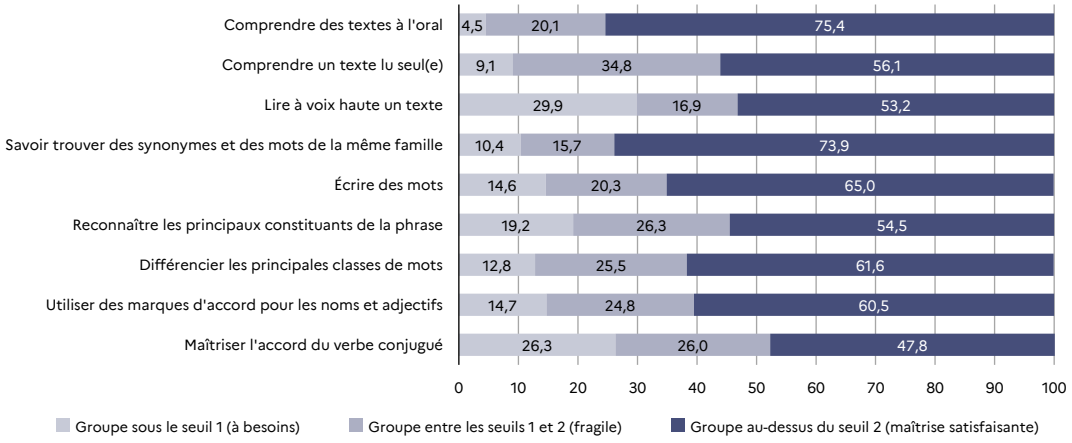
Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source
DEPP, évaluation Repères CM2.

3 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en français en début de CM2 en septembre 2025 (en %)

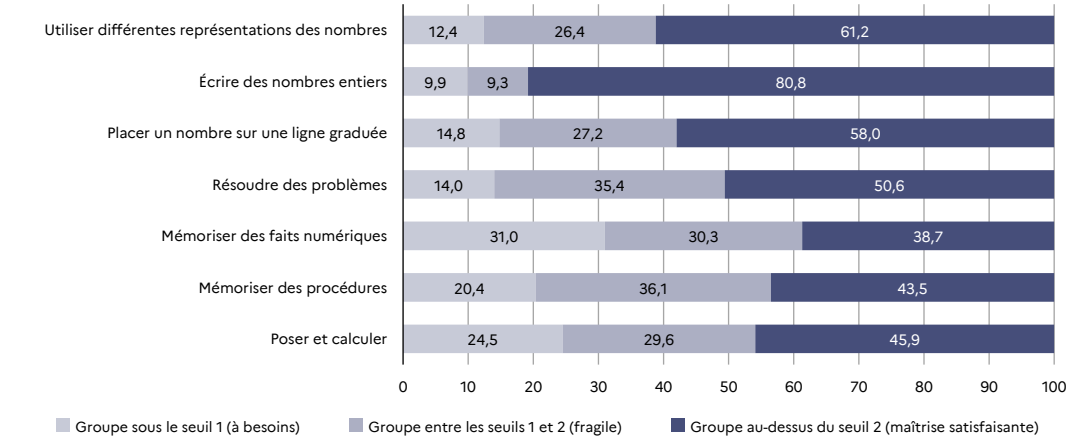


RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en début de CM2, en 2025, 75,4 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « comprendre des textes à l'oral », contre 20,1 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 4,5 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

4 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise selon la compétence évaluée en mathématiques en début de CM2 en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en début de CM2, en 2025, 61,2 % des élèves sont au-dessus du seuil 2 (maîtrise satisfaisante) pour la compétence « utiliser différentes représentations des nombres », contre 26,4 % entre les seuils 1 et 2 (fragile) et 12,4 % en dessous du seuil 1 (à besoins).*

5.11 L'évaluation Repères en début de CM2 : résultats par secteur

En septembre 2025, tous les élèves entrant en cours moyen deuxième année (CM2) ont passé une évaluation standardisée. Les élèves scolarisés en CM2 dans une école de l'éducation prioritaire (EP) ont une maîtrise moins affirmée des différentes compétences évaluées. Ces résultats doivent être mis en regard du profil social en moyenne moins favorisé des élèves accueillis.

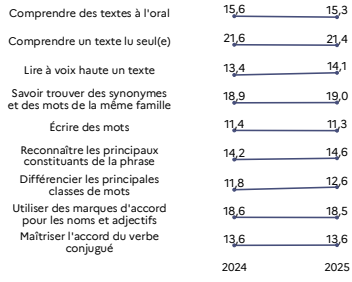
En français, en 2025, les écarts de performance les plus marqués entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et ceux en REP+ concernent les compétences « comprendre un texte lu seul(e) », « savoir trouver des synonymes et des mots de la même famille » et « utiliser des marques d'accord pour les noms et adjectifs » (de 22,4 à 25,3 points) **(5)**. En mathématiques, il s'agit de la résolution de problèmes (24,3 points) **(6)**.

À l'inverse, les écarts les moins importants concernent les compétences « écrire des mots » et « différencier les principales classes de mots » en français (respectivement 15,2 et 16,2 points), et « mémoriser des faits numériques » et « mémoriser des procédures » en mathématiques (respectivement 5,8 et 13,4 points).

Entre 2024 et 2025, les écarts de performance entre les élèves du secteur public hors EP et ceux scolarisés en EP sont stables pour sept des neuf compétences évaluées en français et pour trois compétences sur sept en mathématiques. Pour les autres compétences (« différencier les principales classes de mots » et « lire à voix haute un texte » en français, et « mémoriser des faits numériques », « poser et calculer », « mémoriser des procédures » et « résoudre des problèmes » en mathématiques), les écarts augmentent (de + 0,5 à + 0,9 point) **(1)** **(2)**.

Plus spécifiquement, en français, les écarts de performance entre les élèves du secteur public hors EP et ceux scolarisés en REP+ sont stables pour quatre compétences, diminuent pour trois compétences (de – 0,5 à – 0,6 point) et augmentent pour deux compétences (de + 0,5 à + 0,9 point) **(3)**. En mathématiques, ces écarts augmentent pour « mémoriser des faits numériques » (+ 0,8 point) et sont stables pour les six autres compétences évaluées **(4)**.

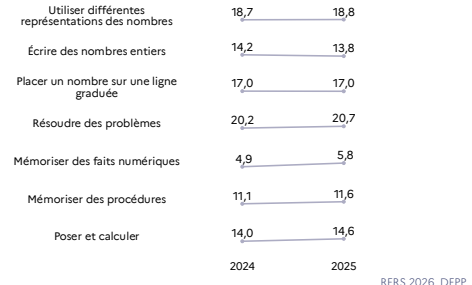
1 Évolution des écarts de performance en français en début de CM2 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CM2, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 15,3 points de pourcentage pour la compétence « comprendre des textes à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

2 Évolution des écarts de performance en mathématiques en début de CM2 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP (en points de pourcentage)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**
Lecture : *en 2025, en début de CM2, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en EP est de 18,8 points de pourcentage pour la compétence « utiliser différentes représentations des nombres ».*
Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. Dans 31 000 écoles publiques et privées sous contrat, 800 000 élèves de CM2 ont passé une évaluation standardisée sur support papier en septembre 2025 en France. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :

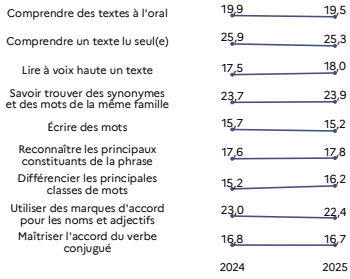
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.19 ; 26.18.

Source
DEPP, évaluation Repères CM2.

3 Évolution des écarts de performance en français en début de CM2 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)



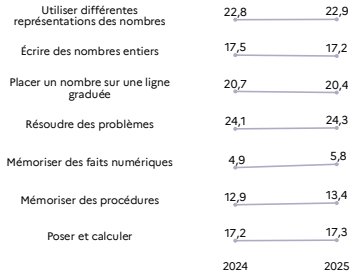
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**

Lecture : *en 2025, en début de CM2, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 19,5 points de pourcentage pour la compétence « comprendre des textes à l'oral ».*

Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

4 Évolution des écarts de performance en mathématiques en début de CM2 entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ (en points de pourcentage)



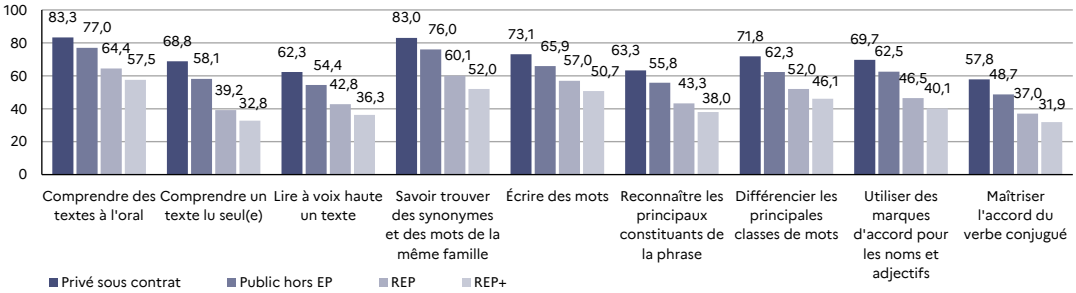
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public.**

Lecture : *en 2025, en début de CM2, l'écart de performance entre les élèves scolarisés dans le secteur public hors EP et les élèves scolarisés en REP+ est de 22,9 points de pourcentage pour la compétence « utiliser différentes représentations des nombres ».*

Note : en raison des arrondis, les évolutions des écarts peuvent différer de la différence des écarts de taux de maîtrise.

5 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) en français en début de CM2 selon le secteur en septembre 2025 (en %)



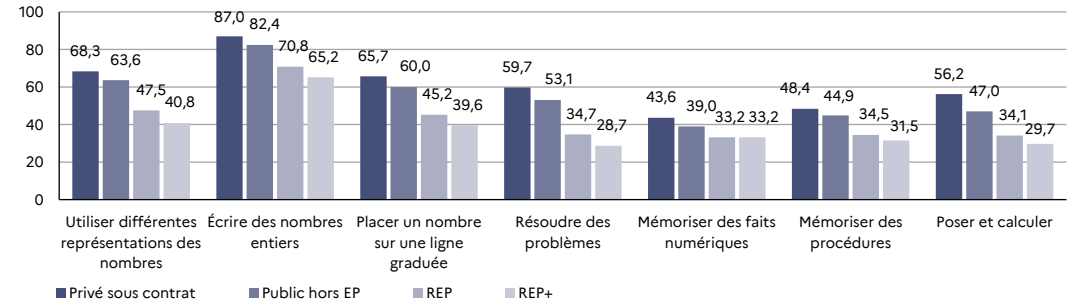
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en 2025, en début de CM2, 83,3 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre des textes à l'oral », contre 77,0 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 64,4 % des élèves en REP et 57,5 % des élèves en REP+.*

Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

6 Proportion d'élèves présentant une maîtrise satisfaisante (au-dessus du seuil 2) en mathématiques en début de CM2 selon le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**

Lecture : *en 2025, en début de CM2, 68,3 % des élèves accueillis dans les écoles du secteur privé sous contrat présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « utiliser différentes représentations des nombres », contre 63,6 % des élèves accueillis dans les écoles publiques hors éducation prioritaire, 47,5 % des élèves en REP et 40,8 % des élèves en REP+.*

Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise.

5.12 Les évaluations Repères à l'école élémentaire en français : résultats par sexe

En septembre 2025, tous les élèves d'élémentaire ont passé une évaluation standardisée en français.

En début du CP, les filles obtiennent de meilleures performances que les garçons dans toutes les compétences évaluées. L'écart de taux de maîtrise le plus élevé concerne la compréhension orale des phrases (6,2 points en faveur des filles) **(1)**. En CE1, cette tendance se confirme, sauf pour la lecture à voix haute de mots et d'un texte où la maîtrise des garçons est supérieure à celle des filles (de respectivement 1,3 et 1,4 point en faveur des garçons). L'écart le plus important demeure en compréhension orale de phrases (5,0 points en faveur des filles) **(2)**.

En CE2, les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons pour la plupart des compétences évaluées. Seul le taux de maîtrise de la compétence « mémoriser des temps de conjugaison » est comparable entre filles et garçons. L'écart le plus marqué concerne la compétence « utiliser des marques d'accord pour les noms et adjectifs » (6,9 points en faveur des filles) **(3)**.

En début de CM1, les filles confirment leurs meilleures performances en français, à l'exception de la compréhension orale de textes où les résultats sont comparables. L'écart le plus important concerne la compréhension écrite de texte (8,1 points en faveur des filles) **(4)**.

En CM2, les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons pour toutes les compétences évaluées en français. L'écart le plus marqué concerne, comme en CE2, la compétence « utiliser des marques d'accord pour les noms et adjectifs » (9,2 points en faveur des filles) **(5)**.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. En septembre 2025, en France, 4 millions d'élèves de l'école élémentaire, scolarisés dans le public ou dans le privé sous contrat, ont passé une évaluation standardisée sur support papier. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

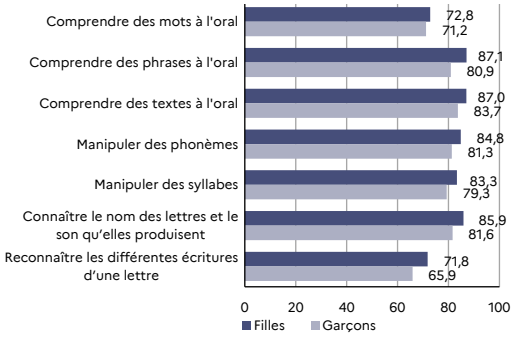
Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 26.18.

Source

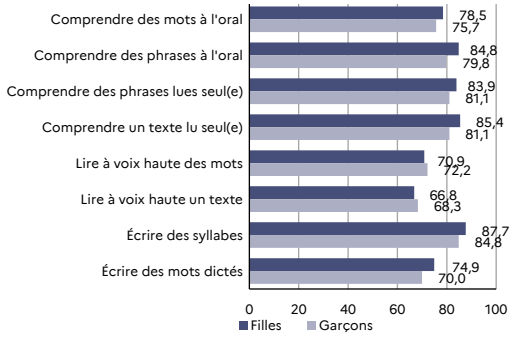
DEPP, évaluations Repères CP-CE1-CE2-CM1-CM2.

1 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en français en début de CP par compétence en septembre 2025 (en %)



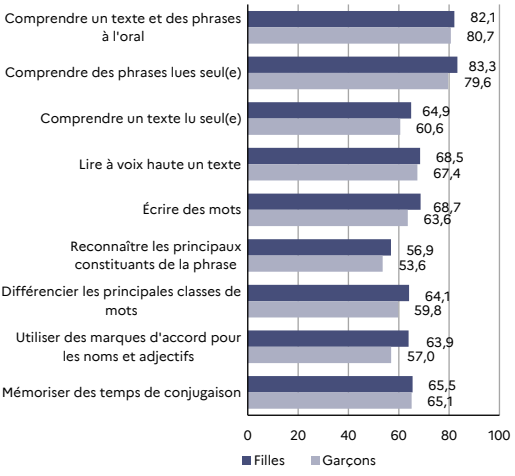
RERS 2026, DEPP

2 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en français en début de CE1 par compétence en septembre 2025 (en %)



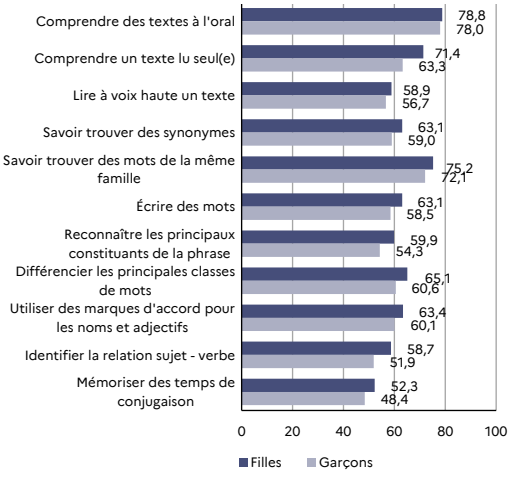
RERS 2026, DEPP

3 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en français en début de CE2 par compétence en septembre 2025 (en %)



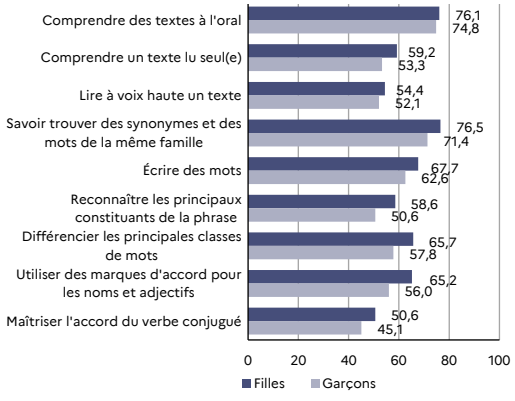
RERS 2026, DEPP

4 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en français en début de CM1 par compétence en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

5 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en français en début de CM2 par compétence en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat (toutes les figures).**
Lecture : *en début de CM2, en 2025, 76,1 % des filles, contre 74,8 % des garçons, présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « comprendre des textes à l'oral ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise (toutes les figures).

5.13 Les évaluations Repères à l'école élémentaire en mathématiques : résultats par sexe

En septembre 2025, tous les élèves d'élémentaire ont passé une évaluation standardisée en mathématiques.

En début de CP, les taux de maîtrise satisfaisante des filles sont supérieurs à ceux des garçons, sauf pour « comparer des nombres » et « placer un nombre sur une ligne graduée » (niveaux comparables). L'écart le plus important concerne la compétence « reproduire un assemblage » (3,2 points en faveur des filles) **(1)**.

Cette tendance s'inverse à l'entrée en CE1. Les garçons présentent de meilleures performances que les filles pour toutes les compétences, à l'exception de la géométrie (« reproduire un assemblage ») et du calcul mental, avec des écarts de 3,0 et 2,8 points en faveur des filles **(2)**. L'écart le plus marqué concerne la compétence « additionner », avec 14,1 points en faveur des garçons.

En CE2, les garçons maîtrisent mieux toutes les compétences, sauf le calcul posé (2,2 points en faveur des filles) et « ordonner des nombres » (niveau comparable). L'écart le plus important concerne la compétence « mémoriser des procédures » (14,7 points en faveur des garçons) **(3)**.

En début de CM1, les garçons présentent de meilleurs résultats dans toutes les compétences, à l'exception du calcul posé (niveau comparable). Comme en CE2, l'écart le plus important concerne la compétence « mémoriser des procédures » (18,2 points en faveur des garçons) **(4)**.

Les résultats en CM2 des garçons restent supérieurs à ceux des filles dans toutes les compétences, sauf « poser et calculer » (niveau comparable). L'écart le plus marqué concerne à nouveau la compétence « mémoriser des procédures » (19,2 points en faveur des garçons) **(5)**.

Précisions

Le dispositif Repères évalue des compétences en français et en mathématiques à l'école élémentaire. En septembre 2025, en France, 4 millions d'élèves de l'école élémentaire, scolarisés dans le public ou dans le privé sous contrat, ont passé une évaluation standardisée sur support papier. Le principal objectif de cette évaluation est de proposer des repères permettant aux enseignants de bien apprécier les acquis de leurs élèves.

Deux seuils de réussite ont été déterminés pour chaque compétence :
- un premier seuil en deçà duquel on peut considérer que les élèves rencontrent des difficultés ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et au-delà duquel les acquis permettent d'entrer sereinement dans les apprentissages (groupe satisfaisant).

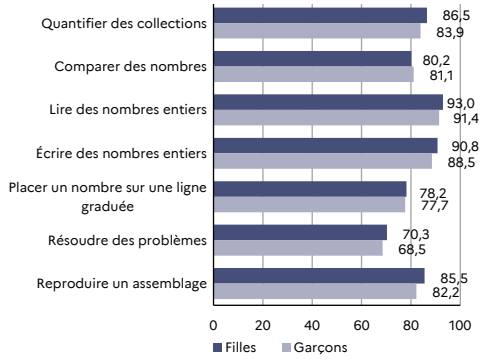
Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 26.19.

Source

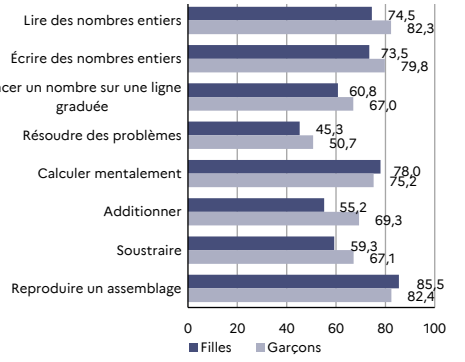
DEPP, évaluations Repères CP-CE1-CE2-CM1-CM2.

1 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en mathématiques en début de CP par compétence en septembre 2025 (en %)



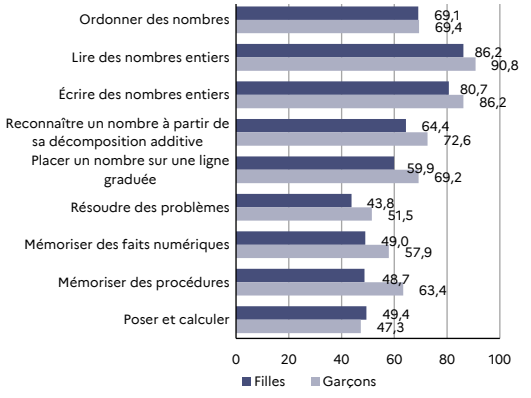
RERS 2026, DEPP

2 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en mathématiques en début de CE1 par compétence en septembre 2025 (en %)



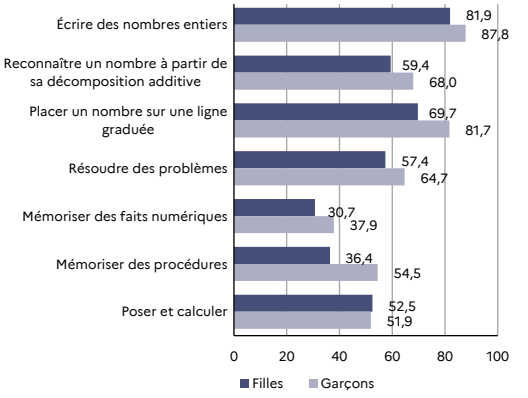
RERS 2026, DEPP

3 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en mathématiques en début de CE2 par compétence en septembre 2025 (en %)



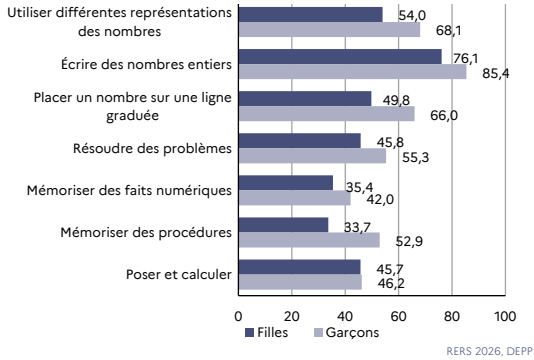
RERS 2026, DEPP

4 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en mathématiques en début de CM1 par compétence en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

5 Élèves présentant une maîtrise satisfaisante en mathématiques en début de CM2 par compétence en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

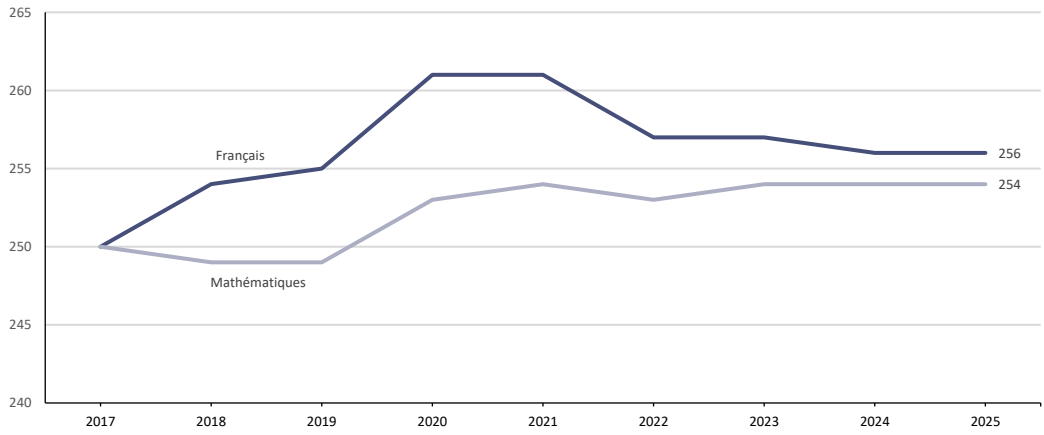
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat (pour toutes les figures).**
Lecture : *en début de CM2, en 2025, 54,0 % des filles, contre 68,1 % des garçons, présentent une maîtrise satisfaisante de la compétence « utiliser différentes représentations des nombres ».*
Note : en raison des arrondis, les écarts peuvent différer de la différence des taux de maîtrise (toutes les figures).

En septembre 2025, 817 000 élèves de sixième ont passé une évaluation standardisée sur support numérique dans 7 000 établissements. Les résultats de français et de mathématiques sont stables par rapport à 2024 **(1)**.

En français, le score moyen est de 256 points en 2025. La part des élèves dans les groupes les moins performants (groupes 1 et 2) augmente de 1,1 point entre 2024 et 2025, alors qu'elle est stable pour les groupes les plus performants (groupes 5 et 6) **(2)**. Par rapport à la première évaluation de ce type en 2017, les performances des élèves observées à la rentrée 2025 sont supérieures de 6 points. En 2025, 28,0 % des élèves font partie des deux groupes les moins performants, contre 31,7 % en 2017, et davantage d'élèves font partie des deux groupes les plus performants (32,6 %, contre 29,1 % en 2017).

En mathématiques, le score moyen est stable par rapport à 2024 et s'établit à 254 points. La part des élèves dans les groupes les moins et les plus performants est également stable entre 2024 et 2025 **(3)**. Au cours de la période 2017-2025, le score moyen a augmenté de 4 points. Parallèlement, la part des élèves moins performants a augmenté (+ 1,7 point), tout comme la proportion d'élèves plus performants (+ 3,8 points).

1 Évolution des scores moyens en début de sixième en français et en mathématiques



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, le score moyen des élèves à l'entrée en sixième est de 256 points en français et de 254 points en mathématiques.*

Précisions

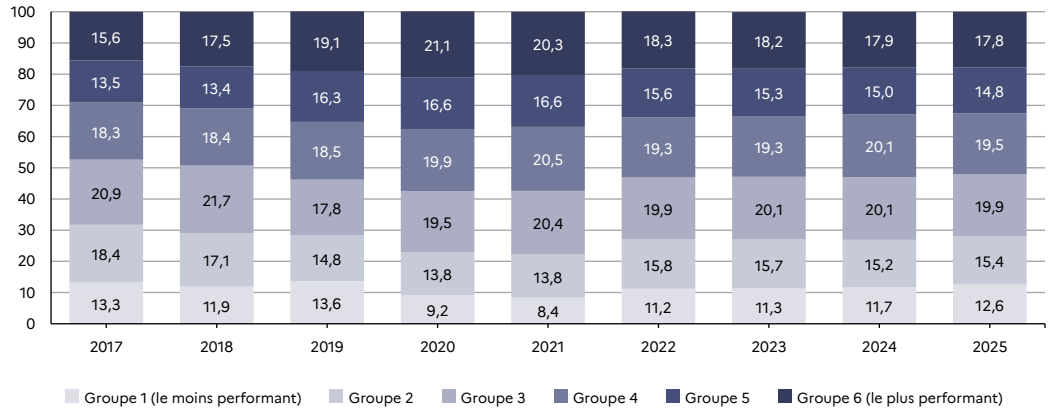
L'évaluation se réfère aux domaines 1 et 4 du socle commun et tient compte des attendus de fin d'année de CM2 et des repères annuels. Elle ne constitue pas un balayage exhaustif des programmes. Lors de la première évaluation réalisée en 2017, les scores moyens en français et en mathématiques ont été fixés par construction à 250 et l'écart-type à 50. La distribution des élèves est présentée en six groupes selon les compétences maîtrisées, regroupés en faible performance (groupes 1 et 2), performance moyenne (groupes 3 et 4) et performance élevée (groupes 5 et 6).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.21 ; 25.22.

Source
DEPP, évaluation exhaustive de début de sixième.

2 Évolution de la répartition des élèves dans les groupes de performance en début de sixième en français (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, 17,8 % des élèves de sixième font partie du groupe 6 (le plus performant) en français.*

3 Évolution de la répartition des élèves dans les groupes de performance en début de sixième en mathématiques (en %)

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, 18,9 % des élèves de sixième font partie du groupe 6 (le plus performant) en mathématiques.*

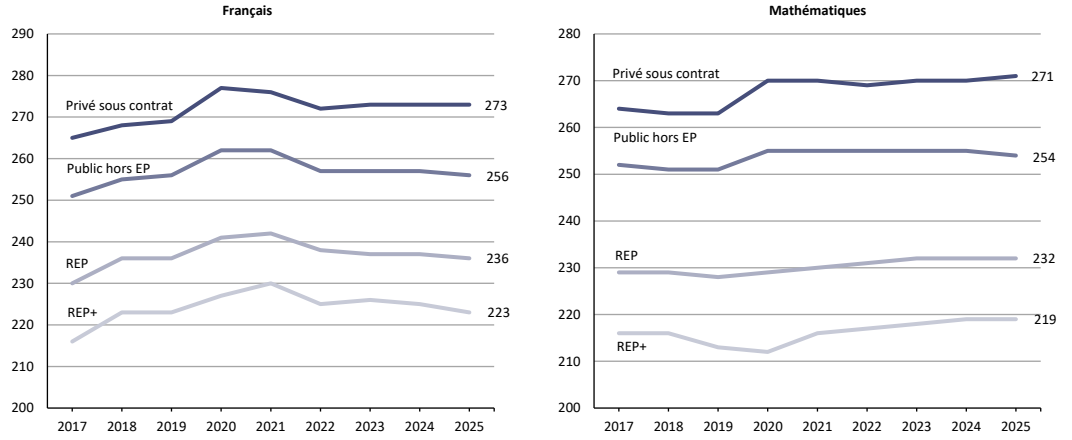
En septembre 2025, 817 000 élèves de sixième ont passé une évaluation standardisée sur support numérique dans 7 000 établissements. Des écarts de performance sont constatés entre les élèves du secteur de l'éducation prioritaire (EP) et les autres élèves. Ces résultats doivent être mis en regard du profil social en moyenne moins favorisé des élèves accueillis en EP.

En 2025, 27,3 % des élèves scolarisés dans le secteur public hors EP font partie des deux groupes les moins performants en français, contre respectivement 43,2 % et 54,5 % de ceux scolarisés en REP et REP+ **(2)**. De même, en mathématiques, 31,4 % des élèves du public hors EP font partie des deux groupes les moins performants, contre respectivement 49,7 % et 60,6 % de ceux scolarisés en REP et REP+ **(3)**.

Entre 2024 et 2025, en français, les scores moyens sont stables pour tous les secteurs, hormis en REP+ où le score moyen diminue de 2 points **(1)**. Les performances des élèves, quel que soit le secteur, sont supérieures à celles observées en 2017 lors de la première évaluation, avec une augmentation de 5 points pour le secteur public hors EP et jusqu'à 8 points pour le secteur privé sous contrat.

Entre 2024 et 2025, en mathématiques, les scores moyens sont stables pour tous les secteurs de scolarisation. Au cours de la période 2017-2025, les performances augmentent davantage pour les élèves accueillis dans le secteur privé (+ 7 points) que pour ceux des autres secteurs : + 3 points en REP et REP+ et + 2 points en public hors EP.

1 Évolution des scores moyens en français et en mathématiques en début de sixième selon le secteur



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, le score moyen des élèves scolarisés en REP+ à l'entrée en sixième est de 223 points en français et de 219 points en mathématiques.*

Précisions

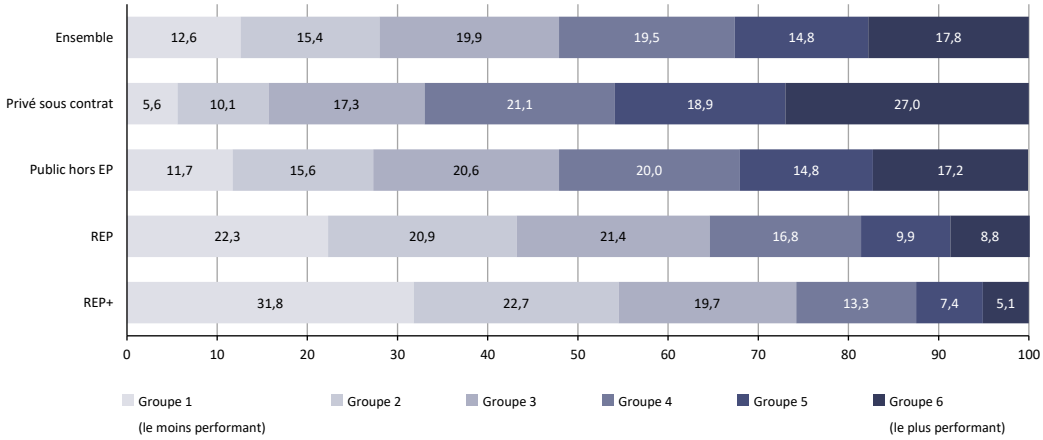
L'évaluation se réfère aux domaines 1 et 4 du socle commun et tient compte des attendus de fin d'année de CM2 et des repères annuels. Elle ne constitue pas un balayage exhaustif des programmes. Lors de la première évaluation réalisée en 2017, les scores moyens en français et en mathématiques ont été fixés par construction à 250 et l'écart-type à 50. La distribution des élèves est présentée en six groupes selon les compétences maîtrisées, regroupés en faible performance (groupes 1 et 2), performance moyenne (groupes 3 et 4) et performance élevée (groupes 5 et 6).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.21 ; 25.22.

Source
DEPP, évaluation exhaustive de début de sixième.

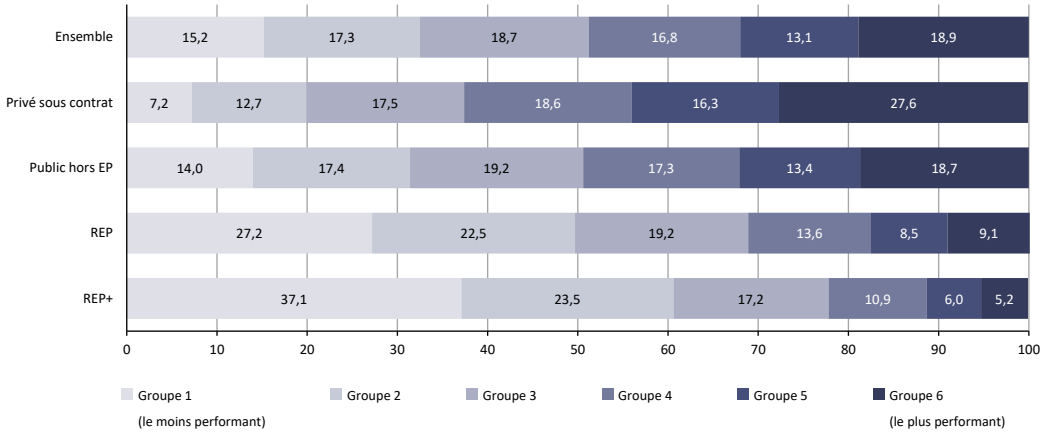
2 Répartition des élèves dans les groupes de performance par secteur en français en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, 17,2 % des élèves scolarisés dans un collège public hors éducation prioritaire (EP) à l'entrée en sixième font partie du groupe 6 (le plus performant) en français.*

3 Répartition des élèves dans les groupes de performance par secteur en mathématiques en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, 18,7 % des élèves scolarisés dans un collège public hors éducation prioritaire (EP) à l'entrée en sixième font partie du groupe 6 (le plus performant) en mathématiques.*

5.16 L'évaluation en début de sixième : résultats par domaine

En septembre 2025, 817 000 élèves de sixième ont passé une évaluation standardisée sur support numérique dans 7 000 établissements. Les résultats par domaine, en français comme en mathématiques, permettent d'apprécier le niveau des élèves à la rentrée.

En français, 59,4 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante en « compréhension de l'oral » tandis que les domaines de « compréhension de l'écrit », de « lexique » et de « grammaire » sont maîtrisés par respectivement 42,6 %, 44,2 % et 49,5 % des élèves **(1)**. L'« orthographe » est le domaine pour lequel la proportion d'élèves dans le groupe « à besoins » est la plus importante (18,6 % des élèves).

En fluence de lecture, si 61,1 % des élèves atteignent les attendus de fin de CM2 (120 mots et plus lus par minute), 15,1 % d'entre eux atteignent moins de 90 mots lus (attendus de fin de CE2) et 23,8 % présentent des fragilités sur cet exercice (score allant de 90 à 119 mots lus) **(2)**. Les résultats varient selon le sexe et le secteur de scolarisation, les taux de maîtrise satisfaisante en fluence de lecture étant plus élevée chez les filles ainsi que dans le secteur privé sous contrat.

En mathématiques, le domaine « grandeurs et mesures » est maîtrisé par 49,4 % des élèves tandis que les domaines « nombres et calculs » et « espace et géométrie » sont maîtrisés par respectivement 45,4 % et 36,5 % des élèves **(3)**. Pour les tests spécifiques regroupant des exercices issus de différents domaines, le niveau de maîtrise est de 44,6 % en « résolution de problèmes » et de 59,4 % en « automatismes ».

Précisions

L'évaluation se réfère aux domaines 1 et 4 du socle commun, aux attendus de fin d'année de CM2 et aux repères annuels. Elle ne recouvre pas l'exhaustivité des programmes.

Pour chaque domaine évalué, deux seuils de réussite ont été fixés de façon à identifier trois groupes d'élèves :
- un premier seuil en deçà duquel les élèves sont considérés en difficulté et ont besoin d'un accompagnement (groupe « à besoins ») ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et pour lesquels les compétences doivent être renforcées (groupe « fragile ») et au-dessus duquel les acquis des élèves sont satisfaisants.

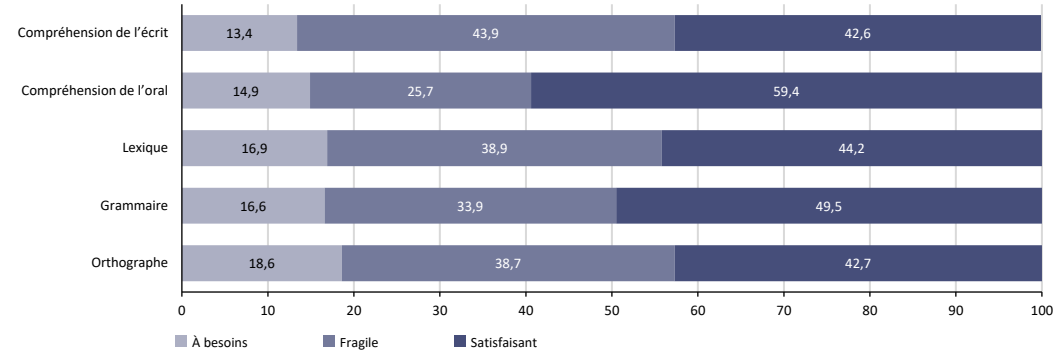
Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.21 ; 25.22.

Source

DEPP, évaluation exhaustive de début de sixième.

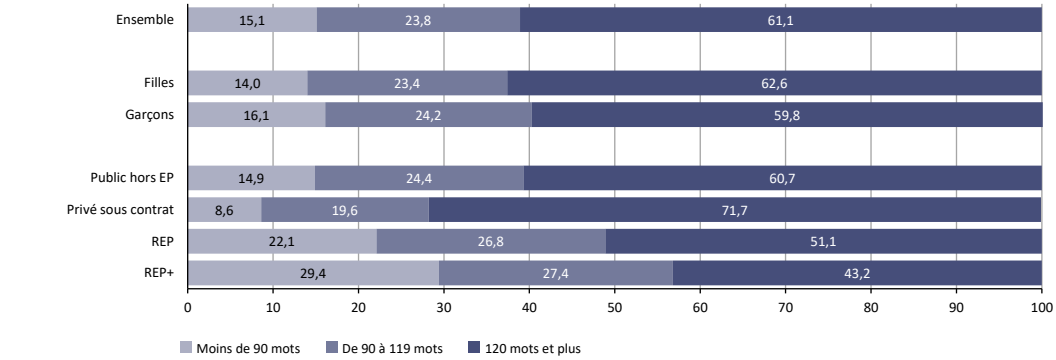
1 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise pour les domaines de français en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, à l'entrée en sixième, 13,4 % des élèves sont dans le groupe « à besoins » en « compréhension de l'écrit ».*

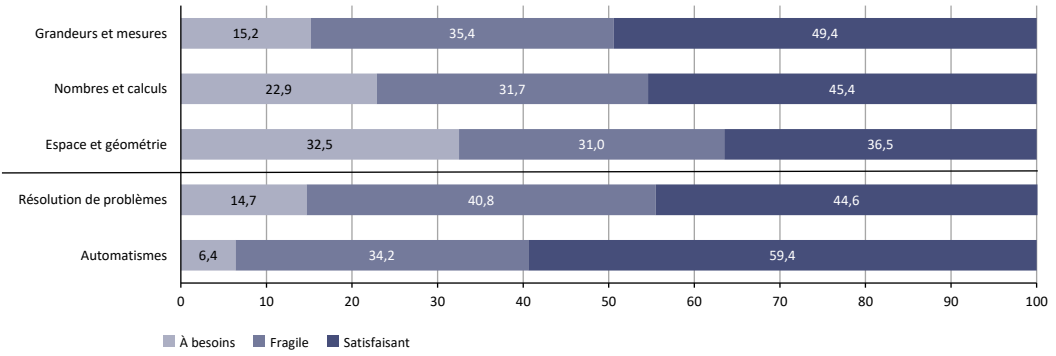
2 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise en fluence de lecture selon le sexe et le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, à l'entrée en sixième, 15,1 % des élèves ont un score de fluence inférieur à 90 mots lus en une minute.*

3 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise pour les domaines de mathématiques en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, à l'entrée en sixième, 14,7 % des élèves sont dans le groupe « à besoins » en « résolution de problèmes ».*

5.17 L'évaluation en début de cinquième : résultats par domaine

En septembre 2025, 787 000 élèves de cinquième ont passé une évaluation standardisée sur support numérique dans 6 900 établissements. Les résultats par domaine, en français comme en mathématiques, permettent d'apprécier le niveau des élèves à la rentrée.

En français, dans le domaine des « compétences langagières et linguistiques », 52,2 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante, 13,6 % appartiennent au groupe « à besoins » et 34,2 % ont une maîtrise fragile **(1)**. Les filles sont 58,9 % à être en situation de maîtrise satisfaisante, contre 45,7 % des garçons. Ce taux de maîtrise varie selon le secteur de scolarisation : 24,8 % en REP+, 34,5 % en REP, 52,8 % dans le secteur public hors éducation prioritaire (EP) et 66,2 % dans le secteur privé sous contrat.

En fluence de lecture, si 56,5 % des élèves atteignent un minimum de 130 mots correctement lus en une minute, 22,8 % lisent moins de 110 mots (attendus de fin de CM1) et 20,7 % présentent des fragilités sur cet exercice (de 110 à 129 mots lus en une minute) **(2)**. Les filles sont 60,0 % à être en situation de maîtrise satisfaisante, contre 53,2 % des garçons. Les résultats varient selon le secteur de scolarisation (38,1 % de maîtrise satisfaisante en REP+, 45,3 % en REP, 55,9 % dans le secteur public hors EP et 68,6 % dans le secteur privé sous contrat).

En mathématiques, le test spécifique d'« automatismes » est maîtrisé par 47,3 % des élèves, 11,0 % appartiennent au groupe « à besoins » et 41,7 % ont une maîtrise fragile **(3)**. Les garçons sont 53,7 % à présenter une maîtrise satisfaisante, contre 40,7 % des filles. Ce taux de maîtrise varie selon le secteur de scolarisation : 22,9 % des élèves ont une maîtrise satisfaisante en « automatismes » en REP+, contre 31,3 % en REP, 47,6 % dans le public hors EP et 60,7 % dans le secteur privé sous contrat.

Précisions

L'évaluation se réfère aux domaines 1 et 4 du socle commun et tient compte des attendus et des repères annuels de fin de sixième. Elle ne constitue pas un balayage exhaustif des programmes.

Pour chaque domaine évalué, deux seuils de réussite ont été fixés de façon à identifier trois groupes d'élèves :
- un premier seuil en deçà duquel les élèves sont considérés en difficulté et ont besoin d'un accompagnement (groupe « à besoins ») ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et pour lesquels les compétences doivent être renforcées (groupe « fragile ») et au-dessus duquel les acquis des élèves sont satisfaisants.

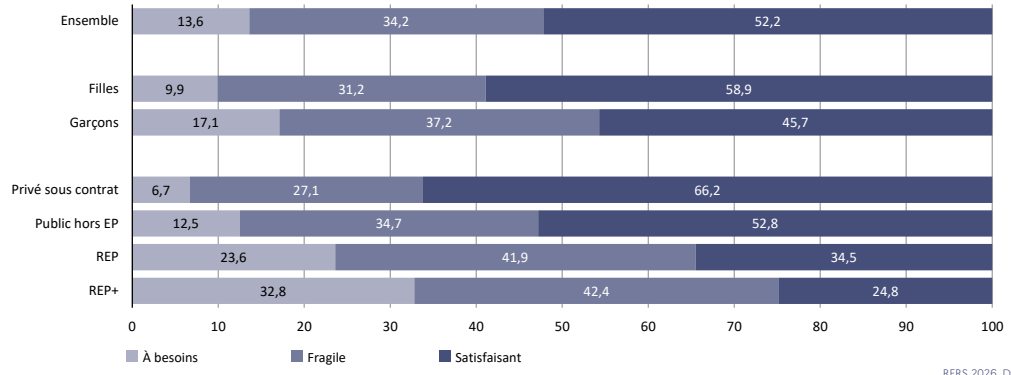
Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 26.21.

Source

DEPP, évaluation exhaustive de début de cinquième.

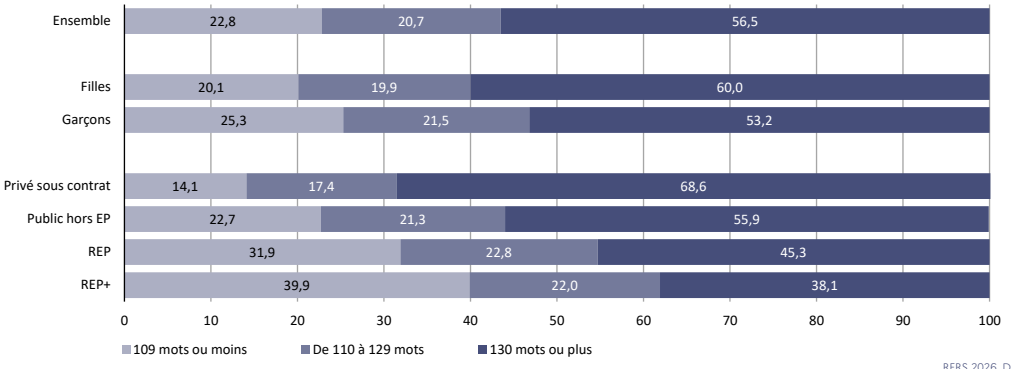
1 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise en compétences langagières et linguistiques selon le sexe et le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de cinquième, 13,6 % des élèves sont dans le groupe « à besoins » en compétences langagières et linguistiques.*

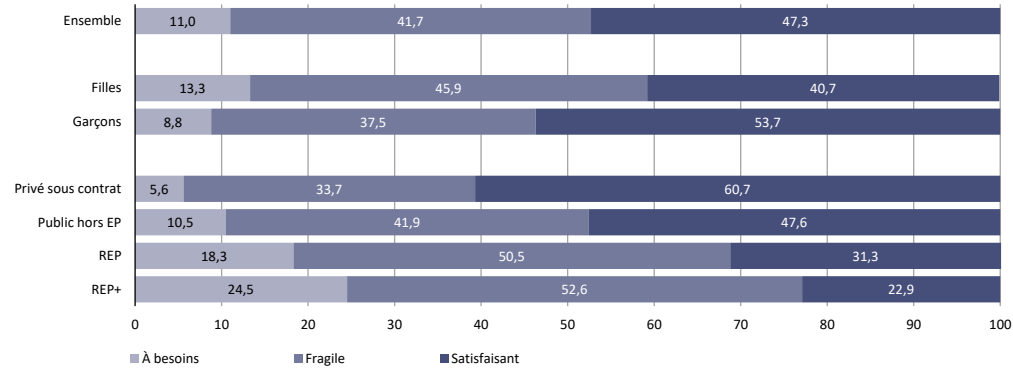
2 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise en fluence de lecture selon le sexe et le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de cinquième, 22,8 % des élèves ont un score de fluence de 109 mots ou moins correctement lus en une minute.*

3 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise en automatismes selon le sexe et le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

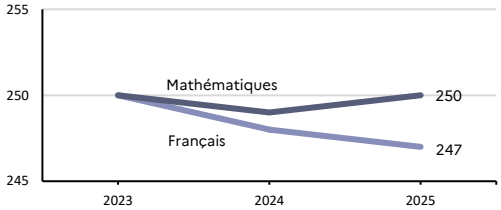
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de cinquième, 11,0 % des élèves sont dans le groupe « à besoins » en « automatismes ».*

En septembre 2025, 810 000 élèves de quatrième scolarisés dans 7 000 établissements publics et privés sous contrat ont passé une évaluation standardisée sur support numérique. Les scores de français et de mathématiques sont stables par rapport à 2024 **(1)**.

En français, le score moyen est de 247 points en 2025. La distribution des élèves dans les groupes les moins performants (groupes 1 et 2) et les plus performants (groupes 5 et 6) est stable entre 2024 et 2025 **(2)**. Au cours de la période 2023-2025, le score moyen diminue de 3 points ; la proportion d'élèves dans les groupes les plus performants passe de 29,2 % à 26,9 % (- 2,3 points) et celle des élèves dans les groupes les moins performants passe de 32,3 % à 35,1 % (+ 2,8 points).

En mathématiques, le score moyen est de 250 points en 2025. La part des élèves dans les groupes les moins performants est stable entre 2024 et 2025, tandis que celle dans les groupes les plus performants passe de 27,0 à 28,0 % (+ 1,0 point) **(3)**. Au cours de la période 2023-2025, le score moyen est stable, ainsi que les proportions d'élèves dans les groupes les plus et les moins performants.

1 Évolution des scores moyens en début de quatrième en français et en mathématiques



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, le score moyen des élèves en début de quatrième est de 247 points en français et de 250 en mathématiques.*

Précisions

L'évaluation se réfère aux domaines 1 et 4 du socle commun et tient compte des attendus et des repères annuels de fin de cinquième. Elle ne constitue pas un balayage exhaustif des programmes.

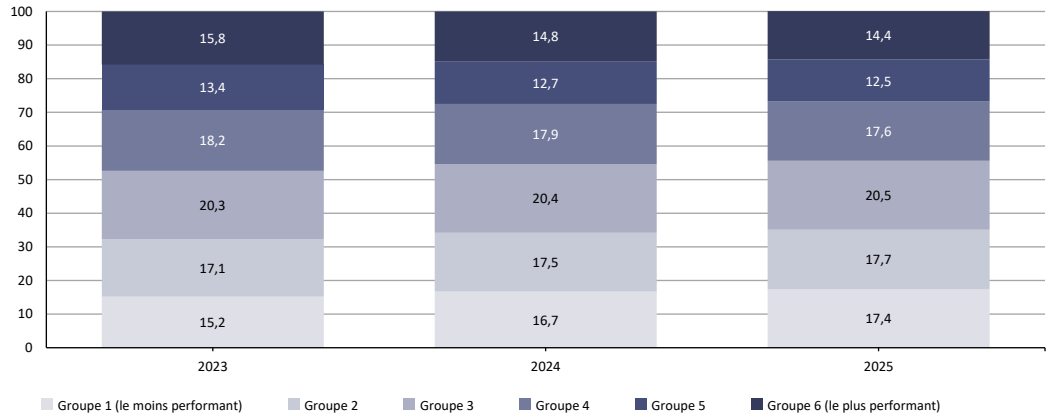
Lors de la première évaluation réalisée en 2023, les scores moyens en français et en mathématiques ont été fixés par construction à 250 et l'écart-type à 50. La distribution des élèves est présentée en six groupes selon les compétences maîtrisées, regroupés en faible performance (groupes 1 et 2), performance moyenne (groupes 3 et 4) et performance élevée (groupes 5 et 6).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.21 ; 25.23.

Source
DEPP, évaluation exhaustive de début de quatrième.

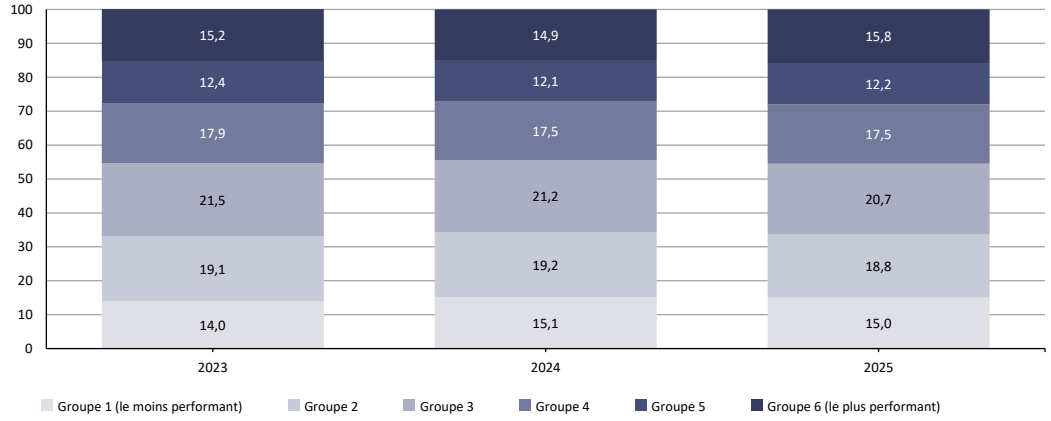
2 Évolution de la répartition des élèves dans les groupes de performance en début de quatrième en français (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, 14,4 % des élèves font partie du groupe 6 (le plus performant) en français.*

3 Évolution de la répartition des élèves dans les groupes de performance en début de quatrième en mathématiques (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, 15,8 % des élèves font partie du groupe 6 (le plus performant) en mathématiques.*

5.19 L'évaluation en début de quatrième : résultats par secteur

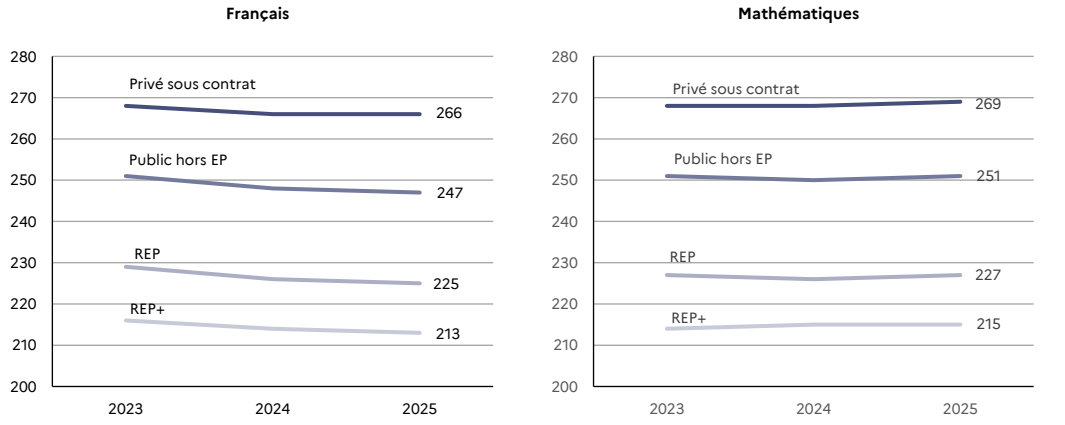
En septembre 2025, 810 000 élèves de quatrième ont passé une évaluation standardisée en français et en mathématiques sur support numérique dans 7 000 établissements. Des écarts de performance importants sont constatés entre les élèves du secteur de l'éducation prioritaire (EP) et les autres élèves. Ces résultats doivent être mis en regard du profil social en moyenne moins favorisé des élèves accueillis en EP.

En 2025, 34,5 % des élèves scolarisés dans le secteur public hors EP font partie des deux groupes les moins performants en français, contre respectivement 52,7 % et 63,3 % des élèves scolarisés en REP et en REP+ (2). En mathématiques, 32,7 % des élèves du public hors EP font partie des deux groupes les moins performants, contre respectivement 53,4 % et 64,9 % des élèves scolarisés en REP et en REP+ (3).

Entre 2024 et 2025, les scores moyens en français sont stables pour tous les secteurs de scolarisation (1). Ils ont diminué dans tous les secteurs au cours de la période 2023-2025, de 2 points dans le secteur privé, de 4 points dans les établissements REP et publics hors EP et de 3 points dans les établissements REP+.

Entre 2024 et 2025, en mathématiques, les scores moyens sont stables pour tous les secteurs. Au cours de la période 2023-2025, les scores moyens des élèves sont également stables quel que soit le secteur.

1 Évolution des scores moyens des élèves en français et en mathématiques aux évaluations de début de quatrième selon le secteur



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, le score moyen des élèves scolarisés en REP+ est de 213 points en français et de 215 points en mathématiques.*

Précisions

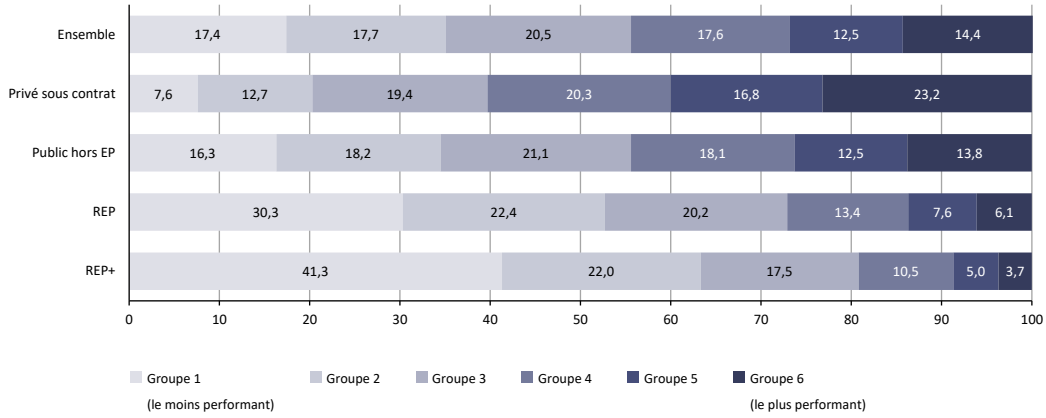
L'évaluation se réfère aux domaines 1 et 4 du socle commun et tient compte des attendus et des repères annuels de fin de cinquième. Elle ne constitue pas un balayage exhaustif des programmes. Lors de la première évaluation réalisée en 2023, les scores moyens en français et en mathématiques ont été fixés par construction à 250 et l'écart-type à 50. La distribution des élèves est présentée en six groupes selon les compétences maîtrisées, regroupés en faible performance (groupes 1 et 2), performance moyenne (groupes 3 et 4) et performance élevée (groupes 5 et 6).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.21 ; 25.23.

Source
DEPP, évaluation exhaustive de début de quatrième.

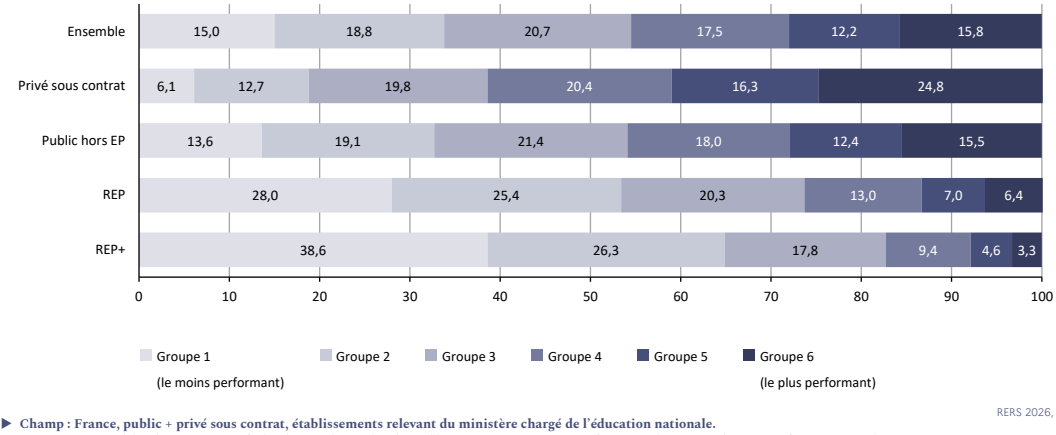
2 Répartition des élèves dans les groupes de performance par secteur en français en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, 7,6 % des élèves scolarisés dans les établissements privés sous contrat font partie du groupe 1 (le moins performant) en français.*

3 Répartition des élèves dans les groupes de performance par secteur en mathématiques en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, 6,1 % des élèves scolarisés dans les établissements privés sous contrat font partie du groupe 1 (le moins performant) en mathématiques.*

5.20 L'évaluation en début de quatrième : résultats par domaine

En septembre 2025, 810 000 élèves de quatrième ont passé une évaluation standardisée sur support numérique dans 7 000 établissements. Les résultats par domaine, en français comme en mathématiques, permettent d'apprécier le niveau des élèves à la rentrée.

En français, 67,3 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante en « lexique », tandis que les domaines « compréhension de l'oral », « grammaire », « orthographe » et « compréhension de l'écrit » sont maîtrisés par respectivement 49,0 %, 47,4 %, 45,5 % et 41,3 % des élèves **(1)**. L'orthographe est le domaine pour lequel la proportion d'élèves dans le groupe « à besoins » est la plus importante (29,3 % des élèves).

En « fluence de lecture », 56,5 % des élèves atteignent 140 mots correctement lus ou plus en une minute, 22,1 % d'entre eux lisent moins de 120 mots (attendus de fin de CM2) et 21,4 % présentent des fragilités sur cet exercice (de 120 à 139 mots lus) **(2)**. Les résultats varient selon le sexe et le secteur de scolarisation. Ainsi, les filles présentent de meilleures performances, de même que les élèves du privé sous contrat et, dans une moindre mesure, du public hors éducation prioritaire, par rapport à ceux scolarisés en REP et REP+.

En mathématiques, 56,4 % des élèves maîtrisent le domaine « nombres et calculs », 51,2 % celui de « grandeurs et mesures » et 48,8 % le domaine « organisation et gestion de données, fonctions ». Le domaine « espace et géométrie » est maîtrisé par 26,1 % des élèves **(3)**. Pour les tests spécifiques, regroupant des exercices issus de différents domaines, le niveau de maîtrise est de 44,3 % en « résolution de problèmes » et de 55,8 % en « automatismes ».

Précisions

L'évaluation se réfère aux domaines 1 et 4 du socle commun et tient compte des attendus et des repères annuels de fin de cinquième. Elle ne constitue pas un balayage exhaustif des programmes.

Pour chaque domaine évalué, deux seuils de réussite ont été fixés de façon à identifier trois groupes d'élèves :
- un premier seuil en deçà duquel les élèves sont considérés en difficulté et ont besoin d'un accompagnement (groupe « à besoins ») ;
- un second seuil en deçà duquel les acquis des élèves semblent fragiles et pour lesquels les compétences doivent être renforcées (groupe « fragile ») et au-dessus duquel les acquis des élèves sont satisfaisants.

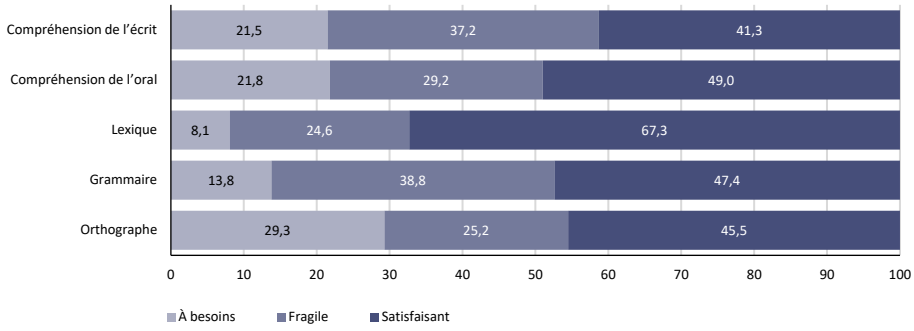
Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.21 ; 25.23.

Source

DEPP, évaluation exhaustive de début de quatrième.

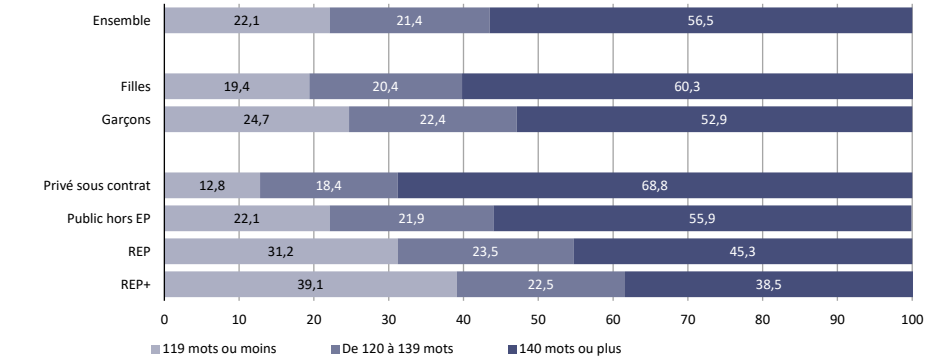
1 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise pour les domaines de français en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, 21,5 % des élèves sont dans le groupe « à besoins » en « compréhension de l'écrit ».*

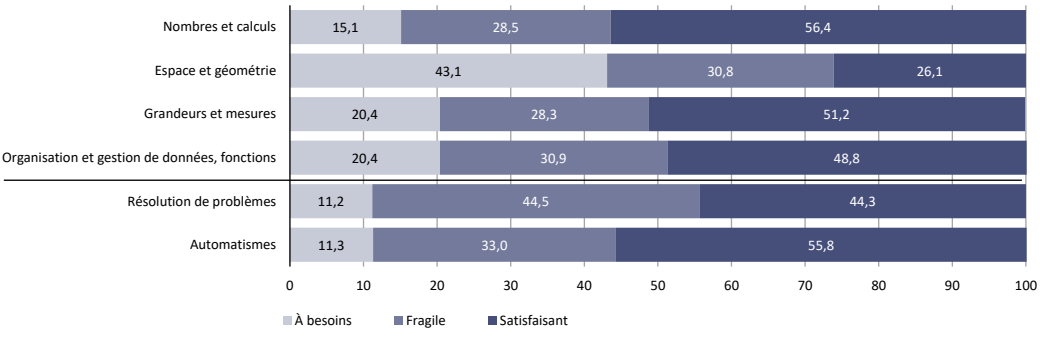
2 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise en fluence de lecture selon le sexe et le secteur en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, 22,1 % des élèves ont un score de fluence de 119 mots ou moins correctement lus en une minute.*

3 Répartition des élèves dans les groupes de maîtrise pour les domaines de mathématiques en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, 11,2 % des élèves sont dans le groupe « à besoins » en « résolution de problèmes ».*

L'évaluation en début de sixième et de quatrième : résultats par sexe

En septembre 2025, 817 000 élèves de sixième et 810 000 élèves de quatrième scolarisés dans 7 000 établissements publics et privés sous contrat ont passé une évaluation standardisée sur support numérique, en français et en mathématiques. Les évaluations de sixième et de quatrième sont construites indépendamment : les comparaisons sont donc uniquement possibles au sein d'un même niveau.

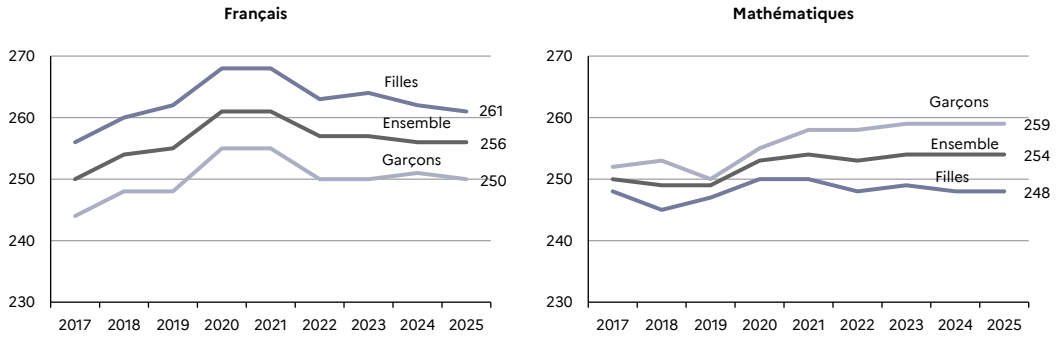
En sixième, les filles ont un score supérieur à celui des garçons en français (261 contre 250 points) **(1)**. Elles sont surreprésentées dans les groupes les plus performants (36,4 %, contre 28,8 % des garçons) **(2)**. L'écart de score entre les filles et les garçons reste stable entre 2024 et 2025 (de 11 points en faveur des filles). Il est également stable sur le long terme, en comparaison avec 2017 (12 points).

En mathématiques, les garçons ont un score supérieur à celui des filles (259 contre 248 points). Ils sont surreprésentés dans les groupes les plus performants (36,4 % contre 27,4 % des filles). L'écart de score de 11 points en faveur des garçons est stable par rapport à 2024, mais se creuse par rapport à 2017 (4 points).

En quatrième, le score moyen des filles est supérieur à celui des garçons en français (254 points contre 239) **(3)**. Cet écart de score de 15 points en faveur des filles est stable par rapport à 2024 et à 2023. Ces dernières sont également plus représentées dans les groupes les plus performants que les garçons (31,6 % contre 22,3 %) **(4)**.

En mathématiques, le score moyen des garçons est supérieur à celui des filles (255 contre 246 points). Cet écart de score de 9 points en faveur des garçons est stable par rapport à 2024 et à 2023. Ils sont également plus représentés dans les groupes les plus performants que les filles (31,7 % contre 24,1 % des filles).

1 Évolution des scores moyens des élèves en début de sixième en français et en mathématiques selon le sexe



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, le score moyen des filles à l'entrée en sixième est de 261 points en français et de 248 points en mathématiques.*

Précisions

En 2017, pour les élèves scolarisés en sixième, et en 2023, pour ceux en quatrième, les scores moyens en français et en mathématiques ont été fixés par construction à 250 et l'écart-type à 50. La distribution des élèves est présentée en six groupes selon les compétences maîtrisées, regroupés en faible performance (groupes 1 et 2), performance moyenne (groupes 3 et 4) et performance élevée (groupes 5 et 6).

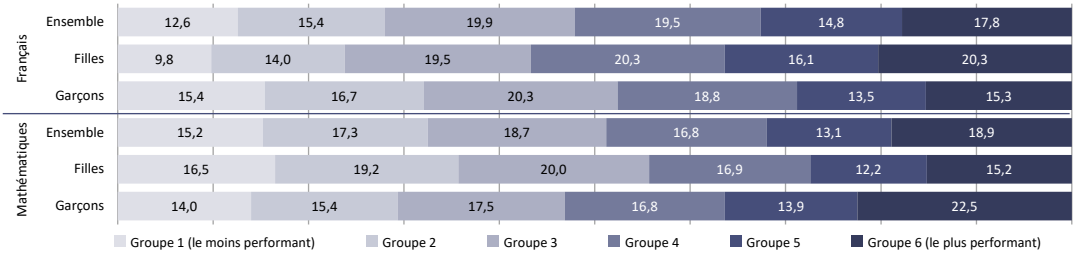
Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.21 ; 25.23 ; 25.22.

Source

DEPP, évaluation exhaustive de début de sixième.
DEPP, évaluation exhaustive de début de quatrième.

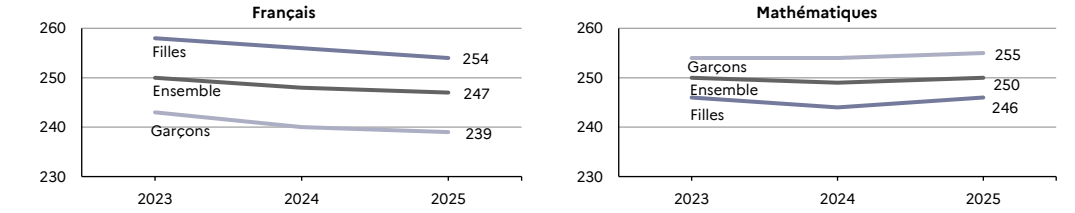
2 Répartition des élèves de sixième dans les groupes de performance en français et en mathématiques selon le sexe en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, à l'entrée en sixième, 9,8 % des filles font partie du groupe 1 (le moins performant) en français.*

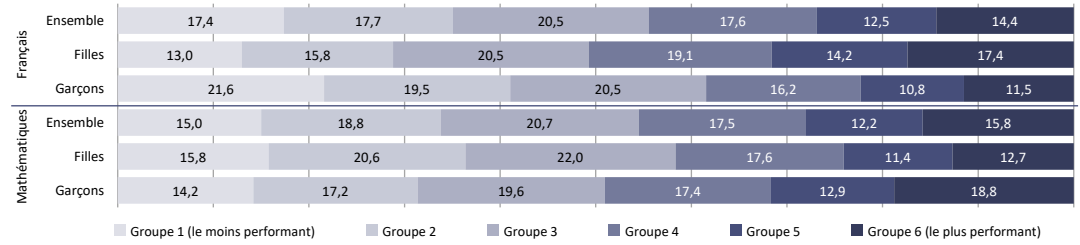
3 Évolution des scores moyens des élèves en début de quatrième en français et en mathématiques selon le sexe



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, le score moyen des filles est de 254 points en français et de 246 points en mathématiques.*

4 Répartition des élèves de quatrième dans les groupes de performance en français et en mathématiques selon le sexe en septembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, en début de quatrième, 13,0 % des filles font partie du groupe 1 (le moins performant) en français.*

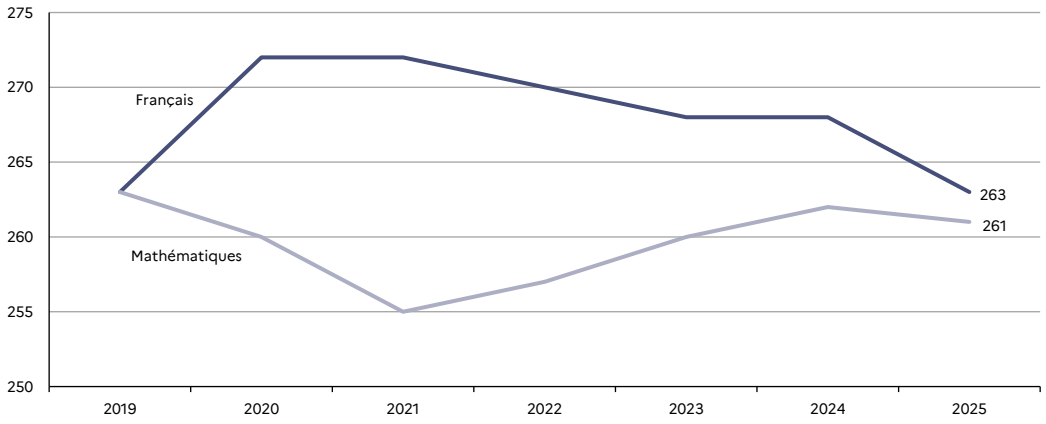
5.22 Le test de positionnement en début de seconde générale et technologique

En septembre 2025, 540 000 élèves de seconde générale et technologique ont passé un test de positionnement sur support numérique en français et en mathématiques dans 2 400 établissements.

En français, le score moyen des élèves s'élève à 263 points, en baisse par rapport à 2024 (268 points), retrouvant ainsi son niveau de 2019 **(1)**. Cette baisse du score moyen s'accompagne d'une augmentation de la proportion d'élèves dans les groupes les moins performants (groupes 1 et 2 : 20,2 % en 2025, contre 15,7 % en 2024) **(2)**. Inversement, 37,4 % des élèves appartiennent aux groupes les plus performants (groupes 5 et 6) alors qu'ils étaient 40,9 % en 2024. Entre 2019 et 2025, la part d'élèves dans les groupes les moins performants a augmenté de 1,5 point, passant de 18,7 % à 20,2 %.

En mathématiques, le score moyen est de 261 points, stable par rapport à 2024, interrompant la hausse observée depuis 2021. Les élèves appartenant aux groupes les moins performants représentent 26,6 % de l'ensemble, soit une proportion en hausse de 1,4 point par rapport à 2024 (25,2 %) **(3)**. Inversement, 35,9 % des élèves appartiennent aux groupes les plus performants, soit une proportion stable par rapport à 2024. Entre 2019 et 2025, la part d'élèves dans les groupes les moins performants a augmenté de 7,4 points, passant de 19,2 % à 26,6 %.

1 Évolution des scores moyens en français et en mathématiques



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, le score moyen des élèves à l'entrée en seconde générale et technologique est de 263 en français et de 261 en mathématiques.*

Précisions

Les exercices proposés dans le test de positionnement se réfèrent aux attendus de fin de cycle 4 en français et en mathématiques. Le test ne constitue pas un balayage exhaustif des programmes.

Lors de la première évaluation en 2019, les scores moyens en français et en mathématiques des élèves de seconde ont été fixés à 250 et l'écart-type à 50. La distribution des élèves est présentée en six groupes regroupés en faible performance (groupes 1 et 2), performance moyenne (groupes 3 et 4) et performance élevée (groupes 5 et 6).

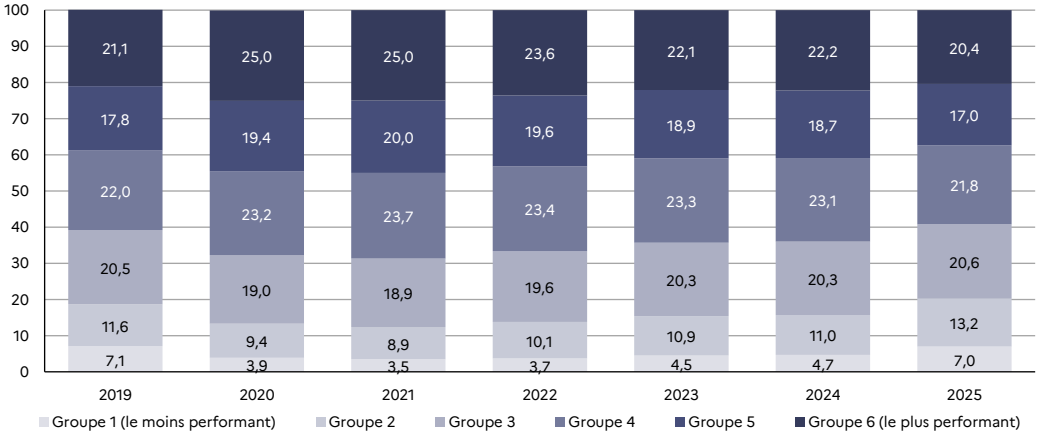
Les données présentées dans cette fiche ne concernent que les élèves en seconde générale et technologique, ce qui explique que les scores moyens de la première année d'évaluation ne soient pas égaux à 250.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.22 ; 25.24.

Source
DEPP, test de positionnement de début de seconde.

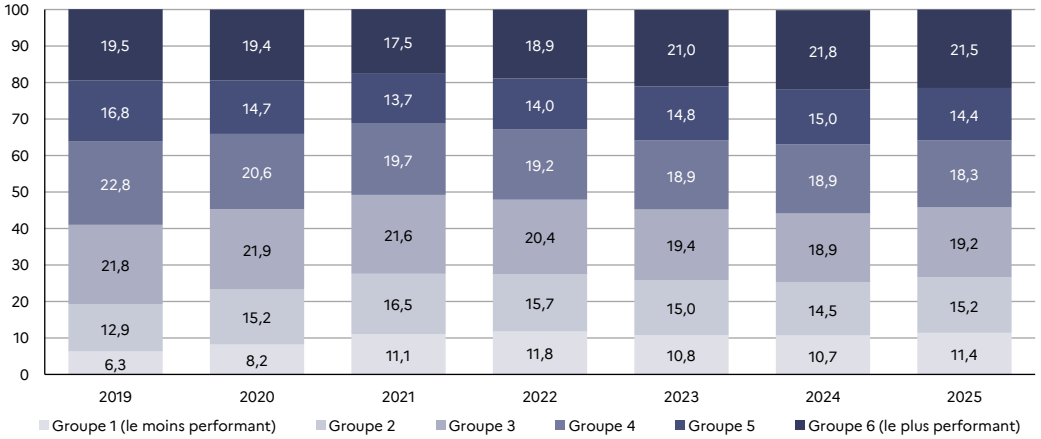
2 Évolution de la répartition des élèves dans les groupes de performance en français (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, 20,4 % des élèves de seconde générale et technologique font partie du groupe 6 (le plus performant) en français.*

3 Évolution de la répartition des élèves dans les groupes de performance en mathématiques (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, 21,5 % des élèves de seconde générale et technologique font partie du groupe 6 (le plus performant) en mathématiques.*

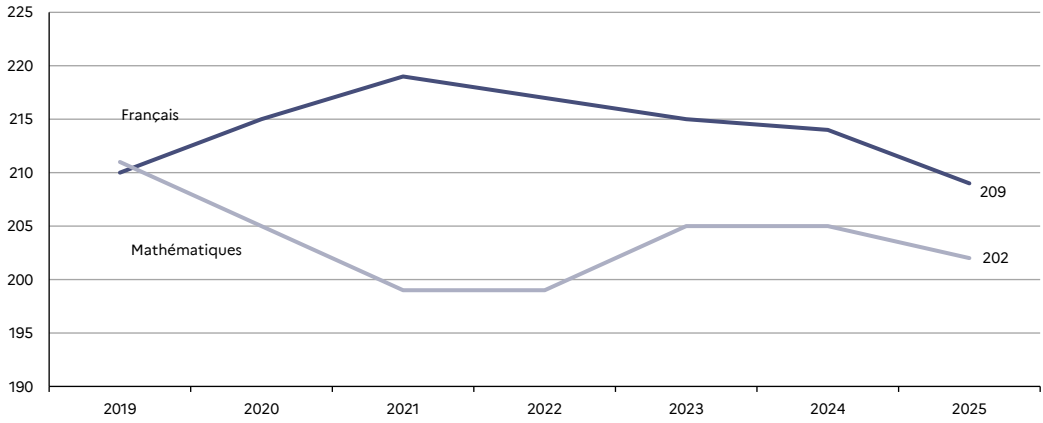
5.23 Le test de positionnement en début de seconde professionnelle

En septembre 2025, 172 000 élèves de seconde professionnelle ont passé un test de positionnement standardisé en français et en mathématiques dans 2 000 établissements. Les résultats en français sont en baisse depuis 2021. En mathématiques, les résultats sont en baisse par rapport à 2024 **(1)**.

En français, le score moyen des élèves, de 209 points en 2025, est en baisse de 5 points par rapport à 2024 ; la proportion d'élèves parmi les groupes les moins performants (groupes 1 et 2) passe de 63,9 % en 2024 à 69,1 % en 2025 (+ 5,2 points). La proportion d'élèves faisant partie des groupes les plus performants (groupes 5 et 6, soit 3,6 %) reste stable par rapport à 2024 **(2)**. Le score moyen des élèves à la rentrée 2025 retrouve son niveau de 2019, après lui avoir été supérieur de 2020 à 2024.

En mathématiques, le score moyen des élèves, de 202 points en 2025, est également en baisse par rapport à 2024 (-3 points). La part des élèves dans les groupes les moins performants est en hausse par rapport à 2024 (74,3 % contre 71,2 %), tandis que celle dans les groupes les plus performants est stable (4,9 % des élèves en 2025) **(3)**. Entre 2019 et 2025, la proportion d'élèves dans les groupes les moins performants augmente de 8,1 points (passant de 66,2 % à 74,3 %), contre une augmentation de 1,1 point dans les groupes les plus performants (passant de 3,8 % à 4,9 %). Le score moyen des élèves est en baisse de 9 points par rapport à 2019.

1 Évolution des scores moyens en français et en mathématiques



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, le score moyen des élèves à l'entrée en seconde professionnelle est de 209 en français et de 202 en mathématiques.*

Précisions

Les exercices proposés dans le test de positionnement se réfèrent aux attendus de fin de cycle 4 en français et en mathématiques. Le test ne constitue pas un balayage exhaustif des programmes.

Lors de l'évaluation de 2019, les scores moyens en français et en mathématiques des élèves de seconde ont été fixés à 250 et l'écart-type à 50. La distribution des élèves est présentée en six groupes regroupés en faible performance (groupes 1 et 2), performance moyenne (groupes 3 et 4) et performance élevée (groupes 5 et 6).

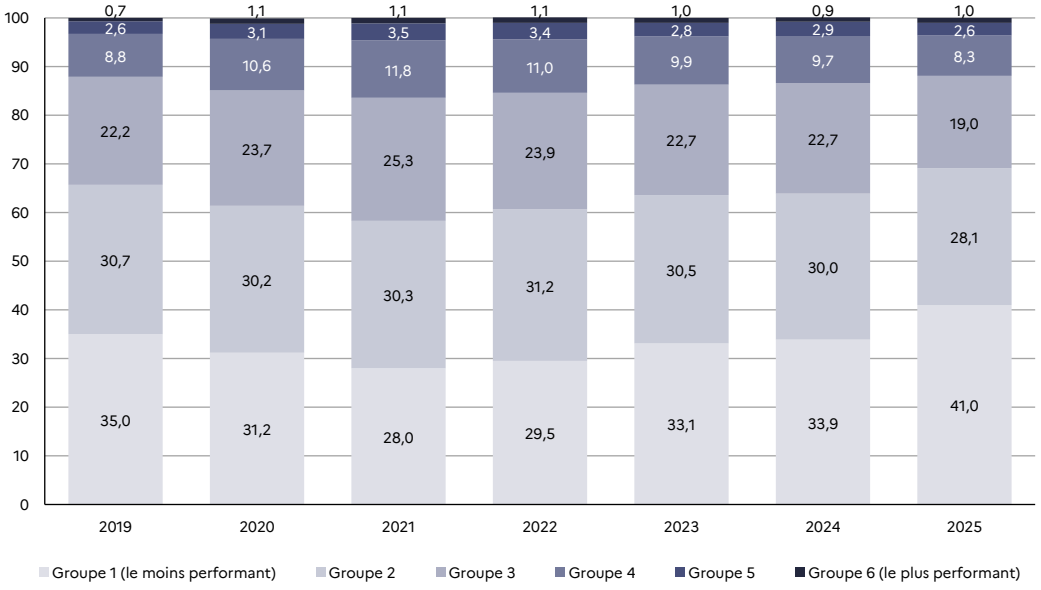
Les données présentées dans cette fiche ne concernent que les élèves en seconde professionnelle, ce qui explique que les scores moyens la première année d'évaluation ne soient pas égaux à 250.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.22 ; 25.24.

Source
DEPP, test de positionnement de début de seconde.

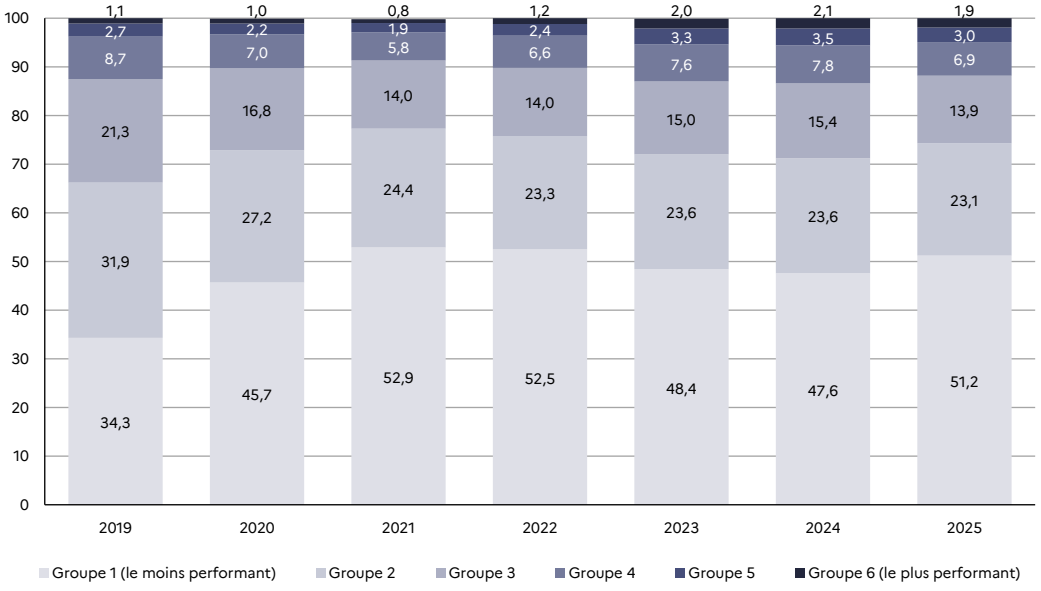
2 Évolution de la répartition des élèves dans les groupes de performance en français (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, 1,0 % des élèves de seconde professionnelle font partie du groupe 6 (le plus performant) en français.*

3 Évolution de la répartition des élèves dans les groupes de performance en mathématiques (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat., établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *en 2025, 1,9 % des élèves de seconde professionnelle font partie du groupe 6 (le plus performant) en mathématiques.*

5.24 Le test de positionnement en début de première année de CAP sous statut scolaire

En septembre 2025, 53 000 élèves en première année de certificat d'aptitude professionnelle (CAP) sous statut scolaire ont passé un test de positionnement qui permet aux équipes pédagogiques de disposer d'un outil de diagnostic standardisé des compétences liées à la « littératie » et à la « numératie ».

En première année de CAP, 18,8 % des élèves ne maîtrisent pas les compétences élémentaires en compréhension de l'écrit et ont besoin d'un accompagnement spécifique (profil 1 en « littératie ») **(1)**. En « numératie », 21,4 % des élèves en première année de CAP ont une maîtrise insuffisante des compétences élémentaires en résolution de problèmes. Ils constituent le groupe d'élèves les moins performants (profil 1) **(2)**.

En croisant les résultats dans les deux domaines, « littératie » et « numératie », 31,1 % des élèves sont en difficulté en résolution de problèmes ou en compréhension de l'écrit : 11,2 % rencontrent des difficultés uniquement en résolution de problèmes, 9,6 % uniquement en compréhension de l'écrit et 10,3 % dans ces deux domaines **(3)**.

Les filles présentent de meilleurs résultats en « littératie » que les garçons, tandis que la situation est inversée en « numératie ». Les élèves dont la formation relève d'une spécialité des services présentent moins de difficultés en « littératie », mais ces résultats doivent être mis en regard de la plus grande proportion de filles dans ce secteur.

Précisions

La « littératie » est l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités. La « numératie » est la capacité d'une personne à s'approprier, valider, réaliser et raisonner mathématiquement afin de résoudre des problèmes dans une variété de contextes du monde réel.

Les seuils de maîtrise ont été déterminés selon une méthodologie qui confronte les résultats issus des évaluations standardisées avec le jugement d'enseignants et d'experts sur le niveau des élèves et le contenu des évaluations.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.23 ; 25.25.

Source

DEPP, test de positionnement de début de première année de CAP.

1 Répartition des profils d'élèves en « littératie » selon leurs caractéristiques en septembre 2025 (en %)

Score en compréhension de l'écrit (sur 18 items)	Profils	Ensemble	Sexe		Secteur		Formation	
			Filles	Garçons	Privé sous contrat	Public	Production	Services
Supérieur à 15	**5 : Compréhension satisfaisante**	**19,8**	**23,6**	**17,4**	**30,5**	**17,8**	**18,1**	**21,6**
	4 : Compréhension fragile	**17,7**	**17,9**	**17,6**	**22,7**	**16,8**	**16,5**	**19,1**
De 9 à 15	**3 : Compréhension élémentaire**	**15,0**	**15,6**	**14,7**	**16,2**	**14,8**	**14,2**	**16,0**
	2 : Compréhension élémentaire à consolider	**28,6**	**28,4**	**28,7**	**21,8**	**30,0**	**29,1**	**28,3**
	2b : avec besoin de consolidation dans une compétence de base	17,5	17,4	17,5	14,0	18,2	17,6	17,6
	2a : avec besoin de consolidation dans deux compétences de base ou plus	11,1	11,0	11,2	7,8	11,8	11,5	10,7
Inférieur à 9	**1 : Maîtrise insuffisante des compétences élémentaires**	**18,8**	**14,6**	**21,5**	**8,8**	**20,7**	**22,1**	**14,8**
	1b : avec ou sans besoin de consolidation dans une compétence de base	5,9	4,7	6,7	3,3	6,4	6,5	5,2
	1a : avec besoin de consolidation dans deux compétences de base ou plus	12,9	9,9	14,8	5,5	14,3	15,6	9,6

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors COM + Saint-Barthélemy et Saint-Martin), public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**

Lecture : *en 2025, 19,8 % des élèves de première année de CAP font preuve d'une compréhension satisfaisante en littératie (profil 5).*

Note : en raison des arrondis, la somme des proportions des profils peut ne pas être exactement égale à 100,0 %.

2 Répartition des profils d'élèves en « numératie » selon leurs caractéristiques en septembre 2025 (en %)

Score en résolution de problèmes (sur 26 items)	Profils	Ensemble	Sexe		Secteur		Formation	
			Filles	Garçons	Privé sous contrat	Public	Production	Services
Supérieur à 19	**5 : Compréhension satisfaisante**	**8,8**	**7,0**	**10,0**	**15,1**	**7,6**	**9,7**	**7,6**
	4 : Compréhension fragile	**29,1**	**23,6**	**32,6**	**36,3**	**27,7**	**30,0**	**28,0**
De 11 à 18	**3 : Compréhension élémentaire**	**23,8**	**24,8**	**23,1**	**22,1**	**24,1**	**22,7**	**25,0**
	2 : Compréhension élémentaire à consolider	**17,0**	**20,2**	**15,0**	**13,7**	**17,7**	**16,3**	**18,1**
	2b : avec besoin de consolidation dans une compétence de base	12,8	14,9	11,4	10,6	13,2	12,1	13,7
	2a : avec besoin de consolidation dans deux compétences de base ou plus	4,2	5,3	3,6	3,1	4,5	4,2	4,4
Inférieur à 11	**1 : Maîtrise insuffisante des compétences élémentaires**	**21,4**	**24,5**	**19,3**	**12,8**	**22,9**	**21,5**	**21,3**
	1c : sans besoin de consolidation dans une compétence de base	6,2	7,1	5,6	4,1	6,5	6,0	6,5
	1b : avec besoin de consolidation dans une compétence de base	8,8	10,1	7,9	5,2	9,5	8,8	8,8
	1a : avec besoin de consolidation dans deux compétences de base ou plus	6,4	7,3	5,8	3,5	6,9	6,7	6,0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors COM + Saint-Barthélemy et Saint-Martin), public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**

Lecture : *en 2025, 8,8 % des élèves de première année de CAP font preuve d'une compréhension satisfaisante en numératie (profil 5).*

Note : en raison des arrondis, la somme des proportions des profils peut ne pas être exactement égale à 100,0 %.

3 Répartition des profils d'élèves en compréhension de l'écrit et résolution de problèmes selon leurs caractéristiques en septembre 2025 (en %)

Profils	Ensemble	Sexe		Secteur		Formation	
		Filles	Garçons	Privé sous contrat	Public	Production	Services
Grande difficulté en compréhension de l'écrit et en résolution de problèmes	10,3	9,3	10,9	4,2	11,5	11,9	8,4
Grande difficulté en compréhension de l'écrit seulement	9,6	6,0	12,0	5,0	10,6	11,8	7,1
Grande difficulté en résolution de problèmes seulement	11,2	15,3	8,5	8,6	11,6	9,7	12,9
Pas de grande difficulté dans les deux tests spécifiques	68,9	69,3	68,7	82,1	66,3	66,7	71,6

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors COM + Saint-Barthélemy et Saint-Martin), public + privé sous contrat, établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.**

Lecture : *en 2025, 10,3 % des élèves de première année de CAP présentent de grandes difficultés en compréhension de l'écrit et en résolution de problèmes.*

Note : en raison des arrondis, la somme des proportions des profils peut ne pas être exactement égale à 100,0 %.

5.25 Sentiment de confiance des élèves au collège et au lycée selon le sexe

À la rentrée 2024, lors des évaluations exhaustives, 2,3 millions d'élèves scolarisés en classe de sixième, de quatrième, de seconde et de première année de CAP ont été interrogés sur leur sentiment de réussite aux tests de français et de mathématiques et sur leur confiance quant à l'année scolaire à venir.

Quel que soit le niveau scolaire, les filles sont moins confiantes que les garçons sur leur réussite aux tests, notamment en mathématiques. Ainsi, en classe de sixième, l'écart de sentiment d'efficacité est de 16 points en faveur des garçons en mathématiques **(1)**. En classe de quatrième, cet écart est de 24 points. En seconde générale et technologique, il se situe à 18 points, en seconde professionnelle à 22 points et à 25 points en CAP. En français, les écarts sont moins importants, mais toujours en faveur des garçons : jusqu'à 8 points en seconde professionnelle.

Pour tous les niveaux évalués, les filles restent moins confiantes à niveau égal, mais en mathématiques, l'écart entre filles et garçons est plus faible parmi les élèves les plus performants que celui observé parmi l'ensemble des élèves. En français, les écarts sont comparables, sauf en seconde GT où l'écart est plus élevé chez les élèves les plus performants.

Les élèves les plus confiants concernant l'année à venir sont ceux de sixième (76 %) **(2)**. Les élèves scolarisés dans les autres niveaux sont moins confiants : de 67 % en quatrième à 65 % en seconde GT.

Comme pour la réussite aux tests, le sentiment de confiance est plus élevé chez les garçons, avec des nuances selon les niveaux concernés. Ainsi, en sixième, l'écart entre filles et garçons est faible (7 points). En seconde et en CAP, l'écart est plus important (entre 12 et 14 points).

Précisions

En septembre 2024, la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) a conduit des enquêtes adossées aux évaluations nationales exhaustives de rentrée en début de sixième, de quatrième, de seconde et de première année de CAP. Plusieurs dimensions sont concernées, dont le sentiment de confiance face aux tests passés et à l'année scolaire à venir, les orientations futures envisagées (pour les élèves de seconde et de CAP uniquement) et les domaines professionnels envisagés. La performance en français et en mathématiques est déterminée par discipline. En classe de sixième, quatrième, seconde générale et technologique (GT) et professionnelle, les élèves les plus performants appartiennent aux groupes 5 ou 6 et les élèves les moins performants appartiennent aux groupes 1 ou 2 (fiches 5.14 à 5.23). En classe de CAP, les élèves les plus performants appartiennent aux profils 4 ou 5 et les élèves les moins performants au profil 1 (fiche 5.24).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.26 ; 24.34.

Source

DEPP, questionnaires élèves adossés aux évaluations nationales, septembre 2024.

1 Sentiment de réussite aux évaluations selon le sexe en septembre 2024 (en %)

		Sixième	Quatrième	Seconde générale et technologique	Seconde professionnelle	CAP
Je pense avoir réussi le test de français	**Ensemble**	**75,4**	**65,1**	**67,0**	**47,5**	**67,5**
	Filles	72,7	62,2	66,7	43,2	63,2
	les plus performantes	*85,4*	*80,5*	*80,6*	*72,5*	*69,5*
	Garçons	77,8	68,0	67,4	50,7	70,3
	les plus performants	*89,4*	*86,6*	*83,8*	*80,7*	*75,5*
Je pense avoir réussi le test de mathématiques	**Ensemble**	**71,6**	**56,5**	**65,7**	**43,6**	**57,0**
	Filles	63,1	44,6	57,5	31,1	42,1
	les plus performantes	*81,0*	*68,7*	*84,5*	*77,7*	*57,2*
	Garçons	79,2	68,2	75,1	53,3	66,6
	les plus performants	*91,1*	*86,4*	*91,9*	*88,5*	*75,3*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *en septembre 2024, 75,4 % des élèves de sixième déclarent être « D'accord » ou « Tout à fait d'accord » avec la proposition « Je pense avoir réussi le test de français ».*

2 Sentiment de confiance sur l'année à venir selon le sexe en septembre 2024 (en %)

	Sixième	Quatrième	Seconde générale et technologique	Seconde professionnelle	CAP
Ensemble	**76,0**	**67,4**	**64,6**	**65,1**	**65,6**
Filles	72,3	62,2	59,4	58,4	57,5
les plus performantes	*81,6*	*79,6*	*74,7*	*78,9*	*63,7*
les moins performantes	*63,0*	*48,0*	*45,3*	*55,3*	*62,8*
Garçons	79,6	72,6	70,9	70,2	71,0
les plus performants	*86,7*	*87,8*	*83,7*	*86,8*	*74,7*
les moins performants	*72,2*	*61,8*	*57,5*	*66,1*	*74,7*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2024, 76,0 % des élèves de sixième se sentent prêts pour réussir l'année scolaire 2024-2025.*

5.26 Les aptitudes physiques des élèves à l'entrée en sixième

En septembre 2025, les établissements volontaires du secteur public et privé sous contrat ont évalué les aptitudes physiques d'endurance, de force et de vitesse des élèves de sixième. Au total, 266 900 élèves ont ainsi été évalués sur ces trois aptitudes physiques dans 2 810 établissements.

Au test d'endurance dit « test navette Luc Léger », les élèves complètent en moyenne 2,8 paliers, soit un effort de course d'une durée inférieure à cinq minutes **(1)**. Selon ce test, 34 % présentent une maîtrise satisfaisante (quatre paliers ou plus) en endurance **(2) (3)**. Les garçons ont une maîtrise supérieure à celle des filles : 46 % d'entre eux appartiennent au groupe de maîtrise « satisfaisant », contre 22 % des filles, soit un écart de 25 points en faveur des garçons.

Pour la force musculaire, testée *via* un saut en longueur pieds joints, les élèves de sixième atteignent en moyenne 138 cm. Les garçons sautent en moyenne 144 cm, contre 133 cm pour les filles. Dans l'ensemble, 46 % des élèves présentent une maîtrise satisfaisante de cette aptitude physique, 40 % présentent des fragilités et 14 % ont un besoin d'accompagnement fort.

Au test de vitesse, les élèves parcourent en moyenne la distance de 30 mètres en 6,0 secondes ; 55 % d'entre eux ont une maîtrise satisfaisante. Les garçons sont plus nombreux à présenter une maîtrise satisfaisante que les filles (63 % contre 46 %).

Précisions

Pour chaque aptitude physique évaluée, deux seuils de réussite ont été fixés de façon à identifier trois groupes d'élèves :
- un premier seuil en deçà duquel les élèves sont considérés en difficulté et ont besoin d'un accompagnement (groupe « à besoins ») ;
- un second seuil en deçà duquel les aptitudes physiques des élèves semblent fragiles et pour lesquels l'aptitude physique ciblée est à renforcer (groupe « fragile ») et au-dessus duquel l'aptitude physique des élèves est satisfaisante.

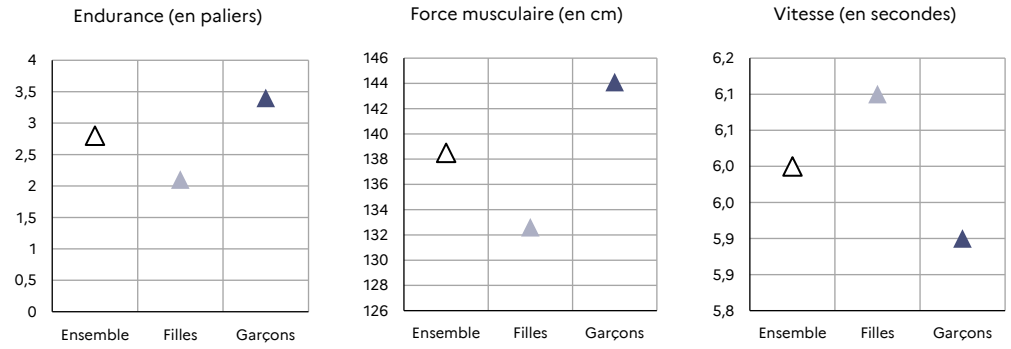
Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.17 ; 25.20.

Source

DEPP, évaluation des aptitudes physiques des élèves de sixième à la rentrée 2025.

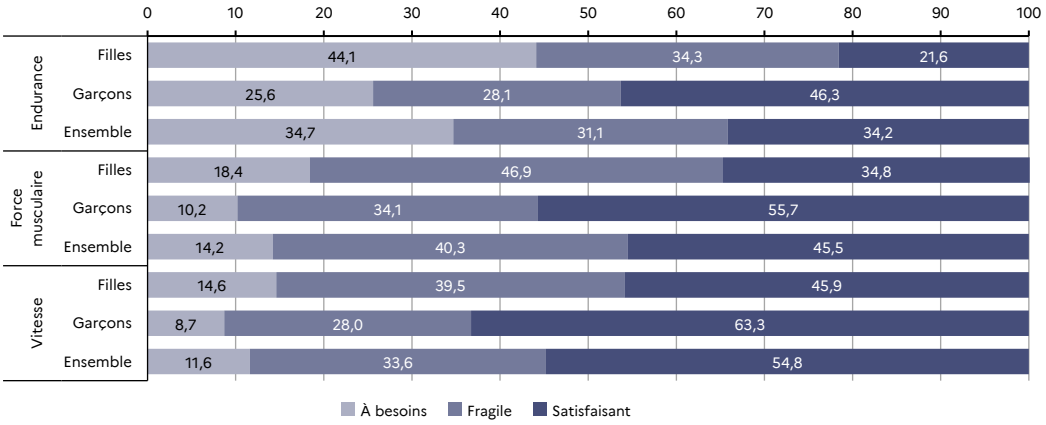
1 Performances moyennes des élèves selon le sexe aux tests de l'évaluation des aptitudes physiques à la rentrée 2025



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *à l'entrée en sixième en 2025, les élèves complètent en moyenne 2,8 paliers au test d'endurance.*

2 Répartition des élèves de sixième par groupe de maîtrise aux tests d'aptitudes physiques à la rentrée 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *à l'entrée en sixième en 2025, 34,7 % des élèves appartiennent au groupe « à besoins » en endurance.*

3 Seuils des groupes de maîtrise

Tests	Groupes de maîtrise		
	À besoins	Fragile	Satisfaisant
Endurance (paliers)	0 ou 1	2 ou 3	4 ou plus
Force musculaire - Saut en longueur (cm)	≤ 110 cm	]110 cm ; 140 cm]	> 140 cm
30 m vitesse plat (s)	≥ 6,8 s	]6,8 s ; 6,0 s]	< 6,0 s

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat, établissements du ministère chargé de l'éducation nationale.**
Lecture : *compléter le palier 0 ou 1 du test d'endurance positionne un élève de sixième dans le groupe « a besoins » en endurance.*

En 2024, 843 500 jeunes de nationalité française, principalement âgés de 17 à 18 ans, ont participé à la Journée défense et citoyenneté (JDC) au cours de laquelle ils ont passé un test de compréhension de l'écrit. Ce test vise à évaluer l'automaticité de la lecture, les connaissances lexicales et les traitements complexes de supports écrits. En fonction de la réussite à ces trois dimensions, huit profils de lecteurs sont déterminés **(1)**.

Les jeunes les plus en difficulté (profils 1 et 2) représentent 6 % des participants : ils ont un déficit important de vocabulaire. Les jeunes des profils 3 et 4 (8 %) ont un niveau lexical correct mais ne parviennent pas à traiter les écrits complexes. L'épreuve permet aussi d'identifier des profils particuliers de lecteurs : 10 % parviennent à compenser leurs difficultés pour accéder à un certain niveau de compréhension (profils 5a et 5b). Les jeunes de profil 5c (9 %), malgré des déficits des processus d'automatisation, réussissent les traitements complexes de l'écrit. Les jeunes du profil 5d réussissent toutes les épreuves, et représentent 67 % des participants.

Les garçons sont plus souvent en difficulté que les filles. Ils réussissent moins les épreuves de compréhension (traitements complexes) : 15 % en profils 1, 2, 3 et 4, contre 11 % des filles. Ils ont aussi plus souvent un déficit des mécanismes de base de traitement de l'écrit (automaticité de la lecture) : 19 % en profils 1, 3, 5a et 5c, contre 15 % des filles.

La part de jeunes scolarisés (90 % de l'ensemble des participants à la JDC) en difficulté de lecture diminue à mesure que le niveau d'études s'élève **(2)** : de 59 % chez ceux qui n'ont pas dépassé le collège à 5 % chez ceux qui déclarent suivre des études générales ou technologiques au lycée ou au-delà. À niveau d'études égal, les garçons présentent davantage de difficultés en lecture que les filles, avec des écarts qui diminuent cependant au fur et à mesure que le niveau d'études s'élève. Les jeunes en difficulté de lecture sont nettement plus nombreux parmi les participants sortis du système scolaire, qu'ils soient diplômés ou non : respectivement 25 % et 36 %, contre 11 % de jeunes en difficulté de lecture parmi l'ensemble de ceux qui sont scolarisés.

Les résultats varient selon les académies **(3)**. En France hors DROM, cinq académies affichent une part de jeunes en difficulté inférieure à 11 % (Paris, Rennes, Grenoble, Lyon et Versailles) tandis que deux ont un taux supérieur ou égal à 15 % (Aix-Marseille et Amiens).

Précisions

Population concernée – Jeunes de nationalité française entre 16 et 25 ans ayant participé à la Journée défense et citoyenneté (JDC) en 2024 en France.

Comparaisons académiques – Les informations recueillies ne permettent de comparer que les jeunes de nationalité française. Or, leur proportion varie selon les académies.

Avertissement – Les conditions de passation du test ont été modifiées en 2024 avec le changement de format de la Journée défense et citoyenneté ; les profils de lecteurs en 2024 ne peuvent par conséquent pas être comparés à ceux des années précédentes.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 25.57.

Source

JDC 2024, DEPP, DSNJ-ministère des Armées.

1 Les profils de lecteurs en 2024 (en %)

Profils	Traitements complexes	Automaticité de la lecture	Connaissances lexicales	Garçons	Filles	Ensemble	
5d	+	+	+	65,8	69,2	67,4	Lecteurs efficaces
5c	+	-	+	9,9	8,1	9,0	**76,4**
5b	+	+	-	6,8	9,0	7,9	Lecteurs médiocres
5a	+	-	-	2,4	2,3	2,3	**10,2**
4	-	+	+	5,6	4,3	5,0	Très faibles capacités de lecture
3	-	-	+	3,5	2,1	2,8	**7,8**
2	-	+	-	2,7	2,7	2,7	Difficultés sévères
1	-	-	-	3,4	2,3	2,9	**5,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 65,8 % des garçons participant à la Journée défense et citoyenneté appartiennent au profil de lecture 5d : ils ont réussi les trois modules de l'évaluation.*

2 Parts de jeunes en difficulté de lecture (profils 1 à 4) par niveau de scolarité et selon le sexe en 2024 (en %)

	Niveau actuel ou le plus élevé atteint	Ensemble	Garçons	Filles
Scolarisés (90,0 %)	Collège (0,5 %)	59,3	60,6	56,9
	CAP-BEP (7,8 %)	34,4	34,7	33,8
	Bac professionnel (24,4 %)	20,6	20,8	20,3
	Bac général et techno. ou ens. sup. (67,3 %)	4,8	5,0	4,7
	Ensemble (100 %)	**11,2**	**12,6**	**9,7**
Sortis du système scolaire (10,0 %)	Diplômés (30,0 %)	25,0	26,6	22,6
	Non diplômés (70,0 %)	36,1	38,1	33,2
	Ensemble (100 %)	**32,8**	**34,6**	**30,0**
Ensemble (scolarisés + sortis du système éducatif)		**13,4**	**15,2**	**11,4**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *parmi les jeunes scolarisés ayant participé à la Journée défense et citoyenneté en 2024, 59,3 % de ceux qui n'ont pas dépassé le collège (0,5 % de l'ensemble des jeunes scolarisés) sont en difficulté de lecture (60,6 % pour les garçons et 56,9 % pour les filles).*

3 Répartition des lecteurs selon l'académie et la région en 2024 (en %)

Académies et régions académiques	En difficulté (profils 1, 2, 3, 4)	*dont en difficultés sévères (profils 1 et 2)*	*dont très faibles capacités de lecture (profils 3 et 4)*	Lecteurs médiocres (profils 5a et 5b)	Lecteurs efficaces (profils 5c et 5d)
Clermont-Ferrand	13,0	*5,2*	*7,8*	9,5	77,5
Grenoble	10,2	*4,0*	*6,2*	9,3	80,6
Lyon	10,3	*4,4*	*5,9*	9,8	80,0
Auvergne-Rhône-Alpes	**10,6**	***4,3***	***6,3***	**9,5**	**79,9**
Besançon	13,7	*5,5*	*8,2*	10,0	76,3
Dijon	13,0	*5,0*	*8,1*	9,3	77,7
Bourgogne-Franche-Comté	**13,3**	***5,2***	***8,1***	**9,6**	**77,0**
Bretagne (Rennes)	**10,2**	***4,3***	***5,8***	**10,9**	**78,9**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**13,7**	***6,0***	***7,7***	**11,4**	**74,9**
Corse	**11,8**	***5,3***	***6,5***	**12,2**	**75,9**
Nancy-Metz	12,4	*5,0*	*7,5*	10,8	76,7
Reims	13,8	*5,8*	*8,1*	10,8	75,3
Strasbourg	12,8	*5,6*	*7,2*	12,5	74,8
Grand Est	**12,9**	***5,4***	***7,5***	**11,4**	**75,7**
Amiens	16,4	*6,2*	*10,1*	10,2	73,4
Lille	12,7	*5,5*	*7,3*	11,9	75,3
Hauts-de-France	**13,9**	***5,7***	***8,2***	**11,4**	**74,7**
Créteil	14,8	*6,0*	*8,8*	10,8	74,4
Paris	7,5	*2,7*	*4,9*	5,9	86,6
Versailles	10,9	*4,2*	*6,7*	9,2	79,9
Île-de-France	**12,0**	***4,7***	***7,3***	**9,4**	**78,6**
Caen	12,6	*5,5*	*7,0*	11,3	76,1
Rouen	14,1	*6,2*	*7,9*	11,5	74,5
Normandie	**13,4**	***5,9***	***7,5***	**11,4**	**75,1**
Bordeaux	12,1	*4,7*	*7,4*	9,1	78,9
Limoges	11,5	*4,6*	*7,0*	8,7	79,8
Poitiers	13,2	*5,6*	*7,6*	9,5	77,3
Nouvelle-Aquitaine	**12,4**	***5,0***	***7,4***	**9,2**	**78,5**
Montpellier	13,6	*5,8*	*7,7*	10,6	75,9
Toulouse	11,7	*4,7*	*7,0*	8,9	79,4
Occitanie	**12,6**	***5,3***	***7,4***	**9,8**	**77,6**
Pays de la Loire (Nantes)	**11,1**	***4,5***	***6,6***	**9,9**	**79,1**
Aix-Marseille	15,0	*6,4*	*8,5*	10,4	74,7
Nice	12,1	*4,5*	*7,6*	10,0	77,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**13,8**	***5,6***	***8,1***	**10,2**	**76,0**
France hors DROM	**12,4**	***5,1***	***7,3***	**10,2**	**77,5**
Guadeloupe	31,5	*14,0*	*17,5*	9,6	58,9
Guyane	51,9	*28,4*	*23,5*	10,5	37,6
Martinique	32,4	*13,0*	*19,4*	9,8	57,8
Mayotte	58,3	*31,9*	*26,4*	12,2	29,5
La Réunion	30,2	*14,0*	*16,2*	10,8	59,0
DROM	**35,9**	***17,2***	***18,7***	**10,5**	**53,6**
France	**13,4**	***5,6***	***7,8***	**10,2**	**76,4**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *parmi les jeunes de l'académie de Clermont-Ferrand ayant participé à la Journée défense et citoyenneté en 2024, 13,0 % sont en difficulté de lecture.*

5.28 Les performances des élèves de CM1 en mathématiques et en sciences selon l'enquête Timss

L'étude internationale Timss mesure les performances en mathématiques et en sciences des élèves de CM1. En 2023, la France se situe en deçà de la moyenne internationale et de la moyenne européenne avec un score de 484 points en mathématiques et de 488 en sciences (respectivement 524 et 518 dans les pays de l'UE participants) **(1) (2)**. Les performances des élèves français sont stables par rapport à Timss 2019.

Dans les deux disciplines, l'écart de performances entre les filles et les garçons continue d'augmenter en faveur des garçons. En mathématiques, cet écart est passé de 13 points en 2019 à 23 points en 2023. En sciences, cet écart était non significatif en 2019 et devient favorable aux garçons de 9 points en 2023.

Dans l'échelle Timss, 400 est le score à partir duquel les élèves font preuve d'une compréhension mathématique de base ou montrent qu'ils connaissent certains faits scientifiques. En France, en 2023, 15 % des élèves en mathématiques et 12 % en sciences n'atteignent pas ce score de niveau bas et, par conséquent, ne maîtrisent pas les connaissances élémentaires **(3)**.

Les scores moyens en mathématiques et en sciences des élèves sont corrélés aux statuts économique et social de leurs familles : l'écart entre le score plus élevé, du groupe des élèves très favorisés, et celui moins élevé, du groupe des élèves très défavorisés, est de 81 points pour les mathématiques (respectivement 532 et 451 points) et de 83 points pour les sciences (respectivement 536 et 453 points) **(4)**. Ces écarts situent la France parmi les pays de l'UE et de l'OCDE les plus inégalitaires pour les résultats en mathématiques et à proximité de l'écart moyen des pays de l'UE pour les résultats en sciences.

Précisions

Timss (*Trends in Mathematics and Science Study*) est une étude comparative internationale qui mesure le niveau des connaissances scolaires des élèves en CM1 et en quatrième en mathématiques et en sciences. Son objectif est d'interpréter les différences entre les systèmes éducatifs pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage. Timss est organisée tous les quatre ans. En classe de CM1, la France a participé en 2015, en 2019 et en 2023.

Population concernée - En France (hors Mayotte), l'enquête porte sur un échantillon de 4 739 élèves de 159 écoles primaires et élémentaires. Il tient compte de la taille des écoles et du type de scolarisation (public/privé ; éducation prioritaire/hors éducation prioritaire). Au niveau international, 400 000 élèves ont été évalués dans 13 000 écoles.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 24.47.

Source

DEPP-IEA, enquête Timss.

1 Évolution des scores moyens en mathématiques

	Moyenne de l'Union européenne 2023	France 2023	France 2019	France 2015
Ensemble	524	484	485	488
Filles	516	473	478	485
Garçons	531	496	491	491
Différence filles - garçons	***- 15***	***- 23***	***- 13***	***-6***

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de CM1 scolarisés dans les pays membres de l'UE participant à Timss.**
Lecture : *en 2023, le score moyen de la France en mathématiques est de 484.*
Note : la moyenne de l'UE est calculée sur les 22 pays membres de l'Union européenne. Les différences significatives sont indiquées en gras.
Par le jeu des arrondis, les écarts filles-garçons peuvent ne pas refléter les écarts entre le score moyen des filles et le score moyen des garçons.

2 Évolution des scores moyens en sciences

	Moyenne de l'Union européenne 2023	France 2023	France 2019	France 2015
Ensemble	518	488	488	487
Filles	517	484	489	487
Garçons	519	492	487	487
Différence filles - garçons	***- 3***	***- 9***	***- 2***	***0***

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de CM1 scolarisés dans les pays membres de l'UE participant à Timss.**
Lecture : *en 2023, le score moyen de la France en sciences est de 488.*
Note : la moyenne de l'UE est calculée sur les 22 pays membres de l'Union européenne. Les différences significatives sont indiquées en gras.
Par le jeu des arrondis, les écarts filles-garçons peuvent ne pas refléter les écarts entre le score moyen des filles et le score moyen des garçons.

3 Proportion d'élèves atteignant les niveaux de référence de l'échelle Timss (en %)

		Inférieur au niveau bas (en dessous de 400 points)	Niveau bas (entre 400 et 474 points)	Niveau intermédiaire (entre 475 et 549 points)	Niveau élevé (entre 550 et 624 points)	Niveau avancé (625 points)
Mathématiques	Moyenne de l'Union européenne 2023	7	20	35	30	9
	France 2023	15	29	36	18	3
	France 2019	15	28	36	18	3
	France 2015	13	29	37	19	2
Sciences	Moyenne de l'Union européenne 2023	7	20	36	29	8
	France 2023	12	29	39	18	2
	France 2019	14	27	37	19	3
	France 2015	12	30	38	18	2

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de CM1 scolarisés dans les pays membres de l'UE participant à Timss.**
Lecture : *en 2023, 15 % des élèves n'atteignent pas le niveau bas en mathématiques avec un score inférieur à 400 points.*
Note : la moyenne de l'UE est calculée sur les 22 pays membres de l'Union européenne.

4 Scores moyens en mathématiques ou en sciences selon le statut socio-économique (SES) des élèves en 2023

		Ensemble	Élèves très défavorisés	Élèves très favorisés	Écart
Mathématiques	Moyenne de l'Union européenne 2023	524	492	564	**72**
	France 2023	484	451	532	**81**
Sciences	Moyenne de l'Union européenne 2023	518	483	563	**80**
	France 2023	488	453	536	**83**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de CM1 scolarisés dans les pays membres de l'UE participant à Timss.**
Lecture : *en 2023, en France, les élèves très favorisés ont un score moyen en mathématiques de 532 points contre 451 points pour les élèves très défavorisés, soit un écart de 81 points.*
Note : la moyenne de l'UE est calculée sur les 21 pays membres de l'Union européenne qui ont participé à Timss au grade 4 en 2023 et disposent d'un score de SES. Les élèves sont divisés en quatre groupes d'effectifs égaux selon l'indice SES. Ainsi, le groupe « très défavorisés » inclut 25 % d'élèves ayant l'indice SES le plus faible et le groupe « très favorisés » comporte les 25 % d'élèves ayant l'indice SES le plus élevé. Les différences significatives sont indiquées en gras.

5.29 Les performances des élèves de quatrième en mathématiques et en sciences selon l'enquête Timss

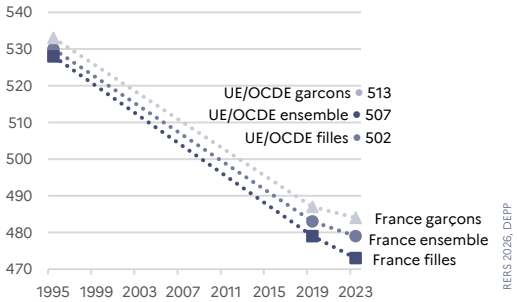
Mesuré en classe de quatrième dans le cadre de l'évaluation internationale Timss 2023, le niveau des acquis des élèves en mathématiques et en sciences est en retrait en France par rapport aux pays comparables (UE et/ou OCDE). Le score de la France est de 479 en mathématiques et de 486 en sciences, alors que les moyennes internationales sont respectivement de 507 et de 509. Depuis la dernière participation de la France en 2019, les scores sont restés stables en mathématiques et en sciences **(1) (2)**.

L'écart de scores entre les filles et les garçons est de 12 points en mathématiques à l'avantage des garçons (8 points en 2019, augmentation non significative). En sciences, cet écart n'est pas significatif. En moyenne internationale, les garçons ont un score moyen supérieur à celui des filles en mathématiques et en sciences (de respectivement 11 et 5 points). Parmi les pays de l'UE ou de l'OCDE, les filles ont des scores significativement supérieurs en sciences à ceux des garçons dans deux pays : Chypre et la Finlande **(3)**.

En 2023, 20 % des élèves de France atteignent le niveau de performance « élevé » en mathématiques, contre 34 % en moyenne internationale **(4)**. En sciences, ils sont 23 %, contre 34 % en moyenne internationale. En France, les élèves en grande difficulté, sous le niveau « bas », représentent 17 % des élèves en mathématiques et 15 % en sciences, dans la moyenne internationale.

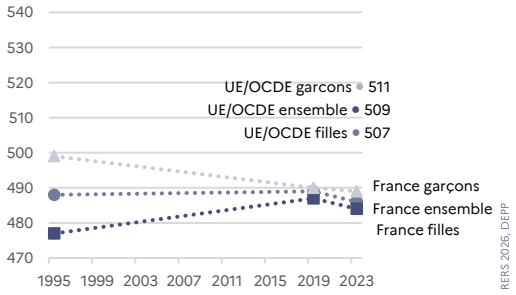
En France, 82 % des élèves de quatrième déclarent qu'il est important de bien réussir en mathématiques, se situant dans la moyenne internationale. En sciences, 69 % des élèves de France déclarent qu'il est important de bien réussir, contre 73 % à l'international **(5)**.

1 Évolution des scores moyens en mathématiques



▶ **Champ : élèves de fin de huitième année de scolarité élémentaire scolarisés dans les pays membres de l'UE ou de l'OCDE participant à l'évaluation Timss en 2023** (+ **élèves en fin de neuvième année de scolarité élémentaire de Norvège**).
Lecture : *en 2023, le score moyen de la France en mathématiques est de 479.*

2 Évolution des scores moyens en sciences



▶ **Champ : élèves de fin de huitième année de scolarité élémentaire scolarisés dans les pays membres de l'UE ou de l'OCDE participant à l'évaluation Timss en 2023** (+ **élèves en fin de neuvième année de scolarité élémentaire de Norvège**).
Lecture : *en 2023, le score moyen de la France en sciences est de 486.*

Note : la moyenne internationale est calculée sur les 22 pays membres de l'Union européenne et/ou de l'OCDE. Par le jeu des arrondis, les écarts filles-garçons peuvent ne pas refléter les écarts entre le score moyen des filles et le score moyen des garçons.

Précisions

Timss (*Trends in Mathematics and Science Study*) est une étude comparative internationale qui mesure le niveau des connaissances scolaires des élèves en CM1 et en quatrième en mathématiques et en sciences. Son objectif est d'interpréter les différences entre les systèmes éducatifs pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage. Timss est organisée tous les quatre ans. En classe de quatrième, la France a participé en 1995, en 2019 et en 2023.

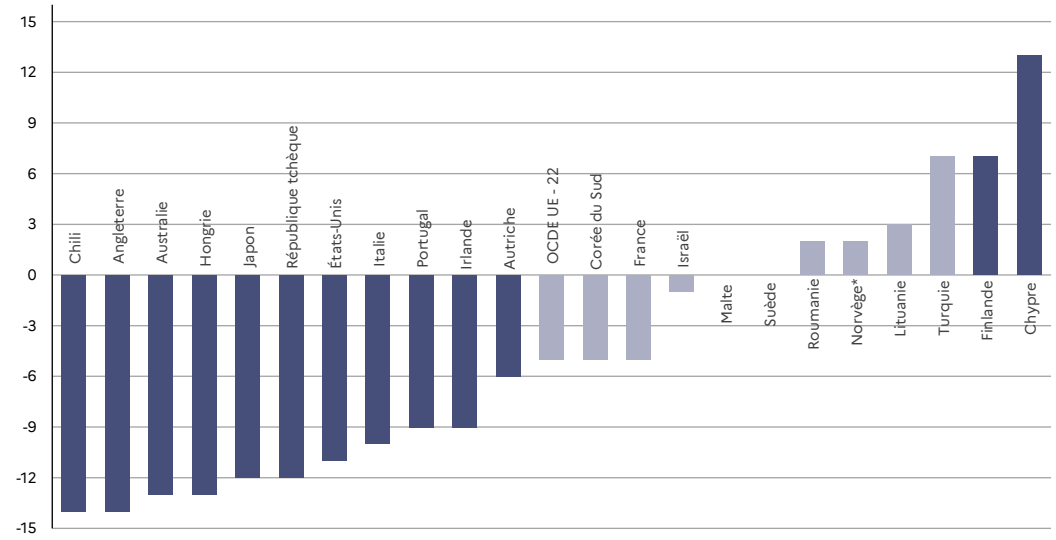
En 2023, 150 collèges ont été sélectionnés en vue d'une représentativité nationale. Tous les élèves d'une ou deux classes de quatrième ont été évalués, soit environ 4 500 élèves. L'évaluation s'est déroulée sur ordinateur. Timss comprend également des questionnaires de contexte qui informent au niveau des établissements, des enseignants et des élèves.

Pour en savoir plus

Notes d'Information : 24.49 ; 24.48.

Source
DEPP-IEA, enquête Timss.

3 Écart du score moyen de sciences de l'évaluation Timss 2023 entre les filles et les garçons



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de fin de huitième année de scolarité élémentaire scolarisés dans les pays membres de l'UE ou de l'OCDE participant à l'évaluation Timss en 2023 *(+ élèves en fin de neuvième année de scolarité élémentaire de Norvège).**
Lecture : *en 2023, la différence du score de sciences entre les filles et les garçons en France n'est pas significativement différente. Les pays pour lesquels il n'y a pas de différence significative entre filles et garçons sont représentés en bleu clair.*

4 Proportion d'élèves atteignant les niveaux de référence de l'échelle Timss en 2023 (en %)

		Niveau bas et au-delà (au moins 400 points)	Niveau intermédiaire (au moins 475 points) et au-delà	Niveau élevé et au-delà (au moins 550 points)	Niveau avancé (plus de 550 points)
Mathématiques	Moyenne internationale (UE et/ou OCDE) 2023	86	64	34	11
	France 2023	83	53	20	3
	France 2019	88	55	17	2
	France 1995	97	81	38	6
Sciences	Moyenne internationale (UE et/ou OCDE) 2023	87	65	34	10
	France 2023	85	56	23	4
	France 2019	87	59	22	3
	France 1995	89	58	19	2

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de fin de huitième année de scolarité élémentaire scolarisés dans les pays membres de l'UE ou de l'OCDE participant à l'évaluation Timss en 2023 (+ élèves en fin de neuvième année de scolarité élémentaire de Norvège).**
Lecture : *en 2023, en France, 83 % des élèves atteignent le niveau bas en mathématiques avec un score d'au moins 400 points.*
Note : la moyenne internationale est calculée sur les 22 pays membres de l'Union européenne et/ou de l'OCDE.

5 Proportion d'élèves qui déclarent qu'il est important de bien réussir en mathématiques ou en sciences (en %)

		Ensemble	Filles	Garçons
Mathématiques	Moyenne internationale (UE et/ou OCDE) 2023	82	83	82
	France 2023	82	81	82
	France 2019	89	90	87
Sciences	Moyenne internationale (UE et/ou OCDE) 2023	73	74	73
	France 2023	69	68	70
	France 2019	73	74	72

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de fin de huitième année de scolarité élémentaire scolarisés dans les pays membres de l'UE ou de l'OCDE participant à l'évaluation Timss en 2023 et en 2019 (+ élèves en fin de neuvième année de scolarité élémentaire de Norvège).**
Lecture : *en 2023, 82 % des élèves en France répondent être "Tout à fait d'accord" ou "D'accord" avec l'affirmation "C'est important de réussir en mathématiques".*
Note : la moyenne internationale est calculée sur les 18 pays membres de l'Union européenne et/ou de l'OCDE qui ont participé en 2019 et en 2023.

5.30 Les compétences en sciences en fin d'école et en fin de collège

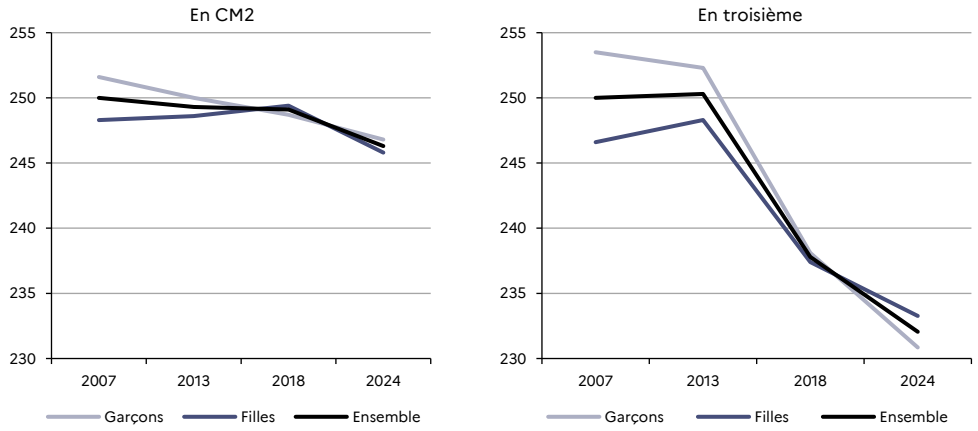
En 2024, dans le cadre du cycle des évaluations disciplinaires réalisées sur échantillon (Cedre), les acquis des élèves en sciences sont mesurés en fin d'école primaire et de collège.

En CM2, le score moyen est stable depuis 2007 : de 250, il est passé à 246 points en 2024 **(2)**. En troisième, la baisse observée en 2018 se poursuit, avec un niveau atteignant 232 points en 2024, après 238 en 2018 et 250 en 2007 et 2013. La part des élèves de troisième les moins performants (groupes <1 et 1) augmente de 10 points entre 2007 et 2024 tandis que la part des plus performants (groupes 4 et 5) baisse de 10 points **(3)**.

Les performances des filles et des garçons sont comparables en 2024 : en CM2, les garçons obtiennent 247 points et les filles 246 tandis qu'en troisième, les filles obtiennent 233 points et les garçons 231 **(1)**. Les écarts sociaux restent marqués : en CM2, le score moyen varie de 228 points pour les élèves scolarisés dans les écoles les moins favorisées à 260 pour ceux scolarisés dans les écoles les plus favorisées, et varie de 213 à 247 pour les collèges **(4)**.

En troisième, les différences d'appétence en sciences entre filles et garçons varient selon les matières. Les garçons déclarent plus souvent aimer la physique (55 % contre 40 % des filles) et la technologie (59 % contre 35 %), tandis que les filles déclarent davantage aimer la biologie (66 % contre 54 % des garçons) **(5)**. La chimie est appréciée par 60 % des garçons et 55 % des filles ; la géologie l'est par la moitié des élèves.

1 Score moyen des élèves de CM2 et de troisième en sciences selon le sexe



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public + privé sous contrat, élèves de CM2 et de troisième.**
Lecture : *en 2024, le score moyen des filles en sciences est de 246 et celui des garçons de 247 en CM2.*

Précisions

L'enquête Cedre mesure les acquis des élèves en les positionnant sur une échelle de performances balayant différents niveaux de maîtrise, des plus élémentaires aux plus complexes. En 2024, les compétences en sciences ont été évaluées en fin d'école et de collège. Ces résultats peuvent être comparés avec ceux de 2007, 2013 et 2018.

En 2024, 6 200 élèves de CM2 dans 222 écoles ont été échantillonnés pour participer à l'évaluation. Au collège, l'enquête a porté sur 10 000 élèves de troisième scolarisés dans 375 collèges.

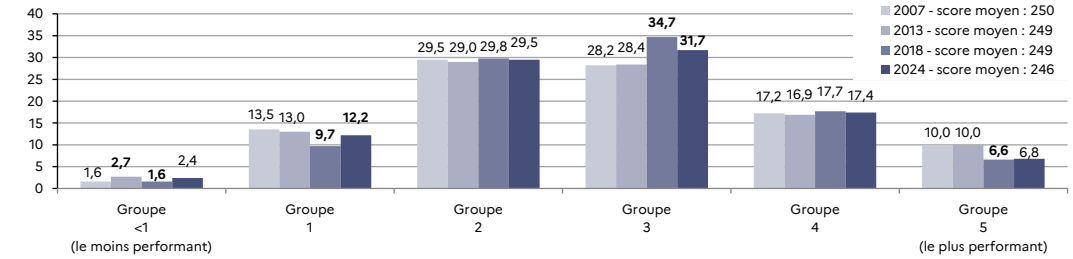
Le score moyen en sciences a été fixé par construction à 250 en 2007 et l'écart-type à 50. Les élèves sont répartis en six groupes de performance selon leur score, du moins performant (groupe <1) au plus performant (groupe 5).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.13 ; 26.12.

Source
DEPP, enquête Cedre sciences.

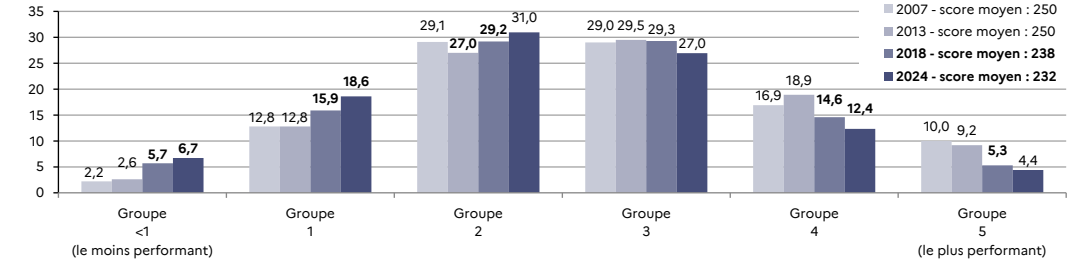
2 Répartition selon les groupes de performance en sciences en CM2 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public + privé sous contrat, élèves de CM2.**
Lecture : *en 2024, 2,4 % des élèves de CM2 appartiennent au groupe le moins performant (< 1) en sciences.*
Note : les évolutions significatives entre deux cycles sont indiquées en gras.

3 Répartition selon les groupes de performance en sciences en troisième (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public + privé sous contrat, élèves de troisième.**
Lecture : *en 2024, 6,7 % des élèves de troisième appartiennent au groupe le moins performant (< 1) en sciences.*
Note : les évolutions significatives entre deux cycles sont indiquées en gras.

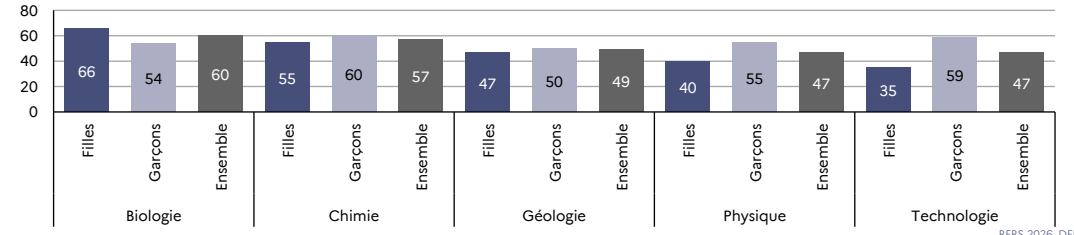
4 Score moyen en sciences selon l'indice de position sociale (1) moyen de l'établissement

	Année	Score moyen des élèves	
		de CM2	de troisième
Premier quart (les moins favorisés)	2007	240	236
	2013	236	233
	2018	234	**220**
	2024	228	**213**
Deuxième quart	2007	246	251
	2013	247	248
	2018	244	**236**
	2024	242	**228**
Troisième quart	2007	251	248
	2013	251	252
	2018	256	**245**
	2024	**248**	**237**
Quatrième quart (les plus favorisés)	2007	262	265
	2013	263	267
	2018	261	**250**
	2024	260	247

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public + privé sous contrat, élèves de CM2 et de troisième.**
1. Voir glossaire.
Lecture : *en 2024, le score moyen des élèves scolarisés dans le quart des établissements les moins favorisés est de 228 points en CM2.*

5 Part des élèves déclarant aimer les matières scientifiques en troisième selon le sexe en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public + privé sous contrat, élèves de troisième.**
Lecture : *en 2024, 66 % des filles et 54 % des garçons de troisième déclarent « bien aimer » ou « adorer » la biologie.*

5.31 La conscience environnementale des élèves de CM1 et de quatrième selon l'enquête Timss

Mesurée en classes de CM1 et de quatrième dans le cadre de l'enquête internationale Timss 2023 en sciences, la sensibilité des élèves aux enjeux environnementaux apparaît en retrait en France par rapport aux pays comparables de l'UE ou de l'OCDE. En CM1, le score moyen de la France en connaissances environnementales s'établit à 496 points, contre 517 pour l'UE et 525 pour l'OCDE. En quatrième, le score français est de 486 points, inférieur à la moyenne internationale (509 points) **(1)**. À ces deux niveaux, certains pays comme la Corée du Sud, le Japon, l'Angleterre ou la Pologne obtiennent des résultats nettement supérieurs. Néanmoins, la France se distingue par des scores en connaissances environnementales légèrement supérieurs à ses scores globaux en sciences : de 8 points en CM1 et de 6 points en quatrième, alors que, dans l'UE et l'OCDE, ces scores sont inférieurs de 1 point en moyenne en CM1 et sont égaux en quatrième **(2)**.

Les garçons ont de meilleurs scores que les filles en CM1 comme en quatrième. En CM1, l'écart est de 18 points, plus prononcé que celui observé dans les pays de l'UE et de l'OCDE (respectivement 9 et 11 points). En quatrième, l'écart de score est de 14 points en France, contre 10 points en moyenne internationale **(3)**.

S'agissant des attitudes face aux enjeux environnementaux, en CM1, 54 % des élèves en France déclarent accorder une très forte importance à la préservation de l'environnement, un niveau équivalent à la moyenne de l'OCDE, avec une priorité plus souvent exprimée par les filles (60 % des filles, contre 48 % des garçons). En quatrième, cette proportion se porte à 37 %, un niveau inférieur à la moyenne internationale (43 %), avec un écart en faveur des filles (42 % contre 33 %).

Précisions

Timss (*Trends in Mathematics and Science Study*) est une étude comparative internationale qui mesure le niveau des connaissances scolaires des élèves en CM1 et en quatrième en mathématiques et en sciences. Son objectif est d'interpréter les différences entre les systèmes éducatifs pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage.

En 2023, 159 écoles primaires et élémentaires et 150 collèges ont été sélectionnés en vue d'une représentativité nationale. Tous les élèves d'une ou plusieurs classes de CM1 ou de quatrième ont été évalués, soit 4 700 élèves de CM1 et 4 500 élèves de quatrième. L'évaluation s'est déroulée sur tablette en CM1 et sur ordinateur en quatrième.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.41.

Source

DEPP-IEA, enquête Timss.

1 Scores moyens en connaissances environnementales et part d'élèves qui accordent une très forte importance à la préservation de l'environnement

	Pays	Score moyen en connaissances environnementales			Score moyen en sciences			Part d'élèves qui accordent une très forte importance à la préservation de l'environnement (en %)		
		Ensemble	Filles	Garçons	Ensemble	Filles	Garçons	Ensemble	Filles	Garçons
CM1	France	496	487	505	488	484	492	54	60	48
	OCDE (29)	525	519	530	526	524	528	54	59	49
	UE (22)	517	513	522	518	517	519	57	62	51
Quatrième	France	492	485	498	486	484	489	37	42	33
	OCDE - UE (22)	509	504	514	509	507	511	43	49	37

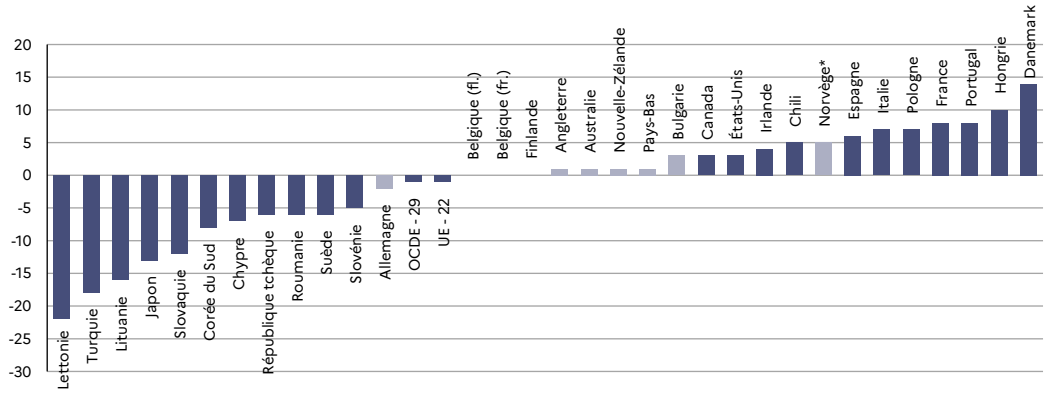
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de fin de quatrième et de fin de huitième année de scolarité élémentaire scolarisés dans les pays membres de l'UE ou de l'OCDE participant à l'évaluation Timss en 2023** (+ **élèves en fin de cinquième et de neuvième année de scolarité élémentaire de Norvège**).

Lecture : *en 2023, en France, en CM1, le score moyen en connaissances environnementales est de 496 points et 54 % des élèves déclarent accorder une très forte importance à la préservation de l'environnement.*

Note : la moyenne internationale est calculée sur les 29 pays membres de l'OCDE d'une part et les 22 pays de l'Union européenne participants à l'enquête d'autre part pour le grade 4. Pour le grade 8, cette moyenne est calculée sur les 22 pays membres de l'Union européenne et/ou de l'OCDE. Par le jeu des arrondis, les différences de scores évoquées dans le texte peuvent ne pas refléter la différence observée entre les scores figurant dans ce tableau.

2 Écart de scores moyens entre les connaissances environnementales et les sciences (grade 4)



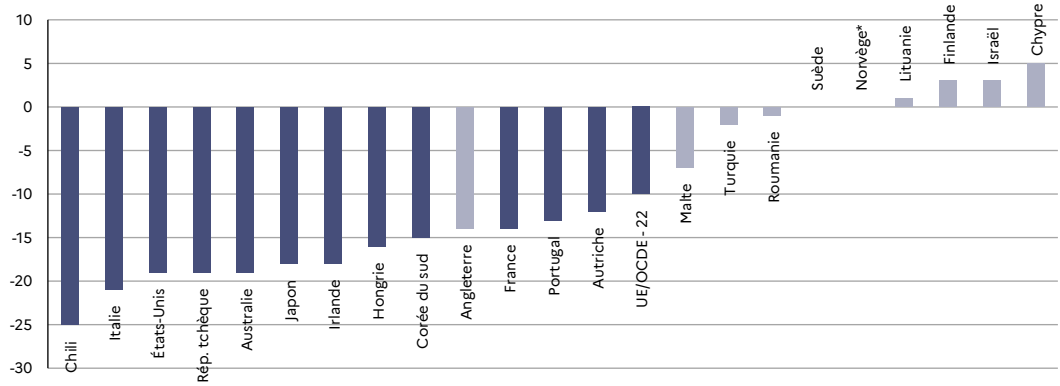
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de fin de quatrième année de scolarité élémentaire scolarisés dans les pays membres de l'UE ou de l'OCDE participant à l'évaluation Timss en 2023** (* : + **élèves en fin de cinquième année de scolarité élémentaire de Norvège**).

Lecture : *en France, en 2023, les élèves ont un score moyen supérieur de 8 points en connaissance environnementale par rapport aux sciences. Ces scores valent respectivement 496 et 488 points. Les rectangles avec un remplissage plein désignent une différence significative des scores moyens entre la connaissance environnementale et les sciences ; les rectangles avec un remplissage gris désignent une différence non significative.*

Note : la moyenne internationale est calculée sur les 29 pays membres de l'OCDE et les 22 pays de l'Union européenne participants à l'enquête.

3 Écart de scores moyens entre les filles et les garçons en connaissances environnementales (grade 8)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : élèves de fin de huitième année de scolarité élémentaire scolarisés dans les pays membres de l'UE ou de l'OCDE participant à l'évaluation Timss en 2023** (* : + **élèves en fin de neuvième année de scolarité élémentaire de Norvège**).

Lecture : *en France, en 2023, les garçons ont un score moyen supérieur de 14 points à celui des filles en connaissances environnementales. Les pays pour lesquels il n'y a pas de différence significative entre filles et garçons sont représentés par un rectangle gris.*

Note : la moyenne internationale est calculée sur les 22 pays membres de l'Union européenne et/ou de l'OCDE participants.

6. LES APPRENTIS

6.01 Les centres de formation d'apprentis : évolution des effectifs

Au 31 décembre 2024, le nombre d'**apprentis** augmente pour la neuvième année consécutive, mais à un rythme de nouveau moindre que l'année précédente (+ 2,8 % contre + 7,1 %). Il s'établit ainsi à 1 050 000 **(1)** **(2)**.

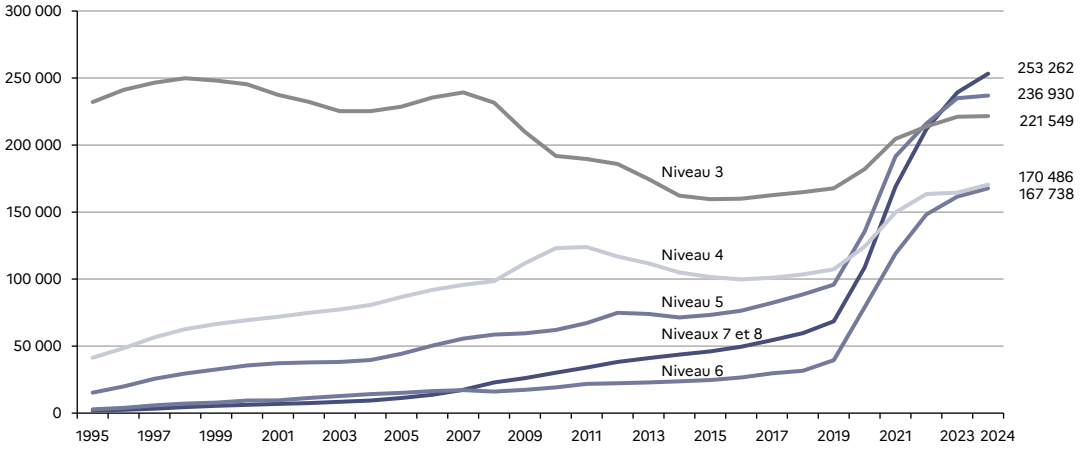
Ce sont les formations du supérieur qui forment les deux tiers des apprentis (63 %), parmi lesquels 28 % sont en BTS. Un cinquième des apprentis suit une formation de niveau 3, principalement en CAP. Au niveau 4, 42 % des apprentis préparent un baccalauréat professionnel et 24 % un brevet professionnel. En 2024, les effectifs augmentent dans les niveaux 4 et 6 ainsi que 7 et 8, avec une croissance comprise entre 3,6 % et 5,8 % par rapport à l'année précédente. Ils stagnent dans les niveaux 3 et 5 (+ 0,2 % et + 0,8 %). Les effectifs d'apprentis préparant un CAP, un bac professionnel, un BP, un BTS ou une licence sont en diminution par rapport à l'an dernier, alors que l'effectif de ceux préparant un BUT, un Master ou un diplôme d'ingénieur est en progression. Mais ce sont les effectifs d'apprentis préparant une autre certification (titres professionnels délivrés par le ministère du Travail, diplômes de grandes écoles…) qui augmentent le plus (entre + 5,8 % et + 16,2 %). Depuis 2018, date de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, le nombre d'apprentis dans ces formations a été multiplié par huit.

Les filles sont toujours minoritaires dans l'apprentissage (43 %) **(3)**. Leur présence croît à mesure que le niveau de formation augmente. Ainsi, si 30 % des apprentis de niveau 3 sont des filles, cette proportion est de 50 % pour les formations de niveaux 6,7 et 8.

Parmi l'ensemble des jeunes âgés de 16 à 29 ans, 8,8 % suivent une formation en apprentissage **(4)**.

Les apprentis sont inscrits dans 3 700 établissements et sont formés dans 8 200 sites de formation **(5)**. Sept apprentis sur huit relèvent d'un centre de formation privé.

1 Évolution des effectifs dans les centres de formation d'apprentis



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *en 2024, 221 549 jeunes préparent un diplôme de niveau 3 dans un centre de formation d'apprentis.*

Précisions

Nomenclature nationale des niveaux, taux de scolarisation en apprentissage – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.44 ; 24.28.
- Séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les apprentis ».

Source

DEPP, système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.

2 Effectifs dans les centres de formation d'apprentis

	2000	2010	2015	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
CAP	183 997	176 956	148 184	152 268	154 093	161 458	173 683	184 024	187 723	182 804
BEP	52 974	4 320								
Autres formations de niveau 3	8 362	10 581	11 426	12 606	13 609	20 610	30 892	29 811	33 337	38 745
Total niveau 3	**245 333**	**191 857**	**159 610**	**164 874**	**167 702**	**182 068**	**204 575**	**213 835**	**221 060**	**221 549**
BP	31 195	47 778	41 148	39 107	39 595	43 855	47 584	45 221	41 614	40 409
Bac professionnel	33 404	67 020	51 112	51 859	53 594	57 452	64 720	69 599	72 235	71 408
Autres formations de niveau 4	4 756	8 220	9 322	12 487	14 066	22 929	37 555	48 674	50 719	58 669
Total niveau 4	**69 355**	**123 018**	**101 582**	**103 453**	**107 255**	**124 236**	**149 859**	**163 494**	**164 568**	**170 486**
BTS/BTSA	27 800	49 965	60 095	72 608	79 226	109 480	156 824	178 914	189 792	187 500
Autres formations de niveau 5	7 753	12 109	13 222	15 943	16 634	26 060	34 741	37 175	45 195	49 430
Total niveau 5	**35 553**	**62 074**	**73 317**	**88 551**	**95 860**	**135 540**	**191 565**	**216 089**	**234 987**	**236 930**
Licence	692	11 943	16 612	20 907	22 851	34 602	43 062	43 694	27 712	27 191
BUT							2 332	12 438	36 776	37 863
Autres formations de niveau 6	8 756	7 246	8 043	10 675	16 655	44 392	73 621	92 139	97 057	102 684
Total niveau 6	9 448	19 189	24 655	31 582	39 506	78 994	119 015	148 271	161 545	167 738
Master		9 522	14 907	19 394	21 463	28 185	39 593	44 795	47 669	49 915
Diplôme d'ingénieur	4 644	12 706	19 620	24 396	25 602	27 185	29 950	32 824	34 228	35 940
Autres formations de niveaux 7 et 8	1 541	7 914	11 514	15 877	21 415	53 427	99 506	134 282	157 396	167 407
Total niveaux 7 et 8	**6 185**	**30 142**	**46 041**	**59 667**	**68 480**	**108 797**	**169 049**	**211 901**	**239 293**	**253 262**
Total apprentis	**365 874**	**426 280**	**405 205**	**448 127**	**478 803**	**629 635**	**834 063**	**953 590**	**1 021 453**	**1 049 965**
Préapprentis	10 184	7 243	5 304	4 525						
Total apprentis + préapprentis	**376 058**	**433 523**	**410 509**	**452 652**	**478 803**	**629 635**	**834 063**	**953 590**	**1 021 453**	**1 049 965**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *en 2024, parmi les 221 549 apprentis préparant un diplôme de niveau 3, 182 804 suivent une formation en CAP.*

3 Répartition des apprentis par niveau de formation et par année du cursus en 2024-2025

	1re année	2e année	3e année	4e et 5e année	Cursus 1 an	Total	Part des filles (%)
Niveau 3	102 895	87 227	105		31 322	221 549	30,3
Niveau 4	48 498	54 689	29 833		37 466	170 486	35,9
Niveau 5	110 566	106 736	696		18 932	236 930	45,9
Niveau 6	20 340	26 942	52 979	352	67 125	167 738	49,5
Niveaux 7 et 8	94 549	121 194	20 046	4 907	12 566	253 262	50,3
Total	**376 848**	**396 788**	**103 659**	**5 259**	**167 411**	**1 049 965**	**42,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 253 262 jeunes préparent un diplôme de niveaux 7 et 8 en apprentissage. Parmi ces apprentis, 121 194 sont en deuxième année d'apprentissage et 50,3 % sont des filles.*

4 Taux de scolarisation des apprentis par âge (en %)

Âge	Effectifs	Taux de scolarisation	
	2024	2023	2024
15 ans ou moins	35 957	4,3	4,1
16 ans	61 932	7,1	7,1
17 ans	72 278	8,2	8,4
18 ans	114 250	13,2	13,2
19 ans	122 151	14,3	14,7
20 ans	129 116	15,9	16,0
21 ans	121 952	15,2	15,5
22 ans	124 213	14,7	15,8
23 ans	87 984	10,7	11,1
24 ans	56 002	6,9	6,9
25 ans	34 690	4,6	4,5
26 ans	23 760	3,0	3,1
27 ans	17 933	2,2	2,4
28 ans	14 202	1,7	1,9
29 ans	11 068	1,4	1,4
30 ans et plus	22 477	0,0	0,0
16-29 ans	**991 531**	**8,6**	**8,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, parmi l'ensemble des jeunes âgés de 20 ans, 16,0 % suivent une formation en apprentissage.*

5 Répartition des apprentis par CFA, niveau de formation, nombre d'établissements et sites de formation en 2024-2025

	Secondaire	Supérieur	Total	Nombre d'établissements	Nombre de sites de formation
CFA privé	330 814	563 444	894 258	3 352	6 082
CFA public	61 221	994 486	155 707	336	2 098
Total	**392 035**	**657 930**	**1 049 965**	**3 688**	**8 180**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 894 258 apprentis sont inscrits dans 3 352 CFA privés et formés dans l'un de leurs 6 082 sites de formation.*

6.02 Les apprentis par région et académie

La géographie de l'apprentissage présente de grandes disparités qui s'expliquent en partie par l'environnement économique local, et notamment la présence d'entreprises prêtes à accueillir les apprentis.

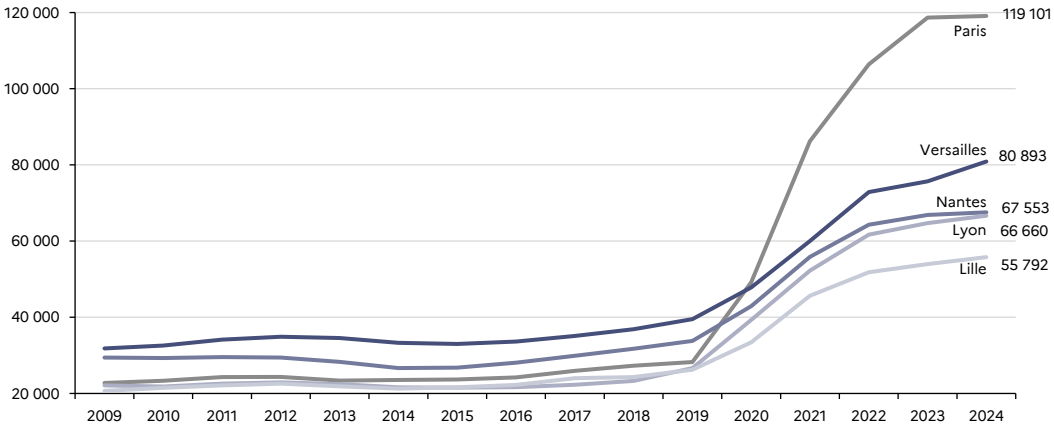
De 2009 à 2024, les effectifs ont crû inégalement dans les cinq académies accueillant le plus d'apprentis **(1)**. Cette hausse est particulièrement marquée à partir de 2020, en lien avec la réforme de 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel qui a favorisé le développement de l'apprentissage. Ainsi, entre 2019 et 2024, les effectifs ont été multipliés par quatre à Paris contre deux dans les quatre autres académies. L'académie de Paris, qui accueille le plus d'apprentis, voit cependant son effectif stagner en 2024 (+ 0,4 %) après quatre années de fortes augmentations (entre + 12 % et + 75 %).

Au 31 décembre 2024, huit régions académiques forment chacune plus de 60 000 apprentis. Ces huit régions académiques représentent huit apprentis sur dix **(2)**. L'Île-de-France accueille 24 % des effectifs d'apprentis et forme surtout 31 % des apprentis du supérieur (diplômes de niveau 5 à 8).

Entre 2023 et 2024, l'effectif global d'apprentis est en hausse de 2,8 %, avec des évolutions contrastées selon les régions académiques : dix régions enregistrent une hausse de leurs effectifs comprise entre 1,0 % en Pays de Loire et 12,8 % en Guadeloupe et sept régions voient leurs effectifs stagner ou diminuer jusqu'à - 6,9 % en Guyane.

Au niveau national, l'apprentissage concerne 8,8 % des jeunes de 16 à 29 ans en 2024 (+ 0,2 point par rapport à 2023). Son poids varie selon les régions académiques : de 2,1 % en Guyane à 9,8 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays de la Loire et 10,4 % en Île-de-France **(3)**.

1 Évolution des effectifs d'apprentis des cinq plus grandes académies



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : les cinq plus grandes académies françaises (Mayotte à partir de 2011) au regard de leurs effectifs.**
Lecture : *en 2024, l'académie de Paris forme 119 101 apprentis.*

Précisions

Nomenclature nationale des niveaux – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 25.44.

Source

DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.

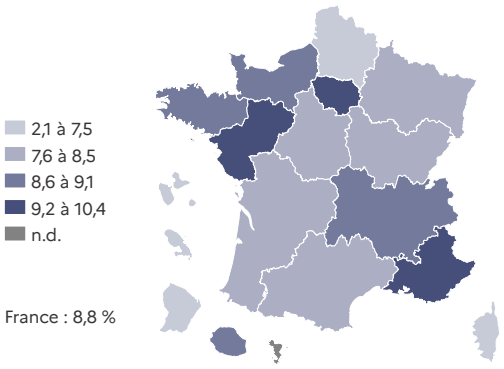
2 Effectifs d'apprentis par niveau de formation en 2024

Académies et régions académiques	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveaux 7 et 8	Total	Rappel 2023
Clermont-Ferrand	5 082	3 365	3 766	2 269	2 304	16 786	16 823
Grenoble	11 182	9 142	10 493	6 381	5 106	42 304	42 042
Lyon	11 086	9 902	15 318	11 184	19 170	66 660	64 704
Auvergne-Rhône-Alpes	**27 350**	**22 409**	**29 577**	**19 834**	**26 580**	**125 750**	**123 569**
Besançon	4 390	3 607	3 820	2 189	1 727	15 733	15 354
Dijon	6 628	4 959	4 903	2 771	3 179	22 440	21 038
Bourgogne-Franche-Comté	**11 018**	**8 566**	**8 723**	**4 960**	**4 906**	**38 173**	**36 392**
Bretagne (Rennes)	**11 802**	**8 810**	**10 749**	**7 637**	**10 401**	**49 399**	**49 126**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**10 006**	**6 508**	**7 391**	**4 545**	**4 422**	**32 872**	**31 676**
Corse	**1 151**	**518**	**540**	**410**	**219**	**2 838**	**2 865**
Nancy-Metz	6 960	5 594	7 186	5 003	4 945	29 688	28 575
Reims	4 764	2 584	3 397	2 662	2 866	16 273	15 988
Strasbourg	7 038	5 909	7 340	4 581	5 609	30 477	29 303
Grand Est	**18 762**	**14 087**	**17 923**	**12 246**	**13 420**	**76 438**	**73 866**
Amiens	6 116	3 979	4 933	2 989	3 282	21 299	20 955
Lille	13 332	8 740	11 752	8 577	13 391	55 792	53 974
Hauts-de-France	**19 448**	**12 719**	**16 685**	**11 566**	**16 673**	**77 091**	**74 929**
Créteil	11 294	7 690	11 781	10 344	14 829	55 938	48 235
Paris	5 521	8 334	24 222	25 368	55 656	119 101	118 670
Versailles	7 790	9 429	18 218	14 332	31 124	80 893	75 696
Île-de-France	**24 605**	**25 453**	**54 221**	**50 044**	**101 609**	**255 932**	**242 601**
Normandie	**14 369**	**9 984**	**10 797**	**6 333**	**7 952**	**49 435**	**49 467**
Bordeaux	11 759	7 944	11 492	7 607	11 770	50 572	50 578
Limoges	2 755	1 717	1 632	1 152	808	8 064	7 639
Poitiers	7 682	5 433	5 244	2 585	3 542	24 486	24 612
Nouvelle-Aquitaine	**22 196**	**15 094**	**18 368**	**11 344**	**16 120**	**83 122**	**82 829**
Montpellier	10 514	6 476	9 966	5 969	8 860	41 785	41 142
Toulouse	10 631	7 020	10 277	6 891	11 078	45 897	43 960
Occitanie	**21 145**	**13 496**	**20 243**	**12 860**	**19 938**	**87 682**	**85 102**
Pays de la Loire (Nantes)	**15 946**	**15 053**	**14 938**	**9 998**	**11 618**	**67 553**	**66 878**
Aix-Marseille	9 986	7 569	10 953	7 458	9 697	45 663	39 830
Nice	8 941	5 382	8 301	5 488	7 863	35 975	39 885
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**18 927**	**12 951**	**19 254**	**12 946**	**17 560**	**81 638**	**79 715**
France hors DROM	**216 725**	**165 648**	**229 409**	**164 723**	**251 418**	**1 027 923**	**999 015**
Guadeloupe	713	742	1 880	668	344	4 347	3 853
Guyane	292	228	531	239	29	1 319	1 417
Martinique	251	404	850	633	376	2 514	2 589
Mayotte (1)	23	45	36	13	0	117	841
La Réunion	3 545	3 419	4 224	1 462	1 095	13 745	13 738
DROM	**4 824**	**4 838**	**7 521**	**3 015**	**1 844**	**22 042**	**22 438**
France	**221 549**	**170 486**	**236 930**	**167 738**	**253 262**	**1 049 965**	**1 021 453**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Au vu de la situation difficile à Mayotte en hiver 2024-2025 (cyclone), les données sont très partielles.
Lecture : *en 2024, l'académie de Clermont-Ferrand forme 16 786 apprentis, dont 5 082 au niveau 3.*

3 Proportion d'apprentis parmi les 16-29 ans en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en Auvergne-Rhône-Alpes, 8,8 % des jeunes âgés de 16 à 29 ans sont apprentis.*

6.03 Les apprentis par spécialité de formation

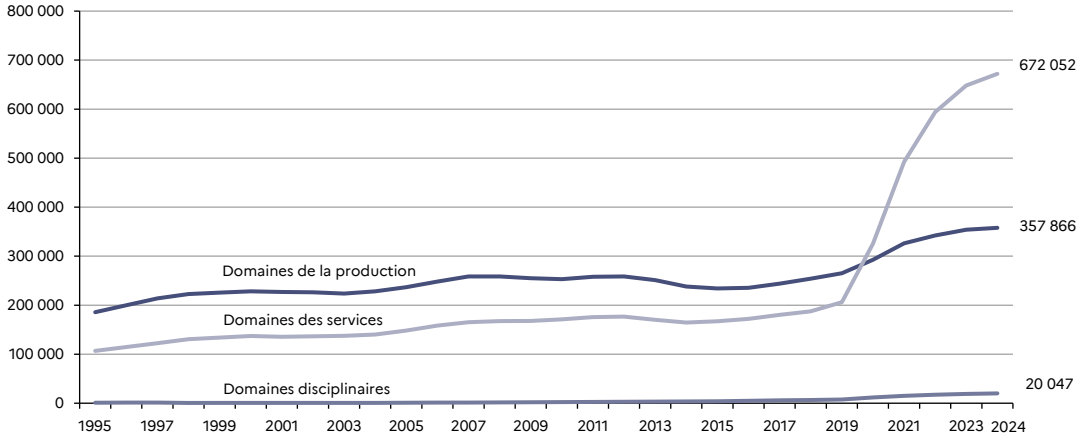
En 2024, l'apprentissage en France, tous niveaux de formation confondus, est orienté vers les domaines des services (64 %), en raison notamment de la part de l'enseignement supérieur, désormais majoritaire **(1)**. En effet, les formations secondaires des apprentis (niveaux 3 et 4) relèvent davantage des domaines de la production (61 %), tandis que les formations supérieures (niveaux 5 à 8) relèvent en grande partie de ceux des services (79 %) **(2)**.

Au niveau 3, ce sont les spécialités des transformations (26 %), du génie civil et de la construction (21 %) ainsi que des services aux personnes (19 %) qui rassemblent le plus d'apprentis. Au niveau 4, ce sont les spécialités des services aux personnes (26 %), de mécanique, électricité et électronique (21 %) ainsi que d'échanges et gestion (17 %) qui sont les plus importantes.

Les apprentis de l'enseignement supérieur suivent majoritairement, tous niveaux confondus, des formations dans les domaines de spécialité d'échanges et gestion, qui rassemblent la moitié des apprentis du supérieur, ainsi que de communication et information.

Les filles restent minoritaires dans l'apprentissage (43 %) **(3)**. Leur part diminue légèrement dans la plupart des niveaux de formation par rapport à 2023, avec une baisse plus marquée pour le niveau 3, notamment dans les domaines des services (- 2,5 points). La part des filles est la plus élevée aux niveaux 7 et 8 (50 %) et la plus faible au niveau 3 (30 %). Cette part varie aussi en fonction de l'offre de formation. En effet, alors que les domaines de la production sont à forte dominante masculine (84 % de garçons), les filles sont majoritaires dans les domaines des services (56 %) et notamment dans les formations relevant du domaine « services aux personnes » (71 %).

1 Évolution des effectifs d'apprentis par domaine de spécialité



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *en 2024, les domaines des services forment 672 052 apprentis.*

Précisions

Nomenclature nationale des niveaux, spécialités de formations – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.44.
- Séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les apprentis ».

Source

DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.

2 Effectifs des apprentis par domaine de spécialité et niveau de formation en 2024

Domaines de spécialités	Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5		
	Effectifs	Part des filles (%)	Répartition (%)	Effectifs	Part des filles (%)	Répartition (%)	Effectifs	Part des filles (%)	Répartition (%)
10 - Formations générales				17	52,9	0,0			
11 - Mathématiques et sciences									
12 - Sciences humaines et droit									
13 - Lettres et arts				192	72,4	0,1	31	54,8	0,0
Ensemble des domaines disciplinaires				**209**	**70,8**	**0,1**	**31**	**54,8**	**0,0**
20 - Spécialités pluritechnologiques de la production	25	16,0	0,0	421	11,4	0,2	3 358	10,7	1,4
21 - Agriculture, pêche, forêt	12 588	16,6	5,7	21 199	26,0	12,4	11 355	24,5	4,8
22 - Transformations	58 200	25,2	26,3	18 087	19,5	10,6	6 558	15,3	2,8
23 - Génie civil, constructions, bois	46 111	5,7	20,8	14 299	8,7	8,4	7 950	16,6	3,4
24 - Matériaux souples	833	73,7	0,4	434	75,3	0,3	436	80,7	0,2
25 - Mécanique, électricité, électronique	31 656	5,2	14,3	35 622	4,4	20,9	23 450	4,4	9,9
Ensemble des domaines de la production	**149 413**	**14,5**	**67,4**	**90 062**	**13,6**	**52,8**	**53 107**	**12,9**	**22,4**
30 - Spécialités plurivalentes des services				761	79,5	0,4	98	68,4	0,0
31 - Échanges et gestion	26 715	49,3	12,1	28 487	49,9	16,7	123 072	51,0	51,9
32 - Communication et information	1 332	27,7	0,6	5 118	80,2	3,0	23 305	54,2	9,8
33 - Services aux personnes	43 005	73,4	19,4	44 610	66,3	26,2	34 726	73,0	14,7
34 - Services à la collectivité	1 084	29,7	0,5	1 239	27,4	0,7	2 591	39,3	1,1
Ensemble des domaines des services	**72 136**	**62,9**	**32,6**	**80 215**	**60,9**	**47,1**	**183 792**	**55,4**	**77,6**
Total	**221 549**	**30,3**	**100,0**	**170 486**	**35,9**	**100,0**	**236 930**	**45,9**	**100,0**

(suite) Domaines de spécialités	Niveau 6			Niveaux 7 et 8			Ensemble		
	Effectifs	Part des filles (%)	Répartition (%)	Effectifs	Part des filles (%)	Répartition (%)	Effectifs	Part des filles (%)	Répartition (%)
10 - Formations générales							17	52,9	0,0
11 - Mathématiques et sciences	2 522	35,8	1,5	3 985	53,5	1,6	6 507	46,6	0,6
12 - Sciences humaines et droit	2 680	69,6	1,6	9 036	67,9	3,6	11 716	68,3	1,1
13 - Lettres et arts	238	55,5	0,1	1 346	73,0	0,5	1 807	70,3	0,2
Ensemble des domaines disciplinaires	**5 440**	**53,3**	**3,2**	**14 367**	**64,4**	**5,7**	**20 047**	**61,4**	**1,9**
20 - Spécialités pluritechnologiques de la production	7 365	19,6	4,4	13 187	22,6	5,2	24 356	19,9	2,3
21 - Agriculture, pêche, forêt	1 455	40,8	0,9	2 503	50,8	1,0	49 100	25,0	4,7
22 - Transformations	5 231	35,1	3,1	5 682	37,2	2,2	93 758	24,7	8,9
23 - Génie civil, constructions, bois	5 172	28,1	3,1	7 469	36,5	2,9	81 001	11,5	7,7
24 - Matériaux souples	477	83,2	0,3	1 084	77,5	0,4	3 264	77,5	0,3
25 - Mécanique, électricité, électronique	4 971	7,7	3,0	10 688	16,2	4,2	106 387	6,0	10,1
Ensemble des domaines de la production	**24 671**	**24,7**	**14,7**	**40 613**	**28,7**	**16,0**	**357 866**	**16,3**	**34,1**
30 - Spécialités plurivalentes des services				901	65,4	0,4	1 760	71,6	0,2
31 - Échanges et gestion	87 864	55,9	52,4	132 405	57,0	52,3	398 543	53,9	38,0
32 - Communication et information	32 455	39,9	19,3	55 334	44,4	21,8	117 544	46,5	11,2
33 - Services aux personnes	15 065	74,2	9,0	5 696	64,9	2,2	143 102	70,8	13,6
34 - Services à la collectivité	2 243	36,4	1,3	3 946	49,6	1,6	11 103	40,1	1,1
Ensemble des domaines des services	**137 627**	**53,8**	**82,0**	**198 282**	**53,6**	**78,3**	**672 052**	**56,0**	**64,0**
Total	**167 738**	**49,5**	**100,0**	**253 262**	**50,3**	**100,0**	**1 049 965**	**42,6**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

Lecture : *en 2024, 183 792 apprentis de niveau 5 préparent un diplôme dans les domaines des services. Ils représentent 77,6 % des apprentis de ce niveau dont 55,4 % sont des filles.*

3 Part des filles par catégorie de spécialité et niveau de formation en 2024 (en %)

Niveau	Catégorie de spécialité	Part des filles en 2024 (%)	Évolution de la part des filles entre 2023 et 2024 (en point)
Niveau 3	Disciplinaires	-	-
	Production	14,5	-1,0
	Services	62,9	-2,5
	Ensemble	**30,3**	**-1,1**
Niveau 4	Disciplinaires	70,8	-1,0
	Production	13,6	-0,8
	Services	60,9	-1,5
	Ensemble	**35,9**	**-0,6**
Niveau 5	Disciplinaires	54,8	-3,1
	Production	12,9	-0,6
	Services	55,4	-0,3
	Ensemble	**45,9**	**-0,4**
Niveau 6	Disciplinaires	53,3	-0,9
	Production	24,7	0,0
	Services	53,8	0,4
	Ensemble	**49,5**	**0,3**
Niveaux 7 et 8	Disciplinaires	64,4	0,6
	Production	28,7	-0,2
	Services	53,6	-0,4
	Ensemble	**50,3**	**-0,2**
Total	**Disciplinaires**	**61,4**	**0,4**
	Production	**16,3**	**-0,7**
	Services	**56,0**	**-0,6**
	Ensemble	**42,6**	**-0,3**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

Lecture : *en 2024, 60,9 % des apprentis préparant un diplôme de niveau 4 dans les domaines des services sont des filles ; cette part a diminué de 1,5 point par rapport à l'année scolaire précédente.*

Au 31 décembre 2024, 1 050 000 apprentis sont inscrits dans un centre de formation des apprentis en France. Quatre apprentis sur dix sont des filles **(1)**.

La part des filles dans l'apprentissage augmente avec le niveau de diplôme, de 33 % dans le secondaire à 49 % dans le supérieur. Aux niveaux 6, 7 et 8, 50 % des apprentis sont des filles, avec, cependant, des disparités selon les diplômes préparés : la part des filles est de 22 % en diplôme d'ingénieur et de 56 % en master.

En première année de CAP en deux ans, 30 % des apprentis sont âgés de 15 ans ou moins. Parmi ceux qui étaient en classe de troisième l'année précédente, la part d'apprentis âgés de 15 ans ou moins, donc « à l'heure », s'élève à 75 % **(2)**. En revanche, 49 % des apprentis en première année de CAP ont 17 ans ou plus, un pourcentage très supérieur à celui des élèves en première année de CAP sous voie scolaire, où ils sont 12 % (*cf.* fiche 4.06). Ce pourcentage élevé d'apprentis plus âgés s'explique par des parcours souvent moins linéaires, marqués par des réorientations et par des retours en formation après une période d'emploi ou de chômage, par exemple.

En seconde professionnelle, 39 % des apprentis sont « à l'heure », alors qu'ils sont 86 % parmi les apprentis qui étaient en classe de troisième l'année précédente.

Les filles sont plus présentes parmi les apprentis en première année de CAP qu'en seconde professionnelle. Par ailleurs, l'orientation des filles dans ces formations est moins fréquente à l'issue de la troisième que lorsqu'on considère l'ensemble des parcours antérieurs.

Précisions

Nouvelle méthode – Depuis la rentrée scolaire 2020, l'immatriculation des élèves *via* leur identifiant national (INE) dans les différentes sources permet de retracer leur parcours scolaire d'une année scolaire à l'autre. La méthodologie du calcul des taux de redoublement, de passage et de sortie a été révisée, et les chiffres de l'année 2024 sont présentés selon cette nouvelle méthode, qui met dorénavant en regard les situations individuelles des élèves sur deux rentrées successives. Auparavant, la formation d'une rentrée scolaire était comparée à celle en fin d'année scolaire précédente à un niveau agrégé, en comparant des stocks d'élèves, sans identifier le parcours de chaque élève pris individuellement.

Nomenclature nationale des niveaux – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 25.44.

Source

- DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.
- DEPP, système d'information Scolarité.
- DGER-MASA, système d'information de l'enseignement agricole.

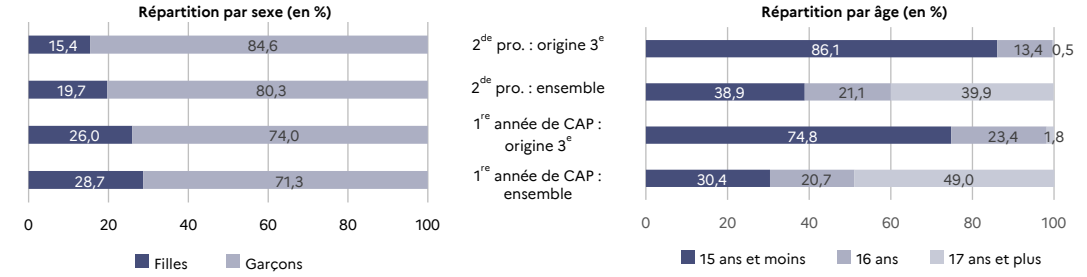
1 Répartition des apprentis par sexe en 2024-2025

	Total	*dont filles*	Part des filles
CAP	182 804	*53 243*	29,1
Autres formations de niveau 3	38 745	*13 822*	35,7
Total niveau 3	**221 549**	***67 065***	**30,3**
BP	40 409	*15 267*	37,8
Bac professionnel	71 408	*15 480*	21,7
Autres formations de niveau 4	58 669	*30 457*	51,9
Total niveau 4	**170 486**	***61 204***	**35,9**
Total secondaire	**392 035**	***128 269***	**32,7**
BTS	187 500	*82 614*	44,1
Autres formations de niveau 5	49 430	*26 103*	52,8
Total niveau 5	**236 930**	***108 717***	**45,9**
Licence	27 191	*12 447*	45,8
BUT	37 863	*14 258*	37,7
Autres formations de niveau 6	102 684	*56 336*	54,9
Total niveau 6	**167 738**	***83 041***	**49,5**
Master	49 915	*28 091*	56,3
Diplôme d'ingénieur	35 940	*7 710*	21,5
Autres formations de niveaux 7 et 8	167 407	*91 482*	54,6
Total niveaux 7 et 8	**253 262**	***127 283***	**50,3**
Total supérieur	**657 930**	***319 041***	**48,5**
Total apprentis	**1 049 965**	***447 310***	**42,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 182 804 apprentis suivent un CAP. Parmi eux 29,1 % sont des filles.*

2 Répartition par âge des apprentis en première année de CAP et de bac professionnel en 2024-2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

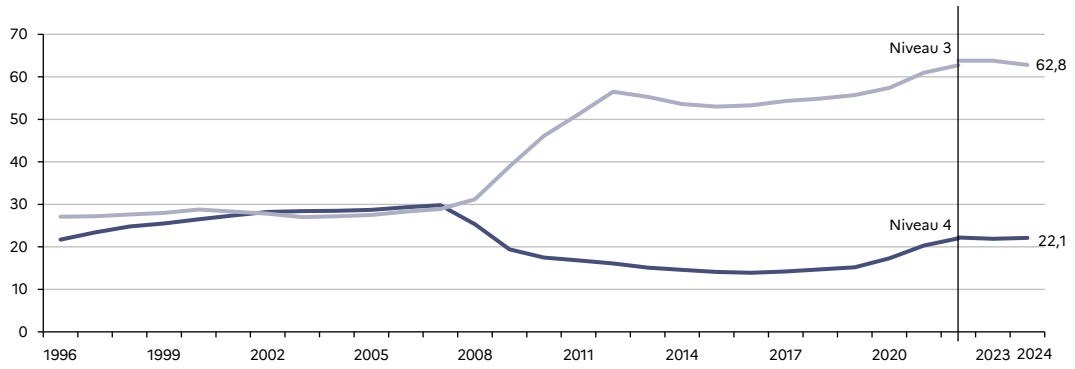
▶ **Champ : France.**
Lecture : *sur l'ensemble des élèves scolarisés en seconde professionnelle et provenant de troisième, 86,1 % ont 15 ans et moins, et 15,4 % sont des filles.*
Note : pour des raisons d'arrondis, le total des parts peut ne pas être égal à 100,0 %.

Les formations professionnelles sont accessibles par apprentissage (formation en **CFA**) ou par voie scolaire (formation en lycée). En 2024, l'apprentissage représente 35 % des formations du second degré professionnel avec de fortes disparités entre les deux niveaux : 63 % des effectifs de niveau 3, contre 22 % des effectifs de niveau 4 **(2)**. Plus spécifiquement, un jeune sur deux préparant un CAP le fait sous statut apprenti, contre un jeune sur dix préparant un baccalauréat professionnel.

Entre 2023 et 2024, la part de l'apprentissage dans les formations professionnelles du second degré est stable. La réforme de la voie professionnelle de l'enseignement secondaire en 2008 a entraîné la disparition des formations menant au BEP (niveau 3) au profit de la mise en place du baccalauréat professionnel en trois ans (niveau 4). Elle a également renforcé le poids du CAP parmi les diplômes de niveau 3 et explique l'augmentation entre 2008 et 2013 de la part de l'apprentissage à ce niveau **(1)**.

La part de l'apprentissage dans les formations du second degré professionnel est très variable selon les académies. Elle est la plus faible dans les DROM et dans les académies de Versailles, Créteil, Lille et Amiens, et la plus élevée dans les académies de Paris, Nice, Strasbourg, Dijon et Poitiers **(3)**. La diversité observée d'une académie à l'autre, pour un niveau de formation donné, traduit un engagement régional différent en matière d'apprentissage, lié en partie au tissu économique.

1 Évolution du poids de l'apprentissage dans le second degré professionnel (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *en 2024, 62,8 % des élèves des formations du second degré professionnel de niveau 3 sont en apprentissage.*
Note : changement de méthode en 2022 (voir précisions).

Précisions

Changement méthodologique – Voir fiche 6.04. L'identification des élèves individuellement permet d'éviter les doubles comptes d'élèves recensés dans différents systèmes d'information. Le passage en nouvelle méthode s'accompagne d'une baisse des effectifs comptabilisés, du fait d'une meilleure précision.

Statut scolaire – Par opposition au statut d'apprenti. Il s'agit, pour le niveau 3, des élèves dans les établissements du second degré publics et privés préparant un CAP, une mention complémentaire ou un autre diplôme de ce niveau. Pour le niveau 4, il s'agit des élèves préparant un baccalauréat professionnel, un brevet des métiers d'arts ou un autre diplôme de ce niveau dans un établissement du second degré public ou privé.

Apprentis du second degré – Jeunes âgés théoriquement de 16 à 29 ans préparant un diplôme de niveau 3 (CAP, mention complémentaire ou autres diplômes de niveau 3) ou de niveau 4 (baccalauréat professionnel, brevet professionnel, brevet de maîtrise ou autres diplômes de niveau 4) dans le cadre d'un contrat de travail associant formation en entreprise et enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis. Des dérogations sur la limite d'âge sont possibles, en cas d'enchaînement de formations en apprentissage, de reprise d'un commerce et également pour les personnes reconnues en tant que travailleurs handicapés.

Nomenclature nationale des niveaux – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 25.44.
- Séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les apprentis ».

Source

- DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.
- DEPP, système d'information Scolarité.
- DGER-MASA, système d'information de l'enseignement agricole.

2 Évolution du poids de l'apprentissage dans le second degré professionnel (en %)

	Ancienne méthode									Nouvelle méthode		
	2000	2005	2010	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022	2023	2024
Niveau 3	28,8	27,6	46,4	54,3	54,9	55,7	57,4	61,0	62,7	63,8	63,8	62,8
dont CAP	*65,5*	*62,0*	*57,0*	*53,7*	*54,3*	*54,8*	*55,8*	*58,3*	*60,2*	*54,9*	*54,2*	*51,8*
Niveau 4	26,6	28,8	17,6	14,2	14,7	15,2	17,3	20,3	22,0	22,2	21,9	22,1
dont bac professionnel	*14,8*	*15,7*	*10,4*	*7,7*	*8,0*	*8,3*	*8,9*	*10,0*	*10,8*	*9,5*	*9,7*	*9,3*
Ensemble	**28,3**	**27,9**	**28,3**	**26,0**	**26,7**	**27,4**	**29,6**	**33,1**	**34,8**	**35,2**	**35,2**	**34,9**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *en 2024, 62,8 % des jeunes qui suivent une formation professionnelle de niveau 3 sont en apprentissage. Concernant spécifiquement le CAP, 51,8 % de ceux qui le préparent sont sous statut d'apprenti.*
Note : changement de méthode en 2022 (voir précisions).

3 Effectifs et poids de l'apprentissage dans le second degré professionnel par région et académie en 2024-2025

Académies et régions académiques	Effectifs du second degré professionnel				Poids de l'apprentissage (%) (1)		
	Statut scolaire		Statut d'apprenti				
	Niveau 3 (2)	Niveau 4 (3)	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 3	Niveau 4	Ensemble
Clermont-Ferrand	2 630	11 750	5 082	3 365	65,9	22,3	37,0
Grenoble	7 097	28 131	11 182	9 142	61,2	24,5	36,6
Lyon	6 532	27 714	11 086	9 902	62,9	26,3	38,0
Auvergne-Rhône-Alpes	**16 259**	**67 595**	**27 350**	**22 409**	**62,7**	**24,9**	**37,2**
Besançon	2 412	11 037	4 390	3 607	64,5	24,6	37,3
Dijon	2 732	13 156	6 628	4 959	70,8	27,4	42,2
Bourgogne-Franche-Comté	**5 144**	**24 193**	**11 018**	**8 566**	**68,2**	**26,1**	**40,0**
Bretagne (Rennes)	**6 141**	**32 733**	**11 802**	**8 810**	**65,8**	**21,2**	**34,7**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**4 169**	**22 994**	**10 006**	**6 508**	**70,6**	**22,1**	**37,8**
Corse	**471**	**2 008**	**1 151**	**518**	**71,0**	**20,5**	**40,2**
Nancy-Metz	4 188	21 546	6 960	5 594	62,4	20,6	32,8
Reims	2 637	12 639	4 764	2 584	64,4	17,0	32,5
Strasbourg	3 240	14 198	7 038	5 909	68,5	29,4	42,6
Grand Est	**10 065**	**48 383**	**18 762**	**14 087**	**65,1**	**22,6**	**36,0**
Amiens	4 883	19 577	6 116	3 979	55,6	16,9	29,2
Lille	9 938	43 877	13 332	8 740	57,3	16,6	29,1
Hauts-de-France	**14 821**	**63 454**	**19 448**	**12 719**	**56,8**	**16,7**	**29,1**
Créteil	6 866	43 084	11 294	7 690	62,2	15,1	27,5
Paris	2 382	11 690	5 521	8 334	69,9	41,6	49,6
Versailles	7 500	44 145	7 790	9 429	50,9	17,6	25,0
Île-de-France	**16 748**	**98 919**	**24 605**	**25 453**	**59,5**	**20,5**	**30,2**
Normandie	**6 049**	**29 518**	**14 369**	**9 984**	**70,4**	**25,3**	**40,6**
Bordeaux	5 883	29 377	11 759	7 944	66,7	21,3	35,8
Limoges	1 527	5 815	2 755	1 717	64,3	22,8	37,9
Poitiers	3 276	14 778	7 682	5 433	70,1	26,9	42,1
Nouvelle-Aquitaine	**10 686**	**49 970**	**22 196**	**15 094**	**67,5**	**23,2**	**38,1**
Montpellier	5 858	25 390	10 514	6 476	64,2	20,3	35,2
Toulouse	4 519	26 637	10 631	7 020	70,2	20,9	36,2
Occitanie	**10 377**	**52 027**	**21 145**	**13 496**	**67,1**	**20,6**	**35,7**
Pays de la Loire (Nantes)	**7 729**	**35 127**	**15 946**	**15 053**	**67,4**	**30,0**	**42,0**
Aix-Marseille	7057	24757	9 986	7 569	58,6	23,4	35,6
Nice	3130	15597	8 941	5 382	74,1	25,7	43,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**10 187**	**40 354**	**18 927**	**12 951**	**65,0**	**24,3**	**38,7**
France hors DROM	**118 846**	**567 275**	**216 725**	**165 648**	**64,6**	**22,6**	**35,8**
Guadeloupe	1 290	5 329	713	742	35,6	12,2	18,0
Guyane	3 389	5 446	292	228	7,9	4,0	5,6
Martinique	988	4 458	251	404	20,3	8,3	10,7
Mayotte (4)	2 367	5 203	23	45	n.d	n.d	n.d
La Réunion	4 567	12 289	3 545	3 419	43,7	21,8	29,2
DROM	**12 601**	**32 725**	**4 824**	**4 838**	**27,7**	**12,9**	**17,6**
France	**131 447**	**600 000**	**221 549**	**170 486**	**62,8**	**22,1**	**34,9**

RERS 2026, DEPP

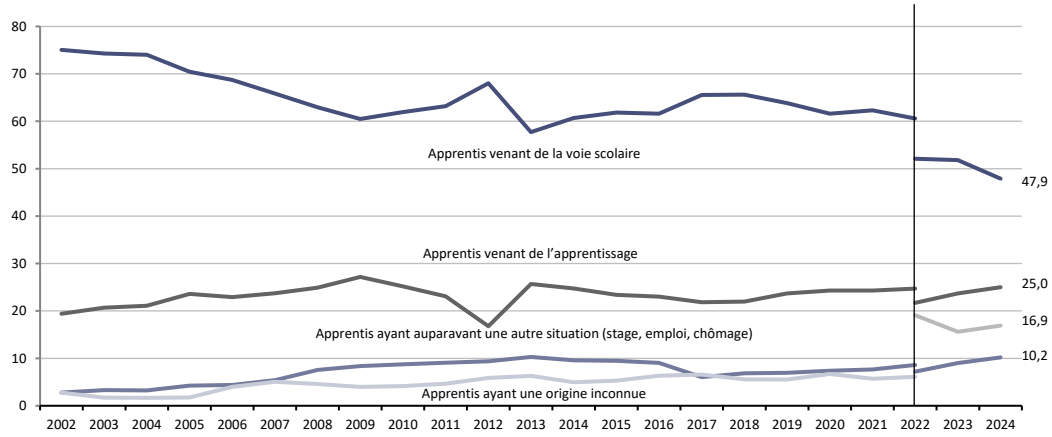
▶ **Champ : France.**
1. Apprentis/ensemble du second degré professionnel.
2. Niveau 3 statut scolaire : CAP, mention complémentaire et autres diplômes de ce niveau.
3. Niveau 4 statut scolaire : bac professionnel, brevet des métiers d'art (BMA) et autres diplômes de ce niveau.
4. Avertissement : au vu de la situation difficile à Mayotte en hiver 2024-2025 (cyclone), les données sont très partielles pour ce territoire.
Lecture : *en 2024, dans l'académie de Clermont-Ferrand, dans les formations du second degré professionnel de niveau 3, 2 630 élèves sont sous statut scolaire et 5 082 élèves sont sous statut d'apprenti. Les apprentis représentent 65,9 % des élèves du second degré professionnel à ce niveau de formation dans cette académie.*

En 2024-2025, 48 % des apprentis de niveau 3 ou 4 inscrits en première année d'apprentissage proviennent de la voie scolaire (formation en collège, principalement en troisième, ou en lycée), 25 % étaient déjà apprentis l'année précédente, 10 % se trouvaient dans une autre situation (stage, emploi ou chômage) et 17 % sont d'origine inconnue **(1)**.

En première année de **certificat d'aptitude professionnelle** (CAP), la majeure partie des apprentis (40 %) étaient en classe de troisième l'année précédente. Cette part est de 44 % en première année de **baccalauréat professionnel (2)**. Dans ces formations, les apprentis arrivent aussi d'une formation du second degré professionnel sous statut scolaire (13 % pour le CAP et 17 % pour le baccalauréat professionnel), voire du second degré général et technologique (GT). En première année de CAP, 15 % des apprentis l'étaient déjà l'année précédente : la grande majorité dans une formation de niveau 3 (13 %), pouvant correspondre à une réorientation en cours de formation et 2 % dans une formation de niveau 4, pouvant correspondre au souhait de compléter leur formation de niveau baccalauréat par un CAP.

Quant aux apprentis en première année de brevet professionnel, les deux tiers d'entre eux sont issus d'une formation de niveau 3 sous statut d'apprenti **(3)**.

1 Évolution de l'origine des apprentis de première année du second degré (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 47,9 % des apprentis sont issus de la voie scolaire.*
Note : changement de méthode (voir précisions).

Précisions

Nomenclature nationale des niveaux – Voir « Glossaire ».

Nouvelle méthode – Depuis la rentrée scolaire 2020, l'immatriculation des élèves *via* leur identifiant national (INE) dans les différentes sources permet de retracer leur parcours scolaire d'une année scolaire à l'autre. La méthodologie du calcul des taux de redoublement, de passage et de sortie a été révisée, et les chiffres des années 2022 et 2024 sont présentés selon cette nouvelle méthode, qui met dorénavant en regard les situations individuelles des élèves sur deux rentrées successives. Auparavant, la formation d'une rentrée scolaire était comparée à celle en fin d'année scolaire précédente à un niveau agrégé, en comparant des stocks d'élèves, sans identifier le parcours de chaque élève pris individuellement.

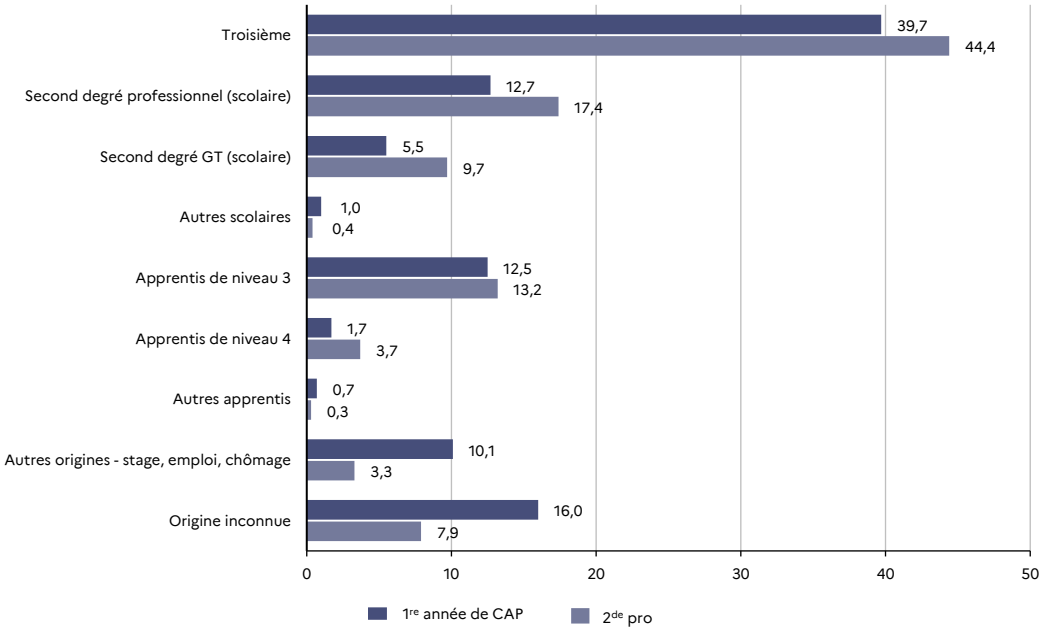
Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 25.44.

Source

- DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.
- DEPP, système d'information Scolarité.
- DGER-MASA, système d'information de l'enseignement agricole.

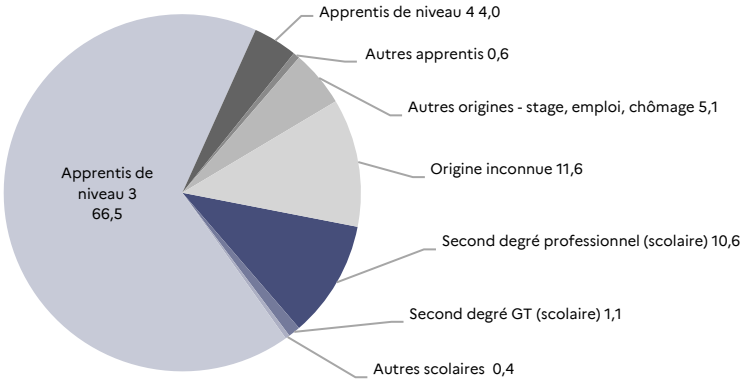
2 Origine des apprentis de première année de certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et de seconde professionnelle en 2024-2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 39,7% des élèves inscrits en première année de CAP proviennent de troisième.*

3 Origine des apprentis de première année de brevet professionnel en 2024-2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *66,5 % des apprentis de première année de brevet professionnel préparaient une formation de niveau 3 sous statut d'apprenti l'année précédente.*
Note : pour des raisons d'arrondis, la somme des parts peut ne pas être exactement égale aux sous-totaux présentés ou au total à 100,0 %.

Rendu possible en 1987, l'apprentissage dans l'enseignement supérieur commence à se développer à partir du milieu des années 1990 **(1)** **(2)**. Au milieu des années 2000, la croissance s'accélère avec la réforme LMD, puis de manière plus marquée à partir de 2020 en lien avec la loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel. En 2024, 657 900 jeunes suivent une formation de l'enseignement supérieur en apprentissage, dont 49 % de filles. La hausse se poursuit mais à un rythme moindre que les années précédentes (+ 3,5 % en 2024 contre + 10,3 % en 2023). Les effectifs d'apprentis augmentent pour tous les niveaux mais à un rythme plus modéré pour le niveau 5 (+ 0,8 %).

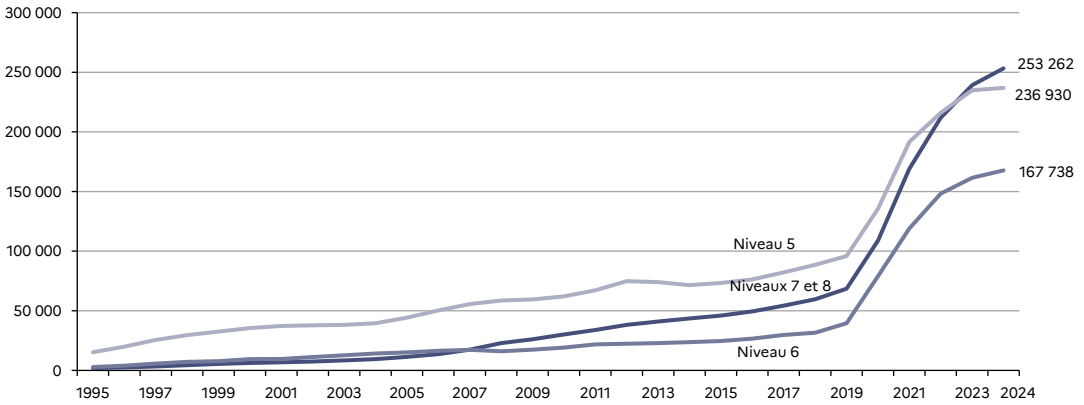
En dehors du BTS, qui occupe une place importante (28 % des apprentis du supérieur), les diplômes préparés en apprentissage sont notamment le Master (8 %), le BUT (6 %) et les diplômes d'ingénieurs (5 %). Les autres diplômes du supérieur accueillent un nombre croissant d'apprentis avec un effectif global qui a été multiplié par trois depuis 2020.

Parmi les apprentis de niveau 5 en première année, 42 % étaient en terminale au lycée et 20 % étaient déjà apprentis l'année précédente **(3)**.

Les jeunes en première année de formation d'ingénieur par apprentissage étaient 9 % à suivre des études en IUT sous statut étudiant l'année précédente, 24 % venaient d'une autre formation du supérieur sous statut étudiant (dont 8 % d'une CPGE) et 47 % étaient déjà dans une formation par apprentissage **(4)**.

Parmi les apprentis en première année d'une formation de niveaux 6, 7 et 8 (hors ingénieurs), 49 % étaient déjà sous ce statut l'année précédente, 10 % suivaient une formation de BTS ou dispensée dans un IUT sous statut étudiant et 18 % venaient d'une autre formation du supérieur sous statut étudiant **(5)**.

1 Évolution des effectifs d'apprentis préparant un diplôme de l'enseignement supérieur



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *en 2024, 236 930 jeunes préparent un diplôme de niveau 5 en apprentissage.*

Précisions

Population concernée – Les apprentis préparant un diplôme d'enseignement supérieur dans un centre de formation d'apprentis de France.

Nomenclature nationale des niveaux – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.44.
- Séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les apprentis ».

Source
DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.

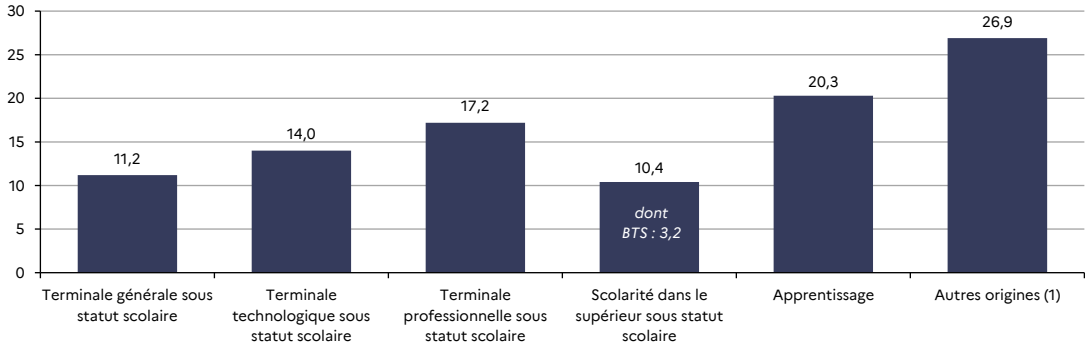
2 Évolution des effectifs d'apprentis préparant un diplôme de l'enseignement supérieur

	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2022	2023	2024	Part des filles en 2024 (%)
BTS/BTSA	12 539	27 800	35 345	49 965	60 095	109 480	178 914	189 792	187 500	44,1
DUT	2 067	4 285	4 717	5 548	5 918	9 393	486			
Autres diplômes (1) de niveau 5	667	3 468	4 171	6 561	7 304	16 667	36 689	45 195	49 430	52,8
Total niveau 5	**15 273**	**35 553**	**44 233**	**62 074**	**73 317**	**135 540**	**216 089**	**234 987**	**236 930**	**45,9**
Licence	56	692	5 392	11 943	16 612	34 602	43 694	27 712	27 191	45,8
BUT							12 438	36 776	37 863	37,7
Autres diplômes (1) de niveau 6	2 773	8 756	9 671	7 246	8 043	44 392	92 139	97 057	102 684	54,9
Total niveau 6	**2 829**	**9 448**	**15 063**	**19 189**	**24 655**	**78 994**	**148 271**	**161 545**	**167 738**	**49,5**
Diplômes d'ingénieurs	1 734	4 644	7 153	12 706	19 620	27 185	32 824	34 228	35 940	21,5
DESS	193	1 162	411							
Master			2 999	9 522	14 907	28 185	44 795	47 669	49 915	56,3
Autres diplômes (1) de niveaux 7 et 8	21	379	778	7 914	11 514	53 427	134 282	157 396	167 407	54,6
Total niveaux 7 et 8	**1 948**	**6 185**	**11 341**	**30 142**	**46 041**	**108 797**	**211 901**	**239 293**	**253 262**	**50,3**
Ensemble	**20 050**	**51 186**	**70 637**	**111 405**	**144 013**	**323 331**	**576 261**	**635 825**	**657 930**	**48,5**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
1. Autres diplômes = certifications professionnelles, diplômes du Cnam, diplômes des grandes écoles, etc.
Lecture : *en 2024, 49 915 apprentis préparent un Master et parmi eux, 56,3 % sont des filles.*

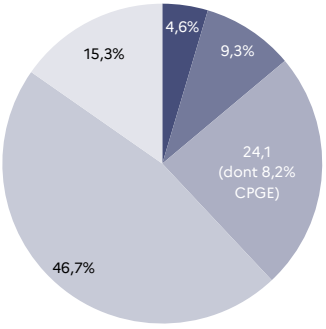
3 Origine des apprentis de première année de niveau 5 en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Stage, emploi, chômage, etc. et origine inconnue (9,1 %).
Lecture : *en 2024, parmi les apprentis de première année de niveau 5, 10,4 % étaient dans le supérieur sous statut scolaire l'année précédente dont 3,2 % dans une formation de BTS.*

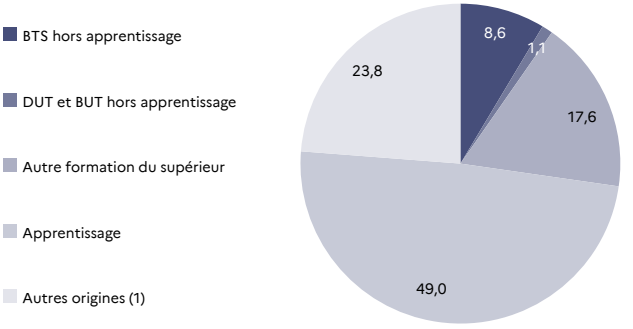
4 Origine des apprentis ingénieurs en première année en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Stage, emploi, chômage, etc. et origine inconnue (10,8 %).
Lecture : *en 2024, parmi les apprentis ingénieurs en première année, 46,7 % suivaient déjà une formation en apprentissage l'année précédente.*

5 Origine des apprentis de niveaux 6, 7 et 8 (hors ingénieurs) en première année en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Stage, emploi, chômage, etc. et origine inconnue (12,4 %).
Lecture : *en 2024, parmi les apprentis de niveaux 6, 7 et 8 (hors ingénieurs) en première année, 8,6 % suivaient un BTS sous statut étudiant l'année précédente.*

Au 31 décembre 2024, 68 400 apprentis suivent leur formation en **établissement public local d'enseignement** (EPLE), en croissance de 4,3 % par rapport à 2023 **(1)**. Ils représentent 7 % de l'ensemble des apprentis **(2)**.

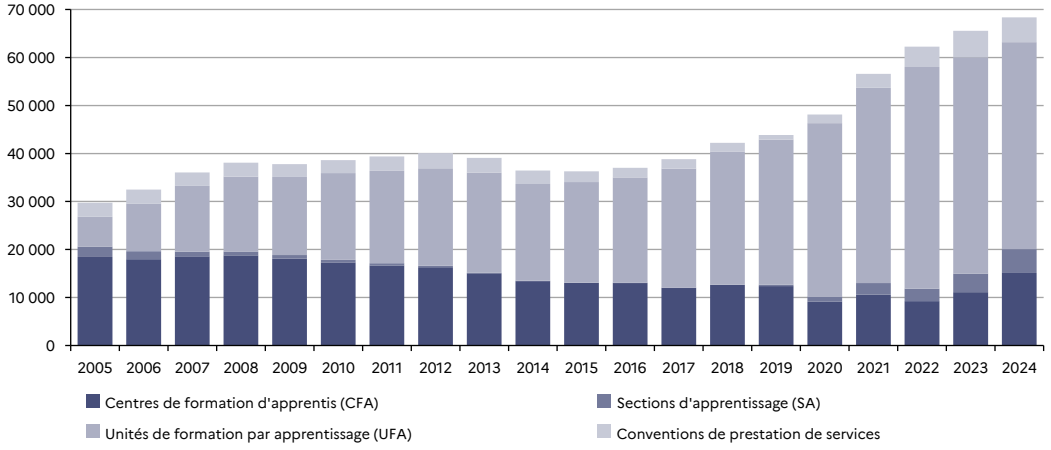
L'apprentissage en EPLE est majoritairement développé au niveau 5 qui regroupe 45 % des apprentis en EPLE. Les niveaux 3 et 4 accueillent respectivement 22 % et 27 % d'entre eux, alors qu'ils sont 6 % dans les niveaux 6, 7 et 8.

Les effectifs d'apprentis en EPLE augmentent dans les sections d'apprentissage (SA) et les centres de formation d'apprentis (CFA), qui concernent cependant des effectifs assez faibles. Dans les unités de formation par apprentissage (UFA), les effectifs poursuivent leur baisse amorcée en 2023 et diminuent de 4,4 % cette année. Entre 2005 et 2024, la part des apprentis en UFA est passée de 21 % à 63 % et a inversement décliné de 62 % à 22 % pour les CFA. Les effectifs d'apprentis dans les conventions de prestations de services connaissent un recul en 2024 (- 5,7 %) après quatre années de progression. Les conventions de prestation de services concernent 8 % des apprentis en EPLE, contre 10 % en 2005. La part des apprentis dans les sections d'apprentissage est comparable en 2005 et 2024 tout en connaissant de fortes variations au sein de cette période.

En 2024, les effectifs d'apprentis en EPLE sont en hausse dans la plupart des niveaux de formation avec + 2,6 % pour le niveau 3, + 5,0 % pour le niveau 5, + 40,0 % pour le niveau 6 et + 11,0 % pour les niveaux 7 et 8. Au niveau 4, les effectifs d'apprentis en EPLE stagnent (+ 0,6 %), la forte baisse des apprentis préparant un brevet professionnel étant compensée par la hausse de ceux préparant une autre formation.

La part des apprentis en EPLE est très variable selon les régions académiques : de 2 % en Bretagne à 16 % dans la région académique Grand Est qui a une longue tradition d'apprentissage public **(3)**. De fait, la région académique Grand Est accueille 17 % des apprentis en EPLE.

1 Évolution des effectifs d'apprentis en EPLE par structure juridique



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *en 2024, 68 367 apprentis sont en convention avec un EPLE, dont 43 102 en UFA.*

Précisions

Apprentissage en établissement public local d'enseignement (EPLE), nomenclature nationale des niveaux – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.44.

Source

DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.

2 Effectifs d'apprentis en EPLE par niveau de formation en 2024-2025

	Apprentis en EPLE	Répartition (%)	Ensemble des apprentis	Part en EPLE (%)	Évol. EPLE 2023/2024 (%)
Niveau 3	**15 222**	**22,3**	**221 549**	**6,9**	**2,6**
dont CAP	*13 801*	*20,2*	*182 804*	*7,5*	*0,2*
Niveau 4	**18 604**	**27,2**	**170 486**	**10,9**	**0,6**
dont : brevet professionnel	*2 200*	*3,2*	*40 409*	*5,4*	*-12,5*
bac professionnel	*14 000*	*20,5*	*71 408*	*19,6*	*-1,3*
Niveau 5	**30 728**	**44,9**	**236 930**	**13,0**	**5,0**
dont STS	*29 392*	*43,0*	*187 500*	*15,7*	*4,5*
Niveau 6	**2 553**	**3,7**	**167 738**	**1,5**	**40,0**
Niveaux 7 et 8	**1 260**	**1,8**	**253 262**	**0,5**	**11,0**
Ensemble	**68 367**	**100,0**	**1 049 965**	**6,5**	**4,3**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, parmi les 71 408 apprentis préparant un bac professionnel, 14 000 sont en convention avec un EPLE, soit 19,6 %.*

3 Répartition des apprentis en EPLE par région et académie en 2024-2025

Académies et régions académiques	Effectifs d'apprentis en EPLE	Effectifs d'apprentis	Part des apprentis en EPLE (%)
Clermont-Ferrand	1 571	16 786	9,4
Grenoble	3 159	42 304	7,5
Lyon	3 570	66 660	5,4
Auvergne-Rhône-Alpes	**8 300**	**125 750**	**6,6**
Besançon	1 476	15 733	9,4
Dijon	981	22 440	4,4
Bourgogne-Franche-Comté	**2 457**	**38 173**	**6,4**
Bretagne (Rennes)	**1 033**	**49 399**	**2,1**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**1 931**	**32 872**	**5,9**
Corse	**254**	**2 838**	**8,9**
Nancy-Metz	4 419	29 688	14,9
Reims	1 036	16 273	6,4
Strasbourg	6 446	30 477	21,2
Grand Est	**11 901**	**76 438**	**15,6**
Amiens	1 712	21 299	8,0
Lille	6 944	55 792	12,4
Hauts-de-France	**8 656**	**77 091**	**11,2**
Créteil	1 935	55 938	3,5
Paris	2 353	119 101	2,0
Versailles	3 683	80 893	4,6
Île-de-France	**7 971**	**255 932**	**3,1**
Normandie	**3 721**	**49 435**	**7,5**
Bordeaux	3 636	50 572	7,2
Limoges	1 720	8 064	21,3
Poitiers	1 516	24 486	6,2
Nouvelle-Aquitaine	**6 872**	**83 122**	**8,3**
Montpellier	2 422	41 785	5,8
Toulouse	3 524	45 897	7,7
Occitanie	**5 946**	**87 682**	**6,8**
Pays de la Loire (Nantes)	**3 496**	**67 553**	**5,2**
Aix-Marseille	2 838	45 663	6,2
Nice	2 054	35 975	5,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**4 892**	**81 638**	**6,0**
France hors DROM	**67 430**	**1 027 923**	**6,6**
Guadeloupe	264	4 347	6,1
Guyane	213	1 319	16,1
Martinique	135	2 514	5,4
Mayotte (1)	0	117	0,0
La Réunion	325	13 745	2,4
DROM	**937**	**22 042**	**4,3**
France	**68 367**	**1 049 965**	**6,5**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Au vu de la situation difficile à Mayotte en hiver 2024-2025 (cyclone), les données sont très partielles.
Lecture : *en 2024, parmi les 68 367 apprentis en convention avec un EPLE, 1 571 sont formés dans l'académie de Clermont-Ferrand, soit 9,4 % de ses apprentis.*

En 2025-2026, 1 020 400 **apprentis** sont inscrits dans un **centre de formation d'apprentis (CFA)** en France, parmi les CFA immatriculés en janvier 2026 **(1)**. Pour la première fois depuis dix ans, le nombre total d'apprentis est en recul (- 2,8 %) alors qu'il était en hausse de 2,8 % l'année précédente. Hors DROM, les trois quarts des académies perdent des apprentis, les baisses allant de 1,1 % pour l'académie de Montpellier à 7,6 % pour celle de Bordeaux. Dans trois académies (Limoges, Lyon et Versailles), les effectifs sont considérés comme stables. À l'inverse, dans les académies de Dijon, Nice et Créteil, l'effectif d'apprentis augmente (de 1,4 % à 5,7 %). Dans les DROM, les variations sont plus marquées (de - 17,1 % pour la Guadeloupe à + 14,8 % pour la Guyane), mais elles concernent généralement des effectifs plus faibles.

Tous ministères confondus, les formations de niveau 3 accueillent 219 700 apprentis, soit 22 % de l'effectif total d'apprentis **(2)**. Parmi les jeunes à ce niveau, 80 % préparent un certificat d'aptitude professionnelle (CAP). Les formations de niveau 4 accueillent quant à elles 172 300 apprentis (17 % de l'effectif total), répartis entre le brevet professionnel (BP), le baccalauréat professionnel et les autres formations de ce niveau. Au niveau 5, 223 700 jeunes suivent une formation par la voie de l'apprentissage (22 %), la formation la plus fréquemment suivie étant le brevet de technicien supérieur (BTS) (172 100 apprentis). Les apprentis sont 152 800 à suivre une formation de niveau 6 (15 %), avec 25 200 apprentis en licence, 35 900 en BUT et 91 700 dans une autre formation de ce niveau. Les formations de niveaux 7 et 8 accueillent 251 900 apprentis (25 %), parmi lesquels 50 800 préparent un master, 36 700 un diplôme d'ingénieur et 164 400 une autre formation (dont les certifications relevant du ministère chargé du travail, des chambres des métiers ou des diplômes de grandes écoles).

Par rapport à 2024-2025, les effectifs en CAP, bac professionnel, BTS, licence et BUT diminuent. À l'inverse, les effectifs augmentent en master, en diplôme d'ingénieur et dans les autres formations de niveau 3 et 4. En BP, les effectifs d'apprentis se maintiennent (+ 0,6 %).

En 2025-2026, les apprentis sont accueillis dans 3 967 CFA, dont 830 sous la tutelle des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et 492 sous celle du ministère chargé de l'agriculture **(3)**. Le nombre d'établissements accueillant des apprentis a augmenté de 7,6 % par rapport à 2024-2025 (soit 279 établissements supplémentaires). Cette augmentation est en lien avec la loi de 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

Précisions

La mise en application de la loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel a entraîné la création de nombreux centres de formation des apprentis (CFA) à partir de 2019. L'enquête SIFA 2026 a été réalisée sur le champ des CFA repérés et immatriculés au mois de janvier 2026. Les effectifs d'apprentis sont comptabilisés au 31 décembre 2025.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 26.35.

Source

DEPP, Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.

1 Effectifs d'apprentis en CFA par académie et région académique en 2025-2026

Académies et régions académiques	Effectifs	Évolution 2024/2025 (%)
Clermont-Ferrand	15 965	-4,9
Grenoble	40 800	-3,6
Lyon	66 274	-0,6
Auvergne-Rhône-Alpes	**123 039**	**-2,2**
Besançon	15 000	-4,7
Dijon	22 763	1,4
Bourgogne-Franche-Comté	**37 763**	**-1,1**
Bretagne (Rennes)	**47 339**	**-4,2**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**31 398**	**-4,5**
Corse	**2 694**	**-5,1**
Nancy-Metz	28 565	-3,8
Reims	15 635	-3,9
Strasbourg	29 863	-2,0
Grand Est	**74 063**	**-3,1**
Amiens	20 252	-4,9
Lille	54 091	-3,0
Hauts-de-France	**74 343**	**-3,6**
Créteil	59 139	5,7
Paris	112 368	-5,7
Versailles	81 306	0,5
Île-de-France	**252 813**	**-1,2**
Normandie	**47 382**	**-4,2**
Bordeaux	46 749	-7,6
Limoges	8 004	-0,7
Poitiers	22 674	-7,4
Nouvelle-Aquitaine	**77 427**	**-6,9**
Montpellier	41 321	-1,1
Toulouse	44 116	-3,9
Occitanie	**85 437**	**-2,6**
Pays de la Loire (Nantes)	**64 314**	**-4,8**
Aix-Marseille	43 836	-4,0
Nice	37 010	2,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**80 846**	**-1,0**
France hors DROM	**998 858**	**-2,8**
Guadeloupe	3 605	-17,1
Guyane	1 514	14,8
Martinique	2 292	-8,8
Mayotte (1)	895	-
La Réunion	13 209	-3,9
DROM	**21 515**	**-2,4**
France	**1 020 373**	**-2,8**
Rappel effectif 2024-2025 et évolution 2023/2024	1 049 965	2,8

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

1. En raison de la situation de Mayotte à l'hiver 2024-2025 (cyclone Chido), les effectifs d'apprentis au 31 décembre 2024 sont très partiels et ne sont pas comparables avec ceux au 31 décembre 2025.

Lecture : *au 31 décembre 2025, l'académie de Clermont-Ferrand accueille 15 965 apprentis, soit une diminution de 4,9 % par rapport à 2024.*

2 Effectifs d'apprentis en CFA par niveau de formation et diplôme préparé

	2024-2025		2025-2026		Évolution des effectifs 2024/2025 (%)
	Effectifs	Répartition (%)	Effectifs	Répartition (%)	
Niveau 3	**221 549**	**21**	**219 666**	**22**	**-0,8**
CAP	182 804	17	176 204	17	-3,6
Autres formations de niveau 3	38 745	4	43 462	4	12,2
Niveau 4	**170 486**	**16**	**172 271**	**17**	**1,0**
BP	40 409	4	40 638	4	0,6
Bac professionnel	71 408	7	68 773	7	-3,7
Autres formations de niveau 4	58 669	6	62 860	6	7,1
Niveau 5	**236 930**	**23**	**223 725**	**22**	**-5,6**
BTS	187 500	18	172 091	17	-8,2
Autres formations de niveau 5	49 430	5	51 634	5	4,5
Niveaux 6	**167 738**	**16**	**152 842**	**15**	**-8,9**
Licence	27 191	3	25 230	2	-7,2
BUT	37 863	4	35 924	4	-5,1
Autres formations de niveau 6	102 684	10	91 688	9	-10,7
Niveaux 7 et 8	**253 262**	**24**	**251 869**	**25**	**-0,6**
Master	49 915	5	50 794	5	1,8
Diplôme d'ingénieur	35 940	3	36 704	4	2,1
Autres formations de niveaux 7 et 8	167 407	16	164 407	16	-1,8
Total	**1 049 965**	**100**	**1 020 373**	**100**	**-2,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

Lecture : *au 31 décembre 2025, 176 204 apprentis préparent un CAP, soit une baisse de 3,6 % par rapport à 2024. Ils constituent 17 % de l'effectif total des apprentis.*

Note : la nomenclature des diplômes par niveau utilisée est celle du décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles.

3 Répartition des CFA selon le ministère de tutelle en 2025-2026

Ministère chargé de	Nombre de CFA	Évolution 2024/2025 (%)
Éducation nationale/Enseignement supérieur	830	2,9
Agriculture	492	4,5
Santé	38	11,8
Autres	2 607	9,7
Total	**3 967**	**7,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

Lecture : *au 31 décembre 2025, 3 967 CFA sont recensés, dont 830 relevant des ministères chargés de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur.*

7. LES ÉTUDIANTS

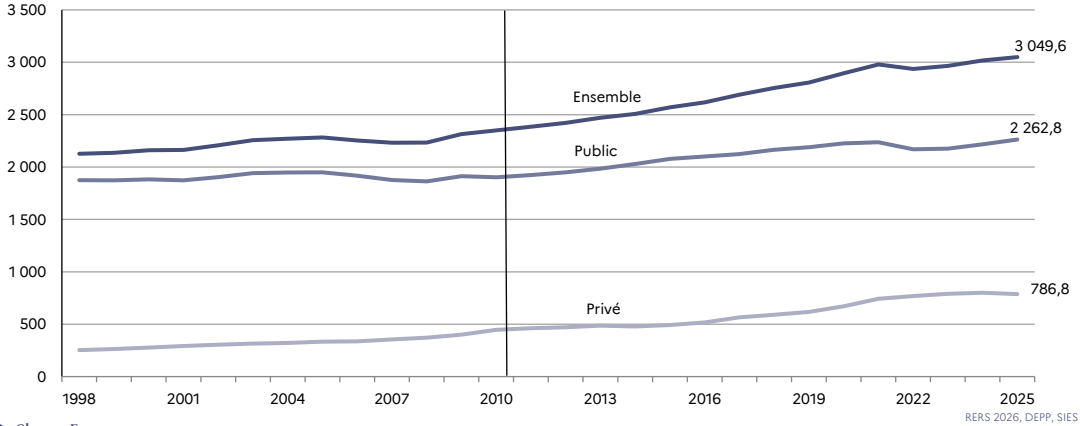
À la rentrée 2025, 3 049 600 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur en France, soit une hausse de 1,1 % par rapport à l'année précédente **(1)**.

L'enseignement supérieur privé regroupe 786 800 étudiants en 2025, soit 26 % des effectifs étudiants **(2)**. Les inscriptions augmentent plus rapidement dans l'enseignement supérieur privé que dans l'enseignement supérieur public (+ 76,1 % depuis 2010 pour le privé, contre 19,0 % pour le public). En revanche, entre 2024 et 2025, les inscriptions du privé diminuent de 1,7 % et celles du public augmentent de 2,0 % **(3)**.

Entre 2024 et 2025, les effectifs augmentent de 1,8 % en **sections de techniciens supérieurs (STS) et assimilées** sous statut scolaire, tandis qu'ils diminuent en apprentissage (- 8,2 %). Cette baisse des STS en apprentissage intervient dans un contexte d'évolution de la législation, marqué par une réduction des aides financières accordées aux entreprises recrutant des apprentis. Ces changements ont rendu le recours à l'apprentissage moins attractif pour les employeurs et contribuent à la diminution des effectifs. En parallèle, la hausse des effectifs sous statut scolaire pourrait traduire un report d'une partie des étudiants qui, en l'absence d'une entreprise d'accueil, se sont inscrits dans cette formation sous statut scolaire.

À la rentrée 2025, à périmètre strict, le nombre d'étudiants à l'**université** augmente de 2,5 %. Les effectifs sont stables en **classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)** et préparations intégrées (+ 0,6 %) et dans les **formations d'ingénieurs** (+ 0,5 %). Après dix années de hausse consécutive, les effectifs étudiants dans les **écoles de commerce, gestion et vente** (hors STS) se stabilisent (+ 0,5 %).

1 Évolution du nombre d'inscriptions dans l'enseignement supérieur (en milliers)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 3 049 600 étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur, hors inscriptions simultanées en CPGE.*

Note : à partir de 2010, le nombre d'inscriptions est calculé hors inscriptions simultanées en université et en CPGE, et inclut les inscriptions en STS par apprentissage. Données de Mayotte disponibles à partir de 2011. À partir de 2016, la forte augmentation des inscriptions dans l'enseignement privé est en partie liée à une amélioration du dispositif de collecte.

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits dans un établissement de l'enseignement supérieur. Les inscriptions comptabilisées excluent, pour tous les millésimes, les inscriptions simultanées en CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013 (soit 60 989 étudiants à la rentrée 2025).

Dispositif d'enquête sur les effectifs étudiants, inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, population étudiante – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information du SIES :* 25.15.

Source

SIES, système d'information SISE, enquêtes menées par le SIES sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, données sur les STS et CPGE collectées par la DEPP et le SIES, enquête SIFA, enquêtes sous la responsabilité des ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

2 Nombre d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en fonction de la filière et du type d'établissement en 2025-2026, hors inscriptions simultanées en CPGE (en milliers)

	Diplômes LMD	Professions de santé	Formations d'ingénieurs	Préparation DUT ou BUT	STS et assimilées (scolaires)	STS et assimilées (apprentis)	CPGE + prépa-rations intégrées	Autres	Total	Évolution 2024/ 2025 (%)
Lycées					208,2	42,0	84,7	13,8	**348,7**	0,7
dont privé					*46,8*	*18,1*	*11,0*	*2,8*	**78,7**	*0,2*
Universités (1)	1 129,8	193,7	29,7	148,6			5,9	165,2	**1 672,9**	2,5
Autres établissements d'enseignement universitaire (2)	53,4	1,3					0,1	33,2	**88,0**	1,8
dont privé	*39,3*	*1,3*					*0,1*	*10,0*	**50,8**	*2,2*
Écoles normales supérieures								8,3	**8,3**	2,3
Écoles d'ingénieurs	16,6		146,3		0,1	0,2	17,8	17,6	**198,5**	2,2
dont privé	*0,3*		*59,5*		*0,1*	*0,2*	*12,2*	*6,9*	**79,2**	*1,0*
Écoles de commerce, gestion et vente					3,6	20,8		262,1	**286,5**	0,5
dont privé					*3,6*	*20,8*		*261,1*	**285,5**	*0,5*
Écoles juridiques et administratives					0,2			6,8	**7,0**	-13,5
dont privé					*0,2*			*3,6*	**3,8**	*-14,5*
Écoles de journalisme et écoles littéraires					0,1	0,1		15,2	**15,4**	-17,0
dont privé					*0,1*	*0,1*		*15,2*	**15,4**	*-17,0*
Écoles paramédicales hors université (3)		127,5				0,2			**127,6**	2,3
dont privé		*32,6*							**32,6**	*1,3*
Écoles préparant aux fonctions sociales (3)					0,1			33,1	**33,3**	-2,1
dont privé					*0,1*			*32,3*	**32,4**	*-3,0*
Écoles supérieures artistiques et culturelles	0,3				0,9	0,3		76,1	**77,6**	-0,8
dont privé	*0,1*				*0,9*	*0,3*		*58,7*	**60,0**	*-1,2*
Écoles d'architecture	0,4							19,7	**20,1**	1,4
dont privé								*1,3*	**1,3**	*15,8*
Écoles vétérinaires								4,3	**4,3**	2,1
dont privé								*0,3*	**0,3**	*-10,0*
Autres écoles de spécialités diverses	0,1		0,2		8,5	108,6	2,3	41,9	**161,6**	-7,1
dont privé	*0,1*		*0,2*		*8,5*	*95,0*	*2,3*	*41,0*	**147,0**	*-7,6*
Total	**1 200,5**	**322,5**	**176,2**	**148,6**	**221,6**	**172,1**	**110,9**	**697,2**	**3 049,6**	**1,1**
Évolution 2024/2025 (%)	**5,0**	**0,7**	**0,5**	**1,5**	**1,8**	**-8,2**	**0,6**	**-2,7**	**1,1**	
dont privé	*39,7*	*33,9*	*59,7*		*60,3*	*134,4*	*25,6*	*433,1*	**786,8**	*-1,7*

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

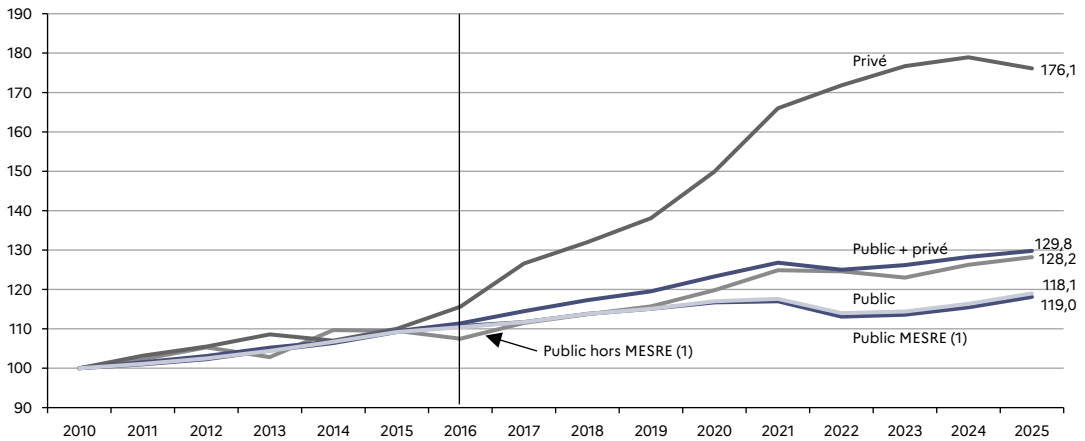
1. Périmètre 2019 dit « strict », soit sans prise en compte du périmètre des grands ensembles universitaires créés ou modifiés par décrets depuis 2020, en application de l'ordonnance sur les établissements expérimentaux.

2. Regroupent les établissements privés de type universitaire et les « grands établissements » qui délivrent un enseignement de type universitaire : établissements privés d'enseignement universitaire, Paris-Dauphine, EHESS, IEP Paris, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, Inalco, Observatoire de Paris, École pratique des hautes études, Museum national d'histoire naturelle, École nationale des chartes, École d'économie de Toulouse.

3. Données provisoires en 2025-2026 (reconduction des données 2024-2025).

Lecture : *à la rentrée 2025, 1 129 800 étudiants sont inscrits dans une université pour y préparer un diplôme de type LMD (licence, master, doctorat), au périmètre universitaire regroupé et hors inscriptions simultanées en CPGE.*

3 Évolution des enseignements supérieurs privés et publics depuis 2010 (base 100 en 2010)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**

1. MESRE : ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace.

Lecture : *depuis 2010, les effectifs étudiants dans l'enseignement privé ont augmenté de 76,1 %.*

Note : à partir de 2010, le nombre d'inscriptions est calculé hors inscriptions simultanées en université et en CPGE, et inclut les inscriptions en STS par apprentissage. Données de Mayotte disponibles à partir de 2011. À partir de 2016, la forte augmentation des inscriptions dans l'enseignement privé est en partie liée à une amélioration du dispositif de collecte. Les courbes « Public » et « Public MESRE » sont quasiment confondues.

En 2025, la France compte 3,050 millions d'inscriptions étudiantes dans l'enseignement supérieur, dont 28 % concentrées dans un établissement en Île-de-France. Parmi ces étudiants franciliens, 48 % suivent leurs études à Paris, soit 13 % des effectifs totaux. Hors Île-de-France, les académies de Lyon, Lille, Nantes et Toulouse rassemblent à elles quatre un autre quart des effectifs étudiants (24 %). À l'inverse, plusieurs territoires comptent une faible proportion d'étudiants : la Corse, Limoges, Besançon, Reims, Dijon, Clermont-Ferrand, Amiens et Poitiers ne regroupent en tout que 11 % des effectifs étudiants. Enfin, les académies ultra-marines réunissent 2 % des effectifs étudiants totaux **(1)**.

Dans l'académie de Paris, 44 % des étudiants sont inscrits à l'**université**, contre 55 % au niveau national. Pour cette académie, les autres écoles et formations ainsi que les **écoles de commerce, gestion et de vente** accueillent proportionnellement plus d'étudiants (28 % et 14 %, contre 16 % et 9 % au national). À l'inverse, dans les académies de Corse et de Strasbourg, sept étudiants sur dix sont inscrits à l'université.

La part des étudiants en **formation d'ingénieurs** est plus élevée dans les académies d'Amiens, Créteil, Versailles et Toulouse qu'au niveau national (9 % ou plus, contre 6 %) alors que ces formations sont quasiment absentes en outre-mer ou en Corse. À l'échelle régionale, ce sont les régions académiques de Bretagne, des Hauts-de-France, des Pays de la Loire et d'Auvergne-Rhône-Alpes qui concentrent la part la plus élevée d'étudiants inscrits en formation d'ingénieurs (7 % chacune).

Dans les DROM, l'offre de formations diffère de celle du reste du territoire. Elle est principalement composée d'universités (62 % des étudiants) et de formations courtes répondant aux besoins locaux, notamment les **sections de techniciens supérieurs** (STS) : 25 % des étudiants des DROM sont inscrits en STS, contre 13 % dans l'Hexagone.

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits dans un établissement de l'enseignement supérieur (voir « Glossaire » à « Population étudiante »). Les inscriptions comptabilisées excluent, pour tous les millésimes, les inscriptions simultanées en CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013 (soit 60 989 étudiants à la rentrée 2025).

Dispositif d'enquête sur les effectifs étudiants SISE, inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, population étudiante – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information du SIES :* 25.15.

Source

SIES, système d'information SISE, enquêtes menées par le SIES sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, données sur les STS et CPGE collectées par la DEPP et le SIES, enquête SIFA, enquêtes sous la responsabilité des ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

1 Effectifs de l'enseignement supérieur par académie (1) en 2025-2026, périmètre strict pour les universités, hors inscriptions simultanées en CPGE

[2]	Universités (2) (3)		STS et assimilées (scolaires et apprentis) (4)	CPGE	Formations d'ingénieurs (5)	Écoles de commerce, gestion et vente (6)	Autres écoles et formations (7)	Ensemble (8)	Évolution 2024/2025 (%)
	Total	dont préparation DUT ou BUT							
Clermont-Ferrand	31 254	3 503	7 570	1 473	2 531	2 125	6 943	51 896	0,1
Grenoble	59 361	8 544	17 689	2 884	6 104	6 687	11 958	103 969	0,4
Lyon	115 971	9 335	21 433	6 426	16 420	27 752	42 518	229 340	0,3
Auvergne-Rhône-Alpes	**206 586**	**21 382**	**46 692**	**10 783**	**25 055**	**36 564**	**61 419**	**385 205**	**0,3**
Besançon	22 102	3 075	6 575	908	2 505	604	4 210	36 736	1,6
Dijon	29 418	3 315	8 179	1 794	2 352	1 953	5 797	48 412	0,5
Bourgogne-Franche-Comté	**51 520**	**6 390**	**14 754**	**2 702**	**4 857**	**2 557**	**10 007**	**85 148**	**1,0**
Bretagne (Rennes)	86 915	8 253	21 106	4 234	10 838	8 240	18 749	148 479	-0,3
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**43 876**	**5 417**	**13 520**	**2 280**	**2 461**	**2 651**	**9 411**	**72 753**	**1,2**
Corse	**4 169**	**593**	**899**	**87**	**54**	**38**	**686**	**5 879**	**3,7**
Nancy-Metz	56 040	7 313	12 258	2 245	6 814	2 128	9 437	83 245	-0,7
Reims	24 802	3 956	7 316	1 220	2 241	7 112	5 506	47 884	1,7
Strasbourg	63 715	5 321	10 384	2 484	4 696	1 502	9 823	90 594	1,8
Grand Est	**144 557**	**16 590**	**29 958**	**5 949**	**13 751**	**10 742**	**24 766**	**221 723**	**0,8**
Amiens	28 030	4 447	9 984	1 146	4 858	418	8 414	52 705	0,5
Lille	103 503	9 515	25 313	5 041	11 827	21 979	36 585	202 494	0,2
Hauts-de-France	**131 533**	**13 962**	**35 297**	**6 187**	**16 685**	**22 397**	**44 999**	**255 199**	**0,3**
Créteil	107 166	12 837	22 982	3 688	18 504	5 071	27 854	184 514	3,1
Paris	177 843	2 636	28 201	15 922	9 828	58 650	115 331	404 781	0,4
Versailles	120 985	9 126	28 777	8 604	22 969	44 609	34 912	258 321	4,2
Île-de-France	**405 994**	**24 599**	**79 960**	**28 214**	**51 301**	**108 330**	**178 097**	**847 616**	**2,1**
Normandie	**70 960**	**8 093**	**17 984**	**2 917**	**6 421**	**9 328**	**13 114**	**119 700**	**1,2**
Bordeaux	75 376	6 198	18 688	3 352	6 131	16 642	18 834	138 159	-1,3
Limoges	17 456	2 339	4 027	621	1 202	75	3 195	25 818	3,3
Poitiers	34 800	3 784	8 761	1 189	2 239	2 679	6 286	55 346	-0,3
Nouvelle-Aquitaine	**127 632**	**12 321**	**31 476**	**5 162**	**9 572**	**19 396**	**28 315**	**219 323**	**-0,5**
Montpellier	84 348	4 806	16 397	2 936	4 054	6 266	14 300	127 312	1,7
Toulouse	83 958	6 993	17 956	3 946	13 374	9 963	24 292	153 114	0,1
Occitanie	**168 306**	**11 799**	**34 353**	**6 882**	**17 428**	**16 229**	**38 592**	**280 426**	**0,8**
Pays de la Loire (Nantes)	**78 160**	**7 435**	**25 266**	**3 877**	**10 621**	**10 558**	**30 276**	**156 912**	**1,0**
Aix-Marseille	77 170	5 447	18 149	3 302	4 500	6 882	15 535	124 512	1,8
Nice	41 339	4 349	10 517	2 671	2 465	7 797	8 310	71 506	2,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**118 509**	**9 796**	**28 666**	**5 973**	**6 965**	**14 679**	**23 845**	**196 018**	**2,0**
France hors DROM	**1 638 717**	**146 630**	**379 931**	**85 247**	**176 009**	**261 709**	**482 276**	**2 994 381**	**1,0**
Guadeloupe	6 947	403	3 283	458	54	0	726	11 414	-0,1
Guyane	3 732	322	1 301	73	0	58	453	5 617	10,6
Martinique	4 910	233	2 547	320	0	121	816	8 714	-2,0
Mayotte	1 302	0	1 498	88	0	0	272	3 160	-2,6
La Réunion	17 258	974	5 177	884	149	162	2 863	26 344	4,0
DROM	**34 149**	**1 932**	**13 806**	**1 823**	**203**	**341**	**5 130**	**55 249**	**2,4**
France	**1 672 866**	**148 562**	**393 737**	**87 070**	**176 212**	**262 050**	**487 406**	**3 049 630**	**1,1**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Localisation des établissements. L'unité géographique de référence est celle où est implantée la composante, quel que soit le type d'établissement. Certaines universités ont des antennes ou d'autres composantes dans une académie différente. Dans ce cas, les effectifs étudiants sont comptabilisés dans l'académie de l'antenne. Dans la fiche 7.07, ils sont comptabilisés dans l'académie de l'université. Cela explique les différences d'effectifs pour certaines académies entre ceux présentés ici et ceux affichés dans la fiche 7.07.
2. Périmètre 2019, soit sans prise en compte du périmètre des grands ensembles universitaires créés ou modifiés par décret depuis 2020, en application de l'ordonnance sur les établissements expérimentaux.
3. Y compris l'université de Lorraine devenue un grand établissement en 2011.
4. Les STS en apprentissage sont désormais présentées dans le RERS, soit un total de 172 100 apprentis ajoutés en 2025. Le détail par académie pour cette catégorie est disponible sur la version en ligne.
5. Ensemble des écoles et formations d'ingénieurs (universitaires ou non). Voir « Glossaire ».
6. Hors STS, DCG, DSCG.
7. Autres établissements d'enseignement universitaire (Paris-Dauphine, EHESS, IEP Paris, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, Inalco, Observatoire de Paris, École pratique des hautes études, Muséum national d'histoire naturelle, Institut de physique du Globe, École nationale des chartes, École d'économie de Toulouse), formations comptables, écoles normales supérieures, écoles juridiques et administratives, écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles paramédicales et sociales, préparations intégrées, autres écoles. Pour les formations paramédicales et sociales, données 2022-2023.
8. L'ensemble n'est pas égal à la somme des colonnes, les formations d'ingénieurs dispensées à l'université y étant comptabilisées deux fois (dans les universités et dans les formations d'ingénieurs), soit 29 711 étudiants en 2025-2026.

Lecture : *à Clermont-Ferrand pour la rentrée 2025, 31 254 étudiants sont inscrits à l'université, au périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE.*

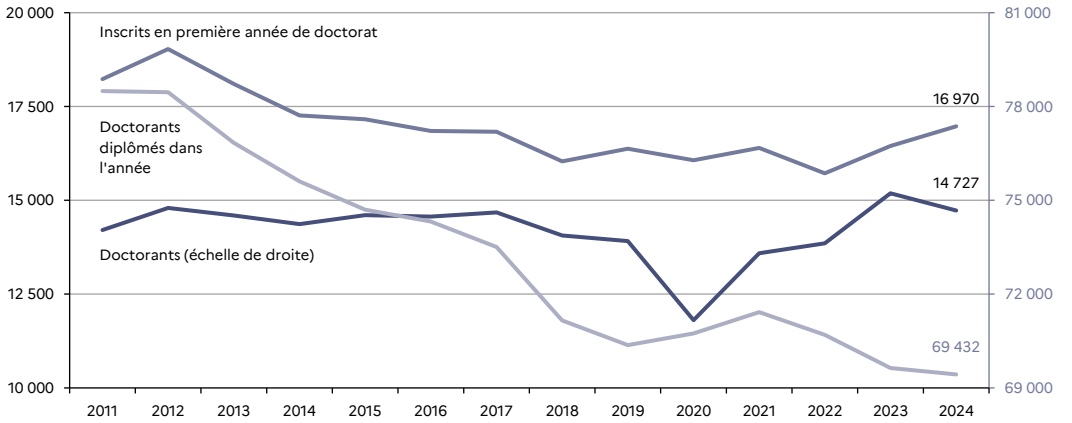
Les 289 écoles doctorales accréditées par le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche accueillent 69 400 doctorants à la rentrée 2024, soit un niveau similaire à celui de l'année 2023. Le nombre d'inscrits en première année est de 17 000, en hausse de 3,2 % **(1)**. Cette évolution ne s'observe que dans certains domaines, notamment en « sciences exactes et applications » qui augmente de 5,5 % **(2)**. Elle est particulièrement marquée en « physique » (+ 12,4 %) ainsi qu'en « sciences pour l'ingénieur » (+ 9,4 %). De même, le nombre de premières inscriptions en « sciences humaines et sociales » augmente de 3,3 % par rapport à l'année précédente (après un recul de 2,2 % en 2023).

En 2024, le nombre de docteurs diplômés s'établit à 14 700, en baisse de 3,0 % par rapport à 2023, tout en restant supérieur à celui précédant la crise sanitaire. En effet, en raison d'un rattrapage à la suite de la pandémie, le nombre de docteurs diplômés en 2023 est le plus haut observé depuis la mise en place de l'enquête (2009).

En 2023, la durée des thèses était encore affectée par les décisions de prolongations prises pendant la crise sanitaire. En 2024, toutes disciplines confondues, le nombre de thèses soutenues en moins de 40 mois augmente de 4 points et correspond à 42 % des docteurs, un niveau comparable à la période pré-pandémie **(3)**. Cette hausse est compensée par une baisse de 3 points du nombre de docteurs ayant soutenu de 40 mois à moins de 52 mois. La proportion des thèses soutenues en plus de 52 mois est stable.

À la rentrée 2024, 81 % des doctorants en première année bénéficient d'un financement dédié pour leurs travaux de recherche **(4)**. La situation financière des doctorants demeure cependant très différente selon le domaine scientifique : les doctorants en « sciences exactes et applications » ainsi qu'en « sciences du vivant » sont très largement financés (respectivement 98 % et 86 %), contre 53 % des doctorants en « sciences humaines et sociales ».

1 Évolution du nombre de doctorants, de primo-inscrits et de docteurs entre 2011 et 2024



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France + Polynésie française + Nouvelle-Calédonie.**
Lecture : *en 2024, 14 727 doctorants ont obtenu leur diplôme en France, 16 970 sont inscrits en première année de doctorat et l'effectif total de doctorants est de 69 432.*
Note : les effectifs sont comptés sur l'année universitaire pour les inscriptions en doctorat et les doctorants (première année ou suivante), et en année civile pour l'obtention du diplôme de docteur.

Précisions

Écoles doctorales – Voir « Glossaire ».

Les données de cette fiche ont trait aux écoles doctorales accréditées.

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES* : 25.14 ; 24.17.
- *L'état de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en France*, n° 19, SIES-MESRE, juin 2026.
- *L'état de l'emploi scientifique en France*, SIES-MENESR, mai 2025.

Source
SIES, enquête annuelle auprès des écoles doctorales.

2 Effectifs de doctorants, de primo-inscrits et de docteurs diplômés

	Doctorants		Inscrits en première année de doctorat		Docteurs diplômés	
	Effectifs 2024-2025	Évolution 2023/2024 (%)	Effectifs 2024-2025	Évolution 2023/2024 (%)	Diplômés en 2024	Évolution 2023/2024 (%)
Sciences exactes et applications	**26 815**	**1,8**	**7 869**	**5,5**	**7 125**	**-2,0**
Mathématiques et leurs interactions	2 543	-0,7	754	7,0	684	0,1
Physique	3 977	5,5	1 233	12,4	996	-7,7
Sciences de la Terre et de l'Univers, espace	2 205	-0,9	656	-1,1	642	3,5
Chimie et sciences des matériaux	4 252	-1,9	1 233	-5,7	1 255	-3,3
Sciences pour l'ingénieur	7 276	4,4	2 103	9,4	1 812	-5,6
Sciences et technologies de l'information et de la communication	6 562	1,4	1 890	7,0	1 736	4,0
Sciences du vivant	**13 081**	**0,4**	**3 556**	**-1,8**	**3 362**	**-6,0**
Biologie, médecine et santé	11 124	0,3	3 040	-1,3	2 807	-5,4
Sciences agronomiques et écologiques	1 957	1,2	516	-4,8	555	-8,9
Sciences humaines et sociales	**29 536**	**-2,5**	**5 545**	**3,3**	**4 240**	**-2,3**
Sciences humaines et humanités (1)	17 765	-0,9	3 370	3,0	2 499	-1,4
Sciences de la société (1)	11 771	-4,7	2 175	3,9	1 741	-3,7
Ensemble	**69 432**	**-0,3**	**16 970**	**3,2**	**14 727**	**-3,0**

RERS 2026, DEPP, SIES

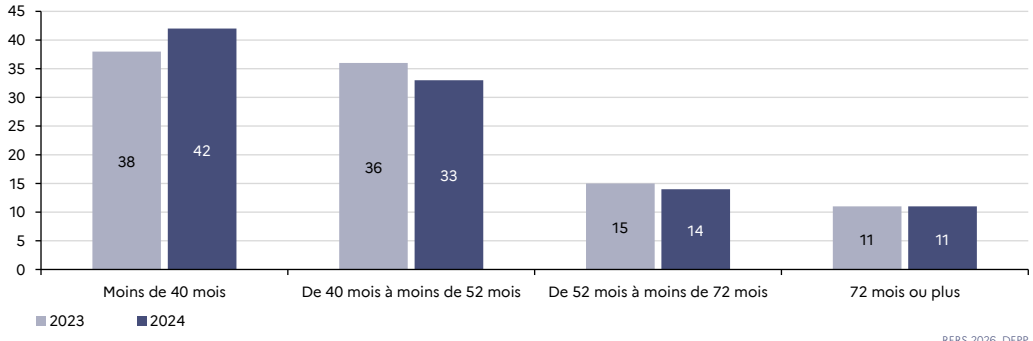
▶ **Champ : France + Polynésie française + Nouvelle-Calédonie.**

1. En 2025, trois écoles doctorales ont affiné la ventilation par discipline de leurs doctorants, ce qui modifie la répartition des doctorants entre « sciences humaines et humanités » d'une part et « sciences de la société » d'autre part. Les évolutions 2023/2024 dans ces deux disciplines tiennent compte de ces modifications et sont calculées à structure constante.

Lecture : *durant l'année universitaire 2024-2025, 26 815 doctorants sont inscrits en « sciences exactes et applications », un chiffre en hausse de 1,8 % par rapport à l'année universitaire 2023-2024 où 26 332 doctorants étaient inscrits en première année.*

Note : les effectifs sont comptés sur l'année universitaire pour les inscriptions en doctorat et les doctorants (première année ou suivante), et en année civile pour l'obtention du diplôme de docteur.

3 Proportion des thèses soutenues par intervalle de durée en 2023 et en 2024 (en %)

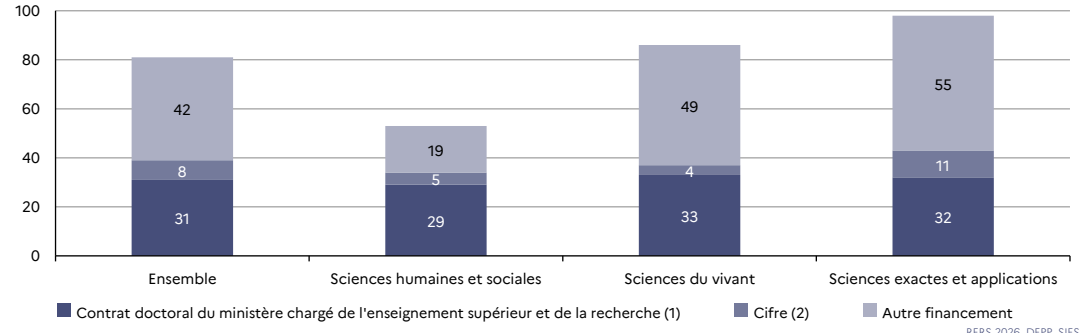


RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France + Polynésie française + Nouvelle-Calédonie.**

Lecture : *en 2024, 42 % des doctorants ont soutenu leurs thèses en moins de 40 mois.*

4 Proportion d'inscrits en première année de doctorat ayant obtenu un financement pour leur thèse en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France + Polynésie française + Nouvelle-Calédonie.**

1. Contrat doctoral sur dotation du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche (EPSCP, EPST, programme handicap).

2. Convention industrielle de formation par la recherche.

Lecture : *en 2024, toutes disciplines confondues, 81 % des doctorants sont financés pour leur thèse.*

Les étudiants dans les formations scientifiques représentent 34 % des inscrits dans l'enseignement supérieure en 2025 **(2)**. En dix ans, le nombre d'inscriptions dans ces formations a nettement augmenté (+ 16,4 %), comme pour l'ensemble de l'enseignement supérieur (+ 18,7 %). Le nombre d'étudiants dans les formations scientifiques a principalement augmenté à l'université, en école d'ingénieurs ainsi qu'en **STS** en apprentissage **(1)**.

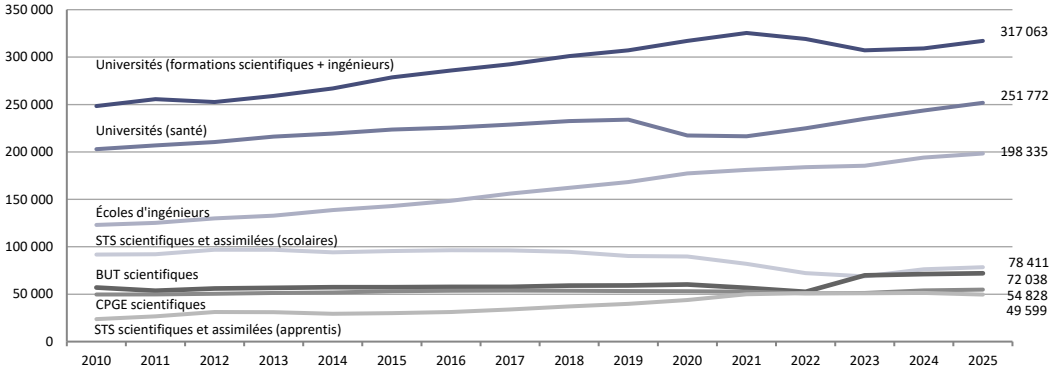
En 2025, les étudiants inscrits dans les formations de santé à l'université représentent 24 % de l'ensemble des effectifs scientifiques. Leur nombre a augmenté de 12,6 % en dix ans. Les autres formations scientifiques universitaires (31 % des étudiants en formations scientifiques) ont vu leur effectif d'étudiants augmenter de 13,8 % en dix ans et celui des BUT scientifiques a crû de 25,7 %. Les effectifs en BUT augmentent plus rapidement depuis la rentrée 2024, qui marque le passage du DUT en deux ans au BUT en trois ans.

En dix ans, le nombre d'étudiants en **école d'ingénieurs** hors université a fortement augmenté (+ 38,8 %). À l'inverse, l'effectif étudiant en formations scientifiques en **STS et assimilées scolaires** a diminué (- 17,8 %) en raison de l'essor de l'apprentissage dans ces formations (+ 65,0 %). Cependant, depuis deux ans, ce mouvement a cessé, en lien avec la restriction du soutien financier public à l'apprentissage. En **CPGE**, les effectifs ont légèrement augmenté en dix ans (+ 3,1 %).

En 2025, deux étudiants en formations scientifiques sur cinq sont des femmes (+ 3,5 points en dix ans). Très présentes dans les formations de santé à l'université (68 %), elles représentent 30 % des effectifs en CPGE scientifiques, 30 % dans les écoles d'ingénieurs hors université et respectivement 23 %, 26 % et 12 % dans les spécialités scientifiques des BUT, des STS scolaires et des STS en apprentissage.

En 2025, 87 % des étudiants en formations scientifiques sont inscrits dans un établissement public. Après avoir sensiblement diminué depuis 2015 jusqu'au début des années 2020, la part du public s'est récemment stabilisée.

1 Évolution des effectifs d'étudiants dans les formations scientifiques, hors inscriptions simultanées université-CPGE



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 317 063 étudiants sont inscrits à l'université dans une formation scientifique ou d'ingénieurs, au périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE.*

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits dans une formation scientifique d'un établissement de l'enseignement supérieur. Toutes les formations des écoles d'ingénieurs (classes préparatoires intégrées, **formations d'ingénieurs**, en partenariat ou non, masters, etc.) sont considérées à la différence de la fiche 7.09 concernant uniquement les formations d'ingénieurs. Les inscriptions comptabilisées excluent, pour tous les millésimes, les inscriptions simultanées en CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013.

Inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, population étudiante – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information du SIES :* 25.15.

Source

SIES, système d'information SISE, enquêtes menées par le SIES sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, données sur les STS et CPGE collectées par la DEPP et le SIES, enquête SIFA, enquêtes sous la responsabilité des ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

2 Évolution des effectifs d'étudiants dans les formations scientifiques, hors inscriptions simultanées université-CPGE

	2015	2020	2022	2024	2025	Poids en 2025 dans le total des formations scientifiques (%)	Évolution 2015/2025 (%)	Part des femmes (%)
Universités	**559 473**	**594 640**	**596 500**	**623 950**	**640 873**	**62,1**	**14,5**	**52,1**
Universités (formations scientifiques + ingénieurs)	278 635	317 085	319 108	309 196	317 063	30,7	13,8	46,3
Sciences fondamentales et applications	175 066	204 160	200 742	189 591	193 868	18,8	10,7	33,8
Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers	82 473	96 664	103 283	105 501	105 936	10,3	28,4	66,7
Pluricsiences	21 096	16 261	15 083	14 104	17 259	1,7	-18,2	61,2
Universités (santé)	223 528	217 284	224 891	243 637	251 772	24,4	12,6	67,7
Médecine odontologie	142 954	151 215	170 727	185 358	192 996	18,7	35,0	66,5
Pharmacie	22 733	23 693	28 635	32 654	32 330	3,1	42,2	73,5
Plurisanté (PASS)	57 841	42 376	25 529	25 625	26 446	2,6	-54,3	69,4
BUT scientifiques (1) (2)	57 310	60 271	52 501	71 117	72 038	7,0	25,7	23,3
Autres établissements d'enseignement universitaire	**5 304**	**8 913**	**9 284**	**9 530**	**9 573**	**0,9**	**80,5**	**60,1**
Écoles d'ingénieurs (3)	142 903	177 362	183 947	194 076	198 335	19,2	38,8	29,7
Public MESRE	65 809	76 793	76 479	78 981	80 319	7,8	22,0	30,6
Public hors MESRE	26 821	31 724	34 382	36 970	39 024	3,8	45,5	32,6
Privé	50 273	68 845	73 086	78 125	78 992	7,7	57,1	27,3
CPGE scientifiques	**53 204**	**53 136**	**50 897**	**54 021**	**54 828**	**5,3**	**3,1**	**29,6**
Public MEN	43 798	44 042	42 569	45 693	46 540	4,5	6,3	29,6
Public hors MEN	1 506	1 441	1 430	1 305	1 268	0,1	-15,8	38,6
Privé	7 900	7 653	6 898	7 023	7 020	0,7	-11,1	28
STS scientifiques et assimilées (scolaires) (1)	**95 427**	**89 748**	**72 206**	**76 303**	**78 411**	**7,6**	**-17,8**	**26,1**
Public MEN	61 022	58 943	47 696	52 303	53 578	5,2	-12,2	22,4
Public hors MEN	10 926	11 071	9 245	8 628	8 784	0,9	-19,6	43,3
Privé	23 479	19 734	15 265	15 372	16 049	1,6	-31,6	29,2
STS scientifiques et assimilées (apprentis) (1)	**30 062**	**43 862**	**51 035**	**51 326**	**49 599**	**4,8**	**65,0**	**12,1**
Public MEN	7 651	12 080	14 264	15 199	14 914	1,4	94,9	8
Public hors MEN	5 528	7 007	7 623	7 376	7 517	0,7	36,0	25,4
Privé	16 883	24 775	29 148	28 751	27 168	2,6	60,9	10,7
Total formations scientifiques	**886 373**	**967 661**	**963 869**	**1 009 206**	**1 031 619**	**100,0**	**16,4**	**42,8**
dont formations scientifiques hors santé	*662 845*	*750 377*	*738 978*	*765 569*	*779 847*	*75,6*	*17,7*	*34,7*
Total enseignement supérieur	**2 569 896**	**2 895 494**	**2 937 077**	**3 017 556**	**3 049 630**		**18,7**	**56,1**
Poids des formations scientifiques (%)	34,5	33,4	32,8	33,4	33,8			
Poids des formations scientifiques hors santé (%)	*25,8*	*25,9*	*25,2*	*25,4*	*25,6*			
Poids du public dans le total des formations scientifiques (%)	88,5	87,0	86,6	86,7	87,0			
Poids du public MESRE dans le total des formations scientifiques (%)	*83,5*	*81,7*	*81,1*	*81,3*	*81,5*			
Part des femmes dans le total des formations scientifiques (%)	39,3	40,0	41,4	42,5	42,8			
Part des femmes dans le total des formations scientifiques hors santé (%)	31,0	32,6	33,8	34,6	34,7			

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Spécialités de la production et de l'informatique.

2. La hausse des effectifs en BUT à la rentrée 2024 peut s'expliquer en partie par l'ouverture de la troisième année de BUT.

3. Formations d'ingénieurs et autres formations dispensées en école d'ingénieurs, hors STS en apprentissage, hors université.

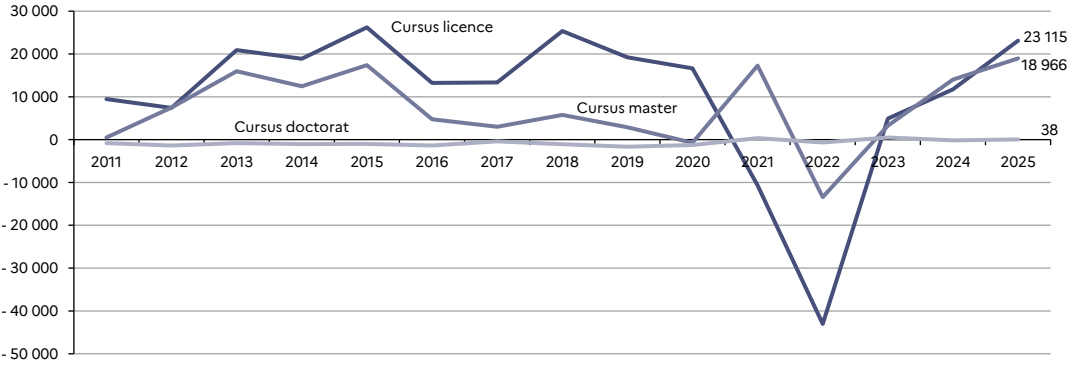
Lecture : *à la rentrée 2025, 640 873 étudiants sont inscrits à l'université dans une formation scientifique, d'ingénieur, de santé ou en BUT scientifique, au périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE.*

En 2025-2026, hors **inscriptions simultanées en CPGE**, 1 672 900 étudiants sont inscrits dans les **universités** de France **(1) (2)**, soit 42 119 étudiants de plus comparé à l'année précédente, correspondant à une hausse de 2,6 %. Les effectifs augmentent dans tous les groupes disciplinaires, avec des hausses particulièrement marquées dans les disciplines de santé (+ 3,3 %) et en « droit, sciences politiques » (+ 3,2 %). Depuis 2020, vingt-deux grands ensembles universitaires se sont créés ou ont été modifiés par décret, en application de l'ordonnance sur les **établissements publics expérimentaux (EPE)** : en prenant en compte ce périmètre, le nombre d'étudiants est de 1 751 900.

En **cursus licence**, les inscriptions sont en hausse (+ 2,4 %), nettement en PASS (+ 2,9 %), ainsi qu'en licence générale (+ 2,3 % ; dont 1,6 % en L.AS) **(3)**. En **cursus master**, les effectifs augmentent également (+ 3,1 %), avec toutefois une stabilisation en MEEF : + 0,1 %. En **cursus doctorat**, les effectifs sont également stables (+ 0,1 %).

Les femmes sont majoritaires à l'université (60 %, part stable). C'est en « sciences fondamentales et application » et en Staps que leur part reste la plus faible (30 % et 31 % des inscriptions).

1 Accroissement annuel des effectifs des universités françaises par cursus et par année universitaire, périmètre historique, hors inscriptions simultanées université-CPGE



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2025-2026, 18 966 étudiants de plus sont inscrits en master en université comparé à l'année précédente, à périmètre historique et hors inscriptions simultanées en université et en CPGE.*
Note : les évolutions sont calculées à champ constant en retirant en 2024-2025 trois composantes de l'université de Brest qui sont en 2025-2026 composantes de l'Institut national polytechnique de Bretagne et ne sont plus dans le contour universitaire (voir « Précisions »).

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits à l'université. Les inscriptions comptabilisées excluent les inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013, et les formations d'infirmiers de grade licence.

Formation d'ingénieurs, classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) – Voir « Glossaire ».

Le périmètre universitaire est le périmètre historique de 2019, soit avant la création ou modification à partir de 2020 de grands ensembles universitaires (EPE). Les statistiques selon ces nouveaux contours sont disponibles dans RERS interactif (fiche 7.02, tableau 2). Au sein de ces nouveaux contours élargis (établissements expérimentaux ou grands établissements post-expérimentation), sont intégrés des établissements comme membres ou composantes, dont les étudiants sont dès lors comptabilisés comme inscrits dans ces ensembles.

Le contour des EPE a évolué entre 2024 et 2025 : l'université de Brest a été créée comme établissement expérimental en février 2025. Les inscriptions dans les établissements non universitaires membres et composantes de ces structures sont au nombre de 79 069 en 2025-2026.

Les évolutions sont calculées à champ constant en retirant en 2024-2025 certaines composantes de l'université de Brest (l'IAE et deux écoles d'ingénieurs internes à l'université) qui sont maintenant membres de l'Institut national polytechnique de Bretagne et ne sont donc plus universitaires au sens strict.

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES* : 26.13 ; 26.12 ; 26.11.

Source
SIES, Système d'information SISE.

2 Répartition des effectifs des universités françaises selon le cursus et la discipline en 2025-2026, périmètre historique

	Cursus licence	Cursus master	Cursus doctorat	Ensemble			
	Effectifs	Effectifs	Effectifs	Effectifs	Variation annuelle (en %) (3)	Variation annuelle y c. CPGE (en %)	Part des femmes (en %)
Droit - sciences politiques	**144 315**	**82 708**	**5 022**	**232 045**	**3,2**	**3,2**	**72,5**
Sciences économiques, gestion	133 934	56 654	2 813	193 401	2,7	2,9	52,9
AES	25 779	2 092	8	27 879	1,6	1,2	62,1
Pluridroit, sciences économiques, AES	1 494	5 458	0	6 952	8,7	8,7	48,2
Total économie, AES	**161 207**	**64 204**	**2 821**	**228 232**	**2,7**	**2,9**	**53,9**
Arts, lettres, sciences du langage	65 261	20 917	4 018	90 196	1,1	1,3	72,4
Langues	83 717	14 201	1 744	99 662	1,9	1,8	74,0
Sciences humaines et sociales	179 855	115 813	10 463	306 131	2,2	1,5	69,7
Plurilettres, langues, sciences humaines	7 031	7 103	29	14 163	8,7	5,4	73,5
Total arts, lettres, langues, SHS	**335 864**	**158 034**	**16 254**	**510 152**	**2,1**	**1,7**	**71,1**
Sciences fondamentales et application	158 595	80 775	16 452	255 822	2,2	0,3	30,0
Sciences de la nature et de la vie	76 988	28 295	10 737	116 020	0,2	0,2	65,8
Pluriscience	15 509	1 654	96	17 259	22,4	34,2	61,2
Total sciences	**251 092**	**110 724**	**27 285**	**389 101**	**2,4**	**2,4**	**42,1**
Staps	**53 085**	**6 793**	**655**	**60 533**	**1,6**	**1,5**	**31,4**
Interdisciplinaire (1)	**1 031**	**0**	**0**	**1 031**	**24,1**	**28,5**	**66,8**
Total disciplines générales	**946 594**	**422 463**	**52 037**	**1 421 094**	**2,4**	**2,3**	**58,9**
Médecine-odontologie	14 845	176 513	1 638	192 996	4,1	4,1	66,5
Pharmacie	9 358	22 812	160	32 330	-1,0	-1,0	73,5
Plurisanté	26 329	111	6	26 446	3,2	3,2	69,4
Total disciplines de santé	**50 532**	**199 436**	**1 804**	**251 772**	**3,3**	**3,3**	**67,7**
Total (2)	**997 126**	**621 899**	**53 841**	**1 672 866**	**2,6**	**2,5**	**60,3**
Répartition en %	59,6	37,2	3,2	100			
Part des femmes en %	59,8	61,9	49,5	60,3			

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Les diplômes interdisciplinaires sont majoritairement les DU Pareo (passeport vers la réussite et l'orientation) et les diplômes du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures.
2. Le total global inclut les inscriptions dans des diplômes paramédicaux hors diplôme d'État d'infirmiers de grade licence ; 29 129 inscriptions sont concernées, en hausse de 5,5 % sur un an (l'universitarisation de ces formations se poursuit et prend de l'ampleur avec l'intégration de certaines d'entre elles sur la plateforme Parcoursup) ; en incluant le DE Infirmier grade licence, 114 580 inscriptions sont couvertes par ces diplômes (en hausse de 2,8 % sur un an).
3. Les évolutions sont calculées à champ constant en retirant en 2024-2025 trois composantes de l'université de Brest qui sont en 2025-2026 composantes de l'Institut national polytechnique de Bretagne et ne sont plus dans le contour universitaire.

Lecture : *en 2025-2026, 232 045 étudiants sont inscrits en université dans la discipline « droit, sciences politiques », soit + 3,2 % comparé à l'an passé ; 72,5 % d'entre eux sont des femmes.*

3 Évolution par cursus des effectifs universitaires, périmètre historique, hors inscriptions simultanées université-CPGE

	2011 (1)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024/2025 (%) (2)
DUT/BUT	115 014	115 778	116 395	116 183	116 551	116 751	119 661	120 551	120 930	115 056	107 256	143 970	146 362	148 562	1,5
Licence professionnelle	50 602	52 055	52 705	52 441	52 731	52 497	51 973	52 103	51 862	52 014	48 208	26 454	25 221	24 859	-1,4
Licence générale	572 175	595 971	612 707	636 720	648 672	666 548	689 140	708 586	747 950	751 044	714 428	701 606	709 084	725 036	2,3
dont L.AS (3)									*13 496*	*19 877*	*23 945*	*26 766*	*26 876*	*27 302*	*1,6*
Paces + PASS (3)	53 403	57 606	58 001	57 730	57 130	57 799	57 150	55 252	42 303	27 207	25 327	25 179	25 429	26 164	2,9
Santé (4)	7 934	6 804	7 607	8 896	10 650	6 754	7 101	7 215	7 036	7 565	7 942	8 474	8 991	10 068	12,0
Autres formations	53 794	53 022	52 692	54 349	53 814	52 554	53 229	53 758	44 013	50 542	55 665	56 726	59 075	62 437	5,7
Total cursus licence	**852 922**	**881 236**	**900 107**	**926 319**	**939 548**	**952 903**	**978 254**	**997 465**	**1 014 094**	**1 003 428**	**958 826**	**962 409**	**974 162**	**997 126**	**2,4**
Master LMD	305 720	316 425	322 925	329 311	333 359	327 682	327 135	325 756	328 282	328 805	307 806	308 168	316 293	327 183	3,6
dont MEEF (5)		*26 815*	*52 015*	*55 009*	*57 606*	*57 923*	*56 288*	*54 326*	*53 145*	*53 344*	*44 391*	*43 493*	*42 940*	*43 002*	*0,1*
Formations d'ingénieurs (6)	24 659	25 746	26 603	28 470	29 698	29 857	30 993	31 774	31 157	31 451	31 613	30 370	29 527	29 711	1,4
Santé	104 149	112 214	114 429	117 315	119 645	127 079	131 678	135 155	137 411	143 169	147 693	151 291	155 223	157 447	1,4
Autres formations (y compris CPI)	78 414	82 009	84 894	91 161	88 307	89 405	89 987	90 016	85 104	95 791	98 266	98 795	102 454	107 558	5,0
Total cursus master	**512 942**	**536 394**	**548 851**	**566 257**	**571 009**	**574 023**	**579 793**	**582 701**	**581 954**	**599 216**	**585 378**	**588 624**	**603 497**	**621 899**	**3,1**
Doctorat LMD	62 465	60 335	59 347	58 435	57 047	56 713	55 648	53 977	52 789	53 290	52 386	52 777	52 520	52 721	0,4
Autres formations	1 409	1 372	1 314	1 234	1 250	1 182	1 188	1 207	1 141	980	1 101	1 206	1 292	1 120	-13,2
Total cursus doctorat	**63 874**	**61 707**	**60 661**	**59 669**	**58 297**	**57 895**	**56 836**	**55 184**	**53 930**	**54 270**	**53 487**	**53 983**	**53 812**	**53 841**	**0,1**
Ensemble	**1 429 738**	**1 479 337**	**1 509 619**	**1 552 245**	**1 568 854**	**1 584 821**	**1 614 883**	**1 635 350**	**1 649 978**	**1 656 914**	**1 597 691**	**1 605 016**	**1 631 471**	**1 672 866**	**2,6**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Données révisées par rapport à l'édition 2012, pour tenir compte de l'université de Lorraine (voir « Population concernée »).
2. Les évolutions sont calculées hors doubles inscriptions université-CPGE (voir « Glossaire »). Ces inscriptions n'influent que sur la licence générale, dont l'évolution, doubles inscriptions comprises, est de + 2,5 %. Les évolutions sont calculées à champ constant en retirant en 2024-2025 trois composantes l'université de Brest (l'IAE et deux écoles d'ingénieurs internes) qui sont en 2025-2026 composantes de l'Institut national polytechnique de Bretagne et sont donc sorties de l'université.
3. La première année commune aux études de santé (Paces) est remplacée à la rentrée 2020 par le PASS (Parcours accès spécifique santé) et les L.A.S. (Licences accès santé). Il y a encore des inscriptions en Paces en 2020-2021 (redoublements).
4. Depuis la création de la Paces (année universitaire 2010-2011), la santé comporte les effectifs des diplômes universitaires ou des formations de santé autres que médecine-odontologie-pharmacie-maïeutique dont les formations paramédicales hors formations d'infirmiers de grade licence (*cf.* figure 2).
5. En 2006-2007 les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) étaient indépendants des universités. Ils leur ont été rattachés progressivement en 2008 et 2009. Entre 2010 et 2012, les étudiants s'inscrivaient en master à l'université, sans distinction d'une filière spécifique pour l'enseignement. Depuis 2013, les étudiants s'inscrivent en master métier de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) dans les ESPE (devenues Inspé), rattachés aux universités.
6. Sont comptabilisées les inscriptions en formations d'ingénieurs classiques, spécialisées et en partenariat, en cycle ingénieur (bac+3 à bac+5) et en formations d'ingénieurs spécialisées (bac+6). Les cycles préparatoires intégrés (CPI), qui amènent à l'entrée d'une formation d'ingénieur, donc de cursus master, ne sont pas pris en compte dans les formations d'ingénieurs en tant que telles, ils sont comptabilisés dans « Autres formations ».

Lecture : *en 2025-2026, 148 562 étudiants sont inscrits en DUT/BUT, soit +1,5 % comparé à l'année précédente.*

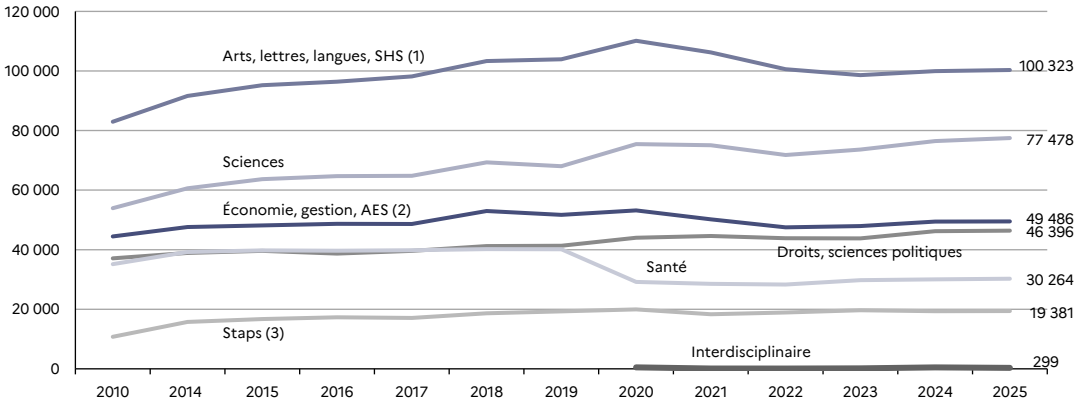
En 2025-2026, 323 600 nouveaux entrants, hors **inscriptions simultanées en CPGE**, sont inscrits dans les **universités** de France. Cet effectif est stable (+ 0,5 %) **(1)**.

Sur le champ universitaire historique (hors CPGE), le nombre d'inscriptions est stable dans tous les regroupements disciplinaires, sauf en sciences et en santé où les effectifs augmentent (+ 1,3 % et + 0,8 %) **(2)**. Les effectifs en première année dédiée aux études de santé (plurisanté), permettant de présenter les concours des filières MMOPK, sont en hausse. À l'inverse, le nombre de nouveaux entrants en licences Accès Santé **(L. AS)** — des licences de toutes disciplines assorties d'une mineure santé — diminue pour la seconde année depuis la création de ce double parcours. Au total, sept inscriptions sur dix correspondent à des entrées en licence générale, 16 % en BUT et 8 % en **PASS (Parcours d'Accès Spécifique Santé) (3)**.

Les femmes représentent plus des deux tiers des étudiants en droit, en lettres et dans les formations de santé. Elles restent minoritaires en Staps (30 %) et en BUT (39 %) et représentent la moitié des étudiants en sciences (52 %).

Les néo-bacheliers représentent 83 % des nouveaux entrants. Parmi ces étudiants, 82 % sont des bacheliers généraux, 15 % ont un baccalauréat technologique et 3 % un baccalauréat professionnel. Cette répartition est stable.

1 Évolution des nouveaux entrants à l'université par discipline, périmètre universitaire strict, hors inscriptions simultanées université-CPGE



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. SHS : sciences humaines et sociales
2. AES : administration économique et sociale
3. Staps : sciences et techniques des activités physiques et sportives
Lecture : *à la rentrée 2025, 100 323 nouveaux entrants se sont inscrits en « arts, lettres, langues, SHS ».*

Précisions

MMOPK – Médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie, kinésithérapie.

Population concernée – Étudiants s'inscrivant pour la première fois en première année post-bac à l'université (capacité en droit et DAEU exclus), qu'ils soient nouveaux bacheliers ou non. Les inscriptions comptabilisées excluent, pour tous millésimes, les inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013, ainsi que les formations d'infirmiers de grade licence.

Cursus licence-master-doctorat (LMD), classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), nouveau bachelier, bachelor universitaire de technologie (BUT) – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES* : 26.12 ; 26.11.

Source
SIES, Système d'information SISE.

2 Évolution des nouveaux entrants à l'université par discipline, périmètre universitaire strict, hors inscriptions simultanées université- CPGE

Disciplines	2010	2014 (1)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Variation 2024/2025 hors CPGE (en %)(2)	Variation 2024/2025 y c. CPGE (en %)
Droit, sciences politiques	**37 098**	**38 927**	**41 347**	**44 028**	**44 617**	**43 825**	**43 808**	**46 207**	**46 396**	**0,4**	**0,3**
Sciences économiques, gestion	34 303	36 783	40 450	40 329	39 456	38 322	38 604	40 271	40 346	0,2	0,3
AES	10 142	10 822	9 673	11 122	9 056	8 355	8 505	8 373	8 300	-0,9	-2,0
Pluridroit, sciences économiques, AES		10	1 597	1 740	1 691	817	822	785	840	7,0	6,4
Total économie, gestion, AES	**44 445**	**47 615**	**51 720**	**53 191**	**50 203**	**47 494**	**47 931**	**49 429**	**49 486**	**0,1**	**0,0**
Lettres, sciences du langage	16 652	17 347	19 699	20 125	19 915	20 097	19 951	19 786	19 583	-1,0	-0,8
Langues	26 622	29 257	30 910	32 763	29 380	27 802	26 662	28 129	28 124	0,0	-0,3
Sciences humaines et sociales	38 800	43 646	51 137	55 053	54 741	49 969	49 509	49 129	49 964	1,7	-1,5
Plurilettres, langues, sciences humaines	889	1 348	2 203	2 197	2 209	2 743	2 497	2 917	2 652	-9,1	-8,1
Total arts, lettres, langues, SHS	**82 963**	**91 598**	**103 949**	**110 138**	**106 245**	**100 611**	**98 619**	**99 961**	**100 323**	**0,4**	**-1,3**
Sciences fondamentales et applications	34 064	39 016	47 426	50 152	47 448	44 658	45 832	49 008	48 994	0,0	-5,2
Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers	12 547	13 798	14 322	17 946	20 511	21 058	21 917	21 655	21 281	-1,7	-1,8
Plurisciences	7 326	7 812	6 278	7 344	7 133	6 101	5 852	5 792	7 203	24,4	33,4
Total sciences	**53 937**	**60 626**	**68 026**	**75 442**	**75 092**	**71 817**	**73 601**	**76 455**	**77 478**	**1,3**	**0,8**
Staps	**10 759**	**15 767**	**19 313**	**19 956**	**18 343**	**18 901**	**19 668**	**19 362**	**19 381**	**0,1**	**0,0**
Plurisanté (3)	33 401	37 110	38 049	27 165	25 940	23 944	23 944	24 258	24 830	2,4	2,4
Médecine-odontologie	1 694	2 096	2 059	2 007	2 016	2 394	2 758	2 939	2 623	-10,8	-10,8
Pharmacie	51	31	47	18	564	1 967	3 089	2 820	2 811	-0,3	-0,2
Total santé	**35 146**	**39 237**	**40 155**	**29 190**	**28 520**	**28 305**	**29 791**	**30 017**	**30 264**	**0,8**	**0,8**
Interdisciplinaire				**489**	**124**	**96**	**136**	**478**	**299**	**-37,4**	**-34,2**
Total	**264 348**	**293 770**	**324 510**	**332 434**	**323 144**	**311 049**	**313 554**	**321 909**	**323 627**	**0,5**	**-0,1**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. En 2014, la mise en place du Cadre national des formations (CNF) a modifié la répartition disciplinaire des diplômes, empêchant l'interprétation des évolutions par discipline. Les évolutions par regroupement disciplinaire, en revanche, ne pâtissent pas de la rupture statistique et traduisent de véritables mouvements sur les effectifs.
2. Les évolutions sont calculées à champ constant en retirant en 2024-2025 trois composantes l'université de Brest (l'IAE et deux écoles d'ingénieurs internes) qui sont en 2025-2026 composantes de l'Institut national polytechnique de Bretagne et sont donc sorties de l'université.
3. La discipline plurisanté comporte les formations qui sont pluridisciplinaires en santé, majoritairement le Parcours d'Accès Spécifique Santé (PASS) mais également des diplômes d'université.

Lecture : *le nombre de nouveaux entrants hors CPGE en « sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers » diminue de 1,7 % en 2025-2026 par rapport à 2024-2025. Avec les inscriptions simultanées en CPGE, cette évolution est de -1,8 %.*

3 Répartition des nouveaux entrants à l'université en 2025-2026 selon le type de diplôme et la série de baccalauréat, périmètre universitaire strict, hors inscriptions simultanées université-CPGE

Type de diplôme (1)	Bac général		Bac technologique		Bac professionnel		Non-bacheliers	Ensemble	
	Total	*dont nouveaux bacheliers*	Total	*dont nouveaux bacheliers*	Total	*dont nouveaux bacheliers*		Effectifs	Part des femmes (%)
Licence LMD	**177 222**	***163 486***	**22 963**	***17 606***	**12 111**	***7 693***	**13 511**	**225 807**	**62,3**
dont L.AS	***11 372***	***10 983***	***693***	***602***	***259***	***195***	***256***	***12 580***	***67,1***
Droit, sciences politiques	**36 719**	***34 984***	**3 213**	***2 678***	**988**	***652***	**1 442**	**42 362**	**76,3**
Sciences économiques, gestion	**15 463**	***14 630***	**1 408**	***1 110***	**348**	***201***	**1 497**	**18 716**	**44,1**
AES	5 370	*4 915*	1 829	*1 471*	655	*404*	415	8 269	59,6
Pluridroit, sciences économiques, AES	668	*627*	98	*83*	31	*20*	24	821	46,8
Total économie, AES	**21 501**	***20 172***	**3 335**	***2 664***	**1 034**	***625***	**1 936**	**27 806**	**48,8**
Lettres, sciences du langage	12 400	*10 743*	1 890	*1 336*	1 691	*1 072*	981	16 962	74,0
Langues	18 363	*16 336*	3 945	*2 844*	2 936	*1 870*	1 269	26 513	73,0
Sciences humaines sociales	33 454	*29 813*	5 241	*3 715*	3 379	*2 090*	2 515	44 589	70,9
Plurilettres, langues, sciences humaines	1 355	*1 196*	146	*94*	131	*77*	56	1 688	69,7
Total arts, lettres, langues, SHS	**65 572**	***58 088***	**11 222**	***7 989***	**8 137**	***5 109***	**4 821**	**89 752**	**72,1**
Sciences fondamentales et application	17 525	*16 077*	1 259	*936*	498	*286*	3 463	22 745	35,1
Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers	14 820	*14 102*	1 547	*1 282*	574	*370*	887	17 828	70,2
Plurisciences	5 297	*4 851*	602	*478*	203	*115*	633	6 735	58,8
Total sciences	**37 642**	***35 030***	**3 408**	***2 696***	**1 275**	***771***	**4 983**	**47 308**	**51,7**
Staps	**15 788**	***15 212***	**1 785**	***1 579***	**677**	***536***	**329**	**18 579**	**30,4**
PASS	**23 675**	***23 278***	**476**	***408***	**147**	***104***	**525**	**24 823**	**69,6**
Profession de santé (hors PASS-Paces)	**1 383**	***1 096***	**467**	***354***	**71**	***26***	**48**	**1 969**	**81,8**
BUT	**26 793**	***25 368***	**21 977**	***20 863***	**864**	***725***	**1 548**	**51 182**	**39,3**
Ingénieurs (2)	**381**	***351***	**31**	***22***	**10**	***0***	**91**	**513**	**25,5**
Autres formations	**7 409**	***6 069***	**2 305**	***1 477***	**1 123**	***541***	**8 496**	**19 333**	**61,6**
Total	**236 863**	***219 648***	**48 219**	***40 730***	**14 326**	***9 089***	**24 219**	**323 627**	**59,2**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Dans ce tableau, seuls les étudiants préparant une licence LMD sont répartis par discipline. Dans la figure 2, tous les nouveaux entrants sont répartis en fonction de la discipline, quel que soit le type de diplôme préparé (licence, BUT ou autres). Cela explique les différences d'effectifs avec la figure 2. Les L.AS (licences accès santé) sont des licences de toute discipline avec une mineure santé ; 12 580 nouveaux entrants sont inscrits dans ces formations.
2. Sont comptabilisées : les inscriptions en formations d'ingénieurs classiques, spécialisées et en partenariat (FIP). Les cycles préparatoires intégrés ne sont pas pris en compte dans les formations d'ingénieurs, ils sont comptabilisés dans la rubrique « Autres formations ».

Lecture : *à la rentrée 2025, parmi les nouveaux entrants en licence LMD, 177 222 sont des bacheliers généraux et 62,3 % sont des femmes.*

7.07 La population universitaire par établissement et académie

En 2025-2026, les étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur de type universitaire relèvent de 71 établissements, y compris les regroupements d'établissements, créés depuis 2020 (voir « Précisions ») : des universités non membres de regroupements (44), des établissements proposant une offre de formation de nature universitaire (l'université de Lorraine, l'Institut national universitaire d'Albi, les instituts d'études politiques de Lyon, Rennes et Lille), 15 **établissements expérimentaux (EPE) (regroupements d'établissements)** qui comportent au moins une université ; ainsi que sept grands établissements post-expérimentation qui comportent une université. Les regroupements d'établissements, créés depuis 2020, sont de grands ensembles regroupant d'anciennes Comue, des universités et des écoles membres ou composantes, non universitaires. L'ensemble de ces structures, en prenant en compte les écoles non universitaires, accueille 1 751 900 étudiants hors inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, et hors formations en soins infirmiers de grade licence, dont 330 010 néo-entrants **(1)**. En 2025-2026, l'effectif des étudiants entrants en première année dans les établissements non universitaires membres ou composantes des regroupements est stable (6 400).

Sur le périmètre historique, avant regroupements, soit celui des seules formations universitaires (IUT et écoles d'ingénieurs intégrées inclus), le nombre d'étudiants en France augmente cette année de 2,6 % et s'élève à 1 672 900.

En 2025, les inscriptions ne baissent dans aucune académie. Elles sont stables à Toulouse et Lille et augmentent d'au moins 3 % dans les académies de Versailles, Corse, Limoges, Montpellier, Nice, Nantes, Aix-Marseille, Créteil et Orléans-Tours. Les effectifs augmentent de 4,5 % dans les DROM.

Précisions

Les inscriptions comptabilisées excluent les inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013 ainsi que l'ensemble des formations d'infirmiers de cursus licence.

CPGE – Voir « Glossaire ».

Regroupements d'établissements et expérimentation – Ordonnance n° 2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Vingt-deux établissements expérimentaux (EPE) se sont créés ou modifiés depuis janvier 2020, certains sont devenus de grands établissements post-expérimentation : les effectifs comptabilisés ici ne comportent que les effectifs portés par les composantes des nouveaux établissements qui étaient dans le champ universitaire avant création des EPE pour comparabilité (périmètre historique).

Les lignes spécifiques « regroupement d'établissements », en fin de tableau, incluent les établissements membres ou composantes, ainsi que les Inspé (périmètre EPE). Ne sont pas comptabilisés les effectifs des écoles partenaires ou associées. Le contour des EPE a évolué entre les rentrées 2024 et 2025 avec la création de l'université de Brest en tant qu'EPE en février 2025. Les évolutions sont calculées à champ constant en retirant en 2024-2025 certaines composantes de l'université de Brest (deux écoles d'ingénieurs internes et l'institut d'administration des entreprises, qui sont désormais composantes de l'Institut national Polytechnique de Bretagne et sortent donc du périmètre universitaire historique).

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES* : 26.13 ; 26.12 ; 26.11.

Source

SIES, système d'information SISE.

1 Population universitaire par établissement et académie en 2025-2026

Universités et académies	Effectifs hors CPGE	Effectifs totaux	Évol. hors CPGE (%) 2024/2025 (4)	Nouveaux entrants hors CPGE
Université Aix-Marseille	67 853	70 770	3,0	12 774
Université Avignon	6 854	6 938	9,3	1 944
Aix-Marseille (y compris Inspé) (1)	**77 170**	**80 171**	**3,4**	**14 718**
Université Amiens	26 510	27 174	1,6	6 355
Amiens (y compris Inspé)	**28 030**	**28 694**	**1,3**	**6 355**
Université Marie et Louis Pasteur (2)	21 242	21 952	2,2	4 425
Besançon (y compris Inspé)	**22 102**	**22 812**	**2,3**	**4 425**
Université Bordeaux 3	14 021	14 394	1,0	3 276
Université de Bordeaux	47 326	49 187	2,5	9 071
Université Pau	12 324	12 924	1,2	2 790
Bordeaux (y compris Inspé)	**75 773**	**78 607**	**2,0**	**15 137**
Université Clermont-Auvergne (2)	30 305	31 486	1,6	6 590
Clermont-Ferrand (y compris Inspé)	**31 254**	**32 435**	**1,6**	**6 590**
Université Corse	3 948	4 009	5,8	1 017
Corse (y compris Inspé)	**4 169**	**4 230**	**5,4**	**1 017**
Université Gustave Eiffel (3)	10 995	11 461	0,6	2 206
Université Paris 13	23 827	24 092	3,9	5 214
Université Paris 8	22 497	22 558	4,3	4 005
Université Paris 12	35 823	36 367	2,6	7 580
Créteil (y compris Inspé)	**97 365**	**98 701**	**3,2**	**19 005**
Université Bourgogne-Europe (2)	28 143	29 635	2,7	6 103
Dijon (y compris Inspé)	**29 418**	**30 910**	**2,6**	**6 103**
Université Grenoble-Alpes (3)	44 305	46 190	2,2	9 561
Université Chambéry	13 630	14 283	0,5	3 292
Grenoble (y compris Inspé)	**59 361**	**61 899**	**1,7**	**12 853**
Institut études politiques Lille	1 745	1 745	-0,6	190
Université polytechnique Hauts-de-France (3)	11 485	11 810	22,2	3 179
Université artois	12 145	12 385	3,1	3 072
Université de Lille (2)	65 322	67 477	-3,0	12 516
Université du littoral	8 640	8 768	0,6	2 228
Lille (y compris Inspé) (4)	**103 503**	**106 351**	**0,4**	**21 185**
Université Limoges	17 016	17 504	5,3	3 648
Limoges (y compris Inspé)	**17 456**	**17 944**	**5,1**	**3 648**
Institut études politiques Lyon	1 972	1 979	-1,2	161
Université Lyon 1	39 725	41 923	3,6	6 112
Université Lyon 2	26 471	27 148	0,4	5 365
Université Lyon 3	25 977	27 445	1,8	5 260
Université Saint-Étienne (2)	18 437	18 879	6,1	4 310
Lyon (y compris Inspé)	**115 971**	**120 763**	**2,6**	**21 208**
Nîmes Université (2)	5 694	6 050	5,2	1 663
Université de Montpellier Paul Valéry (2)	21 628	22 064	4,3	4 787
Université Montpellier (2)	46 316	47 651	4,6	7 268
Université Perpignan	8 379	8 629	4,3	2 013
Montpellier (y compris Inspé)	**84 348**	**86 725**	**4,5**	**15 731**
Université Lorraine	54 397	56 268	0,6	10 298
Nancy-Metz (y compris Inspé)	**56 040**	**57 911**	**0,5**	**10 298**
Le Mans Université	11 286	11 933	2,3	3 079
Nantes Université (2)	36 006	37 750	4,5	7 724
Université Angers	27 970	28 526	3,9	5 924
Nantes (y compris Inspé)	**78 160**	**81 107**	**3,8**	**16 727**
Université Côte d'Azur (3)	29 743	31 347	3,8	6 014
Université de Toulon	10 460	10 811	4,0	2 518
Nice (y compris Inspé)	**41 339**	**43 294**	**3,9**	**8 532**
Université de Caen-Normandie	31 485	32 333	3,5	6 928
Université de Rouen-Normandie	30 273	31 319	1,3	6 267
Université Le Havre-Normandie	6 706	6 971	0,5	1 587
Normandie (y compris Inspé)	**70 941**	**73 100**	**2,3**	**14 782**
Université Orléans	16 695	17 600	6,1	4 217
Université Tours	25 615	26 555	1,8	5 659
Orléans-Tours (y compris Inspé)	**43 876**	**45 721**	**3,1**	**9 876**
Sorbonne Université	49 752	56 660	2,3	7 286
Université Paris Panthéon-Assas (3)	17 348	17 510	0,8	3 131
Université Paris 1	44 667	47 920	4,8	6 843
Université Paris 3	15 596	15 790	2,8	2 973
Université Paris-Cité (2)	60 464	60 489	1,2	7 789
Université PSL (3)	649	649	-5,0	216
Paris (y compris Inspé)	**190 644**	**201 186**	**2,2**	**28 238**
Université La Rochelle	7 605	7 739	2,5	1 913
Université Poitiers	25 956	26 713	2,4	5 359
Poitiers (y compris Inspé)	**34 800**	**35 691**	**1,7**	**7 272**
Université Reims	23 772	24 682	2,5	5 217
Reims (y compris Inspé)	**24 802**	**25 712**	**2,5**	**5 217**
Institut études politiques Rennes	1 372	1 372	-3,9	135
Université Brest (2)	21 769	22 393	3,4	4 916
Université Bretagne Sud	10 233	10 653	-3,0	2 348
Université de Rennes (2)	30 978	32 412	3,4	5 327
Université Rennes 2	20 693	21 012	-0,7	5 026
Rennes (y compris Inspé)	**86 934**	**89 731**	**1,4**	**17 752**
Université Mulhouse	10 047	10 286	1,3	2 289
Université Strasbourg	52 238	53 964	3,2	9 103
Strasbourg (y compris Inspé)	**63 715**	**65 680**	**2,9**	**11 392**
INU Champollion	4 206	4 495	7,6	1 277
Université Toulouse-Capitole (2)	17 785	18 170	-12,0	3 146
Université Toulouse (2)	29 868	29 897	2,7	5 854
Université Toulouse 2	28 601	29 085	4,4	5 920
Toulouse (y compris Inspé)	**83 153**	**84 340**	**-0,1**	**16 197**
CY Cergy-Paris Université (3)	20 379	20 883	3,8	4 667
Université Évry-Val d'Essonne	10 292	10 449	0,5	2 408
Université Paris-Nanterre	33 434	35 412	6,7	6 220
Université Paris-Saclay (2)	35 987	38 905	7,7	4 677
Université Versailles-Saint-Quentin	14 465	15 017	9,4	2 863
Versailles (y compris Inspé)	**118 393**	**124 502**	**6,1**	**20 835**
Total France hors DROM (y c. Inspé) - périmètre historique	**1 638 717**	**1 698 217**	**2,5**	**315 093**
Université des Antilles	11 115	11 476	4,5	2 585
Université de la Guyane	3 313	3 330	11,1	1 072
Université La Réunion	16 071	16 387	4,4	4 513
Université de Mayotte	1 253	1 263	1,8	364
Total DROM (y c. inspé)	**34 149**	**34 853**	**4,5**	**8 534**
Total France (y c. inspé) - périmètre historique	**1 672 866**	**1 733 070**	**2,6**	**323 627**
Total France (y c. inspé) - périmètre regroupement	**1 751 935**	**1 812 758**		**330 010**
dont regroupements d'établissements				
université Bourgogne-Europe	*29 692*	*31 184*		*6 120*
université de Brest	*25 196*	*25 820*		*5 069*
CY Cergy Paris Université (3)	*26 273*	*26 778*		*5 104*
université Clermont-Auvergne	*35 157*	*36 352*		*6 900*
université Côte d'Azur (3)	*31 112*	*32 716*		*6 025*
université Grenoble-Alpes (3)	*54 255*	*56 145*		*10 050*
université Gustave Eiffel (3)	*15 644*	*16 123*		*2 652*
université de Lille	*72 998*	*75 153*		*12 992*
université Marie et Louis Pasteur	*25 349*	*26 060*		*4 718*
université Montpellier	*49 074*	*50 409*		*7 268*
université de Montpellier Paul Valery	*22 352*	*22 788*		*4 891*
Nantes Université	*42 799*	*44 543*		*7 950*
Nîmes Université	*5 826*	*6 182*		*1 672*
université Paris-Cité	*60 464*	*60 489*		*7 789*
université Paris Panthéon-Assas (3)	*24 142*	*24 304*		*3 852*
université Paris-Saclay	*46 477*	*49 398*		*4 742*
université polytech. Hauts-de-France (3)	*14 015*	*14 340*		*3 401*
Université Paris Sciences-Lettres (PSL) (3)	*20 823*	*20 984*		*1 388*
université de Rennes	*35 977*	*37 417*		*5 901*
université Saint-Étienne	*18 981*	*19 423*		*4 382*
université Toulouse	*31 401*	*31 430*		*6 073*
université Toulouse-Capitole	*19 949*	*20 749*		*3 863*

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Les inscriptions dans les Inspé ne sont diffusées qu'au niveau académique.
2. Voir « Précisions ».
3. En 2025-2026, les universités Panthéon-Assas, Gustave Eiffel et Polytechnique Hauts-de-France sont devenues des grands établissements à l'issue de leur expérimentation, rejoignant ainsi les universités CY Cergy, Grenoble Alpes, Côte d'Azur et Paris Sciences et Lettres, déjà pérennisées dans ce statut.
4. Le contour des EPE a évolué entre les rentrées 2024 et 2025 : l'université de Brest a été créée comme établissement expérimental en février 2025 : les évolutions sont calculées à champ constant en retirant en 2024-2025 trois composantes de l'université de Brest (l'IAE et deux écoles d'ingénieurs internes à l'université) qui sont maintenant membres de l'Institut national polytechnique de Bretagne et ne sont donc plus universitaires au sens strict.

Lecture : *l'évolution des effectifs universitaires sur le périmètre historique, entre 2024-2025 et 2025-2026 en France, hors inscriptions simultanées CPGE-université, est de + 2,6 %.*

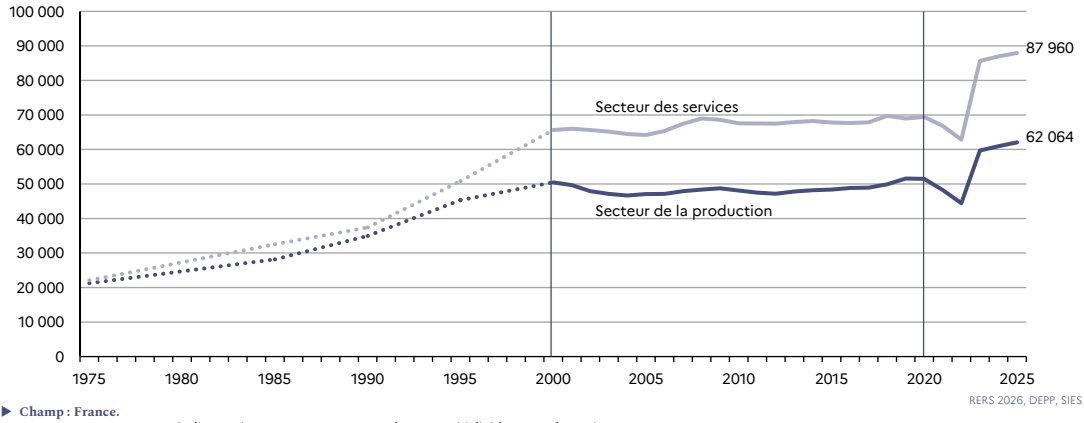
En 2025-2026, 150 000 étudiants préparent un bachelor universitaire de technologie (BUT), diplôme en trois ans créé à la rentrée 2021 **(1)**. Le nombre d'inscriptions augmente de 1,5 % mais les effectifs de nouveaux entrants en première année de préparation de BUT sont stables : + 0,1 % **(2)**.

Les bacheliers technologiques, dont l'orientation est privilégiée dans ces filières, représentent 43,0 % des nouveaux entrants. Leur part est stable par rapport à l'an passé, malgré un nombre de lauréats du baccalauréat technologique en baisse de 2,7 % à la session 2025. La part des bacheliers généraux est de 52,3 % (- 0,4 point), le nombre de lauréats ayant diminué de 1,4 % à la session 2025. Les bacheliers professionnels sont peu inscrits en IUT (1,7 % des nouveaux entrants).

Six étudiants sur dix préparent un BUT dans le domaine des services (59 %) et 60 % d'entre eux se concentrent dans les spécialités « techniques de commercialisation » et « gestion des entreprises et des administrations » **(3)**.

Les femmes restent toujours minoritaires en BUT : 40,7 % des effectifs, une part stable (+ 0,3 point).

1 Évolution du nombre d'étudiants préparant un BUT ou un DUT



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2025-2026, 87 960 étudiants préparent un BUT ou un DUT dans une spécialité du secteur des services.*
Note : pour les années antérieures à 2000, les données sont hors formation continue et ne sont pas annuelles. À partir de 2019, le diplôme « statistique et informatique décisionnelle », remplacé depuis par « science des données », est comptabilisé dans le secteur de la production. À partir de la rentrée 2021, le bachelor universitaire de technologie, qui se prépare en trois ans, remplace le diplôme universitaire de technologie, en deux ans, qui devient un diplôme intermédiaire validant la réussite de la deuxième année.

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits en IUT en préparation du BUT. Toutes les formes d'enseignement (formation initiale, continue, en alternance, etc.) sont prises en compte.

Bachelor universitaire de technologique (BUT), diplôme universitaire de technologie (DUT) et ses spécialités, instituts universitaires de technologie (IUT) – Voir « Glossaire ».

Voir fiche 8.02 sur la réussite au baccalauréat.

Cette fiche inclut les effectifs de l'IUT de Tarbes, rattaché à l'université technologique de Tarbes (UTTOP), laquelle n'a pas le statut juridique d'université. Par conséquent, ces effectifs n'apparaissent pas dans les fiches 7.05 et 7.06, qui ne prennent en compte que les établissements relevant du périmètre universitaire. C'est pourquoi, les effectifs en BUT de la fiche 7.05 et les nouveaux entrants en BUT de la fiche 7.06 diffèrent de ceux présentés ici.

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES :* 26.12 ; 26.11.

Source
SIES, système d'information SISE.

2 Origine scolaire des étudiants nouveaux entrants (1) en première année de BUT en 2025-2026 (en %)

	Domaines de spécialité		Total	Rappel 2024-2025
	Production	Services		
Baccalauréats généraux	**57,2**	**48,9**	**52,3**	**52,7**
Nouveau baccalauréat général	56,9	48,6	52,0	52,4
S	0,1	0,0	0,1	0,1
ES	0,0	0,0	0,0	0,0
L	0,2	0,2	0,2	0,2
Baccalauréats technologiques	**36,5**	**47,6**	**43,0**	**42,8**
STI2D (2)	27,8	6,6	15,5	15,6
STMG/STG (3)	1,2	39,1	23,3	22,9
Autres	7,5	1,8	4,2	4,3
Baccalauréats professionnels	**1,3**	**2,0**	**1,7**	**1,6**
Autres origines (4)	**5,0**	**1,6**	**3,0**	**2,9**
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs d'entrants 2025-2026	**21 611**	**30 046**	**51 657**	**51 622**
Évolution du nombre d'entrants par rapport à 2024 (%)	*0,7*	*-0,4*	*0,1*	*2,5*

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Nouveaux entrants à l'université : voir « Précisions ».
2. STI2D : sciences et technologies de l'industrie et du développement durable.
3. STMG : sciences et technologies du management et de la gestion ; STG : sciences et techniques de gestion.
4. Capacité en droit, titre étranger admis nationalement en équivalence, titre français admis nationalement en dispense, promotion sociale, validation d'études, d'expériences professionnelles, d'acquis personnels, autres cas.
Lecture : *en 2025-2026, parmi les 21 611 étudiants entrants en première année d'un BUT du secteur de la production, 57,2 % viennent d'un baccalauréat général.*

3 Répartition par spécialité des effectifs préparant un BUT et part des femmes en 2025-2026

Spécialités	Femmes	Hommes	Total	Part des femmes (%)	Effectifs 2024
Secteur de la production	**15 730**	**46 334**	**62 064**	**25,3**	**60 925**
Chimie	2 392	1 603	3 995	59,9	3 927
Génie biologique	4 985	2 988	7 973	62,5	7 988
Génie chimique - génie des procédés	535	793	1 328	40,3	1 317
Génie civil - construction durable	1 632	5 351	6 983	23,4	6 926
Génie électrique et informatique industrielle	952	8 281	9 233	10,3	9 034
Génie industriel et maintenance	307	2 597	2 904	10,6	2 604
Génie mécanique et productique	827	8 862	9 689	8,5	9 602
Hygiène, sécurité, environnement	628	1 483	2 111	29,7	2 247
Mesures physiques	1 158	4 131	5 289	21,9	5 160
Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques	251	1 952	2 203	11,4	2 204
Packaging, emballage et conditionnement	229	186	415	55,2	407
Qualité, logistique industrielle et organisation	717	1 854	2 571	27,9	2 371
Réseaux et télécommunications	382	3 716	4 098	9,3	4 004
Science des données	502	1 425	1 927	26,1	1 875
Science et génie des matériaux	233	1 112	1 345	17,3	1 259
Secteur des services	**45 331**	**42 629**	**87 960**	**51,5**	**86 941**
Carrières juridiques	3 065	686	3 751	81,7	3 716
Carrières sociales	3 137	911	4 048	77,5	4 049
Gestion administrative et commerciale des organisations	2 250	1 195	3 445	65,3	3 345
Gestion des entreprises et des administrations	13 611	12 351	25 962	52,4	25 080
Information-communication	3 688	1 001	4 689	78,7	4 704
Informatique	1 110	9 366	10 476	10,6	10 734
Management de la logistique et des transports	1 077	2 359	3 436	31,3	3 241
Métiers du multimédia et de l'internet	1 983	3 544	5 527	35,9	5 579
Techniques de commercialisation	15 410	11 216	26 626	57,9	26 493
Ensemble	**61 061**	**88 963**	**150 024**	**40,7**	**147 866**
Rappel 2024-2025	*59 792*	*88 074*	*147 866*	*40,4*	*147 866*

RERS 2026, DEPP, SIES

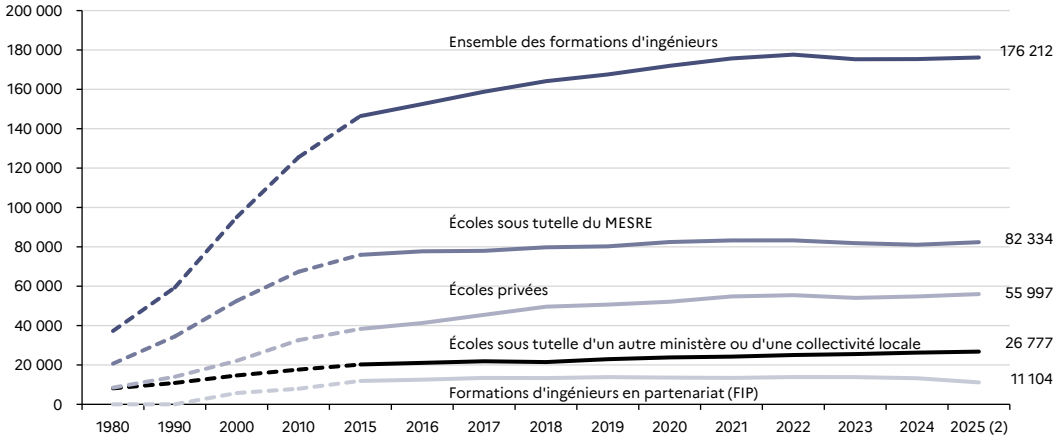
▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2025-2026, parmi les 61 061 femmes préparant un BUT, 2 392 sont inscrites en spécialité « chimie » ; 59,9 % des étudiants de BUT de cette spécialité sont des femmes.*
Note : ne sont pas mentionnés les effectifs inscrits en formations post-DUT et en licences professionnelles. Les effectifs prennent en compte toutes les formes d'enseignement (formation initiale, continue, en alternance, etc.).

En 2025-2026, 176 200 étudiants suivent une formation d'ingénieur, soit 0,5 % de plus qu'en 2024-2025 **(1) (2)**. Les effectifs des écoles sous tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESRE) augmentent de 1,6 %.

Le nombre de nouveaux entrants en première année du cycle ingénieur augmente de 2,8 % en un an **(4)**. Ce nombre était déjà reparti à la hausse en 2024-2025 ; les étudiants issus des formations **BUT-DUT** revenant dans le vivier des candidats à l'entrée en **école d'ingénieurs,** soit à la rentrée 2024 pour la première cohorte du BUT, mis en place à la rentrée 2021. En 2025-2026, la part d'étudiants inscrits en école d'ingénieurs et provenant d'un BUT-DUT et BTS est de 15 %, comme en 2024-2025. Les **classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)** restent la principale voie d'intégration des nouveaux entrants (34 %). Puis vient le cycle préparatoire intégré (CPI, 31%, également appelé prépa intégrée), en particulier dans les écoles privées, d'où proviennent 49 % des nouveaux entrants.

En 2025-2026, les établissements sous tutelle du MESRE regroupent, comme en 2024-2025, la moitié des étudiants ingénieurs : 15 % dans une école interne ou rattachée à une université et 32 % dans une autre école du MESRE **(3)**. La part des femmes n'atteint toujours pas un tiers des étudiants ingénieurs (29 %), mais elle est plus élevée dans les écoles publiques, qu'elles soient sous tutelle du MESRE (31 %) ou d'autres ministères (33 %), que dans les écoles privées (28 %).

1 Évolution des effectifs d'étudiants en formations d'ingénieurs (1)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France (il n'y a pas d'école d'ingénieurs à Mayotte).**

1. Hors cycles préparatoires intégrés.

2. Les effectifs des formations d'ingénieurs en partenariat (FIP) sont affectés par un défaut d'information sur leur identification en 2025, de telle sorte qu'on ne peut comparer l'année 2025 aux années précédentes. À partir de la rentrée 2026, les FIP ne seront plus distinguées dans l'arrêté des diplômes d'ingénieurs et ne constitueront plus une catégorie à part entière.

Lecture : *en 2025, 176 212 étudiants suivent une formation d'ingénieur.*

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits dans une formation menant à un titre d'ingénieur ou d'ingénieur spécialisé, d'une école habilitée à délivrer un diplôme reconnu, quel que soit le régime d'inscription, y compris les formations d'ingénieurs en partenariat. Les étudiants inscrits dans une autre formation (cycle préparatoire intégré, master, doctorat, etc.) ne sont pas comptabilisés, contrairement à la fiche 7.04.

Bachelor universitaire de technologie (BUT), brevet de technicien supérieur (BTS) – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES :* 26.14 ; 25.11.

Source

SIES, système d'information SISE.

2 Évolution des effectifs d'étudiants en formations d'ingénieurs selon le type d'école et le ministère de tutelle (1)

Types d'écoles	1980	1990	2000	2010	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024 / 2025 (%)
Écoles sous tutelle du MESRE	**20 650**	**34 475**	**52 537**	**67 353**	**82 435**	**83 263**	**83 285**	**81 834**	**81 053**	**82 334**	**1,6**
Écoles internes ou rattachées aux universités (2) (3)	n.d.	12 234	19 887	24 657	30 534	28 453	28 322	27 045	26 209	26 706	1,9
Autres écoles du MESRE (3)	n.d.	22 241	32 650	42 696	51 901	54 810	54 963	54 789	54 844	55 628	1,4
Écoles sous tutelle d'un autre ministère ou d'une collectivité locale	**8 127**	**10 865**	**14 670**	**17 643**	**23 791**	**24 202**	**25 054**	**25 498**	**26 246**	**26 777**	**2,0**
Agriculture, pêche	2 506	3 078	4 010	4 637	5 410	5 400	5 833	5 972	6 116	6 091	-0,4
Défense	2 347	3 238	3 803	4 186	4 908	4 838	4 899	4 922	5 183	5 227	0,8
Industrie	1 083	1 571	3 201	4 226	1 300	1 063	1 104	1 257	1 285	1 396	8,0
Mer					650	703	728	838	760	832	8,7
Télécommunications	666	1 302	1 760	2 013	43	44	75	129	194	253	23,3
Équipement, transport, logement	1 246	1 338	1 509	1 808	2 382	2 432	2 459	2 419	2 388	2 513	5,0
Santé	25	18	8	23							
Économie et finances				211	8 350	9 059	9 324	9 230	9 515	9 709	2,0
Ville de Paris	254	320	379	539	748	663	632	731	805	756	-6,5
Écoles privées	**8 490**	**14 002**	**22 106**	**32 586**	**52 091**	**54 800**	**55 434**	**54 095**	**54 776**	**55 997**	**2,2**
Formations d'ingénieurs en partenariat (FIP) (4)	**n.d.**	**n.d.**	**5 741**	**7 919**	**13 608**	**13 399**	**13 850**	**13 827**	**13 257**	**11 104**	**-**
Ensemble des formations d'ingénieurs (5)	**37 267**	**59 342**	**95 054**	**125 501**	**171 925**	**175 664**	**177 623**	**175 254**	**175 332**	**176 212**	**0,5**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France (il n'y a pas d'école d'ingénieurs à Mayotte).**

1. Hors cycles préparatoires intégrés, qui concernent 23 721 étudiants en 2025-2026.
2. Écoles réellement intégrées aux universités (et pas au sens des établissements publics expérimentaux). Depuis 2011-2012, les formations d'ingénieurs de l'université de Lorraine, devenue grand établissement, sont maintenues avec les effectifs des écoles internes aux universités.
3. En 2025-2026, en raison de la création de Bretagne INP, l'École nationale d'ingénieurs de Brest (ENIB) et l'École supérieure d'ingénieurs en agroalimentaire de Bretagne Atlantique (ESIAB) sont comptabilisées dans les autres écoles du MESRE, et non plus dans les écoles universitaires comme les années précédentes.
4. Les effectifs des formations d'ingénieurs en partenariat sont affectés par un défaut d'information sur leur identification en 2025, de telle sorte qu'on ne peut comparer l'année 2025 aux années précédentes. À partir de la rentrée 2026, les FIP ne seront plus distinguées dans l'arrêté des diplômes d'ingénieurs et ne constitueront plus une catégorie à part entière.
5. En 2025-2026, parmi les 176 212 étudiants en formations d'ingénieurs : 157 543 étudiants sont inscrits en cycle ingénieur (bac+3 à bac+5), 18 159 étudiants sont inscrits en bac+1 et bac+2 (les deux premières années des formations en 5 ans sans cycle préparatoire intégré), et 510 sont inscrits en spécialité (bac+6).

Lecture : *en 2025, 82 334 étudiants suivent une formation d'ingénieur dans une école sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace, soit 1,6 % de plus qu'en 2024.*

3 Répartition des effectifs d'étudiants en formations d'ingénieurs en 2025-2026 (1)

	Nombre implantations géographiques en 2025	Effectifs en 2025	Répartition en 2025 (%)	Évolution des effectifs 2024 /2025	*dont étudiantes en 2025*	Part des femmes en 2025 (%)	Différence entre la part des femmes entre 2024 et 2025 (en point)
Écoles sous tutelle du MESRE	**146**	**82 334**	**46,7**	**1,6**	***25 181***	**30,6**	**0,7**
Écoles internes ou rattachées aux universités (2) (3)	**77**	**26 706**	**15,2**	**1,9**	***8 826***	**33,0**	**1,1**
Autres écoles du MESRE (3)	**69**	**55 628**	**31,6**	**1,4**	***16 355***	**29,4**	**0,5**
Universités de technologie	6	6 374	3,6	-2,4	*1 790*	28,1	-0,2
INSA	8	13 695	7,8	0,8	*5 068*	37,0	0,7
Ensam	10	5 094	2,9	9,5	*876*	17,2	5,8
Écoles centrales	5	8 046	4,6	-3,3	*1 865*	23,2	-2,8
Autres écoles	40	22 419	12,7	2,7	*6 756*	30,1	0,6
Écoles sous tutelle d'un autre ministère ou d'une collectivité locale	**44**	**26 777**	**15,2**	**2,0**	***8 788***	**32,8**	**-0,9**
Agriculture, pêche	12	6 091	3,5	-0,4	*3 798*	62,4	-3,3
Défense	7	5 227	3,0	0,8	*979*	18,7	1,1
Industrie	4	1 396	0,8	8,0	*341*	24,4	11,4
Mer	3	832	0,5	8,7	*138*	16,6	5,1
Télécommunications	1	253	0,1	23,3	*55*	21,7	9,1
Équipement, transport, logement	5	2 513	1,4	5,0	*805*	32,0	2,6
Économie et finances	10	9 709	5,5	2,0	*2 372*	24,4	0,3
Ville de Paris	2	756	0,4	-6,5	*300*	39,7	-13,3
Écoles privées	**112**	**55 997**	**31,8**	**2,2**	***15 830***	**28,3**	**1,3**
Formations d'ingénieurs en partenariat (FIP) (4)	**71**	**11 104**	**6,3**	**n.d.**	***1 815***	**16,3**	**n.d.**
Ensemble des formations d'ingénieurs	**373**	**176 212**	**100,0**	**0,5**	***51 614***	**29,3**	**-0,4**
Dont étudiants en cycle ingénieur	*301*	*157 543*	*89,4*	*-0,7*	*46 098*	*29,3*	*-2,0*

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France (il n'y a pas d'école d'ingénieurs à Mayotte).**

1. Hors cycles préparatoires ingénieurs.
2. Écoles réellement intégrées aux universités (et pas au sens des établissements publics expérimentaux). Depuis 2011-2012, les formations d'ingénieurs de l'université de Lorraine, devenue grand établissement, sont maintenues avec les effectifs des écoles internes aux universités.
3. En 2025, en raison de la création de Bretagne INP, l'École nationale d'ingénieurs de Brest (ENIB) et l'École supérieure d'ingénieurs en agroalimentaire de Bretagne Atlantique (ESIAB) sont comptabilisées dans les autres écoles du MESRE, et non plus dans les écoles universitaires comme les années précédentes.
4. Les effectifs des formations d'ingénieurs en partenariat sont affectés par un défaut d'information sur leur identification en 2025, de telle sorte qu'on ne peut comparer l'année 2025 aux années précédentes. À partir de la rentrée 2026, les FIP ne seront plus distinguées dans l'arrêté des diplômes d'ingénieurs et ne constitueront plus une catégorie à part entière.

Lecture : *en 2025, la part des étudiantes est de 30,6 % parmi les étudiants qui suivent une formation d'ingénieur dans une école sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace.*

4 Provenance des nouveaux étudiants inscrits en 1re année du cycle ingénieur en 2025-2026 (en %)

Provenance des étudiants à l'entrée	CPI (1)	CPGE	Université (hors IUT)	BUT-DUT/BTS	Autres (2)	Répartition de l'ensemble	Effectifs
Écoles sous tutelle du MESRE	27,1	36,3	9,6	15,7	11,4	52,8	24 591
Écoles sous tutelle d'un autre ministère ou d'une collectivité locale	7,2	63,5	4,2	11,7	13,4	15,5	7 203
Écoles privées	48,8	15,9	2,3	16,4	16,4	31,8	14 818
Ensemble	**30,9**	**34,0**	**6,5**	**15,3**	**13,3**	**100,0**	**46 612**
Rappel 2024	29,7	34,4	7,2	15,5	13,1	100,0	45 324

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France (il n'y a pas d'école d'ingénieurs à Mayotte).**

1. Cycle préparatoire intégré.
2. Essentiellement des étudiants issus d'établissements étrangers et d'autres établissements ou cursus en France.

Lecture : *en 2025-2026, 36,3 % des nouveaux étudiants inscrits en première année de cycle ingénieur au sein d'une école sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace proviennent d'une classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE).*

En 2025-2026, 262 100 étudiants suivent une formation dans une des 456 écoles de commerce, gestion et vente en France **(1) (2)**. Les effectifs d'étudiants inscrits dans ces établissements ont augmenté de 1,6 % en un an **(3)**. La progression concerne les effectifs étudiants préparant un diplôme dans les écoles des groupes I (écoles reconnues par l'État et proposant au moins un diplôme visé par le ministère chargé de l'enseignement supérieur ; + 2,6 %) et II (écoles reconnues par l'État, sans diplôme visé ; + 2,5 %), tandis que ceux du groupe III (écoles non reconnues par l'État et sans diplôme visé) ont diminué par rapport à la rentrée 2024 (- 3,0 %).

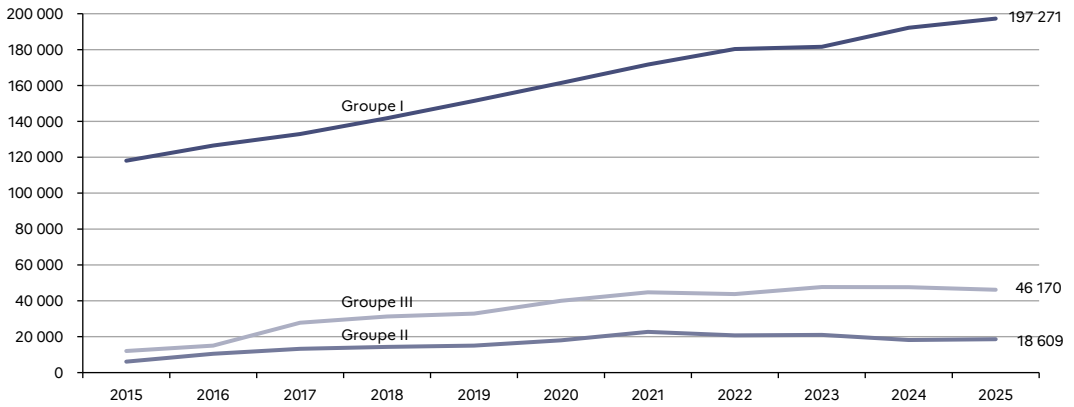
Avec 197 300 étudiants, les 154 établissements du groupe I regroupent 75 % de ces étudiants **(4)**. Au sein de ces écoles, 164 200 étudiants préparent un diplôme visé (avec ou sans obtention d'un grade) par le ministère chargé de l'enseignement supérieur, les autres étant inscrits dans d'autres types de diplômes (titres RNCP, certificats d'écoles…). Parmi eux, 66 % suivent une formation délivrant un diplôme de niveau bac + 5 conférant le grade de master et 26 % sont inscrits dans un diplôme de niveau bac + 3 ou + 4 conférant le grade licence.

Les 60 écoles du groupe II comptent 18 600 étudiants en 2025 (7 % des inscrits). Le groupe III, avec 242 écoles, forme 46 200 étudiants (18 %).

En 2025, 35 800 étudiants nouvellement inscrits suivent un cursus menant à la délivrance d'un diplôme visé de niveau bac + 5 conférant le grade de master **(5)**. Cette inscription se fait le plus souvent à un niveau bac + 3 (29 %) ou bac + 4 (45 %) et 19 % des inscrits sont issus de CPGE.

En 2025-2026, dans ces écoles, plus d'un étudiant sur deux est une femme (51 %). C'est dans le groupe II qu'elles sont proportionnellement les plus nombreuses (60 %). La part d'étudiants étrangers atteint 27 %.

1 Évolution des effectifs d'étudiants inscrits en école de commerce, gestion et vente selon le type d'école



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2025-2026, 262 050 étudiants sont inscrits en école de commerce, gestion et vente : 197 271 dans le groupe I, 18 609 dans le groupe II et 46 170 dans le groupe III.*
Note : depuis la collecte 2015-2016, des opérations d'identification d'établissements manquants et d'extension de la couverture du système d'information individualisé ont été mises en œuvre et influent sur les évolutions observées.

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits en école de commerce en France, quel que soit le régime d'inscription, dans une formation autre que préparant au BTS, DCG, DSCG. Les inscriptions dans les autres établissements sont exclues, même celles ayant reçu un visa de la CEFDG. Pour 107 établissements des groupes II et III, représentant 3 % du total des effectifs, seuls les inscrits en formation initiale sous statut scolaire sont comptabilisés.

Ces données intègrent les antennes étrangères référencées d'établissements implantés en France hors DROM. En 2025-2026, ce sont ainsi 7 803 étudiants, soit 3 % de l'ensemble qui y sont inscrits.

BTS, DCG, DSCG, classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), instituts universitaires de technologie (IUT), population étudiante, sections de techniciens supérieurs (STS) et assimilés, visa du ministère chargé de l'enseignement supérieur – Voir « Glossaire ».

Groupe I, groupe II, groupe III – Voir « Glossaire » à « Écoles de commerce, gestion et vente ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information du SIES :* 20.11.

Source
SIES, système d'information SISE, enquête n°26 auprès des établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités.

2 Évolution des effectifs d'étudiants inscrits en école de commerce, gestion et vente et du nombre d'écoles

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Effectifs	**187 428**	**199 225**	**219 337**	**239 146**	**244 865**	**250 239**	**257 951**	**262 050**
dont formation initiale sous statut scolaire	*154 237*	*158 575*	*167 076*	*176 467*	*165 635*	*162 344*	*161 918*	*166 105*
Évolution (en %)	7,7	6,3	10,1	9,0	2,4	2,2	3,1	1,6
Nombre d'écoles	333	334	352	369	374	393	423	456

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2025-2026, 262 050 étudiants sont inscrits dans une des 456 écoles de commerce recensées en France, dont 166 105 en formation initiale sous statut scolaire.*

3 Évolution des effectifs d'étudiants inscrits en école de commerce, gestion et vente et du nombre d'écoles selon leur type

Type d'école	2022			2023			2024			2025		
	Effectifs étudiants	Évolution (%)	Nombre d'écoles	Effectifs étudiants	Évolution (%)	Nombre d'écoles	Effectifs étudiants	Évolution (%)	Nombre d'écoles	Effectifs étudiants	Évolution (%)	Nombre d'écoles
Groupe I	180 349	5,0	123	181 579	0,7	130	192 179	5,8	139	197 271	2,6	154
Groupe II	20 785	-8,4	59	20 974	0,9	52	18 152	-13,5	54	18 609	2,5	60
Groupe III	43 731	-2,3	192	47 686	9,0	211	47 620	-0,1	230	46 170	-3,0	242
Total	**244 865**	**2,4**	**374**	**250 239**	**2,2**	**393**	**257 951**	**3,1**	**423**	**262 050**	**1,6**	**456**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2025-2026, 262 050 étudiants sont inscrits dans une des 456 écoles de commerce recensées en France, soit 1,6 % de plus qu'en 2024-2025.*

4 Effectifs d'étudiants inscrits en école de commerce, gestion et vente selon le type d'école (1) et le type de diplôme préparé en 2025-2026

Type d'école/type de diplôme préparé	Nombre d'écoles	Effectifs d'étudiants							Rappel 2024
		Femmes	Hommes	Total	Répartition (%)	Part des femmes (%)	Part des étrangers (%)	Part des étrangers hors antennes à l'étranger (%) (2)	
Groupe I	**154**	**96 026**	**101 245**	**197 271**	**75,3**	**48,7**	**28,8**	**27,7**	**192 179**
dont diplômes visés :		*78 120*	*86 122*	*164 242*	*62,7*	*47,6*	*27,1*	*25,9*	*158 039*
de niveau bac+3		*3 036*	*3 054*	*6 090*	*2,3*	*49,9*	*14,2*	*14,2*	*6 697*
de niveau bac+3 grade licence		*11 018*	*12 048*	*23 066*	*8,8*	*47,8*	*34,4*	*31,7*	*20 711*
de niveau bac+4		*608*	*570*	*1 178*	*0,4*	*51,6*	*16,2*	*16,2*	*1 420*
de niveau bac+4 grade licence		*9 597*	*10 373*	*19 970*	*7,6*	*48,1*	*32,5*	*26,2*	*18 276*
de niveau bac+5		*2 777*	*2 729*	*5 506*	*2,1*	*50,4*	*45,7*	*45,7*	*2 427*
de niveau bac+5 grade master		*51 084*	*57 348*	*108 432*	*41,4*	*47,1*	*24,5*	*24,4*	*108 508*
Groupe II	**60**	**11 095**	**7 514**	**18 609**	**7,1**	**59,6**	**29,0**	**25,6**	**18 152**
Groupe III	**242**	**26 708**	**19 462**	**46 170**	**17,6**	**57,8**	**19,4**	**19,4**	**47 620**
Total	**456**	**133 829**	**128 221**	**262 050**	**100,0**	**51,1**	**27,2**	**26,1**	**257 951**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Le contour par type d'école évolue chaque année, notamment en fonction de l'obtention ou non d'un visa par les établissements.
2. La part des étrangers peut varier fortement selon l'existence à l'étranger d'antennes d'établissements français et le volume d'étudiants concernés ; c'est en particulier le cas pour les écoles du groupe II.

Lecture : *en 2025-2026, 197 271 étudiants sont inscrits dans une des 154 écoles de commerce du groupe I. Parmi eux, 164 242 préparent un diplôme visé.*

5 Origine scolaire des nouveaux inscrits dans un diplôme visé de niveau bac + 5 conférant le grade de master dans une école de commerce en 2025-2026 selon le niveau d'inscription (en %)

Niveau d'inscription en 2025	Origine scolaire										Effectifs des nouveaux inscrits dans diplôme visé bac + 5 grade master en 2025	Répartition (%)
	Terminale	CPGE	Université (1)	STS-IUT	École de commerce, gestion	Reprise d'études	Établissement étranger	Autres (2)	Origine inconnue	Total		
Bac + 1	81,0	0,2	2,0	0,2	0,8	0,6	12,6	2,1	0,4	100,0	4 106	11,5
Bac + 2	0,0	3,4	7,4	3,4	34,9	1,1	40,0	7,4	2,3	100,0	175	0,5
Bac + 3	0,0	63,7	4,4	3,7	8,5	2,5	9,9	5,5	1,8	100,0	10 281	28,7
Bac + 4	0,0	0,6	13,0	8,5	25,2	12,4	21,2	8,3	10,8	100,0	16 173	45,2
Bac + 5	0,0	0,1	8,5	0,1	17,9	33,8	22,4	5,6	11,5	100,0	5 041	14,1
Ensemble	**9,3**	**18,6**	**8,6**	**5,0**	**16,7**	**11,2**	**17,2**	**6,4**	**7,1**	**100,0**	**35 776**	**100,0**
Rappel 2024-2025	12,0	18,3	9,3	5,4	14,2	12,4	15,8	7,2	5,4	100,0	36 389	100,0

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Licence LMD et master LMD.
2. Autres établissements ou cursus en France, école d'ingénieurs, écoles artistiques, etc.

Lecture : *en 2025, 35 776 étudiants se sont inscrits pour la première fois dans un diplôme visé de niveau bac + 5 conférant le grade de master proposé par une école de commerce, dont 18,6 % proviennent d'une CPGE.*

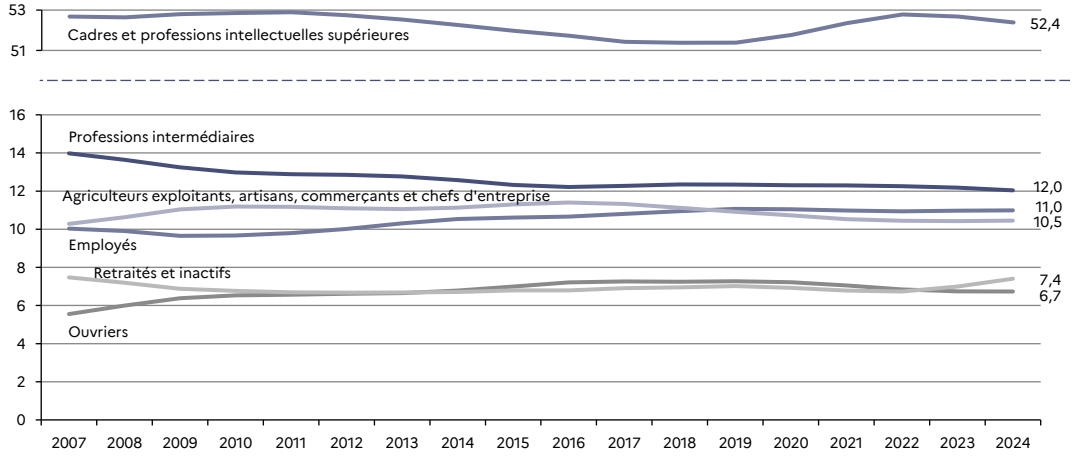
À la rentrée 2025, 87 100 étudiants sont inscrits en **classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)**, soit un effectif stable cette année, après une forte hausse à la rentrée 2024 **(2)**. La filière scientifique est celle qui accueille le plus d'étudiants (54 800, soit 63 % des étudiants en CPGE). C'est la seule filière qui voit ses effectifs augmenter à la rentrée 2025 (+ 1,5 %). Les effectifs d'étudiants en filière économique, avec 19 600 inscrits, sont en baisse (- 1,2 %) et ceux en filière littéraire, avec 12 600 inscrits, diminuent plus encore (- 3,4 %).

En 2024, les parents référents de 52 % des étudiants en CPGE sont cadres ou professions intellectuelles supérieures. Cette proportion a diminué de 0,4 point depuis 2022, après avoir augmenté de 1,4 point entre 2019 et 2022. Les étudiants dont les parents appartiennent à d'autres catégories sociales demeurent minoritaires en classes préparatoires **(1)**.

À la rentrée 2025, 39 % des inscrits en CPGE sont des femmes (34 300 étudiantes) **(3)**. Si elles représentent la moitié des étudiants en filière économique et commerciale (47 %), elles sont beaucoup moins représentées dans les filières scientifiques (30 %) et sont surreprésentées dans la filière littéraire (70 %).

Les bacheliers généraux représentent 89 % des nouveaux entrants en CPGE toutes filières confondues. Les bacheliers technologiques, qui représentent 7 % des inscrits, sont un peu plus présents dans les filières économiques et commerciales (12 %) **(4)**.

1 Répartition des étudiants en CPGE selon la catégorie socioprofessionnelle de leur parent référent (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat et hors contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2024, les parents référents de 10,5 % des élèves inscrits en CPGE sont agriculteurs exploitants, artisans, commerçants et chefs d'entreprise.*
Note : les résultats sont présentés en moyenne mobile sur trois années. Par exemple, si en moyenne en 2021 (mobile d'ordre 3), les parents référents de 12,3 % des étudiants exerçe une profession intermédiaire, cela signifie que la moyenne de la part de ces étudiants sur 2020, 2021 et 2022 est de 12,3 %.

Précisions

Population concernée – Les étudiants sous statut scolaire des établissements publics, privés sous contrat et hors contrat, en France. Les CPGE intégrées à l'université ne sont pas prises en compte.

Pour en savoir plus

- *Note Flash du SIES :* 26.02.

Source
DEPP et SIES, systèmes d'information Scolarité et Scolege ; système d'information de l'enseignement agricole du ministère chargé de l'agriculture.

2 Évolution des effectifs d'étudiants en CPGE selon la filière

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Filière scientifique	49 747	50 479	51 202	51 774	53 204	53 681	53 848	53 569	53 482	53 406	52 603	50 897	51 226	54 021	54 828
Évolution (en %)	0,1	1,5	1,4	1,1	2,8	0,9	0,3	-0,5	-0,2	-0,1	-1,5	-3,2	0,6	5,5	1,5
Filière économique et commerciale	18 598	19 260	19 632	19 591	20 010	20 168	20 056	18 971	19 279	19 265	18 392	17 861	18 345	19 863	19 632
Évolution (en %)	0,6	3,6	1,9	-0,2	2,1	0,8	-0,6	-5,4	1,6	-0,1	-4,5	-2,9	2,7	8,3	-1,2
Filière littéraire	12 066	12 426	12 591	12 681	12 724	12 624	12 574	12 581	12 309	12 232	12 376	12 406	12 821	13 057	12 610
Évolution (en %)	3,1	3,0	1,3	0,7	0,3	-0,8	-0,4	0,1	-2,2	-0,6	1,2	0,2	3,3	1,8	-3,4
Total	**80 411**	**82 165**	**83 425**	**84 046**	**85 938**	**86 473**	**86 478**	**85 121**	**85 070**	**84 903**	**83 371**	**81 164**	**82 392**	**86 941**	**87 070**
Évolution (en %)	0,7	2,2	1,5	0,7	2,3	0,6	0,0	-1,6	-0,1	-0,2	-1,8	-2,6	1,5	5,5	0,1

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat et hors contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 54 828 étudiants sont inscrits en CPGE dans la filière scientifique, soit une augmentation de 1,5 % par rapport à l'année scolaire précédente.*

3 Effectifs d'étudiants en CPGE par niveau de formation et par sexe en 2025-2026

	Public			Privé			Ensemble public + privé			
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Part des femmes (%)
Éducation nationale	**28 712**	**43 343**	**72 055**	**4 983**	**8 335**	**13 318**	**33 695**	**51 678**	**85 373**	**39,5**
Filière scientifique	**13 777**	**32 763**	**46 540**	**1 963**	**5 057**	**7 020**	**15 740**	**37 820**	**53 560**	**29,4**
Première année	6 887	15 633	22 520	998	2 494	3 492	7 885	18 127	26 012	30,3
Deuxième année	6 890	17 130	24 020	965	2 563	3 528	7 855	19 693	27 548	28,5
Filière économique et commerciale	**6 988**	**7 403**	**14 391**	**2 219**	**2 797**	**5 016**	**9 207**	**10 200**	**19 407**	**47,4**
Première année	3 522	3 674	7 196	1 060	1 329	2 389	4 582	5 003	9 585	47,8
Deuxième année	3 466	3 729	7 195	1 159	1 468	2 627	4 625	5 197	9 822	47,1
Filière littéraire	**7 947**	**3 177**	**11 124**	**801**	**481**	**1 282**	**8 748**	**3 658**	**12 406**	**70,5**
Première année	4 077	1 602	5 679	439	269	708	4 516	1 871	6 387	70,7
Deuxième année	3 870	1 575	5 445	362	212	574	4 232	1 787	6 019	70,3
Autres ministères	**615**	**1 082**	**1 697**	**0**	**0**	**0**	**615**	**1 082**	**1 697**	**36,2**
Filière scientifique	**489**	**779**	**1 268**	**0**	**0**	**0**	**489**	**779**	**1 268**	**38,6**
Première année	314	420	734	0	0	0	314	420	734	42,8
Deuxième année	175	359	534	0	0	0	175	359	534	32,8
Filière économique et commerciale	**35**	**190**	**225**	**0**	**0**	**0**	**35**	**190**	**225**	**15,6**
Première année	17	105	122	0	0	0	17	105	122	13,9
Deuxième année	18	85	103	0	0	0	18	85	103	17,5
Filière littéraire	**91**	**113**	**204**	**0**	**0**	**0**	**91**	**113**	**204**	**44,6**
Première année	49	59	108	0	0	0	49	59	108	45,4
Deuxième année	42	54	96	0	0	0	42	54	96	43,8
Ensemble des ministères	**29 327**	**44 425**	**73 752**	**4 983**	**8 335**	**13 318**	**34 310**	**52 760**	**87 070**	**39,4**
Filière scientifique	**14 266**	**33 542**	**47 808**	**1 963**	**5 057**	**7 020**	**16 229**	**38 599**	**54 828**	**29,6**
Première année	7 201	16 053	23 254	998	2 494	3 492	8 199	18 547	26 746	30,7
Deuxième année	7 065	17 489	24 554	965	2 563	3 528	8 030	20 052	28 082	28,6
Filière économique et commerciale	**7 023**	**7 593**	**14 616**	**2 219**	**2 797**	**5 016**	**9 242**	**10 390**	**19 632**	**47,1**
Première année	3 539	3 779	7 318	1 060	1 329	2 389	4 599	5 108	9 707	47,4
Deuxième année	3 484	3 814	7 298	1 159	1 468	2 627	4 643	5 282	9 925	46,8
Filière littéraire	**8 038**	**3 290**	**11 328**	**801**	**481**	**1 282**	**8 839**	**3 771**	**12 610**	**70,1**
Première année	4 126	1 661	5 787	439	269	708	4 565	1 930	6 495	70,3
Deuxième année	3 912	1 629	5 541	362	212	574	4 274	1 841	6 115	69,9

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France, public + privé sous contrat et hors contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 85 373 étudiants sont inscrits dans des CPGE au sein d'établissements sous tutelle du ministère de l'éducation nationale, dont 39,5 % de femmes.*
Note : les formations en CPGE sont proposées dans des établissements qui peuvent être sous tutelle du ministère chargé de l'éducation nationale (qui regroupe ici aussi ceux sous tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur) ou d'autres ministères tels que celui chargé de l'agriculture ou encore celui des armées.

4 Origine scolaire des étudiants entrants en CPGE en 2025-2026 (en %)

	Bac général	Bac techno	Bac pro	Autres origines (1)	Total	Effectif d'entrants 2025-2026	Évolution annuelle (%)
Filière scientifique	90,7	5,9	0,3	3,1	100,0	26 258	-1,7
Filière économique et commerciale	80,8	12,4	1,2	5,7	100,1	9 519	-5,1
Filière littéraire	97,2	0,1	0,0	2,7	100,0	6 346	-5,6
Total	**89,4**	**6,5**	**0,5**	**3,6**	**100,0**	**42 123**	**-3,0**

RERS 2026, DEPP, SIES

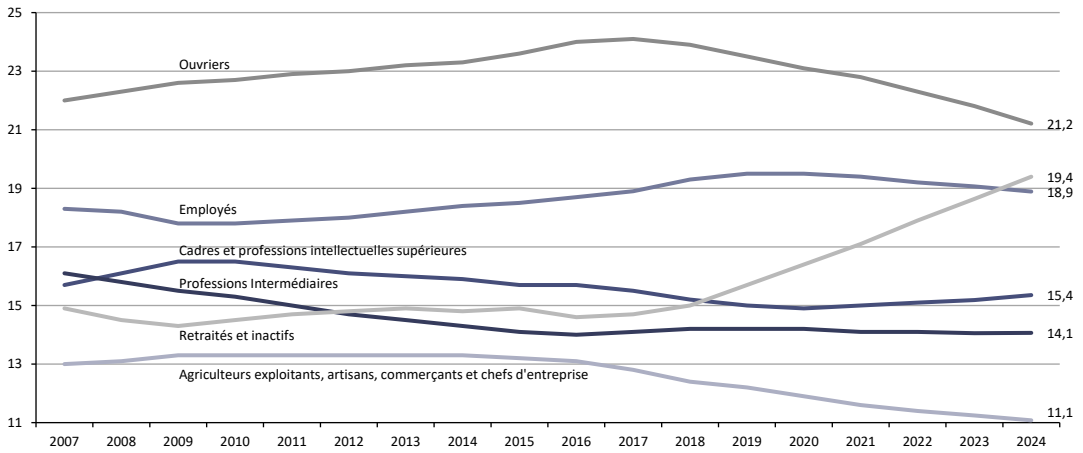
▶ **Champ : France, public + privé sous contrat et hors contrat.**
1. Université, IUT, vie active, étudiants étrangers et autres.
Lecture : *90,7 % des étudiants entrants en CPGE dans la filière scientifique à la rentrée 2025 sont des bacheliers généraux.*

À la rentrée 2025, 221 600 étudiants sont inscrits en section de technicien supérieur (STS) sous statut scolaire ou dans une formation assimilée **(2)**, soit une hausse des effectifs de 1,8 % par rapport à 2024, alors qu'ils étaient en baisse (- 0,8 %) l'année précédente. Les effectifs augmentent à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé (respectivement + 1,5 % et + 2,6 %). Au total, 118 100 étudiants sont entrés pour la première fois en STS ou formations assimilées sous statut scolaire en 2025, contre 113 900 à la rentrée 2024, soit une augmentation de 3,7 % **(4)**. Les effectifs augmentent de façon similaire dans les domaines de la production (+ 3,8 %) et des services (+ 3,6 %), ce dernier accueillant 68 % des nouveaux entrants.

Les enfants d'ouvriers représentent 21 % des inscrits en STS sous statut scolaire en 2024 et les enfants d'employés ainsi que ceux de retraités et d'inactifs en représentent 19 % **(1)**. La part des étudiants en STS dont le parent référent est ouvrier diminue depuis 2018 après une hausse constante entre 2007 et 2017. À l'inverse, la part des enfants de retraités et d'inactifs est en hausse. La proportion d'étudiants dont le parent référent exerce une profession intermédiaire est stable (autour de 14 %) depuis 2015 et celle d'enfants de cadres (autour de 15 %) depuis 2018.

À la rentrée 2025, 27 % des étudiants inscrits en STS scolaires suivent leur formation dans un établissement privé, part qui diminue lentement depuis une dizaine d'années (34 % en 2012). Les étudiantes représentent un peu moins de la moitié des effectifs en STS (48 %) et sont plus présentes dans les établissements privés (51 % des effectifs du privé) que dans les établissements publics (47 %) **(3)**.

1 Répartition des étudiants en STS et assimilées selon la catégorie socioprofessionnelle de leur parent référent (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), établissements publics et + privés sous contrat et ou hors contrat, étudiants sous statut scolaire.**
Lecture : *à la rentrée 2024, les parents référents de 11,1 % d'élèves en STS et assimilées sont agriculteurs exploitants, artisans, commerçants et chefs d'entreprise.*
Note : les résultats sont présentés en moyenne mobile sur trois années. Par exemple, si en moyenne en 2021 (mobile d'ordre 3), les parents référents de 14,1 % des étudiants exerçent une profession intermédiaire, cela signifie que la moyenne de la part de ces étudiants sur 2020, 2021 et 2022 est de 14,1 %.

Précisions

Population concernée – Les étudiants sous statut scolaire des établissements publics, privés sous contrat et privés hors contrat, tous ministères de tutelle, en France.

Sections de technicien supérieur (STS) et assimilées, brevet de technicien supérieur (BTS), classe de mise à niveau pour le BTS, classe passerelle, DN MADE – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note Flash du SIES* : 26.03.

Source

DEPP et SIES, systèmes d'information Scolarité et Scolege.
Système d'information de l'enseignement agricole du ministère chargé de l'agriculture.

2 Évolution des effectifs d'étudiants en STS et formations assimilées (1)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Public	**163 767**	**168 772**	**170 705**	**171 062**	**172 244**	**172 866**	**173 016**	**178 902**	**179 400**	**184 596**	**176 953**	**163 180**	**159 057**	**158 929**	**161 343**
Évolution (en %)	0,9	3,1	1,1	0,2	0,7	0,4	0,1	2,5	0,3	2,0	-4,1	-7,8	-2,5	-0,1	1,5
Poids par rapport à l'effectif total (en %)	66,6	66,5	67,0	67,0	67,2	67,2	67,4	68,1	68,3	69,0	70,2	71,6	72,5	73,0	72,8
Privé	**82 258**	**84 957**	**84 262**	**84 215**	**83 926**	**84 381**	**83 547**	**83 724**	**83 098**	**82 754**	**75 088**	**64 589**	**60 347**	**58 770**	**60 303**
Évolution (en %)	2,9	3,3	-0,8	-0,1	-0,3	0,5	-1,0	-0,3	-0,7	-0,9	-9,3	-14,0	-6,6	-2,6	2,6
Poids par rapport à l'effectif total (en %)	33,4	33,5	33,0	33,0	32,8	32,8	32,6	31,9	31,7	31,0	29,8	28,4	27,5	27,0	27,2
Ensemble	**246 025**	**253 729**	**254 967**	**255 277**	**256 170**	**257 247**	**256 563**	**262 626**	**262 498**	**267 350**	**252 041**	**227 769**	**219 404**	**217 699**	**221 646**
Évolution annuelle en % (1) (2)	1,6	3,1	0,5	0,1	0,3	0,4	-0,3	1,6	0,0	1,1	-5,7	-9,6	-3,7	-0,8	1,8

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France, établissements publics + privés sous contrat et hors contrat, étudiants sous statut scolaire.**

1. Les formations assimilées aux STS sont les classes de mise à niveau pour BTS, DTS, DN MADE, classes passerelles et DMA. Les classes de mise à niveau s'adressent aux étudiants des STS « arts appliqués », « hôtellerie-restauration », « maintenance des systèmes électro-navals » et « pêche et gestion de l'environnement marin » qui ne sont pas titulaires des baccalauréats correspondants. Les classes passerelles ont été créées en septembre 2018. Destinées aux bacheliers professionnels diplômés en 2018, elles permettent une remise à niveau en vue d'intégrer une formation en STS.
2. Les évolutions annuelles entre 2018 et 2020 sont calculées à champ constant, hors diplôme national des métiers d'art et du design (DN MADE), diplôme de niveau bac + 3 créé en 2018 et en fin de montée en charge en 2020.

Lecture : *à la rentrée 2025, 161 343 étudiants sont inscrits en STS et assimilées dans un établissement public. Cet effectif est en hausse de 1,5 % par rapport à celui de 2024. Il représente 72,8 % de l'effectif total des STS et assimilées de 2025.*

3 Effectifs d'étudiants en STS et assimilées selon la formation et le ministère de tutelle en 2025-2026

	Public			Privé			Ensemble public + privé			
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Part des femmes (%)
Éducation nationale et Enseignement supérieur	**71 340**	**79 747**	**151 087**	**27 598**	**26 665**	**54 263**	**98 938**	**106 412**	**205 350**	**48,2**
STS en 1, 2 et 3 ans (1)	70 695	79 289	149 984	27 419	26 548	53 967	98 114	105 837	203 951	48,1
Classes de mise à niveau (2)	486	357	843	94	82	176	580	439	1 019	56,9
Classes passerelles BTS (3)	159	101	260	85	35	120	244	136	380	64,2
Agriculture	**4 471**	**5 423**	**9 894**	**2 054**	**2 725**	**4 779**	**6 525**	**8 148**	**14 673**	**44,5**
STS en 1, 2 et 3 ans (1)	4 471	5 423	9 894	2 054	2 725	4 779	6 525	8 148	14 673	44,5
Autres ministères	**69**	**293**	**362**	**806**	**455**	**1 261**	**875**	**748**	**1 623**	**53,9**
STS en 1, 2 et 3 ans (1)	64	265	329	806	455	1 261	870	720	1 590	54,7
Classes de mise à niveau (2)	5	28	33	0	0	0	5	28	33	15,2
Total	**75 880**	**85 463**	**161 343**	**30 458**	**29 845**	**60 303**	**106 338**	**115 308**	**221 646**	**48,0**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France, établissements publics + privés sous contrat et hors contrat, étudiants sous statut scolaire.**

1. Comprend les DN MADE, les DMA et les DTS (comptés avec les troisièmes années de STS).
2. Les classes de mise à niveau s'adressent aux étudiants des STS « arts appliqués », « hôtellerie-restauration », « maintenance des systèmes électro-navals » et « pêche et gestion de l'environnement marin » qui ne sont pas titulaires des baccalauréats correspondants.
3. Les classes passerelles ont été créées en septembre 2018. Destinées aux bacheliers professionnels diplômés à partir de 2018, elles permettent une remise à niveau en vue d'intégrer une formation en STS.

Lecture : *à la rentrée 2025, 205 350 étudiants sont inscrits en section de techniciens supérieurs et assimilées dans un établissement sous tutelle de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur, dont 48,2 % de femmes.*

4 Origine scolaire des nouveaux entrants en première année de STS et assimilées en 2025-2026 (en %) (1)

Domaines de spécialité	Bac général	Bac technologiques			Bac professionnel	Autres origines (2)	Total	Effectif d'entrants 2025-2026	Évolution annuelle (%)
		STI2D, STD2A	STMG	Autres					
Disciplinaire (lettres et arts)	33,1	34,0	0,7	1,0	8,7	22,4	100,0	4 478	4,7
Production	13,7	17,6	0,8	8,8	40,5	18,7	100,0	33 124	3,8
Services	17,0	1,7	24,8	4,7	30,7	21,2	100,0	80 490	3,6
Total	**16,7**	**7,4**	**17,1**	**5,7**	**32,6**	**20,5**	**100,0**	**118 092**	**3,7**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France, établissements publics + privés sous contrat et hors contrat, étudiants sous statut scolaire.**

1. Voir note 1 du tableau 2.
2. Brevet de technicien, université, IUT, vie active, étudiants étrangers et autres.

Lecture : *à la rentrée 2025, 30,7 % des étudiants entrant dans une STS du domaine des services ont obtenu un baccalauréat professionnel. Entre les rentrées 2024 et 2025, l'effectif des entrants en STS du domaine des services a augmenté de 3,6 %.*

7.13 Les sections de techniciens supérieurs et assimilées par spécialité

À la rentrée 2025, 221 600 étudiants sous statut scolaire sont inscrits dans une section de techniciens supérieurs (STS) ou assimilée **(1)**. Cet effectif est en hausse de 1,8 % par rapport à la rentrée précédente (+ 3 900 inscrits) **(2)**.

Les formations dans les spécialités de la production accueillent 61 200 étudiants, soit une hausse de leurs effectifs de 2,8 % par rapport à la rentrée 2024. Les effectifs augmentent fortement dans certaines spécialités de la production, comme « transformations chimiques et apparentées » (+ 13,6 %) ou « spécialités pluritechnologiques des transformations » (+ 8,7 %) alors qu'ils sont en forte baisse dans d'autres spécialités, comme « agroalimentaire, alimentation, cuisine » (- 13,1 %) ou « plasturgie, matériaux composites » (- 5,2 %).

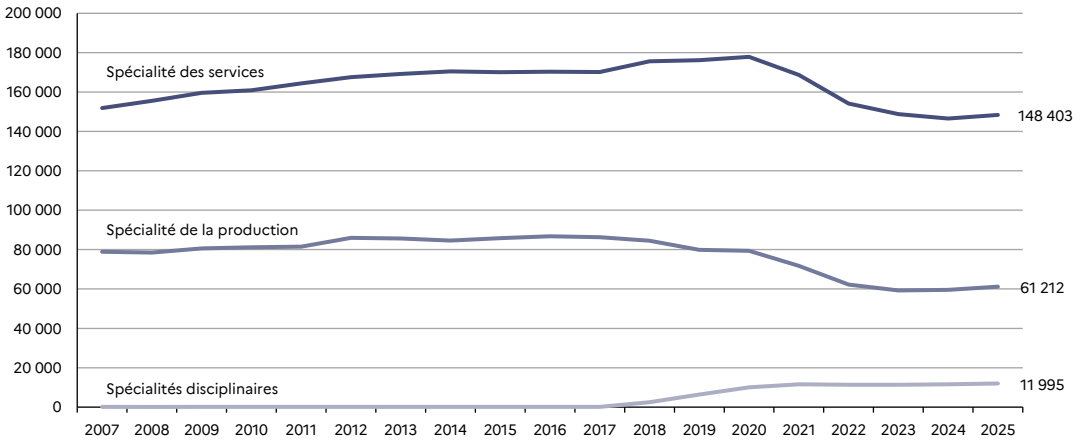
Dans les spécialités des services, les effectifs d'étudiants sont en hausse par rapport à l'année précédente (+ 1,3 %), notamment dans les spécialités « transport, manutention, magasinage » (+ 9,6 %) et « sécurité des biens et des personnes, police, surveillance » (+ 7,4 %).

Enfin, les étudiants des spécialités disciplinaires (12 000 inscrits) augmentent de 3,8 %.

Les formations dans les spécialités des services accueillent 67 % des inscrits en STS et assimilées à la rentrée 2025, contre 28 % dans les domaines de la production.

Les femmes restent peu nombreuses dans les spécialités de la production (23 %) mais représentent 56 % des effectifs dans les services et 77 % dans les spécialités disciplinaires.

1 Effectifs des étudiants inscrits en STS et formations assimilées selon la catégorie de spécialité



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France, établissements publics + privés sous contrat et hors contrat, étudiants sous statut scolaire.**
Lecture : *à la rentrée 2025, les formations de STS et assimilées accueillent 148 403 étudiants dans les spécialités des services.*

Précisions

Population concernée – Les étudiants sous statut scolaire des établissements publics, privés sous contrat et privés hors contrat, en France.

Sections de techniciens supérieurs (STS) et assimilées, DN MADE – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note Flash du SIES* : 26.03.

Source

DEPP et SIES, systèmes d'information Scolarité et Scolege.
Système d'information de l'enseignement agricole du ministère chargé de l'agriculture.

2 Les étudiants inscrits en STS et formations assimilées par spécialité de formation en 2025-2026

Groupes de spécialités de formation		Effectifs 2025-2026	Répartition (%)	Part du privé (%)	Part des femmes (%)	Effectifs 2024-2025	Évolution annuelle (%)
Spécialités disciplinaires		**12 031**	**5,4**	**26,1**	**77,3**	**11 588**	**3,8**
134	Autres disciplines artistiques et spécialités artistiques plurivalentes	12 031	5,4	26,1	77,3	11 588	3,8
Spécialités de la production		**61 212**	**27,6**	**17,9**	**22,7**	**59 546**	**2,8**
200	Technologies industrielles fondamentales	2 360	1,1	11,8	11,4	2 274	3,8
201	Technologies de commandes des transformations industrielles	10 274	4,6	19,1	7,4	9 895	3,8
210	Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture	3 100	1,4	38,6	36,9	3 064	1,2
211	Productions végétales, cultures spécialisées, protection des cultures	1 490	0,7	23,3	33,4	1 554	-4,1
212	Productions animales, élevages spécialisés, soins aux animaux	1 948	0,9	30,6	65,5	1 864	4,5
213	Forêts, espaces verts, faune sauvage, pêche	3 297	1,5	39,5	36,6	3 268	0,9
214	Aménagement paysager, parcs, jardins, espaces verts, terrains de sport	1 160	0,5	22,6	25,0	1 139	1,8
220	Spécialités pluritechnologiques des transformations	212	0,1	0,5	29,7	195	8,7
221	Agroalimentaire, alimentation, cuisine	2 216	1,0	20,2	60,6	2 551	-13,1
222	Transformations chimiques et apparentées	4 258	1,9	24,6	60,4	3 748	13,6
223	Métallurgie	1 782	0,8	2,2	9,9	1 738	2,5
224	Matériaux de construction, verre, céramique	11	0,0	0,0	45,5	11	0,0
225	Plasturgie, matériaux composites	218	0,1	0,0	10,1	230	-5,2
227	Énergie, génie climatique	2 326	1,0	15,6	3,4	2 348	-0,9
230	Spécialités pluritechnologiques génie civil, construction, bois	3 129	1,4	13,0	23,6	3 135	-0,2
231	Mines et carrières, génie civil, topographie	607	0,3	6,4	15,2	585	3,8
232	Bâtiment : construction et couverture	1 234	0,6	8,0	14,6	1 177	4,8
233	Bâtiment : finitions	1 162	0,5	17,9	66,6	1 119	3,8
234	Travail du bois et de l'ameublement	945	0,4	10,5	12,8	992	-4,7
241	Textile	38	0,0	0,0	65,8	37	2,7
242	Habillement	1 272	0,6	12,0	86,9	1 277	-0,4
243	Cuirs et peaux	170	0,1	0,0	81,8	169	0,6
250	Spécialités pluritechnologiques en mécanique-électricité	5 375	2,4	11,5	6,3	5 008	7,3
252	Moteurs et mécanique auto	2 213	1,0	17,3	5,1	2 114	4,7
253	Mécanique aéronautique et spatiale	461	0,2	12,8	14,1	454	1,5
254	Structures métalliques	1 385	0,6	7,7	8,5	1 311	5,6
255	Électricité, électronique	8 569	3,9	10,8	4,2	8 289	3,4
Spécialités des services		**148 403**	**67,0**	**31,2**	**56,0**	**146 565**	**1,3**
300	Spécialités plurivalentes des services	520	0,2	26,7	67,3	890	-41,6
311	Transport, manutention, magasinage	2 197	1,0	17,9	25,1	2 004	9,6
312	Commerce, vente	45 354	20,5	30,6	48,2	45 270	0,2
313	Finances, banque, assurances	7 691	3,5	27,8	54,2	7 534	2,1
314	Comptabilité, gestion	26 824	12,1	25,8	53,1	26 054	3,0
320	Spécialités plurivalentes de la communication	5 458	2,5	57,8	74,9	5 770	-5,4
322	Techniques de l'imprimerie et de l'édition	803	0,4	8,8	57,7	855	-6,1
323	Techniques de l'image et du son, métiers connexes du spectacle	2 754	1,2	38,4	42,7	2 727	1,0
324	Secrétariat, bureautique	9 930	4,5	17,9	73,5	9 611	3,3
326	Informatique, traitement de l'information, transmission des données	9 596	4,3	35,6	9,9	9 413	1,9
330	Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	4 362	2,0	24,3	89,0	4 303	1,4
331	Santé	6 770	3,1	50,4	72,1	6 463	4,8
332	Travail social	6 449	2,9	36,5	89,6	6 586	-2,1
334	Accueil, hôtellerie, tourisme	12 889	5,8	29,7	67,3	12 797	0,7
336	Coiffure, esthétique, autres spécialités des services aux personnes	1 944	0,9	47,5	98,4	1 958	-0,7
341	Aménagement du territoire, développement, urbanisme	392	0,2	47,2	66,8	-	nd
343	Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement	991	0,4	12,9	29,9	1 071	-7,5
344	Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance	1 136	0,5	32,1	35,2	1 058	7,4
345	Application des droits et statuts des personnes	2 343	1,1	44,1	83,1	2 201	6,5
Ensemble des spécialités		**221 646**	**100,0**	**27,2**	**48,0**	**217 699**	**1,8**
Rappel ensemble des spécialités 2024		*217 699*	*100,0*	*27,0*	*47,8*		

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France, établissements publics + privés sous contrat et hors contrat, étudiants sous statut scolaire.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 67,0 % des étudiants en STS et assimilées sont inscrits dans une spécialité des services. Les établissements privés scolarisent 31,2 % d'entre eux. Les femmes représentent 56,0 % des étudiants formés dans ces spécialités.*

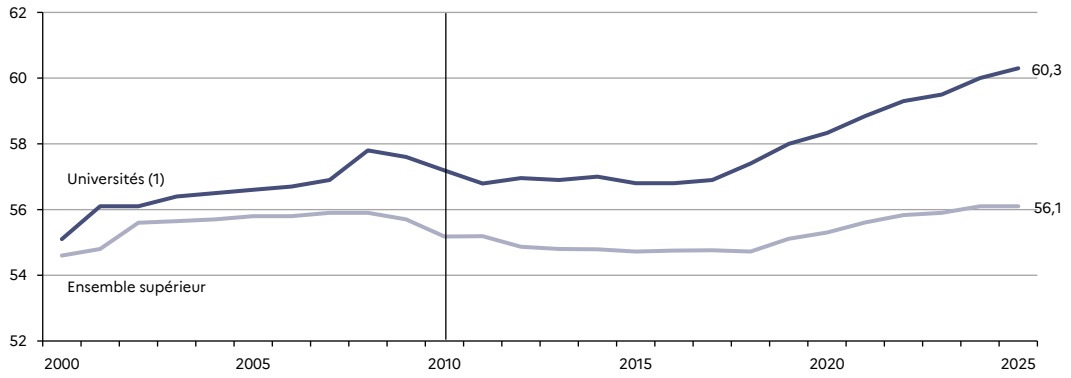
À la rentrée 2025, 56 % des étudiants de l'enseignement supérieur sont des femmes **(1)**. Depuis 2015, leur proportion augmente modérément dans l'ensemble (+ 1,4 point) mais plus nettement à l'**université** (+ 3,5 points).

La scolarisation des femmes dans l'enseignement supérieur s'est développée plus fortement que celle des hommes **(2)**. À la rentrée 2024, le taux de scolarisation des femmes de 17 à 29 ans dans l'enseignement supérieur est plus élevé que celui des hommes, quel que soit l'âge. Les écarts sont les plus marqués à 20 et 21 ans : respectivement 66 % et 57 % des femmes sont inscrites dans le supérieur, contre 49 % et 42 % des hommes. Depuis 2004, le taux de scolarisation a augmenté chez les femmes et les hommes, mais la progression a été plus marquée chez ces dernières. En dix ans, le taux de scolarisation des femmes de 17 à 29 ans a augmenté de 20,1 points, contre 19,3 points pour les hommes. L'écart de taux de scolarisation entre hommes et femmes s'est légèrement accentué au cours de cette période (+ 0,8 point).

La part de femmes varie considérablement selon le type d'études **(3)**. Elles sont largement majoritaires dans les formations paramédicales ou sociales (80 %), même si leur part baisse depuis 2015 (- 5 points). Elles sont à l'inverse minoritaires en CPGE (39 %), en BUT (41 %) ou encore en sciences (29 % des effectifs des **formations d'ingénieurs**). En STS en apprentissage, la part des étudiantes a fortement augmenté en dix ans (+ 6,8 points, soit 45 % en 2025).

Ces disparités se retrouvent à l'université, où les femmes représentent 62 % de la population étudiante à la rentrée 2025, hors BUT. Leur part est la plus élevée dans les disciplines littéraires, en particulier en « langues, lettres et sciences humaines » (71 %). Les femmes représentent également 68 % des étudiants en « médecine, odontologie, pharmacie ». En revanche, elles restent minoritaires en « sciences, Staps » (44 %), bien que ce soit dans ces disciplines que leur part ait le plus augmenté en dix ans (+ 7,6 points).

1 Évolution de la part des femmes à l'université et dans l'enseignement supérieur (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Y compris les IUT.
Lecture : *à la rentrée 2025, les femmes représentent 56,1 % des étudiants dans l'enseignement supérieur, hors inscriptions simultanées en CPGE. Parmi les étudiants inscrits à l'université, 60,3 % sont des femmes, au périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE.*
Note : depuis 2010, les inscriptions en STS en apprentissage sont prises en compte dans les calculs.

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits dans un établissement de l'enseignement supérieur (voir fiche 7.01). Les inscriptions comptabilisées excluent les inscriptions simultanées en CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013 (soit 60 989 étudiants à la rentrée 2025).

Bachelor universitaire de technologie (BUT), classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, sections de techniciens et assimilées (STS) – Voir « Glossaire ».

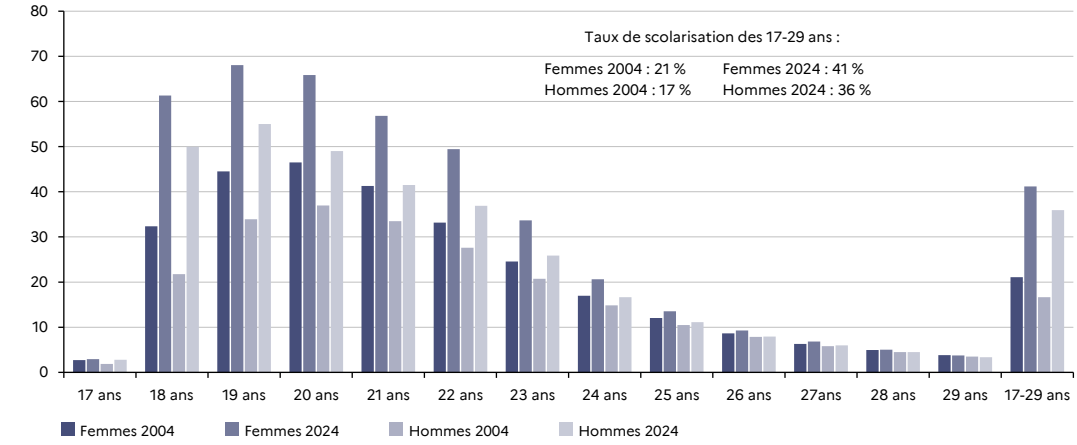
Pour en savoir plus

- *Note d'Information du SIES :* 25.15.

Source

SIES, système d'information SISE, enquêtes menées par le SIES sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, données sur les STS et CPGE collectées par la DEPP et le SIES, enquête SIFA, enquêtes sous la responsabilité des ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

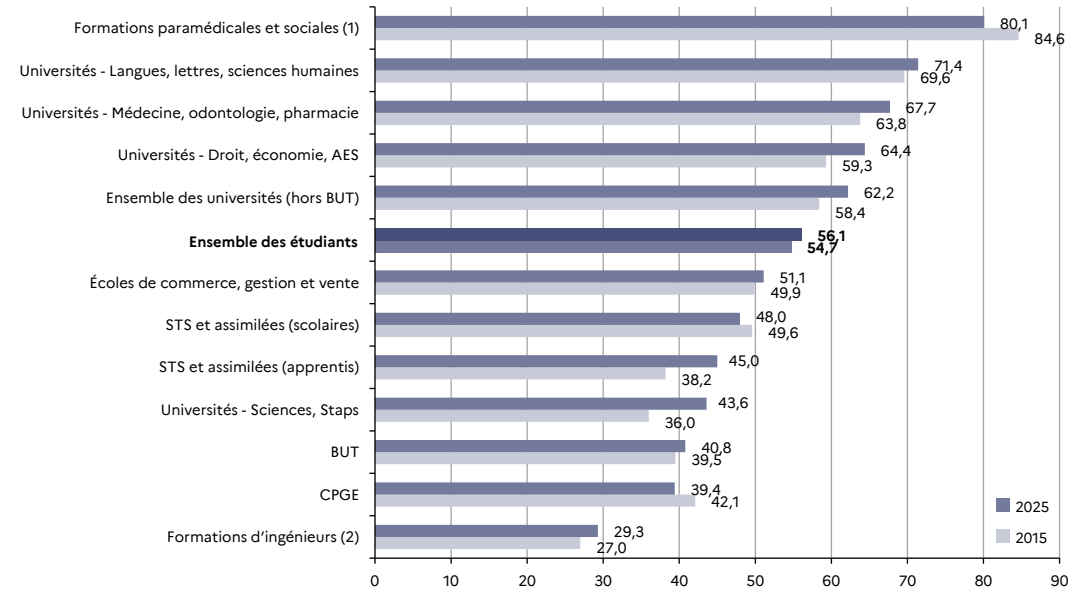
2 Taux de scolarisation des femmes et des hommes dans l'enseignement supérieur, par âge (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France hors Mayotte pour 2004-2005, France pour 2024-2025.**
Lecture : *à la rentrée 2024, 2,9 % des femmes âgées de 17 ans sont scolarisées dans l'enseignement supérieur.*

3 Part des femmes dans les différentes formations d'enseignement supérieur (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Les dernières données disponibles portent sur 2024-2025.
2. Y compris les formations d'ingénieurs dépendantes des universités, des instituts nationaux polytechniques (INP) et des universités de technologies ; et les formations d'ingénieurs en partenariat.
Lecture : *à la rentrée 2025, les femmes représentent 71,4 % des étudiants inscrits dans les disciplines de langues, lettres et sciences humaines à l'université, contre 69,6 % en 2015.*

Les étudiants issus de milieux sociaux favorisés sont surreprésentés dans l'enseignement supérieur par rapport à ceux issus de milieux plus modestes. À la rentrée 2025, les étudiants dont un parent est cadre ou de profession intellectuelle supérieure sont deux fois plus nombreux que ceux dont le parent est employé (37 % contre 18 %) et quatre fois plus nombreux que ceux dont le parent est ouvrier (9 %) **(1)**.

Les étudiants de parents cadres composent la majorité des effectifs des écoles normales supérieures (65 %), comme ceux des **formations d'ingénieurs hors université** (58 %), des **classes préparatoires aux grandes écoles** (53 %) et des **écoles de commerce** (51 %). À l'inverse, les étudiants dont les parents sont employés ou ouvriers y sont minoritaires. Ils sont davantage inscrits dans les formations paramédicales ou sociales (respectivement 31 % et 19 %), dans les **sections de techniciens supérieurs et assimilées** sous statut scolaire (respectivement 19 % et 20 %) et dans les **BUT** (respectivement 20 % et 11 %). La part des enfants d'artisans, commerçants, chefs d'entreprise ou exploitants agricoles est plus élevée parmi les étudiants d'écoles de commerce, gestion et vente (17 %).

À l'**université**, les enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 36 % des effectifs **(2)**. Ils sont surreprésentés dans les disciplines les plus sélectives comme la santé (50 %), les formations d'ingénieurs (49 %), les parcours de droit, sciences politiques (40 %) ou de sciences (39 %). Les enfants de cadres y suivent aussi des études plus longues : leur part passe de 33 % en cursus licence à 41 % en cursus doctorat **(3)**. Inversement, les enfants d'ouvriers représentent 10 % des effectifs en cursus licence et 4 % en cursus doctorat.

Précisions

Population concernée – L'information sur la catégorie socioprofessionnelle n'étant pas disponible pour tous les étudiants étrangers, les résultats ne portent que sur les étudiants de nationalité française. Les pourcentages sont calculés hors étudiants dont l'origine sociale est inconnue pour faciliter les comparaisons entre formations. Les inscriptions comptabilisées excluent les inscriptions simultanées en CPGE.

Cursus licence-master-doctorat (LMD), inscriptions simultanées à l'université et CPGE, population étudiante – Voir « Glossaire ».

Source

SIES, système d'information SISE, enquêtes menées par le SIES sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, données sur les STS et CPGE collectées par la DEPP et le SIES, enquête SIFA, enquêtes sous la responsabilité des ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

1 Origine sociale des étudiants de nationalité française en 2025-2026 (en %)

	Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités et inactifs	Ensemble (1)	Origine sociale inconnue
Universités	8,3	36,2	15,9	18,0	8,2	13,4	100,0	8,4
dont : BUT	*9,2*	*33,1*	*18,4*	*20,4*	*10,6*	*8,3*	*100,0*	*3,9*
formations d'ingénieurs	*7,8*	*49,2*	*15,8*	*12,8*	*6,5*	*7,8*	*100,0*	*3,6*
autres formations	*8,2*	*36,3*	*15,6*	*17,8*	*8,0*	*14,1*	*100,0*	*9,0*
Formations d'ingénieurs hors université	10,2	58,0	11,7	10,0	3,7	6,5	100,0	8,0
Sections de techniciens supérieurs (sous statut scolaire)	10,9	16,4	14,7	19,1	20,3	18,5	100,0	8,5
CPGE et préparations intégrées	10,3	53,3	12,1	10,8	6,4	7,1	100,0	3,9
Écoles de commerce, gestion et vente	17,1	50,7	9,7	12,8	2,9	6,8	100,0	32,0
Établissements privés d'enseignement universitaire	11,0	47,6	13,1	14,6	5,1	8,6	100,0	14,0
Écoles normales supérieures	5,3	65,2	10,3	8,9	1,9	8,4	100,0	7,5
Écoles artistiques, d'architecture et de journalisme	13,0	44,7	14,4	15,5	4,5	7,9	100,0	39,9
Écoles paramédicales et sociales (2)	14,8	24,0	9,8	30,7	18,6	2,0	100,0	4,7
Autres écoles et formations	10,3	48,6	12,1	13,0	5,2	10,8	100,0	27,1
Ensemble des étudiants français	**10,0**	**37,4**	**14,3**	**17,6**	**9,0**	**11,7**	**100,0**	**12,2**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Hors étudiants dont l'origine sociale est inconnue.
2. Les données concernant les écoles paramédicales et sociales sont celles de 2024-2025.
Lecture : *à la rentrée 2025 à l'université, à périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE, 8,3 % des étudiants de nationalité française ont un parent agriculteur, artisan, commerçant ou chef d'entreprise.*

2 Origine sociale des étudiants de nationalité française dans les universités (1) selon la discipline en 2025-2026 (en %)

	Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités et inactifs	Ensemble (1)	Origine sociale inconnue
Disciplines générales	**8,3**	**34,1**	**16,2**	**19,1**	**8,8**	**13,5**	**100,0**	**7,5**
Droit, sciences politiques	**9,3**	**39,8**	**14,4**	**17,6**	**7,1**	**11,9**	**100,0**	**6,1**
Économie, AES	**10,3**	**33,6**	**14,9**	**19,4**	**10**	**11,8**	**100,0**	**7,9**
Sciences économiques, gestion	8,1	22,5	14,2	23,4	13,1	18,7	100,0	7,7
AES	10,1	29,6	12,1	20,8	10,5	16,8	100,0	6,2
Pluridroit, sciences économiques, AES	10	32,1	14,7	20	10,4	12,8	100,0	7,8
Arts, lettres, langues, SHS	**7**	**31,8**	**16,3**	**20,3**	**7,8**	**16,8**	**100,0**	**11,3**
Arts, lettres, sciences du langage	7,1	24,2	16,2	24,1	11	17,4	100,0	7,5
Langues	7,2	30,6	16,9	19,8	8,8	16,7	100,0	9,4
Sciences humaines et sociales	6,9	37,3	15,8	18,3	7	14,7	100,0	9,4
Plurilettres, langues, sciences humaines	7,2	29,8	16,7	20,6	9	16,8	100,0	9,4
Sciences	**8**	**38,6**	**16,6**	**16,7**	**9**	**11,1**	**100,0**	**6**
Sciences fondamentales et application	8,7	35	17,6	17,8	8,6	12,3	100,0	6,7
Sciences de la nature et de la vie	7,8	35,2	16,2	18,3	9	13,4	100,0	6,9
Plurisciences	8,2	37,3	16,9	17,1	8,9	11,6	100,0	6,2
Staps	**8**	**35,2**	**20,5**	**20,6**	**8,5**	**7,2**	**100,0**	**4,2**
Disciplines de santé	**8**	**50,1**	**13,4**	**10,6**	**4**	**13,8**	**100,0**	**14,5**
Médecine-odontologie	9,6	38,5	15,1	14,9	8,6	13,4	100,0	11,2
Pharmacie	8,9	47,7	14,7	14,8	6,2	7,7	100,0	4,1
Plurisanté	8,3	48,3	13,8	11,7	4,9	13	100,0	12,9
Total	**8,3**	**36,2**	**15,9**	**18,0**	**8,2**	**13,4**	**100,0**	**8,4**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Hors étudiants dont l'origine sociale est inconnue et hors parcours interdisciplinaires.
Lecture : *à la rentrée 2025 à l'université, à périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE, 9,3 % des étudiants de nationalité française inscrits dans une filière de droits et sciences politiques ont un parent agriculteur, artisan, commerçant ou chef d'entreprise.*

3 Origine sociale des étudiants de nationalité française dans les universités par sexe et par cursus LMD en 2025-2026 (en %)

	Cursus licence			Cursus master			Cursus doctorat			Ensemble (1)		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Agriculteurs	1,1	0,9	1,0	1,4	0,9	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	0,9	1,1
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	7,4	7,3	7,4	7,1	6,7	6,9	6,1	6,0	6,0	7,3	7,1	7,2
Cadres et professions intellectuelles supérieures	30,8	35,3	32,6	41,2	44,2	42,3	40,3	42,3	41,3	34,8	38,5	36,2
Professions intermédiaires	16,7	17,1	16,9	14,4	14,4	14,4	11,8	11,8	11,8	15,7	16,1	15,9
Employés	21,2	19,2	20,4	14,7	13,6	14,3	10,5	9,8	10,1	18,6	17,0	18,0
Ouvriers	9,9	9,1	9,5	6,3	6,1	6,2	3,7	4,1	3,9	8,4	7,9	8,2
Retraités, inactifs	13,0	11,1	12,2	15,0	14,1	14,7	26,5	24,9	25,7	14,0	12,5	13,4
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Origine sociale inconnue	7,3	6,3	6,9	11,3	9,8	10,7	11,7	11,6	11,7	8,9	7,6	8,4

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Hors étudiants dont l'origine sociale est inconnue.
Lecture : *à la rentrée 2025 à l'université, à périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE, 1,1 % des étudiantes de nationalité française inscrites dans un cursus licence ont un parent agriculteur.*

En 2022-2023, après une année de rebond post-crise sanitaire, les mobilités étudiantes poursuivent leur progression en France et à l'étranger pour atteindre un total de 7,3 millions d'étudiants mobiles **(2)**. Le nombre d'étudiants étrangers en **mobilité diplômante** en France est estimé à 276 200, soit 4 % du nombre total des étudiants en mobilité dans le monde **(1)**. La France descend au classement des pays d'accueil des étudiants internationaux cette année et occupe désormais la huitième place derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Allemagne, le Canada, la Russie et la Turquie, mais devant les Émirats arabes unis et la Chine.

Si ces dix pays attirent à eux seuls 60 % des étudiants internationaux, la mobilité sortante se caractérise par une répartition plus diffuse des pays d'origine. Elle demeure toutefois marquée par le poids prépondérant de la Chine et de l'Inde qui totalisent un quart des étudiants inscrits à l'étranger. Le nombre d'étudiants français en mobilité sortante reste relativement stable (115 000, + 1 % en un an), tandis que des pays comme le Nigeria, dont le volume d'étudiants à l'étranger a doublé depuis 2019, grimpent au classement des pays pourvoyeurs d'étudiants mobiles.

Destination privilégiée des étudiants français avant la crise, le Canada retrouve en 2022-2023 sa position de premier pays d'accueil (19 200 étudiants), au coude à coude avec la Belgique (19 100), tandis que la Suisse (12 300) complète le podium des principaux pays d'accueil des étudiants français **(3)**. Les étudiants français se tournent cette année davantage vers l'Espagne (11 900) que le Royaume-Uni (10 000) dont l'enseignement supérieur continue pourtant d'être très attractif à l'échelle mondiale (748 500 étudiants en mobilité entrante).

La France se distingue par un positionnement relativement stable sur les deux types de mobilités (entrante et sortante) par rapport aux autres pays avec un flux net de + 161 200 étudiants en mobilité internationale en 2022-2023, ainsi qu'un nombre de mobilités entrantes en progression depuis dix ans.

Précisions

Population concernée - Estimation des flux d'étudiants en mobilité dans le monde : l'estimation des flux sortants est produite par l'Institut de statistique de l'Unesco (ISU) à partir du nombre d'étudiants français inscrits dans les autres pays. L'année académique *n-n+1* est indiquée comme l'année *n+1* sur le site de l'Unesco. À partir de 2017-2018, pour les flux entrants, la France a affiné sa définition d'étudiants internationaux à celle d'étudiants en mobilité diplômante, en conformité avec les préconisations de l'Unesco, ce qui induit une rupture de série cette année-là.

Source
UNESCO-ISU, mai 2026.

1 Évolution du nombre d'étudiants internationaux inscrits par pays d'accueil (1)

Pays d'accueil	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
États-Unis (2)	784 427	842 384	907 251	971 417	984 898	987 314	976 853	957 475	833 204	873 576	956 923
Royaume-Uni	416 693	428 724	430 833	432 001	435 734	452 079	489 019	550 877	600 589	674 931	748 461
Australie	249 868	266 048	294 438	335 512	381 202	444 514	509 160	458 279	378 439	382 007	467 074
Allemagne	196 619	210 542	228 756	244 575	258 873	311 738	333 233	368 717	376 359	403 473	423 197
Canada (2)	151 244	164 274	171 603	189 478	209 979	224 548	279 168	323 157	312 630	336 837	389 181
Russie	n.d.	213 347	n.d.	243 752	250 658	262 416	282 922	453 807	321 845	340 326	336 453
Turquie	54 387	48 183	72 178	87 903	108 076	125 138	154 505	185 047	224 048	244 027	301 634
France	228 639	235 123	239 409	245 349	258 380	229 623	246 378	252 444	252 856	263 459	276 217
Émirats arabes unis	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	199 958	204 942	210 030	208 453	225 845	237 034
Chine	96 409	108 217	123 127	137 527	157 108	178 271	201 177	225 100	221 653	210 903	200 892
Autres pays	2 084 649	2 007 116	2 344 593	2 231 587	2 364 308	2 299 680	2 421 987	2 391 422	2 657 412	2 904 043	2 951 007
Pays membres et membres associés de l'Unesco	**4 262 935**	**4 523 958**	**4 812 188**	**5 119 101**	**5 409 216**	**5 715 280**	**6 099 344**	**6 376 355**	**6 387 488**	**6 859 427**	**7 288 073**

RERS 2026, DEPP, SIES

1. Le concept mesuré et la méthodologie peuvent varier selon les pays (critères retenus pour qualifier les étudiants internationaux, prise en compte ou non des doubles inscriptions, etc.). À partir de 2017-2018, pour les flux entrants, la France a affiné et restreint sa définition d'étudiants internationaux aux seuls étudiants en mobilité diplômante, concept attendu dans les statistiques internationales, occasionnant une rupture de série en 2017-2018.
2. Estimation nationale jusqu'à 2015.
Lecture : *en 2022-2023, 956 923 étudiants sont en mobilité internationale aux États-Unis.*

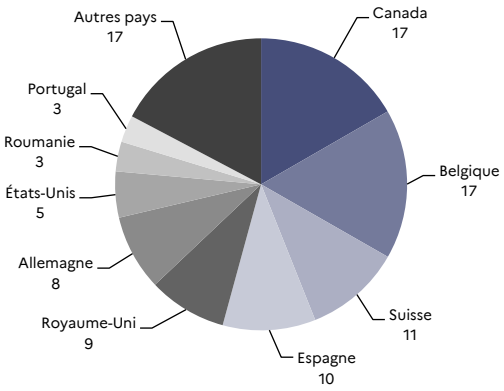
2 Nombre estimé d'étudiants nationaux inscrits à l'étranger par pays d'origine (1)

Pays d'origine	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chine	718 991	769 926	818 571	866 806	928 353	997 618	1 059 984	1 095 780	1 021 303	1 052 283	1 076 015
Inde	190 685	216 008	257 047	305 422	341 521	377 993	460 871	516 693	508 174	621 623	833 835
Nigeria	n.d.	n.d.	n.d.	95 731	85 251	76 338	71 133	71 753	84 797	112 416	146 286
Allemagne	120 524	118 512	117 107	118 100	122 977	122 543	122 667	123 534	126 359	126 241	128 287
Vietnam	55 976	59 451	68 013	82 647	94 611	108 341	125 547	136 101	137 022	134 141	128 186
Ouzbékistan	20 350	26 119	28 118	32 908	35 033	42 344	52 820	86 248	109 945	150 488	120 563
États-Unis	75 758	78 053	80 614	84 026	86 650	86 059	102 177	108 525	102 691	115 026	118 150
France	76 762	82 096	86 699	90 844	94 765	99 572	103 006	108 757	105 790	113 515	115 006
Pakistan	n.d.	n.d.	n.d.	52 956	53 023	58 821	59 784	64 604	71 865	90 614	114 849
Népal	32 168	35 744	40 558	49 468	64 355	82 046	93 358	98 751	88 904	95 092	108 273
Syrie	25 081	31 692	38 570	46 734	53 462	64 473	74 775	86 994	99 050	104 987	105 160
Autres pays	2 946 640	3 106 357	3 276 891	3 293 459	3 449 215	3 599 132	3 773 221	3 878 615	3 931 588	4 143 001	4 293 463
Pays membres et membres associés de l'Unesco	**4 262 935**	**4 523 958**	**4 812 188**	**5 119 101**	**5 409 216**	**5 715 280**	**6 099 343**	**6 376 355**	**6 387 488**	**6 859 427**	**7 288 073**

RERS 2026, DEPP, SIES

1. L'Institut de statistique de l'Unesco (ISU) estime les flux d'étudiants sortants à partir de la somme des inscrits nationaux dans les autres pays. La fiabilité de l'indicateur dépend de la qualité et du niveau de détail des informations fournies par les pays (critères retenus pour qualifier les étudiants internationaux, prise en compte ou non des doubles inscriptions, etc.) ainsi que du nombre de pays de destination pour lesquels des données sont disponibles. Pour la France, les données transmises par le SIES à l'UOE, en conformité avec leurs préconisations, correspondent au nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits en France et ayant obtenu leur diplôme d'études secondaires à l'étranger.
Lecture : *en 2022-2023, 7 288 073 étudiants sont en mobilité internationale dans le monde. Parmi eux, 1 076 015 sont originaires de Chine.*

3 Répartition estimée des étudiants français inscrits à l'étranger par pays d'accueil en 2022-2023 (en %) (1)



RERS 2026, DEPP, SIES

1. L'Institut de statistique de l'Unesco (ISU) estime les flux d'étudiants sortants à partir de la somme des inscrits nationaux dans les autres pays. La fiabilité de l'indicateur dépend de la qualité et du niveau de détail des informations fournies par les pays (critères retenus pour qualifier les étudiants internationaux, prise en compte ou non des doubles inscriptions, etc.) ainsi que du nombre de pays de destination pour lesquels des données sont disponibles. Pour la France, les données transmises par le SIES à l'UOE, en conformité avec leurs préconisations, correspondent au nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits en France et ayant obtenu leur diplôme d'études secondaires à l'étranger.
Lecture : *en 2022-2023, 115 006 étudiants français sont en mobilité internationale à l'étranger. Parmi eux, 17 % sont inscrits au Canada.*

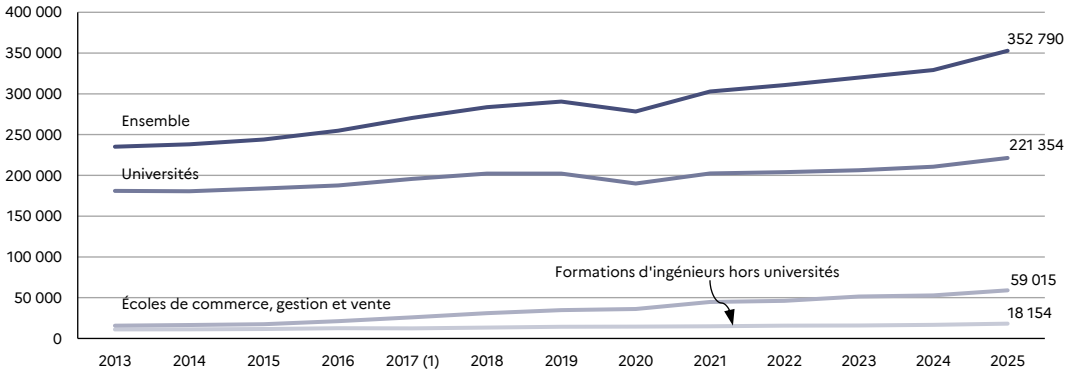
7.17 Les étudiants étrangers en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur

En 2025-2026, le nombre d'étudiants étrangers en **mobilité internationale** en France s'élève à 352 800, soit 12 % des effectifs de l'enseignement supérieur **(1) (2)**. Après plusieurs années d'augmentation régulière post-pandémie, cet effectif s'accroît fortement cette année (+ 7,2 % en un an, + 26,8 % au cours de cinq ans). Cette croissance est portée par l'attractivité des **universités** (+ 5,1 % en un an) et des **écoles de commerce, gestion et vente** (+ 12,0 %). Ces écoles confortent leur position d'établissements où la proportion d'étudiants internationaux est la plus élevée (un étudiant sur cinq). Le **BUT** (**bachelor universitaire de technologie**, succédant au DUT), où les effectifs d'étudiants étrangers mobiles sont historiquement faibles, attire davantage depuis leur réforme : depuis la rentrée 2022, ces effectifs ont doublé. Cette croissance est liée pour partie à l'allongement de la durée d'études (de deux ans pour le DUT à trois ans pour le BUT).

À la rentrée 2025, les **universités** accueillent 63 % des étudiants étrangers en mobilité internationale – proportion en baisse ces dernières années – soit 221 400 étudiants mobiles et 13 700 étudiants supplémentaires en comptant les établissements expérimentaux. Ces étudiants représentent 13 % des inscrits en **université**. Leur part augmente fortement avec l'avancée dans les études supérieures : 10,0 % en licence, 16,5 % en master et 35,0 % en doctorat **(3)**. Neuf sur dix sont en **mobilité diplômante** (91,4 %).

À l'université, 14 % des étudiants en mobilité internationale sont originaires de l'Union européenne, 56 % d'Afrique et 19 % d'Asie. Cette répartition géographique varie cependant selon le diplôme préparé, puisque 31 % des doctorants internationaux sont originaires d'Asie (contre 20 % et 16 % en licence et en master), alors que 61 % des étudiants mobiles inscrits en master viennent du continent africain (contre 33 % en doctorat).

1 Évolution du nombre d'étudiants étrangers en mobilité internationale inscrits dans l'enseignement supérieur par formation (hors inscriptions simultanées licence-CPGE)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Une part de la hausse observée est liée à une meilleure prise en compte de la totalité du périmètre des écoles de commerce et de la culture à partir de 2017.
Lecture : *en 2025-2026, 352 790 étudiants étrangers sont en mobilité internationale en France. Parmi eux, 221 354 sont inscrits à l'université.*

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits dans un établissement de l'enseignement supérieur (voir « population étudiante » dans le glossaire). Les inscriptions comptabilisées excluent les inscriptions simultanées licence-CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013. Depuis l'édition 2019, la notion d'étudiants étrangers a été remplacée par celle d'étudiants en mobilité internationale : il s'agit des étudiants étrangers ayant obtenu un baccalauréat ou un diplôme équivalent à l'étranger, venus en France spécifiquement pour y suivre des études supérieures.

Établissement public expérimental (EPE), inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, mobilité d'échange des étudiants, population étudiante – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information du SIES :* 24.02 ; 22.11.

Source

SIES systèmes d'information SISE et Scolarité, enquêtes menées par le SIES sur les établissements d'enseignement supérieur, enquêtes sous la responsabilité des ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

2 Évolution du nombre d'étudiants étrangers en mobilité internationale inscrits dans l'enseignement supérieur par formation (hors inscriptions simultanées licence-CPGE)

	2019 (5)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Part parmi l'ensemble des étudiants (%)	Évolution 2024/2025 (%)
Universités	202 140	189 935	202 397	203 943	206 375	210 701	221 354	13,2	5,1
dont : préparation BUT	*3 686*	*3 194*	*3 006*	*3 143*	*4 480*	*5 463*	*6 156*	*4,1*	*12,7*
formations d'ingénieurs (1)	*4 480*	*4 144*	*4 213*	*4 379*	*4 447*	*4 851*	*5 328*	*17,9*	*9,8*
Formations d'ingénieurs hors universités (1)	14 226	14 588	14 922	15 688	15 854	16 744	18 154	12,4	8,4
Écoles de commerce, gestion et vente	34 653	36 125	44 726	46 204	51 454	52 709	59 015	22,5	12,0
Écoles artistiques, d'architecture et de journalisme (2)	9 026	8 750	8 499	9 395	9 061	9 845	9 658	10,0	-1,9
STS et assimilées	2 415	3 212	4 454	5 089	4 349	4 269	4 030	1,8	-5,6
CPGE	586	764	1 051	1 155	2 251	2 277	1 375	1,6	-39,6
Autres écoles et formations (3) (4)	27 424	24 905	26 814	29 286	30 528	32 602	39 204	10,0	20,3
Ensemble	**290 470**	**278 278**	**302 863**	**310 759**	**319 873**	**329 146**	**352 790**	**12,3**	**7,2**
Poids par rapport à l'ensemble des étudiants (6) (en %)	10,7	10,0	10,8	11,3	11,5	11,7	12,3		

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.
2. Écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles supérieures d'architecture, écoles de journalisme et écoles littéraires.
3. Groupe non homogène. Comprend notamment les établissements privés d'enseignement universitaire, les écoles paramédicales et sociales, les ENS, les écoles juridiques et administratives, etc.
4. Données 2023-2024 reconduites en 2024-2025 pour les écoles paramédicales et sociales.
5. Une part de la hausse observée est liée à une meilleure prise en compte de la totalité du périmètre des écoles de commerce et de la culture à partir de 2017.
6. Cette proportion est calculée sur le total d'étudiants hors STS en apprentissage.

Lecture : *en 2025-2026, 352 790 étudiants étrangers sont en mobilité internationale en France. C'est 7,2 % de plus qu'en 2024-2025.*

3 Répartition des étudiants étrangers en mobilité internationale dans les universités par cursus et pays d'origine en 2025-2026

	Cursus licence		Cursus master		Cursus doctorat		Total	
	Total	Part des diplômants (%) (1)	Total	Part des diplômants (%)	Total	Part des diplômants (%)	Total	Part des diplômants (%)
Union européenne (UE)	14 348	68,9	13 414	74,1	3 748	96,8	31 510	74,4
Europe hors UE	4 889	83,4	3 165	87,3	790	98,5	8 844	86,1
Afrique hors Maghreb	34 012	98,9	29 237	97,9	3 134	97,9	66 383	98,4
Maghreb	21 153	99,1	33 242	98,1	3 095	97,4	57 490	98,4
Amérique	5 809	77,9	7 487	83,2	2 133	96,5	15 429	83,0
Asie	19 576	83,3	15 896	89,2	5 942	98,5	41 414	87,7
Océanie	139	43,2	95	54,7	26	100,0	260	53,1
Non renseigné	14	92,9	10	90,0	0		24	91,7
Ensemble	**99 940**	**89,5**	**102 546**	**92,1**	**18 868**	**97,7**	**221 354**	**91,4**
En % du nombre d'étudiants	10,0		16,5		35,0		13,2	

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Part des étudiants venus étudier avec l'intention d'obtenir un diplôme français, ne faisant pas partie d'un programme d'échange type Erasmus.

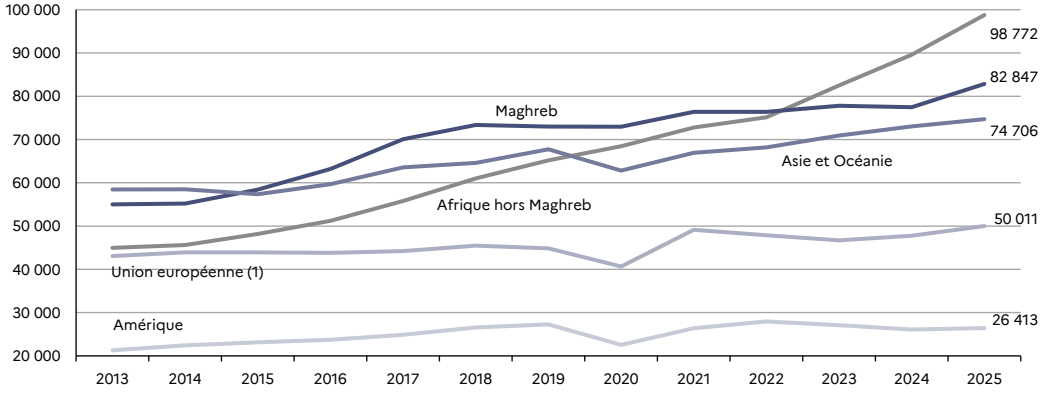
Lecture : *en 2025-2026, 99 940 étudiants étrangers sont en mobilité internationale en cursus licence à l'université. Parmi eux, 89,5 % sont en mobilité diplômante.*

7.18 Les étudiants étrangers en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur par nationalité

En 2025-2026, le nombre d'étudiants en **mobilité internationale** inscrits dans l'enseignement supérieur français augmente fortement (+ 7,2 %). Les dynamiques géographiques observées à la rentrée 2024 semblent se prolonger : après des années 2021 et 2022 de rebond post-pandémie, le nombre d'étudiants originaires d'Amérique (26 400, + 1,3 % en 2025) et d'Asie-Océanie (74 700, + 2,3 %) se stabilise. En revanche, les flux croissants d'étudiants originaires d'Afrique hors Maghreb (98 800, + 10,2 %) et l'attraction renouvelée sur les étudiants originaires du Maghreb (82 900, + 7,0 %) alimentent la mobilité entrante **(1)**. À la rentrée 2025, 52 % des étudiants étrangers en mobilité internationale sont issus du continent africain, 21 % d'Asie ou d'Océanie, 18 % d'Europe et 7 % du continent américain **(2)**.

En 2025-2026, les étudiants marocains en mobilité internationale restent les plus représentés en France (37 000, + 3,8 % par rapport à 2024), devant les étudiants algériens (30 100, + 8,8 %) et chinois (22 800, - 1,8 %) **(3)**. Les étudiants en provenance du Cameroun et d'Inde sont en forte croissance (+ 22,9 % et + 6,6 %) et sont les plus représentés dans les **écoles de commerce, gestion et vente** : 29 % des étudiants mobiles camerounais et 63 % des étudiants indiens s'y inscrivent à la rentrée 2025, contre 17 % de l'ensemble des étudiants internationaux. L'**université** (y compris **BUT** et **formations d'ingénieurs**) reste, en effet, le lieu de formation privilégié des étudiants étrangers en mobilité (63 %), à l'image des étudiants algériens ou sénégalais qui s'y inscrivent massivement (86 % et 76 % d'entre eux).

1 Évolution des effectifs des étudiants étrangers en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur par zone géographique de nationalité



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Les étudiants originaires du Royaume-Uni ne sont plus comptabilisés dans l'ensemble « Union européenne » à partir de la rentrée 2022.

Lecture : *en 2025-2026, 352 790 étudiants étrangers sont en mobilité internationale en France. Parmi eux, 26 413 sont originaires d'Amérique.*

Précisions

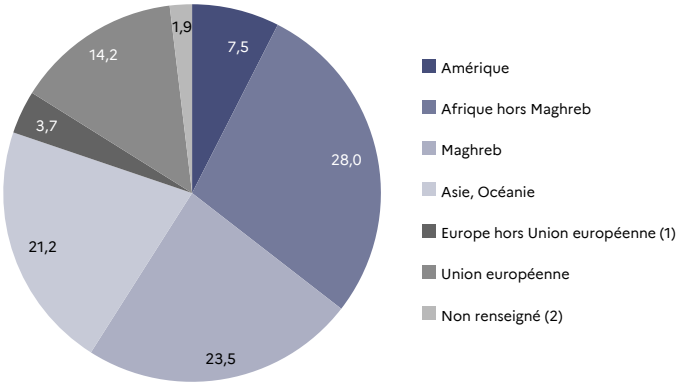
Population concernée – Étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (voir « population étudiante » dans le glossaire). Les inscriptions comptabilisées excluent les inscriptions simultanées licence-CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013. Depuis l'édition 2019, la notion d'étudiants étrangers a été remplacée par celle d'étudiants en mobilité internationale : il s'agit des étudiants étrangers ayant obtenu un baccalauréat ou un diplôme équivalent à l'étranger, venus en France spécifiquement pour y suivre des études supérieures.

Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE), inscriptions simultanées (ou doubles inscriptions) à l'université et en CPGE, population étudiante, sections de techniciens supérieurs (STS) et assimilées – Voir « Glossaire ».

Source

SIES, systèmes d'information SISE et Scolarité, enquêtes menées par le SIES sur les établissements d'enseignement supérieur, enquêtes sous la responsabilité des ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

2 Répartition des étudiants étrangers en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur par zone géographique de nationalité en 2025-2026 (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Les étudiants originaires du Royaume-Uni sont comptabilisés à partir de la rentrée 2022 dans l'ensemble « Europe hors Union européenne ».
2. Y compris les formations paramédicales et sociales et les établissements dépendant du ministère chargé de l'agriculture, pour lesquels on ne dispose pas d'information sur la nationalité des étudiants étrangers.

Lecture : *en 2025-2026, 28,0 % des étudiants étrangers en mobilité internationale en France sont originaires d'Afrique hors Maghreb.*

3 Répartition des étudiants étrangers en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur par filière de formation et pays d'origine en 2025-2026 (en %)

Origine	Universités	Formations d'ingénieurs hors universités (1)	STS et assimilées	CPGE	Écoles de commerce, gestion et vente	Écoles artistiques, d'architecture et de journalisme (2)	Autres écoles de spécialités diverses	Effectifs	Évolution (%) 2024/2025
Italie	58	2	1	0	26	3	11	14 021	4,7
Allemagne	64	1	0	0	19	3	12	7 143	2,7
Autres Union européenne (UE) (3)	65	2	1	0	15	5	13	28 847	5,2
Europe hors UE (3)	67	2	1	0	14	7	10	13 221	2,0
Maroc	56	11	1	1	21	1	8	37 027	3,8
Algérie	86	2	1	0	6	1	5	30 105	8,8
Tunisie	68	10	0	1	10	1	11	14 423	11,0
Autres Maghreb	70	10	1	1	11	0	7	1 292	14,5
Sénégal	76	7	4	2	8	0	5	16 581	2,9
Cameroun	40	17	1	1	29	1	12	12 481	22,9
Autres Afrique (4)	70	4	3	0	13	1	9	69 710	10,1
Liban	67	8	0	0	13	3	10	9 371	-1,0
Autres Moyen-Orient	78	2	0	0	7	5	8	11 054	0,9
Chine	47	5	0	0	34	5	10	22 803	-1,8
Inde	19	3	0	0	63	2	13	8 950	6,6
Autres Asie	64	3	0	0	16	7	11	22 022	7,5
Amérique du Sud	59	13	0	0	14	4	11	12 506	1,6
Amérique du Nord	48	1	0	0	19	9	22	7 873	5,6
Antilles - Amérique centrale	71	3	1	0	12	4	10	6 034	-4,4
Océanie	51	5	0	0	17	8	19	506	-0,8
Non renseigné (5)	0	0	5	0	4	1	90	6 820	
Total	**63**	**5**	**1**	**0**	**17**	**3**	**11**	**352 790**	**7,2**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Y compris les formations d'ingénieurs en partenariat.
2. Écoles supérieures artistiques et culturelles, écoles supérieures d'architecture, écoles de journalisme et écoles littéraires.
3. Les étudiants originaires du Royaume-Uni sont comptabilisés à partir de la rentrée 2022 dans l'ensemble « Europe hors UE ».
4. Hors étudiants égyptiens comptabilisés dans « autres Moyen-Orient ».
5. Y compris l'ensemble des étudiants étrangers des formations paramédicales et sociales et établissements dépendant du ministère chargé de l'agriculture, pour lesquels on ne dispose pas d'information sur l'origine des étudiants étrangers.

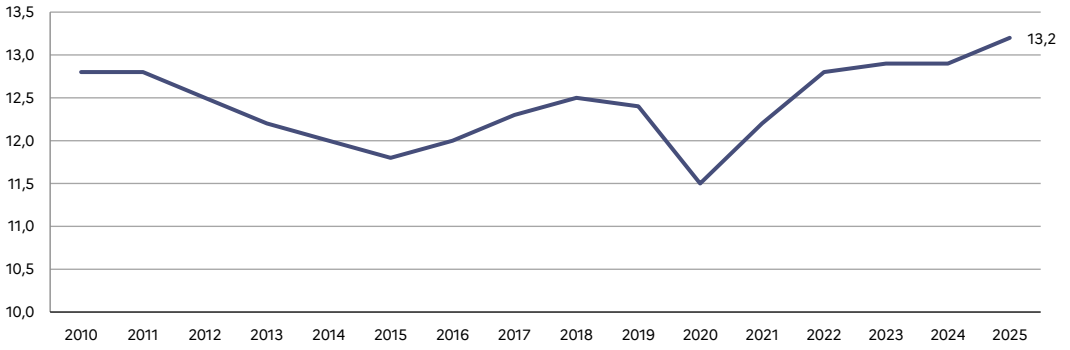
Lecture : *en 2025-2026, 352 790 étudiants étrangers sont en mobilité internationale en France. Parmi eux, 63 % sont inscrits à l'université.*

En 2025-2026, parmi les 352 800 étudiants étrangers en **mobilité internationale** en France, 221 400 sont inscrits à l'**université (2)**, représentant 13 % des effectifs étudiants dans ces établissements **(1)**. Après une période de relative stagnation entre 2018 et 2022 – comptant un coup d'arrêt en 2020 puis un rebond en 2021 en lien avec la crise sanitaire – cet effectif universitaire repart à la hausse, particulièrement cette année (+ 5,1 % à la rentrée 2025). La **mobilité diplômante** concerne 91 % des étudiants internationaux inscrits à l'université (proportion stable depuis plusieurs années) et 98 % de ceux provenant d'Afrique, contre 77 % des européens qui s'inscrivent davantage dans le cadre de programmes d'échange **(3)**.

Un étudiant international à l'université sur deux est africain (56 %). Les continents les plus représentés sont ensuite l'Asie et l'Europe (19 % et 18 %), suivis par l'Amérique (7 %). Parmi les étudiants européens, quatre sur cinq sont originaires de l'Union européenne (78 %). Les étudiants algériens et marocains sont les plus nombreux (26 000 et 20 900 respectivement) devant les étudiants sénégalais et chinois (12 500 et 10 700). Parmi les étudiants indiens présents en France, seuls 1 700 sur 9 000 s'inscrivent à l'université. Si les étudiants en mobilité diplômante sont largement majoritaires, les trois quarts des étudiants arméniens et la moitié des étudiants britanniques sont présents dans le cadre d'un échange. Parmi les étudiants internationaux, 47 000 sont originaires d'un État engagé dans le **processus de Bologne**.

Les étudiants en mobilité internationale à l'université, tous continents confondus, se dirigent principalement vers les disciplines scientifiques – y compris BUT et hors santé – (37 %) et les disciplines littéraires (27 %), puis vers celles relevant de l'économie (16 %). Les étudiants africains s'inscrivent davantage en sciences (42 %) tandis que les européens et américains s'orientent plus souvent vers les « lettres, sciences sociales » (respectivement 40 % et 46 %). Les femmes sont majoritaires (55 %) parmi l'ensemble des étudiants en mobilité dans les universités françaises.

1 Évolution de la proportion d'étudiants étrangers en mobilité internationale dans les universités (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2025-2026, 13,2 % des étudiants inscrits à l'université en France sont des étudiants étrangers en mobilité internationale.*

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits à l'université. Les inscriptions comptabilisées excluent les inscriptions simultanées en licence-CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013. Depuis l'édition 2019, la notion d'étudiants étrangers a été remplacée par celle d'étudiants en mobilité internationale : il s'agit des étudiants étrangers ayant obtenu un baccalauréat ou un diplôme équivalent à l'étranger, venus en France spécifiquement pour y suivre des études supérieures.

Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE), bachelor universitaire de technologie (BUT) et ses spécialités, mobilité d'échange des étudiants, inscriptions simultanées (ou doubles inscriptions) à l'université et en CPGE - Voir « Glossaire ».

Étudiants en mobilité internationale en France – Voir fiches 7.17 et 7.18

Pour en savoir plus

- *Note Flash du SIES* : 25.22.
- *Notes d'Information du SIES* : 25.02 ; 24.02.

Source
SIES, système d'information SISE.

2 Évolution des effectifs d'étudiants étrangers en mobilité internationale dans les universités (1)

	2010	2011 (2)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Effectifs d'étudiants en mobilité internationale	182 011	183 777	180 016	181 040	180 506	183 869	187 642	195 600	202 151	202 140	189 935	202 397	203 943	206 375	210 701	221 354
dont étudiants en mobilité diplômante	*166 319*	*166 930*	*162 262*	*163 428*	*162 680*	*165 817*	*170 018*	*176 152*	*182 256*	*181 829*	*178 019*	*184 604*	*186 025*	*188 220*	*192 060*	*202 298*
Évolution (%)		1,0	-2,0	0,6	-0,3	1,9	2,1	4,2	3,3	0,0	-6,0	6,6	0,8	1,2	2,1	5,1

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Hors inscriptions simultanées licence-CPGE.
2. L'évolution ne tient pas compte des effectifs 2010-2011 d'étudiants de l'institut national polytechnique de Lorraine qui ne faisait pas partie du champ « Universités » avant la formation de l'université de Lorraine.
Lecture : *en 2025-2026, 221 354 étudiants étrangers sont en mobilité internationale dans des universités françaises. Parmi eux, 202 298 sont en mobilité diplômante.*

3 Répartition des étudiants étrangers en mobilité internationale dans les universités par origine et par discipline en 2025-2026

	Droit, Sciences politiques	Sciences éco., AES	Lettres, sciences sociales	Sciences et Staps	Médecine, odontologie, pharmacie	Total	Répartition par nationalité (%)	Part des femmes (%)	Part des diplômants (%)
Europe	**5 837**	**4 806**	**16 211**	**9 417**	**4 083**	**40 354**	**18,2**	**66,7**	**77,0**
Union européenne	**4 894**	**3 613**	**11 794**	**7 600**	**3 609**	**31 510**	**14,2**	**65,9**	**74,4**
dont : *Italie*	*886*	*906*	*3 676*	*1 894*	*753*	*8 115*	*3,7*	*66,7*	*72,3*
Allemagne	*1011*	*584*	*1 830*	*837*	*277*	*4 539*	*2,1*	*69,6*	*57,8*
Espagne	*491*	*501*	*1 558*	*1313*	*343*	*4 206*	*1,9*	*64,4*	*74,7*
Grèce	*513*	*157*	*864*	*1319*	*148*	*3 001*	*1,4*	*57,0*	*89,2*
Belgique	*263*	*172*	*724*	*373*	*687*	*2 219*	*1,0*	*61,2*	*84,1*
Roumanie	*464*	*170*	*462*	*315*	*743*	*2 154*	*1,0*	*72,9*	*89,1*
Luxembourg	*304*	*282*	*375*	*187*	*218*	*1 366*	*0,6*	*59,2*	*95,2*
Pologne	*147*	*141*	*446*	*212*	*82*	*1 028*	*0,5*	*72,7*	*65,1*
Portugal	*122*	*124*	*324*	*234*	*131*	*935*	*0,4*	*63,9*	*84,2*
Europe hors UE	**943**	**1 193**	**4 417**	**1 817**	**474**	**8 844**	**4,0**	**69,7**	**86,1**
dont : *Ukraine*	*218*	*441*	*1 559*	*517*	*134*	*2 869*	*1,3*	*71,5*	*96,0*
Russie	*151*	*288*	*1 130*	*504*	*73*	*2 146*	*1,0*	*71,1*	*97,1*
Royaume-Uni	*190*	*91*	*777*	*153*	*29*	*1 240*	*0,6*	*69,0*	*48,1*
Afrique	**10 375**	**21 058**	**23 051**	**52 416**	**16 973**	**123 873**	**56,0**	**49,8**	**98,4**
dont : *Algérie*	*418*	*2 285*	*5 325*	*13 166*	*4 756*	*25 950*	*11,7*	*58,7*	*99,7*
Maroc	*1151*	*4 110*	*2 102*	*10 530*	*3 004*	*20 897*	*9,4*	*52,9*	*97,3*
Sénégal	*1 203*	*1 779*	*3 640*	*5 488*	*435*	*12 545*	*5,7*	*43,7*	*99,3*
Tunisie	*709*	*1 280*	*1 126*	*3 391*	*3 235*	*9 741*	*4,4*	*62,5*	*97,4*
Bénin	*811*	*1548*	*1 497*	*2 230*	*724*	*6 810*	*3,1*	*39,4*	*99,4*
Côte d'Ivoire	*1084*	*1432*	*1298*	*1 665*	*289*	*5 768*	*2,6*	*44,3*	*98,1*
Cameroun	*339*	*761*	*655*	*2 265*	*974*	*4 994*	*2,3*	*50,1*	*98,3*
Togo	*707*	*1084*	*1023*	*1 509*	*248*	*4 571*	*2,1*	*39,0*	*98,7*
Madagascar	*396*	*1399*	*812*	*1332*	*388*	*4 327*	*2,0*	*59,0*	*97,3*
Congo	*592*	*732*	*549*	*1914*	*499*	*4 286*	*1,9*	*41,4*	*99,4*
Guinée	*352*	*739*	*468*	*1 459*	*291*	*3 309*	*1,5*	*31,1*	*99,4*
Gabon	*388*	*442*	*656*	*1180*	*129*	*2 795*	*1,3*	*54,8*	*99,5*
Tchad	*338*	*441*	*649*	*808*	*113*	*2 349*	*1,1*	*16,8*	*99,0*
Asie	**3 151**	**7 406**	**12 703**	**15 358**	**2 796**	**41 414**	**18,7**	**57,8**	**87,7**
dont : *Chine*	*194*	*2 086*	*4 457*	*3 840*	*106*	*10 683*	*4,8*	*58,9*	*87,9*
Liban	*664*	*759*	*766*	*2 876*	*1234*	*6 299*	*2,8*	*55,0*	*97,1*
Viêt Nam	*70*	*1412*	*637*	*1129*	*166*	*3 414*	*1,5*	*61,0*	*93,0*
Turquie	*415*	*458*	*1270*	*844*	*75*	*3 062*	*1,4*	*64,5*	*90,8*
Iran	*110*	*236*	*1 301*	*1015*	*123*	*2 785*	*1,3*	*65,9*	*98,1*
Arménie	*506*	*998*	*98*	*292*	*14*	*1 908*	*0,9*	*74,0*	*25,6*
Inde	*38*	*212*	*266*	*1160*	*63*	*1 739*	*0,8*	*45,3*	*89,5*
Corée du Sud	*98*	*110*	*719*	*153*	*20*	*1 100*	*0,5*	*77,4*	*75,1*
Pakistan	*8*	*123*	*92*	*686*	*9*	*918*	*0,4*	*29,6*	*88,8*
Amérique	**1 757**	**2 160**	**7 074**	**3 693**	**745**	**15 429**	**7,0**	**61,2**	**83,0**
dont : *Brésil*	*402*	*319*	*1 092*	*727*	*125*	*2 665*	*1,2*	*64,9*	*82,0*
États-Unis	*257*	*228*	*1 546*	*439*	*62*	*2 532*	*1,1*	*67,2*	*64,6*
Colombie	*153*	*280*	*975*	*478*	*37*	*1 923*	*0,9*	*59,8*	*90,8*
Haïti	*321*	*419*	*586*	*304*	*134*	*1 764*	*0,8*	*50,7*	*99,0*
Mexique	*103*	*234*	*666*	*486*	*60*	*1 549*	*0,7*	*61,4*	*86,2*
Canada	*228*	*177*	*494*	*241*	*142*	*1 282*	*0,6*	*66,8*	*52,1*
Océanie	**38**	**35**	**134**	**48**	**5**	**260**	**0,1**	**69,2**	**53,1**
Ensemble (1)	**21 160**	**35 467**	**59 180**	**80 943**	**24 604**	**221 354**	**100,0**	**55,2**	**91,4**
Proportion d'étudiants en mobilité internationale parmi l'ensemble des étudiants en université (%)	9,1	15,5	11,6	18,0	9,8	13,2			

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Hors apatrides ou nationalités non déclarées.
Lecture : *en 2025-2026, 40 354 étudiants européens (UE ou hors UE) sont en mobilité internationale dans des universités françaises. Parmi eux, 5 836 sont inscrits dans des formations de droit, sciences politiques. 66,7 % sont des femmes et 77,0 % sont en mobilité diplômante (hors programme d'échange type Erasmus+).*

7.20 Les vœux d'orientation et propositions d'admission des nouveaux bacheliers

Pour la session 2025 de **Parcoursup**, 630 600 candidats de terminale scolarisés en France ont confirmé au moins un vœu au cours de la phase principale, soit 4 600 candidats de plus qu'en 2024. Ces candidats ont formulé en moyenne 14,3 vœux contre 13,4 pour 2024 **(1)**. L'enrichissement de l'offre de formation se poursuit en 2025 (+ 683 par rapport à 2024). Les candidats de terminale générale ont confirmé en moyenne 16,9 vœux et la licence représente 43 % de leur liste de vœux **(2)**. Ceux de terminale technologique font en moyenne 12,6 vœux, et leur liste est composée à 44 % de **BTS**. Les élèves de terminale professionnelle font moins de vœux (8,0), dont 71 % sont des vœux en BTS.

Parmi les candidats inscrits sur Parcoursup et ayant obtenu le baccalauréat en 2025, 94 % ont reçu au moins une proposition, soit légèrement moins que lors de la session 2024 (- 1,0 point). Pour les bacheliers de la série générale, cette part atteint 97 %, contre 92 % pour la série technologique et 83 % pour la série professionnelle **(3)**. La licence reste la formation la plus choisie avec 40 % des propositions acceptées par les candidats (dont 3 % de **L.AS**), suivie par les BTS (21 %) et les **BUT** (10 %) **(4)**. Les BTS représentent sept propositions sur dix acceptées par les bacheliers professionnels et quatre sur dix par les bacheliers technologiques.

Précisions

La campagne 2025 s'est déroulée du 15 janvier au 11 septembre. Les propositions de la phase principale et de l'apprentissage ont été faites à partir du 2 juin. La phase complémentaire a débuté le 11 juin.

Population concernée – Ensemble des candidats ayant validé au moins un vœu au cours de la phase principale et inscrits en terminale en France (y compris COM et le CNED).

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES* : 25.08 ; 25.28.

Source

SIES, Parcoursup (situation au 12 septembre 2025).

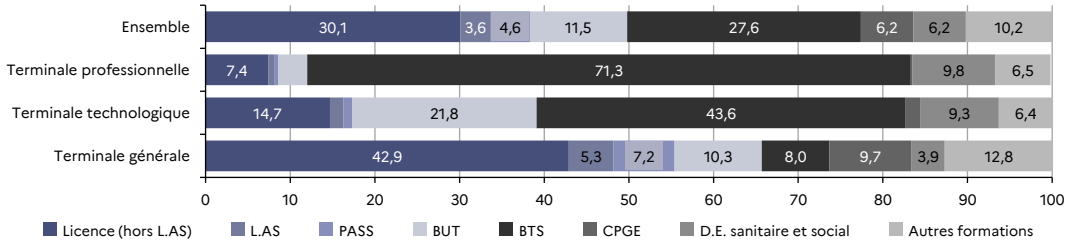
1 Nombre de candidats et de vœux moyen, selon la classe de terminale à la session 2025 (en %)

	Terminale générale	Terminale technologique	Terminale professionnelle	Ensemble	Rappel 2024
Nombre moyen de vœux	16,9	12,6	8,0	14,3	13,4
Nombre de candidats ayant confirmé un vœu	373 849	139 835	116 924	630 608	625 998

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : ensemble des candidats effectifs de terminale en France (y c. CNED), hors vœux en apprentissage.**
Lecture : *en 2025, en moyenne, les candidats de terminale technologique ont fait 12,6 vœux sur la plateforme Parcoursup. Ces derniers étaient 139 835 à en avoir confirmé au moins un.*

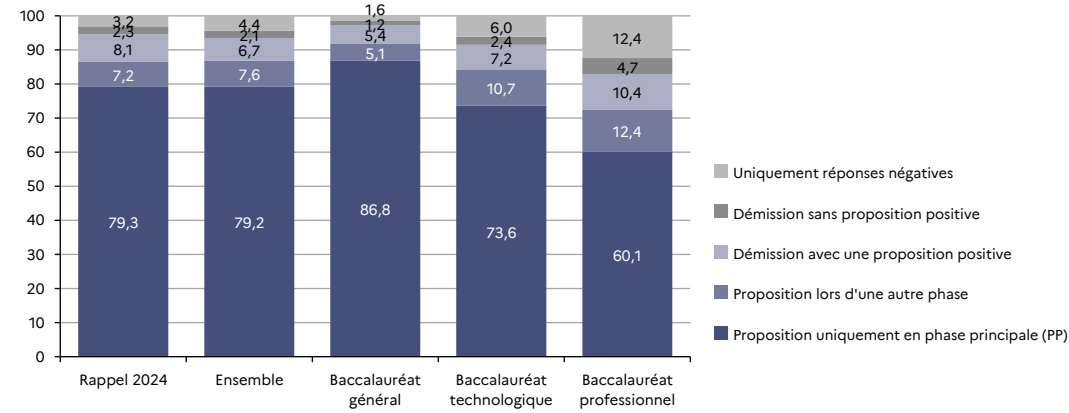
2 Choix de filières de formation des candidats, selon la classe de terminale à la session 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : ensemble des candidats effectifs de terminale en France (y c. CNED), hors vœux en apprentissage.**
Lecture : *en moyenne, à la session Parcoursup 2025, les listes de vœux des candidats de terminale en France se composent à 30,1 % de candidatures en licence (hors L.AS).*

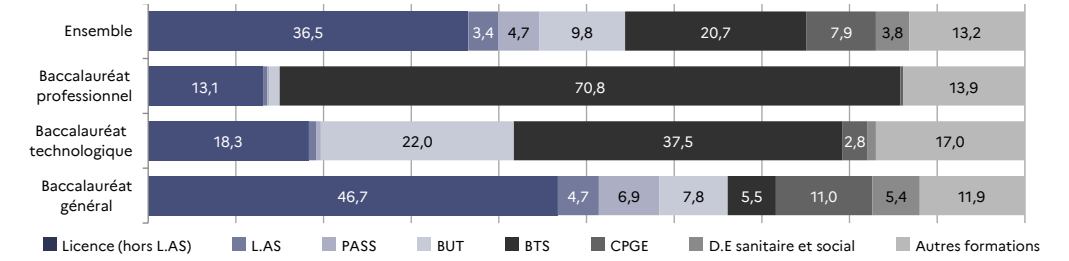
3 Répartition des propositions par phase, selon le type de baccalauréat à la session 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : candidats effectifs inscrits dans Parcoursup et diplômés du baccalauréat à la session 2025.**
Lecture : *à la session 2025, 79,2 % des lycéens diplômés du baccalauréat 2025 inscrits dans Parcoursup ont reçu une proposition uniquement en phase principale et 93,5 % ont reçu au moins une proposition.*

4 Répartition des propositions acceptées par filière de formation à la session 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : candidats effectifs inscrits dans Parcoursup et diplômés du baccalauréat à la session 2025.**
Lecture : *à la session 2025, parmi les vœux acceptés par les lycéens diplômés du baccalauréat 2025 inscrits dans Parcoursup, 36,5 % correspondent à des vœux en licence (hors L.AS).*

7.21 Les taux d'inscription des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur

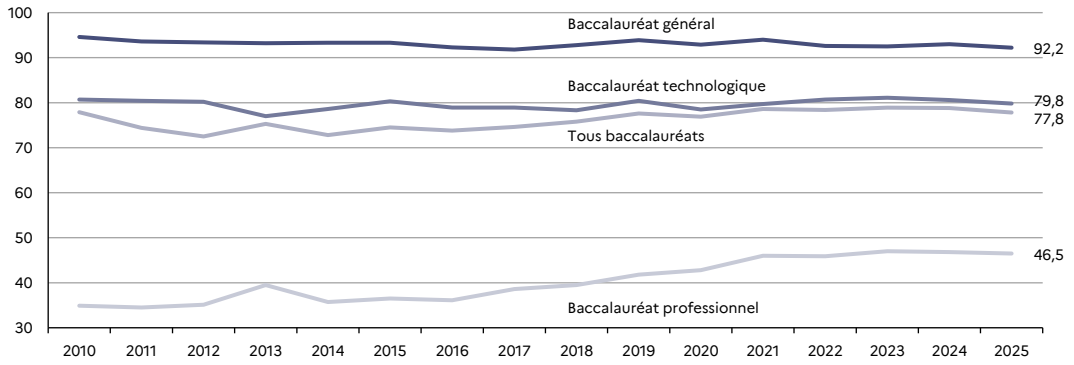
En 2025, hors inscriptions simultanées licence-CPGE, 77,8 % des nouveaux bacheliers se sont inscrits dans l'enseignement supérieur. Ce taux atteint 92,2 % pour les bacheliers généraux, 79,8 % pour les bacheliers issus de séries technologiques et 46,5 % pour les bacheliers professionnels (1). Parmi les 530 728 néo-bacheliers poursuivant leurs études, 55 % sont des femmes (2). Elles s'inscrivent davantage dans l'enseignement supérieur que les hommes (80,6 % contre 74,8 %, soit + 5,8 points), avec un écart plus marqué à l'université (11,7 points de plus pour les femmes). En revanche, elles s'inscrivent moins fréquemment que les hommes en STS (6,8 points).

Le taux d'inscription global a diminué de 1,0 point par rapport à celui de 2024. Il est stable en université et diminue en STS (- 0,5 point), en particulier dans les STS en apprentissage (- 0,9 point), en lien avec l'allègement de la prise en charge de l'apprentissage par les aides publiques.

Les bacheliers généraux s'inscrivent davantage à l'université (57,8 %) et dans les CPGE (10,2 %) que les autres bacheliers. Les bacheliers technologiques s'inscrivent quant à eux plus souvent en STS (36,8 %). La baisse du taux d'inscription dans la filière STS en apprentissage en 2025 est particulièrement marquée pour les bacheliers des voies technologiques (- 1,7 point par rapport à 2024), notamment les bacheliers STMG (- 2,3 points). Parmi les bacheliers technologiques, 15,2 % s'inscrivent en BUT en 2025. Cette part est particulièrement forte parmi les bacheliers STI2D (29,3 %). Les bacheliers ST2S ont un fort taux de poursuite dans les autres formations (32,3 %), qui comprennent notamment les formations paramédicales et sociales.

Les bacheliers professionnels s'inscrivent fréquemment en STS (37,9 %). Leur taux d'inscription en STS par voie scolaire cesse de diminuer en 2025, passant de 21,3 % en 2024 à 21,7 %, ce qui compense en partie la baisse du taux de poursuite en apprentissage (- 0,9 point).

1 Évolution des taux d'inscription des bacheliers par série dans l'enseignement supérieur, hors inscriptions simultanées en CPGE (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *92,2 % des diplômés du baccalauréat général 2025 se sont inscrits dans l'enseignement supérieur en 2025-2026.*

Précisions

Population concernée – Bacheliers s'inscrivant dans un établissement de l'enseignement supérieur en France l'année d'obtention du baccalauréat.

Taux d'inscription ou taux de poursuite – Les taux se rapportent à des inscriptions de nouveaux bacheliers dans le supérieur et non aux individus, puisqu'un individu peut être inscrit dans plusieurs filières. Ces taux sont calculés hors inscriptions simultanées université-CPGE pour neutraliser l'effet de la loi 2013.

Source
DEPP et SIES, systèmes d'information SISE, Parcoursup, Scolarité, SIFA ; ministère chargé de l'agriculture.

❷ Évolution des taux d'inscription dans l'enseignement supérieur (en %)

		2010	2021	2022	2023	2024	2025		
							Ensemble	Femmes	Hommes
Ensemble tous bac	Inscriptions des nouveaux bacheliers dans le supérieur	414 089	541 466	522 670	532 431	541 570	530 728	289 294	252 276
	Ensemble supérieur	**77,9**	**78,6**	**78,4**	**78,9**	**78,8**	**77,8**	**80,6**	**74,8**
	Universités	40,6	39,3	38,5	38,4	38,4	38,5	44,1	32,4
	dont préparation BUT	*8,2*	*7,0*	*6,9*	*6,8*	*6,8*	*6,8*	*5,1*	*8,6*
	CPGE	7,0	5,7	5,8	6,0	6,2	5,9	4,6	7,3
	STS	22,6	22,8	22,9	23,0	22,3	21,8	18,5	25,3
	dont voie scolaire	*19,3*	*15,0*	*14,0*	*13,8*	*13,5*	*13,9*	*12,5*	*15,3*
	dont apprentissage	*3,2*	*7,8*	*9,0*	*9,2*	*8,8*	*7,9*	*6,0*	*9,9*
	Autres formations	7,8	10,8	11,2	11,5	12,0	11,6	13,3	9,8
Bac général	**Ensemble supérieur**	**94,6**	**94,0**	**92,6**	**92,5**	**93,0**	**92,2**	**92,6**	**91,6**
	Universités	60,4	59,6	57,7	57,2	57,4	57,8	62,1	52,4
	dont préparation BUT	*10,6*	*7,4*	*7,1*	*6,9*	*6,8*	*6,8*	*4,5*	*9,7*
	CPGE	12,6	9,9	9,9	10,1	10,5	10,2	7,4	13,7
	STS	9,6	9,1	9,4	9,6	9,0	8,5	7,6	9,6
	dont voie scolaire	*8,7*	*5,8*	*5,6*	*5,7*	*5,3*	*5,5*	*4,9*	*6,2*
	dont apprentissage	*0,9*	*3,3*	*3,8*	*4,0*	*3,7*	*3,0*	*2,7*	*3,4*
	Autres formations	12,0	15,4	15,7	15,5	16,2	15,7	15,5	15,9
	dont : écoles d'ingénieurs non universitaires (1)	*2,4*	*3,2*	*3,4*	*3,3*	*3,7*	*3,4*	*1,9*	*5,4*
	écoles de commerce, gestion, vente, comptabilité	*2,7*	*3,7*	*3,9*	*3,7*	*3,7*	*3,4*	*2,9*	*4,0*
Bac technologique, dont :	**Ensemble supérieur**	**80,7**	**79,7**	**80,7**	**81,1**	**80,6**	**79,8**	**81,1**	**78,5**
	Universités	28,3	29,8	29,7	29,0	29,5	29,7	31,2	28,0
	dont préparation BUT	*9,8*	*14,4*	*15,1*	*14,5*	*14,9*	*15,2*	*12,2*	*18,4*
	CPGE	1,4	1,8	1,8	1,9	2,1	2,0	1,4	2,7
	STS	46,0	39,5	39,8	39,8	37,8	36,8	33,6	40,1
	dont voie scolaire	*42,5*	*27,9*	*26,7*	*26,5*	*25,8*	*26,4*	*24,7*	*28,2*
	dont apprentissage	*3,5*	*11,5*	*13,1*	*13,3*	*12,1*	*10,4*	*8,9*	*11,9*
	Autres formations	5,1	8,6	9,4	10,4	11,2	11,4	14,9	7,7
Bac STI2D (ex-STI) (2)	**Ensemble supérieur**	**88,7**	**75,9**	**75,0**	**74,3**	**88,3**	**85,9**	**86,0**	**85,9**
	Universités	25,9	35,9	36,4	34,9	35,8	35,9	35,7	36,0
	dont préparation BUT	*17,5*	*27,1*	*28,7*	*27,7*	*29,2*	*29,3*	*22,0*	*30,1*
	CPGE	2,8	4,0	4,0	4,6	4,8	4,8	4,6	4,8
	STS voie scolaire (3)	56,3	29,8	28,3	28,2	26,9	27,5	23,9	27,9
	STS apprentissage (3)	0,0	0,0	0,0	0,0	12,7	11,0	8,0	11,3
	Autres formations	3,7	6,2	6,4	6,5	8,0	6,8	14,0	6,0
Bac STMG (ex-STG) (2)	**Ensemble supérieur**	**82,5**	**65,0**	**63,6**	**63,5**	**78,9**	**79,0**	**82,7**	**74,6**
	Universités	32,0	29,2	28,5	27,4	28,2	28,7	33,2	23,4
	dont préparation BUT	*9,4*	*14,2*	*15,1*	*14,4*	*14,6*	*15,2*	*16,8*	*13,4*
	CPGE	1,3	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6
	STS voie scolaire (3)	44,9	29,1	27,8	27,5	26,7	27,7	27,6	27,8
	STS apprentissage (3)	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	12,7	11,8	13,8
	Autres formations	4,3	5,2	5,8	7,0	7,4	8,2	8,4	8,0
Bac ST2S (2)	**Ensemble supérieur**	**45,3**	**67,9**	**70,5**	**73,3**	**79,6**	**77,6**	**78,7**	**71,5**
	Universités	23,8	29,2	30,6	32,4	31,5	29,4	28,8	32,5
	dont préparation BUT	*1,1*	*3,1*	*2,8*	*2,6*	*2,5*	*2,3*	*2,2*	*3,4*
	CPGE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	STS voie scolaire (3)	11,2	13,2	12,7	11,7	10,8	11,3	11,3	11,3
	STS apprentissage (3)	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2	4,7	4,3	6,4
	Autres formations	10,3	25,5	27,1	29,2	32,1	32,3	34,3	21,3
Bac professionnel	**Ensemble supérieur**	**34,9**	**46,0**	**45,9**	**47,0**	**46,8**	**46,5**	**48,2**	**45,2**
	Universités	7,7	5,0	4,5	4,7	4,9	5,1	7,9	3,0
	dont préparation BUT	*0,8*	*0,3*	*0,4*	*0,4*	*0,4*	*0,4*	*0,4*	*0,4*
	CPGE	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	STS	26,6	38,3	38,7	39,1	38,4	37,9	34,1	40,8
	dont voie scolaire	*18,3*	*24,0*	*22,0*	*21,5*	*21,3*	*21,7*	*21,7*	*21,7*
	dont apprentissage	*8,3*	*14,2*	*16,7*	*17,6*	*17,1*	*16,2*	*12,3*	*19,1*
	Autres formations	0,6	2,7	2,7	3,1	3,4	3,4	6,1	1,3

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Formations d'ingénieurs ou cycle préparatoire intégré.
2. STI2D : sciences et technologies de l'industrie et du développement durable ; STMG : sciences et technologies du management et de la gestion ; ST2S : sciences et technologies de la santé et du social.
3. Jusqu'en 2023, la source utilisée pour recenser les apprentis (SIFA) ne distingue pas le détail des séries du bac et ne permet donc pas d'inclure les taux d'inscription en STS en apprentissage à ce niveau de détail. À partir de 2024, l'appariement avec les tables du baccalauréat et une méthode d'imputation permet de répartir les séries technologiques des étudiants apprentis.

Lecture : *530 728 bacheliers de la session 2025 se sont inscrits dans l'enseignement supérieur en 2025-2026, représentant 77,8 % de l'ensemble des bacheliers.*

7.22 Les entrants en première année de l'enseignement supérieur : provenance et devenir un an après

À la rentrée 2024, les bacheliers généraux, technologiques et professionnels représentent respectivement 62,4 %, 18,9 % et 13,6 % des entrants en première année de l'enseignement supérieur **(2)**. Les bénéficiaires d'une dispense ou équivalence du baccalauréat représentent 5,1 % des entrants.

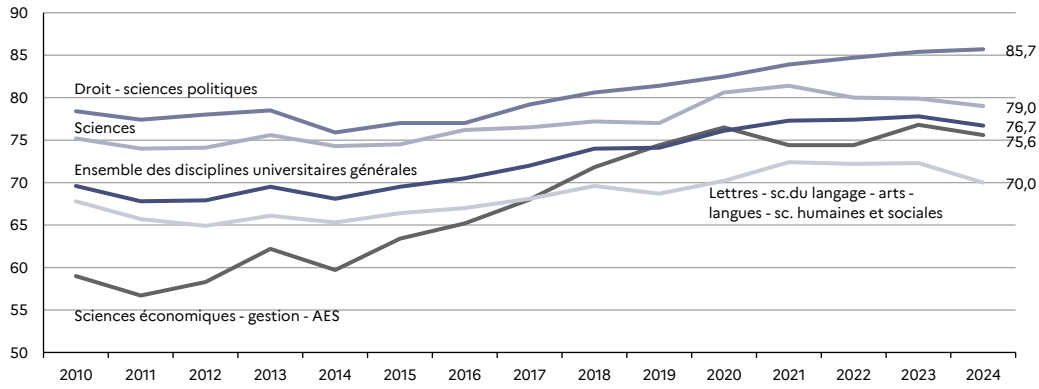
Après avoir augmenté de façon continue depuis 2015 (+ 8,3 points entre 2015 et 2023), la part des bacheliers généraux dans les formations universitaires diminue à la rentrée 2024 (- 1,1 point). Cette baisse est plus marquée parmi les disciplines littéraires et de sciences humaines (- 2,3 points entre 2023 et 2024) **(1)**.

Dans plusieurs filières, 9 entrants sur 10 sont diplômés du baccalauréat général : dans les **formations d'ingénieurs**, universitaires ou non, en CPGE et en licence de santé. Les bacheliers technologiques sont surreprésentés dans les BUT (42,9 %) et dans les **sections de techniciens supérieurs (STS) ou assimilées**, en particulier sous statut scolaire (38,7 %).

Les bacheliers professionnels sont également surreprésentés en STS sous statut scolaire (38,8 %) mais surtout par apprentissage (51,8 %).

Parmi les entrants en première année de l'enseignement supérieur à la rentrée 2024, sept sur dix poursuivent dans la même filière l'année suivante **(3)**. Parmi les 30 % restants, la moitié se réoriente vers une autre filière tandis que l'autre moitié interrompt vraisemblablement ses études en France de manière provisoire ou définitive (une faible part pouvant poursuivre à l'étranger ou dans les filières non étudiées, voir « Précisions »). Ces taux sont très variables selon les filières : parmi les étudiants des filières universitaires générales, 18,8 % ne se réinscrivent pas un an après leur rentrée. Ce taux de non-réinscription atteint 29,1 % en licence de lettres, sciences du langage et arts. En revanche, il est de 3,2 % et 3,4 % en CPGE et en formation d'ingénieur hors universitaire. En STS, 80 % des inscrits poursuivent leurs études un an après.

1 Part des bacheliers généraux dans les grandes filières universitaires entre 2010 et 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *parmi les entrants en première année de licence de « droit - sciences politiques » à l'université en 2024, 85,7 % proviennent du baccalauréat général.*

Précisions

Population concernée – Étudiants s'inscrivant pour la première fois en première année dans le champ considéré (représentant 93 % des effectifs du supérieur), en France : universités, écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, gestion et vente, STS sous statut scolaire (hors agricoles) et en apprentissage, CPGE, établissements d'enseignement universitaire privés, grands établissements, écoles d'arts et autres écoles remontant des données individuelles au SIES. Les écoles du ministère de la Santé ne sont pas prises en compte. Les inscriptions simultanées en licence et CPGE sont déduites des effectifs.

Bachelor universitaire de technologie (BUT), classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, gestion et vente, université – Voir « Glossaire ».

Source
DEPP et SIES, systèmes d'information SISE, Scolarité, SIFA ; ministère chargé de l'agriculture.

2 Répartition des entrants de la rentrée 2024 en première année d'enseignement supérieur selon la filière et la série de baccalauréat (en %)

Filière	Bac général	Baccalauréat technologique				Bac pro	Total bacheliers	Dispensés / sur titre (1)	Total général
		STMG	STI2D	Autres	Total				
Droit - sciences politiques	85,7	6,2	0,2	1,0	7,4	2,1	95,2	4,8	100,0
Sciences économiques - gestion - AES	75,6	10,9	0,6	1,0	12,5	3,6	91,7	8,3	100,0
Lettres - sc. du langage - arts - langues - sc. humaines et sociales	70,0	6,0	0,9	3,9	10,8	7,0	87,8	12,2	100,0
Sciences	79,0	0,8	1,4	5,3	7,6	2,4	88,9	11,1	100,0
Staps	84,2	3,8	1,4	4,8	10,0	3,7	97,8	2,2	100,0
Ensemble des filières universitaires générales	**76,7**	**5,4**	**0,9**	**3,4**	**9,6**	**4,4**	**90,8**	**9,2**	**100,0**
Santé	87,0	0,6	0,2	6,4	7,2	2,5	96,7	3,3	100,0
Ingénieurs universitaires	95,6	0,0	2,3	0,1	2,3	0,0	98,0	2,0	100,0
BUT	52,7	23,1	15,6	4,2	42,9	1,5	97,1	2,9	100,0
Total université y compris IUT	**74,0**	**7,7**	**3,2**	**3,8**	**14,7**	**3,7**	**92,5**	**7,5**	**100,0**
Facultés privées	85,6	3,6	0,4	2,5	6,6	1,5	93,7	6,3	100,0
CPGE	92,5	3,0	3,0	0,8	6,8	0,4	99,7	0,3	100,0
STS scolaires hors agricoles	22,1	23,8	7,8	7,1	38,7	38,8	99,6	0,4	100,0
STS en apprentissage	19,6	9,4	9,3	9,6	28,2	51,8	99,7	0,3	100,0
Écoles d'ingénieurs (prépa. intégrées)	90,5	0,9	3,5	0,8	5,2	0,0	95,8	4,2	100,0
Écoles de commerce, gestion et vente	75,9	10,7	0,5	0,9	12,1	2,2	90,2	9,8	100,0
Grands établissements	65,7	19,4	0,3	0,7	20,4	1,9	88,0	12,0	100,0
Écoles d'art	72,0	3,3	3,2	6,9	13,4	7,9	93,2	6,8	100,0
Autres écoles	74,1	4,1	7,2	3,5	14,8	4,0	93,0	7,0	100,0
Total	**62,4**	**10,0**	**4,4**	**4,5**	**18,9**	**13,6**	**94,9**	**5,1**	**100,0**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Regroupent les catégories d'étudiants suivantes : étudiants ayant obtenu une dispense ou une équivalence du baccalauréat (en particulier les étudiants étrangers), étudiants ayant bénéficié d'une validation de leurs acquis.

Lecture : *parmi les entrants en première année de licence de « droit - sciences politiques » à l'université à la rentrée 2024, 85,7 % proviennent du baccalauréat général.*

3 Devenir un an après des entrants de la rentrée 2024 en première année d'enseignement supérieur (en %)

Filière	Poursuite dans la même filière (1)	Réorientation vers une autre filière du champ étudié (2)	Non-réinscription dans une filière du champ étudié	Total
Droit - sciences politiques	73,3	14,5	12,1	100,0
Sciences économiques - gestion (hors AES)	67,9	17,5	14,6	100,0
AES	58,7	22,4	18,9	100,0
Lettres - sciences du langage - arts	54,0	16,9	29,1	100,0
Langues	55,4	18,6	26,0	100,0
Sciences humaines et sociales	63,0	15,2	21,8	100,0
Sciences fondamentales et applications	61,7	24,0	14,3	100,0
Sciences de la vie, de la santé, de la Terre et de l'Univers	55,6	27,5	16,9	100,0
Staps	66,4	13,9	19,7	100,0
Ensemble des filières universitaires générales	**63,2**	**18,0**	**18,8**	**100,0**
Santé	40,7	42,2	17,1	100,0
Ingénieurs universitaires	81,4	16,4	2,2	100,0
BUT	78,7	11,7	9,5	100,0
Total université y compris IUT	**63,8**	**19,3**	**17,0**	**100,0**
Formations universitaires privées	72,0	16,6	11,4	100,0
CPGE	81,8	15,0	3,2	100,0
STS scolaires hors agricoles	71,8	8,6	19,6	100,0
STS en apprentissage	78,5	2,2	19,3	100,0
Ingénieurs hors universitaires	85,0	11,5	3,4	100,0
Écoles de commerce, gestion et vente	89,1	4,0	6,9	100,0
Grands établissements	80,7	10,0	9,3	100,0
Écoles d'art	82,3	5,3	12,4	100,0
Autres écoles	80,6	7,3	12,2	100,0
Total	**70,0**	**14,4**	**15,6**	**100,0**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Taux de poursuite dans la filière : proportion d'entrants de 2024-2025 inscrits dans la même filière l'année suivante, en 2025-2026. Il peut s'agir soit d'un passage en deuxième année, soit d'un redoublement en première année.
2. Taux de réorientation vers une autre filière : proportion d'entrants de 2024-2025 inscrits l'année suivante, en 2025-2026, dans le champ étudié mais dans une filière différente de celle choisie initialement, en première ou en deuxième année.

Lecture : *parmi les entrants en première année de la filière « droit - sciences politiques » à la rentrée 2024, 73,3 % poursuivent dans la même filière l'année suivante.*

7.23 Les candidatures et propositions d'admission en master

Lors de la campagne 2025 de **Mon Master**, 258 300 candidats ont confirmé au moins une candidature en diplôme national de master **(1)**, soit 23 800 de plus qu'en 2024. Les étudiants inscrits en troisième année de licence générale (L3) représentent 53 % des candidats. Cette année 177 300 places sont offertes sur la plateforme.

À la fin de la campagne, 68 % des candidats ont reçu au moins une proposition d'admission **(2)**. Plus précisément, 64 % pour des candidatures confirmées en phase principale (PP), 4 % pour des candidatures de phase complémentaire (PC) et 0,4 % de démissionnaires. Parmi les étudiants inscrits en L3, huit sur dix ont reçu une proposition d'admission. À la fin de la campagne, six candidats sur dix ont accepté une proposition d'admission et sept candidats sur dix en ont accepté une plus spécifiquement parmi les étudiants inscrits en L3. Ainsi 136 100 candidats ont accepté une proposition d'admission pour une candidature formulée en PP et 8 800 pour une candidature formulée en PC, auxquels s'ajoutent 2 400 recrutements hors plateforme organisés directement par les établissements **(3)**.

Les masters relevant des « sciences fondamentales et appliquées » (dont STAPS) concentrent le plus de candidats ayant accepté une proposition d'admission pour des candidatures de la PP (21 %), suivis des masters en « sciences humaines et sociales » (19 %). Les masters « métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation » (MEEF) ont le plus grand nombre d'acceptations de candidatures de la PC (21 %).

Précisions

La campagne Mon Master 2025 s'est déroulée du 25 février au 31 août. Les propositions de la phase principale (PP) ont été faites à partir du 2 juin pour les formations sous statut scolaire et à partir du 13 juin pour les formations en alternance. La phase complémentaire (PC) a débuté le 17 juin. De plus, des recrutements hors plateforme ont été autorisés pour les formations pour lesquelles la procédure Mon Master était terminée.

Population concernée – Ensemble des candidats ayant confirmé au moins une candidature sur Mon Master en phase principale (PP) ou en phase complémentaire (PC).

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES* : 25.32 ; 25.13.

Source

SIES, Mon Master.

1 Candidats et acceptations des propositions d'admission en 2025 selon la formation d'origine

Inscription dans un établissement d'enseignement supérieur en France en 2024-2025	Candidats		Nombre moyen de candidatures		Candidats ayant accepté une proposition d'admission pour une candidature confirmée en phase principale		Candidats ayant accepté une proposition d'admission pour une candidature confirmée en phase complémentaire	
	Effectifs	%	En PP (1)	En PC (2)	Part parmi l'ensemble des candidats (%)	Part parmi les candidats avec proposition d'admission (%)	Part parmi l'ensemble des candidats (%)	Part parmi les candidats avec proposition d'admission (%)
Inscrits en L3	137 232	53,1	12,2	4,9	68,4	83,2	2,9	3,5
Inscrits en LP	7 418	2,9	8,1	4,8	38,5	80,4	2,7	5,7
Inscrits en BUT	19 981	7,7	10,8	4,5	39,3	69,5	1,8	3,2
Inscrits en master	18 947	7,3	8,2	4,7	34,8	60,3	5,2	9,1
Inscrits dans une autre formation	24 791	9,6	8,2	4,6	32,3	67,5	3,4	7,0
Non-inscrits	49 920	19,3	8,0	4,5	33,8	68,5	5,0	10,1
Ensemble	**258 289**	**100,0**	**10,6**	**4,7**	**52,7**	**77,7**	**3,4**	**5,0**
Rappel campagne 2024	**234 513**	**100,0**	**10,0**	**4,7**	**55,5**	**78,2**	**4,0**	**5,6**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : ensemble des candidats ayant confirmé au moins une candidature sur Mon Master en phase principale (PP) ou en phase complémentaire (PC) pour une formation de France + Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.**

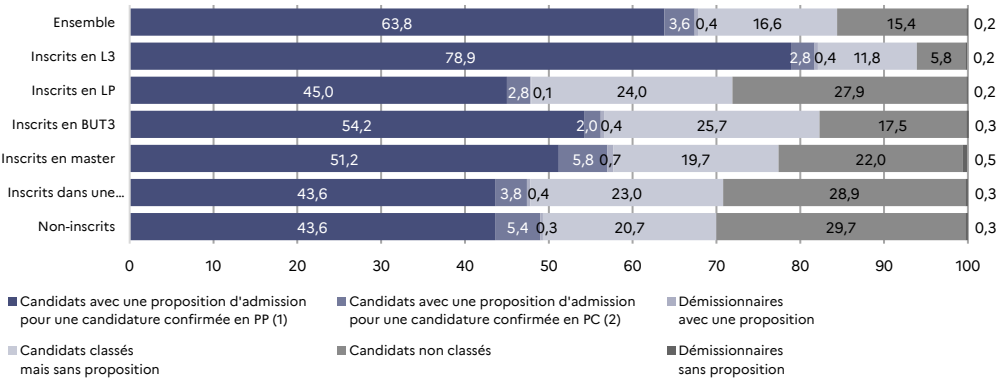
1. PP : phase principale

2. PC : phase complémentaire.

Lecture : *137 232 candidats présents sur Mon Master étaient inscrits en 3e année de licence générale (L3) pendant l'année scolaire 2024-2025. En moyenne, ces étudiants ont confirmé 12,2 candidatures sur la plateforme lors de la phase principale et 4,9 candidatures lors de la phase complémentaire.*

Parmi l'ensemble des candidats inscrits en L3 en 2024-2025, 68,4 % ont accepté une proposition d'admission pour une candidature confirmée en phase principale (représentant 83,2 % de ceux ayant reçu une proposition d'admission) et 2,9 % en ont accepté une pour une candidature confirmée en phase complémentaire (représentant 3,5 % de ceux ayant reçu une proposition d'admission).

2 Répartition des propositions d'admission par phase en 2025 selon la formation d'origine des candidats (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : ensemble des candidats ayant confirmé au moins une candidature sur Mon Master en phase principale (PP) ou en phase complémentaire (PC) pour une formation de France + Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.**

1. PP : phase principale

2. PC : phase complémentaire.

Lecture : *en 2025, 63,8 % des candidats ont reçu au moins une proposition d'admission pour des candidatures confirmées en phase principale sur Mon Master, 3,6 % en ont reçu au moins une pour des candidatures confirmées en phase complémentaire et 0,4 % sont démissionnaires avec une proposition d'admission.*

3 Candidatures et acceptations par discipline de master en 2025

Disciplines de master	Places offertes	Candidats avec au moins une candidature (1)		Candidats ayant accepté une proposition d'admission pour une candidature confirmée en phase principale		Candidats ayant accepté une proposition d'admission pour une candidature confirmée en phase complémentaire		Recrutements hors plateforme	
	Effectifs	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Droit et sciences politiques	25 254	58 007	22,5	22 952	16,9	1 027	11,7	338	14,0
Économie, gestion et AES	28 039	82 325	31,9	21 559	15,8	1 068	12,1	504	20,8
Lettres, langues, art	22 707	48 278	18,7	15 575	11,4	1 565	17,8	403	16,7
Sciences humaines et sociales (SHS)	31 134	84 298	32,6	25 409	18,7	1 711	19,4	393	16,2
Sciences fondamentales et appliquées (dont STAPS)	37 187	76 463	29,6	28 521	21,0	1 564	17,7	653	27,0
Ensemble hors MEEF	**144 321**	**239 385**	**92,7**	**114 016**	**83,8**	**6 935**	**78,7**	**2 291**	**94,7**
MEEF	32 976	46 270	17,9	22 056	16,2	1 878	21,3	128	5,3
Ensemble	**177 297**	**258 289**		**136 072**	**100,0**	**8 813**	**100,0**	**2 419**	**100,0**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : ensemble des candidats ayant confirmé au moins une candidature sur Mon Master en phase principale (PP) ou en phase complémentaire (PC) pour une formation de France + Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.**

1. Un candidat peut candidater pour des masters dans plusieurs disciplines. Par conséquent, la somme des lignes par discipline est supérieure à la ligne « Ensemble ».

Lecture : *en « droit et sciences politiques », 25 254 places étaient offertes sur la plateforme Mon Master en 2025, sachant que 58 007 étudiants ont confirmé au moins une candidature dans cette discipline, que 22 952 candidats ont accepté une proposition d'admission en « droit et sciences politiques » pour une candidature confirmée en phase principale et que 1 027 en ont accepté une pour une candidature confirmée en phase complémentaire. De plus, les formations de « droit et sciences politiques » ont déclaré 338 recrutements hors plateforme.*

8. RÉSULTATS, DIPLÔMES, INSERTION

8.01 La réussite au diplôme national du brevet : sexe, âge, origine sociale

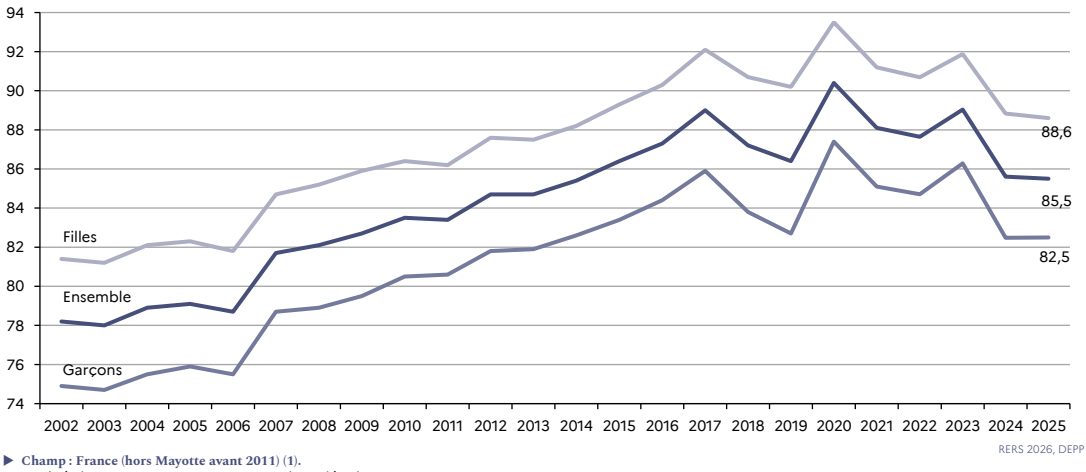
À la session 2025, 725 700 candidats de France ont obtenu le **diplôme national du brevet (DNB)** portant le **taux de réussite** à 85,5 %, soit une baisse de 0,1 point par rapport à la session 2024 **(1)** **(2)**. Cette baisse du taux de réussite s'observe en série générale (- 0,1 point), alors que la série professionnelle a connu une hausse de 0,2 point entre les deux sessions. La suppression du correctif académique à la session 2024 avait induit une diminution du taux de réussite de 3,4 points entre 2023 et 2024.

À la session 2025, 86,7 % des candidats de la série générale et 75,3 % de ceux de la série professionnelle obtiennent leur diplôme. Introduite à la session 2025 du DNB, la mention « Très bien avec félicitations du jury » a été obtenue par 9,5 % des candidats (10,6 % en série générale et 0,5 % en série professionnelle).

Comme lors des sessions précédentes, les filles réussissent mieux que les garçons au DNB (88,6 % contre 82,5 %) quelle que soit la série présentée. Les admis à la série professionnelle sont plus âgés que ceux de la série générale : 30,8 % ont 16 ans ou plus en série professionnelle, contre 3,8 % dans la série générale **(3)**.

Avec des taux de réussite supérieurs à 94,0 %, les enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures réussissent mieux cet examen que les autres candidats. À l'inverse, les enfants d'ouvriers ou d'inactifs comptent parmi ceux ayant les taux de réussite les plus faibles, inférieurs à 80,0 % **(4)**.

1 Évolution du taux de réussite au diplôme national du brevet selon le sexe (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte avant 2011) (1).**
1. Les évolutions avec ou sans Mayotte sont quasiment identiques.
Lecture : *lors de la session 2025 du diplôme national du brevet, 88,6 % des filles présentes à l'examen obtiennent leur diplôme.*

Précisions

Depuis la session 2013, les candidats se répartissent en deux séries : la série générale, largement majoritaire, est celle à laquelle se présentent essentiellement les élèves scolarisés en classe de troisième générale au collège, et la série professionnelle, minoritaire, à laquelle se présentent principalement les élèves de classe de troisième préparatoire aux formations professionnelles et de l'enseignement agricole.

Âge atteint au cours de l'année – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 26.04.

Source
DEPP, système d'information Cyclades.

2 Réussite au diplôme national du brevet selon le sexe, session 2025

	Série générale		Série professionnelle		Total	
	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
Filles	344 307	89,5	26 702	77,9	371 009	88,6
Garçons	315 348	83,7	39 323	73,7	354 671	82,5
Ensemble	**659 655**	**86,7**	**66 025**	**75,3**	**725 680**	**85,5**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *lors de la session 2025 du diplôme national du brevet, 371 009 candidates ont été admises, dont 344 307 en série générale.*

3 Réussite au diplôme national du brevet selon l'âge, session 2025

	Série générale		Série professionnelle		Total	
	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
14 ans ou moins	20 794	98,1	105	84,0	20 899	98,0
15 ans	613 569	88,1	45 611	78,9	659 180	87,4
16 ans	24 236	58,2	18 968	70,2	43 204	62,9
17 ans ou plus	1 056	48,2	1 341	50,5	2 397	49,4
Ensemble	**659 655**	**86,7**	**66 025**	**75,3**	**725 680**	**85,5**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *lors de la session 2025 du diplôme national du brevet, 20 899 admis ont 14 ans ou moins. Le taux de réussite est de 98,0 % dans cette classe d'âge.*

4 Réussite au diplôme national du brevet selon l'origine sociale, session 2025

	Série générale		Série professionnelle		Total	
	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
Agriculteurs exploitants	5 993	94,6	1 188	89,9	7 181	93,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	44 960	89,6	4 908	81,0	49 868	88,7
Cadres, professions intellectuelles supérieures	160 566	96,8	4 466	87,4	165 032	96,5
dont professeurs et assimilés	*20 529*	*98,6*	*304*	*89,9*	*20 833*	*98,5*
Professions intermédiaires	120 031	92,2	8 650	82,4	128 681	91,5
dont instituteurs et assimilés	*19 240*	*97,2*	*489*	*85,8*	*19 729*	*96,9*
Employés	171 412	85,7	18 007	78,3	189 419	84,9
Ouvriers	52 662	79,5	10 729	75,9	63 391	78,9
Retraités	3 569	83,2	459	73,9	4 028	82,0
Inactifs	80 063	71,9	13 734	65,8	93 797	70,9
Indéterminé	20 399	76,5	3 884	64,6	24 283	74,3
Ensemble	**659 655**	**86,7**	**66 025**	**75,3**	**725 680**	**85,5**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *lors de la session 2025 du diplôme national du brevet, 7 181 admis sont enfants d'agriculteurs exploitants. Le taux de réussite est de 93,8 % parmi les candidats de cette origine sociale.*

8.02 La réussite au baccalauréat selon la voie et la série

Le **taux de réussite** au baccalauréat 2025 est de 91,6 % avec 744 400 candidats présents et 682 000 bacheliers **(2)**. Il est de 96,2 % au **baccalauréat général**, de 90,9 % au **baccalauréat technologique** et de 83,9 % au **baccalauréat professionnel (1)**. L'effectif de bacheliers diminue de 5 000 par rapport à l'année précédente.

Entre 1995 et 2014, le taux de réussite, toutes voies confondues, a augmenté de 13,2 points. Il s'est stabilisé autour de 88,0 % entre 2014 et 2019. Avec les aménagements d'épreuves pour s'adapter à l'épidémie de Covid-19, les taux de réussite de 2020 et 2021 sont supérieurs de 6 à 7 points à ceux des sessions antérieures. À partir de la session 2022, le taux de réussite oscille autour de 91,0 %.

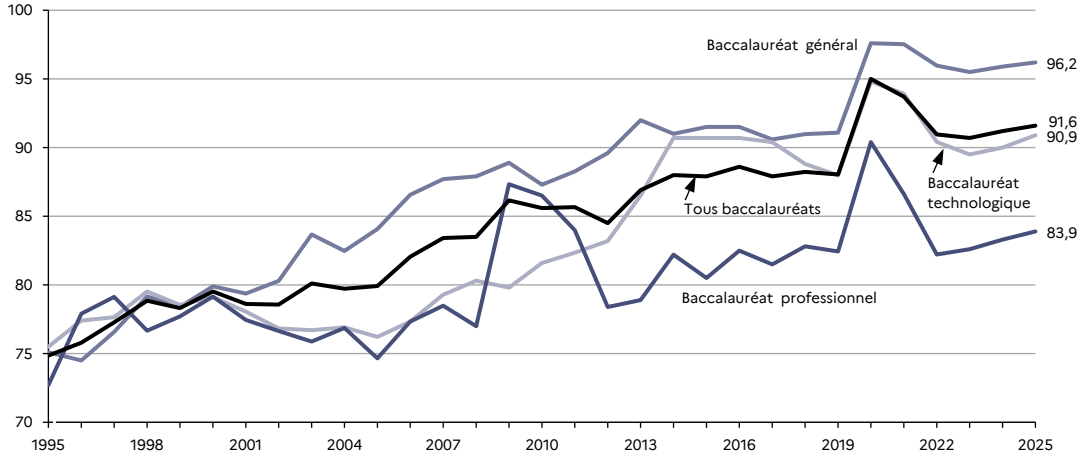
Dans la voie générale, le taux de réussite a augmenté régulièrement jusqu'en 2013, puis a connu un plateau jusqu'en 2019 aux alentours de 91,0 %. Après l'épidémie de Covid-19, il est resté à un niveau plus élevé qu'auparavant. Dans les voies technologique et professionnelle, le taux de réussite a augmenté de manière irrégulière. Le taux de réussite de la voie technologique s'est éloigné en 2014 de celui de la voie professionnelle pour se rapprocher de celui de la voie générale.

En 2025, le taux de réussite augmente légèrement par rapport à l'année précédente pour les trois voies du baccalauréat. La hausse est la plus importante dans la voie technologique (+ 0,9 point) et la plus faible dans la voie générale (+ 0,3 point) **(3)**.

Les candidats se présentent essentiellement sous statut scolaire (699 800 présents en 2025) ou *via* l'apprentissage (31 000 présents) **(4)**. Les candidats sous statut individuel ont un taux de réussite à l'examen plus faible que les autres.

À la session 2025, pour 100 bacheliers, 54 généralistes, 20 technologiques et 26 professionnels sont dénombrés, contre respectivement 58, 28 et 14 en 1995. La voie professionnelle a progressé principalement sous l'effet de la mise en place dans cette voie du baccalauréat en trois ans.

1 Évolution des taux de réussite au baccalauréat selon la voie (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (yc Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, toutes voies confondues, 91,6 % des candidats présents ont obtenu leur diplôme.*

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.05 ; 25.05.
- Série chronologique en ligne : la réussite au baccalauréat.

Source

DEPP, systèmes d'information Ocean et Cyclades.
Ministère chargé de l'agriculture.

2 Évolution des effectifs d'admis au baccalauréat (1)

Séries	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2023	2024	2025		
									Filles	Garçons	Ensemble
Baccalauréat général	**287 046**	**271 155**	**272 512**	**279 751**	**317 054**	**384 158**	**371 830**	**373 840**	**205 662**	**162 870**	**368 532**
S	139 031	136 214	136 877	145 839	166 824	199 253					
ES	76 555	75 299	86 201	88 220	100 360	130 389					
L	71 460	59 642	49 434	45 692	49 870	54 516					
Baccalauréat technologique	**138 267**	**152 778**	**140 828**	**133 431**	**125 144**	**149 972**	**133 865**	**139 710**	**69 502**	**66 360**	**135 862**
STI	36 364	36 940	34 567	30 022							
STI2D/STI hors AA	35 249	35 477	32 773	27 831	26 763	33 252	25 826	25 949	2 566	23 012	25 578
STL	4 840	6 327	6 426	6 851	7 587	8 723	6 046	6 123	3 462	2 463	5 925
STAV (ex-STAE STPA)	2 247	5 828	5 107	5 004	4 615	5 272	4 804	5 045	2 400	2 504	4 904
STMG (ex-STT STG)	78 896	82 221	73 565	68 043	60 124	73 621	71 302	76 329	39 781	33 440	73 221
ST2S (ex-SMS)	13 337	18 469	18 689	20 622	20 608	22 967	19 756	19 984	16 688	3 050	19 738
STD2A/STI-AA	1 115	1 463	1 794	2 191	2 817	3 525	3 729	3 805	3 136	773	3 909
S2TMD (ex-TMD)	299	370	273	311	303	335	359	402	282	155	437
STHR (ex-Hôtellerie)	2 284	2 623	2 201	2 578	2 327	2 277	2 043	2 073	1 187	963	2 150
Baccalauréat professionnel	**67 096**	**92 617**	**93 268**	**118 586**	**176 646**	**188 841**	**169 246**	**173 402**	**76 815**	**100 792**	**177 607**
Production	26 218	42 029	43 586	52 951	80 650	87 019	79 297	80 939	14 865	67 290	82 155
Services	40 878	50 588	49 682	65 635	95 996	101 822	89 949	92 463	61 950	33 502	95 452
Ensemble	**492 409**	**516 550**	**506 608**	**531 768**	**618 844**	**722 971**	**674 941**	**686 952**	**351 979**	**330 022**	**682 001**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (yc Mayotte à partir de 2011).**

1. À partir de la session 2015, la série STI (option « arts appliqués » [AA] et autres options) est remplacée par les séries STI2D et STD2A (design et arts appliqués). Afin de pouvoir suivre l'évolution de ces séries, les effectifs de la série STI figurent globalement et de façon décomposée en « STI hors AA » (en regard de STI2D) et en « STI-AA » (en regard de STD2A). Les effectifs de la série STI figurent deux fois, mais sont bien comptabilisés une seule fois dans les sous-totaux et totaux.

Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, 682 001 candidats obtiennent le diplôme.*

3 Évolution des taux de réussite au baccalauréat (en %) (1)

Séries	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2023	2024	2025		
									Filles	Garçons	Ensemble
Baccalauréat général	**75,1**	**79,9**	**84,1**	**87,3**	**91,5**	**97,6**	**95,5**	**95,9**	**96,9**	**95,3**	**96,2**
S	78,5	80,7	84,8	88,7	91,9	97,9					
ES	73,0	78,2	84,2	86,1	91,2	97,6					
L	71,3	80,2	81,9	85,1	90,6	96,3					
Baccalauréat technologique	**75,5**	**79,1**	**76,2**	**81,6**	**90,7**	**94,8**	**89,5**	**90,0**	**92,5**	**89,2**	**90,9**
STI	67,2	75,8	76,4	80,0							
STI2D/ STI hors AA	67,0	75,4	75,7	79,3	91,7	96,0	91,3	88,7	90,3	89,8	89,8
STL	74,6	81,8	83,2	87,1	93,9	95,8	90,1	90,6	92,1	90,2	91,3
STAV (ex-STAE STPA)	69,1	73,9	78,0	74,5	86,9	98,7	97,1	97,4	97,4	97,8	97,6
STMG (ex-STT STG)	80,5	80,5	75,1	83,8	89,5	93,1	87,5	89,3	91,8	87,9	90,0
ST2S (ex-SMS)	73,3	79,4	76,6	76,1	91,8	96,3	90,5	90,7	92,5	88,7	91,9
STD2A/ STI-AA	76,4	87,0	89,8	90,7	97,2	99,1	97,3	97,5	98,0	96,9	97,8
S2TMD (ex-TMD)	92,3	85,1	89,8	94,5	97,1	99,4	97,8	98,5	99,6	97,5	98,9
STHR (ex-Hôtellerie)	81,5	89,0	86,8	89,8	90,8	97,9	95,4	95,1	97,1	96,5	96,8
Baccalauréat professionnel	**72,7**	**79,1**	**74,7**	**86,5**	**80,5**	**90,4**	**82,6**	**83,3**	**87,1**	**81,7**	**83,9**
Production	69,3	78,5	75,6	85,6	78,9	90,1	82,0	83,1	87,3	82,1	83,0
Services	75,0	79,7	73,8	87,3	81,9	90,7	83,1	83,5	87,0	80,7	84,7
Ensemble	**74,9**	**79,5**	**79,9**	**85,6**	**87,9**	**95,0**	**90,7**	**91,2**	**93,7**	**89,5**	**91,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (yc Mayotte à partir de 2011).**

1. Voir [1] supra.

Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, toutes séries confondues, les filles ont un taux de réussite de 93,7 %.*

4 Évolution des taux de réussite au baccalauréat selon le statut des candidats (en %)

Statut	1997	2000	2005	2010	2015	2020	2023	2024	2025	Présents 2025
Scolaire	78,5	80,9	81,4	86,6	88,9	95,6	91,7	91,9	92,4	699 819
Enseignement à distance	43,8	38,3	44,0	49,8	52,5	81,3	71,2	73,0	74,2	4 003
Apprentissage	80,0	81,4	79,6	86,6	81,9	91,1	83,7	85,0	86,4	30 980
Formation continue	72,0	74,0	70,3	82,6	83,6	91,9	86,8	86,4	88,6	1 270
Individuel	50,4	51,1	44,2	49,8	49,8	64,9	50,0	57,8	56,8	8 340
Ensemble	**77,3**	**79,5**	**79,9**	**85,6**	**87,9**	**95,0**	**90,7**	**91,2**	**91,6**	**744 412**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (yc Mayotte à partir de 2011).**

Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, toutes séries confondues, 744 412 candidats étaient présents à l'examen et 91,6 % ont obtenu leur diplôme.*

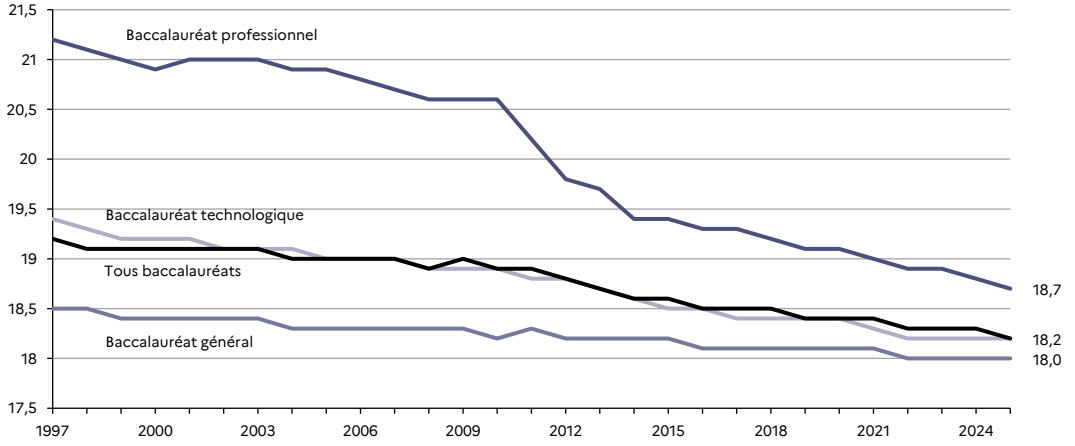
Le **taux de réussite** au baccalauréat 2025 est de 91,6 %, en hausse de 0,4 point par rapport à la session 2024 **(2)**. Dans toutes les voies, générale, technologique et professionnelle, les filles réussissent mieux que les garçons. L'écart entre filles et garçons augmente légèrement entre 2024 et 2025 (+ 0,2 point), principalement du fait de la voie professionnelle pour laquelle il est par ailleurs le plus important : + 5,4 points en faveur des filles en 2025 en voie professionnelle, + 3,2 points en voie technologique et + 1,6 point en voie générale. Cet écart est stable entre 2024 et 2025 dans les voies générale et technologique.

La baisse des redoublements, constatée à tous les niveaux de formation, a pour effet un rajeunissement des candidats et donc des bacheliers, toutes voies confondues **(1)**. Ce rajeunissement est amplifié dans la voie professionnelle avec la généralisation du cursus en trois ans menant au baccalauréat, même si les bacheliers y sont en moyenne toujours plus âgés que dans les autres voies. En 2025, l'âge moyen au baccalauréat est en légère baisse par rapport à 2024. Il est de 18,0 ans dans la voie générale, de 18,2 ans dans la voie technologique et de 18,7 ans dans la voie professionnelle. En 1997, les âges moyens étaient respectivement de 18,5 ans, 19,4 ans et 21,2 ans.

Toutes voies confondues, à partir de 17 ans, plus les candidats sont âgés, moins le taux de réussite est élevé, jusqu'à atteindre son niveau le plus bas à 21 ans (72,2 %). Passé cet âge, les effectifs sont très faibles et le taux de réussite a tendance à remonter sans toutefois atteindre les résultats obtenus par les moins de 19 ans **(3)**. Dans la voie professionnelle, les candidats de 25 ans ou plus obtiennent plus souvent leur diplôme que ceux de 18 ans.

Au sein de chaque voie, les taux de réussite au baccalauréat des enfants d'agriculteurs exploitants et de cadres ou professions intellectuelles supérieures sont parmi les plus élevés, en particulier celui des enfants de professeurs et assimilés en voie générale **(4)**. À l'inverse, les enfants d'ouvriers, de retraités et d'inactifs ont les taux de réussite les plus faibles.

1 Évolution de l'âge moyen à l'obtention du baccalauréat



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (yc Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, toutes voies confondues, l'âge moyen des lauréats est de 18,2 ans.*

Précisions

Âge atteint au cours de l'année – Voir « Glossaire ».

Baccalauréats général, technologique et professionnel – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.05 ; 25.05.
- Série chronologique en ligne : la réussite au baccalauréat.

Source

DEPP, systèmes d'information Ocean et Cyclades.
Ministère chargé de l'agriculture.

2 Évolution de la réussite au baccalauréat selon le sexe (en %)

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2023	2024	2025
Bac général	**65,9**	**67,8**	**75,4**	**75,1**	**79,9**	**84,1**	**87,3**	**91,5**	**97,6**	**95,5**	**95,9**	**96,2**
Filles	66,9	68,9	76,6	76,0	81,8	85,5	88,3	92,7	98,1	96,1	96,5	96,9
Garçons	64,5	66,2	73,9	73,9	77,4	82,1	85,9	89,9	96,9	94,8	95,1	95,3
Bac technologique	**59,2**	**65,4**	**68,4**	**75,5**	**79,1**	**76,2**	**81,6**	**90,7**	**94,8**	**89,5**	**90,0**	**90,9**
Filles	60,2	65,8	68,3	79,3	81,9	78,2	82,7	91,9	96,0	90,7	91,7	92,5
Garçons	57,9	65,0	68,5	71,8	76,2	74,2	80,4	89,5	93,6	88,3	88,4	89,2
Bac professionnel			**74,3**	**72,7**	**79,1**	**74,7**	**86,5**	**80,5**	**90,4**	**82,6**	**83,3**	**83,9**
Filles			75,3	75,3	80,5	75,7	88,6	83,7	92,9	85,2	86,1	87,1
Garçons			73,6	70,4	78,2	73,9	85,0	78,0	88,6	80,9	81,4	81,7
Ensemble tous baccalauréats	**63,9**	**67,2**	**73,1**	**74,9**	**79,5**	**79,9**	**85,6**	**87,9**	**95,0**	**90,7**	**91,2**	**91,6**
Filles	**64,9**	**68,2**	**73,9**	**76,8**	**81,6**	**81,9**	**86,9**	**90,1**	**96,5**	**92,6**	**93,2**	**93,7**
Garçons	**62,5**	**65,6**	**72,1**	**72,7**	**77,2**	**77,7**	**84,2**	**85,6**	**93,5**	**88,8**	**89,2**	**89,5**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (yc Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, toutes voies confondues, les filles ont un taux de réussite de 93,7 %.*

3 Réussite au baccalauréat selon l'âge à la session 2025

	Baccalauréat général		Baccalauréat technologique		Baccalauréat professionnel		Ensemble	
	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
16 ans ou moins	594	97,5	40	97,6	9	90,0	643	97,4
17 ans	18 074	98,8	1 891	96,3	678	90,6	20 643	98,3
18 ans	322 478	97,5	109 928	93,7	112 563	86,2	544 969	94,2
19 ans	23 920	85,5	20 978	82,2	43 890	80,6	88 788	82,2
20 ans	2 589	68,4	2 421	68,9	11 833	78,1	16 843	75,0
21 ans	515	54,4	366	57,7	3 761	77,5	4 642	72,2
22 ans	147	46,5	102	52,6	1 504	79,9	1 753	73,3
23 ans	65	43,0	38	50,7	741	79,4	844	72,8
24 ans	38	46,3	18	41,9	448	83,7	504	76,4
25-29 ans	61	32,8	31	48,4	1 045	87,0	1 137	78,4
30 ans ou plus	51	27,3	49	57,6	1 135	87,6	1 235	78,8
Ensemble	**368 532**	**96,2**	**135 862**	**90,9**	**177 607**	**83,9**	**682 001**	**91,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, toutes voies confondues, 544 969 lauréats ont 18 ans et le taux de réussite des candidats de cet âge est de 94,2 %.*

4 Réussite au baccalauréat selon l'origine sociale à la session 2025 (1)

	Baccalauréat général		Baccalauréat technologique		Baccalauréat professionnel		Ensemble	
	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
Agriculteurs exploitants	2 923	98,1	867	97,1	1 168	91,7	4 958	96,3
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	24 899	96,3	8 820	91,8	9 513	87,3	43 232	93,3
Cadres, professions intellectuelles supérieures	120 339	98,3	21 650	95,0	13 121	90,4	155 110	97,1
dont professeurs et assimilés	*18 836*	*98,8*	*2 389*	*95,4*	*1 171*	*91,0*	*22 396*	*98,0*
Professions intermédiaires	68 512	97,3	22 393	93,1	21 177	87,9	112 082	94,5
dont instituteurs et assimilés	*13 480*	*98,4*	*2 232*	*95,1*	*1 358*	*91,0*	*17 070*	*97,3*
Employés	82 896	95,8	38 280	91,3	42 536	84,3	163 712	91,5
Ouvriers	21 814	93,1	13 487	87,9	21 357	82,2	56 658	87,5
Retraités	3 190	94,0	1 280	88,3	1 593	81,9	6 063	89,3
Autres personnes sans activité professionnelle	30 798	90,9	17 464	84,8	27 667	75,8	75 929	83,5
Indéterminé	13 161	91,7	11 621	90,7	39 475	85,7	64 257	87,8
Ensemble	**368 532**	**96,2**	**135 862**	**90,9**	**177 607**	**83,9**	**682 001**	**91,6**

RERS 2026, DEPP

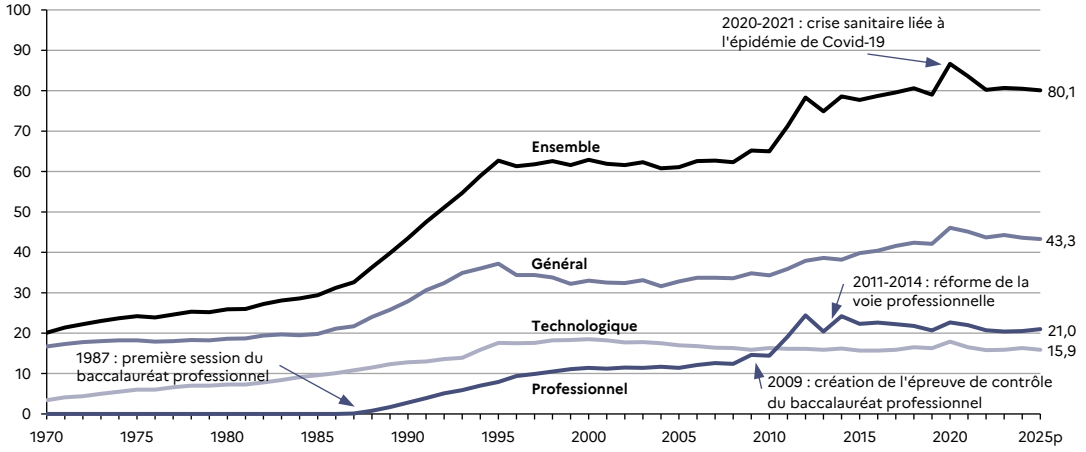
▶ **Champ : France.**
1. Hors candidats des séries et spécialités sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture.
Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, toutes voies confondues, les lauréats enfants de "cadres, professions intellectuelles supérieures" sont 155 110 et le taux de réussite des candidats de cette origine sociale est de 97,1 %.*

À la session 2025 du baccalauréat, pour la France (hors Mayotte), 80,1 % d'une génération est titulaire du diplôme du baccalauréat : 43,3 % en voie générale, 15,9 % en voie technologique et 21,0 % en voie professionnelle **(1)**.

Depuis 1970, la **proportion de bacheliers dans une génération** a gagné 60 points. Cette forte progression résulte surtout du développement de la voie générale et de l'important essor de la voie professionnelle depuis sa première session en 1987. Entre 1995 et 2008, en contraste avec la longue période de croissance qui a précédé, la proportion de bacheliers dans une génération atteint un palier et oscille autour de 62 %. Elle augmente de 16,3 points entre 2008 et 2014 principalement avec la réforme de la voie professionnelle. Elle reprend ensuite une progression plus lente, essentiellement grâce à la hausse de la voie générale. Si en 2020, avec les aménagements réglementaires mis en place dans le contexte de la crise sanitaire et de la première session de la nouvelle mouture du baccalauréat général, la proportion de bacheliers dans une génération augmente fortement, celle-ci retrouve son niveau d'avant crise dès 2022.

L'écart entre filles et garçons est de 10,3 points en faveur des filles **(2)**. La proportion de bachelières dans une génération dépasse de 12,9 points celle des garçons dans la voie générale tandis qu'elle est inférieure de 4,3 points dans la voie professionnelle. Dans la voie technologique, l'écart en faveur des filles est de 1,7 point en 2025.

1 Évolution de la proportion de bacheliers dans une génération selon la voie (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors DROM jusqu'en 2000, France hors Mayotte depuis 2001.**

Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, toutes voies confondues, la proportion de bacheliers dans une génération est de 80,1 %.*

Note : par le jeu des arrondis, la somme des proportions de bacheliers dans une génération affichées par voie peut être légèrement différente de la proportion totale de bacheliers dans une génération.

Précisions

Données démographiques – La population par âge est issue des estimations publiées chaque année par l'Insee pour la France hors Mayotte. La population connue en décembre 2025 a été utilisée ici. Elle permet le calcul des proportions provisoires de bacheliers dans une génération pour les sessions 2024 et 2025 et définitives pour les sessions antérieures.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.05 ; 25.05.
- Série chronologique en ligne : la proportion de bacheliers dans une génération.

Source

DEPP, systèmes d'information Ocean et Cyclades.
Ministère chargé de l'agriculture.
Insee, estimations démographiques. Traitement DEPP.

2 Évolution de la proportion de bacheliers dans une génération selon la voie et le sexe (en %)

	France hors DROM				France hors Mayotte								
	1980	1990	2000	2001	2001	2005	2010	2015	2020	2022	2023	2024p	2025p
Bac général	**18,6**	**27,9**	**33,0**	**32,6**	**32,5**	**32,8**	**34,3**	**39,8**	**46,1**	**43,7**	**44,3**	**43,6**	**43,3**
Filles	n.d.	n.d.	39,1	39,1	38,9	39,2	40,0	46,3	53,9	51,0	51,3	50,6	49,9
Garçons	n.d.	n.d.	27,1	26,5	26,3	26,5	29,0	33,6	38,7	36,9	37,9	37,2	37,0
Bac technologique	**7,3**	**12,8**	**18,5**	**18,2**	**18,2**	**17,0**	**16,3**	**15,7**	**17,9**	**15,8**	**15,9**	**16,3**	**15,9**
Filles	n.d.	n.d.	20,0	19,7	19,6	18,0	17,4	16,1	17,8	16,4	16,7	17,3	16,8
Garçons	n.d.	n.d.	17,2	16,9	16,8	16,0	15,2	15,2	18,0	15,2	15,2	15,4	15,0
Bac professionnel		**2,8**	**11,4**	**11,2**	**11,2**	**11,4**	**14,4**	**22,3**	**22,7**	**20,7**	**20,4**	**20,5**	**21,0**
Filles		n.d.	9,9	9,7	9,8	9,7	12,7	20,8	20,0	18,0	17,5	18,0	18,7
Garçons		n.d.	12,9	12,7	12,7	13,0	16,0	23,7	25,3	23,3	23,1	22,9	23,1
Ensemble tous baccalauréats	**25,9**	**43,5**	**62,9**	**62,0**	**61,9**	**61,1**	**65,0**	**77,7**	**86,7**	**80,2**	**80,7**	**80,5**	**80,1**
Filles	**n.d.**	**n.d.**	**69,0**	**68,4**	**68,3**	**67,0**	**70,0**	**83,2**	**91,6**	**85,4**	**85,4**	**85,8**	**85,4**
Garçons	**n.d.**	**n.d.**	**57,2**	**56,0**	**55,8**	**55,6**	**60,2**	**72,6**	**81,9**	**75,4**	**76,2**	**75,5**	**75,1**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors DROM jusqu'en 2000, France hors Mayotte depuis 2001.**

Lecture : *lors de la session 2025 du baccalauréat, toutes voies confondues, la proportion de bachelières dans une génération est de 85,4 %.*

Note : par le jeu des arrondis, la somme des proportions de bacheliers dans une génération affichées par voie peut être légèrement différente de la proportion totale de bacheliers dans une génération.

8.05 L'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième

En 2024, l'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième varie de 47 % en Guyane à 76 % à Versailles. Au sein de la voie scolaire, l'accès au baccalauréat se fait surtout par la voie générale et technologique **(1)**. Dans toutes les académies, les probabilités pour les jeunes de sixième d'accéder au baccalauréat par la voie scolaire (68 % par exemple pour l'académie de Lyon à la session 2024) sont plus élevées que celles d'y accéder par l'apprentissage (1 % dans la même académie et à la même session). Dans les académies de Dijon, Normandie, Strasbourg et Nantes, l'apprentissage a un poids plus important dans l'espérance d'obtenir le baccalauréat que dans les autres académies.

Les académies d'Île-de-France se détachent avec les espérances d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième les plus élevées. La voie générale et technologique y est largement prépondérante et la voie professionnelle (apprentissage compris) pèse peu, surtout à Paris et Versailles. La voie professionnelle pèse davantage dans l'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième dans les académies d'outre-mer (hors Mayotte) et celles de Reims, Besançon, Clermont-Ferrand, Nantes, Amiens ou Rennes.

À l'échelle des régions académiques, entre 2023 et 2024, l'espérance d'obtenir le baccalauréat augmente en Guyane et à Mayotte, ainsi qu'en Bourgogne-Franche-Comté et en Bretagne **(2)**. *A contrario*, elle diminue en Guadeloupe, en Corse et en Martinique. Partout ailleurs, elle stagne.

Précisions

Nouvelle méthode – Depuis la rentrée scolaire 2020, l'immatriculation des élèves *via* leur identifiant national (INE) dans les différentes sources permet de retracer leur parcours scolaire d'une année scolaire à l'autre. La méthodologie du calcul des taux de redoublement, de passage et de sortie a été révisée, et les chiffres des années 2021 à 2025 sont présentés selon cette nouvelle méthode, qui met dorénavant en regard les situations individuelles des élèves sur deux rentrées successives. Auparavant, la formation d'une rentrée scolaire était comparée à celle en fin d'année scolaire précédente à un niveau agrégé, en comparant des stocks d'élèves, sans identifier le parcours de chaque élève pris individuellement.

L'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième donne une mesure de la probabilité qu'aurait un jeune de sixième, une année donnée, de réussir l'examen du baccalauréat s'il rencontrait tout au long de son parcours les conditions scolaires que connaissent les autres jeunes cette année-là. Cet indicateur est décliné selon l'académie d'origine des élèves. Pour éviter toute confusion avec la proportion de bacheliers dans une génération, l'espérance d'obtenir le baccalauréat n'est jamais diffusé au niveau national.

Pour une année scolaire donnée, le calcul combine tous les parcours les plus représentatifs de sixième en terminale jusqu'à l'obtention du diplôme. Il intègre tous les passages dans la classe supérieure, les orientations et réorientations vers les voies générale et technologique d'un côté, professionnelle de l'autre, que ce soit sous statut scolaire ou d'apprenti.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.05 ; 25.05.

Source

DEPP, systèmes d'information Ocean, Cyclades, Scolarité, SIFA.
Ministère chargé de l'agriculture.

1 Espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième par académie et région académique selon le statut et la voie (en %)

Académies et régions académiques	2024						2025p		
	Scolaire			Apprentissage	Tous statuts		Scolaire		
	Générale et techno-logique	Profession-nelle	Toutes voies	Profession-nelle	Toutes voies	Voie profession-nelle	Générale et techno-logique	Profession-nelle	Toutes voies
Clermont-Ferrand	49,0	17,1	66,2	1,8	67,9	18,9	48,5	18,4	67,0
Grenoble	53,2	14,4	67,6	1,7	69,3	16,1	53,8	14,3	68,1
Lyon	54,0	14,1	68,1	1,2	69,3	15,3	54,7	14,2	69,0
Auvergne-Rhône-Alpes	**52,9**	**14,7**	**67,6**	**1,5**	**69,1**	**16,2**	**53,4**	**14,9**	**68,3**
Besançon	49,9	17,4	67,3	1,9	69,2	19,3	51,0	16,3	67,4
Dijon	49,0	15,7	64,8	2,2	67,0	18,0	50,5	15,7	66,2
Bourgogne-Franche-Comté	**49,4**	**16,5**	**65,9**	**2,0**	**67,9**	**18,5**	**50,7**	**16,0**	**66,7**
Bretagne (Rennes)	**52,9**	**18,6**	**71,4**	**1,2**	**72,6**	**19,8**	**54,0**	**17,4**	**71,4**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**49,6**	**16,5**	**66,0**	**1,9**	**67,9**	**18,4**	**50,3**	**16,6**	**66,9**
Corse	**57,3**	**13,9**	**71,2**	**0,5**	**71,7**	**14,4**	**59,9**	**14,8**	**74,6**
Nancy-Metz	50,4	17,6	68,0	1,0	69,0	18,6	50,9	19,2	70,1
Reims	47,4	17,8	65,2	1,4	66,7	19,3	49,2	18,0	67,2
Strasbourg	52,2	13,6	65,8	2,3	68,2	15,9	52,7	15,3	67,9
Grand Est	**50,3**	**16,3**	**66,6**	**1,5**	**68,1**	**17,8**	**51,1**	**17,5**	**68,6**
Amiens	49,3	17,3	66,5	1,4	67,9	18,7	50,7	17,5	68,2
Lille	49,8	17,8	67,6	0,5	68,1	18,3	51,0	18,8	69,8
Hauts-de-France	**49,7**	**17,6**	**67,3**	**0,7**	**68,0**	**18,4**	**50,9**	**18,4**	**69,3**
Créteil	56,4	17,3	73,7	0,5	74,1	17,7	59,0	17,2	76,1
Paris	64,8	9,4	74,2	0,1	74,3	9,5	65,4	9,7	75,0
Versailles	62,3	13,0	75,4	0,4	75,8	13,5	63,0	13,3	76,3
Île-de-France	**60,5**	**14,1**	**74,6**	**0,4**	**74,9**	**14,5**	**61,8**	**14,3**	**76,1**
Normandie	**49,6**	**15,9**	**65,5**	**2,3**	**67,8**	**18,2**	**50,8**	**16,5**	**67,3**
Bordeaux	51,7	16,2	67,9	1,0	68,9	17,2	52,2	16,1	68,3
Limoges	50,7	15,9	66,6	1,5	68,1	17,4	51,5	15,7	67,3
Poitiers	49,5	15,5	64,9	1,9	66,8	17,4	51,9	15,6	67,4
Nouvelle-Aquitaine	**50,9**	**16,0**	**66,9**	**1,3**	**68,2**	**17,3**	**52,1**	**15,9**	**67,9**
Montpellier	51,0	15,8	66,8	0,5	67,3	16,3	51,1	16,1	67,1
Toulouse	53,2	17,1	70,4	0,7	71,1	17,8	54,5	17,4	71,9
Occitanie	**52,2**	**16,4**	**68,6**	**0,6**	**69,2**	**17,0**	**52,8**	**16,7**	**69,5**
Pays de la Loire (Nantes)	**49,9**	**16,3**	**66,2**	**2,9**	**69,1**	**19,2**	**51,2**	**15,7**	**66,9**
Aix-Marseille	53,4	14,2	67,6	0,6	68,3	14,9	53,6	14,6	68,2
Nice	52,4	13,8	66,2	0,6	66,8	14,4	52,6	14,7	67,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**53,0**	**14,1**	**67,1**	**0,6**	**67,7**	**14,7**	**53,2**	**14,7**	**67,9**
Guadeloupe	50,1	19,3	69,4	0,1	69,6	19,5	50,5	19,4	70,0
Guyane	31,4	15,9	47,3	0,0	47,3	15,9	32,0	16,0	48,0
Martinique	49,5	22,2	71,7	0,1	71,8	22,3	51,7	18,7	70,4
Mayotte	44,9	15,6	60,5	0,0	60,5	15,6	49,0	16,6	65,6
La Réunion	47,8	18,8	66,5	0,0	66,6	18,8	48,2	18,3	66,5

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé, hors et sous contrat.**
p : données provisoires – les données 2025 sur l'apprentissage ne sont pas disponibles au moment où le RERS 2026 est finalisé. Les résultats portant sur la voie scolaire seront révisés en raison de la consolidation avec les données sur l'apprentissage.
Lecture : *dans l'académie de Grenoble, 69,3 % des élèves scolarisés en sixième en 2024 obtiendraient leur baccalauréat s'ils connaissaient tout au long de leur parcours les conditions scolaires que connaissent les jeunes en 2024.*

2 Espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième par région académique (en %)

Régions académiques	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2021(1)	2022	2023	2024
Auvergne-Rhône-Alpes	75,7	76,0	75,3	74,8	77,3	75,4	72,3	68,5	68,2	69,1
Bourgogne-Franche-Comté	72,6	72,7	71,9	71,6	73,3	70,3	69,5	67,5	66,4	67,9
Bretagne (Rennes)	80,8	78,8	77,9	76,3	78,4	77,8	75,6	71,3	71,5	72,6
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	74,9	73,4	73,4	73,8	76,1	72,9	70,9	68,6	67,9	67,9
Corse	78,4	76,4	75,3	72,0	78,5	76,3	74,5	69,6	73,4	71,7
Grand Est	74,7	74,2	74,5	74,2	77,7	74,4	71,6	68,4	68,4	68,1
Hauts-de-France	71,7	72,1	71,7	71,5	76,2	72,9	70,7	66,7	68,1	68,0
Île-de-France	81,6	81,0	81,6	81,5	87,2	83,4	78,6	75,6	75,6	74,9
Normandie	73,8	72,5	72,5	72,7	76,0	72,9	71,0	67,1	67,2	67,8
Nouvelle-Aquitaine	74,7	74,9	73,9	73,4	76,8	75,6	71,0	67,8	67,6	68,2
Occitanie	75,0	74,6	74,3	75,3	76,2	75,0	70,8	68,6	68,7	69,2
Pays de la Loire (Nantes)	74,0	72,2	72,3	73,2	76,1	72,1	72,0	68,6	68,5	69,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	72,4	72,7	72,9	72,4	76,9	74,1	71,2	67,5	67,4	67,7
Guadeloupe	75,0	73,1	76,0	78,9	84,1	79,0	73,0	62,1	72,2	69,6
Guyane	53,7	58,3	55,6	56,3	63,8	59,1	50,3	40,8	44,6	47,3
Martinique	78,8	74,0	72,5	77,7	84,4	78,8	73,7	66,3	73,5	71,8
Mayotte	63,4	61,3	60,2	54,1	72,0	68,9	62,3	56,6	58,3	60,5
La Réunion	67,0	65,5	68,4	66,9	74,0	70,9	68,8	62,2	67,2	66,6

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé, hors et sous contrat.**
1. Rupture de série : à partir de 2021, la méthodologie a été révisée (*cf.* « Précisions »).
Lecture : *dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, 69,1 % des élèves scolarisés en sixième en 2024 obtiendraient leur baccalauréat s'ils connaissaient tout au long de leur parcours les conditions scolaires que connaissent les jeunes en 2024.*

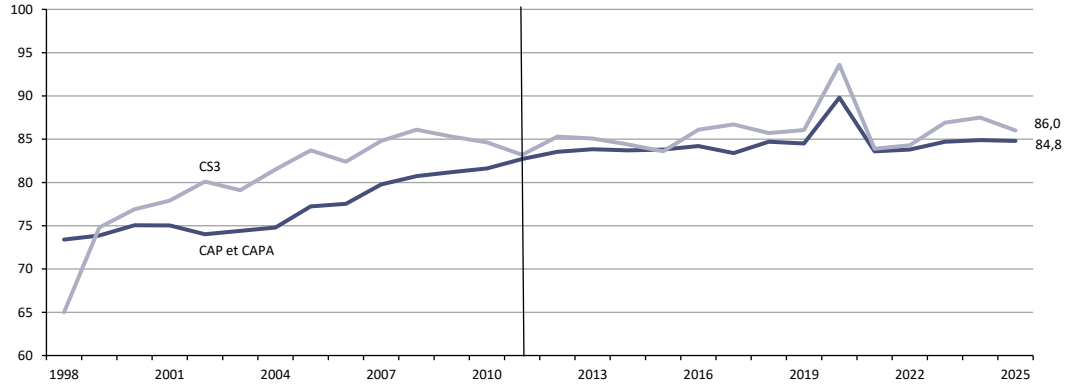
8.06 Les diplômes technologiques et professionnels du second degré

À la session 2025, 508 600 diplômes technologiques et professionnels sont délivrés, dont deux tiers de niveau 4 et un tiers de niveau 3 **(2)**. Pour le niveau 3, 95,3 % sont des certificats d'aptitude professionnelle (CAP, y compris CAP agricole), les autres sont des certificats de spécialisation de niveau 3 (CS3). Au niveau 4, 53,4 % de ces diplômes sont des **baccalauréats professionnels** et 40,9 % des **baccalauréats technologiques**.

Entre les sessions 2024 et 2025, les **taux de réussite** aux examens professionnels de niveau 3 diminuent. Cette tendance est plus marquée pour le certificat de spécialisation (CS3) (- 1,4 point) que pour le CAP (- 0,2 point) **(1) (3)**. Entre ces deux sessions, les taux de réussite aux examens professionnels de niveau 4 sont en hausse, à l'exception du certificat de spécialisation de niveau 4 (CS4), en baisse de 1,3 point. Les taux de réussite augmentent de 3,2 points pour le brevet professionnel (BP), de 0,9 point pour le baccalauréat technologique et de 0,6 point pour le baccalauréat professionnel.

Les lauréats du baccalauréat professionnel ou technologique sont formés en très large majorité sous statut scolaire. À l'inverse, au CAP et au CS4, la moitié des admis sont des apprentis, ils sont 80,1 % en CS3 et 93,5 % en BP. En CS3, les candidats sous statut scolaire ont un taux de réussite plus élevé que les apprentis (+ 4,7 points). En revanche, au CAP, au CS4 et au baccalauréat professionnel, l'écart de réussite est en faveur des apprentis (respectivement + 3,7 points, + 6,4 points et + 2,6 points par rapport aux scolaires).

1 Évolution des taux de réussite aux examens de niveau 3 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011) (1).**
1. Les évolutions avec ou sans Mayotte sont quasi identiques.
Lecture : *lors de la session des examens de 2025, le taux de réussite au certificat d'aptitude professionnel est de 84,8 %. Il est de 86,0 % pour le certificat de spécialisation de niveau 3.*

Précisions

Population concernée – Candidats aux diplômes délivrés par le ministère chargé de l'éducation nationale, ainsi que par le ministère chargé de l'agriculture. Tous les statuts des candidats sont pris en compte, qu'ils soient scolaires, apprentis ou autres (formation continue, candidat individuel ou en enseignement à distance).

Attestation intermédiaire professionnelle (AIP), nomenclature nationale des niveaux – Voir « Glossaire ».

Les données CAP de 2018, 2020, 2022 et 2023 ont été révisées.

Les diplômes « certificat de spécialisation » des niveaux 3 et 4 étaient intitulés « mention complémentaire » de niveau 3 et de niveau 4 jusqu'à la session 2024.

Les sommes, les écarts et les évolutions sont calculés à partir des valeurs non arrondies et peuvent ne pas correspondre exactement à une simple opération sur les chiffres arrondis. Cette méthode garantit que les écarts reflètent fidèlement la réalité des données.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 25.34.

Source
DEPP et SIES, systèmes d'information Ocean et Cyclades et enquête n° 4.
Système d'information du ministère chargé de l'agriculture.

2 Évolution du nombre de diplômes par niveau

Session	Niveau 3				Niveau 4						Ensemble
	CAP (1)	BEP/AIP (2)	CS3 (3)	Total	BP	BT, BMA	Bac techno	Bac pro	CS4 (3)	Total	
1995	270 721	206 453	11 531	**488 705**	13 133	18 152	138 267	67 096		**236 648**	**725 353**
2000	221 241	232 879	10 882	**465 002**	16 060	10 156	152 778	92 617	643	**272 254**	**737 256**
2005	150 898	212 523	8 229	**371 650**	18 798	7 124	140 828	93 268	1 496	**261 514**	**633 164**
2007	143 000	204 921	9 003	**356 924**	19 037	3 512	137 605	104 975	1 537	**266 666**	**623 590**
2008	148 290	204 881	9 095	**362 266**	19 446	2 146	135 886	103 311	1 814	**262 603**	**624 869**
2009	152 062	194 039	9 358	**355 459**	20 594	2 117	131 602	120 728	2 000	**277 041**	**632 500**
2010	159 666	181 097	9 552	**350 315**	20 186	1 586	133 431	118 586	1 709	**275 498**	**625 813**
2011	185 466	148 349	9 465	**343 280**	19 745	1 743	129 472	156 063	1 705	**308 728**	**652 008**
2012	186 269	150 794	8 899	**345 962**	20 056	920	125 121	190 899	1 640	**338 636**	**684 598**
2013	194 022	151 580	9 606	**355 208**	18 972	832	124 853	159 241	2 173	**306 071**	**661 279**
2014	191 203	148 014	8 465	**347 682**	18 489	975	129 210	190 773	2 157	**341 604**	**689 286**
2015	188 386	143 869	8 815	**341 070**	17 672	992	125 144	176 646	1 991	**322 445**	**663 515**
2016	183 618	147 372	8 729	**339 719**	16 988	1 202	126 578	179 841	2 059	**326 668**	**666 387**
2017	190 371	146 791	8 559	**345 721**	16 713	1 186	128 488	177 570	2 179	**326 136**	**671 857**
2018	184 566	146 621	8 575	**339 762**	16 147	1 080	138 570	179 262	2 136	**337 195**	**676 957**
2019	173 552	145 848	8 120	**327 520**	15 057	1 066	138 284	173 675	2 372	**330 454**	**657 974**
2020	185 163	152 501	9 119	**346 783**	16 916	1 151	149 972	188 841	2 968	**359 848**	**706 631**
2021	161 399	140 836	8 640	**310 875**	14 599	1 061	136 296	181 020	2 799	**335 775**	**646 650**
2022	170 710		8 534	**179 244**	16 325	1 049	131 897	171050	2 836	**323 157**	**502 401**
2023	165 263		7 815	**173 078**	17 221	976	133 865	169 246	3 028	**324 336**	**497 414**
2024	168 376		7 837	**176 213**	15 799	982	139 710	173 402	3 588	**333 481**	**509 694**
2025	167 978		8 228	**176 206**	14 098	972	135 862	177 607	3 833	**332 372**	**508 578**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011).**
1. Y compris les données de l'enseignement agricole pour l'ensemble de la série.
2. Les chiffres portent sur l' attestation intermédiaire professionnelles (AIP) en 2021.
3. Les diplômes de certificat de spécialisation des niveaux 3 et 4 étaient intitulés « mention complémentaire » de niveau 3 et de niveau 4 jusqu'à la session 2024.
Lecture : *lors de la session des examens de 2025, 508 578 candidats ont obtenu un diplôme de l'enseignement technologique et professionnel du second degré.*
Note : les données CAP de 2018, 2020, 2022 et 2023 ont été révisées.

3 Nombre de diplômés et taux de réussite selon le statut du candidat à la session 2025 (1)

		Niveau 3		Niveau 4				
		CAP (2)	CS3 (3)	BP	BT, BMA	Bac techno	Bac pro	CS4 (3)
Formation sous statut scolaire	Admis	46 907	1 385		825	134 227	148 611	1 618
	Taux de réussite (en %)	83,4	90,0		88,0	91,6	83,8	84,2
Formation sous statut apprenti	Admis	82 173	6 589	13 188	142		26 756	2 060
	Taux de réussite (en %)	87,1	85,3	82,8	90,4		86,4	90,6
Enseignement à distance	Admis	1 946	ε	32		632	203	ε
	Taux de réussite (en %)	77,9		59,3		72,6	57,8	
Formation continue	Admis	13 873	198	417	ε		1 125	119
	Taux de réussite (en %)	90,7	88,0	88,0			88,6	94,4
Autres (candidats libres, etc.)	Admis	23 079	ε	461	ε	1 003	912	ε
	Taux de réussite (en %)	77,3		51,8		49,1	53,2	
Ensemble tous statuts	**Présents**	**198 170**	**9 566**	**17 352**	**1 100**	**149 501**	**211 665**	**4 365**
	Admis	**167 978**	**8 228**	**14 098**	**972**	**135 862**	**177 607**	**3 833**
	Taux de réussite (en %)	**84,8**	**86,0**	**81,2**	**88,4**	**90,9**	**83,9**	**87,8**
Rappel - session 2024	**Présents**	**198 224**	**8 961**	**20 231**	**1 164**	**155 189**	**208 143**	**4 028**
	Admis	**168 376**	**7 837**	**15 799**	**982**	**139 710**	**173 402**	**3 588**
	Taux de réussite (en %)	**84,9**	**87,5**	**78,1**	**84,4**	**90,0**	**83,3**	**89,1**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Le statut du candidat est déclaratif. Il est à prendre avec précaution.
2. Y compris les données de l'enseignement agricole.
3. Les diplômes de certificat de spécialisation des niveaux 3 et 4 étaient intitulés « mention complémentaire » de niveau 3 et de niveau 4 jusqu'à la session 2024.
Lecture : *lors de la session des examens de 2025, 198 170 candidats se sont présentés au certificat d'aptitude professionnelle et 167 978 ont été admis, soit un taux de réussite de 84,8 %.*
Note : les effectifs et les taux de réussite de certaines catégories ne sont pas affichés car non significatifs. Le total des admis peut ne pas correspondre à la somme des lignes.

8.07 La réussite au CAP et au baccalauréat professionnel : sexe, âge

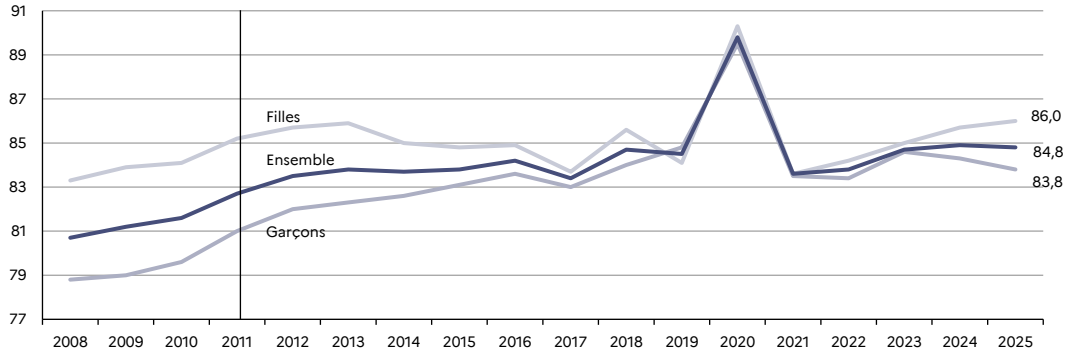
À la session 2025, 168 000 **candidats au certificat d'aptitude professionnelle (CAP)** ont obtenu leur diplôme (y compris les CAP agricoles) **(2)**. Le taux de réussite au CAP atteint 84,8 %, en baisse de 0,2 point par rapport à la session 2024 **(1)**.

En 2025, les filles réussissent mieux au CAP que les garçons (86,0 % contre 83,8 %), écart plus marqué qu'à la session 2024. Selon leur statut, les lauréats au CAP présentent des profils **par âge atteint au cours de l'année** différents. Les candidats qui intègrent le CAP après la classe de troisième sans redoublement au cours de leur scolarité devraient avoir 17 ans au moment du passage de l'examen. Par rapport à cet âge théorique, la moitié des admis au CAP sous statut scolaire (52,2 %) sont « en retard », retard qui reste concentré entre un et deux ans (44,5 % ont 18 ou 19 ans). L'âge des apprentis est plus disparate : 66,0 % des admis au CAP sont âgés de 17 à 19 ans, contre 92,1 % des admis sous statut scolaire. Pour ces deux statuts, les candidats « à l'heure » obtiennent de meilleurs résultats que les candidats qui ont entre un et deux ans de retard. Pour les apprentis, la réussite s'améliore cependant à partir de 21 ans.

À la session 2025, 177 600 candidats au **baccalauréat professionnel** ont obtenu leur diplôme (y compris en formation agricole). Le taux de réussite à cet examen est de 83,9 % à cette session **(3)**.

Parmi les candidats sous statut scolaire, 69,0 % sont « à l'heure » (18 ans) et 23,7 % accusent un retard d'une année. Parmi les apprentis, 36,9 % des admis sont âgés de 18 ans et 30,5 % de 19 ans. Pour ces deux statuts, les candidats « à l'heure » obtiennent plus fréquemment leur diplôme que ceux en retard d'une année (respectivement 6,0 points d'écart sous statut scolaire et 4,6 points pour les apprentis). La réussite des candidats diminue à mesure que leur retard augmente, jusqu'à 21 ans pour les scolaires et 20 ans pour les apprentis ; elle remonte ensuite, sans pour autant rattraper celle des candidats « à l'heure ».

1 Évolution des taux de réussite au CAP par sexe (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (dont Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *lors de la session 2025 du certificat d'aptitude professionnel (CAP), les filles ont un taux de réussite de 86,0 %.*

Précisions

Population concernée – Candidats au CAP et baccalauréat professionnel délivrés par le ministère chargé de l'éducation nationale et par le ministère chargé de l'agriculture. Tous les statuts des candidats sont pris en compte, qu'ils soient scolaires, apprentis ou autres (formation continue, candidat individuel ou enseignement à distance).

Admis – Est considéré comme admis au CAP ou admis au baccalauréat professionnel tout candidat qui a obtenu d'une part, une moyenne générale supérieure ou égale à 10 sur 20 et, d'autre part, une moyenne supérieure ou égale à 10 sur 20 aux épreuves professionnelles.

Les effectifs affichés dans le texte sont arrondis à la centaine. Les sommes, les écarts et évolutions sont calculés à partir des valeurs non arrondies et peuvent ne pas correspondre exactement à une simple opération sur les chiffres arrondis. Cette méthode garantit que les écarts reflètent fidèlement la réalité des données.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.34 ; 25.05.

Source
DEPP et SIES, systèmes d'information Ocean et Cyclades et enquête n° 4.
Système d'information du ministère chargé de l'agriculture.

2 Répartition des lauréats au diplôme du CAP selon l'âge et le statut à la session 2025 (1) (2)

	Scolaires		Apprentis		Autres (3)		Ensemble	
	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
16 ans ou moins	86	83,5	26				112	84,2
17 ans (4)	22 306	84,3	22 893	87,5	107	72,3	45 306	85,8
18 ans	15 767	81,6	17 878	83,8	810	71,0	34 455	82,4
19 ans	5 112	82,6	13 439	85,3	1 515	76,9	20 066	83,9
20 ans	1 855	84,5	8 508	87,4	1 533	75,3	11 896	85,2
21 ans	643	88,1	5 109	89,3	1 456	77,8	7 208	86,6
22 ans	343	89,3	3 537	90,2	1 341	78,0	5 221	86,7
23 ans	201	91,8	2 497	91,0	1 196	78,1	3 894	86,6
24 ans	129	93,5	1 909	91,9	1 124	79,0	3 162	86,9
25 ans	429	92,5	1 482	92,7	1 042	80,4	2 953	87,9
26-29 ans			3 142	93,9	4 303	82,3	7 445	86,8
30-39 ans			1 391	95,3	11 739	84,6	13 130	85,6
40 ans ou plus			355	94,2	12 703	83,1	13 058	83,3
Non renseigné	36		7		29	25,7	72	39,3
Total	**46 907**	**83,4**	**82 173**	**87,1**	**38 898**	**81,6**	**167 978**	**84,8**
dont filles	*20 562*	*87,1*	*26 800*	*90,8*	*26 562*	*80,8*	*73 924*	*86,0*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Le statut des candidats est déclaratif. Il est à prendre avec précaution.
2. Y compris les données de l'enseignement agricole.
3. « Autres » : formation continue, candidat individuel ou enseignement à distance.
4. Âge théorique d'obtention du diplôme.
Lecture : *en 2025, 22 306 lauréats au CAP sous statut scolaire ont 17 ans et le taux de réussite des candidats sous statut scolaire de cet âge est de 84,3 %.*
Note : en raison du secret statistique certaines lignes du tableau sont masquées, il n'est donc pas possible de reconstituer les totaux du tableau.

3 Répartition des lauréats au diplôme du baccalauréat professionnel selon l'âge et le statut à la session 2025 (1) (2)

	Scolaires		Apprentis		Autres (3)		Ensemble	
	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
16 ans ou moins	7		ε				9	
17 ans	609	90,5	64		5		678	90,6
18 ans (4)	102 522	85,9	9 883	89,5	158	71,2	112 563	86,2
19 ans	35 269	80,0	8 157	84,9	464	60,1	43 890	80,6
20 ans	7 441	77,0	4 113	83,1	279	52,1	11 833	78,1
21 ans	1 864	76,1	1 741	83,5	156	48,8	3 761	77,5
22 ans	474	76,7	933	84,2	97	61,8	1 504	79,9
23 ans	192	80,0	474	85,3	75	54,7	741	79,4
24 ans	79	79,0	322	88,2	47		448	83,7
25 ans	43		252	88,1	59		354	86,3
26-29 ans			509	89,3	182	82,4	691	87,4
30-39 ans			242	88,6	432	87,6	674	88,0
40 ans ou plus			64		397	85,9	461	87,1
Total	**148 500**	**83,8**	**26 756**	**86,4**	**2 351**	**67,7**	**177 607**	**83,9**
dont filles	*69 934*	*87,5*	*5 919*	*87,3*	*962*	*63,2*	*76 815*	*87,1*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Le statut des candidats est déclaratif. Il est à prendre avec précaution.
2. Y compris les données de l'enseignement agricole.
3. « Autres » : formation continue, candidat individuel ou enseignement à distance.
4. Âge théorique d'obtention du diplôme.
Lecture : *lors de la session 2025, 102 522 admis au baccalauréat professionnel sous statut scolaire âgés de 18 ans ont obtenu leur diplôme et le taux de réussite des candidats de ce statut et de cet âge est de 85,9 %.*
Note : en raison du secret statistique certaines lignes du tableau sont masquées, il n'est donc pas possible de reconstituer les totaux du tableau.

8.08 La réussite au CAP et au baccalauréat professionnel par spécialité

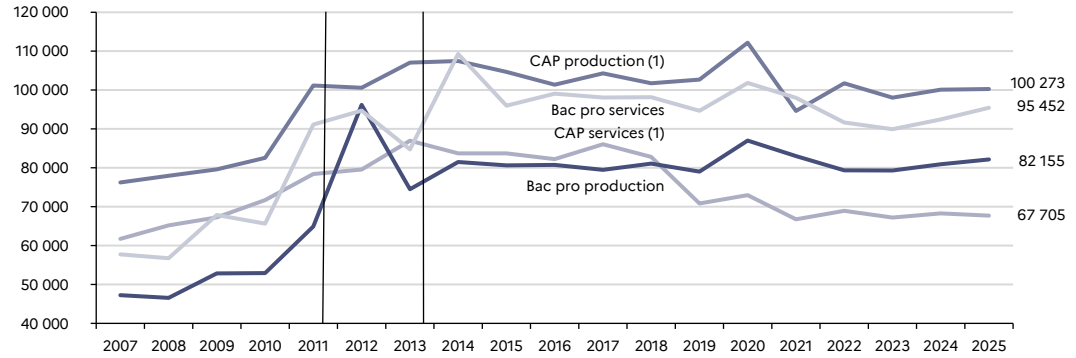
À la session 2025, 345 600 candidats ont réussi l'un des deux principaux examens de l'enseignement professionnel dans le second degré : 168 000 lauréats pour le **CAP** et 177 600 pour le **baccalauréat professionnel (1)**. Huit présents à ces examens sur dix ont été admis : le taux de réussite est de 84,8 % pour le CAP et de 83,9 % pour le baccalauréat professionnel **(2)**.

Les spécialités de la production sont majoritaires parmi les lauréats du CAP (59,7 %). À l'inverse, les spécialités des services dominent au baccalauréat professionnel (53,7 %).

Au CAP, parmi les spécialités de la production, le groupe « agroalimentaire, alimentation et cuisine » rassemble 31,1 % des admis. Parmi les spécialités des services, trois groupes rassemblent les trois quarts des admis : « travail social » (31,5 % des admis, dont l'intégralité suivent la spécialité « accompagnement éducatif de la petite enfance »), « commerce et vente » et « coiffure, esthétique et autres soins » (22,2 % et 20,9 %). Les candidats des groupes « productions animales, élevages spécialisés, soins aux animaux », « forêt, espaces verts, faune sauvage, pêche » et « aménagement paysager, parcs, jardins, espaces verts, terrains de sport » sont parmi ceux qui obtiennent le plus fréquemment leur diplôme (98,1 %, 96,4 % et 95,1 % de réussite). À l'inverse, les candidats des groupes « textile », « habillement » et « mécanique générale et de précision, usinage » réussissent moins fréquemment (78,2 %, 80,7 % et 79,4 %).

Trois groupes de spécialités du baccalauréat professionnel – « commerce, vente », « spécialités plurivalentes sanitaires et sociales », « électricité, électronique » – représentent 45,9 % des lauréats. Les candidats des groupes « forêts, espaces verts, faune sauvage, pêche » et « mécanique aéronautique et spatiale » réussissent le mieux au baccalauréat professionnel (93,7 % et 93,1 %). À l'inverse, les candidats des groupes « bâtiment : finitions » et « énergie, génie climatique » réussissent moins (76,9 % et 77,5 %).

1 Évolution des effectifs d'admis au CAP et au baccalauréat professionnel par catégorie de spécialité



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (dont Mayotte à partir de 2011).**
1. Pour le CAP, hors enseignement agricole avant 2013.
Lecture : *à la session 2025, 95 452 des admis au baccalauréat professionnel ont suivi une spécialité des services.*
Note : les données CAP de 2018 à 2023 ont été révisées par rapport à l'édition 2025.

Précisions

Population concernée – Candidats au CAP ou baccalauréat professionnel délivrés par le ministère chargé de l'éducation nationale et par le ministère chargé de l'agriculture. Tous les statuts des candidats sont pris en compte, qu'ils soient scolaires, apprentis ou autres (candidat individuel, formation continue, enseignement à distance).

Les données CAP de 2018 à 2023 ont été révisées par rapport à l'édition 2025.

Les effectifs affichés dans le texte sont arrondis à la centaine. Les sommes, les écarts et les évolutions sont calculés à partir des valeurs non arrondies et peuvent ne pas correspondre exactement à une simple opération sur les chiffres arrondis. Cette méthode garantit que les écarts reflètent fidèlement la réalité des données.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.34 ; 25.05.

Source
DEPP et SIES, systèmes d'information Ocean et Cyclades et enquête n° 4.
Système d'information du ministère chargé de l'agriculture.

2 Répartition des admis au CAP et au baccalauréat professionnel selon la spécialité à la session 2025

Groupes de spécialités de diplôme		CAP		Baccalauréat professionnel	
		Admis	Taux de réussite (%)	Admis	Taux de réussite (%)
Spécialités de la production		**100 273**	**84,5**	**82 155**	**83,0**
200	Technologies industrielles fondamentales			539	82,2
201	Technologies de commandes des transformations industrielles	479	88,1	285	77,7
210	Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture	50		5 777	85,7
211	Productions végétales, cultures spécialisées, protection des cultures	2 166	94,8	1 083	87,8
212	Productions animales, élevages spécialisés, soins aux animaux	811	98,1	2 876	89,1
213	Forêts, espaces verts, faune sauvage, pêche	106	96,4	1 562	93,7
214	Aménagement paysager, parcs, jardins, espaces verts, terrains de sport	2 390	95,1	3 572	92,9
220	Spécialités pluritechnologiques des transformations	69		822	80,2
221	Agroalimentaire, alimentation, cuisine	31 219	82,5	7 400	87,3
222	Transformations chimiques et apparentées	16			
223	Métallurgie	1 111	90,0	55	
224	Matériaux de construction, verre, céramique	687	89,1	139	87,4
225	Plasturgie, matériaux composites	60		262	81,9
226	Papier, carton	ε			
227	Énergie, génie climatique	3 843	83,1	2 630	77,5
230	Spécialités pluritechno génie civil, construction, bois	1 203	85,0	2 440	78,6
231	Mines et carrières, génie civil, topographie	2 742	94,2	1 571	87,6
232	Bâtiment : construction et couverture	5 561	81,9	963	78,5
233	Bâtiment : finitions	9 657	83,6	994	76,9
234	Travail du bois et de l'ameublement	8 604	85,3	3 185	78,4
240	Spécialités pluritechnologiques des matériaux souples	289	88,9	18	
241	Textile	136	78,2		
242	Habillement	2 868	80,7	2 755	88,5
243	Cuirs et peaux	918	91,5	308	85,1
250	Spécialités pluritechnologiques en mécanique-électricité			7 473	79,9
251	Mécanique générale et de précision, usinage	784	79,4	64	
252	Moteurs et mécanique auto	9 302	85,6	10 109	81,4
253	Mécanique aéronautique et spatiale	97	84,3	1 197	93,1
254	Structures métalliques	8 070	86,1	4 483	81,7
255	Électricité, électronique	7 033	82,3	19 593	81,0
Spécialités des services		**67 705**	**85,2**	**95 452**	**84,7**
300	Spécialités plurivalentes des services			13 979	78,2
311	Transport, manutention, magasinage	4 435	89,8	4 725	80,4
312	Commerce, vente	15 009	86,4	38 015	84,4
322	Techniques de l'imprimerie et de l'édition	718	89,8	955	88,0
323	Techniques image et son, métiers connexes du spectacle	128	92,1	1 910	87,8
330	Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	5 527	91,5	23 914	88,4
331	Santé	47		1 050	86,3
332	Travail social	21 317	83,2		
334	Accueil, hôtellerie, tourisme	3 935	86,5	3 206	84,1
335	Animation culturelle, sportive et de loisirs	42	28,6		
336	Coiffure, esthétique et autres soins	14 129	82,6	4 042	89,8
340	Spécialités plurivalentes des services à la collectivité	66			
343	Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement	678	87,0	658	78,5
344	Sécurité des biens et des personnes, police, surveillance	1 674	89,3	2 998	92,0
Ensemble des spécialités		**167 978**	**84,8**	**177 607**	**83,9**
Session 2024, toutes spécialités		**168 376**	**84,9**	**173 402**	**83,3**
Spécialités de la production		100 093	85,0	80 939	83,1
Spécialités des services		68 283	84,9	92 463	83,5

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *à la session 2025, 84,5 % des candidats au CAP dans une spécialité de la production ont obtenu leur diplôme, soit 100 273 admis.*
Note : en raison du secret statistique certaines lignes du tableau sont masquées, il n'est donc pas possible de reconstituer les totaux du tableau.

À la session 2023, 915 400 diplômes ont été délivrés dans l'enseignement supérieur en France **(1)**.

Les **universités** délivrent la moitié des diplômes (480 100). La rentrée 2023 marque l'ouverture de la troisième année de **BUT**, qui remplace le **DUT**. Cette ouverture entraîne une forte baisse du nombre de diplômes délivrés à la session 2023 à l'université (- 4,7 % par rapport à 2019) **(2)**, les personnes qui auraient habituellement été diplômées en DUT continuant en troisième année de BUT.

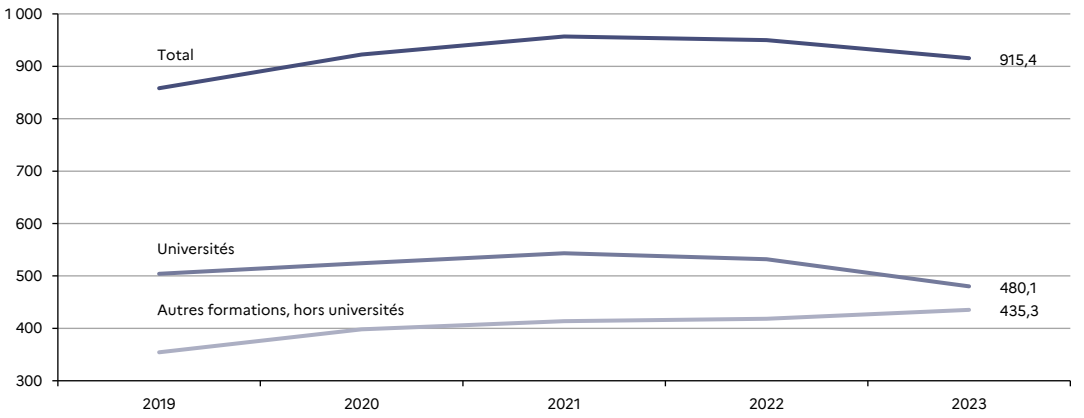
Les **BTS**, qui représentent 15 % des diplômes délivrés à la session 2023 (140 800 diplômes), baissent de 0,7 % par rapport à la session précédente. Le nombre de diplômes de BTS délivrés retrouve son niveau de 2019, après un pic du nombre de diplomations atteint à la session 2020 (160 900 diplômes délivrés).

Les **écoles de commerce, gestion et vente** délivrent 99 500 diplômes à la session 2023, une augmentation de 8,4 % par rapport à la session 2022. Le nombre de diplômes délivrés est en forte hausse depuis 2019, + 9,8 % en moyenne à chaque session. Les **formations d'ingénieurs hors universités** augmentent également, avec une hausse du nombre de diplômes délivrés s'élevant à 2,7 % par rapport à 2022, pour atteindre 39 100 diplômes en 2023.

Enfin, le nombre de diplômes délivrés dans les écoles paramédicales et sociales reste stable entre les sessions 2022 et 2023 (- 0,2 %, soit 42 800 diplômes délivrés par ces écoles).

Entre 2019 et 2023, le nombre de diplômes délivrés dans le secteur privé a augmenté de 40 %, tandis qu'il a diminué de 4 % dans le secteur public MESRE **(3)**. Le secteur public hors MESRE a crû quant à lui de 9 % au cours de la période.

1 Nombre de diplômes délivrés depuis la session 2019 (en milliers) (1)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Le nombre de diplômes correspond à l'ensemble des diplômes délivrés. Un même étudiant peut donc être comptabilisé plusieurs fois.
Lecture : *pour la session 2023, les universités, sur le périmètre universitaire strict, ont délivré 480 100 diplômes.*

Précisions

Population concernée – Étudiants diplômés dans un établissement de l'enseignement supérieur (voir « Population étudiante » dans le glossaire).

Population étudiante, dispositif d'enquête sur les effectifs étudiants – Voir « Glossaire ».

Avertissement – À la suite d'une modification ponctuelle de calendrier de collecte des informations sur les diplômes universitaires, les décomptes de diplômes délivrés en 2024 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes et ne sont, pour cette raison, pas présentés pour le moment. Des estimations détaillées et redressées seront à nouveau présentées pour les années 2025 et 2024 dans le RERS 2027.

Source

SIES - système d'information SISE, enquêtes menées par le SIES sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, données sur les STS collectées par la DEPP et le SIES, enquêtes spécifiques aux ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

2 Évolution du nombre de diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur par type d'établissement (en milliers) (1)

	2019	2020	2021	2022	2023
Universités	504,0	524,2	543,3	531,8	480,1
dont formations en IUT (2)	*48,9*	*50,8*	*51,3*	*49,9*	*0,4*
dont formations d'ingénieurs	*8,4*	*9,0*	*8,8*	*8,8*	*9,1*
Formations d'ingénieurs (hors universités)	34,2	34,9	37,1	38,1	39,1
BTS	138,7	160,9	157,9	141,8	140,8
dont en apprentissage	*25,4*	*31,8*	*38,8*	*49,0*	*58,5*
Écoles de commerce, gestion et vente (hors BTS)	62,3	66,6	81,7	91,8	99,5
dont titres RNCP	*12,2*	*15,8*	*22,2*	*28,0*	*29,9*
Écoles spécialisées (vétérinaires, arts, architecture, journalisme, juridiques et administratives)	21,9	30,4	32,6	36,3	39,2
Écoles paramédicales et sociales	42,6	45,8	41,7	42,9	42,8
Diplômes d'autres grands établissements (3)	26,6	28,9	29,7	29,5	31,3
Autres formations	28,0	30,8	32,8	37,9	42,7
Total (1)	**858,2**	**922,5**	**956,9**	**950,0**	**915,4**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

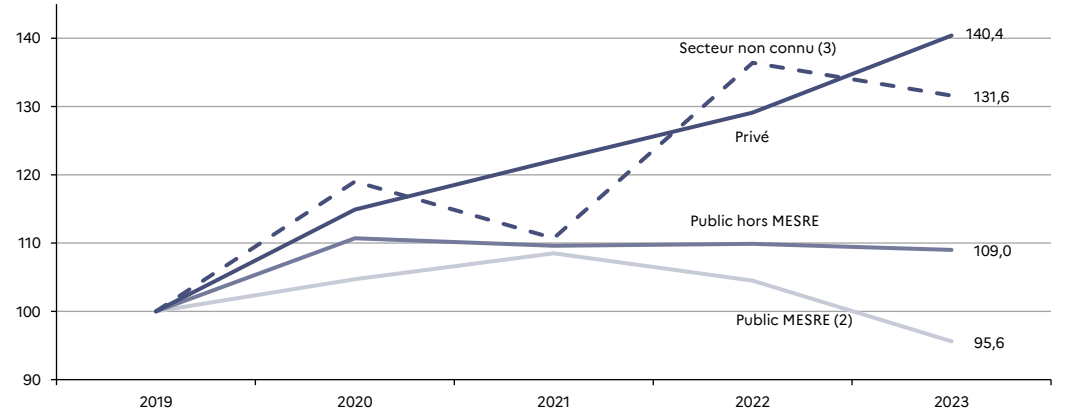
1. Le nombre de diplômes correspond à l'ensemble des diplômes délivrés. Un même étudiant peut donc être comptabilisé plusieurs fois.

2. La baisse observée du nombre de diplômes délivrés en IUT pour la session 2023 est liée à l'ouverture de la troisième année du bachelor universitaire de technologie (BUT), qui décale mécaniquement d'un an l'obtention du diplôme pour les étudiants inscrits. Cette évolution marque le passage d'un diplôme délivré en deux ans (DUT) à un diplôme en trois ans (BUT).

3. Autres établissements d'enseignement universitaire (Paris-Dauphine, EHESS, IEP Paris, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, Inalco, Observatoire de Paris, École pratique des hautes études, Muséum national d'histoire naturelle, Institut de physique du Globe, École nationale des chartes), écoles normales supérieures, instituts catholiques, etc.

Lecture : *pour la session 2023, les universités, sur le périmètre universitaire strict, ont délivré 480 100 diplômes.*

3 Évolution du nombre de diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur par secteur (base 100 en 2019) (1)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Le nombre de diplômes correspond à l'ensemble des diplômes délivrés. Un même étudiant peut donc être comptabilisé plusieurs fois.

2. MESRE : ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace.

3. Pour une partie des diplômes délivrés, le secteur n'est pas identifié, en particulier dans le cas des diplômes obtenus par des candidats libres. À la session 2023, cela concerne 19 300 candidats.

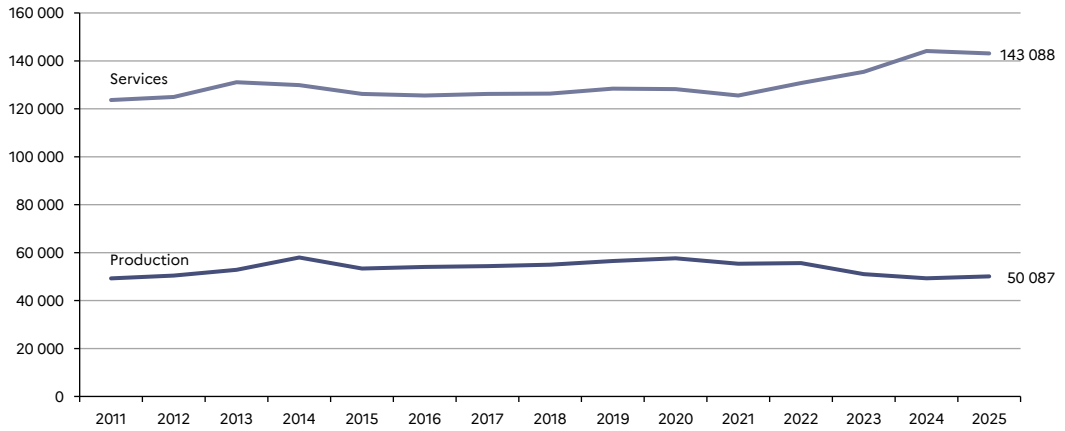
Lecture : *entre 2019 et 2023, le nombre de diplômes délivrés dans les établissements privés a augmenté de 40,4 %.*

Lors de la session 2025 de l'examen du **brevet de technicien supérieur** (BTS), 193 200 candidats étaient présents, dont 143 100 dans le domaine des services et 50 100 dans celui de la production **(1)**. Si le nombre de candidats a augmenté de 1,7 % dans le domaine de la production par rapport à l'année précédente, il a baissé dans celui des services (- 0,7 %).

En 2025, 146 700 candidats obtiennent leur diplôme de BTS, soit un **taux de succès** de 76,0 % **(2)**. Ce taux est de 74,3 % dans le domaine des services et de 80,7 % dans celui de la production. Le taux de succès des femmes est plus élevé que celui des hommes (76,9 % contre 75,1 %). Parmi les candidats présents à l'examen, les femmes sont majoritaires dans le domaine des services (57 %) et très minoritaires dans le domaine de la production (18 %).

Lors de la session 2025, les candidats sous statut scolaire (86 000 individus) représentent 45 % des étudiants présents à l'examen et 47 % des admis. Leur taux de succès s'élève à 80,8 % **(3)**. Les candidats issus de l'apprentissage représentent 47 % des candidats (90 700 étudiants) et leur taux de succès atteint 74,7 %. Parmi les candidats issus d'un baccalauréat général, 84,4 % obtiennent le diplôme du BTS, contre 76,6 % des bacheliers technologiques, 66,6 % des bacheliers professionnels et 72,4 % des candidats issus d'autres diplômes **(4)**.

1 Évolution des effectifs de candidats présents à l'examen du BTS selon le domaine de spécialité



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2025, 50 087 étudiants sont présents à l'examen d'un BTS dans le domaine de la production.*

Précisions

Population concernée - Candidats présents à l'examen du BTS lors de la session 2025, sous statut scolaire, en apprentissage, en formation continue, en formation à distance ou en candidat libre, y compris BTS agricole et maritime, en France.

Taux de succès – L'indicateur publié ici est le taux de succès brut (rapport entre le nombre d'admis et celui des présents à l'examen lors d'une même session) dont la définition est identique aux taux de réussite présentés aux fiches 8.01 à 8.04 et 8.06 à 8.08 concernant le diplôme national du brevet, le baccalauréat et les autres diplômes du secondaire.

Apprentis, baccalauréat professionnel, baccalauréat général, baccalauréat technologique, brevet de technicien supérieur (BTS) (agricole) et ses spécialités de formation, candidat individuel, centre de formation d'apprentis (CFA), réseau national des Greta, sections de techniciens supérieurs (STS) - Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note flash du SIES :* 26.07.

Source

SIES, système d'information Cyclades.
Systèmes d'information des ministères chargés de l'agriculture et de la mer, traitement SIES.

2 Les candidats au BTS selon le domaine de spécialité à la session 2025

Domaines de spécialité	Femmes			Hommes			Total			Part des femmes parmi les présents (%)
	Présentes	Admises	Taux de succès (%)	Présents	Admis	Taux de succès (%)	Présents	Admis	Taux de succès (%)	
Domaines de la production	**9 022**	**7 803**	**86,5**	**41 065**	**32 629**	**79,5**	**50 087**	**40 432**	**80,7**	**18,0**
20 Spécialités pluritechnologiques de production	448	389	86,8	6 183	5 199	84,1	6 631	5 588	84,3	6,8
21 Agriculture, pêche, forêt et espaces verts	3 684	3 067	83,3	7 163	5 720	79,9	10 847	8 787	81,0	34,0
22 Transformations	2 222	1 984	89,3	5 688	4 448	78,2	7 910	6 432	81,3	28,1
23 Génie civil, construction et bois	1 208	1 067	88,3	4 954	4 021	81,2	6 162	5 088	82,6	19,6
24 Matériaux souples	719	657	91,4	96	80	83,3	815	737	90,4	88,2
25 Mécanique, électricité, électronique	741	639	86,2	16 981	13 161	77,5	17 722	13 800	77,9	4,2
Spécialités des services	**81 286**	**61 663**	**75,9**	**61 802**	**44 629**	**72,2**	**143 088**	**106 292**	**74,3**	**56,8**
30 Spécialités plurivalentes des services	252	208	82,5	117	99	84,6	369	307	83,2	68,3
31 Échanges et gestion	47 148	35 604	75,5	42 944	30 753	71,6	90 092	66 357	73,7	52,3
dont : 31213 - Management commercial opérationnel	*13 400*	*9 512*	*71,0*	*13 635*	*8 849*	*64,9*	*27 035*	*18 361*	*67,9*	*49,6*
31212 - Négociation et relation client	*8 201*	*6 600*	*80,5*	*10 277*	*7 829*	*76,2*	*18 478*	*14 429*	*78,1*	*44,4*
31409 - Assistant de gestion PME PMI à référentiel commun européen	*9 387*	*7 105*	*75,7*	*3 507*	*2 462*	*70,2*	*12 894*	*9 567*	*74,2*	*72,8*
31408 - Comptabilité et gestion	*5 898*	*4 473*	*75,8*	*5 590*	*4 158*	*74,4*	*11 488*	*8 631*	*75,1*	*51,3*
32 Communication et information	11 940	9 353	78,3	11 152	8 072	72,4	23 092	17 425	75,5	51,7
33 Services aux personnes	19 893	14 876	74,8	5 880	4 337	73,8	25 773	19 213	74,5	77,2
34 Services à la collectivité	2 053	1 622	79,0	1 709	1 368	80,0	3 762	2 990	79,5	54,6
Total BTS	**90 308**	**69 466**	**76,9**	**102 867**	**77 258**	**75,1**	**193 175**	**146 724**	**76,0**	**46,7**
dont BTS agricoles	*5 205*	*4 405*	*84,6*	*8 659*	*6 955*	*80,3*	*13 864*	*11 360*	*81,9*	*37,5*
dont BTS maritimes (1)	*6*	*6*	*100,0*	*46*	*46*	*100,0*	*52*	*52*	*100,0*	*11,5*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Données provisoires (reconduction des données 2024).
Lecture : *en 2025, parmi les 50 087 étudiants présents à l'examen d'un BTS dans le domaine de la production, 40 432 étudiants obtiennent leur diplôme, soit un taux de succès de 80,7 %.*

3 Succès au BTS selon le mode de formation à la session 2025

	Présents		Admis		Taux de succès (%)
	Effectifs	Répartition (%)	Effectifs	Répartition (%)	
Scolaire (STS)	**86 000**	**44,5**	**69 491**	**47,4**	**80,8**
Public	61 633	31,9	49 616	33,8	80,5
Privé sous contrat	19 508	10,1	16 909	11,5	86,7
Privé hors contrat	4 859	2,5	2 966	2,0	61,0
Apprentissage (CFA)	**90 655**	**46,9**	**67 698**	**46,1**	**74,7**
Public	21 205	11,0	17 161	11,7	80,9
Privé sous contrat	8 217	4,3	6 779	4,6	82,5
Privé hors contrat	61 233	31,7	43 758	29,8	71,5
Formation continue (Greta)	**3 336**	**1,7**	**2 604**	**1,8**	**78,1**
Enseignement à distance	**4 430**	**2,3**	**1 820**	**1,2**	**41,1**
Individuels (1)	**8 754**	**4,5**	**5 111**	**3,5**	**58,4**
Total BTS	**193 175**	**100,0**	**146 724**	**100,0**	**76,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Il s'agit de candidats inscrits à l'examen du BTS sans l'avoir préparé dans un établissement. La validation des acquis de l'expérience (VAE) permet à certains candidats d'obtenir le diplôme.
Lecture : *en 2025, parmi les 86 000 étudiants sous statut scolaire présents à l'examen du BTS, 69 491 étudiants obtiennent leur diplôme, soit un taux de succès de 80,8 %.*

4 Succès au BTS selon le diplôme initial à la session 2025

	Présents		Admis		Taux de succès (%)
	Effectifs	Répartition (%)	Effectifs	Répartition (%)	
Baccalauréat général	**54 248**	**30,3**	**45 774**	**33,8**	**84,4**
Baccalauréat technologique	**57 613**	**32,1**	**44 114**	**32,6**	**76,6**
Série STI, STI2D, STD2A	12 043	6,7	9 823	7,3	81,6
Série STL	2 706	1,5	2 099	1,6	77,6
Série STT, STMG	36 644	20,4	27 339	20,2	74,6
Série SMS, ST2S	4 244	2,4	3 106	2,3	73,2
Série hôtellerie	1 299	0,7	1 188	0,9	91,5
Autres séries (TMD, STAV)	677	0,4	559	0,4	82,6
Baccalauréat professionnel	**58 181**	**32,4**	**38 766**	**28,6**	**66,6**
Domaines de la production	24 505	13,7	17 561	13,0	71,7
Domaines des services	30 185	16,8	19 058	14,1	63,1
Domaine indéterminé	3 491	1,9	2 147	1,6	61,5
Autres diplômes (BT, BMA, étrangers, etc.)	**9 269**	**5,2**	**6 710**	**5,0**	**72,4**
Total BTS (hors BTS agricoles)	**179 311**	**100,0**	**135 364**	**100,0**	**75,5**
BTS agricoles (1)	**13 864**		**11 360**		**81,9**
Total BTS	**193 175**		**146 724**		**76,0**

RERS 2026, DEPP

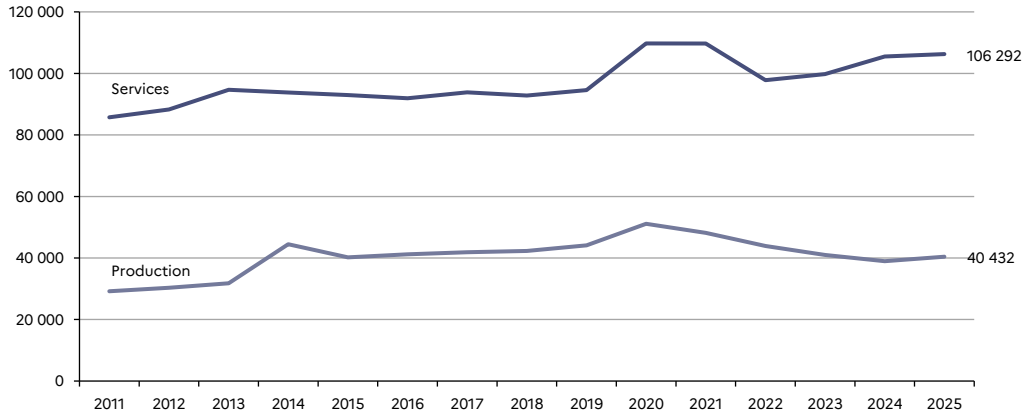
▶ **Champ : France.**
1. L'information sur le diplôme d'origine n'est pas disponible pour les BTS agricoles.
Lecture : *en 2025, 54 248 étudiants présents à l'examen du BTS sont titulaires d'un baccalauréat général. Parmi eux, 45 774 étudiants obtiennent leur diplôme, soit un taux de succès de 84,4 %.*

À la session 2025, 106 300 étudiants obtiennent leur diplôme de **brevet de technicien supérieur** (BTS) dans le domaine des services (+ 0,8 % par rapport à la session 2024) **(1)**. Dans le domaine de la production, le nombre de diplômés est de 40 400 (+ 3,8 %). Depuis la session 2011, le nombre de diplômés a augmenté de 38,5 % dans le domaine de la production et de 24,0 % dans celui des services.

Avec un **taux de succès** de 76,0 %, la session 2025 compte ainsi 146 700 admis à l'examen national du BTS, tous groupes de spécialité confondus **(2)**. Dans le domaine des services, 74,3 % des candidats obtiennent leur diplôme, ils sont 80,7 % dans le domaine de la production. Un diplômé sur deux du domaine des services (54 %) l'obtient dans une spécialité des groupes « commerce, vente » (39 400) et « comptabilité, gestion » (18 200). Dans le domaine de la production, un diplômé sur trois (35 %) l'est d'une spécialité des groupes « technologie de commandes des transformations industrielles » (4 400), « spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité » (4 700) ou « électricité, électronique » (4 900).

Le taux de succès des femmes est de 1,8 point supérieur à celui des hommes (76,9 % contre 75,1 %). Cet écart en faveur des femmes est de 3,6 points dans les spécialités des services et atteint 7,0 points dans les spécialités de la production, avec un taux de succès féminin de 86,5 % et un taux de succès masculin de 79,5 %.

1 Évolution des effectifs admis à l'examen du BTS selon le domaine de spécialité



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2025, 40 432 étudiants obtiennent leur diplôme du BTS dans une spécialité de la production.*

Précisions

Population concernée – Candidats présents à l'examen du BTS aux sessions 2024 et 2025 en France, sous statut scolaire, en apprentissage, en formation continue, en formation à distance ou en candidat libre ; y compris BTS agricole et maritime.

Taux de succès – L'indicateur publié ici est le taux de succès brut (rapport entre le nombre d'admis et celui des présents à l'examen lors d'une même session) dont la définition est identique aux taux de réussite présenté aux fiches 8.01 à 8.04 et 8.06 à 8.08 concernant le diplôme national du brevet, le baccalauréat et les autres diplômes du secondaire.

Brevet de technicien supérieur (BTS) (agricole) et ses spécialités de formation – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note Flash du SIES* : 26.07.

Source

SIES, systèmes d'information Ocean et Cyclades.
Systèmes d'information des ministères chargés de l'agriculture et de la mer, traitement SIES.

2 Répartition des admis au BTS selon le groupe de spécialité aux sessions 2024 et 2025

Groupes de spécialité	2024				2025			
	Admis	Taux de succès global (%)	Taux de succès hommes (%)	Taux de succès femmes (%)	Admis	Taux de succès global (%)	Taux de succès hommes (%)	Taux de succès femmes (%)
Spécialités de la production	**38 967**	**79,1**	**77,7**	**85,7**	**40 432**	**80,7**	**79,5**	**86,5**
200 Technologies industrielles fondamentales	1 131	86,3	86,1	88,2	1 161	84,3	83,4	95,2
201 Technologies de commandes des transformations industrielles	4 170	84,4	84,2	87,6	4 427	84,3	84,3	84,3
210 Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture	2 250	73,4	73,2	74,0	2 405	74,2	74,2	74,1
211 Productions végétales, cultures spécialisées, protection des cultures	1 534	83,9	82,5	86,7	1 476	82,5	81,4	85,1
212 Productions animales, élevages spécialisés, soins aux animaux	1 104	79,3	74,5	82,4	1 120	81,5	78,4	83,1
213 Forêts, espaces verts, faune sauvage, pêche	1 753	76,4	72,6	83,3	2 084	87,6	86,7	89,1
214 Aménagement paysager, parcs, jardins, espaces verts, terrains de sport	1 471	70,3	67,2	84,1	1 702	82,5	80,7	91,1
220 Spécialités pluritechnologiques des transformations	258	89,9	89,6	91,5	294	92,7	93,0	91,5
221 Agroalimentaire, alimentation, cuisine	1 764	90,8	90,3	91,2	1 513	87,5	82,6	90,8
222 Transformations chimiques et apparentées	1 522	87,2	84,1	89,2	1 439	86,7	84,7	88,1
223 Métallurgie	1 197	76,6	75,8	90,6	1 323	80,8	80,5	86,4
224 Matériaux de construction, verre, céramique	8	80,0	71,4	100,0	12	100,0	100,0	100,0
225 Plasturgie, matériaux composites	183	79,2	80,1	66,7	154	75,5	74,7	85,7
227 Énergie, génie climatique	1 531	66,6	66,4	75,0	1 697	72,2	71,9	84,6
230 Spécialités pluritechnologiques génie civil, construction, bois	2 017	79,2	77,7	86,0	1 952	78,8	77,2	85,7
231 Mines et carrières, génie civil, topographie	1 542	83,4	82,9	90,2	625	91,2	90,5	96,6
232 Bâtiment : construction et couverture	202	78,3	77,0	87,5	1 063	81,2	80,5	88,8
233 Bâtiment : finitions	642	85,4	81,8	88,6	711	85,3	79,9	89,2
234 Travail du bois et de l'ameublement	690	82,8	82,7	85,0	737	86,1	85,9	89,3
241 Textile	21	95,5	100,0	94,1	22	88,0	87,5	88,2
242 Habillement	561	89,8	92,0	89,6	601	90,1	83,6	90,9
243 Cuirs et peaux	94	93,1	95,7	92,3	114	92,7	80,0	94,4
250 Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité	4 644	77,6	77,3	84,2	4 686	76,4	76,0	83,1
252 Moteurs et mécanique auto	2 546	77,4	77,3	79,1	2 666	80,2	80,1	85,3
253 Mécanique aéronautique et spatiale	438	93,4	93,7	91,4	476	94,6	93,7	100,0
254 Structures métalliques	1 083	77,9	77,6	84,4	1 085	78,5	78,2	83,1
255 Électricité, électronique	4 611	75,0	74,6	85,6	4 887	76,6	76,3	87,0
Spécialités des services	**105 491**	**73,2**	**71,4**	**74,6**	**106 292**	**74,3**	**72,2**	**75,9**
300 Spécialités plurivalentes des services	313	83,0	81,7	83,6	307	83,2	84,6	82,5
311 Transport, manutention, magasinage	1 555	66,4	66,9	64,7	1 485	67,1	66,1	70,2
312 Commerce, vente	39 117	71,8	69,9	73,9	39 427	73,2	71,1	75,4
313 Finances, banque, assurances	7 959	76,1	75,9	76,3	7 247	75,4	74,9	75,7
314 Comptabilité, gestion	16 934	70,1	67,9	71,4	18 198	74,6	72,8	75,7
320 Spécialités plurivalentes de la communication	4 055	76,6	71,4	78,2	4 738	77,8	72,3	79,4
322 Techniques de l'imprimerie et de l'édition	583	84,1	80,4	88,6	591	85,4	83,0	87,5
323 Techniques de l'image, du son, métiers du spectacle	1 479	73,1	69,3	80,6	1 533	73,5	69,7	81,0
324 Secrétariat, bureautique	5 556	75,5	70,5	76,8	5 271	75,3	68,0	77,2
326 Informatique, traitement de l'information	5 583	77,6	77,6	76,8	5 292	73,3	73,4	71,8
330 Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales	2 537	81,1	80,2	81,2	2 228	80,1	72,3	80,8
331 Santé	5 298	61,3	60,7	61,4	5 032	59,9	58,9	60,2
332 Travail social	2 305	74,4	65,2	75,2	2 457	76,8	70,8	77,4
334 Accueil, hôtellerie, tourisme	7 197	85,5	82,6	87,1	7 613	85,3	84,3	85,8
336 Coiffure, esthétique et autres soins	1 942	78,5	65,5	78,8	1 883	76,5	74,1	76,5
343 Nettoyage, assainissement, protection de l'environnement	722	75,7	76,4	73,9	714	78,5	79,4	76,3
344 Sécurité des biens et des personnes	751	80,5	78,6	84,6	923	84,1	83,1	86,5
345 Application des droits et statuts des personnes	1 605	77,4	71,9	78,3	1 353	77,1	72,4	77,9
Ensemble des spécialités	**144 458**	**74,7**	**73,8**	**75,7**	**146 724**	**76,0**	**75,1**	**76,9**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

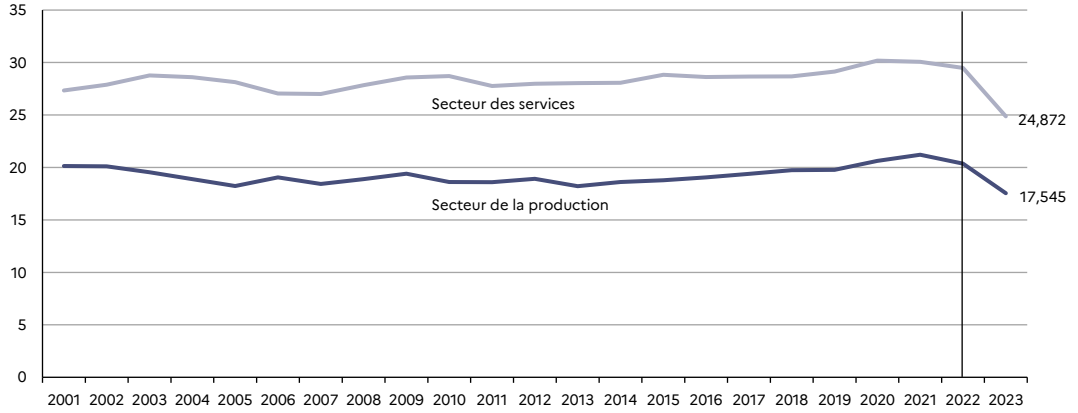
Lecture : *à la session 2025, 1 161 candidats ont été admis au BTS dans le groupe la spécialité « technologies industrielles fondamentales », soit un taux de succès de 84,3 % (95,2 % pour les femmes, 83,4 % pour les hommes).*

À la suite de la création du bachelor universitaire de technologie (**BUT**) à la rentrée 2021, qui est une formation en trois ans, le diplôme universitaire de technologie (**DUT**) est désormais un diplôme intermédiaire obtenu à la fin de la deuxième année. L'année 2023 est donc une année de transition, sans encore de diplomation au BUT mais avec délivrance de DUT intermédiaires, lesquels sont comptabilisés quand l'étudiant en a demandé l'édition. Sont considérés diplômés d'un DUT ici, les étudiants inscrits en deuxième année de BUT (BUT2) en 2022-2023 et diplômés d'un DUT intermédiaire ou inscrits en BUT3 l'année suivante.

Ainsi, à la session 2023, 42 400 étudiants sont diplômés d'un DUT, 24 900 proviennent du secteur des services et 17 500 du secteur de la production **(1)**. Deux spécialités des services, « gestion des entreprises et des administrations » et « techniques de commercialisation », regroupent 35 % des DUT délivrés **(2)**.

Les femmes représentent 41 % des diplômés **(3)**. Cette part varie fortement entre les secteurs : elles représentent la moitié des diplômés du tertiaire (53 %) et un quart de ceux de la production (25 %). Dans le domaine des services, elles sont largement majoritaires dans la spécialité « carrières juridiques » (83 % des diplômés) et peu représentées en informatique (8 %). Dans le secteur de la production, six diplômés sur dix sont des femmes en « chimie » et « génie biologique », contre moins de 10 % dans les filières de « génie électrique, industriel ou mécanique » ainsi que dans les spécialités « métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques » et « réseaux et télécommunications ».

1 Nombre de diplômes universitaires de technologie (DUT) et DUT intermédiaires délivrés par secteur (en milliers)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *à la session 2023, 17 500 étudiants inscrits en 2e année de BUT ont été diplômés d'un DUT intermédiaire dans le secteur de la production.*
Note : pour cette année de transition, avant les premiers diplômés de BUT de la session 2024, sont considérés diplômés d'un DUT intermédiaire les inscrits en BUT2 pour lesquels la délivrance du diplôme de DUT intermédiaire est connue ou qui sont inscrits en BUT3 l'année universitaire suivante. Sont également comptabilisés les diplômés d'un DUT terminal (fins de cohortes d'étudiants inscrits avant réforme).

Précisions

Diplômes concernés – Diplômes universitaires de technologie (DUT) intermédiaires délivrés dans l'Hexagone et dans les départements et régions d'outre-mer. Ceux-ci peuvent avoir été préparés dans le cadre de la formation initiale, de la reprise d'études, de l'apprentissage ou de la formation continue. Cette fiche englobe, parmi les diplômés d'un DUT intermédiaire, les inscrits en 3e année l'année suivante.

Avertissement – À la suite d'une modification ponctuelle de calendrier de collecte des informations sur les diplômes universitaires, les décomptes de diplômes délivrés en 2024 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes et ne sont, pour cette raison, pas présentés pour le moment. Des estimations détaillées et redressées seront à nouveau présentées pour les années 2025 et 2024 dans le *RERS* 2027.

Pour en savoir plus

- *Note Flash du SIES :* 23.07.

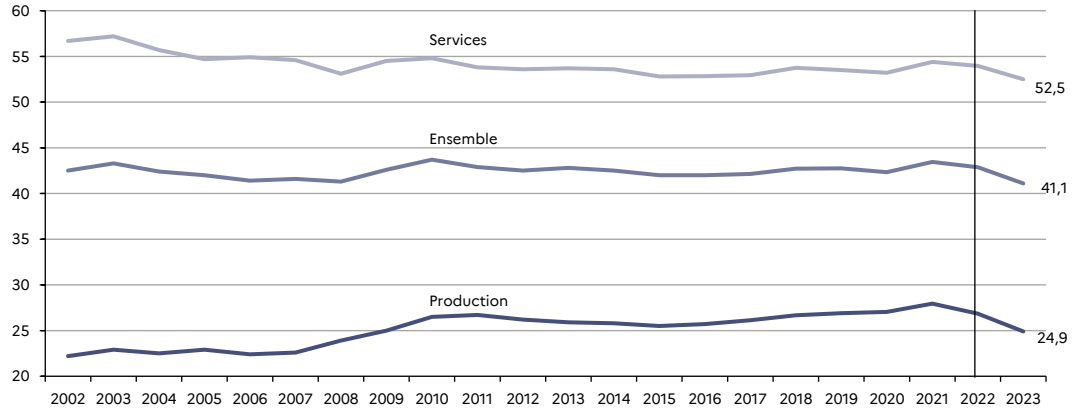
2 Nombre de diplômes universitaires de technologie (DUT) intermédiaires délivrés par spécialité de BUT préparé

	2023	
	Total	Part des femmes (%)
Secteur de la production	**17 545**	**24,9**
Chimie	1 125	60,1
Génie biologique	2 572	65,7
Génie chimique-génie des procédés	367	42,2
Génie civil-construction durable	2 015	19,0
Génie électrique et informatique industrielle	2 450	7,6
Génie industriel et maintenance	754	8,5
Génie mécanique et productique	2 643	6,6
Génie thermique et énergie (1)	12	25,0
Hygiène, sécurité, environnement	653	27,4
Mesures physiques	1 465	18,4
Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques	659	8,6
Packaging, emballage et conditionnement	132	56,1
Qualité, logistique industrielle et organisation	664	27,1
Réseaux et télécommunications	1 103	7,1
Science des données	508	25,4
Science et génie des matériaux	423	17,5
Secteur des services	**24 872**	**52,5**
Carrières juridiques	956	83,1
Carrières sociales	1 201	80,2
Gestion administrative et commerciale des organisations	897	68,7
Gestion des entreprises et des administrations	7 089	54,8
Gestion logistique et transport	12	66,7
Information-communication	1 368	80,1
Informatique	2 933	8,2
Management de la logistique et des transports	862	28,1
Métiers du multimédia et de l'internet	1 663	33,4
Techniques de commercialisation	7 891	58,9
Total	**42 417**	**41,1**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Spécialités de DUT (fins de cohortes).
Lecture : *à la session 2023, 42 417 étudiants inscrits en BUT2 sont diplômés d'un DUT intermédiaire, 41,1 % sont des femmes.*

3 Part des femmes parmi les diplômés d'un DUT intermédiaire (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *à la session 2023, 24,9 % des diplômés d'un DUT intermédiaire du secteur de la production sont des femmes, elles représentent 41,1 % de l'ensemble des diplômés d'un DUT intermédiaire.*

Parmi les étudiants inscrits pour la première fois en première année de **bachelor universitaire de technologie (BUT)** à la rentrée universitaire 2021, 55 % ont obtenu leur diplôme au bout des trois années de formation, à la session 2024 **(1) (2)**.

Le taux de réussite est plus élevé dans le secteur des services (56 %) que dans celui de la production (53 %). La réussite dépend également de la spécialité du BUT. Dans le secteur de la production, les écarts de réussite peuvent atteindre 27,3 points entre les étudiants en « packaging, emballage et conditionnement » (71 %) et ceux de « génie électrique et informatique industrielle » (44 %). Dans celui des services, l'écart maximal est de 15,8 points entre « information communication » (65 %) et « informatique » (49 %) **(1)**.

Le taux de réussite au BUT en trois ans varie en fonction du baccalauréat détenu par l'étudiant : il est de 62 % pour les bacheliers généraux, contre 45 % pour les bacheliers technologiques et 38 % pour les bacheliers professionnels **(2)**.

Précisions

Taux de réussite – Les taux de réussite en BUT en trois ans ont été calculés à partir de la cohorte d'étudiants (bacheliers et non-bacheliers) inscrits pour la première fois en première année de BUT dans une université à la rentrée 2021.

Étudiants non bacheliers, spécialités de formation – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note Flash du SIES* : 25.26.

Source

SIES, système d'information SISE.

1 Réussite au BUT en trois ans par secteur et spécialité de formation (en %)

Spécialité			Réussite en 3 ans (%)	
	Effectif	Effectif (en %)	Total	dont sans réorientation
Chimie	1 623	2,8	52,6	51,8
Génie biologique	3 248	5,6	60,1	58,7
Génie chimique-génie des procédés	551	1,0	50,1	49,4
Génie civil - construction durable	2 685	4,6	56,9	55,2
Génie électrique et informatique industrielle	3 790	6,6	43,7	42,7
Génie industriel et maintenance	1 002	1,7	56,0	55,5
Génie mécanique et productique	3 595	6,2	54,0	52,3
Hygiène sécurité environnement	852	1,5	60,7	59,7
Mesures physiques	1 960	3,4	44,7	44,2
Métiers de la transition et de l'efficacité énergétiques	938	1,6	50,3	49,3
Packaging, emballage et conditionnement	159	0,3	71,1	71,1
Qualité, logistique industrielle et organisation	963	1,7	58,2	53,9
Réseaux et télécommunications	1 635	2,8	46,4	45,1
Sciences et génie des matériaux	505	0,9	58,2	58,0
Total du secteur de la production	**23 506**	**40,7**	**52,6**	**51,3**
Carrières juridiques	1 419	2,5	54,3	52,5
Carrières sociales	1 634	2,8	50,8	49,0
Gestion administrative et commerciale des organisations	1 130	2,0	54,9	52,6
Gestion des entreprises et des administrations	9 961	17,2	51,4	49,5
Information communication	1 711	3,0	65,0	63,9
Informatique	4 318	7,5	49,2	48,3
Management de la logistique et des transports	1 234	2,1	57,0	55,6
Métiers du multimédia et de l'internet	2 107	3,6	63,2	60,7
Statistiques et informatique décisionnelle	690	1,2	54,5	53,6
Techniques de commercialisation	10 088	17,5	61,7	59,5
Total du secteur des services	**34 292**	**59,3**	**56,0**	**54,2**
Ensemble	**57 798**	**100,0**	**54,6**	**53,0**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

Lecture : *57 798 étudiants se sont inscrits pour la première fois en BUT à la rentrée 2021. 54,6 % d'entre eux ont obtenu leur diplôme en trois ans, dont 53,0 % sans réorientation, c'est-à-dire dans la spécialité et l'établissement d'inscription en première année.*

2 Réussite au BUT en trois ans par secteur de formation et filière de baccalauréat (en %)

	BUT secteur de la production		BUT secteur des services		Ensemble secteurs	
Filière de baccalauréat	Effectifs	Réussite en 3 ans (%)	Effectifs	Réussite en 3 ans (%)	Effectifs	Réussite en 3 ans (%)
NBGE (1)	12 137	59,1	15 908	65,0	28 045	62,4
Littéraire	16	50,0	363	59,0	379	58,6
Économique et sociale	125	50,4	1 528	62,6	1 653	61,6
Scientifique	2 566	55,6	1 335	64,6	3 901	58,6
Ensemble baccalauréat général	**14 844**	**58,4**	**19 134**	**64,7**	**33 978**	**61,8**
Techno STG	173	39,9	10 684	46,6	10 857	46,4
Techno STI / STI2D / STD2A	5 680	43,5	2 675	42,1	8 355	42,9
Autre baccalauréat technologique	1 820	42,4	780	48,8	2 600	44,3
Ensemble baccalauréat technologique	**7 673**	**43,2**	**14 139**	**45,8**	**21 812**	**44,8**
Ensemble baccalauréat professionnel	**266**	**43,2**	**501**	**35,1**	**767**	**37,8**
Ensemble bacheliers	**22 783**	**53,1**	**33 774**	**56,3**	**56 557**	**55,0**
dont néo-bacheliers	**19 357**	**53,1**	**29 180**	**56,2**	**48 537**	**54,9**
Non-bacheliers	**723**	**40,8**	**518**	**37,6**	**1 241**	**39,2**
Ensemble	**23 506**	**52,7**	**34 292**	**56,1**	**57 798**	**54,6**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Nouveau baccalauréat général, mis en place depuis 2021. L'organisation par filières Littéraire (L), Économique et sociale (ES) et Scientifique (S) du baccalauréat précédemment utilisée est remplacée par un ensemble de cours communs et d'enseignements de spécialité choisis par l'élève.

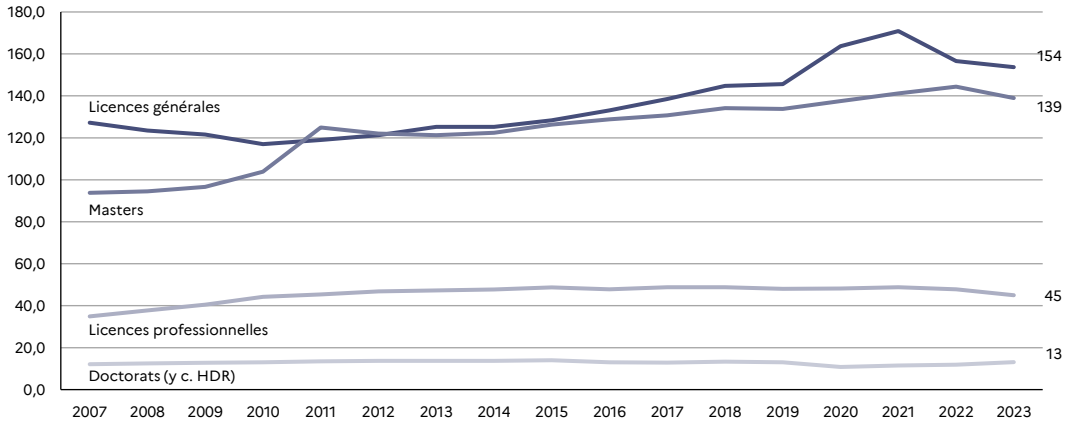
Lecture : *14 844 étudiants titulaires d'un baccalauréat général se sont inscrits pour la première fois à la rentrée 2021 afin de préparer un BUT dans le secteur de la production. 58,4 % d'entre eux ont obtenu leur diplôme en trois ans.*

À la session 2023, 198 700 licences LMD sont délivrées par les universités, en baisse de 2,8 % par rapport à la session 2022. Le nombre de licences professionnelles délivrées diminue nettement (- 5,9 %), ce qui va de pair avec la diminution des inscriptions (- 7,3 %), concomitante à la création des **bachelors universitaires de technologie (BUT)**. Le nombre de licences générales diminue de 1,9 % (153 700), avec un nombre d'inscrits en niveau terminal en nette baisse par rapport à l'année précédente (- 7,6 %) et un taux de réussite en troisième année très légèrement supérieur à celui de la session 2019 avant crise sanitaire **(1)**.

Le nombre de masters délivrés par les universités est de 139 000, en recul de 3,7 %, rompant la tendance de ces dernières années **(2)**. Après une baisse du nombre de doctorats et d'habilitations à diriger des recherches (HDR) délivrés dans un contexte de crise sanitaire, leur nombre est en hausse depuis la session 2021 : + 10,7 % à la session 2023.

Au total, en 2023, le nombre de diplômes nationaux et d'HDR délivrés par les universités baisse de 2,7 %, après une diminution du même ordre à la session 2022 (- 3,2 %). Cela fait suite à des hausses équivalentes aux sessions 2021 et 2020, alors que les modalités d'études et d'évaluation avaient été temporairement perturbées par la crise sanitaire. En dix ans, le nombre de diplômes délivrés a augmenté de 23 % en licence générale et de 15 % en master.

1 Nombre de diplômes en licences, masters et doctorats délivrés par année (en milliers)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *à la session 2023, 154 milliers de diplômes de licences générales ont été délivrés.*

Précisions

Diplômes concernés – Diplômes nationaux et d'habilitations à diriger des recherches délivrées par les universités (hors diplômes d'État pour la santé).

Avertissement – À la suite d'une modification ponctuelle de calendrier de collecte des informations sur les diplômes universitaires, les décomptes de diplômes délivrés en 2024 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes et ne sont, pour cette raison, pas présentés pour le moment. Des estimations détaillées et redressées seront à nouveau présentées pour les années 2025 et 2024 dans le RERS 2027.

Université, BUT, cursus licence-master-doctorat (LMD), MEEF, Inspé – voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES :* 24.15 ; 24.13 ; 24.12.

Source
SIES, système d'information SISE.

2 Évolution du nombre des principaux diplômes de l'enseignement supérieur universitaire (1)

		Droit, sciences politiques	Sciences économiques	AES	Lettres	Sciences	Staps	Médecine, pharmacie	Ensemble
Licences professionnelles	2012	1 630	16 897	2 413	6 086	18 803	595	336	46 760
	2013	1 768	17 034	2 282	6 147	19 150	551	372	47 304
	2014	1 829	17 592	2 226	6 116	19 059	554	373	47 749
	2015	1 870	18 185	2 231	6 121	19 389	576	372	48 744
	2016	1 652	19 266	1 287	5 941	18 852	502	277	47 777
	2017	1 674	20 335	979	5 590	19 219	623	403	48 823
	2018	1 767	20 881	682	5 652	18 932	560	279	48 753
	2019	1 728	20 971	640	5 361	18 570	591	118	47 979
	2020	1 756	20 857	552	5 584	18 743	586	78	48 156
	2021	1 977	21 238	487	5 884	18 583	615	49	48 833
	2022	1 941	20 047	454	5 853	18 996	456	54	47 801
	2023	**1 965**	**18 248**	**449**	**5 577**	**18 296**	**397**	**25**	**44 957**
Licences générales	2012	19 878	17 191	6 027	47 367	25 687	4 809	367	121 326
	2013	21 166	17 291	5 606	49 979	25 348	5 472	301	125 163
	2014	21 373	16 525	5 051	50 971	24 859	6 013	398	125 190
	2015	21 555	16 502	5 330	52 184	26 066	6 735	24	128 396
	2016	21 343	16 338	5 317	54 721	27 620	7 690	24	133 053
	2017	21 678	16 643	5 438	57 411	29 393	7 909	27	138 499
	2018	22 101	16 824	5 458	60 240	31 593	8 622		144 838
	2019	21 851	17 573	5 016	59 965	32 408	8 816		145 629
	2020	25 644	19 599	6 014	66 929	35 977	9 524		163 687
	2021	26 844	20 822	6 161	70 172	36 166	10 752		170 917
	2022	23 347	18 305	5 595	64 452	34 547	10 356		156 602
	2023	**23 574**	**17 419**	**5 127**	**64 261**	**33 797**	**9 498**		**153 676**
Masters professionnels	2012	10 306	18 422	1 046	18 229	10 650	1 101	911	60 665
	2013	9 646	17 957	1 087	17 178	9 898	1 090	848	57 704
	2014	9 787	18 312	1 159	16 869	9 636	1 131	801	57 695
	2015	9 446	17 289	1 175	10 651	8 773	717	805	48 856
	2016	6 618	13 797	462	8 910	6 768	648	367	37 570
	2017	3 679	7 971	393	5 723	3 784	397	256	22 203
	2018	2 582	4 541	35	3 322	1 398	273	276	12 427
	2019	868	989		1 534	402	54	53	3 900
	2020					21			21
Masters recherche	2012	2 880	891	4	8 497	5 219	175	336	18 002
	2013	2 749	678		7 873	4 731	141	343	16 515
	2014	2 572	732		7 590	5 092	155	373	16 514
	2015	2 387	602		5 556	4 698	104	354	13 701
	2016	1 941	521		4 567	3 759	86	315	11 189
	2017	915	223		2 812	2 017	49	300	6 316
	2018	734	117		1 990	988	41	303	4 173
	2019	425	36		1 230	442		13	2 146
Masters indifférenciés (2)	2012	5 191	8 544	576	15 470	12 197	829	570	43 377
	2013	6 621	9 436	517	15 882	13 078	908	637	47 079
	2014	7 067	9 190	613	15 814	13 900	956	677	48 217
	2015	7 911	10 500	473	27 655	14 911	1 374	881	63 705
	2016	10 843	14 790	447	32 341	19 593	1 358	684	80 056
	2017	15 058	21 534	603	39 150	23 906	1 467	479	102 197
	2018	16 069	24 742	580	45 718	28 277	1 680	507	117 573
	2019	17 947	28 566	422	48 165	30 752	1 817	127	127 796
	2020	19 523	29 769	415	53 119	32 536	2 093		137 455
	2021	21 016	29 662	241	54 312	33 870	2 066		141 167
	2022	21 446	30 089	419	56 102	34 077	2 230		144 363
	2023	**22 133**	**28 259**	**415**	**51 485**	**34 297**	**2 442**		**139 031**
Doctorats (y c. HDR)	2012	879	716	7	3 127	8 267	114	576	13 686
	2013	885	722		3 172	8 305	119	545	13 748
	2014	952	702	2	3 178	8 199	100	542	13 675
	2015	858	720	3	3 269	8 471	96	540	13 957
	2016	782	694	4	3 049	7 951	119	409	13 008
	2017	813	668	3	3 100	7 801	118	436	12 939
	2018	827	614	3	2 931	8 359	138	442	13 314
	2019	824	624	2	2 846	8 127	117	448	12 988
	2020	617	586	3	2 456	6 625	107	446	10 840
	2021	647	625		2 571	6 987	129	503	11 462
	2022	715	575	1	2 553	7 417	113	491	11 865
	2023	**706**	**616**	**1**	**2 685**	**8 359**	**130**	**643**	**13 140**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Sont comptabilisés les diplômes terminaux et non les diplômes intermédiaires : les étudiants inscrits en licence LMD validant les deux premières années obtiennent un DEUG intermédiaire (86 300 ont été édités à la session 2023). Les étudiants inscrits en première année de master LMD validant leur première année obtiennent une maîtrise intermédiaire (106 600 ont été éditées à la session 2023).

2. À partir de la session 2020, il n'y a plus que des masters indifférenciés.

Lecture : *à la session 2023, 13 140 diplômes de doctorats et habilitations à diriger des recherches ont été délivrés.*

À la session 2023, 198 600 licences **LMD** et 139 000 masters ont été délivrés dans les universités de France **(1)**. Le groupe disciplinaire « lettres, langues et sciences humaines » reste celui où les diplômes délivrés sont les plus nombreux : 42 % des licences générales et 37 % des masters. Les « sciences » et l'« économie-gestion » représentent chacune quatre licences professionnelles délivrées sur dix.

En cursus licence et master, les femmes représentent six diplômés sur dix, avec des différences notables et stables entre disciplines. Les trois quarts des diplômés sont des femmes en « lettres, langues et sciences humaines », quatre sur dix en « sciences » et moins de quatre sur dix en **Staps**. En licence professionnelle, l'écart est encore plus marqué : 28 % de femmes en « sciences » et 79 % en « droit, sciences politiques ».

En 2023, 11 600 thèses de doctorat d'État ont été soutenues avec succès dans les universités, dont 65 % en « sciences ». La part des femmes est stable : quatre diplômées sur dix dans toutes les disciplines, sauf dans les disciplines littéraires et de santé (59 % et 57 % respectivement). Sur les 1 500 habilitations à diriger des recherches (dont 800 en sciences), 600 sont délivrées à des femmes.

En 2023, 37 800 diplômes ont été délivrés dans les formations médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie (MMOP), dont 13 400 diplômes d'État (DE) de docteur. Parmi ces derniers, 61,2 % ont été délivrés à des femmes. Les diplômés du DE de sage-femme (901) sont quasiment tous des femmes **(2)**.

Précisions

Diplômes concernés – Diplômes nationaux.

Avertissement – À la suite d'une modification ponctuelle de calendrier de collecte des informations sur les diplômes universitaires, les décomptes de diplômes délivrés en 2024 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes et ne sont, pour cette raison, pas présentés pour le moment. Des estimations détaillées et redressées seront à nouveau présentées pour les années 2025 et 2024 dans le *RERS* 2027.

Cursus licence-master-doctorat (LMD) – Voir « Glossaire ».

Source

SIES, système d'information SISE.

1 Principaux diplômes universitaires délivrés à la session 2023

Licences LMD	Licences professionnelles		Licences générales		Total licences	
	Effectifs	Part des femmes (%)	Effectifs	Part des femmes (%)	Effectifs	Part des femmes (%)
Droit, sciences politiques	1 965	79,0	23 574	73,2	25 539	73,7
Économie, gestion	18 248	58,2	17 419	53,5	35 667	55,9
Administration économique et sociale	449	54,1	5 127	64,1	5 576	63,3
Lettres, langues et sciences humaines	5 577	61,3	64 261	75,3	69 838	74,2
Sciences	18 296	28,1	33 797	48,5	52 093	41,3
Staps	397	38,8	9 498	36,6	9 895	36,7
Santé	25	68,0			25	68,0
Total	**44 957**	**47,1**	**153 676**	**63,8**	**198 633**	**60,0**
Inscriptions en année diplômante au 15 janvier 2023	51 900	47,5	205 750	61,5	257 650	58,7

Masters LMD	Masters	
	Effectifs	Part des femmes (%)
Droit, sciences politiques	22 133	69,2
Économie, gestion	28 259	57,3
Administration économique et sociale	415	71,1
Lettres, langues et sciences humaines	51 485	72,5
Sciences	34 297	45,5
Staps	2 442	41,5
Santé		
Total	**139 031**	**61,7**
Inscriptions en année diplômante au 15 janvier 2023	172 486	60,8

Doctorats LMD	Doctorat		HDR	
	Effectifs	Part des femmes (%)	Effectifs	Part des femmes (%)
Droit, sciences politiques	646	45,8	60	58,3
Économie, gestion et administration économique et sociale	510	48,2	107	41,1
Lettres, langues et sciences humaines	2 368	58,5	317	53,0
Sciences	7 547	43,2	812	34,4
Staps	116	36,2	14	28,6
Santé	426	57,0	217	46,5
Total	**11 613**	**47,1**	**1 527**	**41,3**
Inscriptions au 15 janvier 2023	53 290	48,8	980	38,5

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

Lecture : *à la session 2023, 1 965 diplômes de licences professionnelles en « droit, sciences politiques » ont été délivrés, dont 79,0 % à des femmes.*

Note : ce tableau présente les principaux diplômes nationaux ; les diplômes de la session 2023 non mentionnés dans le tableau : la capacité en droit (277 diplômés), le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) (3 428 diplômés), les magistères (366 diplômés), les diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques (Deust) (1 675 diplômés), etc. Les DUT intermédiaires apparaissent en 8.12 et 8.13, les diplômes d'ingénieurs en 8.17.

Sur le contour des établissements expérimentaux, incluant des établissements partenaires ou composantes de ces nouveaux regroupements en plus du contour universitaire historique présenté ici, 354 018 diplômes ont été délivrés en tout, soit 3 200 diplômes supplémentaires ; plus de 7 sur 10 sont des masters. Les diplômes de santé incluent les diplômes des disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques ainsi que les diplômes en pluri-santé, pour les diplômes nationaux de licence, master, doctorats d'État et HDR.

2 Principaux diplômes délivrés par les universités dans les disciplines médicales à la session 2023

	Médecine		Odontologie		Pharmacie		Total	
	Effectifs	Part des femmes (%)	Effectifs	Part des femmes (%)	Effectifs	Part des femmes (%)	Effectifs	Part des femmes (%)
Diplôme de docteur (diplôme d'État)	8 504	59,6	1 593	57,1	3 356	67,3	13 453	61,2
Diplôme de formation approfondie en sciences (DFAS) (1)	8 865	63,0	986	63,7	2 939	69,4	12 790	64,5
Capacité en médecine	931	53,2					931	53,2
DES, DIS, DESC	7 949	57,2	97	63,9	298	69,5	8 344	57,7
AFS, AFSA	21	66,7					21	66,7
DE sage-femme	901	97,4					901	97,4
Doctorats (y c. HDR)	550	53,3	13	69,2	80	52,5	643	53,5
Licence professionnelle					25	68,0	25	68,0
Deust					727	86,0	727	86,0
Total	**27 721**	**61**	**2 689**	**60**	**7 425**	**70**	**37 835**	**62,6**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Le diplôme de formation approfondie en sciences (DFAS) s'inscrit dans le cursus de la préparation des diplômes d'État de docteur et est un diplôme de fin de second cycle de grade master.

DES : diplôme d'études spécialisées, DIS : diplôme interuniversitaire de spécialité, DESC : diplôme d'études spécialisées complémentaires, AFS : attestation de formation spécialisée, AFSA : attestation de formation spécialisée approfondie (AFS et AFSA sont réservées aux médecins et pharmaciens étrangers).

Lecture : *à la session 2023, 8 504 diplômes de docteur en médecine ont été délivrés, dont 59,6 % à des femmes.*

Note : ce tableau est un focus sur les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques et principalement sur les formations relevant du ministère chargé de la santé que sont les diplômes d'État des professions réglementées, pour les formations longues en santé. Il comporte aussi les diplômes de doctorat et licence professionnelle de ces disciplines inclus dans les lignes « santé » du tableau 1.

Quatre étudiants de licence (générale et professionnelle) sur dix obtiennent leur diplôme en trois ou quatre ans après leur première inscription en L1 à la rentrée 2020-2021 : 30 % en trois ans et 10 % après une année supplémentaire **(1)**. Le taux de réussite en licence en 3 ou 4 ans est en baisse de 5,2 points par rapport à celui des étudiants entrés en 2019, rejoignant ainsi le niveau des cohortes entrées avant la crise sanitaire. Les conditions d'études et d'examen particulières pendant la crise sanitaire du Covid-19 avaient en effet conduit à des taux de réussite en licence exceptionnellement élevés. De plus, les étudiants entrés en licence en 2020 et 2021 ont eu des taux de réussite au baccalauréat particulièrement élevés. La faiblesse du taux de réussite en licence est également due à une augmentation des abandons au bout d'une ou deux années d'études.

Si 46 % des bacheliers généraux obtiennent le diplôme en trois ou quatre ans, c'est le cas de 15 % des bacheliers technologiques et de 9 % des bacheliers professionnels **(2)**. La réussite dépend aussi de l'origine sociale et de la mention obtenue au baccalauréat : les étudiants issus d'un milieu très favorisé réussissent mieux que ceux issus d'un milieu défavorisé (respectivement 48 % et 31 %) et les titulaires d'une mention « Très bien » mieux que ceux ayant obtenu leur baccalauréat après les épreuves de rattrapage (69 % et 11 %).

La réussite en trois ans est la plus élevée en « sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) » (31 %) et la plus faible en « sciences-santé » (25 %). En trois ou quatre ans, la réussite est parmi les plus élevées en « Staps » (42 %), mais aussi en « droit, sciences politiques » (42 %) et reste la plus faible en « sciences-santé » (37 %).

Précisions

Le taux de réussite en licence (générale ou professionnelle) est calculé à partir de la cohorte des étudiants (bacheliers et non bacheliers) inscrits pour la première fois en première année de licence (LMD). La « cohorte 2020 » correspond aux entrants en licence à la rentrée universitaire 2020-2021. Pour ne pas introduire de biais, les étudiants inscrits en parallèle en CPGE, en DUT ou en STS, ont été retirés de la cohorte. Le champ couvre la France entière, hormis la Nouvelle-Calédonie pour les cohortes 2012 à 2015 et les Antilles pour les cohortes 2014 à 2016.

Cursus licence, non-bacheliers, origine sociale regroupée - Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note Flash du SIES* : 25.29.

Source

SIES, système d'information SISE.

1 Cursus licence : évolution de la réussite en trois ou quatre ans (en %)

Cohorte	Effectif de la cohorte (en milliers)	Réussite en 3 ans (%)	Réussite en 4 ans (%)	Réussite cumulée en 3 ou 4 ans (%)
2009	169,2	26,6	12,2	38,9
2010	169,7	27,8	12,0	39,8
2011	173,8	27,2	11,8	39,0
2012	177,3	27,5	11,7	39,3
2013	185,7	27,9	11,8	39,6
2014	188,9	28,6	11,9	40,5
2015	197,7	29,0	11,8	40,8
2016	200,3	29,0	13,3	42,3
2017	204,0	31,7	12,7	44,4
2018	217,9	34,9	10,8	45,8
2019	216,6	33,6	11,0	44,7
2020	237,7	29,5	10,0	39,5
2021	255,1	30,6		

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France (hormis la Nouvelle-Calédonie pour les cohortes 2012 à 2015 et les Antilles pour 2014 à 2016).**

Lecture : *dans la cohorte entrée en première année de licence en 2009, 38,9 % des étudiants ont obtenu leur diplôme en 3 ou 4 ans.*

Note : les résultats aux diplômes de la session 2025 n'étant pas encore connus, les données de réussite en 4 ans pour la cohorte 2021 ne sont pas disponibles.

2 Cursus licence : réussite en trois ou quatre ans des étudiants inscrits pour la première fois en L1 en 2020 (en %)

	Caractéristiques des étudiants	Part parmi les inscrits	Réussite en 3 ans	Réussite en 4 ans	Réussite cumulée en 3 ou 4 ans
Sexe	Femme	60,6	33,5	10,3	43,8
	Homme	39,4	23,5	9,6	33,0
	Total	**100,0**	**29,5**	**10,0**	**39,5**
Âge au baccalauréat	« À l'heure » ou en avance	78,1	32,7	10,5	43,2
	En retard d'un an	13,5	15,3	7,5	22,8
	En retard de plus d'un an	3,4	10,4	5,7	16,1
	Non-bachelier	4,9	31,6	12,2	43,8
	Total	**100,0**	**29,5**	**10,0**	**39,5**
Ancienneté d'obtention du baccalauréat	Baccalauréat obtenu dans l'année	86,6	30,1	10,3	40,3
	Baccalauréat obtenu un an avant	4,3	23,6	6,9	30,5
	Baccalauréat obtenu plus d'un an avant	4,1	22,4	5,0	27,4
	Non-bachelier	4,9	31,6	12,2	43,8
	Total	**100,0**	**29,5**	**10,0**	**39,5**
Série du baccalauréat	Scientifique	16,1	30,2	9,9	40,1
	Économique	29,1	36,7	11,3	48,0
	Littéraire	31,3	34,5	11,9	46,4
	Ensemble des baccalauréats généraux	**76,5**	**34,4**	**11,2**	**45,7**
	Technologique STMG	6,8	7,2	4,2	11,4
	Autre technologique	6,0	13,7	6,2	19,9
	Ensemble des baccalauréats technologiques	**12,8**	**10,2**	**5,1**	**15,4**
	Ensemble des baccalauréats professionnels	**5,9**	**6,1**	**2,7**	**8,8**
	Ensemble des baccalauréats	95,1	29,4	9,9	39,3
	Non-bachelier	4,9	31,6	12,2	43,8
	Total	**100,0**	**29,5**	**10,0**	**39,5**
Mention obtenue au baccalauréat (1)	Très bien	8,3	60,5	8,3	68,8
	Bien	18,1	48,4	11,3	59,7
	Assez bien	29,6	30,2	11,9	42,1
	Passable premier groupe	29,4	13,4	8,5	21,8
	Passable deuxième groupe	5,4	5,9	4,8	10,7
	Inconnue	4,4	23,4	9,5	32,9
	Non-bachelier	4,9	31,6	12,2	43,8
	Total	**100,0**	**29,5**	**10,0**	**39,5**
Origine sociale (2)	Très favorisée	28,2	36,9	11,0	48,0
	Favorisée	13,5	31,7	10,4	42,1
	Assez défavorisée	28,4	28,5	9,9	38,3
	Défavorisée	23,8	22,3	9,0	31,4
	Non-réponse	6,0	23,6	8,9	32,4
	Total	**100,0**	**29,5**	**10,0**	**39,5**
Groupe disciplinaire d'inscription en L1	Droit, sciences politiques	17,1	29,8	12,6	42,3
	Économie, AES	13,0	29,8	10,1	39,9
	Arts, lettres, langues, SHS	42,9	31,1	8,0	39,1
	Sciences-santé	19,0	24,9	11,9	36,8
	Staps	8,1	31,4	10,5	42,0
	Total	**100,0**	**29,5**	**10,0**	**39,5**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Les bacheliers avec une mention « Passable deuxième groupe » ont obtenu leur baccalauréat après les épreuves de rattrapage.

2. Origine sociale regroupée - Voir « Glossaire ».

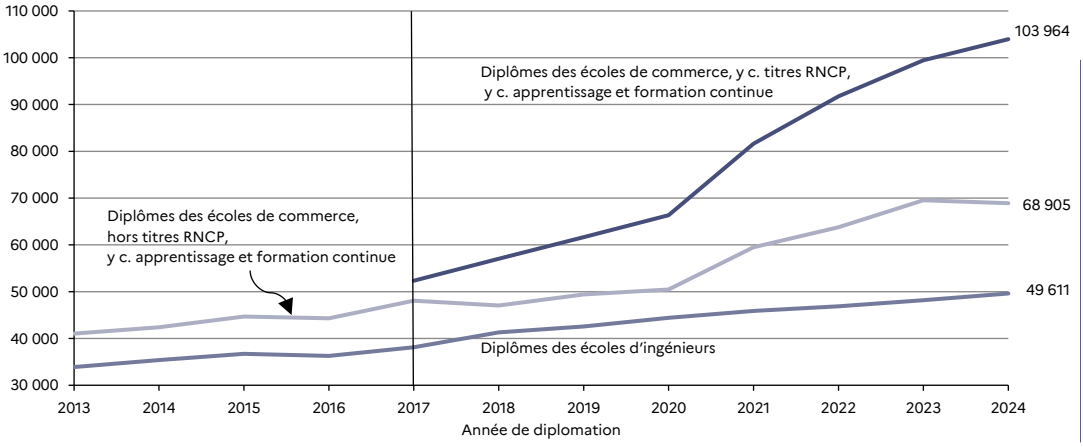
Lecture : *60,6 % des inscrits en première année de cursus licence en 2020 sont des femmes. 43,8 % d'entre elles ont validé leur licence en 3 ou 4 ans (33,5 % en 3 ans, 10,3 % en 4 ans).*

À la session 2024, 49 600 titres d'ingénieur sont délivrés, contre 42 600 en 2019, soit une hausse de 16,5 % en cinq ans **(1)**. Entre 2023 et 2024, l'évolution est de + 3,0 %, portée par les écoles du ministère chargé de l'enseignement supérieur (MESRE), pour lesquelles l'évolution est similaire (+ 2,9 %) et qui délivrent la moitié des diplômes (46,0 %) **(2)**. L'autre moitié est délivrée par les écoles d'ingénieurs publiques sous tutelle des autres ministères (14,5 %) et par les écoles d'ingénieurs privées (30,3 %).

Parmi les diplômés d'un titre d'ingénieur, 30,1 % sont des femmes, soit une progression de 1,9 point en dix ans. Cette part est plus élevée dans les écoles du MESRE (31,4 %) et dans celles sous tutelle des autres ministères (34,4 %) que dans les écoles privées (29,6 %).

En 2024, 68 900 diplômes et certificats sont délivrés par les écoles de commerce et de gestion (- 0,9 % par rapport à la session 2023), 104 000 en incluant les titres RNCP (+ 4,5 %) **(3)**. Les diplômes visés par le MESRE (avec éventuellement grade de licence ou de master) poursuivent leur progression (+ 5,3 % en 2024) et représentent 45,8 % de l'ensemble des diplômes délivrés par les écoles de commerce. Les titres RNCP délivrés en 2024 sont en forte croissance (+ 17,1 %), tandis que les autres diplômes (certificats d'écoles, diplômes nationaux, etc.) diminuent (- 12,5 %). En 2024, un diplômé sur deux détenteurs d'un diplôme de commerce visé (gradé ou non) est une femme, alors qu'elles sont 60 % parmi les diplômés d'un titre RNCP.

1 Évolution du nombre de diplômes délivrés par les écoles de commerce et d'ingénieurs



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (il n'y a pas d'école d'ingénieurs à Mayotte).**
Lecture : *à la session 2024, 68 905 diplômes sont délivrés par les écoles de commerce et de gestion (y compris apprentissage et formation continue), 103 964 en incluant les titres RNCP.*
Note : à partir de la session 2017, les titres RNCP sont recensés dans l'enquête SISE.

Précisions

Diplômes concernés :
- Diplômes d'ingénieurs, diplômes des formations d'ingénieurs en partenariat (FIP).
- Diplômes des écoles de commerce : diplômes visés, gradés, titres RNCP, autres diplômes. Diplômes de type programme grande école, bachelors, mastères, MSc...

Diplômes d'ingénieur, diplômes des écoles de commerce, diplômes des formations d'ingénieur en partenariat (FIP), visa du ministère en charge de l'enseignement supérieur, répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information du SIES* : 20.09 ; 20.11.
- *Note Flash du SIES* : 26.14.

Source
SIES, système d'information SISE, enquête n° 26 auprès des établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités.

2 Évolution du nombre de titres d'ingénieur délivrés par les écoles d'ingénieurs

	2010	2015	2016	2017 (2)	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (3)
Écoles universitaires (1)	10 578	11 557	11 229	11 881	11 690	11 892	7 822	7 925	7 938	8 158	8 374
Part de femmes (%)	*27,6*	*30,9*	*30,9*	*30,1*	*31,0*	*31,3*	*32,8*	*32,6*	*33,2*	*33,8*	*33,2*
Écoles indépendantes des universités	5 660	7 274	7 361	7 500	8 720	8 913	13 721	14 965	14 653	14 019	14 454
Part de femmes (%)	24,5	25,4	25,2	25,5	25,6	26,0	27,9	29,1	28,0	29,5	30,3
Total public MESRE	**16 238**	**18 831**	**18 590**	**19 381**	**20 410**	**20 805**	**21 543**	**22 890**	**22 591**	**22 177**	**22 828**
Part de femmes (%)	*26,5*	*28,8*	*28,6*	*28,3*	*28,7*	*29,0*	*29,8*	*30,3*	*29,8*	*31,1*	*31,4*
Écoles publiques autres ministères	**5 333**	**5 832**	**5 833**	**6 284**	**7 146**	**7 103**	**7 029**	**7 414**	**7 067**	**7 381**	**7 203**
Part de femmes (%)	34,7	36,4	35,1	32,6	32,7	32,6	33,2	33,5	35,5	34,3	34,4
Écoles privées	**7 357**	**9 279**	**9 092**	**9 517**	**10 327**	**11 134**	**12 039**	**11 919**	**13 656**	**14 595**	**15 030**
Part de femmes (%)	*23,9*	*28,7*	*28,0*	*28,5*	*26,5*	*27,5*	*27,4*	*27,7*	*27,5*	*28,5*	*29,6*
Formations d'ingénieurs en partenariat (FIP) (3)	**3 700**	**2 760**	**2 758**	**2 922**	**3 416**	**3 532**	**3 800**	**3 669**	**3 550**	**4 030**	**4 550**
Total	**32 628**	**36 702**	**36 273**	**38 104**	**41 299**	**42 574**	**44 411**	**45 892**	**46 864**	**48 183**	**49 611**
Part de femmes (%)	*27,3*	*29,0*	*28,5*	*28,1*	*27,8*	*28,1*	*28,3*	*29,4*	*29,0*	*29,7*	*30,1*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (il n'y a pas d'école d'ingénieurs à Mayotte).**

1. Écoles réellement intégrées aux universités (pas au sens des EPE). Les universités de technologie et les instituts nationaux polytechniques ont été classés parmi les écoles universitaires de 2009 à 2019. À partir de 2020, ils sont classés parmi les écoles indépendantes des universités, entraînant ainsi une rupture de série.

2. Les diplômés du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) sont intégrés dans le tableau à partir de la session 2017.

3. Les effectifs des formations d'ingénieurs en partenariat sont affectés par un défaut d'information sur leur identification. De telle sorte qu'on ne peut comparer l'année 2024 aux années précédentes. À partir de la rentrée 2026, les FIP ne seront plus distinguées dans l'arrêté des diplômes d'ingénieurs et ne constitueront plus une catégorie à part entière.

Lecture : *à la session 2024, les écoles du MESRE ont délivré 22 828 titres d'ingénieur, parmi lesquels la part des femmes est de 31,4 %.*

3 Évolution du nombre de diplômes délivrés par les écoles de commerce (1)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Diplômes visés (gradés ou non) par le MESRE	**27 717**	**30 513**	**30 669**	**32 006**	**32 995**	**37 676**	**41 352**	**45 248**	**47 657**
Part de femmes (%)	*50,1*	*49,8*	*50,4*	*50,0*	*48,6*	*50,0*	*50,0*	*49,8*	*50,8*
Titres RNCP (2)		**4 287**	**10 004**	**12 224**	**15 848**	**22 182**	**28 034**	**29 932**	**35 059**
Part de femmes (%)		*58,5*	*58,8*	*58,0*	*58,5*	*60,4*	*59,7*	*60,5*	*59,9*
Autres diplômes	**16 596**	**17 546**	**16 925**	**18 034**	**17 726**	**21 750**	**22 383**	**24 290**	**21 248**
Total hors titres RNCP	**44 313**	**48 059**	**47 594**	**50 040**	**50 721**	**59 426**	**63 735**	**69 538**	**68 905**
Part de femmes (%)	*52,1*	*51,2*	*52,1*	*52,0*	*50,6*	*51,5*	*51,5*	*51,2*	*51,9*
Total y compris titres RNCP		**52 346**	**57 598**	**62 264**	**66 569**	**81 608**	**91 769**	**99 470**	**103 964**
Part de femmes (%)		*51,8*	*53,3*	*53,2*	*52,5*	*53,9*	*54,0*	*54,0*	*54,6*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (3).**

1. Y compris apprentissage et formation continue.

2. Données collectées à partir de la session 2017.

3. Ces données intègrent les antennes étrangères référencées d'établissements implantés en France.

Lecture : *à la session 2024, 103 964 diplômes sont délivrés par les écoles de commerce et de gestion, dont 47 657 visés par le MESRE.*

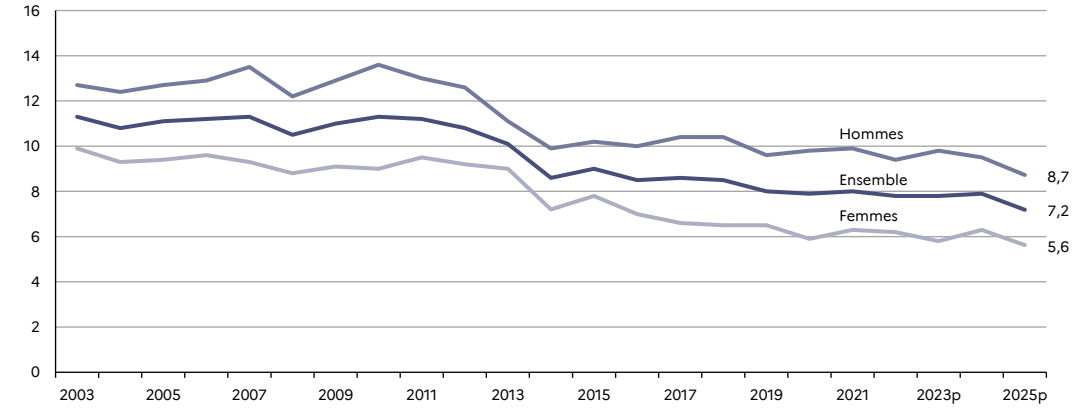
Note : les diplômes visés correspondent aux diplômes faisant l'objet d'un arrêté, les titres RNCP incluent les titres professionnels, les autres diplômes regroupent toutes les autres catégories : diplômes nationaux, certificats d'école, etc.

La part des 18-24 ans peu ou pas diplômés qui ne sont plus en formation (sortants précoces) et la part de sortants de formation initiale avec un faible niveau ou pas de diplôme constituent deux indicateurs permettant de mesurer les sorties du système éducatif avec un faible niveau de qualification. La première se compte en stock (sur l'ensemble des 18-24 ans) et la seconde en flux (sur les sortants du système éducatif). En 2021, l'Union européenne (UE) s'est fixé des objectifs en matière d'éducation et de formation à atteindre avant 2030, dans la continuité de ceux de la Stratégie européenne 2020. L'un de ces objectifs est d'abaisser la part des sortants précoces dans l'UE à 9 % en 2030. Il est atteint en France, avec 7,2 % en 2025 **(1)**.

La part des sortants de formation initiale sans diplôme ou détenant au plus le brevet était de 10 % en 2023 **(2)**. Au contraire, 37 % des jeunes sortaient du système scolaire avec, au plus, un diplôme de formations en lycée ou en apprentissage du second degré (CAP, baccalauréat ou équivalent) et 53 % sortaient diplômés du supérieur.

Les sorties au niveau du baccalauréat représentent les trois quarts des sortants de l'enseignement secondaire **(3)**. Entre 2023 et 2024, leur part baisse de 0,4 point. Parmi les sortants de l'enseignement secondaire, les filles ont plus tendance à sortir au niveau du baccalauréat que les garçons (79 % contre 71 %), ces derniers sortant plus souvent que les filles avant la fin du second degré ou au niveau du CAP. En effet, 14 % des garçons sortent de l'enseignement secondaire après une année terminale de CAP ou BEP, contre 8 % des filles.

1 Part des 18-24 ans peu ou pas diplômés et hors formation (sortants précoces) par sexe (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (1).**
p : données provisoires (à partir de 2022).
1. À la suite de la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi en 2013, la part de sortants précoces est corrigée de cette rupture de série pour les années 2003 à 2013 (estimation DEPP). De plus, les données de l'enquête Emploi portent sur le champ France hors DROM de 2003 à 2013, France hors Mayotte de 2014 à 2023 et France (y compris Mayotte) à partir de 2024. Les données ont été extrapolées pour cette série au champ France hors Mayotte de 2003 à 2011 et France (y compris Mayotte) à partir de 2011 (estimations DEPP).
Lecture : *en 2025, le taux de sortants précoces en France est de 7,2 %.*

Précisions

Diplômes les plus élevés – Ce sont ceux déclarés par les répondants aux enquêtes Emploi de l'Insee **(2)**.

Sorties de l'enseignement secondaire – Elles sont réparties selon la classe atteinte et non selon le diplôme acquis. Les sorties d'une classe « c » l'année « n » sont estimées à partir du reliquat entre l'effectif inscrit dans la classe « c » l'année scolaire « n - 1/ n » et l'effectif originaire de cette classe poursuivant des études secondaires l'année scolaire « n /n + 1 ». Ces effectifs sont issus de recensements effectués auprès des établissements d'enseignement secondaire (y compris apprentis et lycées agricoles) **(3)**.

Le nombre de sortants de formation initiale repose sur une estimation réalisée par la DEPP à partir des enquêtes Emploi, des estimations de population et du recensement de la population de l'Insee. La méthodologie employée diffère de celle publiée en 2016, les résultats ne doivent donc pas être comparés.

Voir la fiche 7.33 de RERS édition 2020 pour les indicateurs de la Stratégie 2020.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2013, *Éducation & formations*, n° 84.
- Séries chronologiques en ligne :
  - Les sorties précoces parmi les jeunes âgés de 18 à 24 ans.
  - Les sorties de l'enseignement secondaire par classe.

Source
DEPP, système d'information Scolarité et système d'information sur les apprentis (SIFA). Système d'information du ministère chargé de l'agriculture Safran. Enquêtes Emploi Insee, traitement DEPP.

2 Répartition des sortants de formation initiale en 2023 en fonction de leur diplôme le plus élevé

	Ensemble		Femmes	Hommes
	En milliers	En %	En %	En %
Master, doctorat	170	20	25	16
École d'ingénieurs, école de commerce	64	8	7	9
Licence	131	16	19	13
BTS, DUT ou équivalent	78	9	8	11
Total diplômés des études supérieures	**443**	**53**	**58**	**47**
Baccalauréat général	77	9	10	9
Baccalauréat technologique	38	5	4	5
Baccalauréat professionnel et assimilé	120	14	13	16
CAP, BEP ou équivalent	77	9	7	11
Total diplômés formations en lycée et en apprentissage (2d degré)	**313**	**37**	**34**	**40**
Diplôme national du brevet	50	6	5	7
Aucun diplôme	35	4	3	6
Total brevet et aucun diplôme	85	10	8	13
Total sortants de formation initiale	**840**	**100**	**100**	**100**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte.**
Lecture : *en moyenne sur 2022, 2023 et 2024, 840 200 jeunes sont sortis de formation initiale, dont 53 % sont sortis diplômés de l'enseignement supérieur.*

3 Les sorties de l'enseignement secondaire par classe selon l'année (en %)

Classe atteinte	2010	2011	2015	2020	2021	2021 (1)	2022	2023	2024		
									Total	Filles	Garçons
Sorties au niveau du baccalauréat	**72,5**	**77,0**	**82,3**	**87,5**	**85,5**	**76,5**	**74,4**	**75,0**	**74,6**	**79,2**	**71,1**
Terminale générale et technologique	54,7	53,6	56,0	62,9	60,5	53,4	51,1	51,7	51,0	57,9	45,3
Terminale professionnelle (bac pro et BP)	17,8	23,4	26,3	24,6	25,0	23,1	23,3	23,3	23,6	21,3	25,8
Sorties au niveau du CAP ou BEP	**17,6**	**12,7**	**10,0**	**8,0**	**8,5**	**10,7**	**11,6**	**10,7**	**11,5**	**8,4**	**13,6**
Première année de bac pro en deux ans et BP	0,7	0,4	0,2	0,2	0,1	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6
Année terminale de CAP ou BEP	16,9	12,3	9,8	7,8	8,4	10,2	11,1	10,2	11,0	8,0	13,0
Sorties avant la fin du second degré	**9,9**	**10,3**	**7,7**	**4,5**	**6,0**	**12,8**	**13,9**	**14,3**	**13,9**	**12,4**	**15,3**
Seconde ou première générale et technologique	1,3	1,0	1,0	1,0	1,3	2,3	2,6	2,6	2,5	2,9	2,1
Première professionnelle	2,3	3,8	2,5	1,8	2,4	2,3	2,6	2,5	2,2	1,8	2,6
Seconde professionnelle	2,4	2,6	2,0	1,0	0,9	1,5	1,8	1,6	1,6	1,4	1,8
Formations en collège, première année de CAP ou BEP	3,9	2,9	2,2	0,7	1,4	6,6	7,0	7,5	7,5	6,1	8,8
Total des élèves sortis de l'enseignement secondaire	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Rupture de série : à partir de 2021, la méthodologie a été révisée.
Lecture : *en 2024, sur 100 élèves sortis de l'enseignement secondaire, 23,6 étaient l'année précédente en année terminale du baccalauréat professionnel ou du brevet professionnel, qu'ils aient obtenu ou non leur diplôme.*
Note : les élèves sortis sont ceux non retrouvés l'année suivante parmi l'ensemble des élèves scolarisés.

8.19 L'insertion des lycéens professionnels et étudiants de niveau CAP à BTS

Parmi les lycéens professionnels inscrits en dernière année d'une formation de niveau CAP à BTS en 2023-2024 dans un établissement public ou privé sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale, 54 % poursuivent leurs études l'année suivante alors que 46 % sortent du système éducatif à la fin de l'année scolaire **(2)**. En janvier 2025, 6 mois après leur sortie d'études en 2024, 41 % des sortants sont en emploi salarié en France : 34 % dans le secteur privé et 8 % dans le secteur public. Par rapport à la génération sortie en 2023, ce taux d'emploi salarié diminue de 3,7 points.

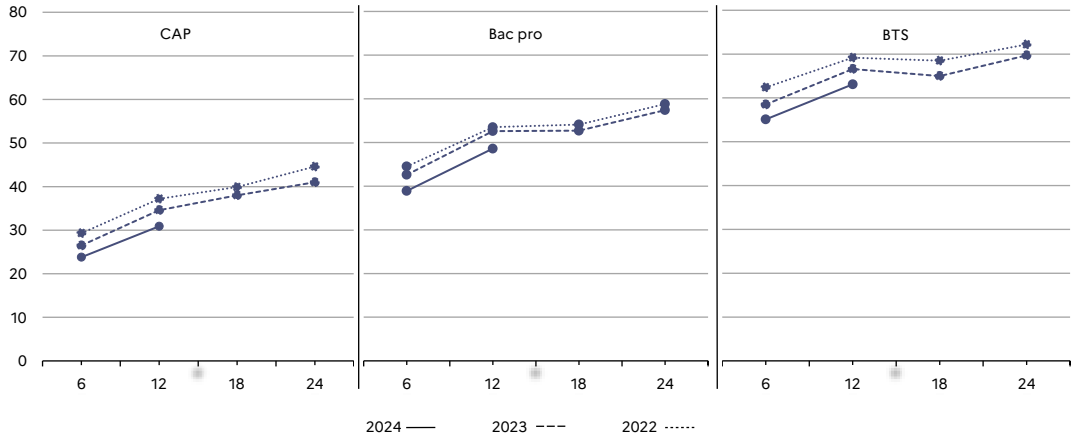
L'insertion professionnelle est d'autant plus importante que le niveau de diplôme préparé est élevé : 6 mois après leur sortie d'études en 2024, 55 % des sortants d'un BTS sont en emploi salarié, contre 39 % des sortants d'un baccalauréat professionnel et 24 % d'un CAP (respectivement 31 %, 49 % et 63 % un an après) **(1)**. Pour les sortants en 2022 et 2023, quel que soit le diplôme préparé, l'insertion augmente entre 6 et 24 mois après la sortie d'études (jusqu'à 15 points pour les sortants en 2023 de baccalauréat professionnel ou CAP), mais de façon moins marquée entre 12 et 24 mois.

L'obtention du diplôme reste associée à une meilleure insertion : 44 % des diplômés sortis d'études en 2024 sont en emploi salarié à 6 mois, contre 34 % des non diplômés.

Six mois après leur sortie d'études en 2024, les jeunes femmes sont davantage en emploi salarié que les jeunes hommes (43 % contre 40 %) **(3)**. Elles sont plus nombreuses dans des formations relevant des services, spécialités pour lesquelles le taux d'emploi salarié est plus élevé, que pour les sortants de formations de la production (43 % contre 38 %).

L'insertion professionnelle varie également selon la spécialité de formation. Les domaines des services offrant la meilleure insertion à 6 mois pour les sortants 2024 sont « services à la collectivité (sécurité, nettoyage) » et « services aux personnes (santé, social) » avec un taux d'emploi salarié de 48 % et 47 % respectivement **(4)**. Au sein de la production, il s'agit des domaines « énergie, chimie, métallurgie » (46 %) et « technologies industrielles » (44 %).

1 Taux d'emploi salarié à 6, 12, 18 et 24 mois des lycéens professionnels sortant d'études en 2022, 2023 et 2024 selon le diplôme préparé (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, sortants en 2022, 2023 et 2024 d'une dernière année de formation en voie professionnelle de niveau CAP à BTS (hors mentions complémentaires qui représentent 2 % des lycéens sortants en 2024) en lycée public ou privé sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale, de 6 mois à 24 mois après leur sortie d'études.**

Lecture : *26,5 % des lycéens sortant en 2023 d'une dernière année de CAP sont en emploi salarié 6 mois après leur sortie et 41,5 % 24 mois après leur sortie.*

Précisions

La désignation « lycéens professionnels et étudiants de niveau CAP à BTS » est réduite à la mention « lycéens professionnels » dans la publication.

InserJeunes – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.26 ; 25.68.

Source

DEPP, DARES, Inserjeunes.

2 Situation en janvier 2025 des lycéens professionnels 6 mois après une dernière année de formation en 2023-2024 selon le diplôme préparé (en %)

Diplôme préparé (1)	Diplôme obtenu	Taux de poursuite d'études	Taux d'emploi salarié (privé et public)	Taux d'emploi salarié privé	Parmi les sortants en emploi salarié				Répartition des sortants
					CDI ou fonctionnaire	CDD	Intérim	Autres contrats (3)	
CAP	Oui (81,2 %)	58	27	21	33	41	10	16	
	Non (18,8 %)	35	15	12	32	37	11	19	
	Ensemble (2)	52	24	19	33	40	10	17	18
Bac pro	Oui (82,5 %)	63	42	33	35	40	13	12	
	Non (17,5 %)	40	31	24	34	36	18	12	
	Ensemble (2)	58	39	31	35	39	14	12	51
BTS	Oui (80,1 %)	50	56	48	42	36	14	8	
	Non (19,9 %)	41	51	44	42	32	18	8	
	Ensemble (2)	48	55	47	43	35	15	8	31
Ensemble	**Oui (81,6 %)**	**59**	**44**	**36**	**38**	**38**	**13**	**11**	
	Non (18,4 %)	**39**	**34**	**28**	**38**	**34**	**17**	**11**	
	Ensemble (2)	**54**	**41**	**34**	**38**	**37**	**14**	**11**	**100**
Évolution P/R à la génération précédente (en points)		0,5	-3,7	-3,4	-1,1	1,4	-0,2	-0,1	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte.**
Diplôme obtenu et taux de poursuite d'études : inscrits en 2023-2024 en dernière année de formation en voie professionnelle de niveau CAP à BTS (hors mentions complémentaires) en lycée public ou privé sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.
Taux d'emploi salarié et types de contrats : sortants en 2024 d'une dernière année de formation en voie professionnelle de niveau CAP à BTS (hors mentions complémentaires) en lycée public ou privé sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale, 6 mois après leur sortie d'études.

1. Il s'agit du dernier niveau suivi. Le diplôme préparé cette année-là peut être obtenu ou non.
2. Y compris les jeunes dont l'obtention du diplôme est inconnue.
3. La modalité « autres contrats » inclut notamment les contrats de professionnalisation et les volontariats de service civique.
Lecture : *27 % des lycéens sortant en 2024 d'un CAP en ayant obtenu leur diplôme sont en emploi salarié (privé ou public) 6 mois après, contre 15 % pour ceux ne l'ayant pas obtenu. Parmi les sortants de CAP en emploi salarié, 33 % sont en contrat à durée indéterminée (CDI ou fonctionnaire) 6 mois après leur sortie de formation.*

3 Taux d'emploi salarié à 6 mois des lycéens professionnels sortant d'études en 2024 selon le diplôme préparé, le sexe et le secteur de formation (en %)

Diplôme préparé (1)	Sexe		Secteur de formation		Production		Services	
	Femmes	Hommes	Production	Services	Femmes (15,1 %)	Hommes (84,9 %)	Femmes (56,7 %)	Hommes (43,3 %)
CAP	24	24	23	25	20	23	25	25
Bac pro	40	38	38	39	38	39	40	38
BTS	58	53	55	55	59	54	58	52
Ensemble	**43**	**40**	**38**	**43**	**36**	**38**	**44**	**42**
Évolution P/R à la génération précédente (en points)	-3,7	-3,6	-3,9	-3,5	-3,2	-4,0	-3,8	-3,1

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, sortants en 2024 d'une dernière année de formation en voie professionnelle de niveau CAP à BTS (hors mentions complémentaires) en lycée public ou privé sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale, 6 mois après leur sortie d'études.**

1. Il s'agit du dernier niveau suivi. Le diplôme préparé cette année-là peut être obtenu ou non.
Lecture : *parmi les sortants d'une formation du secteur de la production en 2024, 15,1 % sont des femmes. Dans ce secteur de formation, 20 % des lycéennes sortant en 2024 d'un CAP sont en emploi salarié 6 mois après leur sortie.*

4 Taux d'emploi salarié à 6 mois des lycéens professionnels sortant d'études en 2024 selon la spécialité de formation et le diplôme préparé (en %)

Spécialité de formation (1)	CAP	Bac pro	BTS	Ensemble	Évolution P/R à la génération précédente (en points)	Répartition des sortants
Mécanique et structures métalliques	23	42	59	41	-3,7	10
Électricité, électronique	20	34	51	35	-3,8	9
Génie civil, construction, bois	24	38	62	37	-4,1	7
Alimentation et agroalimentaire transformation	22	46	61	34	-3,8	5
Énergie, chimie, métallurgie	26	38	59	46	-5,4	3
Technologies industrielles	26	31	47	44	-3,4	2
Matériaux souples	22	34	55	34	-3,0	2
Ensemble Production	**23**	**38**	**55**	**38**	**-3,9**	38
Commerce, vente	17	36	55	40	-3,5	23
Services aux personnes (santé, social)	42	43	62	47	-3,0	12
Finances, comptabilité		33	54	43	-5,7	9
Secrétariat, communication et information	17	26	50	45	-1,7	6
Hôtellerie, restauration, tourisme	21	45	59	43	-2,8	5
Transport, manutention, magasinage	37	47	55	45	-2,6	4
Services à la collectivité (sécurité, nettoyage)	28	52	63	48	-3,1	3
Coiffure, esthétique	28	50	63	46	-4,4	2
Ensemble Services	**25**	**39**	**55**	**43**	**-3,5**	62
Ensemble (toutes spécialités)	**24**	**39**	**55**	**41**	**-3,7**	**100**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, sortants en 2024 d'une dernière année de formation en voie professionnelle de niveau CAP à BTS (hors mentions complémentaires) en lycée public ou privé sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale, 6 mois après leur sortie d'études.**

1. Le regroupement des spécialités utilisé ici est un regroupement ad hoc permettant une harmonisation des catégories pour les formations des lycéens et des apprentis.
Lecture : *17 % des sortants en 2024 d'un CAP du domaine de spécialité « commerce, vente » sont en emploi salarié 6 mois après leur sortie d'études, tandis que c'est le cas de 36 % des sortants d'un baccalauréat professionnel et 55 % des sortants d'un BTS du même domaine. Les sortants de ce domaine de spécialité de formation représentent 22,6 % de l'ensemble des sortants en 2024.*
Note : il n'existe pas de CAP « finances, comptabilité ». Les sortants d'une spécialité relevant de l'agriculture (moins de 1 % des sortants du secteur de la production) ne sont pas présentés ici.

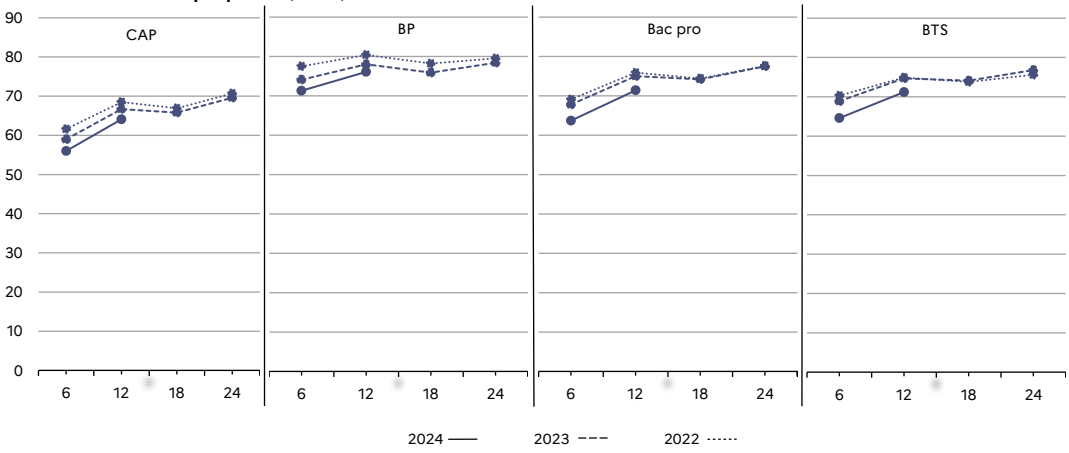
Parmi les apprentis inscrits en dernière année d'une formation de niveau CAP à BTS en 2023-2024, 39 % poursuivent leurs études l'année suivante tandis que 61 % sortent du système éducatif à la fin de leur année scolaire (2). En janvier 2025, 6 mois après leur sortie d'études en 2024, 62 % de ces sortants occupent un emploi salarié, principalement dans le secteur privé (58 %). Le taux d'emploi salarié à 6 mois baisse de 3,2 points par rapport à la génération précédente, sortie en 2023.

L'insertion professionnelle varie selon le niveau de certification préparée. Six mois après leur sortie d'études en 2024, 71 % des sortants de brevet professionnel (BP) sont en emploi salarié, contre 65 % des sortants de BTS, 64 % des sortants de baccalauréat professionnel et 56 % des sortants de CAP (1). Pour les apprentis sortis en 2022 et 2023, si l'insertion augmente entre 6 et 24 mois après la sortie d'études quel que soit le niveau, elle croît plus rapidement durant la première année. Deux ans après la sortie d'études des apprentis, les écarts de taux d'emploi salarié entre niveaux de formation se resserrent, notamment pour les niveaux BP, baccalauréat professionnel et BTS. L'obtention de la certification préparée est associée à une meilleure insertion : 66 % des apprentis diplômés sortis en 2024 sont en emploi salarié à 6 mois, contre 55 % des non diplômés.

Six mois après leur sortie d'études en 2024, les jeunes hommes sont plus souvent en emploi salarié que les jeunes femmes, avec un écart de 2 points pour les sortants de CAP, 8 points de baccalauréat professionnel, 3 points de BP et de BTS (3).

L'insertion professionnelle des apprentis varie aussi avec la spécialité de formation suivie. Le domaine de la production offrant la meilleure insertion à 6 mois pour les sortants 2024 sur le marché du travail est « mécanique et structures métalliques » avec un taux d'emploi salarié de 70 %. Au sein des services, il s'agit du domaine « services aux personnes (santé, social) », pour lequel le taux d'emploi salarié atteint 69 % (4).

1 Taux d'emploi salarié à 6, 12, 18 et 24 mois des apprentis sortant d'études en 2022, 2023 et 2024 selon la certification préparée (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, sortants en 2022, 2023 et 2024 d'une dernière année de formation de CAP à BTS (hors autres certifications) en apprentissage, de 6 à 24 mois après leur sortie des études.**
Lecture : *59 % des apprentis sortant en 2023 d'une dernière année de CAP sont en emploi salarié 6 mois après leur sortie et 70 % 24 mois après.*

Précisions

InserJeunes – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.27 ; 25.69.

Source
DEPP, DARES, Inserjeunes.

2 Situation en janvier 2025 des apprentis 6 mois après une dernière année de formation en 2023-2024 selon la certification préparée (en %)

Certification préparée (1)	Certification obtenue	Taux de poursuite d'études	Taux d'emploi salarié (privé et public)	Taux d'emploi salarié privé	Parmi les sortants en emploi salarié				Répartition des sortants
					CDI ou fonctionnaire	CDD	Intérim	Autres contrats (3)	
CAP	Oui (83,7 %)	52	61	57	57	30	8	5	
	Non (16,3 %)	29	42	40	50	32	13	5	
	Ensemble (2)	48	56	51	54	32	9	5	25
Autre niveau 3	Oui (82,5 %)	50	69	68	71	23	4	3	
	Non (17,5 %)	29	60	58	65	25	7	3	
	Ensemble (2)	29	61	57	63	27	7	4	11
Bac pro	Oui (82,8 %)	48	67	64	59	26	10	4	
	Non (17,2 %)	25	54	52	54	30	13	2	
	Ensemble (2)	43	64	61	58	27	11	4	8
BP	Oui (83,7 %)	18	75	73	74	19	5	2	
	Non (16,3 %)	25	64	62	60	27	11	3	
	Ensemble (2)	20	71	69	70	22	6	2	8
Autre niveau 4	Oui (87,2 %)	21	75	73	66	22	9	3	
	Non (12,8 %)	22	60	56	46	27	25	2	
	Ensemble (2)	23	65	55	56	36	5	4	15
BTS	Oui (72,3 %)	52	68	65	61	28	8	2	
	Non (27,7 %)	32	60	57	54	32	11	3	
	Ensemble (2)	46	65	61	59	30	9	3	24
Autre niveau 5	Oui (n.d)	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d	
	Non (n.d)	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d	
	Ensemble (2)	31	63	58	62	30	5	3	10
Ensemble	**Oui (78,8 %)**	**49**	**66**	**63**	**61**	**27**	**8**	**4**	
	Non (21,2 %)	**30**	**55**	**52**	**54**	**31**	**12**	**3**	
	Ensemble (2)	**39**	**62**	**58**	**59**	**30**	**8**	**4**	**100**
Évolution P/R à la génération précédente (en points)		1,2	-3,2	-3,1	-1,1	1,8	-0,3	-0,5	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte. Certification obtenue et taux de poursuite d'études : inscrits en 2023-2024 en dernière année de formation de niveau CAP à BTS en apprentissage ; taux d'emploi salarié et types de contrats : sortants en 2024 d'une dernière année de formation de niveau CAP à BTS en apprentissage, 6 mois après leur sortie des études.**

1. Il s'agit du dernier niveau suivi. La certification préparée cette année-là peut être obtenue ou non. **2.** Y compris les jeunes dont l'obtention de la certification est inconnue.
3. La modalité « autres contrats » inclut notamment les contrats de professionnalisation et les volontariats de service civique.

3 Taux d'emploi salarié à 6 mois des apprentis sortant d'études en 2024 selon la certification préparée, le sexe et le secteur de formation (en %)

Certification préparée (1)	Sexe		Secteur de formation		Production		Services	
	Femmes	Hommes	Production	Services	Femmes (15,4 %)	Hommes (84,6 %)	Femmes (57,4 %)	Hommes (42,6 %)
CAP	55	57	56	57	52	56	56	59
Autre niveau 3	57	62	64	57	62	65	56	59
Bac pro	57	66	67	57	57	68	58	55
BP	70	72	72	70	67	73	70	67
Autre niveau 4	65	64	74	61	75	74	63	60
BTS	63	66	74	61	69	75	62	59
Autre niveau 5	64	63	75	61	70	77	64	58
Ensemble	**61**	**63**	**65**	**60**	**62**	**66**	**61**	**59**
Évolution P/R à la génération précédente (en points)	-2,6	-3,4	-3,5	-2,7	-1,2	-3,8	-3,0	-2,3

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, sortants en 2024 d'une dernière année de formation de niveau CAP à BTS en apprentissage, 6 mois après leur sortie des études.**
1. Il s'agit du dernier niveau suivi. La certification préparée cette année-là peut être obtenue ou non.

4 Taux d'emploi salarié à 6 mois des apprentis sortant d'études en 2024 selon la spécialité de formation et la certification préparée (en %)

Spécialité de formation (1)	CAP	Bac pro	BP	BTS	Ensemble (2)	Évolution P/R à la génération précédente (en points de pourcentage)	Répartition des sortants
Génie civil, construction, bois	56	64	74	71	62	-4,3	10
Mécanique et structures métalliques	58	71	67	77	70	-3,9	10
Alimentation et agroalimentaire transformation	56	59	76	69	62	-3,4	10
Agriculture	50	66	64	74	67	-4,3	7
Énergie, chimie, métallurgie	57	67	71	73	67	-6,1	3
Électricité, électronique	49	59	67	77	64	-4,9	3
Technologies industrielles		65		68	66	0,7	1
Matériaux souples	59	56	71	56	60	-2,6	0
Ensemble production	**56**	**67**	**72**	**74**	**65**	**-3,5**	45
Commerce, vente	46	57	70	61	55	-3,6	18
Services aux personnes (santé, social)	66	60	80	71	69	-0,9	15
Finances, comptabilité		50		59	60	-3,4	5
Secrétariat, communication et information	49	47	75	53	53	-4,3	5
Coiffure, esthétique	43	62	65	65	57	-2,2	4
Hôtellerie, restauration, tourisme	53	56	69	61	57	-4,2	4
Transport, manutention, magasinage	73	57		70	68	0,0	3
Services à la collectivité (sécurité, nettoyage)	62	55	77	65	62	-0,2	1
Ensemble services	**57**	**57**	**70**	**61**	**60**	**-2,7**	55
Ensemble (toutes spécialités)	**56**	**64**	**71**	**65**	**62**	**-3,2**	**100**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, sortants en 2024 d'une dernière année de formation de niveau CAP à BTS en apprentissage, 6 mois après leur sortie des études.**
1. Le regroupement des spécialités utilisé ici est un regroupement *ad hoc* permettant une harmonisation des catégories pour les diplômes des lycéens et des apprentis.
2. Y compris autres certifications de niveaux équivalents (mentions complémentaires, titres professionnels...).

Les **taux d'emploi salarié en France** des diplômés 2024 de licence professionnelle (LP) et de master (hors enseignement) sont respectivement de 80 % et de 70 % douze mois après l'obtention de leur diplôme, en recul de 1 point par rapport à la promotion 2023 **(1)**. Pour les diplômés de master enseignement, ce taux atteint 87 %, tandis qu'il s'établit à 69 % pour les diplômés de **bachelor universitaire de technologie (BUT)**.

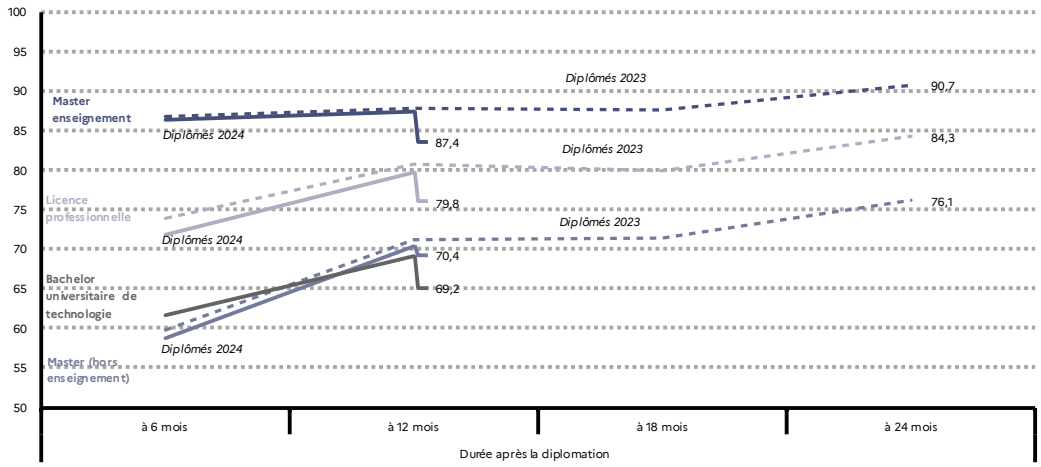
Pour les diplômés de LP ou de master issus du domaine « sciences-technologie-santé », le taux d'emploi salarié en France est nettement plus élevé que dans le domaine « lettres-langues-arts » **(2)**. Il est plus élevé chez les femmes que chez les hommes, de 1 à 11 points selon le diplôme.

Les diplômés sortant de LP, de master (hors enseignement) et de BUT en emploi douze mois après l'obtention de leur diplôme occupent majoritairement des emplois en CDI (respectivement 59 %, 51 % et 53 %) **(3)**. Les hommes sortant de ces trois diplômes sont davantage en CDI que les femmes, avec des écarts allant de 10 à 13 points. Les diplômés sortant de master enseignement sont quant à eux majoritairement en emploi dans la fonction publique (49 %).

Douze mois après leur diplomation en 2022, les **salaires nets mensuels équivalent temps plein** (EQTP) sont plus élevés pour les hommes que pour les femmes **(4)**. S'agissant des LP, la différence est de 110 euros en faveur des hommes pour le premier quartile et de 160 euros pour le troisième quartile. Pour les masters (hors enseignement) le salaire des hommes est plus élevé de 170 euros.

Les taux d'emploi non salarié les plus élevés observés parmi les diplômés de LP et de master en 2022 concernent le domaine des « lettres-langues-arts » : 6,7 % en LP et 6,3 % en master **(5)**.

1 Taux d'emploi salarié en France des diplômés 2023 et 2024 de 6 à 24 mois après la diplomation (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *douze mois après leur diplomation, 70,4 % des diplômés 2024 de master (hors enseignement) sont en emploi salarié en France.*

Précisions

Population concernée – Étudiants de nationalité française diplômés en 2024 ou en 2023 d'une licence professionnelle, d'un master ou d'un bachelor universitaire de technologie, issus de la formation initiale, et n'ayant pas poursuivi ou repris d'études dans les deux années suivant l'obtention de leur diplôme.

Méthodologie – Le salaire porte sur l'année 2023 et concerne la promotion diplômée en 2022. Il s'agit d'un salaire en équivalent temps plein. Le 1er quartile (et respectivement le 3e) est le salaire au-dessous duquel se situent 25 % (et respectivement 75 %) des salaires.

Insertion professionnelle des diplômés de l'université (IP), InserSup, taux d'emploi – voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES* : 25.35 ; 25.33.

Source
SIES, InserSup 2022 et 2024.

2 Taux d'emploi salarié en France à 12 mois des diplômés 2024 selon la formation et le genre (en %)

	Femme	Homme	Ensemble
Licence professionnelle	**80,5**	**79,1**	**79,8**
dont : Droit-économie-gestion (DEG)	*79,8*	*75,7*	*78,2*
Lettres-langues-arts (LLA)	*75,2*	*64,6*	*71,5*
Sciences humaines et sociales (SHS)	*75,3*	*75,4*	*75,3*
Sciences-technologies-santé (STS)	*85,1*	*82,3*	*83,3*
Master (hors enseignement)	**71,5**	**68,5**	**70,4**
dont : Droit-économie-gestion (DEG)	*71,9*	*68,6*	*70,7*
Lettres-langues-arts (LLA)	*60,4*	*55,5*	*59,3*
Sciences humaines et sociales (SHS)	*74,9*	*70,4*	*73,6*
Sciences-technologies-santé (STS)	*73,2*	*69,5*	*71,1*
Master enseignement	**87,8**	**86,1**	**87,4**
Bachelor universitaire de technologie	**69,6**	**68,9**	**69,2**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *douze mois après leur diplomation, 71,1 % des diplômés 2024 de master (hors enseignement) en STS sont en emploi salarié en France, contre 59,3 % des diplômés de master (hors enseignement) en LLA.*

3 Répartition des natures de contrat à 12 mois des diplômés 2024 (en %)

		CDI	*dont CDI de droit privé*	*dont CDI de droit public*	CDD	*dont CDD de droit privé*	*dont CDD de droit public*	Fonction publique	Autres
Diplômés de licence professionnelle	**Ensemble**	**58,6**	***57,7***	***0,5***	**31,1**	*23,4*	*7,7*	**1,4**	**9,0**
	Femmes	51,9	*51,1*	*0,5*	38,0	*28,9*	*9,1*	1,8	8,4
	Hommes	65,3	*64,5*	*0,6*	24,2	*18,1*	*6,1*	0,9	9,6
Diplômés de master (hors enseignement)	**Ensemble**	**50,5**	*47,5*	*2,7*	**38,3**	*21,3*	*17,0*	**2,2**	**9,1**
	Femmes	46,8	*43,5*	*3,1*	42,0	*23,6*	*18,4*	1,9	9,3
	Hommes	56,7	*54,3*	*2,1*	32,0	*17,4*	*14,6*	2,6	8,7
Diplômés de master enseignement	**Ensemble**	**16,3**	***6,8***	***9,5***	**29,2**	*7,2*	*22,0*	**48,9**	**5,6**
	Femmes	16,7	*7,0*	*9,7*	28,4	*7,3*	*21,1*	49,1	5,8
	Hommes	15,3	*6,2*	*9,0*	31,8	*7,1*	*24,7*	48,1	4,9
Diplômés de bachelor universitaire de technologie	**Ensemble**	**53,2**	***52,3***	***0,5***	**30,5**	*21,9*	*8,6*	**1,7**	**14,7**
	Femmes	45,7	*44,7*	*0,7*	37,3	*25,9*	*11,4*	2,0	15,0
	Hommes	58,4	*57,7*	*0,4*	25,7	*19,0*	*6,7*	1,4	14,4

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *parmi les diplômés de licence professionnelle en 2024, 58,6 % sont en CDI douze mois après l'obtention de leur diplôme.*
Note : le total des CDI n'est pas égal à la somme des CDI de droit privé et des CDI de droit public dans la mesure où d'autres natures de CDI entrent également en compte.

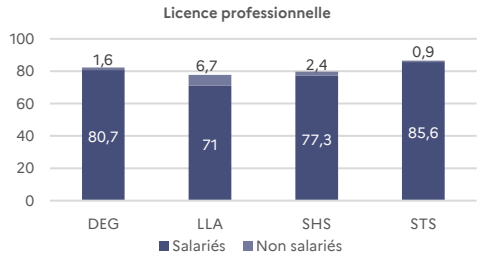
4 Salaire net mensuel à 12 mois des diplômés 2022 en emploi salarié en France selon le diplôme et le genre (en €)

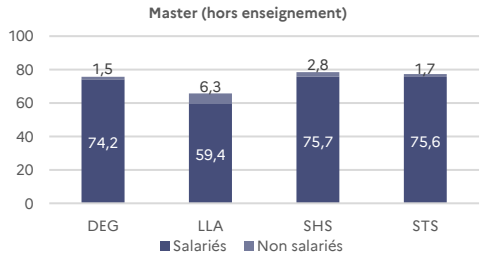
	1er quartile			3e quartile		
	Femme	Homme	Ensemble	Femme	Homme	Ensemble
Licence professionnelle	1 650	1 760	1 710	2 080	2 240	2 170
Master (hors enseignement)	1 800	1 970	1 850	2 530	2 700	2 610
Master enseignement	1 740	1 770	1 750	2 280	2 430	2 320

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *douze mois après leur diplomation, les trois quarts (3e quartile) des diplômés 2022 de licence professionnelle en emploi salarié en France perçoivent un salaire net mensuel EQTP inférieur à 2 170 euros.*

5 Taux d'emploi salarié et non salarié à 12 mois en France des diplômés 2022 de licence professionnelle et de master (hors enseignement) (en %)





RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *douze mois après leur diplomation, 80,7 % des diplômés 2022 d'une LP DEG occupent un emploi salarié.*

8.22 L'insertion professionnelle des diplômés de formation d'ingénieur et de management de niveau bac + 5

Les **taux d'emploi salarié en France** des diplômés 2024 de formation d'ingénieur et de formation de management niveau bac + 5 sont respectivement de 75 % et 65 % douze mois après l'obtention de leur diplôme **(1)**.

Les femmes sont plus souvent en emploi salarié que les hommes : parmi les diplômés de formations d'ingénieur, c'est le cas de 77 % d'entre elles contre 73 % des hommes, et pour les diplômés de formations de management de niveau bac + 5, de 68 % des femmes contre 63 % des hommes.

Les diplômés sortant de formation d'ingénieur et de formation de management de niveau bac + 5 en emploi salarié en France douze mois après la diplomation occupent très majoritairement des emplois en CDI (respectivement 80 % et 77 %) **(2)**. Les hommes sont plus fréquemment en CDI que les femmes, avec respectivement 9 et 6 points de différence.

Douze mois après leur diplomation en 2022, les **salaires nets mensuels équivalent temps plein** (EQTP) sont plus élevés pour les hommes que pour les femmes **(3)**. S'agissant des ingénieurs, le salaire net mensuel est compris entre 2 370 euros et 2 890 euros pour la moitié des hommes, contre un intervalle compris entre 2 250 euros à 2 840 euros pour la moitié des femmes. Pour les formations en management, le salaire se situe entre 2 460 euros et 3 230 euros pour la moitié des hommes alors qu'il se situe de 2 340 euros à 2 990 euros pour la moitié des femmes.

Les diplômés de formation management de niveau bac + 5 de la promotion 2022 sont 2,4 % à être non-salariés 12 mois après l'obtention de leur diplôme. Ce taux est de 1,1 % pour les diplômés de formation d'ingénieur **(4)**. Les hommes sont plus souvent non-salariés que les femmes : 2,7 % contre 2,1 % pour les formations management de niveau bac + 5 et 1,2 % contre 0,8 % pour les formations d'ingénieur de niveau bac + 5.

Précisions

Population concernée – Diplômés de nationalité française de moins de 30 ans de formation d'ingénieur et de formation de management de niveau bac + 5 en école d'ingénieurs, école de management ainsi qu'en université et établissement assimilé de la promotion 2024 qui ne poursuivent pas d'études en 2024-2025.

Méthodologie – Le salaire porte sur l'année 2023 et concerne la promotion diplômée en 2022. Il s'agit d'un salaire en équivalent temps plein. Le 1er quartile (et respectivement le 3e) est le salaire au-dessous duquel se situent 25 % (et respectivement 75 %) des salaires.

InserSup – voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

Note Flash du SIES : 25.34.

Source

SIES, InserSup 2022 et 2024.

1 Taux d'emploi salarié en France à 12 mois des diplômés 2024 selon le type d'établissement et le genre (en %)

	Femmes	Hommes	Ensemble
Ensemble diplômés de formation d'ingénieur de niveau bac + 5	**77,1**	**73,7**	**74,7**
Écoles d'ingénieurs	77,2	73,3	74,4
Universités et assimilés	77,0	74,6	75,3
Ensemble diplômés de formation de management de niveau bac + 5	**68,0**	**62,6**	**65,3**
Écoles de management	68,0	62,6	65,3
Universités et assimilés	66,4	62,3	64,5

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *douze mois après leur diplomation, 74,7 % des diplômés 2024 de formation d'ingénieur de niveau bac +5 sont en emploi salarié en France.*

2 Répartition des natures de contrat à 12 mois des diplômés 2024 (en %)

		CDI	*dont CDI de droit privé*	*dont CDI de droit public*	CDD	*dont CDD de droit privé*	*dont CDD de droit public*	Fonction publique	Autres
Diplômés de formation d'ingénieur de niveau bac + 5	**Ensemble**	**79,6**	**78,2**	**1,0**	**15,0**	10,2	4,8	**1,7**	**3,8**
	Femmes	73,3	72,0	1,0	20,4	14,8	5,6	1,6	4,7
	Hommes	82,3	80,8	1,0	12,6	8,2	4,4	1,7	3,4
Diplômés de formation management de niveau bac + 5	**Ensemble**	**76,5**	**76,2**	**0,2**	**17,1**	15,5	1,6	**0,1**	**6,3**
	Femmes	73,7	73,4	0,2	20,1	18,5	1,6	0,1	6,1
	Hommes	79,6	79,3	0,2	13,7	12,2	1,5	0,2	6,4

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *parmi les diplômés de formation d'ingénieur de niveau bac + 5 en 2024, 79,6 % sont en CDI douze mois après l'obtention de leur diplôme.*
Note : le total des CDI n'est pas égal à la somme des CDI de droit privé et des CDI de droit public dans la mesure où d'autres natures de CDI entrent également en compte.

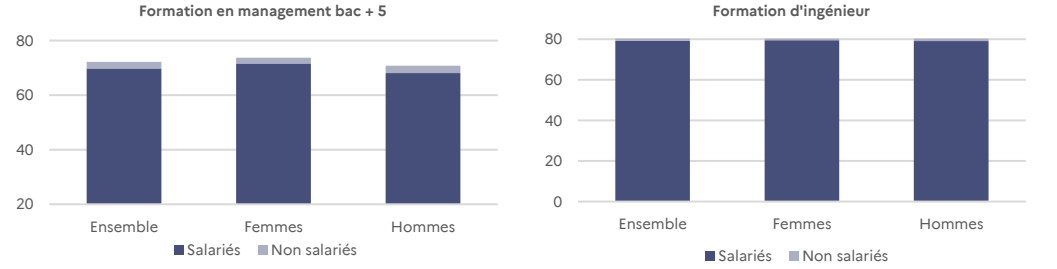
3 Salaire net mensuel des diplômés 2022 en emploi salarié en France 12 mois après leur diplomation selon le type d'établissement et le genre (en €)

	1er quartile			3e quartile		
	Femmes	Hommes	Ensemble	Femmes	Hommes	Ensemble
Ensemble diplômés de formation d'ingénieur de niveau bac + 5	**2 250**	**2 370**	**2 340**	**2 840**	**2 890**	**2 880**
Écoles d'ingénieurs	2 260	2 400	2 360	2 850	2 930	2 910
Universités et assimilés	2 250	2 300	2 290	2 790	2 800	2 800
Ensemble diplômés de formation de management de niveau bac + 5	**2 340**	**2 460**	**2 390**	**2 990**	**3 230**	**3 100**
Écoles de management	2 350	2 470	2 400	3 000	3 240	3 110
Universités et assimilés	2 140	2 260	2 180	2 710	2 840	2 760

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *douze mois après leur diplomation, les trois quarts (3e quartile) des diplômés 2022 de formation d'ingénieur de niveau bac + 5 en emploi salarié en France perçoivent un salaire net mensuel EQTP inférieur à 2 880 euros.*

4 Taux d'emploi salarié et non salarié en France des diplômés 2022 de formation d'ingénieur et de management 12 mois après leur diplomation (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *douze mois après leur diplomation, 69,8 % des diplômés de formation de management niveau bac + 5 sont en emploi salarié et 2,4 % sont en emploi non salarié.*

8.23 L'insertion professionnelle en 2023 des docteurs diplômés en 2020

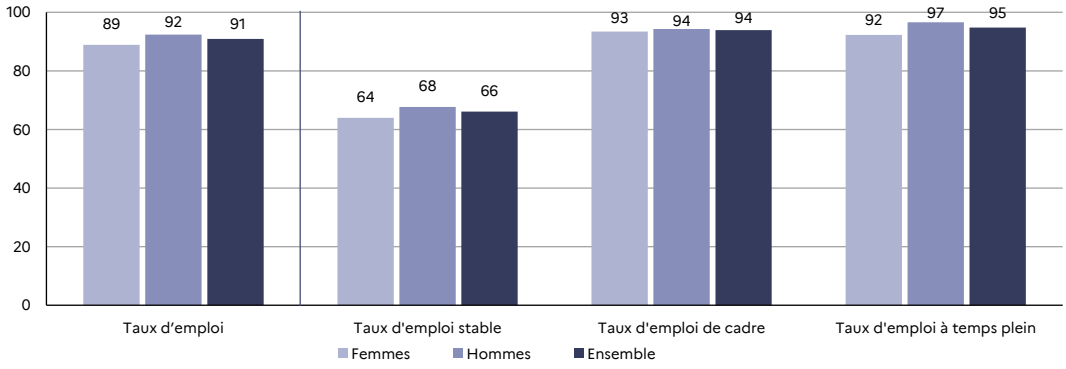
Trois ans après l'obtention de leur thèse, 91 % des docteurs diplômés en 2020 sont en emploi. C'est plus souvent le cas pour les hommes que pour les femmes (3 points d'écart). Les hommes ont aussi de meilleures conditions d'emploi : ils ont plus souvent accès à des emplois stables (68 %) que leurs homologues féminines (64 %) et ont davantage tendance à occuper des emplois de niveau cadre et à temps plein **(1)**.

La stabilité dans l'emploi diffère selon la discipline de la thèse : en « sciences du vivant », 55 % des docteurs occupent un emploi stable, proportion plus faible que dans les autres grandes disciplines, toutes supérieures à 60 % **(2)**.

Trois ans après l'obtention de leur diplôme, 48 % des docteurs diplômés en 2020 travaillent dans le secteur académique, qui représente leur premier employeur. À l'exception des docteurs diplômés en « sciences exactes et applications », la moitié des docteurs y exercent leur profession. La part des docteurs qui travaillent dans la recherche et développement (R&D) du secteur privé est de 26 % **(3)**. Elle est la plus élevée dans les « sciences exactes et applications » (41 %).

Trois ans après l'obtention de leur diplôme, 57 % des docteurs étrangers diplômés en France en 2020 et en emploi le sont en France, contre 84 % des docteurs français. Parmi ceux en emploi, 71 % des docteurs étrangers ont un emploi stable, contre 76 % des docteurs de nationalité française. Pour les docteurs étrangers, la stabilité de l'emploi dans le secteur académique est presque la même lorsqu'ils exercent à l'étranger (38 %) et en France (40 %) **(4)**. En France, 72 % des docteurs de nationalité étrangère diplômés en 2020 travaillent dans la recherche, publique ou privée, contre 69 % des docteurs de nationalité française **(5)**.

1 Situation d'emploi des docteurs de la promotion 2020 trois ans après l'obtention de leur diplôme selon le sexe (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM, docteurs diplômés en 2020.**
Lecture : *trois ans après l'obtention de leur diplôme en 2020, 89 % des docteures présentes sur le marché du travail sont en emploi, parmi elles, 64 % ont un emploi stable.*

Précisions

D'avril 2024 à janvier 2025, les diplômés d'un doctorat en 2020 ont été interrogés sur leur situation professionnelle trois ans après l'obtention de leur diplôme. Cette enquête sur l'insertion professionnelle des docteurs (dénommée IPDoc) a impliqué une centaine d'établissements délivrant des doctorats, correspondant à 10 494 docteurs sur les 11 806 diplômés en France de 2020, toutes nationalités et tous âges confondus. Le taux de réponse net à l'enquête est de 56 %, soit 6 432 réponses exploitables.

Taux d'emploi, taux d'emploi stable, secteur académique – Voir « Glossaire ».

Avertissement – Le taux d'emploi stable a été révisé à la baisse par rapport à la *Note Flash du SIES* n°25.16 de juillet 2025, en raison de contrats indûment pris en compte dans le précédent calcul. Il est désormais de 66,1 % sur l'ensemble des docteurs diplômés en 2020 en emploi trois ans après, contre 76,3 % avec le calcul précédent.

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES* : 25.16 ; 24.25.
- *Note d'Information du SIES* : 22.08.

Source
SIES, enquête sur l'insertion professionnelle des docteurs.

2 Situation d'emploi des docteurs diplômés en 2020 par grande discipline trois ans après l'obtention de leur diplôme (en %)

Grande discipline de thèse	Taux d'emploi	Taux d'emploi stable	Taux d'emploi de cadre	Taux d'emploi à temps plein
Sciences exactes et applications	93	72	96	98
Sciences du vivant	89	55	94	96
Sciences humaines et humanités	90	63	89	88
Sciences de la société	88	66	94	93
Ensemble	**91**	**66**	**94**	**95**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France + COM, docteurs diplômés en 2020.**
Lecture : *trois ans après l'obtention de leur diplôme en 2020, 93 % des docteurs en « sciences exactes et applications » présents sur le marché du travail sont en emploi.*

3 Secteur d'activité des docteurs diplômés en 2020 en emploi par grande discipline trois ans après l'obtention de leur diplôme (en %)

Grande discipline	Secteur académique	Secteur public hors secteur académique	Secteur privé R&D	Secteur privé hors R&D et hors secteur académique	Ensemble
Sciences exactes et applications	40	5	41	14	100
Sciences du vivant	56	12	19	13	100
Sciences humaines et humanités	55	26	9	11	100
Sciences de la société	54	19	10	18	100
Toutes disciplines	**48**	**12**	**26**	**14**	**100**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France + COM, docteurs diplômés en 2020, en emploi trois ans après l'obtention de leur diplôme.**
Lecture : *trois ans après l'obtention de leur diplôme en 2020, 40 % des docteurs en « sciences exactes et applications » travaillent dans le secteur académique.*

4 Situation d'emploi des docteurs diplômés en 2020 selon le lieu de travail et la nationalité trois ans après l'obtention du diplôme (en %)

Situation d'emploi	Français en emploi		Étrangers en emploi	
	en France	à l'étranger	en France	à l'étranger
Répartition selon le lieu d'emploi	84	16	57	43
Taux d'emploi de cadre	95	97	94	90
Taux d'emploi stable	76	29	71	51
Taux d'emploi stable dans le secteur académique	62	10	40	38

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France + COM, docteurs diplômés en 2020, en emploi trois ans après l'obtention de leur diplôme.**
Lecture : *trois ans après l'obtention de leur diplôme en 2020, 84 % des docteurs de nationalité française occupent un emploi en France. Parmi ceux-ci, 95 % exercent un emploi de cadre.*

5 Secteur d'activité des docteurs diplômés en 2020 en emploi selon le lieu de travail et la nationalité trois ans après l'obtention de leur diplôme (en %)

Secteur d'activité	Français en emploi		Étrangers en emploi	
	en France	à l'étranger	en France	à l'étranger
Secteur académique [1]	43	69	37	64
Secteur public hors secteur académique [2]	17	4	9	8
Secteur privé R&D [3]	26	19	35	19
Secteur privé hors R&D et hors secteur académique [4]	14	8	20	9
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**
Activité de recherche [1] + [3]	**69**	**88**	**72**	**83**
Secteur privé [3] + [4]	**40**	**27**	**54**	**28**

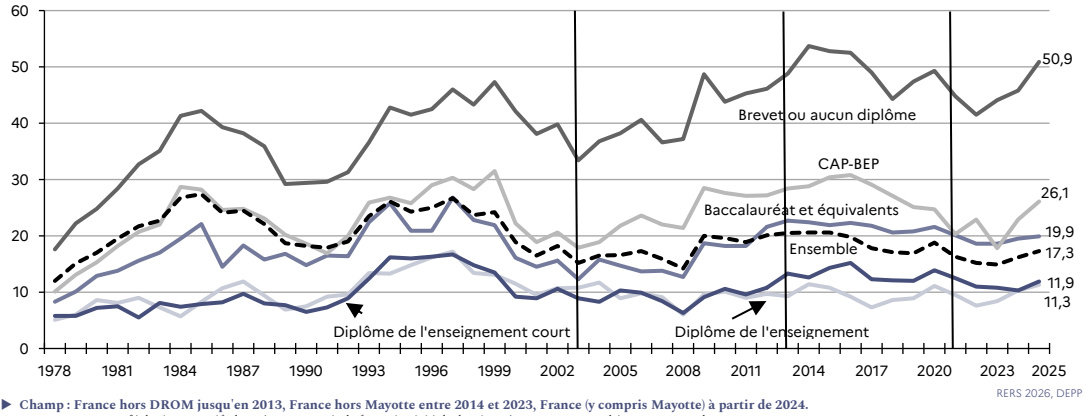
RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France + COM, docteurs diplômés en 2020, en emploi trois ans après l'obtention de leur diplôme.**
Lecture : *trois ans après l'obtention de leur diplôme en 2020, les docteurs de nationalité française en emploi en France sont 43 % à travailler dans le secteur académique.*

À partir de 15 ans s'opère progressivement la transition entre les études et la vie professionnelle : avec l'âge, la part des jeunes exclusivement en études décroît en parallèle de l'augmentation de la part de l'emploi (2). Alors que la quasi-totalité (97 %) des jeunes âgés de 15 ans sont en études ou cumulent études et emploi, ce n'est plus le cas que d'un sur deux à 21 ans (49 %) et d'un sur cinq à 24 ans (18 %). Inversement, la part de jeunes qui rejoignent le marché du travail augmente avec l'âge. À 21 ans, c'est déjà le cas de six jeunes sur dix : trois sur dix sont en emploi, deux sur dix cumulent emploi et études et un sur dix est au chômage. L'inactivité concerne un jeune sur dix à partir de l'âge de 20 ans.

Les jeunes sont plus souvent confrontés à une situation de chômage : en 2025, le **taux de chômage** au sens du BIT des jeunes actifs de 15 à 29 ans sortis de formation initiale depuis un à quatre ans atteint 17 %, alors qu'il est de 7,4 % dans l'ensemble de la population active française des 15 à 64 ans (1). Plus le niveau d'études atteint est élevé, moins le risque de chômage est important : en 2025, 11 % des jeunes sortis diplômés d'études supérieures longues sont au chômage, contre 20 % des bacheliers, 26 % des diplômés d'un CAP ou BEP et 51 % des jeunes ayant le diplôme national du brevet pour plus haut diplôme ou ne possédant aucun diplôme. De plus, lorsqu'ils sont en emploi, les jeunes avec des diplômes plus élevés occupent plus fréquemment un emploi de catégorie socioprofessionnelle supérieure (3).

1 Taux de chômage des jeunes actifs de 15 à 29 ans sortis de formation initiale depuis un à quatre ans, selon le diplôme le plus élevé (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors DROM jusqu'en 2013, France hors Mayotte entre 2014 et 2023, France (y compris Mayotte) à partir de 2024.**
Lecture : *en 2025, 17,3 % des jeunes actifs de 15 à 29 ans sortis de formation initiale depuis un à quatre ans sont chômeurs au sens du BIT.*
Note : les données 2022 à 2025 sont provisoires.
Plusieurs ruptures de série ont eu lieu entre 2003 et 2021
- 2003 : passage d'une enquête annuelle réalisée en mars à une enquête en continu tout au long de l'année.
- 2013 : rénovation du questionnaire pour simplification, amélioration de la qualité de la codification des variables, professions et diplômes (conformément aux orientations d'Eurostat), et enrichir la connaissance du marché du travail.
- 2021 : refonte du questionnaire de l'enquête Emploi, pour modernisation des modes de collecte et harmonisation avec les exigences européennes.

Précisions

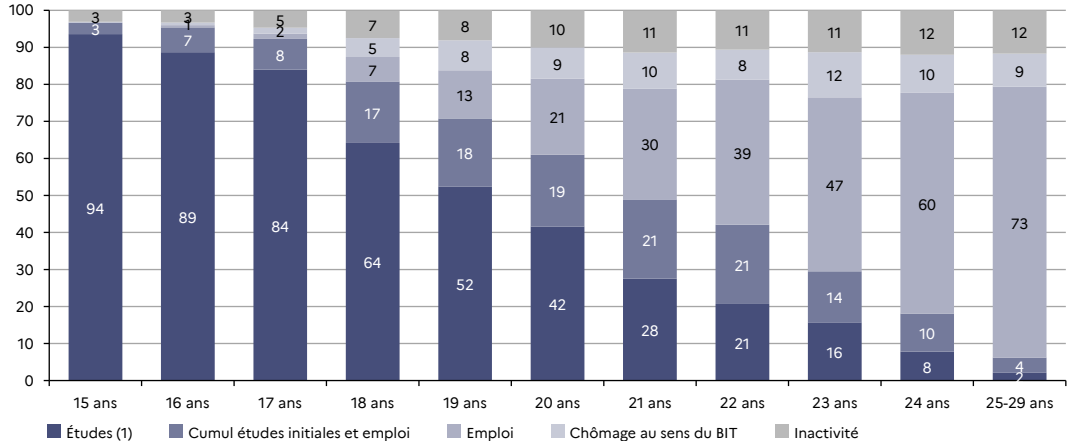
Sortants de formation initiale – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- « L'insertion professionnelle des jeunes », *Rapport de diagnostic élaboré par France Stratégie et la Dares*, janvier 2017.
- « Formations et emploi », *Insee Références*, édition 2025, Insee.
- « Travailler en parallèle de ses études : quels étudiants, dans quels emplois ? », *Dares Focus n° 21*, 28 mai 2026.

Source
Insee, enquête Emploi ; traitement DEPP.

2 La situation des jeunes âgés de 15 à 29 ans en 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

1. Dont les 2 % de jeunes qui sont en formation et au chômage au sens du BIT.

Lecture : *en 2025, 42 % des jeunes âgés de 20 ans sont en études sans cumul avec une situation d'emploi.*

3 Catégorie socioprofessionnelle en 2025 des actifs occupés de 15 à 29 ans sortis de formation initiale depuis un à quatre ans, selon le diplôme le plus élevé (en %) (1)

	Diplôme de l'enseignement supérieur long (2)	Diplôme de l'enseignement supérieur court (3)	Baccalauréat	CAP-BEP	Brevet ou aucun diplôme	Ensemble
Indépendants	2	6	2	2	1	2
Cadres et professions intellectuelles	45	3	1	0	0	24
Professions intermédiaires	38	33	18	13	13	29
Employés qualifiés	9	20	24	16	16	15
Employés non qualifiés	4	13	24	14	22	12
Ouvriers qualifiés	2	15	18	38	19	11
Ouvriers non qualifiés	1	10	12	17	29	7
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

1. Conformément au Bilan formations-emploi de l'Insee, la situation professionnelle étudiée ici est celle des sortants de formation initiale depuis un à quatre ans (durée calculée en différence d'années civiles). Les catégories de professions proviennent de la classification socioprofessionnelle de l'Insee. Les indépendants regroupent les agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise. Sont distingués, au sein des ouvriers et des employés, les qualifiés et les non qualifiés.

2. Les diplômes de l'enseignement supérieur long correspondent à la licence, à la maîtrise (M1), au master, au DEA, au DESS, au doctorat ainsi qu'aux diplômes des écoles de niveau licence ou au-delà.

3. Les diplômes de l'enseignement supérieur court correspondent au DEUG, au BTS, au DUT ou équivalent ainsi qu'au paramédical et social de niveau bac + 2.

Lecture : *en 2025, 29 % des jeunes de 15 à 29 ans en emploi sortis de formation initiale depuis un à quatre ans occupent des emplois de professions intermédiaires.*

8.25 La validation des acquis de l'expérience : diplômes technologiques et professionnels

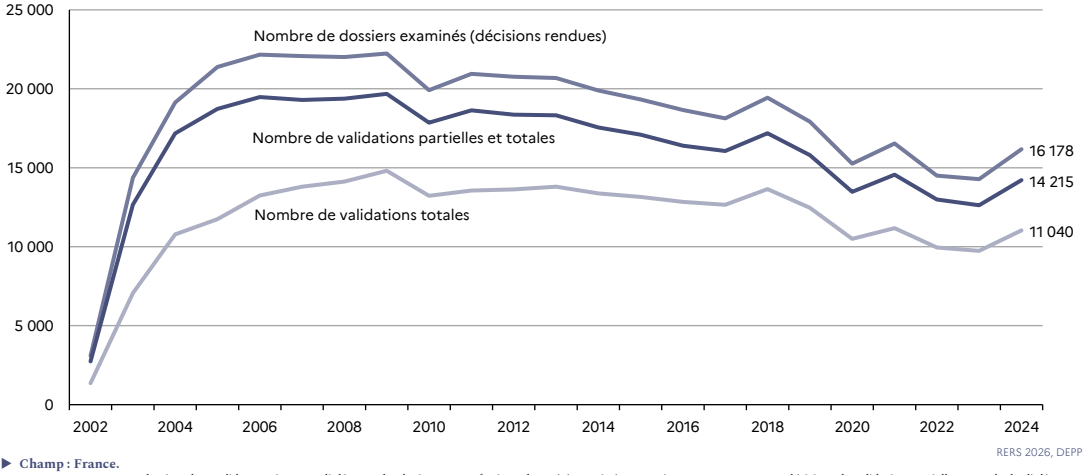
En 2024, le nombre de recevabilités accordées tout au long de l'année pour accéder à la **validation des acquis de l'expérience (VAE)** (28 250) est en forte hausse (+ 25 %) par rapport à l'année précédente, à la suite du déploiement progressif de la réforme de la VAE de fin 2022 visant à relancer le dispositif **(2)**. Cette reprise des entrées dans le dispositif se traduit en 2024 par un retour à la hausse du nombre des candidatures examinées (+ 13 %). Au final, les jurys ont accordé 11 040 validations totales de diplôme (+ 13 % également) sur les 16 180 dossiers qu'ils ont examinés **(1)**. La part des diplômes délivrés parmi les candidatures examinées reste stable (68 %).

La demande de VAE vise majoritairement un diplôme de niveau supérieur au bac : les diplômes de niveau 5 et au-delà représentent 61 % des dossiers recevables, 58 % des candidatures examinées et 54 % des validations totales de diplômes **(3)**.

En 2024, 29 % des candidatures examinées par la VAE visent un brevet de technicien supérieur (BTS), 25 % le diplôme d'État d'éducateur spécialisé (DEES), 14 % un CAP, 12 % un baccalauréat professionnel, 12 % le diplôme d'État de moniteur-éducateur (DEME) et 4 % un brevet professionnel (BP) **(4)**.

Le public de la VAE est composé principalement de femmes (66 % des candidatures examinées) et d'actifs en emploi (85 %) **(5)**.

1 Évolution du nombre de candidats à la validation ayant obtenu un diplôme ou des unités constitutives de celui-ci



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

Lecture : *en 2024, 16 178 dossiers de candidature visant un diplôme technologique ou professionnel ont été examinés par un jury VAE, pour 14 215 décisions de validation partielle ou totale du diplôme visé (dont 11 040 de validation totale).*

Précisions

L'enquête concerne les diplômes à finalité professionnelle de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur délivrés par les recteurs, y compris les trois diplômes d'éducateurs placés sous cotutelle du ministère chargé des affaires sociales (DEES, DEETS et DEME) et les deux diplômes comptables DCG et DSCG.

L'unité statistique est le dossier (un dossier par diplôme visé). Sont comptabilisés les dossiers enregistrés chaque année aux différentes étapes du parcours VAE (recevabilité, dépôt et examen des candidatures).

La validation peut être totale ou partielle. La validation totale autorise la délivrance du diplôme. Les diplômes délivrés sont comptabilisés selon le mode d'évaluation au moment de l'obtention du diplôme.

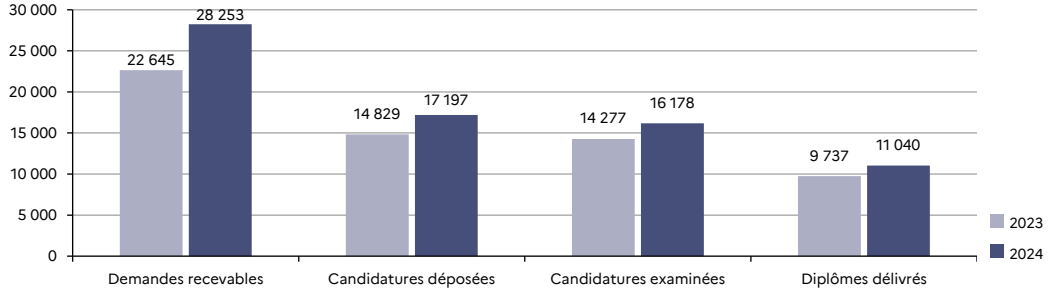
Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.67 ; 24.27.

Source

DEPP, enquête n° 62 sur la validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement technologique et professionnel.

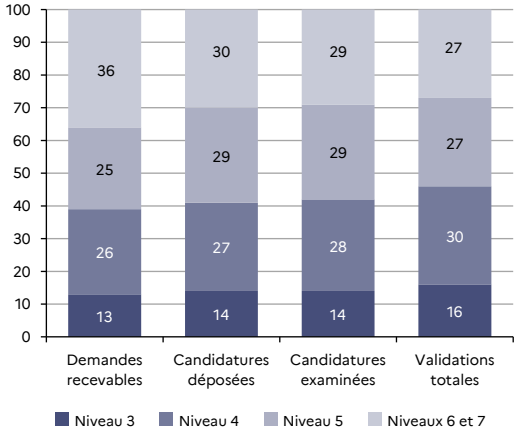
2 Les différentes étapes du parcours VAE (nombre de dossiers recensés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 28 253 demandes de recevabilité ont été accordées, 17 197 candidatures ont été déposées, 16 178 candidatures ont été examinées et 11 040 diplômes ont été délivrés dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience.*

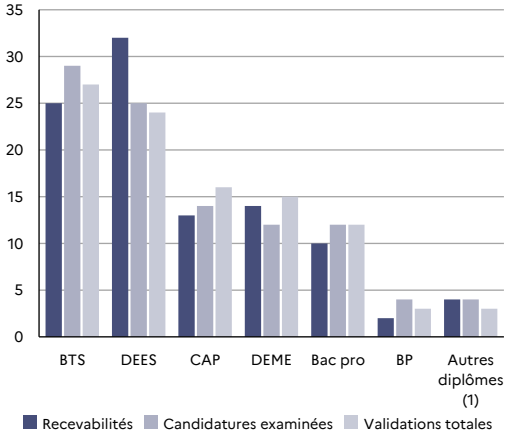
3 Répartition des demandes aux différentes étapes du parcours VAE en 2024 par niveau de diplome visé (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 13 % des demandes recevables ont concerné un diplôme de niveau 3.*

4 Répartition des demandes aux différentes étapes du parcours VAE en 2024 par diplôme visé (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Tous niveaux confondus, mentions complémentaires, diplômes des métiers d'art, DEETS, DECESF, DCG et DSCG.
Lecture : *en 2024, 27 % des décisions de validation totale de diplôme accordée par la validation des acquis de l'expérience ont concerné des BTS.*

5 Profil du public VAE en 2024 (en %)

		Recevabilités	Candidatures déposées	Candidatures examinées	Validations totales
Sexe	Hommes	36	35	34	38
	Femmes	64	65	66	62
	Total	**100**	**100**	**100**	**100**
Âge	Moins de 25 ans	5	3	3	3
	25-29 ans	15	12	12	11
	30-39 ans	37	37	36	37
	40-49 ans	29	32	32	32
	50 ans et plus	14	16	17	17
	Total	**100**	**100**	**100**	**100**
Situation par rapport à l'emploi	Demandeur d'emploi	13	14	14	13
	En emploi	84	85	85	86
	Inactif	3	1	1	1
	Total	**100**	**100**	**100**	**100**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, parmi les décisions de validations totales de diplôme, 38 % concernent des hommes, 3 % des personnes âgées de moins de 25 ans et 13 % des demandeurs d'emploi.*

8.26 La France et les objectifs européens en éducation et formation

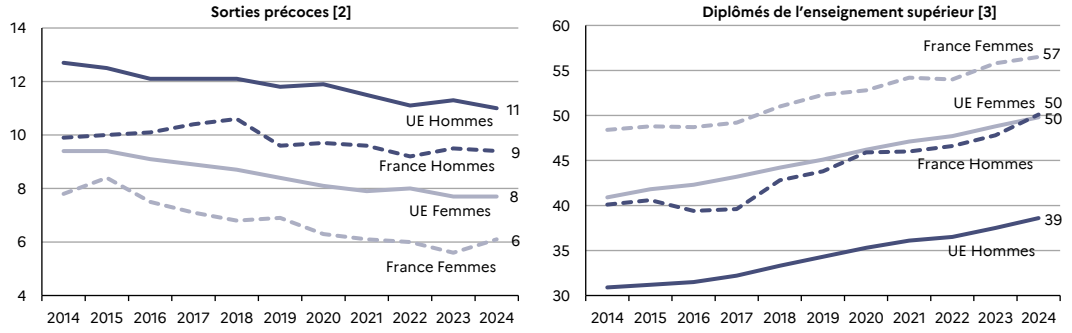
En 2021, le Conseil de l'Union européenne (UE) a adopté un cadre stratégique de coopération en matière d'éducation et de formation, appelé à évoluer au cours de la décennie. L'un des objectifs fixés pour 2030 est de réduire la proportion de « sortants précoces » parmi les 18-24 ans à moins de 9 %. Cette notion renvoie aux jeunes ayant un faible niveau de diplôme (inférieur au second cycle de l'enseignement secondaire) et ne suivant ni études ni formation. Le cadre fixe également l'objectif qu'au moins 45 % des jeunes âgés de 25 à 34 ans soient diplômés de l'enseignement supérieur à ce même horizon.

En 2024, la France se distingue par une faible proportion de sortants précoces (8 %), plus faible parmi les femmes (6 %) que parmi les hommes (9 %). En moyenne dans l'UE, ces proportions s'établissent respectivement à 9 %, 8 % et 11 % **(1)**. La France dépasse également l'objectif européen concernant le taux de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 25-34 ans, avec 57 % de femmes et 50 % d'hommes diplômés, contre 50 % et 39 % dans l'UE. Depuis 2014, les résultats moyens des États membres convergent vers les objectifs communs pour ces deux indicateurs.

En 2022-2023, en France, 100 % des enfants âgés de 3 à 6 ans participent à l'enseignement formel, dépassant ainsi largement l'objectif européen fixé pour 2030 à 96 % au moins **(2)**.

Néanmoins, comme la plupart des autres pays européens, la France obtient des résultats moins favorables s'agissant des compétences des jeunes. Lors de l'évaluation PISA 2022, les proportions de jeunes âgés de 15 ans présentant de faibles compétences de base en compréhension de l'écrit, en culture mathématique et en culture scientifique demeurent supérieures à l'objectif fixé pour 2030 (moins de 15 %). En France, ces proportions s'élèvent respectivement à 27 %, 29 % et 24 %, et à 26 %, 30 % et 24 % en moyenne dans l'UE. La part d'élèves de quatrième présentant de faibles compétences en littératie numérique est également supérieure au plafond fixé à 15 % en France (43 %), comme dans l'ensemble des pays européens participant à l'enquête Icils 2023.

1 Évolution de la proportion de jeunes en sortie précoce et de celle de diplômés de l'enseignement supérieur en France et dans l'UE selon le sexe (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte) et Union européenne. Les moyennes nationales tiennent compte des résultats collectés dans les régions ultrapériphériques qui font partie des territoires nationaux.**

Lecture : *en 2024, en moyenne, 8 % des femmes âgées de 18 à 24 ans dans les pays de l'UE ont tout au plus un niveau d'éducation correspondant au 1er cycle de l'enseignement secondaire et n'ont suivi aucune formation (formelle ou non formelle) au cours des quatre semaines précédant l'enquête ; en 2024, en moyenne dans les pays de l'UE, 50 % des femmes âgées de 25 à 34 ans sont diplômées de l'enseignement supérieur.*

Note : les moyennes de l'UE sont calculées à partir des pays membres de l'UE ayant participé à l'enquête. Concernant les sorties précoces, les données sont en rupture de série pour l'Allemagne, la Belgique, la Grèce et l'Irlande, et sont peu fiables pour la Croatie et le Luxembourg. L'enseignement supérieur inclut le cycle court (ex. BTS en France).

Précisions

Avertissement – Cette fiche concerne uniquement les indicateurs des objectifs en vigueur en juin 2026.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 26.15.
- *L'Europe de l'éducation en chiffres*, édition 2024.
- Résolution du conseil 2021/C 66/01, *Journal officiel de l'Union européenne du 26 février 2021*.
- *Education and Training Monitor 2025*, European Commission, 2025.

Source

[1] : Eurostat, collecte UOE ; date d'extraction le 16/04/2026.
[2] et [3] : Eurostat, enquête EU-LFS ; date d'extraction le 16/04/2026.
[4], [5] et [6] : OCDE, enquête PISA 2022 (base de données Eurostat).
[7] : IEA, enquête Icils 2023 (DEPP, NI 24.44).

2 Résultats au regard des objectifs européens en matière d'éducation et de formation pour 2030 (en %)

	Participation à la formation et diplômes			Faibles compétences des élèves			
	Éducation de jeunes enfants [1]	Sorties précoces [2]	Diplômés de l'enseignement supérieur [3]	Compréhension de l'écrit [4]	Culture mathématique [5]	Culture scientifique [6]	Littératie numérique [7]
	2022-2023	2024	2024	2022	2022	2022	2023
Allemagne	95,3	12,9	40,5	25,5	29,5	22,9	40,8
Autriche	91,2	**8,1**	44,1	25,3	24,9	22,7	38,7
Belgique	**98,0**	**7,0**	**50,7**	25,3	25,0	22,4	35,6
Bulgarie	88,8	**8,2**	40,5	52,9	53,6	48,0	
Chypre	86,7	11,3	**60,1**	60,6	53,2	51,8	59,0
Croatie	85,7	**2,0**	39,4	22,7	32,9	22,4	47,3
Danemark	95,7	10,4	**51,2**	19,0	20,4	19,5	32,2
Espagne	**97,7**	13,0	**52,6**	24,4	27,3	21,3	44,4
Estonie	91,2	11,0	42,7	**13,8**	15,0	**10,1**	
Finlande	91,1	9,6	39,1	21,4	24,9	18,0	37,1
France	**100,0**	**7,7**	**53,4**	26,9	28,8	23,8	42,7
Grèce	-	**3,0**	44,5	37,6	47,2	37,3	60,4
Hongrie	**97,4**	10,3	32,3	25,9	29,5	22,9	37,1
Irlande	95,1	**2,8**	**65,2**	**11,4**	19,0	15,6	
Italie	93,5	9,8	31,6	21,4	29,6	23,9	45,6
Lettonie	95,6	**7,9**	**45,0**	22,8	22,2	16,5	37,2
Lituanie	**96,2**	**8,4**	**58,2**	24,9	27,8	21,8	
Luxembourg	**96,0**	**7,8**	**63,8**				44,2
Malte	93,2	9,6	**46,9**	36,3	32,6	30,3	51,6
Pays-Bas	93,2	**7,0**	**55,1**	34,6	27,4	27,3	
Pologne	**96,6**	**4,1**	**45,7**	22,2	23,0	18,6	
Portugal	94,2	**6,6**	43,2	23,1	29,7	21,8	37,0
Roumanie	75,7	16,8	23,2	41,7	48,6	44,0	28,0
Slovaquie	80,8	**7,5**	37,2	35,4	33,2	30,6	
Slovénie	93,2	**5,0**	43,1	26,1	24,6	17,8	41,2
Suède	96,3	**7,2**	**54,4**	24,3	27,2	23,7	50,7
Tchéquie	**85,3**	**5,4**	33,5	21,3	25,5	19,9	39,5
Union européenne	94,6	9,4	44,2	26,2	29,5	24,2	42,5
Objectif UE	**≥ 96 (2030)**	**< 9 (2030)**	**≥ 45 (2030)**	**< 15 (2030)**	**< 15 (2030)**	**< 15 (2030)**	**< 15 (2030)**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : [1] France, [2] [3] [7] France hors Mayotte, [4] [5] [6] France + COM ; Union européenne. Les moyennes nationales tiennent compte des résultats collectés dans les régions ultrapériphériques qui font partie des territoires nationaux.**

Lecture : *en 2022-2023, en moyenne dans les pays de l'UE, 94,6 % des élèves âgés entre 3 ans et l'âge de début de l'enseignement élémentaire obligatoire participent à l'éducation formelle.*

Note : les valeurs en caractères gras indiquent les pays qui ont atteint ou dépassé les objectifs de l'UE. Les moyennes de l'UE sont calculées à partir des pays membres de l'UE ayant rempli les exigences en matière d'échantillonnage et/ou de participation (par exemple : 20 pays pour la littératie numérique).

Éducation de jeunes enfants : parmi les effectifs d'enfants ayant entre 3 ans et l'âge d'entrée en instruction élémentaire obligatoire, la proportion de ceux qui sont inscrits dans des programmes éducatifs (développement éducatif, enseignement préélémentaire, voire élémentaire).

Sorties précoces : parmi les individus âgés de 18 à 24 ans faisant partie de l'échantillon, la proportion de ceux qui ont atteint tout au plus le premier cycle de l'enseignement secondaire (diplôme national de brevet en France) et qui ne sont ni en éducation ni en formation formelle ou non formelle au cours des quatre semaines précédant l'enquête.

Diplômés de l'enseignement supérieur : parmi les individus âgés de 25 à 34 ans faisant partie de l'échantillon, la proportion de ceux ayant atteint un niveau de l'enseignement supérieur, y compris le cycle court (ex. BTS en France).

Compréhension de l'écrit, culture mathématique, culture scientifique : parmi les élèves âgés de 15 ans et évalués à PISA, les proportions de ceux qui obtiennent des résultats inférieurs au niveau 2 sur l'échelle de compétences (ces élèves n'ont donc pas le niveau de compétences minimal).

Littératie numérique : parmi les élèves inscrits en 8e année d'enseignement (classe de 4e en France) et évalués à Icils, la proportion de ceux qui obtiennent, en littératie numérique (« *computer and information literacy* »), des résultats inférieurs au niveau 2 sur l'échelle de compétences (ces élèves n'ont donc pas le niveau de compétences minimal).

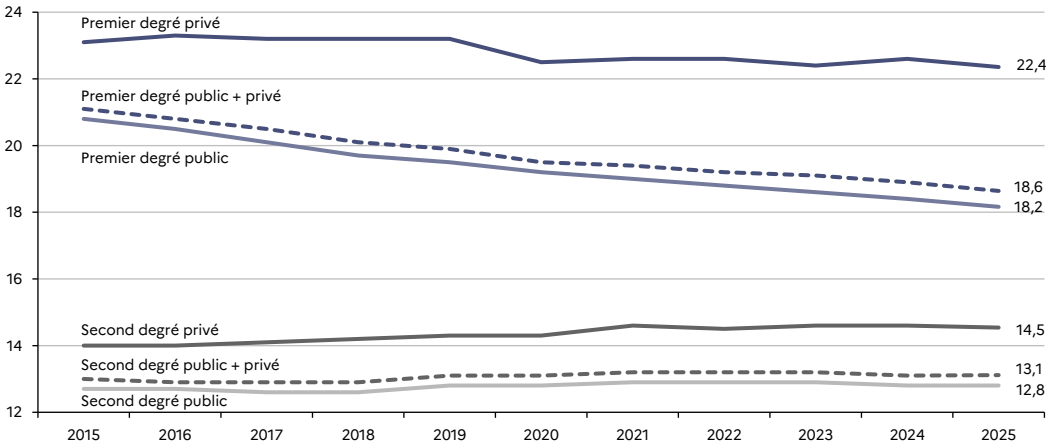
9. LES PERSONNELS

En France, 1,2 million de personnels exercent leurs fonctions au titre de l'éducation nationale en 2025-2026 (2). Avec 851 500 personnes concernées, les enseignants sont les plus nombreux : 711 600 dans le secteur public et 139 900 dans le secteur privé sous contrat. Par rapport à la rentrée 2015, les effectifs des personnels enseignants ont augmenté dans le secteur public tandis qu'ils ont légèrement diminué dans le secteur privé sous contrat. Entre les rentrées 2024 et 2025, le nombre d'enseignants diminue légèrement dans le secteur public (- 0,2 %) et stagne dans le secteur privé sous contrat.

À la rentrée 2025, le nombre moyen d'élèves par enseignant est de 18,2 dans le premier degré public, en diminution depuis 2015 (1). Dans le premier degré privé, le nombre d'élèves par enseignant est de 22,4, en légère diminution par rapport à la rentrée 2015. Ce ratio est beaucoup moins élevé dans le second degré : les élèves sont en moyenne 12,8 par enseignant dans le public et 14,5 dans le privé.

Les effectifs des personnels effectuant une **mission** autre que l'enseignement augmentent à nouveau à la rentrée 2025 (+ 0,9 %), mais à un rythme moins élevé qu'au cours de la période 2015-2020 (+ 7,2 % par an en moyenne). Les effectifs d'agents ayant une mission d'inspection sont ceux qui augmentent le plus (+ 3,5 %), suivis par les agents ayant une mission d'animation pédagogique (+ 2,6 %) et ceux ayant une mission d'assistance éducative (+ 2,2 %). Les effectifs de la mission soutien diminuent de 13,8 %, notamment en raison de l'arrêt progressif des dispositifs de préprofessionnalisation depuis la rentrée 2024.

1 Évolution du nombre moyen d'élèves par enseignant selon le secteur et le degré d'enseignement



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé sur toute la série), ensemble des agents payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre. Public + privé sous contrat.**

Lecture : *à la rentrée 2025, les élèves sont en moyenne 18,2 par enseignant dans le premier degré public.*

Note : le nombre moyen d'élèves par enseignant correspond à l'effectif d'élèves divisé par le nombre d'enseignants en équivalents temps plein. Cet indicateur est une approche simplifiée des conditions d'accueil des élèves pour permettre des comparaisons internationales.

Précisions

Évolutions – Le Panel des personnels issu de BSA est recalculé chaque année sur la base des données de gestion actualisées. Par conséquent, les effectifs peuvent légèrement varier d'une édition à l'autre de *RERS*. Par ailleurs, les effectifs présentés concernent les personnes présentes au 30 novembre et non celles ayant été présentes à un moment ou à un autre de l'année scolaire. Ce choix de concept joue en particulier sur les effectifs des populations dont le recrutement peut s'effectuer tout au long de l'année, et notamment ceux de certains personnels de vie scolaire (AED et AESH).

Personnels non enseignants – Les personnels des corps non enseignants du privé sous contrat ne sont pas présents dans les systèmes d'information statistiques du ministère car ils ne sont pas rémunérés par l'éducation nationale. En revanche, les personnels des corps enseignants du public ou du privé sous contrat assurant des missions non enseignantes sont inclus dans l'approche par mission retenue ici.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

2 Évolution des effectifs de personnels par mission et équivalents temps plein (ETP) consacrés à chaque mission en 2025-2026

	2015	2022	2023	2024	2025	Évolution 2024/2025 (%)	2025 Total des ETP consacrés à la mission (1)
Enseignement du premier degré public	**320 534**	**326 541**	**324 633**	**323 791**	**322 506**	**-0,4**	**278 146**
Enseignement en classe préélémentaire	79 645	78 011	77 139	76 424	75 844	-0,8	83 323
Enseignement en classe élémentaire	152 134	160 768	159 491	159 065	157 993	-0,7	171 467
Enseignement et direction d'école simultanée (2)	43 635	38 048	37 272	36 911	36 480	-1,2	
Remplacement	27 358	30 673	31 500	31 827	32 523	2,2	32 449
Besoins spécifiques	17 762	19 041	19 231	19 564	19 666	0,5	19 453
Enseignement du second degré public	**386 407**	**387 107**	**386 959**	**389 035**	**389 072**	**0,0**	**378 244**
Enseignement sur classes attitrées	354 499	351 750	351 662	353 902	353 774	0,0	343 496
Remplacement	18 980	21 560	21 315	20 990	21 039	0,2	20 708
Documentation	8 961	8 877	8 938	8 956	8 945	-0,1	8 713
Besoins spécifiques	3 967	4 920	5 044	5 187	5 314	2,4	5 327
Total enseignement du secteur public	**706 941**	**713 648**	**711 592**	**712 826**	**711 578**	**-0,2**	**684 936**
Enseignement du premier degré privé	**44 568**	**44 075**	**43 999**	**43 677**	**43 554**	**-0,3**	**37 595**
Enseignement en classe préélémentaire	10 559	10 094	10 049	9 981	9 909	-0,7	10 031
Enseignement en classe élémentaire	23 810	24 371	24 235	24 193	24 222	0,1	23 870
Enseignement et direction d'école simultanée (2)	3 848	3 305	3 282	3 181	3 072	-3,4	
Remplacement	2 901	2 660	2 743	2 608	2 592	-0,6	2 296
Besoins spécifiques	3 450	3 645	3 690	3 714	3 759	1,2	3 559
Enseignement du second degré privé	**95 601**	**96 212**	**95 986**	**96 269**	**96 354**	**0,1**	**88 654**
Enseignement sur classes attitrées	89 588	90 135	89 923	90 152	90 122	0,0	83 095
Remplacement	3 341	3 225	3 173	3 184	3 239	1,7	2 790
Documentation	2 125	2 086	2 092	2 106	2 123	0,8	1 915
Besoins spécifiques	547	766	798	827	870	5,2	854
Total enseignement du secteur privé (3)	**140 169**	**140 287**	**139 985**	**139 946**	**139 908**	**0,0**	**128 410**
Soutien à l'enseignement	10 246	18 433	18 160	15 836	13 652	-13,8	9 628
Animation pédagogique	13 674	15 126	15 918	16 351	16 784	2,6	16 752
Assistance éducative	80 926	180 409	187 210	193 403	197 748	2,2	135 376
Éducation (4)	22 173	22 276	22 417	22 405	22 590	0,8	21 980
Direction du premier degré	3 531	6 149	6 324	6 448	6 468	0,3	14 791
Direction du second degré	15 070	15 528	15 614	15 624	15 545	-0,5	15 529
Inspection	3 547	3 768	3 823	3 889	4 025	3,5	4 141
Administration, logistique, santé et social	80 321	78 263	79 014	79 991	80 365	0,5	77 634
Total autres missions (non-enseignement)	**229 488**	**339 952**	**348 480**	**353 947**	**357 177**	**0,9**	**295 830**
Total personnels affectés	**1 076 598**	**1 193 887**	**1 200 057**	**1 206 719**	**1 208 663**	**0,2**	**1 109 176**
Aucune affectation (5)	**12 177**	**11 253**	**11 799**	**11 391**	**10 961**	**-3,8**	
Ensemble des personnels	**1 088 775**	**1 205 140**	**1 211 856**	**1 218 110**	**1 219 624**	**0,1**	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé), ensemble des agents payés par l'éducation nationale, en activité au 30 novembre. Public + privé sous contrat.**

1. Les effectifs physiques des personnels sont affectés à leur mission principale, c'est-à-dire celle à laquelle ils consacrent le plus de temps. Cependant, de nombreux agents sont affectés sur plusieurs missions différentes. Les ETP consacrés à la mission sont donc la somme de tous les ETP que les personnels consacrent à cette mission, que ce soit leur mission principale ou non.
2. Sont classés dans cette catégorie les personnels chargés de la direction d'une école et qui sont également chargés d'enseigner dans une classe du premier degré. Pour le total des ETP consacrés à la mission, cette catégorie est vide, car les ETP sont répartis entre la mission de direction du premier degré et les missions d'enseignement en classe préélémentaire ou élémentaire.
3. Uniquement les enseignants du secteur privé sous contrat, ceux du secteur privé hors contrat ne sont pas payés par l'éducation nationale.
4. Organisation de la vie quotidienne de l'établissement, animation éducative, développement psychologique.
5. Agents en congé longue durée ou en congé de formation professionnelle.

Lecture : *parmi les 1 208 663 agents affectés à la rentrée 2025, 75 844 ont pour mission l'enseignement en classe préélémentaire dans le secteur public.*

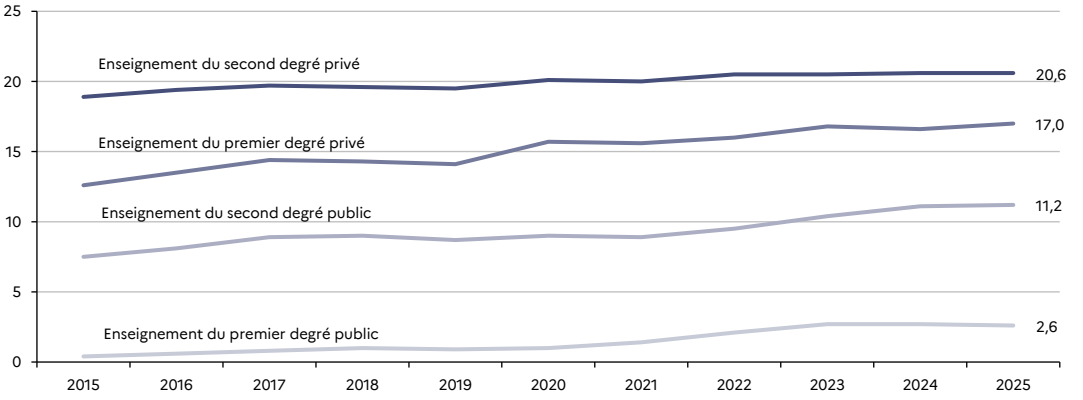
9.02 Les personnels de l'enseignement scolaire par mission et corps

En 2025-2026, 1,2 million de personnes travaillent au titre du ministère chargé de l'éducation nationale **(2)**. Parmi elles, 366 100 ont pour **mission** l'enseignement dans le premier degré (322 500 dans le public et 43 600 dans le privé sous contrat) : 23 % enseignent en classe préélémentaire, 50 % en classe élémentaire et 11 % enseignent tout en étant également directeurs d'école. Les agents contractuels représentent 3 % des enseignants dans le premier degré public, contre 17 % de maîtres délégués dans le premier degré privé sous contrat **(3)**.

Dans le second degré, 389 100 personnes enseignent dans le secteur public et 96 400 dans le secteur privé sous contrat. La majorité (85 %) sont des enseignants d'un corps du second degré, dont sept sur dix sont professeurs certifiés ou professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS). Les maîtres délégués constituent une part plus importante des enseignants du second degré du privé sous contrat (21 %) que les contractuels dans le secteur public (11 %). Cette part a augmenté dans les deux secteurs d'enseignement par rapport à la rentrée 2015, à la fois dans le premier et dans le second degré **(1)**. Elle est globalement stable depuis 2023.

Parmi les 357 200 agents effectuant des missions autres que l'enseignement, 197 700 ont pour mission l'assistance éducative, soit 55 % d'entre eux. Ces agents sont exclusivement des contractuels. À l'inverse, les personnels de direction ou d'inspection, qui représentent 7 % des personnels sur mission autre que l'enseignement, sont presque exclusivement des fonctionnaires. Les enseignants fonctionnaires (ou assimilés) représentent 7 % de l'ensemble.

1 Évolution de la part des contractuels ou maîtres délégués parmi les personnels ayant une mission d'enseignement (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé sur toute la série), ensemble des agents payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre. Public + privé sous contrat.**

Lecture : *à la rentrée 2025, parmi les personnels ayant une mission d'enseignement dans le premier degré public, 2,6 % sont contractuels.*

Précisions

Pour un historique des effectifs par mission, se référer à la fiche 9.01.

Professeurs des écoles – Voir « Glossaire » à « Corps enseignants du premier degré public ».

Agrégés, certifiés, PEPS, PLP – Voir « Glossaire » à « Corps enseignants du second degré public ».

Pour les équivalents dans le privé sous contrat - Voir « Glossaire » à « Corps enseignants du privé sous contrat ».

Fonctionnaires ou assimilés, contractuels ou maîtres délégués – Voir « Glossaire » à « Fonctionnaires ».

Personnels non enseignants – Les personnels des corps non enseignants du privé sous contrat ne sont pas présents dans les systèmes d'information statistiques du ministère car ils ne sont pas rémunérés par l'éducation nationale. En revanche, les personnels des corps enseignant du public ou du privé sous contrat assurant des missions non enseignantes sont inclus dans l'approche par mission retenue ici.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

2 Les personnels de l'enseignement scolaire selon leur mission et leur corps en 2025-2026

	Corps enseignants fonctionnaires ou assimilés premier degré (1)	Corps enseignants fonctionnaires ou assimilés second degré (1)				Enseignants contractuels ou maîtres délégués	Corps non enseignants et cas particuliers (3)	Ensemble des personnels
		Agrégés et chaires supérieures	Certifiés et PEPS	PLP	Autres corps fonctionnaires ou assimilés (2)			
Enseignement du premier degré public	**314 219**		**6**	**2**		**8 279**		**322 506**
Enseignement en classe préélémentaire	74 240					1 604		75 844
Enseignement en classe élémentaire	154 900					3 093		157 993
Enseignement et direction d'école simultanée	36 470					10		36 480
Remplacement	29 353					3 170		32 523
Besoins spécifiques	19 256		6	2		402		19 666
Enseignement du second degré public	**9 611**	**55 388**	**231 484**	**48 951**	**90**	**43 548**		**389 072**
Enseignement sur classes attitrées	5 944	54 040	214 965	47 895	86	30 844		353 774
Remplacement	17	1 205	7 359	529	4	11 925		21 039
Documentation	1	19	8 276	37		612		8 945
Besoins spécifiques	3 649	124	884	490		167		5 314
Total enseignement du secteur public	**323 830**	**55 388**	**231 490**	**48 953**	**90**	**51 827**		**711 578**
Enseignement du premier degré privé	**36 150**			**3**		**7 401**		**43 554**
Enseignement en classe préélémentaire	9 114					795		9 909
Enseignement en classe élémentaire	21 739					2 483		24 222
Enseignement et direction d'école simultanée	2 863					209		3 072
Remplacement						2 592		2 592
Besoins spécifiques	2 434			3		1 322		3 759
Enseignement du second degré privé	**544**	**4 493**	**60 602**	**10 262**	**587**	**19 866**		**96 354**
Enseignement sur classes attitrées	171	4 492	58 883	10 160	552	15 864		90 122
Remplacement						3 239		3 239
Documentation	1		1 577	11	18	516		2 123
Besoins spécifiques	372	1	142	91	17	247		870
Total enseignement du secteur privé (4)	**36 694**	**4 493**	**60 602**	**10 265**	**587**	**27 267**		**139 908**
Soutien à l'enseignement	57					41	13 554	13 652
Animation pédagogique	10 326	310	1 784	2 155	5	2 012	192	16 784
Assistance éducative						47	197 701	197 748
Éducation (5)	300	1	9	2		3	22 275	22 590
Direction du premier degré	6 457					5	6	6 468
Direction du second degré	1 283	32	410	197		28	13 595	15 545
Inspection	133	84	23	34			3 751	4 025
Administration, logistique, santé et social	978	111	514	144	1	48	78 569	80 365
Total autres missions (non-enseignement)	**19 534**	**538**	**2 740**	**2 532**	**6**	**2 184**	**329 643**	**357 177**
Aucune affectation (6)	**4 418**	**640**	**3 808**	**810**	**30**	**89**	**1 166**	**10 961**
Ensemble des personnels	**384 476**	**61 059**	**298 640**	**62 560**	**713**	**81 367**	**330 809**	**1 219 624**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé), ensemble des agents payés par l'éducation nationale, en activité au 30 novembre. Public + privé sous contrat.**

1. Y compris stagiaires : les lauréats des concours de l'enseignement et de l'éducation effectuent un service à mi-temps en école ou établissement, et à mi-temps en formation à l'université.
2. Professeurs d'enseignement général de collège, adjoints et chargés d'enseignement, maîtres auxiliaires sur contrat définitif (privé seulement).
3. Cas particuliers : apprentis, contractuels alternants, assistants étrangers.
4. Uniquement les enseignants du secteur privé sous contrat, ceux du secteur privé hors contrat ne sont pas payés par le ministère chargé de l'éducation nationale.
5. Organisation de la vie quotidienne de l'établissement, animation éducative, développement psychologique.
6. Agents en congé longue durée ou en congé de formation professionnelle.

Lecture : *à la rentrée 2025, parmi les 75 844 agents ayant pour mission l'enseignement en classe préélémentaire dans le secteur public, 74 240 sont des professeurs des écoles.*

3 Répartition des personnels de l'enseignement scolaire selon leur statut par mission en 2025-2026 (en %)

		Fonctionnaires ou assimilés	Contractuels ou maîtres délégués	Total
Enseignement du public	Premier degré	97,4	2,6	100,0
	Second degré	88,8	11,2	100,0
Enseignement du privé	Premier degré	83,0	17,0	100,0
	Second degré	79,4	20,6	100,0
Autres missions (non-enseignement)	Soutien à l'enseignement ou animation pédagogique	48,5	51,5	100,0
	Assistance éducative	0,0	100,0	100,0
	Éducation (1)	81,1	18,9	100,0
	Direction ou Inspection	99,8	0,2	100,0
	Administration, logistique, santé et social	84,7	15,3	100,0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé), ensemble des agents payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre. Public + privé sous contrat.**

1. Organisation de la vie quotidienne de l'établissement, animation éducative, développement psychologique.

Lecture : *à la rentrée 2025, parmi les agents ayant une mission d'enseignement dans le premier degré public, 97,4 % sont fonctionnaires et 2,6 % sont contractuels.*

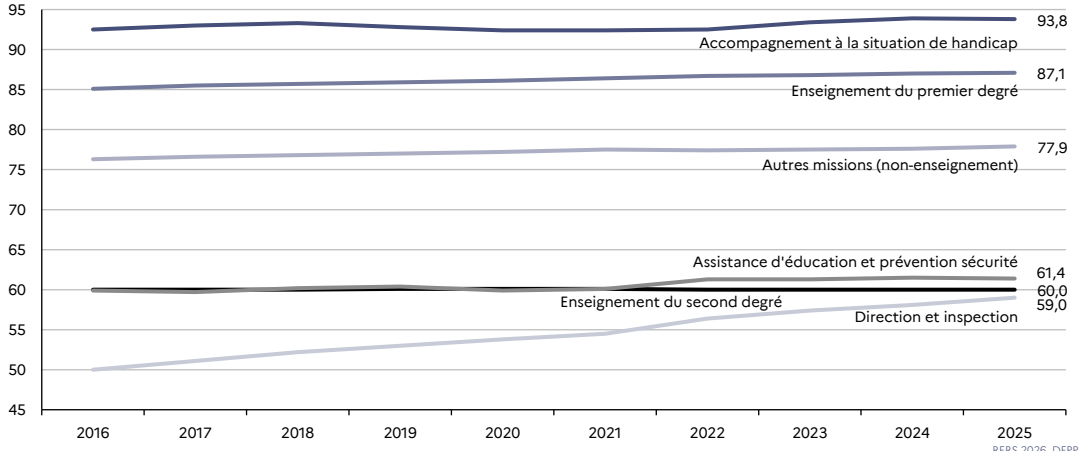
En 2025-2026, les personnels de l'enseignement scolaire se répartissent entre 711 600 personnes qui enseignent dans le secteur public, 139 900 qui enseignent dans le secteur privé sous contrat et 357 200 qui exercent d'autres missions que l'enseignement (inspection, direction d'établissement, éducation, administration, santé, etc.) **(2)**.

Les femmes représentent 71 % des enseignants du secteur public : 86 % dans le premier degré et 59 % dans le second degré. Elles représentent 74 % des enseignants du privé sous contrat, 93 % dans le premier degré et 65 % dans le second degré. Quel que soit le secteur, les enseignantes sont plus nombreuses que les enseignants à exercer à temps partiel ou incomplet (12 % des femmes contre 7 % des hommes dans le public et 22 % contre 18 % dans le privé sous contrat).

Les femmes constituent 80 % des personnels relevant de missions non enseignantes. Elles sont fortement majoritaires au sein des missions de soutien à l'enseignement (74 %), d'administration et logistique (77 %), d'éducation (80 %) et d'assistance éducative (84 %). Les missions sanitaires et sociales sont presque exclusivement féminines (95 %). Comme dans l'enseignement, les femmes relevant de missions non enseignantes exercent davantage que les hommes leurs missions à temps partiel ou incomplet (59 % des femmes et, en particulier, 89 % des assistantes éducatives).

Depuis 2016, la part des femmes reste stable sur la plupart des missions, hormis celles de direction ou d'inspection où elle augmente régulièrement chaque année (+ 9 points en neuf ans) après avoir atteint pour la première fois le seuil des 50 % en 2016 **(1)**.

1 Évolution de la part des femmes selon la mission entre 2016 et 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé), ensemble des agents payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre. Public + privé sous contrat.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 93,8 % des personnels ayant une mission d'accompagnement à la situation de handicap sont des femmes.*

Précisions

Personnels non enseignants – Les personnels des corps non enseignants du privé sous contrat ne sont pas présents dans les systèmes d'information statistiques du ministère car ils ne sont pas rémunérés par l'éducation nationale. En revanche, les personnels des corps enseignants du public ou du privé sous contrat assurant des missions non enseignantes sont inclus dans l'approche par mission retenue ici.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

2 Les caractéristiques des personnels de l'enseignement scolaire en 2025-2026

	Effectifs		Âge moyen			Temps partiel ou incomplet (1)		
	Total	Part des femmes (%)	Femmes	Hommes	Ensemble	Part des femmes (%)	Part des hommes (%)	Ensemble (%)
Enseignement d'élèves du premier degré public	**322 506**	**86,3**	**43,7**	**45,1**	**43,9**	**11,2**	**4,4**	**10,3**
Professeurs des écoles	313 807	86,5	43,9	45,4	44,1	11,4	4,5	10,5
Instituteurs et autres titulaires	420	74,0	56,7	54,2	56,0	9,6	3,7	8,1
Non titulaires	8 279	79,9	34,6	35,3	34,7	4,8	2,0	4,2
Enseignement d'élèves du second degré public	**389 072**	**58,8**	**45,9**	**46,4**	**46,1**	**13,4**	**7,3**	**10,9**
Professeurs de chaire supérieure	2 054	39,0	54,0	54,0	54,0	1,4	0,8	1,0
Professeurs agrégés	53 334	54,4	46,5	46,6	46,5	11,4	5,9	8,9
Professeurs certifiés	205 014	65,1	46,1	46,9	46,4	14,0	7,0	11,6
Professeurs d'EPS	26 470	40,8	44,4	42,7	43,4	11,7	5,8	8,2
Professeurs de lycée professionnel	48 951	50,9	48,9	50,4	49,6	8,5	4,2	6,4
Professeurs des écoles, instituteurs	9 611	70,4	44,8	47,3	45,5	4,6	1,8	3,7
PEGC, adjoints et chargés d'enseignement	90	48,9	62,9	62,9	62,9	40,9	15,2	27,8
Non titulaires	43 548	52,6	41,2	42,0	41,6	21,0	15,7	18,5
Total enseignement du secteur public	**711 578**	**71,3**	**44,7**	**46,1**	**45,1**	**12,2**	**6,7**	**10,6**
Enseignement d'élèves du premier degré privé	**43 554**	**92,5**	**45,1**	**46,0**	**45,2**	**20,0**	**11,8**	**19,3**
Professeurs des écoles	36 125	92,7	46,3	47,7	46,4	17,2	9,1	16,6
Instituteurs et autres assimilés titulaires (2)	28	92,9	53,3	54,5	53,4	30,8	50,0	32,1
Non titulaires	7 401	91,6	39,3	39,0	39,3	33,6	23,2	32,8
Enseignement d'élèves du second degré privé	**96 354**	**65,0**	**47,0**	**46,5**	**46,8**	**22,7**	**18,8**	**21,3**
Professeurs de chaire supérieure et agrégés	4 493	55,5	48,3	49,1	48,6	11,9	6,2	9,4
Professeurs certifiés	54 281	71,5	47,9	48,1	48,0	18,3	14,0	17,0
Professeurs d'EPS	6 321	36,8	45,3	45,0	45,1	12,9	9,8	10,9
Professeurs de lycée professionnel	10 262	63,6	50,0	51,0	50,3	13,9	9,8	12,4
Autres assimilés titulaires (2)	1 131	71,7	53,6	55,5	54,1	22,8	28,1	24,3
Non titulaires	19 866	58,7	41,9	41,1	41,6	46,6	39,0	43,4
Total enseignement du secteur privé	**139 908**	**73,5**	**46,3**	**46,4**	**46,3**	**21,6**	**18,1**	**20,7**
Soutien à l'enseignement	13 652	74,0	26,2	27,8	26,6	65,9	57,8	63,8
Animation pédagogique	16 784	68,9	49,9	51,5	50,4	5,2	3,1	4,6
Assistance éducative	197 748	84,0	43,0	33,4	41,4	89,3	64,7	85,3
Éducation (3)	22 590	79,7	44,8	46,4	45,2	10,1	4,8	9,0
Direction (4)	22 013	59,6	51,8	52,0	51,9	1,1	0,5	0,8
Inspection	4 025	55,8	53,3	53,8	53,5	0,8	0,5	0,7
Administration, logistique	67 265	76,9	48,5	47,9	48,4	15,1	4,9	12,8
Santé et social	13 100	95,3	47,5	48,1	47,6	33,1	13,5	32,2
Total autres missions (non-enseignement)	**357 177**	**79,9**	**44,5**	**41,3**	**43,8**	**59,4**	**33,2**	**54,1**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé), ensemble des agents payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre. Public + privé sous contrat.**

1. Regroupe le temps partiel à l'initiative de l'agent et le temps incomplet à l'initiative de l'administration. Un agent contractuel peut se voir attribuer un temps de travail inférieur à un temps plein.

2. Dans le premier degré : professeurs certifiés ; dans le second degré : professeurs certifiés des écoles, instituteurs, professeurs d'enseignement général de collège (PEGC), adjoints et chargés d'enseignement, maîtres auxiliaires sur contrat définitif.

3. Organisation de la vie quotidienne de l'établissement, animation éducative, développement psychologique.

4. Y compris les directeurs d'école entièrement déchargés d'enseignement des secteurs public et privé sous contrat.

Lecture : *à la rentrée 2025, 322 506 enseignants en mission dans le secteur public exercent une fonction d'enseignement d'élèves du premier degré. 86,3 % sont des femmes. 11,2 % d'entre elles exercent à temps partiel ou incomplet.*

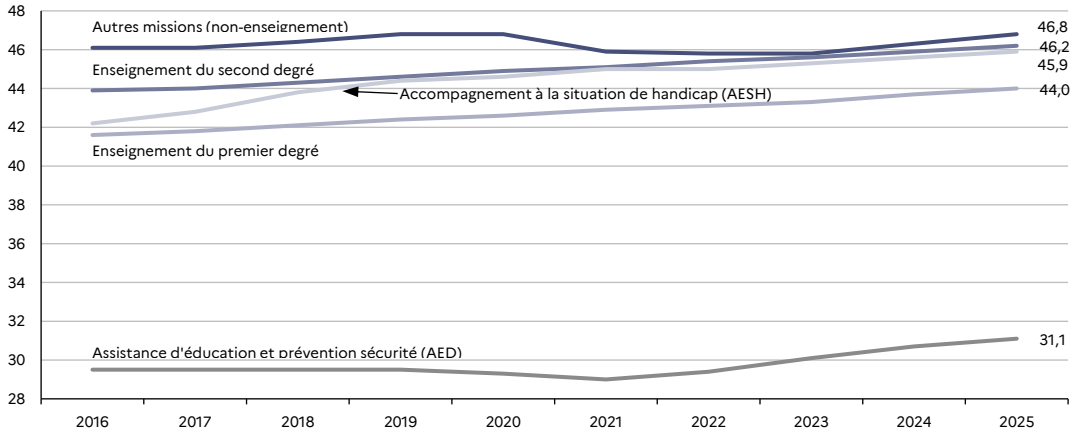
9.04 Structure par âge des personnels de l'enseignement scolaire

En 2025-2026, les personnels de l'enseignement scolaire ont en moyenne 45 ans. Les enseignants du premier degré sont en moyenne plus jeunes que leurs homologues du second degré (44 ans contre 46 ans) **(1)**. Cet écart s'observe aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé sous contrat **(2) (3)**. Au sein du premier degré, les enseignants affectés dans le secteur public ont en moyenne un an de moins que ceux affectés dans le privé sous contrat (respectivement 44 ans contre 45 ans). Dans le second degré, l'écart d'âge moyen entre le public et le privé sous contrat est inférieur à un an.

Parmi les personnels relevant de la mission d'assistance éducative, ceux en charge d'assistance d'éducation ou d'assistance prévention sécurité sont les plus jeunes : en moyenne 31 ans, contre 46 ans pour ceux chargés de l'accompagnement à la situation de handicap **(4)**. À l'inverse, les personnes en mission de direction ou d'inspection ont en moyenne 52 ans, soit six ans de plus que celles relevant des autres missions non enseignantes (administratives, logistiques, sanitaires et sociales, soutien à l'enseignement, éducation) **(5)**.

Depuis 2016, un vieillissement s'est opéré pour les personnels chargés de la mission d'accompagnement à la situation de handicap et, dans une moindre mesure, pour les enseignants (respectivement + 4 ans et + 2 ans au cours de la période). Pour les premiers, cette évolution est le reflet de la mise en œuvre de la sécurisation des parcours des AESH par le ministère.

1 Évolution de l'âge moyen selon la mission



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé), agents payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre. Public + privé sous contrat.**

Lecture : *à la rentrée 2025, les personnels exerçant une mission d'enseignement du premier degré ont en moyenne 44 ans.*

Précisions

Personnels non enseignants – Les personnels des corps non enseignants du privé sous contrat ne sont pas présents dans les systèmes d'information statistiques du ministère car ils ne sont pas rémunérés par l'éducation nationale. En revanche, les personnels des corps enseignants du public ou du privé sous contrat assurant des missions non enseignantes sont inclus dans l'approche par mission retenue ici.

Missions des personnels – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

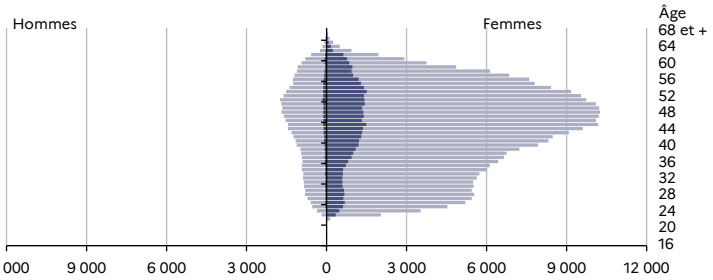
DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

2 Âge atteint à la rentrée 2025 pour le personnel exerçant une mission d'enseignement du premier degré

Âge moyen hommes
Secteur public : 45,1 ans
Secteur privé : 46,0 ans

Âge moyen femmes
Secteur public : 43,7 ans
Secteur privé : 45,1 ans

Âge moyen
hommes + femmes
Secteur public : 43,9 ans
Secteur privé : 45,2 ans



RERS 2026, DEPP

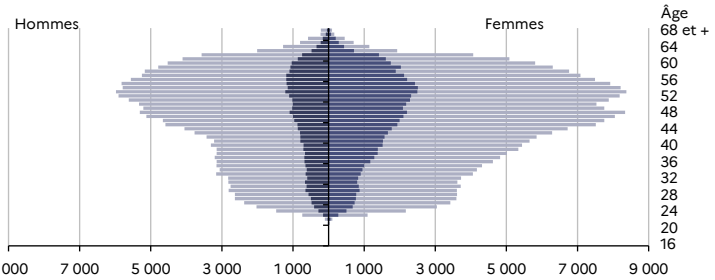
▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé). Personnels relevant de la mission d'enseignement dans le premier degré public ou privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 7 922 femmes âgées de 40 ans exercent une mission d'enseignement dans le premier degré public.*

3 Âge atteint à la rentrée 2025 pour le personnel exerçant une mission d'enseignement du second degré

Âge moyen hommes
Secteur public : 46,4 ans
Secteur privé : 46,5 ans

Âge moyen femmes
Secteur public : 45,9 ans
Secteur privé : 47,0 ans

Âge moyen
hommes + femmes
Secteur public : 46,1 ans
Secteur privé : 46,6 ans



RERS 2026, DEPP

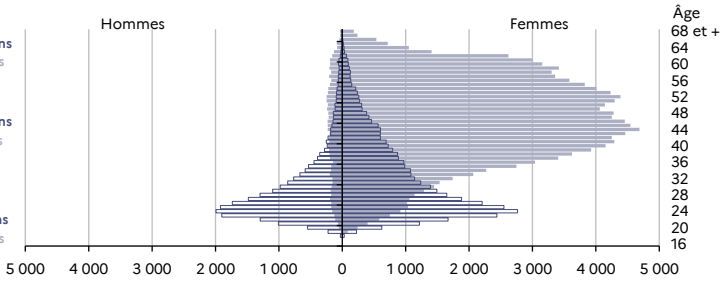
▶ **Champ : France (hors Mayotte pour le privé). Personnels relevant de la mission d'enseignement dans le second degré public ou privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 5 440 femmes âgées de 40 ans exercent une mission d'enseignement dans le second degré public.*

4 Âge atteint à la rentrée 2025 pour le personnel exerçant une mission d'assistance éducative

Âge moyen hommes
Assistance d'éducation et prévention sécurité : 29,7 ans
Accompagnement à la situation de handicap : 43,7 ans

Âge moyen femmes
Assistance d'éducation et prévention sécurité : 32,0 ans
Accompagnement à la situation de handicap : 46,1 ans

Âge moyen
hommes + femmes
Assistance d'éducation et prévention sécurité : 31,1 ans
Accompagnement à la situation de handicap : 45,9 ans



RERS 2026, DEPP

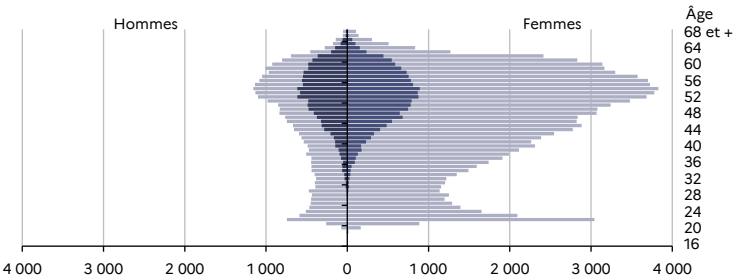
▶ **Champ : France, personnels relevant de la mission d'assistance éducative.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 4 152 femmes âgées de 40 ans exercent une mission d'accompagnement à la situation de handicap.*

5 Âge atteint à la rentrée 2025 pour le personnel exerçant une mission non enseignante, hors assistance éducative

Âge moyen hommes
Direction et inspection : 52,3 ans
Autres missions non enseignantes : 45,9 ans

Âge moyen femmes
Direction et inspection : 52,0 ans
Autres missions non enseignantes : 45,8 ans

Âge moyen
hommes + femmes
Direction et inspection : 52,1 ans
Autres missions non enseignantes : 45,8 ans



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, personnels relevant des missions non enseignantes hors assistance éducative.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 170 femmes âgées de 40 ans exercent une mission de direction et d'inspection.*

9.05 Les enseignants du premier degré public par académie et département

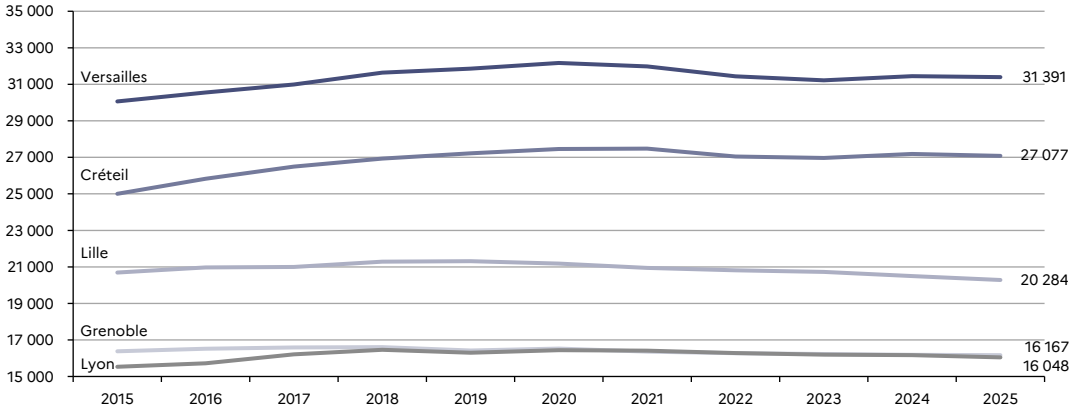
En 2025-2026, la répartition sur l'ensemble de la France des 322 500 agents en charge d'une mission d'enseignement dans le premier degré public est très contrastée **(2)**. La moitié des départements, notamment dans le centre et le sud-ouest de la France, en comptent chacun moins de 2 600. À l'opposé, dix-sept départements, situés pour la plupart en Île-de-France et au nord, regroupent chacun plus de 6 000 enseignants.

De 2015 à 2025, les effectifs des cinq académies présentant le plus d'agents ont évolué de façon différenciée **(1)**. Dans les académies de Créteil, Versailles et Lyon, les effectifs sont respectivement en hausse de 8 %, 4 % et 3 %. Dans celles de Lille et de Grenoble, ils ont baissé respectivement de 2 % et 1 %.

Dans le premier degré public, la part des enseignants contractuels s'élève à 3 % **(3)**. La plupart des académies sont proches ou en dessous de cette moyenne. Les académies de Créteil, Versailles et de Corse s'écartent davantage de la moyenne avec une part d'enseignants contractuels plus élevée (entre 5 % et 8 %). Celles de Guyane et Mayotte atteignent les taux les plus élevés (respectivement 18 % et 30 %).

Les enseignants fonctionnaires du premier degré public sont 14 % à avoir moins de cinq ans d'ancienneté **(4)**. Les académies où la part de ces enseignants en début de carrière est la plus élevée sont la Guyane (18 %), la Corse (16 %), Lyon (16 %) et celles d'Île-de-France (18 % pour Créteil, 16 % pour Paris et 15 % pour Versailles) ainsi que Nice, Aix-Marseille et La Réunion (15 %).

1 Évolution des effectifs des cinq plus grandes académies du premier degré public



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : les cinq plus grandes académies de France au regard de leurs effectifs d'agents ayant une mission d'enseignement dans le premier degré public, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre.**

Lecture : *dans l'académie de Créteil, le nombre d'enseignants dans le premier degré public est passé de 25 004 à 27 077 entre les rentrées 2015 et 2025.*

Précisions

Les effectifs peuvent légèrement varier d'une édition à l'autre de *RERS*, car le panel des personnels est recalculé chaque année sur la base des données de gestion actualisées. Or, il arrive que des modifications des bases de gestion soient effectuées avec plusieurs années de décalage (corrections d'erreurs notamment). En outre, le calcul des indicateurs statistiques s'affine toujours davantage.

Ancienneté – Il s'agit du nombre d'années passées par l'agent en tant qu'enseignant fonctionnaire, depuis la date de sa nomination jusqu'au 30 novembre 2025. Les éventuelles activités de non fonctionnaires ou de non enseignants ne sont pas prises en compte.

Corps enseignants du premier degré public, élémentaire, préélémentaire, missions des personnels – Voir « Glossaire ».

« Préél. » regroupe le personnel chargé d'enseigner dans une classe de maternelle. « Élém. » regroupe le personnel chargé d'enseigner dans une classe d'élémentaire. La catégorie « Autres » regroupe les enseignants en mission de remplacement (y compris contractuels affectés en cours d'année), ceux chargés d'enseigner dans des conditions particulières (enseignant mobile pour élèves en difficulté, enseignant chargé de classes pour enfants en situation de handicap, etc.) et les directeurs d'école cumulant des missions de direction et d'enseignement.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

2 Répartition des enseignants du premier degré public par académie et département en 2025-2026

Départements et académies	Préél.	Élém.	Autres	Total
Alpes-Hte-Prov.	204	361	332	897
Hautes-Alpes	46	422	281	749
Bouches-du-Rh.	2707	5137	2509	10 353
Vaucluse	714	1431	746	2 891
Aix-Marseille	**3 671**	**7 351**	**3 868**	**14 890**
Aisne	674	1249	878	2 801
Oise	1074	2032	1453	4 559
Somme	294	1540	877	2 711
Amiens	**2 042**	**4 821**	**3 208**	**10 071**
Doubs	662	1252	859	2 773
Jura	232	499	432	1 163
Haute-Saône	250	482	402	1 134
Terr. de Belfort	162	296	232	690
Besançon	**1 306**	**2 529**	**1 925**	**5 760**
Dordogne	151	870	656	1 677
Gironde	1978	3609	1872	7 459
Landes	198	979	597	1 774
Lot-et-Garonne	327	616	507	1 450
Pyrénées-Atl.	555	1078	864	2 497
Bordeaux	**3 209**	**7 152**	**4 496**	**14 857**
Allier	157	777	564	1 498
Cantal	23	371	277	671
Haute-Loire	53	453	329	835
Puy-de-Dôme	557	1433	909	2 899
Clermont-Ferrand	**790**	**3 034**	**2 079**	**5 903**
Corse-du-Sud	165	345	216	726
Haute-Corse	131	433	260	824
Corse	**296**	**778**	**476**	**1 550**
Seine-et-Marne	2 128	4 013	2 334	8 475
Seine-Saint-Denis	2 890	6 319	2 218	11 427
Val-de-Marne	2 019	3 844	1 312	7 175
Créteil	**7 037**	**14 176**	**5 864**	**27 077**
Côte-d'Or	506	1 062	896	2 464
Nièvre	194	338	349	881
Saône-et-Loire	545	1 084	926	2 555
Yonne	356	663	642	1 661
Dijon	**1 601**	**3 147**	**2 813**	**7 561**
Ardèche	107	726	457	1 290
Drôme	592	1 114	778	2 484
Isère	1 568	3 009	1 756	6 333
Savoie	455	861	693	2 009
Haute-Savoie	1 116	2 035	900	4 051
Grenoble	**3 838**	**7 745**	**4 584**	**16 167**

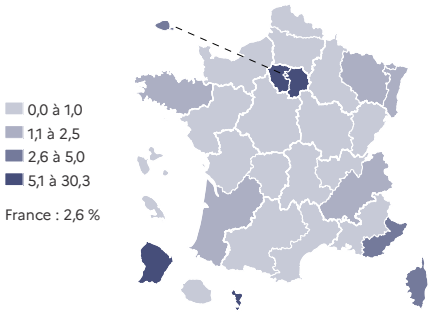
Départements et académies	Préél.	Élém.	Autres	Total
Nord	3 338	5 818	3 463	12 619
Pas-de-Calais	1 967	3 516	2 182	7 665
Lille	**5 305**	**9 334**	**5 645**	**20 284**
Corrèze	229	426	361	1 016
Creuse	83	219	266	568
Haute-Vienne	323	740	479	1 542
Limoges	**635**	**1 385**	**1 106**	**3 126**
Ain	830	1 700	983	3 513
Loire	821	1 612	907	3 340
Rhône	2 432	4 745	2 018	9 195
Lyon	**4 083**	**8 057**	**3 908**	**16 048**
Aude	372	729	589	1 690
Gard	864	1 694	953	3 511
Hérault	1 461	2 685	1 336	5 482
Lozère	31	198	172	401
Pyrénées-Orient.	510	1 081	608	2 199
Montpellier	**3 238**	**6 387**	**3 658**	**13 283**
Meurthe-et-Mos.	717	1 568	1 067	3 352
Meuse	83	503	316	902
Moselle	579	2 937	1 626	5 142
Vosges	375	704	609	1 688
Nancy-Metz	**1 754**	**5 712**	**3 618**	**11 084**
Loire-Atlantique	831	3 241	1 279	5 351
Maine-et-Loire	686	1 257	806	2 749
Mayenne	240	489	362	1 091
Sarthe	373	1 432	727	2 532
Vendée	465	731	557	1 753
Nantes	**2 595**	**7 150**	**3 731**	**13 476**
Alpes-Maritimes	1 275	2 489	1 257	5 021
Var	1 272	2 452	1 213	4 937
Nice	**2 547**	**4 941**	**2 470**	**9 958**
Calvados	216	2 012	741	2 969
Eure	775	1 415	953	3 143
Manche	494	944	597	2 035
Orne	289	488	352	1 129
Seine-Maritime	1 527	2 886	1 878	6 291
Normandie	**3 301**	**7 745**	**4 521**	**15 567**
Cher	302	544	486	1 332
Eure-et-Loir	567	1 039	637	2 243
Indre	197	359	364	920
Indre-et-Loire	673	1 266	839	2 778
Loir-et-Cher	301	658	528	1 487
Loiret	889	1 643	897	3 429

Départements et académies	Préél.	Élém.	Autres	Total
Orléans-Tours	**2 929**	**5 509**	**3 751**	**12 189**
Paris	**2 016**	**3 254**	**1 705**	**6 975**
Charente	359	636	512	1 507
Charente-Marit.	583	1 208	888	2 679
Deux-Sèvres	303	660	553	1 516
Vienne	434	867	623	1 924
Poitiers	**1 679**	**3 371**	**2 576**	**7 626**
Ardennes	327	595	469	1 391
Aube	392	686	478	1 556
Marne	654	1 235	864	2 753
Haute-Marne	191	347	338	876
Reims	**1 564**	**2 863**	**2 149**	**6 576**
Côtes-d'Armor	111	1 281	627	2 019
Finistère	621	1 342	755	2 718
Ille-et-Vilaine	1 060	1 907	896	3 863
Morbihan	440	965	534	1 939
Rennes	**2 232**	**5 495**	**2 812**	**10 539**
Bas-Rhin	1 368	2 667	1 334	5 369
Haut-Rhin	935	1 733	1 021	3 689
Strasbourg	**2 303**	**4 400**	**2 355**	**9 058**
Ariège	67	325	275	667
Aveyron	55	537	447	1 039
Haute-Garonne	1 667	3 144	1 676	6 487
Gers	157	302	330	789
Lot	129	269	280	678
Hautes-Pyrénées	204	388	345	937
Tarn	247	824	484	1 555
Tarn-et-Garonne	136	722	388	1 246
Toulouse	**2 662**	**6 511**	**4 225**	**13 398**
Yvelines	2 076	3 816	1 909	7 801
Essonne	2 178	4 101	1 651	7 930
Hauts-de-Seine	2 202	3 610	1 409	7 221
Val-d'Oise	2 378	4 232	1 829	8 439
Versailles	*8 834*	*15 759*	*6 798*	*31 391*
France hors DROM	**71 467**	**148 606**	**84 341**	**304 414**
Guadeloupe	636	1 054	842	2 532
Guyane	740	1 797	680	3 217
Martinique	437	980	687	2 104
Mayotte	733	2 243	525	3 501
La Réunion	1 831	3 313	1 594	6 738
DROM	**4 377**	**9 387**	**4 328**	**18 092**
Total	**75 844**	**157 993**	**88 669**	**322 506**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le premier degré public, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**
Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'académie d'Aix-Marseille, parmi les 14 890 enseignants du premier degré public, 3 671 enseignent en préélémentaire, 7 351 en élémentaire et 3 868 sont dédiés à d'autres missions : remplacement, direction et enseignement, enseignement dans des conditions particulières.*

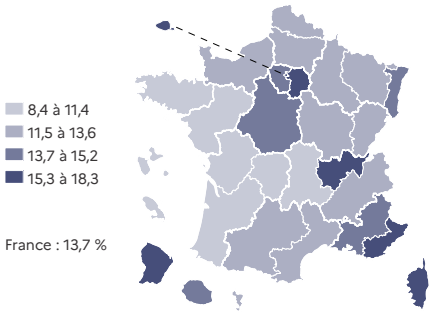
3 Part des contractuels parmi les enseignants du premier degré public en 2025-2026 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le premier degré public, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 2,7 % des enseignants du premier degré public sont contractuels dans l'académie de Paris.*

4 Part des enseignants fonctionnaires du premier degré public ayant moins de cinq ans d'ancienneté en 2025-2026 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le premier degré public, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 15,6 % des enseignants fonctionnaires du premier degré public ont moins de cinq ans d'ancienneté dans l'académie de Paris.*

9.06 Les enseignants du premier degré privé sous contrat par académie et département

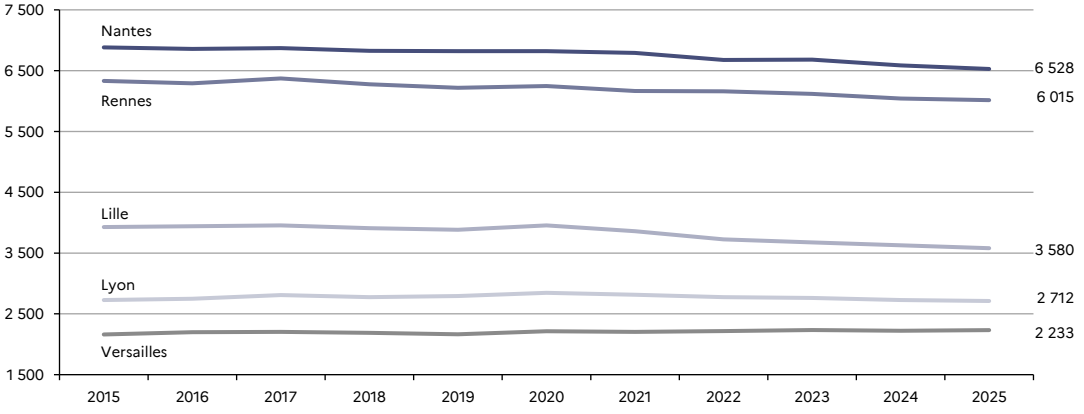
Dans le premier degré privé sous contrat, 43 600 personnes enseignent en 2025-2026 en France **(2)**. Ces enseignants sont inégalement répartis entre les départements : 55 départements accueillent chacun moins de 300 enseignants. Outre Mayotte où il n'y a pas d'école privée sous contrat, la Creuse est le département qui compte le moins d'enseignants (15). À l'opposé, dix départements regroupent chacun plus de 1 000 enseignants.

De 2015 à 2025, les effectifs des cinq académies présentant le plus d'agents ont évolué de façon contrastée **(1)**. En dix ans, les effectifs des académies de Lille, Nantes, Rennes et Lyon ont diminué respectivement de 9 %, 5 %, 5 % et 1 %, alors que ceux de Versailles ont augmenté de 3 %.

Dans le premier degré privé sous contrat, la part des enseignants non titulaires, appelés maîtres délégués, est de 17 % **(3)**. Cette part atteint 52 % en Martinique. Les académies affichant les proportions les plus faibles, à savoir Nantes et Lille (13 %) ainsi que Rennes (14 %), sont celles dont les effectifs de maîtres délégués sont les plus élevés.

Parmi les enseignants assimilés titulaires du premier degré privé sous contrat, 11 % ont moins de cinq ans d'ancienneté **(4)**. Cette part est la plus élevée dans les académies de Paris (26 %) et de Créteil (23 %), tandis qu'elle est de 8 % ou moins dans huit académies : Amiens, Corse, Besançon, Grenoble, Nancy-Metz, Martinique, Rennes et Poitiers.

1 Évolution des effectifs des cinq plus grandes académies du premier degré privé sous contrat



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : les cinq plus grandes académies de France (hors Mayotte) au regard de leurs effectifs d'agents ayant une mission d'enseignement dans le premier degré privé sous contrat, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre.**

Lecture : *dans l'académie de Nantes, le nombre d'enseignants dans le premier degré privé sous contrat est passé de 6 883 à 6 528 entre les rentrées 2015 et 2025.*

Précisions

Les effectifs peuvent légèrement varier d'une édition à l'autre de *RERS*, car le panel des personnels est recalculé chaque année sur la base des données de gestion actualisées. Or, il arrive que des modifications des bases de gestion soient effectuées avec plusieurs années de décalage (corrections d'erreurs notamment). En outre, le calcul des indicateurs statistiques s'affine toujours davantage.

Ancienneté – Il s'agit du nombre d'années passées par l'agent en tant qu'enseignant titulaire ou assimilé, depuis la date de sa nomination jusqu'au 30 novembre 2025. Les éventuelles activités de non titulaire ou de non enseignant ne sont pas prises en compte.

Assimilés titulaires, maîtres délégués - Voir « Glossaire » à « Corps enseignants du privé sous contrat ».

École élémentaire, préélémentaire, missions des personnels – Voir « Glossaire ».

« Préél. » regroupe le personnel chargé d'enseigner dans une classe de maternelle. « Élém. » regroupe le personnel chargé d'enseigner dans une classe d'élémentaire. La catégorie « Autres » regroupe les enseignants en mission de remplacement (y compris contractuels affectés en cours d'année), ceux chargés d'enseigner dans des conditions particulières (enseignant mobile pour élèves en difficulté, enseignant chargé de classes pour enfants en situation de handicap, etc.) et les directeurs d'école cumulant des missions de direction et d'enseignement.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

2 Répartition des enseignants du premier degré privé sous contrat par académie et département en 2025-2026

Départements et académies	Préél.	Élém.	Autres	Total
Alpes-Hte-Prov.	8	23	14	45
Hautes-Alpes	11	36	9	56
Bouches-du-Rh.	238	639	208	1 085
Vaucluse	75	171	47	293
Aix-Marseille	**332**	**869**	**278**	**1 479**
Aisne	47	120	40	207
Oise	61	143	55	259
Somme	97	211	63	371
Amiens	**205**	**474**	**158**	**837**
Doubs	49	144	48	241
Jura	19	78	20	117
Haute-Saône	15	38	10	63
Terr. de Belfort	9	44	25	78
Besançon	**92**	**304**	**103**	**499**
Dordogne	3	77	31	111
Gironde	154	359	206	719
Landes	3	97	47	147
Lot-et-Garonne	34	81	33	148
Pyrénées-Atl.	190	417	220	827
Bordeaux	**384**	**1 031**	**537**	**1 952**
Allier	27	71	32	130
Cantal	2	47	18	67
Haute-Loire	60	189	90	339
Puy-de-Dôme	80	220	76	376
Clermont-Ferrand	**169**	**527**	**216**	**912**
Corse-du-Sud	7	24	5	36
Haute-Corse	4	15	4	23
Corse	**11**	**39**	**9**	**59**
Seine-et-Marne	92	202	72	366
Seine-Saint-Denis	91	298	79	468
Val-de-Marne	135	296	77	508
Créteil	**318**	**796**	**228**	**1 342**
Côte-d'Or	60	129	45	234
Nièvre	15	30	9	54
Saône-et-Loire	53	105	34	192
Yonne	34	66	27	127
Dijon	**162**	**330**	**115**	**607**
Ardèche	5	256	140	401
Drôme	78	187	92	357
Isère	136	336	138	610
Savoie	46	94	51	191
Haute-Savoie	130	292	123	545
Grenoble	**395**	**1 165**	**544**	**2 104**
Nord	760	1 511	447	2 718
Pas-de-Calais	236	499	127	862
Lille	**996**	**2 010**	**574**	**3 580**
Corrèze	21	33	18	72
Creuse	4	7	4	15
Haute-Vienne	24	50	24	98
Limoges	**49**	**90**	**46**	**185**
Ain	72	197	91	360
Loire	195	415	198	808
Rhône	386	881	277	1 544
Lyon	**653**	**1 493**	**566**	**2 712**
Aude	34	62	33	129
Gard	99	212	113	424
Hérault	140	317	158	615
Lozère	32	75	31	138
Pyrénées-Orient.	42	117	57	216
Montpellier	**347**	**783**	**392**	**1 522**
Meurthe-et-Mos.	39	138	73	250
Meuse	7	40	17	64
Moselle	43	145	96	284
Vosges	24	65	33	122
Nancy-Metz	**113**	**388**	**219**	**720**
Loire-Atlantique	670	1 266	482	2 418
Maine-et-Loire	336	889	390	1 615
Mayenne	111	266	132	509
Sarthe	15	309	121	445
Vendée	438	727	376	1 541
Nantes	**1 570**	**3 457**	**1 501**	**6 528**
Alpes-Maritimes	115	233	74	422
Var	64	174	108	346
Nice	**179**	**407**	**182**	**768**
Calvados	104	249	76	429
Eure	46	141	55	242
Manche	98	230	72	400
Orne	57	125	73	255
Seine-Maritime	118	349	136	603
Normandie	**423**	**1 094**	**412**	**1 929**
Cher	21	55	20	96
Eure-et-Loir	40	128	54	222
Indre	12	32	19	63
Indre-et-Loire	59	186	89	334
Loir-et-Cher	31	91	32	154
Loiret	68	158	49	275
Orléans-Tours	**231**	**650**	**263**	**1 144**
Paris	**430**	**987**	**200**	**1 617**
Charente	34	72	61	167
Charente-Marit.	42	98	60	200
Deux-Sèvres	75	174	67	316
Vienne	59	125	46	230
Poitiers	**210**	**469**	**234**	**913**
Ardennes	22	56	22	100
Aube	31	75	26	132
Marne	72	183	65	320
Haute-Marne	8	25	8	41
Reims	**133**	**339**	**121**	**593**
Côtes-d'Armor	12	612	211	835
Finistère	336	838	320	1 494
Ille-et-Vilaine	546	1 041	422	2 009
Morbihan	434	883	360	1 677
Rennes	**1 328**	**3 374**	**1 313**	**6 015**
Bas-Rhin	47	174	106	327
Haut-Rhin	25	160	68	253
Strasbourg	**72**	**334**	**174**	**580**
Ariège	2	38	17	57
Aveyron	11	190	93	294
Haute-Garonne	154	333	113	600
Gers	22	56	29	107
Lot	7	38	22	67
Hautes-Pyrénées	26	72	36	134
Tarn	58	139	82	279
Tarn-et-Garonne	15	97	27	139
Toulouse	**295**	**963**	**419**	**1 677**
Yvelines	147	418	109	674
Essonne	86	211	91	388
Hauts-de-Seine	225	479	123	827
Val-d'Oise	83	205	56	344
Versailles	**541**	**1 313**	**379**	**2 233**
France hors DROM	**9 638**	**23 686**	**9 183**	**42 507**
Guadeloupe	57	128	49	234
Guyane	50	73	16	139
Martinique	34	97	99	230
La Réunion	130	238	76	444
DROM (1)	**271**	**536**	**240**	**1 047**
Total	**9 909**	**24 222**	**9 423**	**43 554**

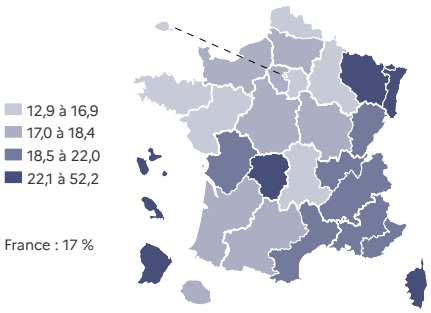
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le premier degré privé sous contrat, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**

1. Mayotte ne comprend pas d'école privée sous contrat.

Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'académie d'Aix-Marseille, parmi les 1 479 enseignants du premier degré privé, 332 enseignent en préélémentaire, 869 en élémentaire et 278 assurent d'autres missions : remplacement, direction et enseignement, enseignement dans des conditions particulières, etc.*

3 Part des maîtres délégués parmi les enseignants du premier degré privé sous contrat en 2025-2026 (en %)



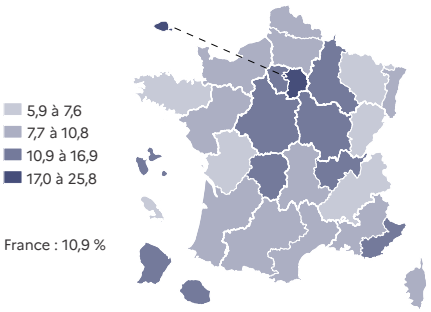
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le premier degré privé sous contrat, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 16,7 % des enseignants du premier degré privé sous contrat sont maîtres délégués dans l'académie de Paris*

Note : Mayotte ne comprend pas d'école privée sous contrat

4 Part des enseignants assimilés titulaires du premier degré privé sous contrat ayant moins de cinq ans d'ancienneté en 2025-2026 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champs : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le premier degré privé sous contrat, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 25,8 % des enseignants assimilés titulaires du premier degré privé sous contrat ont moins de cinq ans d'ancienneté dans l'académie de Paris.*

Note : Mayotte ne comprend pas d'école privée sous contrat.

9.07 Les enseignants du second degré public par académie

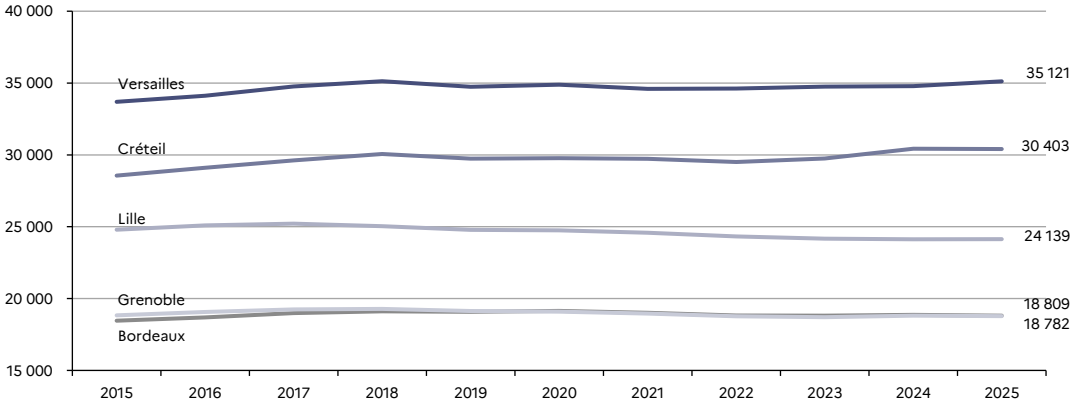
En 2025-2026, la répartition sur l'ensemble de la France des 389 100 agents chargés d'une mission d'enseignement dans le second degré public est très contrastée **(2)**. Trois académies regroupent chacune plus de 20 000 enseignants, totalisant à elles seules un quart des effectifs : Versailles (35 100), Créteil (30 400) et Lille (24 100). À l'inverse, l'académie qui en compte le moins est la Corse, avec moins de 2 000 enseignants.

De 2015 à 2025, les effectifs des cinq académies présentant le plus d'agents ont évolué différemment **(1)**. Ils ont progressé dans les académies de Créteil, Versailles et Bordeaux (respectivement de 6 %, 4 % et 2 % au cours de la période), tandis que l'effectif de l'académie de Lille a diminué de 3 % et celui de l'académie de Grenoble est resté stable.

Dans le second degré public, un enseignant sur dix est contractuel **(3)**. Cette proportion est plus faible dans les académies entourant l'Île-de-France, tandis qu'elle atteint 52 % à Mayotte. L'académie de Guyane compte également une part importante de contractuels (32 %).

Les enseignants fonctionnaires du second degré public sont 10 % à avoir moins de cinq ans d'ancienneté en tant que fonctionnaires d'un corps enseignant **(4)**. Les académies accueillant le plus d'enseignants en début de carrière sont surtout concentrées en Île-de-France, à savoir les académies de Créteil (21 %) et de Versailles (22 %), ainsi qu'à Mayotte (21 %).

1 Évolution des effectifs des cinq plus grandes académies du second degré public



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : les cinq plus grandes académies de France au regard de leurs effectifs d'agents ayant une mission d'enseignement dans le second degré public, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre.**

Lecture : *dans l'académie de Créteil, le nombre d'enseignants dans le second degré public est passé de 28 558 à 30 403 entre les rentrées 2015 et 2025.*

Précisions

Les effectifs peuvent légèrement varier d'une édition à l'autre de *RERS* car le panel des personnels est recalculé chaque année sur la base des données de gestion actualisées. Or, il arrive que des modifications des bases de gestion soient effectuées avec plusieurs années de décalage (corrections d'erreurs notamment). En outre, le calcul des indicateurs statistiques s'affine toujours davantage.

Toutes les personnes enseignant dans le second degré sont prises en compte. Outre les enseignants du second degré, le champ inclut donc des enseignants des corps du premier degré, professeurs des écoles ou instituteurs exerçant en Segpa, des enseignants des sections de technicien supérieur (STS) et ceux des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).

Ancienneté – Il s'agit du nombre d'années passées par l'agent en tant qu'enseignant titulaire, depuis la date de sa nomination jusqu'au 30 novembre 2025. Les éventuelles activités de non titulaire ou de non enseignant ne sont pas prises en compte.

Corps enseignants du second degré public, missions des personnels – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

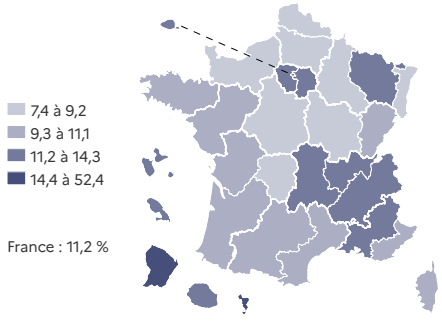
2 Répartition des enseignants du second degré public par corps et par académie en 2025-2026

Académies et régions académiques	Agrégés et prof. de chaire sup.	Certifiés et PEPS	PLP	Professeurs des écoles et instituteurs	PEGC, adjoints et chargés d'enseignement	Contractuels	Total second degré
Clermont-Ferrand	953	4 256	982	197	1	832	7 221
Grenoble	2 940	11 211	2 090	376	4	2 161	18 782
Lyon	3 228	10 123	2 075	433	5	2 110	17 974
Auvergne-Rhône-Alpes	**7 121**	**25 590**	**5 147**	**1 006**	**10**	**5 103**	**43 977**
Besançon	969	4 206	942	211	1	676	7 005
Dijon	1 203	5 649	1 036	223	2	678	8 791
Bourgogne-Franche-Comté	**2 172**	**9 855**	**1 978**	**434**	**3**	**1 354**	**15 796**
Bretagne (Rennes)	**1 897**	**8 558**	**1 768**	**355**	**4**	**1 453**	**14 035**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**1 927**	**9 406**	**1 831**	**461**	**2**	**1 375**	**15 002**
Corse	**190**	**1 283**	**251**	**49**	**0**	**213**	**1 986**
Nancy-Metz	1 657	8 119	1 813	454	5	1 555	13 603
Reims	930	4 692	1 087	225	2	669	7 605
Strasbourg	1 955	6 674	1 498	344	4	859	11 334
Grand Est	**4 542**	**19 485**	**4 398**	**1 023**	**11**	**3 083**	**32 542**
Amiens	1 244	7 430	1 799	404	3	887	11 767
Lille	2 612	15 167	3 596	697	6	2 061	24 139
Hauts-de-France	**3 856**	**22 597**	**5 395**	**1 101**	**9**	**2 948**	**35 906**
Créteil	4 818	17 511	3 166	562	2	4 344	30 403
Paris	3 424	4 717	1 021	100	2	1 442	10 706
Versailles	6 261	20 724	3 521	590	2	4 023	35 121
Île-de-France	**14 503**	**42 952**	**7 708**	**1 252**	**6**	**9 809**	**76 230**
Normandie	**2 323**	**11 961**	**2 454**	**504**	**6**	**1 377**	**18 625**
Bordeaux	2 706	11 083	2 493	444	8	2 075	18 809
Limoges	538	2 667	585	99	0	348	4 237
Poitiers	1 206	6 022	1 216	250	2	957	9 653
Nouvelle-Aquitaine	**4 450**	**19 772**	**4 294**	**793**	**10**	**3 380**	**32 699**
Montpellier	2 162	9 940	2 017	408	4	1 729	16 260
Toulouse	2 511	10 357	2 199	382	5	1 871	17 325
Occitanie	**4 673**	**20 297**	**4 216**	**790**	**9**	**3 600**	**33 585**
Pays de la Loire (Nantes)	**2 091**	**10 215**	**2 121**	**470**	**3**	**1 665**	**16 565**
Aix-Marseille	2 559	10 376	2 178	368	3	1 971	17 455
Nice	1 682	7 624	1 409	319	3	1 241	12 278
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**4 241**	**18 000**	**3 587**	**687**	**6**	**3 212**	**29 733**
France hors DROM	**53 986**	**219 971**	**45 148**	**8 925**	**79**	**38 572**	**366 681**
Guadeloupe	266	2 079	654	149	6	408	3 562
Guyane	111	1 541	527	176	1	1 121	3 477
Martinique	166	1 637	574	104	1	402	2 884
Mayotte	72	1 248	345	80	0	1 921	3 666
La Réunion	787	5 008	1 703	177	3	1 124	8 802
DROM	**1 402**	**11 513**	**3 803**	**686**	**11**	**4 976**	**22 391**
France	**55 388**	**231 484**	**48 951**	**9 611**	**90**	**43 548**	**389 072**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le second degré public, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**
Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'académie de Clermont-Ferrand, parmi les 7 221 enseignants du second degré public : 953 sont agrégés ou professeur de chaire supérieure, 4 256 sont certifiés ou PEPS, 982 sont des PLP, 198 fonctionnaires d'un autre corps et 832 sont contractuels.*

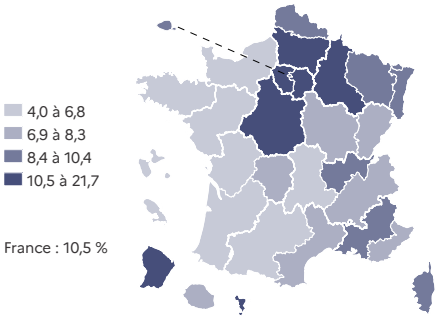
3 Part des contractuels parmi les enseignants du second degré public en 2025-2026 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le second degré public, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**
Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'académie de Paris, 13,5 % des enseignants du second degré public sont contractuels.*

4 Part des enseignants fonctionnaires du second degré public ayant moins de cinq ans d'ancienneté en 2025-2026 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le second degré public, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**
Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'académie de Paris, 10,1 % des enseignants fonctionnaires du second degré public ont moins de cinq ans d'ancienneté.*

9.08 Les enseignants du second degré privé sous contrat par académie

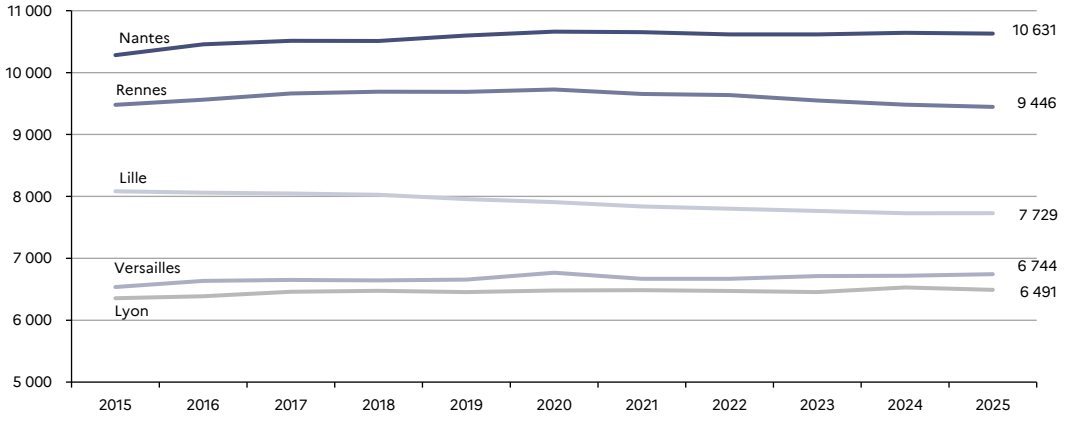
En 2025-2026, les enseignants du second degré privé sous contrat sont 96 400. Les enseignants certifiés et les enseignants d'éducation physique et sportive (PEPS) représentent à eux seuls 63 % des effectifs **(2)**. La Corse est l'académie de France hors DROM qui compte le moins d'enseignants du second degré privé sous contrat (106).

De 2015 à 2025, les effectifs des cinq académies présentant le plus d'agents ont évolué différemment **(1)**. Les effectifs des académies de Nantes et de Versailles ont crû de 3 % et celui de Lyon de 2 %. À l'inverse, celui de l'académie de Lille a diminué (- 4 %) et celui de Rennes est resté stable au cours de la période.

Dans le second degré privé sous contrat, la part des enseignants non titulaires, appelés maîtres délégués, est de 21 % **(3)**. Elle est la plus faible dans deux académies de l'Ouest (13 % à Rennes, 16 % à Nantes) ainsi qu'à Bordeaux, Nice, Toulouse et Montpellier (16 %). *A contrario*, dans l'académie de Guyane, un enseignant sur deux du privé sous contrat est maître délégué (50 %).

Les enseignants assimilés titulaires du second degré privé sous contrat sont 12 % à avoir moins de cinq ans d'ancienneté **(4)**. Les deux académies qui accueillent le plus d'enseignants en début de carrière sont Paris et Lyon (respectivement 15 %). À l'opposé, les deux académies où les enseignants récemment assimilés titulaires sont les moins nombreux sont celles de Nancy-Metz et de Corse (respectivement 10 % et 8 %).

1 Évolution des effectifs des cinq plus grandes académies du second degré privé sous contrat



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : les cinq plus grandes académies de France au regard de leurs effectifs, agents ayant une mission d'enseignement dans le second degré privé sous contrat, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre.**

Lecture : *dans l'académie de Nantes, le nombre d'enseignants dans le second degré privé sous contrat est passé de 10 282 à 10 631 entre les rentrées 2015 et 2025.*

Précisions

Les effectifs peuvent légèrement varier d'une édition à l'autre de *RERS* car le panel des personnels est recalculé chaque année sur la base des données de gestion actualisées. Or, il arrive que des modifications des bases de gestion soient effectuées avec plusieurs années de décalage (corrections d'erreurs notamment). En outre, le calcul des indicateurs statistiques s'affine toujours davantage.

À l'instar de ce qui s'observe dans le second degré public, le champ inclut des enseignants des corps du premier degré, professeurs des écoles ou instituteurs exerçant en Segpa, les enseignants des sections de technicien supérieur (STS) et ceux des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE).

Ancienneté – Il s'agit du nombre d'années passées par l'agent en tant qu'enseignant assimilé titulaire, depuis la date de sa nomination jusqu'au 30 novembre 2025. Les éventuelles activités de non titulaires ou de non enseignants ne sont pas prises en compte.

Corps enseignants du privé sous contrat, missions des personnels – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

2 Les enseignants du second degré privé sous contrat par corps et par académie en 2025-2026

Académies et régions académiques	Agrégés et prof. de chaire sup.	Certifiés et PEPS	PLP	PEGC, adjoints et chargés d'enseignement, MACD	Professeurs des écoles et instituteurs	Maîtres délégués	Total second degré
Clermont-Ferrand	80	1 215	219	17	19	385	1 935
Grenoble	212	3 132	651	32	23	1 092	5 142
Lyon	424	4 047	709	35	38	1 238	6 491
Auvergne-Rhône-Alpes	**716**	**8 394**	**1 579**	**84**	**80**	**2 715**	**13 568**
Besançon	17	807	163	15	1	285	1 288
Dijon	52	919	234	10	4	365	1 584
Bourgogne-Franche-Comté	**69**	**1 726**	**397**	**25**	**5**	**650**	**2 872**
Bretagne (Rennes)	**362**	**6 592**	**1 106**	**100**	**56**	**1 230**	**9 446**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**83**	**1 493**	**288**	**11**	**16**	**765**	**2 656**
Corse	**6**	**76**	**1**	**0**	**2**	**21**	**106**
Nancy-Metz	71	1 371	352	5	30	620	2 449
Reims	40	905	230	9	7	325	1 516
Strasbourg	145	1 128	129	7	8	376	1 793
Grand Est	**256**	**3 404**	**711**	**21**	**45**	**1 321**	**5 758**
Amiens	46	1 403	198	11	13	505	2 176
Lille	294	4 991	915	26	95	1 408	7 729
Hauts-de-France	**340**	**6 394**	**1 113**	**37**	**108**	**1 913**	**9 905**
Créteil	120	2 229	232	4	15	1 382	3 982
Paris	489	2 614	181	9	30	1 350	4 673
Versailles	478	4 025	220	19	29	1 973	6 744
Île-de-France	**1 087**	**8 868**	**633**	**32**	**74**	**4 705**	**15 399**
Normandie	**122**	**2 721**	**595**	**14**	**24**	**865**	**4 341**
Bordeaux	189	2 771	525	31	29	692	4 237
Limoges	20	333	40	4	2	134	533
Poitiers	58	1 173	201	11	6	347	1 796
Nouvelle-Aquitaine	**267**	**4 277**	**766**	**46**	**37**	**1 173**	**6 566**
Montpellier	166	2 090	450	26	12	535	3 279
Toulouse	209	2 403	468	34	31	614	3 759
Occitanie	**375**	**4 493**	**918**	**60**	**43**	**1 149**	**7 038**
Pays de la Loire (Nantes)	**425**	**7 251**	**1 163**	**79**	**56**	**1 657**	**10 631**
Aix-Marseille	212	2 657	612	13	24	877	4 395
Nice	124	1 294	186	10	10	309	1 933
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**336**	**3 951**	**798**	**23**	**34**	**1 186**	**6 328**
France hors DROM	**4 444**	**59 640**	**10 068**	**532**	**580**	**19 350**	**94 614**
Guadeloupe	11	220	84	3	0	107	425
Guyane	1	92	26	2	0	123	244
Martinique	8	233	28	1	2	154	426
La Réunion	29	417	56	6	5	132	645
DROM (1)	**49**	**962**	**194**	**12**	**7**	**516**	**1 740**
France	**4 493**	**60 602**	**10 262**	**544**	**587**	**19 866**	**96 354**

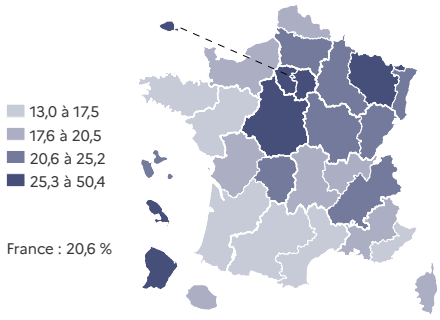
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents ayant une mission d'enseignement dans le second degré privé sous contrat, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**

1. Mayotte ne comprend pas d'établissement privé sous contrat.

Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'académie de Clermont-Ferrand, parmi les 1 935 enseignants du second degré privé sous contrat : 80 sont agrégés ou professeurs de chaire supérieure, 1 215 certifiés ou PEPS, 219 PLP, 36 assimilés fonctionnaires d'un autre corps et 385 sont maîtres délégués.*

3 Part des maîtres délégués parmi les enseignants du second degré privé sous contrat en 2025-2026 (en %)



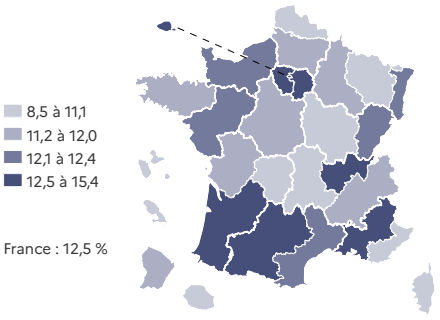
RERS 2026, DEPP

▶ **France, agents ayant une mission d'enseignement dans le second degré privé sous contrat, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**

Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'académie de Paris, 28,9 % des enseignants sont maîtres délégués.*

Note : Mayotte ne comprend pas d'école privée sous contrat.

4 Part des enseignants assimilés titulaires du second degré privé sous contrat ayant moins de cinq ans d'ancienneté en 2025-2026 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **France, agents ayant une mission d'enseignement dans le second degré privé sous contrat, rémunérés par l'éducation nationale et en activité au 30 novembre 2025.**

Lecture : *à la rentrée 2025, dans l'académie de Paris, 8,5 % des enseignants assimilés titulaires du second degré privé sous contrat ont moins de cinq ans d'ancienneté.*

Note : Mayotte ne comprend pas d'école privée sous contrat.

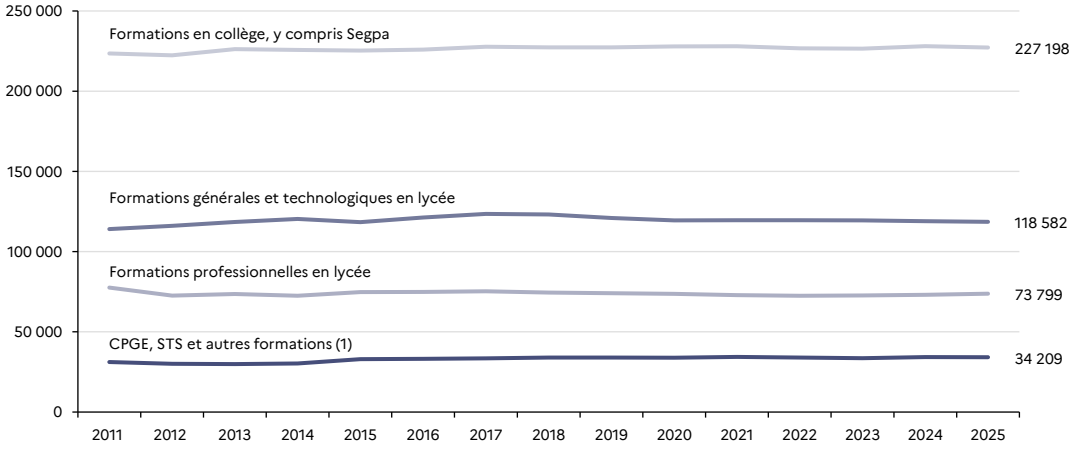
9.09 Les enseignants du second degré par niveau de formation

Entre les rentrées 2024 et 2025, les effectifs d'enseignants ont diminué de 0,4 % pour les formations en collège (y compris **Segpa**) et de 0,3 % pour les formations générales et technologiques en lycée **(1)**. Inversement, le nombre d'enseignants dans les formations professionnelles en lycée a augmenté de 1,0 %.

À la rentrée 2025, la moitié des 361 800 enseignants des établissements du second degré public sont en charge d'une formation en collège, 26 % d'une formation générale et technologique en lycée et 17 % d'une formation professionnelle en lycée **(2)**. Le reste des effectifs est constitué d'enseignants en CPGE, STS et autres formations. Cette répartition est comparable dans le secteur privé sous contrat qui compte 92 000 enseignants : 49 % assurent une formation en collège, 28 % une formation générale et technologique et 15 % une formation professionnelle en lycée **(3)**.

Dans les deux secteurs, les enseignants certifiés et assimilés sont majoritaires dans les formations de niveau collège (79 % du corps enseignant dans le public et 77 % dans le privé sous contrat) comme dans les formations générales et technologiques en lycée (respectivement 63 % et 76 %). Les formations professionnelles en lycée sont assurées majoritairement par des professeurs de lycée professionnel (PLP) : 70 % dans le public et 63 % dans le privé. C'est dans ce type de formation que la part des contractuels et maîtres délégués est la plus importante (21 % dans le public et 28 % dans le privé sous contrat).

1 Évolution du nombre d'enseignants des secteurs public et privé sous contrat



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : enseignants face à élèves à la rentrée en France, public + privé sous contrat.**

1. La catégorie « autres formations » regroupe principalement la mission de lutte contre le décrochage scolaire, mais aussi diverses préparations post-bac (hors STS et CPGE) et des formations complémentaires d'initiative locale.

Lecture : *à la rentrée 2025, 227 198 enseignants sont en charge d'une formation en collège (y compris Segpa).*

Précisions

Enseignants face à élèves à la rentrée – Ces enseignants sont un peu plus nombreux que les « enseignants sur classes attitrées » des fiches précédentes. Sont inclus, par exemple, des remplaçants pouvant être affectés dès la rentrée pour assurer les cours face à élèves. Les enseignants sont comptabilisés au prorata de leur enseignement dans chaque niveau de formation.

Corps enseignants du privé sous contrat, corps enseignants du second degré public, temps de travail des agents de l'éducation nationale – Voir « Glossaire ».

Source

DEPP, bases Relais.

2 Répartition des enseignants du secteur public par corps selon le niveau de la formation enseignée en 2025-2026

	Formations en collège y c. Segpa	Formations profession-nelles en lycée	Formations générales ou technolo-giques en lycée	CPGE	STS	Autres formations (1)	Total	Total (%)	Part des femmes (%)	Part à temps partiel (2) (%)
Agrégés et chaire supérieure	12 772	498	28 601	6 865	5 420	149	54 305	15,0	53,9	8,5
Certifiés et assimilés	143 351	4 030	58 170	126	10 592	290	216 559	59,9	61,4	11,2
PLP	3 540	42 181	273	2	1 509	519	48 024	13,3	50,7	6,2
Autres fonctionnaires (3)	7 819	430	29	1	1	30	8 310	2,3	69,8	3,7
Total fonctionnaires	**167 483**	**47 140**	**87 073**	**6 992**	**17 523**	**987**	**327 198**	**90,4**	**58,8**	**9,8**
Total contractuels	**14 226**	**12 897**	**5 895**	**10**	**1 257**	**285**	**34 569**	**9,6**	**50,9**	**0,7**
Ensemble	**181 708**	**60 036**	**92 968**	**7 002**	**18 781**	**1 272**	**361 767**	**100,0**	**58,1**	**9,0**
Part (en %)	**50,2**	**16,6**	**25,7**	**1,9**	**5,2**	**0,4**	**100,0**			

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : enseignants face à élèves à la rentrée 2025 en France dans le secteur public.**

1. Cette catégorie regroupe principalement la mission de lutte contre le décrochage scolaire, mais aussi diverses préparations post-bac (hors STS et CPGE) et des formations complémentaires d'initiative locale.

2. Les agents contractuels travaillant à temps incomplet ne sont pas comptés dans le temps partiel.

3. Quasiment exclusivement des enseignants des corps du premier degré.

Lecture : *à la rentrée 2025, dans le secteur public, 12 772 professeurs agrégés et de chaire supérieure sont en charge d'une formation en collège (y compris Segpa). La part de femmes parmi les professeurs agrégés et de chaire supérieure est de 53,9 %.*

3 Répartition des enseignants du secteur privé sous contrat par corps selon le niveau de la formation enseignée en 2025-2026

	Formations en collège y c. Segpa	Formations profession-nelles en lycée	Formations générales ou technolo-giques en lycée	CPGE	STS	Autres formations (1)	Total	Total (%)	Part des femmes (%)	Part à temps partiel (2) (%)
Agrégés et chaire supérieure	916	42	2 062	1 063	486	7	4 576	5,0	54,9	6,2
Certifiés et assimilés	34 828	1 190	19 399	156	3 390	73	59 036	64,2	67,3	10,2
PLP	889	8 631	288		434	75	10 317	11,2	63,6	8,5
Autres assimilés titulaires (3)	621	83	64	0	11	0	778	0,8	75,2	11,3
Total assimilés titulaires	**37 254**	**9 946**	**21 813**	**1 219**	**4 321**	**155**	**74 707**	**81,2**	**66,1**	**9,7**
Total maîtres délégués	**8 237**	**3 817**	**3 801**	**24**	**1 340**	**96**	**17 314**	**18,8**	**57,9**	**0,5**
Ensemble	**45 490**	**13 763**	**25 614**	**1 243**	**5 661**	**251**	**92 021**	**100,0**	**64,6**	**8,0**
Part (en %)	**49,4**	**15,0**	**27,8**	**1,4**	**6,2**	**0,3**	**100,0**			

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : enseignants face à élèves à la rentrée 2025 en France dans le secteur privé sous contrat.**

1. Cette catégorie regroupe principalement la mission de lutte contre le décrochage scolaire, mais aussi diverses préparations post-bac (hors STS et CPGE) et des formations complémentaires d'initiative locale.

2. Les agents maîtres délégués travaillant à temps incomplet ne sont pas comptés dans le temps partiel.

3. Quasiment exclusivement des enseignants des corps du premier degré.

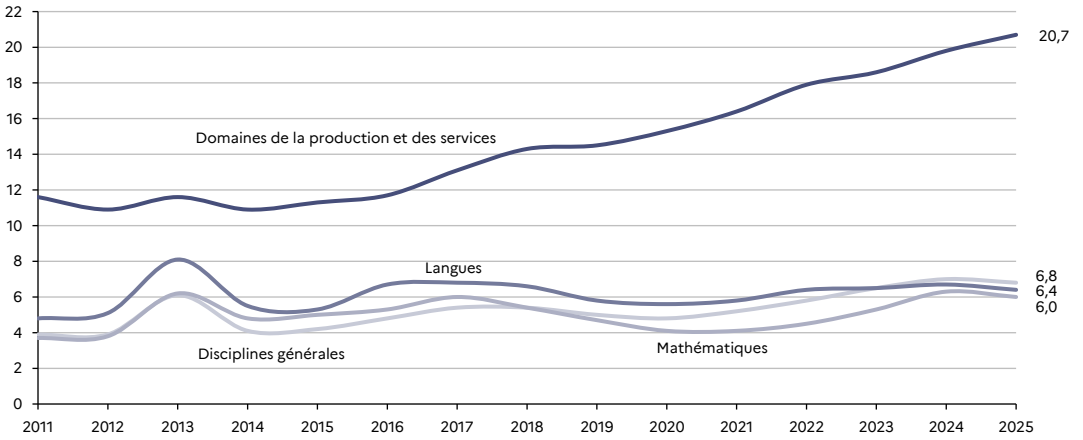
Lecture : *à la rentrée 2025, dans le secteur privé sous contrat, 916 professeurs agrégés et de chaire supérieure sont en charge d'une formation en collège (y compris Segpa). La part de femmes parmi les professeurs agrégés et de chaire supérieure est de 54,9 %.*

À la rentrée 2025, dans les établissements du second degré, 361 800 enseignants sont face à élèves dans le secteur public et 92 000 dans le secteur privé sous contrat (2). Dans le secteur public, 77 % d'entre eux enseignent des disciplines générales (philosophie, lettres, mathématiques, etc.), 12 % des disciplines dans le domaine de la production, 8 % dans celui des services et 3 % dispensent des enseignements spécialisés auprès des élèves à besoins particuliers. Avec 57 600 enseignants dans le public, les disciplines les plus représentées sont les « lettres », devant les « langues » (56 300) et les « mathématiques » (46 600).

Les femmes sont majoritaires dans les disciplines générales (61 % dans le public et 66 % dans le privé sous contrat) ou dans le domaine des services (64 % dans le public et 73 % dans le privé) et minoritaires dans le domaine de la production (30 % dans le public et 38 % dans le privé). Dans le public, la part des femmes est très importante pour les « langues » et les « lettres » (respectivement 83 % et 79 %) alors qu'elles sont minoritaires en « « philosophie », en « éducation physique et sportive », en « physique-chimie » et en « mathématiques » (respectivement 39 %, 41 %, 43 % et 44 %).

Dans le secteur public, la proportion de contractuels est plus importante dans les domaines des services (23 %) et de la production (19 %) que dans les disciplines générales (7 %). Cette proportion a fortement augmenté depuis 2011 dans les domaines de la production et des services (1). Depuis la rentrée 2020, la tendance est aussi à la hausse pour les disciplines générales (en particulier en mathématiques), mais de manière plus mesurée.

1 Évolution de la part des enseignants contractuels dans le secteur public pour certains groupes de disciplines (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : enseignants face à élèves à la rentrée dans le secteur public, France (hors Mayotte avant 2011).**
Lecture : *à la rentrée 2025, 20,7 % des enseignants du public dans les domaines de la production et des services sont contractuels, part en hausse continue depuis 2014.*
Note : le pic de 2013 s'explique par l'apport des contractuels admissibles à la session exceptionnelle des concours enseignants de cette année. Ces agents, en attendant de se présenter aux épreuves d'admission en juin 2014, ont bénéficié d'un contrat uniquement pour cette année scolaire.

Précisions

Enseignants face à élèves à la rentrée - Ces enseignants sont un peu plus nombreux que les « enseignants sur classes attitrées » des fiches précédentes. Sont inclus, par exemple, des remplaçants pouvant être affectés dès la rentrée pour assurer les cours face à élèves. Les enseignants sont comptabilisés au prorata de leur enseignement dans chaque niveau de formation.

Regroupement des disciplines – Un professeur du second degré est affecté sur un poste pour y assurer un enseignement d'une ou plusieurs disciplines (postes bivalents). Les disciplines de postes étant nombreuses, elles sont ici regroupées.

Par exemple, le groupe « lettres » comprend principalement les lettres classiques et les lettres modernes, mais aussi les disciplines bivalentes lettres-histoire-géographie, lettres-langues, etc.

Les enseignements spécialisés sont assurés auprès des élèves à besoins éducatifs particuliers. Il s'agit, par exemple, du module d'aides spécifiques enseigné en Segpa ou des enseignements du braille et du langage des signes en ULIS.

Source
DEPP, bases Relais.

2 Les enseignants par groupe de disciplines en 2025-2026

	Secteur public									Secteur privé sous contrat	
	Formations en collège y c. Segpa	Formations profession-nelles en lycée	Formations générales ou techno-logiques en lycée	CPGE	STS	Autres	Total	Part des femmes (%)	Part des contrac-tuels (%)	Total privé sous contrat	Part des femmes (%)
Disciplines générales											
Philosophie	1	4	3 779	356	67	13	4 221	39,2	4,9	1 209	43,2
Lettres	32 515	13 006	9 762	715	1 437	130	57 564	78,8	10,0	14 332	83,0
dont : lettres modernes	26 824	104	8 183	403	1 134	47	36 695	82,9	7,0	10 100	85,9
Langues	34 421	419	18 443	1 152	1 778	88	56 301	82,7	6,4	15 521	86,9
dont : anglais	19 818	55	9 723	631	1 432	32	31 692	82,1	4,5	8 678	86,8
espagnol	9 152	177	5 563	252	239	12	15 394	84,6	7,4	4 386	88,4
allemand	3 262	50	1 721	198	64	6	5 299	83,7	4,9	1 580	86,8
Histoire-géographie	18 081	17	10 616	384	74	23	29 195	49,4	4,3	8 098	55,2
Sciences économiques et sociales	3	4	4 188	140	12	3	4 349	50,0	4,8	1 394	54,5
Mathématiques	25 208	6 858	11 994	1 623	801	67	46 551	44,4	6,0	11 754	55,2
Physique-chimie	9 241	16	9 692	1 472	1 200	23	21 643	42,9	7,0	5 491	50,7
Biologie-géologie	10 056	10	6 719	149	6	17	16 958	65,6	4,2	4 659	71,4
Éducation musicale	6 125	2	206	6	3	4	6 346	54,8	15,2	1 707	58,4
Arts plastiques	5 958	19	519	27	16	5	6 544	70,8	10,7	1 842	76,9
Éducation physique et sportive	20 855	3 819	5 405	93	5	66	30 243	40,6	4,3	7 559	35,6
Total disciplines générales	**162 463**	**24 174**	**81 322**	**6 117**	**5 399**	**439**	**279 915**	**61,3**	**6,8**	**73 566**	**66,4**
Domaines de la production											
Technologie	7 236	93	3 126	13	3 055	26	13 547	14,3	13,7	2 924	21,4
Sciences techniques industrielles	1	0	9	590	2	1	602	12,5	0,2	70	12,9
Génie industriel (1)	398	3 092	18	0	166	60	3 734	24,9	24,6	370	29,7
Génie chimique	1	82	0	0	14	0	96	35,4	22,9	9	44,4
Génie civil	683	1 762	4	1	80	12	2 542	15,0	28,1	173	20,2
Génie thermique	93	872	5	0	77	7	1 053	3,6	23,9	154	6,5
Génie mécanique	171	4 165	19	12	324	72	4 763	5,8	18,4	695	12,7
Génie électrique	38	3 080	27	0	271	61	3 477	5,6	19,8	719	5,4
Biotech.-santé-environnement-génie biologique	1 229	4 105	50	0	243	50	5 677	82,8	20,7	1 274	88,5
Métiers des arts appliqués	90	2 247	399	20	965	22	3 742	68,6	24,2	1 048	66,7
Biotech.-génie biologique et biochimie	307	149	918	10	550	52	1 986	65,3	20,0	420	75,2
Hôtellerie : techniques culinaires	50	1 310	124	0	117	68	1 669	20,6	24,3	398	18,3
Total domaines de la production	**10 295**	**20 956**	**4 699**	**646**	**5 863**	**429**	**42 889**	**29,8**	**19,2**	**8 254**	**38,0**
Domaines des services											
Informatique, télématique	1	1	365	77	124	1	570	16,3	5,1	96	25,0
Industries graphiques	1	166	0	0	74	1	241	41,1	41,1	29	41,4
Autres activités : conduite, navigation	2	711	0	0	0	1	713	12,1	18,8	90	18,9
Métiers d'arts, de l'artisanat et spécifiques	8	465	28	2	77	18	597	46,2	39,9	147	51,0
EFS-Employé technique des collectivités (2)	16	2	0	0	0	0	18	72,2	38,9	13	76,9
Paramédical et social, soins personnels	13	2 577	847	0	416	136	3 989	90,1	21,6	1 878	93,7
Économie et gestion	378	9 400	5 492	160	6 477	130	22 037	64,0	23,7	6 565	70,2
Hôtellerie : services, tourisme	25	950	148	0	344	63	1 530	53,1	15,8	337	46,0
Total domaines des services	**444**	**14 271**	**6 881**	**239**	**7 512**	**349**	**29 695**	**64,2**	**23,0**	**9 155**	**72,8**
Enseignement spécialisé	**8 506**	**635**	**66**	**0**	**7**	**55**	**9 268**	**71,0**	**5,4**	**1 046**	**75,9**
Ensemble	**181 708**	**60 036**	**92 968**	**7 002**	**18 781**	**1 272**	**361 767**	**58,1**	**9,6**	**92 021**	**64,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : enseignants face à élèves à la rentrée 2025 en France, public + privé sous contrat.**

1. Englobe également les disciplines d'encadrement des ateliers (industrie).

2. EFS : économie familiale et sociale.

Lecture : *à la rentrée 2025, 279 915 enseignants du public enseignent des disciplines générales. 61,3 % d'entre eux sont des femmes et 6,8 % des contractuels.*

Note : les enseignants sont catégorisés par discipline de poste, laquelle peut parfois différer de la matière enseignée. Par exemple, un professeur dont la discipline est la philosophie peut participer au dispositif « Devoirs faits » et intervenir au collège.

9.11 Le service des enseignants dans les établissements du second degré

À la rentrée 2025, le service moyen d'un enseignant dans un établissement du second degré public ou privé sous contrat (y compris post-bac) est de 18,5 heures par semaine (soit 18 heures et 30 minutes) réparties comme suit : 17,6 heures d'enseignement, dont 1,7 heure supplémentaire, une demi-heure d'activités autres que l'enseignement et une demi-heure de pondération **(2)**. Dans le secteur public, le service moyen d'un enseignant est de 18,6 heures. Il est de 16,1 heures pour les professeurs agrégés et de chaire supérieure, de 19,1 heures pour les certifiés et assimilés et de 19,8 heures pour les professeurs de lycée professionnel (PLP). Les professeurs agrégés et de chaire supérieure effectuent le plus d'heures supplémentaires (2,3 par semaine en moyenne). Dans le second degré privé sous contrat, le service moyen d'un enseignant est de 18,1 heures.

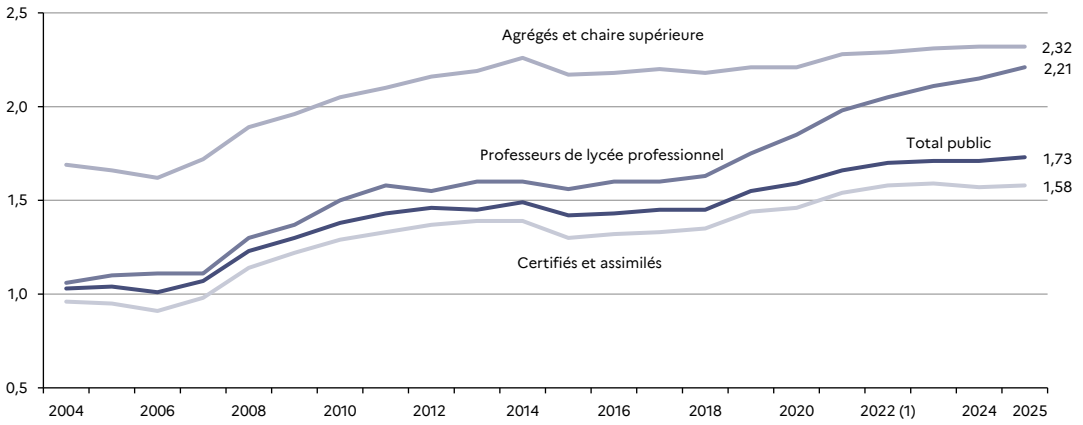
Les hommes effectuent des **heures supplémentaires annualisées** plus souvent que les femmes, tant dans le secteur public (78 % des hommes, contre 72 % des femmes) que dans le secteur privé sous contrat (71 % contre 67 %) **(3)**.

Dans les établissements publics du second degré, le nombre moyen d'heures supplémentaires à l'année a augmenté de 40 minutes entre la rentrée 2004 et la rentrée 2025, passant ainsi de 1 à 1,7 heure **(1)**. En particulier, elles ont augmenté de plus d'une heure (+ 1,15 heure) pour les PLP depuis 2004.

Au cours de l'année scolaire 2024-2025, dans les secteurs public et privé sous contrat, 53 % des enseignants ont effectué des **heures supplémentaires effectives** (heures ponctuelles ne comptant pas dans le service des enseignants), 46 % ont perçu une indemnité pour une **mission de professeur principal** et 23 % ont reçu au moins une **indemnité pour missions particulières (4)**.

Depuis la rentrée 2023, les missions complémentaires peuvent être effectuées également dans le cadre du **Pacte enseignant**. La part d'enseignants engagés dans le Pacte à la rentrée 2025 est plus importante dans le secteur privé sous contrat (33 %) que dans le secteur public (25 %). La proportion de femmes ayant opté pour le Pacte est comparable à celle des hommes, dans le privé comme dans le public.

1 Évolution du nombre moyen d'heures supplémentaires annualisées (HSA) par regroupement de corps dans le secteur public



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : enseignants face à élèves à l'année dans le secteur public, France.**

1. Le décret du 12 octobre 2021 rend compatible l'exercice des fonctions à temps partiel avec la réalisation d'heures supplémentaires annualisées (HSA) à la rentrée 2022, ce qui n'était pas le cas les années précédentes.

Lecture : *à la rentrée 2025, dans les établissements du second degré du secteur public, les agrégés et professeurs de chaire supérieure effectuent en moyenne 2,32 HSA.*

Précisions

Enseignants face à élèves à la rentrée – Ces enseignants sont un peu plus nombreux que les « enseignants sur classes attitrées » des fiches précédentes. Sont inclus, par exemple, des remplaçants pouvant être affectés dès la rentrée pour assurer les cours face à élèves. Les enseignants sont comptabilisés au prorata de leur enseignement dans chaque niveau de formation.

Service moyen d'un enseignant – Voir « Glossaire » à « Service total des enseignants du second degré ».

Pacte enseignant – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.29 ; 26.28 ; 25.31 ; 25.30.

Source

DEPP, bases Relais.

2 Service hebdomadaire moyen par secteur en 2025-2026

	Effectifs	Heures rémunérées				
		Enseignement	Autres activités (1)	Heures de pondération	Service hebdomadaire total (2)	*dont heures supplémentaires (3)*
Public						
Agrégés et chaire supérieure	54 305	14,82	0,43	0,84	16,09	*2,32*
Certifiés et assimilés	216 559	17,96	0,63	0,53	19,12	*1,58*
PLP	48 024	19,45	0,21	0,16	19,82	*2,21*
Autres fonctionnaires (4)	8 310	20,69	0,38	0,23	21,30	*0,65*
Total fonctionnaires	**327 198**	**17,72**	**0,53**	**0,52**	**18,77**	*1,77*
Contractuels (5)	33 414	17,08	0,25	0,36	17,69	*1,40*
Contractuels alternants	1 155	5,88	0,12	0,03	6,03	*0,00*
Total contractuels	**34 569**	**16,71**	**0,25**	**0,34**	**17,30**	*1,35*
Ensemble public	**361 767**	**17,63**	**0,50**	**0,50**	**18,63**	***1,73***
Privé						
Assimilés titulaires	74 707	17,69	0,42	0,49	18,60	*1,80*
Maîtres délégués	17 314	15,31	0,18	0,42	15,91	*1,46*
Ensemble privé sous contrat	**92 021**	**17,24**	**0,37**	**0,48**	**18,09**	***1,74***
Total public et privé sous contrat	**453 788**	**17,55**	**0,48**	**0,50**	**18,52**	***1,73***

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : enseignants face à élèves à la rentrée 2025 en France, public + privé sous contrat.**
1. Il s'agit essentiellement d'heures consacrée à des activités complémentaires, comme du soutien scolaire.
2. Y compris les pondérations.
3. Il s'agit d'heures d'enseignement.
4. Quasiment exclusivement des enseignants du premier degré.
5. Professeurs contractuels et maîtres auxiliaires hors contractuels alternants.
Lecture : *à la rentrée 2025, dans les établissements du second degré du secteur public, toutes disciplines et toutes modalités de service confondues, les agrégés et professeurs de chaire supérieure ont un service hebdomadaire moyen de 16,09 heures qui se décompose en 14,82 heures devant élèves, 0,43 heure d'autres activités et 0,84 heure de pondération. Sur ce service moyen, 2,32 heures sont rémunérées en heures supplémentaires.*

3 Heures supplémentaires annualisées (HSA) et Pacte enseignant en 2025-2026

		Enseignants effectuant au moins une HSA (%)		Enseignants engagés dans le Pacte (%)	
		Public	Privé	Public	Privé
Sexe	Femmes	72,0	66,7	24,7	32,7
	Hommes	77,5	71,0	25,3	33,5
Âge	Moins de 30 ans	60,1	61,1	19,4	30,7
	De 30 à 39 ans	74,7	69,4	26,9	34,9
	De 40 à 49 ans	76,8	70,9	29,5	37,5
	50 ans ou plus	75,3	67,3	22,1	29,9
Corps	Agrégés et chaire supérieure	84,1	81,1	12,6	17,8
	Certifiés et assimilés	75,1	71,0	26,3	33,7
	PLP	79,8	73,3	30,2	39,3
	Autres fonctionnaires et assimilés (1)	39,9	31,1	39,3	35,2
	Total fonctionnaires et assimilés	76,4	71,5	24,9	33,5
	Contractuels et maîtres délégués	54,3	53,9	25,2	30,9
Ensemble		**74,3**	**68,2**	**24,9**	**33,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : enseignants face à élèves à la rentrée 2025 en France, public + privé sous contrat.**
1. Quasiment exclusivement des enseignants du premier degré.
Lecture : *à la rentrée 2025, dans les établissements du second degré du secteur public, 72,0 % des enseignantes font des HSA et 24,7 % sont engagées dans le Pacte enseignant.*

4 Les heures supplémentaires effectives (HSE) et les indemnités pour missions particulières (IMP) en 2024-2025

	Femmes		Hommes		Ensemble	
	Part de bénéficiaires (%)	Montant annuel moyen par bénéficiaire	Part de bénéficiaires (%)	Montant annuel moyen par bénéficiaire	Part de bénéficiaires (%)	Montant annuel moyen par bénéficiaire
Heures supplémentaires effectives	54,1	895	52,0	1 266	53,2	1 042
Indemnités pour missions particulières (1)	21,4	981	24,2	1 231	22,6	1 090
Indemnités de professeur principal	46,5	1 464	46,3	1 491	46,5	1 475

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : enseignants face à élèves à la rentrée 2024 en France, public + privé sous contrat.**
1. Hors indemnités de professeur principal.
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2024-2025, dans les établissements du second degré, 54,1 % des enseignantes ont réalisé des HSE, pour un montant moyen de 895 euros.*

9.12 Les heures d'enseignement non assurées auprès des élèves du second degré public

Au cours de l'année 2024-2025, 9,8 % des heures d'enseignement n'ont pas été assurées dans les établissements publics du second degré : 7,5 % dues au non-remplacement des enseignants absents et 2,3 % à la fermeture totale de l'établissement. Les heures non assurées en raison du non-remplacement des enseignants sont liées à des absences pour raisons individuelles (4,3 % des heures d'enseignement), au fonctionnement du système (1,9 %) ou à la formation des enseignants (1,3 %). La proportion d'heures d'enseignement non assurées est en hausse par rapport à l'année scolaire précédente (+ 0,7 point) **(1)**.

La proportion d'heures non assurées varie peu selon le type d'établissement : elle est de 9,5 % en collège ainsi qu'en lycée professionnel (LP), et de 10,4 % en lycée d'enseignement général et technologique (LEGT) et lycée polyvalent (LPO) **(2)**. Les heures non assurées pour cause de fermeture d'établissement sont plus fréquentes dans les LEGT-LPO qu'en collège et LP, dont les proportions sont assez proches. À l'inverse, les heures d'enseignement non assurées pour cause de non-remplacement des enseignants absents sont plus importantes en collège qu'en LEGT-LPO, écart essentiellement dû à la plus grande part de non-remplacement des absences pour raisons individuelles (3,9 % en LEGT-LPO, 4 % en LP et 4,7 % en collège).

Les 10 % d'établissements les plus concernés par le temps d'enseignement non assuré perdent 19 % d'heures d'enseignement, soit six fois plus que les 10 % les moins concernés, où 3 % des heures d'enseignement ne sont pas assurées **(3)**.

Précisions

Les heures d'enseignement non assurées – L'enquête annuelle auprès des établissements publics du second degré sur le temps d'enseignement non assuré auprès des élèves (Tenae) collecte :

- Le nombre de jours de fermeture totale de l'établissement : organisation d'examens, problème de sécurité des locaux, intempéries, mouvements sociaux ou réunions de concertation nécessitant la fermeture de l'établissement.
- Le volume d'heures d'enseignement non assurées du fait du non-remplacement des enseignants absents pour :
  - fonctionnement du système : organisation d'examens ou participation aux commissions statutaires ;
  - raisons individuelles : maladie, congé maternité/paternité, grèves ou convenances personnelles ;
  - formation continue.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 26.14 ; 25.36.

Source

DEPP, enquête annuelle auprès des établissements du second degré public sur le temps d'enseignement non assuré auprès des élèves (Tenae).

1 Proportion d'heures d'enseignement non assurées dans les établissements publics du second degré (en %)

Heures d'enseignement non assurées en raison :	2023-2024	2024-2025
de la fermeture totale de l'établissement	1,7	2,3
du non-remplacement des enseignants	7,4	7,5
dont non-remplacement des enseignants absents pour fonctionnement du système	*1,7*	*1,9*
dont non-remplacement des enseignants absents pour formation	*1,3*	*1,3*
dont non-remplacement des enseignants absents pour raisons individuelles	*4,3*	*4,3*
Total	9,1	9,8

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public.**
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2024-2025, dans les établissements publics du second degré, 2,3 % des heures d'enseignement n'ont pas été assurées dans les établissements publics du second degré en raison de la fermeture totale de l'établissement.*
Note : en 2024-2025, l'enquête a été réalisée sur un échantillon d'établissements du second degré public de France hors Mayotte en raison du cyclone Chido. Les statistiques de l'année 2023-2024 ont été recalculées sur le champ hors Mayotte et diffèrent donc de ceux publiés dans la *Note d'Information* n°25.36 de juin 2025.

2 Proportion d'heures d'enseignement non assurées selon les types d'établissements en 2024-2025 (en %)

Heures d'enseignement non assurées en raison :	En collège	En lycée professionnel	En lycée général et technologique (y compris LPO)
de la fermeture totale de l'établissement	1,8	2,1	3,3
du non-remplacement des enseignants	7,7	7,4	7,1
dont non-remplacement des enseignants absents pour fonctionnement du système	*1,8*	*2,1*	*1,9*
dont non-remplacement des enseignants absents pour formation	*1,3*	*1,3*	*1,4*
dont non-remplacement des enseignants absents pour raisons individuelles	*4,7*	*4,0*	*3,9*
Total	9,5	9,5	10,4

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public.**
Lecture : *au cours de l'année scolaire 2024-2025, 1,8 % d'heures d'enseignement en collège n'ont pas été assurées en raison de la fermeture totale de l'établissement ; c'est le cas de 2,1 % des heures d'enseignement en lycée professionnel et 3,3 % en lycée général et technologique ou lycée polyvalent.*

3 Proportion d'heures d'enseignement non assurées pour les établissements les plus et les moins concernés par les heures d'enseignement non assurées en 2024-2025 (en %)

Heures d'enseignement non assurées en raison :	Établissements les moins concernés (1)	Établissements les plus concernés
de la fermeture totale de l'établissement	0	5
du non-remplacement des enseignants	3	14
dont non-remplacement des enseignants absents pour fonctionnement du système	*1*	*5*
dont non-remplacement des enseignants absents pour formation	*1*	*2*
dont non-remplacement des enseignants absents pour raisons individuelles	*2*	*8*
Ensemble des heures d'enseignement non assurées	3	19

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public.**
1. 0 indique un chiffre non significatif
Lecture : *pour les établissements les moins concernés (premier décile), 3 % des heures d'enseignement sont non assurées en raison du non-remplacement des enseignants.*
Note : les établissements les moins concernés sont parmi les 10 % qui connaissent le moins d'heures d'enseignement non assurées (inférieur au premier décile de la distribution). À l'inverse, les établissements les plus concernés sont parmi les 10 % ayant le plus d'heures d'enseignement non assurées (supérieur au neuvième décile).

L'encadrement des élèves dans les établissements du second degré

L'indicateur E/S (nombre d'élèves par structure) est le nombre d'élèves dont un professeur a la charge en moyenne pendant une heure de cours. Il mesure les conditions d'encadrement de manière plus précise que la taille des classes, en prenant notamment en compte les enseignements assurés en groupe, donc en structure plus petite que la division (classe). Dans le secteur public, le taux E/S est passé de 21,1 élèves en 2004 à 21,8 en 2011. Il est ensuite resté stable jusqu'en 2020 avant de diminuer pour atteindre 21,2 à la rentrée 2025 **(1)**.

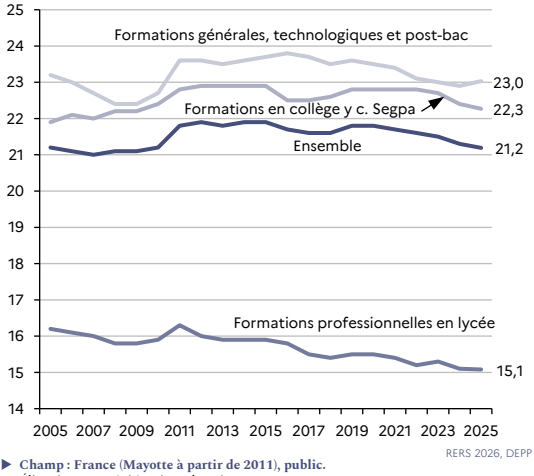
Si la taille moyenne des classes des formations générales et technologiques en lycée est plus élevée que pour les formations en collège, l'indicateur E/S rapproche les deux niveaux de formations, les cours en lycée étant plus souvent dispensés en groupe. Ainsi, il est de 22,9 pour les formations en collège (y compris Segpa) et de 24 pour les formations générales et technologiques en lycée tous secteurs confondus **(3)**. Il est plus faible dans les formations professionnelles en lycée (15,4), le nombre d'élèves par division étant déjà réduit et le travail en groupe plus fréquent.

Dans le secteur public, pour les formations en collège (y compris Segpa), l'indicateur E/S est le plus faible dans les académies de Guyane et de Martinique (respectivement 18,8 et 19,5) et le plus élevé dans l'académie de Versailles (23,4).

L'indicateur H/E (nombre d'heures d'enseignement allouées par élève) traduit, quant à lui, les moyens fournis. Il dépend notamment des horaires définis par les programmes scolaires et des tailles des structures dans lesquelles sont pratiqués les enseignements. À la rentrée 2025, il est de 1,37 heure hebdomadaire dans le public et reste stable depuis 2012 **(2)**.

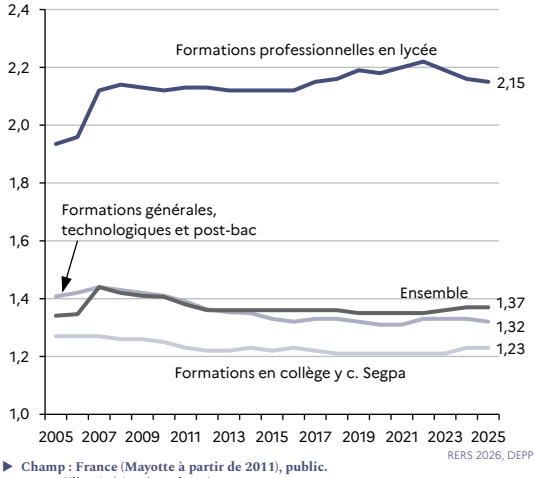
Dans les secteurs public et privé sous contrat, le nombre d'heures par élève est plus faible pour les formations en collège (y compris Segpa) que pour les formations générales et technologiques en lycée (1,20 heure contre 1,26 heure). Il est plus élevé lorsque les formations sont dispensées en petits effectifs (pratique en ateliers, en groupes réduits, etc.), comme pour les formations professionnelles en lycée (2,14 heures).

1 Évolution de l'indicateur « élèves/structure » dans le secteur public (1)



▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public.**
1. Élèves/structure (E/S), voir « Glossaire ».
Lecture : *à la rentrée 2025, dans le secteur public, le nombre d'élève par structure est de 15,1 dans les formations professionnelles en lycée.*

2 Évolution de l'indicateur « heures/élève » dans le secteur public (1)



▶ **Champ : France (Mayotte à partir de 2011), public.**
1. Heures/élève (H/E), voir « Glossaire ».
Lecture : *à la rentrée 2025, dans le secteur public, le nombre d'heures d'enseignement allouées par élève est de 2,15 dans les formations professionnelles en lycée.*

Précisions

Nombre moyen d'élèves par structure (groupe ou division) (E/S) – Voir « Glossaire » à « Élèves par structure E/S ».

Heures d'enseignement par élève (H/E) – Voir « Glossaire » à « Heures d'enseignement par élève H/E ».

Pour en savoir plus

- *Note d'Information :* 25.49.
- RERS 2.06 : « La taille des classes dans le second degré ».

Source
DEPP, bases Relais.

3 Indicateurs « heures/élève » et « élèves/structure » en 2025-2026 par secteur et niveau (1)

Académies et régions académiques (secteur public)	Formations en collège y c. Segpa		Formations professionnelles au lycée		Formations générales ou technologiques en lycée		Total second degré		Formations post-bac en lycée		Total	
	H/E	E/S	H/E	E/S	H/E	E/S	H/E	E/S	H/E	E/S	H/E	E/S
Clermont-Ferrand	1,26	22,2	2,28	14,9	1,25	23,8	1,38	21,1	1,98	17,4	1,42	20,8
Grenoble	1,19	23,0	2,17	14,6	1,21	24,3	1,29	22,0	1,76	19,1	1,31	21,8
Lyon	1,18	22,9	2,14	15,0	1,21	24,6	1,29	21,9	1,57	21,0	1,31	21,9
Auvergne-Rhône-Alpes	**1,19**	**22,8**	**2,17**	**14,8**	**1,21**	**24,3**	**1,30**	**21,8**	**1,71**	**19,6**	**1,32**	**21,7**
Besançon	1,26	21,8	2,20	14,9	1,26	23,8	1,38	20,9	1,93	16,8	1,40	20,6
Dijon	1,25	21,9	2,33	13,9	1,27	23,8	1,36	21,0	1,95	16,8	1,39	20,7
Bourgogne-Franche-Comté	**1,25**	**21,9**	**2,27**	**14,3**	**1,26**	**23,8**	**1,37**	**21,0**	**1,94**	**16,8**	**1,40**	**20,7**
Bretagne (Rennes)	**1,25**	**22,2**	**2,19**	**15,4**	**1,23**	**24,3**	**1,35**	**21,5**	**1,65**	**20,0**	**1,37**	**21,4**
Centre-Val de Loire (Orléans-Tours)	**1,25**	**22,2**	**2,13**	**15,3**	**1,26**	**24,2**	**1,35**	**21,4**	**1,85**	**17,4**	**1,37**	**21,2**
Corse	**1,39**	**20,6**	**2,60**	**12,3**	**1,34**	**22,2**	**1,51**	**19,5**	**2,63**	**12,5**	**1,54**	**19,1**
Nancy-Metz	1,31	21,5	2,17	14,9	1,27	23,7	1,41	20,7	1,79	18,3	1,43	20,5
Reims	1,28	21,5	2,19	15,6	1,24	24,4	1,39	20,9	1,87	17,8	1,42	20,7
Strasbourg	1,25	21,9	2,13	14,3	1,23	23,8	1,35	21,0	1,67	18,5	1,36	20,8
Grand Est	**1,28**	**21,6**	**2,16**	**14,9**	**1,25**	**23,9**	**1,38**	**20,8**	**1,77**	**18,2**	**1,40**	**20,7**
Amiens	1,28	21,5	2,11	15,9	1,25	24,2	1,39	20,9	1,88	17,2	1,41	20,7
Lille	1,31	21,2	2,08	15,4	1,34	22,6	1,44	20,2	1,71	20,1	1,45	20,2
Hauts-de-France	**1,30**	**21,3**	**2,09**	**15,6**	**1,31**	**23,1**	**1,42**	**20,4**	**1,76**	**19,3**	**1,44**	**20,4**
Créteil	1,23	22,2	2,01	15,8	1,25	23,9	1,34	21,4	1,62	19,9	1,35	21,3
Paris	1,23	22,3	2,21	15,0	1,21	25,1	1,35	21,7	1,28	24,8	1,34	22,3
Versailles	1,16	23,4	2,02	15,5	1,21	24,5	1,27	22,4	1,54	21,1	1,28	22,3
Île-de-France	**1,20**	**22,8**	**2,04**	**15,5**	**1,22**	**24,4**	**1,31**	**21,9**	**1,46**	**22,0**	**1,32**	**21,9**
Normandie	**1,23**	**22,2**	**2,19**	**15,3**	**1,23**	**24,4**	**1,34**	**21,5**	**1,89**	**17,5**	**1,36**	**21,3**
Bordeaux	1,22	22,8	2,24	14,7	1,25	24,1	1,34	21,6	1,70	19,9	1,36	21,5
Limoges	1,29	21,5	2,37	15,5	1,31	23,2	1,42	20,8	2,06	16,0	1,46	20,4
Poitiers	1,25	22,1	2,33	14,4	1,25	23,8	1,36	21,2	1,88	17,6	1,38	21,0
Nouvelle-Aquitaine	**1,24**	**22,4**	**2,28**	**14,7**	**1,26**	**23,9**	**1,36**	**21,4**	**1,80**	**18,6**	**1,38**	**21,2**
Montpellier	1,22	22,4	2,08	15,4	1,24	24,4	1,33	21,6	1,68	19,5	1,34	21,5
Toulouse	1,21	22,7	2,22	14,8	1,24	23,9	1,33	21,6	1,83	18,1	1,35	21,4
Occitanie	**1,22**	**22,5**	**2,15**	**15,1**	**1,24**	**24,2**	**1,33**	**21,6**	**1,76**	**18,7**	**1,35**	**21,4**
Pays de la Loire (Nantes)	**1,22**	**22,6**	**2,28**	**14,5**	**1,24**	**24,2**	**1,34**	**21,5**	**1,85**	**18,5**	**1,37**	**21,3**
Aix-Marseille	1,19	22,6	2,18	14,3	1,28	23,3	1,33	21,2	1,71	19,1	1,35	21,1
Nice	1,17	23,1	2,06	15,6	1,23	24,5	1,29	22,2	1,69	19,5	1,31	22,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**1,18**	**22,8**	**2,13**	**14,8**	**1,26**	**23,8**	**1,31**	**21,6**	**1,71**	**19,3**	**1,33**	**21,5**
France hors DROM	**1,23**	**22,4**	**2,15**	**15,1**	**1,24**	**24,1**	**1,34**	**21,4**	**1,69**	**19,5**	**1,36**	**21,3**
Guadeloupe	1,39	21,4	2,41	14,5	1,48	21,8	1,58	19,8	2,02	16,8	1,60	19,6
Guyane	1,45	18,8	2,22	15,1	1,53	19,3	1,63	17,8	2,26	14,6	1,65	17,7
Martinique	1,44	19,5	2,44	13,5	1,57	20,1	1,67	18,0	2,26	15,2	1,71	17,7
Mayotte	1,21	22,2	1,72	18,5	1,16	25,0	1,27	22,2	1,57	19,3	1,28	22,1
La Réunion	1,30	21,4	2,27	14,2	1,32	23,0	1,47	19,9	1,93	17,0	1,49	19,7
DROM	**1,33**	**20,9**	**2,21**	**14,9**	**1,36**	**22,3**	**1,49**	**19,7**	**1,99**	**16,6**	**1,51**	**19,5**
Ensemble public	**1,23**	**22,3**	**2,15**	**15,1**	**1,25**	**24,0**	**1,35**	**21,3**	**1,71**	**19,3**	**1,37**	**21,2**
Privé sous contrat (2)	**1,09**	**25,7**	**2,08**	**16,6**	**1,28**	**24,2**	**1,25**	**23,7**	**1,77**	**18,9**	**1,27**	**23,4**
Ensemble public + privé sous contrat	**1,20**	**22,9**	**2,14**	**15,4**	**1,26**	**24,0**	**1,33**	**21,8**	**1,72**	**19,2**	**1,35**	**21,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

1. Heures/élève (H/E) et élèves/structure (E/S), voir « Glossaire ».

2. Les données du secteur privé sous contrat ne sont pas ventilées par académie et région académique.

Lecture : *à la rentrée 2025, dans les formations en collège (y compris Segpa) du secteur public de l'académie de Clermont-Ferrand, le nombre d'heures d'enseignement hebdomadaires allouées par élève est de 1,26. Le nombre d'élève par structure est de 22,2.*

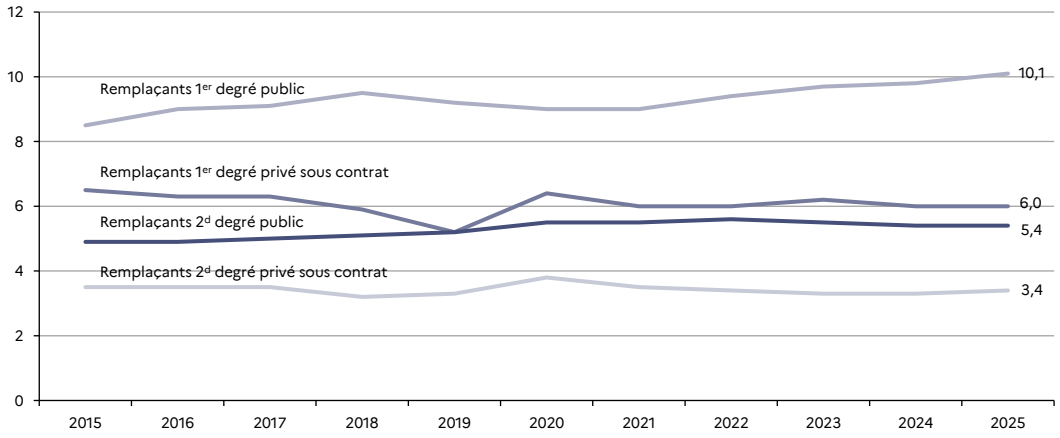
9.14 Les enseignants remplaçants des premier et second degrés publics et privés sous contrat

À la rentrée 2025, dans le premier degré public, 32 500 enseignants, fonctionnaires ou non, sont des enseignants **remplaçants**, c'est-à-dire qu'ils sont mobilisés ou mobilisables pour suppléer l'absence d'enseignants en poste, pour des durées inférieures à l'année **(2)**. Les remplaçants représentent 10 % des enseignants dans le secteur public et 6 % dans le privé sous contrat. Dans le second degré public, 21 000 enseignants, fonctionnaires ou non, sont remplaçants, soit 5 % des enseignants. Les remplaçants représentent 3 % des enseignants du second degré dans le privé sous contrat.

Ceux du premier degré public sont en moyenne âgés de 42,9 ans pour les hommes et de 38,2 ans pour les femmes **(3)**. La distribution par âge des hommes est homogène, tandis que les femmes sont plus nombreuses en dessous de 30 ans. Les remplaçants du second degré public sont en moyenne âgés de 39,7 ans pour les hommes comme pour les femmes. Une part importante a moins de 35 ans, tant chez les hommes que chez les femmes **(4)**.

Dans le premier degré public, après deux années de légère baisse en 2020 et 2021 (crise sanitaire), la proportion de remplaçants parmi les enseignants atteint en 2025 son niveau le plus élevé depuis 2015 (10 %) **(1)**. Dans le premier degré privé sous contrat, après une baisse entre 2015 et 2019 où elle atteint 5 %, elle remonte en 2020 puis se stabilise à 6 %. Dans le second degré public, la proportion de remplaçants parmi les enseignants est stable autour de 5 %. Dans le second degré privé, sur l'ensemble de la période 2015-2025, elle oscille entre 3 % et 4 %, avec un léger pic en 2020.

1 Part des enseignants remplaçants parmi les enseignants (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, agents en mission d'enseignement, payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre.**
Lecture : *dans le premier degré public, 8,5 % des enseignants étaient remplaçants en 2015. Ils sont 10,1 % en 2025.*

Précisions

Remplaçants – Voir « Glossaire » pour la méthodologie car la caractérisation du remplacement est basée sur le temps de service réel mobilisable pour ces fonctions et non sur l'existence d'une affectation en zone de remplacement.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source
DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

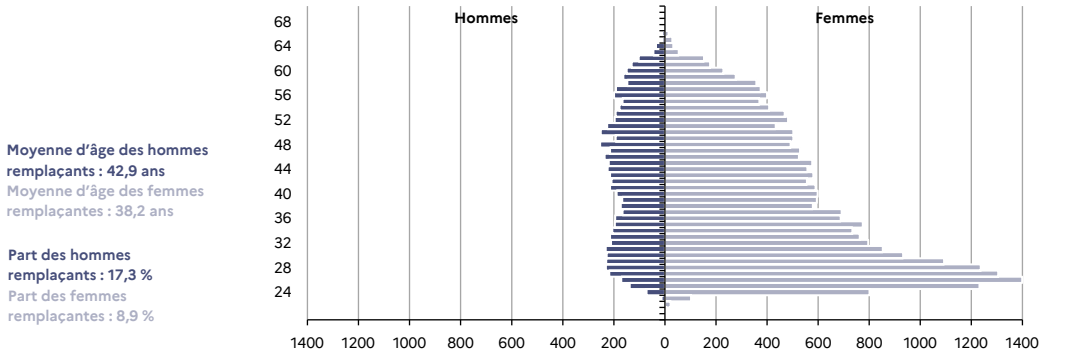
2 Les enseignants remplaçants et leur part parmi l'ensemble des enseignants en 2025-2026

	Enseignants du secteur public		Enseignants du secteur privé sous contrat	
	Effectifs remplaçants	Part parmi les enseignants (en %)	Effectifs remplaçants	Part parmi les enseignants (en %)
Enseignement d'élèves du premier degré				
Enseignants fonctionnaires ou assimilés	29 353	9,3		
Enseignants contractuels ou maître délégués	3 170	38,3	2 592	35,0
Total premier degré	**32 523**	**10,1**	**2 592**	**6,0**
Enseignement d'élèves du second degré				
Agrégés et chaire supérieure	1 205	2,2		
Certifiés et PEPS	7 359	3,2		
Professeurs en lycée professionnel	529	1,1		
Autres enseignants fonctionnaires ou assimilés	21	0,2		
Enseignants contractuels ou maîtres délégués	11 925	27,4	3 239	16,3
Total second degré	**21 039**	**5,4**	**3 239**	**3,4**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, enseignants remplaçants payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre 2025.**
Lecture : *32 523 enseignants du premier degré public sont remplaçants, c'est-à-dire que, à la date d'observation (novembre 2025), la majorité de leur temps de service s'effectue en zone de remplacement ou est consacrée à des affectations dont la durée de chacune est inférieure à l'année. Ils représentent 10,1 % de l'ensemble des enseignants du premier degré public.*

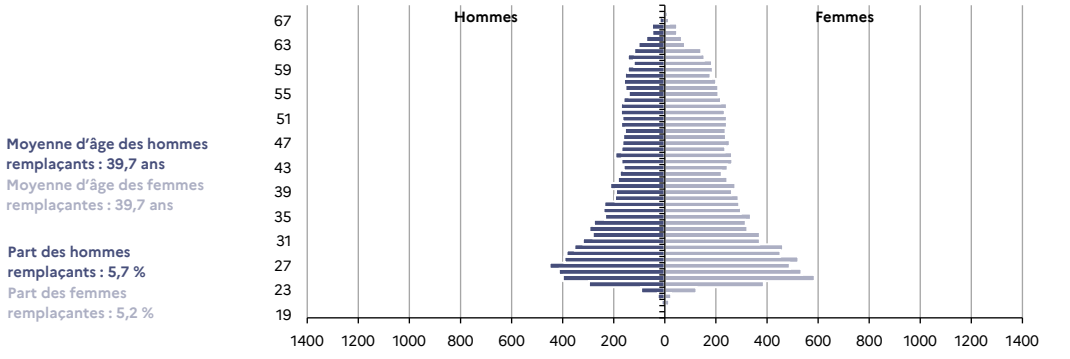
3 Répartition par sexe et âge des enseignants remplaçants du premier degré du secteur public en 2025-2026



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, enseignants remplaçants du premier degré du secteur public, payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre 2025.**
Lecture : *1 399 femmes remplaçantes du premier degré sont âgées de 26 ans à la date d'observation (novembre 2025).*

4 Répartition par sexe et âge des enseignants remplaçants du second degré du secteur public en 2025-2026



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, enseignants remplaçants du second degré du secteur public, payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre 2025.**
Lecture : *415 hommes remplaçants du second degré sont âgés de 26 ans à la date d'observation (novembre 2025).*

9.15 La mobilité des enseignants des premier et second degrés publics

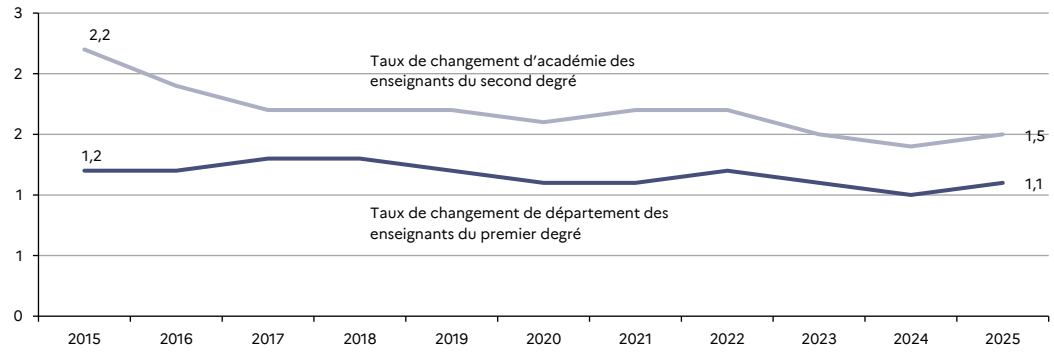
À la rentrée 2025, 1,1 % des enseignants fonctionnaires du premier degré public titulaires ont obtenu une mutation dans un autre département **(1)**. Dans le second degré public, 1,5 % des enseignants titulaires ont changé d'académie d'affectation. Les niveaux sont stables par rapport à 2024. En incluant les changements d'établissement n'entraînant pas de changement de département ou d'académie, les taux de mobilité dans les premier et second degrés s'élèvent respectivement à 17 % et 8 % **(2)**.

La **mobilité des enseignants** concerne également les stagiaires, dont la plupart changent d'établissement après leur stage pour leur première affectation en tant que titulaires : 95 % dans le premier degré et 89 % dans le second degré.

Dans le premier degré, les taux de migration interdépartementaux des enseignants titulaires sont généralement peu dispersés (moins de 2,5 % de mouvements nets pour chaque département) **(3)**. Au contraire, les taux de migration interacadémiques nets des enseignants titulaires du second degré le sont davantage **(4)**. Ils sont négatifs dans les académies de Reims (- 0,4 %), Orléans-Tours (- 0,6 %), Amiens (- 1,8 %), Versailles (- 3,4 %), Créteil (- 4,1 %) ainsi qu'en Guyane (- 1,6 %) et à Mayotte (- 5,0 %). Ils sont positifs dans le reste de la France avec un taux maximal à Bordeaux (1,8 %).

La part des enseignants ayant moins de six ans d'ancienneté dans leur établissement est plus importante en REP, surtout dans les collèges **(5)**. Elle est aussi plus élevée dans les écoles (46 %) que dans les collèges (34 %) et les lycées (de 30 à 32 %).

1 Évolution des taux de mobilité des enseignants titulaires du public (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, fonctionnaires titulaires appartenant à un corps enseignant du public (hors néo-titulaires), rémunérés au titre de l'éducation nationale, en activité au 30 novembre de l'année considérée et de l'année précédente.**

Lecture : *entre les rentrées 2024 et 2025, 1,1 % des enseignants titulaires du premier degré ont changé de département, tandis que 1,5 % des enseignants du second degré ont changé d'académie.*

Précisions

Les données présentées ici correspondent aux mouvements observés entre le 30 novembre de deux années consécutives. Elles ne sont donc pas directement comparables à celles présentées par la DGRH dans le bilan social national (bilan de la campagne annuelle de mobilité).

Taux de migration nette – Différence entre les entrées et les sorties d'une zone (académie ou département) au cours de la période rapportée à la population moyenne de la zone sur la période. On ne comptabilise pas dans les mouvements ceux des agents n'ayant pas d'affectation en novembre 2024 et/ou en novembre 2025, ni ceux des néo-titulaires.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Géographie de l'école 2026*, fiche 25, « La mobilité géographique des enseignants ».

Source

DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

2 Taux de mobilité des enseignants des premier et second degrés publics selon la classe d'âge entre novembre 2024 et novembre 2025 (en %)

	Premier degré			Second degré			Ensemble
	Mobilité globale (1)		Mobilité interdépartementale	Mobilité globale (1)		Mobilité interacadémique	Mobilité globale (1)
	Ensemble	Titulaires d'un poste définitif en établissement		Ensemble	Titulaires d'un poste définitif en établissement		
Fonctionnaires titulaires (2)	**16,9**	**6,3**	**1,1**	**7,5**	**3,4**	**1,5**	**12,1**
Moins de 30 ans	49,8	11,3	2,6	27,0	8,1	8,4	39,8
30-39 ans	24,2	8,6	1,8	13,7	6,2	3,2	19,3
40-49 ans	13,5	6,3	0,8	6,2	3,5	0,9	10,1
50 ans et plus	10,1	4,9	0,6	4,0	2,2	0,6	6,6
Fonctionnaires néo-titulaires (3)	**94,7**		**0,2**	**88,8**		**51,1**	**91,9**

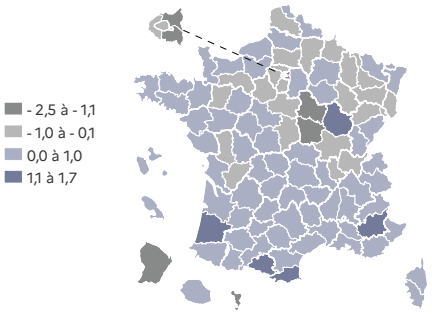
RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, fonctionnaires titulaires appartenant à un corps enseignant du public, rémunérés au titre de l'éducation nationale, en activité en 2024 et 2025.**

1. La mobilité globale correspond au nombre de personnes ayant changé d'établissement entre le 30 novembre 2024 et le 30 novembre 2025, rapportée à la population en affectation aux deux dates.
2. Hors néo-titulaires.
3. Les néo-titulaires correspondent aux enseignants stagiaires le 30 novembre 2024 et titulaires le 30 novembre 2025.

Lecture : *entre les rentrées 2024 et 2025, 16,9 % des enseignants titulaires du premier degré public ont changé d'établissement d'affectation. Parmi ceux qui étaient déjà titulaires d'un poste définitif, 6,3 % ont changé d'établissement. 1,1 % des enseignants du premier degré ont changé de département.*

3 Taux de migration nette des enseignants titulaires du premier degré public par département entre novembre 2024 et novembre 2025 (en %)

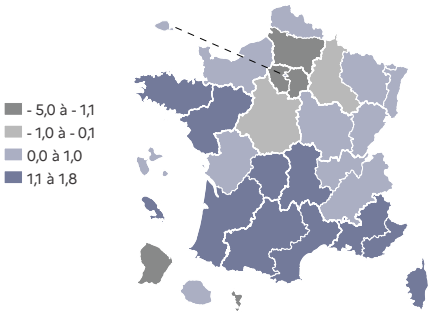


RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, fonctionnaires titulaires appartenant à un corps enseignant du premier degré public, rémunérés au titre de l'éducation nationale, en activité en 2024 et 2025.**

Lecture : *entre les rentrées 2024 et 2025, pour les enseignants du premier degré public, le taux de migration interdépartementale nette de l'Ille-et-Vilaine est de 0,5 %.*

4 Taux de migration nette des enseignants titulaires du second degré public par académie entre novembre 2024 et novembre 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, fonctionnaires titulaires appartenant à un corps enseignant du second degré public, rémunérés au titre de l'éducation nationale, en activité en 2024 et 2025.**

Lecture : *entre les rentrées 2024 et 2025, pour les enseignants du second degré public, le taux de migration interacadémique nette de l'académie de Rennes est de 1,2 %.*

5 Répartition des enseignants en fonction de leur ancienneté dans l'établissement (en %)

	Moins de 1 an	Entre 1 an et 6 ans	Entre 6 ans et 12 ans	12 ans ou plus	Total
Écoles	**11,5**	**34,6**	**25,4**	**28,6**	**100,0**
hors REP ou REP+	11,5	34,2	24,2	30,1	100,0
REP	11,8	37,1	27,7	23,3	100,0
REP+	10,5	33,3	30,8	25,4	100,0
Collèges et Segpa	**6,5**	**27,5**	**25,4**	**40,6**	**100,0**
hors REP ou REP+	6,1	25,8	24,7	43,4	100,0
REP	8,4	33,6	26,2	31,8	100,0
REP+	7,1	32,3	30,4	30,2	100,0
Lycées GT	**4,9**	**25,2**	**26,1**	**43,9**	**100,0**
Lycées professionnels	**5,9**	**26,3**	**24,8**	**43,0**	**100,0**
Lycées polyvalents	**5,8**	**26,3**	**26,9**	**40,9**	**100,0**
Autres établissements	**38,3**	**43,9**	**12,5**	**5,3**	**100,0**
Ensemble des écoles et établissements	**12,5**	**32,1**	**23,8**	**31,5**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, fonctionnaires titulaires appartenant à un corps enseignant du public, rémunérés au titre de l'éducation nationale, en activité en 2024 et en 2025.**

Lecture : *à la rentrée 2025, 11,5 % des enseignants affectés en écoles, hors REP ou REP+, exercent dans leur école depuis moins d'un an.*

9.16 Les personnels non enseignants de l'enseignement scolaire

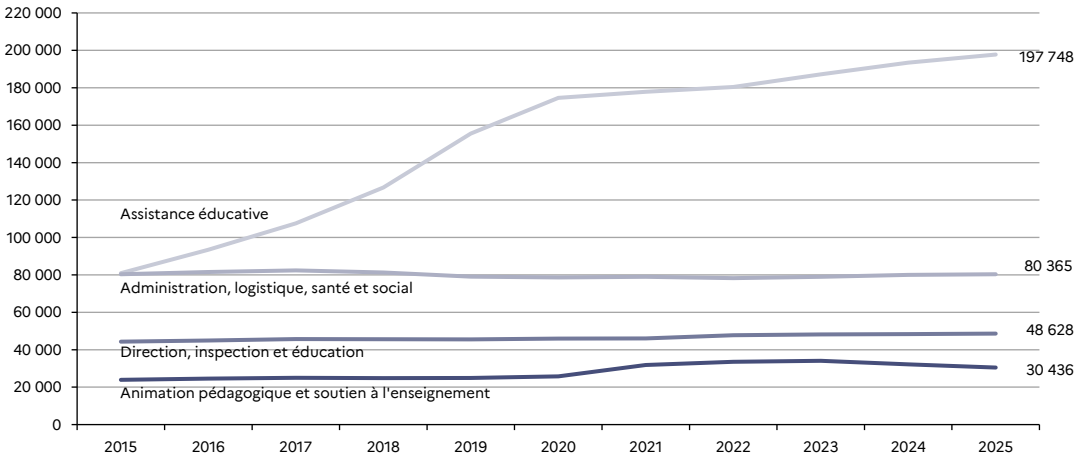
En 2025-2026, 357 200 personnes sont rémunérées au titre du ministère chargé de l'éducation nationale pour des missions autres que l'enseignement **(1) (2)**. Parmi elles, 36 % sont fonctionnaires ou assimilés, en raison de la part importante de personnels d'assistance éducative, tous contractuels.

La majorité des personnels non enseignants sont des personnels d'assistance éducative (197 700), dont 137 800 accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), 59 400 assistants d'éducation (AED) et 600 assistants prévention et sécurité (APS). Les AED et APS sont en général affectés en établissement du second degré. Les personnels en administration, logistique, santé et social sont 80 400, dont 47 500 affectés en établissement du second degré. Les autres personnels non enseignants effectuent des missions d'animation pédagogique (16 800 personnes) et de soutien à l'enseignement (13 700 personnes) ou de direction, d'inspection (26 000) et d'éducation (22 600).

Depuis 2015, l'évolution des effectifs des non enseignants relevant de l'enseignement scolaire est surtout marquée par l'augmentation importante du nombre des personnels d'assistance éducative (+ 144 %), en raison d'un recrutement important d'AESH. Bien moins nombreux, les personnels d'animation pédagogique et de soutien à l'enseignement, stables de 2015 à 2019, ont augmenté de 37 % entre 2019 et 2023, pour se replier ensuite (- 11 % depuis 2023). Pour les autres activités non enseignantes, les effectifs évoluent peu au cours de cette même période.

Au 31 décembre 2024, outre les personnels rémunérés par le ministère, 49 400 agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem) et 88 400 adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (ATEE) sont affectés dans le public, respectivement dans les écoles du premier degré et dans les collèges et lycées **(3)** : 80 % sont fonctionnaires, 18 % travaillent à temps partiel. Les femmes, en moyenne plus âgées que leurs homologues masculins, sont majoritaires (99 % des Atsem et 61 % des ATEE).

1 Évolution des effectifs de personnels non enseignants



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des agents payés par l'éducation nationale au titre de leur mission non enseignante, en activité et ayant une affectation au 30 novembre (voir « Précisions »).**

Lecture : *à la rentrée 2025, les personnels d'assistance éducative sont au nombre de 197 748 et les personnels de direction, d'inspection et d'éducation au nombre de 48 628.*

Précisions

Personnels non enseignants – Les personnels des corps non enseignants du privé sous contrat ne sont pas présents dans les systèmes d'information statistiques du ministère, car ils ne sont pas rémunérés par l'éducation nationale. En revanche, les personnels des corps enseignants du public ou du privé sous contrat assurant des missions non enseignantes sont inclus dans l'approche par mission retenue ici.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.
Insee, Système d'information sur les agents des services publics (Siasp), 2024. Traitement DEPP.

2 Les personnels non enseignants du scolaire en 2025-2026

	Écoles élémentaires et préélémentaires	Collèges et Segpa	Lycées généraux et technologiques	Lycées professionnels	Services départementaux et inspections académiques (1)	Rectorats et administration centrale (1)	Autres (2)	Ensemble	Part de fonctionnaires ou assimilés (%)
Animation pédagogique du 1er degré public	1 097	13	2		8 112	75	765	10 064	99,8
Animation pédagogique du 2d degré public		192	1 935	1 243	194	1 812	703	6 079	66,5
Animation pédagogique du 1er degré privé	218						3	221	92,8
Animation pédagogique du 2d degré privé		1	256	162			1	420	91,0
Animation pédagogique	**1 315**	**206**	**2 193**	**1 405**	**8 306**	**1 887**	**1 472**	**16 784**	**87,4**
Direction d'école du 1er degré public sans enseignement	5 355				3		24	5 382	100,0
Direction d'école du 1er degré privé sans enseignement	1 085						1	1 086	99,6
Direction d'établissement du 2d degré	15	10 255	3 763	1 317	13	53	129	15 545	99,7
Direction	**6 455**	**10 255**	**3 763**	**1 317**	**16**	**53**	**154**	**22 013**	**99,8**
Inspection du 1er degré public	**8**	**2**	**1**		**1 500**	**72**	**3**	**1 586**	**100,0**
Inspection du 2d degré public		**38**	**68**	**24**	**106**	**1 949**	**8**	**2 193**	**100,0**
Inspection générale de l'éducation nationale						**246**		**246**	**100,0**
Inspection	**8**	**40**	**69**	**24**	**1 606**	**2 267**	**11**	**4 025**	**100,0**
Éducation en internat	116						1	117	100,0
Développement psychologique et socialisation des élèves			1		3 690	108	90	3 889	82,6
Éducation du 1er degré public	**116**		**1**		**3 690**	**108**	**91**	**4 006**	**83,1**
Conseiller principal d'éducation		7 243	4 346	1 470	2		718	13 779	84,1
Éducation en internat				219			1	220	80,9
Développement psychologique et orientation des élèves		1	5		10	4 313	256	4 585	70,7
Éducation du 2d degré public		**7 244**	**4 351**	**1 689**	**12**	**4 313**	**975**	**18 584**	**80,7**
Éducation	**116**	**7 244**	**4 352**	**1 689**	**3 702**	**4 421**	**1 066**	**22 590**	**81,1**
Assistance d'éducation		213	20	13		14	1	261	
Accompagnement à la situation handicap		547	1	1	9 217	3 170		12 936	
Assistance éducative du 1er degré public		**760**	**21**	**14**	**9 217**	**3 184**	**1**	**13 197**	
Assistance d'éducation	8	35 032	17 732	6 260	1	106	19	59 158	
Assistance prévention sécurité		382	110	82		1		575	
Accompagnement à la situation handicap	1	569	112	21	4 719	1 679	1	7 102	
Assistance éducative du 2d degré public	**9**	**35 983**	**17 954**	**6 363**	**4 720**	**1 786**	**20**	**66 835**	
Assistance éducative interdegrés public ou référent (3)	**2**	**37**	**23**		**103 278**	**14 376**		**117 716**	
Assistance éducative	**11**	**36 780**	**17 998**	**6 377**	**117 215**	**19 346**	**21**	**197 748**	
Administration	154	16 075	13 155	3 278	7 858	14 846	1 208	56 574	85,5
Santé et accompagnement social	8	5 630	2 179	827	3 961	488	7	13 100	86,7
Logistique technique et de services		396	5 831	86	325	3 935	118	10 691	77,4
Administration, logistique, santé et social	**162**	**22 101**	**21 165**	**4 191**	**12 144**	**19 269**	**1 333**	**80 365**	**84,7**
Soutien à l'enseignement	**3 742**	**4 593**	**3 813**	**631**	**810**	**61**	**2**	**13 652**	**0,6**
Ensemble	**11 809**	**81 219**	**53 353**	**15 634**	**143 799**	**47 304**	**4 059**	**357 177**	**35,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des agents payés par l'éducation nationale au titre de leur mission non enseignante, en activité et ayant une affectation au 30 novembre (voir « Précisions »).**

1. Les personnels contractuels, en particulier les personnels d'assistance éducative, interviennent dans les établissements mais peuvent être affectés de façon administrative ailleurs, notamment dans les services départementaux ou aux rectorats.
2. Y compris les établissements publics administratifs sous la tutelle du ministère chargé de l'éducation nationale, centres d'information et d'orientation, Greta, etc.
3. Cette catégorie est constituée d'accompagnants d'élèves en situation de handicap. Ils sont recrutés par le recteur ou son délégataire, ou par le chef d'établissement de l'EPLE mutualisateur. Leur affectation administrative est rarement en établissement.

Lecture : *à la rentrée 2025, les personnels d'animation pédagogique sont 16 784, dont 87,4 % de titulaires ou assimilés.*

3 Les agents territoriaux au service des établissements d'enseignement en 2024-2025

	Effectifs			Âge moyen	
	Total	Part des femmes (%)	Part des temps partiels (%) (3)	Femmes	Hommes
Atsem (1)	**49 364**	**99,2**	**28,8**	**47,8**	**40,4**
Fonctionnaires	39 383	99,4	27,1	49,9	44,3
Contractuels	9 981	98,7	35,3	39,5	33,0
ATEE (2)	**88 409**	**61,0**	**11,3**	**50,2**	**48,4**
Fonctionnaires	71 176	60,3	8,8	51,8	49,6
Contractuels	17 233	63,8	21,5	44,0	43,2
Ensemble	**137 773**	**74,7**	**17,6**	**49,0**	**48,3**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors Mayotte), public, agents en activité au 31 décembre 2024.**

1. Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.
2. Adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement.
3. Sont considérés comme étant à temps partiel les agents dont la quotité est inférieure ou égale à 90 %.

Lecture : *à la rentrée 2024, parmi les 49 364 agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem) exerçant au sein des établissements du premier degré public, 28,8 % sont à temps partiel. 99,2 % sont des femmes, âgées en moyenne de 47,8 ans.*

9.17 La rémunération des enseignants de l'éducation nationale

En 2024, un enseignant de l'éducation nationale rémunéré au titre de l'enseignement scolaire, qu'il soit à temps plein, partiel ou incomplet, perçoit en moyenne 3 000 euros nets par mois : 3 090 euros pour les fonctionnaires et assimilés et 2 130 euros pour les contractuels et maîtres délégués **(1)**. Pour les fonctionnaires et assimilés, si tous travaillaient à temps plein et étaient présents toute l'année, ils percevraient alors 3 180 euros nets en équivalent temps plein (EQTP).

Dans le secteur public, les professeurs des écoles perçoivent un salaire net moyen de 2 880 euros, correspondant à un salaire brut de 3 580 euros **(2)**. Ce dernier se compose d'un traitement indiciaire brut (TIB) moyen de 2 960 euros, auquel s'ajoutent 560 euros de primes et 60 euros d'indemnité de résidence (IR) et supplément familial de traitement (SFT).

Parmi les enseignants fonctionnaires du second degré public, les professeurs certifiés, d'EPS (PEPS) et de lycées professionnels (PLP) sont rémunérés suivant la même grille : les TIB moyens de tous ces corps sont proches, les écarts provenant des différences de quotité travaillée et d'ancienneté. Les enseignants du second degré perçoivent davantage de primes que les professeurs des écoles : en moyenne 770 euros par mois pour les certifiés, 1 030 euros pour les agrégés et 2 460 euros pour les professeurs de chaire supérieure. Ces derniers sont les enseignants les mieux rémunérés, avec un salaire net moyen de 6 190 euros.

Dans le secteur privé sous contrat, les enseignants perçoivent en moyenne des salaires plus faibles que leurs homologues du public **(3)**. Les professeurs des écoles ont en moyenne perçu un salaire net de 2 610 euros, soit 270 euros de moins que dans le public. Dans le second degré, les enseignants rémunérés sur les grilles de rémunération des enseignants fonctionnaires (certifiés, PEPS, PLP, agrégés, etc.) ont gagné 3 010 euros nets par mois, contre 3 370 euros dans le public. En effet, outre le temps partiel ou incomplet plus fréquent, les enseignants du privé sous contrat sont généralement moins avancés dans leur carrière et cotisent davantage pour la retraite que ceux du public.

Les enseignantes perçoivent des salaires moins élevés que leurs homologues masculins. En moyenne, une enseignante fonctionnaire gagne 89 % de la rémunération d'un enseignant fonctionnaire. Le rapport est le même dans le privé sous contrat. Les femmes enseignent davantage à temps partiel et sont moins avancées dans leur carrière que les hommes. Le niveau et la part des primes sont également moins élevés pour les femmes, notamment en raison de la surreprésentation des hommes dans les directions des écoles dans le premier degré et la moins grande propension des femmes à effectuer des heures supplémentaires dans le second degré.

Précisions

Avertissement - Du fait de changements déclaratifs, applicatifs et de concepts, les niveaux de salaire diffusés dans cette édition ne sont pas directement comparables à ceux des publications réalisées sur les millésimes antérieurs. Dans le cadre de ces changements, le calcul de la décomposition des éléments du salaire brut (TIB, IR, SFT et primes) ainsi que du salaire net en EQTP n'a été possible que pour les fonctionnaires et assimilés titulaires. En revanche, ce calcul n'est pas opérationnel pour l'ensemble des contractuels et maîtres délégués.

Le salaire brut se compose du traitement indiciaire brut (TIB), de l'indemnité de résidence (IR), du supplément familial de traitement (SFT) et des primes et indemnités.

Le salaire net est le salaire que perçoit effectivement l'agent. Il s'obtient en retranchant du salaire brut les cotisations sociales salariales (cotisations retraites), la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Il s'agit ici de salaires individuels perçus. Chaque personne compte pour 1, qu'elle ait travaillé à temps partiel, à temps incomplet ou à temps plein, et qu'elle ait été présente toute l'année ou seulement une partie de l'année (par exemple, une personne présente six mois dans l'année compte pour 1 et non pas pour 0,5).

La méthodologie de calcul des salaires est détaillée dans le chapitre 7 du *Panorama statistique des personnels 2025-2026*, à paraître.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information* : 25.48.
- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.
- Defresne M., Monso O., Saint-Philippe S., 2018, « Les enseignantes perçoivent 14 % de moins que les enseignants », *Éducation & formations*, n° 96, DEPP.
- Defresne M., 2016, « Les enseignants du public sont-ils mieux payés que ceux du privé ? », *Éducation & formations*, n° 92, DEPP.

Source

Insee, Système d'information sur les agents des services publics (Siasp). Traitement DEPP.

1 La rémunération mensuelle des enseignants des secteurs public et privé sous contrat en 2024 (en euros)

	Salaire brut					Salaire net				
	Montant	Traitement indiciaire brut	IR - SFT	Primes et indemnités		Moyenne	1er décile	9e décile	Ratio femmes/ hommes	Salaire net en EQTP (1)
				Montant	Part dans le salaire brut (en %)					
Enseignants fonctionnaires et assimilés	**3 830**	**3 070**	**60**	**710**	**18,4**	**3 090**	**2 240**	**4 060**	**0,89**	**3 180**
Enseignants du premier degré	3 560	2 940	60	560	15,7	2 850	2 140	3 660	0,92	2 940
Enseignants du second degré	4 080	3 180	60	840	20,6	3 310	2 380	4 310	0,93	3 400
Professeurs contractuels et maîtres délégués	**2 640**					**2 130**	**1 390**	**2 830**	**0,91**	
Ensemble des enseignants (public + privé sous contrat)	**3 720**					**3 000**	**2 060**	**4 010**	**0,91**	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public + privé sous contrat, enseignants rémunérés au titre de l'enseignement scolaire en 2024.**

1. Salaire net en équivalent temps plein annualisé : il correspond au salaire qui serait perçu si tous les enseignants avaient travaillé à temps plein toute l'année. Dans cette approche, les agents sont pris en compte au prorata du temps de travail qu'ils ont effectué durant l'année : ceux à temps plein toute l'année comptent pour 1, ceux à temps partiel ou n'ayant été rémunérés par le ministère chargé de l'éducation nationale que quelques mois comptent pour moins. Par exemple, un agent ayant occupé un poste durant six mois à 80 % et ayant perçu 1 000 euros par mois compte pour 0,4 EQTP (0,5 année * 80 %) rémunéré 1 250 euros en EQTP par mois (1000/0,8).

Lecture : *en 2024, les enseignants fonctionnaires et assimilés perçoivent un salaire brut mensuel moyen de 3 830 euros dont 3 070 euros relèvent du traitement indiciaire brut, 710 euros des primes et indemnités et 60 euros de l'indemnité de résidence (IR) et du supplément familial de traitement (SFT). Les 10 % des enseignants fonctionnaires et assimilés les moins bien rémunérés perçoivent au plus 2 240 euros nets mensuels tandis que les 10 % les mieux rémunérés perçoivent au moins 4 060 euros nets. En moyenne, les femmes gagnent 89 % de la rémunération de leurs homologues de sexe masculin.*

Note : en raison des arrondis, la somme des éléments composant le salaire brut n'est pas toujours égale au montant du salaire brut affiché.

2 La rémunération mensuelle des enseignants fonctionnaires en 2024 (en euros)

	Salaire brut					Salaire net				
	Montant	Traitement indiciaire brut	IR - SFT	Primes et indemnités		Moyenne	1er décile	9e décile	Ratio femmes/ hommes	Salaire net en EQTP (1)
				Montant	Part dans le salaire brut (en %)					
Enseignants fonctionnaires du premier degré public	**3 580**	**2 960**	**60**	**560**	**15,7**	**2 880**	**2 170**	**3 680**	**0,93**	**2 960**
Professeurs des écoles	3 580	2 960	60	560	15,7	2 880	2 170	3 680	0,93	2 960
Enseignants fonctionnaires du second degré public	**4 140**	**3 230**	**60**	**850**	**20,5**	**3 370**	**2 410**	**4 380**	**0,93**	**3 450**
Professeurs de chaire supérieure	7 370	4 810	100	2 460	33,4	6 190	4 840	7 600	0,90	6 200
Professeurs agrégés	4 910	3 800	80	1 030	20,9	4 010	2 900	5 080	0,94	4 110
Professeurs certifiés	3 920	3 090	50	770	19,7	3 180	2 340	4 050	0,95	3 270
Professeurs d'EPS	3 970	3 080	60	830	20,8	3 230	2 420	4 040	0,99	3 300
Professeurs en lycée professionnel	4 200	3 210	60	930	22,1	3 430	2 620	4 310	0,95	3 480
Ensemble des enseignants fonctionnaires	**3 860**	**3 090**	**60**	**710**	**18,3**	**3 120**	**2 250**	**4 100**	**0,89**	**3 210**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public, enseignants fonctionnaires rémunérés au titre de l'enseignement scolaire en 2024.**

1. Voir [1] supra.

Note : en raison des arrondis, la somme des éléments composant le salaire brut n'est pas toujours égale au montant du salaire brut affiché.

3 La rémunération mensuelle des enseignants assimilés titulaires en 2024 (en euros)

	Salaire brut					Salaire net				
	Montant	Traitement indiciaire brut	IR - SFT	Primes et indemnités		Moyenne	1er décile	9e décile	Ratio femmes/ hommes	Salaire net en EQTP (1)
				Montant	Part dans le salaire brut (en %)					
Enseignants assimilés titulaires du premier degré privé	**3 370**	**2 780**	**60**	**520**	**15,5**	**2 610**	**1 860**	**3 350**	**0,90**	**2 770**
Professeurs des écoles	3 370	2 780	60	520	15,5	2 610	1 860	3 350	0,90	2 770
Enseignants assimilés titulaires du second degré privé	**3 830**	**2 970**	**50**	**810**	**21,1**	**3 010**	**2 260**	**3 860**	**0,93**	**3 130**
Professeurs de chaire supérieure et agrégés	5 020	3 860	90	1 080	21,4	3 950	3 010	5 050	0,90	4 040
Professeurs certifiés	3 730	2 910	50	770	20,7	2 920	2 200	3 730	0,94	3 050
Professeurs d'EPS	3 770	2 960	60	760	20,2	2 960	2 360	3 670	0,98	3 040
Professeurs en lycée professionnel	4 030	3 030	50	950	23,6	3 170	2 420	4 020	0,93	3 270
Ensemble des enseignants assimilés titulaires	**3 670**	**2 910**	**60**	**710**	**19,3**	**2 870**	**2 100**	**3 750**	**0,89**	**3 000**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, privé sous contrat, enseignants assimilés titulaires rémunérés au titre de l'enseignement scolaire en 2024.**

1. Voir [1] supra.

Note : en raison des arrondis, la somme des éléments composant le salaire brut n'est pas toujours égale au montant du salaire brut affiché.

9.18 La rémunération des personnels non enseignants

En 2024, un personnel non enseignant, qu'il soit à temps plein, partiel ou incomplet, perçoit en moyenne 1 810 euros nets par mois : 3 140 euros pour les fonctionnaires et 1 200 euros pour les contractuels **(1)**. Si tous les fonctionnaires travaillaient à temps plein et étaient présents toute l'année, alors ils percevraient 3 210 euros nets en équivalent temps plein (EQTP) : 3 850 euros pour les agents de catégorie A, 2 520 euros pour ceux de catégorie B et 2 110 pour ceux de catégorie C.

Les fonctionnaires non enseignants de catégorie A perçoivent un salaire net moyen de 3 780 euros, correspondant à un salaire brut de 4 640 euros **(2)**. Ce dernier se compose d'un traitement indiciaire brut (TIB) moyen de 3 450 euros, auquel s'ajoutent 1 130 euros de primes et 60 euros d'indemnité de résidence (IR) et supplément familial de traitement (SFT). La catégorie A se distingue par une forte hétérogénéité des salaires. Ainsi, les personnels d'encadrement ont un salaire net mensuel moyen de 4 960 euros tandis que celui des personnels d'éducation s'établit à 3 060 euros.

Les personnels de catégories B et C perçoivent un salaire net moyen de respectivement 2 470 euros et 2 050 euros **(3)**. Au sein de chaque catégorie, le TIB moyen des personnels ASS et ITRF est proche : en moyenne 2 160 euros pour les catégories B et 1 950 euros pour les catégories C. Les fonctionnaires de catégorie B se distinguent des deux autres catégories par un poids des primes plus important, en moyenne de 27 %.

Parmi les personnels non enseignants, les femmes perçoivent des salaires moins élevés que leurs homologues masculins. En moyenne, une femme gagne 76 % de la rémunération d'un homme. Cet écart de rémunération est plus marqué pour les personnels de catégorie A (81 % du salaire de leurs homologues) que pour les personnels de catégories B et C (96 et 97 %) et les contractuels (91 %).

Précisions

Avertissement - Du fait de changements déclaratifs, applicatifs et de concepts, les niveaux de salaire diffusés dans cette édition ne sont pas totalement comparables à ceux des publications réalisées sur les millésimes antérieurs. Dans le cadre de ces changements, le calcul de la décomposition des éléments du salaire brut (TIB, IR, SFT et primes) ainsi que du salaire net en EQTP n'a été possible que pour les fonctionnaires et assimilés titulaires. En revanche, ce calcul n'est pas opérationnel pour l'ensemble des contractuels et maîtres délégués.

Le salaire brut se compose du traitement indiciaire brut (TIB), de l'indemnité de résidence (IR), du supplément familial de traitement (SFT) et des primes et indemnités.

Le salaire net est le salaire que perçoit effectivement l'agent. Il s'obtient en retranchant du salaire brut les cotisations sociales salariales (cotisations retraite), la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Il s'agit ici de salaires individuels perçus. Chaque personne compte pour 1, qu'elle ait travaillé à temps partiel, à temps incomplet, ou à temps plein, et qu'elle ait été présente toute l'année ou seulement une partie de l'année (par exemple, une personne présente six mois dans l'année compte pour 1 et non pas pour 0,5).

La méthodologie de calcul des salaires est détaillée dans le chapitre 7 du *Panorama statistique des personnels 2025-2026*, à paraître.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

Insee, Système d'information sur les agents des services publics (Siasp). Traitement DEPP.

1 La rémunération mensuelle des personnels non enseignants en 2024 (en euros)

	Salaire brut					Salaire net				
	Montant	Traitement indiciaire brut	IR - SFT	Primes et indemnités		Moyenne	1er décile	9e décile	Ratio femmes/ hommes	Salaire net en EQTP (1)
				Montant	Part dans le salaire brut (en %)					
Fonctionnaires non enseignants	**3 860**	**2 870**	**50**	**940**	**24,3**	**3 140**	**1 920**	**4 880**	**0,78**	**3 210**
Catégorie A	4 640	3 450	60	1 130	24,4	3 780	2 470	5 420	0,81	3 850
Catégorie B	3 020	2 160	40	820	27,1	2 470	2 030	2 990	0,96	2 520
Catégorie C	2 520	1 950	40	540	21,2	2 050	1 740	2 440	0,97	2 110
Contractuels non enseignants	**1 490**					**1 200**	**860**	**1 610**	**0,91**	
AED-AESH	1 410					1 140	850	1 510	0,93	
Autres contractuels	2 380					1 920	1 290	2 560	0,83	
Ensemble des personnels non enseignants	2 230					1 810	930	3 480	0,76	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public, personnels non enseignants rémunérés au titre de l'enseignement scolaire en 2024.**

1. Salaire net en équivalent temps plein annualisé : il correspond au salaire qui serait perçu si tous les personnels non enseignants avaient travaillé à temps plein toute l'année. Dans cette approche, les agents sont pris en compte au prorata du temps de travail qu'ils ont effectué durant l'année : ceux à temps plein toute l'année comptent pour 1, ceux à temps partiel ou n'ayant été rémunérés par le ministère chargé de l'éducation nationale que quelques mois comptent pour moins. Par exemple, un agent ayant occupé un poste durant six mois à 80 % et ayant perçu 1 000 euros par mois compte pour 0,4 EQTP (0,5 année * 80 %) rémunéré 1 250 euros en EQTP par mois (1000/0,8).

Lecture : *en 2024, les fonctionnaires non enseignants perçoivent un salaire brut mensuel moyen de 3 860 euros dont 2 870 euros relèvent du traitement indiciaire brut (TIB), 940 euros des primes et indemnités et 50 euros de l'indemnité de résidence (IR) et du supplément familial de traitement (SFT). Les 10 % des fonctionnaires non enseignants les moins bien rémunérés perçoivent au plus 1 920 euros nets mensuels tandis que les 10 % les mieux rémunérés perçoivent au moins 4 880 euros nets. En moyenne, les fonctionnaires non enseignants de sexe féminin gagnent 78 % de la rémunération de leurs homologues de sexe masculin.*

Note : en raison des arrondis, la somme des éléments composant le salaire brut n'est pas toujours égale au montant du salaire brut affiché.

2 La rémunération mensuelle des fonctionnaires non enseignants de catégorie A en 2024 (en euros)

	Salaire brut					Salaire net				
	Montant	Traitement indiciaire brut	IR - SFT	Primes et indemnités		Moyenne	1er décile	9e décile	Ratio femmes/ hommes	Salaire net en EQTP (1)
				Montant	Part dans le salaire brut (en %)					
Personnels d'encadrement	**6 100**	**4 510**	**70**	**1 520**	**24,9**	**4 960**	**3 750**	**6 320**	**0,93**	**4 960**
Personnels de direction	5 790	4 470	70	1 250	21,6	4 690	3 640	5 970	0,94	4 690
Personnels d'inspection	6 130	4 450	70	1 620	26,4	5 010	4 190	5 850	0,96	5 010
Personnels d'encadrement supérieur	8 980	5 040	100	3 840	42,8	7 470	5 470	10 080	0,96	7 480
Personnels d'éducation	**3 790**	**3 110**	**50**	**630**	**16,6**	**3 060**	**2 330**	**3 870**	**0,94**	**3 120**
Conseillers principaux d'éducation	3 830	3 100	50	680	17,8	3 110	2 380	3 910	0,95	3 150
Psychologues de l'éducation nationale	3 710	3 120	50	530	14,3	2 980	2 270	3 750	0,94	3 070
Personnels ASS	**4 150**	**2 880**	**60**	**1 210**	**29,2**	**3 400**	**2 410**	**4 680**	**0,83**	**3 520**
Filière administrative	4 770	3 050	60	1 660	34,7	3 930	2 940	5 140	0,94	3 960
Filière sociale et de santé	3 660	2 740	60	860	23,6	2 980	2 260	3 870	0,95	3 160
Personnels ITRF	**4 720**	**3 120**	**70**	**1 530**	**32,4**	**3 890**	**2 830**	**5 290**	**0,96**	**3 960**
Ensemble des personnels non enseignants de catégorie A	**4 640**	**3 450**	**60**	**1 130**	**24,4**	**3 780**	**2 470**	**5 420**	**0,81**	**3 850**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public, fonctionnaires non enseignants de catégorie A rémunérés au titre de l'enseignement scolaire en 2024.**

Lecture : Voir [1] supra.

Note : en raison des arrondis, la somme des éléments composant le salaire brut n'est pas toujours égale au montant du salaire brut affiché.

3 La rémunération mensuelle des fonctionnaires non enseignants de catégories B et C en 2024 (en euros)

	Salaire brut					Salaire net				
	Montant	Traitement indiciaire brut	IR - SFT	Primes et indemnités		Moyenne	1er décile	9e décile	Ratio femmes/ hommes	Salaire net en EQTP (1)
				Montant	Part dans le salaire brut (en %)					
Personnels non enseignants de catégorie B	**3 020**	**2 160**	**40**	**820**	**27,1**	**2 470**	**2 030**	**2 990**	**0,96**	**2 520**
Personnels ASS (filière administrative)	3 020	2 160	40	820	27,2	2 470	2 040	3 000	0,96	2 520
Personnels ITRF	2 980	2 180	40	760	25,6	2 430	2 030	2 920	0,92	2 480
Personnels non enseignants de catégorie C	**2 520**	**1 950**	**40**	**540**	**21,2**	**2 050**	**1 740**	**2 440**	**0,97**	**2 110**
Personnels ASS (filière technique)	2 540	1 950	40	550	21,8	2 060	1 760	2 460	0,97	2 130
Personnels ITRF	2 460	1 950	40	470	19,1	1 980	1 700	2 300	0,94	2 050
Ensemble des personnels non enseignants de catégories B et C	**2 730**	**2 040**	**40**	**650**	**23,9**	**2 220**	**1 810**	**2 800**	**0,96**	**2 280**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France hors Mayotte, public, fonctionnaires non enseignants de catégories B et C rémunérés au titre de l'enseignement scolaire en 2024.**

Lecture : Voir [1] supra.

Note : en raison des arrondis, la somme des éléments composant le salaire brut n'est pas toujours égale au montant du salaire brut affiché.

9.19 Les enseignants du supérieur par discipline

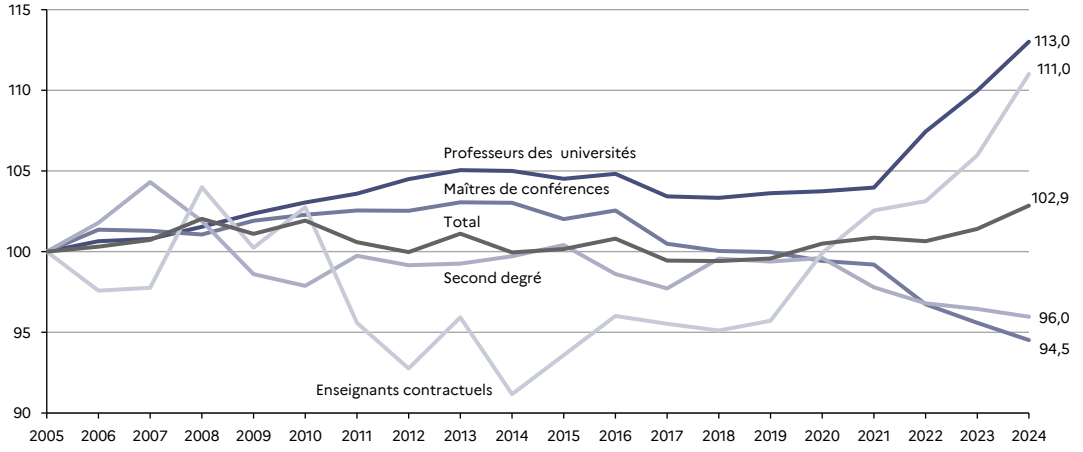
En 2024-2025, les effectifs des enseignants en fonction dans les établissements publics d'enseignement supérieur en France atteignent 93 900 personnes, contre 91 300 en 2005-2006, soit une hausse de 2,9 % au cours de la période **(1)**. Les enseignants se répartissent en trois catégories : 55 400 enseignants-chercheurs titulaires ou stagiaires (59 %), comprenant les maîtres de conférences (MCF) et les professeurs des universités (PU) ; 12 600 enseignants du second degré affectés dans l'enseignement supérieur (13 %) ; et 25 800 enseignants contractuels (27 %), dont la moitié sont des doctorants contractuels effectuant un service d'enseignement ou des attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) **(2)**.

Depuis 2005, les effectifs des professeurs des universités enregistrent le taux de croissance le plus élevé (+ 13,0 %), suivis des enseignants contractuels (+ 11,0 %), alors que les effectifs des MCF et des enseignants du second degré reculent (respectivement - 5,5 % et - 4,0 %).

Les effectifs les plus importants sont en sciences (36 %), devant les lettres (29 %), puis le droit et la santé (14 % chacun). En sciences, les enseignants-chercheurs sont majoritaires (71 %), contre 12 % d'enseignants du second degré et 17 % de contractuels. En lettres, les enseignants-chercheurs représentent 53 % des effectifs, les enseignants du second degré 24 % et les contractuels 23 %. Dans les disciplines de santé, la part des PU est plus importante que celle des MCF (38 % contre 22 %), alors que les PU sont proportionnellement moins nombreux, toutes disciplines confondues (23 % contre 36 %).

Ces enseignants exercent principalement dans les universités, les instituts nationaux polytechniques et les universités de technologie, qui regroupent 92 % des effectifs.

1 Évolution des effectifs enseignants du supérieur public depuis 2005-2006 (base 100 en 2005-2006)



RERS 2026, DEPP, DGRH

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**
Lecture : *l'effectif total des enseignants du supérieur a augmenté de 2,9 % entre 2005 et 2024.*

Précisions

Discipline - Les disciplines sont issues des rattachements aux sections du Conseil national des universités (CNU). La discipline « droit » regroupe les sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion ; la discipline « lettres », les lettres et les sciences humaines ; la discipline « sciences », les sciences et techniques ; la discipline « santé » regroupe médecine, pharmacie, odontologie et autres sections de santé. La discipline est inconnue pour un certain nombre de contractuels et pour quelques enseignants du second degré.

ATER et doctorants contractuels (enseignants contractuels) - Les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) et les doctorants contractuels (catégorie créée par un décret du 25 avril 2009, remplaçant celle des moniteurs, dont les derniers ont effectué leurs services dans l'année universitaire 2010-2011) sont des enseignants contractuels.

Personnels enseignants du supérieur, personnels enseignants du supérieur des corps spécifiques, personnels enseignants du supérieur de type « second degré » - Voir « Glossaire ».

Source
DGRH-MESRE, RHSUPINFO au 31 décembre 2024 (année 2024-2025) et enquêtes sur la situation des enseignants contractuels 2024-2025.

2 Répartition des enseignants du supérieur public en activité par discipline, fonction et type d'établissement en 2024-2025

Disciplines et fonctions		Universités, instituts nationaux polytechniques et universités de technologie	Écoles d'ingénieurs (1)	Autres établissements (2)	Total
Droit	Professeurs titulaires (et stagiaires)	2 655	17	137	2 809
	Maîtres de conférences titulaires (et stagiaires) (3)	4 878	39	175	5 092
	Enseignants du second degré	1 743	34	36	1 813
	Doctorants contractuels avec mission d'enseignement et ATER	1 702	1	132	1 835
	Enseignants associés	685	20	68	773
	Autres enseignants contractuels (5)	963	29		992
	Total	**12 626**	**140**	**548**	**13 314**
Lettres	Professeurs titulaires (et stagiaires)	4 417	16	207	4 640
	Maîtres de conférences titulaires (et stagiaires) (3)	9 529	46	328	9 903
	Enseignants du second degré	6 267	221	174	6 662
	Doctorants contractuels avec mission d'enseignement et ATER	2 772	4	194	2 970
	Enseignants associés	719	21	40	780
	Autres enseignants contractuels (5)	2 226	98	83	2 407
	Total	**25 930**	**406**	**1 026**	**27 362**
Sciences	Professeurs titulaires (et stagiaires)	7 810	851	176	8 837
	Maîtres de conférences titulaires (et stagiaires) (3)	13 660	1 286	255	15 201
	Enseignants du second degré	3 657	346	100	4 103
	Doctorants contractuels avec mission d'enseignement et ATER	4 156	324	153	4 633
	Enseignants associés	340	26	26	392
	Autres enseignants contractuels (5)	713	148		861
	Total	**30 336**	**2 981**	**710**	**34 027**
Santé	Professeurs titulaires (et stagiaires)	5 039			5 039
	Maîtres de conférences titulaires (et stagiaires) (3)	2 879		2	2 881
	Doctorants contractuels avec mission d'enseignement et ATER	131		2	133
	Enseignants associés	646		1	647
	Chefs de clinique, AHU, PHU (4)	4 556			4 556
	Autres enseignants contractuels (5)	103			103
	Total	**13 354**		**5**	**13 359**
Corps spécifiques	Professeurs titulaires (et stagiaires)	86	1	483	570
	Maîtres de conférences titulaires (et stagiaires) (3)	119		330	449
	Total	**205**	**1**	**813**	**1 019**
Non renseignée	Enseignants du second degré	41	9	8	58
	Doctorants contractuels avec mission d'enseignement et ATER	2 323	138	153	2 614
	Enseignants associés	277	10	18	305
	Autres enseignants contractuels (5)	1 488	274	38	1 800
	Total	**4 129**	**431**	**217**	**4 777**
Total	Professeurs titulaires (et stagiaires)	20 007	885	1 003	21 895
	Maîtres de conférences titulaires (et stagiaires) (3)	31 065	1 371	1 090	33 526
	Enseignants du second degré	11 708	610	318	12 636
	Doctorants contractuels avec mission d'enseignement et ATER	11 084	467	634	12 185
	Enseignants associés	2 667	77	153	2 897
	Chefs de clinique, AHU, PHU (4)	4 556			4 556
	Autres enseignants contractuels (5)	5 493	549	121	6 163
	Total	**86 580**	**3 959**	**3 319**	**93 858**

RERS 2026, DEPP, DGRH

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**

1. ENI, INSA, écoles centrales, ENS Chimie, etc.

2. ENS, IEP, grands établissements, écoles françaises à l'étranger, etc.

3. Les assistants de l'enseignement supérieur, corps en voie d'extinction, sont inclus.

4. AHU : assistants hospitalo-universitaires, PHU : praticiens hospitalo-universitaires (enseignants contractuels).

5. Lecteurs et maîtres de langues, professeurs contractuels sur emplois vacants du second degré, contractuels LRU.

Lecture : *en 2024-2025, 2 655 professeurs en droit (titulaires ou stagiaires) étaient en activité dans les universités, instituts nationaux polytechniques et universités de technologie.*

Note : les catégories « doctorants contractuels avec mission d'enseignement et ATER », « enseignants associés » et « chefs de clinique, AHU, PHU » sont des enseignants contractuels.

9.20 Les personnels non enseignants de l'enseignement supérieur public sous tutelle du MESRE

En 2024, l'enseignement supérieur public compte 91 800 personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé (BIATSS), dont 58 400 titulaires et 33 400 contractuels sur missions permanentes **(1)**.

Les filières les plus représentées sont la filière des ingénieurs et techniciens de recherche et de formation (ITRF) et la filière administrative (respectivement 81 % et 13 % des effectifs). Les personnels des bibliothèques et la filière sociale et de santé constituent 5 % et 1 % des personnels non enseignants. La grande majorité des contractuels sur missions permanentes relève de la filière ITRF (91 %).

La part des agents exerçant des fonctions de catégorie A est plus importante parmi les ITRF (42 % des agents de cette filière) que dans la filière administrative (27 %). À l'inverse, la part des agents rattachés à la catégorie C est plus élevée dans la filière administrative (44 %) que dans la filière ITRF (30 %). Toutes filières confondues, les titulaires sont aussi nombreux en catégorie A, B ou C, alors que la part des contractuels sur missions permanentes de catégorie A (46 %) est plus élevée que celle des contractuels de catégorie B (24 %) et C (30 %).

Les femmes représentent 64 % des BIATSS, mais cette part varie selon les filières. Elles sont plus nombreuses dans la filière sociale et de santé (89 %) et la filière administrative (80 %), tandis que la filière ITRF est nettement moins féminisée (60 %).

Précisions

Le personnel titulaire recensé dans cette fiche est le personnel en activité en 2024, qui est rémunéré sur les programmes budgétaires « Formations supérieures et recherche universitaire » (P 150) et « Vie étudiante » (P 231).

Les contractuels présentés sont ceux de droit public sur missions permanentes, hors contractuels exerçant leurs fonctions au sein du réseau des œuvres universitaires et scolaires. Les effectifs correspondent aux personnes physiques rémunérées sous plafond État ou sur ressources propres au 31 décembre 2024, quelle que soit la durée de leur contrat.

Source

DGRH : annuaires Poppee Itrf, Poppee Bib au 1er février 2025.
DGRH : enquête ANT annuelle menée par la DGRH sur les agents contractuels en fonction au 31/12/2024 dans les établissements d'enseignement supérieur (RCE et non RCE).
Direction de l'encadrement - Bureau des études de la gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences et de la formation - Bases de gestion des emplois fonctionnels et administrateurs de l'État.

1 Personnels BIATSS rémunérés sur les programmes budgétaires « Formations supérieures et recherche universitaire » (P 150) et « Vie étudiante » (P 231) en 2024

Filière	Catégorie statutaire	Corps	Effectifs			Part des femmes (en %)		
			Titulaires	Contractuels sur missions permanentes (1)	Ensemble	Titulaires	Contractuels sur missions permanentes (1)	Ensemble
Administrative, dont encadrement (ADM)	**A**	Administrateurs (ADMENESR) et administrateurs de l'État	240		240	55,8		55,8
		Autres corps d'encadrement supérieur (2)	279		279	38,0		38,0
		Attachés d'administration de l'État	1 929	637	2 566	68,5	59,8	66,4
		Total catégorie A	**2 448**	**637**	**3 085**	**63,8**	**59,8**	**63,0**
	B	Secrétaires administratifs	2 895	528	3 423	84,9	86,4	85,1
	C	Adjoints administratifs	4 248	843	5 091	87,8	81,9	86,8
Total ADM			**9 591**	**2 008**	**11 599**	**80,8**	**76,0**	**80,0**
Bibliothèques (BIB)	**A**	Conservateurs généraux des bibliothèques	104	1	105	64,4	100,0	64,8
		Conservateurs des bibliothèques	677	22	699	67,8	77,3	68,1
		Bibliothécaires	531	73	604	74,6	67,1	73,7
		Total catégorie A	**1 312**	**96**	**1 408**	**70,3**	**69,8**	**70,2**
	B	Bibliothécaires assistants spécialisés	1 497	132	1 629	77,5	75,0	77,3
	C	Magasiniers	1 505	251	1 756	62,2	67,3	62,9
Total BIB			**4 314**	**479**	**4 793**	**70,0**	**69,9**	**70,0**
Ingénieurs et techniciens de recherche et de formation (ITRF)	**A**	Ingénieurs de recherche	2 802	2 786	5 588	39,8	48,2	44,0
		Ingénieurs d'études	9 670	8 079	17 749	53,5	62,7	57,7
		Assistants ingénieurs	4 459	3 236	7 695	55,1	67,6	60,4
		Total catégorie A	**16 931**	**14 101**	**31 032**	**51,7**	**60,9**	**55,9**
	B	Techniciens de recherche et de formation (3)	13 809	7 368	21 177	61,7	68,4	64,1
	C	Adjoints techniques de recherche et de formation (3)	13 228	8 882	22 110	61,1	64,6	62,5
Total ITRF			**43 968**	**30 351**	**74 319**	**57,7**	**63,8**	**60,2**
Sociale et de santé (SS)	**A**	Médecins de l'éducation nationale et médecins de prévention		355	355		79,7	79,7
		Infirmiers	199	121	320	95,0	91,7	93,8
		Conseillers techniques de service social des administrations de l'État	44	23	67	97,7	91,3	95,5
		Assistants de service social des administrations de l'État	241	112	353	96,3	89,3	94,1
		Total catégorie A	**484**	**611**	**1 095**	**95,9**	**84,3**	**89,4**
	B	Infirmiers (catégorie B)	3		3	100,0		100,0
Total SS			**487**	**611**	**1 098**	**95,9**	**84,3**	**89,4**
Total catégorie A			**21 175**	**15 445**	**36 620**	**55,3**	**61,8**	**58,0**
Total catégorie B			**18 204**	**8 028**	**26 232**	**66,7**	**69,7**	**67,6**
Total catégorie C			**18 981**	**9 976**	**28 957**	**67,2**	**66,1**	**66,8**
Ensemble			**58 360**	**33 449**	**91 809**	**62,7**	**65,0**	**63,5**

RERS 2026, DEPP, DGRH

▶ **Champ : France.**

1. Seuls ont été comptabilisés dans ce tableau les agents contractuels BIATSS de droit public sur missions permanentes (relevant des dispositions des articles L. 332-1 à L. 332-21 et L. 352-4 du Code général de la fonction publique, des articles L. 123-5, L. 711-1 et L. 954-3 1° du Code de l'éducation et du décret n° 2002-1347 du 7 novembre 2002 portant dispositions générales applicables aux agents non titulaires recrutés dans les SAIC). N'ont pas été comptabilisés les agents contractuels sur missions temporaires, les agents vacataires, les contractuels étudiants et les apprentis. Les effectifs recensés sont les personnes physiques rémunérées sous plafond État ou sur ressources propres au 31/12/2024, quelle que soit la durée de leur contrat.
2. Secrétaires généraux des établissements d'enseignement supérieur, agents comptables et directeurs généraux du Crous.
3. Les techniciens et les agents techniques de la filière ouvrière sont assimilés respectivement aux corps des techniciens et adjoints techniques de recherche et de formation de la filière ITRF.

Lecture : *en 2024, les personnels BIATSS de catégorie A, issus de la filière administrative, dont encadrement, sont 3 085, et 63,0 % d'entre eux sont des femmes.*

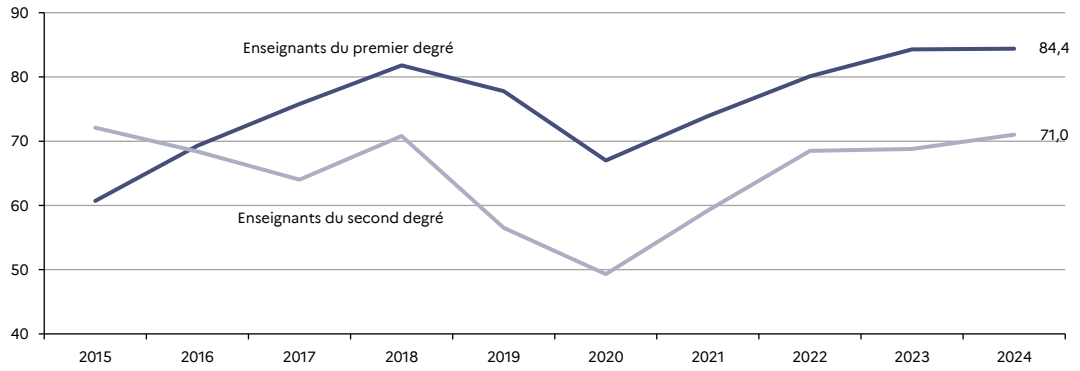
9.21 La formation continue des personnels de l'éducation nationale

Dans le secteur public, le taux d'accès à la formation continue des enseignants du premier degré a augmenté régulièrement entre les rentrées 2015 et 2018, passant de 61 % à 82 % en quatre ans **(1)**. Il a diminué ensuite, jusqu'à 67 % au cours de l'année scolaire 2020-2021, principalement en raison des deux années de crise sanitaire qui ont eu des conséquences sur les activités de formation. Depuis, ce taux remonte fortement pour atteindre 84 % en 2023-2024 et 2024-2025.

Le taux d'accès à la formation des enseignants du second degré est plus élevé lors des années de réforme, respectivement 72 % en 2015-2016 avec la réforme des collèges et 71 % en 2018-2019 avec celle des lycées. Comme pour le premier degré, ce taux a baissé durant les années de crise sanitaire (jusqu'à 49 % au cours de l'année scolaire 2020-2021) avant de remonter fortement jusqu'en 2022-2023 (69 %). Il croît faiblement ensuite pour atteindre 71 % en 2024-2025.

En 2024-2025, 301 000 enseignants du premier degré public et 305 000 enseignants du second degré public se sont inscrits à au moins un module de formation. Respectivement, 273 300 et 276 100 d'entre eux se sont présentés à un module de formation **(2)**. Dans le premier degré, les enseignants qui sont aussi directeurs d'école sont les plus formés (95 %). Dans le second degré, c'est le cas des enseignants documentalistes avec un taux d'accès de 91 %. Par ailleurs, 18 200 directeurs d'école ou d'établissement du second degré et 18 300 **personnels d'éducation** ont eu accès à un module de formation. Dans le second degré, l'accès à la formation diffère selon les groupes de disciplines : 71 % des enseignants dans le domaine des services ont suivi une formation, contre 74 % des enseignants dans le domaine de la production et 70 % des enseignants des disciplines générales **(3)**.

1 Évolution du taux d'accès en formation (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des personnels en activité et rémunérés au 30 novembre de l'année scolaire considérée, en mission d'enseignement dans le premier et second degré public.**

Lecture : *en 2024-2025, 84,4 % des enseignants du premier degré public ont accédé à au moins un module de formation.*

Précisions

La formation continue des personnels peut être abordée sous l'angle de la personne, qu'elle soit inscrite (ayant « fait acte » de candidature à un module), retenue (sa candidature a été retenue par l'administration) ou présente (elle a assisté à au moins une heure de formation sur le module).

Les données de la formation continue sont mises en regard des personnels de l'éducation nationale (*cf.* fiche 9.01). En sont déduits le taux d'inscription (rapport entre le nombre de personnes inscrites et l'effectif de la population étudiée) et le taux d'accès (rapport entre le nombre de personnes présentes et l'effectif de la population étudiée).

Personnels de l'éducation – Voir « Glossaire » à « Missions des personnels ».

Regroupement des disciplines – Voir rubrique « Précisions » de la fiche 9.10.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.
- *Note d'Information* : 25.65.

Source

DEPP, exploitation données GAIA, année scolaire 2024-2025 et panel des agents issus de BSA, novembre 2024.

2 La formation continue en 2024 selon les missions

	Personnes inscrites à au moins un module de formation		Personnes présentes à au moins un module de formation	
	Effectifs	Taux d'inscription (%)	Effectifs	Taux d'accès (%)
Enseignement du premier degré	**300 996**	**93,0**	**273 287**	**84,4**
Enseignement en classe préélémentaire	71 943	94,1	63 969	83,7
Enseignement en classe élémentaire	149 343	93,9	135 305	85,1
Enseignement et direction d'école simultanés	36 353	98,5	34 973	94,8
Remplacement	27 631	86,8	24 748	77,8
Enseignement répondant à des besoins spécifiques	15 726	80,4	14 292	73,1
Enseignement du second degré	**305 007**	**78,4**	**276 146**	**71,0**
Enseignement sur classes attitrées	277 146	78,3	251 106	71,0
Agrégés et chaires supérieures	38 047	71,6	34 122	64,2
Certifiés et PEPS	169 754	78,5	154 121	71,3
Professeurs de lycée professionnel	39 283	81,5	35 636	73,9
Enseignants non titulaires	25 131	83,1	22 648	74,9
Autres titulaires	4 931	80,8	4 579	75,1
Remplacement	**15 342**	**73,1**	**13 324**	**63,5**
Documentation	**8 613**	**96,2**	**8 139**	**90,9**
Enseignement répondant à des besoins spécifiques	**3 906**	**75,3**	**3 577**	**69,0**
Personnels ayant des missions de direction ou d'éducation				
Direction d'école sans enseignement et direction d'établissement du second degré	19 789	94,2	18 176	86,5
Éducation	20 076	89,6	18 296	81,7

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des personnels en activité et rémunérés au 30 novembre 2024, dans le premier et second degré public.**
Lecture : *en 2024-2025, 300 996 enseignants du premier degré public se sont inscrits à au moins un module de formation, soit 93,0 % d'entre eux.*

3 Les enseignants du second degré en formation continue en 2024 selon le groupe de discipline

	Personnes inscrites à au moins un module de formation		Personnes présentes à au moins un module de formation	
	Effectifs	Taux d'inscription (%)	Effectifs	Taux d'accès (%)
Disciplines générales	**213 624**	**77,6**	**193 790**	**70,4**
Philosophie	2 781	67,8	2 426	59,2
Lettres	45 539	80,3	41 454	73,1
dont : lettres modernes	*29 007*	*79,8*	*26 408*	*72,6*
lettres classiques	*5 090*	*78,6*	*4 588*	*70,9*
Langues	41 316	74,8	36 972	66,9
dont : allemand	*4 331*	*81,9*	*3 982*	*75,3*
anglais	*22 891*	*73,3*	*20 380*	*65,2*
espagnol	*11 082*	*73,2*	*9 876*	*65,2*
Histoire-géographie	22 551	78,3	20 636	71,6
Sciences économiques et sociales	3 344	79,6	3 050	72,6
Mathématiques	35 309	76,9	32 472	70,7
Physique-chimie	15 575	73,0	13 875	65,0
Biologie-géologie	14 059	84,2	12 937	77,5
Éducation musicale	5 066	81,5	4 487	72,2
Arts plastiques	5 576	87,3	5 018	78,6
Éducation physique et sportive	22 508	75,8	20 463	69,0
Domaines de la production	**34 776**	**81,9**	**31 463**	**74,1**
Domaines des services	**22 647**	**79,1**	**20 207**	**70,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, ensemble des personnels en activité et rémunérés au 30 novembre 2024, dans le second degré public.**
Lecture : *en 2024-2025, 213 624 enseignants en disciplines générales se sont inscrits à au moins un module de formation, soit 77,6 % d'entre eux.*

Dans le cadre de l'enquête internationale Talis menée en 2024, les enseignants d'école élémentaire ont répondu à des questions portant sur leur formation. En France, 60 % estiment que leur formation initiale leur a permis d'avoir une compréhension approfondie des matières enseignées et 30 % qu'elle leur a donné des idées pour gérer de manière efficace le comportement des élèves en classe. Quatre sur dix considèrent que leur formation initiale était de grande qualité et qu'il y avait un bon équilibre entre les aspects théoriques et les aspects pratiques de l'enseignement, proportions les moins élevées au niveau international **(1)**. Plus généralement, au niveau international, la France a les proportions parmi les plus faibles d'enseignants ayant une appréciation positive des apports de leur formation initiale et se sentant bien préparés aux différents aspects de l'enseignement. Par exemple, 35 % se sentent bien préparés au contenu des matières enseignées et 7 % au soutien du développement socio-émotionnel des élèves **(2)**.

Au cours des douze mois précédant l'enquête, 74 % des enseignants ont suivi des activités de formation continue portant sur la connaissance et compréhension des matières enseignées, 78 % concernant la pédagogie dans les matières enseignées et 35 % concernant l'enseignement aux élèves à besoins éducatifs particuliers, des proportions relativement stables par rapport à 2018 **(3)**.

C'est sur l'enseignement aux élèves à besoins éducatifs particuliers et la gestion du comportement des élèves en classe que les proportions d'enseignants déclarant un besoin élevé de formation professionnelle sont les plus fortes (respectivement 52 % et 35 %, soit 15 points de plus qu'en 2018 pour ce dernier aspect). Ils sont 27 % à exprimer un besoin élevé en ce qui concerne les compétences nécessaires à l'utilisation de l'intelligence artificielle pour l'enseignement et l'apprentissage **(4)**.

Précisions

Talis est une enquête internationale sur les pratiques professionnelles, conditions d'exercice et perceptions du métier des enseignants, directeurs d'école ou d'établissement et chefs d'établissement. L'édition 2024 constitue la quatrième édition de cette enquête après celles de 2008, 2013 et 2018. La France prend part à l'enquête depuis 2013 pour le niveau collège et depuis 2018 pour le niveau élémentaire. À l'école élémentaire, les données françaises sont comparées à celles des sept pays de l'OCDE participants disposant de données pouvant être analysées de manière fiable (dont trois pays de l'UE) : Australie, Belgique, Corée du Sud, Espagne, Japon, Slovénie et Turquie.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.55 ; 25.54.

Source

DEPP / OCDE, enquête Talis.

1 Apports de la formation initiale : comparaison internationale (en %)

Apports de la formation initiale	France	Australie	Belgique	Corée du Sud	Espagne	Japon	Slovénie	Turquie
Elle m'a permis d'avoir une compréhension approfondie de la ou des matières que j'enseigne.	60	63	80	85	61	84	86	87
Elle m'a permis d'avoir suffisamment d'opportunités d'enseignement sur le terrain.	42	60	60	76	47	45	38	69
Elle comportait suffisamment de temps d'observation de classes.	41	62	66	79	51	43	38	76
Elle était globalement de grande qualité.	40	69	76	73	62	61	65	75
Il y avait un bon équilibre entre les aspects théoriques et les aspects pratiques de l'enseignement.	36	54	66	61	42	55	44	67
Elle m'a donné des idées pour gérer de manière efficace le comportement des élèves en classe.	30	47	56	66	45	62	38	86

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'OCDE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants d'école élémentaire.**
Lecture : *en France, 60 % des enseignants d'école élémentaire déclarent être « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que leur formation initiale leur a permis d'avoir une compréhension approfondie de la ou des matières qu'ils enseignent, contre 63 % en Australie.*

2 Sentiment de préparation à l'enseignement : comparaison internationale (en %)

Éléments de l'enseignement	France	Australie	Belgique	Corée du Sud	Espagne	Japon	Slovénie	Turquie
Pédagogie générale	44	55	81	63	72	38	50	86
Contenu de certaines ou de toutes les matières que j'enseigne	35	36	74	62	75	40	57	83
Pédagogie propre à certaines ou à toutes les matières que j'enseigne	30	44	75	62	69	38	50	84
Pratiques employées en classe propres à certaines ou à toutes les matières que j'enseigne	28	41	68	60	69	36	37	80
Utilisation de ressources et d'outils numériques pour l'enseignement	14	27	26	47	47	29	19	74
Soutien du développement socio-émotionnel des élèves	7	26	32	49	57	34	27	83
Enseignement en milieu multiculturel ou plurilingue	6	19	23	31	45	12	8	51

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'OCDE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants d'école élémentaire.**
Lecture : *en France, 35 % des enseignants d'école élémentaire déclarent que leur formation initiale les a « assez » ou « beaucoup » aidés à se sentir préparés au contenu de certaines ou de toutes les matières qu'ils enseignent, contre 36 % en Australie.*

3 Évolution des contenus abordés dans des activités de formation continue (1) entre 2018 et 2024 (en %)

Contenus abordés	2018	2024
Pédagogie dans la ou les matières que j'enseigne	81	78
Connaissance et compréhension du ou des champs disciplinaires que j'enseigne	70	74
Connaissance des programmes scolaires	62	49
Enseignement aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers	32	35
Pratiques d'évaluation des élèves	53	33
Gestion du comportement des élèves en classe	27	29
Compétences pédagogiques pour l'intégration des ressources et outils numériques dans l'enseignement	n.d.	28
Analyse et exploitation des évaluations des élèves	n.d.	27
Approches pour mettre en œuvre un enseignement individualisé	31	25
Compétences techniques pour l'utilisation des ressources et outils numériques	n.d.	23
Méthodes pour soutenir le développement socio-émotionnel des élèves	n.d.	21
Coopération entre enseignants et parents/responsables légaux	n.d.	19

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors La Réunion et Mayotte), enseignants d'école élémentaire.**
1. Au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête.
Lecture : *en France, en 2024, 78 % des enseignants d'école élémentaire déclarent avoir abordé dans des activités de formation continue, au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, la pédagogie dans la ou les matières qu'ils enseignent, contre 81 % en 2018.*
Note : la formulation de certains items peut varier légèrement d'une édition à l'autre de l'enquête. Ces variations sont sans incidence sur la comparabilité des résultats.

4 Évolution des besoins élevés de formation continue des enseignants entre 2018 et 2024 (en %)

Domaines	2018	2024
Enseignement aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers	47	52
Gestion du comportement des élèves en classe	20	35
Compétences techniques pour l'utilisation des ressources et outils numériques	n.d.	33
Méthodes pour soutenir le développement socio-émotionnel des élèves	n.d.	31
Compétences pédagogiques pour l'intégration des ressources et outils numériques dans l'enseignement	n.d.	27
Compétences nécessaires à l'utilisation de l'intelligence artificielle pour l'enseignement et l'apprentissage	n.d.	27
Approches pour mettre en œuvre un enseignement individualisé	28	27
Enseignement en milieu multiculturel ou plurilingue	21	23
Pratiques d'évaluation des élèves	15	9
Pédagogie dans la ou les matières que j'enseigne	10	8
Coopération entre enseignants et parents/responsables légaux	n.d.	7
Gestion et administration de l'établissement	6	6
Analyse et exploitation des évaluations des élèves	n.d.	6

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors La Réunion et Mayotte), enseignants d'école élémentaire.**
Lecture : *en France, en 2024, 52 % des enseignants d'école élémentaire déclarent éprouver de façon « élevée » des besoins de formation continue dans l'enseignement aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, contre 47 % en 2018.*
Note : la formulation de certains items peut varier légèrement d'une édition à l'autre de l'enquête. Ces variations sont sans incidence sur la comparabilité des résultats.

Dans le cadre de l'enquête internationale Talis menée en 2024, les enseignants de collège ont répondu à des questions portant sur leur formation. En France, 81 % estiment que leur formation initiale leur a permis d'avoir une compréhension approfondie de la ou des matières qu'ils enseignent et 35 % qu'elle leur a donné des idées pour gérer de manière efficace le comportement des élèves en classe. Ils sont 51 % à considérer que leur formation initiale était de grande qualité et 35 % à dire qu'il y avait un bon équilibre entre les aspects théoriques et les aspects pratiques de l'enseignement, contre 71 % et 53 % pour la moyenne UE **(1)**. De manière générale, en France, les proportions d'enseignants ayant une appréciation positive des apports de leur formation initiale et se sentant bien préparés aux différents aspects de l'enseignement sont inférieures à la moyenne UE. Le contenu des matières enseignées est l'aspect pour lequel ils sont les plus nombreux à se sentir bien préparés (70 %). Le soutien du développement socio-émotionnel des élèves est celui pour lequel ils sont les moins nombreux (10 %) **(2)**.

Au cours des douze mois précédant l'enquête, 39 % des enseignants ont suivi des activités de formation continue portant sur l'enseignement aux élèves à besoins éducatifs particuliers, soit 9 points de plus qu'en 2018. La proportion d'enseignants ayant abordé les approches pédagogiques individualisées en formation continue est en revanche plus faible qu'en 2018 (31 % contre 41 %) **(3)**. Comme en 2013, l'enseignement aux élèves à besoins éducatifs particuliers demeure le domaine où la proportion d'enseignants qui déclarent des besoins élevés de formation est la plus forte (28 %), en recul toutefois de 6 points par rapport à 2018. En 2024, de nouveaux besoins émergent : 24 % des enseignants de collège déclarent un besoin élevé de formation aux compétences nécessaires à l'utilisation de l'intelligence artificielle pour l'enseignement et l'apprentissage et 20 % aux méthodes pour soutenir le développement socio-émotionnel des élèves **(4)**.

Précisions

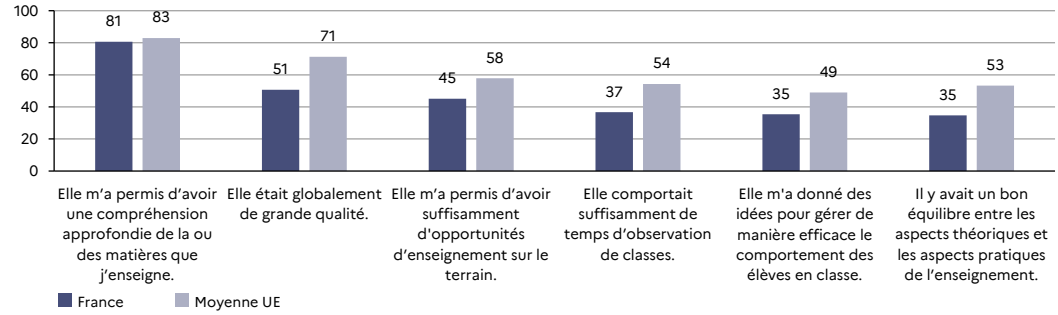
Talis est une enquête internationale sur les pratiques professionnelles, conditions d'exercice et perceptions du métier des enseignants, directeurs d'école ou d'établissement et chefs d'établissement. L'édition 2024 constitue la quatrième édition de cette enquête après celles de 2008, 2013 et 2018. La France prend part à l'enquête depuis 2013 pour le niveau collège et depuis 2018 pour le niveau élémentaire. Au collège, les données françaises sont positionnées par rapport à la moyenne des 22 pays de l'Union européenne (UE) participants dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve (« moyenne UE ») : Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, France, Espagne, Estonie, Finlande, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.55 ; 25.54.

Source
DEPP / OCDE, enquête Talis.

1 Apports de la formation initiale : comparaison internationale (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'UE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants de collège.**
Lecture : *en France, 81 % des enseignants de collège déclarent être « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que leur formation initiale leur a permis d'avoir une compréhension approfondie de la ou des matières qu'ils enseignent, contre 83 % en moyenne dans 22 pays de l'UE participants (voir « Précisions »).*

2 Sentiment de préparation à l'enseignement : comparaison internationale (en %)

Éléments de l'enseignement	France	Moyenne UE
Contenu de certaines ou de toutes les matières que j'enseigne	70	85
Pédagogie propre à certaines ou à toutes les matières que j'enseigne	46	69
Pratiques employées en classe propres à certaines ou à toutes les matières que j'enseigne	39	67
Pédagogie générale	38	64
Utilisation de ressources et d'outils numériques pour l'enseignement	26	46
Enseignement en milieu multiculturel ou plurilingue	12	31
Soutien du développement socio-émotionnel des élèves	10	43

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'UE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants de collège.**
Lecture : *en France, 10 % des enseignants de collège déclarent que leur formation initiale les a « assez » ou « beaucoup » aidés à se sentir préparés au soutien du développement socio-émotionnel des élèves, contre 43 % en moyenne dans 22 pays de l'UE participants (voir « Précisions »).*

3 Évolution des contenus abordés dans des activités de formation continue (1) entre 2013 et 2024 (en %)

Contenus abordés	2013	2018	2024
Pédagogie dans la ou les matières que j'enseigne	63	69	56
Connaissance et compréhension du ou des champs disciplinaires que j'enseigne	51	59	53
Pratiques d'évaluation des élèves	51	63	41
Enseignement aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers	23	30	39
Compétences pédagogiques pour l'intégration des ressources et outils numériques dans l'enseignement	n.d.	n.d.	38
Connaissance des programmes scolaires	46	59	35
Compétences techniques pour l'utilisation des ressources et outils numériques	n.d.	n.d.	33
Approches pour mettre en œuvre un enseignement individualisé	29	42	31
Gestion du comportement des élèves en classe	23	24	25
Analyse et exploitation des évaluations des élèves	n.d.	n.d.	20
Méthodes pour soutenir le développement socio-émotionnel des élèves	n.d.	n.d.	20
Coopération entre enseignants et parents/responsables légaux	n.d.	n.d.	17

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors La Réunion et Mayotte), enseignants de collège.**
1. Au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête.
Lecture : *en France, en 2024, 56 % des enseignants de collège déclarent avoir abordé dans des activités de formation continue, au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, la pédagogie dans la ou les matières qu'ils enseignent, contre 69 % en 2018 et 63 % en 2013.*
Note : la formulation de certains items peut varier légèrement d'une édition à l'autre de l'enquête. Ces variations sont sans incidence sur la comparabilité des résultats.

4 Évolution des besoins élevés de formation des enseignants entre 2013 et 2024 (en %)

Domaines	2013	2018	2024
Enseignement aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers	27	34	28
Compétences nécessaires à l'utilisation de l'intelligence artificielle pour l'enseignement et l'apprentissage	n.d.	n.d.	24
Méthodes pour soutenir le développement socio-émotionnel des élèves	n.d.	n.d.	20
Compétences techniques pour l'utilisation des ressources et outils numériques	n.d.	n.d.	19
Gestion du comportement des élèves en classe	9	13	17
Approches pour mettre en œuvre un enseignement individualisé	19	24	17
Compétences pédagogiques pour l'intégration des ressources et outils numériques dans l'enseignement	n.d.	n.d.	17
Enseignement en milieu multiculturel ou plurilingue	11	17	15
Pratiques d'évaluation des élèves	14	15	9
Pédagogie dans la ou les matières que j'enseigne	9	9	8
Analyse et exploitation des évaluations des élèves	n.d.	n.d.	8
Coopération entre enseignants et parents/responsables légaux	n.d.	n.d.	7
Connaissance et compréhension du ou des champs disciplinaires que j'enseigne	5	5	6

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France (hors La Réunion et Mayotte), enseignants de collège.**
Lecture : *en France, en 2024, 28 % des enseignants de collège déclarent éprouver de façon « élevée » des besoins de formation continue dans l'enseignement aux élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, contre 34 % en 2018 et 27 % en 2013.*
Note : la formulation de certains items peut varier légèrement d'une édition à l'autre de l'enquête. Ces variations sont sans incidence sur la comparabilité des résultats.

Durant l'année scolaire 2024-2025, 12 270 enseignants du secteur public, 3 480 personnels des corps non enseignants et 2 780 enseignants assimilés titulaires du privé ont pris leur retraite, soit au total 18 500 départs. C'est plus qu'en 2023-2024 (17 700 départs), mais en deçà du nombre de départs annuels au cours de la période 2021-2023 (23 800 départs par an en moyenne) **(1)**.

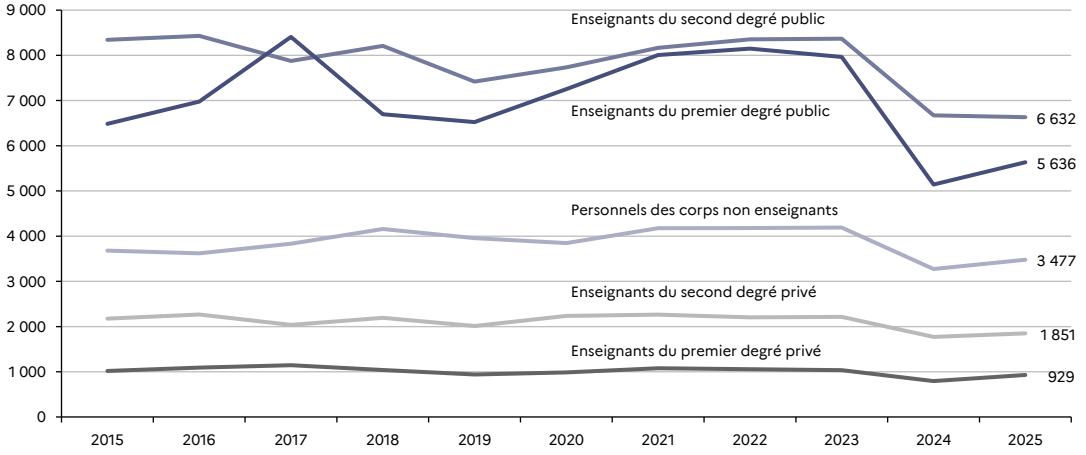
L'âge de départ moyen est de 62,8 ans **(2)**. Pour les enseignants du premier degré public, cet âge moyen est de 61,6 ans : en effet, de nombreux enseignants du premier degré public ont été instituteurs pendant au moins quinze ans et bénéficient, à ce titre, de la possibilité de partir de manière anticipée à 57 ans (progressivement décalé à 59 ans entre 2023 et 2033). Les enseignants du premier degré privé partent à 62,4 ans, dix mois plus tard en moyenne que leurs homologues du public.

Les enseignants du second degré ont, quant à eux, un âge de départ à la retraite similaire dans le public et dans le privé (63 ans et demi). Les non enseignants partent à la retraite entre 63 et 64 ans en moyenne selon leur corps.

Les nouvelles retraitées sont légèrement plus jeunes que les nouveaux retraités. En effet en 2024-2025, les femmes partent en moyenne onze mois avant les hommes, et huit mois avant en moyenne pour celles ne bénéficiant pas du dispositif « parent de trois enfants ».

La hausse de l'âge moyen des départs à la retraite des personnels de l'éducation nationale, progressive depuis 2015, se poursuit en 2024-2025 pour les hommes comme pour les femmes, quel que soit le regroupement de corps **(3) (4)**.

1 Évolution du nombre de départs à la retraite par regroupement de corps



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, enseignants fonctionnaires et assimilés du public et privé sous contrat, et personnels fonctionnaires non enseignants du public.**
Lecture : *entre le 1er octobre 2024 et le 30 septembre 2025, 5 636 enseignants fonctionnaires du premier degré public sont partis à la retraite.*
Note : départs entre le 1er octobre de l'année n-1 et le 30 septembre de l'année n. 2025 correspond donc à l'année scolaire 2024-2025.

Précisions

Les départs anticipés des parents de trois enfants ou plus – Jusqu'en 2011, les parents de trois enfants ou plus (ayant exercé de manière effective au moins quinze ans dans la fonction publique et s'étant arrêtés au moins deux mois à la naissance de chacun de leurs enfants) pouvaient partir quand ils le souhaitaient. L'arrêt de ce dispositif a été prévu lors de la réforme des retraites de 2010.

Les chiffres sont légèrement révisés chaque année avec la mise à jour des données administratives.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source
DEPP, exploitation des données fin de fonction, année scolaire 2024-2025 et Panel des personnels issu de BSA, novembre 2024.

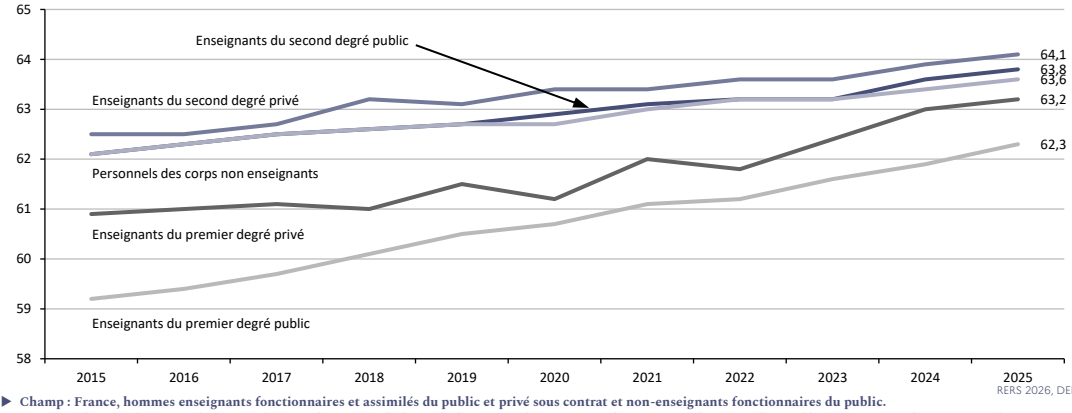
2 Âge moyen des départs à la retraite par regroupement de corps et sexe durant l'année scolaire 2024-2025

	Mères de trois enfants	Hors départs mères de trois enfants	Femmes	Hommes	Ensemble
Enseignants du premier degré public	59,0	61,6	61,4	62,3	61,6
Enseignants du second degré public	59,9	63,5	63,2	63,8	63,5
Enseignants du premier degré privé	59,4	62,6	62,3	63,2	62,4
Enseignants du second degré privé	59,5	63,6	63,4	64,1	63,6
Personnels d'encadrement	60,7	63,9	63,7	63,8	63,7
Vie scolaire	59,8	63,4	63,1	63,7	63,2
Personnels ASS (administratifs, sociaux et de santé)	60,8	63,4	63,3	63,4	63,3
Ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation, personnels des bibliothèques	60,6	63,3	63,1	63,7	63,3
Ensemble	**59,6**	**62,8**	**62,6**	**63,5**	**62,8**
Effectifs	1 018	11 774	12 792	5 733	18 525

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, enseignants fonctionnaires et assimilés du public et privé sous contrat, et personnels fonctionnaires non enseignants du public.**
Lecture : *entre le 1er octobre 2024 et le 30 septembre 2025, les enseignantes du premier degré public sont parties à la retraite à un âge moyen de 61,4 ans ; celles bénéficiant du statut de mères de trois enfants sont parties à la retraite à 59,0 ans en moyenne contre 61,6 ans pour celles n'en bénéficiant pas.*
Note : départs entre le 1er octobre de l'année 2024 et le 30 septembre de l'année 2025.

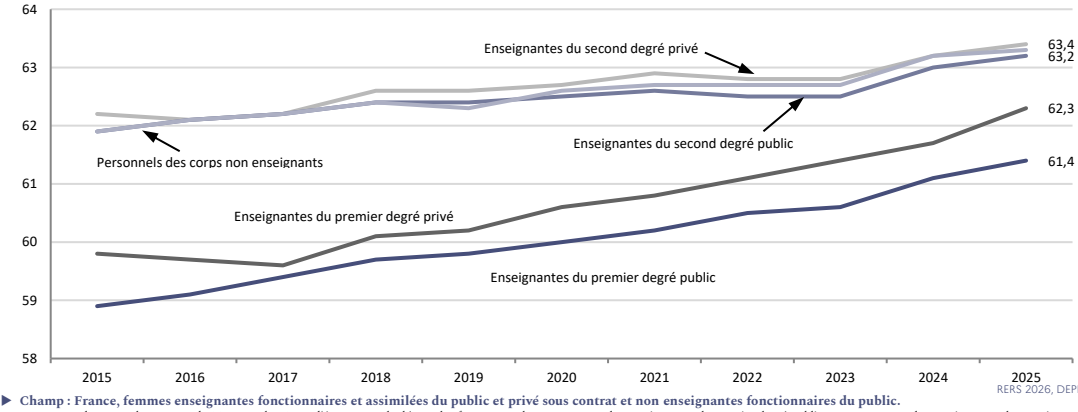
3 Évolution de l'âge moyen des départs à la retraite des hommes par regroupement de corps



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, hommes enseignants fonctionnaires et assimilés du public et privé sous contrat et non-enseignants fonctionnaires du public.**
Lecture : *entre le 1er octobre 2024 et le 30 septembre 2025, l'âge moyen de départ des hommes est de 62,3 ans pour les enseignants du premier degré public et 63,2 ans pour les enseignants du premier degré privé.*
Note : départs entre le 1er octobre de l'année n-1 et le 30 septembre de l'année n. 2025 correspond donc à l'année scolaire 2024-2025.

4 Évolution de l'âge moyen des départs à la retraite des femmes par regroupement de corps



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, femmes enseignantes fonctionnaires et assimilées du public et privé sous contrat et non enseignantes fonctionnaires du public.**
Lecture : *entre le 1er octobre 2024 et le 30 septembre 2025, l'âge moyen de départ des femmes est de 61,4 ans pour les enseignantes du premier degré public et 62,3 ans pour les enseignantes du premier degré privé.*
Note : départs entre le 1er octobre de l'année n-1 et le 30 septembre de l'année n. 2025 correspond donc à l'année scolaire 2024-2025.

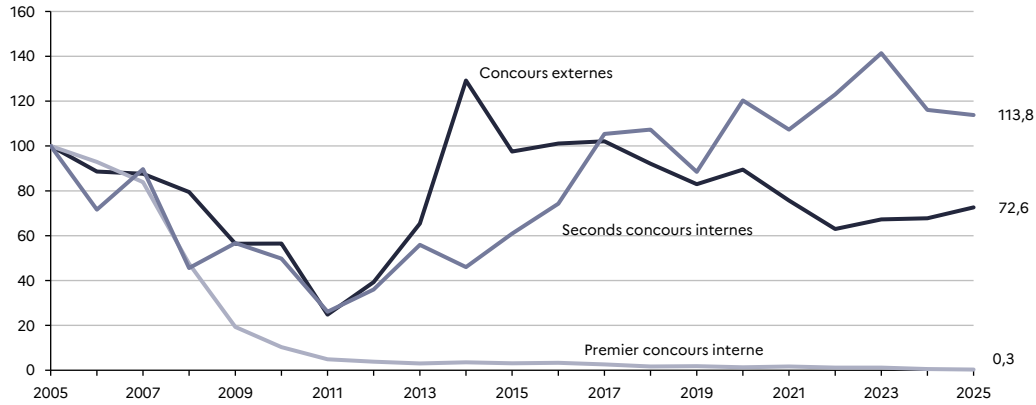
9.25 Les concours de recrutement de personnels enseignants du premier degré

En 2025, l'offre globale aux concours du premier degré public, proche de celle de 2024, est de 10 300 postes **(2)**. Aux concours externes de la session de droit commun, 9 300 postes sont offerts pour la troisième session consécutive, dont 93 % sont pourvus en 2025 (86 % en 2024). La prise en compte du concours externe de la session supplémentaire, ouvert en 2025 dans les académies de Créteil et de Versailles, élève le **taux de couverture** global à 97 % avec 400 admis supplémentaires (91 % en 2024). Pour l'ensemble des concours externes, le nombre d'admis augmente pour la troisième session consécutive, contrairement aux concours internes **(1)**.

Aux concours internes, 1 000 postes sont offerts. Au premier concours réservé aux instituteurs titulaires, 17 % sont pourvus en 2025 comme en 2024. Par rapport à 2024, le taux de couverture s'améliore aux seconds concours (56 % au lieu de 50 %) et au recrutement exceptionnel organisé depuis 2023 dans les académies de Créteil, de Versailles et de Guyane (82 % contre 50 %). Aux seconds concours internes, la baisse du nombre d'admis est inférieure à celle de l'offre de postes. Au concours interne exceptionnel, le nombre d'admis augmente sensiblement, pour une offre stable.

Dans l'enseignement privé sous contrat, 1 000 contrats sont ouverts **(3)**. Aux concours externes, 98 % des contrats sont pourvus en 2025 (99 % en 2024), le nombre d'admis reculant pour une offre stable. Le taux de couverture se dégrade aux différents concours internes, la baisse du nombre d'admis étant supérieure à celle du nombre de postes.

1 Évolution du nombre d'admis aux concours de personnels enseignants du premier degré public (base 100 en 2005) (1)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM.**
1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.
Lecture : *par rapport à la session 2005, le volume de candidats admis en 2025 aux concours externes du premier degré public est inférieur de 27,4 %.*
Note : la session exceptionnelle de 2014 est prise en compte, de même que la session supplémentaire du concours externe, organisée à partir de 2015.

Précisions

À compter de la session 2022, seuls les étudiants inscrits en seconde année de master (et non plus en première année) ou les candidats déjà titulaires d'un master peuvent se présenter aux concours externes.

Admis – Candidats admis sur liste principale des concours internes et externes (session de droit commun comme session supplémentaire).

Concours de recrutement des enseignants du secteur privé sous contrat, concours de recrutement des enseignants du secteur public – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.08 ; 25.02.
- Séries chronologiques en ligne : voir la rubrique « Les personnels ».
- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source
- DEPP, bases de données sur les concours.
- DAF.

2 Évolution du nombre de postes et de candidats aux concours de personnels enseignants du premier degré public (1)

		2005	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Concours externes, session de droit commun	Postes	12 500	7 000	11 758	11 062	9 573	9 448	9 332	9 293	9 318
	Présents	57 324	37 520	30 855	33 144	29 996	17 156	21 931	22 901	22 429
	Admis	12 435	7 029	11 627	10 433	9 116	7 424	8 007	8 014	8 633
	Taux de couverture (%)	99,5	100,4	98,9	94,3	95,2	78,6	85,8	86,2	92,6
Concours externes, session supplémentaire	Postes			500	700	300	700	700	700	500
	Présents			5 027	2 368	3 137	1 502	1 323	1 377	1 381
	Admis			500	700	300	414	357	420	393
	Taux de couverture (%)			100,0	100,0	100,0	59,1	51,0	60,0	78,6
Tous concours externes (2)	**Postes**	**12 500**	**7 000**	**11 758**	**11 062**	**9 573**	**9 448**	**9 332**	**9 293**	**9 318**
	Présents	**57 324**	**37 520**	**35 882**	**35 512**	**33 133**	**18 658**	**23 254**	**24 278**	**23 810**
	Admis	**12 435**	**7 029**	**12 127**	**11 133**	**9 416**	**7 838**	**8 364**	**8 434**	**9 026**
	Taux de couverture (%)	**99,5**	**100,4**	**103,1**	**100,6**	**98,4**	**83,0**	**89,6**	**90,8**	**96,9**
Premier concours interne	Postes	3 089	450	147	100	90	51	80	80	58
	Présents	4 235	472	150	68	96	85	76	34	17
	Admis	2 934	303	90	39	49	36	34	14	10
	Taux de couverture (%)	95,0	67,3	61,2	39,0	54,4	70,6	42,5	17,5	17,2
Seconds concours internes	Postes	250	165	192	363	327	452	568	607	529
	Présents	1 630	661	581	1 032	933	1 164	1 439	1 485	1 446
	Admis	261	130	159	314	280	321	369	303	297
	Taux de couverture (%)	104,4	78,8	82,8	86,5	85,6	71,0	65,0	49,9	56,1
Concours interne exceptionnel	Postes							370	370	370
	Présents							534	343	531
	Admis							282	183	305
	Taux de couverture (%)							76,2	49,5	82,4
Tous concours internes	**Postes**	**3 339**	**615**	**339**	**463**	**417**	**503**	**1 018**	**1 057**	**957**
	Présents	**5 865**	**1 133**	**731**	**1 100**	**1 029**	**1 249**	**2 049**	**1 862**	**1 994**
	Admis	**3 195**	**433**	**249**	**353**	**329**	**357**	**685**	**500**	**612**
	Taux de couverture (%)	**95,7**	**70,4**	**73,5**	**76,2**	**78,9**	**71,0**	**67,3**	**47,3**	**63,9**
Tous concours	**Postes**	**15 839**	**7 615**	**12 097**	**11 525**	**9 990**	**9 951**	**10 350**	**10 350**	**10 275**
	Présents	**63 189**	**38 653**	**36 613**	**36 612**	**34 162**	**19 907**	**25 303**	**26 140**	**25 804**
	Admis	**15 630**	**7 462**	**12 376**	**11 486**	**9 745**	**8 195**	**9 049**	**8 934**	**9 638**
	Taux de couverture (%)	**98,7**	**98,0**	**102,3**	**99,7**	**97,5**	**82,4**	**87,4**	**86,3**	**93,8**
Recrutements réservés	Postes			40						
	Présents			26						
	Admis			14						
	Taux de couverture (%)			35,0						

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM.**

1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.

2. Les postes offerts à la session supplémentaire visent à compenser la déperdition prévisionnelle de la session de droit commun dans les académies déficitaires de Créteil et de Versailles, et en aucun cas à créer des postes supplémentaires. Au total, il y a donc 9 318 postes à pourvoir aux concours externes en 2025.

Lecture : *à la session 2025, 9 638 candidats sont admis aux concours externes et internes du premier degré public pour 10 275 postes offerts, soit un taux de couverture de 93,8 %.*

Note : les recrutements réservés dans le cadre du dispositif « loi Sauvadet » ont été organisés de 2013 à 2018.

3 Évolution du nombre de contrats et de candidats aux concours de personnels enseignants du premier degré privé sous contrat (1)

		2011	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Concours externes	Contrats	738	835	1 070	900	850	850	850	850
	Présents	2 365	3 357	4 500	3 745	2 576	2 912	3 036	2 943
	Admis	652	815	1 063	904	810	841	845	831
	Taux de couverture (%)	88,3	97,6	99,3	100,4	95,3	98,9	99,4	97,8
Premier concours interne	Contrats	58	30	7		4	5	5	1
	Présents	6	38	1		2	16	16	
	Admis	5	11			2	5	5	
	Taux de couverture (%)	8,6	36,7			50,0	100,0	100,0	
Seconds concours internes	Contrats	107	37	93	159	107	144	142	143
	Présents	624	117	175	343	219	403	331	331
	Admis	65	34	68	102	72	103	84	73
	Taux de couverture (%)	60,7	91,9	73,1	64,2	67,3	71,5	59,2	51,0
Concours interne exceptionnel	Contrats						59	57	54
	Présents						168	118	91
	Admis						57	46	42
	Taux de couverture (%)						96,6	80,7	77,8
Tous concours	**Contrats**	**903**	**902**	**1 170**	**1 059**	**961**	**1 058**	**1 054**	**1 048**
	Présents	**2 995**	**3 512**	**4 676**	**4 088**	**2 797**	**3 499**	**3 501**	**3 365**
	Admis	**722**	**860**	**1 131**	**1 006**	**884**	**1 006**	**980**	**946**
	Taux de couverture (%)	**80,0**	**95,3**	**96,7**	**95,0**	**92,0**	**95,1**	**93,0**	**90,3**
Recrutements réservés	Contrats		510						
	Présents		814						
	Admis		445						
	Taux de couverture (%)		87,3						

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM.**

1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.

Lecture : *à la session 2025, 946 candidats sont admis aux concours externes et internes du premier degré privé sous contrat pour 1 048 contrats offerts, soit un taux de couverture de 90,3 %.*

Note : les recrutements réservés dans le cadre du dispositif « loi Sauvadet » ont été organisés de 2013 à 2018.

9.26 Les concours externes de recrutement de personnels enseignants du premier degré

En 2025, 22 400 candidats se sont présentés à la session de droit commun des différents concours externes de professeurs des écoles du public pour 9 300 postes offerts **(1)**. Le **taux de candidature** est de 2,4 présents pour un poste (2,5 en 2024), avec d'importantes variations selon les académies. Les académies de Créteil et de Versailles, offrant le plus de postes, ont une faible attractivité avec un présent pour un poste contre cinq à Rennes et Mayotte, six en Guadeloupe, huit à La Réunion, neuf en Martinique et Polynésie française. La session supplémentaire reste plus attractive que la session de droit commun dans l'académie de Créteil (2,6 présents pour un poste), comme dans celle de Versailles (2,9).

La très grande majorité des académies a pourvu la quasi-totalité des postes ouverts à la session de droit commun. Dans les autres, le **taux de couverture** est inférieur à 100 %. Ainsi, l'académie de Guyane enregistre le taux le plus bas avec 35 % de postes pourvus. Ce taux est inférieur à 80 % dans les académies de Versailles et de Créteil hors session supplémentaire (respectivement 69 % et 76 %) ainsi que dans l'académie de Mayotte (70 %). Avec les admis au concours externe de la session supplémentaire, le taux de couverture global atteint 95 % dans l'académie de Créteil (76 % en 2024) et 86 % dans celle de Versailles (70 % en 2024).

Pour les concours externes de professeurs des écoles du privé sous contrat, l'attractivité du métier d'enseignant est plus élevée que dans le public, avec en moyenne 3,5 présents pour un contrat (3,6 en 2024) **(2)**. Parmi les académies offrant plus de vingt contrats, on compte deux présents pour un contrat dans les académies de Créteil, de Reims et de Paris, contre cinq dans celles de Nantes et de Normandie, et six dans l'académie de Rennes.

Précisions

Admis – Candidats admis sur liste principale des concours externes (session de droit commun et session supplémentaire).

Présents – Candidats qui se sont présentés à la première épreuve des concours ou ayant envoyé un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP).

Concours de recrutement des enseignants du secteur public, concours de recrutement des enseignants du secteur privé sous contrat – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.08 ; 25.02.
- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, bases de données sur les concours, session 2025.

1 Concours externes de recrutement de professeurs des écoles du public par académie en 2025 (concours externe, externe spécial langues régionales et troisième concours confondus) (1)

Académies	Postes (2)	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)
Session de droit commun	**9 318**	**22 429**	**2,4**	**8 633**	**92,6**
Aix-Marseille	441	1 196	2,7	441	100,0
Amiens	293	556	1,9	293	100,0
Besançon	166	348	2,1	166	100,0
Bordeaux (3)	401	1 277	3,2	412	102,7
Clermont-Ferrand	112	352	3,1	112	100,0
Corse (3)	48	147	3,1	49	102,1
Créteil	1 107	1 234	1,1	846	76,4
Dijon	206	407	2,0	206	100,0
Grenoble	498	868	1,7	498	100,0
Lille	474	1 927	4,1	474	100,0
Limoges	73	266	3,6	73	100,0
Lyon	400	1 063	2,7	400	100,0
Montpellier	325	1 160	3,6	325	100,0
Nancy-Metz	345	709	2,1	345	100,0
Nantes	270	829	3,1	268	99,3
Nice (3)	386	825	2,1	394	102,1
Normandie	440	1 053	2,4	440	100,0
Orléans-Tours (3)	377	681	1,8	387	102,7
Paris	255	423	1,7	255	100,0
Poitiers	154	577	3,7	154	100,0
Reims	151	432	2,9	151	100,0
Rennes (3)	182	837	4,6	183	100,5
Strasbourg (3)	280	610	2,2	298	106,4
Toulouse	350	1 111	3,2	349	99,7
Versailles	1 128	1 071	0,9	773	68,5
Guadeloupe (3)	33	209	6,3	34	103,0
Guyane	123	200	1,6	43	35,0
Martinique	23	198	8,6	23	100,0
Mayotte	115	564	4,9	80	69,6
La Réunion	147	1 162	7,9	146	99,3
Polynésie française	15	137	9,1	15	100,0
Session supplémentaire	**500**	**1 381**	**2,8**	**393**	**78,6**
Créteil	250	649	2,6	201	80,4
Versailles	250	732	2,9	192	76,8
Tous concours externes	**9 318**	**23 810**	**2,6**	**9 026**	**96,9**
Rappel 2024	9 293	24 278	2,6	8 434	90,8

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM.**

1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.
2. Les postes offerts à la session supplémentaire visent à compenser la déperdition prévisionnelle de la session de droit commun dans les académies déficitaires de Créteil et de Versailles, et en aucun cas à créer des postes supplémentaires. Au total, il y a donc 9 318 postes à pourvoir aux concours externes en 2025.
3. Le nombre d'admis aux concours externes est supérieur au nombre de postes grâce à un report de postes non pourvus aux concours internes.

Lecture : *à la session de droit commun 2025, dans l'académie d'Aix-Marseille, 441 candidats sont admis aux concours externes du premier degré public pour 441 postes offerts, soit un taux de couverture de 100,0 %.*

2 Concours externes de recrutement de professeurs des écoles du privé sous contrat par académie en 2025 (concours externe, externe spécial langues régionales et troisième concours confondus) (1)

Académies	Contrats	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)
Session de droit commun	**850**	**2 943**	**3,5**	**831**	**97,8**
dont académies offrant plus de 20 contrats :					
Aix-Marseille	29	94	3,2	29	100,0
Bordeaux	40	133	3,3	36	90,0
Clermont-Ferrand (2)	22	50	2,3	23	104,5
Créteil	64	94	1,5	59	92,2
Grenoble	22	93	4,2	22	100,0
Lille	54	222	4,1	54	100,0
Lyon	69	169	2,4	69	100,0
Montpellier	34	118	3,5	28	82,4
Nantes	101	499	4,9	101	100,0
Normandie	30	149	5,0	30	100,0
Orléans-Tours	34	79	2,3	34	100,0
Paris (2)	74	149	2,0	89	120,3
Reims	22	40	1,8	22	100,0
Rennes	59	374	6,3	56	94,9
Toulouse	35	141	4,0	35	100,0
Versailles	41	133	3,2	41	100,0
La Réunion	26	88	3,4	21	80,8

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM.**

1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.
2. Le nombre d'admis aux concours externes est supérieur au nombre de contrats grâce à un report de contrats non pourvus aux concours internes.

Lecture : *à la session de droit commun 2025, dans l'académie d'Aix-Marseille, 29 candidats sont admis aux concours externes du premier degré privé sous contrat pour 29 contrats offerts, soit un taux de couverture de 100,0 %.*

9.27 Les concours de recrutement de personnels enseignants du second degré

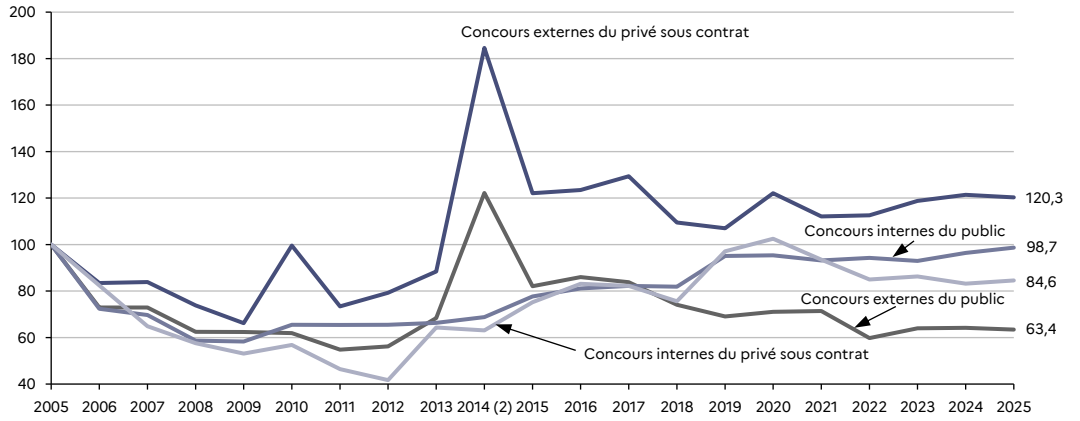
En 2025, aux **concours de personnels enseignants du second degré public**, 9 500 postes sont offerts aux concours externes et 2 800 aux concours internes (2). L'offre recule aux concours externes pour la seconde session consécutive, à la différence des concours internes. Après une diminution en 2022 liée à la mise en place de la réforme des concours, suivie d'un rebond, le nombre d'admis dans la voie externe repart à la baisse en 2025.

Aux concours externes, 89 % des postes sont pourvus en 2025 contre 86 % en 2024. La baisse du nombre d'admis est en effet inférieure à celle des postes. Aux concours internes, 96 % des postes sont pourvus en 2025 comme en 2024, la hausse du nombre d'admis étant comparable à celle de l'offre.

Aux **concours enseignants du second degré privé sous contrat**, l'offre globale est stable depuis 2023 avec 2 850 contrats ouverts (3). Aux concours externes, 97 % des contrats sont pourvus en 2025 (98 % en 2024). Aux concours internes, le taux de couverture est plus faible, s'établissant à 91 % (89 % en 2024). Le taux de couverture aux concours externes reste en moyenne plus élevé dans le privé sous contrat que dans le public.

Par rapport à 2005, le volume de candidats admis aux concours externes du privé sous contrat en 2025 est supérieur de 20,3 %. En revanche, il est inférieur de 1,3 % pour les concours internes du public, de 15,4 % pour ceux du privé, et de 36,6 % pour les concours externes du public (1).

1 Évolution du nombre d'admis aux concours de personnels enseignants du second degré (base 100 en 2005) (1)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**
1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.
2. La session exceptionnelle est prise en compte.
Lecture : *par rapport à la session 2005, le volume de candidats admis en 2025 aux concours externes du second privé sous contrat est supérieur de 20,3 %.*
Note : le concours externe spécial de l'agrégation, organisé à partir de 2017, est pris en compte. Les concours du Capes à affectation locale en Guyane et à Mayotte, organisés à partir de 2021, sont pris en compte.

Précisions

À compter de la session 2022, seuls les étudiants inscrits en seconde année de master (et non plus en première année) ou les candidats déjà titulaires d'un master peuvent se présenter aux concours externes.

Admis – Candidats admis sur liste principale.

Concours de recrutement des enseignants du secteur public (Capes, Capeps, Capet, CAPLP), concours de recrutement des enseignants du secteur privé sous contrat (Cafep, CAER), concours de recrutement des professeurs agrégés, taux de couverture – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.08 ; 25.02.
- Séries chronologiques en ligne : voir la rubrique « Les personnels ».
- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source
DEPP, bases de données sur les concours.

2 Évolution du nombre de postes et de candidats aux concours de personnels enseignants du second degré public (1)

		2005	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Agrégation	Postes	2 890	1 992	2 865	2 610	2 610	2 620	2 740	2 816	2 840
	Admis	2 872	1 986	2 649	2 513	2 525	2 554	2 660	2 709	2 741
Capes	Postes	9 155	5 684	8 219	6 880	6 890	6 750	6 688	6 602	6 289
	Admis	9 124	5 673	7 151	6 493	6 555	5 188	5 503	5 701	5 602
Capeps (2)	Postes	920	490	865	750	750	770	760	775	760
	Admis	920	490	865	750	749	766	760	775	760
Capet	Postes	765	275	670	795	780	780	770	766	704
	Admis	757	275	588	661	665	633	662	590	611
CAPLP	Postes	2 480	1 644	2 145	1 815	1 810	1 870	1 925	1 727	1 651
	Admis	2 356	1 591	1 789	1 641	1 535	1 377	1 467	1 393	1 407
Tous concours	**Postes**	**16 210**	**10 085**	**14 764**	**12 850**	**12 840**	**12 790**	**12 883**	**12 686**	**12 244**
	Présents	**108 561**	**66 759**	**62 358**	**56 154**	**57 206**	**44 222**	**45 772**	**45 663**	**44 820**
	Admis	**16 029**	**10 015**	**13 042**	**12 058**	**12 029**	**10 518**	**11 052**	**11 168**	**11 121**
	Taux de couverture (%)	**98,9**	**99,3**	**88,3**	**93,8**	**93,7**	**82,2**	**85,8**	**88,0**	**90,8**
Concours externes	Postes	13 475	8 300	12 609	10 170	10 160	10 120	10 213	9 968	9 455
	Présents	80 222	43 954	42 845	39 357	39 531	27 000	28 928	28 962	28 570
	Admis	13 316	8 237	10 933	9 471	9 501	7 960	8 528	8 553	8 443
	Taux de couverture (%)	98,8	99,2	86,7	93,1	93,5	78,7	83,5	85,8	89,3
Concours internes	Postes	2 735	1 785	2 155	2 680	2 680	2 670	2 670	2 718	2 789
	Présents	28 339	22 805	19 513	16 797	17 675	17 222	16 844	16 701	16 250
	Admis	2 713	1 778	2 109	2 587	2 528	2 558	2 524	2 615	2 678
	Taux de couverture (%)	99,2	99,6	97,9	96,5	94,3	95,8	94,5	96,2	96,0
Recrutements réservés	Postes			2 805						
	Présents			2 399						
	Admis			1 283						
	Taux de couverture (%)			45,7						

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**
1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.
2. Les concours internes du Capeps ont été gelés de 2007 à 2009.
Lecture : *à la session 2025, 11 121 candidats sont admis aux concours externes et internes du second degré public pour 12 244 postes offerts, soit un taux de couverture de 90,8 %.*
Note : le concours externe spécial de l'agrégation, organisé à partir de 2017, est pris en compte. Les concours du Capes à affectation locale en Guyane et à Mayotte, organisés à partir de 2021, sont pris en compte. Les recrutements réservés dans le cadre du dispositif « loi Sauvadet » ont été organisés de 2013 à 2018.

3 Évolution du nombre de contrats et de candidats aux concours de personnels enseignants du second degré privé sous contrat (1)

		2005	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Concours externes (Cafep)	Contrats	1 300	1 800	1 450	1 350	1 250	1 300	1 300	1 330	1 330
	Présents	8 559	5 605	5 279	5 670	5 845	4 134	4 853	5 252	5 283
	Admis	1 077	1 073	1 315	1 315	1 207	1 213	1 279	1 308	1 296
	Taux de couverture (%)	82,8	59,6	90,7	97,4	96,6	93,3	98,4	98,3	97,4
Concours internes (CAER) (2)	Contrats	2 925	980	1 300	1 800	1 650	1 500	1 550	1 520	1 520
	Présents	7 155	7 319	7 037	5 774	6 058	5 816	6 062	5 854	5 810
	Admis	1 628	924	1 225	1 668	1 522	1 383	1 405	1 354	1 377
	Taux de couverture (%)	55,7	94,3	94,2	92,7	92,2	92,2	90,6	89,1	90,6
Tous concours	**Contrats**	**4 225**	**2 780**	**2 750**	**3 150**	**2 900**	**2 800**	**2 850**	**2 850**	**2 850**
	Présents	**15 714**	**12 924**	**12 316**	**11 444**	**11 903**	**9 950**	**10 915**	**11 106**	**11 093**
	Admis	**2 705**	**1 997**	**2 540**	**2 983**	**2 729**	**2 596**	**2 684**	**2 662**	**2 673**
	Taux de couverture (%)	**64,0**	**71,8**	**92,4**	**94,7**	**94,1**	**92,7**	**94,2**	**93,4**	**93,8**
Recrutements réservés	Contrats			800						
	Présents			1 542						
	Admis			732						
	Taux de couverture (%)			91,5						

RERS 2026, DEPP

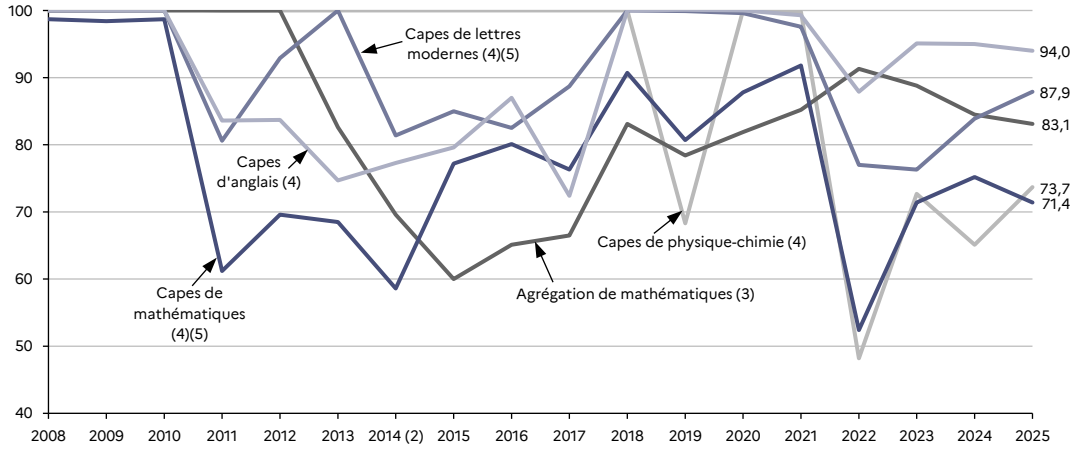
▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**
1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.
2. Les concours internes du Capeps ont été gelés de 2007 à 2009.
Lecture : *à la session 2025, 2 673 candidats sont admis aux concours externes et internes du second degré privé sous contrat pour 2 850 contrats offerts, soit un taux de couverture de 93,8 %.*
Note : pour l'agrégation, seuls des concours internes (CAER) sont organisés. Les recrutements réservés dans le cadre du dispositif « loi Sauvadet » ont été organisés de 2013 à 2018.

9.28 Les concours de recrutement de personnels enseignants du second degré public selon les disciplines

Aux concours externes de 2025, le **taux de candidature** moyen est comparable à celui de 2024 avec 3,0 présents pour un poste **(2)**. Le **taux de couverture** s'améliore, passant de 86 % en 2024 à 89 % en 2025. À l'agrégation externe de mathématiques, 83 % des postes sont pourvus en 2025, contre 85 % en 2024 **(1)**. Aux Capes externes de lettres modernes et de physique-chimie, les taux de couverture progressent (respectivement 88 % et 74 % en 2025, contre 84 % et 65 % en 2024) mais restent très en deçà de leur niveau d'avant la réforme des concours de 2021 (98 % et 100 %). Le Capes externe d'anglais couvre 94 % des postes offerts, contre 95 % en 2024. Au Capes externe de mathématiques, le taux de couverture se dégrade, passant de 75 % en 2024 à 71 % en 2025. Dans les disciplines professionnelles, le taux de couverture repart à la hausse au Capet externe (86 % de postes couverts, contre 75 % en 2024). Au CAPLP externe, 90 % des postes sont pourvus pour les disciplines professionnelles, contre 81 % en 2024.

Aux concours internes, le taux de candidature moyen, proche de celui de 2024, demeure deux fois plus élevé qu'aux concours externes (5,8 présents contre 3,0). Le taux de couverture s'élève à 96 % comme en 2024.

1 Évolution du taux de couverture aux concours externes selon les disciplines (en %) (1)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**
1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.
2. La session exceptionnelle est prise en compte.
3. Le concours externe spécial de l'agrégation, organisé à partir de 2017, est pris en compte.
4. Le troisième concours est pris en compte.
5. Le concours externe du Capes à affectation locale à Mayotte, organisé à partir de 2021, est pris en compte.
Lecture : *le taux de couverture au Capes externe de lettres modernes s'améliore en 2025 avec 87,9 % de postes pourvus, contre 83,9 % en 2024.*

Précisions

Admis – Candidats admis sur liste principale.

Présents – Candidats qui se sont présentés à la première épreuve des concours, ou ayant envoyé un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP).

Concours de recrutement des enseignants du secteur public (Agrégation, Capes, Capeps, Capet, CAPLP) – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 26.08 ; 25.02.
- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source
DEPP, bases de données sur les concours.

2 Nombre de postes, de présents et d'admis selon le groupe de disciplines en 2025 (1)

	Concours externes					Concours internes				
	Postes	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)	Postes	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)
Agrégation (2)	**1 764**	**8 773**	**5,0**	**1 668**	**94,6**	**1 076**	**9 117**	**8,5**	**1 073**	**99,7**
Disciplines scientifiques	**609**	**2 726**	**4,5**	**549**	**90,1**	**302**	**2 533**	**8,4**	**302**	**100,0**
dont : mathématiques	*355*	*1 265*	*3,6*	*295*	*83,1*	*183*	*1 203*	*6,6*	*183*	*100,0*
physique-chimie	*170*	*861*	*5,1*	*170*	*100,0*	*54*	*644*	*11,9*	*54*	*100,0*
Disciplines littéraires et sciences humaines	**489**	**2 284**	**4,7**	**482**	**98,6**	**331**	**2 416**	**7,3**	**331**	**100,0**
dont : lettres modernes	*151*	*541*	*3,6*	*151*	*100,0*	*125*	*1 009*	*8,1*	*125*	*100,0*
histoire et géographie	*141*	*762*	*5,4*	*141*	*100,0*	*115*	*796*	*6,9*	*115*	*100,0*
Langues	**311**	**1 339**	**4,3**	**310**	**99,7**	**209**	**1 790**	**8,6**	**206**	**98,6**
dont : anglais	*192*	*828*	*4,3*	*191*	*99,5*	*83*	*899*	*10,8*	*83*	*100,0*
espagnol	*60*	*269*	*4,5*	*60*	*100,0*	*46*	*544*	*11,8*	*46*	*100,0*
Disciplines professionnelles	**248**	**1 695**	**6,8**	**220**	**88,7**	**87**	**1 102**	**12,7**	**87**	**100,0**
dont : économie et gestion	*107*	*738*	*6,9*	*98*	*91,6*	*45*	*482*	*10,7*	*45*	*100,0*
sciences industrielles de l'ingénieur	*84*	*487*	*5,8*	*65*	*77,4*	*22*	*360*	*16,4*	*22*	*100,0*
Disciplines artistiques	**56**	**246**	**4,4**	**56**	**100,0**	**37**	**394**	**10,6**	**37**	**100,0**
Éducation physique et sportive	**51**	**483**	**9,5**	**51**	**100,0**	**110**	**882**	**8,0**	**110**	**100,0**
Évolution 2024-2025 (3)	-0,2	-1,6	0,0	0,4	0,6	2,6	-2,6	-0,4	2,4	-0,2
Capes (4) (5)	**5 246**	**12 088**	**2,3**	**4 589**	**87,5**	**1 043**	**3 842**	**3,7**	**1 013**	**97,1**
Disciplines scientifiques	**1 930**	**3 522**	**1,8**	**1 490**	**77,2**	**405**	**1 105**	**2,7**	**394**	**97,3**
dont : mathématiques	*1 142*	*1 804*	*1,6*	*815*	*71,4*	*242*	*611*	*2,5*	*239*	*98,8*
physique-chimie	*391*	*605*	*1,5*	*288*	*73,7*	*85*	*237*	*2,8*	*85*	*100,0*
Disciplines littéraires et sciences humaines	**1 808**	**5 093**	**2,8**	**1 702**	**94,1**	**315**	**1 723**	**5,5**	**308**	**97,8**
dont : lettres modernes	*709*	*1 159*	*1,6*	*623*	*87,9*	*115*	*484*	*4,2*	*113*	*98,3*
histoire et géographie	*652*	*2 056*	*3,2*	*652*	*100,0*	*88*	*615*	*7,0*	*85*	*96,6*
Langues	**1 301**	**2 855**	**2,2**	**1 209**	**92,9**	**253**	**811**	**3,2**	**249**	**98,4**
dont : anglais	*845*	*1 581*	*1,9*	*794*	*94,0*	*130*	*430*	*3,3*	*130*	*100,0*
espagnol	*293*	*792*	*2,7*	*283*	*96,6*	*77*	*236*	*3,1*	*77*	*100,0*
Disciplines artistiques	**205**	**615**	**3,0**	**187**	**91,2**	**70**	**203**	**2,9**	**62**	**88,6**
Langages spéciaux	**2**	**3**	**1,5**	**1**	**50,0**					
Évolution 2024-2025 (3)	-6,0	-1,4	0,1	-3,1	2,7	2,3	-2,7	-0,2	4,8	2,3
Capeps (4)	**675**	**3 001**	**4,4**	**675**	**100,0**	**85**	**1 008**	**11,9**	**85**	**100,0**
Évolution 2024-2025 (3)	-2,2	4,7	0,2	-2,2	0,0	0,0	-3,0	-0,3	0,0	0,0
Capet (4)	**565**	**1 632**	**2,9**	**488**	**86,4**	**139**	**841**	**6,1**	**123**	**88,5**
dont : économie et gestion	*292*	*868*	*3,0*	*282*	*96,6*	*74*	*485*	*6,6*	*71*	*95,9*
sciences industrielles de l'ingénieur	*164*	*297*	*1,8*	*97*	*59,1*	*42*	*213*	*5,1*	*31*	*73,8*
Évolution 2024-2025 (3)	-9,5	-6,2	0,1	4,9	11,9	-2,1	-4,1	-0,1	-1,6	0,5
CAPLP (4)	**1 205**	**3 076**	**2,6**	**1 023**	**84,9**	**446**	**1 442**	**3,2**	**384**	**86,1**
Disciplines d'enseignement général	**428**	**804**	**1,9**	**323**	**75,5**	**149**	**510**	**3,4**	**139**	**93,3**
dont : mathématiques-physique chimie	*181*	*286*	*1,6*	*102*	*56,4*	*48*	*182*	*3,8*	*46*	*95,8*
lettres-histoire et géographie	*145*	*304*	*2,1*	*136*	*93,8*	*68*	*216*	*3,2*	*63*	*92,6*
Disciplines professionnelles	**777**	**2 272**	**2,9**	**700**	**90,1**	**297**	**932**	**3,1**	**245**	**82,5**
dont : économie et gestion	*196*	*834*	*4,3*	*196*	*100,0*	*35*	*227*	*6,5*	*35*	*100,0*
biotechnologies	*131*	*215*	*1,6*	*107*	*81,7*	*67*	*123*	*1,8*	*48*	*71,6*
Évolution 2024-2025 (3)	-7,7	-3,3	0,2	2,0	8,0	5,7	-2,4	-0,3	-1,5	-6,3
Tous concours	**9 455**	**28 570**	**3,0**	**8 443**	**89,3**	**2 789**	**16 250**	**5,8**	**2 678**	**96,0**
Évolution 2024-2025 (3)	-5,1	-1,4	0,1	-1,3	3,5	2,6	-2,7	-0,3	2,4	-0,2

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**

Disciplines scientifiques - sections mathématiques, physique-chimie (agrégation et Capes) ; sciences de la vie, de la Terre et de l'Univers (agrégation) ; sciences de la vie et de la Terre, numérique et sciences informatiques (Capes). **Disciplines littéraires et sciences humaines** - sections philosophie, lettres classiques et modernes, histoire et géographie, sciences économiques et sociales (agrégation et Capes) ; grammaire (agrégation) ; documentation (Capes). **Langues** - sections langues vivantes étrangères (options allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, italien, portugais) (agrégation et Capes) ; russe (agrégation) ; sections langue corse, tahitien, langues kanak (Capes) ; langues de France (options basque, breton, catalan, corse, occitan-langue d'oc, créole) (agrégation) ; langues régionales (options basque, breton, catalan, occitan-langue d'oc, créole) (Capes). **Disciplines artistiques** - sections musique, arts plastiques (agrégation) ; éducation musicale et chant choral, arts plastiques (Capes). **Langages spéciaux** - section langue des signes française (Capes externe et troisième concours créés en 2010). **Disciplines d'enseignement général** (CAPLP) - sections mathématiques-physique chimie, lettres-histoire et géographie, langues vivantes-lettres (options allemand-lettres, anglais-lettres, espagnol-lettres), anglais-espagnol. **Disciplines professionnelles** - sections biochimie-génie biologique, informatique (agrégation) ; économie et gestion, sciences et techniques médico-sociales, design et métiers d'art (agrégation, Capet et CAPLP) ; sciences industrielles de l'ingénieur (agrégation et Capet) ; hôtellerie-restauration, biotechnologies, esthétique-cosmétique (Capet et CAPLP) ; génies industriel, civil, mécanique, électrique, réparation et revêtement en carrosserie, bâtiment, conducteurs routiers, horticulture, métiers de l'alimentation, coiffure, navigation rhénane et fluviale (CAPLP).

1. Un candidat déclaré admis à plusieurs concours est compté plusieurs fois.
2. Le concours externe spécial de l'agrégation est pris en compte.
3. Évolution en pourcentage pour les effectifs et en points pour le taux de candidature et le taux de couverture.
4. Le troisième concours est comptabilisé avec le concours externe.
5. Les concours du Capes à affectation locale en Guyane et à Mayotte sont pris en compte.

Lecture : *à l'agrégation externe de mathématiques, le taux de candidature est de 3,6 présents pour un poste offert, 83,1 % des postes sont pourvus en 2025.*

9.29 Les concours de recrutement de personnels d'encadrement et de vie scolaire

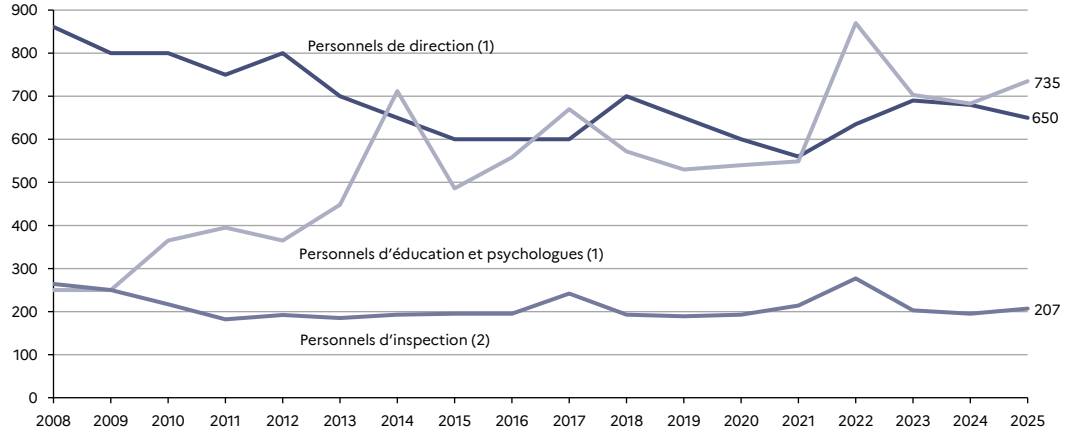
Le nombre d'admis aux concours de personnels de direction, en baisse de 2008 à 2021, repart à la hausse en 2022 et 2023, porté par l'augmentation du nombre de postes offerts, avant de diminuer à nouveau en 2024 et 2025. Aux concours de personnels d'inspection, le nombre d'admis est globalement stable depuis 2011. Aux concours de personnels de vie scolaire, le nombre d'admis est plus élevé qu'en 2009, avec néanmoins de fortes variations annuelles **(1)**.

En 2025, aux concours de personnels de direction, 650 postes sont offerts (680 en 2024). Les présents sont moins nombreux qu'en 2024. Le **taux de candidature**, comparable à celui de 2024, est de quatre présents pour un poste **(2)**. Tous les postes sont pourvus.

Au concours d'inspecteurs de l'éducation nationale, 135 postes sont offerts (130 en 2024). Le nombre de présents augmente pour la troisième session consécutive **(3)**. Six dossiers sont examinés pour un poste, contre cinq en 2023 et 2024. À l'issue de l'épreuve d'admission, deux postes sont restés vacants (1 en 2024). Au concours d'inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux, l'offre de postes augmente en 2025 (80 contre 75 en 2024), comme le nombre de présents. Trois dossiers sont examinés pour un poste comme en 2024, et six postes sont restés vacants (9 en 2024).

Aux concours de conseillers principaux d'éducation, l'offre augmente avec 525 postes (480 en 2024) **(4)**. La hausse du nombre de présents se poursuit. L'attractivité reste particulièrement forte dans la voie interne, avec 17 présents pour un poste (5 à l'externe). Aux concours de psychologues de l'éducation nationale, 272 postes sont offerts, contre 260 depuis 2022. Le nombre de présents continue de baisser. Un candidat est présent pour un poste dans la voie externe, comme dans la voie interne. 23 % des postes sont restés vacants à l'ensemble des concours de psychologues.

1 Évolution du nombre d'admis aux concours de personnels d'encadrement et de vie scolaire



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**
1. Y compris le troisième concours (voir « Glossaire » à « Concours de recrutement »).
2. Le concours supplémentaire d'inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux ouvert en 2017 est pris en compte..
Lecture : *entre 2008 et 2025, le nombre d'admis a baissé aux concours de personnels de direction, passant de 861 à 650.*

Précisions

À compter de la session 2022, seuls les étudiants inscrits en seconde année de master (et non plus en première année) ou les candidats déjà titulaires d'un master peuvent se présenter au concours externe de conseillers principaux d'éducation.

Présents – Candidats qui se sont présentés à la première épreuve des concours, ou ayant envoyé un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP).

Admis – Candidats admis sur liste principale.

Concours de recrutement de personnels d'encadrement, concours de recrutement de personnels de vie scolaire, taux de couverture – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source
DEPP, bases de données sur les concours (personnels d'éducation et psychologues).
DGRH (personnels de direction et d'inspection).

2 Évolution du nombre de postes et de candidats aux concours de personnels de direction

		2008	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Personnels de direction (1) (2)	Postes	880	800	600	600	560	635	690	680	650
	Présents	3 222	3 909	3 633	3 033	3 073	2 693	2 772	2 517	2 310
	Admis	861	800	600	600	560	635	690	680	650
	Taux de couverture (%)	97,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**

1. Depuis la session 2018, un seul concours d'accès à la classe normale des personnels de direction est organisé, compte tenu de la fusion des grades de première et de seconde classes de ce corps.
2. Y compris le troisième concours (voir « Glossaire » à « Concours de recrutement »).

Lecture : *à la session 2025, sur 2 310 présents aux concours de personnels de direction, 650 candidats sont admis pour 650 postes offerts, soit un taux de couverture de 100,0 %.*

3 Évolution du nombre de postes et de candidats aux concours de personnels d'inspection

		2008	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Inspecteurs de l'éducation nationale	Postes	178	135	115	115	125	185	125	130	135
	Présents (2)	856	1 533	855	596	660	602	632	684	744
	Admis	177	135	115	112	124	165	125	129	133
	Taux de couverture (%)	99,4	100,0	100,0	97,4	99,2	89,2	100,0	99,2	98,5
Inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux (1)	Postes	108	85	80	110	105	140	80	75	80
	Présents (2)	284	360	279	234	263	272	271	216	236
	Admis	87	82	80	81	90	112	78	66	74
	Taux de couverture (%)	80,6	96,5	100,0	73,6	85,7	80,0	97,5	88,0	92,5
Tous concours	**Postes**	**286**	**220**	**195**	**225**	**230**	**325**	**205**	**205**	**215**
	Présents (2)	**1 140**	**1 893**	**1 134**	**830**	**923**	**874**	**903**	**900**	**980**
	Admis	**264**	**217**	**195**	**193**	**214**	**277**	**203**	**195**	**207**
	Taux de couverture (%)	**92,3**	**98,6**	**100,0**	**85,8**	**93,0**	**85,2**	**99,0**	**95,1**	**96,3**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**

1. Le concours supplémentaire d'inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux ouvert en 2017 est pris en compte.
2. Candidats dont le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) est examiné dans le cadre de l'épreuve d'admissibilité.

Lecture : *à la session 2025, sur 980 présents aux concours de personnels d'inspection, 207 candidats sont admis pour 215 postes offerts, soit un taux de couverture de 96,3 %.*

4 Évolution du nombre de postes et de candidats aux concours de personnels d'éducation et de psychologues

			2008	2010	2015	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Conseillers principaux d'éducation	Externes (2)	Postes	200	250	310	270	270	570	410	410	430
		Présents	4 890	3 653	3 210	2 668	2 677	1 846	1 896	1 958	1 977
		Admis	200	250	310	270	270	570	410	410	430
		Taux de couverture (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	Interne (3)	Postes		50	65	70	70	70	70	70	95
		Présents		2 741	1 817	1 585	1 722	1 463	1 246	1 434	1 579
		Admis		50	65	70	70	70	70	70	95
		Taux de couverture (%)		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Psychologues de l'éducation nationale (1)	Externes (2)	Postes	50	50	90	160	170	210	210	210	220
		Présents	524	395	529	488	454	273	257	239	218
		Admis	50	50	90	160	170	180	173	153	168
		Taux de couverture (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	85,7	82,4	72,9	76,4
	Interne (3)	Postes		15	21	40	40	50	50	50	52
		Présents		58	87	184	172	105	74	79	59
		Admis		15	21	40	39	50	50	50	42
		Taux de couverture (%)		100,0	100,0	100,0	97,5	100,0	100,0	100,0	80,8
Tous concours		**Postes**	**250**	**365**	**486**	**540**	**550**	**900**	**740**	**740**	**797**
		Présents	**5 414**	**6 847**	**5 643**	**4 925**	**5 025**	**3 687**	**3 473**	**3 710**	**3 833**
		Admis	**250**	**365**	**486**	**540**	**549**	**870**	**703**	**683**	**735**
		Taux de couverture (%)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**99,8**	**96,7**	**95,0**	**92,3**	**92,2**
Recrutements réservés		Postes			155						
		Présents			134						
		Admis			62						
		Taux de couverture (%)			40,0						

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**

1. En 2017, un nouveau corps unique de psychologues a été créé. Il rassemble les métiers de psychologues scolaires dans le premier degré, conseillers d'orientation-psychologues et directeurs de centre d'information et d'orientation dans le second degré. Jusqu'en 2016, les concours de conseillers d'orientation-psychologues ne concernaient que le second degré ; les psychologues du premier degré avaient le statut de professeurs des écoles.
2. Y compris le troisième concours (voir « Glossaire » à « Concours de recrutement »).
3. Les concours internes ont été gelés de 2007 à 2009.

Lecture : *à la session 2025, sur 3 833 présents aux concours de personnels d'éducation et de psychologues, 735 candidats sont admis pour 797 postes offerts, soit un taux de couverture de 92,2 %.*

Les concours de recrutement de personnels ASS, des bibliothèques et ITRF

En 2025, 3 700 postes de personnels administratifs, sociaux et de santé (ASS) sont offerts, dont 84 % sont destinés à la filière administrative : 2 100 postes aux concours externes et 1 600 aux concours internes **(1)**. Entre 2024 et 2025, l'offre de postes baisse dans chacune des deux voies de recrutement. Si le nombre de présents augmente de nouveau aux concours externes, il continue de diminuer aux concours internes. Le taux de candidature reste élevé quant à lui dans la filière administrative (en moyenne 8,3 présents pour un poste aux concours externes et 8,8 aux concours internes). À l'inverse, les faibles ratios de présents par poste pour certains concours de la filière sociale et de santé illustrent des difficultés persistantes de recrutement. Si l'attractivité du concours de médecin demeure inférieure à un présent pour un poste, le **taux de couverture** des postes augmente pour atteindre 75 %. Le concours interne d'assistant de service social conserve un faible taux de candidature et le taux de couverture chute à 7 %.

Aux concours de personnels des bibliothèques, les postes ouverts sont plus nombreux qu'en 2024, avec 64 postes aux concours externes et 37 aux concours internes **(2)**. Dans le même temps, l'effectif de présents est stable dans la voie externe tandis qu'il diminue dans la voie interne. Ainsi, les taux de candidature diminuent entre 2024 et 2025 et s'établissent à 25,1 et 15,3 candidats présents pour un poste aux concours externes et internes. Tous les postes sont pourvus.

Aux concours des ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation (ITRF), le nombre de postes repart à la baisse en 2025 avec 1 300 postes ouverts aux concours externes et 1 000 aux concours internes **(3)**. Globalement, 60 % des postes sont offerts pour les catégories B et C (technicien, adjoint technique). Le nombre de présents augmente de nouveau dans la voie externe, il est stable dans la voie interne. Les taux de candidature sont plus faibles pour les concours de catégories B et C. Tous corps et voies confondus, la branche d'activité professionnelle « gestion et pilotage » (BAP J) rassemble 43 % des postes offerts et 48 % des admis.

Précisions

Présents – Candidats qui se sont présentés à la première épreuve des concours ou ayant envoyé un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) ou un rapport d'activité. Pour les concours de médecin, de conseiller technique de service social et d'assistant de service social, il s'agit des candidats présents à l'épreuve orale d'admission.

Admis – Candidats admis sur liste principale.

Concours de recrutement de personnels administratifs, sociaux et de santé (ASS), concours de recrutement de personnels des bibliothèques, concours de recrutement des ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation (ITRF) – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.

Source

DEPP, bases de données sur les concours.
DGRH (ITRF).

1 Les concours de personnels administratifs, sociaux et de santé (ASS) à la session 2025

	Concours externes					Concours internes				
	Postes	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)	Postes	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)
Attaché d'administration (1)						100	2 707	27,1	100	100,0
Secrétaire administratif de classe normale (2)(3)	784	6 780	8,6	782	99,7	689	6 190	9,0	684	99,3
Secrétaire administratif de classe supérieure (3)	46	378	8,2	43	93,5	64	793	12,4	64	100,0
Adjoint administratif principal de 2e classe (2)	774	6 083	7,9	774	100,0	658	3 669	5,6	629	95,6
Total filière administrative	**1 604**	**13 241**	**8,3**	**1 599**	**99,7**	**1 511**	**13 359**	**8,8**	**1 477**	**97,7**
Évolution 2024/2025 (4)	*-18,4*	*7,2*	*2,0*	*-18,1*	*0,4*	*-19,7*	*-2,7*	*1,5*	*-19,1*	*0,7*
Médecin (5)	28	23	0,8	21	75,0					
Conseiller technique de service social (6)						20	54	2,7	20	100,0
Assistant de service social	81	307	3,8	73	90,1	42	8	0,2	3	7,1
Infirmier (7)	415	1 788	4,3	329	79,3					
Total filière sociale et de santé	**524**	**2 118**	**4,0**	**423**	**80,7**	**62**	**62**	**1,0**	**23**	**37,1**
Évolution 2024/2025 (4)	*-18,3*	*-2,3*	*0,6*	*-23,4*	*-5,4*	*-24,4*	*-30,3*	*-0,1*	*-45,2*	*-14,1*
Total	**2 128**	**15 359**	**7,2**	**2 022**	**95,0**	**1 573**	**13 421**	**8,5**	**1 500**	**95,4**
Évolution 2024/2025 (4)	*-18,3*	*5,7*	*1,6*	*-19,2*	*-1,1*	*-19,9*	*-2,9*	*1,5*	*-19,7*	*0,3*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**

1. Le recrutement externe d'attaché d'administration se fait par la voie des instituts régionaux d'administration (IRA).
2. Depuis la session 2012, les concours de secrétaire administratif de classe normale et d'adjoint administratif sont des concours interministériels.
3. Y compris administration centrale.
4. Évolution en pourcentage pour les effectifs ; en points pour les taux.
5. Depuis la session 2009, le concours de médecin est un concours unique sur titres et travaux comptabilisé dans les concours externes.
6. Le concours unique de conseiller technique de service social est comptabilisé dans les concours internes.
7. Depuis la session 2004, le concours d'infirmier est un concours unique comptabilisé dans les concours externes.

Lecture : *à la session 2025, aux concours externes de personnels ASS, 1 599 candidats sont admis dans la filière administrative pour 1 604 postes offerts, soit un taux de couverture de 99,7 %.*
Note : à compter du 1er janvier 2017, la structure des corps de catégorie C est modifiée. Les adjoints administratifs de 1re classe sont intégrés dans le grade d'adjoint administratif principal de 2e classe.

2 Les concours de personnels des bibliothèques à la session 2025

	Concours externes					Concours internes				
	Postes	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)	Postes	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)
Conservateur (1)(2)	13	279	21,5	13	100,0	10	56	5,6	10	100,0
Bibliothécaire (1)	12	477	39,8	12	100,0	4	195	48,8	4	100,0
Bibliothécaire assistant spécialisé de classe normale	19	566	29,8	19	100,0	13	249	19,2	13	100,0
Magasinier principal des bibliothèques	20	287	14,4	20	100,0	10	67	6,7	10	100,0
Total	**64**	**1 609**	**25,1**	**64**	**100,0**	**37**	**567**	**15,3**	**37**	**100,0**
Évolution 2024/2025 (3)	*56,1*	*1,1*	*-13,7*	*56,1*	*0,0*	*48,0*	*-7,8*	*-9,3*	*48,0*	*0,0*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**

1. Le concours externe spécial est pris en compte.
2. Le concours de conservateur des bibliothèques réservé aux élèves et anciens élèves de l'École nationale des chartes et aux candidats justifiant d'un diplôme ou d'un titre reconnu équivalent à la troisième année de scolarité de cette école, est comptabilisé avec le concours interne de conservateur.
3. Évolution en pourcentage pour les effectifs ; en points pour les taux.

Lecture : *à la session 2025, 64 candidats sont admis aux concours externes de personnels des bibliothèques pour 64 postes offerts, soit un taux de couverture de 100,0 %.*
Note : les concours externe et interne de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure ne sont pas organisés à la session 2025, contrairement à 2024, et inversement pour ceux de magasinier principal des bibliothèques.

3 Les concours des ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation (ITRF) à la session 2025

	Concours externes					Concours internes				
	Postes	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)	Postes	Présents	Taux de candidature	Admis	Taux de couverture (%)
Par corps										
Ingénieur de recherche (catégorie A)	71	1 331	18,7	59	83,1	62	1 029	16,6	55	88,7
Ingénieur d'études (catégorie A)	290	5 271	18,2	224	77,2	168	3 269	19,5	139	82,7
Assistant ingénieur (catégorie A)	169	1 976	11,7	111	65,7	169	3 878	22,9	134	79,3
Technicien (catégorie B)	421	2 000	4,8	349	82,9	338	1 869	5,5	308	91,1
Adjoint technique (catégorie C)	319	746	2,3	216	67,7	292	909	3,1	211	72,3
Par BAP										
A : sciences du vivant, de la Terre et de l'environnement	142	553	3,9	104	73,2	81	175	2,2	55	67,9
B : sciences chimiques et sciences des matériaux	161	466	2,9	105	65,2	96	149	1,6	57	59,4
C : sciences de l'ingénieur et instrumentation scientifique	73	356	4,9	58	79,5	13	28	2,2	10	76,9
D : sciences humaines et sociales	14	303	21,6	12	85,7	3	14	4,7	3	100,0
E : informatique, statistiques et calcul scientifique	167	1 534	9,2	127	76,0	68	498	7,3	56	82,4
F : culture, communication, production et diffusion des savoirs	79	1 134	14,4	61	77,2	50	266	5,3	43	86,0
G : patrimoine immobilier, logistique, restauration et prévention	160	549	3,4	96	60,0	192	688	3,6	152	79,2
J : gestion et pilotage	474	6 429	13,6	396	83,5	526	9 136	17,4	471	89,5
Total	**1 270**	**11 324**	**8,9**	**959**	**75,5**	**1 029**	**10 954**	**10,6**	**847**	**82,3**
Évolution 2024/2025 (1)	*-12,4*	*2,4*	*1,3*	*-13,2*	*-0,8*	*-8,6*	*0,1*	*0,9*	*-10,2*	*-1,4*

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM + Nouvelle-Calédonie.**

1. Évolution en pourcentage pour les effectifs ; en points pour les taux.

Lecture : *à la session 2025, 959 candidats sont admis aux concours externes de personnels ITRF pour 1 270 postes offerts, soit un taux de couverture de 75,5 %.*

9.31 Les pratiques enseignantes en petite section : mobilisation du langage et premiers outils mathématiques

En petite section, une majorité de professeurs mettent fréquemment en œuvre la plupart des pratiques d'enseignement du langage oral. Pour travailler sur les compétences orales, 83 % des enseignants entraînent souvent ou toujours les élèves à certaines formulations par le jeu et 76 % définissent des objectifs lexicaux spécifiques à chaque séquence d'apprentissage. Pour développer les habiletés lexicales et syntaxiques, 75 % des enseignants s'appuient fréquemment sur la production de phrases de plus en plus longues **(1)**.

L'entrée dans le langage écrit est soutenue par des pratiques d'enseignement plus diversement mobilisées. Celles fréquemment mises en œuvre par une forte proportion d'enseignants sont la sélection d'albums proches de la vie quotidienne des enfants (84 %), l'utilisation de mots très connus d'eux dont les lettres sont nommées et leur son produit (82 %) et des lectures liées par leur thématique, des personnages ou un auteur (78 %) **(2)**.

La majorité des professeurs recourent fréquemment à la plupart des pratiques d'enseignement des nombres et de leurs utilisations. Dans l'enseignement des nombres, pour développer le raisonnement mathématique s'appliquant à des objets manipulables, une pratique très courante consiste à faire fréquemment constituer des collections équivalentes en nombre d'objets à une collection de référence par correspondance terme à terme (86 %). Pour traiter l'aspect cardinal des nombres, une pratique très répandue est de verbaliser l'itération de l'unité lors d'un dénombrement (81 %). Pour approcher l'aspect ordinal des nombres, une pratique courante est d'exprimer la notion de position en utilisant des situations tirées de la vie de classe (62 %) **(3)**.

De très nombreux enseignants portent fréquemment attention au traitement des suites organisées d'objets, comme continuer une suite d'objets se distinguant par un seul critère (85 %). L'exploration des formes (boule, cube, pyramide, cylindre, etc.) et des grandeurs (longueur, aire, masse, contenance) occupe une place plus limitée dans leurs pratiques. Le classement des objets puis des solides géométriques selon leur forme en est un exemple emblématique (63 %) **(4)**.

Précisions

Le dispositif d'enquêtes associé au Panel lancé en 2021 par la DEPP en petite section de maternelle comprend un volet consacré à l'enseignement. Les pratiques professionnelles des enseignants y sont abordées notamment dans deux domaines d'apprentissage : la mobilisation du langage dans toutes ses dimensions et les premiers outils mathématiques structurant la pensée. Ces enseignants sont ceux des 35 000 élèves du Panel, répartis dans 2 500 écoles et classes, moyennant la sélection d'un seul enseignant par classe.

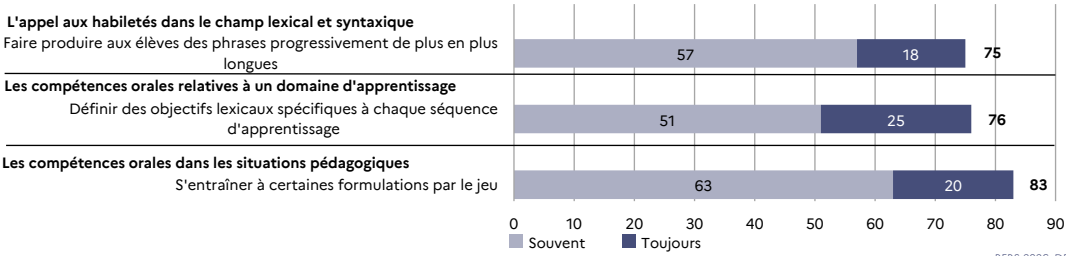
Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.50 ; 24.35.

Source

DEPP, Panel d'élèves scolarisés en petite section en 2021.

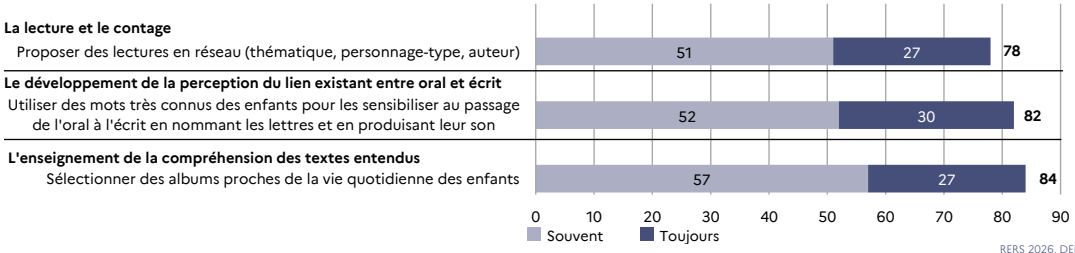
1 Le recours fréquent des professeurs à une sélection de pratiques portant sur le langage oral (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, professeurs chargés d'élèves de petite section.**
Lecture : *dans le cadre du travail sur les compétences orales dans les situations pédagogiques, 83 % des professeurs de petite section de maternelle les entraînent souvent (63 %) ou toujours (20 %) à certaines formulations par le jeu.*

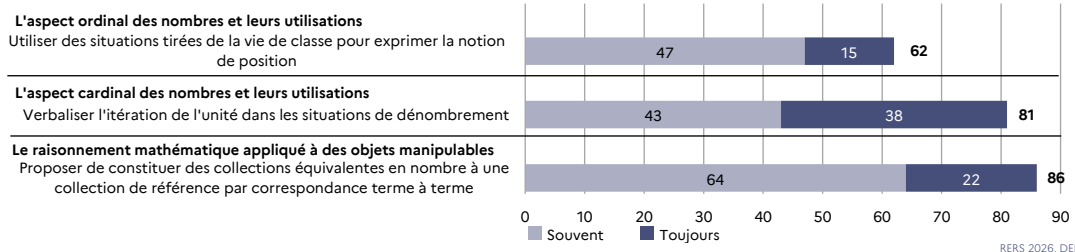
2 Le recours fréquent des professeurs à une sélection de pratiques portant sur l'entrée dans le langage écrit (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, professeurs chargés d'élèves de petite section.**
Lecture : *dans le cadre de l'enseignement de la compréhension des textes entendus, 84 % des professeurs de petite section de maternelle sélectionnent souvent (57 %) ou toujours (27 %) des albums proches de la vie quotidienne des enfants.*

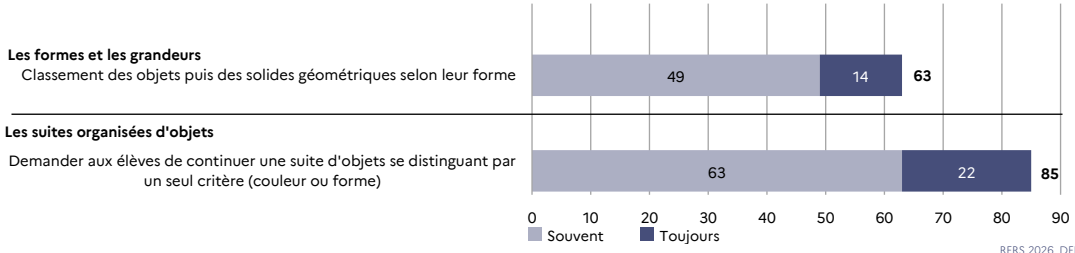
3 Le recours fréquent des professeurs à une sélection de pratiques portant sur les nombres et leurs utilisations (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, professeurs chargés d'élèves de petite section.**
Lecture : *dans le cadre du travail sur l'aspect cardinal des nombres et leurs utilisations, 81 % des professeurs de petite section de maternelle verbalisent souvent (43 %) ou toujours (38 %) l'itération de l'unité dans les situations de dénombrement.*

4 Le recours fréquent des professeurs à une sélection de pratiques portant sur les formes, les grandeurs et les suites organisées d'objets (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, professeurs chargés d'élèves de petite section.**
Lecture : *dans le cadre du travail sur les suites organisées d'objets, 85 % des professeurs de petite section de maternelle demandent souvent (63 %) ou toujours (22 %) aux élèves de continuer une suite d'objets se distinguant par un seul critère.*

9.32 Les pratiques d'enseignement à l'école élémentaire et au collège

Dans le cadre de l'enquête internationale Talis menée en 2024, les enseignants d'école élémentaire et de collège ont répondu à des questions portant sur leurs pratiques d'enseignement. En France, une forte proportion d'entre eux déclarent adopter fréquemment des pratiques d'enseignement explicite : par exemple, 86 % des enseignants d'élémentaire et de collège présentent souvent ou très souvent un résumé de ce qui a été appris récemment, et respectivement 78 % et 83 % fixent souvent ou très souvent les objectifs au début d'une séance ou d'une séquence. Ces résultats sont similaires à ceux observés au niveau international **(1)**. La proportion d'enseignants déclarant mettre fréquemment en œuvre des pratiques d'activation cognitive est plus faible, mais elle a augmenté par rapport à 2018, à l'école élémentaire comme au collège. S'agissant du développement de l'esprit critique, la France se situe en retrait par rapport aux autres pays : 31 % des enseignants à l'école élémentaire donnent souvent ou très souvent des tâches qui demandent aux élèves de faire preuve d'esprit critique – proportion parmi les plus faibles au niveau international. Au collège, cette proportion est de 50 %, soit 13 points de moins que la moyenne UE.

Les proportions d'enseignants en France déclarant recourir fréquemment aux ressources et outils numériques dans l'enseignement sont parmi les plus faibles au niveau international, aussi bien à l'école élémentaire qu'au collège **(2)**. Par exemple, 58 % des enseignants à l'école élémentaire utilisent souvent ou très souvent des ressources et outils numériques pour présenter des informations dans le cadre d'un enseignement explicite – seules la Belgique (53 %) et la Slovénie (58 %) affichent des taux aussi faibles. Au collège, cette proportion est de 49 %, soit 16 points de moins que la moyenne UE.

Précisions

Talis est une enquête internationale sur les pratiques professionnelles, conditions d'exercice et perceptions du métier des enseignants, directeurs d'école ou d'établissement et chefs d'établissement. L'édition 2024 constitue la quatrième édition de cette enquête après celles de 2008, 2013 et 2018. La France prend part à l'enquête depuis 2013 pour le niveau collège et depuis 2018 pour le niveau élémentaire. Au collège, les données françaises sont positionnées par rapport à la moyenne des 22 pays de l'Union européenne (UE) participants dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve (« moyenne UE ») : Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, France, Espagne, Estonie, Finlande, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Suède. À l'école élémentaire, les données françaises sont comparées à celles des sept pays de l'OCDE participants disposant de données pouvant être analysées de manière fiable (dont trois pays de l'UE) : Australie, Belgique, Corée du Sud, Espagne, Japon, Slovénie et Turquie.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.55 ; 25.54.

Source

DEPP / OCDE, enquête Talis.

1 Pratiques générales d'enseignement : comparaison interrnationale (en %)

Recours aux pratiques suivantes : « souvent » ou « très souvent »		École élémentaire					Collège		
		France 2018	France 2024	Belgique 2024	Espagne 2024	Slovénie 2024	France 2018	France 2024	Moyenne UE 2024
Pédagogie explicite	Présenter un résumé de ce qui a été appris récemment	83	86	74	79	87	78	86	84
	Fixer les objectifs au début d'une séance ou d'une séquence	73	78	79	83	68	79	83	84
Activation cognitive	Proposer des tâches pour lesquelles il n'y a pas de solution évidente	20	30	28	46	30	26	38	44
	Demander aux élèves de décider de leurs propres procédures pour résoudre des tâches complexes	44	55	40	66	32	26	36	45
Développement de l'esprit critique	Donner des tâches qui demandent aux élèves de faire preuve d'esprit critique	29	31	42	67	61	50	50	63
	Encourager les élèves à remettre en question et à critiquer les arguments avancés par d'autres élèves	n.d.	45	35	50	36		48	45

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'OCDE et de l'UE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants d'école élémentaire et de collège. France (hors La Réunion et Mayotte), enseignants d'école élémentaire et de collège.**

Lecture : *en France, en 2018, 83 % des enseignants d'école élémentaire déclarent présenter « souvent » ou « très souvent » un résumé de ce qui a été appris récemment, contre 86 % en 2024.*

2 Recours aux outils et ressources numériques : comparaison internationale (en %)

Recours aux outils et ressources numériques suivants : « souvent » ou « très souvent »	École élémentaire				Collège	
	France 2024	Belgique 2024	Espagne 2024	Slovénie 2024	France 2024	Moyenne UE 2024
Utiliser des ressources et outils numériques pour présenter des informations dans le cadre d'un enseignement explicite	58	53	65	58	49	65
Remplacer les documents imprimés par des versions numériques	36	21	42	38	31	47
Fournir un retour sur le travail des élèves par le biais du numérique	16	7	25	11	17	32
Télécharger des plans de cours sur Internet pour les utiliser en classe	16	24	17	22	8	18
Utiliser des ressources et outils numériques pour permettre des collaborations avec d'autres classes, établissements ou experts extérieurs à l'établissement	7	14	18	14	6	15
Utiliser des ressources et outils numériques pour prendre en charge les aspects logistiques de l'enseignement	24	48	48	30	51	64
Soutenir la collaboration entre élèves en utilisant des ressources et outils numériques	4	13	34	16	14	36
Utiliser des ressources et outils numériques qui offrent des parcours d'apprentissage personnalisés aux élèves	10	18	36	15	12	34
Utiliser des ressources et outils numériques pour évaluer les apprentissages des élèves	13	24	44	13	18	40
Fournir des ressources et outils numériques permettant aux élèves de planifier et suivre leurs propres apprentissages	5	7	27	9	17	30
Donner aux élèves des problèmes qui ne peuvent être résolus qu'en utilisant des ressources et outils numériques	1	4	11	5	5	15

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'OCDE et de l'UE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants d'école élémentaire et de collège. France (hors La Réunion et Mayotte), enseignants d'école élémentaire et de collège.**

Lecture : *en France, en 2024, 58 % des enseignants d'école élémentaire déclarent utiliser « souvent » ou « très souvent » des ressources et outils numériques pour présenter des informations dans le cadre d'un enseignement explicite, contre 53 % en Belgique.*

9.33 Les conditions d'exercice et les perceptions du métier d'enseignant d'école élémentaire et de collège

En 2024, les enseignants d'école élémentaire et de collège ont été interrogés sur leurs conditions d'exercice et perceptions du métier *via* l'enquête internationale Talis. En France, ils expriment un attachement fort à leur environnement professionnel immédiat, une tendance que l'on retrouve au niveau international **(1)**. Ils sont neuf sur dix à déclarer que les enseignants et les élèves s'entendent généralement bien, à l'école élémentaire comme au collège. Neuf enseignants sur dix à l'école élémentaire et huit sur dix au collège estiment que les enseignants peuvent compter les uns sur les autres.

En France, 49 % des enseignants à l'école élémentaire et 59 % au collège déclarent être satisfaits de leur contrat/statut d'enseignant (en dehors de leur salaire), proportions parmi les plus faibles au niveau international pour l'école élémentaire et de 11 points inférieure à la moyenne UE pour le collège. Ces proportions accusent un recul de 22 et 21 points par rapport à 2018 **(2)**. La satisfaction vis-à-vis de la rémunération est, quant à elle, restée relativement stable (22 % en élémentaire et 27 % en collège) et se situe en retrait au niveau international.

En 2024, davantage d'enseignants qu'en 2018 remettent en question leur choix de carrière. Quatre sur dix déclarent se demander s'il n'aurait pas été préférable de choisir une autre profession, contre un sur quatre en 2018 **(3)**. Ils sont également moins nombreux qu'en 2018 à affirmer qu'ils choisiraient à nouveau le métier d'enseignant si c'était à refaire (- 10 points pour les enseignants d'élémentaire et - 8 points pour les enseignants de collège).

En 2024 en France, à l'école élémentaire comme au collège, 4 % des enseignants considèrent que leur opinion est valorisée par leurs décideurs politiques (proportion la plus basse au niveau international) et 15 % qu'ils peuvent influencer la politique éducative nationale, une hausse de 10 points à l'école élémentaire et de 7 points au collège par rapport à 2018 **(4)**.

Précisions

Talis est une enquête internationale sur les pratiques professionnelles, conditions d'exercice et perceptions du métier des enseignants, directeurs d'école ou d'établissement et chefs d'établissement. L'édition 2024 constitue la quatrième édition de cette enquête après celles de 2008, 2013 et 2018. La France prend part à l'enquête au niveau collège depuis 2013 et au niveau école élémentaire depuis 2018. À l'école élémentaire, les données françaises sont comparées à celles des sept pays de l'OCDE participants disposant de données pouvant être analysées de manière fiable (dont trois pays de l'UE) : Australie, Belgique, Corée du Sud, Espagne, Japon, Slovénie et Turquie. Au collège, les données françaises sont positionnées par rapport à la moyenne des 22 pays de l'Union européenne (UE) participants dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve (« moyenne UE ») : Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.55 ; 25.54.

Source

DEPP / OCDE, Talis 2018 et 2024.

1 Perception de l'environnement professionnel des enseignants d'école élémentaire et de collège : comparaison internationale (en %)

« D'accord » ou « tout à fait d'accord » avec les affirmations suivantes	École élémentaire					Collège		
	France 2018	France 2024	Belgique 2024	Espagne 2024	Slovénie 2024	France 2018	France 2024	Moyenne UE 2024
Les enseignants et les élèves s'entendent généralement bien.	97	98	97	97	96	94	95	96
J'aime travailler dans cet établissement.	91	92	94	93	89	90	89	91
Les enseignants peuvent compter les uns sur les autres.	91	89	91	90	87	85	81	86
Je suis satisfait(e) des résultats de mon action dans cet établissement.	88	89	93	97	93	88	86	93
Je recommanderais cet établissement comme un bon endroit pour travailler.	81	85	86	88	83	80	80	85
J'aimerais changer d'établissement si c'était possible.	20	18	11	17	16	26	26	19

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'OCDE et de l'UE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants d'école élémentaire et de collège. France (hors La Réunion et Mayotte).**

Lecture : *en 2024, en France, 98 % des enseignants à l'école élémentaire déclaraient être « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation « les enseignants et les élèves s'entendent généralement bien », contre 97 % en 2018.*

2 Satisfaction professionnelle des enseignants d'école élémentaire et de collège : comparaison internationale (en %)

« D'accord » ou « tout à fait d'accord » avec les affirmations suivantes	École élémentaire					Collège		
	France 2018	France 2024	Belgique 2024	Espagne 2024	Slovénie 2024	France 2018	France 2024	Moyenne UE 2024
Dans l'ensemble, mon travail me donne satisfaction.	86	81	91	97	88	85	79	90
En dehors de mon salaire, je suis satisfait(e) des termes de mon contrat/statut d'enseignant.	71	49	69	69	79	80	59	70
Les avantages du métier d'enseignant l'emportent nettement sur les inconvénients.	48	47	57	85	77	55	54	70
Je suis satisfait(e) du salaire que je reçois de mon travail.	19	22	70	45	36	29	27	37

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'OCDE et de l'UE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants d'école élémentaire et de collège. France (hors La Réunion et Mayotte).**

Lecture : *en 2024, en France, 81 % des enseignants à l'école élémentaire déclaraient être « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation « dans l'ensemble, mon travail me donne satisfaction », contre 86 % en 2018.*

3 Choix de carrière des enseignants d'école élémentaire et de collège : comparaison internationale (en %)

« D'accord » ou « tout à fait d'accord » avec les affirmations suivantes	École élémentaire				Collège		
	France 2018	France 2024	Belgique 2024	Slovénie 2024	France 2018	France 2024	Moyenne UE 2024
Si c'était à refaire, je choisirais de nouveau le métier d'enseignant.	76	66	73	73	74	66	76
Je me demande s'il n'aurait pas été préférable de choisir une autre profession.	24	40	34	38	26	41	33
Je regrette d'avoir décidé de devenir enseignant(e).	7	12	9	9	8	13	9

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'OCDE et de l'UE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants d'école élémentaire et de collège. France (hors La Réunion et Mayotte).**

Lecture : *en 2024, en France, 66 % des enseignants à l'école élémentaire déclaraient être « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation « si c'était à refaire, je choisirais de nouveau le métier d'enseignant », contre 76 % en 2018.*

4 Valorisation des enseignants d'école élémentaire et de collège : comparaison internationale (en %)

« D'accord » ou « tout à fait d'accord » avec les affirmations suivantes	École élémentaire					Collège		
	France 2018	France 2024	Belgique 2024	Espagne 2024	Slovénie 2024	France 2018	France 2024	Moyenne UE 2024
Les enseignants peuvent influencer la politique éducative dans ce pays.	5	15	20	20	16	8	15	18
Les enseignants sont valorisés dans les médias dans ce pays.	4	6	16	18	14	7	7	16
L'opinion des enseignants est valorisée par les décideurs politiques dans ce pays.	7	4	16	12	7	7	4	12
Je pense que le métier d'enseignant est valorisé dans la société.	4	4	16	13	8	7	4	15

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : pays de l'OCDE et de l'UE ayant participé à l'enquête Talis 2024 et dont les résultats peuvent être interprétés sans réserve, enseignants d'école élémentaire et de collège. France (hors La Réunion et Mayotte).**

Lecture : *en 2024, en France, 15 % des enseignants à l'école élémentaire déclaraient être « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation « les enseignants peuvent influencer la politique éducative dans ce pays », contre 5 % en 2018.*

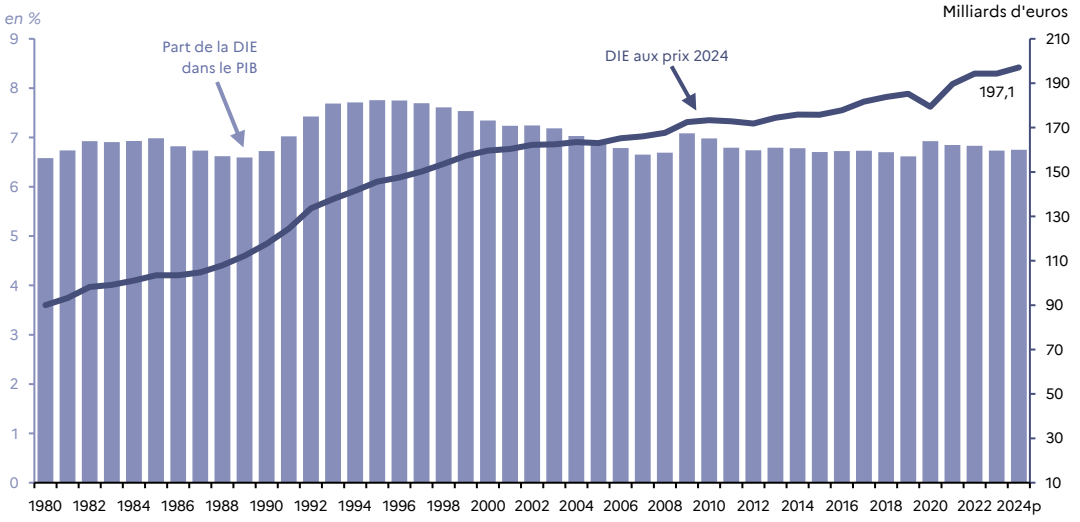
10. BUDGETS, COÛTS ET FINANCEMENTS

La **dépense intérieure d'éducation** (DIE) est évaluée à titre provisoire à 197,1 milliards d'euros en 2024 **(1)**. Elle a plus que doublé depuis 1980 en prix constants, avec un taux de croissance annuel moyen de 1,8 %, taux globalement identique à celui du **produit intérieur brut** (PIB).

Sur longue période, la part de la DIE dans le PIB se situe en moyenne autour de 7,0 % **(2)**. Elle atteint un maximum de 7,8 % au milieu des années 1990 puis fléchit avant de connaître un rebond lors de la crise de 2009, sous l'effet d'une poursuite de la hausse de la DIE conjuguée au recul du PIB. Entre 2011 et 2019, elle se stabilise autour de 6,7 %. Elle augmente à 6,9 % en 2020 car la crise sanitaire a suscité une baisse plus importante du PIB que de la DIE. En 2024, le poids des dépenses d'éducation dans le PIB s'établit à 6,8 %.

La hausse de la DIE depuis 1980 concerne tous les niveaux d'enseignement **(3)**. Cependant, la structure de la DIE par niveau présente des évolutions notables liées à la politique éducative et à la démographie **(4)**. Ainsi, la part consacrée à l'enseignement du premier degré décroît de 1980 au début des années 1990, passant de 29 % à 27 %. Elle augmente ensuite tendanciellement avec la hausse des naissances des années 1995 à 2010 et la priorité accordée au premier degré depuis 2017. Elle atteint ainsi 30 % en 2024. À l'inverse, la part du second degré est orientée à la baisse depuis le début des années 2000, pour atteindre 37 % en 2024. La part de la DIE consacrée à l'enseignement supérieur augmente, quant à elle, de façon quasi continue, passant de 15 % en 1980 à 23 % en 2024, en lien avec l'augmentation du taux d'accès aux études supérieures.

1 Évolution de la dépense intérieure d'éducation (DIE) aux prix 2024 et de sa part dans le PIB



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

Lecture : *en 2024, la DIE s'élève à 197,1 milliards d'euros (courbe et échelle de droite), ce qui représente 6,8 % du PIB (bâtons et échelle de gauche). Pour passer des prix courants, observés à une date donnée, aux prix constants, corrigés de la variation des prix, le déflateur utilisé est le prix du PIB (+ 2,1 % en 2024). Celui-ci s'obtient à partir des évolutions du PIB en valeur et en volume (à prix courants et constants).*

Précisions

Évaluation aux prix de 2024 - Estimation utilisée afin de corriger l'effet de la hausse des prix, permettant ainsi de suivre l'évolution « en volume » des dépenses d'éducation. Le déflateur utilisé est le prix du PIB (+ 2,1 % en 2024). Celui-ci s'obtient à partir des évolutions du PIB en valeur et en volume (à prix courants et constants).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.52 ; 24.45.
- Séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les coûts et les financements ».
- *Les dossiers de la DEPP, 2016*, « Le Compte de l'éducation. Principes, méthodes et résultats pour les années 2006 à 2014 », n° 206.

Source

DEPP, Compte de l'éducation.

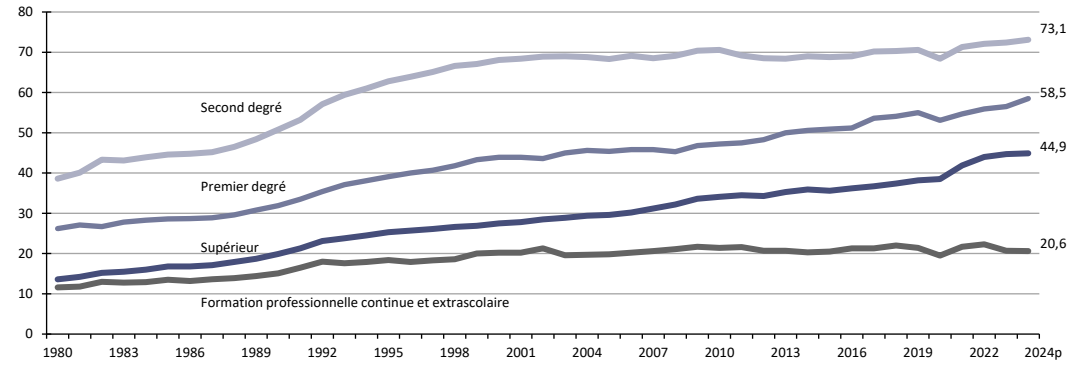
2 Évolution de la dépense intérieure d'éducation (DIE) et de sa part dans le PIB

	1980	1990	2000	2005	2010	2015	2020	2023	2024p
DIE (millions d'euros, prix courants)	29 446	70 181	108 202	121 231	139 337	147 615	160 540	190 322	197 099
DIE (millions d'euros, prix 2024)	90 005	117 679	159 673	163 049	173 342	175 794	179 429	194 295	197 099
% du PIB	6,6	6,7	7,3	6,9	7,0	6,7	6,9	6,7	6,8

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, en prix constants, la DIE s'élève à 197,1 milliards d'euros, après 194,3 milliards en 2023. Pour passer des prix courants, observés à une date donnée, aux prix constants, corrigés de la variation des prix, le déflateur utilisé est le prix du PIB (+ 2,1 % en 2024). Celui-ci s'obtient à partir des évolutions du PIB en valeur et en volume (à prix courants et constants).*

3 Évolution de la dépense d'éducation par niveau d'enseignement (en milliards d'euros - prix 2024)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, en prix constants, la DIE pour le premier degré s'élève à 58,5 milliards d'euros après 56,5 milliards en 2023. Pour passer des prix courants, observés à une date donnée, aux prix constants, corrigés de la variation des prix, le déflateur utilisé est le prix du PIB (+ 2,1 % en 2024). Celui-ci s'obtient à partir des évolutions du PIB en valeur et en volume (à prix courants et constants).*

4 Structure de la dépense intérieure d'éducation par niveau d'enseignement (en %)

Niveaux d'enseignement	1980	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020	2023	2024p
Premier degré	29,2	27,1	26,9	27,5	27,8	27,2	28,9	29,6	29,1	29,7
Second degré	42,9	43,2	43,1	42,6	41,9	40,7	39,1	38,1	37,3	37,1
Supérieur	15,1	16,9	17,4	17,2	18,2	19,7	20,3	21,5	23,0	22,8
Formation professionnelle continue et extrascolaire	12,9	12,8	12,6	12,7	12,2	12,4	11,7	10,8	10,7	10,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 29,7 % de la DIE est dédiée au premier degré, 37,1 % au second degré, 22,8 % à l'enseignement supérieur et 10,4 % à la formation professionnelle continue et extrascolaire.*

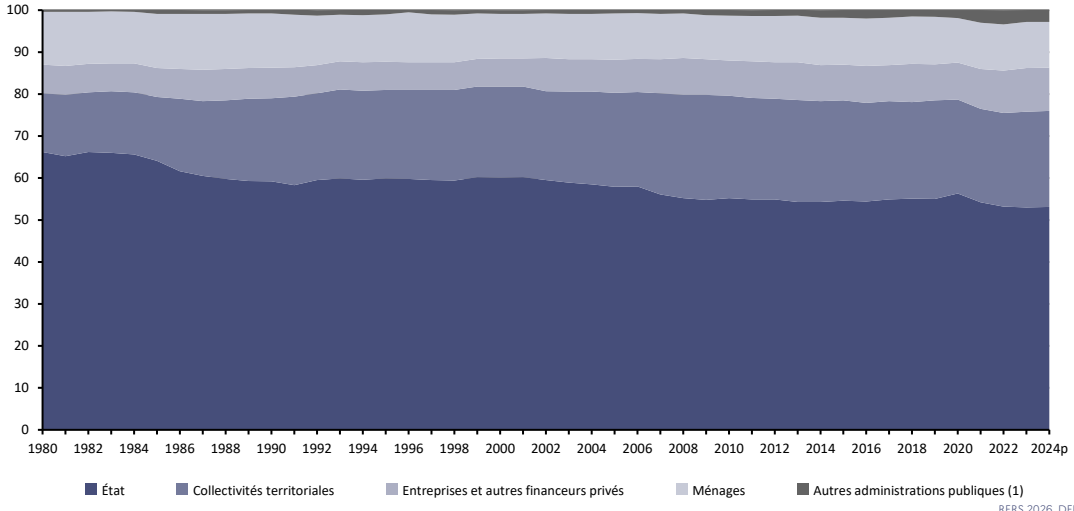
En assurant 53 % du financement final en 2024, l'État est le premier financeur de la **dépense intérieure d'éducation** (DIE) **(1) (2)**. La part des collectivités territoriales dans la DIE (23 %) s'est fortement accrue depuis 1982 sous l'effet des lois de décentralisation successives. Les autres financeurs sont les ménages (11 % *via* notamment leurs dépenses pour les cantines et internats, les fournitures scolaires ou les frais d'inscription), les entreprises et autres financeurs privés (10 %, essentiellement par le biais de la taxe d'apprentissage ou de leurs dépenses pour financer la formation professionnelle continue) et les **autres administrations publiques** (3 %).

En financement initial, avant transfert des bourses vers les ménages et de diverses subventions vers les collectivités territoriales, la part de l'État dans la DIE est encore plus importante qu'en financement final (55 %) **(3)**. Celle des autres administrations publiques est également renforcée (4 %), en lien avec l'allocation de rentrée scolaire versée aux familles par les caisses d'allocations familiales. Inversement, la part des ménages est plus faible (8 %).

La DIE est principalement consacrée aux activités d'enseignement (169,7 milliards d'euros en 2024, soit 86 % du total) **(4)**. Les dépenses d'hébergement et de restauration représentent 7 % de la DIE. Les autres dépenses notables concernent l'administration générale, les achats de fournitures et de manuels scolaires ainsi que les transports scolaires.

.

1 Évolution de la structure de la dépense intérieure d'éducation par financeur final (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. Voir « Précisions ».
Lecture : *le premier financeur de l'éducation est l'État, qui assure 53,1 % du financement final de la DIE en 2024.*

Précisions

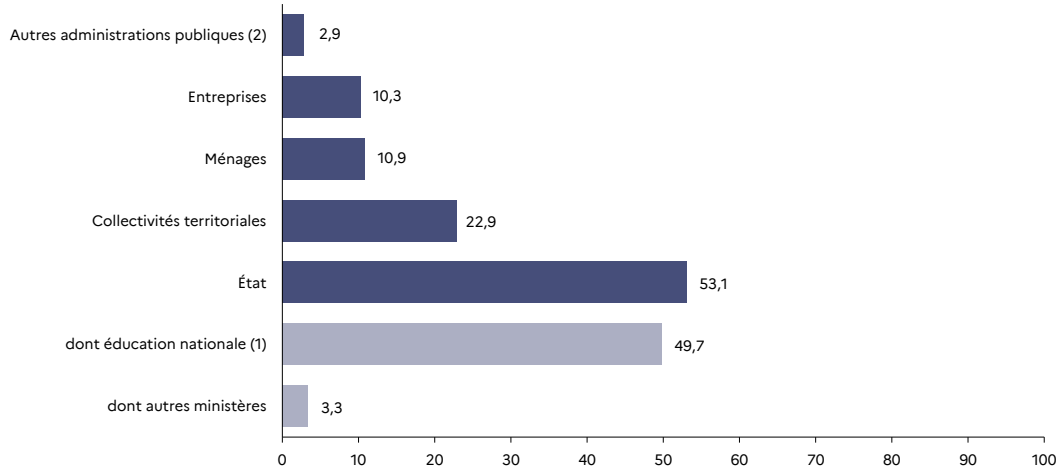
Autres administrations publiques – Sont regroupés sous cette appellation divers organismes intervenant dans le financement de l'éducation, par exemple la Caisse nationale des allocations familiales (pour le versement de l'allocation de rentrée scolaire).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.52 ; 24.45.
- Séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les coûts et les financements ».
- *Les dossiers de la DEPP*, 2016, « Le Compte de l'éducation. Principes, méthodes et résultats pour les années 2006 à 2014 », n° 206.

Source
DEPP, Compte de l'éducation.

2 Structure de la dépense intérieure d'éducation par financeur final en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. L'éducation nationale comprend le ou les ministères chargé(s) de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.
2. Voir « Précisions ».
Lecture : *le premier financeur de l'éducation est l'État, qui assure 53,1 % du financement final de la DIE en 2024.*

3 Structure de la dépense intérieure d'éducation par financeur final et initial en 2024 (en %)

Source de financement	Part dans le financement initial	Part dans le financement final
Total État	55,2	53,1
Éducation nationale (1)	*51,6*	*49,7*
Autres ministères (2)	*3,6*	*3,3*
Collectivités territoriales	23,0	22,9
Autres administrations publiques (3)	3,8	2,9
Ménages	7,7	10,9
Entreprises et autres financeurs privés	10,3	10,3
Total de la dépense intérieure d'éducation	**100,0**	**100,0**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. L'éducation nationale comprend le ou les ministères chargé(s) de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.
2. Y compris le reste du monde (Union européenne et autres pays étrangers), pour 428,9 millions d'euros en 2024 en financeur final.
3. Voir encadré « Précisions ».
Lecture : *en 2024, l'État assure 55,2 % du financement initial de la DIE. En financement final (après transfert des bourses aux ménages en particulier), sa contribution est de 53,1 %.*

4 Le financement des activités d'éducation en 2024 (dépenses totales des financeurs finals - en millions d'euros)

		État			Collectivités territoriales	Autres administrations publiques (3)	Ménages	Entreprises et autres fin. privés	Total général
		Total État	*Éducation nationale (1)*	*Autres ministères (2)*					
Enseignement de type scolaire	Premier degré	30 382	*30 220*	*161*	16 684	9	1 119	1	**48 195**
	Second degré	43 541	*41 959*	*1 582*	12 120	129	1 940	3 208	**60 938**
	Enseignement supérieur (4)	20 999	*18 456*	*2 542*	2 926	1 707	4 997	9 444	**40 072**
Enseignement de type extrascolaire (5)		2 048	*481*	*1 567*	4 606	3 808	2 820	7 245	**20 527**
Sous-total dépense intérieure d'enseignement		**96 969**	***91 117***	***5 853***	**36 336**	**5 653**	**10 876**	**19 897**	**169 731**
Activités annexes	Hébergement, restauration	2 443	*2 163*	*280*	5 929	12	5 719	240	**14 342**
	Médecine scolaire	905	*905*		18				**923**
	Orientation	322	*322*	*0*	16	4		4	**346**
	Administration générale	3 979	*3 547*	*432*	122	2	11	185	**4 299**
Achats de biens et services liés	Transports scolaires				2 485		653		**3 137**
	Fournitures et livres scolaires				186		3 172		**3 357**
	Habillement, leçons particulières						964		**964**
Ensemble de la dépense intérieure d'éducation		**104 618**	***98 054***	***6 564***	**45 091**	**5 671**	**21 394**	**20 325**	**197 099**

RERS 2026, DEPP

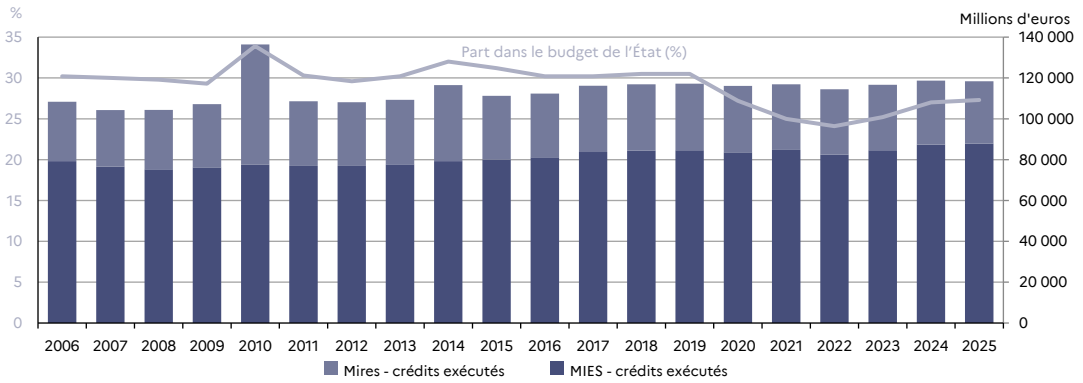
▶ **Champ : France**
1. L'éducation nationale comprend le ou les ministères chargé(s) de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.
2. Y compris le reste du monde (Union européenne et autres pays étrangers), pour 428,9 millions d'euros en 2024 en financeur final.
3. Voir encadré « Précisions ».
4. Y compris la recherche universitaire.
5. Formation professionnelle continue et autres stages, formations dispensées dans les conservatoires municipaux, etc.
Lecture : *en financement final, la contribution de l'État à la DIE s'élève à 104 618 millions en 2024, dont 30 382 millions sont consacrés aux activités d'enseignement dans le premier degré.*
Note : pour des raisons d'arrondis, certains totaux ou sous-totaux diffèrent légèrement de la somme des montants détaillés.

Le budget du ministère chargé de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur est présenté dans deux missions interministérielles : « Enseignement scolaire (MIES) » et « Recherche et enseignement supérieur (Mires) » **(1)**. Les crédits votés en loi de finances pour 2026 au titre de ces deux missions s'élèvent à 119,4 milliards d'euros, soit 26,4 % du budget de l'État **(2)**.

En 2026, 89,6 milliards d'euros sont prévus pour la MIES, en hausse de 2,1 % **en prix courants** par rapport aux crédits exécutés en 2025 (soit + 1,8 milliard). Cette augmentation est portée par les programmes consacrés aux enseignements scolaires publics des premier et second degrés (140 et 141) qui absorbent les trois quarts des crédits de la mission **(3)** et sont essentiellement alloués à des dépenses de personnel.

Au sein de la Mires, les crédits du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire » s'élèvent à 15,7 milliards d'euros pour 2026, soit une hausse de 2,7 % en prix courants par rapport à 2025 (+ 0,4 milliard). Cette augmentation est principalement consacrée à la recherche universitaire. Les crédits du programme 231 « Vie étudiante », incluant les aides directes aux étudiants et notamment les bourses sur critères sociaux, augmentent légèrement en prix courants à 3,3 milliards d'euros. Par ailleurs, la Mires comprend d'autres programmes concernant principalement la recherche non universitaire. Les crédits votés en 2026 pour ces « autres programmes » reculent de 10,9 % en prix courants (- 1,3 milliard) pour se situer à 10,4 milliards d'euros.

1 Évolution du budget de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur dans le budget de l'État (en millions d'euros aux prix 2025)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM.**
Lecture : *en 2025, les crédits exécutés de la MIES et la Mires s'élèvent à 118,4 millions d'euros (bâtons avec échelle de droite) ce qui représente 27,3 % du budget de l'État (courbe avec échelle de gauche).*
Note : les augmentations de 2010 et 2014 sont liées à l'introduction de programmes non reconduits les années suivantes.

Précisions

Champ – La totalité de la MIES et la Mires est prise en compte. Le champ ne correspond donc pas au champ des données figurant dans les fiches 10.01, 10.02, 10.04 et 10.05 qui excluent la recherche non universitaire.

Évaluation aux prix de 2025 – Estimation utilisée afin de corriger l'effet de la hausse des prix, permettant ainsi de suivre l'évolution « en volume » des crédits. Le déflateur utilisé est le prix du PIB.

Prix courants/prix constants – voir « Glossaire ».

Source

Loi de finances initiale (LFI) 2026 - missions interministérielles « Enseignement scolaire » et « Recherche et enseignement supérieur ».
DEPP, rapports annuels de performance et situation mensuelle du budget de l'État (ministère en charge de l'économie et des finances), prix du produit intérieur brut (Insee, comptes nationaux).

2 Évolution des missions interministérielles « Enseignement scolaire » et « Recherche et enseignement supérieur » de 2023 à 2026 (en millions d'euros aux prix courants)

Missions interministérielles (1)	Crédits exécutés (2) en			Crédits votés en LFI pour 2026 (3)	Évolution 2025/2026 (%)
	2023	2024	2025		
Mission interministérielle « Enseignement scolaire » (MIES)	82 028	86 397	87 789	89 621	2,1
Mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur » (Mires)	31 071	30 986	30 587	29 803	-2,6
Ensemble	**113 099**	**117 384**	**118 375**	**119 424**	**0,9**
Part dans le budget de l'État (%) (4)	25,2	27,0	27,3	26,4	
Part dans le PIB (%) (5)	4,0	4,0	4,0	n.d	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM.**
1. Mission : ensemble de programmes dépendant d'un ou plusieurs ministères, concourant à une politique publique définie.
2. Crédits ayant fait l'objet d'une dépense effective.
3. Crédits ouverts après leur approbation par le parlement en loi de finances initiale (LFI).
4. Budget de l'État : ensemble des budgets civils et du budget du ministère chargé des armées.
5. Voir « Glossaire » à « Produit intérieur brut (PIB) ».
Lecture : *les crédits votés en loi de finances initiale pour 2026 s'élèvent à 89 621 millions d'euros pour la MIES.*

3 Évolution des missions interministérielles « Enseignement scolaire » et « Recherche et enseignement supérieur » de 2023 à 2026 (en millions d'euros aux prix courants)

Mission interministérielle « Enseignement scolaire » (MIES) (1)	Crédits exécutés (2) en			Crédits votés en LFI pour 2026 (3)		Évolution (%) 2025/2026
Programmes (4)	**2023**	**2024**	**2025**	**Montant**	**%**	
Programme 140 - Enseignement scolaire public du premier degré	25 456	26 686	27 359	27 912	31,1	2,0
Programme 141 - Enseignement scolaire public du second degré	36 343	38 247	38 974	40 002	44,6	2,6
Programme 230 - Vie de l'élève	7 468	7 934	7 949	8 061	9,0	1,4
Programme 139 - Enseignement privé du premier et du second degré	8 425	8 939	8 812	8 871	9,9	0,7
Programme 214 - Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 784	2 910	2 964	3 046	3,4	2,8
Sous-total MEN	80 476	84 716	86 058	87 891	98,1	2,1
Programme 143 : Enseignement technique agricole	1 552	1 682	1 731	1 730	1,9	-0,1
Total mission « Enseignement scolaire »	**82 028**	**86 397**	**87 789**	**89 621**	**100,0**	**2,1**

Mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur » (Mires) (1)	Crédits exécutés (2) en			Crédits votés en LFI pour 2026 (3)		Évolution (%) 2025/2026
Programmes (4)	**2023**	**2024**	**2025**	**Montant**	**%**	
Programme 150 - Formations supérieures et recherche universitaire	**15 019**	**15 108**	**15 314**	**15 724**	**52,8**	**2,7**
Formation initiale et continue du baccalauréat au doctorat (actions 1 à 3)	7 142	7 298	7 513	7 477	25,1	-0,5
Établissements d'enseignement privés (action 4)	93	93	91	95	0,3	3,9
Bibliothèques et documentation (action 5)	490	491	492	501	1,7	1,7
Diffusion des savoirs et musées (action 13)	141	143	143	144	0,5	0,9
Immobilier (action 14)	1 242	1 227	1 169	1 214	4,1	3,9
Pilotage et support du programme (action 15)	1 838	1 759	1 751	1 876	6,3	7,1
Recherche universitaire (action 17)	4 074	4 097	4 154	4 417	14,8	6,3
Programme 231 - Vie étudiante	**3 082**	**3 254**	**3 206**	**3 275**	**11,0**	**2,2**
Aides directes (action 1)	2 427	2 590	2 519	2 505	8,4	-0,6
Aides indirectes (action 2)	462	465	478	557	1,9	16,6
Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives (action 3)	83	89	93	94	0,3	1,2
Pilotage et animation du programme (action 4)	110	111	116	119	0,4	2,8
Programme 142 - Enseignement supérieur et recherche agricoles	**407**	**421**	**414**	**427**	**1,4**	**3,0**
Autres programmes : 172, 190 à 193	**12 563**	**12 203**	**11 652**	**10 377**	**34,8**	**-10,9**
Total mission « Recherche et enseignement supérieur »	**31 071**	**30 986**	**30 587**	**29 803**	**100,0**	**-2,6**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + COM.**
1. Mission : ensemble de programmes dépendant d'un ou plusieurs ministères, concourant à une politique publique définie.
2. Crédits ayant fait l'objet d'une dépense effective.
3. Crédits ouverts après leur approbation par le parlement en loi de finances initiale (LFI).
4. Programme : regroupement de crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère.
Lecture : *les crédits votés en loi de finances initiale pour 2026 s'élèvent à 27 912 millions d'euros pour le programme 140, consacré à l'enseignement scolaire public du premier degré.*

Les **producteurs d'éducation** (écoles, collèges, lycées, universités, etc.) exercent une activité d'enseignement ou une activité annexe (hébergement, restauration, etc.). Ils utilisent les ressources mises à leur disposition par les financeurs publics et privés (189,6 milliards d'euros en 2024) **(1)**. Ce montant finance, en 2024, pour 74 % les établissements publics, pour 13 % les **établissements privés subventionnés**, pour 9 % les **établissements privés non subventionnés** et pour 3 % les **services administratifs et organismes publics**. Cette répartition est relativement stable.

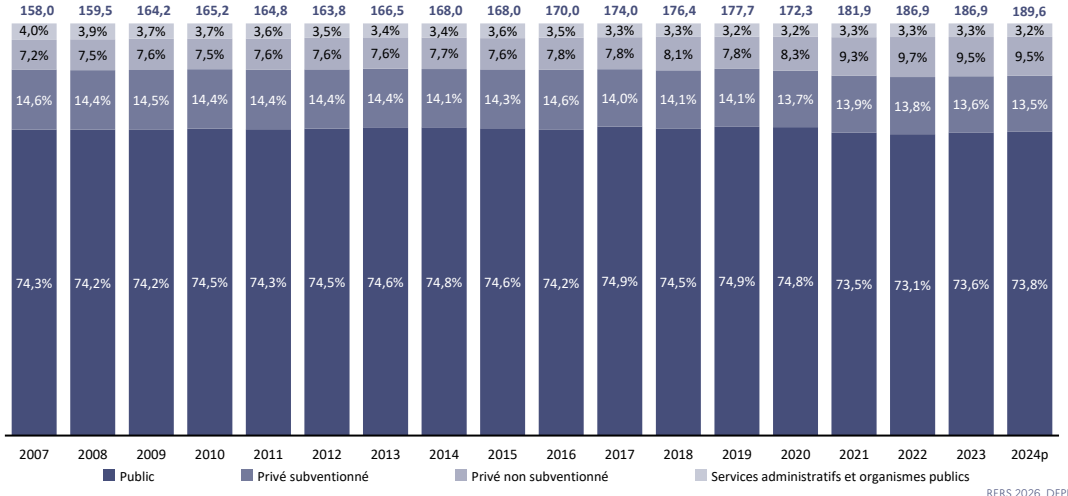
En 2024, les écoles maternelles et élémentaires du secteur public bénéficient d'un financement de 50,8 milliards d'euros **(2)**. La participation des collectivités territoriales est importante (41 %), mais reste inférieure à celle de l'État (56 %) **(3)**.

Les collèges et lycées publics reçoivent 57,7 milliards d'euros, dont 73 % proviennent de l'État et correspondent en grande partie aux rémunérations des enseignants. La part des collectivités territoriales s'élève à 22 %. Les collèges et lycées privés subventionnés sont financés pour 66 % par l'État (qui assure la rémunération des enseignants et verse le forfait d'externat) et pour 25 % par les familles et les autres acteurs privés.

Les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur publics sont financés aux trois quarts par l'État. Au contraire, les établissements d'enseignement supérieur privés subventionnés sont surtout financés par les ménages et les autres acteurs privés.

Les dépenses des producteurs d'éducation sont principalement consacrées aux rémunérations (72 %), devant le fonctionnement courant et l'investissement **(4)**.

1 Évolution du financement par producteur d'éducation (en % et en milliards d'euros - prix 2024)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**

Lecture : *en 2024, 73,8 % des moyens mis à disposition des producteurs d'éducation sont destinés aux écoles et établissements du secteur public. Tous secteurs confondus, ces moyens s'élèvent à 189,6 milliards d'euros en 2024, après 186,9 milliards en 2023 en prix constants. Pour passer des prix courants, observés à une date donnée, aux prix constants, corrigés de la variation des prix, le déflateur utilisé est le prix du PIB (+2,1 % en 2024). Celui-ci s'obtient à partir des évolutions du PIB en valeur et en volume (à prix courants et constants).*

Précisions

Services administratifs et organismes publics – Ce producteur n'assure pas d'enseignement mais des activités d'organisation (administration centrale, services déconcentrés ou décentralisés), d'orientation et de recherche, ainsi que d'hébergement et de restauration avec le Cnous.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.52 ; 24.45.
- Séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les coûts et les financements ».
- *Les dossiers de la DEPP, 2016*, « Le Compte de l'éducation. Principes, méthodes et résultats pour les années 2006 à 2014 », n° 206.

Source

DEPP, Compte de l'éducation.

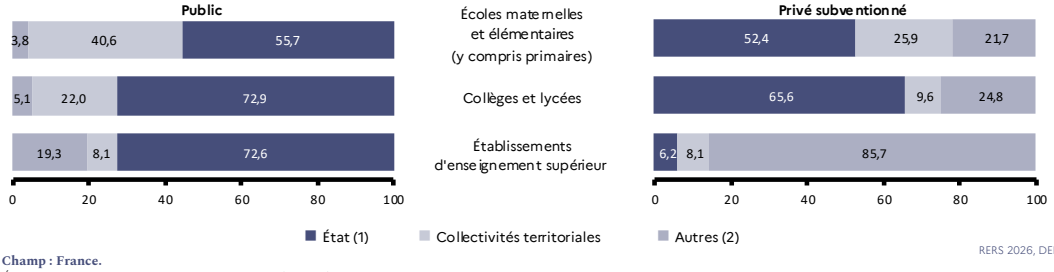
2 Financement des producteurs d'éducation en 2024 - Dépenses totales des financeurs finals (en millions d'euros)

Unités de production	État			Collectivités territoriales	Autres adminis-trations publiques (3)	Ménages	Entreprises et autres financeurs privés	Total
	Éducation nationale (1)	*Autres ministères (2)*	Total État					
Producteurs d'enseignement	***93 611***	***6 065***	**99 676**	**42 248**	**5 665**	**15 794**	**20 105**	**183 488**
Établissements publics d'enseignement	***84 554***	***4 468***	**89 022**	**37 989**	**2 069**	**4 907**	**5 943**	**139 931**
Écoles maternelles et élémentaires (y compris primaires)	*28 137*	*147*	28 284	20 608	9	1 906		50 807
Collèges et lycées	*40 948*	*1 104*	42 052	12 715	97	2 159	682	57 705
Centre de formation d'apprentis	*4*	*155*	159	118	62	18	2 706	3 063
Universités	*12 910*	*442*	13 352	663	1 140	465	1 696	17 315
Autres établissements d'enseignement supérieur	*2 046*	*1 763*	3 810	1 246	368	255	651	6 330
Centres de formation artistique				1 936				1 936
Centres d'enseignement spécial	*286*	*234*	519	15	0	8	3	545
Organismes d'enseignement à distance	*104*	*3*	107			51	6	164
Organismes de formation extrascolaire (4)	*120*	*621*	741	689	392	46	198	2 067
Établissements privés subventionnés	***9 056***	***1 143***	**10 200**	**3 312**	**1 695**	**5 386**	**4 996**	**25 589**
Écoles maternelles et élémentaires (y compris primaires)	*2 314*	*0*	2 314	1 142		958		4 414
Collèges et lycées	*6 489*	*570*	7 059	1 031	0	2 499	171	10 760
Centres de formation d'apprentis	*0*	*94*	94	87	48	30	1 754	2 014
Établissements d'enseignement supérieur	*93*	*85*	178	235	11	1 449	1 018	2 891
Organismes de formation extrascolaire (4)	*160*	*393*	553	817	1 636	450	2 053	5 510
Établissements privés non subventionnés		***454***	**454**	**947**	**1 900**	**5 500**	**9 166**	**17 967**
Écoles maternelles et élémentaires (y compris primaires)						342		342
Établissements du second degré						177	5	182
Centres de formation d'apprentis		*51*	51	177	100	34	4 259	4 620
Écoles supérieures						98	2 701	611	3 410
Organismes de formation extrascolaire (4)		*404*	404	769	1 703	2 247	4 292	9 414
Services administratifs et organismes publics	***4 443***	***499***	**4 942**	**172**	**6**	**813**	**220**	**6 153**
Total	***98 054***	***6 564***	**104 618**	**42 421**	**5 671**	**16 607**	**20 325**	**189 641**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. L'éducation nationale comprend le ou les ministères chargé(s) de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.
2. Y compris le reste du monde (Union européenne et autres pays étrangers), pour 428,9 millions d'euros en 2024.
3. Voir encadré « Précisions » de la fiche 10.02.
4. Y compris la formation professionnelle continue.
Lecture : *en 2024, les écoles maternelles et élémentaires (y compris primaires) du secteur public bénéficient d'un financement de 50,8 milliards d'euros.*

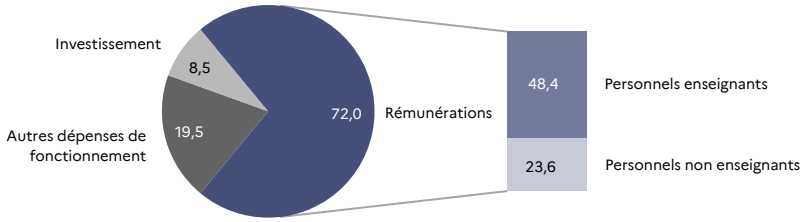
3 Répartition du financement des établissements d'enseignement publics et privés subventionnés selon l'origine en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
1. État = MEN-MESRE + autres ministères + reste du monde (Union européenne et autres pays étrangers)
2. Autres = autres administrations publiques + entreprises et autres financeurs privés + ménages.
Lecture : *en 2024, 55,7 % du financement des écoles maternelles et élémentaires (y compris primaires) du secteur public provient de l'État.*

4 Répartition des dépenses des producteurs d'éducation par opération en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2024, 72,0 % des dépenses des producteurs d'éducation sont consacrées aux rémunérations des personnels (48,4 % pour les enseignants et 23,6 % pour les non-enseignants).*

Tous niveaux confondus, la **dépense moyenne par élève ou étudiant** s'accroît de 1,6 % par an en prix constants depuis 1980 **(1)**. Elle atteint 10 920 euros en 2024 et augmente avec le degré de formation **(2)**.

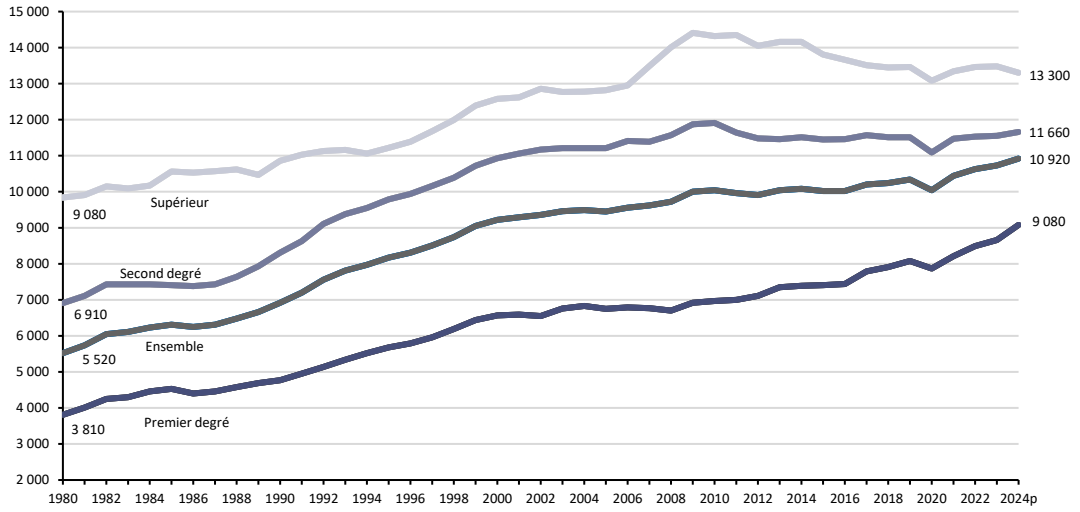
Dans le premier degré, la dépense moyenne par élève est évaluée à 9 080 euros en 2024. Elle varie de 8 990 euros dans le préélémentaire à 9 130 euros dans l'élémentaire **(3)**. La dépense des communes est cependant supérieure en moyenne par élève de préélémentaire que d'élémentaire du fait de la présence des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem).

Dans le second degré, la dépense moyenne s'élève à 11 660 euros par élève ou apprenti en 2024. Le coût par collégien est inférieur au coût par lycéen en enseignement général et technologique, et surtout à celui par lycéen en enseignement professionnel. Cela est principalement dû aux écarts de statut et de rémunération des enseignants entre les collèges et les lycées. Les lycéens en enseignement professionnel sont aussi moins nombreux par classe et les dépenses de fonctionnement et d'investissement dans cette filière sont plus importantes.

Dans le supérieur, où la dépense moyenne est de 13 300 euros par étudiant en 2024 (y compris apprentissage), les écarts de coûts entre les formations universitaires et les filières CPGE ou STS dépendent en grande partie des différents taux d'encadrement. Par rapport à l'enseignement secondaire, les enseignants en CPGE ou STS sont souvent agrégés, corps conjuguant une rémunération plus élevée et une obligation de service plus faible.

Tous niveaux confondus, 85 % de la dépense par élève ou étudiant est consacrée à l'enseignement **(4)**.

1 Évolution des dépenses moyennes par élève et par étudiant (en euros - prix 2024)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé.**

Lecture : *en 2024, tous niveaux confondus (y compris apprentissage), la dépense moyenne par élève ou étudiant s'élève à 10 920 euros après 10 730 euros en 2023 en prix constants. Pour passer des prix courants, observés à une date donnée, aux prix constants, corrigés de la variation des prix, le déflateur utilisé est le prix du PIB (+ 2,1 % en 2024). Celui-ci s'obtient à partir des évolutions du PIB en valeur et en volume (à prix courants et constants).*

Précisions

Évaluation aux prix de 2024 - Estimation utilisée afin de corriger l'effet de la hausse des prix, permettant ainsi de suivre l'évolution « en volume » des dépenses d'éducation. Le déflateur utilisé est le prix du PIB (+ 2,1 % en 2024). Celui-ci s'obtient à partir des évolutions du PIB en valeur et en volume (à prix courants et constants).

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.52 ; 24.45.
- Les séries chronologiques en ligne : voir rubrique « Les coûts et les financements ».
- *Les dossiers de la DEPP*, 2016, « Le Compte de l'éducation. Principes, méthodes et résultats pour les années 2006 à 2014 », n° 206.

Source

DEPP, Compte de l'éducation.

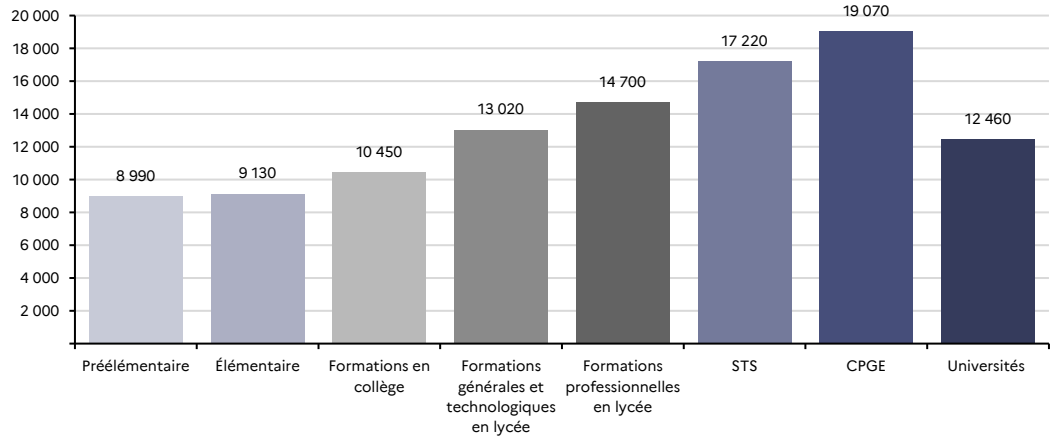
2 Évolution des dépenses moyennes par élève et par étudiant (en euros - prix 2024)

Niveaux	1980	1990	2000	2005	2010	2015	2020	2023	2024p
Premier degré (1)	**3 810**	**4 770**	**6 570**	**6 750**	**6 970**	**7 410**	**7 870**	**8 660**	**9 080**
Préélémentaire	n.d.	4 220	6 380	6 510	6 900	7 610	7 960	8 700	8 990
Élémentaire	n.d.	5 050	6 630	6 910	7 020	7 290	7 810	8 640	9 130
Second degré (2)	**6 910**	**8 310**	**10 930**	**11 210**	**11 910**	**11 450**	**11 090**	**11 550**	**11 660**
Formations en collège	n.d.	7 240	9 450	9 960	10 250	10 050	9 760	10 270	10 450
Formations générales et technologiques en lycée	n.d.	9 390	12 830	12 670	14 150	13 080	12 470	12 910	13 020
Formations professionnelles en lycée	n.d.	11 440	14 380	14 150	15 040	14 600	14 150	14 720	14 700
Sous-total premier et second degrés (1) (2)	**5 190**	**6 460**	**8 670**	**8 870**	**9 270**	**9 290**	**9 400**	**10 080**	**10 350**
Supérieur (3)	**9 840**	**10 860**	**12 580**	**12 820**	**14 320**	**13 810**	**13 080**	**13 480**	**13 300**
STS	n.d.	n.d.	16 760	17 410	17 310	16 200	15 830	17 050	17 220
CPGE	n.d.	n.d.	18 770	19 270	19 030	17 950	17 680	18 940	19 070
Universités (4)	n.d.	n.d.	10 490	10 560	12 870	12 420	11 540	12 660	12 460
Tous niveaux	**5 520**	**6 920**	**9 220**	**9 450**	**10 040**	**10 020**	**10 040**	**10 730**	**10 920**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé.**
1. Y compris l'enseignement spécial (ERPD).
2. Y compris l'enseignement spécial (EREA, centres d'enseignement adaptés Santé et Justice) et l'apprentissage.
3. Y compris les étudiants des autres écoles du supérieur publiques ou privées (écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, etc.) et les apprentis.
4. Y compris les étudiants des instituts ou écoles internes aux universités.
Lecture : *en 2024, tous niveaux confondus (y compris apprentissage), la dépense moyenne par élève ou étudiant s'élève à 10 920 euros, après 10 730 euros en 2023 en prix constants. Pour passer des prix courants, observés à une date donnée, aux prix constants, corrigés de la variation des prix, le déflateur utilisé est le prix du PIB (+ 2,1 % en 2024). Celui-ci s'obtient à partir des évolutions du PIB en valeur et en volume (à prix courants et constants).*

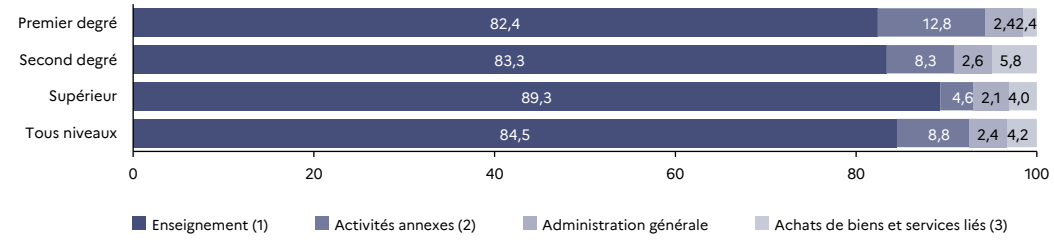
3 Les dépenses moyennes par élève et par étudiant (en euros - prix 2024)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé.**
Lecture : *en 2024, la dépense moyenne par élève du préélémentaire est de 8 990 euros.*

4 Structure de la dépense par élève ou étudiant selon l'activité en 2024 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France, public + privé.**
1. Y compris la recherche universitaire.
2. Hébergement, restauration, médecine scolaire, orientation.
3. Transports scolaires, livres et fournitures, leçons particulières, habillements demandés par les institutions scolaires.
Lecture : *dans le premier degré, 82,4 % de la dépense par élève est consacrée à l'activité d'enseignement.*

Différentes aides financières permettent d'aider les familles à améliorer les conditions de scolarisation de leurs enfants : **bourses nationales, fonds sociaux pour les collégiens et les lycéens, allocation de rentrée scolaire (ARS)**. Le montant total de l'aide directe versée par le ministère chargé de l'éducation nationale s'élève à 874,6 millions d'euros au titre des bourses pour l'année scolaire 2025-2026 et 27,5 millions d'euros au titre des fonds sociaux en 2025 **(3)**.

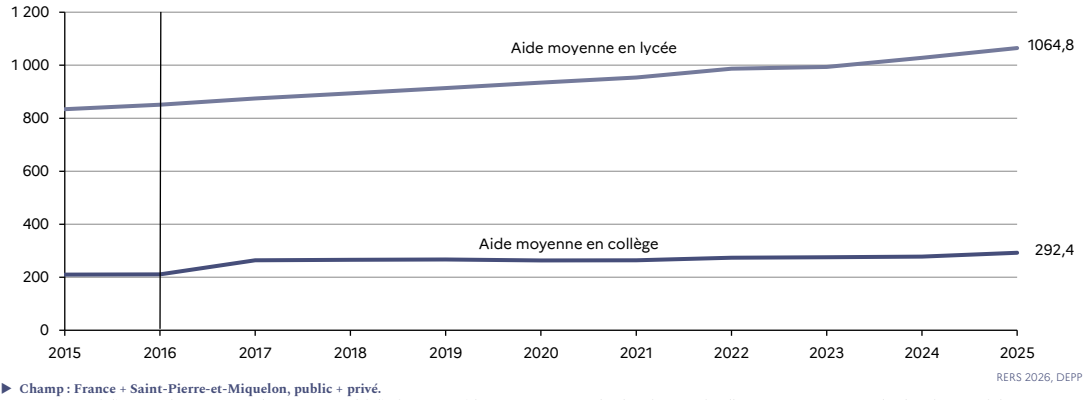
En 2025-2026, en France, 1 468 200 élèves du second degré (26 %) bénéficient d'une bourse nationale **(2)**. En lien avec les difficultés sociales des élèves accueillis, plus marquées dans les établissements publics que privés, la proportion d'élèves boursiers nationaux est plus élevée dans les établissements publics que dans les établissements privés : 30 % contre 10 %.

Le taux d'élèves boursiers de collège est de 27 % (+ 0,5 point par rapport à l'année précédente). Le taux d'élèves boursiers de lycée est de 25 % (en incluant les formations de niveau collège au lycée). Ce taux est en légère baisse (- 0,1 point), bien que le nombre d'élèves boursiers de lycée augmente par rapport à l'année scolaire précédente. Le taux d'élèves boursiers de l'enseignement professionnel demeure supérieur à celui des boursiers des enseignements général et technologique (respectivement 37 %, 18 % et 27 %). Globalement, la part des élèves boursiers du second degré augmente légèrement : + 0,3 point entre les rentrées scolaires 2024 et 2025.

Les bourses nationales de collège bénéficient à 891 600 élèves et les bourses nationales de lycée à 576 500 élèves.

L'aide moyenne octroyée aux lycéens boursiers connaît une progression constante depuis la rénovation des bourses de lycée en 2016 **(1)**. Les caisses d'allocations familiales versent aux familles, sous condition de ressources, une allocation de rentrée scolaire pour les enfants scolarisés de 6 à 18 ans **(4)**. Ce montant est modulé selon l'âge de l'enfant. La dépense totale au titre de cette allocation, tous régimes confondus, est de 2,208 milliards d'euros en 2025.

1 Montants annuels de l'aide moyenne aux élèves boursiers (en euros courants)



▶ **Champ : France + Saint-Pierre-et-Miquelon, public + privé.**
Lecture : *au titre de l'année scolaire 2025-2026, le montant annuel de l'aide moyenne s'élève à 292,4 euros pour les élèves boursiers de collège et à 1 064,8 euros pour les élèves boursiers de lycée.*
Note : en 2016, la réglementation sur les bourses nationales de lycée a évolué.

Précisions

Montants des bourses et primes pour l'année scolaire 2025-2026 :
- Bourse de collège : le montant annuel est de 120 euros pour l'échelon 1, 330 euros pour l'échelon 2 et 516 euros pour l'échelon 3.
- Bourse de lycée : le montant annuel varie de 495 euros pour l'échelon 1 à 1 053 euros pour l'échelon 6.
- Bourse au mérite : le montant annuel varie de 402 euros pour l'échelon 1 à 1 002 euros pour l'échelon 6.
- Prime à l'internat : le montant annuel varie de 327 euros pour l'échelon 1 à 465 euros pour l'échelon 3 en collège et 672 euros pour l'échelon 6 en lycée.
- Prime de reprise d'études : le montant annuel est de 600 euros.
- Prime d'équipement : le montant annuel est de 341,71 euros.

Bourses du second degré – Voir « Glossaire ».

Source

DGESCO, enquêtes sur les élèves boursiers ; DEPP, SI Scolarité ; CNAF, Allstat FR6 octobre 2025, www.caf.fr/allocataires/aides-et-demarches/droits-et-prestations/vie-personnelle/l-allocation-de-rentree-scolaire-ars ; MSA.

2 Les boursiers nationaux dans le second degré en 2025-2026

	Effectifs de boursiers en 2025			Part des élèves boursiers en 2025 (%) (1)			Part des élèves boursiers en 2024 (%) (1)		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Bourses de collège	**819 037**	**72 577**	**891 614**	**31,4**	**10,0**	**26,7**	**30,6**	**10,2**	**26,2**
Échelon 1 : 120 euros par an	364 532	39 868	404 400						
Échelon 2 : 330 euros par an	201 307	17 814	219 121						
Échelon 3 : 516 euros par an	253 198	14 895	268 093						
dont primes à l'internat au collège	*2 713*	*1 363*	*4 076*						
Bourses de lycée (y c. niveau collège en lycée)	**521 805**	**54 736**	**576 541**	**28,7**	**11,3**	**25,0**	**28,6**	**11,8**	**25,1**
Formations niveau collège en lycée (2)	**10 630**	**2 114**	**12 744**						
Formations en lycée	**511 175**	**52 622**	**563 797**	**28,5**	**11,2**	**24,9**	**28,4**	**11,7**	**24,9**
Formations professionnelles en lycée	**222 095**	**26 563**	**248 658**	**41,1**	**21,4**	**37,5**	**41,0**	**22,6**	**37,5**
Montant annuel moyen boursier (€) (3)	807,2	758,2	801,9						
dont primes d'équipement	*45 860*	*3 625*	*49 485*						
bourses au mérite	*15 783*	*3 333*	*19 116*						
primes à l'internat	*20 883*	*1 911*	*22 794*						
primes de reprise d'études	*22*	*7*	*29*						
Formations générales et technologiques en lycée	**289 080**	**26 059**	**315 139**	**23,0**	**7,5**	**19,7**	**23,1**	**7,8**	**19,8**
Enseignement général	**216 446**	**21 273**	**237 719**	**21,4**	**7,0**	**18,1**	**21,5**	**7,4**	**18,2**
Montant annuel moyen boursier (€) (3)	763,9	732,9	761,1						
dont primes d'équipement	*48*	*3*	*51*						
bourses au mérite	*127 846*	*15 827*	*143 673*						
primes à l'internat	*9 768*	*1 224*	*10 992*						
primes de reprise d'études	*7*	*1*	*8*						
Enseignement technologique	**72 634**	**4 786**	**77 420**	**30,0**	**10,5**	**26,9**	**29,9**	**10,7**	**26,9**
Montant annuel moyen boursier (€) (3)	773,5	724,1	770,4						
Dont primes d'équipement	*8 196*	*403*	*8 599*						
bourses au mérite	*21 404*	*2 191*	*23 595*						
primes à l'internat	*3 577*	*318*	*3 895*						
primes de reprise d'études	*3*	*1*	*4*						
Total bourses dans le second degré	**1 340 842**	**127 313**	**1 468 155**	**30,3**	**10,5**	**26,0**	**29,8**	**10,8**	**25,7**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + Saint-Pierre-et-Miquelon, public + privé.**

1. Pourcentage d'élèves boursiers sur l'ensemble des élèves selon la bourse à laquelle ils sont éligibles en raison de leur établissement de scolarisation et de la formation suivie.
2. Niveau collège en lycée : 3e prépa-métier, 6e à 3e en lycée et en EREA.
3. Montant annuel moyen boursier (en euros) : hors primes d'équipement, bourse au mérite, primes à l'internat et primes de reprise d'études.

Lecture : *en 2025 dans le second degré public, 1 340 842 élèves disposent d'une bourse nationale. Ils représentent 30,3 % des élèves du second degré public.*

3 Montant annuel des aides par nature (en milliers d'euros)

Nature des aides	2000	2024	2025	Évolution 2000/2025 (en %)	
				en euros courants	en euros constants
Bourses de collège	**115 070**	**243 463**	**259 174**	**125,2**	**51,3**
Bourses et primes de lycée	**379 328**	**572 167**	**594 786**	**56,8**	**5,3**
Bourses de lycée (1)	206 853	429 020	450 088		
Primes (lycée sauf internat) (2)	165 420	19 719	19 891		
Bourses au mérite - lycée (3)	7 055	123 427	124 807		
Primes à l'internat - collège		**1 611**	**1 570**		
Primes à l'internat - lycée		**18 843**	**19 101**		
Bourses d'enseignement d'adaptation (3)	**1 038**				
Fonds sociaux (4)	**67 900**	**41 850**	**27 542**	**-59,4**	**-72,8**
Total aides directes MEN	**563 336**	**877 933**	**902 172**	**60,1**	**7,6**
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	**1 233 762**	**2 174 851**	**2 207 791**	**78,9**	**20,2**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + Saint-Pierre-et-Miquelon, public + privé.**

1. À compter de l'année scolaire 2016-2017, à la suite à la rénovation du dispositif des bourses de lycée, les échelons de bourse intègrent les primes d'entrée et la prime à la qualification.
2. À compter de l'année scolaire 2016-2017, sont concernées la prime d'équipement et la prime de reprise d'études nouvellement créée.
3. À compter de l'année scolaire 2016-2017, le dispositif des bourses d'enseignement d'adaptation est supprimé.
4. Données issues du rapport annuel de performance relatif à l'enseignement scolaire de 2025. Ces montants n'incluent pas l'utilisation des reliquats par les EPLE, la mobilisation de ces reliquats permettant de verser des aides aux familles supérieures aux crédits délégués aux EPLE.

Lecture : *au titre de l'année scolaire 2025-2026, le montant annuel total des aides directes versées dans le second degré par le ministère de l'Éducation nationale s'élève à environ 902 172 milliers d'euros.*

4 Montant annuel de l'aide moyenne octroyée aux élèves boursiers (1) et aux bénéficiaires de l'ARS

	2000	2005	2010	2015	2020	2022	2023	2024	2025	Évolution 2000/2025 (en %)
Aide moyenne en collège (2)	**152,1 €**	**167,0 €**	**192,5 €**	**210,0 €**	**263,4 €**	**273,9 €**	**275,4 €**	**278,2 €**	**292,4 €**	**92,3**
Effectifs d'élèves boursiers de collège (3)	789,7	770,7	769,6	840,8	857,3	810,7	810,5	880,8	891,6	12,9
Effectifs des élèves de collège (3) (4)	3 346,3	3 266,5	3 179,3	3 293,7	3 393,5	3 390,1	3 404,3	3 386,8	3 359,3	0,4
Aide moyenne en lycée (2)	**664,0 €**	**733,0 €**	**837,0 €**	**834,1 €**	**934,2 €**	**986,7 €**	**993,5 €**	**1 027,9 €**	**1 064,8 €**	**60,4**
Effectifs d'élèves boursiers de lycée (3)	589,4	558,9	481,2	516,8	608,0	593,1	599,6	574,9	576,5	-2,2
Effectifs des élèves de lycée (3) (4)	2 204,2	2 260,1	2 173,9	2 256,3	2 292,3	2 284,8	2 251,2	2 248,9	2 260,4	2,5
Allocation de rentrée scolaire (ARS)										
6-10 ans			281 €	363 €	470 €	392 €	398 €	416 €	427 €	
11-14 ans	253 €	263 €	296 €	383 €	490 €	414 €	420 €	439 €	450 €	
15-18 ans			306 €	396 €	504 €	428 €	435 €	455 €	466 €	

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : France + Saint-Pierre-et-Miquelon, public + privé.**

1. Bourses + primes du ministère de l'Éducation nationale, hors fonds sociaux (enseignement public et privé).
2. En euros courants.
3. En milliers.
4. Les effectifs d'élèves correspondent aux élèves scolarisés respectivement dans les formations de niveau collège et les formations de niveau lycée.

Lecture : *au titre de l'année scolaire 2025-2026, le montant annuel de l'aide moyenne s'élève à 292,4 euros pour les élèves boursiers de collège et à 1 064,8 euros pour les élèves boursiers de lycée.*

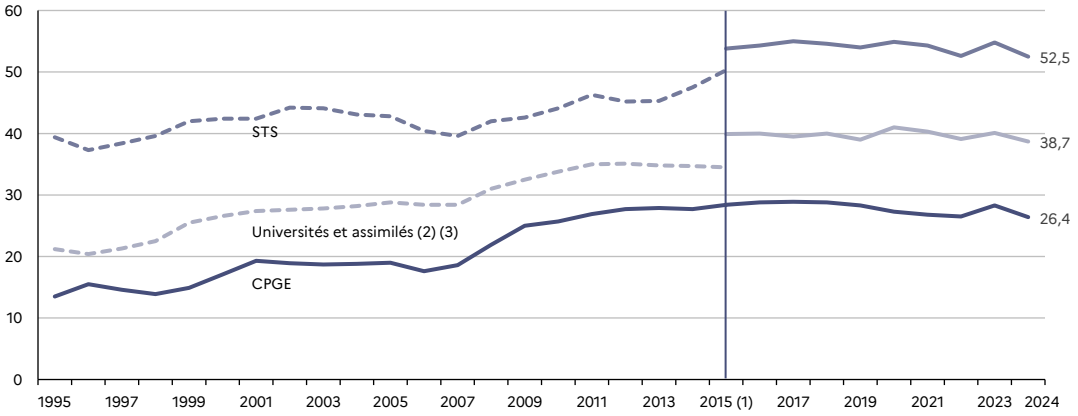
En 2024-2025, 691 200 étudiants reçoivent une aide financière **(2)**. Ils représentent 37 % des étudiants inscrits dans une formation ouvrant droit à une bourse.

Le nombre d'étudiants aidés a diminué de 3,4 % en 2024-2025 par rapport à l'année universitaire précédente. Cette baisse est liée à la diminution du nombre d'étudiants bénéficiant d'une **bourse sur critères sociaux** à la rentrée 2024 (- 2,6 %), en raison de la non-revalorisation du barème d'éligibilité dans un contexte d'inflation. Les boursiers représentent en effet 94 % des étudiants aidés, soit 661 700 bénéficiaires en 2024-2025. En outre, 35 200 étudiants ont reçu une aide spécifique ponctuelle durant l'année universitaire 2024-2025, et 4 500 étudiants ont bénéficié d'une allocation spécifique annuelle.

La part des boursiers sur critères sociaux varie selon les filières. Plus de la moitié des étudiants en **STS et assimilées** sous statut scolaire sont boursiers (53 %) **(1)**. Ils sont 26 % en **CPGE** et 39 % à l'université. La proportion de boursiers est particulièrement faible dans les écoles de commerce (10 %) **(3)**. La part de boursiers est plus élevée dans les formations publiques. Par exemple, en CPGE, cette part est de 28 % dans le public, contre 15 % dans le privé, soit deux fois moins.

Un tiers des étudiants boursiers perçoit une bourse à l'échelon 0 BIS, soit 1 450 euros annuels en 2024-2025 **(4)**. L'échelon 7, correspondant aux étudiants les plus précaires, concerne 8 % des boursiers en 2024-2025, pour un montant de 6 340 euros annuels.

1 Évolution de la proportion d'étudiants boursiers sur critères sociaux à l'université, en STS et en CPGE (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France (Mayotte depuis 2013-2014).**

1. La révision de 2015 a permis d'affiner le calcul du dénominateur en le circonscrivant au champ des formations donnant droit à bourse. Auparavant, la part de boursiers était calculée sur l'ensemble des étudiants, qu'ils soient ou non dans une formation ouvrant droit à bourse.
2. Avant révision, cela comprend les universités, universités de technologie, écoles normales supérieures, instituts nationaux polytechniques, instituts d'études politiques, établissements privés d'enseignement universitaire. Après révision, uniquement les universités.
3. En 2009, les étudiants inscrits dans les IUFM intégrés dans une université de rattachement ne sont pas comptabilisés. On dénombre 13 422 boursiers dans les IUFM rattachés aux universités en 2009-2010.

Lecture : *pour l'année universitaire 2024-2025, la part de boursiers à l'université est de 38,7 %.*

Précisions

Les **aides financières** comptabilisées correspondent aux principales aides destinées aux étudiants versées par le ministère chargé de l'enseignement supérieur : bourses sur critères sociaux, aides spécifiques et ponctuelles.

Aides au mérite, aides spécifiques, proportion d'étudiants aidés – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note flash du SIES* : 25.23.

Source

SIES, systèmes d'information Aglae (extractions annuelles au 15 mars n+1), SISE et Scolarité, enquêtes menées par le SIES sur les établissements d'enseignement supérieur. Extractions Saga sur les aides ponctuelles.

2 Évolution du nombre d'étudiants bénéficiant d'une aide financière

	2015	2020	2021	2022	2023	2024
Boursiers sur critères sociaux	681 078	749 562	720 043	665 212	679 044	661 686
dont aide au mérite	*36 239*	*45 353*	*46 527*	*46 269*	*46 378*	*44 152*
Part des étudiants concernés (%)	37,9	38,4	37,7	36,3	37,2	35,8
Aide spécifique ponctuelle (ancienne méthode)	40 560					
Aide spécifique ponctuelle (nouvelle méthode)		81 529	46 561	41 928	43 496	35 236
Aide spécifique : allocation annuelle	5 734	5 960	5 455	4 657	4 415	4 510
Ensemble des étudiants percevant au moins une aide (1) (ancienne méthode)	**711 261**	**800 191**	**757 429**			
Ensemble des étudiants percevant au moins une aide (1) (nouvelle méthode)		**804 895**	**758 997**	**700 990**	**715 808**	**691 237**
Part des étudiants concernés (ancienne méthode) (%)	39,5					
Part des étudiants concernés (nouvelle méthode) (%)		41,4	39,8	38,4	39,2	37,4

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Il est possible de cumuler plusieurs aides. Ainsi en 2024-2025, 9 297 étudiants ont perçu une bourse sur critères sociaux et l'aide specifique ponctuelle, 898 une allocation annuelle et l'aide ponctuelle. Les aides prises en compte sont les bourses sur critères sociaux, les bourses sur critères universitaires (supprimées en 2008), les bourses de mérite (remplacées progressivement à partir de 2008 par les aides au mérite), les allocations d'études (supprimées en 2008), les prêts d'honneur (supprimés en 2009), les aides du fonds national d'aide d'urgence devenues aides spécifiques.

Lecture : *pour l'année universitaire 2024-2025, 691 237 étudiants ont perçu au moins une aide financière du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, soit 37,4 % des étudiants concernés.*

3 Évolution de la proportion de boursiers sur critères sociaux selon la formation suivie (en %)

	2015	2020	2021	2022	2023	2024	Effectifs 2024	Part de boursiers échelons 5 à 7 en 2024 (%) (2)
Universités	**39,9**	**41,0**	**40,3**	**39,1**	**40,1**	**38,7**	**469 837**	**32,7**
dont : IUT	*44,6*	*45,2*	*45,1*	*45,0*	*47,1*	*44,8*	*48 319*	*29,7*
filières ingénieurs	*37,2*	*34,0*	*33,6*	*33,4*	*33,7*	*31,8*	*6 841*	*22,3*
CPGE	**28,4**	**27,3**	**26,8**	**26,5**	**28,3**	**26,4**	**22 208**	**24,6**
dont : public	*30,2*	*29,1*	*28,6*	*28,3*	*30,5*	*28,4*	*20 404*	*24,8*
privé	*19,1*	*17,9*	*17,0*	*15,9*	*15,6*	*14,6*	*1 804*	*21,3*
STS et assimilées	**53,8**	**54,9**	**54,3**	**52,6**	**54,8**	**52,5**	**95 694**	**41,5**
dont : public	*56,7*	*58,1*	*57,3*	*56,0*	*58,2*	*56,0*	*77 993*	*43,6*
privé	*45,2*	*45,5*	*45,2*	*42,0*	*43,9*	*41,1*	*17 701*	*32,4*
Formations d'ingénieurs hors université	**24,1**	**22,8**	**22,2**	**21,8**	**22,3**	**20,5**	**17 748**	**21,1**
Écoles de commerce	**14,6**	**12,4**	**11,5**	**11,2**	**11,2**	**10,3**	**14 184**	**29,8**
Grands établissements de type universitaire	**21,6**	**23,3**	**23,2**	**22,2**	**23,9**	**25,2**	**6 275**	**32,1**
Établissements d'enseignement universitaire privés	**26,3**	**27,4**	**27,5**	**27,4**	**29,4**	**28,3**	**10 890**	**23,3**
Autres écoles	**22,1**	**27,1**	**32,6**	**28,6**	**25,6**	**24,9**	**20 628**	**27,0**
Scolarité à l'étranger (1)							**4 222**	
Total boursiers	**37,9**	**38,4**	**37,7**	**36,3**	**37,2**	**35,8**	**661 686**	**32,8**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

1. Il s'agit d'étudiants qui perçoivent une bourse sur critères sociaux en étant inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur étranger.

2. Ce pourcentage correspond à la part des effectifs des boursiers les plus précaires (échelons 5-6-7) sur l'ensemble des boursiers sur critères sociaux.

Lecture : *pour l'année universitaire 2024-2025, 469 837 étudiants à l'université sont boursiers, soit 38,7 % des étudiants concernés. Parmi ces boursiers, 32,7 % appartiennent aux échelons 5 à 7, soit les boursiers les plus précaires.*

4 Répartition des boursiers sur critères sociaux par montant annuel des bourses en 2024-2025

Bourses sur critères sociaux	Montant annuel 2024 (en euros)	Effectifs de boursiers 2024	Part en 2024 (%)	Effectifs de boursiers 2023	Part en 2023 (%)	Effectifs de boursiers 2022	Part en 2022 (%)
Échelon 0 BIS	1 454	209 890	31,7	211 721	31,2	213 214	32,1
Échelon 1	2 163	92 826	14,0	96 238	14,2	91 459	13,8
Échelon 2	3 071	47 039	7,1	48 430	7,1	47 516	7,1
Échelon 3	3 828	46 905	7,1	48 521	7,1	47 621	7,2
Échelon 4	4 587	46 490	7,0	47 988	7,1	46 723	7,0
Échelon 5	5 212	86 525	13,1	90 412	13,3	86 008	12,9
Échelon 6	5 506	77 736	11,7	79 820	11,8	76 039	11,4
Échelon 7	6 335	54 275	8,2	55 914	8,2	56 632	8,5
Ensemble		**661 686**	**100,0**	**679 044**	**100,0**	**665 212**	**100,0**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

Lecture : *pour l'année universitaire 2024-2025, 209 890 boursiers appartiennent à l'échelon 0 BIS, soit 31,7 % des boursiers. Ils perçoivent une bourse annuelle de 1 454 euros.*

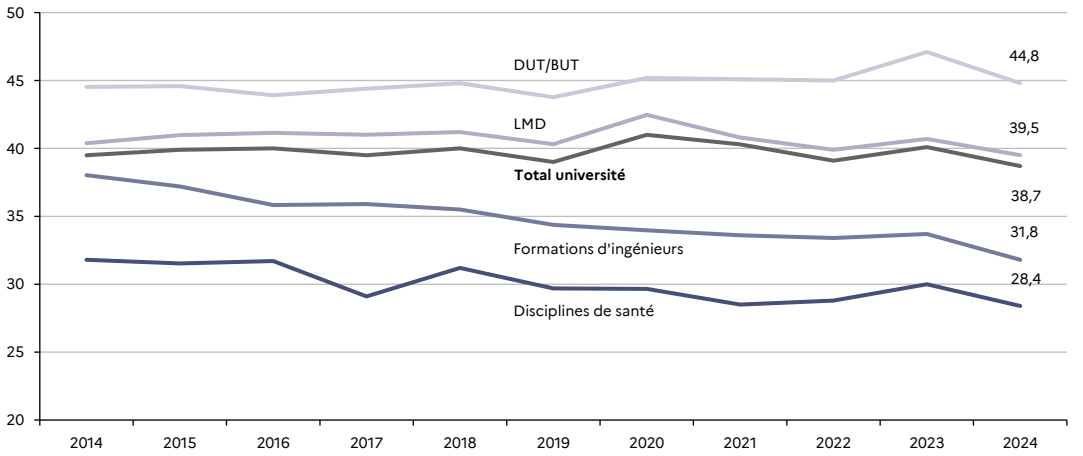
En 2024-2025, 469 800 boursiers sur critères sociaux étudient à l'université. Les trois quarts d'entre eux sont inscrits en **cursus licence** et un quart en cursus master, le **cursus doctorat** ne permettant pas l'attribution d'une **bourse sur critères sociaux (2)**. La part de boursiers sur critères sociaux à l'université est de 39 %, en baisse d'un point par rapport à l'année 2024-2025 **(1)**. Cette diminution s'explique par la non-revalorisation du barème d'éligibilité dans un contexte d'inflation.

Un étudiant sur huit inscrit à l'université est boursier sur critères sociaux aux échelons de bourse les plus élevés, les échelons 5 à 7. La proportion de boursiers varie selon le niveau d'études : 42 % en cursus licence, contre 32 % en cursus master **(3)**.

Des écarts importants existent selon les disciplines de licence. Les parts d'étudiants boursiers sont plus importantes dans les formations en « administration économique et sociale » (AES) et en « langues » (respectivement 51 % et 50 %). À l'inverse, les parts d'étudiants boursiers sont plus faibles en « sciences de la nature et de la vie », en « sciences fondamentales et applications » (37 % chacune) et dans les disciplines de santé (33 %).

En cursus master, deux formations accueillent 40 % d'étudiants boursiers : les masters « enseignement » (46 %) et, avec des effectifs plus réduits, ceux d'AES (48 %).

1 Évolution de la proportion d'étudiants boursiers sur critères sociaux à l'université (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**

Lecture : *la part de boursiers à l'université est de 38,7 % pour l'année universitaire 2024-2025. Au sein des formations d'ingénieurs à l'université, cette part est de 31,8 %.*

Précisions

Proportion d'étudiants aidés – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Note Flash du SIES* : 25.23.

Source

SIES, systèmes d'information Aglae (extractions annuelles au 15 mars n+1) et SISE.

2 Évolution de la proportion de boursiers sur critères sociaux à l'université selon la formation et la discipline (en %)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		
								Proportion de boursiers	*dont échelon 5 à 7*	Effectif de boursiers
Préparations au DUT/BUT	**44,4**	**44,8**	**43,8**	**45,2**	**44,7**	**45,0**	**47,1**	**44,8**	***13,3***	**48 319**
Licence professionnelle	**43,5**	**42,4**	**38,8**	**41,1**	**39,4**	**38,6**	**33,2**	**32,3**	***12,0***	**2 184**
Formations d'ingénieurs	**35,9**	**35,5**	**34,4**	**34,0**	**33,6**	**33,4**	**33,7**	**31,8**	***7,1***	**6 841**
Masters enseignement	**43,1**	**42,4**	**44,7**	**46,2**	**46,0**	**48,4**	**47,3**	**46,3**	***12,8***	**18 049**
Formations LMD disciplines générales (1)	**41,0**	**41,2**	**40,3**	**42,5**	**40,8**	**39,9**	**40,7**	**39,5**	***13,4***	**348 210**
Droit, sciences politiques	38,5	39,0	38,1	40,6	39,3	38,4	39,7	38,4	*12,7*	61 771
Sciences économiques, gestion (2)	36,6	37,4	37,0	38,8	37,2	36,8	36,6	35,9	*13,6*	30 737
Administration économique et sociale (AES)	52,3	52,2	51,5	54,9	52,4	50,5	51,6	51,3	*23,2*	12 673
Arts, lettres, sciences du langage	41,3	41,7	41,9	43,4	42,3	41,7	43,1	41,9	*14,1*	29 023
Langues	47,7	48,9	48,9	50,7	49,6	48,2	49,6	48,4	*19,1*	41 502
Sciences humaines et sociales	42,3	42,5	42,0	43,6	42,1	41,1	42,3	41,1	*13,1*	77 829
Plurilettres, langues, sciences humaines	41,9	43,6	41,3	41,8	38,6	39,1	40,7	39,0	*12,6*	3 218
Sciences fondamentales et applications	33,9	33,7	33,0	35,2	32,7	33,1	33,5	33,1	*12,1*	36 747
Sciences de la nature et de la vie	42,7	42,2	39,7	41,9	39,4	37,6	37,2	35,6	*11,0*	29 380
Plurisciences	39,6	38,1	33,2	40,7	37,8	35,9	37,0	38,0	*13,4*	4 336
Staps	45,0	44,9	42,6	44,5	43,8	42,0	43,5	40,2	*8,6*	20 994
Disciplines de santé	**29,1**	**31,2**	**29,7**	**29,7**	**28,5**	**28,8**	**30,0**	**28,4**	***8,0***	**33 201**
Plurisanté (dont Paces, PASS) (3)	36,3	38,3	38,3	38,7	37,5	38,6	41,1	37,8	*13,7*	9 532
Médecine, odontologie, pharmacie	23,9	26,0	24,0	25,1	25,6	25,9	26,9	25,8	*6,5*	23 669
Autres formations	**31,0**	**31,2**	**27,9**	**31,3**	**48,4**	**32,1**	**33,9**	**32,6**	***11,4***	**13 033**
Total	**39,5**	**40,0**	**39,0**	**41,0**	**40,3**	**39,1**	**40,1**	**38,7**	***12,7***	**469 837**
dont : formations de cursus licence	***43,4***	***43,7***	***42,8***	***44,9***	***43,1***	***42,2***	***43,2***	***41,7***	***14,3***	***346 255***
formations de cursus master	***31,4***	***32,0***	***30,8***	***32,2***	***31,4***	***32,3***	***33,3***	***32,3***	***9,2***	***123 582***

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Hors licences professionnelles et masters enseignement.
2. Y compris pluridroit, sciences économiques, AES.
3. Pour les formations ouvrant droit à une bourse, cette discipline correspond à 99 % à des étudiants en première année commune aux études de santé (Paces, PASS). Les étudiants en licence accès santé (L.AS) sont comptabilisés dans les formations LMD et sont rattachés à la discipline « majeure hors santé » qu'ils ont choisie.
Lecture : *durant l'année universitaire 2024-2025, 18 049 boursiers sont inscrits dans un master d'enseignement à l'université, soit 46,3 % des étudiants éligibles aux bourses dans cette formation. 12,8 % des étudiants éligibles aux bourses en master enseignement sont boursiers aux échelons supérieurs (échelons 5 à 7).*

3 Boursiers sur critères sociaux selon la formation, la discipline universitaire et le cursus en 2024-2025

	Cursus licence		Cursus master	
	Effectifs de boursiers	Proportion de boursiers (en %)	Effectifs de boursiers	Proportion de boursiers (en %)
Préparations au DUT/BUT	**48 319**	**44,8**		
Licences professionnelles	**2 184**	**32,3**		
Formations d'ingénieurs			**6 841**	**31,8**
Masters enseignement			**18 049**	**46,3**
Formations LMD disciplines générales (1)	**280 512**	**41,5**	**67 698**	**33,0**
Droit, sciences politiques	47 232	39,3	14 539	35,6
Sciences économiques, gestion (2)	21 826	38,5	8 911	30,8
Administration économique et sociale (AES)	12 354	51,4	319	47,9
Arts, lettres, sciences du langage	23 823	44,8	5 200	32,4
Langues	37 050	49,9	4 452	38,9
Sciences humaines et sociales	61 457	42,8	16 372	35,9
Plurilettres, langues, sciences humaines	1 585	43,2	1 633	35,6
Sciences fondamentales et applications	29 327	36,5	7 420	24,2
Sciences de la nature et de la vie	22 458	36,6	6 922	32,8
Plurisciences	4 123	38,5	213	30,3
Staps	19 277	40,4	1 717	37,7
Disciplines de santé	**10 715**	**33,1**	**22 486**	**26,6**
Plurisanté (dont PASS) (3)	9 532	37,8		
Diplôme d'État (paramédical) (4)	1 183	16,5		
Médecine, odontologie, pharmacie			22 486	26,6
Autres formations	**4 525**	**61,6**	**8 508**	**26,0**
Total	**346 255**	**41,7**	**123 582**	**32,3**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Hors licences professionnelles et masters enseignement.
2. Y compris pluridroit, sciences économiques, AES.
3. Pour les formations ouvrant droit à une bourse, cette discipline correspond à 99 % à des étudiants en première année commune aux études de santé (PASS). Les étudiants en licence accès santé (L.AS) sont comptabilisés dans les formations LMD et sont rattachés à la discipline « majeure hors santé » qu'ils ont choisie.
4. Dont les diplômes d'État et les capacités d'orthoptiste, de psychomotricien, d'audioprothésiste.
Lecture : *durant l'année universitaire 2024-2025, 39,3 % des étudiants inscrits en licence de droit et sciences politiques (hors formations non éligibles aux bourses) sont boursiers. C'est le cas pour 35,6 % des étudiants inscrits en master de droit et sciences politiques.*

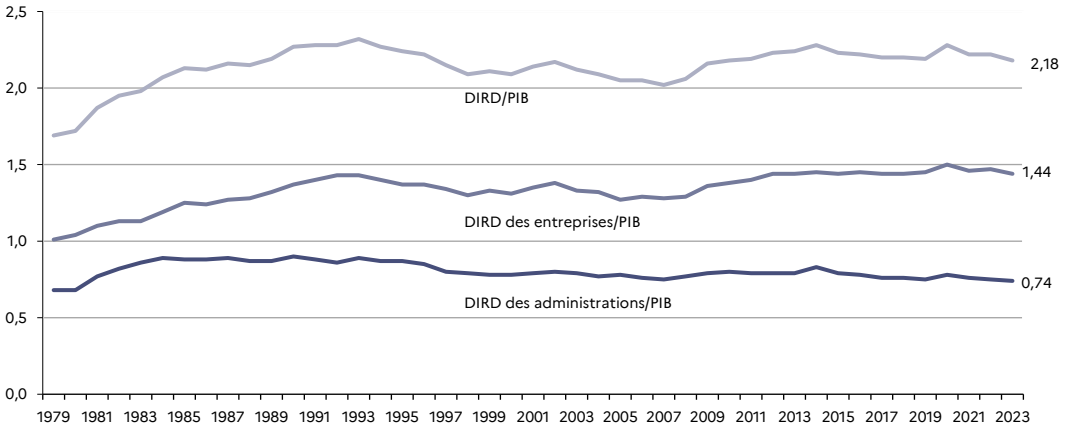
10.09 La recherche et le développement expérimental : vue d'ensemble

En 2023, la **dépense intérieure de recherche et développement expérimental** (DIRD) atteint 61,5 milliards d'euros (Md€) **(2)**. Corrigée de l'évolution des prix, la DIRD a diminué de 0,5 % entre 2022 et 2023 (- 0,5 % pour les entreprises et - 0,4 % pour les administrations). Les entreprises réalisent 66,1 % de la DIRD. Au cours des trente dernières années, les structures de l'exécution et du financement de la R&D se sont profondément modifiées avec un poids de plus en plus important des entreprises. Le rapport DIRD/PIB, intitulé « effort de recherche », mesure la part du produit intérieur brut (PIB) consacrée à la R&D. En 2023, le produit intérieur brut poursuit sa progression post-crise sanitaire (+ 1,4 % en volume) et l'effort de recherche s'élève à 2,18 %, dont 1,44 % pour les entreprises et 0,74 % pour les administrations **(1)**. Il était de 2,22 % en 2022.

En 2023, la **dépense nationale de recherche et développement** (DNRD) s'élève à 65,4 Md€, dont 38,9 Md€ pour les entreprises (DNRDE) et 26,5 Md€ pour les administrations (DNRDA). La contribution des entreprises au financement de la R&D s'est nettement accrue et a dépassé celle des administrations depuis 1995, tout comme le ratio DNRDE/PIB qui dépasse le ratio DNRDA/PIB depuis cette date **(3)**. L'indicateur DNRD/PIB s'élève à 2,31 % en 2023, dont 1,38 % pour les entreprises et 0,94 % pour les administrations. La part des entreprises dans la DNRD est de 59,4 %.

En 2023, la R&D mobilise en France 513 200 personnes en équivalent temps plein (ETP) **(4)**. Ces effectifs ont augmenté de 2,4 % par rapport à 2022. Les chercheurs occupent 69 % des emplois de R&D (67 % au sein des administrations et 71 % au sein des entreprises).

1 Évolution de la part de la DIRD dans le PIB (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2023, l'effort de recherche en France (rapport DIRD/PIB) s'élève à 2,18 %, dont 1,44 % pour les entreprises et 0,74 % pour les administrations.*

Précisions

Entreprises – Enquête réalisée auprès de 9 000 entreprises exécutant des travaux de R&D en interne sur le territoire français. Enquête exhaustive pour les entreprises dont au moins une unité légale du contour a des dépenses intérieures de R&D supérieures à 0,6 M€, et échantillonnée pour les autres.

Administrations – Enquêtes réalisées auprès des organismes de recherche, ainsi que des services ministériels qui financent et/ou exécutent des travaux de recherche, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des centres hospitaliers universitaires (CHU), des centres de lutte contre le cancer (CLCC) et des institutions sans but lucratif.

Équivalent temps plein (ETP) recherche – Les effectifs mesurés en ETP « recherche » correspondent à de l'emploi (en ETP) travaillé dans l'activité de R&D sur une année.

Produit intérieur brut (PIB) – voir « Glossaire »

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information du SIES* : 26.03; 25.12.
- *Notes Flash du SIES* : 26.06 ; 25.20.
- *L'état de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en France*, n° 18, SIES, juin 2025.

Source
SIES, enquêtes réalisées auprès des entreprises et des administrations ; Insee, PIB.

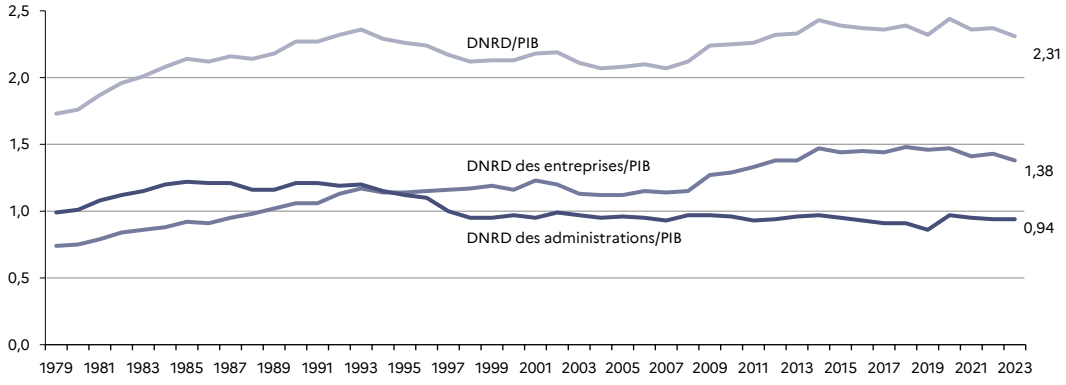
2 Financement de la DNRD et exécution de la DIRD en France (en millions d'euros courants)

	1978	1999	2010	2015 (1)	2016	2019	2020	2021	2022	2023	Évolution (%) (2)
DNRD	**5 897**	**29 885**	**44 841**	**52 607**	**53 004**	**56 617**	**56 484**	**58 937**	**63 023**	**65 411**	**-1,0**
DNRD par les administrations (3)	3 459	13 267	19 172	20 991	20 675	20 987	22 467	23 744	24 953	26 528	0,4
DNRD par les entreprises	2 438	16 618	25 668	31 616	32 329	35 630	34 017	35 193	38 070	38 882	-2,0
Part des entreprises dans la DNRD (%)	41,4	55,6	57,2	60,1	61,0	62,9	60,2	59,7	60,4	59,4	
DIRD	**5 743**	**29 529**	**43 469**	**48 959**	**49 651**	**53 453**	**52 722**	**55 499**	**58 934**	**61 482**	**-0,5**
DIRD par les administrations (3)(4)	2 313	10 873	16 014	17 295	17 325	18 216	18 097	19 021	19 969	20 852	-0,4
DIRD par les entreprises	3 430	18 655	27 455	31 665	32 326	35 237	34 625	36 478	38 965	40 630	-0,5
Part des entreprises dans la DIRD (%)	59,7	63,2	63,2	64,7	65,1	65,9	65,7	65,7	66,1	66,1	
Part de la DIRD dans le PIB (5) (%)	1,65	2,11	2,18	2,23	2,22	2,19	2,28	2,22	2,22	2,18	

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Changement méthodologique.
2. Évolution entre 2022 et 2023 (en volume, en %).
3. Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).
4. En 2020, les dépenses intérieures de R&D des institutions sans but lucratif intègrent une évolution méthodologique.
5. Changement méthodologique pour le calcul du PIB en mai 2014.
Lecture : *en 2023, la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) s'établit à 61,5 Md€. Corrigée de l'évolution des prix, la DIRD diminue de 0,5 % par rapport à 2022. La DIRD des entreprises est en baisse de 0,5 % en volume et s'établit à 40,60 Md€, celle du secteur des administrations diminue de 0,4 % en volume pour atteindre 20,9 Md€.*

3 Évolution du financement de la R&D par rapport au PIB (en %)



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
Lecture : *en 2023, le ratio DNRD/PIB s'élève à 2,31 % dont 1,38 % pour les entreprises et 0,94 % pour les administrations.*
Note : en raison des arrondis, la somme DNRDA/PIB + DNRDE/PIB peut être différente du total DNRD/PIB.

4 Évolution du personnel de recherche et développement expérimental (en ETP)

	1993	2010	2015	2016	2019	2020 (2)	2021	2022	2023	Poids en 2023 (%)	Évolution (%) (3)
Personnel total de R&D	**293 272**	**397 756**	**426 428**	**432 245**	**462 006**	**474 150**	**496 250**	**501 374**	**513 230**	**100**	**2,4**
dont chercheurs (1)	***142 772***	***243 533***	***279 470***	***285 488***	***313 514***	***321 398***	***333 799***	***342 900***	***356 378***	***69***	***3,9***
Personnel total de R&D en entreprise	164 384	235 588	251 915	255 805	283 658	286 320	302 380	303 204	311 701	100	2,8
dont chercheurs en entreprise (1)	*66 455*	*143 828*	*166 814*	*170 571*	*195 642*	*198 271*	*205 942*	*211 776*	*222 409*	*71*	*5,0*
Personnel total de R&D des administrations	128 888	162 168	174 514	176 440	178 348	187 830	193 870	198 170	201 529	100	1,8
dont chercheurs des administrations (1)	*76 317*	*99 705*	*112 656*	*114 916*	*117 872*	*123 128*	*127 857*	*131 124*	*133 969*	*67*	*2,1*

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : France.**
1. Chercheurs et doctorants rémunérés.
2. À partir de 2020, les effectifs des établissements non passés aux responsabilités et compétences élargies (RCE) ont été ajoutés, et des changements méthodologiques ont été apportés dans le calcul des effectifs par l'Institut Mines-Télécom et sur la partie échantillonnée de l'enquête auprès des institutions sans but lucratif.
3. Évolution entre 2022 et 2023. Du fait d'améliorations méthodologiques, le millésime 2023 marque une rupture de série : la correction de la non réponse des ISBL a été revue et le champ des établissements d'enseignement supérieur et autres établissements publics a été élargi. Les évolutions des effectifs entre 2022 et 2023 intègrent ces améliorations.
Lecture : *en 2023, 513 230 personnes en ETP participent à une activité de R&D en France, soit une hausse de 2,4 % par rapport à 2022. Parmi ces effectifs, 69 % sont des chercheurs.*

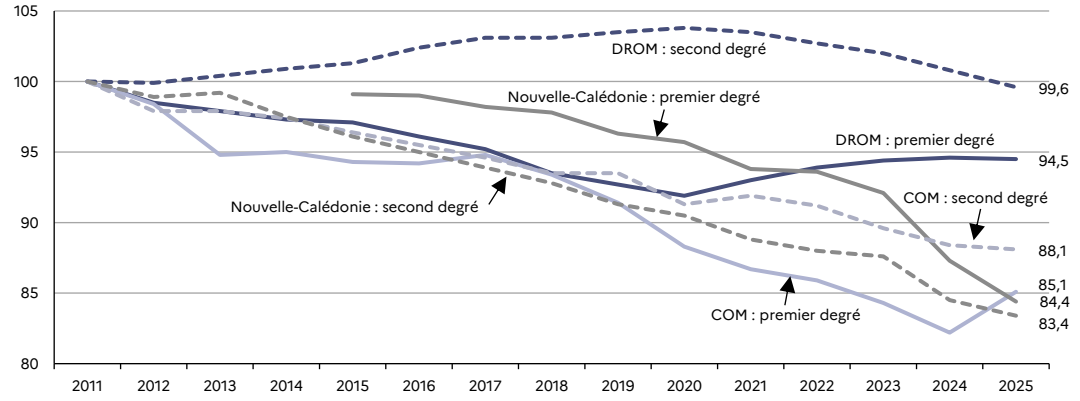
11. LA FRANCE D'OUTRE-MER

Entre 2011 et 2025, les populations scolaires en outre-mer ont baissé dans l'ensemble des territoires (1). À la rentrée 2025, 670 600 élèves du premier et du second degré sont scolarisés dans le secteur public et le secteur privé sous contrat (2) (3). Par rapport à la rentrée 2024, les effectifs diminuent de 0,1 % dans le premier degré et de 1,2 % dans le second degré. Les DROM concentrent 82,3 % des élèves scolarisés en outre-mer, les COM en accueillent 9,3 % et la Nouvelle-Calédonie 8,4 %.

Dans le premier degré, les effectifs sont en baisse par rapport à la rentrée précédente dans tous les territoires, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon (+ 20,1 %), de Mayotte (+ 2,3 %) et de la Guyane (+ 1,5 %). La part du secteur public dans les DROM (92,9 %) est plus forte qu'en France hexagonale (86,0 %). À l'inverse, cette part est plus faible en Nouvelle-Calédonie (79,1%) et dans les COM (82,0 %), notamment à Saint-Pierre-et-Miquelon (46,7 %) et en Polynésie Française (81,6 %).

Dans le second degré, la baisse d'effectifs est également générale, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon (+ 3,1 %) et de Wallis-et-Futuna (+ 1,3 %), territoires comprenant de loin le moins d'élèves. Les diminutions les plus importantes concernent la Martinique et la Guadeloupe (- 2,6 % et - 2,5 %). La part du secteur public dans les DROM (92,2 %) est plus forte que dans l'Hexagone (78,2 %). Au contraire, cette part est plus faible en Nouvelle-Calédonie (72,9 %) et dans les COM (74,4 %), exception faite de Wallis-et-Futuna où tous les élèves du second degré sont scolarisés dans le public.

1 Évolution des effectifs en outre-mer par degré d'enseignement (base 100 en 2011)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, COM et Nouvelle-Calédonie. Public + privé sous contrat.**
Lecture : *le nombre d'élèves suivant une formation du second degré dans les DROM a diminué de 0,4 % entre les rentrées 2011 et 2025.*
Note : les données du premier degré pour la Nouvelle-Calédonie ne permettent pas de distinguer le privé hors contrat du privé sous contrat entre 2012 et 2014, elles ne sont donc pas affichées dans ce graphique.

Précisions

Départements et régions d'outre-mer (DROM) – Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion et Mayotte depuis le 31 mars 2011, date à laquelle cette collectivité d'outre-mer est devenue département. Les îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin sont rattachées à l'académie de Guadeloupe.

Collectivités d'outre-mer (COM) – Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon. La Nouvelle-Calédonie possède un statut spécifique provisoire de « collectivité d'outre-mer à statut particulier ». Mayotte était incluse dans les COM jusqu'au 31 mars 2011 avant de devenir un DROM.

Population scolaire du premier degré, population scolaire du second degré – Voir « Glossaire ».

Les établissements du premier degré de Wallis-et-Futuna, qui étaient tous du secteur privé en 2024, sont devenus publics à la rentrée 2025.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 24.41 ; 23.50.

Source
DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat), système d'information Scolarité.

2 Effectifs du premier degré public et privé sous contrat en outre-mer à la rentrée 2025

	Pré-élémentaire	Élémentaire	UEEA	ULIS	Total public	Pré-élémentaire	Élémentaire	UEEA	ULIS	Total privé sous contrat
DROM	**101 467**	**171 605**	**80**	**2 795**	**275 947**	**7 463**	**13 611**		**65**	**21 139**
Guadeloupe (1)	13 494	20 830	28	439	**34 791**	1 636	3 111		16	**4 763**
Guyane	17 261	29 449	7	495	**47 212**	1 245	2 002		8	**3 255**
Martinique	10 206	16 144	8	276	**26 634**	1 008	2 252			**3 260**
Mayotte	22 927	42 208	7	92	**65 234**					**0**
La Réunion	37 579	62 974	30	1 493	**102 076**	3 574	6 246		41	**9 861**
COM	**10 126**	**16 290**		**127**	**26 543**	**2 324**	**3 495**		**19**	**5 838**
Saint-Pierre-et-Miquelon	59	142			**201**	101	128			**229**
Polynésie française	9 602	15 193		114	**24 909**	2 223	3 367		19	**5 609**
Wallis-et-Futuna (2)	465	955		13	**1 433**					
Nouvelle-Calédonie	**8 384**	**14 728**		**253**	**23 365**	**2 267**	**3 905**		**0**	**6 172**
Total outre-mer	**119 977**	**202 623**	**80**	**3 175**	**325 855**	**11 899**	**21 150**		**86**	**33 135**

(suite)	Total premier degré	Évolution 2024 /2025 (%)	Part du public (%)
DROM	**297 086**	**-0,2**	**92,9**
Guadeloupe (1)	**39 554**	-1,5	88,0
Guyane	**50 467**	1,5	93,6
Martinique	**29 894**	-2,7	89,1
Mayotte	**65 234**	2,3	100,0
La Réunion	**111 937**	-1,1	91,2
COM	**32 381**	**3,6**	**82,0**
Saint-Pierre-et-Miquelon	**430**	20,1	46,7
Polynésie française	**30 518**	-1,2	81,6
Wallis-et-Futuna (2)	**1 433**	0,0	100,0
Nouvelle-Calédonie	**29 537**	**-3,3**	**79,1**
Total outre-mer	**358 990**	**-0,1**	**90,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, COM et Nouvelle-Calédonie. Public + privé sous contrat.**
1. Y compris 4 014 élèves scolarisés dans un établissement de Saint-Martin ou de Saint-Barthélemy.
2. Les établissements de Wallis-et-Futuna, qui étaient tous du secteur privé en 2024, sont devenus publics à la rentrée 2025.
Lecture : *à la rentrée 2025, 39 554 élèves sont scolarisés dans le premier degré en Guadeloupe, soit - 1,5 % par rapport à la rentrée précédente. 88,0 % d'entre eux étudient dans un établissement public.*

3 Effectifs du second degré public et privé sous contrat en outre-mer à la rentrée 2025

	Formations en collège	Formations générales et technologiques en lycée	Formations professionnelles en lycée	Total public	Formations en collège	Formations générales et technologiques en lycée	Formations professionnelles en lycée	Total privé sous contrat
DROM	**136 561**	**57 897**	**40 325**	**234 783**	**13 483**	**4 798**	**1 613**	**19 894**
Guadeloupe (1)	19 067	9 738	5 569	**34 374**	2 716	750	515	**3 981**
Guyane	21 572	6 453	7 712	**35 737**	1 918	659	302	**2 879**
Martinique	13 449	6 568	4 871	**24 888**	2 871	1 211	169	**4 251**
Mayotte	30 071	12 804	6 884	**49 759**	114		104	**218**
La Réunion	52 402	22 334	15 289	**90 025**	5 864	2 178	523	**8 565**
COM	**13 251**	**4 390**	**4 547**	**22 188**	**4 389**	**2 057**	**1 199**	**7 645**
Saint-Pierre-et-Miquelon	134	116	102	**352**	147			**147**
Polynésie française	12 322	4 007	4 171	**20 500**	4 242	2 057	1 199	**7 498**
Wallis-et-Futuna	795	267	274	**1 336**				
Nouvelle-Calédonie	**12 668**	**4 151**	**2 922**	**19 741**	**3 430**	**1 526**	**2 378**	**7 334**
Total outre-mer	**162 480**	**66 438**	**47 794**	**276 712**	**21 302**	**8 381**	**5 190**	**34 873**

(suite)	Total second degré	Évolution 2024/2025 (%)	Part du public (%)
DROM	**254 677**	**-1,2**	**92,2**
Guadeloupe (1)	**38 355**	-2,5	89,6
Guyane	**38 616**	-1,2	92,5
Martinique	**29 139**	-2,6	85,4
Mayotte	**49 977**	-0,6	99,6
La Réunion	**98 590**	-0,7	91,3
COM	**29 833**	**-0,4**	**74,4**
Saint-Pierre-et-Miquelon	**499**	3,1	70,5
Polynésie française	**27 998**	-0,5	73,2
Wallis-et-Futuna	**1 336**	1,3	100,0
Nouvelle-Calédonie	**27 075**	**-1,2**	**72,9**
Total outre-mer	**311 585**	**-1,2**	**88,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, COM et Nouvelle-Calédonie. Public + privé sous contrat.**
1. Y compris 3 722 élèves scolarisés dans un établissement de Saint-Martin ou de Saint-Barthélemy.
Lecture : *à la rentrée 2025, 38 355 élèves étudient dans une formation du second degré en Guadeloupe, soit - 2,5 % par rapport à la rentrée précédente. 89,6 % d'entre eux étudient dans un établissement public.*

Depuis les années 2015, les effectifs d'élèves du premier degré dans les départements et régions d'outre-mer (DROM) sont en recul (1). En 2025, cette population s'établit à 297 100 élèves, soit 4,8 % de la population scolaire française (2). Entre les rentrées 2015 et 2025, les effectifs sont en très forte baisse dans les académies de Martinique et de Guadeloupe (respectivement - 22,9 % et - 22,6 %), au contraire de la Guyane et de Mayotte dont les effectifs sont en nette hausse (+ 13,9 % et + 24,4 %). Les effectifs de l'académie de La Réunion baissent, mais de façon moins marquée (- 5,8 %). Par comparaison, au cours de la période 2015-2025, la baisse est de 9,5 % dans l'Hexagone, en raison de la baisse des naissances.

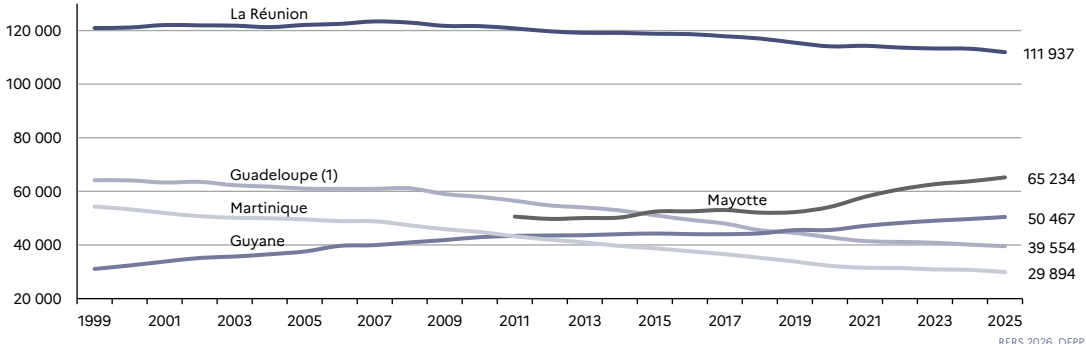
La part de l'enseignement privé sous contrat dans les DROM (7,1 %) est inférieure à celle observée dans l'Hexagone (13,6 %). Dans les DROM comme sur le reste du territoire, les dispositifs collectifs accueillant des élèves en situation de handicap sont moins développés dans le secteur privé sous contrat : 2,3 % des élèves en **ULIS** sont scolarisés dans une école privée sous contrat, contre 6,6 % dans l'Hexagone.

Le taux de scolarisation à 2 ans dans les DROM est de 9,2 %. S'il est supérieur à 25,0 % en Guadeloupe et en Martinique (respectivement 28,4 % et 30,6 %), il est de 8,7 % à La Réunion et il est inférieur à 1,5 % en Guyane et à Mayotte (respectivement 0,9 % et 1,3 %).

Dans les écoles publiques des DROM, les retards à l'entrée dans un niveau sont moins fréquents qu'en France hexagonale (3). L'écart est le plus marqué à l'entrée en CE2, où le **taux de retard** dans les DROM est inférieur de 0,6 point à celui observé hors DROM, et le plus ténu à l'entrée en CE1 où il est inférieur de 0,2 point. Il existe des disparités entre DROM : les taux de retard sont plus élevés dans l'académie de La Réunion aux entrées en CP, CE1 et CE2 et en Guyane à l'entrée en CM1 et CM2.

Les **taux de redoublement** sont également plus faibles dans les DROM que dans l'Hexagone, l'écart le plus important s'observant en CE2 avec - 0,5 point (4). Tout comme pour les taux de retard à un niveau, il existe des disparités de taux de redoublement entre DROM : les taux de redoublement sont les plus faibles quel que soit le niveau à Mayotte, les plus élevés à La Réunion en CP et CE1 et en Guyane en CM2.

1 Évolution des effectifs d'élèves du premier degré dans les DROM



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : public + privé (sous contrat et hors contrat) avant 2009 ; public + privé sous contrat à partir de 2009.**
1. Y compris 4 014 élèves scolarisés dans un établissement de Saint-Martin ou de Saint-Barthélemy.
Lecture : *à la rentrée 2025, 111 937 élèves sont scolarisés dans une école du secteur public ou privé sous contrat de l'académie de La Réunion.*

Précisions

Pour la part de la population scolaire des DROM sur la population française, l'évolution des effectifs hors DROM et la part de l'enseignement privé au niveau national, voir la fiche 3.02.

Pour les retards à l'entrée au niveau national, voir la fiche 3.03.

La source Diapre est un dispositif de remontées de données du premier degré. Elle comporte des données individuelles qui permettent une analyse plus fine et de meilleure qualité que les données par école utilisées auparavant.

À la rentrée 2025, 100,0 % des écoles publiques et 99,8 % des écoles privées sous contrat renseignent Diapre. Cette source couvre 98,6 % des classes et 100,0 % des élèves des secteurs public et privé sous contrat.

Saint-Barthélemy et Saint-Martin sont rattachées à l'académie de Guadeloupe.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information :* 25.58 ; 24.41.

Source
DEPP, enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire (Constat) et Diapre.

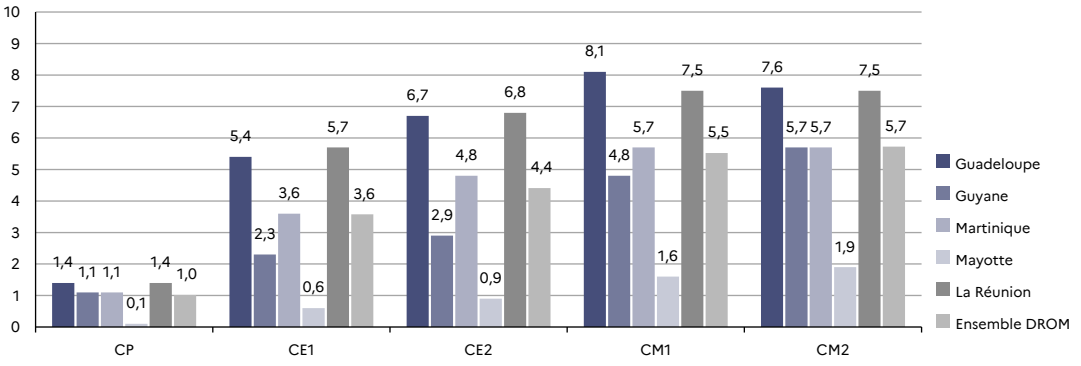
2 Effectifs d'élèves du premier degré dans les DROM : évolution, part du privé sous contrat et taux de scolarisation à 2 ans

	Guadeloupe (1)	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	Total
Effectifs en 2025 (public + privé sous contrat)	**39 554**	**50 467**	**29 894**	**65 234**	**111 937**	**297 086**
Préélémentaire	15 130	18 506	11 214	22 927	41 153	108 930
Élémentaire	23 941	31 451	18 396	42 208	69 220	185 216
ULIS	455	503	276	92	1 534	2 860
UEEA	28	7	8	7	30	80
Évolution des effectifs (%) entre 2020 et 2025 (public + privé sous contrat)	**-7,7**	**10,6**	**-7,3**	**20,3**	**-1,9**	**2,8**
Préélémentaire	-0,1	12,7	-2,6	22,0	-1,7	5,0
Élémentaire	-12,3	8,1	-10,2	20,0	-2,4	1,2
ULIS	11,5	341,2	9,1	-60,7	15,7	22,5
UEEA	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Part du privé sous contrat (%) en 2025	**12,0**	**6,4**	**10,9**	**0,0**	**8,8**	**7,1**
Préélémentaire	10,8	6,7	9,0	0,0	8,7	6,9
Élémentaire	13,0	6,4	12,2	0,0	9,0	7,3
ULIS	3,5	1,6	0,0	0,0	2,7	2,3
UEEA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Évolution de la part du privé sous contrat (en points) entre 2020 et 2025	**-3,0**	**0,2**	**-1,5**	**-5,1**	**-0,2**	**-2,0**
Préélémentaire	-4,6	1,6	-2,5	-6,3	-0,4	-2,3
Élémentaire	-2,0	-0,4	-0,8	-4,5	-0,1	-1,9
Taux de scolarisation à deux ans (%) en 2025	**28,4**	**0,9**	**30,6**	**1,3**	**8,7**	**9,2**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : public + privé sous contrat.**
1. Y compris 4 014 élèves scolarisés dans un établissement de Saint-Martin ou de Saint-Barthélemy.
Lecture : *à la rentrée 2025, 15 130 élèves sont scolarisés en préélémentaire en Guadeloupe, dont 10,8 % dans le secteur privé sous contrat. Le taux de scolarisation à 2 ans dans cette académie s'élève à 28,4 %.*
Note : c'est à partir de 2024 que les élèves inscrits dans les unités d'enseignement élémentaire autisme (UEEA) peuvent être comptabilisés isolément des élèves inscrits en élémentaire. Aucune évolution ne peut donc être calculée entre 2020 et 2025.

3 Taux de retard à l'entrée à un niveau par DROM à la rentrée 2025 (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : public (indicateur non disponible pour le secteur privé).**
Lecture : *à la rentrée 2025, 1,4 % des élèves entrant en CP dans le secteur public en Guadeloupe sont en retard.*

4 Taux de redoublement par niveau à la rentrée 2025 (en %)

	CP	CE1	CE2	CM1	CM2
Guadeloupe	4,0	2,0	1,9	0,8	0,9
Guyane	1,5	1,3	0,9	0,6	1,4
Martinique	2,8	1,5	1,8	0,7	0,5
Mayotte	0,3	0,4	0,5	0,1	0,1
La Réunion	4,6	2,6	1,8	0,7	0,7
DROM	**2,8**	**1,6**	**1,3**	**0,6**	**0,7**
France hors DROM	**3,0**	**2,0**	**1,8**	**0,6**	**0,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : public (indicateur non disponible pour le secteur privé).**
Lecture : *à la rentrée 2025, 4,0 % des élèves en CP dans le secteur public en Guadeloupe sont des redoublants.*

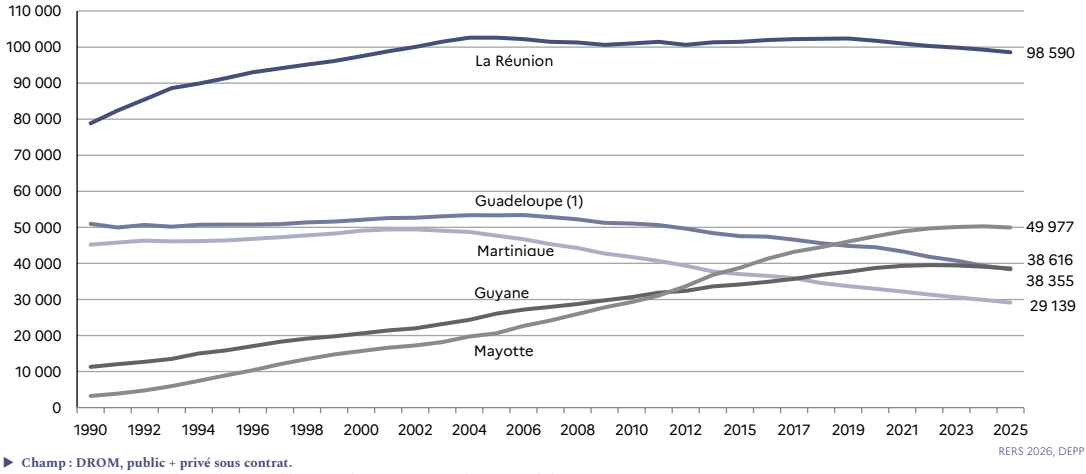
À la rentrée 2025, les départements et régions d'outre-mer (DROM) scolarisent 254 700 élèves dans le second degré au sein des établissements publics ou privés sous contrat, soit des effectifs en baisse de 1,2 % par rapport à la rentrée précédente (- 3 200 élèves) **(1)**. Toutes les académies enregistrent une diminution des effectifs. Cette baisse varie de 0,6 % à Mayotte jusqu'à 2,6 % en Martinique. Dans les DROM, 7,8 % des élèves du second degré sont scolarisés dans un établissement privé sous contrat, contre 21,2 % sur l'ensemble du territoire français **(2) (3) (4)**.

Les **formations en collège** scolarisent 150 000 élèves, un effectif en baisse de 0,9 % par rapport à la rentrée précédente. Les sections d'enseignement général et professionnel adapté comprennent 6 600 élèves, soit 4,4 % de l'ensemble des élèves inscrits en collège (contre 2,5 % sur l'ensemble du territoire).

Les **formations générales et technologiques en lycée** accueillent 62 700 élèves, soit des effectifs en baisse de 2,4 % par rapport à 2024. La majorité de ces élèves sont des filles (57,8 %). En première et terminale, deux tiers des élèves suivent une formation générale, contre 72,5 % en France entière. Toujours pour ces niveaux, la part des lycéennes en voie générale (59,2 %) est supérieure à celle en voie technologique (55,1 %).

Les **formations professionnelles en lycée** scolarisent 41 900 élèves. Contrairement à l'Hexagone, ces effectifs sont en baisse par rapport à 2024 (- 400 élèves, soit - 0,9 %). Ils représentent 40,1 % des effectifs inscrits au lycée contre 29,3 % sur l'ensemble du territoire français. Par ailleurs, dans les DROM, les formations en CAP regroupent un quart des élèves de l'enseignement professionnel, contre un sur six sur l'ensemble du territoire.

1 Évolution des effectifs du second degré dans les DROM



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public + privé sous contrat.**
1. Y compris 3 722 élèves scolarisés dans un établissement de Saint-Martin ou de Saint-Barthélemy en 2025
Lecture : *à la rentrée 2025, 98 590 élèves sont scolarisés dans une formation du second degré à La Réunion.*

Précisions

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements publics et privés sous contrat relevant du ministère chargé de l'éducation nationale.
Saint-Barthélemy et Saint-Martin sont rattachées à l'académie de Guadeloupe.

Pour en savoir plus

- *Notes d'Information* : 25.59 ; 24.42.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Les effectifs des formations en collège dans les DROM à la rentrée 2025

	Public			Privé sous contrat			Public + privé		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Total	Évolution par rapport à 2024 (%)	Part des filles (%)
Classe de sixième à troisième (hors Segpa)	**64 327**	**62 676**	**127 003**	**6 946**	**6 372**	**13 318**	**140 321**	**-0,9**	**50,8**
Sixième	16 212	15 933	32 145	1 791	1 634	3 425	35 570	-0,1	50,6
Cinquième	15 890	15 598	31 488	1 698	1 634	3 332	34 820	-1,7	50,5
Quatrième	16 131	15 694	31 825	1 683	1 589	3 272	35 097	0,2	50,8
Troisième	16 094	15 451	31 545	1 774	1 515	3 289	34 834	-2,0	51,3
Segpa	**2 521**	**3 957**	**6 478**	**63**	**80**	**143**	**6 621**	**0,1**	**39,0**
Sixième Segpa	531	764	1 295	2	5	7	1 302	2,5	40,9
Cinquième Segpa	651	1 001	1 652	13	27	40	1 692	-4,6	39,2
Quatrième Segpa	680	1 107	1 787	27	21	48	1 835	0,3	38,5
Troisième Segpa	659	1 085	1 744	21	27	48	1 792	2,9	37,9
ULIS	**1 000**	**2 080**	**3 080**	**6**	**16**	**22**	**3 102**	**0,3**	**32,4**
Total	**67 848**	**68 713**	**136 561**	**7 015**	**6 468**	**13 483**	**150 044**	**-0,9**	**49,9**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public + privé sous contrat.**
Lecture : *à la rentrée 2025, 150 044 élèves sont scolarisés dans une formation en collège dans les DROM, soit une baisse de 0,9 % par rapport à la rentrée précédente. Parmi eux, 49,9 % sont des filles.*

3 Les effectifs des formations générales et technologiques en lycée dans les DROM à la rentrée 2025

	Public			Privé sous contrat			Public + privé		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Total	Évolution par rapport à 2024 (%)	Part des filles (%)
Classe préparatoire à la classe de seconde	**29**	**43**	**72**				**72**	**-14,3**	**40,3**
Seconde	**11 493**	**8 235**	**19 728**	**952**	**831**	**1 783**	**21 511**	**-2,4**	**57,9**
Première	**10 968**	**7 795**	**18 763**	**796**	**677**	**1 473**	**20 236**	**-3,8**	**58,1**
Générale	7 198	4 825	12 023	699	553	1 252	13 275	-3,5	59,5
STMG	1 837	1 609	3 446	58	88	146	3 592	-6,8	52,8
STL	274	138	412				412	-1,2	66,5
ST2S	1 144	207	1 351	39	27	66	1 417	0,1	83,5
STI2D	332	919	1 251		9	9	1 260	-3,5	26,3
Autres (1)	183	97	280				280	1,1	65,4
Terminale	**11 138**	**8 192**	**19 330**	**854**	**688**	**1 542**	**20 872**	**-1,0**	**57,5**
Générale	7 323	5 023	12 346	686	562	1 248	13 594	-1,5	58,9
STMG	1 919	1 748	3 667	102	107	209	3 876	-0,6	52,1
STL	269	145	414				414	2,7	65,0
ST2S	1 116	207	1 323	64	11	75	1 398	1,7	84,4
STI2D	344	973	1 317	2	8	10	1 327	0,0	26,1
Autres (1)	167	96	263				263	-4,0	63,5
ULIS		**4**	**4**				**4**		**0,0**
Total	**33 628**	**24 269**	**57 897**	**2 602**	**2 196**	**4 798**	**62 695**	**-2,4**	**57,8**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public + privé sous contrat.**
1. Séries des baccalauréats technologiques STD2A, TMD Hôtellerie et brevet technologique.
Lecture : *à la rentrée 2025, 62 695 élèves sont scolarisés dans une formation générale ou technologique en lycée dans les DROM, soit une baisse de 2,4 % par rapport à la rentrée précédente. Parmi eux, 57,8 % sont des filles.*

4 Les effectifs des formations professionnelles en lycée dans les DROM à la rentrée 2025

		Public			Privé sous contrat			Public + privé		
		Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Total	Évolution par rapport à 2024 (%)	Part des filles (%)
CAP en 2 ans (1)	**Total**	**3 593**	**6 734**	**10 327**	**201**	**246**	**447**	**10 774**	**-0,7**	**35,2**
	1re année	1 940	3 538	5 478	101	128	229	5 707	0,9	35,8
	2e année	1 649	3 167	4 816	100	118	218	5 034	-2,7	34,7
Bac pro/BMA (2)	**Total**	**12 587**	**16 086**	**28 673**	**552**	**591**	**1 143**	**29 816**	**-1,3**	**44,1**
	Seconde professionnelle	4 177	5 170	9 347	172	163	335	9 682	-2,2	44,9
	Première professionnelle	4 254	5 605	9 859	183	210	393	10 252	-1,3	43,3
	Terminale professionnelle	4 136	5 288	9 424	197	218	415	9 839	-0,4	44,0
Autres formations de niveaux 3 et 4		**289**	**300**	**589**	**4**	**3**	**7**	**596**	**3,7**	**49,2**
ULIS		**262**	**474**	**736**	**3**	**13**	**16**	**752**	**11,1**	**35,2**
Total		**16 731**	**23 594**	**40 325**	**760**	**853**	**1 613**	**41 938**	**-0,9**	**41,7**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public + privé sous contrat.**
1. Sont inclus dans le total 33 élèves préparant un CAP en un an.
2. Sont inclus dans le total 43 élèves préparant un BMA en deux ans.
Lecture : *à la rentrée 2025, 41 938 élèves sont scolarisés dans une formation professionnelle en lycée dans les DROM, soit une baisse de 0,9 % par rapport à la rentrée précédente. Parmi eux, 41,7 % sont des filles.*

11.04 Les flux et l'origine sociale des élèves du second degré dans les DROM

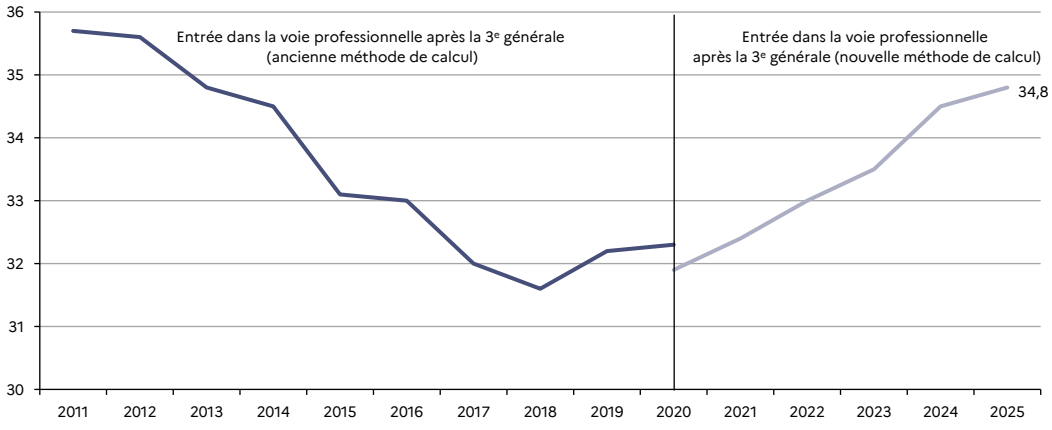
Parmi les élèves inscrits en troisième à la rentrée 2024 dans les départements et régions d'outre-mer (DROM), 34,8 % se sont orientés en **formations professionnelles** en lycée à la rentrée 2025 **(1)**. L'entrée dans la voie professionnelle est nettement plus élevée dans les DROM que dans l'Hexagone (11,6 points de plus).

Cette orientation peut s'expliquer en partie par l'**origine sociale** des élèves qui est très différente de celle de l'Hexagone **(2)**. D'une part, 41,4 % des élèves sont issus d'une famille dont le responsable est inactif (contre 9,7 % dans l'Hexagone). D'autre part, les professions libérales, cadres et professions intellectuelles supérieures ainsi que les professions intermédiaires, enseignants exceptés, sont nettement sous-représentées.

Comme dans l'Hexagone, les élèves dont le parent référent est enseignant, ou exerce une profession libérale ou d'encadrement, sont relativement plus nombreux à suivre des formations générales et technologiques que des formations professionnelles au lycée. Au contraire, les enfants d'ouvriers et d'inactifs sont proportionnellement plus nombreux à suivre des formations professionnelles.

Les établissements privés sous contrat accueillent davantage d'élèves appartenant aux catégories sociales favorisées et beaucoup moins d'enfants appartenant aux catégories sociales défavorisées que les établissements publics. Cet écart entre le privé sous contrat et le public est plus marqué dans les DROM que dans l'Hexagone **(3)**.

1 Évolution du flux d'entrée dans la voie professionnelle sous statut scolaire dans les établissements de l'éducation nationale à l'issue de la troisième générale (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public + privé sous contrat.**
Lecture : *34,8 % des élèves scolarisés en troisième générale en 2024 dans les DROM poursuivent leur scolarité dans la voie professionnelle sous statut scolaire à la rentrée 2025.*

Précisions

La méthode de calcul des flux a été modifiée à partir de 2020. Voir *Note d'Information* 23.51.

Population concernée – Élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère chargé de l'éducation nationale (y compris EREA).
Saint-Barthélemy et Saint-Martin sont rattachées à l'académie de Guadeloupe.

Source
DEPP, système d'information Scolarité.

2 Élèves du second degré dans les DROM selon l'origine sociale du parent référent à la rentrée 2025 (en %)

	Agriculteur	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	Prof. libérale, cadre (1)	Enseignant (2)	Profession intermédiaire (3)	Employé	Ouvrier	Retraité	Inactif	Total	Effectifs
Sixième à troisième	1,1	8,1	7,6	3,3	8,6	17,0	12,2	0,9	41,2	100,0	140 321
ULIS dans les formations en collège	0,8	3,9	1,9	0,7	5,2	12,2	12,4	1,3	61,5	100,0	3 102
Segpa	0,8	4,1	1,0	0,4	4,2	12,1	13,6	0,8	62,9	100,0	6 621
Total formations en collège	**1,1**	**7,9**	**7,2**	**3,1**	**8,3**	**16,7**	**12,3**	**0,9**	**42,6**	**100,0**	**150 044**
Classe préparatoire à la classe de seconde	0,0	1,5	0,0	4,6	4,6	4,6	9,2	3,1	72,4	100,0	72
Seconde générale et technologique	1,1	9,7	11,3	5,0	10,6	18,8	11,9	1,4	30,3	100,0	21 511
Première et terminale générales	1,3	10,7	14,7	6,9	11,1	18,6	10,4	1,9	24,5	100,0	26 869
Première et terminale technologiques	1,2	8,4	6,0	2,3	9,3	18,4	15,0	1,4	37,8	100,0	14 239
ULIS en formations GT en lycée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		4
Total formations générales et technologiques en lycée	**1,2**	**9,8**	**11,6**	**5,2**	**10,5**	**18,6**	**12,0**	**1,6**	**29,5**	**100,0**	**62 695**
CAP	0,7	3,9	1,3	0,4	3,9	11,4	11,9	0,9	65,6	100,0	10 774
Baccalauréat professionnel, BMA	1,1	6,4	2,7	0,9	6,3	16,4	14,5	1,2	50,7	100,0	29 816
ULIS en formations professionnelles en lycée	0,3	5,4	2,0	0,1	5,2	15,4	13,2	1,4	57,1	100,0	752
Autres formations de niveaux 3 et 4	1,3	4,8	1,1	4,3	0,7	14,5	14,6	0,9	57,8	100,0	596
Total formations professionnelles en lycée	**1,0**	**5,7**	**2,3**	**0,7**	**5,6**	**15,0**	**13,8**	**1,1**	**54,7**	**100,0**	**41 938**
Ensemble	**1,1**	**8,0**	**7,5**	**3,2**	**8,4**	**16,9**	**12,4**	**1,1**	**41,4**	**100,0**	**254 677**
France hors DROM	1,3	11,1	21,8	2,9	12,8	16,6	22,7	1,1	9,7	100,0	5 366 302

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public + privé sous contrat.**
1. Professeur non compris.
2. Enseignant : professeur, instituteur, professeur des écoles et professions assimilées.
3. Instituteur et professeur des écoles non compris.
Lecture : *à la rentrée 2025, 254 677 élèves sont scolarisés dans les DROM, dont 1,1 % sont enfants d'agriculteurs.*

3 Élèves du second degré dans les DROM selon l'origine sociale regroupée à la rentrée 2025 (en %) (1)

Formations	Public					Privé				
	Très favorisée	Favorisée	Moyenne	Défavorisée	Total	Très favorisée	Favorisée	Moyenne	Défavorisée	Total
Sixième à troisième	9,9	8,1	23,7	58,3	100,0	38,5	14,9	34,3	12,3	100,0
ULIS dans les formations en collège	3,0	5,2	16,9	74,9	100,0	22,7	4,5	18,2	54,5	100,0
Segpa	1,8	4,3	16,6	77,3	100,0	6,7	6,7	26,7	60,0	100,0
Total formations en collège	**9,4**	**7,8**	**23,2**	**59,6**	**100,0**	**38,3**	**14,9**	**34,2**	**12,6**	**100,0**
Classe préparatoire à la classe de seconde	4,6	4,6	6,1	84,7	100,0					
Seconde générale et technologique	16,2	10,6	27,4	45,8	100,0	46,1	13,8	30,0	10,1	100,0
Première et terminale générales	22,1	11,3	28,1	38,5	100,0	50,3	13,4	29,0	7,3	100,0
Première et terminale technologiques	9,6	9,2	26,4	54,9	100,0	28,9	17,9	34,9	18,3	100,0
Total formations générales et technologiques en lycée	**17,2**	**10,6**	**27,4**	**44,8**	**100,0**	**46,4**	**14,1**	**30,0**	**9,5**	**100,0**
CAP	2,0	3,9	15,7	78,3	100,0	6,9	6,1	19,8	67,2	100,0
Baccalauréat professionnel, BMA	4,2	6,1	23,0	66,7	100,0	13,7	12,8	33,4	40,1	100,0
ULIS en formations professionnelles en lycée	1,9	5,4	21,8	70,8	100,0	18,8	6,3	18,8	56,1	100,0
Autres formations de niveaux 3 et 4	5,4	0,7	20,6	73,3	100,0					
Total formations professionnelles en lycée	**3,6**	**5,5**	**21,1**	**69,9**	**100,0**	**12,0**	**11,0**	**29,8**	**47,2**	**100,0**
Ensemble	**10,3**	**8,1**	**23,9**	**57,7**	**100,0**	**38,3**	**14,4**	**32,9**	**14,5**	**100,0**
France hors DROM	22,3	12,6	27,4	37,7	100,0	44,2	14,7	25,1	16,0	100,0

RERS 2026, DEPP

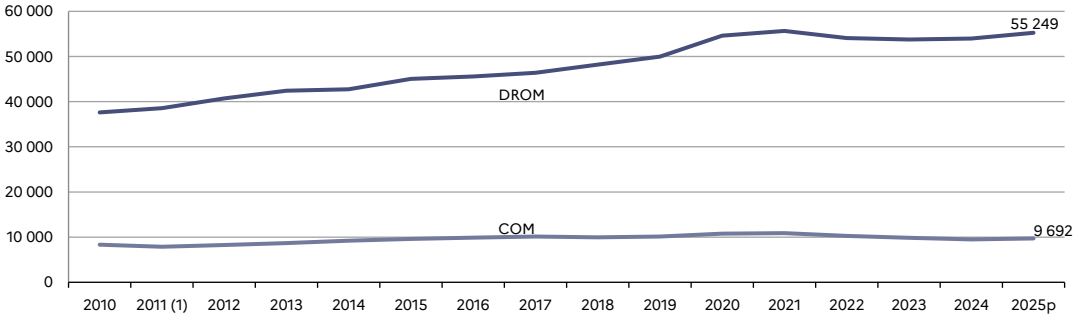
▶ **Champ : DROM, public + privé sous contrat.**
1. Pour les regroupements de catégories sociales, voir la définition « Origine sociale regroupée » dans le « Glossaire ».
Lecture : *à la rentrée 2025, 10,3 % des élèves scolarisés dans le secteur public des DROM ont une origine sociale très favorisée.*

À la rentrée 2025, 64 900 étudiants sont inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur en outre-mer, soit une augmentation de 2,3 % en un an. Ce total se décompose en 55 200 étudiants dans les départements et régions d'outre-mer (DROM), en hausse de 2,4 %, et 9 700 étudiants dans les collectivités d'outre-mer (COM) et en Nouvelle-Calédonie, en hausse de 2,2 % (1).

Dans les DROM, 62 % des étudiants sont inscrits à l'**université**, + 1,3 point par rapport à la rentrée 2024 (2). Parmi eux, 1 900 étudiants préparent un **BUT**, soit 3 % des étudiants dans les DROM ; ces inscriptions sont en forte augmentation par rapport à l'année dernière (+ 8,8 %). Dans les **sections de techniciens supérieurs et assimilées** (STS), les effectifs diminuent, aussi bien dans la voie scolaire (- 1,5 %) qu'en apprentissage où la baisse est plus marquée (- 4,5 %). Les effectifs en **classes préparatoire aux grandes écoles** (CPGE) sont stables (+ 0,4 %), après une forte augmentation l'année précédente. La part d'étudiantes dans les DROM diminue de façon régulière depuis 2010 pour s'établir à 60 % en 2025, soit 3,5 points de plus que celle observée en France.

Dans les COM et en Nouvelle-Calédonie, les effectifs d'étudiants en université augmentent de 2,4 %, portant à 57 % la part des étudiants de l'enseignement supérieur inscrits dans ce type d'établissement, soit 2 points de plus qu'en France (3). Les effectifs étudiants en STS sont constant par rapport à la rentrée 2024 (+ 0,8 %), tandis que les effectifs en CPGE poursuivent leur baisse pour la deuxième année consécutive (- 8 % en 2024 et - 8,4 % en 2025). La part des étudiantes y est particulièrement élevée : elle atteint 61,8 % de l'ensemble des étudiants, soit 5,7 points de plus qu'en France et 2,2 points de plus que dans les DROM.

1 Évolution des effectifs de l'enseignement supérieur dans les DROM et COM, hors inscriptions simultanées université-CPGE



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : DROM (Mayotte à partir de 2011) et COM.**

1. En 2011, Mayotte est devenu un DROM. Ce changement de statut représente un mouvement de 275 étudiants en STS et assimilées des COM vers les DROM.

Lecture : *à la rentrée 2025, 55 249 étudiants sont inscrits dans un établissement situé dans un département ou une région d'outre-mer alors qu'ils sont 9 692 dans une collectivité d'outre-mer ou en Nouvelle-Calédonie.*

Précisions

Localisation des établissements – L'unité géographique de référence est celle où est implantée la composante, quel que soit le type d'établissement, d'où la présence de formations universitaires privées en Polynésie française du fait de la présence d'une antenne de l'université catholique de l'Ouest.

Les inscriptions comptabilisées excluent les inscriptions simultanées en CPGE, rendues obligatoires par la loi en 2013.

CPGE, inscriptions simultanées à l'université et en CPGE – Voir « Glossaire ».

Voir fiches *RERS* 7.01 et 7.14.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information du SIES :* 25.15.

Source

SIES, système d'information SISE, enquêtes menées par le SIES sur les écoles d'ingénieurs, les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités, données sur les STS et CPGE collectées par la DEPP et le SIES, enquête SIFA, enquêtes sous la responsabilité des ministères chargés de l'agriculture, de la santé, des affaires sociales et de la culture.

2 Évolution des effectifs de l'enseignement supérieur dans les DROM, hors inscriptions simultanées université-CPGE

	2010	2013	2015	2020	2022	2023	2024	2025p
Universités (1)	**24 202**	**26 711**	**29 034**	**34 778**	**32 971**	**32 426**	**32 681**	**34 149**
Part des femmes (%)	63,4	62,5	61,6	62,1	62,8	62,5	62,5	62,6
dont BUT	*919*	*1 087*	*1 119*	*1 313*	*1 224*	*1 632*	*1 775*	*1 932*
part des femmes en BUT (%)	53,0	56,2	51,2	53,9	53,3	52,5	51,7	52,3
STS et assimilées (scolaires)	**7 195**	**8 564**	**8 997**	**10 921**	**10 420**	**10 375**	**10 534**	**10 378**
Part des femmes (%)	53,4	53,1	52,7	50,7	49,9	49,9	49,5	49
STS et assimilées (apprentis)	**804**	**1 329**	**1 346**	**2 402**	**3 583**	**3 813**	**3 588**	**3 428**
Part des femmes (%)	58,7	52,0	52,2	52,0	51,2	50,4	50,0	49,5
CPGE	**1 290**	**1 581**	**1 685**	**1 713**	**1 708**	**1 695**	**1 816**	**1 823**
Part des femmes (%)	54,3	51,4	48,6	48,4	44,6	46,1	44,3	41,6
Autres écoles (2)	**4 128**	**4 235**	**3 975**	**4 813**	**5 417**	**5 443**	**5 356**	**5 471**
Part des femmes (%)	76,7	75.4	76,6	78,1	76,2	76,1	72,8	72,9
dont formations paramédicales et sociales	*3 001*	*2 984*	*2 801*	*3 103*	*3 416*	*3 347*	*3 337*	*3 337*
part des femmes en formations paramédicales et sociales (%)	*83,4*	*82.6*	*83,7*	*86,1*	*84,6*	*83,4*	*79,3*	*79,3*
Ensemble	**37 619**	**42 420**	**45 037**	**54 627**	**54 099**	**53 752**	**53 975**	**55 249**
Part des femmes (%)	62,7	61.1	60,4	60,4	60,3	60,1	59,5	59,6

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : DROM (Mayotte à partir de 2011).**
1. La ligne « universités » comprend le CUFR de Mayotte, créé en 2012.
2. Autres écoles : écoles de commerce et de gestion, architecture, formations comptables, paramédicales, sociales, artistiques et culturelles, d'ingénieurs, formations post-BTS et DSAA (diplôme supérieur des arts appliqués). Pour les écoles paramédicales et sociales, données 2024-2025 reconduites en 2025-2026.
Lecture : *à la rentrée 2025, dans les départements ou régions d'outre-mer, 34 149 étudiants sont inscrits à l'université, périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE.*

3 Évolution des effectifs de l'enseignement supérieur dans les COM et en Nouvelle-Calédonie, hors inscriptions simultanées université-CPGE

	2010	2012	2014	2016	2018	2020	2022	2024	2025p
Universités (1)	**5 661**	**5 608**	**6 340**	**6 331**	**5 830**	**6 535**	**6 017**	**5 424**	**5 556**
Part des femmes (%) (1)	64,2	64,9	64,0	64,5	65,1	65,1	64,9	65,7	66,1
STS et assimilées (scolaires) (2) (3)	**1 920**	**1 835**	**2 081**	**2 537**	**3 000**	**3 029**	**3 066**	**2 942**	**2 967**
Part des femmes (%)	59,4	59,2	57,4	57,9	55,8	55,1	55,9	55,8	55,7
CPGE	**207**	**232**	**307**	**433**	**472**	**527**	**510**	**535**	**490**
Part des femmes (%)	41,1	37,5	44,0	49,0	45,8	48,6	50,6	51,0	50,2
Autres écoles (4)	**523**	**567**	**487**	**574**	**647**	**687**	**683**	**582**	**679**
Part des femmes (%)	72,3	69,1	74,3	73,7	64,6	63,6	61,8	62,9	61,9
Ensemble	**8 311**	**8 242**	**9215**	**9875**	**9949**	**10 778**	**10 276**	**9 483**	**9 692**
Part des femmes (%)	63,0	63,2	62,4	62,6	61,4	61,4	61,3	61,6	61,8

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : COM (hors Mayotte à partir de 2011).**
1. En 2015, reconduction des données 2014 pour l'université de Nouvelle-Calédonie.
2. Seules des formations de STS scolaires sont dispensées dans les COM et en Nouvelle-Calédonie.
3. En 2011, Mayotte est devenu un DROM. Ce changement de statut représente 275 étudiants de moins en STS et assimilées.
4. Autres écoles : formations comptables, écoles de commerce et de gestion et établissements universitaires privés.
Lecture : *à la rentrée 2025, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, 5 556 étudiants sont inscrits à l'université, périmètre universitaire strict et hors inscriptions simultanées en CPGE.*

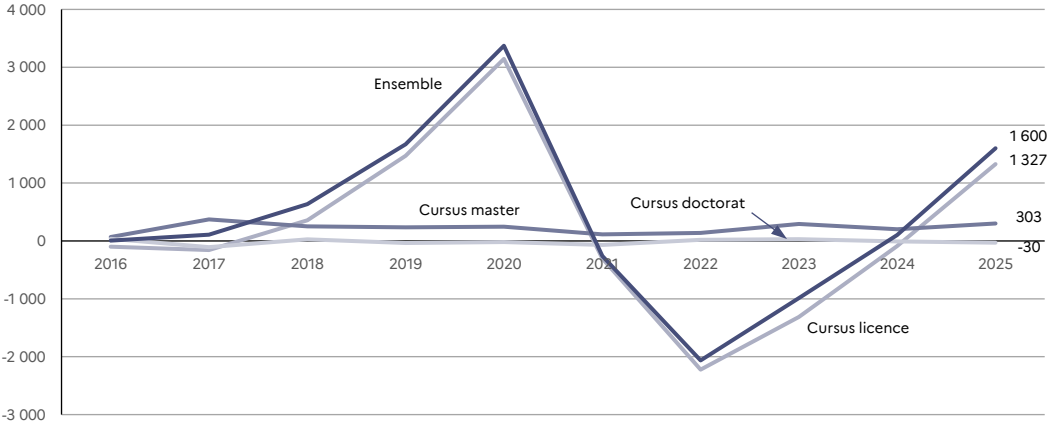
En 2025-2026, 39 700 étudiants sont inscrits dans l'une des six **universités** françaises d'outre-mer, soit une hausse de 4,2 % par rapport à l'année précédente et 1 600 étudiants de plus **(1)**. Moins d'un étudiant sur dix est inscrit dans un **institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé)**, part stable **(2)**. En 2025-2026, le nombre de nouveaux entrants est en légère baisse de 0,8 %.

Dans les universités d'outre-mer, 72,0 % des étudiants inscrits sont en cursus licence, contre 59,4 % dans l'Hexagone. Ainsi, le poids des cursus master et doctorat est faible : 26,6 % sont en cursus master, contre 37,3 % pour l'Hexagone et 1,3 % des étudiants sont en cursus doctorat, contre 3,3 % dans l'Hexagone.

Au sein des universités d'outre-mer, 25,6 % des étudiants sont inscrits en « droit, sciences politiques, sciences économiques ou AES », 23,9 % en « lettres, sciences humaines, langues » (hors préparation au professorat et à l'éducation), 23,8 % des étudiants sont en « sciences, Staps » et 13,7 % dans les disciplines de santé **(3)**. Enfin, 5,2 % préparent un **bachelor universitaire de technologie (BUT)**. Les disciplines de santé et les BUT sont moins représentés dans les universités d'outre-mer que dans l'Hexagone où ces filières représentent respectivement 15,0 % et 8,9 % des inscriptions.

La part des femmes dans les universités d'outre-mer est stable par rapport à l'année précédente (63,1 %) et supérieure à celle de l'Hexagone (60,2 %). Les femmes sont majoritaires dans l'ensemble des regroupements disciplinaires, à l'exception de celui des « sciences, Staps », en raison de leur forte sous-représentation en Staps.

1 Évolution des inscriptions dans les DROM, COM et en Nouvelle-Calédonie par cursus et par année universitaire



RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : DROM + COM + Nouvelle-Calédonie.**
Lecture : *par rapport à 2024-2025, 1 327 étudiants de plus sont inscrits en licence dans les DROM, COM et en Nouvelle-Calédonie en 2025-2026.*

Précisions

Population concernée – Étudiants inscrits dans les universités des DROM-COM et de Nouvelle-Calédonie. Les inscriptions comptabilisées excluent, pour tous les millésimes, les inscriptions simultanées à l'université et en CPGE.

Universités des DROM-COM et de Nouvelle-Calédonie – Il s'agit de l'université des Antilles, de l'université de Guyane, de l'université de La Réunion et de l'université de Mayotte pour les DROM, de l'université de Polynésie française dans les COM et de l'université de Nouvelle-Calédonie.

L'université de Mayotte est devenue une université de plein exercice au 1er janvier 2024 ; auparavant CUFR de Mayotte, créé en octobre 2011.

Nouvel entrant dans l'enseignement supérieur, inscriptions simultanées à l'université et en CPGE, population étudiante, cursus licence-master-doctorat (LMD) – Voir « Glossaire ».

Pour en savoir plus

- *Notes Flash du SIES* : 26.13 ; 26.12 ; 26.11.

Source
SIES, système d'information SISE.

2 Les étudiants par discipline et cursus LMD dans les universités d'outre-mer en 2025-2026

		Cursus licence	Cursus master	Cursus doctorat	Ensemble
Antilles	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	2 077	575	28	2 680
	Lettres, sciences humaines, langues	1 428	792	62	2 282
	Sciences, Staps	2 168	327	96	2 591
	Santé	752	2173	1	2 926
	BUT	636	0	0	636
	Total	**7 061**	**3 867**	**187**	**11 115**
Guyane	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	1 075	165	5	1 245
	Lettres, sciences humaines, langues	799	25	14	838
	Sciences, Staps	585	39	36	660
	Santé	165	83	0	248
	BUT	322	0	0	322
	Total	**2 946**	**312**	**55**	**3 313**
La Réunion	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	3 294	671	27	3 992
	Lettres, sciences humaines, langues	3 571	552	51	4 174
	Sciences, Staps	3 685	588	103	4 376
	Santé	727	1 541	6	2 274
	BUT	974	0	0	974
	Interdisciplinaire	281	0	0	281
	Total	**12 532**	**3 352**	**187**	**16 071**
Mayotte	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	442	0	0	442
	Lettres, sciences humaines, langues	402	0	0	402
	Sciences	311	0	0	311
	Interdisciplinaire	98	0	0	98
	Total	**1 253**	**0**	**0**	**1 253**
Total DROM (y compris Inspé)		**23 792**	**9 928**	**429**	**34 149**
Nouvelle-Calédonie	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	810	45	4	859
	Lettres, sciences humaines, langues	898	53	10	961
	Sciences	731	49	23	803
	Santé	0	0	1	1
	BUT	152	0	0	152
	Total	**2 591**	**147**	**38**	**2 776**
Polynésie française	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	776	143	23	942
	Lettres, sciences humaines, langues	777	34	23	834
	Sciences	661	14	23	698
	Total	**2 214**	**191**	**69**	**2 474**
Total COM + Nouvelle-Calédonie (y compris Inspé)		**4 805**	**644**	**107**	**5 556**
Ensemble (y compris Inspé)		28 597	10 572	536	39 705

RERS 2026, DEPP, SIES

3 Étudiants et nouveaux entrants dans les universités d'outre-mer

		2024-2025				2025-2026			
		Effectifs	*dont part des femmes (%)*	Entrants	*dont part des femmes*	Effectifs	*dont part des femmes (%)*	Entrants	*dont part des femmes*
Antilles	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	2 503	*65,4*	610	*65,4*	2 680	*65,2*	674	*68,4*
	Lettres, sciences humaines, langues	2 482	*73,0*	406	*76,1*	2 282	*72,5*	365	*75,9*
	Sciences, Staps	2 541	*50,0*	592	*44,8*	2 591	*50,8*	600	*48,5*
	Santé	2 573	*65,3*	594	*73,4*	2 926	*67,2*	691	*68,9*
	BUT	542	*54,4*	221	*53,8*	636	*53,1*	255	*49,4*
	Total	**10 641**	***62,9***	**2 423**	***63,1***	**11 115**	***63,2***	**2 585**	***63,1***
Guyane	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	1 189	*68,8*	382	*67,3*	1 245	*69,3*	360	*69,4*
	Lettres, sciences humaines, langues	747	*75,9*	233	*72,1*	838	*75,7*	226	*73,5*
	Sciences, Staps	523	*42,3*	165	*47,3*	660	*49,4*	201	*57,2*
	Santé	229	*74,7*	147	*72,8*	248	*77,0*	149	
	BUT	294	*52,0*	131	*50,4*	322	*54,0*	136	*54,4*
	Total	**2 982**	***64,7***	**1 058**	***63,9***	**3 313**	***66,0***	**1 072**	***67,4***
La Réunion	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	4 019	*64,2*	1 306	*61,6*	3 992	*63,8*	1 219	*61,5*
	Lettres, sciences humaines, langues	3 906	*71,6*	1 142	*70,0*	4 174	*73,3*	1 075	*70,2*
	Sciences, Staps	4 211	*40,9*	1 134	*37,0*	4 376	*40,9*	1 249	*36,2*
	Santé	1 980	*67,9*	565	*69,6*	2 274	*66,0*	589	*67,2*
	BUT	939	*50,1*	310	*48,7*	974	*51,1*	361	*49,9*
	Interdisciplinaire	342	*61,7*	287	*63,8*	281	*59,1*	20	*25,0*
	Total	**15 397**	***59,2***	**4 744**	***58,0***	**16 071**	***59,5***	**4 513**	***56,2***
Mayotte	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	452	*73,0*	181	*72,9*	442	*72,2*	169	*76,3*
	Lettres, sciences humaines, langues	405	*73,1*	118	*76,3*	402	*74,4*	115	*79,1*
	Sciences	283	*68,6*	90	*68,9*	311	*69,8*	80	*77,5*
	Interdisciplinaire	91	*62,6*	70	*61,4*	98	*69,4*		
	Total	**1 231**	***71,2***	**459**	***71,2***	**1 253**	***72,1***	**364**	***77,5***
Total DROM (y compris Inspé) (1)		**32 681**	***62,5***	**8 684**	***60,8***	**34 149**	***62,6***	**8 534**	***60,6***
Nouvelle-Calédonie	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	746	*72,7*	238	*70,6*	859	*69,4*	278	*68,0*
	Lettres, sciences humaines, langues	946	*74,0*	235	*70,6*	961	*76,5*	235	*74,5*
	Sciences	846	*49,5*	327	*51,7*	803	*49,9*	333	*52,6*
	Santé	1	*100,0*			1	*100,0*		
	BUT	165	*56,4*	64	*48,4*	152	*59,9*	59	*55,9*
	Total	**2 704**	***64,9***	**864**	***61,8***	**2 776**	***65,7***	**905**	***63,2***
Polynésie française	Droit, sciences politiques, sciences éco., AES	945	*67,9*	179	*64,2*	942	*66,5*	231	*59,3*
	Lettres, sciences humaines, langues	753	*74,6*	189	*74,1*	834	*75,4*	231	*75,8*
	Sciences	668	*49,0*	282	*51,4*	698	*49,9*	212	*47,6*
	Santé	15	*80,0*						
	Total	**2 381**	***64,8***	**650**	***61,5***	**2 474**	***64,8***	**674**	***61,3***
Total COM + Nouvelle-Calédonie (y compris Inspé) (1)		**5 424**	***65,7***	**1 514**	***61,7***	**5 556**	***66,1***	**1 579**	***62,4***
Ensemble (y compris Inspé)		38 105	*62,9*	10 198	*61,0*	39 705	*63,1*	10 113	*60,9*

RERS 2026, DEPP, SIES

1. Les Inspé (instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation) sont comptabilisés uniquement dans le total par région et relèvent du regroupement disciplinaire « lettres, sciences humaines et langues ».

À la session 2025, dans les DROM, 6 400 diplômes du **certificat d'aptitude professionnelle (CAP)** et 27 800 diplômes du baccalauréat (y compris diplômes agricoles) ont été délivrés **(2)**, pour des taux de réussite de 77,4 % et 86,9 %. Au sein des DROM, la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion ont les taux de réussite les plus élevés à ces deux diplômes. Tous DROM confondus, les taux de réussite sont de 87,7 % et de 81,7 % aux certificats de spécialisation (CS) de niveaux 3 et 4 et de 65 % au **brevet professionnel (BP)**. Pour ces trois diplômes le nombre de lauréats est faible.

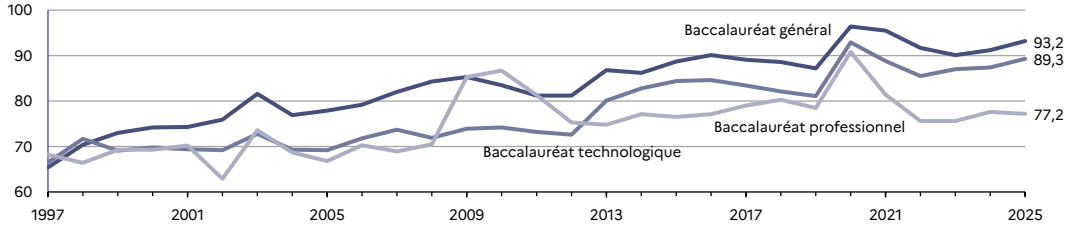
Les taux de réussite aux baccalauréats général et technologique augmentent rapidement dans les DROM entre 2011 et 2016, puis diminuent jusqu'en 2019 **(1)**. La voie professionnelle, qui avait profité en 2009 de l'instauration de l'épreuve de rattrapage, retrouve dès 2012 un taux de réussite plus proche de celui des années précédentes, avant une nouvelle hausse constatée jusqu'en 2018. Dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19, les taux de réussite de 2020 et 2021 sont supérieurs de 7 à 12 points par rapport à ceux des sessions antérieures dans les trois voies. Dès 2022, et même dès 2021 dans la voie professionnelle, ils retrouvent des niveaux proches de ceux qui prévalaient avant la crise sanitaire.

Depuis 2023, le taux de réussite global au baccalauréat augmente. En 2025, cette hausse porte sur les voies générale (+ 2,0 points) et technologique (+ 1,9 point) tandis que les résultats diminuent légèrement dans la voie professionnelle (- 0,4 point).

À la session 2023, dans les cinq universités d'outre-mer (y compris COM et Nouvelle-Calédonie) et le CUFR de Mayotte, 4 300 licences (+ 5,2 % par rapport à la session 2022) et 2 100 masters ont été délivrés (stabilité par rapport à 2022) **(3)**. Le nombre de thèses soutenues est stable et 348 DUT intermédiaires ont été délivrés. Par ailleurs, 600 diplômes médicaux ont été délivrés aux Antilles et à La Réunion. Quatre écoles de commerce ont délivré 128 diplômes et 46 diplômes d'ingénieurs ont été délivrés en université. Les antennes d'écoles d'ingénieurs situées dans les DROM ont leurs effectifs de diplômés recensés avec leur campus d'appartenance dans l'Hexagone.

À la session 2025, le taux de succès en **BTS** (agricole ou non) est de 70,3 %, en hausse de 2,5 points par rapport à la session 2024 **(4)**. Le taux de succès en **DCG** et **DSCG** est en hausse de 6,0 points, atteignant 45,4 %.

1 Évolution de la réussite au baccalauréat selon la filière (en %)



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM (y compris Mayotte à partir de 2011).**
Lecture : *en 2025 dans les DROM, 77,2 % des candidats au baccalauréat professionnel obtiennent leur diplôme.*

Précisions

Population concernée – Ensemble des candidats, quel que soit leur statut (scolaire, apprenti, individuel, en formation continue, en enseignement à distance).

Brevet professionnel (BP), diplôme de comptabilité et de gestion (DCG), diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG), mention complémentaire (MC), taux de réussite – Voir « Glossaire ».

Taux de succès – L'indicateur publié ici pour le BTS, le DCS et le DSCG est le taux de succès brut (rapport entre le nombre d'admis et celui des présents à l'examen lors d'une même session). Sa définition est identique à celle du taux de réussite pour les diplômes du secondaire présentés dans cette fiche.

Avertissement - À la suite d'une modification ponctuelle de calendrier de collecte des informations sur les diplômes universitaires, les décomptes de diplômes délivrés en 2024 ne sont pas comparables à ceux des années précédentes et ne sont, pour cette raison, pas présentés pour le moment. Des estimations détaillées et redressées seront à nouveau présentées pour les années 2025 et 2024 dans le *RERS* 2027.

Pour en savoir plus

- *Note d'Information du SIES* : 23.11.
- *Note d'Information* : 26.05.

Source

DEPP et SIES, systèmes d'information (SI) Ocean et Cyclades, enquête n° 4 sur les résultats aux examens technologiques et professionnels, enquête n° 60 sur les résultats définitifs du baccalauréat, SI SISE, SI du ministère chargé de l'agriculture.

2 Les diplômes de l'enseignement secondaire dans les DROM à la session 2025

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Mayotte		La Réunion		DROM	
	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)	Nombre d'admis	Taux de réussite (%)
CAP/CAPA	**920**	**80,2**	**1 238**	**71,4**	**571**	**83,1**	**839**	**75,4**	**2 791**	**78,9**	**6 359**	**77,4**
CS niveau 3 (1)	**44**		**23**		**39**		**12**		**117**	**88,0**	**235**	**87,7**
Baccalauréat général	**2 492**	**94,8**	**1 523**	**87,2**	**1796**	**97,1**	**2 045**	**86,7**	**5 091**	**95,9**	**12 947**	**93,2**
Baccalauréat technologique	**1 006**	**92,0**	**645**	**88,6**	**807**	**94,5**	**1 554**	**84,7**	**2 558**	**89,7**	**6 570**	**89,3**
STI2D	180	89,6	84		118	90,8	228	74,3	547	91,8	1 157	87
STL	44		35		34		126	89,4	107	87,7	346	87
STAV	16		13		6		16		19		70	
STMG	463	93,0	287	87,0	416	95,6	971	88,4	1 344	88,4	3 481	89,6
ST2S	244	94,2	203	92,3	176	92,6	154	81,5	484	90,1	1 261	90,4
STD2A	31				44		36		31		142	90
S2TMD	5										5	
STHR	23		23		13		23		26		108	92,3
Baccalauréat professionnel	**1 557**	**83,8**	**1 223**	**67,1**	**1 110**	**77,2**	**1 343**	**73,0**	**3 072**	**80,8**	**8 305**	**77,2**
Production	730	82,0	444	64,3	506	74,5	439	70,8	1 331	78,9	3 450	75,6
Services	827	85,3	779	68,8	604	79,6	904	74,2	1 741	82,4	4 855	78,4
Total baccalauréat	**5 055**	**90,6**	**3 391**	**78,9**	**3 713**	**89,6**	**4 942**	**81,9**	**10 721**	**89,7**	**27 822**	**86,9**
Brevet professionnel	**46**		**10**		**24**		**6**		**120**		**206**	**65,0**
CS niveau 4 (1)	**39**		**26**		**16**		**59**		**142**		**282**	**81,7**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM.**

1. Les diplômes de certificat de spécialisation de niveaux 3 et 4 étaient intitulés « mention complémentaire » de niveaux 3 et 4 jusqu'à la session 2024.

Lecture : *en 2025, les DROM (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion) comptent 6 359 lauréats au CAP. Pour ces cinq départements, le taux de réussite à ce diplôme est de 77,4 %.*

3 Les diplômes nationaux (hors diplômes d'État médicaux et paramédicaux) délivrés par les universités en 2023 dans les DROM-COM et en Nouvelle-Calédonie

		DEUG, Deust (1)	DUT	Licences LMD, licences pro	Maîtrises (1)	Masters indifférenciés	Dufae (2)	Doctorats	Total
DROM	Droit, sciences politiques	259	0	336	228	214	0	6	1 043
	Sciences économiques, AES	267	173	1 030	253	287	0	4	2 014
	Lettres, langues, sciences humaines	923	38	1 077	1 285	1 169	283	19	4 794
	Sciences	630	137	946	265	201	0	55	2 234
	Staps	306	0	278	72	56	0	0	712
	Total DROM	**2 385**	**348**	**3 667**	**2 103**	**1 927**	**283**	**84**	**10 797**
COM et Nouvelle-Calédonie	Droit, sciences politiques	39	0	79	25	33	0	0	176
	Sciences économiques, AES	36	0	156	25	29	0	0	246
	Lettres, langues, sciences humaines	92	0	198	131	102	17	4	544
	Sciences	76	0	193	0	40	0	13	322
	Total COM et Nouvelle-Calédonie	**243**	**0**	**626**	**181**	**204**	**17**	**17**	**1 288**
Total		**2 628**	**348**	**4 293**	**2 284**	**2 131**	**300**	**101**	**12 085**

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : DROM+COM+ Nouvelle-Calédonie.**

1. Il s'agit de diplômes intermédiaires.

2. Diplôme universitaire de formation adaptée pour l'enseignement.

Lecture : *en 2023, 1 043 diplômes nationaux en droit et sciences politiques ont été délivrés par les universités dans les DROM.*

4 Les BTS et diplômes de comptabilité et gestion dans les DROM à la session 2025

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Mayotte		La Réunion		Total		Rappel 2024	
	Nombre d'admis	Taux de succès (%)	Nombre d'admis	Taux de succès (%)	Nombre d'admis	Taux de succès (%)	Nombre d'admis	Taux de succès (%)	Nombre d'admis	Taux de succès (%)	Nombre d'admis	Taux de succès (%)	Nombre d'admis	Taux de succès (%)
BTS/BTSA (1)	1 128	67,8	392	66,7	921	70,4	475	68,6	1 704	73,4	4 620	70,3	4 360	67,8
DCG et DSCG (2)	45	49,5	10	41,7	26	38,2	2	40,0	78	46,7	161	45,4	135	39,4

RERS 2026, DEPP, SIES

▶ **Champ : DROM.,**

1. Brevet de technicien supérieur, brevet de technicien supérieur agricole.

2. Diplôme de comptabilité et gestion, diplôme supérieur de comptabilité et gestion.

Lecture : *à la session 2025, 4 620 étudiants obtiennent leur diplôme en BTS/BTSA, soit un taux de succès de 70,3 %.*

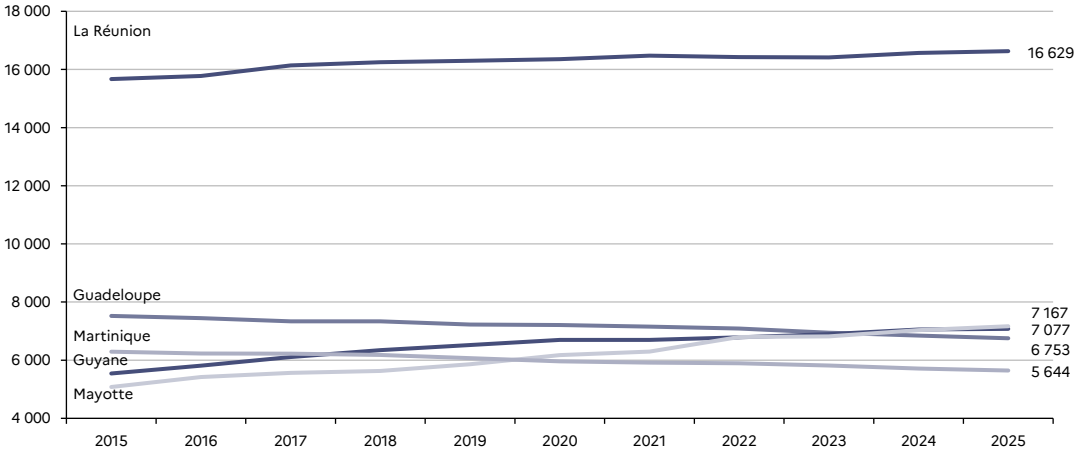
11.08 Les personnels de l'enseignement scolaire dans les DROM

En 2025-2026, dans les DROM, 63 600 personnes travaillent pour le ministère chargé de l'éducation nationale **(2)**. Parmi elles, sept sur dix ont pour **mission** l'enseignement d'élèves, très majoritairement dans le secteur public. Par rapport à la rentrée précédente, leur nombre est en augmentation en Guyane, à La Réunion et à Mayotte et en diminution en Martinique et en Guadeloupe **(1)**. Les enseignants assurant des cours de niveau collège (y compris Segpa) représentent la moitié des enseignants qui sont chargés d'élèves dans le second degré, tout comme dans l'Hexagone **(3)**. La part des enseignants en formations générales et technologiques en lycée y est plus faible (22 % contre 26 %), tandis que celle des enseignants en formations professionnelles en lycée y est plus élevée (22 % contre 16 %).

Dans le secteur public comme dans le secteur privé sous contrat, la part des femmes est moins élevée dans les DROM (65 %) que dans l'Hexagone (72 %) **(4)**. C'est à Mayotte que le taux de féminisation est le plus faible (55 %), tandis que la Guadeloupe et la Martinique sont les départements ultramarins les plus féminisés. Les enseignants de Guadeloupe et de Martinique sont également en moyenne plus âgés que ceux de l'Hexagone, alors que ceux de Guyane et de Mayotte sont en moyenne plus jeunes.

Le temps partiel ou incomplet est moins courant dans les DROM que dans l'Hexagone. Le recours aux contractuels ou maîtres délégués est beaucoup plus fréquent en Guyane et à Mayotte (respectivement 27 % et 42 %) que dans les autres DROM (8 % à 12 %) et dans l'Hexagone (9 %).

1 Évolution du nombre de personnels ayant une mission d'enseignement dans les DROM



RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public et privé sous contrat (hors Mayotte pour le privé), ensemble des agents ayant une mission d'enseignement payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre.**

Lecture : *à la rentrée 2025, La Réunion compte 16 629 personnels ayant une mission d'enseignement.*

Précisions

Contractuels - voir « Glossaire » à fonctionnaire.

Maîtres délégués - voir « Glossaire » à corps enseignants du privé sous contrat.

Pour en savoir plus

- DEPP, 2026, *Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2025-2026*. À paraître.
- Voir fiches 9.02 et 9.09.

Source

DEPP, bases Relais.
DEPP, Panel des personnels issu de BSA, novembre 2025.

2 Les personnels de l'enseignement scolaire dans les DROM selon leur mission en 2025-2026

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	Ensemble DROM	Hexagone
Enseignement du premier degré public	2 532	3 217	2 104	3 501	6 738	18 092	304 414
Enseignement du second degré public	3 562	3 477	2 884	3 666	8 802	22 391	366 681
Total enseignement du secteur public	**6 094**	**6 694**	**4 988**	**7 167**	**15 540**	**40 483**	**671 095**
Enseignement du premier degré privé	234	139	230		444	1 047	42 507
Enseignement du second degré privé	425	244	426		645	1 740	94 614
Total enseignement du secteur privé (1)	**659**	**383**	**656**		**1 089**	**2 787**	**137 121**
Autres missions (non-enseignement)	**3 340**	**2 891**	**2 722**	**2 658**	**7 939**	**19 550**	**337 627**
Aucune affectation (2)	**122**	**48**	**140**	**141**	**358**	**809**	**10 152**
Ensemble des personnels	**10 215**	**10 016**	**8 506**	**9 966**	**24 926**	**63 629**	**1 155 995**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public et privé sous contrat (hors Mayotte pour le privé), ensemble des agents ayant une mission d'enseignement payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre.**

1. Uniquement les enseignants du secteur privé sous contrat, ceux du secteur privé hors contrat ne sont pas payés par l'éducation nationale.

2. Agents en congé longue durée ou en congé de formation professionnelle.

Lecture : *à la rentrée 2025, parmi les 10 215 agents affectés en Guadeloupe, 2 532 ont pour mission l'enseignement dans le premier degré public.*

3 Répartition des enseignants des établissements du second degré par corps selon le niveau de formation dans les DROM en 2025-2026 (1)

	Formations en collège y compris Segpa	Formations professionnelles en lycée	Formations générales et technologiques en lycée	CPGE	STS	Autres formations (4)	Total
Professeurs agrégés et de chaire supérieure	253	25	629	245	218	6	1 375
Certifiés et assimilés	7 113	262	3 076	12	603	14	11 081
PLP	197	3 248	18		179	64	3 706
Autres fonctionnaires (2)	562	49	3				614
Total fonctionnaires	**8 125**	**3 584**	**3 725**	**258**	**1 000**	**84**	**16 776**
Total contractuels	**2 008**	**1 043**	**795**	**1**	**98**	**16**	**3 961**
Ensemble public	**10 133**	**4 627**	**4 520**	**259**	**1 098**	**100**	**20 737**
Ensemble privé sous contrat (3)	**793**	**241**	**390**	**6**	**159**		**1 591**
Ensemble DROM	**10 926**	**4 868**	**4 910**	**265**	**1 257**	**103**	**22 328**
Hexagone	**216 272**	**68 931**	**113 671**	**7 980**	**23 185**	**1 420**	**431 460**

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public + privé sous contrat, enseignants face à élèves à la rentrée 2025.**

1. Les enseignants sont comptabilisés au prorata de leur enseignement dans chaque niveau de formation.

2. Quasiment exclusivement des enseignants du premier degré.

3. Les données du secteur privé sous contrat ne sont pas ventilées par corps.

4. Cette catégorie regroupe principalement la mission de lutte contre le décrochage scolaire, mais aussi diverses préparations post-bac (hors STS et CPGE), des formations complémentaires d'initiative locale, ainsi que les classes de prépa-seconde, mises en place à titre expérimental dans quelques lycées à la rentrée 2025.

Lecture : *à la rentrée 2025, 1 375 professeurs de chaire supérieure ou agrégés exercent dans le secteur public dans les DROM.*

4 Caractéristiques des personnels enseignants dans les DROM par mission en 2025-2026

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	Ensemble DROM	Hexagone
Enseignement du premier degré public							
Âge moyen	46,8	40,8	47,6	39,3	44,2	43,4	43,9
Part des femmes (%)	84,0	79,1	86,5	66,2	78,9	78,1	86,8
Part du temps partiel ou incomplet (%) (1)	4,2	1,2	3,4	0,3	5,2	3,2	10,7
Part des contractuels (%)	0,2	18,0	0,0	30,3	0,3	9,2	2,2
Enseignement du second degré public							
Âge moyen	48,6	43,7	49,3	38,9	47,1	45,8	46,1
Part des femmes (%)	61,0	48,6	65,3	43,4	53,6	53,9	59,1
Part du temps partiel ou incomplet (%) (1)	7,0	3,0	6,2	1,6	9,9	6,5	11,1
Part des contractuels (%)	11,5	32,2	13,9	52,4	12,8	22,2	10,5
Enseignement du premier degré privé (2)							
Âge moyen	44,4	41,9	45,1	0,0	43,6	43,9	45,2
Part des femmes (%)	90,2	82,0	93,9	0,0	90,8	90,2	92,6
Part du temps partiel ou incomplet (%) (1)	4,7	2,9	3,0	0,0	9,2	6,0	19,7
Part des maîtres délégués (%)	26,9	34,5	52,2	0,0	18,0	29,7	16,7
Enseignement du second degré privé (2)							
Âge moyen	49,5	42,5	47,0	0,0	46,3	46,7	46,8
Part des femmes (%)	62,6	55,3	63,6	0,0	60,0	60,9	65,1
Part du temps partiel ou incomplet (%) (1)	16,9	14,3	21,4	0,0	22,5	19,7	21,3
Part des maîtres délégués (%)	25,2	50,4	36,2	0,0	20,5	29,7	20,5
Total enseignement							
Âge moyen	47,8	42,3	48,4	39,1	45,8	44,8	45,3
Part des femmes (%)	70,7	63,4	74,3	54,6	65,1	65,1	72,0
Part du temps partiel ou incomplet (%) (1)	6,5	2,6	6,2	1,0	8,4	5,6	12,6
Part des contractuels ou maîtres délégués (%)	8,6	26,5	12,0	41,6	8,2	17,3	8,9

RERS 2026, DEPP

▶ **Champ : DROM, public et privé sous contrat (hors Mayotte pour le privé), ensemble des agents ayant une mission d'enseignement payés par l'éducation nationale, en activité et ayant une affectation au 30 novembre.**

1. Regroupe le temps partiel, à l'initiative de l'agent, et le temps incomplet (à l'initiative de l'administration, un agent contractuel peut se voir attribuer un temps de travail inférieur à un temps plein).

2. Uniquement les enseignants du secteur privé sous contrat, ceux du secteur privé hors contrat ne sont pas payés par l'éducation nationale.

Lecture : *à la rentrée 2025, en Guadeloupe, les agents ayant pour mission l'enseignement dans le premier degré public ont en moyenne 46,8 ans et 84,0 % sont des femmes.*

ANNEXES

Âge atteint au cours de l'année (civile) – Il est défini par la différence de millésime entre l'année d'observation et l'année de naissance, quelle que soit la date d'anniversaire.

Âge révolu – C'est le nombre d'années révolues au 31 décembre de la rentrée scolaire considérée.

Âge théorique – C'est l'âge de l'élève qui, entré en CP à 6 ans, parcourt sa scolarité sans redoublement ni saut de classe. Ainsi, l'âge théorique à l'entrée en sixième est 11 ans. Un élève dans ce cas est dit « à l'heure ». Les indicateurs « à l'heure », « en avance », « en retard » sont calculés par rapport à l'âge théorique de référence pour chaque classe, soit 11 ans en sixième, 14 ans en troisième et 15 ans à l'entrée au lycée.

Aides au mérite – C'est un complément versé aux étudiants bénéficiaires d'une bourse sur critères sociaux. Elle est attribuée par le Crous aux étudiants ayant eu une mention « Très bien » au baccalauréat.

Aides spécifiques – Elles permettent d'apporter une aide financière rapide et personnalisée, ponctuelle ou pour la durée de l'année universitaire, aux étudiants rencontrant des difficultés, comme la rupture familiale ou la situation d'indépendance avérée. Il est possible de cumuler l'aide ponctuelle avec une aide annuelle ou une bourse sur critères sociaux.

Allocation de rentrée scolaire (ARS) – Aide versée, sous conditions de ressources, par les caisses d'allocations familiales (CAF) et la MSA (Mutualité sociale agricole) aux familles ayant au moins un enfant scolarisé et âgé de 6 à 18 ans. Elle permet d'aider les familles à financer les dépenses de la rentrée scolaire.

Apprentis – Les apprentis sont théoriquement des jeunes âgés de 16 à 29 ans (sauf dérogation) qui préparent un diplôme ou un titre à finalité professionnelle reconnu, dans le cadre d'un contrat de travail de type particulier, associant une formation en entreprise (sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage) et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis (CFA) ou une section d'apprentissage (SA). Des dérogations sur la limite d'âge sont possibles, en cas d'enchaînement de formations en apprentissage, ou pour les travailleurs handicapés, les personnes ayant un projet de création ou reprise d'entreprise, ou les sportifs de haut niveau.

Apprentissage en établissement public local d'enseignement (EPLE) – Il existe quatre structures d'accueil des apprentis dans les EPLE (lycées professionnels, d'enseignement général et technologique ou polyvalents) prévues par le Code du travail :

- le centre de formation d'apprentis (CFA) : l'EPLE est l'organisme gestionnaire du CFA, qui est créé par convention entre l'EPLE et le conseil régional. L'établissement assume les responsabilités administrative, financière et pédagogique des formations délivrées par le CFA implanté dans le lycée ;
- la section d'apprentissage (SA) : l'EPLE est l'organisme gestionnaire de la section d'apprentissage, qui est créé par convention entre l'EPLE, le conseil régional et l'entreprise. Une SA est créée pour une seule formation répondant à un besoin ponctuel, pour la durée de la formation. L'établissement assume les responsabilités administrative, financière et pédagogique de la formation implantée dans le lycée ;
- l'unité de formation par apprentissage (UFA) : l'EPLE accueille une unité de formation par apprentissage, qui est créée par convention entre l'EPLE et un CFA (dans la majorité des académies, il s'agit d'un CFA académique). Une UFA peut délivrer plusieurs formations. L'établissement d'accueil de l'UFA assume la seule responsabilité pédagogique des formations délivrées par l'UFA implantée dans le lycée, tandis que le CFA a les responsabilités administratives et financières ;
- la convention de prestation de services (de type « L. 6231-3 »).

L'EPLE assure une « prestation de services » pour un CFA, dont les modalités sont définies par convention entre l'EPLE et le CFA. Il s'agit, le plus souvent, d'assurer tout ou partie des enseignements pour une formation.

Arts - enseignement obligatoire et facultatif – Musique, arts plastiques, cinéma-audiovisuel, théâtre-expression dramatique, histoire des arts, danse, arts du cirque.

Assimilés titulaires – Voir « Fonctionnaires ».

ATER et doctorants contractuels (enseignants contractuels) – Attachés temporaires d'enseignement et de recherche ; la catégorie des doctorants contractuels créée par un décret du 25 avril 2009 remplace celle des moniteurs, dont les derniers ont effectué leurs services dans l'année universitaire 2010-2011.

Attestation intermédiaire professionnelle (AIP) – Attestation délivrée en classe de première aux élèves préparant un baccalauréat professionnel. Sont concernés les élèves sous statut scolaire, scolarisés dans un établissement public ou privé sous contrat.

Autres administrations publiques – Sont regroupés sous cette appellation divers organismes intervenant dans le financement de l'éducation, par exemple la Caisse nationale des allocations

familiales (pour le versement de l'allocation de rentrée scolaire).

Baccalauréat général – Jusqu'en 2020, ce diplôme sanctionnait une formation générale (à dominante scientifique [S], économique et sociale [ES] ou littéraire [L]) organisée autour d'un noyau de disciplines dominantes. Depuis la rentrée 2019 en première générale et depuis la rentrée 2020 en terminale générale, les élèves n'optent plus pour une série, mais pour une combinaison de trois enseignements de spécialité en première et de deux enseignements de spécialité en terminale.

Baccalauréat professionnel – Il sanctionne une formation professionnelle qui permet d'entrer dans la vie active même si, comme tout baccalauréat, il donne le droit de poursuivre des études supérieures. Depuis la réforme de la voie professionnelle, ce baccalauréat est obtenu à l'issue d'un cursus en trois ans après la troisième. La voie professionnelle est composée de spécialités de la production et de spécialités des services.
Depuis la session 2009, les candidats ayant obtenu une moyenne entre 8 et 10 sur 20 aux épreuves du premier groupe et une note au moins égale à 10 sur 20 à l'épreuve professionnelle pratique peuvent se présenter à une épreuve de rattrapage dite « épreuve de contrôle ».

Baccalauréat technologique – Il associe une formation générale à une formation couvrant un champ technologique d'ensemble.
- STI2D : Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable, en remplacement de la série STI hors spécialité « Arts appliqués » depuis la session 2013.
- STL : Sciences et technologies de laboratoire.
- STAV : Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant, en remplacement des séries STAE et STPA depuis la session 2008.
- STMG : Sciences et technologies du management et de la gestion, en remplacement de la série STT depuis la session 2007, puis STG depuis la session 2014.
- ST2S : Sciences et technologies de la santé et du social, en remplacement de la série SMS depuis la session 2009.
- STD2A : Sciences et technologies du design et des arts appliqués, en remplacement de la spécialité « Arts appliqués » de la série STI depuis la session 2013.
- STHR : Sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration, en remplacement de la série Hôtellerie depuis la session 2018.
- S2TMD : Sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse. Cette série remplace progressivement la série TMD (Techniques de la musique et de la danse) à partir de la rentrée 2019.

Il existe à la marge des classes préparant aux brevets de technicien (BT), ainsi que des premières d'adaptation au BT qui accueillent les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP.

Bachelor universitaire de technologie (BUT) – Diplôme national universitaire qui se prépare en trois ans au sein d'un institut universitaire de technologie (IUT) et confère un diplôme de niveau bac + 3. Défini dans l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle, le BUT est proposé aux étudiants depuis la rentrée 2021. Il s'agit d'un nouveau diplôme après trois années d'études, succédant au diplôme universitaire de technologie (DUT) préparé en deux ans, et qui se décline, comme ce dernier, en 24 spécialités. Le DUT devient donc à partir de la promotion entrée en 2021 un diplôme intermédiaire dans leur cursus en IUT et les étudiants peuvent, s'ils le souhaitent, s'arrêter à ce moment de leurs parcours.

Bourses du second degré – Le montant d'une bourse nationale d'études du second degré est évalué en fonction des ressources de la famille et du nombre d'enfants à charge, selon un barème national. Les bourses nationales d'études du second degré se répartissent en bourses de collège et de lycée.
Les bourses de collège concernent les élèves scolarisés en collège et en Segpa de niveau collège. Elles comportent trois échelons. La bourse peut être complétée par une prime d'internat, versée automatiquement dès lors que les élèves boursiers sont internes.
Les bourses de lycée concernent les élèves scolarisés en lycée et en EREA y compris ceux de niveau collège (troisième prépa-métier et 6e à 3e en EREA) et ceux de niveau lycée scolarisés en collège. Elles comportent six échelons. Des primes liées à la scolarité de l'élève boursier peuvent s'ajouter au montant des échelons de bourse :
- la prime d'équipement lors de l'entrée pour la première fois en première année d'une formation technologique ou professionnelle y ouvrant droit (liste définie par arrêté) ;
- la prime à l'internat versée automatiquement à tous les élèves boursiers internes ;
- la prime de reprise d'études allouée aux élèves boursiers âgés de 16 à 18 ans révolus reprenant, sous statut scolaire, une formation après une période d'interruption de leur scolarité ;
- la bourse au mérite, attribuée de droit aux élèves boursiers de lycée ayant obtenu une mention « Bien » ou « Très bien » au DNB et qui sont scolarisés dans un cycle d'enseignement conduisant au certificat d'aptitude professionnelle, au brevet national des métiers d'art ou au baccalauréat. Son montant dépend de l'échelon de la bourse obtenue.

Bourses nationales – Elles sont payées sur des crédits du budget du ministère chargé de l'éducation nationale. Les bourses et aides

départementales ou régionales, non comptabilisées dans cette publication, sont prises en charge sur les budgets des conseils départementaux (collégiens) ou régionaux (lycéens).

Bourses sur critères sociaux (BCS) – Ces bourses ne peuvent être attribuées qu'aux étudiants inscrits dans une formation habilitée par le ministère chargé de l'enseignement supérieur à recevoir des boursiers, avec des conditions sur l'âge, le régime d'inscription, la nationalité et le diplôme. Elles sont accordées en fonction des ressources et des charges de la famille appréciées selon un barème national qui détermine le montant annuel de la bourse.

Branche de recherche – Il s'agit de la branche d'activité économique bénéficiaire des travaux de R&D. Les trente et une branches de recherche utilisées sont construites à partir de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2).

Brevet des métiers d'art (BMA) –Diplôme national de la filière des métiers d'art qui vise à conserver et transmettre les techniques traditionnelles tout en favorisant l'innovation.

Brevet d'études professionnelles (BEP) (agricole) – Certification intermédiaire obtenue dans le cadre de la préparation au baccalauréat professionnel en trois ans (réforme de la voie professionnelle).

Brevet de technicien supérieur (BTS) (agricole) et ses spécialités de formation – Ce diplôme de niveau III est généralement préparé en deux ans, en section de technicien supérieur après le baccalauréat ou après une formation ou un diplôme considéré comme équivalent. Il est délivré au titre d'une spécialité professionnelle. Les spécialités utilisées pour classer les formations font référence à la nomenclature des spécialités de formation (NSF) précisée dans le décret interministériel n° 94-522 du 21 juin 1994. Elle est utilisée ici dans son niveau d'agrégat le plus détaillé (groupes de formation).

Brevet professionnel (BP) – Diplôme national qui atteste l'acquisition d'une haute qualification dans l'exercice d'une activité professionnelle définie. Il est préparé soit en exerçant une activité professionnelle soit dans le cadre d'un contrat en alternance, le plus souvent après un diplôme de niveau 3 obtenu dans la même spécialité ou une spécialité voisine. La durée de la formation en établissement est déterminée selon la voie de formation. Le brevet professionnel est classé au niveau 4 du cadre national des certifications professionnelles. Ce diplôme se prépare en apprentissage ou en formation continue.

Candidat individuel – Il s'agit d'un candidat inscrit à un examen sans l'avoir préparé dans un établissement. Pour les diplômes du supérieur, la validation des acquis de l'expérience (VAE) permet à certains candidats d'obtenir le diplôme.

Cadre national des formations (CNF) – Le cadre national des formations comprend la liste des mentions des diplômes nationaux regroupés par grands domaines ainsi que les règles relatives à l'organisation des formations. Depuis 2014-2015, un nouveau cadre national des formations a été mis en place, pour les diplômes de licence dès la rentrée 2014 et progressivement pour les diplômes de master. Il a réduit considérablement le nombre d'intitulés de diplôme. La conséquence est une rupture statistique dans les séries d'effectifs par discipline. Les séries d'effectifs par groupe disciplinaire, en revanche, ne pâtissent pas d'une rupture statistique.

Capacité d'accueil pour l'enseignement – Nombre maximum d'élèves que le chef d'établissement pense pouvoir accueillir en sauvegardant de bonnes conditions de fonctionnement. Pour estimer cette capacité, en partie subjective, le chef d'établissement doit prendre en compte la diversité des formations proposées, les normes pédagogiques en vigueur, les normes de sécurité, etc. Le nombre d'élèves effectivement scolarisés dans l'établissement est rapporté à cette capacité pour calculer le taux d'occupation.

Centre de formation d'apprentis (CFA) – Les CFA sont des organismes de formation professionnelle responsables de la formation d'apprentis, dans le cadre de contrats d'apprentissage. Ils dispensent, eux-mêmes ou « hors les murs », une formation générale, technologique et pratique qui doit compléter la formation reçue en entreprise et s'articuler avec elle. La tutelle pédagogique est en général exercée par les ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ou par le ministère chargé de l'agriculture.

Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (CAPA pour agricole) – Diplôme national qui atteste d'un premier niveau de qualification professionnelle. Il a pour objectif une entrée directe dans la vie professionnelle, mais rend possible également la poursuite d'études. Il permet en particulier l'accès direct en classe de première professionnelle dans une spécialité de baccalauréat professionnel relevant du même secteur.

Charte de bon usage de l'Internet et des TIC – Document établi en concertation avec les utilisateurs précisant les conditions d'utilisation et les règles de bon usage des services numériques ainsi que des ressources matérielles permettant d'y accéder.

Cités scolaires – Ensemble immobilier constitué d'au moins deux établissements scolaires qui utilisent en commun des locaux, et dont au moins un est un établissement du second degré. Ces établissements peuvent être des collèges, des lycées, des lycées professionnels, voire des écoles.

Classe (division) – Le terme « classe » est utilisé pour dénommer et dénombrer les structures pédagogiques dans lesquelles sont inscrits les élèves pour suivre les enseignements de tronc commun définis dans les programmes. Chaque élève est inscrit dans une seule classe.
Dans le premier degré, le terme de « classe » correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés ensemble au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie souvent au « cours » (cours préparatoire, cours élémentaire 1re ou 2e année, cours moyen 1re ou 2e année) ; ces classes peuvent être appelées « classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe ; on a alors une « classe multiniveaux ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant le plus souvent plusieurs niveaux ; on parle alors de « classe unique ».
Dans le second degré, le terme « division » (ou classe) est utilisé pour dénommer et dénombrer les structures pédagogiques dans lesquelles sont inscrits les élèves pour suivre les enseignements de tronc commun définis dans les programmes. Dans la très grande majorité des cas, une classe regroupe des élèves d'une seule formation. Néanmoins, il peut arriver que des élèves de différentes formations soient regroupés dans une seule classe pour suivre une partie des enseignements de tronc commun, par exemple les matières des disciplines générales dans les filières professionnelles. Dans ce cas, le niveau de la classe sera celui de la formation majoritairement représentée dans la classe.

Classe mixte – Dans les écoles primaires, une classe est mixte si elle est constituée à la fois d'élèves de niveau préélémentaire et d'élèves de niveau élémentaire.

Classe ordinaire – La scolarisation dans une classe ordinaire constitue une modalité de scolarisation notifiée par la CDAPH pour des élèves en situation de handicap. C'est la modalité de mise en œuvre de la scolarisation individuelle dans une école ou un établissement scolaire du second degré, c'est-à-dire en milieu ordinaire. L'élève suit les modalités habituelles d'enseignement et bénéficie éventuellement de mesures de compensation (aide humaine, aide matérielle, aménagements divers) au sein d'une classe « ordinaire », qui correspond à sa classe d'âge.

Classe de mise à niveau pour le BTS – Elle s'adresse aux étudiants des BTS « Arts appliqués », « Hôtellerie-restauration », « Maintenance des systèmes électro-navals » et « Pêche et gestion de l'environnement marin » qui ne sont pas titulaires des baccalauréats correspondants.

Classe passerelle – Destinée aux bacheliers professionnels qui n'ont pas pu intégrer une formation en STS (section de techniciens supérieurs) *via* Parcoursup, la classe passerelle prépare à l'entrée en première année de STS.

Classe préparatoire à la classe de seconde – La classe préparatoire à la classe de seconde est destinée à des élèves de troisième admis en seconde mais qui n'ont pas obtenu leur brevet. Elle est mise en place, à titre expérimental, à la rentrée scolaire de septembre 2024. L'admission dans cette classe repose sur le volontariat des élèves concernés. Les classes préparatoires à la classe de seconde, aussi appelées prépa-seconde, sont mises en place au sein des lycées. Dans chaque département, au moins un établissement en propose une. Les élèves suivent 27 heures de cours par semaine : 20 heures de consolidation des attendus de fin de collège et de préparation à la classe de seconde et 7 heures de renforcement des méthodes de travail ou de découverte des métiers et des formations. À la fin de leur année scolaire (non renouvelable) en classe prépa-seconde, les élèves poursuivent leur scolarité en classe de seconde dans la formation et l'établissement dans lesquels ils avaient été admis en fin de troisième. Un changement d'orientation est aussi possible, après avis du conseil de classe, sur demande écrite des parents de l'élève ou de ce dernier s'il est majeur.

Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) – Les classes préparatoires aux grandes écoles constituent des formations de premier cycle de l'enseignement supérieur. Elles se répartissent en trois filières :
- la filière scientifique prépare aux écoles d'ingénieurs, aux écoles normales supérieures et aux écoles nationales vétérinaires ;
- la filière économique et commerciale prépare aux écoles supérieures de commerce et de gestion, aux écoles normales supérieures et au groupe des écoles nationales d'économie et de statistiques ;
- la filière littéraire prépare aux écoles normales supérieures, à l'École nationale des chartes, aux instituts d'études politiques et au groupe des écoles nationales d'économie et de statistiques.

Classification des principales déficiences présentées par les élèves
- Les troubles intellectuels ou cognitifs.
- Les troubles psychiques recouvrent les troubles de la personnalité, les troubles du comportement.

- Les troubles du langage ou de la parole ont remplacé les troubles spécifiques des apprentissages et comprennent la dyslexie, la dysphasie, etc.
- Les troubles auditifs concernent non seulement l'oreille, mais aussi ses structures annexes et leurs fonctions. La subdivision la plus importante des troubles auditifs concerne les troubles de la fonction de l'ouïe.
- Les troubles visuels regroupent les cécités, les autres troubles de l'acuité visuelle ainsi que les troubles de la vision (champ visuel, couleur, poursuite oculaire).
- Les troubles moteurs sont une limitation plus ou moins grave de la faculté de se mouvoir ; ils peuvent être d'origine cérébrale, spinale, ostéo-articulaire ou musculaire. Les dyspraxies doivent y être répertoriées.
- Les troubles viscéraux sont des troubles des fonctions cardio-respiratoires, digestives, hépatiques, rénales, urinaires, ou de reproduction, troubles métaboliques, immuno-hématologiques, les troubles liés à une pathologie cancéreuse, toutes les maladies chroniques entraînant la mise en place d'aménagements ou l'intervention de personnels.
- Plusieurs troubles associés de même importance.
- Polyhandicap : trouble mental grave associé à un trouble important de la motricité.

Collège – Établissement d'enseignement secondaire. Il couvre la dernière année du cycle de consolidation, à savoir la classe de sixième ; et les trois années du cycle des approfondissements (cycle IV), les classes de cinquième, quatrième et troisième, éventuellement dans des structures adaptées (Segpa : section d'enseignement général et professionnel adapté).

Communautés d'universités et établissements (Comue) – Créées par la loi 2013-660 du 22 juillet 2013, les Comue sont des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), qui regroupent des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Compte de l'éducation – Il mesure l'effort monétaire que la collectivité nationale consacre au système éducatif. Il constitue un compte satellite de la comptabilité nationale et a un statut de compte économique permettant de rassembler et d'organiser, dans un cadre synthétique, l'ensemble des flux relatifs aux dépenses d'éducation et à leur financement. Ces dépenses sont évaluées chaque année avec des méthodes, un champ et des concepts qui évoluent périodiquement. Pour permettre un suivi chronologique, les principales séries de données sont alors rétropolées. Les données sont provisoires pour la dernière année.

Compte personnel de formation (CPF) – Créé par l'accord national interprofessionnel (ANI) de décembre 2013, le compte personnel de formation (CPF) se substitue au droit individuel à la formation (DIF) à partir du 1er janvier 2015, dans le secteur privé, selon des modalités prévues par la loi du 5 mars 2014 qui définit sa mise en œuvre.

Concours de recrutement de personnels administratifs, sociaux et de santé (ASS) – Les concours dits « nationaux » sont organisés pour les corps de catégorie A (attaché d'administration, médecin et conseiller technique de service social) : les inscriptions se font auprès des services académiques et les épreuves d'admission sont organisées au niveau de l'administration centrale. Les postes offerts à ces concours sont à pourvoir sur l'ensemble du territoire. Pour les corps de catégories B et C, les concours sont « déconcentrés », organisés par les rectorats et les vice-rectorats. En cas de réussite, les affectations sont prononcées au sein de l'académie organisatrice.

Concours de recrutement de personnels des bibliothèques – Il existe cinq corps : magasinier de bibliothèque (catégorie C), bibliothécaire assistant spécialisé (BIBAS, catégorie B), bibliothécaire, conservateur et conservateur général (catégorie A), qui correspondent à des niveaux de responsabilité et de rémunération différents. Les statuts accessibles par concours sont ceux de magasinier principal de 2e classe, BIBAS de classe normale, BIBAS de classe supérieure, bibliothécaire, conservateur. Outre les concours externe et interne, le concours de conservateur est aussi ouvert, *via* un concours réservé, aux élèves sortants de l'École nationale des chartes ou disposant d'un titre ou diplôme, d'une formation ou d'une qualification reconnue comme équivalente. La réussite d'un concours permet l'inscription sur une liste d'admission, puis l'affectation sur un poste. Les bibliothécaires sont affectés puis suivent une formation d'application de six mois. Les conservateurs doivent suivre une formation prérecrutement de 18 mois sanctionnée par la réussite du diplôme de conservateur des bibliothèques. Puis ils prennent leurs fonctions dans les établissements où ils sont affectés.

Concours de recrutement de personnels d'encadrement – Le recrutement dans les corps de personnels de direction ou d'inspection se fait uniquement par voie de concours interne. Il est ouvert, sous certaines conditions, à des fonctionnaires titulaires de certains corps, et à des personnes ayant accompli des services dans une administration publique ou un organisme assimilé d'un État membre de l'Union européenne. Un concours supplémentaire d'inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR) est organisé à la session 2017. À partir de la

session 2022, un concours de personnels de direction de type « troisième voie » est ouvert aux candidats qui justifient de huit années d'activités professionnelles accomplies dans le cadre d'un contrat de droit privé.

Concours de recrutement de personnels de vie scolaire

- Certificat d'aptitude aux fonctions de conseiller principal d'éducation : les conditions sont les mêmes que celles du Capes (voir « Concours de recrutement des enseignants du secteur public »).
- Concours de recrutement de psychologues de l'éducation nationale (PsyEN) : dans le cadre de la modernisation des métiers de l'éducation nationale, un nouveau corps unique de psychologue de l'éducation nationale a été créé en 2017. Offrant deux spécialités, il rassemble les métiers de psychologue scolaire dans le premier degré et de conseiller d'orientation-psychologue et directeur de centre d'information et d'orientation dans le second degré. Les candidats doivent posséder une licence en psychologie et, soit être inscrits en deuxième année de master de psychologie, soit détenir un master de psychologie, ou justifier d'un diplôme permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue. Ouvert depuis 2022, le troisième concours, comptabilisé avec le concours externe, s'adresse aux candidats justifiant d'au moins cinq années d'exercice comme psychologue dans le secteur privé. Par ailleurs, les candidats aux concours interne ou réservé doivent justifier de conditions de diplôme, de profession et de durée de service.

Concours de recrutement des enseignants du secteur privé sous contrat – Les candidats souhaitant exercer leurs fonctions dans un établissement privé sous contrat passent les mêmes épreuves devant les mêmes jurys que les candidats des concours (externes, internes ou réservés) correspondants de l'enseignement public. Les conditions de titre, de diplôme et de durée de services sont les mêmes que celles qui sont requises pour les candidats aux concours correspondants de l'enseignement public.

Concours de recrutement des enseignants du secteur public, hors agrégation – Concours de recrutement des professeurs des écoles (CRPE), concours du certificat d'aptitude au professorat du second degré (Capes), du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique (Capet), du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (Capeps), du certificat d'aptitude au professorat de lycée professionnel (CAPLP).
Pour ces concours, plusieurs voies d'accès sont possibles : concours externes, troisièmes concours, concours internes, et recrutement réservés.

- À compter de la session 2022, seuls les étudiants inscrits en seconde année de master (et non plus en première année) ou les candidats déjà titulaires d'un master peuvent se présenter aux concours externes. Ces concours s'adressent aussi aux titulaires d'un titre sanctionnant un cycle d'études post-secondaires d'au moins cinq années. L'agrégation n'est pas concernée par la réforme de 2022.
- Les troisièmes concours, comptabilisés avec les concours externes, sont ouverts aux candidats qui justifient de cinq années d'activités professionnelles accomplies dans le cadre d'un contrat de droit privé. Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée.
- Les concours internes sont accessibles aux candidats titulaires d'une licence ou équivalent et justifiant de trois années de services publics.
- Les concours et examens professionnalisés réservés sont destinés aux agents contractuels. Ils ne posent aucune exigence de diplôme, l'épreuve d'admissibilité repose sur l'étude d'un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP).

Pour les concours externes et internes, sont dispensés de diplôme les mères ou pères d'au moins trois enfants, ou les sportifs de haut niveau.
Spécificités du concours de recrutement des professeurs des écoles :

- un concours externe supplémentaire est organisé dans les académies de Créteil (depuis 2015) et de Versailles (depuis 2018). Les conditions d'inscription et la nature des épreuves sont identiques à celles du concours externe classique ;
- le premier concours interne est ouvert aux instituteurs titulaires justifiant de trois années d'ancienneté au 1er septembre de l'année précédant le concours. Les seconds concours interne et interne spécial langues régionales concernent les candidats justifiant de trois années d'ancienneté de services publics ;
- À partir de la session 2017, le concours externe et le second concours interne de recrutement de professeurs des écoles sont organisés à Mayotte. Auparavant, il s'agissait de concours spécifiques qui alimentaient le corps des instituteurs de la fonction publique de l'État recrutés à Mayotte. Pendant une période transitoire, le niveau de recrutement est la licence au lieu du master pour le concours externe. Pour le second concours interne, le niveau de recrutement est fixé à bac+2 au lieu de la licence.
- À partir de la session 2023, un recrutement interne exceptionnel de professeurs des écoles est organisé dans les académies de Créteil, Versailles et de Guyane. Ce concours est ouvert aux agents publics justifiant de 18 mois de services d'enseignement et d'un diplôme classé au moins au niveau 5 (bac+2).

Concours de recrutement des ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation (ITRF) – Plusieurs voies d'accès sont possibles : concours externes, internes, réservés. Ils sont organisés par branche d'activité professionnelle (BAP) et par emploi-type. Les concours de catégorie A comportent une phase d'admissibilité nationale et une phase d'admission locale. Les concours de catégories B et C sont organisés par académie.

Concours de recrutement des professeurs agrégés – Les concours externes et internes de l'agrégation s'adressent aux personnes titulaires d'un master ou équivalent, ou d'un doctorat. Un nouveau concours est organisé à partir de la session 2017 : un concours externe spécial réservé aux titulaires d'un doctorat.

Contractuel – Voir « Fonctionnaire ».

Corps enseignants du premier degré public – Les personnels fonctionnaires ayant une mission d'enseignement dans le premier degré public sont principalement issus des corps suivants :
- professeurs des écoles : corps majoritaire du premier degré, créé en 1990 pour remplacer le corps des instituteurs ;
- instituteurs : extinction progressive du corps par intégration au corps des professeurs des écoles (concours interne ou liste d'aptitudes) et départs en retraite.

Par ailleurs, des personnels contractuels enseignent également dans le premier degré.

Corps enseignants du privé sous contrat – Les personnels ayant une mission d'enseignement dans le secteur privé appartiennent à des corps similaires à ceux du secteur public (voir « corps enseignants du premier degré public » et « corps enseignants du second degré public »). Néanmoins, les enseignants qui en dépendent ne sont pas fonctionnaires. Ils sont généralement assimilés à leurs homologues titulaires du public, car leur grille de rémunération est identique. Ils ont intégré leur corps en passant l'équivalent, pour le privé, des concours du public. Ils exercent dans des écoles ou établissements du privé sous contrat.
Il existe également des « maîtres délégués » qui sont l'équivalent des contractuels de la fonction publique.

Corps enseignants du second degré public – Les personnels fonctionnaires ayant une mission d'enseignement dans le second degré public sont issus de plusieurs corps :
- professeurs certifiés : corps majoritaire du second degré, il comprend des enseignants de disciplines générales ou technologiques. L'accès se fait par les concours du CAPES et du CAPET ;
- professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS) : corps lié à cette discipline. L'accès se fait par le concours du Capeps ;
- professeurs de lycée professionnel (PLP) : corps dont la vocation est l'enseignement en lycée professionnel, il comprend des enseignants de disciplines générales comme des enseignants de disciplines professionnelles. L'accès se fait par le concours du CAPLP ;
- professeurs certifiés, PEPS et PLP ont des conditions de carrière et de rémunération similaires ;
- professeurs agrégés : corps comprenant des enseignants de disciplines générales. L'accès se fait par le concours de l'agrégation ; l'agrégation interne est notamment destinée aux professeurs certifiés. La grille de rémunération des agrégés est plus favorable que celle des certifiés ;
- professeurs de chaire supérieure : corps issu de la promotion par liste d'aptitude de professeurs agrégés, et destiné plus particulièrement à enseigner dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

Enfin, d'autres corps ne sont plus ouverts au recrutement. Il s'agit des PEGC (professeurs d'enseignement général de collège), et des adjoints et chargés d'enseignement (anciens corps d'intégration des maîtres auxiliaires).
Par ailleurs, des enseignants des corps du premier degré exercent dans le second degré, en particulier en Segpa. Des personnels contractuels enseignent également dans le second degré. De plus, les enseignants des sections de techniciens supérieurs (STS) et des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) font partie intégrante des enseignants du second degré public.

Corps non enseignants – Personnels d'encadrement, de vie scolaire, administratifs, sociaux et de santé, et ITRF.

Cursus licence-master-doctorat (LMD) – Depuis la rentrée 2007, l'ensemble des universités offre des formations LMD.
Outre les diplômes dits « LMD » (licence, master, doctorat), l'ensemble des diplômes préparés dans les universités sont répartis en trois cursus :
- le cursus licence regroupe les formations amenant à un diplôme de niveau bac + 2 (DUT notamment) ou bac + 3 (licences générales, licences professionnelles, etc.) ;
- le cursus master comprend les formations amenant à un diplôme de niveau bac + 4 ou bac + 5 (masters, formations d'ingénieurs) ;
- le cursus doctorat rassemble pour l'essentiel des étudiants préparant un doctorat.

Cycle ingénieur – Désigne les trois années, du niveau bac + 3 au niveau bac + 5, qui conduisent au diplôme d'ingénieur. Pour les formations d'ingénieurs organisées sur cinq ans, il s'agit des trois dernières années.

Diplôme de comptabilité et de gestion (DCG) – Le DCG se prépare en trois ans après le baccalauréat et confère le grade de licence.
Peuvent s'inscrire aux épreuves du DCG les personnes justifiant soit du baccalauréat, soit d'un titre ou d'un diplôme admis en dispense du baccalauréat en vue de l'inscription dans les universités, soit d'un titre ou diplôme étranger permettant l'accès à l'enseignement supérieur dans le pays de délivrance, soit d'un diplôme homologué au niveau I, II, III ou IV figurant sur l'arrêté du 17 juin 1980 modifié fixant la liste d'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique, soit d'un diplôme enregistré au niveau I, II, III ou IV du Répertoire national de certification professionnelle (RNCP), soit d'un diplôme enregistré aux niveaux 4,5,6 ou 7 du Cadre national des certifications professionnelles prévu à l'article D 6113-19 du Code du travail.

Diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG) – Le diplôme supérieur de comptabilité et de gestion se prépare en deux ans.
Peuvent s'inscrire aux épreuves du DSCG, les personnes justifiant soit du DCG, soit du diplôme d'études comptables et financières (DECF), soit d'un diplôme national de master, soit d'un diplôme conférant le grade de master délivré en France ou dans un autre État membre de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, soit d'un titre ou diplôme admis en dispense du DCG dont la liste est fixée par l'arrêté du 26 mars 2008 (BOESR n° 16 du 17 avril 2008).

Demi-pensionnaire – Élève qui prend ses repas de midi dans un établissement scolaire.

Dépense extérieure de recherche et développement expérimental des entreprises (DERDE) – Elle correspond aux montants des travaux de R&D achetés ou financés par les entreprises et exécutés en dehors d'elles. Elle comprend la sous-traitance de recherche effectuée sur le territoire national ou à l'étranger, ainsi que la contribution aux organismes internationaux.

Dépense intérieure d'éducation (DIE) – La dépense intérieure d'éducation rassemble toutes les dépenses effectuées par l'ensemble des agents économiques (administrations publiques centrales et locales, entreprises et ménages) pour les activités d'éducation : enseignement scolaire et extrascolaire de tous niveaux, organisation du système éducatif (administration générale, orientation, documentation pédagogique et recherche sur l'éducation), activités destinées à favoriser la fréquentation scolaire (hébergement et restauration, médecine scolaire, transports) et dépenses demandées par les institutions (fournitures, livres, habillement). La DIE est évaluée chaque année par le compte de l'éducation, compte satellite de la comptabilité nationale.

Dépense intérieure de recherche et développement expérimental (DIRD) – Elle correspond aux travaux de recherche et développement (R&D) exécutés sur le territoire national, quelle que soit l'origine des fonds. Une partie est exécutée par les administrations (DIRDA), l'autre par les entreprises (DIRDE). Elle comprend les dépenses courantes (masse salariale des personnels de R&D et dépenses de fonctionnement) et les dépenses en capital (achats d'équipements nécessaires à la réalisation des travaux internes à la R&D et opérations immobilières réalisées dans l'année).

Dépense nationale de recherche et développement expérimental (DNRD) – Cet agrégat mesure, sans double compte, l'effort financier des acteurs économiques nationaux, quelle que soit la destination des financements. L'écart entre le montant de la DIRD et celui de la DNRD représente le solde entre les échanges en matière de R&D entre la France et l'étranger, y compris les organisations internationales.

Dépense par élève ou étudiant – La dépense par élève ou étudiant prend en compte la totalité des dépenses, à savoir les dépenses courantes (personnels et fonctionnement) et les dépenses en capital pour l'ensemble des activités dans les établissements publics et privés, ainsi que les dépenses de l'administration permettant l'organisation du système, à l'exclusion des formations extrascolaires et de la formation continue. Elle comprend aussi les biens et services liés (transports scolaires, achat de fournitures, de manuels scolaires, de vêtements demandés par les institutions, de cours particuliers).
Pour chaque niveau d'enseignement, la dépense par élève ou étudiant est égale à la somme des dépenses totales des unités de financement du compte de l'éducation, divisée par le nombre d'élèves ou étudiants de l'année civile n, calculé en prenant deux tiers des effectifs de l'année scolaire $n - 1/n$ et un tiers des effectifs de l'année scolaire $n/n + 1$.

Dépense totale de R&D – La dépense totale de R&D correspond au financement de la DIRDE à laquelle on ajoute le financement de la DERDE exécutée dans le secteur de l'État plus le financement de la DERDE exécutée à l'étranger.

Diplôme d'études en langue française (DELF) et diplômes approfondis de langue française (DALF) – Ce sont les seuls diplômes de français langue étrangère délivrés par le ministère chargé de l'éducation nationale. Ils sont valables à vie et bénéficient d'une reconnaissance internationale. De plus, les DELF et les DALF peuvent permettre d'étudier, de travailler et d'immigrer dans un pays francophone.

Diplôme des métiers d'art (DMA) – Diplôme en deux ans après le baccalauréat, entièrement remplacé par le DN MADE en trois ans depuis 2020.

Diplôme national des métiers d'art et du design (DN MADE) – Diplôme de niveau bac + 3, il a fait son apparition à la rentrée 2018 comme la nouvelle formation aux métiers d'art et de design. Il remplace progressivement le DMA, la MANAA (mise à niveau en arts appliqués) et certains BTS « en arts ». Cependant, si le DN MADE est classé dans le domaine de spécialités « Lettres et arts » ce n'était pas le cas de la plupart des BTS « en arts ». Aussi les évolutions annuelles par domaine de spécialités sont-elles calculées hors DN MADE, DMA, MANAA et certains BTS « en arts », afin de garder un champ constant au sein même des domaines de spécialités. L'évolution annuelle de l'ensemble des entrants est, quant à elle, établie sur l'ensemble du champ.

Diplôme national du brevet (DNB) – Diplôme national sanctionnant la formation secondaire au terme des classes de troisième, et attestant de la maîtrise des compétences du socle commun de connaissances et de compétences, depuis la session 2011. Pour les candidats scolaires, l'obtention du diplôme national du brevet (DNB) est liée à la maîtrise du socle commun de connaissances, de compétences et de culture et aux résultats obtenus aux épreuves de l'examen terminal. Les candidats individuels sont évalués par un examen écrit. À compter de la session 2013, le DNB comporte deux séries : la série générale et la série professionnelle. Jusqu'en 2012, il comportait trois séries : la série collège, la série technologique et la série professionnelle.

Diplômes d'ingénieur – Ensemble des diplômes des établissements publics et privés, relevant de tous les ministères, habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur reconnu par la commission des titres d'ingénieurs (CTI).

Diplômes des écoles de commerce – Ensemble des diplômes des établissements privés ou consulaires, ayant obtenu un titre visé ou non par le ministère chargé de l'enseignement supérieur. À partir de la session 2013 sont comptabilisés les diplômes obtenus par la voie de l'apprentissage ou décernés au titre de la formation continue. Depuis la session 2017, sont également pris en compte les titres inscrits au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

Diplômes nationaux et diplômes d'établissement ou d'université (DU) – Les diplômes nationaux de l'enseignement supérieur français sont des diplômes reconnus par l'État qui détient « le monopole de la collation des grades et des titres universitaires » (art. L. 613-1 du Code de l'éducation). Sont également inclus sous cette dénomination les titres d'ingénieur diplômé délivrés par les grandes écoles. Ils ne doivent pas être confondus avec les diplômes propres d'établissement (ou d'université), dont la création et la délivrance peuvent être effectuées par tout établissement d'enseignement supérieur public ou privé.

Diplômes universitaires de technologie (DUT) – Ce diplôme en 2 ans, initialement un diplôme final jusqu'en 2021, a depuis été remplacé par le BUT en 3 ans, devenant un diplôme intermédiaire.

Disciplines de poste des enseignants dans le second degré

- Groupe de disciplines « lettres » : il intègre également les disciplines bivalentes lettres-histoire-géographie et lettres-langues (disciplines de type collège, lycée professionnel ou lycée), ainsi que lettres-EPS, lettres-éducation musicale et lettres-arts plastiques (disciplines de type collège).
- Groupe de disciplines « mathématiques » : il intègre également les disciplines bivalentes mathématiques-sciences physiques (discipline de type collège, lycée professionnel ou lycée), ainsi que mathématiques-arts plastiques, mathématiques-éducation musicale et mathématiques-EPS (disciplines de type collège).
- Groupe de disciplines « biologie-géologie » : il comprend, outre les sciences de la vie et de la Terre, les disciplines bivalentes sciences naturelles-EPS, sciences naturelles-physique-technologie (disciplines de type collège), ainsi que sciences naturelles-sciences physiques et sciences naturelles-mathématiques (disciplines de type lycée).
- Enseignement non spécialisé : ce groupe englobe les disciplines généralistes dispensées principalement en section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa), ainsi que l'enseignement du braille ou du langage des signes. Il est très majoritairement assuré par des enseignants des corps du premier degré.

Dispositif d'enquêtes sur les effectifs étudiants – La principale source est le système d'information SISE qui recense l'ensemble des inscriptions prises au 15 janvier de l'année n dans les différents établissements d'enseignement supérieur (les universités, les écoles d'ingénieurs, les écoles de commerces, les grands établissements, les écoles artistiques et culturelles, les instituts catholiques, autres écoles). Ce dispositif concerne les inscriptions prises au titre de l'année n - $1/n$. Chaque inscription est relative à un étudiant (repéré par son numéro INE), à un diplôme préparé (repérée par son code SISE) et à une localisation (repéré par son numéro UAI). Il a été mis en place pour la première fois en 1995 sur le champ des universités, puis a connu plusieurs extensions de champ. Le système SISE recense la totalité des inscriptions prises dans

les formations dispensées dans les établissements recensés. À l'université sont par exemple recensés les BUT, les formations d'ingénieurs, les formations paramédicales, l'enseignement à distance, etc. Cette source est complétée par les données collectées par le ministère chargé de l'éducation nationale (CPGE, STS et assimilés), ainsi que par les ministères chargés de l'agriculture (formations agricoles) et de la santé (formations paramédicales et sociales). Des opérations d'identification d'établissements manquants et d'extension de la couverture du système d'information individualisé (auparavant fondé sur des données agrégées pour certains établissements) ont été mises en œuvre depuis la collecte 2016-2017. Sont principalement concernés des établissements publics ou privés hors tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur : écoles d'art et de commerce principalement.

Dispositifs relais – Les classes et les ateliers relais accueillent temporairement des élèves en voie de marginalisation, qui risquent de sortir sans qualification du système scolaire. Les dispositifs relais ont pour but de favoriser la préscolarisation et la resocialisation de ces élèves (cf. circulaire n° 2014-037 du 28 mars 2014). Les dispositifs relais sont rattachés administrativement à un collège (ils peuvent être implantés en son sein ou dans des locaux distincts), et s'appuient sur un partenariat mené par les services de l'État (ministères chargés de l'éducation nationale et de la justice, notamment la PJJ) et les collectivités territoriales. Les équipes d'encadrement sont constituées d'enseignants, d'éducateurs et de personnels associatifs qui travaillent en relation étroite avec les personnels sociaux et de santé.

- Créées en 1998, les classes relais peuvent s'appuyer sur le secteur associatif et bénéficient d'un partenariat avec la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ).
- Créés en 2002, pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves en grande difficulté, les ateliers relais travaillent systématiquement en partenariat avec une association (mouvement d'éducation populaire, fondation bénéficiant d'une reconnaissance d'utilité publique, etc.).
- En 2014, les internats relais sont créés afin d'adapter la réponse éducative à la diversité des profils des jeunes en voie de déscolarisation.

Division (classe) – Voir « Classe ».

École élémentaire – L'école élémentaire accueille les élèves du cycle des apprentissages fondamentaux (cycle II) - CP, CE1 et CE2 - et des deux premières années du cycle de consolidation (cycle III) - CM1 et CM2.

École primaire – L'école élémentaire peut également accueillir des élèves de niveau préélémentaire (cycle I). Dans ce cas, elle est aussi appelée école primaire.

École maternelle – L'école maternelle accueille exclusivement les élèves du cycle des apprentissages premiers (cycle I) : petite, moyenne et grande sections de maternelle.

École ou établissement privé – Les écoles et les établissements d'enseignement privés sont liés à l'État par un contrat (établissement « sous contrat ») ou non (établissement « hors contrat »). Dans le cas d'une école ou d'un établissement sous contrat, le contrat, au sens de la loi Debré (n° 59-1557 du 31 décembre 1959), est l'acte juridique qui lie une école ou un établissement privé, pour tout ou partie de ses classes, à l'éducation nationale.
Il peut donc y avoir coexistence de classes sous contrat et hors contrat au sein d'une même école ou d'un même établissement. Le contrat précise quelles sont les classes concernées. Par convention, une école ou un établissement est considéré « sous contrat » dès lors qu'il comporte au moins une classe sous contrat. Le contrat peut être simple ou d'association. En principe, les établissements du second degré sont liés par contrat d'association. L'école ou l'établissement « hors contrat » n'est pas lié à l'État par un contrat, mais il est soumis à un régime d'inspection limité aux titres des directeurs et des enseignants, à l'obligation scolaire, à l'instruction obligatoire, à la prévention sanitaire et sociale, au respect de l'ordre public et des bonnes mœurs. Le contrôle sur le contenu de l'instruction obligatoire a été renforcé par la loi n° 98-1165 du 18 décembre 1998.

Écoles d'ingénieurs – Ensemble des établissements publics et privés, quel que soit le ministère de rattachement, habilités à délivrer un diplôme d'ingénieur reconnu par la commission des titres d'ingénieurs (CTI). Les formations d'ingénieurs de l'université de Lorraine (devenue grand établissement en 2011) ont été maintenues dans les effectifs des écoles internes universitaires.

Écoles de commerce, gestion et vente – Ce sont des établissements privés ou consulaires, classés en trois groupes :

- les écoles du groupe I sont reconnues par l'État et proposent au moins un diplôme visé par le ministère chargé de l'enseignement supérieur ;
- les écoles du groupe II sont également reconnues par l'État, mais aucun de leurs diplômes n'est visé par le ministère ;
- les écoles du groupe III ne sont pas reconnues par l'État et aucun de leurs diplômes n'est visé par le ministère.

Écoles doctorales – Elles sont définies, depuis 2001, comme un regroupement, autour d'un projet commun de formation, d'unités de recherche dont la qualité est reconnue à la suite d'une évaluation

nationale (article L. 612-7 du Code de l'éducation et arrêté du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale). Plusieurs établissements d'enseignement supérieur et de recherche, dont au moins un établissement public, peuvent faire l'objet d'une accréditation conjointe, la responsabilité administrative de l'école doctorale étant assurée par un établissement public, support de l'école doctorale.

Écoles et collèges numériques – Ils ont été choisis à l'issue d'un appel à projets national pour mettre en œuvre le déploiement du Plan numérique pour l'éducation, annoncé en mai 2015 par le président de la République. Ils ont bénéficié de ressources et d'équipements numériques (notamment matériels mobiles individuels dans les collèges et classes mobiles dans les écoles), ainsi que d'un accompagnement associé.

Écoles régionales du premier degré (ERPD) – Les écoles régionales du premier degré mentionnées à l'article L. 412-1 du Code de l'éducation accueillent les enfants de familles exerçant des professions non sédentaires. Elles reçoivent également des enfants de familles dispersées ou en difficultés financières momentanées. Le régime des élèves est l'internat.

Éducation prioritaire (EP) – Politique initiée en 1981, dont le périmètre a évolué en se fondant sur « un indice social unique permettant de mesurer les difficultés rencontrées par les élèves et leurs parents, et leurs conséquences sur les apprentissages ». Ainsi, à la rentrée 2015, les réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP+) et les réseaux d'éducation prioritaire (REP) ont été établis comme zonage de référence de l'éducation prioritaire. Un réseau regroupe un collège et les écoles de son secteur. Les REP+ concernent les secteurs isolés connaissant les plus grandes concentrations de difficultés sociales ayant des incidences fortes sur la réussite scolaire, tandis que les REP concernent des secteurs plus mixtes socialement mais rencontrant des difficultés sociales plus significatives que les établissements situés hors de l'éducation prioritaire.
Historique : Initiée en 1981 avec la création des zones d'éducation prioritaire (ZEP), la carte de l'éducation prioritaire a été redéfinie à la rentrée 1999, et une nouvelle structure ajoutée : le réseau d'éducation prioritaire (REP). À la rentrée 2006, en lieu et place des réseaux existants dans l'éducation prioritaire (ZEP et REP), ont été constitués les 254 réseaux « ambition réussite » (RAR) et les autres réseaux dits « de réussite scolaire » (RRS). À la rentrée 2011, création du programme « Écoles, collèges, lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite » (Éclair). Dispositifs remplacés par les REP (périmètre 2015) et REP+ depuis la rentrée 2015.

Effectifs de recherche et développement expérimental (R&D) – Ils correspondent à l'ensemble des personnels, chercheurs et personnels de soutien technique ou administratif qui effectuent des travaux de R&D :
- Les chercheurs et assimilés : ce sont des spécialistes travaillant à la conception ou à la création de connaissances, de produits, de procédés, de méthodes et de systèmes nouveaux et à la gestion des projets concernés. Les qualifications concernées sont : les enseignants-chercheurs, les chercheurs et ingénieurs de recherche pour autant que ceux-ci réalisent effectivement des travaux de R&D dans les EPST, les ingénieurs et les administratifs de haut niveau participant à des travaux de R&D dans les EPIC et dans les entreprises. Les doctorants financés par les ministères (contrats doctoraux, Cifre), les organismes de recherche ou les associations sont dénombrés dans la catégorie des chercheurs.
- Le personnel de soutien participe à la R&D en exécutant des tâches scientifiques ou techniques sous le contrôle de chercheurs. Il intègre aussi des travailleurs qualifiés ou non et le personnel administratif qui participent à l'exécution des projets de R&D.

Élève allophone nouvellement arrivé – Est considéré comme tel tout élève ayant un besoin éducatif particulier dans l'apprentissage du français langue seconde (FLS), mis en évidence par un test de positionnement, et qui peut également concerner les apprentissages scolaires de manière générale. Un élève allophone le demeure tout au long de sa scolarité, mais il est allophone « nouvellement arrivé » tant que le besoin éducatif existe. Ces élèves sont scolarisés en partie ou entièrement dans ces dispositifs particuliers et bénéficient notamment d'un soutien linguistique.

Élèves par structure E/S (nombre moyen d'élèves par structure) – Moyenne des effectifs des structures (classes entières ou groupes) pondérée par le nombre d'heures d'enseignement assurées dans chaque structure. Il permet d'estimer le nombre d'élèves sous statut scolaire dont un professeur a la charge en moyenne pendant une heure de cours. Il est plus faible lorsque les élèves suivent les enseignements en petits groupes que lorsque les cours sont délivrés devant des classes entières. L'indicateur E/S est inférieur à la taille moyenne de la classe, qui rend compte du nombre d'élèves de la classe dans laquelle un élève suit un enseignement pendant une heure.

Emplois aidés – Contrat de professionnalisation, parcours emploi compétences (PEC).

Emplois non aidés
- EDI : emploi à durée indéterminée (CDI, fonctionnaires, engagés dans l'armée et personnes travaillant à leur compte).

- EDD : emploi à durée déterminée (CDD, aides familiaux).
- Intérim.

Enseignement supérieur – Il regroupe les enseignements généraux, techniques ou professionnels qui demandent de disposer d'un niveau de formation supérieur ou égal au baccalauréat ou à son équivalent. Les enseignements sont dispensés dans les établissements d'enseignement publics ou privés, sous tutelle d'un ministère ou non. Le champ couvre les établissements situés en France, y compris d'outre-mer, ainsi que les établissements français à l'étranger. Il s'agit notamment : des universités et de leurs instituts, des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé, ex-ESPÉ), des sections de techniciens supérieurs (STS), des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), des écoles d'ingénieurs, des écoles de commerce ou de gestion, vente et comptabilité, des écoles paramédicales et sociales, etc.

Enseignement supérieur court et long – L'enseignement supérieur court correspond, au BTS, DUT ou équivalent ainsi qu'au paramédical et social de niveau bac + 2 ; l'enseignement supérieur long à la licence, au master, au doctorat ainsi qu'aux diplômes des écoles de niveau licence ou au-delà.

Enseignements adaptés du second degré – Dispensés dans des structures (Segpa, EREA) du ministère chargé de l'éducation nationale, ils peuvent être également assurés par des établissements sous tutelle du ministère chargé de la santé.

Enseignements de spécialité – Les enseignements de spécialité concernent les classes de première des voies générale et technologique à compter de la rentrée 2019 et les classes de terminale à compter de la rentrée 2020. Dans la voie technologique, l'élève choisit la série du baccalauréat qu'il voudra passer : les enseignements de spécialité en découlent directement. Dans la voie générale, les élèves doivent choisir trois, puis deux enseignements de spécialité. En classe de première, l'élève choisit trois enseignements de quatre heures hebdomadaires dans la liste proposée ; en classe de terminale, l'élève choisit deux enseignements de six heures hebdomadaires parmi ceux déjà choisis en classe de première.

Ensemble immobilier du second degré public – L'ensemble immobilier est constitué des terrains et bâtiments d'un seul établissement ou de ceux de plusieurs établissements juridiquement autonomes utilisant certains locaux en commun. Il s'agit alors d'une cité scolaire. Théoriquement, toutes les annexes du ou des établissements constituant l'ensemble immobilier sont rattachées à celui-ci, mais certaines annexes « géographiques » situées dans une autre commune peuvent être considérées comme des ensembles immobiliers à part entière.

Équivalent temps plein (ETP) recherche – Afin de tenir compte de la pluralité des activités exercées, les effectifs en personnes physiques sont pondérés en fonction du temps consacré aux activités de R&D. Par convention, les enseignants-chercheurs sont comptabilisés à 50 % de leur temps pour la R&D.

Établissement du secteur privé hors contrat – L'établissement scolaire privé hors contrat est un établissement qui n'a pas signé d'accord avec l'État. Cet établissement doit cependant déclarer son ouverture au recteur de l'académie où il s'installe. Il n'est pas obligé de suivre les programmes ni de respecter les horaires de l'enseignement public. En revanche, il doit permettre aux enfants d'acquérir les connaissances du socle commun de compétences. Par ailleurs, l'État ne prend pas en charge la rémunération des enseignants. C'est l'établissement qui recrute les enseignants et les rémunère.

Établissement public expérimental (EPE) – À titre expérimental pour une durée maximale de dix ans, un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel peut regrouper ou fusionner des établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics et privés, concourant aux missions du service public de l'enseignement supérieur ou de la recherche. Cet établissement expérimente de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement, afin de réaliser un projet partagé d'enseignement supérieur et de recherche défini par les établissements qu'il regroupe. Les établissements regroupés dans l'établissement public expérimental peuvent conserver leur personnalité morale. Ils sont dénommés « établissements-composantes » de l'établissement public expérimental. Après deux ans, l'établissement peut sortir de l'expérimentation ou devenir un grand établissement. De plus, les communautés d'universités et établissements (Comue) peuvent expérimenter de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement.

Établissement régional d'enseignement adapté (EREA) – Créés par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954, les EREA ont pour mission de prendre en charge des adolescents en grande difficulté scolaire et sociale, ou présentant un handicap. Le décret du 30 août 1985 relatif à l'organisation administrative et financière des établissements publics locaux d'enseignement (lycées, collèges et établissements d'éducation spécialisée) en fait des établissements du second degré.

Établissements hospitaliers et médico-sociaux – Sous tutelle du ministère chargé de la santé, ils offrent une prise en charge globale, scolaire, éducative et thérapeutique, qui peut s'accompagner dans certains cas d'une inclusion scolaire partielle.

Établissements privés non subventionnés – Dans le cadre du Compte de l'éducation, ce sont les écoles et les établissements hors contrat, les établissements déclarant des bénéfices industriels et commerciaux, les professions libérales déclarant des bénéfices non commerciaux et les individus donnant des leçons particulières.
Dans le cas, peu fréquent, où un établissement privé comprend à la fois des classes sous contrat et des classes hors contrat, seule l'activité d'enseignement correspondant aux classes hors contrat est rattachée à ce producteur.

Établissements privés subventionnés – Dans le cadre du Compte de l'éducation, il s'agit des écoles et établissements privés des premier et second degrés comprenant des classes sous contrat d'association ou plus rarement sous contrat simple. Les établissements d'enseignement supérieur privés subventionnés, sans être à proprement parler sous contrat, touchent une subvention de l'État ; ils relèvent pour la plupart des grandes fédérations d'établissements privés.

Étudiants non bacheliers – Les étudiants non bacheliers regroupent les étudiants qui ont obtenu une dispense ou une équivalence du baccalauréat (en particulier les étudiants étrangers poursuivant leurs études supérieures en France), les titulaires d'une capacité en droit ou du DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires) et ceux qui bénéficient d'une validation de leurs acquis.

Externe – Élève qui fréquente les établissements uniquement pour y suivre les enseignements.

Famille de métiers – Mises en place en classe de seconde de baccalauréat professionnel dans le cadre de la transformation de la voie professionnelle, les quatorze familles de métiers donnent aux élèves l'opportunité de construire un parcours de formation progressif et davantage choisi. À la fin de la troisième, ces derniers peuvent désormais opter soit pour une seconde formant à un métier précis, soit pour une seconde formant à une famille de métiers.

Financeur final et financeur initial – Le financeur final est le dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité territoriale est maîtresse d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée à cette collectivité territoriale, dernier financeur. Les dépenses attribuées à l'État ne prennent pas en compte cette subvention. Si, en revanche, on choisit d'affecter la subvention au financeur État, alors on parle de financeur initial (avant transferts).

Fonctionnaires – Les personnels fonctionnaires sont des agents civils ayant réussi un concours de la fonction publique ou devenus fonctionnaires via une voie d'accès spécifique. Ils appartiennent à des corps, regroupés en catégories (A, B, C) d'après leur niveau de concours de recrutement. Parmi les fonctionnaires, on distingue les stagiaires (avant titularisation) et les titulaires.
Les enseignants du privé sous contrat n'ont pas le statut des fonctionnaires de l'État. Néanmoins, par souci de simplicité, on parlera d'assimilés titulaires pour les enseignants du privé sous contrat placés sur une échelle de rémunération de fonctionnaires. Dans le public, une partie des personnels sont contractuels. Leurs équivalents dans le privé sous contrat sont les maîtres délégués.

Fonds sociaux pour les cantines – Ils ont été mis en place pour faciliter l'accès à la restauration scolaire du plus grand nombre de collégiens et de lycéens et éviter ainsi que des enfants ne se trouvent privés de repas parce que leur famille ne parvient pas à prendre en charge les frais de restauration.

Fonds sociaux pour les collégiens et lycéens – Ils sont destinés à faire face aux situations difficiles que peuvent connaître certains élèves ou leurs familles pour assurer les dépenses de scolarité ou de vie scolaire. Ces aides exceptionnelles sont soit financières, soit en nature.

Formation initiale – Il s'agit du parcours d'études amorcé à l'école élémentaire et suivi sans une interruption de plus d'un an. La formation initiale regroupe des niveaux de formation allant de la maternelle à l'enseignement supérieur.

Formations d'ingénieurs – Formations menant à un diplôme d'ingénieur (hors cycle préparatoire intégré), quel que soit le régime d'inscription. Elles regroupent les formations d'ingénieurs classiques, les formations d'ingénieurs en partenariat (FIP), les formations d'ingénieurs conjointes et les formations d'ingénieurs spécialisés.

Formations d'ingénieurs en partenariat (FIP) – Les formations d'ingénieurs en partenariat (FIP), anciennement intitulées « Nouvelles formations d'ingénieurs » (NFI), ont été créées en 1990 pour rapprocher les écoles d'ingénieurs du monde du travail. Elles accueillent principalement des étudiants titulaires d'un bac + 2 pour des cursus de trois ans, sous statut scolaire ou en apprentissage. Les diplômes obtenus dans le cadre d'une FIP sont reconnus par la commission des titres d'ingénieurs (CTI).

Formations en collège – Outre les classes de la sixième à la troisième, elles comprennent les classes préprofessionnelles qui ont évolué au cours du temps : actuellement, les troisièmes prépa-métier et, auparavant, les troisièmes prépa pro, les dispositifs d'initiation aux métiers en alternance (DIMA), les classes d'initiation préprofessionnelle en alternance (Clipa), les classes préprofessionnelles de niveau (CPPN) et les classes préparatoires à l'apprentissage (CPA). Elles comprennent également les dispositifs relais qui accueillent momentanément des collégiens en difficulté dans un but de resocialisation et de réinsertion durable dans un parcours de formation. Enfin, les sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa) sont aussi implantées dans les collèges (voir fiche 4.18).

Formations générales et technologiques en lycée – Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat général, au baccalauréat technologique ou au brevet de technicien.

Formation professionnelle continue – La formation continue est une obligation légale depuis 1971. Elle a pour but d'assurer aux salariés, employés ou demandeurs d'emploi, une formation destinée à conforter, améliorer ou acquérir des connaissances professionnelles au-delà de leur formation initiale. La loi du 5 mars 2014 octroie à chaque personne un compte personnel de formation (CPF) avec un droit de tirage de 24 heures par an jusqu'à 120 heures.

Formations professionnelles en lycée – Les formations professionnelles sont principalement dispensées dans les lycées professionnels (LP), les lycées polyvalents (LPO) et dans certains lycées d'enseignement général et technologique (LEGT). Elles comprennent les préparations au CAP, au BEP et au baccalauréat professionnel (bac pro) et au brevet des métiers d'arts (BMA), ainsi que diverses formations de niveaux IV et V (principalement les mentions complémentaires).
Entre les rentrées 2008 et 2012, la voie professionnelle a connu une mutation importante. Le parcours BEP suivi d'un baccalauréat professionnel en deux ans a été abandonné au profit du baccalauréat professionnel en trois ans après la troisième.

Heures d'enseignement par élève H/E – Rapport du nombre d'heures hebdomadaires d'enseignement délivrées par des enseignants à un niveau de formation donné, au nombre d'élèves sous statut scolaire dans ce niveau de formation. Il dépend notamment des horaires des programmes et des tailles des structures dans lesquelles sont faits les enseignements. Un indicateur H/E égal à 1,5 signifie que pour 100 élèves, 150 heures d'enseignement de professeurs sont mobilisées.

Heures supplémentaires annualisées (HSA) des enseignants du second degré – Ce sont les heures effectuées toute l'année scolaire par un enseignant, en plus de son obligation réglementaire de service (ORS), déterminée en fonction de son corps d'appartenance, sa modalité de service, sa discipline de poste. On parle alors d'heures supplémentaires annualisées (HSA). Les enseignants à temps partiel peuvent bénéficier d'HSA depuis la rentrée 2022. Les heures supplémentaires occasionnelles ou effectives (voir « HSE »), dues à un dépassement ponctuel du service hebdomadaire (pour suppléer un enseignant absent par exemple) ne peuvent être prises en compte.

Heures supplémentaires effectives (HSE) des enseignants du second degré – Ce sont des heures supplémentaires effectuées ponctuellement. Contrairement aux HSA, tous les enseignants exerçant dans un établissement du second degré sont éligibles aux HSE et ces heures supplémentaires ne sont pas prises en compte dans le service de l'enseignant. Les motifs d'HSE peuvent être liés au remplacement d'un collègue absent, à de l'accompagnement éducatif, à la participation au dispositif « Devoirs faits » ou aux heures d'interrogation en CPGE.

Indemnités pour missions particulières (IMP) des enseignants du second degré – Ces indemnités sont versées aux enseignants qui accomplissent des missions toute l'année (IMP annuelles) ou ponctuellement à un niveau académique et au niveau d'un établissement. Ces missions ne sont pas effectuées directement face aux élèves, mais relèvent plutôt de la coordination (dans une discipline, dans un cycle d'enseignement ou dans un niveau d'enseignement). Des activités de référent culture, de référent décrochage scolaire ou de référent pour les ressources numériques peuvent aussi donner lieu à une indemnisation par IMP selon un forfait basé sur la charge de travail liée à la fonction.

Indice de climat scolaire – L'indice de climat scolaire comptabilise les réponses positives aux questions portant sur le climat scolaire (se sentir bien dans son école ou son établissement scolaire, dans sa classe, etc.). Il est découpé en quatre catégories : de « très mauvais » à « très bon ».

Indice de multivictimation répétée – L'indice de multivictimation répétée synthétise des faits de violence psychologique et physique en prenant en compte la fréquence et la gravité des actes recensés. Il permet de distinguer quatre niveaux différents : de l'absence de victimation répétée à la multivictimation répétée.

Inscriptions simultanées (ou doubles inscriptions) à l'université et en CPGE – Par l'article 33 de la loi du 22 juillet 2013, le législateur a imposé une double obligation : d'une part à tous les lycées publics dispensant des formations d'enseignement supérieur de conclure une convention avec un ou plusieurs EPSCP (établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel) dont un au moins de la même académie ; d'autre part aux étudiants de classes préparatoires aux grandes écoles de s'inscrire au lycée et en EPSCP. Les inscriptions simultanées étaient déjà possibles et effectives auparavant, leur caractère désormais obligatoire se traduit par une augmentation progressive des inscriptions à l'université.

InserJeunes – InserJeunes est un système d'information porté par la DEPP et la DARES. Il est obtenu par rapprochement de bases de données administratives « scolarité » (inscriptions des élèves et des apprentis) et de bases de données "emploi " (fondées sur les déclarations sociales nominatives). Il permet de déterminer si les jeunes inscrits en année terminale d'une formation de niveau CAP à BTS sont sortis du système éducatif ou s'ils poursuivent leurs études. Puis, pour les sortants, il permet de déterminer s'ils occupent un emploi salarié à des dates d'observation données (6 mois, 12 mois, 18 mois et 24 mois après la sortie d'études). Inserjeunes couvre depuis la cohorte 2022 l'ensemble de l'emploi salarié en France, à l'exception de certains emplois salariés agricoles et des emplois salariés relevant de particuliers employeurs. L'emploi non salarié ou à l'étranger n'est pas couvert.
Ce système d'information permet de répondre à la loi "pour la liberté de choisir son avenir professionnel" de septembre 2018.

InserSup – système d'information qui effectue le rapprochement de fichiers administratifs « étudiants » d'une part, et « emploi » d'autre part, afin de mesurer l'emploi salarié en France à 6, 12, 18, 24 et 30 mois après la diplomation de manière exhaustive.

Insertion professionnelle des diplômés de l'université (IP) – Enquête pilotée par le ministère chargé de l'enseignement supérieur en collaboration avec les universités publiques françaises de l'Hexagone et des DROM, qui interroge les diplômés d'une année en master ou en licence professionnelle sur leur situation professionnelle à 6, 12 et 18 mois après leur diplomation.

Instituts d'études politiques (IEP) – Il s'agit d'établissements publics d'enseignement supérieur situés à Paris (connu sous le nom de « Sciences Po »), Lille, Bordeaux, Lyon, Grenoble, Toulouse, Rennes, Strasbourg, Aix-en-Provence et Saint-Germain-en-Laye.

Instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé) – Par la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019, les Inspé remplacent les écoles nationales supérieures du professorat et de l'éducation (ESPÉ) depuis la rentrée 2019, les ESPÉ ayant eux-mêmes remplacé les IUFM fermés en 2010. Les inscriptions qui relèvent des instituts nationaux du professorat et de l'éducation sont comptabilisées au niveau de l'académie et non des établissements partenaires. Dans l'enquête SISE, seuls les masters MEEF et les DU formation adaptée sont considérés comme relevant des Inspé.
Il existe un Inspé par académie, un Inspé en Polynésie Française et un Inspé en Nouvelle-Calédonie.

Instituts universitaires de technologie (IUT) – Ils sont rattachés aux universités et ont été créés en 1965. Les IUT préparent aux diplômes universitaires de technologie (DUT), aux diplômes post-DUT (formation d'un an à temps plein après deux années d'enseignement supérieur) et aux licences professionnelles.

Internat – Il s'agit des internats fonctionnant dans l'établissement. Un établissement sans internat peut néanmoins accueillir des internes qui sont alors hébergés dans un autre établissement. De même, un établissement doté d'un internat peut ne pas loger tous ses internes.

Internat tremplin – L'internat tremplin est destiné à accueillir des élèves qui sont en rupture profonde avec les exigences de la vie des établissements scolaires ou en incapacité de faire évoluer leur comportement au sein d'un établissement sans un accompagnement spécifique.

Interne – Élève qui est hébergé et nourri pour les repas de midi et du soir ; l'hébergement peut être assuré dans l'établissement de scolarisation, ou dans un autre établissement, en foyer ou chez un correspondant extérieur ; dans ces deux derniers cas, l'élève est appelé interne « externé ».

Journée défense et citoyenneté (JDC) – La JDC est une journée d'information sur les institutions françaises, les droits et les devoirs du citoyen. Tous les jeunes français entre 16 et 25 ans sont tenus d'y participer après leur recensement. Lors de cette journée, des tests d'évaluation des apprentissages fondamentaux de la langue française ont lieu. Les épreuves ont pour objectif de repérer, chez les faibles lecteurs, trois ensembles de difficultés :
- une mauvaise automatisation des mécanismes responsables de l'identification des mots ;
- une pauvreté des connaissances lexicales ;
- une pratique défaillante des traitements complexes requis par la compréhension d'un document.

Les jeunes doivent répondre, grâce à un boîtier électronique, aux questions qui défilent sur un

écran. Leurs réponses, et dans certains cas, leurs temps de réaction, sont enregistrés. À la fin de la session d'évaluation, les différents scores sont calculés de manière automatique.

Langues vivantes – L'étude d'une première langue est obligatoire pour tous dès l'entrée dans l'enseignement du second degré.
Le « bilanguisme » est l'apprentissage d'une première et d'une deuxième langue vivante dès la sixième. Ce démarrage d'une deuxième langue vivante, dès l'entrée au collège, est une anticipation de ce qui relève de la classe de cinquième et est à mettre en relation avec le développement de l'apprentissage des langues dans le premier degré.
Depuis la rentrée 2016, la deuxième langue vivante est devenue un enseignement obligatoire dès la classe de cinquième. La troisième langue est un enseignement optionnel offert aux élèves des classes de seconde, et de première et terminale générales.

Latin et grec ancien – Depuis la rentrée 2017, l'enseignement du grec débute, comme le latin, en classe de cinquième. Les élèves ont alors la possibilité d'étudier à la fois le latin et le grec ancien ou de suivre l'option « initiation latin et grec ancien ».
En classes de seconde générale et technologique, de première ou terminale générale, le latin et le grec ancien sont, selon les programmes, des enseignements optionnels obligatoires et/ou facultatifs.
En première et terminale générales, une langue ancienne peut être choisie comme enseignement de spécialité et comme option facultative. À partir de la rentrée 2022, tous les élèves de première et de terminale de la voie technologique peuvent choisir les langues anciennes comme options facultatives.

L.AS (licences avec un « accès santé ») – Il s'agit de licences « classiques » avec une option « accès santé » à suivre en plus des matières fondamentales. Les L.AS sont des années de licence contenant des enseignements correspondant à la discipline choisie (droit, biologie, maths, lettres, etc.), des enseignements liés à l'option « santé » qui apportent les compétences nécessaires à la poursuite d'études en santé (enseignements en sciences fondamentales et en sciences humaines et sociales relevant du domaine de la santé), des cours d'anglais, des modules pour découvrir les métiers de la santé, et une préparation aux épreuves permettant de candidater en santé. Les L.AS existent depuis 2020, remplaçant, avec les parcours spécifiques avec un accès santé (« PASS »), les ex-PACES.

LOLF (loi organique relative aux lois de finances) – La LOLF du 1er août 2001, appliquée depuis le 1er janvier 2006, se décline en missions, programmes et actions. Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère.

Lycée d'enseignement général et technologique (LEGT) – Établissement d'enseignement secondaire dans lequel sont dispensées des formations sur trois années, de la seconde à la terminale, conduisant aux baccalauréats généraux et technologiques. Il peut accueillir des classes post-bac, notamment des sections de techniciens supérieurs (STS) ou des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). Le LEGT peut également préparer des élèves de formations professionnelles (il est alors nommé lycée polyvalent).

Lycée polyvalent (LPO) – Les lycées polyvalents font partie des lycées d'enseignement général et technologique. Ils dispensent, à côté des formations générales ou technologiques, des formations professionnelles.

Lycée professionnel (LP) – Établissement d'enseignement secondaire permettant d'acquérir des connaissances et des compétences dans un domaine professionnel. Y sont dispensées des formations soit de deux ans conduisant au certificat d'aptitude professionnelle (CAP), soit de trois ans, de la seconde professionnelle à la terminale professionnelle, conduisant aux baccalauréats professionnels. Le brevet d'études professionnelles (BEP) est un diplôme intermédiaire présenté pendant le cursus menant au baccalauréat professionnel. Certains LP disposent de formations post-bacs jusqu'au niveau bac + 2 (type brevet de technicien supérieur).

Marché de la formation professionnelle – Le marché de la formation professionnelle est constitué par l'ensemble des organismes remettant chaque année à l'administration un bilan pédagogique et financier. Il recouvre non seulement les organismes dont la formation des adultes et la formation continue sont les activités principales, mais aussi d'autres organismes d'enseignement, dont ce ne sont pas les activités principales.

Master of business administration (MBA) – Diplôme de spécialisation souvent préparé conjointement avec un établissement d'enseignement supérieur à l'étranger.

Master of Science (MSc) – Diplôme d'école, de niveau bac + 5, délivré à l'origine dans des pays de langue anglaise. Certains établissements français proposent ces formations en management en un ou deux ans (accès à bac + 4 ou bac + 3) qui aboutissent à la délivrance de diplômes non reconnus par l'État.

Matériel pédagogique adapté – C'est un équipement attribué à l'élève en situation de handicap pour faciliter sa scolarisation, sur notification émise par la CDAPH dans le cadre de son projet personnalisé de scolarisation (PPS). Les matériels qui peuvent être mis à disposition sont principalement des matériels informatiques tels que des ordinateurs, des claviers braille, des périphériques adaptés, des logiciels spécifiques, mais aussi des télé-agrandisseurs, des dictaphones…

Mention complémentaire – Diplôme national professionnel, conçu dans un objectif d'insertion professionnelle, qui atteste que son titulaire est apte à exercer une activité professionnelle spécialisée.

Milieu ordinaire – L'orientation vers le milieu ordinaire, notifiée par la CDAPH, correspond à une scolarisation dans l'école ou l'établissement scolaire du second degré relevant du ministère chargé de l'éducation nationale dont relève le domicile de l'élève en situation de handicap. La scolarisation en milieu ordinaire peut être complétée par un dispositif d'appui à la scolarisation. La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pose le principe de la scolarisation de l'enfant en situation de handicap en milieu ordinaire. La CDAPH peut également notifier une scolarisation à temps partagé entre le milieu ordinaire et un établissement médico-social (EMS).

Missions de professeur principal – Ces missions impliquent des responsabilités supplémentaires comme le suivi des élèves, les réunions avec les parents, la gestion des conseils de classe. Ces missions ne sont pas associées à un volume horaire prédéfini. L'enseignant s'engage à assurer toutes les heures nécessaires. L'indemnité versée est une part modulable de l'ISOE. Les taux sont fonction des niveaux d'intervention.

Missions des personnels – La mission correspond à l'activité majoritairement pratiquée au cours de l'année scolaire par l'agent. Elle est définie pour chaque agent au vu de ses différentes affectations. On appelle mission d'enseignement l'ensemble des missions où la personne passe la majorité de son temps à transmettre le programme à des élèves.
Les missions d'enseignement dans le premier degré :
- enseignement en classe maternelle (respectivement élémentaire) : personnel chargé, pour l'ensemble de l'année scolaire, d'enseigner dans une classe maternelle (respectivement élémentaire) ;
- enseignement et direction d'école simultanée : personnel chargé de la direction d'une école. Il est également chargé d'enseigner dans une classe du premier degré ;
- remplacement : personnel mobilisé ou mobilisable pour remplacer un enseignant absent sur une durée inférieure à l'année. Outre des titulaires en zone de remplacement, sont en mission de remplacement des contractuels affectés en cours d'année scolaire ou affectés en septembre pour quelques mois seulement ;
- besoins spécifiques : personnel chargé d'enseigner dans des conditions particulières (enseignant mobile pour élèves en difficulté, enseignant chargé de classes pour enfants en situation de handicap, etc.).

Les missions d'enseignement dans le second degré :
- enseignement sur classes attitrées : personnel chargé de cours pour l'ensemble de l'année scolaire, soit sur des classes attitrées (y compris Segpa, STS, CPGE), soit pour des ateliers (arts plastiques, langues, etc.) ;
- remplacement : personnel mobilisé ou mobilisable pour remplacer un enseignant absent sur une durée inférieure à l'année.
- documentation : personnel chargé du centre de documentation d'un établissement scolaire ;
- besoins spécifiques : personnel chargé d'enseigner dans des conditions particulières (enseignant chargé à l'année de classes pour enfants en situation de handicap (ULIS, EREA), enseignant à des adultes en formation continue, etc.).

Les autres missions, qui ne consistent pas à enseigner, sont les suivantes :
- soutien à l'enseignement : personnel qui intervient dans la classe avec l'enseignant pour l'aider ;
- animation pédagogique : personnel qui intervient en rôle de conseil auprès d'enseignants ;
- direction : personnel chargé de la direction d'une école avec une décharge totale, ou chargé de la direction d'un établissement du second degré ;
- éducation : personnel chargé de la vie scolaire au sein de l'établissement ;
- assistance éducative : personnel participant au bon fonctionnement de la vie scolaire, soit vis-à-vis de l'ensemble des élèves, soit pour des élèves en situation de handicap ;
- inspection ;
- administration, logistique, santé et social.

Mobilité d'échange des étudiants – Parmi les étudiants en mobilité internationale, les étudiants étrangers en mobilité d'échange sont venus étudier temporairement en France dans un programme ne donnant pas droit à l'obtention d'un diplôme français (Erasmus+ et autres programmes financés par l'Union européenne et accords bilatéraux). Ils sont identifiés dans le système d'information SISE s'ils répondent à deux conditions, qui restreignent le champ : être présent dans une université française au 15 janvier et pour une période minimum de trois mois. Ces deux critères impliquent que l'effectif mesuré par SISE sous-

estime le nombre total d'étudiants inscrits en échange sur l'année académique.

Mobilité des enseignants – Les enseignants du premier degré, qui souhaitent changer de département, doivent participer au mouvement interdépartemental relevant de l'administration centrale. L'affectation dans un établissement a lieu dans un second temps et dépend des directions des services départementaux de l'éducation nationale.
Les enseignants du second degré, qui souhaitent changer d'académie, doivent participer au mouvement interacadémique relevant de l'administration centrale. L'affectation dans un établissement a lieu dans un second temps et dépend des rectorats.

Mobilité diplômante des étudiants – Parmi les étudiants en mobilité internationale, les étudiants étrangers en mobilité diplômante sont venus étudier avec l'intention d'obtenir un diplôme universitaire français. Cette population est ici distinguée sur le champ restreint des universités et non pour l'ensemble de l'enseignement supérieur.

Mobilité internationale des étudiants – Ici, elle concerne les étudiants de nationalité étrangère venus en France spécifiquement pour y suivre leurs études après une scolarité dans leur pays d'origine. Par approximation, sont considérés comme tels les étudiants étrangers titulaires d'un diplôme d'études secondaires étranger ou d'un baccalauréat français obtenu à l'étranger (dans les établissements de l'AEFE), inscrits dans un programme d'enseignement en France. La mobilité internationale inclut la mobilité diplômante et la mobilité d'échange.
Pour l'Unesco, les étudiants en mobilité internationale sont des étudiants qui ont quitté provisoirement leur territoire national dans le but de poursuivre leurs études et sont inscrits dans un programme d'enseignement dans un autre pays.

Mon Master – Créée en 2023, la plateforme Mon Master est un guichet national unique pour l'orientation et les candidatures en diplôme national de master, ainsi que l'envoi des propositions d'admission par les formations.
Les étudiants ont jusqu'à fin mars pour confirmer leurs candidatures parmi un ensemble de formations détaillées par établissement, sans classement. Puis à partir de début juin les candidats acceptent ou refusent les propositions d'admission qui leurs sont adressées par les formations dans le cadre de la phase principale d'admission. Pour les candidatures en alternance, les formations transmettent leurs classements dès le début du mois mai, plaçant ainsi les candidats en recherche de contrat, et les premières propositions ne sont envoyées que quatre jours avant la fin de la phase principale. La phase complémentaire débute à la mi-juin, les candidats sans proposition d'admission et ceux n'en ayant accepté définitivement aucune peuvent alors déposer de nouvelles candidatures, cette fois-ci classées selon leurs préférences. Puis ces candidats reçoivent des nouvelles propositions d'admission. Enfin, une période de gestion des désistements a lieu à partir de la mi-juillet et jusqu'à la fin de la campagne. De plus, des recrutements complémentaires hors plateforme peuvent être organisés par les formations pour lesquelles la procédure Mon Master était terminée.

Nomenclature nationale des niveaux – Elle est fixée par la Commission statistique nationale de la formation professionnelle et de la promotion sociale. Elle a été modifiée par le décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelle.
Les niveaux de formation regroupent des formations de niveau de qualification comparable :
- 3 (anciennement V) : CAP, BEP
- 4 (anciennement IV) : Baccalauréat, BP
- 5 (anciennement III) : DEUG, BTS, DUT, DEUST
- 6 (anciennement II) : Licence, licence professionnelle, BUT
- 6 (anciennement II) : Maîtrise
- 7 (anciennement I) : Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, plôme d'ingénieur
- 8 (anciennement I) : Doctorat, habilitation à diriger des recherches

Nouveau bachelier – Étudiant bachelier inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur l'année suivant l'obtention du baccalauréat. Les autres étudiants sont étrangers ou titulaires d'un titre admis nationalement en équivalence ou en dispense du baccalauréat ou encore bacheliers des années antérieures ne s'étant jamais inscrits dans le champ étudié auparavant.

Options ou enseignements au choix du second degré – Le terme d'option fait référence à tout enseignement qui, dans le programme de chaque série, nécessite un choix de la part des élèves. Ces enseignements au choix peuvent faire partie des enseignements obligatoires (dans lesquels sont inclus les enseignements de spécialité) ou des enseignements facultatifs.

Opérateurs de compétences (OPCO) – Les opérateurs de compétences ont pour missions de financer l'apprentissage, d'aider les branches à construire les certifications professionnelles et d'accompagner les PME pour définir leurs besoins en formation. Ils remplacent les organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) depuis 2019.

Origine sociale de l'élève – Cela fait référence à la PCS (profession et catégorie socioprofessionnelle) de la personne qui en est responsable.

Origine sociale regroupée – Regroupement des professions et catégories socioprofessionnelles en quatre postes :
- très favorisée : chefs d'entreprise de dix salariés ou plus, cadres et professions intellectuelles supérieures, instituteurs, professeurs des écoles ;
- favorisée : professions intermédiaires (sauf instituteurs et professeurs des écoles), retraités cadres et des professions intermédiaires ;
- moyenne : agriculteurs exploitants, artisans et commerçants (et retraités correspondants), employés ;
- défavorisée : ouvriers, retraités ouvriers et employés, inactifs (chômeurs n'ayant jamais travaillé, personnes sans activité professionnelle).

Pacte enseignant – La mise en œuvre du Pacte se traduit par un dispositif indemnitaire instaurant une part fonctionnelle de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) et de l'indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves (ISAE) correspondant à l'exercice de missions complémentaires au sein des écoles, collèges, lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels.
L'ensemble des personnels enseignants, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels, en fonction des besoins et sur la base du volontariat, peuvent assurer des missions complémentaires.
Un premier ensemble de missions porte sur des activités pédagogiques en présence des élèves. Un second ensemble de missions porte sur le bon fonctionnement des écoles ou des établissements et sur les projets des équipes.
Les missions complémentaires sont assurées : pour certaines, sous la forme d'un volume horaire annuel ; pour d'autres, sous la forme d'un engagement annuel. Chaque mission fait l'objet d'une rémunération forfaitaire de 1 250 € brut annuels, correspondant à une part fonctionnelle de l'ISOE ou de l'ISAE. Le Pacte n'est pas comptabilisé dans le service total des enseignants.

Parcoursup – Créée en 2018, la plateforme Parcoursup centralise les démarches d'orientation à l'entrée de l'enseignement supérieur. Jusqu'à fin mars, les candidats formulent puis confirment leurs vœux parmi un ensemble de formations détaillées par établissement, sans expression de préférence.
De fin mai à fin septembre, les candidats acceptent ou refusent les propositions de formation qui leur sont faites par les établissements en lien avec leurs vœux. Cette première série de confrontation de demandes et d'acceptations constitue la phase principale. La phase complémentaire se déroule en parallèle à partir de fin juin, permettant une seconde série d'expressions de vœux et de sélections sur les formations restées disponibles. Ces contraintes calendaires ne s'appliquent pas au recrutement des formations en apprentissage.

PASS (Parcours spécifiques avec un accès santé) – Il s'agit d'une année de licence spécifique comprenant des enseignements « santé », des enseignements disciplinaires hors « santé » (droit, biologie, maths, lettres etc.), des cours d'anglais, des modules pour découvrir les métiers de la santé, et une préparation aux épreuves permettant de candidater en santé. Les PASS existent uniquement dans les universités disposant d'une faculté de santé. Ils remplacent depuis 2020, avec les licences accès santé (« L.AS »), les ex-PACES.
À la fin de la première année de L.AS ou de PASS et selon les résultats obtenus, il est possible d'intégrer l'une des cinq filières de santé : maïeutique, médecine, odontologie, pharmacie ou kinésithérapie (MMOPK). En cas de réussite, l'étudiant peut poursuivre dans une des cinq filières de santé. En cas d'échec, il poursuit ses études en première ou deuxième année de licence « classique » selon les enseignements disciplinaires choisis et validés en première année.

Personnels enseignants du supérieur – Personnels enseignants dans les universités y compris les instituts universitaires de technologie (IUT), les écoles d'ingénieurs, les instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé, ex-ESPÉ) rattachés aux universités, les écoles normales supérieures et les grands établissements.

Personnels enseignants du supérieur de type « second degré » – Enseignants du second degré exerçant des fonctions d'enseignement dans l'enseignement supérieur. Il s'agit en particulier de professeurs agrégés (PRAG), de professeurs certifiés et de professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS).

Personnels enseignants du supérieur des corps spécifiques – Certains enseignants appartiennent à des corps spécifiques.
Leur statut est lié aux missions des établissements qui les accueillent (recherche, enseignement et mise en valeur du patrimoine, etc.). Ces corps comprennent des astronomes, des physiciens et des corps spécifiques à certains établissements, répartis entre le Collège de France, le Conservatoire national des arts et métiers, l'École centrale des arts et manufactures, l'École des hautes études en sciences sociales, l'École pratique des hautes études, l'École nationale des chartes et le Muséum national d'histoire naturelle.

Population étudiante – Étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique. Au sein d'un même établissement, seules les inscriptions principales sont comptabilisées.

Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (à distance, formation continue, formation par alternance ou par apprentissage).

Population scolaire du premier degré – Elle se compose des élèves du préélémentaire, de l'élémentaire et de l'enseignement relevant de la scolarisation des enfants en situation de handicap.

Population scolaire du second degré – Elle se compose des élèves scolarisés dans les collèges, les lycées et les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).

Population scolarisée – Elle comprend les élèves, étudiants et apprentis en formation initiale dans les établissements relevant des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, mais aussi ceux dépendant des autres ministères (notamment ceux chargés de l'agriculture, de la santé, etc.). Les effectifs du supérieur sont estimés en éliminant les doubles inscriptions. La population scolarisée de la Guadeloupe intègre celle de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, collectivités d'outre-mer depuis 2007, mais relevant de l'académie de la Guadeloupe.

Préélémentaire – Les élèves de niveau préélémentaire sont accueillis soit dans les écoles maternelles, soit dans des écoles élémentaires comportant une classe maternelle ou une section maternelle au sein d'une classe à plusieurs niveaux, soit dans des écoles spécialisées.

Premier degré – Enseignements préélémentaire et élémentaire, dispensés dans les écoles maternelles, élémentaires et primaires. Ces enseignements se déroulent en trois cycles : le cycle des apprentissages premiers, de la petite à la grande section de maternelle (cycle I) ; le cycle des apprentissages fondamentaux, du CP au CE2 (cycle II) et le cycle de consolidation, du CM1 à la sixième (cycle III).

Première année commune aux études de santé (Paces) – De 2010 à 2020, la première année commune aux études de santé (Paces) regroupait l'essentiel des étudiants débutant une formation de médecine, pharmacie, odontologie et maïeutique, et comportait des épreuves de classement permettant de poursuivre en deuxième année d'une des filières de formation de santé. Cette voie d'accès, qui remplaçait la première année du premier cycle d'études médicales (PCEM) et celle du premier cycle des études de pharmacie (PCEP), a pris fin en 2020 (voir « PASS » et « L.AS »).

Première professionnelle – Seconde année du baccalauréat professionnel en trois ans.

Premières d'adaptation – Elles préparent au brevet de technicien (BT) les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP.

Premières et terminales générales et technologiques – voir « Baccalauréat général » et « Baccalauréat technologique ».

Prix courants/prix constants - Les prix courants sont les prix tels qu'ils sont indiqués à une période donnée, ils sont dits en valeur nominale. Les prix constants sont les prix en valeur réelle c'est-à-dire corrigés de la variation des prix par rapport à une donnée de base ou de référence. On utilise de la même façon les termes euros constants et euros courants.

Pro court scolaire – Enseignement professionnel court dispensé dans les lycées professionnels (LP), lycées professionnels agricoles (LPA) ou lycées polyvalents (LPO). Il s'agit des formations préparant au certificat d'aptitude professionnelle (CAP) ou au certificat d'aptitude agricole (CAPA) et mentions complémentaires de ce niveau. Sont incluses également les formations paramédicales et sociales de niveau V.

Pro court apprentissage – Enseignement professionnel court dispensé dans les centres de formation d'apprentis (CFA). Il s'agit des formations préparant aux CAP ou CAPA et mentions complémentaires de ce niveau.

Pro long scolaire – Enseignement professionnel long dispensé dans les lycées professionnels (LP), lycées professionnels agricoles (LPA) ou lycées polyvalents (LPO). Il s'agit des formations préparant au baccalauréat professionnel. Sont incluses également diverses formations professionnelles post-secondaires de niveau IV.

Pro long apprentissage – Enseignement professionnel long dispensé dans les centres de formation d'apprentis (CFA). Il s'agit des formations préparant au baccalauréat professionnel et au brevet professionnel.

Post-bac – Enseignement des classes supérieures de lycées ou du premier cycle des universités ou encore des diverses écoles enseignant à ce niveau.

Processus de Bologne – Il a pour un de ses principaux objectifs de faciliter la mobilité des étudiants (et enseignants) entre les pays participants. Suivant ses recommandations l'ensemble des universités de France offre depuis la rentrée 2007 des formations LMD (licence-master-doctorat). Cette réforme a ainsi permis une harmonisation de la structure des études supérieures en Europe et une plus grande lisibilité des formations des différents pays européens pour l'ensemble de leurs étudiants. En outre, les

enseignements ont été semestrialisés et sont sanctionnés par des crédits reconnus dans les différents pays européens (les ECTS « *European Credits Transfer System* »).

Producteurs d'éducation – Ce sont les agents économiques qui réalisent les activités d'éducation (écoles, collèges, lycées, universités, services administratifs, etc.). Les ressources qu'ils utilisent correspondent à la dépense intérieure d'éducation diminuée du montant des achats de biens et services (fournitures scolaires, transport scolaire, etc.).

Produit intérieur brut (PIB) – Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se mesurer de trois manières. Premièrement, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (non affectés aux secteurs et aux branches d'activité). Deuxièmement, le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations. Enfin, le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Projet personnalisé de scolarisation (PPS) – Le PPS rassemble dans un document les éléments relatifs au déroulement de la scolarité de l'élève en situation de handicap et les mesures de compensation nécessaires, notamment en termes de matériels pédagogiques adaptés, d'accompagnement, d'aménagement des enseignements. Élaboré par l'équipe pluridisciplinaire de la MDPH, le PPS concerne les élèves reconnus en situation de handicap par la CDAPH. C'est sur la base de ce PPS que la CDAPH rend les décisions relatives à la scolarisation de l'élève.

Proportion d'étudiants aidés – Le nombre d'étudiants aidés est rapporté à la population concernée, estimée en prenant en compte les étudiants inscrits dans une formation ouvrant droit aux aides. Il s'agit principalement de ceux inscrits aux diplômes nationaux de cursus licence ou master et jusqu'à la sixième année des études de santé, des élèves des STS et CPGE publiques ou privées sous contrat, des étudiants en écoles d'ingénieurs sous tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur ou en écoles de commerce reconnues par l'État. Le périmètre a été précisé (meilleure prise en compte des inscriptions simultanées, exclusion des apprentis et fonctionnaires notamment). Cette méthode révisée conduit à réévaluer les proportions d'étudiants aidés et elle a pu être appliquée à partir de 2012.

Proportion de bacheliers dans une génération – Il s'agit de la proportion de bacheliers que l'on observerait dans une génération si les individus se comportaient, à chaque âge, de la même façon que les individus se présentant à la session observée (en termes de taux de candidature et de réussite à chaque âge).

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) – Ce sont des territoires infra urbains définis par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville. La réforme de la géographie prioritaire de la politique de la ville mise en place par la loi du 21 février 2014 est fondée sur l'identification des territoires urbains abritant une part importante de population à bas revenus. Cette géographie a été actualisée et est effective dans l'Hexagone à partir du 1er janvier 2024 et au 1er janvier 2025 dans les DROM. Elle comprend 1 479 quartiers prioritaires hors Mayotte. Depuis le 1er janvier 2026, tout le département de Mayotte est en QPV. Les données sur le lieu d'habitation des élèves ne sont pas géolocalisées à Mayotte.

Regroupements d'établissements – La loi du 22 juillet 2013 a initié des politiques de site fondées sur les regroupements d'établissements. Elle offre aux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, différentes possibilités pour organiser ces regroupements et coordonner leurs politiques : la fusion, la participation à une communauté d'universités et établissements (Comue) ou l'association à l'établissement chargé de la coordination du site. Ces regroupements territoriaux ont pour objectif de favoriser une coordination renforcée des politiques de formation et de recherche ainsi que d'améliorer la vie étudiante. Ils se font à l'échelle académique ou interacadémique, sauf par dérogation en Île-de-France.

Remplaçant – Personnel mobilisé ou mobilisable pour remplacer un enseignant absent ou combler un poste vacant sur une durée inférieure à l'année. Cela correspond à des remplacements d'arrêts courts pour des raisons de santé, de formation continue, etc., ou de postes devenus vacants (départ, congé maladie long, etc.). Cela correspond aussi à des contractuels nommés tardivement sur leur poste (à partir d'octobre) ou dont le contrat ne couvre pas l'année scolaire. Précisément, on considère qu'un enseignant est remplaçant si, à la date d'observation, la majorité de son temps de service est en zone de remplacement ou consacrée à des affectations dont la durée de chacune est inférieure à l'année.

Voir également « Missions des personnels », car le remplacement est l'une des missions possibles.

Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) – Ce répertoire, établi et actualisé par la commission nationale de la certification professionnelle, a pour objet de tenir à la disposition des personnes et des entreprises une information constamment à jour sur les diplômes et les titres à finalité professionnelle, ainsi que sur les certificats de qualification figurant sur les listes établies par les commissions paritaires nationales de l'emploi des branches professionnelles.

Réseau national des Greta – C'est le réseau de la « formation continue » des établissements du second degré du ministère chargé de l'éducation nationale et du ministère chargé de l'enseignement supérieur.
Le réseau des Greta s'est mis en place progressivement à la suite des lois de 1971 qui font obligation aux employeurs de financer la formation continue de leurs salariés. Ce réseau permet de mettre un potentiel éducatif au service de la formation continue des adultes qui comprend aussi aujourd'hui l'orientation, les bilans de compétences et la validation des acquis de l'expérience (champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue du Code du travail, art. L. 6313-1). Depuis 2002, chaque académie s'est progressivement dotée d'un groupement d'intérêt public, formation continue et insertion professionnelle (GIP-FCIP). Les GIP-FCIP ont notamment intégré les missions de conseil, d'ingénierie et de formation des acteurs des centres académiques de formation continue (Cafoc) et les dispositifs académiques de validation des acquis de l'expérience (DAVA) et sont souvent porteurs de conventions pour le compte des Greta. Avec la réforme de 2013, la carte des Greta s'est profondément transformée et resserrée.

Salaire net mensuel équivalent temps plein (EQTP) – Rémunération nette de cotisations sociales, incluant primes et indemnités, calculée en rapportant l'ensemble des postes, y compris ceux à temps partiel, à un emploi à temps plein. Le cumul des rémunérations de chaque personne est converti à un temps plein pendant toute l'année (EQTP), quel que soit le volume de travail effectif. Par exemple, pour un salarié ayant occupé un poste de travail pendant six mois à 80 % et ayant perçu un total de 10 000 euros, le salaire en EQTP est de 10 000/(0,5*0,8) = 25 000 euros par an. Ce montant est ensuite mensualisé pour afficher un salaire mensuel.

Salaire net mensuel médian – Salaire tel que la moitié des salariés de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus. On considère le salaire net à temps plein, primes incluses.

Scolarisation collective – C'est l'une des deux modalités de la scolarisation en milieu ordinaire, qui regroupe la scolarisation individuelle et la scolarisation collective. Elle fait l'objet de la décision d'orientation scolaire notifiée par la CDAPH. La scolarisation collective est proposée par la CDAPH comme alternative à la scolarisation individuelle, lorsque l'exigence d'une scolarité dans une classe ordinaire – sur l'intégralité du temps de scolarisation de l'élève – est incompatible avec les besoins de l'élève. En plus des mesures de compensation individuelles, celui-ci va recevoir un enseignement adapté dispensé collectivement par un enseignant spécialisé dans le cadre de regroupements, tout en gardant la possibilité de fréquenter une classe ordinaire.

Scolarisation individuelle – C'est l'une des deux modalités de la scolarisation en milieu ordinaire, qui regroupe la scolarisation individuelle et la scolarisation collective. Elle fait l'objet de la décision d'orientation scolaire notifiée par la CDAPH. La scolarisation individuelle est mise en œuvre en classe ordinaire sur l'intégralité du temps de scolarisation de l'élève. La scolarisation individuelle est proposée par la CDAPH à l'élève en situation de handicap en capacité de suivre les modalités habituelles d'enseignement, accompagné éventuellement par des mesures individuelles de compensation (aide humaine, matérielle, aménagements divers).

Second degré – Enseignement secondaire, faisant suite à l'enseignement préélémentaire et élémentaire (premier degré), et dispensé dans les collèges, dans les lycées et les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).

Seconde générale et technologique – La classe de seconde générale et technologique (GT) est commune aux élèves destinés à s'orienter vers la voie générale ou vers la voie technologique.

Seconde professionnelle – Première année de baccalauréat professionnel en trois ans.

Seconde spécifique – Des classes de seconde dites « spécifiques » préparent au baccalauréat technologique « Sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration (STHR) » et au brevet de technicien (BT) « Métiers de la musique ».

Secteur académique – Le secteur académique désigne les établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les organismes et instituts de recherche, qu'ils soient publics ou privés.

Section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa) – Depuis la circulaire du 20 juin 1996 relative à l'organisation de la formation au collège, les Segpa accueillent essentiellement des élèves en grande difficulté scolaire et/ou sociale. Une classe Segpa accueille les jeunes de la sixième à la troisième présentant des difficultés scolaires importantes ne pouvant pas être résolues par des actions d'aide scolaire et de soutien. La classe est intégrée dans un collège. Elle regroupe un petit groupe d'élèves (16 maximum) pour individualiser le parcours de chacun. La Segpa doit permettre aux élèves d'accéder à une formation professionnelle diplômante ou à la poursuite de leurs études après la troisième.

Sections de techniciens supérieurs (STS) et assimilées – Les sections de techniciens supérieurs sont des classes qui préparent, après le baccalauréat, au brevet de technicien supérieur (BTS). Y sont assimilées : les préparations au DTS (diplôme de technicien supérieur), au DCESF (diplôme de conseiller en économie sociale et familiale), les classes passerelles, les classes de mise à niveau, les DMA (diplômes des métiers d'art) et les DN MADE (diplôme national des métiers d'art et du design).

Sections linguistiques – Les sections linguistiques regroupent plusieurs dispositifs. Créées en 1992, les sections européennes ou de langues orientales doivent permettre aux élèves d'approfondir leur maîtrise d'une langue vivante étrangère. La scolarité y est sanctionnée par une mention sur le diplôme du baccalauréat (mention « section européenne » ou « section de langue orientale »). L'enseignement d'une partie du programme d'une ou plusieurs disciplines non linguistiques est dispensé dans la langue de la section. Cette discipline non linguistique (DNL) peut être au choix de l'établissement. Depuis la rentrée 2016, l'accueil en section européenne ou de langue orientale débute en classe de seconde ; les collégiens ont cependant la possibilité de suivre une option facultative de langues et cultures européennes.
Parallèlement à ces sections européennes existent les sections binationales au lycée qui reposent sur une formation biculturelle ainsi que sur des programmes d'enseignement et des évaluations spécifiques arrêtés en commun par les pays concernés. Elles regroupent ainsi les sections abibac/franco-allemandes, bachibac/franco-espagnoles et esabac/franco-italiennes. Enfin, une section spécifique de filières bilingues à profil franco-allemand (appellation commune aux deux pays) consiste dans le partenariat de deux établissements et dans la conception en commun de projets qui trouvent leur réalisation au cours d'un échange.
Les sections internationales ont été conçues notamment pour accueillir des élèves étrangers et faciliter leur insertion dans le système scolaire français. L'enseignement commence à l'école élémentaire. Dans le second degré, l'enseignement de l'histoire-géographie se fait pour partie dans la langue de la section et sur la base d'un programme établi en commun avec les autorités du pays intéressé, sauf pour certaines sections où ce sont les mathématiques. S'y ajoute un programme de lettres étrangères dans la langue concernée. Le diplôme national du brevet peut porter la mention « option internationale ».
Créée en 2022, la section « baccalauréat Français international » (BFI) s'inscrit dans la continuité des parcours en sections internationales du CP à la classe de seconde. Les élèves de classe de première de la voie générale qui s'engagent dans ce dispositif préparent pendant leurs deux années du cycle terminal cette nouvelle option internationale prise en compte à l'examen.

Service total des enseignants du second degré, heures d'enseignement et heures de pondération – Établi sur une base hebdomadaire, le service total des enseignants peut se décomposer en deux parties :
- des heures consacrées à l'enseignement. Or, les enseignants des formations de sections de techniciens supérieurs (STS) ou de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) ont des heures d'enseignement qui sont pondérées pour prendre en compte des spécificités inhérentes à l'enseignement dans ces formations. Par exemple, 1 heure dispensée en STS compte comme 1 h 15 de service. En 2014 et 2015, la pondération des heures d'enseignement est étendue aux enseignants des établissements de l'éducation prioritaire et à ceux qui donnent cours dans des classes de premières et terminales générales et technologiques (sauf pour les enseignants d'éducation physique et sportive). Sont dénommées ici heures d'enseignement les heures réellement dispensées aux élèves, incluant les heures supplémentaires, et heures de pondération, la somme des heures additionnelles comptabilisées dans le service ;
- des heures consacrées à des activités complémentaires de l'enseignement (heures d'associations sportives, etc.) et des réductions de service (exercice dans deux établissements de deux communes différentes, etc.).

Sortants de formation initiale – La fin de la formation initiale correspond à la première interruption de plus d'un an du parcours scolaire. Les reprises d'études après plus d'un an d'interruption ne sont ainsi pas de la formation initiale.

Sortants des formations professionnelles – Sont considérés comme sortants les élèves qui ne sont plus inscrits en formation l'année scolaire suivante.

Sortants précoces – Jeunes âgés de 18 à 24 ans pas ou peu diplômés (niveau inférieur au second cycle de l'enseignement secondaire) et qui ne sont ni en formation ni en éducation.

Spécialités de formation – Les spécialités utilisées pour classer les formations font référence à la nomenclature des spécialités de formation (NSF) approuvée par le décret interministériel n° 94-522 du 21 juin 1994. Cette nomenclature a pour objectif de couvrir l'ensemble des formations, professionnelles ou non, de tout niveau. Elle définit un cadre général de classement avec trois niveaux d'agrégats possibles. La partition entre spécialités disciplinaires, spécialités de la production et spécialités des services fait référence à l'agrégat le plus haut. À partir de ce cadre général de classement, chaque ministère formateur peut élaborer un niveau de description plus fin en fonction de ses besoins.

Stage des étudiants dans les cursus universitaires – Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant acquiert des compétences professionnelles qui mettent en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme.
Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil. Lorsqu'un étudiant a réalisé plusieurs stages, c'est le plus long qui est comptabilisé dans les données présentées.
Certaines formations prévoient un stage obligatoire pour chaque étudiant. C'est par exemple le cas des licences professionnelles et des préparations au DUT. Or, la part de stagiaires mesurée n'atteint pas 100 %. L'obligation porte en effet sur l'ensemble de la scolarité, de sorte qu'au moment de l'enquête, certains étudiants ont déjà fait leur stage, d'autres pas encore. Par ailleurs, certains étudiants redoublants peuvent avoir validé leur stage l'année précédente, tandis que d'autres ont pu suivre des parcours non linéaires qui les ont conduits à interrompre leurs études.

Surface bâtie – Surface au sol hors œuvre (murs compris) des différentes constructions constituant l'ensemble immobilier.

Surface développée – Somme de la surface plancher et des surfaces au sol des bâtiments démontables, des bâtiments non couverts et de quelques constructions annexes.

Surface non bâtie – Elle se décompose en cours de récréation, parkings extérieurs, aires sportives découvertes, espaces verts et autres (allées, bassins, voirie, etc.).

Surface plancher – Somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction des embrasures des portes et fenêtres, des cages d'escalier et ascenseurs, des aires de stationnement, des caves et des combles non aménageables, des locaux techniques nécessaires au fonctionnement des bâtiments.

Système d'information et de vigilance sur la sécurité scolaire (Sivis) – Reconnu d'intérêt général et de qualité statistique par le CNIS, il permet le recueil de données tout au long de l'année sur la violence scolaire. Les données diffusées portent sur les écoles publiques et le second degré public et privé sous contrat. L'enquête est menée auprès d'un échantillon de 1 300 établissements et 200 circonscriptions (7 500 écoles publiques).

Taux de candidature – Rapport du nombre de présents au nombre de postes ou de contrats.

Taux de chômage – Il rapporte les chômeurs à la « population active », qui est composée des personnes en emploi et des chômeurs, en conformité avec le bureau international du travail (BIT).

Taux de couverture – Rapport du nombre d'admis au nombre de postes, en pourcentage. Son complémentaire (1 – taux de couverture) quantifie la part de postes non pourvus par manque de candidats retenus sur liste principale. D'autres postes peuvent ne pas être pourvus à la suite des désistements des admis sur liste principale.

Taux d'emploi – Il s'agit du nombre de sortants en emploi rapporté à l'ensemble des sortants.

Taux d'emploi salarié en France – Il s'agit du nombre de sortants en emploi salarié en France rapporté à l'ensemble des sortants.

Taux d'emploi stable – Part des diplômés en emploi qui sont en CDI, fonctionnaires ou travailleurs indépendants.

Taux de passage – Pourcentage des élèves inscrits l'année $n - 1$ dans une classe qui passent dans une classe supérieure l'année n.

Taux de poursuite dans la filière – Proportion d'entrants en $n - 1/n$ inscrits dans la même filière l'année suivante, en $n/n + 1$. Il peut s'agir soit d'un passage en deuxième année, soit d'un redoublement en première année.

Taux de poursuite d'études (Inserjeunes) – Parmi une cohorte de jeunes en dernière année de formation l'année n, part d'élèves ou apprentis toujours en formation en France (y compris les redoublants) l'année $n + 1$.

Taux de redoublement – C'est le pourcentage des élèves inscrits l'année n - 1 dans une classe qui restent scolarisés dans cette même classe l'année n. Le redoublement scolaire est le fait, pour un élève, de ne pas intégrer le niveau de classe supérieure à l'issue de l'année scolaire, mais d'accomplir une seconde année d'études dans le même niveau de classe.

Taux de réorientation vers une autre filière – Proportion d'entrants en n - $1/n$ inscrits l'année suivante, en $n/n + 1$, dans une filière universitaire différente de celle choisie initialement.

Taux de retard – Pourcentage des élèves entrant dans un niveau donné qui ont un âge supérieur à l'âge théorique requis pour ce niveau. Par exemple, le taux de retard à l'entrée en CM2 est le pourcentage d'élèves entrant en CM2 âgés de 11 ans et plus.

Taux de réussite – Il est calculé en rapportant le nombre d'admis au nombre de candidats présents. Est considéré comme présent à l'examen tout candidat qui a participé au moins à une épreuve. Les candidats peuvent être élèves, étudiants, apprentis, en formation continue ou en enseignement à distance, dans un établissement public ou privé, ou encore se présenter en candidat libre.

Taux de scolarisation en apprentissage – Pourcentage de jeunes d'un âge donné scolarisés en apprentissage par rapport à la population totale du même âge.

Taux de scolarisation par âge – Rapport de la population scolarisée à un âge donné à la population totale du même âge.

Taux de sortie (InserJeunes) – Complémentaire du taux de poursuite d'études.

Taux de sortie dans le second degré de l'éducation nationale – Pourcentage des élèves inscrits l'année n - 1 dans une classe (hors ULIS) qui ne se réinscrivent pas l'année n dans une classe du second degré dépendant du ministère chargé de l'éducation nationale. Les sorties incluent les élèves qui poursuivent dans l'enseignement supérieur ou qui s'inscrivent dans un établissement du second degré relevant d'autres ministères, et notamment du ministère chargé de l'agriculture ; ceux qui s'orientent vers une formation en alternance (apprentissage) s'ils ont 16 ans ou s'inscrivent dans une classe préparatoire à l'apprentissage dans un centre de formation d'apprentis (CFA) ; enfin, ceux qui ne poursuivent pas d'études.

Taux d'insertion professionnelle – Part des diplômés en emploi parmi les diplômés actifs (en emploi ou en recherche d'emploi).

Temps de travail des agents de l'éducation nationale – Le temps complet regroupe le temps plein et le temps partiel. Ce dernier est à l'initiative de l'agent. Le temps incomplet est à l'initiative de l'administration.

Terminal fixe – Ordinateur de bureau type PC avec, généralement, clavier et écran séparés, et une unité centrale (tour).

Terminal mobile – Cela peut être un ordinateur portable, un net book, un ultra book, une tablette, un terminal de classe mobile ou tout objet mobile permettant de travailler avec des outils numériques et/ou accéder à un réseau local ou internet (à l'exception des smartphones).

Terminale BEP – Seconde année de BEP en deux ans.

Terminale professionnelle – Troisième année de baccalauréat professionnel en trois ans.

Unités d'enseignement élémentaire autisme (UEEA) – Les UEEA sont des dispositifs collectifs fondés sur une coopération entre les acteurs de l'Éducation nationale et du secteur médico-social. Implantées en milieu ordinaire dans des écoles du premier degré, les UEEA constituent une modalité de scolarisation notifiée par la CDAPH pour des élèves de 6 à 11 ans présentant un trouble du spectre de l'autisme (TSA) et nécessitant une prise en charge médico-sociale soutenue dans le cadre de l'école. L'objet principal de l'UEEA est de mettre en place un cadre spécifique et sécurisant permettant de soutenir la réussite scolaire et éducative. L'UEEA module le temps individuel et collectif – avec un maximum de 10 élèves – autour d'un parcours de scolarisation et d'interventions en application du projet personnalisé de scolarisation (PPS) de l'élève. Les enfants sont présents à l'école sur la même durée que l'ensemble des élèves d'école élémentaire. Les UEEA ont été créées à la rentrée 2018 dans le prolongement des UEMA, leurs effectifs étaient initialement comptabilisés dans l'enquête n° 32, puis dans l'enquête n° 3 à partir de la rentrée 2021.

Unité d'enseignement maternelle autisme (UEMA) – Les UEMA sont des dispositifs collectifs fondés sur une coopération entre les acteurs de l'Éducation nationale et du secteur médico-social. Implantées en milieu ordinaire dans des écoles du premier degré, les UEMA constituent une modalité de scolarisation notifiée par la CDAPH pour des élèves de 3 à 6 ans présentant un trouble du spectre de l'autisme (TSA) et nécessitant une prise en charge médico-sociale soutenue dans le cadre de l'école. L'objet principal de l'UEMA est de mettre en place un cadre spécifique et sécurisant permettant de soutenir la réussite scolaire et éducative. L'UEMA module le temps individuel et collectif – avec un maximum de 7 élèves – autour

d'un parcours de scolarisation et d'interventions en application du projet personnalisé de scolarisation (PPS) de l'élève. Les enfants sont présents à l'école sur la même durée que les élèves de leur classe d'âge. Les UEMA ont été créées à la rentrée 2018, leurs effectifs sont comptabilisés dans l'enquête n° 32.

Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS), ex-CLIS et UPI – Les ULIS sont des dispositifs collectifs qui constituent une modalité de scolarisation notifiée par la CDAPH pour des élèves en situation de handicap. Les élèves scolarisés avec appui d'une ULIS bénéficient de temps d'enseignement adapté, dispensés collectivement par un enseignant spécialisé, dans le cadre de regroupements. Chaque élève scolarisé avec appui d'une ULIS est inscrit en classe ordinaire et bénéficie de temps de regroupements en ULIS en plus des adaptations pédagogiques et des mesures de compensation individuelles mises en œuvre au sein de sa classe de référence.
Depuis 2015, l'appellation « unité localisée pour l'inclusion scolaire » est généralisée et remplace l'appellation « classe pour l'inclusion scolaire » (CLIS) dans les écoles et « unités pédagogiques d'intégration » (UPI) dans les collèges et lycées, instaurant les ULIS école, ULIS collège et ULIS lycée.

Université – Les étudiants inscrits dans l'enseignement universitaire en France relèvent de 48 universités et 14 regroupements d'établissements de formations universitaires. Ces regroupements englobent des universités et des établissements membres et composantes non universitaires (hors Institut Polytechnique de Paris qui ne comporte pas d'université), dont l'Université Paris Sciences Lettres qui est devenue grand établissement ; ainsi que l'université de Lorraine, le CUFR de Mayotte, l'institut national universitaire d'Albi, les IEP et les COMUE.

Validation des acquis de l'expérience (VAE) – La VAE est une voie d'accès aux diplômes, titres et certifications professionnelles introduite par la loi de modernisation sociale n° 2002-73 du 17 janvier 2002. Ce dispositif permet à toute personne de faire reconnaître officiellement les compétences acquises au cours de son expérience, notamment professionnelle, en vue d'obtenir un diplôme ou une autre certification. La VAE est inscrite dans le Code de l'éducation ainsi que dans le Code du travail, et entre dans le champ d'application des dispositions relatives à la formation professionnelle continue.
Pour le relancer, le dispositif a été réformé dans le cadre de la loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022. Cette réforme s'appuie sur la création d'un service public de la VAE et le déploiement d'une plateforme numérique nationale. Elle supprime la condition d'une durée minimale d'expérience, mais maintient toutefois une première étape de recevabilité visant à vérifier le lien direct de l'expérience du candidat avec les compétences et activités du diplôme ou de la certification visé(e).
Une fois sa demande jugée recevable, le candidat peut déposer un dossier dit « de validation » qui fait valoir ses compétences en vue de l'obtention du diplôme. Le certificateur transmet le dossier à examiner à un jury qu'il constitue, qui se prononce sur la validation. Celle-ci peut être totale et aboutir à la délivrance du diplôme, ou partielle et accorder des unités constitutives de celui-ci. Depuis 2022, il est possible de se porter candidat sur des blocs de compétences constitutifs d'une certification, sans pour autant viser la certification complète.

Visa du ministère chargé de l'enseignement supérieur – Un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État peut demander au ministre chargé de l'enseignement supérieur l'autorisation de délivrer un diplôme visé. Le visa est un label de qualité dont la durée ne peut excéder six ans, après l'avis de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion (CEFDG). Il garantit la participation effective de l'établissement au service public de l'enseignement supérieur. Le référentiel de qualité prend en compte notamment l'organisation des conditions d'admission et de scolarité (études et stages), les collaborations avec les universités et les laboratoires de recherche, l'ouverture à l'international, l'insertion professionnelle des diplômés.
Pour les formations de niveau bac + 5, le visa conditionne l'obtention du grade de master dans le cadre de la réforme LMD.

Table des sigles

A

AA	Arts appliqués.
AED	Assistant d'éducation.
AES	Administrative, économique et sociale (filière universitaire).
AESH	Accompagnant des élèves en situation de handicap.
AFS(A)	Attestation de formation spécialisée (approfondie).
AHU	Assistant hospitalo-universitaire.
AIP	Attestation intermédiaire professionnelle.
ARS	Allocation de rentrée scolaire.
ASS	Administratifs, sociaux et de santé (personnels).
ATER	Attaché temporaire d'enseignement et de recherche.
Atsem	Agent territorial spécialisé d'école maternelle, rémunéré par les communes.

B

Bac pro	Baccalauréat professionnel.
Bac techno	Baccalauréat technologique.
BAP	Branche d'activité professionnelle.
BCE	Base centrale des établissements.
BCS	Bourse sur critères sociaux.
BEP	Brevet d'études professionnelles.
BIATSS	Bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé (personnels des).
BIT	Bureau international du travail.
BMA	Brevet des métiers d'art.
BP	Brevet professionnel.
BSA	Base statistique des agents.
BT	Brevet de technicien.
BTS	Brevet de technicien supérieur.
BTSA	Brevet de technicien supérieur agricole.
BUT	Bachelor universitaire de technologie.

C

CAER	Concours d'accès à une échelle de rémunération.
Cafep	Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement privé.
Cafoc	Centre académique à la formation continue.
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.
CAPA	Certificat d'aptitude professionnelle agricole.
CAPEPS	Certificat d'aptitude au professorat de l'éducation physique et sportive.
CAPES	Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré.
CAPET	Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique.
CAPLP	Certificat d'aptitude au professorat de lycée professionnel.
CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.
CDD	Contrat à durée déterminée.
CDI	Centre de documentation et d'information. Également : contrat à durée indéterminée.
CE1	Cours élémentaire première année.
CE2	Cours élémentaire deuxième année.
CECRL	Cadre européen commun de référence pour les langues.
Cedre	Cycle des évaluations disciplinaires réalisées sur échantillon.
CEFDG	Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion.
Céreq	Centre d'études et de recherches sur les qualifications.
CFA	Centre de formation d'apprentis.
CFP	Congé de formation professionnelle.
Cifre	Convention industrielle de formation par la recherche.

CIO	Centre d'information et d'orientation.
CIR	Crédit d'impôt recherche.
CITE	Classification internationale type des enseignements (Unesco).
Clipa	Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance.
CLIS	Classe pour l'inclusion scolaire (classe d'intégration scolaire avant la rentrée 2009).
CM1	Cours moyen première année.
CM2	Cours moyen deuxième année.
CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales.
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.
CNED	Centre national d'enseignement à distance.
CNIS	Conseil national de l'information statistique.
Cnous	Centre national des œuvres universitaires et scolaires.
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.
CNU	Conseil national des universités.
COM	Collectivité d'outre-mer.
Comue	Communauté d'universités et d'établissements.
CP	Cours préparatoire.
CPA	Classe préparatoire à l'apprentissage.
CPE	Conseiller principal d'éducation.
CPF	Compte personnel de formation (se substitue au DIF à partir du 1er janvier 2015 pour le secteur privé).
CPGE	Classe préparatoire aux grandes écoles.
CPPN	Classe préprofessionnelle de niveau.
CPI	Cycle préparatoire intégré.
Crous	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CTI	Commission des titres d'ingénieurs.
CUFR	Centre universitaire de formation et de recherche.

D

DAEU	Diplôme d'accès aux études universitaires.
DALF	Diplôme approfondi de langue française.
DARES	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (ministère chargé du travail).
DAVA	Dispositif académique de validation des acquis.
DCG	Diplôme de comptabilité et gestion.
DCESF	Diplôme de conseiller en économie sociale et familiale.
DE	Diplôme d'État.
DEA	Diplôme d'études approfondies.
DEC	Division des examens et concours.
DECF	Diplôme d'études comptables et financières.
DEES	Diplôme d'État d'éducateur spécialisé.
DEETS	Diplôme d'État d'éducateur technique spécialisé.
DELF	Diplôme d'études en langue française.
DEME	Diplôme d'État de moniteur éducateur.
DEPP	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (MEN).
DERD	Dépense extérieure de recherche et développement.
Derde	Dépense extérieure de recherche et développement des entreprises.
DES	Diplôme d'études spécialisées.
DESC	Diplôme d'études spécialisées complémentaires.
DESCF	Diplôme d'études supérieures comptables et financières.
DESS	Diplôme d'études supérieures spécialisées.
DEUG	Diplôme d'études universitaires générales.
Deust	Diplôme d'études universitaires en sciences et techniques.
DFAS	Diplôme de formation approfondie en sciences.
DGESCO	Direction générale de l'enseignement scolaire (MEN).
Dgesip	Direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle (MESRE).
Dgfip	Direction générale des finances publiques.

Table des sigles

DGRH	Direction générale des ressources humaines (MEN).
DGRI	Direction générale pour la recherche et l'innovation (MESRE).
DGS	Direction générale de la santé (ministère chargé de la santé).
Diapre	Données individuelles anonymes du premier degré.
DIE	Dépense intérieure d'éducation.
DIEO	Direction, d'inspection, d'éducation et d'orientation (personnels de).
DIF	Droit individuel à la formation (remplacé par le CPF au 1er janvier 2015 pour le secteur privé).
DIMA	Dispositif d'initiation aux métiers en alternance.
DIRD	Dépense intérieure de recherche et développement.
Dirda	Dépense intérieure de recherche et développement des administrations.
Dirde	Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises.
DMA	Diplôme des métiers d'art.
DN MADE	Diplôme national des métiers d'art et du design (ce diplôme remplace progressivement le DMA – diplôme des métiers d'art – et la MANAA – mise à niveau en arts appliqués – à partir de la rentrée 2018).
DNB	Diplôme national du brevet.
DNL	Discipline non linguistique.
DNRD	Dépense nationale de recherche et développement.
DNRDA	Dépense nationale de recherche et développement expérimental dans les administrations.
DNRDE	Dépense nationale de recherche et développement expérimental.
DNTS	Diplôme national de technologie spécialisée.
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (ministère chargé de la santé).
DROM	Département et région d'outre-mer.
DRT	Diplôme de recherche technologique.
DSAA	Diplôme supérieur d'arts appliqués.
DSCG	Diplôme supérieur de comptabilité et gestion.
DSNJ	Direction du service national et de la jeunesse.
DTS	Diplôme de technicien supérieur.
DU	Diplôme d'université.
Dufae	Diplôme universitaire de formation adaptée pour l'enseignement.
DUT	Diplôme universitaire de technologie.

E

EC	Enseignant-chercheur.
E/C	Nombre moyen d'élèves par classe.
Éclair	Écoles, collèges, lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite.
EDD	Emploi à durée déterminée.
EDI	Emploi à durée indéterminée.
EHESS	École des hautes études en sciences sociales.
EMC	Enseignement moral et civique.
ENI	École nationale d'ingénieurs.
ENS	École normale supérieure.
Ensam	École nationale supérieure des arts et métiers.
EP	Éducation prioritaire.
EPE	Établissement public expérimental.
EPHE	École pratique des hautes études.
EPIC	Établissement public à caractère industriel et commercial.
EPLE	Établissement public local d'enseignement.
EPS	Éducation physique et sportive.
EPSCP	Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.
EPST	Établissement public à caractère scientifique et technologique.
EREA	Établissement régional d'enseignement adapté.
ERPD	École régionale du premier degré.
ES	Économique et social (baccalauréat général).
E/S	Nombre moyen d'élèves devant un professeur pendant une heure de cours.
ESMS	Établissements sociaux et médico-sociaux.

ESPÉ	École supérieure du professorat et de l'éducation (remplacées par les Inspé depuis 2019).
ETP (ou EQTP)	Équivalent temps plein.

F

FC	Formation continue. Également : formation complémentaire (second degré).
FIP	Formation d'ingénieurs en partenariat (ex. NFI).
FLS	Français langue seconde.

G

GIP	Groupement d'intérêt public.
GIP-FCIP	Groupement d'intérêt public, formation continue et insertion professionnelle.
Greta	Groupement d'établissements publics locaux d'enseignement.
GT	Général et technologique.

H

H/E	Heures d'enseignement par élève.
HDR	Habilitation à diriger des recherches.
HGGSP	Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques.
HLP	Humanités, littératures et philosophie.
HSA	Heures supplémentaires annualisées.
HSE	Heures supplémentaires effectives.

I

IA-IPR	Inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional.
Icils	*International Computer and Information Literacy Study*.
ICV	Immobilier - cadre de vie.
IEA	*International Association for the Evaluation of Educational Achievement*.
IEN	Inspecteur de l'éducation nationale (intègre depuis 1990 les IDEN, IET et IIO).
IEP	Institut d'études politiques.
IGE	Ingénieur d'études.
IGR	Ingénieur de recherche.
IMP	Indemnités pour missions particulières.
Inalco	Institut national des langues et civilisations orientales.
INE	Identifiant national élève.
INP	Institut national polytechnique.
INRAE	Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.
INSA	Institut national des sciences appliquées.
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques.
Inspé	Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (depuis 2019, ils se substituent aux ESPÉ).
IR	Ingénieur de recherche.
IRA	Institut régional d'administration (Bastia, Lille, Lyon, Metz, Nantes).
ISBL	Institution sans but lucratif.
ITRF	Ingénieurs, techniciens de recherche et de formation.
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres.
IUT	Institut universitaire de technologie.

J

JDC	Journée défense et citoyenneté.
JO	Journal officiel.

L

L1, L2, L3	Licence LMD : première, deuxième, troisième année.
L	Littéraire (baccalauréat général).
L.AS	Licence accès santé.
LCA	Langues et cultures de l'Antiquité.
LEGT/LGT	Lycée d'enseignement général et technologique.
LFI	Loi de finances initiale.
LLCER	Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales.
LMD	Licence-master-doctorat.
LOLF	Loi organique relative aux lois de finances (1er août 2001).
LP	Lycée professionnel (ex. LEP).
LPA	Lycée professionnel agricole.
LPO	Lycée polyvalent.
LRU	Loi relative aux libertés et responsabilités des universités.
LV (1, 2, 3, R)	Langue vivante (première, deuxième, troisième, renforcée).

M

M1, M2	Master LMD : première, deuxième année.
MAASA	Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire.
MACD	Maîtres auxiliaires à contrat définitif.
MBA	*Master of Business Administration* (maîtrise en administration des affaires ; à ne pas confondre avec le « master en administration des affaires »).
MC (3, 4, 5)	Mention complémentaire (à un diplôme de niveau 3, 4 ou 5).
MCF	Maître de conférences.
MDPH	Maison départementale des personnes handicapées.
MEEF	Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation.
MFREO	Maison familiale rurale d'éducation et d'orientation.
MIES	Mission interministérielle enseignement scolaire.
Mires	Mission interministérielle recherche et enseignement supérieur.
MLDS	Mission de lutte contre le décrochage scolaire.
MMOPK	Médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie, kinésithérapie (filières).
MSA	Mutualité sociale agricole.

N

NAF	Nomenclature d'activités française.
NSF	Nomenclature des spécialités de formation.
NSI	Numérique et sciences informatiques.

O

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
ONDE	Outil numérique pour la direction d'école.
Onisep	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
OPCA	Organisme paritaire collecteur agréé.
OPCO	Opérateurs de compétences.

P

PACA	Provence - Alpes-Côte d'Azur.
Paces	Première année commune des études de santé (remplacées par les PASS et L.AS en 2020).
Pareo	Parcours pour réussir et s'orienter.
PASS	Parcours accès santé spécifique.
PC	Phase complémentaire (Parcoursup).
PCEM	Premier cycle des études médicales.
PCEP	Premier cycle des études pharmaceutiques.
PCS	Professions et catégories socioprofessionnelles.
PEGC	Professeur d'enseignement général de collège.
PEPS	Professeur d'éducation physique et sportive.
PHU	Praticien hospitalo-universitaire.
PIAL	Pôle inclusif d'accompagnement localisé.
PIB	Produit intérieur brut.
PISA	*Program for International Student Assessment*.
PLP	Professeur de lycée professionnel.
PME	Petites et moyennes entreprises.
PP	Phase principale (Parcoursup).
PPA	Parités de pouvoir d'achat.
PPS	Projet personnalisé de scolarisation.
PRAG	Professeur agrégé.
PRDF	Plan régional de développement des formations.
PsyEN	Psychologue de l'éducation nationale.
PU	Professeur des universités.

Q

QPV	Quartier prioritaire de la politique de la ville.

R

RAEP	Reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle.
RAR	Réseaux ambition réussite.
RCE	Responsabilités et compétences élargies.
R&D	Recherche et développement.
REP/REP+	Réseau d'éducation prioritaire/Réseau d'éducation prioritaire renforcée.
RERS	Repères et références statistiques.
RNCP	Répertoire national des certifications professionnelles.
RRS	Réseau de réussite scolaire.

S

S	Scientifique (baccalauréat général).
SA	Section d'apprentissage.
Segpa	Section d'enseignement général et professionnel adapté (ex. SES et GCA).
SEP	Section d'enseignement professionnel.
SES	Sciences économiques et sociales. Également : section d'éducation spécialisée (devenue Segpa).
SHS	Sciences humaines et sociales.
SI	Sciences de l'ingénieur.
SIEC	Service interacadémique des examens et concours.
SIES	Systèmes d'information et des études statistiques (MESRE) (sous-direction des).
SIFA	Système d'information sur la formation des apprentis.
SISE	Système d'information sur le suivi de l'étudiant.
Sivis	Système d'information et de vigilance sur la sécurité scolaire.
SMS	Sciences et technologies médico-sociales (remplacé par ST2S).
ST2S	Sciences et technologies de la santé et du social (ex. SMS).
STAE	Sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement.
Staps	Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
STAV	Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant (ex. STAE et STPA).
STD2A	Sciences et technologies du design et des arts appliqués.
STG	Sciences et technologies de la gestion (ex. STT).
STHR	Sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration.
STI	Sciences et technologies industrielles.
STI2D	Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable.
STL	Sciences et technologies de laboratoire (chimie/biologie).
STMG	Sciences et technologies du management et de la gestion (ex. STG).
STPA	Sciences et technologies du produit agroalimentaire.
STS	Section de technicien supérieur.
STT	Sciences et technologies tertiaires (remplacé par STG puis par STMG).
SVT	Sciences de la vie et de la Terre.

T

Talis	*Teaching and Learning International Survey*.
TIC	Technologies d'information et de communication.
TICE	Technologies d'information et de communication pour l'enseignement.
Timss	*Trends in Mathematics and Science Study*.
TMD	Techniques de la musique et de la danse.
TSA	Troubles du spectre de l'autisme.

U

UE	Union européenne (ex. CEE puis CE).
UEEA	Unité d'enseignement élémentaire autisme.
UEMA	Unité d'enseignement maternelle autisme.
UFA	Unité de formation en apprentissage.
UFR	Unité de formation et de recherche (ex. UER).
ULIS	Unité localisée pour l'inclusion scolaire (anciennement dénommée UPI).
Unedic	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
Unesco	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
UOE	Unesco-ISU, OCDE et Eurostat.
UPE2A	Unité pédagogique pour les élèves allophones arrivants.
UPI	Unité pédagogique d'intégration.
UT	Université de technologie.

V

VAE	Validation des acquis de l'expérience.

Z

ZEP	Zone d'éducation prioritaire.
ZUS	Zone urbaine sensible.

Notes d'Information de référence

1. Le système éducatif

Notes d'Information

25.63 « Évolution de la scolarité en milieu ordinaire des élèves en situation de handicap entre 2006 et 2024 », novembre 2025
25.42 « 88 500 élèves allophones nouvellement arrivés scolarisés en 2023-2024 : neuf sur dix bénéficient d'un enseignement en français langue seconde », juin 2025
25.43 « Journée nationale de lutte contre le harcèlement à l'école : résultats de la grille d'auto-évaluation des élèves », juillet 2025
24.40 « 89 500 élèves allophones nouvellement arrivés scolarisés en 2022-2023 : neuf sur dix bénéficient d'un soutien en français langue seconde », septembre 2024

2. Les établissements

Notes d'Information

26.11 « En 2024-2025, l'absentéisme touche en moyenne 7 % des élèves du second degré public », avril 2026
26.03 « Les signalements d'incidents graves dans les écoles et établissements publics et privés sous contrat en 2024-2025 », février 2026
26.01 « Taille des classes du premier degré : une neuvième année de baisse consécutive dans les écoles publiques », janvier 2026
25.58 « Les effectifs dans le premier degré : 6,155 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2025 », octobre 2025
25.47 « Le vécu au travail des personnels du second degré, en 2023-2024 », juillet 2025
25.33 « En 2023-2024, l'absentéisme touche en moyenne 7 % des élèves du second degré public », mai 2025
25.28 « Les signalements d'incidents graves dans les écoles et établissements publics et privés sous contrat en 2023-2024 », mai 2025
24.26 « 2,2 % des lycéens déclarent cinq violences ou plus de façon répétée - Résultats de l'enquête nationale de climat scolaire et de victimation auprès des lycéens pour l'année scolaire 2022-2023 », juillet 2024
24.25 « 91 % des élèves déclarent se sentir "bien" ou "tout à fait bien" dans leur lycée - Résultats de l'enquête nationale de climat scolaire et de victimation auprès des lycéens pour l'année scolaire 2022-2023 », juillet 2024
23.39 « Un recours très répandu aux classes à niveaux multiples dans les écoles », septembre 2023
23.15 « Résultats de l'enquête nationale de climat scolaire et de victimation 2022 auprès des directeurs d'école et des enseignants du premier degré », mars 2023
23.08 « 6,7 % des collégiens déclarent cinq violences ou plus de façon répétée », mars 2023
23.07 « 93 % des élèves déclarent se sentir "bien" ou "tout à fait bien" dans leur collège », mars 2023
22.08 « Résultats de la première enquête de climat scolaire et victimation auprès des élèves de CM1-CM2 : 92,4 % d'entre eux déclarent se sentir "bien" ou "très bien" dans leur école », mars 2022
19.53 « Résultats de la première enquête de climat scolaire auprès des personnels du second degré de l'Éducation nationale », janvier 2020
18.02 « L'éducation prioritaire : état des lieux », février 2018

Notes d'Information du SIES

16.08 « Les effectifs étudiants dans les regroupements d'établissements en 2015-2016 », novembre 2016

3. Les élèves du premier degré

Notes d'Information

26.09 « Projections d'effectifs scolaires à horizon 2035 », avril 2026
25.63 « Évolution de la scolarité en milieu ordinaire des élèves en situation de handicap entre 2006 et 2024 », novembre 2025
25.58 « Les effectifs dans le premier degré : 6,155 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2025 », octobre 2025

25.12 « Prévisions d'effectifs d'élèves du premier degré : la baisse devrait se poursuivre jusqu'en 2029 », mars 2025
24.41 « Les effectifs dans le premier degré : 6,262 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2024 », octobre 2024

4. Les élèves du second degré

Notes d'Information

26.06 « Les choix d'enseignements de spécialité et d'enseignements optionnels à la rentrée 2025 », février 2026
25.63 « Évolution de la scolarité en milieu ordinaire des élèves en situation de handicap entre 2006 et 2024 », novembre 2025
25.59 « Les effectifs dans le second degré : 5,621 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2025 », octobre 2025
24.42 « Les effectifs dans le second degré : 5,636 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2024 », octobre 2024
24.41 « Les effectifs dans le premier degré : 6,262 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2024 », octobre 2024
24.05 « L'orientation en CAP par apprentissage ou par voie scolaire est fortement liée au niveau scolaire et à l'origine sociale des élèves », mars 2024
23.51 « 5,657 millions d'élèves sont scolarisés dans le second degré à la rentrée 2023 », décembre 2023
23.50 « 6,340 millions d'élèves sont scolarisés dans le premier degré à la rentrée 2023 », décembre 2023
15.26 « L'implication des parents au cours préparatoire : des pratiques déjà très liées au capital culturel de la famille », septembre 2015

5. Les acquis des élèves

Notes d'Information

26.23 « Test de positionnement de première année de CAP 2025 : 10 % des élèves sont en difficulté en compréhension de l'écrit et en résolution de problèmes », juin 2026
26.22 « Test de positionnement de seconde 2025 : des résultats en baisse en français dans les deux voies et en mathématiques pour la voie professionnelle », juin 2026
26.21 « Évaluations exhaustives de début de sixième, de cinquième et de quatrième 2025 en français et en mathématiques », juin 2026
26.19 « Les résultats 2025 des évaluations Repères à l'école élémentaire en mathématiques », juin 2026
26.18 « Les résultats 2025 des évaluations Repères à l'école élémentaire en français », juin 2026
26.17 « Évaluation des aptitudes physiques des élèves de sixième et de seconde à la rentrée 2025 », mai 2026
26.13 « Sciences en fin de collège : la baisse des résultats se poursuit en 2024 », avril 2026
26.12 « Sciences en fin d'école : des résultats stables depuis 2007 », avril 2026
25.57 « Journée défense et citoyenneté 2024 : un jeune Français sur vingt en situation d'illettrisme », octobre 2025
25 .41 « Timss 2023 : en connaissances environnementales, les résultats des élèves de France sous la moyenne européenne », juin 2025
25.26 « Les filles moins confiantes que les garçons concernant l'année à venir et leurs performances, notamment en mathématiques », avril 2025
25.25 « Test de positionnement en première année de CAP 2024 : 9 % des élèves sont en difficulté en compréhension de l'écrit et en résolution de problèmes », avril 2025
25.24 « Test de positionnement de seconde 2024 : des résultats en baisse en français depuis 2021, en hausse en mathématiques en seconde générale et technologique et stables en seconde professionnelle », avril 2025
25.23 « Évaluation exhaustive de début de quatrième 2024 : stabilité des résultats en mathématiques et légère baisse en français, sauf en fluence », avril 2025
25.22 « Évaluation exhaustive de début de sixième 2024 : des performances en légère hausse depuis 2017, y compris en REP+ », avril 2025
25.20 « Première évaluation des qualités physiques des élèves de sixième à la rentrée 2024 », avril 2025
25.03 « En petite section de maternelle, des acquis plus solides pour les élèves nés en début d'année et pour les filles », janvier 2025

24.49 « Timss 2023 en quatrième pour les sciences : un score moyen stable depuis 2019 mais toujours en retrait par rapport à l'international », décembre 2024
24.48 « Timss 2023 en quatrième pour les mathématiques : des résultats stables en France et un accroissement des écarts de performance entre les élèves », décembre 2024
24.47 « Timss 2023 en CM1 : les résultats en mathématiques et en sciences restent stables en France, sous la moyenne européenne, avec une hausse des inégalités entre filles et garçons », décembre 2024
24.34 « Les filles moins confiantes que les garçons concernant l'année à venir et leurs performances, notamment en mathématiques », août 2024

6. Les apprentis

Notes d'Information

26.35 « L'apprentissage au 31 décembre 2025 : une baisse des effectifs de 2,8 % par rapport à 2024 », juillet 2026
26.27 « Insertion professionnelle des apprentis de niveau CAP à BTS deux ans après leur sortie d'études en 2023 », juin 2026
25.44 « L'apprentissage au 31 décembre 2024 », juillet 2025
24.28 « L'apprentissage au 31 décembre 2023 », juillet 2024

7. Les étudiants

Notes Flash du SIES

26.14 « Les effectifs inscrits en cycle ingénieur en 2025-2026 », juin 2026
26.12 « Étudiants inscrits en BUT en 2025-2026 », juin 2026
26.11 « Effectifs universitaires en 2025-2026 », juin 2026
26.03 « Les effectifs des inscriptions en section de technicien supérieur sous statut scolaire en 2025-2026 », février 2026
26.02 « Les effectifs en classes préparatoires aux grandes écoles à la rentrée 2025-2026 », février 2026
25.32 « Mon Master 2025 : les propositions d'admission en master », décembre 2025
25.28 « Parcoursup 2025 : les propositions d'admission dans l'enseignement supérieur », novembre 2025
25.22 « Les effectifs d'étudiants étrangers en mobilité internationale en 2024-2025 », septembre 2025
25.13 « Mon Master 2025 : Les candidatures à l'entrée en master », juin 2025
25.08 « Parcoursup 2025 : Les vœux des lycéens à l'entrée dans l'enseignement supérieur », mai 2025
25.14 « Les docteurs diplômés en 2024 », juin 2025
25.11 « Les effectifs inscrits en cycle ingénieur en 2024-2025 », juin 2025
24.17 « Les docteurs diplômés en 2023 », juin 2024

Notes d'Information du SIES

25.10 « Quatre années après une entrée en classe préparatoire littéraire, un étudiant sur deux poursuit ses études à l'université, majoritairement en master », octobre 2025
25.15 « Les effectifs étudiants dans l'enseignement supérieur en 2024-2025 », décembre 2025
25.02 « Les écarts de réussite entre les étudiants français et étrangers s'expliquent principalement par des différences sociodémographiques », janvier 2025
24.09 « Les effectifs étudiants dans le supérieur en 2023-2024 », décembre 2024
24.02 « Les étudiants européens en mobilité internationale entre l'Union européenne et la France », mars 2024
22.11 « Les effectifs d'étudiants étrangers en mobilité internationale pendant la pandémie et un an après », décembre 2022
20.11 « Les étudiants des écoles de commerce proposant un diplôme visé en 2018-2019, un effectif en progression depuis 5 ans », juillet 2020.

8. Résultats, diplômes, insertion

Notes d'Information

26.27 « Insertion professionnelle des apprentis de niveau CAP à BTS deux ans après leur sortie d'études en 2023 », juin 2026
26.26 « Insertion des lycéens professionnels et étudiants de niveau CAP à BTS deux ans après leur sortie d'études en 2023 », juin 2026
26.15 « La France face aux repères européens en éducation en 2026 : des acquis solides, des défis persistants », mai 2026
26.05 « Résultats définitifs du baccalauréat 2025 : moins de bacheliers dans les voies générale et technologique, plus dans la voie professionnelle », février 2026
26.04 « Résultats définitifs de la session 2025 du diplôme national du brevet (DNB) », février 2026
25.69 « Insertion professionnelle des apprentis de niveau CAP à BTS six mois après leur sortie d'études en 2024 62 % sont en emploi salarié en janvier 2025 », décembre 2025
25.68 « Insertion des lycéens professionnels et étudiants de niveau CAP à BTS six mois après leur sortie d'études en 2024 41 % sont en emploi salarié en janvier 2025 », décembre 2025
25.46 « Diplôme national du brevet (DNB) 2025 – Session de juin », juillet 2025
25.45 « Le baccalauréat 2025 - Session de juin », juillet 2025
25.67 « La validation des acquis de l'expérience (VAE) : reprise des candidatures en 2024 », décembre 2025
25.34 « Résultats définitifs de la session 2024 du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et évolutions depuis 2018 », mai 2025
25.05 « Résultats définitifs de la session 2024 du baccalauréat : un taux de réussite en hausse dans chacune des voies », février 2025
24.27 « La validation des acquis de l'expérience : 251 000 diplômes délivrés en vingt ans », juillet 2024

Notes Flash du SIES

26.14 « Les effectifs inscrits en cycle ingénieur en 2025-2026 », juin 2026
26.13 « Les effectifs étudiants des INSPÉ en 2025-2026 », juin 2026
26.12 « Étudiants inscrits en BUT en 2025-2026 », juin 2026
26.11 « Effectifs universitaires en 2025-2026 », juin 2026
26.07 « Résultats des brevets de techniciens supérieurs -Session 2025 », mai 2026
25.35 « Le taux d'emploi salarié en France des diplômés 2024 de BUT », décembre 2025
25.34 « Le taux d'emploi salarié en France des diplômés de 2024 de formation ingénieur et en management de niveau Bac+5 à 6 et 12 mois », décembre 2025
25.33 « Le taux d'emploi salarié France des diplômés 2024 de Licence professionnelle, Licence générale et de Master », décembre 2025
25.32 « Mon Master 2025 : les propositions d'admission en master », décembre 2025
25.29 « Parcours et réussite en licence : les résultats de la session 2024 », novembre 2025
25.26 « Parcours et réussite en IUT : Les résultats de la session 2024 », novembre 2025
25.16 « L'insertion professionnelle à trois ans des docteurs diplômés en 2020 », juillet 2025
25.13 « Mon Master 2025 : les candidatures à l'entrée en master », juin 2025
24.25 « L'insertion professionnelle à un an des docteurs diplômés en 2020 », septembre 2024
23.07 « Étudiants inscrits en DUT/BUT en 2022-2023 », juin 2023

Notes d'Information du SIES

22.08 « Faible impact de la crise sanitaire sur l'insertion professionnelle à trois ans des docteurs », octobre 2022
20.11 « Les étudiants des écoles de commerce proposant un diplôme visé en 2018-2019, un effectif en progression depuis 5 ans », juillet 2020
20.09 « Parcours et réussite des étudiants en cycle ingénieur », juillet 2020

9. Les personnels

Notes d'Information

26.29 « Les heures supplémentaires des enseignants des établissements du second degré en 2024-2025 », juillet 2026
26.28 « Le service des enseignants est de 18,5 heures dans les établissements du second degré à la rentrée 2025 », juillet 2026
26.14 « La part du temps d'enseignement non assuré dans les établissements publics du second degré en 2024-2025 », avril 2026
26.08 « Profil des admis aux concours enseignants 2024 », mars 2026
26.02 « Les conditions de vie familiale des enseignantes et des enseignants », février 2026
25.65 « La formation continue des enseignants des premier et second degrés en 2023-2024 », novembre 2025
25.55 « Les pratiques enseignantes à l'école élémentaire et au collège en France : les premiers résultats de l'enquête internationale Talis 2024 », octobre 2025
25.54 « Conditions d'exercice et perceptions du métier d'enseignant à l'école élémentaire et au collège en France : les premiers résultats de l'enquête internationale Talis 2024 », octobre 2025
25.50 « Les pratiques d'enseignement en petite section de maternelle pour l'acquisition des premiers outils mathématiques à l'école en 2021 », septembre 2025
25.49 « Combien d'élèves devant un enseignant pendant une heure de cours dans les établissements du second degré à la rentrée 2024 ? », août 2025
25.48 « L'évolution du salaire des enseignants titulaires et assimilés titulaires entre 2022 et 2023 », août 2025
25.36 « La part du temps d'enseignement non assuré dans les établissements publics du second degré en 2023-2024 », juin 2025
25.31 « Les heures supplémentaires annualisées des enseignants à la rentrée 2024 dans les établissements du second degré », mai 2025
25.30 « Les heures supplémentaires des enseignants des établissements du second degré en 2023-2024 », mai 2025
25.02 « Profil des admis aux concours enseignants 2023 », janvier 2025
24.35 « La mobilisation du langage à l'école : premiers résultats sur les pratiques d'enseignement en petite section de classe maternelle dans le cadre du Panel 2021 », août 2024

10. Budgets, coûts et financements

Notes d'Information

25.52 « En 2024, 197,1 milliards d'euros consacrés à l'éducation, soit 6,8 % du PIB », septembre 2025
24.45 « En 2023, 189,9 milliards d'euros consacrés à l'éducation, soit 6,7 % du PIB », novembre 2024

Notes d'Information du SIES

26.03 « L'activité de R&D selon les catégories d'entreprises en 2023 – résultats détaillés pour 2023 », mars 2026
25.12 « Dépenses de recherche et développement expérimental en France - Résultats détaillés pour 2023 et premières estimations pour 2024 », novembre 2025

Notes Flash du SIES

26.06 « Les dépenses de R&D des entreprises en 2024 (données provisoires) », avril 2026
25.20 « La dépense de recherche et développement expérimental en 2023 », juillet 2025
25.23 « Les boursiers sur critères sociaux en 2024-2025 », septembre 2025

11. La France d'outre-mer

Notes d'Information

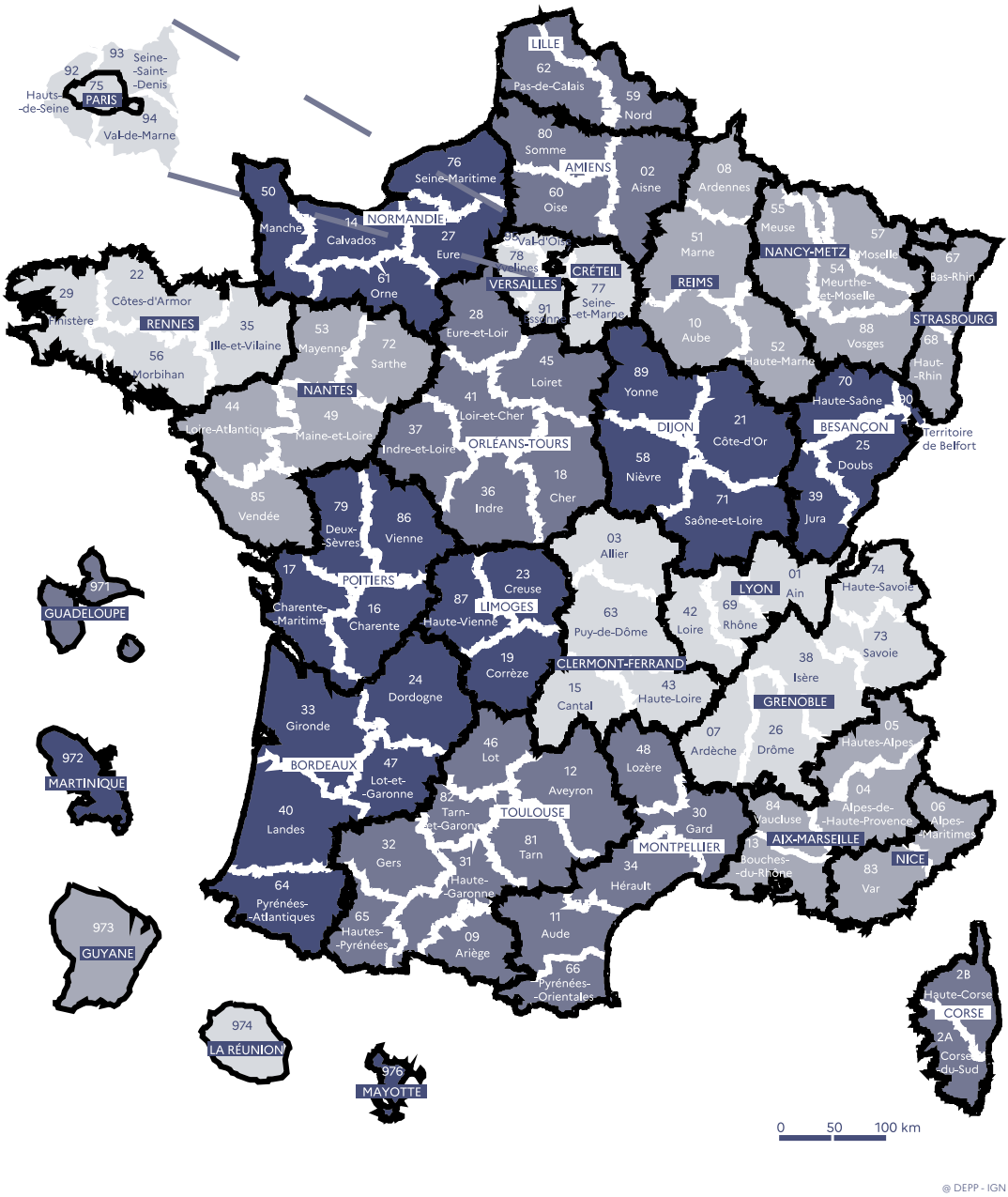
26.05 « Résultats définitifs du baccalauréat 2025 : moins de bacheliers dans les voies générale et technologique, plus dans la voie professionnelle », février 2026
25.59 « Les effectifs dans le second degré : 5,621 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2025 », octobre 2025
25.58 « Les effectifs dans le premier degré : 6,155 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2025 », octobre 2025
25.34 « Résultats définitifs de la session 2024 du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et évolutions depuis 2018 », mai 2025
24.42 « Les effectifs dans le second degré : 5,636 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2024 », octobre 2024
24.41 « Les effectifs dans le premier degré : 6,262 millions d'élèves scolarisés à la rentrée 2024 », octobre 2024
23.51 « 5,657 millions d'élèves sont scolarisés dans le second degré à la rentrée 2023 », décembre 2023
23.50 « 6,340 millions d'élèves sont scolarisés dans le premier degré à la rentrée 2023 », décembre 2023

Notes d'Information du SIES

25.15 « Les effectifs étudiants dans l'enseignement supérieur en 2024-2025 », décembre 2025
24.09 « Les effectifs étudiants dans le supérieur en 2023-2024 », décembre 2024
23.11 « Les effectifs étudiants dans le supérieur en 2022-2023 », décembre 2023

Notes Flash du SIES

26.13 « Les effectifs étudiants des Inspé en 2025-2026 », juin 2026
26.12 « Étudiants inscrits en BUT en 2025-2026 », juin 2026
26.11 « Effectifs universitaires en 2025-2026 », juin 2026



Depuis le 1er janvier 2020, 18 régions académiques sont mises en place pour répondre au nouveau cadre régional créé par la loi du 16 janvier 2015.

Régions académiques, académies et départements

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Clermont-Ferrand • Allier • Cantal • Haute-Loire • Puy-de-Dôme

Grenoble • Ardèche • Drôme • Isère • Savoie • Haute-Savoie

Lyon • Ain • Loire • Rhône

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Besançon • Doubs • Jura • Haute-Saône • Territoire de Belfort

Dijon • Côte-d'Or • Nièvre • Saône-et-Loire • Yonne

BRETAGNE

Rennes • Côtes-d'Armor • Finistère • Ille-et-Vilaine • Morbihan

CENTRE-VAL DE LOIRE

Orléans-Tours • Cher • Eure-et-Loir • Indre • Indre-et-Loire • Loir-et-Cher • Loiret

CORSE

Corse • Corse-du-Sud • Haute-Corse

GRAND EST

Nancy-Metz • Meurthe-et-Moselle • Meuse • Moselle • Vosges

Reims • Ardennes • Aube • Marne • Haute-Marne

Strasbourg • Bas-Rhin • Haut-Rhin

HAUTS-DE-FRANCE

Amiens • Aisne • Oise • Somme

Lille • Nord • Pas-de-Calais

ÎLE-DE-FRANCE

Créteil • Seine-et-Marne • Seine-Saint-Denis • Val-de-Marne

Paris

Versailles • Yvelines • Essonne • Hauts-de-Seine • Val-d'Oise

NORMANDIE

Normandie • Calvados • Eure • Manche • Orne • Seine-Maritime

NOUVELLE-AQUITAINE

Bordeaux • Dordogne • Gironde • Landes • Lot-et-Garonne • Pyrénées-Atlantiques

Limoges • Corrèze • Creuse • Haute-Vienne

Poitiers • Charente • Charente-Maritime • Deux-Sèvres • Vienne

OCCITANIE

Montpellier • Aude • Gard • Hérault • Lozère • Pyrénées-Orientales

Toulouse • Ariège • Aveyron • Haute-Garonne • Gers • Lot • Hautes-Pyrénées • Tarn • Tarn-et-Garonne

PAYS DE LA LOIRE

Nantes • Loire-Atlantique • Maine-et-Loire • Mayenne • Sarthe • Vendée

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Aix-Marseille • Alpes-de-Haute-Provence • Bouches-du-Rhône • Hautes-Alpes • Vaucluse

GUADELOUPE

GUYANE

MARTINIQUE

MAYOTTE

LA RÉUNION

Publications

La direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère chargé de l'éducation nationale propose diverses publications présentant les données statistiques complètes résultant d'enquêtes systématiques, mais aussi des séries d'indicateurs analytiques, des articles méthodologiques ou de synthèse, des résultats d'études ou de recherches.

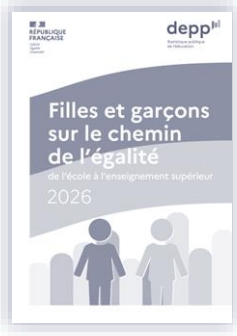
Ces publications permettent, par-delà les données succinctes contenues dans Repères et références statistiques, d'aborder de façon plus approfondie le système éducatif de notre pays.

L'ÉTAT DE L'ÉCOLE

expose les principales données du système éducatif mises à jour annuellement : une analyse synthétique des coûts, des activités et des résultats de l'École, qui couvre tous les niveaux du système éducatif. Des indicateurs internationaux aident à mieux situer la France par rapport aux autres pays.

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DE LA DEPP

présentent les résultats de travaux à caractère technique ou des exploitations statistiques détaillées non disponibles sur d'autres supports.



FILLES ET GARÇONS SUR LE CHEMIN DE L'ÉGALITÉ

regroupe les principales statistiques sur les parcours scolaires comparés des filles et des garçons : résultats scolaires, choix d'orientation, poursuites d'études après le baccalauréat, insertion professionnelle. Des indicateurs internationaux situent la France au niveau européen et au sein de l'OCDE.

L'ÉDUCATION NATIONALE EN CHIFFRES

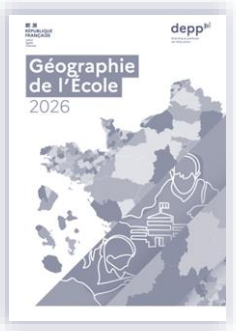
fait la synthèse des caractéristiques et des tendances du système éducatif français qui présente chaque année les chiffres-clés pour l'année scolaire écoulée.

L'EUROPE DE L'ÉDUCATION EN CHIFFRES

propose une grande variété d'indicateurs permettant de confronter les multiples dimensions en jeu dans la réussite éducative, et ce pour chacun des pays de l'Union européenne face à des objectifs communs désormais portés par des cibles chiffrées.

GÉOGRAPHIE DE L'ÉCOLE

décrit le système éducatif en mettant en lumière les principales disparités territoriales à travers des indicateurs cartographiés et de courtes analyses.



PANORAMA STATISTIQUE DES PERSONNELS DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

est une publication de la DEPP qui présente les informations statistiques disponibles les plus récentes sur les effectifs des personnels enseignants des secteurs public et privé sous contrat ainsi que des personnels non enseignants du secteur public.

LES NOTES D'INFORMATION

font le point sur un des aspects récurrents ou ponctuels du système éducatif et donnent sous forme synthétique l'essentiel des dernières exploitations d'enquêtes et d'études.

Les articles de la revue

ÉDUCATION & FORMATIONS,

au travers d'études menées par des spécialistes, traitent des grands enjeux de l'éducation, de la formation professionnelle ou de la recherche.

Vous recherchez une information statistique

NOS SITES

education.gouv.fr/etudes-et-statistiques

enseignementsup-recherche.gouv.fr/statistiques data.education.gouv.fr

RERS INTERACTIF

Les contenus de *Repères et références statistiques* sont ainsi mis à disposition en continu sur l'application RERS Interactif.

Le ministère de l'Éducation nationale participe au débat public général sur le système éducatif français en assurant l'accès des citoyens et des spécialistes aux informations et aux analyses qu'il détient. À ce titre, il encourage la meilleure utilisation et la plus large diffusion possible des informations statistiques de cet ouvrage.

Consultez Repères et références statistiques
sur **rers.depp.education.fr**

➔ téléchargez l'ouvrage au format **.pdf**

➔ téléchargez les tableaux et graphiques au format **.xlsx**

Retrouvez sur les sites Internet du ministère l'ensemble des données publiques couvrant tous les aspects structurels de l'éducation et de la recherche :

- les derniers résultats d'enquêtes ;
- les publications et rapports de référence ;
- des données détaillées et actualisées ;
- des répertoires, nomenclatures et de la documentation ;
- des séries chronologiques (voir « Notes au lecteur »).

VOUS RECHERCHEZ UNE PUBLICATION OU DES DONNÉES PRODUITES PAR LA DEPP ?

Rendez-vous sur DEPPaDoc, le catalogue en ligne qui rassemble toutes les publications et archives de la statistique sur l'éducation et la formation : **archives-statistiques-depp.education.gouv.fr**

Besoin d'aide pour trouver une information ?
Envoyez un courriel à **depp.rers@education.gouv.fr**

Imprimé en France par la Dila, en août 2026